



THE  
PENNSYLVANIA  
STATE UNIVERSITY  
LIBRARY













**HISTOIRE**  
**DE**  
**LA PARTICIPATION DE LA FRANCE**  
**À L'ÉTABLISSEMENT**  
**DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**







Charles Gravier  
*Conseiller d'Etat Ordinaire,  
 et Chef du Conseil*  
 Digitized by Google



Comte de Vergennes  
*Ministre et Secrétaire d'Etat  
 Royal des Finances*  
 PENN STATE

**HISTOIRE**  
**DE**  
**LA PARTICIPATION DE LA FRANCE**  
**À L'ÉTABLISSEMENT**  
**DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ET DOCUMENTS

PAR

**HENRI DONIOL**

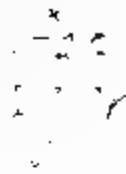
CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

**TOME PREMIER**



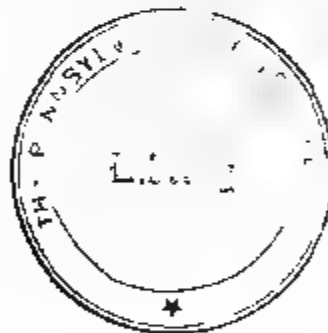
**PARIS**  
**IMPRIMERIE NATIONALE**

M DCCC LXXXV



IMPRIMÉ POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

DÉCISION DE M. LE GARDE DES Sceaux MARTIN FEUILLÉE  
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES  
APPROUVANT LES PROPOSITIONS DU DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE  
EN DATE DU 8 JUIN 1884



DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS



## AVANT-PROPOS.

En décidant qu'à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889 l'Imprimerie nationale exécuterait un labeur typographique justifiant de nouveau le rang que cet établissement s'est acquis, M. le Garde des Sceaux voulut bien agréer la proposition que j'eus l'honneur de lui faire, de publier les pièces diplomatiques et les documents relatifs à l'intervention de la France en Amérique sous le premier ministère de Louis XVI. Je commence aujourd'hui ce travail. Il sera étendu, bien qu'il ne porte pas sur une longue période de temps, mais il se légitime de lui-même et il a un lien visible avec le centenaire que l'Exposition doit consacrer.

L'œuvre accomplie par le cabinet Maurepas, d'abaisser la Grande-Bretagne en assurant le triomphe de l'insurrection des États-Unis, n'a pas encore eu d'historien. Sur les tables de nos annales sont bien gravés le départ soudain du marquis de la

386779

Fayette pour l'Amérique, le traité de commerce et d'amitié de 1778, l'envoi de la petite armée de Rochambeau et des flottes combinées de la France et de l'Espagne, la capitulation infligée aux Anglais, la paix finale de 1783; mais on ne sait pour ainsi dire plus le pourquoi de tout cela ni comment l'entreprise fut conçue. On connaît cette entreprise dans son ensemble, on ignore à peu près complètement de quelle manière, en tant qu'affaire politique, elle fut commencée, conduite et terminée. Elle souleva l'enthousiasme et elle fut admirée partout; il en résulta un moment plein d'éclat, nous reprîmes en Europe la situation et le prestige perdus dans les défaites de la guerre de Sept ans, si profondes que la France en subit peu d'autres par lesquelles elle fut déprimée davantage. Pour l'histoire, cependant, les faits de ce moment mémorable sont comme sous un voile. Le retentissement en a été couvert par celui de la Révolution française et leurs détails se trouvent effacés ou dans l'oubli. Presque tous les survivants se sont tus sur la part qu'ils y avaient prise; ceux qui en ont parlé ne les ont guère rappelés que comme des circonstances diminuées dans leurs souvenirs par des choses dont ils furent beaucoup plus émus, les œuvres d'art commandées pour en consacrer la mémoire n'ont pas été finies ou se sont vu disperser; par suite on a très sommairement écrit, jusqu'à présent, la page qui retrace cet instant glorieux et elle est vide en beaucoup d'endroits.

La participation de notre pays à l'établissement de la République américaine passe pour être étroitement liée à la Révolution française. L'aurore de la France moderne luit donc déjà sur cette page, éclairée par le dernier lustre de l'ancienne monarchie. C'était un

motif de plus pour en combler les lacunes, et l'occasion s'en présentait d'elle-même dans la célébration de l'anniversaire de 1789.

Que l'on me permette de le dire (et après ce qui vient d'être expliqué il ne peut y avoir là ni une critique ni un reproche) : les historiens ont répété successivement une légende et les publicistes n'ont guère avancé que des conjectures, touchant l'intervention armée du cabinet de Versailles en faveur des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. La légende, c'est La Fayette entraînant subitement tout le monde en se jetant en mer au mois d'avril 1777, c'est l'élan qu'il suscita obligeant soudain à tout concerter et à tout résoudre. On a trouvé naturel que ce coup de tête de jeune homme, par les sentiments dont il s'inspira, produisit un effet aussi considérable. On n'a point recherché si c'était là une cause suffisante, s'il n'avait pas été besoin d'une complicité supérieure, de la participation ou de la direction de ceux qui présidaient à la politique. Quelques-uns, par regret des suites qu'a eues cet entraînement, représentent encore le départ de La Fayette comme un acte de légèreté pure ou d'amour-propre, même comme l'effet d'un dépit que la reine avait provoqué en riant un jour de la gaucherie du héros. C'est attribuer d'autant plus d'importance à ce départ, que l'on souhaite de blâmer, on ne fait que confirmer ainsi la supposition de son influence irrésistible. À la vérité, l'on ajoute pour expliquer les faits l'action de facteurs secondaires : Franklin, dont la présence à Paris aurait transporté les salons, fasciné les politiques et le ministre lui-même, Beaumarchais, gouvernant dans son intérêt l'esprit frivole de M. de Maurepas en l'amusant et, par là, s'imposant à M. de Vergennes,

1.

2.

LIBRARY OF THE CONGRESS

enfin l'adresse et la tenacité de ce dernier, à qui serait dû le reste. D'un point de vue où l'esprit de parti et de polémique occupe beaucoup de place, une autre cause non moins conjecturale a été indiquée : les ministres auraient abusé du roi, trop jeune pour gouverner lui-même ou impuissant à défendre les impulsions de sa conscience. Les écrivains qui parlent ainsi pensent que la Révolution découla de l'intervention aux États-Unis, qu'il se trouvait des esprits pressentant cette conséquence et s'efforçant d'en dissuader Louis XVI; ce serait mal éclairé ou la main forcée que le jeune monarque aurait conclu le traité de 1778 avec la nation nouvelle et décidé après, par une suite fatale, l'expédition militaire et navale sous laquelle l'armée de lord Cornwallis succomba<sup>1</sup>.

Assez récemment, des livres ont été composés avec une certaine étude des sources, mais sans instruire beaucoup plus. Les pièces publiées par M. Cornélis de Witt dans l'Appendice de son volume intitulé : *Thomas Jefferson, étude historique sur la démocratie américaine*<sup>2</sup>, ont été un premier élément. Dans son ouvrage, *La France sous Louis XVI*, M. Jobez a fait connaître, il y a quelques années, des documents sur lesquels on avait encore très peu jeté les yeux<sup>3</sup>. Un Américain habitué aux chancelleries et versé dans leurs archives, M. George Bancroft, en achevant son *History of the United States*<sup>4</sup>, a édifié pour son pays un de ces monuments

<sup>1</sup> Un article du *Correspondant* n° de juillet et août 1876. *La Fayette et le traité de 1778* peut être indiqué comme présentant l'expression la plus complète la plus vive encore, de ces manières de voir. Elles reposent sur une notion des faits très inexacte, mais très répandue

dans la littérature historique recherchée par les lecteurs de ce recueil.

<sup>2</sup> Paris, Didier, in-8° et in-12, 1861.

<sup>3</sup> Paris, Didier, 2 vol. in-8° 1877.

<sup>4</sup> Dix volumes grand in-8°. Londres et Boston, une nouvelle édition en quatre volumes vient de paraître.

d'histoire se rapprochant, par leur ampleur, de ceux dont le vieux continent abonde; malgré le parti pris germanique qui, vers la fin, trouble la vue de l'auteur, il a eu à peu près l'idée des choses telles qu'elles furent. Aussi un Français distingué, diplomate de carrière, a-t-il traduit les chapitres de l'ouvrage qui se rapportent au rôle de la France, et il les a accompagnés de considérations nouvelles<sup>1</sup>. Ces livres ont fait entrevoir qu'il y eut, dans l'entreprise du gouvernement de Louis XVI, des éléments différents de la légende de La Fayette ou des autres interprétations qui en ont été données; c'est le service qu'on leur doit. Ni l'un ni l'autre, toutefois, ils ne constituent, même à titre de bref résumé, une histoire proprement dite de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique.

C'est dans les correspondances diplomatiques et dans les pièces émanées du cabinet de Versailles qu'il faut chercher cette histoire. Les faits n'y apparaissent pas comme on les a généralement retracés, et leurs motifs se montrent autres que ceux auxquels ils ont été quelquefois attribués. Quand on prend le champ qu'il faut pour en bien voir le cours, ces documents rendent la réalité présente. L'origine et la complication des événements s'y révèlent, les mobiles, le caractère, l'influence des hommes y sont visibles. Le départ de La Fayette ne s'y voit plus que comme un épisode,

<sup>1</sup> C'est le tome X de l'ouvrage. M. de Circourt l'a traduit sous le titre de : *Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*. 3 vol. in 8°, Paris, Vieweg.

876. Titre propre au traducteur, mais étranger à M. Bancroft. L'étude person-

nelle que M. de Circourt a joint à sa traduction porte uniquement sur l'opportunité de l'intervention du gouvernement de Louis XVI en Amérique, c'est-à-dire une dissertation politique, c'est l'examen critique, ce n'est pas l'histoire de cette intervention.

un grand épisode qui répond à l'impression publique, il accroit cette impression et en donne la mesure; il fait entrer dans une longue existence de popularité l'enfant qui en est l'acteur chevaleresque, mais celui-ci cesse de sembler la cause déterminante de l'entreprise. Si le roi s'y montre un monarque de volonté molle, il préside néanmoins en toute liberté aux délibérations, aux actes, il écoute de la part de ses ministres ou il parle de concert avec eux le langage que commandent l'honneur de son pays et le sien; il n'est prince bien faible que lorsqu'il s'agit des personnes. Il n'a non plus ni à combattre les perspectives de révolution, ni à subir les sacrifices de conscience dont quelques esprits voudraient qu'il ait été la victime, ces perspectives-là ne furent aperçues alors et ces sacrifices signalés par personne qui en ait laissé un témoignage sérieux à l'histoire. Les ministres, eux, sont tels qu'ils devaient et pouvaient être, à côté d'un roi de vingt-deux ans chez qui rien ne signalait des facultés éminentes et dont le règne s'ouvrait après des années d'effacement qui avaient affaibli les esprits. Des visées d'éclat, on ne le sent que trop, auraient jeté l'émoi au sein de la cour de Versailles. Le génie résidait dans le patriotisme contenu, réservé, patient. M. de Maurepas, M. de Vergennes, tous leurs collègues, servent le descendant de Louis XIV en politiques vraiment imbus du passé de leur pays, mais pénétrés des nécessités que le moment imposait.

Le plan autrefois suivi par M. Mignet dans la publication des *Négociations relatives à la succession d'Espagne* n'était naturellement indiqué, pour grouper et présenter les matériaux du présent travail. Il ne fallait pas croire que par lui-même ce plan ferait appro-

cher du modèle; mais les textes seraient mieux dans leur jour, rattaches les uns aux autres par un récit marquant leurs rapports et appelant les documents accessoires que simplement ranscrits dans leur succession chronologique. Les documents en eux-mêmes ne constituent pas l'histoire, c'est leur lien qui la donne. Les documents, ici, devaient être cherchés à diverses sources, mais principalement aux archives du ministère des Affaires étrangères. La plus grande partie des pièces et la correspondance s'y trouvent. Tout est sorti de ce ministère et tout y a convergé. M. de Vergennes fut le véritable artisan de l'œuvre. Ses dépêches à elles seules, avec les mémoires et les pièces de son secrétariat, suffiraient à l'historien. La correspondance des ambassadeurs d'Espagne à Londres et à Versailles avec leur gouvernement doit renfermer des indications ou des éléments qu'il pourra devenir curieux de connaître, si elle est un jour tirée des archives de Madrid, y trouvera-t-on rien de propre à modifier les notions que fournissent nos registres des Affaires étrangères? Je n'hésite pas à ne le point penser. Les archives du ministère de la Marine contiennent certains détails, et les Archives nationales quelques indications qui manquent au quai d'Orsay, j'ai mis les unes et les autres à profit. L'historien Bancroft a publié beaucoup d'extraits ou de textes fournis par les archives anglaises et allemandes; je n'ai pas cru devoir m'abstenir de prendre, dans la reproduction que M. de Cirrourt en a faite en français, tous ceux qu'il était utile d'emprunter. Enfin, j'ai considéré comme des documents de quelque prix et fait reproduire par les moyens que la photographie procure aujourd'hui aux œuvres typographiques les portraits, faits à l'époque même, des hommes en qui s'est personnifiée

cette grande affaire d'Amérique, et quelques œuvres d'art par lesquelles on voulut en rappeler le souvenir.

Les documents fondamentaux seront intercalés textuellement dans le récit, mais non les pièces d'une importance secondaire; on trouvera celles-ci soit en annexes à la suite des chapitres, soit à la fin de l'ouvrage, et quelques-unes, plus accessoires ou simplement occasionnelles, en note au bas des pages. Quant à celles qui sont émanées des ministres ou des ambassadeurs étrangers, je me suis souvent borné à les résumer<sup>1</sup>.

Les mémoires ou les correspondances privées manquent encore à la bibliographie de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique. Dans les écrits de ce genre que l'on possède, tels que les *Mémoires et correspondances du général La Fayette*<sup>2</sup>, la *Biographie du général de Kalb*<sup>3</sup>, *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'indépendance des États-Unis*, de l'Américain Balch<sup>4</sup>, les *Mémoires du comte de M...* (Moré de Pontignibaud)<sup>5</sup>,

Une observation est ici nécessaire. Lors de leur classement aux Affaires étrangères, les pièces ont été relées en volumes et rangées toutes minutées, rapports, documents, à leur date écrite ou supposée suivant un numéro d'ordre à l'encre rouge dans chaque registre. Récemment, on a substitué à cet état primitif une pagination par folios qui efface parfois l'ancien numérotage. À la date où le présent volume a paru, quelques uns seulement des registres dont j'ai à me servir ont été soumis à cette mesure. Il importait cependant

d'adopter une méthode uniforme pour les renvois aux textes cités. Je continue de suivre le système ancien par tome et par numéro de classement dans les tomes.

<sup>1</sup> Six volumes in-8° (Paris, Fourrier, éditeur, 1838).

<sup>2</sup> Par F. Kapp, texte allemand, un volume in-8° (Stuttgart, Cotta, éditeur, 1862).

<sup>3</sup> Un volume in-8° (Paris, Sauton, éditeur, 1875).

<sup>4</sup> Un volume in-8° (Paris, V. Thiercelin, éditeur, 1828).



les *Mémoires militaires, etc. du Comte de Rochambeau*<sup>1</sup> et les *Souvenirs du Lieutenant-général Comte Mathieu Damas*, son aide de camp<sup>2</sup>, j'ai relevé plus d'un détail. Sur presque tous les points, toutefois, ces détails ont besoin d'être expliqués, complétés ou redressés par les documents officiels. Du reste, on peut tenir pour probable que si d'autres correspondances ou des notes privées viennent ultérieurement au jour, elles n'apprendront rien que l'on ne sache lorsqu'on a lu ces documents-là, rien d'essentiel, au moins. En voyant se dérouler les faits, on pensera peut-être que le portefeuille du comte de Broglie, celui du ministre de la guerre comte de Saint-Germain, celui de M. de Sartine, s'ils en ont laissé un, celui de M. de Maurepas (je parle du vrai, car il en a été publié un sans valeur) et plus encore celui du comte de Vergennes, préciseraient avec avantage ce qui est relatif aux premières menées en 1775, aux enrôlements d'officiers pour l'Amérique et aux envois de matériel de guerre en 1776, aux projets propres du comte de Broglie et au départ de La Fayette. Des notes des deux Gérard de Rayneval l'un qui fut intimement associé au travail et aux efforts du ministre, l'autre chef de bureau des affaires politiques, fourniraient aussi, pour élucider certains faits, des indications précieuses. Il faut souhaiter que l'histoire ait un jour à sa disposition ces sources accessoires<sup>3</sup>, on peut cependant prédire qu'il n'en sortira rien de nature à infirmer, sur aucun point de fond, les faits dont le tableau va suivre. Les faits de la guerre en

<sup>1</sup> Deux volumes in-8° (Paris, Fain, imprimeur, et Mugamel, libraire, 1809).

<sup>2</sup> Publiés par son fils trois volumes in-8° Paris, 1839).

<sup>3</sup> M. le comte de Rayneval, ministre plénipotentiaire, a bien voulu me faire connaître qu'aucun papier des deux Gérard n'était parvenu à sa famille.

elle-même y tiendront le moins de place possible : ils sont connus. Ce sont les faits politiques que l'ouvrage a pour but de mettre en relief. Il a été entrepris afin de retracer pourquoi et comment le gouvernement de Louis XVI est allé aux États-Unis, pourquoi et comment il a conclu la paix qui l'en a fait revenir.

Paris, octobre 1885

H. DONKOL

HISTOIRE  
DE  
LA PARTICIPATION DE LA FRANCE  
À L'ÉTABLISSEMENT  
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.



CHAPITRE PREMIER.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LES COLONIES ANGLAISES.

Impression produite en France par le soulèvement des colonies anglaises et sentiments qui la motivèrent. — Efforts qu'ont faits le duc de Choiseul pour aider à ce soulèvement : sa correspondance à cet effet : résultat qu'elle avait eu. — État des choses à l'ouverture du nouveau règne. — Le comte de Vergennes : ministre des affaires étrangères. — Le comte de Maurepas : les autres ministres, le roi. — Caractère et qualités du comte de Vergennes. — Esprit d'État que le moment comportait.

La résistance opposée par les colonies anglaises de l'Amérique aux mesures fiscales de la Grande-Bretagne commença à occuper la cour et les esprits, en France, presque à l'avènement de Louis XVI. L'intérêt qu'on y prenait s'accrut rapidement pendant l'année 1775 et ne cessa de grandir après. Tout le monde suivait les péripéties de la lutte engagée par les *insurgents* de Boston contre l'autorité du roi George. On était avide de détails, on supputait à l'envi les éventualités, on souhaitait de les voir contraires à l'Angleterre.

Les blessures de la guerre de Sept ans, en effet, les humiliations de la paix qui l'avait close, l'abaissement qui en était résulté se

1771

"1

CHAPITRE PREMIER

1774 montraient alors dans toute leur étendue. On en avait un signe vivant dans le commissaire anglais qui gardait Dunkerque, nous défendant de remettre en place une seule pierre des bastions ou du port. Ce surveillant, arrogant, difficile, semblait placé à ce seuil de la France pour nous rappeler la honte des défaites, les pertes subies, l'impuissance trop certaine. Le comte de Vergennes, à la fin de sa carrière, jetant dans un mémoire au roi un dernier regard sur la politique qu'il avait fait suivre, disait de ce moment-là au monarque : « La « paix déplorable de 1763, le partage de la Pologne et bien d'autres « causes également malheureuses, avaient porté les atteintes les plus « grandes à la considération de votre Couronne<sup>1</sup>. » Et ce n'était que l'expression adoucie de la pensée du ministre. Pour retrouver cette pensée dans sa force, prendre l'idée de l'impression produite par la profondeur de notre déchéance, il faut lire le premier projet de ce mémoire, rédigé à côté de lui sinon sous sa dictée<sup>2</sup>. On y voit tout d'abord ces premiers mots, déjà significatifs :

La paix humiliante de 1763 a été achetée au prix de nos établissements, de notre commerce et de notre crédit dans l'Inde; au prix du Canada, de la Louisiane, de l'île Royale, de l'Acadie et du Sénégal. Elle a établi chez toutes les nations l'opinion qu'il n'y avait plus en France ni force ni ressource, l'espoir qui jusque-là avait été le mobile de la politique de toutes les cours à l'égard de la France dégénéra en une sorte de mépris, le cabinet de Versailles n'avait plus ni crédit ni influence dans aucune cour; au lieu d'être comme autrefois le centre de toutes les grandes affaires, elle en devint le point

<sup>1</sup> Archives des Affaires étrangères. *Instructions diverses*, t. 356, n° 33 de la main de M. de Vergennes.

<sup>2</sup> Ce mémoire, lors de son classement, a été relié à tort comme rédigé en 1774. Le style et l'orthographe le font bien croire de M. de Vergennes; cependant, la main est de la plume de Girard qui, premier commis, avait été un confident pour le ministre. Cette ma-

nuscrite très bâchée mal lisible indique une dictée rapide. Elle servit au ministre pour un certain usage dont il fit le commencement d'un fait. Ce n'est pourtant pas celle du mémoire remis au roi. M. de Vergennes en composa un troisième, de quelques pages, dont l'expédition, de sa main, se trouve aux Archives nationales, dans la *Correspondance de Vergennes* (vol. 164, n° 3) puis n° 3 des lettres manuscrites

spectateur; on ne le consultait plus; on ne comptait même plus pour rien son suffrage ou son improbation; en un mot la France, c'est-à-dire l'État le plus puissant de l'Europe, était devenu d'une inutilité absolue; elle était sans crédit auprès de ses allies, et sans considération auprès des autres puissances. Tel était notre triste et humiliante situation à l'avènement de V. M<sup>e</sup> au trône 1774.

Passant après cela en revue les différents États de l'Europe et arrivant à l'Angleterre, le projet continuait ainsi :

Il suffit de lire le traité de Paris et surtout les négociations qui l'ont précédé, pour connaître l'ascendant que l'Angleterre avait pris sur la France pour juger combien cette arrogante puissance savourait le plaisir de nous avoir humiliés, pour acquiescer de nouvelles preuves de l'injustice systématique du cabinet de Saint-James, enfin pour y puiser un sentiment d'indignation et de vengeance que le seul nom anglais doit inspirer à tout Français patriote.

Je n'analyserai point le traité que je viens d'indiquer, je me bornerai à observer qu'il renferme les stipulations les plus dures comme les plus injustes, et que la cour de Londres, au moment où la force des circonstances les lui procurait, étoit bien persuadée que leur observation ne durerait qu'autant que nous serions dans l'impuissance de nous en affranchir. Oui, Sire, telle est l'opinion qu'ont dû avoir de leur propre ouvrage les ministres anglois qui ont négocié la 2<sup>e</sup> paix, tel a dû être et a été en effet le sentiment et le but des ministres à qui le feu Roi avoit confié l'administration de ses affaires politiques, tel a été constamment l'objet principal de mes vœux et de mon zèle depuis que V. M<sup>e</sup> m'a honoré de sa confiance. Je ne crains point de la dire, Sire, une nation peut éprouver des revers et elle doit céder à la loi impérieuse de la nécessité et de sa propre conservation; mais lorsque ces revers et l'humiliation qui en a résulté sont injustes, lorsqu'ils ont eu pour principe et pour but l'orgueil d'un rival influent, elle doit pour son honneur, pour sa dignité, pour sa considération, elle doit s'en relever lorsqu'elle en trouve l'occasion. Si elle la négligeoit, si la crainte l'emporte sur le devoir, elle ajoute l'avilissement à l'humiliation, elle devient l'objet du mépris de son siècle comme des races futures.

Ces importantes vérités, Sire, n'ont jamais quitté ma pensée, elles étoient

1774. déjà profondément gravées dans mon cœur lorsque V. M. m'appela dans son Conseil et j'attendis avec une vive impatience l'occasion d'en servir l'impulsion. Ce sont ces mêmes vérités qui ont fixé mon attention sur les Américains, ce sont elles qui m'ont fait épier et saisir le moment où V. M. pourrait assister cette nation opprimée, avec l'espoir bien fondé d'effectuer leur délivrance. Si j'avais eu, Sire, d'autres sentiments, d'autres principes, d'autres vues, j'aurois trahi votre confiance et les intérêts de l'État. Je me vois indigne de servir V. M., je me vois indigne de porter le nom de Français.

*Affaires étrangères, Mémoires et Documents t. 410 n° 1.*

C'est là une justification politique et la chaleur y colore après coup les sentiments. Chaleur de souvenir précieuse, en tout cas, qui révèle leur intensité. L'idée qu'une guerre nouvelle mettrait fin à cette situation déprimée occupant nombre d'esprits rassis, à plus forte raison travaillait-elle les jeunes têtes. La Fayette, qui a cru devoir dire qu'en effet tous en étaient émus, pour expliquer ce qu'il avait fait, a parlé comme M. de Vergennes : « On concevrait difficilement aujourd'hui le peu de considération politique et militaire à laquelle ce pays et ce gouvernement avaient été réduits par la guerre de Sept ans, et surtout depuis le partage de la Pologne<sup>1</sup>. » Ceux que cette obsession ne poursuivait pas étaient rares; dans les événements qui venaient de surgir de l'autre côté de l'Atlantique on entrevoyait le jour où naîtrait un conflit destiné à relever le royaume.

Ces événements surprirent l'opinion plus que le Gouvernement. Il était depuis longtemps en veil et les attendait. Presque aussitôt après la paix de 1763, il avait cherché dans les propensions des colonies anglaises à se soulever contre leur métropole l'occasion de nous venger de l'Angleterre et de déchirer le traité de Paris. La préoccupation, interrompue par l'exil du duc de Choiseul, en restait latente. Choiseul avait prévu des premiers que ces colonies s'affranchiraient.

<sup>1</sup> *Ibid.* p. 68, de ses *Mémoires* (édition in-8° de 1837).

Il n'est pas probable que la conviction d'en hâter le moment en signant le traité ait affermi sa main, comme on lui en a fait honneur quelquefois; mais, dans le mémoire si libre par l'allure et le ton, si juste et si élevé par les vues, qu'il adressa à Louis XV en 1765, il annonçait que cela serait. Il comptait cette éventualité dans les calculs politiques, tout en en rejetant loin la date, pour convaincre le souverain que c'était une erreur de se battre sur le continent, que la mer était le seul champ de bataille propice contre l'Angleterre<sup>1</sup> et qu'il fallait chercher dans une étroite alliance avec l'Espagne la garantie d'y rester vainqueur. Dès le milieu de 1766, il eut le moment. Le froid s'accusait déjà fortement entre les Colonies et l'Angleterre, Choiseul deploya une telle ardeur à l'augmenter; l'apparence de sincérité qu'il mit à son œuvre suscita, chez les auxiliaires qu'il y employait, tant de soins et de sagacité que cette œuvre n'aurait pu être servie par plus d'avantages. Elle ne pouvait cependant avoir aucune suite et il vit très vite qu'elle ne devait pas être continuée. Espérer la naissance des États-Unis et tâcher que la France y fût pour quelque chose ne lui suffisait pas; tout préparer avec détail comme si le fait allait se produire et afin qu'il se produisît, resta quatre années durant pour nos agents diplomatiques à Londres, sous son impulsion, l'objet d'études, d'attention, d'agissements dévoués, et la correspondance d'État qui en témoigne encore atteste, chez ceux qui y furent occupés, une passion de servir leur pays dans laquelle le parfum du sentiment français remonte le cœur, au milieu de l'effacement général, en ces dernières années de Louis XV<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ce mémoire imprimé a diverses reprises plus ou moins exactement été publié par M. Ch. Grand dans le *Journal des Savants* (mars-avril 1881), d'après un texte ayant appartenu jadis au chancelier Pasquier et que son emetichisme avait fait particulièrement rechercher des connaisseurs.

<sup>2</sup> Cette correspondance a été publiée par

M. C. de Wilt en appendice à son étude sur *Jefferson*. Paris: Didier. In-12 1861. Elle se trouve aux *Affaires étrangères*, dans la section 3 des *Mémoires et Documents relatifs aux États-Unis de 1763 à 1789*, elle a été traduite par Kapp en allemand et insérée dans l'appendice de sa biographie du Kolb que nous aurons ultérieurement l'occasion de citer.

1771     Jeanne, le duc de Choiseul n'avait malheureusement pas laissé que de concourir à lier trop étroitement la France aux intérêts de l'Autriche; la pensée du racheter cette erreur le passionnait. Dans l'idée de faire découler ce résultat de la révolution des colonies anglaises, il a dépensé un feu qui, étant resté sans effet, peut laisser voir en lui plus d'esprit d'agitation que de consistance, et ses détracteurs l'ont jugé et le jugent encore de cette manière. Il poursuivait certainement l'illusion de son désir. Avoir en Amérique des agents à ses gages le berçait de succès imaginaires qu'il se complut à caresser. Les Colonies, alors, n'étaient pas prêtes pour l'indépendance. Leur métropole ne les avait point assez maltraitées, elles ne se seraient pas réunies dans un sentiment de résistance solide. La France, d'ailleurs, était trop affaiblie; l'Angleterre, maîtresse de se tourner subitement contre elle, aurait trop vite rendu vain notre concours et nous l'aurions de nouveau chèrement payé.

Les dépêches du duc de Choiseul laissent penser qu'il discerna cela de bonne heure. Dès les premiers mois de 1769, sa correspondance prit un autre courant et la toile tomba sur cette négociation sans issue. Mais un résultat considérable était acquis. La question de l'Amérique se trouvait élucidée dans ses moindres parties, pour le jour où l'opportunité viendrait de la reprendre. Les motifs qu'il y avait de la suivre et de s'y jeter étaient rendus palpables, l'entreprise éclairée tout entière, les objections résolues, les voies déblayées, toutes les combinaisons faites, si bien l'état des Colonies et leurs ressources, les moyens de les aider, les manières de s'y prendre, avaient été étudiés, examinés, débattus sous la critique du ministre, par nos ambassadeurs à Londres, le comte de Guerchy, le comte du Châtelet, par leurs premiers secrétaires, MM. Dorand et Francis, non moins dévoués qu'eux, par leurs agents secrets ou par ceux que le duc avait envoyés lui même, par une foule de plans, de propositions d'agir successivement produits, discutés, écartés avec une sûreté de jugement et un sens d'État qui, chez lui, réduisant tout à la valeur exacte, à travers



beaucoup d'emportement de langage et une ardeur qui dépassait souvent la mesure avec intention 1774

Le nouveau règne s'ouvrit et son gouvernement fut constitué au moment où il allait paraître évident aux cabinets de l'Europe que les prévisions de Choiseul étaient exactes, que l'union nécessaire existait et que, au premier jour, les Colonies se constitueraient en nation. Autant leur peu de cohésion était visible quelques années auparavant, autant leur lien paraissait fort à cette heure. En s'asseyant au bureau où son arrière-prédécesseur avait tant écrit et s'était tant fait écrire sur les affaires d'Amérique<sup>1</sup>, le comte de Vergennes aurait vu les projets si bien mûris par la prétendue légèreté de ce ministre se poser comme d'eux-mêmes devant lui, et ses propensions personnelles, son éducation diplomatique et son passé ne l'avaient pas, d'avance, porté à les reprendre.

C'est au commencement de juillet 1774 que le ministère de Louis XVI avait été formé. L'ancien ambassadeur à Constantinople, appelé de Suède dans les conseils du roi lorsque la tentation d'engager la France contre l'Angleterre allait devenir très vive, n'avait rien du brillant, moins encore de la fougue du duc de Choiseul. Il était retenu, patient, propre aux détours, au besoin, autant que celui-ci était rapide. Caractère élevé, d'ailleurs, âme honnête que le dauphin avait appréciée et que le monarque considéra comme désignée par là à son choix<sup>2</sup>. Il avait les aptitudes secondaires, s'il n'est pas exact de qualifier de ce nom la propension aux résultats sans regarder s'ils sont assez frappants. Ces aptitudes-là, quand l'esprit est juste et possède la portée qu'il faut, servent souvent à accomplir ce que de mieux doués

<sup>1</sup> Presque tout de sa main, comme il le dit lui-même et comme le dit d'ailleurs M. de Vergennes.

<sup>2</sup> C'est ce qu'indique la notice rédigée par son ancien premier commis Gérard après la mort du ministre. *Affaires étrangères, Mémoires Recueils*, t. 589, n° 10. — Charles Gravier

comte de Vergennes, a été né en Bourgogne d'une famille du Bas-Rhône qui n'est pas encore éteinte. La famille Gravier possédait il y a vingt ans l'ancien château de Vichy-les-Bains. Il y avait les Gravier de Vergennes et les Gravier du Muscram; ceux-ci n'avaient pas quitté leur province.

174 ou de plus en situation se sont vus empêchés de faire. Elle ne vont guère sans un peu d'exagération de la prudence et c'était le cas chez M. de Vergennes, mais aucun engagement antérieur ne le gênait; il n'avait pas à pratiquer d'autres voies que celles de ses commencements; sa carrière datait du changement qui s'était produit dans l'esprit de Louis XV pour retirer la France de l'influence de l'Autriche, et il avait grandi pour avoir deux fois répondu en cela aux vues de ce monarque, en infligeant des échecs aux plans de Marie-Thérèse.

A défaut d'un nom de cour ou d'une autorité personnelle, le comte de Vergennes apportait donc aux affaires les dispositions du moment.

Relever la situation de la Couronne et de la France en Europe, il le souhaitait d'ancienne date, il s'y était préparé et, fût-ce au prix d'une action militaire contre la Grande-Bretagne, il aspirait à y parvenir ou à y participer. Le chef du cabinet, le comte de Maurepas, le mentor logé au-dessus de la pièce de travail de Louis XVI et qui sera son guide politique, celui sans le conseil ou l'avis de qui le jeune roi, de plusieurs années, ne résoudra rien, n'avait pas des dispositions différentes. Malgré son âge, 73 ans, il restait l'homme par qui avait été opérée autrefois la reconstitution de la Marine en vue de tenir tête à la Grande-Bretagne et de faire reprendre un jour ou l'autre à la France sa part de l'empire des mers. On voit reproduire encore comme certaines les données qui font de lui un esprit à toute époque frivole, maintenant un vieillard fatigué, sur qui l'on agissait aisément, que l'esprit de Beaumarchais amusait et, à la fois, conduisait par l'art de M. de Vergennes à lui faire croire qu'il avait conçu réellement et prescrit les actes que celui-ci suggérait. Les faits par lesquels sont marqués des moments aussi sérieux que l'a été celui là viennent de plus haut. Dans tous les temps l'intrigue se sert des impressions qui règnent, mais ce n'est pas elle qui les crée. Le jour où Louis XV, rompant avec une politique funeste, avait formé une diplomatie secrète

et s'était échappé jusqu'à laisser étudier dans le dernier détail une invasion en Angleterre, il avait cédé à un courant d'opinion qu'il sentait près de régner ou qu'il fallait établir. Ce courant avait amené de soi à Louis XVI les hommes composant le cabinet nouveau. C'était, on l'a écrit avec fondement, la diplomatie secrète de Louis XV arrivée au gouvernement en ses principaux auxiliaires<sup>1</sup>. Des considérations accessoires pouvaient produire chez ces hommes-là des hésitations ou des dissidences; mais les petites habiletés n'avaient pas de prise sur eux. La politique avait été fort dure pour le comte de Maurepas; les années s'ajoutant à une expérience pénible, il avait un peu perdu l'entrain. Il sentait tout ce qui était dû à son pays, mais craignait le mouvement. L'indifférence et les traits plaisants lui semblaient maintenant bons pour dissimuler l'action; il les regardait dès lors davantage comme une partie de la sagesse et n'aurait pas accepté que l'on agit sans lui. Ce tempérament devait forcément influencer sur la conduite des affaires; mais il a donné de l'homme une opinion que la réalité ne justifie pas.

Les autres ministres n'avaient pas moins d'éloignement pour l'Angleterre, Turgot compris, bien que, pour restituer à la France son rang vis-à-vis de celle-ci, il plaçât sa confiance dans les choses du domaine économique et social, à l'exclusion de l'action politique. Quant au roi, fort jeune, à peine formé, intimidé par nature, intimidé d'autant plus par le fardeau dont il était l'héritier, il avait la droiture et la dignité qui pouvaient rendre fécond un règne auquel s'imposaient des devoirs si graves, si ces qualités seules avaient suffi. Les plus sincères intentions de bien, toutefois, dans lesquelles les préjugés occupaient beaucoup de place, restaient impuissantes à remplacer le caractère et les vues. Il apporta du moins tout de suite aux affaires une attention et des soins qui furent remarqués. L'ambassadeur d'Espagne l'avait fait connaître à sa cour dès l'abord et Charles III

<sup>1</sup> Le duc de Noailles. *Le Secret du Roi*.

1774 en félicita le représentant de la France à Madrid. Celui-ci écrivit à M. de Vergennes, le 15 août :

Monsieur,

Je n'ai été honoré d'aucune de vos lettres par le dernier courrier, mais celles de M. le comte d'Aranda à sa cour, venues par un exprès qu'il a dépêché le 5 de ce mois, ont porté les nouvelles les plus satisfaisantes sur la précieuse santé de Sa Majesté et de toute la famille royale, sur la grande application du Roi aux affaires, sur son amour et son discernement pour le mieux, sur le zèle et la parfaite harmonie avec laquelle ses ministres concourent à ses vœux salutaires. Le roi d'Espagne, Monsieur, a daigné me le dire et me témoigner qu'il en ressentait la plus grande satisfaction.

A S. Ildefonso le 15 août 1774

*Affaires étrangères, Espagne, t. 374 n° 24*

L'harmonie était complète, en effet. Les ministres ne cessèrent pas un jour d'être respectueusement soumis au jeune roi, de n'agir qu'avec lui, de personnifier en lui la France avec une abnégation entière. Ce fut le cachet de son gouvernement, la suite le fera reconnaître. Ce cabinet avait été composé pour être très sage, tout en répondant aux sentiments qui régnaient; sans qu'on y eût compté, peut-être, M. de Vergennes, appuyé sur M. de Maurepas, s'y montra vite l'homme d'État que le moment demandait. Il possédait la tradition des affaires et cette mémoire raisonnée des faits et des événements qui établit le lien dans les actes; il avait les vues que cela procure, indépendamment de l'amour longtemps cultivé de son pays. Assez jeune, en outre, pour penser encore fortement et pour mettre de la vigueur à l'action, il avait la précaution dans l'action. Obligé de s'élever peu à peu, à force de se montrer à propos sagace, sensé, utile, comme les inférieurs en naissance étaient alors contraints de le faire, il s'était rendu familières la retenue et la souplesse. Votre des facultés de biais avaient pris quelque place en lui. La justesse et la persistance y étaient, toutefois, une grande probité aussi et il en

résultait des qualités marquantes; on pourrait dire les plus mar- 1774.  
quantes si, pour un politique français, elles pouvaient aller sans une certaine ampleur visible ou sans un peu des apparences chevaleresques dont l'aureole a paré un moment la physionomie du duc de Choiseul et l'a rendue attrayante à l'histoire.

Mais était-ce l'heure des grands côtes de l'esprit d'État? Le malheur des défaites décisives, quand elles proviennent de l'affaiblissement des ressorts dans le gouvernement d'une nation et dans les régions où son gouvernement se forme, est de répandre pour longtemps l'idée de l'impuissance. Elles font de la crainte de toute hardiesse une sorte de morale publique qui revendique les proportions de l'amour de la patrie et parvient à se les donner. On en était là à cette date, tant les désastres de la dernière guerre avaient frappé un milieu gouvernemental incapable de s'en relever, autant que fait pour les subir. Ceux mêmes qu'un patriotisme véritable animait voyaient sous un grossissement inquiétant les éventualités pouvant en naître; ils se sentaient ramenés aux voies détournées ou qui excluent l'audace comme aux seules voies habiles et qu'admet la raison. Autant on avait d'inimitié pour l'Angleterre, autant on s'effrayait d'y songer. Le souvenir de sa soudaine attaque de 1755 paralysait tout le monde. C'était un fantôme dont on se grandissait mutuellement l'apparence en exagérant le prix qu'il y avait à s'en garder. Le moral des gouvernements, une fois perdu, ne se rétablit qu'à la longue. Les politiques rendus soucieux de l'avenir par l'étude du passé peuvent bien voir pour ceux qui n'osent pas le faire, mais non agir selon leur gré. Les plus portés à l'action ne trouvent qu'empêchements. Il n'y a place que pour des natures dévouées au souverain et pleines de l'amour de leur pays au point de ne se rebuter ni devant le peu d'ampleur des choses et des moyens, ni devant l'insuccès des tentatives.

## CHAPITRE II.

### LA SITUATION DE L'EUROPE ET LES ALLIANCES DE LA FRANCE.

Les affaires d'Amérique à l'arrivée de M. de Vergennes — peu de place qu'il leur accorde. — Il est fixé à la politique au Pacte de famille. — Exposé au roi de la situation politique de la France et du parti à prendre en regard de l'Europe — instructions remises à notre ambassadeur à Vienne — L'éventualité de la guerre.

1774 M. de Vergennes arriva de Stockholm à Versailles à la fin de juillet. Le premier commis, M. Gérard, Conrad Gérard de Rayneval, pour qui les événements de l'Amérique ont été le couronnement magistral d'une carrière diplomatique commencée avec talent dans les secrétariats, gérait les Affaires étrangères en attendant, sous la signature du duc d'Aiguillon. Il écrivait, peu auparavant, au chargé d'affaires à Londres, M. Garnier :

Nous touchons au moment où le sort des Bostoniens doit se décider, et faudra au général Gage bien du talent, bien de la sagesse et bien de la patience pour réussir à calmer la fermentation et l'esprit d'insubordination qui a gagné presque toutes les colonies anglaises.

A Versailles le 3 juillet 1774

C'est un des premiers mots touchés à notre ambassade sur les affaires de ces colonies. Ces affaires s'offraient ainsi au ministre dès son entrée. Mais il employa les commencements à se rendre compte, à demander des mémoires sur les relations antérieures avec les divers États, à les lire<sup>1</sup> et, probablement, à fixer avec M. de Maurepas la ligne

<sup>1</sup> Il trouva notamment avec d'autres un mémoire développé demandé par son prédécesseur à Venise, présenté par lui, à tort, comme l'inspiration de M. de Vergennes. C'est presque un volume sous le titre de *Tableau historique*

*des événements politiques, militaires et intérieurs des différentes cours de l'Europe depuis la paix de Paris, du 10 février 1763, jusqu'à la mort de Louis XV, du 10 mai 1774* (Affaires étrangères, Mémoires et Documents, t. 584, n° 7).

qu'ils allaient suivre. Gérard tient encore la plume en septembre. Notre chargé d'affaires envoyait avec soin les nouvelles d'Amérique qu'on recevait en Angleterre, M. de Vergennes n'y voyait alors rien de pressant, il fait répondre à Garnier par le premier commis.

La querelle entre les colonies et le gouvernement britannique paraît devenir de jour en jour plus sérieuse. Si l'association dont vous rendez compte prend quelque consistance, elle pourra porter les coups les plus funestes à l'autorité de la métropole et conduire les affaires d'Amérique à un résultat que ni le Ministère ni le Parlement n'ont sans doute pas prévu. Cet état de choses nous est le garant le plus assuré des sentiments pacifiques de S. M. Britannique et de ses ministres.

A Versailles le 1. septembre 1774

Le ministre arrivait du moins fixé à une idée, qui étoit de faire reposer toute la politique du roi sur l'alliance de l'Espagne. Il trouva sur son bureau les félicitations du marquis d'Ossun, représentant de la France à Madrid, le seul ambassadeur en titre qui fût à ce moment auprès des grandes cours ; il répondit aussitôt de sa main à son ancien collègue de manière à lui marquer le prix qu'il attachait à cette alliance, et celui qu'il mettrait à y intéresser autant que lui le premier ministre de Charles III :

Je compte M. le Marquis, sur votre zèle si longuement éprouvé et applaudi pour le bien des affaires, pour faire germer le semant où vous êtes. Soyez garant, je vous prie de ma coopération et de mon empressement pour le maintien de l'union si désirable entre les deux monarchies. Si M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi se rappelle l'époque à laquelle nous rendions ensemble auprès du feu roy d'Angleterre, peut être se souviendra t'il que mon attachement à l'union ne date pas du Pacte de famille qui nous en fait désormais une obligation. Soyez

<sup>1</sup> A Londres et à Vienne, il n'y avoit de présents que les premiers secrétaires. Le comte de Guines étoit en congé à Paris engagé dans le procès le plus compromettant pour son ca-

ractère et le plus intempestif pour le Gouvernement, le prince de Rouss, avoit immédiatement quitté Vienne, lors de la formation du cabinet Maurepas.

774 je vous prie auprès de ce ministre l'interprète des sentimens que je lui ai voués depuis si longtems et dont j'en serai très occupé de lui donner en toutes occasions, les preuves les moins equivoques. Je n'en perdrai aucune de vous faire remarquer le cas singulier que je fais de vos lumieres, de votre sagesse et de votre experience. C'est avec plaisir que j'en mettrai les preuves sous les yeux du Roy et que j'en me verrai autorise a vous transmettre les temoignages de son estime et de sa satisfaction.

A Versailles le 22 juillet 1774

*Espagne, t. 573 n° 286.*

En decembre, toutefois les partis sont arrêtés. Le ministre les fait connaître à Louis XVI dans un mémoire dont la minute et la seule copie existante sont de sa main; la minute, sans autre titre que cette vedette au haut de la marge *P. le Roi, 8 decembre 1774, la copie portant en tête, de la main du roi. 1774, M. de Vergennes*<sup>1</sup>. La minute a été classée avec raison, aux Affaires étrangères sous cette rubrique. *Exposé succinct sur la situation politique de la France relativement à différentes puissances*. Le cabinet y précise le point où il trouve les choses, l'esprit dans lequel il les envisage, la direction qu'il va imprimer au règne. Les dispositions de l'Europe se sont affirmées dans le partage de la Pologne, le mémoire est écrit sous l'impression émue de ce fait, qui avait consommé l'effacement de la France.

Le mépris absolu des principes de justice et de décence qui caractérise la conduite et les entreprises de quelques-unes des puissances contemporaines, doit être un sujet pressant de réflexions sérieuses et même de mesures de prévoyance pour ceux des États qui, se dirigeant par les maximes plus saines, ne placent pas sur une même ligne le juste et l'injuste.

La posterité aura peine à croire ce que l'Europe indignée voit avec étonnement, trois puissances d'intérêts divers et opposés s'unir entre elles par un abus criant, de la raison du plus fort, dépouiller de ses plus riches domaines

<sup>1</sup> Ce document est aux Archives nationales, série K 164 n° 3, provenant des papiers du roi et écrite à mi-marge sur grand papier, les

feuilles attachées avec un ruban de soie violette, presque noire par l'effet du temps. (Voir la minute aux *Mémoires et Documents*, t. 582 n° 9.



un État innocent, contre lequel on n'a d'autre titre que celui de la faiblesse et de l'impuissance où il est de résister à la cupidité de ceux qui l'envahissent.

Visiblement porté par la pensée de faire reprendre à la France le ton que son passé lui commande, M. de Vergennes ne retient pas ses sentiments; il continue sous leur inspiration :

Si la force est un droit, si la convenance est un titre, quelle sera désormais la sûreté des États? Si une possession immémoriale, si des traités solennels qui ont fixé les limites respectives ne servent plus de frein à l'ambition, comment se garantir contre la surprise et l'invasion? Si le brigandage politique se perpétue, la paix ne sera bientôt plus qu'une carrière ouverte à l'infidélité et à la trahison.

Il y a moins d'un siècle qu'on a vu l'Europe se liguier et inonder la terre de sang pour venger l'accaparement de quelques villages. L'Autriche, la Russie et la Prusse s'unissent pour démembrement un grand royaume et se partager ses provinces, le reste de l'Europe le voit, se tait et le tolère. L'Angleterre jadis si zélée et si ardente pour maintenir l'équilibre de la balance du pouvoir, semble même ne pas remarquer cette combinaison si propre à l'alarmer, le cri de son intérêt le plus cher ne peut pas même la réveiller, elle voit son commerce avec la Pologne soumis au monopole du roi de Prusse et elle n'ose pas réclamer.

Examinant ensuite quel parti la France doit suivre en présence de ce droit public nouveau; obligé d'écarter celui de tous qui serait le plus digne, le parti de la guerre, parce que les circonstances interdisent d'y recourir, le ministre passe en revue les rapports des États du continent entre eux et à notre égard, pour montrer les éventualités qui nous menacent :

Dans cette défection générale des vrais principes, quel parti pourrait prendre la France? Celui de se déclarer le vengeur des outrages faits aux droits sacrés de la justice et de la propriété serait le plus magnanime et le plus adapté à sa dignité, mais la situation intérieure ne peut pas lui permettre d'entrer dans un aussi grand engagement; le moment est passé où une déclaration ferme

et vigoureuse aurait pu assurer l'intégrité des possessions de la Pologne. Une guerre longue et même honteuse ne changerait rien semblablement plus le nouvel ordre de choses qu'on aura laissé établir.

Le roi de Prusse ne redoutait pas moins la guerre que la cour de Vienne mais plus adroit que le Ministère autrichien il a profité de la pusillanimité de celui-ci pour l'associer au pacte honteux du démentir et d'autant en quelque sorte un État jadis utile et jamais nuisible à la maison d'Autriche, pour se procurer à lui-même un accroissement de puissance qui sera désormais très inquiétant pour cette même maison s'il ne lui devient pas funeste. Cette opposition d'intérêts entre deux puissances à peu près égales semble rendre moins inquiétants pour la France les empiètements qu'elles se sont permis et qu'elles pourront encore se permettre. Leurs vues d'agrandissement se bornant au nord et à l'orient de leurs États respectifs, nul motif imminent d'inquiétude et de crainte pour la France. Elle peut encore ajouter à ces motifs de sécurité que dans le besoin elle pourra toujours compter sur une des deux pour les balancer l'une par l'autre.

Voilà sans doute ce qu'une politique passive peut avancer de plus plausible pour se justifier à elle-même son inaction. Mais ce raisonnement qui emprunte toute sa force de la division supposée habituelle de ces puissances se trouve en contradiction avec l'histoire des faits les plus récents. Pendant le cours de près de deux siècles les grandes puissances ont dirigé toutes leurs vues et consacré jusqu'à l'épuisement tous leurs moyens pour empêcher qu'aucune d'elles ne pût devenir prépondérante. Une nouvelle combinaison prend la place de ce système d'équilibre général : trois puissances s'efforcent à en établir un particulier, elles le constituent dans l'égalité de leurs usurpations, c'est ainsi qu'elles font pencher énormément de leur côté la balance du pouvoir. Rien ne démontre encore que leur cupidité soit pleinement satisfaite et par conséquent que leur monstrueuse union soit prête à se dissoudre ou ne puisse se rassembler.

Le roi de Prusse est aussi savant dans l'art de semer l'illusion et le prestige que l'Empereur est disposé à s'en laisser fasciner toutes les fois qu'on peut intéresser son amour-propre ou flatter son avidité. L'impératrice reine, qui pense avec plus d'équité et de modération, s'opposera tant qu'elle vivra à cette propension; mais elle peut manquer lorsqu'on s'y attendra le moins. Cette princesse porte en elle-même le germe d'une maladie redoutable; qui peut

répondre si elle venoit à manquer que l'empereur son fils, dont le génie n'est pas moins romanesque que son caractère est ambitieux, ne voudroit pas réaliser les prétentions surannées de sa couronne et celles de sa maison sur l'Italie et peut-être revendiquer le patrimoine de ses pères? Vainement se flatteroit-on que le roi de Prusse y feroit obstacle. Que pourroit-il désirer de plus avantageux que de voir la cour de Vienne engager ses forces et les miner dans une entreprise de longue haleine dont le succès lui paraitroit au moins incertain. Politique artificieux, il encourageroit plutôt une circonstance qui pourroit lui procurer à lui-même des conquêtes moins difficiles et tout aussi utiles. Ce prince satisfait pourroit revenir à la France, mais ce seroit trop tard et seulement lorsque la voyant près à succomber, il auroit raison de craindre que la puissance autrichienne fortifiée par de grandes acquisitions ne vint à retomber sur lui avec tout le poids de sa masse.

Une considération non moins importante qu'il ne faut pas se dissimuler est que le jour que la cour de Vienne se séparera de la France, elle aura pour allié l'Angleterre. L'une et l'autre se tiennent en mesure de se retirer au moment ou un intérêt quelconque les y conviendra. L'Angleterre réunie à la maison d'Autriche et partageant ses projets et ses vœux, la France ne pourra plus avoir de guerre qui ne soit de mer comme de terre.

Dirait-on que c'est mettre les choses au pis et envisager des hypothèses imaginaires? M. de Vergennes tient à faire voir que ce sont des hypothèses nécessaires et à appeler les yeux sur leurs conséquences.

On peut objecter contre cette prévoyance qu'elle porte d'une part sur des objets au moins fort éloignés, et de l'autre que le roi de Prusse étant par sa position l'ennemi véritablement naturel de la maison d'Autriche, on ne doit pas supposer que celle-ci puisse vouloir rompre de gaité de cœur une alliance dont tout l'avantage est visiblement pour elle : cette réflexion est exactement vraie, mais est-il donc sans exemple de voir des erreurs de calcul et de jugement? Ce qui se passe n'en est-il pas un monument également authentique et affligeant? D'ailleurs, si nous voulons nous attacher nos alliés et nous en assurer, leur confiance et leur fidélité tiendront toujours à l'utilité qu'ils pourront se promettre de notre alliance ou à la crainte de notre ressentiment s'ils

1774 venoient à nous manquer et par conséquent, à l'idée plus ou moins avantageuse qu'ils seroient de notre situation intérieure. La crainte et l'espérance furent et seront toujours les deux grands ressorts de l'ordre politique comme de l'ordre moral. Au reste, quelque éloignés que puissent paraître les objets de prévoyance dont on s'occupe ici, on ne doit pas se dissimuler que des causes indépendantes du pouvoir humain peuvent les rendre prochains. Il a déjà été remarqué que l'impératrice Reine peut manquer au moment où on s'y attendra le moins. Avons-nous plus de sûreté que l'ouverture de la succession de Bergh et de Juliers, et celle de Bavière ne devancera pas le cours ordinaire de la nature? Ce sont à des événements dont on n'envie la possibilité qu'avec peine parce qu'il est difficile de se dissimuler qu'ils pourroient être un sujet de guerre. Combien d'autres peuvent survenir auxquels la prévoyance ne sauroit encore atteindre, les puissances de deuxième et de troisième ordre sont sans appui et exposées à se voir englouties par les puissances aujourd'hui predominantes, lorsqu'il leur conviendra de se les partager. L'Allemagne peut-elle être sans inquiétude et le Nord sans alarmes? Dira-t-on que la France pourra se dispenser de prendre part aux troubles qui pourroient s'y élever? Mais si elle s'isole, si elle renonce à ses anciennes maximes, si, sans égard pour ses obligations les plus sacrées, les traités les plus solennels et notamment celui de Westphalie, elle se montre indifférente au sort de ses alliés et des princes dont elle a garanti l'existence, elle devra nécessairement rester sans alliés. Inutile à tout le monde, abandonnée de tout le monde, cette manière d'être ne peut être le garant d'une tranquillité solide et permanente.

Jusque-là le ministre n'a parlé qu'accessoirement de l'Angleterre; c'est elle, pourtant, qui est son objectif. Du côté de cette puissance réside à ses yeux le danger. C'est à son sujet qu'il y a lieu d'avoir des prévisions, de regarder quel sera notre allié essentiel, de régler notre conduite. Les conséquences à attendre et à faire découler du Pacte de famille, l'union avec l'Espagne, en un mot, et tout l'horizon de notre politique viennent prendre place ici :

Si après avoir parcouru le continent nous tournons nos regards du côté de la mer, y trouvons-nous de plus grands motifs de sécurité? Nous voyons

à côté de nous une nation inquiète et avide, plus jalouse de la prospérité de ses voisins que de son propre bonheur, puissamment armée et prête à frapper au moment même où il lui conviendra de menacer. Ne nous y trompons pas : quelque parade que les ministres anglais fassent de leurs inclinations pacifiques, nous ne pouvons compter sur cette disposition qu'autant que leurs embarras domestiques se prolongeront. Ceux-ci peuvent cesser, ils peuvent même croître au point de déterminer le Gouvernement à diriger l'inquiétude des esprits contre les objets extérieurs. Il n'est pas sans exemple que le cri de la guerre contre la France a été le signal du ralliement des partis qui divisaient l'Angleterre. Ajoutons que nous pourrions nous trouver engagés dans une guerre de mer contre le vœu de la cour de Londres de même que contre le nôtre; nous avons un traité avec l'Espagne qui doit nous rendre commune toute guerre, soit qu'elle soit offensive ou défensive. A combien d'occasions de guerre les vastes possessions d'outre-mer de l'Espagne ne l'exposent-elles pas plus que la France. L'engagement est sans doute très onéreux, mais, tout onéreux qu'il parait, peut-être cependant est-il plus avantageux à la France qu'à l'Espagne. Le commerce utile que l'Angleterre fait avec cette dernière ou elle trouve avec le débouché de ses manufactures une source de travail et de richesse, la rend moins avide à lui ravir des propriétés qu'elle se fert à enlever pour les autres, tandis que n'ayant rien à gagner avec la France par l'exploitation d'un commerce légitime, elle ne voit qu'avec une jalouse cupidité l'essor prodigieux de nos plantations en Amérique et de notre industrie en Europe. Si quelque chose la retient et lui impose, c'est la représentation de la France et de l'Espagne unies, c'est la certitude que le premier coup de canon qu'elle tirera contre l'une ou l'autre sera répondu par toutes les deux.

Si la représentation de ce pacte nous est utile, ce qui ne semble pas devoir être mis en question, il importe donc de pouvoir en remplir les obligations, que ce soit le défaut de volonté ou l'impuissance des moyens qui en interceptent l'exécution, celle-ci manquant l'acte devient nul par le fait. A Dieu ne plaise que ce soit jamais le sort du Pacte de famille, la France serait la première qui en ressentirait le funeste contre-coup; mais s'il lui importe d'être fidèle et exacte aux conditions de cette alliance, il n'est pas moins essentiel et de la maintenir avec égalité, en sorte qu'un des alliés ne se mette

1774 pas dans la possession abusive d'exiger tout de l'autre sans se croire tenu de compter avec lui.

Quelle doit être, pour la France, la conséquence de cette situation de l'Europe, sinon de s'assurer les moyens de se faire respecter? S'attendre à voir cesser la paix et se trouver prêt le jour où s'en produira l'événement, donner à entendre qu'on sera debout au moment le comporte, voilà la conclusion du mémoire. C'est un programme d'avènement, et son langage seul atteste que l'inspiration de la politique est désormais changée :

La considération et l'influence de toute puissance se mesurent et se règlent sur l'opinion sentie que l'on a de ses forces intrinsèques; c'est donc à établir cette opinion dans le sens le plus avantageux que la prévoyance doit s'attacher. On respecte toute nation qu'on voit en mesure d'une vigoureuse résistance et qui, n'abusant point de la supériorité de ses forces, ne veut que ce qui est juste et qui peut être utile à tout le monde - la paix et la tranquillité générale. Ici la politique s'arrête contentée d'indiquer le but vers lequel il est instant de tendre, elle ne se permet pas de fixer exclusivement le choix des routes pour y arriver. Mais une vérité qu'elle ne peut se dispenser de recommander quoiqu'elle soit triviale, est que plus une paix a duré, moins il y a apparence qu'elle durera, la paix subsiste depuis 12 ans, c'est un grand préjugé contre sa stabilité ultérieure, ce n'est donc pas excéder les bornes d'une prévoyance légitime que d'insister sur la nécessité de se tenir prêt à tout événement, d'ailleurs on n'est jamais plus assuré de la paix que lorsqu'on est en situation de ne pas craindre la guerre, l'opinion est, dit-on la reine du monde. Le Gouvernement qui sait l'établir à son avantage double avec l'idée de ses forces réelles la considération et le respect qui furent et seront toujours le salaire d'une administration bien dirigée et le garant le plus certain de sa tranquillité.

*Mémoires et Documents*, t. 585, n° 9, Minute de Vergennes.

Ayant ainsi fixé les idées sur les éventualités que la politique imposait, peut-être, de certains côtés où l'on avait à craindre d'en voir

naitre, le cabinet s'empresse de marquer sa ligne d'un autre côté vers lequel les précédents pouvaient donner la tentation d'incliner. Dès que M. de Vergennes a écrit, probablement même au moment où il écrivait son secrétaire composé un mémoire en vue de déterminer l'étendue et les conditions de notre alliance avec l'Autriche. Il s'agissait, en effet, de préciser la part que nous accepterions désormais dans les querelles ou les ambitions de cette puissance, pour qui nous avions perdu nos colonies et vu détruire notre ami le plus fidèle au centre de l'Europe. Les instructions du baron de Breteuil, nommé à l'ambassade de Vienne en remplacement du prince de Rohan, vont remplir cet office. La minute de ces instructions témoigne de la maturité mise à leur élaboration. Elle est surchargée de corrections, de renvois, de ratures entre les lignes desquelles la plume du ministre introduit ça et là des mots ou des changements<sup>1</sup>, il a fallu en retranscrire des parties entières, et, à la fin, quand le roi va la signer, elle est encore intervertie dans son ordre. A la vérité, c'est tout un livre, son éditeur récent l'a justement dit<sup>2</sup>, un livre résumant la politique antérieure de la France et de l'Autriche en Europe et établissant dans le détail la conduite à tenir, en raison de chaque État, à l'égard de chaque puissance, d'après la conception des affaires européennes que le Gouvernement s'était formée. Cette conception a le Pacte de famille pour fondement, et elle a pour but de faire peser l'autorité de ce pacte sur les agissements ultérieurs de l'Autriche. L'alliance de 1756 avec la cour de Vienne sera maintenue, quoiqu'elle ne présente aucun profit et nous coûte bien cher; mais elle sera maintenue dans le système du traité de Westphalie quant aux garanties de la constitution germanique, c'est-à-dire qu'on ne soutiendra plus les agressions de la cour de Vienne, dût-on par là les faire avorter. La minute des

<sup>1</sup> *Arch. étrang.*, *Mémoires et documents*, t. 381, n° 1 et 12. La première est écrite de la main de Gérard, premier commis, la seconde est écrite de la main de son frère (commis principal) celui-

ci appelé Courat de Nainval et nommé sous-secrétaire d'État.

<sup>2</sup> A. Sorel. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs*, Paris, P. Monis, 1927, p. 105.

- 7.4. instructions posait ainsi qu'il suit ce système, dans un premier chapitre sur les *Alliances du Roi* qui est devenu le second à la rédaction définitive

Le système que le Roi a trouvé établi à son avènement au trône consistoit :

- 1° Dans l'union étroite formée avec l'Espagne par le Pacte de famille.
- 2° Dans l'alliance défensive contractée avec la cour de Vienne par le traité du 1<sup>er</sup> mai 1756;
- 3° Dans les liaisons indéfinies avec la Suède,
- 4° On doit rappeler ici le système fondamental de la couronne de France depuis plus d'un siècle, celui de la garantie de la constitution et des libertés germaniques fondées sur les traités de Westphalie;
- 5° On peut aussi placer ici les engagements contractés pour la protection de la république de Gènes.

On va déduire succinctement ces différents objets en finissant par ce qui concerne l'alliance avec la cour de Vienne.

*Espagne* — Le Pacte de famille est fondé sur des liens les plus inchoissables du sang de l'amitié et de l'intérêt politique et il contribue réciproquement à les cimenter.

Il établit une indivisibilité de vues et de conduite qui remplit admirablement le double objet d'opposer à la marine anglaise des forces supérieures dans les forces réunies des deux monarchies et de temperer le penchant que l'Angleterre a d'attaquer la France par sa répugnance à rompre avec l'Espagne. Cette répugnance n'est néanmoins pas réciproque, car l'Angleterre a toujours à gagner avec l'Espagne par son commerce licite ou illicite, et l'Espagne a tout à redouter de la supériorité des forces anglaises dans l'Amérique septentrionale.

Il résulte de là que l'ennemi le plus dangereux et le plus puissant des deux Couronnes est leur ennemi commun. Elles ont aussi un intérêt égal à maintenir les possessions des princes de France en Italie et la balance déjà si altérée de cette région. Si la France avoit des démêlés ou des intérêts volés, l'Espagne seroit maîtresse de n'y entre, qu'autant qu'elle le voudroit, ainsi qu'elle l'a fait relativement à la Suède, à la Pologne et à la Porte Ottomane. Enfin la



France lui servant de boulevard vis-à-vis des puissances du continent, hors le Portugal, il est sensible que cette union offre des avantages réciproques qu , malgré la contiguité des possessions et quelques discussions de frontière, ne sont balancés par aucune opposition marquée de vues et d'intérêts.

Il est donc naturel que le Roi regarde le Pacte de famille comme la base de sa politique, et que tant que l'Espagne sera fidèle à l'esprit qui a formé leur union, Sa Majesté s'occupe avant tout du soin de la resserrer. Le ministère espagnol nous a quelquefois fait éprouver de la froideur dans les affaires de détail, mais ce sont de légers nuages incapables d'altérer une union établie sur des bases aussi solides.

L'ambassadeur du Roi aura la plus grande attention à ne laisser porter aucune atteinte à l'opinion qu'il importe à Sa Majesté que la cour de Vienne surtout ait de son attachement au Pacte de famille, dont Leurs Majestés Impériales ont montré plus d'une fois de la jalousie. Il est de l'intérêt du Roi que, sans articuler jamais une comparaison désobligeante, son ambassadeur cherche à faire sentir que cette alliance suffirait à l'intérêt politique essentiel de la France, qu'elle est aussi solide qu'avantageuse, et que toute autre alliance n'est pour le Roi qu'une affaire de choix, de sentiment ou de convenance.

Les faits viendront bientôt sanctionner cette résolution du cabinet de Louis XVI et resserrer l'Autriche dans les conséquences strictes du traité défensif de 1756. On verra ce cabinet s'y tenir avec une fermeté que le roi partagera à tout instant et à laquelle le roi d'Espagne donnera le poids de son appui. Les pièces qu'on vient de lire fixaient le terrain politique; les ministres y resteront canoniquement enchaînés. L'hypothèse d'avoir à se battre n'y est point cachée; il est sensible, même, que l'on envisage déjà cette extrémité comme probable. L'absence de tout esprit de conquête s'affirme nettement, en tout cas, comme l'absence de la peur de la guerre; les ministres qui parlent au roi ne sont pas loin d'entrevoir un jour où l'honneur autant que l'intérêt politique commanderont de souhaiter cette guerre. Cet appel aux « anciennes maximes » de la France, cette nécessité,

- 174 indiquée non sans éloquence, de ne plus l'isoler des intérêts généraux, de la faire participer aux événements sous peine de se trouver « abandonnée de tout le monde parce qu'elle se sera rendue inutile à tout le monde », sont comme des avertissements flagrants. M. de Vergennes semble chercher les occasions de placer ces perspectives devant les yeux du monarque. Il s'était fait charger avec le ministre de la guerre, le comte du Muy, d'examiner en dernier ressort les papiers saisis du comte de Broglie et de mettre le roi à même de statuer sur la conduite de celui-ci dans la direction de la correspondance secrète de Louis XV. A cause de cette correspondance, les inimitiés de cour avaient si durement incriminé l'ancien confident du feu roi que Louis XVI même le tenait pour coupable. Rendant compte de leur appréciation, au mois de février 1775, M. de Vergennes ne se borne pas à faire l'éloge du but qu'avait eu cette diplomatie cachée, à appeler « louables et intéressantes » les vues dans lesquelles le comte de Broglie avait agi et à mettre en relief « la prévoyance, la dextérité, « la sagesse déployées dans l'exécution »; il écrit dans le rapport au roi :

Nous osons supplier Votre Majesté de lire avec une attention particulière le mémoire coté n° 2. Il renferme un plan bien combiné de débarquement en Angleterre, nous souhaitons que V. M. ne soit jamais dans le cas d'en faire usage, mais, dans le besoin, il pourroit être de grande utilité. C'est pour cet effet que, quoique V. M. nous ait donné l'ordre de brûler tous les monuments de la correspondance secrète, nous la supplions très humblement de nous permettre d'en excepter un travail dont on ne peut pas se flatter que l'application ne devendra pas indispensable au moment peut-être où on s'y attendra le moins.

Archives Nationales. K. 64. n° 3. séance 1775 n° 7 et 9.

## CHAPITRE III.

### L'UNION AVEC L'ESPAGNE.

Améliorations communes des cours de France et d'Espagne, pourquoy on les exprime plus chaleureusement à Versailles qu'à Madrid. Les Portugais attaquent les possessions espagnoles d'Amérique. M. de Vergennes et l'Angleterre. — Lord Stormont et lord Grantham représentants de l'Angleterre à Versailles et à Madrid. Les dispositions de l'Espagne et la guerre générale. M. de Vergennes s'explique sur le concours que la France peut prêter : affaire immédiate qu'il demandait à l'alliance. Idée des Anglais que le couronnement des Colonnes est le fait de l'opposition parlementaire : vœux formés en conséquence à Versailles pour le ministère britannique : perspective de la rentrée de lord Chatham aux affaires. — M. de Vergennes lui envoie à Charles III les forces que l'Angleterre expose au Autriche : intérêt qui en résulte pour les différends avec le Portugal, le marquis d'Osuna : notre ambassadeur à Madrid, éloge des forces de l'Espagne. Les deux pays sont d'accord pour se précipiter : l'Espagne nous aide à renforcer notre marine. M. de Grimballi propose de faire envahir l'Angleterre, le comte d'Aranda, ambassadeur à Versailles. — Mémoire de M. de Vergennes en réponse : amonition qu'il rencontre à Madrid, opinion du ministre sur la faiblesse que la guerre contre les Colonnes causera à l'Angleterre. — Comment celle-ci jouit des préoccupations des deux gouvernements : son reculer du golfe de Biscaye. Le prince de Masserano ambassadeur de Charles III à Londres : son retour à l'ambassade : rentrée du comte de Gannoy à l'ambassade de France.

Le premier ministre d'Espagne n'avait été en reste ni de bons souvenirs ni d'assurances avec M. de Vergennes, ni de vœux pour l'alliance intime. L'ambassadeur les transmet le 8 août en disant :

Il n'a pas oublié votre ancienne façon de penser pour l'intime union des deux Couronnes, il m'a chargé de vous assurer de sa gratitude et de la constance des sentiments de considération et d'amitié que vous lui avez inspirés lorsque vous résidiez ensemble auprès du feu roi d'Angleterre. J'avais déjà entendu ce ministre donner des éloges à la conduite que vous aviez tenue à Hanovre, dans des circonstances des plus et très embarrassantes; les dispositions réciproques entre vous ne pourront que concourir au bien des affaires et au maintien et désirable du système établi par le Pacte de famille. J'ai cru, Monsieur, ne devoir pas laisser ignorer à Sa Majesté Catholique vos sentiments

1774 à cet égard, Elle s'y est montrée fort sensible et Elle m'a dit que M. le marquis de Grimaldi l'en avait déjà informée

*Espagne, t. 574, n° 9*

Les deux cours ne vont plus négliger une occasion de se témoigner l'une à l'autre les meilleurs sentiments : respect et confiance entière de la part du jeune roi de France, tendre sollicitude de la part de Charles III, attachement réciproque aux vues du Pacte de famille. Plus ardemment, toutefois, du côté de Versailles; à Madrid, la réserve était sensible. Les ministres de Louis XVI sentaient, et ils l'exprimaient avec effusion, le besoin d'avoir dans l'Espagne cet allié dont le « coup de canon » répondrait avec le nôtre au premier qui serait tiré sur nous. Il fallait avoir cet allié non seulement lorsque la situation des colonies anglaises laisserait entrevoir qu'on pouvait se servir de leur soulèvement, mais pour un parti plus prochain, d'où les autres devaient dépendre : le parti de refaire nos forces, de remonter la marine et l'armée, redoutes, en face d'un vainqueur soupçonneux et hautain, au nécessaire d'une nation vaincue, humiliée, obérée. Cependant, le soulèvement des Colonies ne fait penser alors qu'à un danger des entreprises soudaines dont il peut devenir le prétexte de la part de la Grande-Bretagne; le ministre n'en est pas à y chercher un levier contre cette puissance. Il suspecte en tout celle-ci, dont l'intérêt était d'occuper l'Espagne afin de la séparer d'avec la France, de la détourner au moins d'une politique commune et, si le cas se produisait, de soutenir contre elle, contre nous par voie de conséquence, les adversaires qui lui surviendraient. M. de Vergennes supposait peut-être un peu, d'ailleurs, que l'Espagne aimerait à se laisser détourner.

Une querelle déjà ancienne entre cette puissance et le Portugal venait justement de se raviver et allait donner beaucoup de préoccupations. D'Ossun avait écrit le 7 juillet de Saint-Idelfonso :

On peut craindre, Monsieur, qu'il ne s'allume une petite guerre entre les

Espagnols et les Portugais par rapport aux limites de la province de Buenos-Ayres et de celles du Paraguay. Ces limites sont réglées par des traités, malgré cela il y a quatre ou cinq ans que les Portugais passèrent le Rio-Grande et établirent des postes sur le terrain qui appartient à l'Espagne, ils forcèrent quelques détachemens espagnols à se retirer et il y eut en cette occasion des coups de fusil tirés. La cour d'Espagne fit des plaintes et des représentations sur cette entreprise, celle de Lisbonne désapprouva la conduite de ses gouverneurs promit de faire évacuer les postes occupés et a dit ensuite qu'elle avait expédié des ordres à cet effet. Son langage n'a pas été sincère, elle n'a non seulement conservé ses usurpations, mais elle les a étendues, cette cour a tenu la même conduite sur les bords du Rio-Pardo dans le Paraguay et le roi d'Espagne prit enfin le parti, l'année dernière, d'ordonner au commandant général de Buenos-Ayres d'aller reconnaître avec un détachement les nouveaux établissemens des Portugais et, s'il le fallait, de les contraindre par la force à les abandonner. Ce commandant, Monsieur, vient d'informer sa cour que lorsqu'il s'était approché des postes des Portugais ils l'avaient reçu à coups de fusil, mais qu'ayant fait des dispositions pour les attaquer, ils avaient pris la fuite sans opposer aucune résistance.

Dans cet état de choses il paraît que la cour de Lisbonne se dispose à envoyer en Amérique un renfort de troupes et de munitions de guerre, et l'on sait que M. le marquis de Pombal s'occupe avec la plus grande activité de l'armement de deux vaisseaux de guerre et de quelques bâtimens de transport. Je presume, Monsieur, que l'Espagne ne néglera pas de son côté de pouvoir à la sûreté de ses frontières à Buenos-Ayres et au Paraguay et qu'elle se mettra en état de n'avoir pas le dessous dans cette petite guerre, si elle a lieu. Je tiens ce que j'ai l'honneur de vous mander de Sa Majesté Catholique même, et ce monarque a ajouté qu'il ne voulait que ce qui lui appartenait, mais que si les Portugais attaquaient ses possessions ils trouveraient à qui parler.

*Espagne, le 573 n° 3-4*

On crut d'abord qu'il y avait là de pures difficultés de frontières. M. de Vergennes présuait même qu'il s'agissait uniquement pour le Portugal de faciliter sous son couvert la contrebande aux Anglais. En

1.1) tout cas, le gouvernement de Madrid se sentait assez armé. Mais, dès septembre, ce gouvernement eut moins de confiance; en octobre il avisa à se renforcer sans le dire, songea à attaquer le Brésil et se préoccupa de ce qu'en penserait l'Angleterre ou de ce qu'elle ferait. Cependant, les communications qu'il adressa à cet égard à Versailles par notre ambassadeur et par le sien trouvèrent M. de Vergennes en éveil. Les démêlés entre Madrid et Lisbonne n'étaient pas d'hier, ils pouvaient renaître sans inquiéter au premier abord; mais la vieille ambition de l'Espagne, de reunir le Portugal à la Couronne, pouvait aussi donner la crainte d'une guerre bientôt générale. L'Angleterre y entrerait la première, en vue de soutenir un allié très important pour elle contre la maison de Bourbon, les autres puissances suivraient par le fait du changement d'équilibre que les conquêtes de la cour de Madrid entraîneraient. Dès le mois d'août, le ministre de Versailles « mit ses ambassadeurs à l'affût des informations. Il fait écrire le 22 septembre à Garnier que la cour de Lisbonne s'est ouverte à celle de Londres sur sa position en Amérique; celui-ci sera attentif à démêler, s'il le peut, la conduite que le ministère anglais tiendra, les principes qui le guideront; il n'est pas probable « que le ministère se découvre actuellement pour soutenir les Portugais, mais il fera des vœux pour leur succès et cherchera à les favoriser sous main ». On écrit en même temps à Oasun de suivre avec soin ce qui se combine à Madrid, « Sa Majesté s'occupant essentiellement de tous les objets qui intéressent le roi son oncle », et l'un ajoute qu'il peut « paraître problématique » si l'Angleterre, qui envisage jusqu'à présent ce qui arrive comme une dispute relative aux frontières incertaines des deux gouvernements dans cette partie du monde, mais ne devant pas s'étendre en Europe, « ne changerait pas sa façon de penser et de juger, dans le cas où l'Espagne attaquerait le Portugal au Brésil ».

Le ministre ne se trompait point dans ces prévisions. Presque

Dépêches des 22 et 27 septembre 1764

aussitôt le cabinet de Londres prenant position vis-à-vis des deux cours. De la part de lord Stormont, son représentant à Versailles, c'était avec le levain d'immixtion intime qui l'avait fait particulièrement choisir afin de nous intimider; de la part de lord Grantham, à Madrid, c'était avec une politesse insinuante sur laquelle ce cabinet comptait pour retenir l'Espagne de venir trop à nous. M. de Vergennes avait eludé, vis-à-vis de lord Stormont; celui-ci s'était rabattu à demander, au risque de faire deviner l'embarras actuel de son gouvernement, les bons offices du roi pour engager son oncle à n'avoir pas de desseins hostiles contre le Portugal. Le ministre mande à Ossun

Je tui ai objecté que ni la cour de Madrid, ni celle de Lisbonne, ne nous ayant encore parlé de leurs différends, il n'y avait pas lieu d'y intervenir. Au surplus, que nous n'avons aucune raison de penser que les intentions du Roi Catholique ne fussent aussi sincèrement pacifiques que celles de l'Angleterre peuvent être.

A Versailles le 1<sup>er</sup> octobre 1774.

*Espagne t. 574 n° 98*

Toutefois, M. de Grimaldi avait parlé assez ferme. Ossun était à Madrid depuis vingt ans<sup>1</sup>. Il ne voyait guère que par ce ministre et par Charles III et disait exactement ce qu'ils voulaient qu'il dît. Il rend compte ainsi qu'il suit de l'entretien avec lord Grantham, en y ajoutant ses réflexions :

M. le marquis de Grimaldi, Monsieur, a répondu à milord Grantham qu'il voyait avec surprise que sa cour demandât au mois d'octobre des éclaircissements à celle d'Espagne sur les différends de Buenos-Ayres tandis que depuis le mois de mai dernier le Portugal n'avait pas discontinué d'envoyer successivement des troupes et des munitions de guerre au Brésil et qu'il préparait

<sup>1</sup> Pierre-Paul Chevalier marquis d'Ossun, baron de Hoches, du Saint-Luc, seigneur de Bartrès, d'Azerix, de Montesqueu, grand d'Espagne de 1<sup>re</sup> classe, conseiller d'État d'honneur de Sa Majesté Très-Chrétienne. Il était

l'un de ses oncles, maréchal de ses camps et armées. Tels sont les titres que portait dans les actes ce Béarnais. Il paraît avoir été un des derniers membres de sa famille. Il avait une sœur et se retira bientôt auprès d'elle.

de nouveaux envois plus considérables, que Sa Majesté Catholique desirait sincèrement la continuation de la paix; qu'Elle était bien éloignée de vouloir envahir le bien d'autrui, mais qu'Elle saurait défendre ce qui lui appartenait. qu'au surplus M. le prince de Masseran serait en état d'informer exactement le Ministère britannique de toutes les circonstances de cette affaire, et qu'il avait ordre de le faire au cas que ce ministère lui témoignât le desir.

Sa Majesté Catholique et son Ministère, Monsieur, desirant la continuation de la paix, mais ils ne craignent pas la guerre pour une cause juste. Il est, à ce qu'il me semble, assez singulier que les cours de Madrid et de Lisbonne ne soient entrées dans aucune explication amiable à ce sujet. Celle de Portugal aurait du par toute sorte de motifs, faire les premiers pas, mais elle a une hauteur et une morgue qui l'en ont sans doute empêchée, et celle de Madrid ne restera pas en arrière à cet égard. Je considère que le gouverneur de Buenos-Ayres a depuis longtemps l'ordre de chasser les Portugais des deux forts qu'ils occupent injustement sur le Rio San Pedro, que ce gouverneur peut et doit exécuter cet ordre d'un moment à l'autre. Ces hostilités aggraveront les choses. Les Portugais voudront prendre leur revanche ou repousseront les Espagnols et tout cela peut conduire insensiblement à une guerre sérieuse.

A St Idelfonso le 6 octobre 1774

*Espagne* t. 574 n° 102

Il est assez probable qu'on avait soufflé à l'ambassadeur ces réflexions, en apparence personnelles; questionné peu de jours après, le 10, sur son silence au sujet de préparatifs et d'envois de forces qu'a faits l'Espagne, il avoue qu'il s'est laissé voiler les yeux. Mais le 13, il mande que le Portugal apporte « une ardeur et une vivacité extrêmes » à toute sorte d'appréts de guerre, et qu'il semble que « la tête a tourné » à M. le marquis de Pombal ou qu'il veut absolument allumer une guerre générale. Le gouvernement de Louis XVI pressentit là des événements de nature à en amener d'autres dont les conséquences l'entraîneraient peut-être loin. Il trouva donc opportun

*Espagne* t. 574 n° 103



de donner à leur sujet le ton à son ambassadeur, jusque-là livré à lui-même, ce qui équivalait à l'être aux seules inspirations de l'Espagne. M. de Vergennes lui adressa la dépêche qui suit, dont la minute, une des premières de sa main, commence la longue suite des lettres sorties de sa plume, le ministre ne laissant plus guère à personne, désormais, le soin d'écrire à ses représentants sur cette affaire du Portugal ou sur celle de l'Amérique<sup>1</sup>, à moins d'être obligé au repos par l'excès du travail qu'il va s'imposer ainsi :

À Fontainebleau le 31 octobre 1764

M. j'ai différé jusqu'à présent de me entretenir avec vous sur la discussion qui s'est élevée et qui semble se chanter entre l'Espagne et le Portugal, au sujet de leurs limites sur le Rio S<sup>t</sup> Pedro et vers l'Uruguay, parce que faute de connaissances topographiques je ne pouvois que me faire une idée imparfaite du véritable état de la question. M. le C<sup>te</sup> d'Aranda vient d'y suppléer en me procurant une inspection de la carte des environs du Paraguay qui mesure être très exacte.

Il résulte de l'examen que j'en ai fait que les Portugais sans considérer que le traité de échange de la colonie du S<sup>t</sup> Sacrement est devenu caduc du consentement des deux parties contractantes veulent se maintenir ou se remettre en possession des vastes territoires qui devoient faire le prix de leur cession quoiqu'elle leur ait été remise de bonne foi par l'Espagne d'abord après la conclusion du traité et depuis la conclusion de la paix de Paris. Les

M. de Vergennes comme M. de Chabot et d'autres grands ministres qui les avoient précédés, écrivent, mandent, tout au même. Il n'y a guère dans l'affaire d'Amérique, de dépêches aux ambassadeurs d'instructions, de mémoires. Il n'y a pas une note pour le roi ou pour le conseil dont la minute ne soit de sa main. Avec ses représentants à Madrid et à Londres, c'est un échange de lettres au lieu de négociations pour obtenir d'eux, quand il ne se renouvelle pas plus souvent (et beaucoup sont des documents étendus) sans parler d'autres écrits à Vienne, à Saint-Petersbourg, à la cour

de Prusse, en Hollande au même moment, de lettres ou de mandats, le plus pour le roi d'une foule de lettres confidentielles à Desmarchais à leurs successeurs à Desmarchais au marquis de Grimaldi au comte d'Aranda, au comte de Floridablanca, etc. Sa main n'y réussit pas. — Nous reproduisons ces lettres du ministre conservées aux Affaires étrangères. Elles sont données le plus souvent telles qu'elles sont écrites, c'est-à-dire très irrégulièrement orthographiées et ponctuées. Il y a souvent par des crochets [ ] les parties à effacer.

1771. Portugais empruntent de ce dernier traité un argument tout à fait captieux, quoiqu'il soit pris de la lettre même du traité. Ils infèrent de ce qu'il y est annoncé que si est survenu quelque changement par rapport aux Colonies en Amérique, en Afrique et en Asie les choses devront être ramenées au même état où elles étoient avant la guerre. Comme à cette époque, les Portugais n'avoient point encore rendu les terrains qui leurs avoient été donnés en équivalent de la cession de la colonie du St Sacrement et que c'est pendant le cours de la guerre qu'ils en ont été dépouillés, ils demandent, aux termes du traité de paix à y être réunis. Ils ajoutent, sans suite à faire droit sur le fond leur prétention pourroit paroître moins raisonnable, mais il ne nous revient pas qu'ils ajoutent cette clause; ce n'est au reste qu'un Ang<sup>ois</sup> qu'ils expliquent, jusqu'à présent ils ne nous ont fait aucune ouverture. Ils sentent assez que dans une cause douteuse, nous ne pouvons être des juges favorables à la leur. Celle-ci ne l'est pas, le fond est si évidemment à l'avantage de Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup> que les ministres légers, s'ils ne sont pas aveuglés par la passion seront forcés d'en convenir eux mêmes surtout si l'on étaye la communication des faits par l'inspection de la carte. Celle-ci seroit d'autant meilleur à produire qu'elle pourroit convaincre les Anglois que dans tout ce domaine il ne s'agit point de dépouiller ni d'envahir le Brasi l'objet de la jalousie et la principale source des richesses de l'Angleterre.

Nous voyons avec beaucoup de satisfaction par ce que vous nous marquez, M<sup>re</sup> que l'intention de Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup> n'est pas de donner plus d'étendue à son royaume tant que l'objet de la discussion n'est à son lui même et que se bornant à recouvrer les terrains que les Portugais lui détournent, elle nira pas au delà de l'objet réel de la querelle, en sorte qu'elle sera plus tôt propre aux gouverneurs respectifs qu'aux souverains. Ce plan seroit très bon si ne dépendoit que de la volonté de l'une des parties, mais le Portugal qui sent qu'il auroit trop à y perdre met dans ses mesures de défense un éclat et un appareil qui ne peut qu'alarmer l'Europe, et peut être préparer les voyes à un embrasement plus général on ne peut gueres se dissimuler que toute sa conduite ou plus tôt celle du M<sup>re</sup> de Pombal est motivée par le desir d'exagérer le danger aux yeux des Anglois et de les entraîner par ce moyen dans des résolutions précipitées qui compromettroient la tranquillité de l'Europe. Suivant les rapports que nous recevons de Londres, les têtes des ministres

bûes semblent exalter, ils prévoient, quoiqu'avec regret, que si les dimensions dans cette partie de l'Amérique prennent plus de force, ils ne pourront se dispenser d'envoyer un escadre pour veiller à la sûreté d'une colonie qui leur importe de conserver comme un de leurs domaines. Une force navale stationnée dans cette partie ne pourront qu'occasionner de fâcheux accidens. On connaît le goût de la marine anglaise pour la rapine, et je doute quelques rigides que fussent les ordres qu'il lui seraient donnés pour ne rien entreprendre d'hostile, qu'il n'en resultât des entreprises qui meneroient à un engagement général.

C'est dans ce sens que le lord Stormont m'en a parlé, mais d'un ton qui tenoit plus de l'inquiétude que de la menace, son vœu, celui du roy de la Gr<sup>te</sup> Bretagne et de son ministère est que le démôslé puisse accommoder à l'amiable ou du moins se concentrer sans agissement dans l'intérieur de l'Amérique pour que leclat n'en retentisse pas au dehors. Je lui ai répondu sans toucher au fond de la question qu'il nous sembloit que l'Ang<sup>te</sup> pouvoit plus que tout autre diriger les choses aux voyes de conciliation, qu'il suffiroit quelle fit sentir à son allié qu'il est tems qu'il mette des bornes à des préparatifs et à des envois de troupes et de munitions de guerre qui ne d'continuent pas, sans que rien en indique la nécessité, l'Esp<sup>gne</sup> n'ayant pas encore fait des envois qui semblent devoir exiger et justifier des précautions à rebours et par conséquent surabondantes.

Si le vœu de l'Ang<sup>te</sup> est pour une conciliation amiable, nous sommes ici dans le cas de la partager autant par nécessité que par inclination. Mais quelques pacifiques que soient les vues du Ro<sup>i</sup>, Sa M<sup>te</sup> n'est pas moins ferme dans les principes de l'union la plus intime et de l'alliance la plus étroite consacrées par le Pacte de famille entre les deux branches de son auguste maison, son cœur, bien plus encore que sa politique lui en relève les avantages, mais quelque déterminée que soit Sa M<sup>te</sup> à observer religieusement un engagement qu'elle regarde comme une partie précieuse de l'héritage qu'elle a recueilli, la volonté ne suffit pas si elle n'est appuyée par des moyens assortis. Il n'est malheureusement que trop connu que ceux dont le Ro<sup>i</sup> peut disposer actuellement sont très limités. Le desordre des finances avoit précédé son avènement au trône, toutes les parties actives de l'administration s'en sont ressenties et s'en ressentent encore, et vous êtes trop éclairé M<sup>te</sup> pour ne pas

1773 sentir que lorsqu'une machine aussi vaste que celle-ci est ébranlée, ce n'est pas dans la cour de peu de jours seulement qu'on peut lui rendre sa force et sa vigueur et cicatriser des playes profondes et invétérées. Le Roi s'en occupe sans relâche, l'objet assidu de ses soins est de porter le remède partout où il voit qu'il est nécessaire, il combine les règles et le besoin d'une économie antérieure avec ce que sa gloire personnelle et sa fidélité dans l'exécution de ses engagements exigent de lui, incertain sur les dépenses qui peuvent paraître superflues, Sa M<sup>té</sup> ne se refuse à aucune de celles qui peuvent la conduire en acquiesçant plus d'influence dans le système général à contribuer plus particulièrement à assurer le bonheur de l'humanité qui ne peut être indépendant de la conservation d'une paix soutenue avec dignité, et par là, secondar efficacement les vûes du Roi son oncle qui ne se propose pas un but différent. Mais tout cela ne peut se faire qu'à l'aide du temps et même d'un assez long temps, des finances à rétablir, une marine à reprendre dans ses premiers fondemens, tout cela ne peut manquer d'être long et de demander une certaine sorte d'années.

Je supplique franchement parceque c'est avec un ambassadeur concurre, dont la sagesse égale le zèle. Ceci n'est pas une instruction que je vous adresse dont vous devez faire un usage immédiat, c'est une confiance personnelle que je vous fais pour régler votre langage dans l'occasion et à proportion de l'impression que vous pourrez vous en promettre, nous ne voulons point tromper l'Esp<sup>e</sup>, ce seroit nous abuser nous même, et je pense qu'en vous met tant sans attendre la tournure que les affaires pourront prendre à portée de lui faire connaître que que de vous même notre véritable situation c'est lui donner une marque de confiance qui doit lui être d'autant plus agréable qu'en même temps quelle peut lui être utile par rapport aux résolutions qu'elle pourra prendre, l'état de nos maux intérieurs annonce le remède bien formé d'y porter le plus prompt remède.

Vous nous avez marqué dernièrement M. que le Roi C<sup>at</sup>ol, en suppliquant avec vous de l'intention précise ou il est de ne point admettre la médiation de l'Ang<sup>e</sup> dans les différends avec le Portugal, ne vous avait point entrévoir aucune répugnance pour celle de la France. Quoique le marquis de Pombal paraisse être cillé invinciblement à l'Ang<sup>e</sup>, ce peut-il pourroit arriver que n'y trouvant pas tout l'appuy qu'il s'en promet et se déclarant sur les suites que pourroient avoir ses démarches trop précipitées, il se tourneroit de notre

onté pour solliciter l'intervention du Roi. Vous pensez bien que Sa M<sup>te</sup> ne peut être tentée d'intervenir dans cette affaire qu'autant que ses offices pourroient être agréables au Roi son oncle et il seroit naturellement que vous vous absteniez sans affectation sur la voie de pénétrer avec certitude quelles peuvent être les dispositions et les desirs de Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup> à cet égard. Je m'en rapporte bien à votre dextérité.

Je ne crois pas au reste devoir vous recommander M. de garder cette lettre pour votre direction particulière et de ne la communiquer ni par copie ni même par extrait.

*Espagne* : 575 n° 126

Le gouvernement de Versailles allait donc au-devant des obligations du Pacte de famille. Il voulait pouvoir les réclamer pour soi dès qu'il en seroit besoin. Mais à notre sujet il s'empressait d'avertir, de faire connaître le peu de moyens que nous avons, afin de n'être pas appelés hors de propos. Cette dépêche du 31 octobre exposait les données exactes; M. de Vergennes regretta un peu, après, d'avoir mis Ossun à même de les trop laisser voir, il craignait de nous avoir montrés plus affaiblis que de raison en esquisant ainsi l'état dans lequel le roi avait reçu la France. Cependant il insistera d'autres fois sur cette situation, et non dans le cours de l'affaire portugaise seulement. Il ne négligeait

Sur le compte que l'ambassadeur lui rend de la communication qu'il a donnée il juge, en effet, que celui-ci a laissé tout être et il lui écrit le 29 novembre : « Le Roi prieur M. de Vergennes ne vous serez pas sans découvrir » en s'en de la cour d'Espagne, et que vous » nous indique que vaguement et par ma- » nifeste d'innocence notre désir pour la paix et » le besoin que nous en avons : des ouver- » tures de ce genre ne se font que lorsque les » circonstances l'exigent absolument ». A cette date, M. de Pomhal s'était rendu avec une délé- » gation par Londres des empêchements de l'An- » glleterre à le soutenir. M. de Vergennes regret- » ta par suite d'avoir montré la France sous

desonparée. Ossun le rassura le 12 décembre et le ministre lui écrivit à ce sujet le 3 janvier suivant : « Je ne puis, M. que rendre justice » à la manière circonstanciée et mesurée avec » laquelle vous avez fait usage auprès du roi » d'Espagne et de son ministère des notions » renfermées dans ma dépêche du 31 8<sup>me</sup> d' » « S. M. C<sup>te</sup> ne sauroit ignorer la position inté- » rieure de la France ni par conséquent le besoin » que nous avons de la paix : mais ce Prince ne » doit pas moins être certain que cette considé- » ration ne portera jamais le Roi à manquer à » la fidélité qu'il doit à ses alliés et surtout à un » Prince auquel il est attaché par les liens les » plus respectables. » *Espagne*, t. 575 n° 96

1774 pas d'ailleurs de ramener l'Espagne à la pratique de l'alliance, dans les objets propres à nous en faire sentir et à nous permettre d'en faire éprouver tout de suite les effets. Tel avait été notamment le but de la première lettre à l'ambassadeur dont il avait écrit la minute, lettre dans laquelle on devine combien l'Espagne, sous l'apparence de l'amitié, tâchait de se tenir à distance :

Je sens très bien M. qu'il n'est pas dans votre pouvoir d'allonger la marche compliquée des affaires en Espagne, on pourrait se consoler de cette lenteur si l'issue en étoit heureuse, mais c'est un avantage dont il ne parait pas que nous ayons souvent à nous féliciter. Je me propose de revenir avec vous par la suite sur cette matière la suite mes communications seront mieux dirigées, celles ne peuvent être encore. Ce que je me permettrai de vous dire en attendant est qu'aussi intimement unes que le sont les deux cours, la réputation de cette intelligence si nécessaire à leur sûreté commune ne peut que souffrir et encourager ceux qui ne désespèrent pas de l'interrompre, si dans la discussion des affaires que leurs relations si immédiates rendent très fréquentes elles se bornent à adopter le système d'une justice défiance et rigoureuse sans jamais en tempérer la marche par des facilités propres à faire connaître aux nations jalouses de notre union que tous leurs efforts seront vains pour la troubler.

Rien ne prouve mieux l'intérêt véritable que le Roi C<sup>te</sup> prend à la prospérité du Roi son neveu que la recommandation qu'il lui fait de s'occuper avant tout du rétablissement de ses finances et de sa marine. C'est le vœu de Sa Majesté cet objet sera lu de ses soins, mais avec toute la bonne volonté possible elle n'y atteindra pas ou du moins très tard si les moyens les plus effectifs sur lesquels elle pourroit compter lui manquent. L'industrie encouragée est sans contredit le moyen de restauration le plus assuré pour un État laborieux; si notre industrie doit trouver quelque faveur hors de nos frontières, ce doit être naturellement en Espagne; personne ne sait mieux que vous ce qui s'y passe et combien nous y sommes le plus souvent barrés. Nous serions injustes si nous prétendions des faveurs particulières préjudiciables à l'industrie espagnole, il nous suffit de leurs être assimilés, c'est la loi du Pacte de famille et la voix de la raison. Mais le même Pacte nous déconseille tous les

avantages particuliers qui peuvent être accordés aux nations les plus favorisées, et si ces mêmes nations les plus favorisées sont celles contre l'arbitraire desquelles nous ne pouvons trop nous prémunir les uns et les autres et dont nous ne pouvons trop soigneusement resserrer les moyens, la saine politique exige telle pas autant que la justice qui nous l'adjuge qu'on nous admette à partager tous les privilèges et avantages qui leurs sont acquis. Je ne récapitulerai pas ici tous les objets relativement auxquels notre condition est bien inférieure à celle des Anglois, je m'arrêterai que sur un seul article qui est indiqué par le mémoire ci joint du 4 7<sup>me</sup> que je vous prie de prendre en considération et d'appuyer de vos bons offices à la demande qu'il renferme est aussi juste qu'elle est raisonnable. Les Anglois introduisent leurs cuirs préparés dans les ports d'Espagne moyennant un droit de dix pour cent, et les nôtres sont assujettis à un droit de 20 p. c. Quel peut être le principe de cette différence. Si l'Esp<sup>gne</sup> peut se passer de cuirs étrangers rien de plus raisonnable que de prohiber l'importation de tous ceux indistinctement qu'on prépare dans l'étranger, mais si elle est dans le besoin de la permettre pourquoi cette préférence aux Anglois? Se flatteroit-on à Madrid que cette nation par une révolution étonnante de principes serait une âme zélée de l'Espagne. Je ne garderai rien de croire que Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>que</sup> et son ministère donnent dans cet excès de confiance, mais vous devez sentir M. que la conduite que je relève n'y est pas conséquente. L'intérêt de l'Espagne et le notre s'accordent à nous faire sentir la nécessité indispensable de jouir autant qu'il est possible toutes les sources dont l'Ang<sup>te</sup> tire avec ses richesses les moyens de donner le plus grand essor à une ambition qui ne veut rien souffrir autour d'elle, ce n'est qu'en la débarrassant insensiblement en lui retranchant successivement les occasions de nouveaux gains que nous en tirerons plus sûrement raison que par une guerre d'un événement toujours douteux et incertain.

Je m'explique confidentiellement avec vous M. persuadé que vous saurez rectifier ce que mes vûes peuvent avoir de defectueux et les diriger vers le but le plus utile. Je n'en ai d'autre que la gloire et la prospérité des deux nations, nous y atteindrons si le concert le plus unanime et le mieux soutenu fait la base de toutes nos opérations respectives.

A Versailles le 13 7<sup>bre</sup> 1774

*Espagne, t. 579 n° 75*

774 Le gouvernement de Madrid, lui, prodiguait les protestations de bonne volonté. Le marquis d'Ossun s'était empressé de les transmettre au risque de ne pas les voir suivies de beaucoup d'effet. Par le retour du courrier M. de Vergennes s'en était autorisé pour exprimer de nouveau les sentiments d'union qu'on professait à Versailles, et il ne craignait pas de rappeler contre qui l'union était faite

J'ai mis sous les yeux du Roi et de son conseil les explications dans lesquelles vous êtes entre, Monsieur, relativement à de plus grandes facilités que nous désirerions dans l'exploitation de notre commerce avec l'Espagne, et Sa Majesté a applaudi à la sagesse de vos vues. Nous sommes bien éloignés de nous laisser entraîner par les représentations de nos commerçants dont l'esprit, en général, est exclusif, nous ne jalousons point les progrès que les Espagnols font dans différents genres de manufacture, nous serions plutôt disposés à les encourager quoique ce soit en diminuant de notre propre industrie, mais la prospérité de l'Espagne est un bien commun à la France. Tout ce qui fortifie l'une des puissances est un avantage réel pour l'autre; rien ne ferait plus leur force que l'affaiblissement de leur ennemi commun, le seul dont les deux puissances ne peuvent trop se défier, mais il a pour lui des traits dont assurément nous ne conseillerions jamais l'infraction mais aux avantages desquels nous croyons pouvoir aspirer de participer sans devoir être taxés de former des prétentions trop ambitieuses.

Fontainebleau le 17 8<sup>bre</sup> 1775

*Espagne* L. 574, t. 116.

Lorsque, par la dépêche du 31 octobre, le gouvernement de Louis XVI parlait si exactement de ses forces et de sa situation en fixant son ambassadeur sur le concours que la France pouvait donner, les événements des colonies anglaises ne se présentaient encore que comme un incident assez vague. Mais si les indications du ministre étaient déjà justifiées, elles ne tardèrent pas à emprunter plus de poids aux préoccupations que ces événements éveillèrent. On s'était beaucoup trompé, à Londres, sur la portée du soulèvement : le roi et ses conseillers d'abord, en n'y voyant que des mutineries dont ils



auraient raison et que l'appui de l'opposition, depuis Wilkes jusqu'à lord Chatham, grossissait artificiellement<sup>1</sup>; ensuite cette opposition elle-même, tout aussi persuadée, au fond, que l'Angleterre après 1763 ne pouvait être sérieusement tenue en échec par des émeutes pour un impôt, à plus forte raison sa puissance recevoir une atteinte, et en ne voyant dans l'insurrection des Bostoniens qu'un moyen de faire tomber ses adversaires et de reprendre le gouvernement. On se trompait des lors naturellement à Versailles. Par échappées on essayait bien de voir au delà de cet horizon et de compter que les circonstances deviendraient telles qu'on les souhaitait, mais comme la correspondance de l'ambassade reflétait l'opinion de Londres, on la suivait, comme toute, et l'on se berçait avec le chargé d'affaires de l'idée que les troubles de l'Amérique d'une part, les dissidences intérieures de l'autre, occuperaient assez la Grande-Bretagne chez elle pour l'empêcher de méditer un mauvais coup. On avait les meilleurs rapports apparents, on se sentait un peu remonter<sup>2</sup>, et l'on s'efforçait de tirer des interprétations favorables du traité de Paris pour la pêche de Terre-Neuve, pour les réparations de Dunkerque, pour de non moins épineuses affaires qui existaient avec la compagnie des Indes. En tout cela, cependant, on se heurtait à des faux-fuyants tenaces. On y montrait une patience méritoire, dans l'espoir d'aboutir avec le cabinet en fonctions, tandis qu'on redoutait des refus, de la rudesse, des intentions hostiles même de la part de ses adversaires politiques. En écrivant à Garnier, on formait donc des vœux pour ce cabinet, que l'on se figurait nous sauver

<sup>1</sup> Lord Rochford, en particulier, le considérait comme un ennemi du feu républicanisme des anciens émigrés. Le comte de Gannet écrit dans son rapport du 13 juin : « Milord Rochford ne m'a pas dit que des descendants de Cromwell, aujourd'hui établis en Amérique et devenus ce qu'il dit, les chefs de la rébellion, enfin il ne révoque pas Cromwell et tout ce qui y a eu rapport. Il m'a dit que c'était malgré lui qu'on avait envoyé des troupes de débarquement,

« qu'il n'aurait voulu que des escadrons bloquer les ports, empêcher tout commerce aux Colonies » et cela est vrai ; je crains affectivement que Milord Rochford ne soit dans ce cas. » *Angleterre*, t. 510, n° 12.

<sup>2</sup> « Je crains déjà d'entrevoir à court terme Garnier avec un peu d'illusion, que les effets de l'industrialisme intérieur du royaume commencent à devenir sensibles ici par le respect qu'elle impose. »

1771 de lord Chatham et nous assurer la paix<sup>1</sup>. Le 30 novembre, on répond au chargé d'affaires, qui, tout en relatant ce qu'il apprenait du progrès de la révolte, se tenait dans le même optimisme :

Le désir de Sa Majesté Britannique de maintenir la paix en Europe nous est garanti par les embarras et par les soucis que lui donnent les affaires de l'Amérique, et ce prince doit sentir combien, dans une circonstance aussi critique, il est redevable aux sentiments de justice et de modération de Sa Majesté. Vous les avez très bien interprétés par les réponses que vous avez faites aux Anglais qui vous ont marqué quelque apprehension à cet égard, et vous tiendrez constamment le même langage dans toutes les circonstances où vous serez dans le cas de vous expliquer sur nos dispositions relativement à la Grande-Bretagne.

M. de Vergennes précise ces instructions en ajoutant sur la minute :

Vous pouvez admettre comme base invariable de votre langage par ce qu'elle l'est de notre conduite, que Sa Majesté, fidèle aux sentiments de justice de modération et de désintéressement qu'elle a déclarés à son avènement au trône, ne fera usage de sa puissance que pour contribuer autant qu'il peut dépendre d'elle au maintien de l'ordre public et de la tranquillité générale et que son vœu le plus cher est de voir régner entre toutes les puissances une intelligence aussi parfaite qu'elle sera constamment disposée à l'entretenir avec ses voisins.

*Angleterre 1 507 n° 103*

Mais, avant 1775 déjà, il était devenu chaque jour un peu plus évident que l'Amérique n'était pas près de se soumettre et que l'Angleterre se trouvait engagée dans une affaire dont les éventualités ne devaient point être perdues de vue. Dans une dépêche du 19 décembre, où Garnier appelle cette affaire « la plus importante depuis la Révolution », il donne à M. de Vergennes toutes les raisons d'ouvrir les yeux. Il y a plus : les amis des *insurgents* lui ont fait entrevoir,

<sup>1</sup> Dépêches du 27 septembre et du 2 novembre — notamment dépêche du 16 décembre encore, quoique avec les yeux plus dessillés — déjà dans cette dernière.

encore si près du commencement, quelque chose de ressemblant sinon à une alliance, du moins à une assistance secrète 1774

J'ai ouï-dire, et vous pensez bien, Monseigneur, que ce n'est pas aux vains propos d'hommes légers que je m'en rapporte, mais j'ai ouï-dire que, quoique les Américains n'eussent pas encore développé aucune intention d'affirmer leur commerce aux autres nations, on pouvait deviner ce que les circonstances pourroient leur faire faire à cet égard. J'ai aussi ouï-faire mention des secours de toute espèce que l'Angleterre avoit assez ouvertement donné aux Corses, lorsque nous militions contre eux, et citer cet exemple à l'occasion présente de la Grande-Bretagne et des Colonies.

Le charge d'affaires ne vise pas si loin, n'en ayant point eu la moindre insinuation de la part du ministre; aussi continue-t-il :

Je ne prétends pas, Monseigneur, donner aucune extension à la portée de ces indices, et j'ai toujours soigneusement prévenu en conversation particulière tous ceux de cette espèce, en affirmant de la manière la plus positive que les Américains ne sauroient commettre une plus grande erreur que de compter sur le moindre secours ou le moindre encouragement de notre part, attendu que les deux Cours ne sont respectivement occupées qu'à cultiver entre elles la plus parfaite harmonie. Si la résistance des Américains ne dépend que des secours de leurs voisins, le ministère de Londres auroit lieu d'être bien tranquille.

Mais les troubles de l'Amérique ne tardent pas à perdre le caractère qu'on leur supposait et à laisser entrevoir leurs traits réels. Les informations recueillies font augurer que c'est bien une révolution qui commence. Le cabinet de Londres sait maintenant qu'il s'est trompé et qu'il ne s'agit pas d'émeutes passagères. Le 27 janvier, Garnier écrit que « le sort en est jeté », que « le Gouvernement parait » déterminer à avoir raison des Américains », que l'on va mettre dans la main du général Gage 9,000 hommes, de l'artillerie et que le *Foreign office* donne à lord Stormont la mission d'annoncer à Versailles le parti qu'on a pris « d'arrêter absolument le commerce des 1775

- 1775 Américains. Il indiquait même que tous les vaisseaux étrangers ou nationaux trouvés chargés de munitions de guerre pour ceux-ci ou faisant le commerce des colonies anglaises du continent seraient saisis comme ceux des Américains. Les hypothèses s'imposaient dès lors d'elles-mêmes aux ministres de Louis XVI. N'y avait-il pas à prévoir des entreprises de la part de la Grande-Bretagne, une fois ainsi en armes de l'autre côté de l'Atlantique : victorieuse, pour accroître aux dépens des Antilles les résultats de sa campagne, repoussée, pour s'indemniser de son échec? Et quelle ne serait pas la condition des puissances maritimes quand la police des mers serait animée par l'esprit de domination, agitée par les nécessités de la défense ou supportée par l'orgueil du succès! Le cabinet de Versailles ne se laissera pas surprendre. A Londres, il observera maintenant de plus près avec une extrême recherche d'apparente confiance et d'intentions pacifiques, mais avec le vif désir de sauter sur l'occasion si elle s'offre, et il appellera Madrid à la sollicitude, bientôt aux préparatifs communs que les intérêts des deux Couronnes lui semblent imposer. Le 5 février, il fait écrire à Garaiar

Malgré l'appareil que le Ministère anglais met à sa disposition contre les Colonies, on est autorisé à croire que son intention n'est rien moins que de les traiter hostilement, qu'il bornera ses efforts à les diviser pour les affaiblir, et que s'il n'y réussit pas il aimera mieux sacrifier une portion de sa gloire, que de courir le risque de perdre les Colonies sans retour et d'ébranler par là la puissance britannique jusque dans ses fondements. Cependant il peut survenir des incidents capables de déranger ce plan de modération et de paix, et dans ce cas il serait difficile de calculer les conséquences qui pourraient en résulter, la plus immédiate serait sans doute la chute du ministère actuel, et le retour de son plus véhément ennemi, milord Chatham, renverserait de droit l'ancien système, et cet événement amènerait un nouvel ordre de choses. Je pense, Monsieur, que les débats qui vont s'ouvrir au Parlement sur les pièces qui lui ont été communiquées jeteront bientôt plus de lumière sur cette importante matière, et qu'ils nous mettront

à portée de connaître d'une manière plus précise les vues de la Cour et le plan définitif qu'elle sera dans le cas d'adopter pour sortir d'embarras. 775

M de Vergennes, en revoyant la minute, y ajoute de sa main, soulignant les premiers mots.

Je vous prie, Monsieur, d'y donner l'attention la plus soignée; nous croyons bien que les forces qu'on assemble dans l'Amérique septentrionale se cachent pas une destination mystérieuse, mais aussi nombreuses qu'elles commencent à le devenir, il est bien important de ne les pas perdre de vue et de veiller sur l'emploi qu'on pourroit en faire

Angleterre, t. 508 n° 88

A ce même moment, le ministre précisait davantage ses suppositions en écrivant au marquis d'Ossun :

Je pense que nous ne tarderons pas d'apprendre le véritable état des choses au Brésil. Je vous prie d'autant plus, M de porter toute votre attention sur cet objet et d'y exciter la cour de Madrid que les Anglois envoient successivement en Amérique des forces qui méritent toute notre vigilance, quoiqu'elles n'aient d'autre but dans ce moment-ci, que d'en imposer à leurs Colonies; d'autres circonstances, des événements imprévus ou un changement de système peuvent changer leur destination et rendre leur voyage très dangereux, en sorte qu'il est de la prudence et d'une sage politique de se garantir d'avance de l'emploi qu'on pourroit en faire contre les établissemens soit français soit espagnols dans cette partie du monde. Nous sentons très bien toute l'importance de cette réflexion, elle nous tient les yeux ouverts sur les démarches et les opérations des Anglois et si elle nous conduit à prendre des mesures de précaution, nous serons attentifs à en informer le Ministère espagnol, nous sommes très persuadés qu'il s'occupera, de son côté, des moyens de prémunir les possessions espagnoles en Amérique contre toute attaque imprévue et qu'il ne nous les laissera pas ignorer.

A Versailles le 7 février 1775

Espagne, t. 575 n° 1.

Il revient sur ce sujet le 14, dans une dépêche toute de lui, relative aux limites entre l'Espagne et la France à Saint Domingue, et,

1775

par occasion, aux agissements des Portugais. On était très peu fixé sur le plus ou moins d'appui que pouvait trouver à Londres M. de Pombal pour les agressions qu'il commettait. M. de Vergennes pensait, ce jour-là, que l'Angleterre avait assez affaire en Amérique pour ne pas se charger en outre de l'ambition des Portugais. Il mande à d'Ossun, au sujet de ceux-ci :

Ils ne doivent pas y être encouragés par les Anglais, les démêlés qu'ils ont avec leurs Colonies de l'Amérique septentrionale deviennent trop sérieux pour qu'ils puissent s'occuper d'autres objets, mais plus leurs embarras se croissent et les obligent à de puissants efforts, plus il nous importe et à l'Esp<sup>r</sup> de nous prémurer pour que le contre-coup n'en retombe pas sur nous au moment où nous nous y attendrions le moins. Je ne suis pas tranquille, je vous l'avoue, M. en voyant les Anglais porter en Amérique d'aussi grandes forces de terre et de mer.

A peu de jours de là, le 16, il ajoute au bas d'une dépêche de son cabinet à Garnier, en soulignant encore :

*Je compte sur votre exactitude, Monsieur, à profiter de toutes les occasions pour m'écrire et pour m'informer de ce qui se passe où vous êtes, l'engagement est formé, quoique grand, il m'occupe moins dans ce qu'il est que dans ce qu'il peut être. C'est le cas d'avoir plus que jamais les yeux ouverts, nous ne voulons pas profiter en aucune manière des embarras de nos voisins, mais il importe de veiller à ce qu'ils ne puissent refluer en aucune manière sur nous.*

Nous indiquions plus haut combien notre ambassadeur à Madrid parlait peu d'après lui-même. Quelqu'un qui avait récemment réglé pour la France la délimitation des deux Navarre expliquait à M. de Vergennes, dans un mémoire confidentiel, que le représentant du roi résidait depuis plus de vingt années auprès du roi d'Espagne sans interruption et sans être revenu en France, que bien traité personnellement par celui-ci, qui avait, avec raison, bonne opinion de sa droiture, en ayant reçu des bienfaits, il regardait la protection parti-

1772  
 « cédant de ce monarque comme l'appui le plus sûr pour conserver son ambassade; qu'il était devenu par là « plus espagnol que français » et ne s'occupait essentiellement qu'à plaire aux Espagnols. » On ne « veut pas dire, continuait ce correspondant, observateur visiblement « très autorisé, que M. d'Ossun trahisse pour cela son ministère, il « en est tout à fait incapable, c'est un très honnête homme, mais le « desir de se rendre plus agréable, ou la crainte de l'être moins à une « cour où il compte finir ses jours, lui impose dans sa conduite et dans « les affaires qu'il a à y traiter une timidité, une humilité, une sorte « de déférence qui ne s'accordent pas toujours avec son zèle connu « et avec la dignité de son emploi, et qui ne font qu'encourager de « plus en plus la morgue espagnole. Si l'a quelques représentations, « quelques offices à passer à la cour de Madrid, il borne les fonctions « de son ministère à lui remettre des copies des instructions et des « ordres qu'il a reçus; il en attend les réponses, il les fait passer à sa « cour pour y répliquer, et il fait repasser les répliques sans rien « discuter, sans rien prévenir de lui-même, appréhendant toujours « qu'on ne lui sache mauvais gré de toutes autres démarches qu'il « pourrait faire<sup>1</sup>. » La correspondance de l'ambassadeur, quand on la lit aujourd'hui, suggère en effet l'impression qu'exprimait ce correspondant. En tout cas, les antécédents du marquis d'Ossun lui rendaient facile d'entretenir le roi et son ministre. Des négociations, en ce moment fort actives, au sujet de nos limites communes à Saint-Domingue, de l'introduction des vins d'Espagne à Marserie, d'un règlement en vue du fort militaire des Français dans la Péninsule, le mettaient d'autant mieux à même d'avoir des entretiens. Le 20 février, il répond de Madrid à la dépêche ministérielle du 7<sup>e</sup>

Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>re</sup>, Monsieur, après avoir entièrement approuvé la sage prévoyance

<sup>1</sup> *Espagne*, t. 574, n<sup>o</sup> 257. *Observations particulières sur le ministère d'Espagne*

<sup>2</sup> La plus grande partie des rapports que

nos transcrivons des deux ambassadeurs est en chiffres, que le cabinet du ministre a traduits dans les interlignes.

75 du Roi et de son Ministère, a extrêmement aplaudi aux mesures qu'il convenoit de prendre en conséquence, et m'a fait l'honneur de me dire qu'elle ne négligeoit rien de possible pour l'augmentation de sa marine et pour mettre ses possessions en Amérique dans un état de défense respectable, qu'elle desiroit enfin que la situation des finances de la France put permettre qu'on s'y occupât sérieusement et efficacement des mêmes objets qui lui paraissent très dignes de l'attention particulière et suivie de Sa M<sup>te</sup> et de son Ministère.

La réponse, Monsieur, que M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a faite a été à peu près la même : il est entré dans le détail des mesures que l'Espagne a prises depuis la dernière paix pour mettre ses possessions d'Amérique en bon état de défense; il a d'abord parlé de l'augmentation considérable de sa marine, du grand ordre qui a été mis dans ses armées, des fortifications respectables faites à la Havane, à Portorico, et dans le royaume du Mexique, de la quantité immense d'artillerie et de munitions de guerre de toute espèce, qui ont été envoyées successivement, de près de quarante bataillons fixes qui ont été levés à la Havane, à Portorico, à Caracas, à Cumana, au Mexique, à Buenosaires et pour lesquels il a été envoyé un grand nombre d'officiers choisis dans l'armée d'Espagne, chargés de les commander et de les discipliner, qu'il y avait eu outre deux bataillons de troupes d'Europe à Portorico, quatre au Mexique deux à la Havane, quatre à Buenosaires et je crois deux autres à Carthagène, Panama et Portobello; que l'Espagne avait actuellement quarante-quatre bâtimens de guerre entre vaisseaux, frégates ou autres mouindres en commission aux Indes espagnoles, qu'indépendamment de tout cela S. M. Cath. fait préparer au Ferrol, à Cadix et à Carthagène des trais d'artillerie de campagne, des tentes et toutes les autres munitions de guerre nécessaires pour un corps de dix à douze mille hommes, qu'elle prenoit des mesures justes pour pouvoir les faire embarquer dans l'un de ces trois ports au premier événement qui l'exigeroit sans aucun retard et pour qu'à cet effet les vaisseaux et les vivres ne puissent jamais retarder leur départ; M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi a ajouté qu'il pouvoit me répondre personnellement de l'exécution fidele des intentions et des ordres du Roi son maître à cet égard, et que je pouvois le certifier à ma Cour

*Espagne, t. 575 n° 96*



M. de Grimaldi et le roi préparaient alors sous main, contre les Barbaresques, une expédition maritime dont ils se promettaient beaucoup d'effet au dehors. Il souriait par suite au ministre de montrer ainsi la prévoyance et les forces de son souverain à l'ambassadeur, tout disposé à y croire. Au fond, toutefois, ce ministre sentait le prix des avertissements de Versailles, car il n'était pas sans anxiété du côté des Portugais en Amérique ni sur ce que pensait l'Angleterre à leur sujet. Le monarque et lui en avaient délibéré, car, quelques jours après l'entretien dont sa dépêche du 20 rendait compte, Ossun ayant questionné le premier ministre pour aviser M. de Vergennes de ce que le cabinet de Londres pouvait trouver à dire, les termes de la réponse de celui-ci témoignent d'une résolution assez nette, du moins quant à l'intérêt de l'Espagne. Ossun écrit le 24 du même mois :

J'ai demandé dernièrement, Monsieur, à M. le marquis de Grimaldi si Sa Majesté Catholique avoit jugé à propos de faire faire quelque démarche, néanmoins décente, pour que la cour de Londres ne prit pas de l'inquiétude des grands préparatifs qui se font dans les ports d'Espagne, M. le marquis de Grimaldi m'a dit que le Ministère britannique s'étoit bien gardé de montrer de l'inquiétude ni de faire la moindre question à cet égard et que vu l'embarras où les troubles des Colonies jettent l'Angleterre, Sa Majesté Catholique auroit répondu, si elle avoit adopté ses conseils, qu'elle n'étoit pas obligée de rendre compte de sa conduite ni de communiquer ses projets; M. le marquis de Grimaldi a ajouté qu'il convenoit de procéder selon les circonstances et que dans d'autres il penseroit différemment; que l'assurance que lui auroit eu ce moment la situation des affaires intérieures de l'Angleterre ne l'empêchoit pas d'adopter entièrement les réflexions que contenait une de vos dépêches que je lui avois communiquées il y a quelques jours sur l'importance dont il croit que les deux couronnes eussent toujours les yeux ouverts sur les projets ambitieux des Anglais en Amérique et qu'elles s'occupassent sans relâche de tenir leurs marines en bon état, et même à les augmenter autant qu'il seroit possible, que l'Espagne y donnoit tous ses soins, qu'elle avoit déjà fait des progrès, mais qu'il lui restoit beaucoup à

1773 faire; qu'il voyoit avec bien de la peine par les relations qui lui venoient de France que nous étions encore arrivés à cet égard, malgré l'application et la bonne volonté du Roi et de son Ministère

A Aragnès le 24 avril 1775

M. de Grimaldi, effectivement, s'était ému jusqu'à trouver opportun de faire expliquer l'Angleterre sur ses intentions en envoyant tant de forces en Amérique, et jusqu'à vouloir obtenir d'elle une déclaration que ces forces ne resteraient pas dans le voisinage des possessions espagnoles au delà du temps qu'il fallait pour pacifier les Colonies. N'était-ce pas une manière de reculer un peu les engagements avec la France? Toujours est-il que le lendemain même, 25 avril, il adressait au comte d'Aranda, son ambassadeur à Versailles, une dépêche dans ce sens pour le charge d'affaires Escarano, qui remplaçait momentanément l'ambassadeur espagnol à Londres. Le comte d'Aranda aurait à s'entretenir de la proposition avec la cour de Versailles et n'enverrait le pli à destination qu'après. M. de Grimaldi exposait à son représentant, comme l'avait fait M. de Vergennes à Ossun, « qu'il se trouvait déjà ou qu'il existerait bientôt dans les colonies anglaises une armée respectable et une force navale proportionnée; que ces préparatifs semblaient justes et nécessaires au roi et que Sa Majesté souhaitait qu'ils eussent incessamment l'effet désirable, confiante qu'elle était dans les vues pacifiques du Gouvernement anglais; mais que ce gouvernement étant sujet à des révolutions brusques, le voisinage des colonies des deux nations ne permettait pas de voir sans inquiétude tant de forces de mer et de terre rassemblées dans cette partie du monde, surtout si la réconciliation désiree les rendait inutiles; qu'il était d'ailleurs notoire que le roi d'Espagne n'y avait pas fait passer le plus petit transport de troupes et de vaisseaux, donnant à la cour britannique ce nouveau témoignage d'amitié et de confiance aux dépens de sa propre sûreté afin de ne pas détourner l'attention de cette cour, que S. M. britannique et son ministère devaient dès lors comprendre qu'il n'était pas possible de se

1775 rassurer entièrement à moins qu'ils ne déclarent ne devoir tenir ces forces si considérables en Amérique qu'aussi longtemps que la révolte des Colonies les y rendra nécessaires et qu'elles retourneront directement en Europe quand ce motif aura cessé. Animé d'un esprit pacifique envers l'Espagne, le ministère, continuait-il, doit saisir avec empressement l'occasion de donner une déclaration devant rendre inutiles les efforts du parti de l'opposition et soutenir les vrais intérêts de sa patrie. Nous en fîmes une pareille à sa demande il y a quelques mois, quoique les armements dont on avait lancé le bruit ne fussent rien moins que certains et ne pussent en aucune manière être dirigés contre les possessions anglaises; il ne devra pas s'étonner que des forces de mer et de terre si considérables étant rassemblées près des possessions espagnoles, le roi exige une déclaration qui puisse le tranquilliser pour l'avenir; Sa Majesté Catholique ne se maintient dans l'inaction que pour rendre plus sensible au roi de la Grande-Bretagne sa cordialité et sa bonne foi. » En suite de ces considérations, « l'intention du roi était que le chargé d'affaires fît part de la dépêche à lord Rochford, en expliquant combien était indispensable la demande qui s'y trouvait formulée et en protestant de la foi entière de S. M. dans la droiture des intentions du roi d'Angleterre et de son ministère, comme de son sincère désir de voir ce ministère se soutenir pour le bien général de l'Europe <sup>1</sup> ».

Le comte d'Aranda, qui représentait la cour de Madrid à Versailles, était l'ancien premier ministre de Charles III. Ses opinions trop peu orthodoxes et un caractère rude mal contenu l'avaient contraint d'échanger le pouvoir contre l'ambassade de France. Il souhaitait beaucoup de rentrer au gouvernement, tout au moins de jouer un autre grand rôle; il espérait en trouver l'occasion dans un rajeunissement de la politique de son pays. À ce point de vue, il pressait

<sup>1</sup> *Espagne* 1. 575 n° 131. Il y a en marge, de la main de Vergennes : Traduction de la lettre de M. le marquis de Grimaldi à M. d'Ecce-

*rano, chargé des Affaires étrangères à Londres* accompagnée par S. Excellence M. le comte d'Aranda le 5 may 1775.

1773. l'alliance avec la France. Il la voulait pour conduire les deux maisons de Bourbon à reconquérir dans un effort concerté leur ancienne puissance. Mais il était avec les Espagnols qui pardonnaient mal l'œuvre de Louis XIV et aspiraient à voir leur souverain s'affranchir de l'influence française. Ces Espagnols-là formaient le parti des Aragonais. Ils se groupaient autour de l'héritier présomptif, le prince des Asturies, et M. de Grimaldi, étranger, ne parvenait qu'avec peine, malgré un esprit habile, plein de réserve, et malgré l'appui du roi, à se faire tolérer par eux. Le comte d'Aranda n'était pas moins un ambassadeur très correct. Il se laissait aller parfois, seulement, à une manière dure et désobligeante de traiter les questions<sup>1</sup>, et à manifester ses mauvaises dispositions d'Aragonais quand il s'agissait d'un intérêt qui nous était propre. Il vit et entendit M. de Vergennes. Comme il avait le sens politique, il envisagea tout de suite la situation à l'opposé du projet de dépêche à Escarano.

Il venait justement de partir à se penchant avec M. de Vergennes à propos de l'entrée des vins de la Catalogne à Marseille. Le ministre impatient de ses larines, avait chopé par un mot l'ambassadeur, nevant fort animé, et dit : « Vous nous envenez de vins de « Marseille, » à quoi le ministre avait répondu : « le vinu poudé que v'ous d'oumde vie d'Es- « pagne », ce qu'Aranda, fort saugrenu, put pour une allusion personnelle et il s'en était plu et à Madrid. Ordon à qui M. de Grimaldi en parla, écrivit à M. de Vergennes un rappon à quelques lignes de relucé, que M. de Grimaldi ammenant la chaleur et la dureté du caractère de M. d'Aranda, qu'il en avait fait l'expérience : « vous avez la bonté Monsieur « d'enver avec moy dans des détails concer- « nant un propos que vous avez tenu à « M. d'Aranda, suivant allusion aux vins de vin « d'Espagne. J'en ay parlé à M. de Grimaldi « dans les termes que vous m'avez redit qu'il « m'a dit que je pouvois vous assurer qu'il con-

« menant la chaleur et la dureté du caractère « de M. d'Aranda et que le sien était bien diffé- « rent il a fait l'expérience de cette vivacité « et de cette dureté lorsque M. d'Aranda était « gouverneur du Conseil de Castille le roy « d'Espagne même les a éprouvés, et vous pou- « vez regarder comme certain que c'est d'après « ces observations que cet ambassadeur s'est « donné de la plus délicate place qu'il y ait « dans ce royaume, qu'il a demandé l'ambas- « sade de France et qu'il l'a obtenue. A Am- « sterdam le 29 mai 1774. » *Espagne*, t. 576 n° 59. — Au début, M. de Vergennes avait trouvé le comte d'Aranda impensable, dépêche du 6 dé- cembre 1774, après il s'accommoda pourtant très bien de lui. Il le trouvait « bon homme « au fond » il le défendit souvent contre Charles III et contre le successeur de M. de Grimaldi M. de Floridablanca, que tous les deux auroient pour l'ambassadeur une antipathie croissante. — Voir à ce sujet l'ouvrage III du présent chapitre.

Le gouvernement de Charles III venait, sans s'en douter, de donner au secrétaire d'État du roi Louis XVI l'occasion de prendre tout d'un coup un incontestable empire, en traçant la conduite qu'il lui paraissait sage et utile aux deux pays de suivre. M. de Vergennes répondit à l'ambassadeur non en paroles seulement, mais par écrit. Voici sa lettre, où tout est, en effet, supérieurement raisonné.

Versailles le 9 mai 1772

M. la demande que V. E. a été chargée de nous proposer de la part du Roi son maître porte un caractère de prévoyance, de justice et de dignité qui ne peut trop la recommander. Le Roi toujours animé du desir de complaire à ceux du Roi son oncle, ne balanceroit pas à se ranger à son avis si l'on pouvoit se promettre de la part des Anglois la même équité de principes, la même noblesse de sentimens et le même désintéressement de vues : mais l'expérience ne nous a que trop appris le peu de fond que l'on doit faire sur les protestations et les assurances les plus affirmatives de la nation anglaise lorsqu'elles se trouvent en opposition je ne dirai pas avec ses intérêts mais avec ses passions. Son système jusqu'à présent invariable est emprunté de sa haine contre la France et l'Espagne, de la jalousie qu'elle a de leur prospérité et de son ardeur pour leurs maux. Si elle paroit ralentie dans ce moment, c'est l'effet des circonstances qui la troublent, tourmentées dans son intérieur par la violence des factions, agitées au dehors par la résistance opiniâtre de ses Colonies, elle craint que les deux Couronnes ne profitent d'une conjoncture aussi favorable pour lui faire tout le mal qu'elle ne négligerait pas de leur faire si les événements la servoient aussi bien, de la ces menagemens étudiés qui ne dissimulent que la défiance et la crainte et qui ne changent point le fond des dispositions. Dans cet état de choses si la France et l'Espagne demandent de concert la déclaration que Votre Exc<sup>te</sup> m'a notifiée, je ne fais pas de doute que le Ministère B<sup>que</sup> nous l'accordera facilement, mais il pourra bien arriver qu'elle nous liera plus qu'elle ne le liera lui-même, et par conséquent que nous manquerons le point de sûreté que nous cherchons à nous procurer. Je m'explique : si nous recherchons et acceptons une déclaration rassurante de l'Ang<sup>te</sup>, nous nous engageons en quelque manière à rester tranquilles sur la foi de ses assurances, et

1775

il faudra ou renoncer aux précautions que la prudence conseille pour pourvoir nos possessions d'outre-mer de tout ce qui peut être nécessaire à leur conservation ou s'exposer à des réclamations sans lui toutes les fois que nous serons la moindre disposition pour leur procurer une sûreté moins précaire que celle qui peut dépendre de la bonne foi des Anglois. Je ne diminue pas à cette occasion à V. E. que nous avons des précautions à prendre à cet égard qui doivent nous porter à conserver la plus grande liberté de faire passer dans nos Colonies tout ce qui est nécessaire pour leur défense.

Je ne recriminerai pas M. contre la bonne foi du Ministère anglois actuel; je le trou aisément intentionné pour la conservation de la paix. Son existence en dépend, mais elle tient aussi à l'issue que pourront prendre les affaires du continent de l'Amérique septentrionale, et il n'est pas aisé de prévoir ce qui en arrivera. D'ailleurs serait-il impossible que le même ministère si pacifique, vainqueur de ses sujets américains, ne put être séduit par l'appas de quelques conquêtes qui se présenteraient faciles à ses yeux. Il me semble M. que nous ne pouvons avoir de garant plus certain de sa bonne foi que la faculté de le faire repentir de ses infidélités s'il oserait en commettre, c'est donc de notre manière de dire que nous devons emprunter notre sûreté bien plus que de quelques vaines assurances; telles-ci seroient infiniment plus frivoles encore si des événements probables, convertissant le Ministère Bûtes actuel, porteroient à sa place le lord Chatham ou les membres du parti qui lui adhère.

J'expose confidentiellement nos doutes à V. E. non dans la vue de nous refuser à seconder la démarche que le Roi C<sup>te</sup> nous propose, mais pour meclaire personnellement dans une discussion où V. E. voudra bien mander de ses humeurs. Le Roi a tant de confiance dans celles du Roi son oncle, dans sa prévoyance et dans son expérience, que S. M. n'hésitera jamais à se joindre à lui autant par le sentiment de cette même confiance que par le devoir de l'alliance, mais considérés je vous prie M. la position présente, l'Ang<sup>e</sup>, embarrasée dans des démêlés avec l'Amérique, a besoin que nous la rassurons. Voyons la voir; cela me semble bien inconvenient. Si nous la recherchions elle exigera certainement quelque démonstration de réciprocité, elle pourra faire quelques ouvertures relativement à vos armemens qui pourroient ne pas convenir au Roi C<sup>te</sup> et que donnera telle en échange. La promesse que les

forces qu'elle a en Amérique ne seront employées qu'à l'objet pour lequel elles y ont été envoyées et quelles en seront rappelées des quelles cesseront d'y être utiles, mais le prétexte d'affermir une autorité ébranlée et chancelante ne sera-t-il pas suffisant pour y perpétuer leur séjour jusqu'à ce qu'il convienne de leurs donner une autre destination?

Suivant ma façon de penser, l'état où le Roi C<sup>te</sup> vient de se mettre me semble un garant bien plus assuré de la paix que toutes les assurances que le Roi d'Ang<sup>te</sup> pourroit nous donner eussent elles même la sanction de son parlement.

Je prie V<sup>re</sup> E<sup>te</sup> de vouloir bien me faire connoître ingenuement ce que je pense de ces observations que je soumetts à son jugement.

*Espagne, t. 576 n° 20 Minute de M. de Vergennes*

Cette lettre déchirant le voile derrière lequel les deux cours s'étaient, jusqu'alors, caché l'une à l'autre l'opinion qu'elles devaient avoir de l'Angleterre et les prévisions que cette opinion leur commandait. Elle faisait effectuer par là un grand pas à l'union. Le comte d'Aranda, convaincu aussitôt, avait retenu les instructions proposées pour Londres, jusqu'à réception d'autres ordres de sa cour, à laquelle il envoyait le pl<sup>u</sup> de M. de Vergennes\*. Le ministre sut bientôt par son ambassadeur qu'il n'avait pas moins conquis à ses vues le roi et M. de Grimaldi que leur représentant à Versailles. Ossun leur avait communiqué cette pensée de son gouvernement, que l'Angleterre, si inquiète fût-elle des préparatifs maritimes de l'Espagne, avait trop de motifs de ne pas questionner cette puissance en ce moment. Il put écrire dès le 25 mai à son ministre :

M. le marquis de Grimaldi, Monsieur, a trouvé vos observations fort justes,

Il en informe celui-ci. le 10 mai. « Les observations que V<sup>re</sup> Ex<sup>te</sup> me communique avoir été faites par S. M. T. C., d'après la dépêche de M. le marquis de Grimaldi que je remis en original à V<sup>re</sup> Ex<sup>te</sup> m'ont paru si justes et si bien fondées que j'ai pris le parti

« de retenir cette dépêche, jusqu'à ce que le Roy mon maître soit instruit de la façon de penser du Roy T. C. et de son ministère. Dans cette intention, j'enverrai à ma Cour par la première poste la réponse de V<sup>re</sup> Ex<sup>te</sup>. »  
*Espagne t. 576 n° 21*

1775 il m'a parlé ensuite avec beaucoup d'éloge et d'approbation d'un mémoire que vous lui avés fait parvenir en dernier lieu par M. le comte d'Áranda, dont un des objets est de faire connoître qu'il ne convient pas que la France et l'Espagne demandent à l'Angleterre pourquoi elle prépare des armemens considérables, M. le marquis de Grimaldi m'a dit en propres termes qu'il étoit enchanté de ce mémoire, des principes et des vûes que vous y dévelopés, et qu'il vouloit me le faire lire mais qu'il étoit bien desirable que la France put mettre sa marine en bon état que le seul moyen de conserver la paix et de se faire considérer au dehors étoit d'établir par les faits une opinion avantageuse sur sa situation et sur ses forces; il a ajouté qu'il étoit dans l'intention de proposer et de faire agréer à Sa Majesté Catholique qu'il y eut toujours à l'avenir douze vaisseaux de ligne armés à demi-equipage dans les ports d'Espagne prêts à mettre à la voile, en prenant des vivres et une augmentation de matelots, et cela à l'imitation des Anglois.

*Espagne, t. 576 n° 51*

Le 20 juin, M. de Vergennes, trouvant l'occasion de prendre acte de cette opinion de M. de Grimaldi, s'empressa de la saisir, quoique ce fût plusieurs semaines après, et de dire à Ossun :

Le Roi a appris avec beaucoup de satisfaction, M., que le Roi son oncle a adopté sa façon de penser relativement à la demande que ce P<sup>re</sup> avoit l'intention de faire à la cour de Londres sur l'objet de ses armemens, S. M. persiste à croire que cette démarche eût tout au moins été inutile, au lieu qu'en nous renfermant dans le silence, nous demeurons les maîtres de notre conduite, et rien ne nous empêchera de la diriger selon les circonstances et les événemens. Le projet de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi d'avoir toujours dans les ports d'Espagne 12 vaisseaux à demi armés mérite les plus grands éloges, et S. M. desiré fortement qu'il ait son exécution. Vous pouvez assurer le Roi Catholique et son ministre que nous ferons les plus grands efforts pour imiter un aussi bel exemple, et pour concourir par là à assurer de plus en plus la paix et la tranquillité générale.

*Ibid., n° 96.*

Six mois avoient donc suffi aux deux Couronnes pour se con-



vaincre chacune qu'elles pourraient avoir à se défendre. Leurs préoccupations à cet égard vont s'accroître tous les jours. M. de Vergennes était désormais persuadé que l'Angleterre, en poussant les choses avec les Colonies jusqu'à soumettre celles-ci militairement, se liait les mains; qu'à leur faire la guerre avec toutes ses suites elle se porterait à elle-même une atteinte dont la sensation irait en augmentant sans cesse et lui ôterait le loisir, comme les moyens, d'empêcher les deux pays de retabler leurs forces et de les faire peser dans la balance. Plus les deux gouvernements seraient solidement unis, plus ils sauraient rendre cette union visible, « éclatante », mieux ils s'assureraient ce bénéfice. Or, le cabinet de Londres était fatalement conduit à justifier cette impression et à fournir à l'Espagne et à la France des motifs de s'appuyer l'une sur l'autre et de penser en commun. L'Espagne avait dans le roi du Maroc un voisin dont elle soupçonnait l'Angleterre de se servir pour l'inquiéter, de ménager pour le cas d'une guerre avec elle et à qui le cabinet de Londres envoyait secrètement des munitions. D'autre part, Alger était un centre de piraterie dont souffrait son commerce comme celui de toute la Méditerranée. Charles III venait de réussir contre le premier, qui, après une déclaration de guerre inopinée, n'avait pu soutenir la campagne, et il dissimulait avec un soin extrême, à la vive inquiétude de l'Angleterre, l'expédition qu'il préparait contre le second. Il attachait à cette expédition prochaine le prix d'un acte politique qui, en honorant son règne, serait précieux à l'amour-propre espagnol. Mais le soupçon était la vertu cardinale du gouvernement anglais; ce gouvernement questionnait donc avec insistance sur les mouvements qu'il surprenait dans les arsenaux ou les ports<sup>1</sup>. Il laissait assez voir que les réponses ne le persuadaient pas, car, à l'étonnement de Madrid, qu'il n'avait prévenu ni à Londres ni à l'Escurial, il envoyait en observation dans le golfe de Biscaye quatre vaisseaux de ligne et deux frégates,

<sup>1</sup> On peut voir, à cet égard, une dépêche du marquis d'Ossun à M. de Vergennes à la date du 1<sup>er</sup> mai 1775. *Espagne*, t. 376 n° 2. — " *Idem*, du 25 mai n° 51.

1775. il faut ainsi supposer qu'il voulait suivre en Amérique des opérations concertées avec le Portugal, peut-être défendre Lisbonne où il calculait que l'Espagne chercherait une revanche, et qu'il était complice d'une entreprise du côté de Buenos-Ayres<sup>1</sup>. Cette confirmation par les faits de la prévoyance de M. de Vergennes donnant à celui-ci, auprès de Charles III et de son premier ministre, une autorité qui augmentait chaque jour

L'Espagne avait hâte de voir son ambassadeur à Londres en état de reprendre son poste. C'était le prince de Masserano. Il relevait d'une maladie longtemps grave, qu'il avait dû faire traiter à Paris. Très apprécié à la cour d'Angleterre pour la distinction de sa personne et de son esprit, il était au nombre des Espagnols en qui la politique d'union avec la France avait des disciples convaincus et elle trouvait chez lui un auxiliaire sincère. M. de Vergennes souhaitait le premier de savoir le prince de Masserano à côté du représentant de la France. Dans son appréhension, on peut dire native, de quelque coup soudain des Anglais il avait déjà écrit à Ossun : « Je regarderai comme un véritable malheur si le Roi Catholique venant à perdre un serviteur aussi loyal, aussi zélé et aussi intelligent, dans une circonstance surtout où sa présence serait très nécessaire en Angleterre; quelques réels que soient les embarras intérieurs de cette puissance, on ne doit pas se dissimuler qu'une guerre lui a souvent fait une ressource pour rendre le calme aux esprits<sup>2</sup> ». La personne

Dépêche du marquis d'Ossun du 3 juillet 1775 *Espagne*, t. 576 n° 15. Ossun au Comte d'Artois de Charles III et de son ministre, écrivait : « Il faut que les ministres anglais ayant bien de l'inquiétude à ce sujet, qu'ils ont déterminé d'envoyer une escadre d'observation pour suivre les mouvements de la flotte espagnole ne pourroit on pas en inférer que l'Angleterre est informée que les Portugais doivent former quelque entreprise du côté de Buenos Ayres? En effet

« sans cela comment croirait-elle que l'Espagne pourra être dans le cas de chercher à reprendre sa revanche en Europe. Quoiqu'il en soit M. le M<sup>te</sup> de Grimaldi a paru surpris de l'envoy d'une escadre anglaise d'observation, et il m'a dit que le chargé des affaires de sa Cour à Londres et même M. le Prince de Monaco n'avaient connu rien de semblable à cet égard. »

<sup>1</sup> A Versailles le 29 septembre 1774 *Espagne*, t. 574, n° 127.

du comte de Guines, l'ambassadeur du roi de France à la cour de George III, donnant d'ailleurs à cette heure au ministre, on le verra des raisons de plus d'avoir ce sentiment. Le prince rentra à l'ambassade le 26 mai et fut reçu par le roi le 28; il se trouva dès lors en situation d'être utile à la politique du moment. Le comte de Guines, tenu depuis deux années à Paris par des démêlés judiciaires trop retentissants avec son ancien secrétaire particulier, le sieur Tort, venait d'obtenir un arrêt favorable du Châtelet, il put faire aussi ses dispositions de départ. Il s'achemina le 6 juin vers la Tamise, en sorte que les deux cours se trouvèrent avoir en même temps, auprès de celle de la Grande-Bretagne, les interprètes à qui leur titre assurait l'accès et les égards qu'il fallait pour répondre à ce que chacune devait, maintenant, attendre de son représentant en Angleterre.

## ANNEXES DU CHAPITRE III.

### 1

#### QUERELLE ENTRE LE PORTUGAL ET L'ESPAGNE.

GARNIER CHARGÉ D'AFFAIRES, A M. LE COMTE DE VERGENNES

A Lisbonne le 2 novembre 1773.

Monseigneur,

Les intentions du Roi telles que vous avez eu la bonté de me les signifier, relativement à l'affaire du Brésil, offrent deux objets à rappeler. Le premier consiste à découvrir le degré d'intérêt que les Anglais prennent à cette querelle et la part qu'ils pourroient y prendre en cas de besoin. Il m'est prescrit en même temps, au cas que le Ministère britannique entretenne de cette affaire de lui insinuer comme de moi-même que la cour de Lisbonne met autant d'effervescence dans sa conduite à cet égard, que celle de Madrid met de modération dans la sienne, qu'en pareille circonstance il ne sauroit mieux faire pour le maintien de la paix que de porter tous ses soins à engager la première à des démarches plus mesurées et même de faire valoir son autorité auprès d'un allié qui seroit plus circonspect s'il ne croyoit pouvoir entraîner l'Angleterre dans la querelle.

Le second tend à me prêter aux ouvertures du Ministre portugais, uniquement pour les transmettre à Sa Majesté qui en fera l'usage qu'elle jugera convenable.

Je mettrai, Monseigneur, toute mon attention à suivre des instructions aussi claires et aussi sages, et je ne négligerai aucune occasion de les exécuter.

Les Anglais trop occupés de leurs propres affaires n'ont pas encore pris l'éveil sur celle du Brésil qui jusqu'à présent ne fait aucune sensation. Ils souhaitent sincèrement la continuation de la paix. Leur désir à cet égard est aussi réel que le besoin qu'ils en ont, et ce besoin est extrême. Il n'y aura donc que la nécessité la plus dure qui puisse les forcer à la guerre. Qu'on ne les mette pas dans cette nécessité et

nous pouvons répondre du rôle qu'ils joueront. Partant de ce principe que je crois, Monseigneur, être desormais par l'état des choses, il ne reste plus qu'à examiner le point où continuera pour eux l'obligation d'entrer en guerre indépendamment de toute autre considération.

Tant que la querelle des Espagnols et des Portugais ne s'étendra pas au-delà de la Colonie du St Sacrement ou des limites réclamées par l'Espagne, il est tout-à-fait improbable que les Anglais prennent aucune espèce de parti dans cette affaire, si ce n'est par voie de négociation. Peu leur importe au fond que le Portugal ait un petit district de plus ou de moins, et comme ils sont bien loin de chercher des prétextes de guerre, cela se passera fort doucement.

Il n'en seroit pas de même si la querelle venoit à sortir de ces limites pour s'étendre sur la totalité du Brésil qu'on ne peut envahir sans attaquer essentiellement les intérêts de commerce de l'Angleterre. On verroit dès lors, les négocians porter leurs plaintes au Ministère qui auroit peine à se défendre de secourir ouvertement les Portugais. L'impérance de voir les seules forces du Portugal au Brésil résister avec succès à celles des Espagnols valentroit sans doute les secours des Anglais. Ils attendroient du moins les premiers évènements, et en prenant les choses en pin, ce ne seroit pas encore dans le cours de l'année prochaine qu'ils auroient ouvert la barrière.

Ce n'est cependant pas là, Monseigneur, le résumé des discours de milord Rochford. Ce Ministre m'a dit dans la dernière conférence que le Brésil étoit du plus grande importance pour l'Angleterre que toutes ses possessions aux Indes, et que si elle faisoit perdre les dernières pour conserver le Brésil au Portugal, elle en seroit le servile. qu'il espéroit que la cour de Lisbonne ne réclameroit pas de secours des Anglais, mais que si elle le faisoit, l'Angleterre obligée par le traité de Paris de la secourir lui enverroit des vaisseaux au printemps, que de notre côté nous secourrions les Espagnols et que cela entraîneroit la guerre générale. Vous pouvez, Monseigneur, juger par ce discours décevant et qui ne porte que sur de fausses suppositions que la cour de Londres n'a pas même encore délibéré mûrement sur cet objet. En premier lieu, le Ministre anglais ne met en question la nécessité des secours qu'en contemplation de l'envahissement du Brésil, il espère même que le Portugal ne réclamera pas de secours de ses alliés, il part du traité de Paris pour reconnaître l'obligation d'en fournir au Portugal, tandis que au traité de Paris, ni aucun autre que je sache, n'oblige l'Angleterre à prendre parti pour le Portugal.

Si au lieu de ce discours, milord Rochford m'eût dit qu'il craignoit que la querelle entre les Espagnols et les Portugais ne s'engageât au point de mettre le Brésil en danger de tomber entre les mains des premiers, que l'intérêt le plus fort des

traités faisait à l'Angleterre une loi indispensable de s'y opposer, qu'il espérait cependant que ses alliés respectifs s'emploieraient de bonne foi et avec zèle à prévenir des démarches qui pourroient entraîner la guerre, tandis que nous souhaitons réciproquement la paix, j'aurois reconnu dans cette ouverture adaptée à la situation, l'effet d'une mure délibération. Mais que puis-je conclure des propos égarés de milord Rochford et de ses paroles sonnantes, sinon qu'il n'y a encore aucun système d'établissement à cet égard dans le conseil de Londres et que nous ferons plus sûrement de nous attacher à ce qui derive de la nature des choses sur lesquelles ils seront obligés par la suite de régler leur conduite.

Je n'en serai, Monseigneur, pas moins attentif à recueillir tout ce qui émanera de la bouche des ministres sur cette affaire délicate et surtout de celle de milord Suffolk qui commence à se rétablir de l'attaque de goutte qui nous prive de ses entretiens depuis plus de six semaines. Quoique plus réservé et moins ouvert que son collègue, ce qu'il dit est lumineux et on peut y ajouter plus de foi. Je ne négligerai pas les occasions de leur faire sentir qu'ils ne sauroient trop convaincre le Ministère portugais que l'Angleterre ne se laissera pas entraîner par une querelle aussi peu importante, et qu'il feroit plus sagement de mettre plus de modération dans la poursuite de ses prétentions, quelles qu'elles puissent être.

Angleterre, 507 n° 51

## II

### SUR LE MINISTÈRE ANGLAIS, LORD CHATHAM ET LES ÉVÈNEMENTS DE L'AMÉRIQUE

LE COMTE DE VERGENNES À GARNIER.

À Versailles le 26 décembre 1774

Il paroît que la conduite des Américains a fait baisser le ton de la plupart de ceux qui parloient si hardiment de les réduire à l'obéissance par les armes. On tient aujourd'hui un langage moins hostile et plus expressif du désir salutaire d'une prompte conciliation. Les amis de milord Chatham disent qu'il a un plan prêt pour tout rétablir sur un pied convenable aux deux partis et par lequel la dignité de l'An-

gloire ne serait nullement blessée, c'est l'objet qu'il se flatte de pouvoir remplir dès que Sa Majesté Britannique jugera à-propos de l'appeler à la direction d'un aussi grand ouvrage, ce qui n'arrivera probablement pas aussi tôt qu'il l'espère. La vérité est que milord Chatham, le seul pour ainsi dire qui se soit déclaré en plein Parlement contre le droit de taxer les Colonies, est parfaitement bien instruit de ce qui s'y passe et que l'état des choses semble favoriser les projets de son ambition. Les démarches qui se préparent ici ne pourront que aider à les mener à maturité. Les anglicans américains doivent s'assembler incessamment tant à Londres qu'à Norwich, Liverpool et Bristol pour adresser des pétitions au Parlement sur la conséquence des dimensions actuelles et la nécessité d'y apporter un prompt remède, il est à ma connaissance que des vaisseaux, se chargeant dans divers ports pour le continent de l'Amérique ont débarqué leurs marchandises et qu'aucun capitaine voudrait se charger seulement d'une pièce de son qu'on enverrait en prison de ce pays-ci. En pareille circonstance parler d'ôter le commerce aux Américains c'est les menacer de faire ce qu'ils ont arrêté eux-mêmes. Cependant le Ministère se trouve pressé entre les actes du Parlement qu'il ne peut mettre à exécution et ceux du congrès qui existent et dont il a écrit près de la force et l'unanimité.

Je fais, en un particulier, des vœux très-sincères pour qu'il sorte heureusement d'un défilé aussi étroit car bien que les amis de milord Chatham affectent de parler de son attachement pour la paix et du sentiment profond qu'il a et qu'il devrait en effet avoir de la nécessité de la maintenir, autant vaut que le soin de sa conservation soit en d'autres mains que les siennes. Il est vrai que son entrée dans l'administration n'effacerait ni les dettes énormes qu'il a accumulées lui-même sur cette nation ni la multiplicité des obstacles qui la mettent, aux yeux de tout homme sage, hors d'état de soutenir une guerre qui ne pourrait que devenir plus ou moins funeste sous peu d'années. Si, de l'examen de la situation intérieure de l'Angleterre, j'ajoute un coup d'œil au dehors de Buenos-Ayres à la Nouvelle-Orléans de Dunkerque à Anvers, à l'exception du Portugal dont la défense n'est qu'un mouvement de plus pour ce pays-ci, il ne voit que des ennemis, un France, un prince qui ne gouverne que par la justice, qui ne règne que pour le bien et dès lors le plus puissant souverain de la terre une administration dont toute l'Europe parle avec respect, un vaillamment bien assez pour en imposer au Ministère le plus audacieux. Toutefois l'expérience que nous avons de son caractère entreprenant et sans le repos ne pourront nous dispenser de redoubler de vigilance et la prudence exigera que nos soupçons précédassent ses actions plutôt que de les suivre. Si l'espérance de regagner son crédit au-dedans le déterminait à tenter de nouveaux succès au-dehors, son genre violent d'activité de l'état des choses n'hésiterait pas à sacrifier tous les droits pour acquiescer

celui du plus fort. Nous ne sommes pas aujourd'hui à cette peine et nous avons dans la ferme résolution où est Sa Majesté Britannique de ne retomber que la plus tard que faire se pourra sous la discrétion d'un ministre aussi impérieux, un sûr garant de ne pas le voir au timon des affaires du moins d'ici à quelques temps. C'est en vain, à mon avis, qu'on dirait que le roi d'Angleterre ferait mieux de l'attirer dès à présent, s'il prévoyait qu'il faille en venir à une extrémité, car d'après la connaissance de l'antipathie de ce prince pour cet ex-ministre, tout retour vers lui ne peut être attribué qu'à la raison de nécessité, on allègue aussi contre lui l'éloignement de tous les partis auxquels il s'est rendu odieux par son caractère incompatible, mais je ne pense pas que cette raison fût un obstacle auprès de Sa Majesté Britannique puisque elle lui assurerait un moyen de s'en débarrasser plus aisément quand le temps en serait venu. Je joins ici *MORUAU*, l'extrait d'un discours que j'en ai entendu prononcer il y a quelques années à la Chambre des Pairs et qui dans la circonstance me paraît digne d'être mis sous vos yeux, vous jugerez si le roi d'Angleterre peut aisément oublier les termes, quelque indirects, dans lesquels milord Chatham en a parlé. Je n'ai plus qu'une réflexion à présenter, milord Chatham a un fils dans un des régiments employés en Amérique, s'il s'y compromet, — si le malheur voulait que ce fils en fût la victime, quel rôle jouerait cet homme en venant au parlement demander raison du sang de son fils versé par ses compatriotes?

*Angleterre*, 1 507 n. 147.

## 2. CARILLÉ AL COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 1<sup>er</sup> janvier 1775

Monsieur,

Le sort en est jeté. Le Gouvernement paraît déterminé à avoir raison des Américains. Outre les troupes de marine dont on a résolu l'envoi, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en donner avis, on envoie ordre au lord de l'Irlande de tout disposer pour l'embarquement de trois régiments d'infanterie et d'un régiment de chevaux-légers. Chaque régiment d'infanterie consiste en un bataillon de 477 hommes le régiment de chevaux-légers sur l'établissement d'Irlande est composé de six compagnies et ne consiste actuellement qu'en 179 dragons. Mais on y fait une augmentation de 18 hommes par compagnie dont la moitié sera recrutée en Irlande et l'autre détachée des chevaux-légers d'Elhot et de Burgoyne, sur l'établissement de la Grande-Bretagne. Ces derniers faisant seulement 54 hommes, s'embarqueront sans leurs chevaux. Comme ils sont tous gens formés en bons cavaliers, on a jugé qu'ils pourraient aisément s'accoutumer des chevaux qu'ils trouveront



en Amérique. Ce renfort, en y incluant les soldats de marine, est de 2,418 hommes, et le Gouvernement fait état que le général Cagle aura aux environs de 9,000 hommes à ses ordres. On doit lui envoyer en même temps un détachement additionnel d'artillerie. Les ministres mettent le plus grand secret aux préparatifs de cet envoi, qui ne doit avoir lieu qu'au mois de mars ou d'avril. Ils en parlent d'une manière triomphante, et à l'affection qu'ils y mettent on serait presque tenté de croire que tout ce vain appareil n'est que pour la montre. Milord Rochford, en m'en parlant hier, eut la bonté de m'expliquer positivement que l'intention était moins d'agir hostilement contre les Américains, que d'encourager dans les Colonies les amis du Gouvernement qui n'avaient pas osé se déclarer faute de forces suffisantes pour les protéger. Se cependant ces troupes ne devant servir que de margearmes aux gens bien intentionnés, en les repartissant dans une diverses colonies, elles courent risque de se trouver faibles partout.

De leur côté, les amis des Américains disent que voilà bien du bruit et bien de la dépense pour protéger 40 ou 50 personnes. Milord Chatham à leur tête prétend que peu importe ce que les ministres actuels pensent, ce qu'ils disent ou ce qu'ils font, qu'ils n'y pouvant plus rien et toujours qu'ils sont échec et mat, quelque milord Rochford lui ait déclaré à la Chambre qu'il serait personnellement et conjointement avec les Américains responsables des conséquences fâcheuses qui pourroit avoir l'effusion. Ce ministre m'a prévenu qu'il écrirait aujourd'hui à milord Stornont pour le charger de vous communiquer la parti qu'a pris le Gouvernement d'écarter absolument le commerce des Américains, attendu qu'ils n'en veulent plus faire que par contrebande à laquelle on se propose de veiller plus attentivement que par le passé, et que tous les vaisseaux étrangers ou nationaux qui seront trouvés chargés de munitions de guerre pour les Américains ou faisant le commerce des Colonies anglaises du continent seront également punis. J'ai lieu de croire Monseigneur que l'ambassadeur d'Angleterre ne vous en touchera qu'un mot et avec beaucoup de ménagement. J'ai répondu à milord Rochford que la cour de Londres pouvoit compter de notre part sur l'observation exacte des traités et qu'en soit de justice le Roi la suivant aussi fidèlement à l'égard de ses vassaux qu'il l'attend de leur part, Sa Majesté en joindra toujours le précepte à l'exemple. Milord Rochford m'a dit aussi qu'on n'avait nul dessein de tuer les Américains et qu'on se contenteroit des secours qu'ils pourroient au besoin donner au Gouvernement par des impôts dont ils feroient eux-mêmes et la nature et la répartition. Vous voyez, Monseigneur, que ces idées sont assez d'accord avec celles dont j'ai eu l'honneur de vous informer précédemment. Tout cet étalage se réduit donc jusqu'à présent à deux points savoir : interruption du commerce avec l'Amérique et protection efficace aux partisans des

mesures du Gouvernement. Le premier, si on pouvoit l'exécuter sur une côte de plus de 500 lieues, seroit la ruine de l'Angleterre et la richesse des Colonies du continent en les forçant à établir chez eux les articles de première utilité dont ils manquent et en les accoutumant à se passer des marchandises de luxe. On doit s'attendre en même temps que les manufacturiers anglais, du moment qu'ils cesseront d'être employés, iront d'eux-mêmes en Amérique y porter leurs bras et leur industrie. Le second point qui a pour objet de créer et de faire éclater la division parmi les Colonies en favorisant le parti le plus faible, ne produira pas l'effet qu'on espère du moins si l'on fait croire les gens les mieux instruits. Ils sont intimement persuadés que l'union des Colonies ne fera que se fortifier par toute mesure violente du Gouvernement et qu'il faudra de toute nécessité révoquer les actes, ou perdre à jamais l'Amérique anglaise, perte qui entraîneroit en peu de temps celle de ce pays-ci.

*Angleterre, t. 508, n° 61.*

### III

#### LE COMTE D'ARANDA.

##### I. LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN

*A Versailles le 6 x<sup>bre</sup> 1754*

Nous avons eu le 2 de ce mois une conférence avec M. le C<sup>te</sup> d'Aranda au sujet des limites de St Domingue, le 9 nous en aurons une seconde, si elle doit être du ton de la première. très certainement nous ne terminerons pas, mais ce sera un miracle si nous ne nous brouillons pas. j'ai connu bien des hommes d'un caractère très difficile, j'ai mané dans ma vie plusieurs affaires épineuses. j'ai négocié avec les Turcs, c'est tout dire, mais je n'ai rien vu de pareil à cet ambassadeur. Gardez cette circonstance pour vous seul je vous prie, j'espère que le phlegme et la patience ne nous manqueront pas, et peut-être lorsque M. d'Aranda aura bien jeté son feu il se montrera plus traitable. Le propre de la vivacité est de s'affaiblir par sa propre action.

*Espagne, t. 574, n° 203*

## 2. OSSAN A. COMTE DE VERGENNES.

À Versailles le 3<sup>m</sup> may 1776

Le Ministre [le marquis de Grimaldi], Monsieur, m'a demandé l'explication ou d'une expression dont vous vous êtes servi vis à vis de M. d'Aranda à l'occasion de la réponse sur l'affaire de Marseille. Le sens de votre discours a été, selon lui, qu'il paroissoit que ce n'étoit pas des vins de Catalogne dont il s'agit, mais des eaux-de-vie, j'ai répondu avec franchise à M. de Grimaldi qu'apparemment vous aviez voulu faire entendre que les réponses de la cour d'Espagne avoient quelquefois une expression de sécheresse qui approchoient beaucoup de la dureté mais que je ne vous l'assûrer que vous êtes bien éloigné de lui attribuer cette conduite et que vous pourriez tout au plus croire qu'elle viendroit des Secrétaires, M. de Grimaldi, m'a répondu que si ces observations étoient fondées, ce qu'il ne croioit pas, c'étoit bien contre ses intentions et qu'il étoit prêt à se condamner

Espagne, t. 576 n° 2

## 3. LE COMTE DE VERGENNES A OSSAN.

À Versailles le 16 may 1776.

Vous n'avez pas répondu avec moins de justesse à l'explication qu'il vous a demandée touchant un propos que j'aurois tenu à M. d'Aranda, ou je faisais allusion aux eaux-de-vie d'Espagne. Vous connoissiez cet ambassadeur et le caractère de son caractère mais peut être n'avez vous jamais éprouvé combien il est dur et quelques fois même desobligeant en affaires plus que dans la foire il soit assez bon homme. Souvent j'ai dû tempérer ses ardeurs bouillantes, et je ne fais volontiers en peu de mots. Voici l'intelligence d'un propos qui n'étoit pas destiné pour Madrid. Dans le cours de nos discussions au sujet de Marseille, M. d'Aranda arriva chez moi, et d'un air moitié plaisant moitié fâché me dit sans préparation quelconque je crois que nous nous enivrons de vin de Marseille je lui repartis en riant, je craindrois plus tôt que ce ne fut d'eau de vie d'Espagne, ce mot qui portoit sur sa sécheresse et sur le moment de son caractère l'attéra, il ne trouva rien à me repliquer et il se retira après quelques instans d'une conversation indifférente. Il faut qu'il ait bien senti la pointe et qu'il en ait été vivement piqué pour en avoir écrit à sa Cour, j'espère que celle-ci ne me blâmera pas, vous pouvez même si vous le voulez communiquer

confidentiellement cet article à M. de Grimaldi mais assures le en même tems que quoique je sois fort vif, je suis cependant assez maître de moi même pour répondre que je ne me broyillerai point avec l'ambassadeur parce qu'il n'est pas dans mon caractère de dire des choses personnellement desobligeantes.

*Espagne*, t. 577, n° 38

## CHAPITRE IV.

### LE CABINET DE VERSAILLES VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE.

Langage rassurant qu'on faisait tenir à Londres par notre ambassade. — Garnier, chargé d'affaires. — Souhaits pour le ministère contre l'opposition. — Craintes que l'on avait de voir revenir lord Chatham. — La réciprocité des procédés. — Indifférence apparente pour les affaires des Colonies. — La question du Portugal et de l'Espagne. — L'ambassadeur comte de Guines. — Sentiments et craintes des ministres anglais leur erreur au sujet de l'Amérique. — Nouvelles inquiétudes sur la rentrée de Chatham. — M. de Vergennes s'applique à rassurer l'Angleterre et à la fois à se garder d'elle. — Soins qu'il met à diriger le comte de Guines. — Comment il élève le ton à mesure que les affaires se compliquent; le Gouvernement menacé et sincère si l'Angleterre l'est de son côté. — Concessions au sujet de Dunkerque. — Nouvelles appréhensions d'une agression soudaine. — Passage du duc de Gloucester en France son dîner à Metz chez le comte de Braglin, la marquise de la Fayette.

On tenait à notre ambassade à Londres, et l'on faisait tenir par elle 1775. au gouvernement du roi George un autre langage qu'à l'Espagne. Au gouvernement anglais on prenait soin de laisser concevoir beaucoup d'assurances, espérant par là nous créer une situation morale qui l'obligeât à tenir plus de compte de nous s'il n'en résultait pas de meilleures suites. L'interimaire Garnier, qui représentait la France auprès de lui, avait les qualités que ce but demandait. Chargé d'affaires depuis le mois d'août 1773 en l'absence du titulaire, il s'était fait estimer au *Foreign office*, autant qu'à Versailles, par une grande convenance et un jugement très droit. Il datait de M. du Châtelet, c'est-à-dire du temps où la correspondance de Choiseul sur l'Amérique durait encore; les événements de ce pays ne le trouvaient donc pas nouveau. M. de Vergennes, au reste, n'appelait alors le chargé d'affaires qu'à l'instruire des faits. Il ne lui parlait ou ne le faisait entretenir qu'à titre secondaire des affaires des Colonies et de leurs cours, tandis qu'il communiquait à Madrid la pensée de les surveiller

1775 ensemble. Le 3 janvier 1775, le cabinet du ministre écrivait à Londres, comme une observation pure et simple :

La vigueur que les Colonies manifestent a dû surprendre le Ministère anglais, et déconcerter ses mesures, car il est vraisemblable qu'il ne s'attendait pas à la résistance qu'il éprouve, et encore moins à la voir aussi unanime

*Angleterre, t. 506 n° 1*

Dans une dépêche suivante, du 15, on raisonnait avec lui, comme on l'avait fait jusque-là, uniquement sur la crainte qu'on avait de lord Chatham et sur l'espoir que l'on caressait de voir le roi faire des concessions à la révolte afin de ne pas reprendre ce ministre :

Il paraît M. que les affaires de l'Amérique ne font qu'empirer et qu'augmenter les embarras du ministère Britannique, il faut avouer qu'elles sont telles qu'il est difficile d'en prévoir ni la fin ni les effets, et si elles ne se civilisent pas bientôt, il y a bien de l'apparence que ceux d'entre les ministres qui les dirigent, n'en seront les premières victimes. Nous le désirons d'autant moins que leurs successeurs suivroient difficilement les principes de paix et de justice que nous éprouvons maintenant de la part de la cour de Londres, nous craindrons surtout le retour de M<sup>r</sup> Chatham qui, sans doute, quoique en disent ses partisans, ne suivroit de nouveau que les mouvements de son effervescence et de sa haine contre nous. Heureusement S. M. B. a les raisons les plus graves pour ne pas rendre sa confiance à cet ancien ministre, pourvu que les circonstances et ses ennemis laissent les mains libres à ce prince, et qu'il demeure le maître d'amalgamer les différents partis sans en laisser prédominer aucun.

Au reste, M., les délibérations des négociants anglais et les plaintes des fabricants et des ouvriers offrent un vaste champ aux déclamations du parti de l'opposition, et il est d'autant plus permis de supposer qu'elles frapperont les deux Chambres du Parlement, que le commerce avec les Colonies est la source la plus abondante et la plus sûre du bénéfice mercantile de la métropole; et que, si elle se tarit, l'effet en seroit terrible et ne seroit susceptible d'aucun remède. Cette considération doit influer essentiellement

sur les déterminations ultérieures de la cour de Londres; et, nous ne serions pas étonnés qu'elle la portât à faire quelque sacrifice pour ramener les Colonies à l'obéissance par les voyes de la douceur. Il est possible que ce soit dans cette vue que le roi d'Ang<sup>re</sup> ait jugé devoir accepter la pétition du congrès général de Philadelphie; cependant, il paroit plus vraisemblable que la condescendance de ce P<sup>re</sup> dans cette occurrence n'a été qu'une suite du parti qu'il a pris relativement aux affaires des Colonies de tout communiquer au Parlement, et de n'agir que d'après ses résolutions, afin de n'être pas personnellement responsables des événements.

*Angleterre, t. 508. p. 22*

Cette perspective du retour de Chatham tire un peu Garnier de l'optimisme dans lequel nous l'avons vu. Il trouve des raisons bien fortes, pour le cabinet britannique, de tenir à paraître aux Américains en très bons termes avec nous, il croit en avoir la preuve dans des promesses, qui lui sont faites, d'enjoindre aux officiers de la marine anglaise le respect de nos navires de commerce. Cependant, il ne contribue pas peu à inspirer à Versailles l'appréhension d'un changement de politique. Sa dépêche du 20 février résume tout ce qu'on imaginait alors au sujet de la rentrée possible de l'intraitable ministre :

Sûrs des dispositions du Ministère et que ses intérêts au maintien de la paix sont parfaitement analogues à ceux de l'Angleterre, il nous reste à considérer quel peut être l'effet de ses mesures internes. Si elles n'ont pas le succès le plus complet, la chute de l'administration en sera la suite immédiate, et le Roi sera forcé de céder aux circonstances, recevoir milord Chatham à la tête des affaires. Il y viendra avec un pouvoir absolu. Son nom, le seul encore populaire en Amérique, réconciliera tout pour le moment et la révolte des Colonies, précédente à son administration, ne pouvant par conséquent le flétrir, sera facilement pardonnée. D'autres projets se présenteront à son génie pour faire diversion aux querelles intestines, réunir les passions divisées et effacer les insultes passées par des services à venir. Il trouvera dans les Colonies les milices sur pied, dix mille hommes de troupes réglées, nombre de

1773. vaisseaux sans emploi prêts à servir de transports, et une flotte considérable par le nombre de petits bâtiments les plus propres à faire des prises, en Europe, une marine dans le meilleur état, 17 vaisseaux de garde et environ 8,000 matelots employés. C'est une épée nue entre les mains d'un furieux. Nous ne pouvons du moins nous dissimuler que ce sont de puissants motifs pour réveiller l'ambition d'un homme disposé à tout sacrifier à la gloire du moment, et si nous considérons où ses premiers coups peuvent tomber, nous y verrons un champ ouvert à de vastes déprédations. Nos pêcheurs, l'élite de nos matelots, rassemblés à Terre-Neuve, en luit à une escadre anglaise, et sans autre sauvegarde que la bonne foi de cette nation, le commerce de nos Colonies en proie aux vaisseaux de la Grande-Bretagne, sont des objets bien dignes de l'attention du Roi et de son Conseil!

La politique qu'a l'Angleterre de tenir constamment des escadres en croisière dans toutes les mers où elle a des possessions, si elle n'est pas balancée par des mesures équivalentes, lui offre du premier abord des avantages sur nous bien capables d'ébranler les principes fragiles de sa justice et surtout ceux d'un Ministre plus connu par la témérité de ses entreprises que par les calculs d'une sage prévoyance. Il ne verra pas sans impatience que tout est prêt pour commencer, et qu'il suffit de trois esquifs pour assurer la prise de 15,000 matelots et de 500 vaisseaux, même d'une colonne flottante; car quelle est celle qui dans l'état des choses pourroit résister aux forces qui se trouveront rassemblées en Amérique l'été prochain? Si à cette époque, les rênes du Gouvernement tombent entre les mains de lord Chatham, et qu'au bout de six semaines, à dater de son administration, les troupes dont il a lui-même proposé le rappel au Parlement, bien assuré sans doute qu'on ne suivra point ses avis, n'ait pas ordre de revenir, cette circonstance seule, selon mes faibles lumières, ne paraîtroit suffisante pour pourvoir dès lors à notre défense par les précautions les plus sages et les plus vigoureuses.

Quelque improbable que soit heureusement cette spéculation, je crois, Monseigneur, devoir soumettre à vos lumières tout ce qui me paraît possible dans l'état violent où va se trouver l'Angleterre, à la veille d'une secousse qui peut produire des circonstances sans calculables qu'inattendues. Rien ne seroit sans doute plus contraire aux intérêts et aux vœux de l'Angleterre en général, que d'entrer en guerre avec nous, même en débutant par de grands



avantages. Mais les motifs personnels prévalent trop souvent sur l'intérêt des nations et la ruine de cette puissance ne nous dédommagerait pas des pertes incalculables de la guerre qu'il faudrait supporter pour la causer. 175

*Angleterre*, t. 508, n° 129.

C'étaient là des considérations très substantielles et qui permettent de juger Garnier, aujourd'hui encore, comme un intérimaire parfaitement digne d'un titre plus élevé. Ces considérations trouvent le cabinet de Versailles d'autant mieux disposé en faveur de celui de Londres. A une minute écrite en réponse par Gérard, le 15 mars, M. de Vergennes ajoute de sa main le détail caractéristique qui suit :

Le lord Stormont, ayant dû partir cette nuit pour l'Angleterre ou il va par congé, je lui ai renouvelé de la manière la plus positive l'intention sincère et constante du Roi de maintenir la paix, l'amitié et le bon voisinage avec Sa M. B<sup>te</sup> et de contribuer de tout son pouvoir à perpétuer la bonne intelligence qui subsiste entre leurs Etats. J'ai assuré cet ambassadeur que nous ne voulions en aucune manière profiter de leurs embarras pour les inquiéter, mais je l'ai prévenu que nous avions droit d'attendre d'eux qu'ils iraient au devant de tout ce qui pourrait donner lieu à des difficultés quel est toujours plus agréable et plus aisé de prévenir que d'assoupir.

*Ibid.*, t. 509 n° 38.

Du reste, le cabinet anglais faisait parfois profession tout haut de bon témoignage à notre égard. Lord North, peu après, prit l'occasion de le montrer à une séance du Parlement. Garnier en parle ainsi dans un rapport du 5 mai :

Comme plusieurs membres affectoient de jeter des soupçons sur une prétendue intention des puissances voisines de profiter de l'état précaire où se trouve l'Angleterre pour lui faire la guerre, milord North, sans parler de l'Espagne, affirma dans les termes les plus forts que la France n'a nulle intention ni nul intérêt de faire la guerre à l'Angleterre. Il convint que cette puissance n'est pas à mépriser, et qu'une grande nation comme la nôtre, féconde en richesses de tout genre, et en ressources immenses en hommes

- 173 et en argent, mérité toute l'attention de l'Angleterre. Cet éloge donna lieu à quelques sarcasmes du gouverneur Johnston qui compara ce qu'il appelait des louanges pompeuses au langage un peu différent que tint le Ministre l'année dernière en pareille occasion, époque à laquelle il se permit de traiter la noblesse Française d'orgueilleux mendiants, de représenter son trésor dans un état d'insolvabilité et tout le pays dans une extrême misère

*Angleterre, t. 510 n° 9*

Dans la dépêche précédente de M. de Vergennes, il faut remarquer la stipulation d'une reciprocité positive. Il s'en fera de plus en plus une arme. Il veut qu'on nous donne au moins, à Londres, des motifs d'avoir confiance. On le verra insister avec force pour que les affaires soient traitées entre les deux cours sur le pied de la déférence due à qui ne demande autre chose sinon de croire à la sincérité dont l'Angleterre prétend se parer. Dans le moment où lord Stormont prenait son congé, Garnier venait d'obtenir une apparence de succès au sujet de la pêche de Terre-Neuve. Les Affaires étrangères s'en félicitent comme d'un bon augure (26 mars), et elles l'en complimentent.

Le Roi a vu avec plaisir Monsieur, la suppression de la clause relative à notre droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve insérée dans le bill qui restreint la pêche des habitants de la Nouvelle-Angleterre et Sa Majesté a d'autant plus approuvé les moyens indirects que vous avez employés pour obtenir cette suppression que la matière n'étoit susceptible d'aucune démarche ministérielle de notre part. La condescendance que les ministres anglais ont marquée dans cette occasion est une nouvelle preuve de la sincérité de leurs sentiments pacifiques, et de leur désir d'écarter tout ce qui pourroit donner lieu à la moindre discussion entre les deux Cours, aussi ne nous reste-t-il pas le moindre doute à cet égard, et nous sommes persuadés de notre côté que le Ministère britannique est pleinement convaincu que nos dispositions correspondent parfaitement avec les siennes.

Cependant, la marche des faits commençait à rendre opportun

d'instruire un peu notre chargé d'affaires des préoccupations qu'on avait alors jetées dans l'esprit de la cour de Madrid. La dépêche continuait ainsi.

Mais cette opinion, Monsieur, et l'espèce de sécurité qui en résulte naturellement, ne doit point diminuer notre attention à suivre les Anglais dans leurs opérations; un changement dans le Ministère entraîne communément et doit même entraîner un changement dans le système et dans les vues politiques de cette puissance, de manière qu'il serait très imprudent de se reposer sur les principes et sur les assurances d'un Ministère dont l'existence est aussi précaire, et que le moindre événement peut renverser. Ces considérations vous feront sentir, Monsieur, combien il est important pour le service du Roi que votre vigilance soit toujours active et que vous continuiez, comme vous avez fait jusqu'à présent, à observer et à suivre le marche de la cour de Londres, et surtout que vous nous préveniez, autant que cela sera possible, de la chute des ministres actuels dès que vous aurez sujet de la voir certaine.

A Versailles le 26 mars 1775

*Angleterre, t. 509, n° 74*

Dès la fin de l'année 1774, le ministre avait remis sur l'ancien pied les moyens d'information secrète établis sous Choiseul par M. du Châtelet. Un des commis, M. Frontier, employé alors à côté de celui qui présidait à ce service, avait été pour cela renvoyé à Londres<sup>1</sup>. En novembre déjà, Garnier s'était assuré d'un membre du Parlement

<sup>1</sup> Le 21 décembre, on fait tenir par Gérard à Garnier : « J'ai rendu compte au Roi, Monsieur, de l'établissement que M. le comte du Châtelet avait formé pour avoir des avis aussi prompts que certains des différents ports de l'Angleterre sur les opérations secrètes et sur les travaux de la Marine Britannique. Sa Majesté en a senti toute l'importance et toute l'utilité et s'en est résolue non-seulement de le conserver mais aussi de le remettre dans sa forme primitive. J'envoie en conséquence à Londres le s<sup>r</sup> Frontier qui avait été chargé

de cette même besogne sous les ordres de M. Frontier; il continuera d'y travailler sous vos vôtres, Monsieur, et successivement sous ceux des Ambassadeurs de Sa Majesté.

« Je n'entre pas dans les détails de l'établissement dont il s'agit parce que vous l'avez connu et suivi depuis sa formation et je me borne à vous mander que vous devez le maintenir dans toute son activité la plus promptement qu'il sera possible. Vous voudrez bien me marquer tout ce que vous aurez fait pour cet effet, ainsi qu'un aperçu des dépenses qu'

1.2

IMPRIMERIE DE LA COUR ROYALE

1775 pour avoir le compte rendu des séances, tenues dans ce temps-là très fermées aux oreilles du dehors<sup>1</sup>. M. de Vergennes sera là-dessus de plus en plus large. Actuellement, néanmoins, il ne sort guère, avec son représentant, d'une indifférence apparente pour les affaires des Colonies. Le 12 mai encore, trois jours après sa lettre au comte d'Aranda sur la vigilance que l'Angleterre devait inspirer aux deux cours, il répond à Garnier :

Il est bien difficile M. d'asseoir un jugement certain sur l'issue que pourront prendre les affaires de l'Amérique septentrionale pour moi j'avoue que j'ai peine à croire que le ministère Bâville sy soit engagé auant qu'il la fait sans avoir plus que des probabilités qu'il y a un parti nombreux et puissant prêt à se déclarer en sa faveur du moment qu'il pourra le faire sans trop se risquer, n'anticipons pas sur les événements et contentons nous de les apprendre lorsqu'ils arriveront.

*Angleterre* + 510 n° 22

Un mois plus tard, le 5 juin, quand le comte de Guines doit enfin retourner à son poste, le ministre fait mettre par écrit pour lui des instructions qui passent encore absolument sous silence les événements de l'autre côté de l'Atlantique. « Les seules affaires que nous ayons en ce moment avec la cour de Londres, y est-il dit, sont : 1° la pêche de Terre-Neuve; 2° la demande que la compagnie des Indes forme à la charge de celle de la France, 3° la réparation des quais de Dunkerque, » et l'on indique à l'ambassadeur, de cette façon formelle, l'esprit dans lequel il devra suivre ces affaires :

On n'a que faire de lui observer que la manière de les traiter doit être analogue à l'esprit de justice qui dirige toutes les démarches et toutes les résolutions de S. M. ainsi qu'à la bonne harmonie et à la confiance qui règne

« en résulteront annuellement. Je n'ai que faire  
« je pense de vous recommander une juste  
« économie » *Angleterre*, t. 507 n° 139 bis )

<sup>1</sup> Rapport de Garnier du 19 novembre 1774

*Angleterre*, t. 507 n° 84. Certains de ces comptes rendus ne son pas sans intérêt eux-mêmes, et l'histoire de la politique parlementaire peut en tirer des leçons instructives.

entre les deux Cours et aux sentiments pacifiques qui les aiment réciproquement. C'est à maintenir cet heureux état de choses que s'occupe principalement la politique de S. M. et le comte de Guines doit la prendre pour point de direction dans toute sa conduite et dans toutes ses démarches.

*Angleterre, t. 510 n° 95 et 97*

Il est bien exact que l'on n'avait pas d'affaires proprement dites avec le gouvernement anglais, en dehors de celles qui provenaient de ces trois sources, et que les choses d'Amérique ne devaient pas alors avoir pour l'ambassade plus de portée que de purs accidents. En revanche, on était continuellement occupé de la question du Portugal et de l'Espagne. M. de Vergennes avait mis de l'empressement à offrir la médiation de la France. Il voyait bien que l'Angleterre serait forcément au jeu pour beaucoup et il trouvait là une précieuse occasion de l'obliger à reconnaître que la France comptait dorénavant en Europe, en même temps que de rapprocher le Portugal de nous en lui rendant un service. Mais d'une part on ne voulait pas de médiation, à Londres ni à Lisbonne; de l'autre la duplicité de M. de Pombal était pleine de ressources et le cabinet de Saint-James déployait beaucoup d'art pour tenir tout en suspens. De là des négociations inextricables, un jour paraissant aboutir, le lendemain embrouillées de nouveau et qu'il ne fallait pas moins suivre. Dès le premier moment où il avait parlé de cette question, en 1774, le cabinet de Londres, par l'organe de lord Stormont, avait indiqué la part qu'il y pourrait prendre, en précisant la nature d'intérêt qu'il y portait. M. de Vergennes en avait aussitôt fait prévenir Madrid. Le 1<sup>er</sup> octobre, il avait mandé au marquis d'Ossun, dans une des dépêches que nous avons déjà citées :

Je ne veux pas M. vous laisser ignorer le discours que l'ambassadeur d'Angleterre a tenu dans notre dernière conférence.

Le lord Stormont qui jusque là ne m'avait parlé d'aucune affaire débute par exalter le désir sincère de sa Cour pour le maintien de la paix, ajoutant

1775 qui craignoit que cette disposition ne fut pas reciproque de la part de l'Esp<sup>e</sup>, et que les difficultés qui se sont élevées dans l'Amérique meridionale naussent les suites les plus graves et les plus étendues. Il etayoit sa prévoyance non seulem<sup>t</sup> sur les grands armemens qu'il suppose qui se font dans les ports d'Esp<sup>e</sup>, et qui dut destinés pour Buenos aires, mais encore sur les préparatifs qu'il pretend qui se font dans notre continent, lesquels menacent véritablement, selon lui, les frontieres du Portugal. L'ambassadeur B<sup>re</sup> observoit qu'une querelle entre deux gouverneurs, concentrée dans les deserts de l'Amérique pour des possessions indiennes n'estoit pas un objet qui dut allarmer la tranquillité de l'Europe, mais que l'Ang<sup>e</sup> liée par les interets de son commerce comme par la foi de ses traités avec le Portugal, ne pourroit se dispenser de voler au secours de cette puissance si elle etoit attaquée en Europe, ou si l'Esp<sup>e</sup> faisant passer en Amérique des escadrons et de nombreux renforts etc. envahissoit dans cette partie du monde des établissemens dont l'Ang<sup>e</sup> a garanti la possession et la sureté aux Portugais. Le lord Stormont qui sefforçoit de me persuader que c'étoit de lui même qu'il me confioit ses inquiétudes, et sans mission de sa Cour, finit par me demander de vouloir bien employer nos bons offices p<sup>r</sup> détourner Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup> du tout dessein hostile contre le Portugal.

*Espagne* : 574 n<sup>o</sup> 98.

Explications très élastiques; M. de Pombal comptait peut-être se voir appuyé par l'Angleterre jusque dans ses écarts, par antipathie pour l'Espagne et pour la France, et il étoit audacieux à en tirer parti. Peut-être le cabinet britannique prenait-il ce ministre astucieux et tenace comme un précieux instrument pour occuper l'Espagne ou pour l'affaiblir, la tenir en échec dès qu'elle voudra remuer et nous embarrasser avec elle dans le même filet. Rien n'est plus enchevêtré, en tout cas, plus rempli de détours et de retours, plus décevant que les négociations, les entretiens, les faits auxquels ce conflit donnait déjà lieu et donnera lieu longtemps encore, renaissant et se compliquant, il semble, selon le besoin, suivant comme une parallèle calculée les péripéties des événements d'Amérique. Garnier avait rendu compte de nombre de conversations à leur sujet, lorsque l'ambassa-

deur vint reprendre sa charge, et ce fut tout de suite une des principales occupations de celui-ci.

Nous n'avions pas dans notre représentant à Londres, cela vient d'être dit, un auxiliaire du poids de celui de l'Espagne. Le comte de Guines, ministre à Berlin, avait eu l'ambassade lors de l'exil du duc de Choiseul. La politique du duc d'Aiguillon demandait de l'humilité délicate, la facilité des relations, des formes agréables que les souvenirs de la défaite ne vendraient pas altérer; le comte offrait un trop bon exemplaire de ces avantages pour ne pas être choqué. Il allait d'autant mieux au rôle qu'il avait seulement des dehors et le verbiage diplomatique. Parfait gentilhomme d'une cour affairée autant que légère, il ne pensait qu'au monde; il y était décrié par ses galanteries et d'autant plus recherché; il y parlait beaucoup, avec présomption, et croyait faire parler les autres. Dans les conditions où étaient placées les deux Couronnes et pour les vues de leur politique, un fonds si mince et ces défauts ne pouvaient tarder à devenir regrettables. Ils avaient conduit le comte de Guines à des menées d'agiotage pour lesquelles il avait été fait par lui, pour lui, ou sans qu'il sût le voir, un usage plus ou moins licite ou délicat, en tout cas fort peu prudent, des secrets diplomatiques. Le secrétaire qui était le coupable ou le complice ayant tout publié, l'ambassadeur venait de passer deux ans à se débattre contre les assertions de celui-ci devant le Châtelet, mettant en cause son ancien ministre et obligeant le Gouvernement à laisser divulguer devant toute l'Europe ses correspondances d'État<sup>1</sup>. Mais, fort bien avec tout ce qui restait de l'entourage de M<sup>me</sup> du Barry

<sup>1</sup> Des pièces relatives à ce sujet se trouvent en un grand nombre dans la correspondance des Affaires étrangères entre décembre 1774 et avril 1775. — Au moment de partir, M. de Guines ne se fait pas scrupule de demander que l'on atteste publiquement son innocence; un peu offensé par son procès. Il écrit directement le 4 juin à M. de Vergennes : « Je vous supplie de vouloir bien faire insérer dans

« la Gazette de France, au même temps que  
« mon départ, l'entredit ci-joint de la sentence  
« du Châtelet. Cette précaution est nécessaire  
« pour donner le ton aux papiers publics fran-  
« çais et aux gazettes étrangères. Je vous sup-  
« plie aussi Monsieur le Comte, de me faire  
« adresser cette gazette dès qu'elle sera im-  
« primée pour que je puisse l'envoyer dans les  
« différents bureaux de gazettes en Hollande,

1778 à la cour de Louis XVI, M. de Guines s'en servait avec l'aplomb dé-  
 gagé qui a raison, souvent, de ceux qui sont seulement sincères.  
 A Londres, en outre, on avait trop bien sa mesure pour ne pas le pré-  
 férer à un ambassadeur plus sérieux. S'aidant de ces deux cordes,  
 il avait fait renouveler ses pouvoirs à l'heure même où M. de Ver-  
 gennes s'arrangeait pour les laisser finir, et ce ne fut pas sans consé-  
 quences. Lord Rochford fit observer un jour à Garnier, pour qu'il le  
 dit aux Affaires étrangères, que M. de Guines n'ayant pas été investi  
 d'un nouveau titre depuis l'avènement du roi, il n'y avait plus d'am-  
 bassadeur de Versailles à la cour de Londres et que lui-même, simple  
 suppléant, comme premier secrétaire, d'un titulaire qui n'avait plus  
 de fonctions, se trouvait à présent sans mandat. Garnier fait connaître  
 cette conversation par un pli du 1<sup>er</sup> juillet, le 15, alors, M. de Ver-  
 gennes l'accrédite comme chargé d'affaires. Mais dans l'intervalle,  
 le 7, Guines avait écrit de Paris au secrétariat du ministre pour de-  
 mander si l'on ne s'occupait pas des nouvelles lettres de créance; il  
 était, disait-il, interrogé à ce sujet. Les pouvoirs donnés à Garnier le  
 mirent tout à fait en mouvement, et le 24 août, au sortir d'un conseil,  
 M. de Vergennes, par un billet à Gérard, prescrivit de renouveler les  
 lettres de l'ambassadeur; il venait, écrit-il, « d'en recevoir le com-  
 mandement du roi », M. de Guines le savait déjà, il en prévient aus-  
 sitôt non pas son intermédiaire, mais le cabinet anglais directement,  
 tellement l'affaire était conduite de concert. A peine arrivé, il écrit à  
 lord Rochford à la campagne, à lord Mansfield également, et ceux-ci  
 viennent exprès pour le voir. A court délai il a audience du roi et de  
 la reine; lui-même s'empresse de mander aux Affaires étrangères ces  
 témoignages de l'accueil qu'on lui réservait<sup>1</sup>. C'est la reine qui avait  
 agi sur le roi en faveur de M. de Guines; on la verra s'entremettre

« en Allemagne et en Italie: au même il était  
 possible que je l'envoye d'ici à mardi, cet objet  
 serait plus tôt rempli: je vous prie de m'en  
 la bonté de m'en faire adresser six. J'en l'hon-  
 neur d'être avec un parfait attachement Mon-

« seur. Votre très-humble et très-obéissant ser-  
 viteur » *Angleterre*, t. 510, n° 68.

<sup>1</sup> Dépêches du 13 juil. *Ibid.*, n° 112. « Mon-  
 sieur, je suis arrivé ici samedi matin j'ai écrit  
 sur-le-champ au lord Rochford qui étoit à la



encore pour ce diplomate decrié, qu'il avait fallu couvrir aux yeux de toutes les cours.

Quoi qu'il en soit, à la date où les deux ambassadeurs se retrouvèrent à leur poste, l'Espagne allait faire sortir contre Alger son escadre, dont l'armement secret à Cadix avait tant inquiété l'Angleterre, et le Portugal venait de compliquer de faits nouveaux ses entreprises dans l'Amérique méridionale. Les relations de Versailles avec Londres ne restaient pas moins dans les termes que le gouvernement de Louis XVI tenait pour bons, ce gouvernement bornant sa sécurité à être convaincu que l'incertitude des choses ne laissait pas au cabinet britannique la liberté de ses mouvements. On était encore peu fixé, du reste, sur ce qui se passait aux Colonies. George III et ses ministres espéraient annoncer bientôt la soumission des rebelles, et dans les faits qu'ils publiaient ils évitaient de la laisser pressentir. L'exercice du pouvoir a toujours empêché de voir la réalité ou de s'y arrêter quand on la voyait. Il y avait à Londres nombre d'hommes politiques, des plus autorisés et des moins hostiles, lord Mansfield, intendant du roi, notamment, qui se rendaient compte de la portée du soulèvement et ne cachaient pas, quand on leur en parlait, que les Colonies échapperaient, mais l'idée que l'opposition avait fait éclater ces colonies, qu'on devait donc avoir raison d'elles, que, la résistance aidant, l'intérêt même ramènerait les révoltes, abusait le Gouvernement. Garnier avait précisé cette situation dans une dépêche politique du 30 mai, l'une de ses dernières.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre n° 138 dont vous m'avez honoré en date du 12 de ce

« Espagne. Ce ministre a eu l'honorable de  
« venir dimanche à Londres exprès pour me  
« voir. Il m'a annoncé que j'aurais mercredi  
« mon audience du Roi et peut-être celle de la  
« reine d'Angleterre. M. lord Mansfield paraît  
« sans inquiétude, il est venu hier au soir  
« passer nos heures avec moi, je ne lui

« jamais vu ni signifié ces choses. » Lord Mans-  
field, oncle de lord Stormont, était président  
du Banc d'assises et avait particulier du souverain  
mais l'air politique il avait une influence réelle.

\* Voir l'annexe I de ce chapitre. Lord Hol-  
derness, que M. de Périgord avait récemment  
entretenu sur ce point, pensait de même.

1775 inous. Le Ministère britannique est parfaitement tranquille à notre égard; c'est même dans la certitude de nos dispositions pacifiques qu'il trouve de quoi se calmer sur l'objet des mouvements actuels de la marine et des troupes d'Espagne, je me suis attaché à découvrir leur véritable idée sur ce sujet. Ils sont persuadés que l'expédition projetée n'a pour le moment d'autre destination que contre l'Afrique. Mais ils craignent qu'à la première information de nouvelles hostilités commises au Brésil, et surtout d'avantage remporté par les Portugais sur les Espagnols dans cette partie du monde, Sa Majesté Catholique ne tombe immédiatement sur Lisbonne avec ses forces rassemblées et prêtes à agir; ils pensent que la supériorité des forces portugaises au Brésil peut avoir engagé M. de Pombal à leur donner libre carrière contre les Espagnols, et que le roi d'Espagne, trouvant trop de difficulté à regagner l'avantage dans cette colonie, jugera plus à sa convenance de prendre immédiatement sa revanche en Europe, ou le Portugal peut être aisément conquis avant que l'Angleterre ait eu le temps de venir efficacement à son secours.

Telle est, Monseigneur, la speculation qui me paroit les occuper davantage, quelque fatigante que soit pour eux cette incertitude, on n'ose rien faire pour y parer à tout événement, crainte de repandre des alarmes qui pourroient devenir aussi funestes à l'état actuel des affaires d'Amérique qu'au repos de l'Europe; on se flatte d'ailleurs que la France prévoyant qu'une attaque contre le Portugal amèneroit infailliblement la guerre contre l'Espagne.

Vous avez, Monseigneur, de trop justes motifs de marquer quelque impatience sur les délais qu'on apporte pour répondre à notre proposition sur Terre-Neuve, mais vous savez combien il est difficile de faire sortir les ministres anglais de la route ordinaire.

A Londres le 30 may 1775

*Angleterre, t. 510 n° 77*

Cependant les informations commençaient à être plus détaillées et à entamer sérieusement les illusions anglaises, au moment où le comte de Guines entra à Londres. L'impatience naissait par suite dans l'esprit du cabinet du roi George. Les nouvelles étaient défavorables, le grand commerce de la Cité en concevait beaucoup d'humeur et

le Gouvernement en prenait texte pour suspecter la sincérité de la France. L'ambassadeur fait tout de suite connaître à Versailles ce changement de dispositions et disserte à nouveau, comme l'avait fait Garnier cinq mois auparavant, sur les conséquences du retour possible de Chatham : « L'opposition se fatiguait d'être passive en Angleterre, elle est devenue active à Boston et, par là, pourra le devenir à Londres. Lord Chatham et ses partisans ont soulevé les Américains, la taxe du thé n'a été qu'un prétexte; ils disposent d'eux, s'ils rallient à leur parti, et il n'y a guère à en douter, tout ce qui ne peut subsister en Angleterre que par l'Amérique, milord Chatham deviendra le conciliateur nécessaire, et voilà l'homme à redouter. Quelles pourront être les clauses de cette conciliation? des conditions peu honorables pour l'Angleterre; alors un ministre audacieux, accoutumé à la gloire, envisage nos colonies comme un dédommagement nécessaire, et les forces de l'Angleterre, portées en Amérique sous l'apparence de la soumettre, lui assurent cette conquête. » L'ambassadeur sortait de l'audience royale; il affirmait les dispositions du roi pour la paix; mais « les circonstances, disait-il, pourraient être plus fortes que ses intentions, à ses yeux certaines; le roi devrait céder à la nécessité ».

Il est impossible, Monsieur, de douter pour le moment des assurances et même des intentions pacifiques du roi d'Angleterre et de tout ce qui a part à sa confiance, c'est son vœu, je dirai plus, c'est celui de la nation; mais un roi d'Angleterre est plus qu'un autre gouverné par les circonstances; il peut l'être par les passions des autres souvent plus que par les siennes, et cette nation d'enthousiastes, dans des momens de troubles comme ceux qui se préparent, peut à la voix d'un seul homme, changer du soir au lendemain de système et d'opinion.

Il s'est tenu avant hier au soir un conseil extraordinaire sur les affaires de l'Amérique. Les objets qu'on y a traités doivent avoir été importants et sérieux, puisque l'on a fait venir My<sup>d</sup> Sandwich qui étoit occupé à son inspection des ports. Il est arrivé avant hier au soir pour le conseil et est reparti ce matin. Le Ministère est inquiet, le public, même ses partisans,

75 tout est mécontent. On repandoit hier que My<sup>d</sup> North avoit déclaré qu'à la première nouvelle fâcheuse d'Amérique il résignerait, on ajoutoit que le roi d'Angleterre avoit fait faire des ouvertures au lord Chatham, et que celui-ci s'y étoit refusé. Je n'ajoute point foi à ces nouvelles, mais, dans de telles circonstances, il est de mon devoir, Monsieur, de vous transmettre jusqu'aux bruits publics

Londres le 16 juin 1775

Angleterre t. 510 n° 8

M. de Vergennes avoit eu un avis privé semblable du chevalier d'Éon<sup>1</sup>, pour qui il conservait un peu de faiblesse à cause de la *Correspondance secrète*. Ces informations, qui se corroboraient, le trouvaient assez préparé pour qu'il les regardât de sang-froid maintenant qu'il avoit pied à Madrid. Il répond le 1<sup>er</sup> juillet au rapport de Guines. Avant de le lire, le 23 juin, il avoit écrit à l'ambassadeur ce qui va suivre. Celui-ci pourrait voir et être porté à dire combien l'Angleterre devoit se rassurer du côté de la France, mais il pourrait voir et dire aussi que la France se défendrait au besoin, c'est la première fois que cette perspective étoit ouvertement dévoilée dans la correspondance avec l'ambassade de Londres.

Les principes de modération et de justice qui animent si constamment les conseils du Roi et qui dirigent toutes ses résolutions doivent rassurer Sa M<sup>te</sup> B<sup>te</sup> contre les inquiétudes que des esprits passionnés et ennemis de la tranquillité publique voudroient lui faire concevoir de nos vues, loin de chercher à profiter de l'embarras où l'Ang<sup>te</sup> se trouve à l'occasion des affaires de l'Amérique nous desirerions plus tost pouvoir lui en venir à son dégager. L'esprit de révolte, en quelque endroit qu'il éclate, est toujours d'un dangereux exemple, il en est des maladies morales comme des maladies physiques les unes et les autres peuvent devenir contagieuses. Cette considération doit nous engager à prévenir que l'esprit d'indépendance qui fait une explosion si terrible dans l'Amérique septentrionale ne puisse se communiquer aux points qui

16 22 juin Angleterre t. 510 n° 105

nous intéressent dans cet hémisphère . . . . . Il y'a longtemps que nous nous disons ce que vous nous observez avec tant de justesse, nous avons vu avec peine la crise se former parce que nous avons pressenti quelle pourroit avoir des effets plus étendus que sa nature même ne devoit le faire prévoir. Nous ne nous dissimulons pas les écarts que l'enthousiasme peut encourager et le fanatisme opérer. Les Anglois sentiroient moins leurs maux s'ils pouvoient nous les faire partager, ou du moins s'en dédommager en partie sur nous. nos possessions d'Amerique peuvent les tenter, c'est à nous à ne pas leur laisser l'espoir d'une conquête facile et le peuple anglois y est plus disposé que toute autre nation, et je me flatte qu'on ne nous prendra plus au dépourvu. Mais comme nous ne voudrions point excéder dans nos précautions au point d'inspirer des alarmes, je vous prie M. de veiller exactement sur le progrès des révolutions auxquelles on peut s'attendre, et principalement sur celui que le lord Chatham pourra faire sur l'esprit du roi d'Ang<sup>re</sup>, s'il se rend aux instances que l'on prétend que ce prince lui a faites pour l'attirer auprès de lui.

À Versailles le 23 juin 1775.

Toutefois, le ministre tient encore essentiellement à ne pas laisser naître la défiance. Sa dépêche du 1<sup>er</sup> juillet est étudiée avec attention dans cette vue. Le plus grand soin à flatter le cabinet anglais, à ne pas avoir sur l'Amerique une autre idée que lui et par des motifs propres à lui plaire, ne l'aurait pas fait étirer différemment.

Tout ce qui se passe en Amerique et dans le pays que vous habitez, M. se présente sous un point de vue qui exige la plus sérieuse attention. Il est sensible, comme vous le remarquez très judicieusem<sup>t</sup>, que si le roi d'Ang<sup>re</sup> gouverne à volonté son parlement, l'opposition ne gouverne pas moins absolument les Colonies, en effet, celles-ci s'endurcissent moins dans l'esprit de résistance qu'elles dévelopent et qu'elles semblent vouloir étendre jusqu'aux moyens mêmes d'opérer la conciliation, si elles ne comptoient efficacement sur un appui intérieur dans le sein de la metropole. La liberté americaine est le pretexte de la querelle, mais la jalousie de l'autorité de l'administration ou plus tost l'envie de s'en emparer exclusivement en est le véritable motif. Ceux

..

1773. qu' par intérêt propre et par ambition et sans le feu sont ils bien surs, lorsque leurs vœux seront remplis, de trouver dans les Américains autant de docilité à se contenter de ce qu'ils voudront bien faire pour eux qu'ils leur ont inspiré d'encouragement et d'audace pour donner carrière à leurs prétentions? La tendance vers l'indépendance est un mouvement si naturel qu'il n'est pas étonnant que les Américains se soient laissés aller facilement à cette douce impulsion, mais les heureux essais qu'ils font ne doivent ils pas les affermir dans le système de résistance qu'il est assez vraisemblable qu'on n'aurait voulu leurs faire adopter que passagerement? Ce qui se passe en Pennsylvanie peut autoriser cette combinaison, une autre peut être plus vraie encore est que dans la résolution ou paroisent les Colonies de ne rien se permettre qui puisse déroger à l'étroite union qu'elles ont formée entre elles, quoiqu'il arrive, l'Ang<sup>e</sup> devra bientôt les considérer moins comme des sujets que comme des alliés, encore peut être peu assurés. C'est ainsi que l'ambition de quelques particuliers aura fait perdre à la couronne un de ses plus beaux fleurons, et à la nation la branche la plus opulente de son commerce.

Le Ministère anglais nous rend justice et est convaincu que nous faisons des vœux pour que ceux qui le composent se maintiennent dans leurs offices. Leurs principes paroissent combiner avec les nôtres pour entretenir une bonne intelligence entre les deux nations, et pour la conservation de la paix générale nous verrons avec autant de satisfaction que d'intérêt qu'ils ne soient pas forcés de céder à l'orage. Cependant, nous présumons que si le roi d'Ang<sup>e</sup> étoit dans la nécessité d'en abandonner quelques uns, il ne se jetteroit pas précipitamment dans les mains de ceux qu'il doit considérer comme les plus opposés à son autorité, mais dans la supposition que le lord Chatam reprendroit les rênes du gouvernement, peut être sentiroit il qu'il ne seroit pas sans inconvénient de vouloir rallumer les horreurs d'une guerre que l'Ang<sup>e</sup> ne commenceroit pas avec les mêmes avantages qu'elle eut en 1755. Je m'en raporte bien M<sup>rs</sup> à votre vigilance et à votre zèle pour nous informer exactement de tout ce qui pourra éclairer nos précautions et nos mesures. Nous ne voulons point alarmer nos voisins, mais il seroit imprudent de nous laisser prendre au dépourvu.

A Versailles le 1<sup>er</sup> juillet 1773

*Espagne, t. 510 n° 127 t. 511 n° 3 bis*

Du reste, M. de Vergennes apporte à sa correspondance avec Guines des précautions particulières. Il la fait presque toute lui-même, s'y étend avec complaisance, s'applique visiblement à ce qu'il dit. Le peu de constance qu'il sait à son agent en est sans doute cause, mais sans doute aussi le désir de tirer part, de cet ambassadeur, trop bien appuyé à la cour pour ne pas y faciliter des intrigues bonnes à prévenir et de qui les défauts mêmes pouvaient servir, là où il était, si on lui montrait de la confiance et si on le dirigeait. En homme de son monde, celui-ci l'avait pris de haut, immédiatement, avec le secrétaire d'État, à qui il était à coup sûr heureux de pouvoir écrire : « Monsieur » tout court, comme à son égal, et pour des riens par lettres privées, marquant par cette aisance le cas qu'il voulait que l'on fit de lui. Il prétendait écarter Garnier, dont il devait avoir fait la position et dont il avait trouvé le dévouement faible dans ses affaires judiciaires. Il amenait pour cela de Paris un M. de Saudray, apprenti diplomate tout à fait de sa nature infatuée et légère. Le ministre n'entendait point enlever à l'ambassade un premier secrétaire aussi bien à sa place que Garnier, et à coup sûr il pressentait devoir l'y employer de nouveau. Garnier avait tout simplement changé de manière de voir sur le comte de Guines, comme beaucoup d'autres l'avaient fait, par suite des révélations de son procès. Mais M. de Guines aurait été le supérieur qu'il se serait tout au plus permis la lettre qu'il écrivit à ce propos<sup>1</sup>. Cela ne rebuta pas M. de Vergennes, Saudray fut accordé à l'ambassadeur comme secrétaire particulier, et ensemble ils ne tardèrent guère à s'engager dans des voies étranges. Mais M. de Guines faisait blanc de sa suffisance avec des airs par lesquels il semblait aimer à se tromper lui-même : l'absence d'un premier secrétaire comme Garnier ne devant « le mettre dans aucun embarras », il se flattait que « le service du roi en souffrirait d'autant moins qu'il était dans l'usage de ne s'en rapporter qu'à lui pour la besogne que le roi voulait bien lui confier ;

<sup>1</sup> Voir l'annexe I du présent chapitre, n° 5.

177. il fait pour cela l'étude de la langue anglaise et avant peu il pourra marcher seul<sup>1</sup>.

Pendant ce temps, les affaires d'Amérique se dessinaient un peu plus jour par jour et l'on en parlait partout. Dans les rapports de l'ambassadeur, elles prennent tout de suite le pas sur celles de Dunkerque et de Terre-Neuve. Ses informations du lendemain détruisaient ou affaiblissaient souvent celles de la veille; c'était inévitable à certains égards, il faut dire toutefois que la nature d'esprit de l'ambassadeur et son entourage n'étaient pas sans augmenter sensiblement cet inconvénient des choses en elles-mêmes. La croyance que l'opposition avait fait le soulèvement, qu'elle l'apaiserait à son gré, qu'on aurait besoin dès lors de Chatham, s'effaçait maintenant et la réalité se dégagait. On voyait clairement l'obstination du roi, les efforts de ses ministres pour tenir tête au Parlement et se précautionner à l'encontre de la France et de l'Espagne, la résolution d'aller jusqu'au bout, d'armer dans tous les ports, d'emprunter des troupes à l'Europe, de bloquer l'Amérique, visiblement résolu à vaincre et d'écarter d'elle tout secours. Dans ces vues, bien mieux, on pouvait déjà pressentir l'accord tacite de l'opposition même. M. de Vergennes recommande d'autant plus de veiller et de le tenir informé. Il va jusqu'à indiquer de se servir d'Éon de Beaumont, qui s'était offert à lui et dont il disait avec plus de bienveillance que de réflexion : « Son cœur est toujours français, quoique ses malheurs et ses emportemens aient paru l'égarer quelquefois<sup>2</sup> ». Il faut reconnaître que M. de Guines fut bien avisé

<sup>1</sup> Le départ du M. Garmer ne me mettra, Monsieur dans aucun embarras et je me doute que le service du Roi en souffrira d'autant moins que je suis dans l'usage de m'en en rapporter qu'à moi-même pour la besogne que le Roi veut bien me confier. J'y emploierai tout mon temps et tout mon zèle que les bontés dont Sa Majesté me comble

suffiront seules pour m'inspirer. Les avantages que je puis avoir dans ce pays-ci et vos bontés Monsieur voilà aussi de bons motifs pour m'inspirer de la confiance dans le travail dont je suis chargé. (Rapport du 1<sup>er</sup> juillet, Angleterre, t. 511, n° 4.)

<sup>2</sup> Dépêche de sa main, du 1<sup>er</sup> juillet — *Ibid.* n° 3 bis.



en évitant d'employer cet auxiliaire. Après un premier entretien, il donna en cela au ministre une leçon que celui-ci accepta, du reste 175

M. de Vergennes jugeant mieux au sujet des événements. A mesure qu'ils se déroulent il se redresse. Il n'admettra plus que l'Angleterre n'ait pas pour la France les égards dus à un grand Etat. A propos d'une demoiselle anglaise plus ou moins opportunément internée à Paris comme folle, le chargé d'affaires qui remplaçait lord Stormont à Versailles, M. de Saint-Paul, s'était plaint en des termes qui paraurent rappeler le trop peu de considération que l'Angleterre avait précédemment montré pour la France. Le ministre en fait aussitôt demander réparation au cabinet de Londres, ne se contentant pas d'explications vagues et, quand il a reçu satisfaction, il écrit à Guines, pour lui donner le ton.

Peu nous importe que la demoiselle Plunkette fasse un bon ou un mauvais mariage, ou même qu'elle s'en permette les douceurs sans le contracter : nous ne prétendons pas être les gardiens des pucelages anglais, ce qui nous intéresse est qu'on ne se permette ni des prétentions ni un ton qui, choquant les regards mutuels que les puissances se doivent entre elles, ne pourraient qu'affaiblir la bonne intelligence que je crois qu'il est d'un intérêt réciproque

Il répondait au roi, le 17 juillet : « L'empereur Moniteur, se peut manquer de ressources dans le parti de l'opposition pour être instruit, étant lié avec plusieurs des membres qui la composent. Cependant M. d'Enn, puisque le Roi se juge à-propos, ne serait peut-être pas un moyen à négliger. Je l'ai connu beaucoup pendant la guerre dern br. Depuis le premier moment de mon arrivée en Angleterre, il a été tous jours conduit vis-à-vis de moi avec courtoisie, bien et amabilité. Je n'ai qu'à en remercier, de ne l'ai jamais vu et n'y suis toujours refusé. Mais si le Roi m'ordonne de tirer parti de ses lumières et de son site, il faut que je le voie que je traite avec lui directement que je ne

« n'a jamais et qu'il n'y ait pas d'intermédiaire. Je puis le voir secrètement comme de moi-même, personne ne s'en doutera, et des moyens sûrs. Il me parait convenable qu'il ne se doute pas lui-même que j'y sois autorisé. Va à Monsieur la forme que j'ai l'honneur de vous proposer et sur laquelle je vous prie de me donner ses ordres de Sa Majesté. Si le Roi approuve je crois pouvoir répondre que ses intentions seront remplies de cette manière sans aucun inconvénient, et peut-être y trouverons nous des avantages secrets. » M. de Vergennes accède à ces propositions dans des termes indiquant qu'il avait empu. Voir à l'annexe III du présent chapitre deux lettres à ce sujet.

1770 de maintenir. Quand il seroit vrai que le lord Rochford auroit écrit dans le cours de ses ambassades des lettres plus fortes que celles de M<sup>r</sup> de St Paul, cela ne justifieroit point la démarche de celui-ci, et puisque le Ministre anglais ne vous a pas paru éloigné de faire l'apologie du style comminatoire, manquez-lui amicalement, Monsieur, de recommander à tous ceux qu'il pourra employer auprès de nous de ne jamais en faire usage, ce ne seroit pas un moyen de conciliation. Le Roi n'est pas plus disposé à souffrir qu'on manque aux égards qui sont dûs à sa couronne, qu'à permettre à ses Ministres de ne pas remplir envers les autres puissances ceux dont Sa Majesté veut que nous ne nous écarterions jamais, il ne seroit pas nécessaire d'avoir recouru aux injures si on étoit de part et d'autre en volonté de se faire des querelles sérieuses. Comme nous sommes persuadés, Monsieur, que M. de St Paul a plus agi par vivacité que par mauvaise volonté, nous sommes bien éloignés de demander son rappel, ni rien qui nuise à l'avancement de sa fortune, nous serons satisfaits si sa Cour en le désapprouvant lui prescrit de s'expliquer avec nous de manière à nous faire connaître qu'il a regret à une démarche qu'il n'auroit jamais dû se permettre.<sup>1</sup>

A Versailles le 14 juillet 1770.

*Espagne* L 571 n° 28.

Le ministre prescrit d'ailleurs, dans les affaires plus sérieuses, une attitude qui n'aît plus rien de l'humilité. Le 10 juillet il répond à

Insolent insouciant semblera M<sup>r</sup>, me a depuis 1770 à n'y en avait aucun qui le fut avec l'Angleterre. A l'égard de celui-ci, la preuve en est donnée par le fait que lord Rochford fut désapprouvé d'avoir été nommé par lord Suffolk. Ce mes le rapporte au ministre 14 juillet qui lui répond le 22 et en déplace à lord Suffolk. Il a peu de notions des égards que les grandes puissances se doient entre elles. Il a blâmé le parti trisage que le lord Rochford a pris de désapprouver la lettre très-irrégulière que M. de St Paul s'étoit permis de m'écrire. Le Roi veut sincèrement la paix nous d'ne l'achèvera jamais par des sacrifices de sa réputation et

de sa gloire rempli d'égards pour toutes les puissances, il sera attentif à se faire rendre ceux qui lui sont dûs. Exempt de morgue, il ne souffrira pas l'insulte et la lettre du chargé d'affaires d'Angleterre en étoit une dont nous aurions dû nous faire justice si on ne nous l'aurait pas faite. C'est une affaire finie du moment où le lord Rochford vous a fait connaître qu'il la désapprouvait. Depuis M. de St Paul est venu me trouver notre explication a été courte et sans orgueil je n'ai pas cherché à le mortifier je lui ai fait entendre qu'il étoit dangereux de prendre comait de sa vanité c'est tout ce que je lui ai dit de plus sévère.

l'ambassadeur au sujet de Dunkerque et de Terre-Neuve, où le mauvais vouloir du cabinet britannique restait manifeste. Avec la présomption tirée de ses relations personnelles, Guines s'était empressé de dire qu'il ne doutait pas de réussir dans les négociations qui concernaient ces deux objets; M. de Vergennes lui écrit :

1775

Je ne reviens point sur ce que je vous ai marqué précédemment de la manière dont le conseil du Roi avait envisagé l'assurance confidentielle que vous avez donnée au lord Rocheford à l'occasion de nos travaux actuels de Dunkerque, vous connaissez la délicatesse jalouse de cet objet si humiliant pour la France. Sables que les ministres anglais non ont que trop souvent fait pour nous mortifier, enfin, la facilité avec laquelle ils se prévalent non seulement de ce qu'on a pu leur dire mais même de ce que nous n'avons jamais pensé à leur dire pour supposer des engagements et des promesses dont ils veulent exiger arbitrairement l'accomplissement. Ce sont ces considérations M. qui m'ont fait penser que la seule manière de mettre fin aux discussions toujours renaissantes et à une négociation ardue est de nous faire à nous même la justice la plus sévère pour que les Anglois ne soient jamais dans le cas de la réclamer de notre part, c'est sur ce principe que j'ai établi ma première instruction à M. Garnier, ma lettre du 2 juin dernier et qui sera calculée toute notre conduite relativement à Dunkerque, nous ne toucherons à ce qu'il ne nous est pas permis de faire, mais nous n'admettrons pas aussi des restrictions et des prohibitions au delà de la teneur expresse des traités. Voilà notre système, c'est à vous M., à en faire l'application lorsque les occasions le requerront.

Les instructions que M. de Saurai vous porte vous donneront les moyens de remettre en activité notre négociation touchant Terre-Neuve. L'objet est d'une si grande importance pour que nous désirions avec empressement qu'il se termine avec une satisfaction réciproque. Le succès me sera doublement précieux, puisque vous en aurez tout l'honneur. Si je ne me trompe pas M. sur la situation des aff. de l'Amérique, les Anglois auront beau y multiplier les moyens, ce ne sera plus par la force des armes qu'ils ramèneront à la dépendance ce vaste continent, et je doute fort que la négociation les serve mieux quand bien même elle serait dirigée par les personnes les plus agréables aux Américains. Ceux-ci ont été poussés dans une pente dont on ne revient

1773

pas volontiers, ils ont appris à connoître ce qu'ils peuvent et l'impuissance de la métropole pour les soumettre, le fauteur de leur union est formé. Les Américains peuvent encore être les alliés de l'Ang<sup>e</sup> mais je doute qu'ils veulent désormais consentir à se reconnaître les sujets. Dans cet état de choses peut être seroit-il de la prudence du Ministère Bône de borner ses vûes à faire la moins mauvaise composition possible avec ceux qu'il a qualifiés trop légèrement de rebelles, de se réserver le plus grand nombre possible d'avantages de commerce, un simulacre quelconque de dépendance et de leur faire bon marché du reste. Quelqu'intérêt que nous ayons M. à la conservation de ce ministère, parce qu'on ne peut lui refuser la justice que ses intentions sont droites et honnêtes, je crois cependant que nous pouvons nous dispenser de lui donner ce conseil; il est sans inconvénient qu'il use ses forces dans cette région éloignée. Ne nous le dissimulons pas, il y aura un moment critique pour nous, celui où il devra les rappeler de gré ou de force, et le danger augmentera en raison que ces forces seront plus ou moins entières. Le désespoir donne quelques fois la plus grande énergie aux âmes qui sont le moins capables d'en prendre par elles-mêmes. Des ministres comptables au tribunal de la Nation de leurs erreurs politiques, menacés d'être accusés et condamnés, peuvent vouloir échapper à la faveur d'une diversion, et il n'en est point qui soit plus au gré du peuple anglais qu'une guerre contre la France, n'importe quelle soit juste ou injuste.

Je vous raporte M. tous les objets qui occupent notre provoyance afin que vous vouliez bien éclairer; nous comptons sur votre vigilance, vous connoissez le prix de l'activité. Jamais peut-être elle ne fut plus nécessaire pour nous pas pris au dépourvu. Nous ne voudrions pas multiplier des précautions et des mesures qui répandroient l'alarme chez nos voisins, mais nous ne devons pas nous être dupes de notre démentressement et de notre honnêteté! La surprise qui nous fut faite en 1755 est un de ces événements dont l'honneur méritait le souvenir, quoique le ressentiment ne subsiste plus. C'est pour nous prémurer contre une pareille perfidie que je vous ai exorté M. à vous créer des moyens dans le parti de l'opposition, il est si intéressant à pénétrer toutes les vues de la Cour et à les faire échouer que c'est de lui sans contredit qu'on doit tirer les meilleures informations. Je vous avec plaisir que vous y avez des canaux sur le zèle et l'exactitude desquels vous avez lieu de compter. Si je

vous ai proposé M. d'Eon, c'est-à-dire à défaut de meilleurs moyens, il n'a d'appuy et peut être même de liaisons que dans l'opposition ce qui semble devoir lui donner plus de facilité pour être instruit de ce qu'on sait dans le parti. Je conçois M. que si vous avez quelque communication avec cet être singulier, elle doit être menée avec assez de circonspection pour qu'il ne puisse en abuser et rien n'est plus prudent que la résolution où vous êtes de ne jamais lui écrire. Le Roi se remet à vous de juger de l'utilité dont ses avis peuvent être et de la manière la moins hasardeuse de les recueillir.

A Versailles le 10 juillet 1775.

*Angleterre* t. 513, p. 21

Peu après, le 14, dans la dépêche relative à la demoiselle Plunkette, le ministre insère ce paragraphe plus significatif encore :

Les nouvelles des ports dont vous nous faites part Monsieur, semblent mériter d'autant plus d'attention, qu'après avoir marqué que l'Angleterre alloit rappeler les vaisseaux de ligne qu'elle a stationnés en Amérique et leur substituer des frégates et des corvettes comme plus propres à serrer la côte, nous voyons mettre en commission dans les différens ports plusieurs vaisseaux du premier et du 2<sup>e</sup> rang. Cet armement ne pouvant avoir de rapport aux circonstances de l'Amérique, il seroit intéressant d'en pénétrer l'objet, je suis bien éloigné de supposer de mauvaises intentions au Ministère anglais ; ce seroit mal choisir son temps pour violer une paix qui lui est nécessaire. Mais l'expérience du passé peut nous rendre défians et nous ne voudrions pas être pris une 2<sup>e</sup> fois pour dupes. Nos armemens ne peuvent pas nécessiter ceux de l'Angleterre, mais les siens, s'ils augmentoient, pourroient bien nous mettre dans l'obligation de penser nous-mêmes à en faire d'autres. Cette disposition doit exercer toute votre attention, et je suis bien persuadé, Monsieur, que vous redoubterez d'efforts pour nous procurer une lumière salutaire. Je vous le répète, Monsieur, nous ne voulons point abuser des circonstances de l'Angleterre, ni même l'alarmer, mais nous ne voulons pas être dupe.

Mais si l'on montrait ainsi le fond de la pensée, ce n'est pas que la conduite ne dût rester, dans le détail, très intentionnellement accommodante et droite. L'Angleterre avait à Dunkerque un commissaire

1775 qui semblait mettre son mente à appuyer sur nous le pied du vainqueur et à faire éprouver à sa nation la satisfaction de le savoir. On souhaitait, à Versailles, de voir tracer du moins une ligne en deçà de laquelle on pût définitivement se mouvoir. Un pli de Guines fit espérer à M. de Vergennes de tenir enfin cette ligne, sur quoi ce dernier écrivit le 22 juillet :

Sa M. a donné la plus entière approbation à la manière dont vous vous êtes expliqué dans la conférence avec le lord Rochford, dont vous nous avez rendu compte. Tout ce que ce Ministre vous a dit au sujet de nos travaux de Dunkerque n'est que la répétition de ce qui a été rebattu cent fois et aussi souvent refusé. Un principe dont nous ne devons jamais nous écarter est qu'obligés à ne point relever ce qui a été détruit en vertu des traités, nous avons conservé le droit d'entretenir et de rétablir tout ce qu'on a laissé subsister. Et quand il seroit vrai que le port de Dunkerque n'existeroit plus et ne présenteroit qu'un cloaque, Sa M. n'en auroit pas moins le droit de réparer les quais qui en borderoient l'enceinte. Mais aussi soigneuse que l'est Sa M. de conserver ses droits et de les exercer à toute rigueur lorsqu'on les lui contestera, aussi disposée l'est elle à user avec modération lorsqu'on les requerra à titre d'amitié. Le Roi considère trop celle du roi d'Ang<sup>te</sup> pour lui refuser le sacrifice de bûcher le quai auquel on travaille à l'enceinte intérieure de la ville c'est à dire à la barrière qui est le point A que M<sup>d</sup> Rochford vous a indiqué sur le plan que je vous renvoie. Le Roi vous autorise M. à donner l'assurance que nous n'irons pas plus loin et elle m'ordonne d'écrire à son commandant à Dunkerque pour que l'on n'exécute pas cette limite. Cette preuve de notre facilité et de notre complaisance doit en être une bien caractérisée pour le roi d'Ang<sup>te</sup> et pour son Ministère de notre éloignement pour augmenter leurs embarras et pour en profiter, et de la saine disposition du Roi pour rendre toujours plus étroite la bonne intelligence qui subsiste entre les deux nations. Nous ne prouverions peut être pas une parfaite réciprocité si nous nous trouvions dans une situation pareille à celle de l'Ang<sup>te</sup>, mais, ce ne seront pas des convenances qui détourneront jamais le Roi des principes de justice qui a été pour base de son administration.

Angleterre, t. 5, l. n° 44

Le ministre est même amené à renouveler à l'ambassadeur les regrets qu'il attacherait au renversement du ministère de lord North au moyen des événements de l'Amérique. Dans un très long rapport du 18 juillet, M. de Guines, mobile en ses impressions suivant ses interlocuteurs, reprenait à nouveau le thème qui montrait le gouvernement de George III tombant sous les coups de l'opposition parce qu'il ne triompherait pas de l'Amérique, ou contraint de saccager ses colonies pour les soumettre. Ne sachant trop que penser, il ne trouvait rien de mieux, tout en dégageant d'ailleurs sa responsabilité au milieu de faits si troubles, que de revenir et d'appuyer de nouveau sur le danger de voir ce gouvernement chercher soudain une compensation dans nos possessions et dans celles de l'Espagne. Il disait :

D'après cet exposé, Monsieur, vous jugerez aisément que le Ministère britannique n'a plus de bon parti à prendre. S'il en eu reste encore, c'est celui d'épouvanter les Américains, et de beaucoup d'Anglais de différents états et de différents partis je puis avoir l'honneur de vous assurer que je n'en ai jamais entendu un seul désapprouver la forme employée au commencement de la dernière guerre. Je sais même positivement que lorsqu'il fut proposé et arrêté au conseil du roi d'Angleterre d'enlever nos vaisseaux, rien ne fut trouvé plus simple, parce qu'on regarda ce moyen comme infailible pour nous ôter celui de faire la guerre, et que l'on jugea qu'il amèneroit nécessairement et sans coup ferir une conciliation ou pour mieux dire une entière accession à ce que désiroit la Grande-Bretagne. Je le tiens d'un membre du conseil qui sentit fut d'un avis différent, mais qui ne m'en a jamais parlé comme d'un procédé contraire aux droits des gens, seulement comme d'une chose politiquement mal vue.

Il est peu de moyens de prévoyance à opposer à de tels principes, si ce n'est d'avoir ses colonies et sa marine en bon état et de détruire ainsi que vous le faites, Monsieur, par une conduite juste et précise, tous les points de difficulté qui peuvent exister entre les deux nations. Il faut n'en pas laisser un seul qui puisse servir d'excuse à une querelle et se mettre en règle à tous égards; c'est ainsi que leur en imposant d'une part, et de l'autre ne leur laissant aucun prétexte, un Ministère, tel qu'il puisse être, y songera à deux fois

1775 avant de hasarder une guerre injuste et dont les succès ne lui paraîtroient pas certains. De mon côté, j'apporterai à un objet aussi important toute l'attention qu'il mérite. J'espère que le Roi ne me rendra jamais responsable d'une résolution peut-être hasardée qui seroit prise dans le secret du cabinet du roi d'Angleterre, savoir si ce pays-ci veut la guerre, s'il en a les moyens et en instruire le conseil du Roi, c'est mon devoir, il sera plus difficile à remplir, les troupes et les escadres étant éloignées, que si elles étoient plus à portée, mais, j'y mettrai d'autant plus de zèle et de surveillance, et je me flatte que rien d'essentiel n'échappera à mon activité.

*Angleterre, 15 oct. 1775.*

Or, un fait venant de se produire au loin de la part d'un commandant anglais à l'égard de la marine française, et M. de Vergennes avait à en entretenir l'ambassadeur. C'étoit une occasion d'exiger de nouveau la réciprocité des bons procédés, le ministre ne la laisse pas tomber. Soit que pour donner plus de poids à ses paroles il veuille montrer au gouvernement de lord North des sympathies qui le touchent et le rendent plus confiant, soit qu'il cherche à occuper le tapis, tout uniment, avec un représentant du roi dont il a pris la mesure, sa dépêche est un curieux exemple de la différence des points de vue auxquels le problème de l'Amérique amenait presque simultanément à se placer, sans perdre cependant du regard l'obligation où l'on étoit de se méfier de la Grande-Bretagne :

Nous devons croire M. que la cour de Londres n'approuvera pas la violence que le gouverneur du fort Jametz s'est permise dans la rivière de Gambie contre un navire français. Si sa brutalité n'étoit pas réprimée, il faudroit en conclure qu'il n'y a plus d'autre code entre ces deux nations que celui de la force. Nous ne presumons pas que l'intention du Ministère anglais soit d'établir une jurisprudence aussi funeste. Il n'y a rien dans ce qui fait l'objet de notre réclamation qui tiennne au pavillon, à la liberté et aux droits généraux et particuliers de la nation. Rien par conséquent qui puisse donner prise à l'oppositon et gêner le Ministère. Loin donc de prévoir des difficultés à une correction raisonnable, nous nous attendons que le Gouvernement sentira la



delicatesse de notre procédé, et nous saura gré d'avoir préféré la forme confidentielle et amicale, à la plainte ministérielle. Nous sommes de bonne foi, nous ne cherchons point à augmenter ses embarras, mais nous voulons qu'on nous fasse la même justice que nous serons toujours disposés à faire lorsqu'on nous la réclamera avec fondement.

Rien n'est plus intéressant, M. que le tableau que vous nous tracez de la situation des aff<sup>es</sup> de l'Amérique d'après les notions que vous avez recueillies de la part de quelques membres de l'opposition. Si j'en ai bien saisi le point de vue l'Ang<sup>e</sup> se voit réduite à la cruelle alternative de voir échapper à sa domination ce vaste pays si fertile et si florissant ou den faire un desert qui ne sera bientôt plus occupé que par quelques colonies esclaves, car, ce ne sera jamais que par la destruction des individus que cette puissance pourra s'assurer de la domination du peuple qui est devenu trop nombreux pour être contenu par des simples garnisons. N'importe laquelle de ces deux propositions ait son effet, la conséquence infaillible si je ne me trompe sera ou que l'Amérique sera perdue ou qu'elle sera nulle pour l'Ang<sup>e</sup>. Dans l'une et dans l'autre hypothèse même soustraction dans la balance du commerce, même stagnation du travail des fabriques, même influence dans les fonds publics et particuliers. Ces conséquences n'ont pas échappé au parti de l'opposition elles ne l'ont pas cependant détournée de son plan; la mémoire du Baron est en horreur et très certainement en Ang<sup>e</sup> comme dans tout autre pays, la connaissance de son nom détestable et de ses forfaits a passé. Ce monstre a et il rien fait de plus horrible que ce que font aujourd'hui les membres de l'opposition. Ils déchirent impitoyablement le sein de cette patrie qui leur a donné la naissance, sans autre motif que celui d'acquiescer la soif qu'ils ont de l'autorité. Je ne fais assurément pas des vœux pour la prospérité de l'Ang<sup>e</sup> mais je rougis pour l'humanité, non qu'il y ait des âmes assez dénaturées et assez atroces, mais des âmes assez faibles et assez imbecilles (et c'est le plus grand nombre) pour encenser comme l'effort le plus concret de la vertu et du patriotisme ce qui est le comble du crime et de la trahison. Je rougis encore bien plus M. je fremis même, quand je pense que c'est la nation que nos docteurs modernes nous proposent comme un objet digne de notre imitation. La depravation des principes l'inconséquence des jugemens et de la conduite firent dans tous les temps les amphitryons

17.5

1775. les plus menaçans de la chute des empires. C'est à ces signes que je pré-  
sagerois celle de l'Ang<sup>re</sup> car ce ne sont pas des disgrâces extérieures et par  
conséquent éphémères qui renversent les grandes nations, ce sont les vices  
internes qui en rongent et détruisent l'organisation. Plus une nation est  
corrompue plus elle est susceptible des écarts les plus directs contre son  
intérêt. Dans la situation où se trouve l'Ang<sup>re</sup> tout doit lui faire redouter la  
guerre, et rien ne semble devoir nous faire prévoir quelle puisse songer à  
nous le faire; mais ses intérêts majeurs se trouvent presque toujours sub-  
ordonnés aux considérations personnelles, il suffirait qu'un de ses modérateurs  
favoris la jugât utile au soutien d'un moment d'enthousiasme pour qu'elle  
fut résolue. Vous jugés M. par les nombreux apologistes que trouve la  
manière plus que pureté avec laquelle les Anglois commencerent la guerre  
en 1755 ce que l'on doit attendre d'une nation qui se joue des droits les  
plus sacrés des nations et de quelle importance il est de la surveiller même  
dans ses moindres démarches. Je ne suis nullement inquiet que vous n'y  
apportiez toute l'attention et toute l'assiduité nécessaires. Livrez vous à ce  
soin avec la confiance que les événemens ne vous seront pas imputés; le  
Roi est juste, et j'ai fait assez longtems le métier d'ambassadeur pour avoir  
combiné il y a de difficultés à pénétrer les secrets qu'on a le plus grand  
intérêt à nous dérober. Vous ne serez jespere jamais dans le cas d'avoir  
besoin d'apologiste à cet égard et je le souhaite par plus d'un motif, mais  
si l'occasion se présentoit vous pourriez compter sur moi. Je vous ai indiqué  
le moment où la crise pourra commencer, je vous prie de ne pas la perdre  
de vue. Nous nous sommes prêtés aux moyens que vous nous avez demandés  
pour le suivre de plus près : si le canal que vous vous ménagez est sûr, vous  
devez y trouver de grandes facilités pour être bien instruit, ce que je vous  
prie de surveiller est la partie des armemens de mer et leur nature. Vous  
nous avez annoncé qu'il étoit question de rappeler les vaisseaux de ligne qui  
avoient été stationnés dans l'Amérique septentrionale pour y substituer des  
frigates, comme plus propres à servir la côte. J'observe cependant que depuis  
quelque tems il est question d'armer plusieurs v<sup>o</sup> de ligne, peut être  
moins que l'effet de l'incertitude où l'on a pu être sur la véritable desti-  
nation du armement de l'Espagne, ce prétexte ou ce motif ayant cessé, la  
précaution doit discontinuer. Si malgré cela les armemens se continuoient et

recevoient leur destination pour l'Amérique, nous nous verrions vraisemblablement réduits à prendre des mesures plus étendues que celles dont nous nous occupons pour le présent et qui n'ont pour objet que de fortifier les garnisons de nos colonies en changeant l'état militaire qui y'a été assez mal à propos formé.

À Versailles le 29 juillet 1775

*Angleterre, t. 51, n° 53*

Quoi qu'il en soit, le cabinet de Versailles s'occupait, en ce moment même, de donner au roi d'Angleterre une preuve non équivoque de bonnes relations et de courtoisie. Au bas de son rapport du 18 juillet, le comte de Guines, faisant percer jusque dans une affaire de gouvernement l'importance qu'il attachait à sa propre personne, écrit

M. le duc de Gloucester, avec qui j'ai eu l'honneur de passer hier une partie de la soirée dans une promenade publique, m'a fait celui de me dire qu'il seroit lundi prochain à Calais, qu'il passerait par Lille, Valenciennes, Luxembourg, Metz, Nancy et Strasbourg où il compte arriver vers le milieu, ou à la fin du mois prochain, pour de là aller en Italie et à Rome où il passera l'hiver. Ce prince qui m'a toujours marqué infiniment de bontés, même de très-particulières, lorsque les circonstances me permettoient de lui faire mes courtoisies, m'a confié qu'il desiroit extrêmement voir les troupes du Roi, dans les différentes garnisons où il compte s'arrêter, mais ne pas être censé en avoir parlé. Quoiqu'il soit, ainsi que le duc de Cumberland, très-brouillé avec le roi d'Angleterre, Sa Majesté Britannique est cependant flattée des attentions qu'on témoigne aux princes ses frères, j'ai cru en conséquence pouvoir assurer Monsieur le duc de Gloucester que son objet seroit rempli. M. le maréchal du May aura bien peu de temps pour faire prévenir les garnisons de Flandres, mais je n'ai pas été instruit plus tôt des desirs de ce prince.

M. de Vergennes tint sans doute à ne point flatter la faiblesse de l'ambassadeur comme celui-ci le desiroit, car il lui dit, tout à fait à la fin de sa longue dépêche du 29 et comme par occasion.

M. le duc de Gloucester m'ayant fait prévenir par un banquier de l'intention qu'il étoit de traverser une partie de la France avec la Duchesse, son

1775. épouse, pour se rendre en Italie j'ai fait envoyer un inspecteur des postes à Calais pour le conduire et des ordres pour tous les bureaux des douanes. M. le maréchal de Mury a écrit, de son côté, à tous les commandants des forteresses de les faire voir à Son Altesse Royale, et de lui montrer les troupes si elle le desiroit. Nous regrettons beaucoup, Monsieur, que l'incognito qu'elle garde ne nous laisse pas la liberté de lui faire rendre tous les honneurs dûs à son rang et à sa qualité de frère du roi d'Angleterre

Ce frère du roi arrivait en effet sur le continent français au jour indiqué. Le 27 juillet, il était reçu à Lille par le prince de Montbarrey qui y commandait. Dès son départ, le 30, ce dernier mande au duc de Castries, à Lunéville, le cérémonial du séjour et l'itinéraire que le prince observera. Fête à Verdun le 5 et le 6 août chez l'évêque, le duc de Gloucester dîne à Metz le 8 chez le commandant intérimaire des Trois-Évêchés, le comte de Broghe, l'ancien directeur de la *Correspondance secrète*, qui avait, sous le précédent règne, conçu, étudié, rédigé le projet d'invasion en Angleterre dont le redoutable secret avait été malheureusement confié au chevalier d'Eon. Le 25, de Strasbourg, au moment d'entrer en Allemagne, le duc remercie le roi de l'accueil qu'il a trouvé en France. A la soirée qu'il avait passée à la table du comte de Broghe se trouva un jeune gentilhomme tenant aux plus grands noms de la cour, un enfant encore, quoique déjà marié et en grade, qui, ce soir-là, fut pris de la passion d'aller se battre pour les Colonies, et cette passion devait le conduire auprès de Washington. C'était le marquis de la Fayette. A la date ou la résolution du marquis viendra se placer dans les faits, nous rapporterons les circonstances de cette soirée de Metz dont les conséquences, considérables, ne pouvaient pas être prévues alors.

## ANNEXES DU CHAPITRE IV.

### I

#### LORD MANSFIELD

GARNIER AU COMTE DE VERGENNES.

Londres le 30 août 1774

Milord Stormont vous aura apparemment présenté Milord Mansfield, son oncle, président du Tribunal du Banc du Roi qui a fait tant de mystère de son voyage que je n'en ai pas été instruit à temps pour vous l'annoncer.

Comme on croit qu'il ne fait rien sans dessein, chacun raisonne à sa manière sur l'objet de cette expédition secrète. Quant à moi, il me paraît fort naturel que Milord Mansfield ait profité du temps que son neveu est ambassadeur en France pour y aller faire un tour surtout dans un moment aussi intéressant. Vous le connaîtrez Monseigneur, de réputation. C'est un des hommes les plus éloquents, et en même temps le plus impopulaire de ce pays-ci. On l'accuse de donner trop d'extension à la prérogative Royale, et d'enfreindre les privilèges inhérents à la Constitution. La timidité de son caractère l'empêche souvent de se montrer dans les mesures qu'il conseille en secret, et il ne s'explique que le moins qu'il peut sur les questions nationales. Telle a été celle de l'élection de Middlesex où il n'a jamais voulu donner son opinion. Je l'ai vu moi-même pressé sur ce sujet par Milord Chatham à la Chambre haute où il déclara que son opinion mourrait avec lui et serait ensevelie dans le même tombeau, si à occasion de vous parler des affaires de son pays, et qu'il soit sincère sur celle d'Amérique, il vous avouera qu'il la considère sous le point de vue le plus sérieux, car c'est lui-même qui dit aux Ministres, lors des derniers actes qu'ils avaient passé le Rubicon. Comme on ne peut attaquer ce Magistrat du côté des talents, on ne lui fait pas grâce sur l'article de la droiture et ses

nombreux ennemis n'hésitent pas à le représenter comme un homme faux, rusé et capable de tout. Si son dévouement pour le roi d'Angleterre et la confiance dont Sa Majesté l'honore n'ont pu le garantir de cette calomnie, elle doit du moins détruire dans l'esprit des gens sensés une opinion où l'envie peut avoir beaucoup de part.

Angleterre, 1<sup>re</sup> 506 n° 99.

## II

### LE COMTE DE GUINES ET GARNIER

#### LE MINISTRE A GARNIER.

À Versailles, le 22 juillet 1774.

Le Roi m'ayant ordonné de faire expédier de nouvelles lettres de créance à M. le comte de Guines, je les lui ai remises sans lui parler de la forme à suivre pour les annoncer au Ministère britannique parce que je devois supposer qu'il les connoît soit et a même raison m'a empêché de vous prévenir à cet égard le bias que cet ambassadeur a jugé à propos d'adopter est insoûte et tout-à-fait irrégulier vous étiez la seule personne compétente par qui la connaissance de ces lettres devoit parvenir à la cour de Londres, je me réserve d'en faire la remarque à M<sup>r</sup> le comte de Guines à la première entrevue que j'aurai avec lui et j'ai tout lieu de croire qu'il s'empressera de rectifier sa méprise et de se conformer aux règles généralement établies en cette matière.

Paris le 22<sup>e</sup> 1774. Ministre de l'Intérieur.

#### 2. LE MINISTRE A GARNIER.

À Versailles le 5 juin 1774.

Je crois devoir vous informer, Monsieur, que le comte de Guines se propose de partir demain pour s'en retourner à Londres et y remplir les fonctions de son ambassade. Cette circonstance faisant cesser l'obstacle qui s'étoit opposé jusqu'à présent à la demande que vous avez faite d'un congé je viens de la mettre sous les yeux du Roi et Sa Majesté vous l'a accordé d'autant plus volontiers qu'elle a cru devoir vous

donner par là une marque de la satisfaction qu'elle a de la conduite que vous avez tenue pendant tout le temps que vous avez été chargé de ses affaires à la cour de Londres. Ainsi, Monsieur, vous êtes le maître de venir en France pour y vaquer à vos affaires particulières. Mais vous voudrez bien différer votre départ de Londres jusqu'après que vous aurez mis M. le C<sup>t</sup> de Guines au fait de l'état actuel de toutes les affaires confiées jusqu'à présent à vos soins.

*Angeterre* 1 510, n° 93. Minute Le Gérard.

### 3. LE COMTE DE VERGENNES À GUINES.

Versailles le 28 juin 1775.

Le s<sup>r</sup> de Saudray, Monsieur, vient de me faire passer la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire par laquelle vous me témoignez le désir que vous avez de le rappeler auprès de vous. Il suffit qu'il vous soit agréable, et que vous le jugiez nécessaire, pour que je me fasse un plaisir de concourir aux vues que vous avez sur lui. J'espère qu'il s'appliquera à mériter vos bontés et à justifier la confiance dont vous l'honorez, ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra mériter de nouvelles grâces. Le traitement qui lui a été accordé sur les affaires étrangères lui sera conservé à Londres. Au reste le s<sup>r</sup> de Saudray ne pourra être auprès de vous qu'en qualité de secrétaire particulier. J'ai déjà eu l'honneur de vous prévenir que le Roi en permettant au s<sup>r</sup> Garnier de s'absenter de Londres n'entend point qu'il quitte les fonctions de secrétaire d'ambassade qu'il a remplies jusqu'ici avec un zèle et une intelligence qui lui ont mérité l'approbation de Sa Majesté.

*Ibid.* n° 139.

### 4. LE COMTE DE VERGENNES À SAUDRAY.

Versailles le 28 juin 1775.

Je ne m'oppose point, Monsieur, à ce que vous profitiez des bontés dont M. le comte de Guines vous honore et de la confiance qu'il est disposé à vous accorder. Je suis persuadé que vous vous ferez un devoir de mériter les unes et de justifier l'autre. Mais comme la permission que le s<sup>r</sup> Garnier a obtenue de faire un voyage en France pourroit vous faire croire qu'il est question de le remplacer en qualité de secrétaire d'ambassade, je dois vous prévenir que l'intention du Roi est de lui

conserver cette place où il a mérité l'estime et l'approbation de Sa Majesté et de le renvoyer le plus tôt possible à ses fonctions.

Le traitement que vous avez sur les affaires étrangères vous sera continué à Londres.

Je suis bien véritablement, Monsieur, entièrement à vous.

### 3. GUNES AU COMTE DE VERGENNES.

Londres le 4 juillet 1776.

Monsieur,

Il m'est impossible d'être plus sensible que je ne le suis à l'honnêteté avec laquelle vous avez bien voulu vous prêter à ce que je désirois relativement au s<sup>r</sup> de Saudray. J'étois très-peine d'imaginer que de s'être attaché à moi, lui eût procuré aussi peu d'avantages, je me le reprochois. Je vous en ai moins ou plutôt je vous en ai plus marqué ma bonne volonté, vous vous y êtes prêté. Monsieur le Comte, avec toute sorte de bonté, c'est un service vraiment essentiel que vous avez bien voulu me rendre, et dont je vous supplie d'agréer toute ma reconnaissance. J'ai l'honneur de vous mander que le s<sup>r</sup> de Saudray venoit ici sans autre prétention que celle de donner des preuves de son zèle, jusqu'à ce que vous le jugiez plus utile au service du Roi dans quelque place que ce puisse être; je n'ai point eu d'autre objet, ni de vues plus élevées à son égard, je vous prie d'en être bien persuadé. Quant au s<sup>r</sup> Garnier, vous savez, Monsieur, que dans toutes les circonstances, a. rendu justice vis-à-vis de vous-même à son zèle et à son intelligence pour le service du Roi. Je l'ai fait avec d'autant plus d'empressement qu'il me devoit sa place dont M<sup>r</sup> le duc de Choiseul m'avoit dans le temps, laissé le maître de disposer ou non en sa faveur, mais il y a des détails de conduite personnelle à mon égard qui me mettent à jamais dans l'impossibilité d'habiter la même maison et de traiter quelque affaire que ce puisse être avec le s<sup>r</sup> Garnier. J'ai rempli pendant les trois semaines que j'ai dû passer ici avec lui tout ce que pouvoit exiger la décence de ma place et de la sienne, c'est un effort sur moi-même que la certitude d'un terme prochain pouvoit seule me rendre possible, mais j'ose espérer que le Roi n'exigera pas un sacrifice de cette nature, il est de tels procédés que deux gentils hommes ne souffriroient point l'un de l'autre, et qu'il ne seroit point juste d'être obligé d'endurer de la part de quelqu'un pour la raison qu'il ne l'est pas. Je vous supplie, Monsieur, de me permettre de ne pas m'expliquer davantage sur des faits qui m'intéressent uniquement, nullement le service du Roi, et qui ne diminuent en rien à cet égard le mérite du s<sup>r</sup> Garnier, mon plan même étoit de ne jamais vous en parler, mais ce que vous m'avez fait l'honneur de me mander,



m'a mis dans la nécessité de vous exposer mes raisons que j'ai dites au surplus, au sieur Garnier et dans le plus grand détail.

J'ai l'honneur d'être avec un parfait attachement, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur

Angleterre le 511 m<sup>e</sup> 10<sup>e</sup> Lesdres privées

#### 6. LE COMTE DE VERGENNES À GUINES.

A Versailles le 10 juillet 1772.

Je profite du départ de M. du Saudrau, M<sup>r</sup> le Comte, pour répondre à la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois. Comme je desire justifier l'opinion que vous avez de mon honnêteté j'espère que vous trouverez bon que je m'explique avec toute franchise.

Je ne désapprouve point l'appel que vous avez fait de M. du Saudrau pour occuper une place dans votre secrétairerie. Je crois même que vous pourrez en tirer bon parti si vous le tenez un peu de court. Il a de l'esprit, assez de facilité, et il parait avoir quelque instruction mais j'ai pu remarquer qu'il a la plus haute opinion de lui-même, une vanité d'autant plus ridicule qu'elle ne porte sur rien, une tête facile à se laisser aller et des prétentions sans mesures et sans bornes. Ces sortes de caractères sont difficiles à manier il faut les surveiller continuellement, ce qui est embarrassant et importun, lorsqu'on a d'autres objets plus intéressants à soigner. Ce que je vous en dis, M. le Comte, n'est pas pour vous mettre en défiance d'un homme qui il paraît que vous aimez, mais pour que vous puissiez prévenir les écarts que sa légèreté peut occasionner.

Je viens à M. Garnier contre lequel vous paraissez étrangement prévenu. J'ignore ce qui peut avoir fait naître vos préventiones après tout le bien que vous m'en avez dit vous-même, et l'usage que j'ai fait de votre témoignage auprès du Roi pour le rassurer contre la crainte que ses affaires ne périssent en Angleterre de la trop longue absence de son ambassadeur. Le s<sup>r</sup> Garnier a si supérieurement justifié l'opinion que vous m'en avez donnée que je ne dois pas vous cacher, M. le Comte, que Sa Majesté est très-favorablement prévenue en sa faveur, qu'elle le regarde comme un homme utile à son service, qui a la connaissance des affaires d'Angleterre, et je craindrais de ne pas faire votre cour auprès du Roi, si je lui faisois connaître que vous étiez déterminé à rejeter ce secrétaire d'ambassade. Vous n'étiez pas encore à Londres qu'on répandait déjà que vous étiez parti avec le projet secret de le chasser. M. Garnier n'est pas sans autre appui que la bonne opinion qu'il mérite. Je ne me présume pas de faire usage des dispositions que vous m'avez confiées. Je les

réservera pour moi seul jusqu'à ce que vous exigiez que j'en rende compte au Roi. Si M<sup>r</sup> Garnier vous avoit manqué de propos délibéré, ce ne seroit pas assez de lui ôter sa place, il devroit encore être puni : mais doit-il être puni par ce sacrifice de quelques préventions qu'on aura pu vous donner contre lui ?

J'attendrai une dernière réponse de votre part, Monsieur le Comte, avant d'ouvrir à bouche. Je ne me permettrai pas des conseils : mais si j'en avois un à vous donner après le malheur de vos choix antérieurs, évitez de paroître vouloir éloigner des gens qui ont l'estime du Roi et de son conseil.

J'ai l'honneur d'être etc.

Angleterre, 4 Mai, n. 22

#### 7. GUINÉE AU COMTE DE VERGENNES.

London le 14 juillet 1775

Monsieur

Je viens de recevoir par M. de Saudray la dépêche, les chiffres l'instruction sur la négociation de Terre-Neuve et les deux lettres particulières dont vous l'avez chargé pour moi : je n'ai que le temps au moment de fermer mon paquet, de répondre à celle dont vous m'avez honoré le 10 juillet.

M. de Saudray est précisément tel que vous me le dépeignez. Monsieur le Comte, mais je n'ai jamais eu qu'à me louer de sa docilité. J'ai eu l'honneur de vous le rappeler j'ai dû devoir lui donner une marque d'intérêt dans une circonstance où son attachement pour moi l'avoit exposé à des libelles et aux plus grandes atrocités, mais je lui ai bien expliqué auparavant la manière dont j'entendois qu'il fût chez moi, et qu'il s'y conduisît d'après la connaissance que j'avois de son amour-propre : c'est à cette seule condition qu'il a dû vous remettre ma lettre, l'a souscrit à tout mes engagements seront subordonnés aux siens, j'ai eu de trop fortes leçons dans ce genre pour ne pas être d'une surveillance et d'une exactitude sévère.

Quant au s<sup>r</sup> Garnier je vais avoir l'honneur de vous ouvrir mon âme toute entière à son égard, et c'est avec cette franchise Monsieur le Comte, que je répondrai à la confiance que vous vous en bien me témoignez. Le s<sup>r</sup> Garnier me doit sa place, il étoit très-subalterne dans la secrétairerie de M. le C. du Châtelet à la recommandation de qui je priai sans le connaître, M. le duc de Choiseul de me le donner pour secrétaire d'ambassade.

Depuis il n'y a point de procédés honnêtes que je n'aie eus pour lui : des marques de confiance même que je ne lui en ai données. Pendant mon absence, une table entretenue telle qu'il la voulut, chose sans exemple l'usage étant de leur donner deux mille écus par an, c'est ainsi que nommément M. de Breteuil en a toujours

usé, je n'entre dans ces détails que pour vous prouver qu'il n'y en a aucun que j'aie négligé. Cette conduite méritoit, à ce qu'il me semble quelques égards de la part du *r* Garnier il a manqué Monsieur à ceux qu'il me devoit de la manière la plus choquante, le roi la reine d'Angleterre, tous les ministres, tout le corps diplomatique tout Londres enfin sait que son maintien, ses réticences, son ton, en un mot, sur mon affaire a été le plus malhonnête c'est à un point qui rend notre présence d'ailleurs impossible en même place les détails en sont trop humiliants pour que je puisse les répéter des gens honnêtes et de tous les états m'en ont averti. Le fait est que le *r* Garnier a manqué essentiellement à la reconnaissance qu'il a manqué à l'ambassadeur du Roi, et que je puis m'en rapporter à tout le corps diplomatique dont il étoit membre. Qu'il en trouve un seul, même des puissances armées de la France, et avec qui il a dû vivre qui vienne m'assurer que ces bruits sont sans fondement et je passe condamnation. Voilà, M. le Comte, l'état des choses je ne sui pardonnerai de ma vie, je suis franc, la dissimulation m'est impossible et je ne puis répondre de moi si je me retrouve jamais avec lui. Je n'ai point voulu l'écartier je vous en ai même dit du bien, tant que j'ai cru pouvoir vous en dire. Je respecterai les ordres du Roi mais j'espère qu'il n'exigera pas que mon âme cesse d'être sensible quand elle doit l'être quand on l'a ulcérée sur un point sur lequel elle ne connaîtra jamais ni ne peut connaître de tempérament vis-à-vis de tout ce qui l'a ombragée.

Voilà les faits, Monsieur le Comte, vous en ferez usage que vous croirez devoir en faire, je n'ai rien à cet égard à vous demander. Accoutumé aux crises les plus fortes j'ai appris à les soutenir à écouter que mon honneur ma délicatesse et à me conduire d'après les principes que l'une et l'autre m'inspirent, j'en usurai de même encore que les que puissent être les circonstances et j'ose du moins me flatter d'y mériter toujours l'estime du Roi et la vôtre.

J'ai l'honneur d'être avec un très-parfait attachement, Monsieur votre très-humble et très-obéissant serviteur.

La comtesse GUINES

Angleterre, 51 n° 34

8 EXTRAIT DE LA LETTRE QUE M'ÉCRIVAIT M. GARNIER QUAND TOUT FUT MIS À LA NASTILLE, ET AUPARAVANT LE PROCÈS, LETTRE FORT DIFFÉRENTE DU TON QUE DEPUIS IL A JUGÉ À PROPOS DE PRENDRE.

Je suis vraiment peiné de vous voir si vivement affecté de cette malheureuse affaire qu'il ne soit pas en votre pouvoir d'empêcher, fait pour inspirer l'honnêteté

à ceux même qui n'y seroient pas portés par éducation et par sentiment vous vous êtes trouvé, par une fatalité inconcevable, environné d'un essaim de bandits des plus déterminés, car je ne puis nommer différemment ceux qui ont pris tantôt votre nom, et tantôt votre cachet, pour commettre toutes sortes de bassesses et de friponneries. On ne m'ôtera jamais de l'esprit que Tort étoit venu ici avec un plan décidé de faire fortune, *per fas et nefas*, que Delpech étoit associé à ce projet, dont on avoit peut-être communiqué quelques idées à d'autres, au moyen de quoi c'étoient autant de gens vendus, même avant qu'il ne se fût présenté d'acheteur dont ce pays-ci abonde. Circonstance qui le rend fort dangereux pour les subalternes et sur laquelle je crus devoir vous mettre en garde par rapport au s<sup>r</sup> Tort sur qui j'avois déjà de violents soupçons, mais malheureusement sans preuve d'un côté, vous ne pouviez retirer subitement votre confiance sur de simples soupçons, et de l'autre vous ne pouviez empêcher que votre secrétaire ne trahît son devoir à votre insu. Tout ambassadeur qui tombera mal en secrétaire ne pourra se garantir de sa perfidie. Celui-ci ne pensant qu'à une fortune pécuniaire et rapide a donc débuté par la contrebande la plus scandaleuse, malgré la sévérité des ordres dont vous donniez l'exemple le plus scrupuleux, de là, il s'est livré à toutes sortes de propositions et quand je dis qu'il s'y est avré peut-être lui fais-je trop d'honneur car du train dont il a été il est à présumer qu'il les a faites lui-même. Il du aujourd'hui pour se sauver qu'il n'a rien fait que par vos ordres, je n'aurois pas cru à dire vrai, qu'on pût payer tant de bienfaits par tant d'ingratitude. Quoi qu'il en soit, une telle imputation est trop improbable pour s'accrediter, et le coin d'où elle sort n'est pas propre à la faire beaucoup de sectateurs.

*Angleterre, t 511 n° 37 (Copie jointe à une dépêche du 18 juillet.*

#### Q LE COMTE DE VERGENNES A GUINÉE.

*A Versailles le 17 juillet 1775*

J'ai reçu, M<sup>r</sup> le Comte, les lettres particulières que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 14, 18 et 21 de ce mois.

Je suis infiniment sensible à l'intérêt que vous voulez bien prendre à la grâce dont il a plu au Roi d'honorer mon frère en le nommant son ministre plénipotentiaire en Suisse. Je vous prie d'en agréer mes sincères remerciements et d'être persuadé que vous éprouverez toujours de ma part le retour le plus parfait de ce sentiment dans toutes les occasions où il me sera loisible de vous le manifester.

Vous connaissez M. de Sardrai M<sup>r</sup> le Comte, c'est m'assurer que vous saurez le

contenir et prévenir les écarts de sa tête et de son amour propre. Il a d'ailleurs de l'esprit, et il doit sentir qu'il n'a pas de plus grand intérêt que celui de vous plaire et méritant votre estime.

Je vous ai dit franchement, M. le Comte, ce que je pensais relativement à vous de votre éloignement pour le s<sup>r</sup> Garnier, je suivrai d'autant moins cette discussion que je ne puis être juge ni de la conduite qu'il peut avoir tenue en Angleterre touchant votre affaire avec Tort, ni de sa façon de penser. Il n'en a jamais été question dans les dépêches qu'il m'a adressées ni dans les conversations que j'ai eues avec lui depuis son retour. Au reste, rien ne presse sur un parti à prendre relativement au s<sup>r</sup> Garnier : il se passera encore plusieurs mois avant qu'il soit question de prononcer sur son sort.

Angleterre, le 51 — 5r

### III

#### LE CHEVALIER D'ÉON

##### 1. LE COMTE DE VERGENNES À GUINES

À Versailles le 23 juin 1775.

Peut-être M. d'Eon pourroit-il vous procurer des connaissances intéressantes à ce sujet si vous croyez pouvoir entretenir des relations indirectes avec lui. Je sais qu'il n'est pas éloigné de vous être utile, son cœur est toujours français, quoiqu'il se soit malheurs et ses emportemens aient paru l'égarer quelquefois. Il a des amis dans le parti de l'opposition et ce n'est pas le plus mauvais canal pour être bien instruit. Vous connaissez l'importance de l'objet. Le Roi s'en remet à votre sagesse, à votre intelligence et à votre zèle, et Sa Majesté est bien persuadée que vous ne négligerez rien de tout ce qui peut intéresser son service.

Angleterre, le 510 — 12,

##### 2. GUINES AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 4 août 1775.

Monsieur,

Il faut renoncer à tirer aucun parti de M. d'Eon. Du moment qu'il a su que

24

je le recevrois chez moi, il a imaginé sans doute que j'en avois besoin et il a oublié qu'il m'avoit souvent proposé de me voir et de me parler. Il m'a écrit une grande lettre pour capituler et me donner le choix de le rencontrer à quelque rendez-vous donné, ou de le recevoir chez moi publiquement et ostensiblement; ainsi que quelqu'un qui a été un ministre du Roi a droit de le prétendre. La lettre étoit fort honnête, pour ce qui me regarde personnellement, mais telle à user par l'extrême prétention qui l'avoit dictée. Je lui ai fait dire que je n'avois pas demandé à le voir, mais seulement consenti à le recevoir si cela pouvoit lui paraître utile à sa position. Il me semble qu'il compte beaucoup sur votre protection et même sur celle du Roi. Il ne m'appartient pas de pénétrer ce secret, mais quoique j'aie lieu de me louer personnellement de M<sup>r</sup> d'Eon, je ne puis m'empêcher de dire que je crois essentiel de se tenir à son égard sur une extrême réserve.

Angleterre, le 31<sup>r</sup> 1773.

#### IV

##### PASSAGE DU DUC DE GLOUCESTER EN FRANCE

##### LE PRINCE DE MONTBAREY AU MARQUIS DE CASTRIES.

Paris le 30 juillet 1773.

Monsieur le Marquis

Le 27 nous est arrivé le *cy* M<sup>r</sup> et M<sup>ad</sup> la duchesse de Gloucester précédées d'une lettre de M. le M<sup>r</sup> du Muy qui annonçoit leur arrivée, qu'ils voyageoient incognito sous le nom de comte de Connaught et dans le même moment l'inspecteur général des postes chargé par le bureau des affaires étrangères de l'accompagner et l'annoncer, l'a fait sous le nom de Gloucester, et m'a dit qu'il avoit eu le même ordre à Calais. Je l'ay reçu le mieux qu'il m'a été possible, mais je ne luy ay fait rendre aucuns honneurs et je l'en ay prévenu. Le 27 il est arrivé à cinq heures et demie, je n'ay évité toutes visites de corps. Le 28 au matin il a vu manœuvrer votre régiment parce que c'étoit le jour qu'il manœuvre ordinairement, il en a été parfaitement content et a eu raison, de là il a vu la citadelle. Le 29 il a vu toute l'infanterie de la garnison et manœuvrer les deux bataillons choisis avec les officiers qui avoient été exercés au bataillon de modèle, cela a rempli en même temps notre objet con-

tenu dans le petit état que je vous ay remis à votre départ. De là j'ai vu la place l'hôpital général, et tous les deux jours il a été à la comédie avec la duchesse. Je luy ay donné à dîner, aujourd'hui il devoit venir voir la revue du régiment de la marine et voir la parade et partir à deux heures et demi pour Valenciennes, son départ aura toujours lieu mais j'ay été forcé de remettre la revue et de contre-mander la parade à cause du temps affreux qu'il fait. Il doit passer à Lunéville pour vous voir, et la gendarmerie. Il passe par Valenciennes, Rheims, Verdun, Metz, Nancy, Lunéville, Strasbourg, Munich, Insprach, Vienne et Rome, où il compte passer l'hiver.

J'ay l'honneur d'être avec un respectueux attachement Monsieur le Marquis  
votre très-humble et très-obeissant serviteur

LE PRINCE DE MONTBAREY

Dépôt de la Guerre vol. n° 3694

### 2. L'ÉVÊQUE DE VERDUN AU COMTE DE VERGENNES.

Verdun le 7 août 1775.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous informer du passage de M. le duc et de M<sup>le</sup> la duchesse de Gloucester en cette ville. Ils descendirent chez moi samedi à 7 h. du soir, et quoique je n'eusse été instruit de leur arrivée que le même jour à midi j'ai fait tout mon possible pour les recevoir d'une manière qui fit honneur à la nation. Je leur donnai à souper à une table de 30 couverts, et hier dimanche je leur ai donné à dîner avec un pareil nombre de convives. M. le Duc nous a paru un homme instruit, et qui a grande envie, par les questions qu'il fait d'acquiescer de nouvelles connaissances. La Duchesse est aimable, d'un caractère naturellement gai mais la difficulté qu'elle a de s'exprimer en notre langue, ne lui permet pas de donner à ses idées toute la clarté dont elles sont susceptibles. Ces Puissances britanniques ont paru très-contentes de la réception que je leur ai faite. Il y a deux ans que je reçus également M. le duc et M<sup>le</sup> la duchesse de Cumberland. J'ai informé alors le Ministre des Affaires étrangères en le priant d'en rendre compte au Roi, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de suivre aujourd'hui la même marche. Leurs AA. RR. partirent vers à 3 h. après mid. pour se rendre à Metz.

J'ai l'honneur d'être avec le plus respectueux attachement Monsieur votre très-humble et très-obeissant serviteur

L'Evêque de Verdun.

Angleterre, le 51<sup>e</sup> n° 70.

## 3 LE DUC DE GLOUCESTER AU ROI LOUIS XVI

Suresbourg 25 août 1793

Sire

Je suis pénétré des marques de bonté que Votre Majesté a bien voulu me donner et à la Duchesse mon épouse. Je la supplie de recevoir tous mes remerciements des facilités qu'Elle nous a procurées dans son royaume. Il est impossible d'ajouter aux commodités et aux agréments que nous y a fait trouver la personne que Votre Majesté nous a envoyée pour nous accompagner dans ses États. On n'a pas des soins plus intelligents, des attentions plus attentives et une honnêteté plus soutenue que celle du sieur Richard. J'aurais bien désiré que notre voyage nous mît à portée d'offrir de vive voix à Votre Majesté l'hommage de notre reconnaissance, nous aurions été bien flattés d'avoir l'occasion de lui faire notre cour, et nous les saisissons toujours avec empressement.

Je suis avec le plus profond respect de Votre Majesté le très-humble serviteur et cousin

WILLIAM-HENRY D DE GLOUCESTER.

*Angleterre*, t. 511 n. 36



## CHAPITRE V.

### PREMIERS PAS VERS L'AMÉRIQUE.

dit qu'à M. de Vergennes des nouvelles de l'Angleterre. — Échec de l'Espagne à Alger, comment le ministre en fait consoler Charles III. — Un propos de lord Rochford rapport qu'en font le comte de Guirou et le prince de Mammone. — Comment l'attitude prise à Londres par le cabinet de Versailles donnant le change sur ses dispositions, instructions conformes envoyées par suite nouvellement. — Prévisions montrées à Charles III et conseils qu'on lui demande première esquisse de l'unus avec l'Amérique. — M. de Guines propose d'envoyer quelqu'un à Philadelphie mission de Bonvouloir Beaumarchais. — Louis XVI interroge son oncle sur les dispositions de l'Espagne dans l'éventualité de la guerre contre l'Angleterre. — Relations et informations de Beaumarchais à Londres — on consulte son *Messieurs de Paris*, Louis XVI y fait donner suite. — Bonvouloir parti pour l'Amérique. — Réponse de Charles III à son neveu; il l'invite à refaire sa marine. — Vues du gouvernement de Madrid sur les mêmes à prendre M. de Grunaldi les confirme personnellement et détermine le terrain commun, situation difficile qu'il avait. — A quoi le cabinet anglais bornait alors ses projets, assurances qu'on disait données par notre ambassadeur. — Billet de lord Rochford sur des secours secrets à l'Amérique — proposition que le cabinet de Versailles faisait sur pour cela.

Le comte de Vergennes aurait été peu partisan de l'expédition du roi d'Espagne contre Alger. Prévenu, il se serait employé à l'en détourner; il eût cherché à empêcher ce prince de disséminer ses forces dans de petites guerres, en ayant une plus grave à craindre ou à affronter. Mais la France avait été un témoin non averti de l'entreprise sur Alger, le ministre devait se borner à attendre l'événement. Attentif à donner au marquis d'Ossun la note exacte des impressions et celle des sentiments dans lesquels il souhaitait de voir les deux cours, il écrivait au milieu de juillet, à propos de l'escadre anglaise du golfe de Bucaye<sup>1</sup>.

J'ai reçu M. la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 de ce

<sup>1</sup> Guirou, par qui il avait été tenu un conseil  
rue mandant de Londres le 13 juin. — Les

quatre vaisseaux de ligne destinés à croiser  
dans le golfe de Bucaye sont arrivés le 10

1775 mois. J'en ai rendu compte au Roi qui a reçu avec la plus entière satisfaction les assurances que le Roi son oncle vous a autorisé à lui donner de ses dispositions pour rendre l'union de leur parfaite union aussi éclatante quelle est en elle même solide et constante. Sa M<sup>te</sup> vous charge M. de lui en remercier expressément et de témoigner à Sa M<sup>te</sup> Que combien elle est sensible à la manière amicale avec laquelle M. de Guichen a été reçu à la Corogne et aux facilités de toute espèce qu'on lui a procurées pour le radoub de la frégate et pour le service de la petite escadre qu'il commande.

Suivant nos nouvelles de Londres du 14 de ce mois les Anglois n'étoient pas encore guéris de leurs inquiétudes sur la destination de la flotte espagnole qui étoit rassemblée à Carthagène, cependant ils faisoient de leur mieux pour les dissuader en même temps cependant qu'ils prenoient des précautions pour se tenir prêts à tout événement. Indépendamment de l'escadre dévolution qu'ils ont envoyée dans le golphe de Biscaye et qui est composée de 4 v<sup>es</sup> de ligne ils en armoient encore 5 autres qu'on supposoit destinées pour Gibraltar ou il paroît qu'on a pris chaudement l'alarme des préparatifs des Espagnols. Mais cette destination pourra bien être contremandée des qu'on saura positivement à Londres la flotte espagnole engagée sur la côte d'Alger. Les Anglois ne sont pas en situation de se livrer à des dépenses de pur appareil, l'Amérique septentrionale en exige de si immenses que quelque soit l'issue de ce qui se passe l'Ang<sup>re</sup> se ressentira longtemps de s'être embarquée si légèrement dans une entreprise dont elle n'aura pu et dû mieux mesurer l'étendue. Ne lui reprochons pas des fautes qui nous sont salutaires il est heureux que cette puissance qui aspirait à se rendre si formidable s'épuise par sa propre inconsidération.

A Versailles le 21 juillet 1775

Espagne t. 576 n° 155.

L'expédition, toutefois, étoit devenue aussi rapidement malheureuse que le roi d'Espagne et son ministre avoient mis d'illusions à la préparer et cherche de satisfaction à la tenir secrète. L'amiral

\* rade de Portsmouth depuis le 10 de ce mois  
\* on y ajoute deux frégates et deux corvettes  
\* cette escadre fera voile dès que Milord Sand

wich qui étoit attendu à Portsmouth le 12  
\* partira pour Plymouth. (Angleterre, t. 510  
n° 1.2.)

O'Reilly avait échoué, ses forces et son escadre revenaient maltraitées par la mer et par le feu. L'effet allait être déplorable à Londres et à Lisbonne, Charles III découragé, la considération militaire de la maison de Bourbon un peu plus atteinte encore, tandis qu'il aurait tant importé que le contraire se vit. M. de Vergennes redoutait trop ces conséquences-là pour qu'elles ne lui sautassent pas à l'esprit. Sur l'heure il s'occupe d'en prévenir les suites. Il récrit à Ossun le 28, et sa dépêche n'est pas la moins à retenir entre toutes celles dont il fit la minute.

Je n'ai pas joui longtemps Monsieur de l'espérance que vous avez voulu me faire partager touchant le succès de l'armement de l'Esp<sup>e</sup> contre Alger. J'avais à peine eu le tems de lire la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois, lorsque j'ai été informé que le chargé des affaires d'Angleterre avait reçu un courrier parti de Madrid le 17. Les détails qu'il a publiés ne repoussent pas à la juste confiance que l'on mettoit dans des mesures combinées avec autant de sagesse et de prévoyance. Mais c'est le sort de la plus part des expéditions éloignées surtout lorsqu'elles sont liées avec l'incertitude des éléments. Il y a le chapitre des accidens qu'on ne peut jamais calculer avec quelque sûreté. D'ailleurs Alger étant un point unique où toutes les forces de cet État pouvoient se concentrer sans risque d'en être écartées par des diversions d'un certain intérêt, il ne doit pas paroître surprenant M<sup>r</sup>, que la force de résistance ait prévalu sur celle de l'attaque malgré la bravoure naturelle aux Espagnols et les efforts incroyables qu'ils ont fait dans cette occasion.

Quoiqu'il ne soit jamais agréable de voir échouer une entreprise, cependant on doit avoir d'autant moins de regret à l'inutilité de celle-ci qu'elle a établi d'une manière solide l'opinion de ce que peut l'Espagne, et de ce qu'elle seroit en état de faire si on la provoquoit. Tout est d'ailleurs dans son encre, car je ne suppose pas que les Anglois, quelque présomptueux qu'ils puissent être, s'imaginent que la dépense qui vient d'être faite épuise le trésor de l'Espagne. Nous ne prenons pas le change ici, et nous n'oublions pas que Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>olique</sup> nous a fait confier longtemps avant qu'il fut question d'une expédition contre Alger, qu'elle vouloit se mettre en état de pouvoir faire un embarquement

1773. de 20 mille hommes au moment où le besoin se requerrait. Elle ne pouvoit on acquiescer la faculté et la certitude que par une revue exacte de ses moyens et de la splendeur de leur jeu. Ce prince vient de la faire, et à cet égard il a lieu d'être content de leur développement. A partir de cette donnée, nous pouvons regarder les vus contre Alger comme finies. La saison des orages approche, et cette côte si difficile dans les temps les plus calmes est insubmersible dans tout autre. D'ailleurs si le Roi Cath' veut véritablement reprendre Alger, c'est plutôt par la mer que par la terre qu'il y réussira. C'est la piraterie de cette Régence bien plus que son domaine qu'il serait intéressant d'attaquer. Bloquer son port, empêcher ses corsaires de sortir ou de rentrer lorsqu'ils seront sortis, voilà ce qui les fatiguera et les ruinera bien plus qu'une attaque en front à laquelle ils ont des moyens à opposer. Toute leur marine réunie ne seroit pas suffisante pour prêter le côté à un vaisseau de ligne et une frégate qui croisseroit à la hauteur de leur port. Si on prend ce parti, il en résulteroit un double avantage. Le 1<sup>er</sup> de gêner les courses des Algériens en quoi la patrie et l'humanité sont intéressées et le second, que Sa Majesté Cath' auroit toujours un certain nombre de vaisseaux en armement lesquels sous prétexte d'entretien et de relever cette station, pourroient servir à d'autres destinations au moment où l'indice du besoin le demanderoit. C'est l'Angleterre qui doit intéresser de préférence à tout la vigilance des deux Couronnes. Cette nation est si dépravée dans sa politique comme dans sa morale, qu'on ne peut pas même se reposer sur les considérations qui doivent le plus l'engager d'entreprendre la guerre. La France et l'Espagne doivent tenir pour maxime certaine qu'elles ne pouvant compter sur la paix avec l'Ang<sup>l</sup>, que lorsqu'elles se montreront à elle dans une situation à lui faire tout appréhender de la guerre. C'est à se mettre dans cet état que les deux puissances doivent rapporter toutes leurs combinaisons et toutes leurs vûes; c'est sur ce plan que nous travaillons ici, et nous ne nous en relâcherons pas. Alger et Maroc sont des monches plus incongrues que dangereuses, mais l'Angleterre est le monstre contre lequel il convient d'être toujours préparé.

Je vous rendrais mal Monsieur la sensation pénible que le Roi a éprouvée en apprenant l'événement d'Alger. Son amitié pour le Roi son oncle a seul surpassé le sentiment de peine auquel Sa Majesté a été accessible. Elle ne s'est

pas d'ailleurs méprise sur les conséquences d'un événement qui n'étant malheureux que par une suite de hasards ne peut en aucune manière influer sur l'opinion qui n'est pas moins due à la personne même de Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>e</sup>, qu'à sa puissance. Mais il serait dangereux d'y revenir. Laissons nos envieux s'épuiser en vains projets, profitons de leurs fautes. Les Anglois se sont embarqués inconsidérément dans une guerre avec leurs colons de l'Amérique qui leur coûte dès à présent fort cher et qui pourra bien leur coûter par la suite une partie de leur existence commerciale. Leur affaiblissement qui en sera la conséquence nécessaire préparera aux deux Couronnes les moyens de reprendre, et peut-être même sans coup ferir la supériorité de considération et d'influence qui fait toujours la récompense d'une administration sage et bien compensée. Vous voudrez bien réserver pour vous seul Monsieur des réflexions qui échappent à mon cœur. Je suis nourri dans le sentiment de la grandeur des deux puissances, vous connaissez la force de l'habitude, d'ailleurs je trouve de la satisfaction à manifester ce sentiment à quelqu'un qui le partage aussi sincèrement que vous le faites.

A Versailles le 28 juillet 1775

*Espagne*, t. 576, n° 173

Le ministre de Louis XVI prenant ainsi l'échec des armes espagnoles comme la plus heureuse occasion de dire avec force ce qu'il n'avait osé encore qu'indiquer doucement, il a désormais dénoncé l'ennemi, fait voir la nécessité de s'apprêter contre lui et donné l'assurance que le roi de France agit en conséquence : « C'est sur ce plan que nous travaillons ici, avait-il dit, et nous ne nous relâcherons pas. » En recommandant à Ossun de garder ces réflexions par-devant lui, il ne doutait certainement point que celui à qui il importait de les connaître ne tarderait pas à les entendre, elles viendraient du moins à ses oreilles enveloppées dans les consolations les plus douces à ses sentiments de souverain, les mieux faites dès lors pour l'encourager à s'associer aux idées de la France. Le cabinet anglais, au reste, se chargeait, à la même heure, de confirmer les pronostics et les conseils de M. de Vergennes. Tandis que ce dernier écrivait à Madrid, le prince de Masserano et le comte de Guines informaient

1173 chacun leur gouvernement que les dispositions de la cour de Londres ne permettaient plus la sécurité. A propos des questions relatives à Terre-Neuve, M. de Guines avait parlé à lord Rochford avec une instance trop justifiée par les inépuisables moyens dilatoires qu'opposait celui-ci; le chef du *Foreign office* lui avait fait une de ces réponses qui, sous une narquoise apparence de bon vouloir, n'annoncent que mieux des dispositions menaçantes. Notre ambassadeur en rendait compte comme il suit :

Ce ministre m'a confié hier que nombre de personnes des deux partis étaient intimement persuadées que le moyen de faire cesser cette guerre d'Amérique étoit de la déclarer à la France, et qu'il voyait avec peine cette opinion s'accréditer. Nous avons discuté fort longtemps et fort amicalement cette question, je vous assure. Monsieur que tout ce que l'on dit pour est très extraordinaire, et peu rassurant. Les partisans de ce plan ne sont point arrêtés par l'alliance de l'Espagne, ils disent que l'Angleterre a bien combattu avec succès cette puissance et la France réunies à la fin de la dernière guerre, et s'appuient sur cet exemple. Ils vont même s'y appuyer davantage après l'échec que vient de recevoir l'Espagne et qui en fera ici un terrible pour notre considération politique. Ils avouent que la crainte d'une guerre malheureuse pour l'Angleterre, qui finiroit par remettre la France en possession du Canada, seroit l'épouvantail le plus certain pour l'Amérique ou le voisinage de notre religion et de notre gouvernement est extrêmement appréhendé, ils disent enfin que les Américains forcés par une guerre de renoncer au projet de liberté et de se décider entre nous et eux, leur donneroient sûrement la préférence. Milord Rochford, Monsieur, est lui-même convaincu de tout cela, je vous en réponds, et ces principes me paroissent bien dangereux dans les circonstances présentes. Car enfin, pourquoi le ministre de Sa Majesté Britannique est-il pacifique à notre égard? C'est pour conserver ses places qu'il ne se sent pas en état de garder en temps de guerre à laquelle ses talents sont peu propres; il ne faut pas leur chercher de vues plus relevées, par la même raison, il pourra devenir belligérant s'il n'a plus rien de mieux à faire, et si le ven de la guerre devient celui de la majeure partie de la nation. En même temps, Monsieur, que j'expose et que

je dois exposer ces vérités au Roi et à son conseil, je ne dois pas lui dissimuler, non plus qu'il est également nécessaire et dangereux de se garantir nécessaire de se mettre à l'abri d'être surpris, dangereux d'inspirer ces des alarmes; le point milieu est bien difficile à tenir

A Londres le 26 juillet 1775

*Angleterre, t. 511 n° 52*

M. de Guines avait rapporté sa conversation au prince de Masserano; l'ambassadeur d'Espagne la faisait connaître à son gouvernement le 1<sup>er</sup> août sous un jour moins favorable encore. La maturité de son jugement donnait un poids particulier aux commentaires qu'il y ajoutait, et il y attachait assez de valeur pour envoyer son pli ouvert dans le courrier du comte d'Aranda, à l'intention de M. de Vergennes. Après avoir retracé les difficultés croissantes que le ministère anglais rencontrait en Amérique et l'embarras inextricable où il le voyait vis-à-vis du Parlement, après avoir signalé l'imminence du retour de lord Chatham, l'imminence de la guerre contre la maison de Bourbon par suite, il attribuait à notre attitude craintive d'être cause du langage d'intimidation qu'on nous tenait à Londres. C'était toucher ce ministre à l'endroit le plus sensible, et à cet endroit-là il y avait tant de conformité entre le sentiment espagnol et celui de M. de Vergennes, que le comte d'Aranda s'empressa de mettre celui-ci à même de traduire la lettre et d'y lire :

Peut être M<sup>d</sup> Rochford sachant que la France n'est pas en état de commencer la guerre, et qu'elle montre trop d'inclination à l'éviter, a-t-il voulu l'intimider [l'ambassadeur de France] par cette confidence affectée. Jamais ce ministre ne m'a tenu un pareil propos, et c'est sans doute parce qu'il nous voit armés. Mais soit parce que M<sup>d</sup> Chatham rentrera dans le ministère, ou parce que les ministres actuels veulent l'imiter dans sa façon de penser, nous pouvons quand nous y penserons le moins, voir éclater une rupture, et il est de mon devoir de vous dire que les Anglois ont 14 m. hommes en Amérique, et que leurs forces navales, y compris celles qui vont les joindre, consistent en 37 navires de guerre de différentes grandeurs, comme vous le verrez par

16. l'état ci-joint. Je ne dois pas cacher à la pénétration de S. M. que les disputes de l'Amérique composées d'une manière ou d'autre ou les Colonies perdues pour la métropole, il peut venir à l'esprit du ministère anglais d'employer contre nous les armes qu'il a dans cette partie, croyant gagner par là de quoy compenser les dépenses qu'il aura faites pour les réduire, ou pour reparer ses pertes. Je ne dis pas que cela arrivera mais la prudence exige de prévoir pour y apporter à tems le remède. C'est une réflexion que je ne puis m'empêcher de vous présenter.

D'autres parties de ce pli fortifiaient d'ailleurs M. de Vergennes dans son sentiment, d'abord quant à l'entente de l'Angleterre avec le Portugal contre les deux Couronnes, en second lieu quant aux prévisions qu'il y avait à fonder sur le retour de lord Chatham au pouvoir et sur la propension des Anglais à chercher, dans la guerre contre l'Espagne et la France la compensation des sacrifices qu'ils pourraient faire aux Colonies :

Je ne dois pas vous cacher non plus qu'on n'est pas affligé ici du mauvais succès de notre expédition à Alger. M<sup>d</sup> Rochford, que j'avois prié de me donner les nouvelles qu'il en recevrait, en lui promettant de lui communiquer celles qui m'arriveroient, m'a écrit le 28 du mois passé un billet pour m'informer de ce que lui mandoit l'ambassadeur M<sup>d</sup> Grantham par un courrier dépeche le 17. Je sais aussitôt qu'il eût reçu cette nouvelle il la communiqua au Chev<sup>r</sup> Pinto, ministre de Portugal, preuve évidente de la confiance qui règne entre les deux Cours, d'où j'infère que si nous rompons avec le Portugal, cette nation-cy les secourra de toutes ses forces.

Je ne puis m'empêcher de lui dire [à lord Rochford] que je verrois avec peine un changement de ministère, parceque je regardois ceux qui le composent comme portés à la paix qui convient à tout le monde, et qu'il me seroit fort sensible de voir entrer M<sup>d</sup> Chatham, parcequ'il seroit nécessaire des lors que nous nous préparassions à la guerre. Le L<sup>d</sup> Rochford me demanda si je l'écrirais ainsi à ma Cour, je lui répondis franchement qu'oui. Dans le cas où M<sup>d</sup> Chatham prendroit les rênes du Gouvernement, il est vraisemblable qu'il trouvera moyen de reconcilier les Colonies avec leur



mère-patrie, et si pour cela il se voit obligé de leur accorder des avantages 1775  
contrares à ceux du commerce et que la nation crie, il est très capable de  
l'apaiser en déclarant la guerre à la France et à l'Espagne. Ils trouveront tou-  
jours de l'argent pour nous la faire, parceque la manie générale ici est de  
croire que c'est l'unique moyen d'enrichir leur pays, se rapellant trop sou-  
vent nos disgraces de la dernière guerre.

Le prince de Masserano finissait par ceci.

J'envoie cette lettre ouverte au C<sup>te</sup> d'Aranda, afin qu'étant informé de la  
façon de penser de ce ministère par rapport à la France, il en fasse l'usage  
que ses lumières lui suggéreront dans ses conférences avec le ministère de  
France, que je voudrois bien voir persuadé de la nécessité de se préparer à  
une guerre, à laquelle il pourra se trouver engagé sans le vouloir. Un moyen  
sûr de l'éviter est que la cour de Londres remarque la nôtre et celle de  
France d'accord en tout et disposées à prendre les armes toutes les fois qu'on  
leur fera le moindre préjudice ou la moindre menace.

Londres 1<sup>er</sup> août 1775.

*Espagne, t. 577, n° 4*

Le cabinet de Versailles aurait pu envier à celui de Madrid la fa-  
culté, pour son représentant à Londres, de dire si nettement que la  
réalisation de certaines éventualités serait le signal de s'apprêter à se  
battre. Du moins la lettre de l'ambassadeur d'Espagne montrant elle  
que notre attitude en Angleterre produisait l'effet voulu, puisqu'elle  
donnait si bien le change. Le cabinet s'étant concerté aussitôt, M. de  
Vergennes envoya à la fois le 7 août au comte de Guines pour ré-  
pondre à son rapport, et à Ossun pour donner suite aux indications de  
l'ambassadeur de Charles III, des instructions dont les deux minutes  
se suivent, écrites sans intervalle. Au premier, il est loin de prescrire  
une autre manière d'être que par le passé; Guines, au contraire,  
raisonnera avec les ministres du roi d'Angleterre, leur fera entrevoir  
que les conditions d'une guerre contre les deux Couronnes sont chan-  
gées, qu'elles seraient moins favorables qu'autrefois, et il essaiera de

- 1773 surprendre, à leur conversation, le secret de leurs résolutions ou de leurs calculs. Le ministre détaille cela longuement, on sent qu'il veut en bien impregner l'ambassadeur et se servir du penchant à se répandre que celui-ci ressentait et contenait peu, pour agir sur l'opinion des hommes politiques de l'Angleterre. Il lui insinue même de voir s'il ne serait pas à propos de nouer dans l'opposition des engagements en vue d'une politique différente, pour le cas où celle-ci reviendrait aux affaires en raison des circonstances parlementaires.

Nous sentons ici, M. combien la position de ce ministre devient chaque jour critique, mais nous avons peine à concevoir qu'il y ait des gens assez peu éclairés parmi eux pour regarder dans la circonstance présente la guerre contre la France comme un port de salut. Cependant la confiance que le lord Rochford vous a faite de la disposition la plus générale des esprits et que vous le soupçonnez même de partager, cette confiance, dis-je, quoique bien singulière et même très-étonnante, mérite toute l'attention que vous y donnez et que vous nous invitez à y donner nous-mêmes.

S'il ne s'agissait pour détourner l'Angleterre d'une vue, qui n'est pas moins extravagante qu'injuste, que de dévoiler l'absurdité des raisonnements sur lesquels on s'appuie, la tâche ne serait pas difficile; parce que l'Angleterre, dit-on, a combattu avec succès à la fin de la dernière guerre la France et l'Espagne réunies, on en tire la conséquence qu'il en sera toujours de même. Le sort des armes étant journalier, on ne peut prévoir ce qui arriverait, mais toutes les combinaisons raisonnables ne viennent point à l'appui de l'opinion qui parait prévaloir à Londres. A la fin de la dernière guerre, la marine de la France était anéantie, celle de l'Espagne était à peine à son berceau, l'Angleterre disposait des forces et des richesses de l'Amérique septentrionale, elle y trouvait des ressources de toute espèce pour la promptitude de ses embarquemens et pour le succès de ses entreprises. Le tableau n'est plus le même. Quant à l'épouvantail qu'on voudrait faire de nous aux Américains, il ne faut pas une habileté même médiocre, pour imaginer ce moyen de rassurer ce peuple si jaloux de sa liberté et de son indépendance, le conseil du roi d'Angleterre se trompe grièvement s'il se persuade que nous regrettons autant le Canada qu'il peut se repentir d'en avoir fait l'acquisition.

Une erreur non moins capitale, ce sont les conséquences qu'on paroît vouloir tirer de la retraite des Espagnols de devant Alger, s'ils y ont perdu quelque monde, leur marine n'en est pas moins entière, aucun de leurs bâtimens n'a souffert le plus léger dommage, mais suivant ce que vous nous marquez, Monsieur, ce ne seront pas la réflexion et le raisonnement qui détermineront la guerre, l'embarras, le desespoir des Ministres l'opéreront seuls. Pacifiques dans la vue de se soutenir dans leurs places, ils deviendront belligérants s'ils croient que ce soit un moyen de les conserver. La prudence la plus consommée n'a rien à opposer à de pareils principes, et le Roi tranquille sur la foi des traités, sur sa religion à les observer, ne provoquera pas l'orage qu'il désireroit, par amour pour l'humanité, de pouvoir conjurer : Mais Sa Majesté l'attendra sans s'ébranler. Sa sagesse saura tenir le juste milieu que vous recommandez entre des mesures précipitées qui annonçeroient des desseins hostiles de sa part, et des précautions qui ne tendront uniquement qu'à prévenir la surprise dont on nous menace.

Quoique un avis aussi important que celui dont vous avez rendu compte mérite d'être éclairci, l'attention de Sa Majesté n'est pas, M. que vous demandiez aucune explication ministériale, ni même que vous parussiez l'avoir informée du propos très-extraordinaire que le lord Rochford vous a tenu. Mais comme ce ministre s'est montré vis-à-vis de vous sur un ton de confiance dont vous avez dû être surpris vous-même, ne pourriez-vous pas en adoptant le même système lui adresser successivement une partie des réflexions que je vous ai exposées plus haut, et lui faire sentir, comme de vous-même, la différence des temps et des situations respectives qui est tout à l'avantage de la France et de l'Espagne si l'on considère l'étroite union et intelligence qui règne entre elles, l'abondance de leurs moyens et même le fruit qu'elles doivent avoir tiré de leurs disgrâces passées. Je ne me persuade pas, M. que ces considérations présentées amicalement changent la nature des idées du conseil d'Angleterre s'il est décidé à la guerre, mais elles pourroient échauffer la tête du lord Rochford, et pour peu qu'il soit porté à la loquacité, l'engager dans des explications qui vous mettroient sur la voie, sans se pénétrer, du moins de pressentir le progrès que le dessein pourra faire ou avoir fait. Vous sentez, M. de quelle importance il est, si nous ne pouvons détourner le coup, de prévoir du moins l'époque à peu près où il pourra être frappé, c'est

ce que les différentes intelligences que vous vous ménagez pourront vous procurer; la correspondance des ports, les notions que vous recevez du bureau des plantations, enfin les liaisons que vous avez dans la partie de l'opposition, tout cela doit vous mener sinon à des résultats absolument certains du moins probables. Le Roi connaît votre zèle pour son service et Sa Majesté est bien convaincue que vous ne négligerez rien de ce qui sera dans votre pouvoir. Comme vous êtes à portée, Monsieur, de connaître les influences qui prédominent en Angleterre, n'imaginerez-vous pas des moyens pour captiver quelques-unes des principales. Il est sensible que le but des chefs de l'opposition est de renverser les Ministres actuels et de s'établir à leur place, croiriez-vous qu'il n'y en aurait point d'accessibles à l'idée de suivre leur projet sans multiplier le nombre des fléaux qui déchirent leur patrie, ceci est un objet de consultation que je propose à votre sagacité.

Le reste, Guines ne devra ni agir, ni parler, ni entendre sans que l'ambassadeur d'Espagne y participe; il en reçoit l'invitation positive. Le ministre se complait d'ailleurs à faire valoir, pour qu'il le répète aux Anglais, la vitalité dont l'Espagne vient de donner la preuve par cette expédition d'Alger, toute manquée qu'elle est, et Gérard écrit encore dans ce sens quelques jours après, mais il est mis en même temps à même de faire comprendre à M. de Masserano que si l'Angleterre menace la France, l'Espagne n'est pas exposée à un moindre danger :

Sa Majesté m'ordonne de vous recommander M. d'entretenir le concert le

« Vous ne devez pas être surpris, M. que  
« la dignité des Espagnols sous Alger fasse une  
« grande sensation en Angleterre, il serait à  
« mesurer sans doute que cette entreprise n'eût  
« pas eu lieu : toutefois elle annonce une éner-  
« gie de la part de cette puissance et une faci-  
« lité dans le développement de ses moyens  
« qui peuvent faire une grande impression sur  
« les Anglais. C'est sans doute pour se rassurer  
« qu'ils exagèrent comme ils le ont la perte des  
« Espagnols, nous savons qu'elle n'a pas été

« aussi considérable qu'on l'avait répandu, et  
« que le plus grand nombre des blessés ne se  
« sont que légèrement. On ne peut guère mettre  
« en doute, comme le roi d'Angleterre l'a dit,  
« M. que l'intrigue a contribué à faire échouer  
« cette expédition, ou n'y en a-t-il pas ? mais  
« le succès en paraîtra toujours très-équivoque  
« à quiconque aura des notions de la position  
« d'Alger et de ses ressources. » A Versailles le  
« 3 août minute de Gérard. *Angleterre* : 51  
« 2c.

plus intime et l'intelligence la plus confidente avec l'ambassadeur d'Espagne, et de ne lui rien laisser ignorer de tout ce qui vous revendra des dispositions de l'Angleterre par rapport à l'une ou à l'autre des Couronnes, quoique nous soyons les plus immédiatement menacés, il ne seroit pas étonnant que l'orage fondât sur l'Espagne plutôt que sur nous. les Anglais peuvent espérer d'aussi grands avantages et même de plus considérables contre elle que contre nous, et s'ils ont encore assez de pudeur pour vouloir colorer de quelques prétextes l'injustice de la guerre, ils peuvent en trouver plus facilement contre l'Espagne, et même en emprunter des démenlés subsistant entre les Espagnols et les Portugais.

A Versailles le 7 août 1775

Angleterre, 15 1 1775

M. de Vergennes tenait un autre langage à son représentant à Madrid. Après sa dépêche du 28 juillet, il n'avait pas à le convaincre que l'on partageait à Versailles les appréhensions et les idées du prince de Masserano; cette dépêche en avait assez témoigné d'avance. Mais l'ambassadeur espagnol avait fourni l'occasion d'obliger le gouvernement de Madrid à manifester ce qu'il se sentait disposé à faire. Le ministre de Louis XVI écrit donc directement à M. de Grimaldi et en même temps une longue lettre à Ossun. Sa lettre au premier ministre n'est pas dans nos archives; mais une réponse qu'il dut adresser presque aussitôt à celui-ci et la dépêche à Ossun marquent exactement le sens dans lequel cette lettre était conçue. A Ossun il analyse le rapport de M. de Guines, lui envoie une copie de la dépêche qu'il lui a suggérée, puis, mettant en relief les grands risques que court l'Espagne dans les risques communs, il insinue déjà quelque chose comme une entente avec les Américains. Il s'en remet d'ailleurs à Charles III de fixer le roi son neveu sur ce que la France doit faire

A Versailles le 7 août 1775

Je vous ai souvent entretenu M. de la nécessité d'une vigilance soutenue de la part des deux Couronnes sur les intentions et les vues de l'Ang<sup>ro</sup>. Ma

175 prevoiance alors générale étoit fondée sur le peu de sûreté que l'on peut avoir des dispositions d'une nation souverainement inquiète et ambicieuse qui ne peut rester longtems dans une même situation et qui destine ses avantages qu'à elle-même, qu'ils sont terribles à ses voisins.

Nous étions informés depuis assez longtems M. que ce étoit une opinion assez accréditée dans l'opposition et qu'on cherchoit à rendre populaire que le moyen de faire cesser la guerre de l'Amérique seroit de la déclarer aux deux Couronnes. Jusquici le ministère B<sup>r</sup>avoit paru résister à une idée qui ne doit pas mieux cadrer avec ses intérêts propres qu'avec ceux de son pays. Soit que de nouvelles combinaisons fondées sur la résistance de l'Amérique, soit que le desir de regagner de la popularité le portent à changer d'avis, il nous revient de plus d'un endroit qu'il incline à renoncer à son système pacifique, et ce qui est plus remarquable encore un des principaux membres qui le composent s'entretenant confidentiellement avec M. le C<sup>te</sup> de Guines lui parla de la nécessité de la guerre contre les deux Couronnes non plus comme d'une opinion particulière à l'opposition mais comme d'un sentiment qui trouvoit faveur dans les deux partis et qu'il voyoit avec peine s'accréditer, tout ce que le ministre anglois avança dans le cours de sa conversation dut convaincre notre ambassadeur qu'il ne s'éloignoit pas lui-même de cette doctrine. Selon lui les partisans de ce plan ne sont point arrêtés par l'union des deux Couronnes, ils disent que l'Ang<sup>le</sup> a bien combattu la France et l'Esp<sup>agne</sup> réunies à la fin de la dernière guerre, et ils appuyent sur cet exemple. Au pas aller la crainte d'une guerre malheureuse qui finiroit par remettre la France en possession du Canada seroit le plus certain pour l'Amérique on le vnement de notre religion et de notre gouvernement est extrêmement approfondi. Je ne rapellerai pas ici M. toutes les nombreuses raisons qu'on entrese pour justifier une vue qui n'est peut être pas moins extravagante qu'insensée. Si elle acquiert plus de consistance les apparences sont que les premiers coups tomberont sur nous. Si jamais il y eut une guerre sans motif ce sera assurément celle-là, il n'y a pas dans le moment je ne dirai pas M. l'intérêt d'une querelle mais le sujet de la plus légère discussion entre nous et les Anglois.

La confiance du Roi dans l'amitié et dans la sagesse du Roi son oncle ne lui permet pas de s'arrêter à aucun parti décisif avant de savoir quelle est sa façon de penser et quelles pouvant être ses vues. Sa M<sup>te</sup> sent qu'il est également

173. nécessaire et dangereux de se garantir de la mauvaise volonté des Anglois, nécessaire de se mettre à l'abri d'être surpris, dangereux d'inspirer des allarmes qui pourroient provoquer et accélérer les hostilités.

Le Roi se reposant sur les traités et sur sa fidélité religieuse à les observer est bien éloigné de vouloir donner occasion à une guerre qu'il doit plus tôt d'éviter, mais comme il peut y être forcé la prévoyance de S. M<sup>e</sup> s'est bornée à ne prendre pour le moment que les mesures les plus simples de précaution; Elle ne pense pas à faire aucun armement qui autoriseroit les Anglois à augmenter les leurs, elle se contente de presser autant qu'il sera possible l'envoy des troupes quelle s'est proposée de faire passer en Amérique pour la défense de ses isles, de faire hâter sans affectation les travaux ordonnés dans ses chantiers, et de faire garnir ses magasins de marine de tout ce qui est nécessaire pour l'armement de ses vaisseaux. Voilà M. tout ce qu'on peut raisonnablement faire en attendant que les circonstances nous forcent à aller plus loin.

L'isle de St. Dominique étant une possession commune aux deux Couronnes, le Roi remet à la considération du Roi son oncle les mesures qu'il peut y avoir à prendre à cet égard, S. M. C<sup>m</sup> peut être assurée quelle trouvera de ce côté-ci tout l'empressement possible pour former le concert le plus étroit non seulement à cet égard mais encore à tout autre. Porto Rico peut être menacé tout aussi bien que nos isles, l'avantage que les anglois en retireroient pour commander sur le golphe du Mexique et à toutes les isles au dessous du vent est un apui qui peut les seduire, ils ne se dissimulent pas qu'ils ne pourroient attaquer l'une des couronnes sans avoir l'autre immédiatement sur les bras, il est donc indifférent pour eux de quel côté ils frapperont les premiers coups et il est sensible qu'ils les porteront là où ils verront le plus d'avantages et le plus d'espérances de succès, nous ne devons pas nous dissimuler que s'ils se déterminent à la guerre ce sera de la part du ministère dans la vue de fermer la porte de l'Amérique septentrionale qui lui échappe et par cette diversion se dérober à la vengeance publique. Le ministère anglois n'a été pacifique que par ce que ce système convenoit à sa sûreté personnelle, le même intérêt de sûreté peut le rendre aujourd'hui belligérant.

Il est vra semblable M. que si la cour de Londres se détermine à la guerre elle débitera par des pirateries saillant indistinctement les navires marchands

de l'une et de l'autre nation. Cette prévoyance semble intéresser encore plus l'Espagne que nous en regard aux riches cargaisons qu'elle reçoit de l'Amérique, je ne me permettrai pas de suggérer les précautions qu'il peut convenir de prendre à cet égard, mais nous pensons ici qu'au 1<sup>er</sup> acte d'hostilité bien avoué de la part de l'Ang<sup>le</sup> ce ne sera pas le cas d'user de modération, mais qu'il sera à propos de se saisir de tous les navires anglais que l'on pourra rencontrer à la mer et qui se trouveront dans les ports. Ce sera priver l'Ang<sup>le</sup> d'un certain nombre de matelots et c'est de toutes les portes la plus sensible pour elle. Nous estimons cependant qu'il conviendra d'excepter les navires appartenans en propre et chargés pour le compte des habitans de l'Amérique septentrionale, il ne seroit pas politique de faire passer sur eux une guerre dont ils ne sauraient que la cause innocente et par une rigueur ontrée de leur faire regretter et de les repousser vers le joug qu'ils sefforcent de secouer. Faut il même conviendrait il de rendre une déclaration commune qui les parlant à un peuple libre et indépendant les conviat à se rendre dans nos ports respectifs en leurs y assurant la liberté et des avantages de commerce. Mais le parti à prendre à cet égard devra dépendre des circonstances où l'Amérique se trouvera alors. L'intention du Roi est que toutes les frégates et autres petits bâtimens qui ont été commissionnés cet été soit pour des évolutions soit pour des croisières restent armés pour être prêts à tout événement il seroit à désirer que le roi d'Esp<sup>agne</sup> voulut bien également tenir en état l'armement qu'il a préparé et pour ne pas situer prématurément une flotte anglaise dans la Méditerranée qui fit repasser à Cadix et au Ferrol les bâtimens qui en ont été tirés. La continuation de la guerre contre Maroc seroit un motif suffisant pour ne pas désarmer, et cette démonstration sans être formidable pourroit cependant donner à penser aux Anglais et les rendre plus réservés à se livrer à l'interperance de leurs idées et à la fougue de leur prescription. Mais vous ne ferez qu'une très légère mention à ce sujet, S. M<sup>te</sup> son rapportant entièrement au Roi son ordre de ce qu'il croira de plus convenable et de plus avantageux pour la cause commune.

Le Roi estime pas que dans la circonstance présente et malgré l'intérêt qu'il y auroit de faire expliquer les Anglais sur leurs intentions qu'il convienne de provoquer aucune explication ministérielle nous perséverons dans le même sentiment que j'exposai dans ma lettre à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda du 9 may dernier,



en effet que pourrions nous attendre de la part des Anglois si ce n'est des assurances trompeuses qui nous feraient peut être les maîtres sans nous donner aucune sûreté. Je joins ici l'extrait de la dépêche que j'expédie à M. le comte de Guines, vous y observerez la marche que nous lui prescrivons et que nous ne lui recommandons rien plus expressément que le concert le plus étroit et l'intelligence la plus confidentielle avec M. le prince de Masseran, nous nous flattons que S. M. Cath<sup>le</sup> voudra bien donner le même ordre à son ambassadeur.

Vous aurez agréable de communiquer confidentiellement le contenu de cette lettre à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi, et de vous concerter avec lui sur l'usage que vous devrez en faire auprès de S. M. C<sup>te</sup>. Si vous avez occasion d'entretenir ce prince vous voudrez bien M. rassurer de toute la confiance de S. M<sup>e</sup> dans la sagesse de ses conseils et dans la justesse de ses vues. Nous ne demandons point le secret à la cour d'Espagne, elle en sentira d'elle même l'importance et elle a fait preuve quelle sait le garder, nous ne desirons pas cependant que ce soit à l'exclusion de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda, il ignore pas nos circonstances, j'ai cru devoir lui prévenir et je ne lui cèlerai rien de notre façon de penser dans une occasion si importante pour les deux Couronnes.

Je suis etc.

*Espagne, 577 15*

Il faut remarquer ce que disait le M. de Vergennes à propos des « navires appartenant à des habitants de l'Amérique ou chargés pour eux ». L'idée qu'il ne serait pas politique de faire peser sur ces habitants « une guerre dont la cause se trouverait innocemment en eux », cette déclaration à émettre en commun pour « les pacifier à un peuple libre et indépendant et les convier à venir dans nos ports respectifs, où leur seraient assurés la liberté et les avantages du commerce », correspondaient à des démarches que Louis XVI venait d'autoriser et dont son gouvernement envisageait déjà la suite. M. de Guines, précédemment, expliquait que les choses, en Amérique, n'étaient pas ce qu'on avait pensé jusqu'alors, que pas plus lord Chatham qu'un autre ne ramènerait les Colonies à la dépendance, que tous les hommes politiques de Londres se sentaient perplexes,

- 1.77 qu'il prenait, lui, en conséquence, divers moyens nouveaux pour être instruit des résolutions du Gouvernement et en informer sûrement le sien<sup>1</sup>. Il ajoutait qu'il fallait penser à avoir d'Amérique même des informations certaines. On lit dans son rapport du 1<sup>er</sup> juillet :

Un autre point, Monsieur, qui m'a paru également essentiel, et sur lequel nous ne saurons jamais rien de positif, si nous ne prenons d'autres mesures, c'est ce qui se passera en Amérique parmi les Américains. On ignore ici ce qu'ils sont, ce qu'ils peuvent. Le Ministère lui-même a été trompé, il l'est encore. J'ai pensé qu'il pourrait nous être avantageux, et qu'il serait au moins satisfaisant pour la curiosité du Roi d'avoir parmi eux un homme capable de les bien voir politiquement et militairement, par conséquent de prévoir les événements, et qui pût au départ de chaque bâtiment marchand nous informer de ses observations. . . J'aurai l'honneur de vous instruire, Monsieur, de ce qui sera faisable à cet égard, et, même au cas de possibilité, je me déterminerai bien que vous ne m'ayez transmis les ordres du Roi.

*Angleterre, t. 511 n° 4*

Mené par les incidents et ne voyant guère au delà, l'ambassadeur, deux semaines après, avait trouvé un prétexte d'abandonner cette proposition, aussitôt acceptée pourtant à Versailles<sup>2</sup>. Elle semblait avoir été concertée avec des membres de l'opposition parlementaire, car l'émissaire qu'il désignerait devait croire être employé par eux<sup>3</sup>. Mais le propos de lord Rochford avait encore fait changer d'avis l'ambassadeur. Ce dernier, le 28 juillet, n'avertissait pas seulement de la menace du ministre anglais, il demandait de nouveau la faculté et les moyens d'envoyer en Amérique un Français, par lui dépeint comme particulièrement apte à la mission de le renseigner. « Dans ces circonstances, disait-il, mettant ses soins à la seule chose qui pût de-

<sup>1</sup> Voir l'annexe I du présent chapitre n° 1.

<sup>2</sup> Il donne pour raison que, la guerre de sept ans, ne faite plus sérieusement, aucune lettre ne pourra désormais parvenir. Il offre alors les services d'un des commis du chef du bureau

des Colonies, ce qui est accepté tout de suite.

<sup>3</sup> « L'homme employé en Amérique écrivant à M. de Guines, croira s'être par une partie de l'Opposition. » Rapport déjà cité, du 1<sup>er</sup> juillet *Angleterre* t. 511 n° 4.

pendre de lui, c'est-à-dire aux moyens d'être instruit de tout ce qui intéressait le gouvernement anglais, le hasard venait de lui offrir un moyen à ne pas négliger dans un M. de Bonvouloir, gentilhomme français fort au courant des Colonies, y ayant des relations, qui ne demandait qu'à y retourner et qui remplirait le but sans compromettre dans aucun cas personne en dehors de lui-même. » L'offre ne sourit pas moins que la première fois; M. de Vergennes la mit « sous les yeux du roi ». Le 7, en répondant à l'ambassadeur, il lui faisait connaître qu'elle était acceptée. Il précisait les précautions que ce dernier disait avoir prises, celles qu'il fallait y ajouter, les arrangements convenus et il délimitait ainsi la mission : aucun écrit ne devra la constater; elle consistera à rendre fidèlement compte des événements et à parler de la France aux Américains comme d'une nation amie, qui « admire la grandeur et la noblesse de leurs efforts » et qui les verrait avec plaisir fréquenter ses ports; il y aura lieu, ajoute-t-il, de « réduire les instructions, qui ne devront être que verbales, à deux objets essentiels. l'un de nous rendre un compte fidèle des événements, de la disposition des esprits; l'autre de rassurer les Colonies contre la frayeur qu'on cherchera sans doute à leur donner de nous. Le Canada est « le point jaloux » pour eux; il faut leur faire entendre que nous n'y songeons point du tout, que nous sommes loin de leur envier l'indépendance qu'ils travaillent à s'assurer, que nous n'avons nul intérêt à leur nuire, que nous les verrions avec plaisir fréquenter nos ports si des circonstances heureuses leur en donnaient la liberté, qu'ils y trouveraient pour leur commerce des facilités auxquelles ils reconnaîtraient l'estime qu'ils nous inspirent<sup>1</sup>. »

C'était ce programme de conduite avec les Américains que M. de Vergennes avait reproduit en écrivant à Ossun. Il l'avait fait en termes encore vagues, mais de manière à montrer déjà les Colonies à l'Espagne comme attirées vers les deux Couronnes. Lorsque, quelques

<sup>1</sup> Voir l'appendice I n° 2 et suivants.

- 173) mois plus tôt, Garnier, pour la première fois, avait signalé les linéaments d'entente qu'on avait essayé de faire luire à ses yeux, le ministre les avait écartés comme des provocations insidieuses<sup>1</sup>; on voit que maintenant il n'en était plus là. Depuis du temps, son esprit vivait ailleurs quoiqu'il ne l'eût pas laissé paraître dans sa correspondance, et il n'était pas le seul. A beaucoup de monde les premiers succès des *urgents* avaient semblé gros de conséquences heureuses, et de tous côtés lui venait le conseil d'en profiter pour mettre fin à l'effacement de la France et changer l'état commercial du continent. Le gouvernement de Louis XVI avait à Londres, depuis plusieurs mois, quelqu'un qui regardait ailleurs que l'ambassadeur, qui écoutait autre part; le mandat d'entrer en relations, de préparer ou d'ourdir des concerta fut bientôt donné à ce quelqu'un-là qui allait tenir une certaine place. C'était Beaumarchais. Sa petite origine, dans les conditions sociales d'alors, ne lui permettait que le rôle d'agent politique ou celui de traitant qu'il y associa peu après, mais il possédait vraiment le sens des choses publiques, outre ses rares facultés de polémique et de comédie. A la fin du règne précédent, il s'était fait employer aux négociations qu'avaient nécessitées les devoirs de la politique secrète de Louis XV avec Éon de Beaumont, il avait pris à cela l'idée, commune alors, qu'une révolution intérieure était sur le point d'éclater en Angleterre et d'y bouleverser toutes choses; que le soulèvement de ses colonies aidant il serait aisé d'avoir raison de sa puissance, et il n'était pas le dernier à faire parvenir des avis dont la source, plus rapprochée du sentiment public anglais que les informations de l'ambassade, confirmait naturellement l'opinion que la Grande-Bretagne était

<sup>1</sup> Dans une dépêche du 15 mars 1775, notamment, il écrivait à Götting : « Vous avez « également répondu à la personne qui vous a « sollicité sur une liaison à former par la France « et l'Espagne avec les pêcheurs Anglois de « l'Amérique de pareilles ouvertures sont la « plupart du temps des pièges et vous connais-

« ses assez notre politique et notre système à « l'égard de l'Angleterre pour que vous puissiez « facilement les éviter. Le motif de la « paix avec cette puissance est notre unique « objet, ainsi nous devons éviter soigneusement tout ce qui ne tend pas immédiatement « vers un but aussi salutaire. »

entrée dans une crise grave dont l'histoire ne pardonnerait point de ne pas savoir profiter, à plus forte raison de devenir la victime.

On n'est plus en situation, aujourd'hui, de se rendre compte des délibérations du Gouvernement sur ces affaires que par quelques traces écrites assez rares et un peu énigmatiques. Aucun mémoire particulier, aucun portefeuille privé n'en a révélé jusqu'ici les détails exacts. Il paraît certain qu'à Versailles on trouva opportun de faire interroger Charles III par le roi lui-même, sur le degré d'attachement que l'Espagne montrerait aux obligations du Pacte de famille dans les éventualités qui se laissaient apercevoir. La comtesse d'Artois venait d'accoucher, Louis XVI devait annoncer à son oncle cet événement de famille : ce fut l'occasion choisie. Le 7 août, jour où M. de Vergennes datait les dépêches que l'on vient de lire, le roi envoyait à son ministre le projet de lettre que voici, pour provoquer l'avis du roi d'Espagne :

Monsieur mon frère et oncle Je ne saurois différer d'apprendre à V. M. l'heureux accouchement de ma belle sœur, la comtesse d'Artois, qui a mis au monde hier un garçon qui se porte fort bien. Je ne doute pas qu'elle ne partage avec nous la joie que nous cause cet événement. Je saisis au même temps cette occasion pour lui présenter quelques réflexions sur l'état présent des affaires. Je connais l'aversion de V. M. pour la guerre, et je partage bien sincèrement ce sentiment. Peut-être n'y eut-il jamais d'occasion, où les espérances d'une guerre avec l'Angleterre soient moins probables. Pas la plus légère dispute entre eux et nous; mais la malheureuse politique de cette nation fait qu'on ne peut compter sur rien avec elle. Elle est très occupée dans ses colonies de l'Amérique, et quoique je ne crois pas qu'elles s'accoutument jamais avec la métropole, cependant quelque fait politique peut présenter au peuple anglais la guerre avec nous comme un remède aux maux présents; je pense donc qu'il faut porter toute notre attention sur les préparatifs qu'on doit y apporter, et prendre de concert les précautions les plus

Ce mot est écrit comme correction au-dessus de la ligne. Le copiste avait écrit *à la* au lieu de *à la* *copie*.

utiles pour éviter la guerre V M vient de donner un essai de ses forces, et quoiqu'il n'ait pas réussi, comme tous mes vœux le désiroient ce qu'il faut plus tôt imputer aux élémens qu'au défaut de combinaison et de bravoure, cependant, il a montré jusqu'où peuvent aller les forces de V M., ce qui ne manquera pas d'intimider ceux qui oseroient l'attaquer. Quand on nous verra toujours unis et agissans toujours de concert, nous en imposerons toujours. Je ne crois pas cependant qu'il faille négliger les précautions. En conséquence, j'ai ordonné au comte de Vergennes de se concerter avec le marquis de Grimaldi pour celles qu'il faudra prendre. J'espère que V M. approuvera mes réflexions. Elle connaît la vœ et sincère amitié, avec laquelle je suis Monsieur mon frère et oncle, de Votre Majesté, bon frère et neveu.

A Versailles le 7 août 1775

*Archives nationales. Correspondance de Vergennes. K 164 n° 3, année 1775 n° 21*

Le cabinet avait délibéré et décidé cette démarche; la preuve en est donnée par la réponse de M. de Vergennes au roi. Cette lettre du roi étant simplement un projet de lettre à discuter parallèlement avec des dépêches que le ministre devait rédiger. Mais on avait trouvé le projet parfait et expédié la lettre; M. de Vergennes en informait le roi et lui en renvoyait une copie :

Sire,

La lettre de Votre Majesté au Roi son oncle étoit trop bien pour que je dusse me permettre d'y proposer aucun changement. Vous y avez dit Sire, en peu de mots tout ce que j'ai dû fondre en beaucoup de détails, et ce qui est mieux encore, V M. y développe des sentiments si intéressans soit pour le Roi, soit pour l'humanité en général qu'il n'est pas possible, que ce prince dont l'âme est dit-on vertueuse et sensible n'en soit véritablement touché. Il est réservé au roi de Prusse et à ses semblables d'imputer à faiblesse, les vertus paisibles des grands princes. Ce sont cependant celles là seules, Sire, qui peuvent faire le bonheur et la gloire des empires. Celui de V. M. n'a essuyé que trop de secousses dans son genre, on s'est trop occupé sous les derniers regnes de la considération extérieure, et on n'a pas assez senti

C'est cette copie de la lettre du roi qui se trouve aux Archives nationales.

qu'elle tenoit indissolublement à la consistance intérieure. C'est celle-ci, Sire, 1775  
qu'il seroit important de rétablir. Elle fera la sûreté de votre repos, elle donnera le jeu le plus libre à votre bienfaisance universelle, et le roi de Prusse qui délaie aujourd'hui son humeur dans les sarcasmes, sera un des plus empressés à venir compter avec vous et à consulter vos désirs et votre volonté.

J'ai l'honneur d'envoyer à V. M. la copie de sa lettre au Roi, son oncle dont l'original a été expédié hier, et la copie de celle qu'elle a écrite dernièrement au roi de Suède.

*Arch. des ministères. K. 160. n° 3. année 1. 75. n° 22.*

La lettre du ministre contenoit ce dernier paragraphe.

V. M. daignant approuver les propositions du sr de Beaumarchais, pour retirer des mains du sr d'Éon les papiers qu'il seroit dangereux d'y laisser je l'autoriserai à terminer avec lui. Si d'Éon vouloit prendre les habits de son sexe, il seroit sans inconvénient de le laisser rentrer en France mais sous toute autre forme, il ne doit pas lui-même le désirer.

L'on avoit donc vu Beaumarchais et on le faisoit retourner à Londres. Celui-ci constatera bientôt qu'il ne fallait pas grand temps pour en finir avec Éon et reprendre les preuves, restées en ses mains, des opérations cachées du feu roi en vue d'une invasion armée en Angleterre. Ce n'étoit pas là la réalité de sa mission. Par Éon et par d'autres, il voyoit beaucoup de monde : Wilkes et, de préférence, les gens de l'opposition, les amis que les Américains comptaient parmi ces derniers, l'agent interlope qui remplaçant Franklin depuis que celui-ci avoit officiellement rompu avec la métropole. Franklin, avant de rentrer en Amérique, avoit traité avec des armateurs ou des négociants d'Angleterre, de Hollande, de France, pour des fournitures et des transports de munitions de guerre aux Colonies. Ces opérations se centralisaient en partie à Londres et Beaumarchais n'en resta pas ignorant. Il avoit connu à Madrid lord Rochford. Il pouvoit donc savoir, entendre, supposer et préparer beaucoup de choses.

M. de Sartine, M. de Maurepas, M. de Vergennes, qui recevaient

1775 les informations de Beaumarchais, croyaient d'autant mieux à leur exactitude qu'elles s'accordaient avec celles de l'ambassade pour faire regarder comme près de devenir fatales à la suprématie anglaise les résolutions de George III et de son cabinet. Au milieu de septembre, après avoir noué des combinaisons, cet agent revint faire toucher du doigt la nécessité de se conduire en prochains alliés de l'Amérique, c'est-à-dire de s'entendre avec elle pour l'aider dans le développement de sa révolte. M. de Vergennes fut visiblement son premier confident. On décida d'agir sur l'esprit du roi. Un mémoire serait rédigé pour le monarque et remis par M. de Sartine, qui s'en croirait le confident unique. C'est ce que constate ce billet privé de Beaumarchais :

*Pour vous seul*

Monsieur le Comte

M. de Sartines m'a remis le parchemin, mais ne m'a rien dit sur les affaires. Il m'a même conseillé de faire le voyage de Versailles pour vous engager de demander ce matin les ordres du Roi à mon sujet. Mais relativement au secret que j'ai eu l'air de vous faire de mon travail d'hier pour le Roi, j'ai cru qu'il convenait mieux que j'écrivisse à Votre Excellence une lettre ostensible que vous pouvez porter ou envoyer à Sa Majesté, et, si vous n'êtes pas chargé par lui d'une réponse de ministère, au moins j'en recevrai une de bonté de vous qui me consolera d'avoir pris une peine inutile. Joignez-y, je vous prie, un passe-port en blanc et si vous croyez que je doive attendre à Londres les ordres ultérieurs du Roi, faites d'avoir eu le temps de bien décider les choses : vous voudrez bien me le mander aussi. Tout étant ainsi bien entendu, ce sera votre affaire alors de m'écrire assez obscurément pour tout autre que je puisse deviner se il l'objet de votre lettre si vous me la faites parvenir par l'ambassadeur.

On ne peut rien ajouter au dévouement respectueux avec lequel je suis, Monsieur le Comte, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

BEAUMARCHAIS

Ce 22<sup>ème</sup> /<sup>bre</sup> 1775

Angleterre, t. 511, n° 174



La lettre « ostensible » était d'ailleurs en accord avec ce qu'indiquait ce billet. Elle porte que Beaumarchais « a fait parvenir hier au roi par M. de Sardine un petit travail résumé de la longue conférence que le ministre lui avait accordée la veille sur l'état actuel des choses en Angleterre<sup>1</sup> ». Ce « petit travail » a pour unique intitulé : « Au Roi ». Il n'était pas le premier, car il débute ainsi : « Dans la ferme confiance où je suis que les extraits que j'adresse à Votre Majesté sont uniquement pour elle et ne sortent point de ses mains, je continuerai, Sire, à vous présenter la vérité sur tous les points connus de moi. » Il était visiblement composé afin de confirmer le roi dans l'opinion que la correspondance de l'ambassade et celle du prince de Masserano avaient fait concevoir sur la situation de l'Angleterre, et afin d'autoriser d'autant plus son gouvernement à s'en inquiéter d'une manière suivie. « Les Colonies triompheront de l'Angleterre, expliquait-il, mais la guerre qu'elle leur fait n'est rien auprès de celle qui se prépare dans son propre sein; la fin de la crise amènera la guerre contre la France; l'opposition envenime la querelle entre le Portugal et l'Espagne pour nous affaiblir en nous privant du concours de celle-ci, notre ministère, mal instruit, à l'air stagnant et passif sur tous ces événements « qui nous touchent la peau »; un homme supérieur et vigilant serait indispensable à Londres aujourd'hui. » La conséquence naturelle devait être de fortifier la confiance que le roi plaçait en Beaumarchais et de l'amener à lui donner le mandat positif de poursuivre les combinaisons et les plans qu'il avait ébauchés, combinaisons non écrites, toutes verbales évidemment, mais auxquelles Beaumarchais faisait cette allusion vague : « Ai-je bien ou mal fait d'entamer les esprits dont les dispositions nous deviennent si importantes? Laisserai-je, à l'avenir, avorter les confidences, et

<sup>1</sup> Voir l'annexe II. — Le billet du 22 septembre a échappé à l'attention de Beaumarchais et son temps, ce qui lui a fait donner une explication incorrecte p. 37 de l'édition de 1856

des rapports de Beaumarchais avec M. de Vergennes. Il a cité en extenso la lettre en question du même jour, 22 septembre, mais il n'en a pas vu le véritable sens.

« repousserai-je au lieu de les accueillir, des ouvertures qui doivent  
 « influer sur la révolution actuelle? . . . J'aurais cru manquer au  
 « roi, à vous, au devoir d'un bon Français, si j'avais laissé ignorer le  
 « bien que je puis faire ou le mal que je puis empêcher. » Le billet  
 suivant de M. de Vergennes au monarque précise tout cela; il est en  
 autographe aux Archives nationales :

Sire

La demande d'un travail que j'avois pris la liberté de faire à Votre Ma-  
 jesté n'avoit pas seulement pour objet l'expédition de quelques affaires cou-  
 rantes du département, mais encore de lui rendre compte de quelques ou-  
 vertures que le *s<sup>r</sup>* de Beaumarchais m'a faites relativement à l'Angleterre et  
 de prendre ses ordres pour lui répondre. Je vois, Sire, par la lettre du *s<sup>r</sup>* de  
 Beaumarchais, que j'ai l'honneur de joindre ici qu'il a eu celui de faire lui  
 même rapport à Votre Majesté des notions qu'il a recueillies à Londres et du  
 parti qu'il pense qu'il seroit possible d'en tirer. Il s'agit d'un sacrifice d'argent  
 dont je ne puis pas déterminer l'étendue. M. de Beaumarchais ne s'en étant  
 pas expliqué avec moi, mais le paiement ne devant s'effectuer qu'à l'époque  
 que Votre Majesté détermineroit elle-même pour la durée de la paix, le  
 risque semble moins grand. Cet objet pouvant être de quelque considéra-  
 tion, je supplie Votre Majesté ou de me donner ses ordres, ou de me per-  
 mettre d'aller les recevoir de sa bouche. J'ai mandé à M. de Beaumarchais,  
 qui devoit partir hier au soir pour l'Angleterre, de différer jusqu'à aujour-  
 d'hui à midi.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté le plus  
 humble, le plus obéissant et le plus fidèle serviteur,

*De Vergennes*

A Versailles le 23 septembre 1775

Archives nationales, K. 66, n° 3 année 1775 n° 28. Original.

Le ministre fut reçu ainsi qu'il l'avait souhaité, et Beaumarchais partit le soir même<sup>1</sup>. Il témoigne par la lettre suivante qu'il était muni de tout ce qu'il avait demandé :

Paris le 13 <sup>7</sup>97 : 3.

Monsieur le Comte

Je pars, bien instruit des intentions du Roi et des vôtres. Que votre Excellence soit tranquille, ce serait à moi une ânerie impardonnable en pareille affaire que de compromettre en rien la dignité du Maître et de son ministre. Faire de son valet n'est rien en politique, le premier maladroit en offre autant. Faire le mieux possible de la chose est ce qui doit distinguer ici du commun des serviteurs celui que Sa Majesté et vous, M. le Comte, honorez de votre confiance en un point aussi délicat. Pour des sûretés, il en faudra sans doute ; mais c'est mon affaire de les donner telles qu'en aucun cas, elles ne soient jamais reversibles sur vous ni sur le Roi. Pour les sommes, elles doivent être combinées, d'une part sur le degré d'importance de mes demandes et de l'autre sur l'appétit de mes joueurs. Les plus affamés sont ceux qui nous coûteront le moins, c'est la règle. Il m'est impossible d'en faire un tarif d'avance. Mais ayez pour moi la bonté d'assurer le Roi que mon existence ne m'est pas plus chère que les intérêts qui me sont confiés. Je pars sans le passeport que vous avez oublié, mais je ferai la maraude à Boulogne de surcharger le mot de l'avant-dernier que j'ai par hasard sur moi, dans l'espérance que vous voudrez bien n'en rien dire à M. le comte de La Blache qui en tirerait un grand préjugé contre moi dans le procès qu'il doit perdre avec moi, car c'est un terrible raisonneur que ce comte de La Blache.

Je suis avec le plus profond respect, Monsieur le Comte, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur

BEAUMARCHAIS.

*Angleterre, t. 31., n° 477*

<sup>1</sup> Le *mémoire Au Roi*, a été publié par M. du Witt, avec les autres documents qui composent l'appendice de son *Jefferson*. Ce *mémoire* ne présente pas beaucoup d'intérêt car il est écrit dans les données peu exactes sur

l'état de l'Angleterre qui avaient cours à ce date. Aussi ne croyons-nous pas avoir besoin de le reproduire dans les annexes du présent chapitre. Un second *mémoire* plus en rapport avec les faits fut ultérieurement remis au ministère.

1775 Ainsi on allait faire un premier pas vers l'Amérique. Le comte de Guines, pendant ce temps, s'était mis en devoir d'expédier Bonvouloir, c'était le second pas. Le 8 septembre, Bonvouloir partait de Londres pour Philadelphie. Il avait été bien fixé sur la nature et les responsabilités de sa mission par l'ambassadeur, dont M. de Vergennes approuva positivement le langage<sup>1</sup>, et il était muni d'un brevet de lieutenant remontant à l'année précédente, afin de paraître avoir appartenu à l'armée, et afin de prendre de l'emploi dans celle des Colonies si, au cours de sa mission, l'opportunité se présentait pour lui de se couvrir de l'apparence d'un officier et de s'en assurer la considération. Le comte écrit le même jour :

M. de Bonvouloir est expédié, il s'embarque ce soir sur un vaisseau pour Philadelphie, qui met à la voile cette nuit, je lui ai fait sa leçon de manière à ce que, dans aucun cas, il ne puisse compromettre que lui, j'ai défendu à M. de Bonvouloir de jamais même prononcer le mot Français, ni d'entrer dans aucune discussion sur nos dispositions à l'égard des Américains, sa mission se borne à nous instruire de tout ce qui pourra nous intéresser, il est en état de la remplir, et s'il ne la remplit pas, c'est deux cents louis hasardés pour une chose qui peut devenir très-importante.

A Londres le 8 7<sup>bre</sup> 1775.

L'ambassadeur, pour surfaire sa prudence, oubliait là que les pouvoirs de l'émissaire s'étendaient plus loin. Comment il avait découvert cet émissaire, quel « hasard » le lui avait « offert » ou amené, cela reste ignoré. Détail de faible importance, mais on peut relever cette circonstance que M. de Bonvouloir est « cousin germain de M. le marquis de Lambert ». Or le marquis de Lambert avait joué un rôle dans la *Correspondance secrète* et on le trouvera bientôt s'occupant, avec les anciens auxiliaires de cette correspondance, d'envoyer un état-major aux États-Unis. S'étaient-ils concertés pour faire découvrir Bonvouloir

<sup>1</sup> Voir la dépêche de M. de Vergennes du 18 septembre n. annexe I n° 2.

par le comte de Guines? Si cette question paraissait présenter un intérêt, les rapprochements que nous venons de signaler ne seraient pas sans poids. Bonvouloir passa pour un marchand d'Anvers et on était convenu que sa correspondance aurait le caractère d'une correspondance de négociant. L'ambassadeur explique ces particularités au ministre dans son rapport du 29 septembre.

C'est avec bien de la peine, Monsieur, que je suis parvenu à faire embarquer M<sup>r</sup> de Bonvouloir. Il a fallu le faire passer pour un marchand d'Anvers : sa correspondance avec moi y est adressée, le commerce en est le principal objet, et sous ce prétexte tout peut se dire. Tel est à peu près le plan et la base du chiffre que je lui ai donné. Il m'a déjà écrit de la mer, ainsi je suis sur que son départ n'a pas souffert de difficulté, et que sa lettre qui m'est parvenue décachetée ayant été mise à la poste à Londres, n'y a causé aucun ombrage.

*Angleterre, 1<sup>er</sup> 512 n° 1*

A l'heure même où Louis XVI prenait l'occasion de l'accouchement de la comtesse d'Artois pour sonder les intentions de son oncle, le marquis d'Ossun recevait de celui-ci, une fois de plus, « les protestations de sa tendre et fidèle amitié pour le roi du désir sincère qu'il avait de maintenir les principes d'estime établis par le Pacte de famille entre les deux monarchies, » et Charles III les exprimait lui-même en répondant le 21 août à son neveu. Après les compliments que le sujet motivait, il suivait très naturellement le jeune roi sur le terrain où celui-ci l'avait appelé :

Monsieur mon frère et neveu j'ai esté au comble de ma joie, en apprenant que Madame la Comtesse d'Artois avoit donné un neveu à V. M., c'est un heureux événement qui interesse toute notre famille. J'y prends la part que je dois, et peut estre plus vivement que personne, parce que, étant à cette heure le plus âgé de nous tous, il paroît que l'intérêt pour les princes

\* Lettre d'Ossun au 7 août

1775 de mon sang augmente avec les années. Rien de plus sage que les réflexions que fait V. M. à l'égard dans lequel nous constitue une puissance ambitieuse, et qui n'a d'autres vues pour la guerre ou pour la paix que sa convenance ou des vues particulières. Ne voulant pas suivre une méthode aussi condamnable et aussi injuste, qui ne cadre pas, ni avec les maximes de V. M., ni avec les miennes, le seul chemin qui nous reste pour nous garantir et défendre nos sujets, à quoi la religion et l'honneur nous oblige, est de travailler de concert à nous mettre en état de repousser la force par la force. Je suis même convaincu que si les Anglois nous reconnoissent prêts ou en mesure sur tous les points, ils nous laisseront en repos, et nous jouirons de cette paix, que nous désirons de conserver, mais le grand point est de parvenir à un état capable d'en imposer à nos ennemis. Je suis charmé de voir que V. M. s'en occupe, dès le commencement de son règne, avec cette volonté suivie, et il n'y a pas de doute que maître d'un grand royaume, vous atteindrez bienstôt le but. Comme l'objet principal vis à vis des Anglois est celui de la marine, je pense que c'est à quoi nous devons nous attacher pour le moment, car il faut du temps pour augmenter et pourvoir nouvellement. Sur cet article et sur toute autre précaution à prendre, nous nous consulterons par le canal de nos ministres et de nos ambassadeurs, et V. M. peut être assurée de mon exactitude à remplir tous mes engagements et à la convaincre de la sincère amitié de

Saint Ildefonse ce 24 août 1775

*Archives nationales K 164 13 année 1775 n° 23*

Le roi d'Espagne se montrait ainsi plus fixé que le roi de France sur la nécessité d'armer pour assurer la paix (ce sont les termes sous lesquels, à Madrid et à Versailles, on se déguisait la préparation de la guerre). Louis XVI n'avait parlé que vaguement, Charles III précisait : il voulait voir la France refaire sa marine. Sa lettre était l'écho d'invitations pareilles que lui et son premier ministre avaient, quelques jours auparavant, fait transmettre par Ossun. Ce dernier, le

<sup>1</sup> Les derniers mots manquent. Cette pièce est d'ailleurs une copie pure et simple. Elle porte au dos : Copie de la lettre du roi d'Espagne au roi.

10 août, dans une réponse privée à la lettre personnelle de M. de Vergennes du 28 juillet sur l'expédition malheureuse contre Alger, disait déjà au ministre :

Au reste, quoique je n'aye pas développé au roi d'Espagne et à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi, au moins comme venant de vous, les mesures qui vous paroissent être les plus convenables à prendre à l'avenir contre les Algériens et contre le roi de Maroc, j'ai lieu de croire, par les détails dans lesquels ce Monarque et son ministre sont entrés avec moi, qu'ils pensent absolument comme vous à cet égard. Et Sa M. Cath<sup>se</sup> après m'avoir parlé sur ce que j'ai eu l'honneur de vous mander le 7 de ce mois au sujet de Buenos aires, a daigné me dire que les Maures serviroient de motif apparent aux armemens maritimes qu'elle avoit résolu de maintenir, mais qu'ils seroient en effet destinés aux objets éventuels qui vous auront été communiqués par M. le C<sup>te</sup> d'Aranda.

Le roi d'Espagne, Monsieur, et son ministère donnent une attention suivie à l'augmentation et à la bonne tenue de la marine, à éviter les déprédations dans les arsenaux, à ce que tout ce qu'on y emploie soit de la meilleure qualité, à mettre de l'économie et de l'exactitude dans les radoub, à ce que tous les vaisseaux aient ce qu'il faut pour leur armement complet, chacun dans un magasin séparé, enfin à faire construire, sans discontinuer, à la Havane, au Ferrol et à Carthagene. L'Espagne a, à présent 63 ou 4 vaisseaux de ligne en état de servir avec une trentaine de fregates, sans compter une infinité de bâtimens inférieurs. Mais S. M. Cath<sup>se</sup> se flatte de pouvoir porter le nombre des premiers à cent, d'ici à quelques années, et le reste à proportion. Si la France pouvoit avoir de son côté et maintenir toujours en bon état 70 vaisseaux de ligne et 40 frégates avec le nombre correspondant de bâtimens de guerre inférieurs, il semble qu'alors les forces maritimes des deux Couronnes réunies et sagement combinées pourroient balancer celles de l'Angleterre.

A S. Ildefonse le 10 août 1777

*Espagne* t. 577, n<sup>o</sup> 18

En suite de l'invitation qu'il avoit reçue sous l'apparence d'une confiance toute personnelle, notre ambassadeur avoit fait des ouvertures

173 à la suite desquelles le gouvernement de Madrid s'expliqua. Ossun ne put informer le ministre à cet égard que le 16 septembre. Ce gouvernement se trouvait alors à Saint-Ildefonso. Les communications étaient là plus intimes ou moins dérangées. M. de Grimaldi avait fait attendre jusqu'à cette heure afin que les indications fussent plus complètes. Le rapport d'Ossun fixe donc exactement la situation. L'ambassadeur paraphrase d'abord longuement, à son habitude, le pli de son ministre. Il constate « l'accord du roi d'Espagne et de son ministère avec la pensée du roi de France et de son conseil sur la conduite à tenir et sur les mesures communes à prendre conséquemment au projet secret que l'Angleterre pourroit avoir de déclarer la guerre aux deux Couronnes avec l'avantage de les surprendre ». Le Roi Catholique a « admiré et entièrement approuvé » les intentions de S. M. de se reposer sur les traités et sur sa fidélité religieuse à les observer, pour éviter de donner occasion à une guerre en dépassant la mesure des plus simples précautions, tant que les circonstances ne la forcent pas d'aller plus loin, et pour ne pas provoquer d'explications de la cour de Londres, le prince de Masserano a l'ordre d'entretenir avec le comte de Guines le concert le plus intime et l'intelligence la plus confidentielle. Le roi d'Espagne et son ministère tiennent pour certain, comme ceux de France, que l'Angleterre, si elle se détermine à la guerre, débutera par des paraturnes; ils reconnaissent qu'au premier acte d'hostilité bien avéré de sa part, il sera à propos de prendre tous ses navires que l'on pourra rencontrer à la mer ou qui se trouveront dans les ports de la France et de l'Espagne, qu'au premier acte contre la France, l'Espagne devra employer tous ses moyens pour se saisir des bâtimens anglais et vice versa, M. de Grimaldi a même « témoigné qu'il étoit convenable que les deux cours « s'expliquassent positivement et réciproquement par écrit sur ce point » et que cela restât clairement convenu entre elles. Même accord aussi pour excepter les navires de l'Amérique septentrionale ou chargés pour son compte et pour faire la déclaration qui doit « parifier



les colonies anglaises à un peuple libre ». Venaient ensuite les vues qui étaient particulières à l'Espagne, et que M. de Vergennes avait dit nécessaire de connaître avant que le roi prit « aucun parti décisif », relativement à la déclaration, l'Espagne faisait une première réserve, qui allait d'ailleurs de soi, la réserve des circonstances où se trouveraient les Colonies au moment de la guerre; quant au système à employer pour défendre les possessions des deux pays et à un système pour soutenir la guerre contre l'Angleterre, elle essayait évidemment de prendre position d'une manière très avantageuse pour elle en rappelant les plans autrefois concertés par elle avec le duc de Choiseul. Elle avait là un précédent, en effet, et elle s'empressait d'autant plus de s'en couvrir que les conditions actuelles obligeraient sans doute le cabinet de Versailles à opposer des objections à ce plan antérieur. Ossun dit bien qu'il expose de mémoire toute cette partie et qu'on ne lui en a fait part que verbalement; mais l'exposé était trop net pour qu'il ne lui en eût pas été donné note, afin qu'à Versailles on fût catégoriquement averti.

Pour ce qui concerne, Monsieur, les mesures à prendre pour la défense de l'île de St Domingue, l'Espagne n'est pas dans l'intention d'envoyer des troupes ni des vaisseaux dans la partie qu'elle y possède; pour concourir à la défense commune de cette île, M. le marquis de Grimaldi m'a dit que vous trouveriez au dépôt des affaires étrangères ou dans vos bureaux, un projet de défensive et d'offensive concerté entre M. le duc de Choiseul et lui pour le cas éventuel d'une guerre entre les deux Couronnes et l'Angleterre, et que Sa Majesté Catholique persuit à présent comme elle avait pensé alors par rapport à la défense de l'île de St Domingue, que ce projet, dont je n'eus dans le temps qu'une connaissance indirecte et superficielle, portoit, autant qu'il pouvoit se le rappeler, que la France enverroit un certain nombre de troupes à St Domingue, à la Martinique et à la Guadeloupe suffisant pour les mettre à l'abri d'être conquises par les Anglois sans des efforts très considérables, que l'Espagne tiendrait à Porto Rico un corps de douze mille hommes, que la France y enverroit une escadre de douze vaisseaux de ligne, que ces forces

176. combinées, réunies à Portorico, seroient à portée de secourir les îles françaises, si elles étoient attaquées; qu'elles contrediroient les Anglois sur toute entreprise à exécuter sous le vent; qu'on pourroit aussi, selon les circonstances, les employer à s'emparer de la Jamaïque, à la faveur des dispositions menaçantes que les deux Couronnes feroient en Europe, qui consisteroient de la part de l'Espagne à tenir vingt quatre vaisseaux de ligne au Parol, bien armés et prêts à mettre à la voile, et un corps de douze mille hommes prêts à s'embarquer avec l'artillerie, les munitions et les attirails de guerre nécessaires pour pouvoir opérer, le tout pour menacer l'Irlande, et même y faire une descente si les circonstances le permettoient et l'exigeoient, que l'Espagne auroit aussi deux ou trois vaisseaux de ligne armés à Carthagène, avec plusieurs frégates qui seroient destinées à croiser dans la Méditerranée; que la France de son côté tiendrait à Brest trente vaisseaux de ligne bien armés et prêts à mettre à la voile, et trente mille hommes en Bretagne prêts à s'embarquer avec tout l'attirail de guerre nécessaire pour opérer, et cela pour menacer l'Angleterre d'une invasion; que si, comme il y avoit apparence, ces deux armemens occupoient la très grande partie des forces navales de l'Angleterre et les retenoient en Europe, celles de la France et de l'Espagne réunies à Portorico seroient à même d'agir avec succès contre la Jamaïque, ou qu'au pis-aller les Anglois se trouveroient hors d'état de rien entreprendre de considérable contre les Colonies françaises et espagnoles.

M. le marquis de Grimaldi, Monsieur, m'a témoigné que ce projet lui paroissoit encore être le plus solide et le plus avantageux que les deux Cours pussent adopter dans le cas de la guerre avec l'Angleterre. Il m'a dit positivement que l'Espagne ne pouvoit garder et défendre que cinq points principaux savoir : la Havane, Portorico la Vera-cruz, Carthagène des Indes et Caracas, et que ce dernier étoit le moins important. Ce ministre est entré ensuite dans le détail des mesures déjà prises et de celles qu'on alloit prendre sans délai pour la conservation et la défense de ces cinq points, il m'a dit que les fortifications de la Havane étoient terminées, et que c'étoit une place respectable, que celles de Portorico, quoique fort avancées et en état d'une défense raisonnable, ne pourroient être terminées que dans trois ans avec les fonds annuels de huit cent mille francs, assignés pour cet ouvrage, mais qu'on alloit doubler ces fonds, y envoyer un plus grand nombre d'ouvriers, et que

par ce moyen la place seroit complètement terminée dans dix huit mois. Carthagène est en état de défense, et la Vera Cruz aussi, cependant on y travaille encore, et l'on va y pousser les ouvrages avec plus d'activité. Caracas est pourvu, et ne mérite pas la même attention. M. le marquis de Grunaldi a ajouté qu'on enverroit cet automne, deux bataillons de plus à l'Orinoco et deux autres à la Havane, et qu'on feroit passer sans aucun délai dans ces différentes places et en Mexique, l'artillerie et les autres attirails de guerre qui pourroient y manquer, que ces dispositions étoient déjà arrêtées et ordonnées par Sa Majesté Catholique, et qu'elles seroient exécutées avec toute l'exactitude et la célérité possible.

Le roi d'Espagne, Monsieur, tiendra dans ses ports, jusqu'à nouvel ordre, dix vaisseaux de ligne et quatre frégates armés et prêts à sortir, et un corps de douze mille hommes à portes de s'embarquer avec tout ce qui est nécessaire pour opérer ou l'on voudra, ce Monarque a voulu savoir au vrai l'état où se trouve sa marine il m'a fait l'honneur de me dire qu'il avoit en tout soixante trois vaisseaux de ligne et vingt une frégates, que trois ou quatre vaisseaux étoient hors d'état de servir et d'être radoubés, qu'il y en avoit onze qui avoient besoin d'être radoubés à fond, et quarante neuf en état de faire campagne, qu'il y avoit dans ses arsenaux de quoi armer complètement et parfaitement cinquante vaisseaux de ligne, qu'on alloit travailler sans relâche aux radoub, qu'on suspendroit pour un tems la construction des vaisseaux de ligne, et qu'il avoit ordonné qu'on mit sur les chantiers quatre frégates indépendamment de deux qui y sont déjà fort avancées. J'eus l'honneur de lui dire à cette occasion que selon les informations que la France n'eût procurées, l'Angleterre n'avoit que soixante quatorze vaisseaux de ligne réellement en état de servir, quoique la liste publique fut beaucoup plus nombreuse, et que l'on pensoit en France que lorsque l'Espagne auroit soixante-dix vaisseaux de ligne, et la France soixante, les deux couronnes seroient en état de balancer la puissance maritime des Anglois, mais qu'il convenoit aux deux Monarques d'avoir beaucoup de frégates et de bâtimens de guerre inférieurs. Sa Majesté Catholique parut approuver ce système et elle me dit qu'elle espéroit d'avoir dans peu d'années soixante et dix vaisseaux de ligne, et qu'elle seroit infiniment que la France en eût soixante, mais que ce n'étoit pas assez d'avoir des vaisseaux, que le plus essentiel étoit

1775. de les tenir en bon état, et d'avoir sous la main dans ses arcanes tout ce qu'il falloit pour les armer bien, et promptement.

Au reste, Monsieur, comme ce que j'ai l'honneur de vous mander sur les forces maritimes de l'Espagne et sur les mesures de précaution qu'elle se propose de prendre, m'a été dit verbalement je pourrais avoir fait quelque petite erreur dans le compte que je vous rends, mais M. le marquis de Grimaldi vous écrit directement sur les mêmes objets, et il m'a dit de plus qu'il mettrait M. le comte d'Aranda en état de vous informer exactement de tout.

Ce qui a donné lieu, Monsieur à la lenteur de M. le marquis de Grimaldi a me mettre en état de renvoyer votre courrier et de répondre positivement aux objets contenus dans la dépêche dont vous m'avez honoré le 6 du mois dernier n° 31, est que ce Ministre n'a rien voulu prendre sur lui seul, et qu'il a été bien aise de profiter de l'occasion pour obliger M. le bailli d'Arriaga à donner un état exact et détaillé, tant sur ce qui concerne la situation des places des Indes, que sur ce qui regarde la marine d'Espagne.

J'ai l'honneur d'être avec autant d'attachement que de respect Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur

OSSUN

P. S. La cour de Madrid Monsieur suppose que nous mettrons les Isles de France et de Bourbon en état de défense, dans le cas d'une guerre contre l'Angleterre, et l'Espagne en usera de même pour Buenos Aires, le Chili et le Pérou.

A St-Eldesouze le 16 septembre 1775

*Espagne, t. 577 n° 126.*

Quoi qu'il en soit, il y avait désormais partie liée M. de Grimaldi engage positivement l'Espagne dans les mêmes termes, par une lettre personnelle à M. de Vergennes en réponse au pli privé de ce ministre, et le même courrier emporte les deux pièces. Les deux gouvernements sont unis l'un à l'autre. Non que celui de Madrid reste sans moyens de mettre à son concours des conditions plus ou moins justement tirées de sa manière de voir et de son intérêt propre, de trouver des pré-

Voir l'annexe IV

textes de susceptibilité, de bouderies, de retards, dans l'insuffisante réalisation qu'il prétendra en être faite; mais ce n'est plus seulement le roi Charles III, c'est la monarchie qui accepte cette politique. Le roi a associé son fils aux délibérations nécessitées par la situation nouvelle. Depuis le 20 août, le prince des Asturies travaille avec lui et le marquis de Grimaldi<sup>1</sup>. Celui-ci a donc parlé à Ossun et écrit à Versailles en pleine certitude et avec toute autorité.

Cette participation du prince des Asturies aux affaires va ajouter un poids de plus à la parole du premier ministre. Elle sera toutefois une cause de gêne qu'il faut constater, et une source de contrariétés qui empêcheront ce dernier de suivre toujours la politique qui lui serait dictée par son jugement. La justesse de son esprit, sa sagesse, autant de dévouement pour l'Espagne, quoiqu'il n'en fût point, qu'en aurait pu montrer l'Espagnol le plus patriote, n'empêchaient pas sa présence à la tête du conseil de Castille de soulever l'antipathie de la cour. L'observateur qui avait éclairé précédemment M. de Vergennes sur le marquis d'Ossun disait de M. de Grimaldi qu'il déployait, pour se faire supporter, des efforts d'habileté, des soins dans les choses et vis-à-vis des personnes qui le portaient à paraître tout autre qu'il n'était et, notamment, plus espagnol à l'égard de la France qu'un Espagnol ne l'eût été<sup>2</sup>. Trouvant maintenant chez le roi le prince des Asturies, à qui aboutissaient ses plus impatients adversaires, le premier ministre accentuera ces dispositions. Mais actuellement le prince et son père étaient d'accord, à coup sûr, pour qu'il parlât comme il l'avait fait. Avec la précision qui est le caractère de ses dépêches, il confirmait donc à M. de Vergennes ce qu'Ossun avait noté dans sa proximité diplomatique. Il déterminait ainsi qu'il suit le terrain commun :

Il est inutile de s'arrêter à démontrer le danger que courent nos deux monarchies d'être forcées à une guerre malgré elles de la part des Anglois, pour

Ossun se fait connaître dans un rapport du 22

<sup>1</sup> Voir l'annexe V de ce chapitre

175. les raisons déjà dites, cette maxime posée, et sur laquelle nous sommes d'accord, il en résulte la seule conséquence, que vous avez sagement tiré, qu'il faut travailler à nous mettre en état de ne pas succomber si nous sommes attaqués, et à éloigner ce projet de nos ennemis si il est possible par la connaissance qu'ils auront de notre situation et de notre concert.

A S<sup>t</sup> Ild<sup>e</sup> ce 15 sept<sup>bre</sup> 1773.

Espagne L. 5 7, n<sup>o</sup> 222. M note originale

« Nos ennemis », pour emprunter ce mot de M. de Grimaldi, n'avaient pas alors d'autre projet, vis-à-vis des deux cours, que de se prémunir contre leur ressentiment bien naturel. Ils faisaient jouer tous les ressorts pour les tenir chacune dans l'impuissance, empêcher ou rendre difficile une commune action de leur part, intimider celle des deux qui pouvait le plus l'être, tantôt paraître menacer, tantôt faire croire à sa confiance; mais ils ne voyaient pas encore au delà. La France plus que l'Espagne excitait leurs inquiétudes, l'ayant si fortement atteinte. Ils se rendaient trop bien compte des tentations que le soulèvement des Colonies lui offrirait en devenant sérieux. Prompts par nature à supposer, afin de les déjouer d'avance ou de les reprimer à temps, les intentions ou les actes qu'il leur importait de craindre, ils mettaient une extrême vigilance à ne pas être avec nous des voisins abusés. Il partait des ports de France beaucoup de fournitures et de transports de guerre. Le cabinet anglais en était instruit de Paris par son ambassade. Il était informé de tout ce qui se disait à cet égard, en Angleterre, par l'inconsistance des agents et des amis qu'y avait l'Amérique et qu'enhardissait de jour en jour l'accroissement de l'insurrection; il avait ainsi beau jeu pour faire des semblants d'imputations à notre ambassadeur, pour lui dire que les *insurgents* ne persisteraient pas s'ils n'avaient des secours étrangers et l'assurance d'en recevoir d'autres, que ces secours viendraient de la France et qu'il en venait déjà. Le comte de Guines étalait alors les

Voir annexe IV

sentiments de son souverain, ses principes de justice, affectant d'expliquer que, comme le roi d'Espagne, le roi de France aurait trop à redouter l'indépendance des Colonies pour y prêter la main; de quoi, d'ailleurs, on le louait à Versailles.

Vous avez très-bien fait, M., lui écrivait de sa main M. de Vergennes, de vous expliquer affirmativement avec le lord Suffolk et de manière à dissiper l'inquiétude qu'il paraissait avoir conçu de l'assurance que les Colonies pouvoient avoir de secours étranger. Apparemment qu'ils n'avoient pas encore la leur pétition; rien de pareil ne se trouve dans la traduction que vous nous en avez envoyée. Au reste, les Colonies peuvent dire ce qui leur plaît. Les principes du Roi sont immuables et vous ne vous avancerez pas trop en vous expliquant que, quand bien même l'intérêt de Sa Majesté la convieroit à entretenir le feu de la rébellion en Amérique, sa justice s'y opposeroit, celle-ci est de tous les ressorts le plus puissant sur son âme.

À Versailles le 27 août 1775

*Angleterre, t. 511, n° 10.*

Mais à Londres on insistait en raison de ces protestations mêmes, jugeant par elles de l'appréhension qu'on inspirait. On parlait de jour en jour plus ouvertement de cette assistance prêtée aux *insurgents*, on avait, disait-on, l'assurance par un général insurgé fait prisonnier, que ces secours devaient être fournis. On ne tarda pas à en écrire. Le jour où l'ambassadeur faisait partir Bonvouloir, il avait reçu de lord Rochford le billet suivant.

Milord Rochford présente ses compliments à son excellence monsieur le comte de Guines, et a l'honneur de lui remettre les lettres imprimées de M. le général de Bourgoyne et M. Lee. Il le prie de vouloir bien les lui renvoyer à son loisir. Milord a l'honneur de confirmer à Son Excellence ce qu'il lui assura hier au matin, touchant ce qui a été confié en écrit au général Burgoyne par M. Lee, sur son honneur. Ces assurances se trouvent dans une lettre particulière et confidentielle de M. Lee, laquelle n'est pas imprimée, et on ne sera pas fâché d'être en état de le contredire authentiquement.

1775

C'était une interrogation assez positive, sous la courtoisie diplomatique M. de Guines répondit tout de suite par un billet qui renouvelait ses déclarations verbales; mais il trouva prudent d'envoyer à Versailles celui du ministre anglais, le jugeant propre à faire changer peut-être d'attitude<sup>1</sup>. Une semaine avant de le recevoir, M. de Vergennes, de sa main encore, fortifiait l'esprit de l'ambassadeur par l'approbation du roi :

Le Roi a fort approuvé M. le langage que vous avez tenu au lord Suffolk en l'assurant des dispositions et de l'esprit de justice de Sa Majesté qui ne lui permettent pas de jamais favoriser les troubles de l'Amérique. C'est une vérité que vous ne devez pas hésiter à renouveler toutes les fois que vous pourrez le faire sans affectation. Nous ne savons pas que les peuvent être les espérances des Américains et sur quelle puissance elles reposent. Nous n'avons encore eu aucune recherche de leur part, s'ils nous en faisoient, nous les secondarions honnêtement et nous leur garderions le secret.

A Versailles le 10 7<sup>bre</sup> 1775

Angleterre t. 5. l. n° 160.

Toutefois, la démarche de lord Rochford sentait l'humiliation si elle était sérieuse; c'était pis si elle ne cachait qu'une ruse de chancellerie. Le gouvernement du roi pensa ne point devoir s'exposer à en subir une nouvelle. Le ministre écrivit à Guines :

J'ai reçu, Monsieur, la lettre n° 291 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8 de ce mois et les différentes pièces qui y étoient jointes. La plus intéressante pour nous, la seule qui demande explication est le billet que le lord Rochford vous a écrit en vous envoyant la correspondance imprimée de MM. Lee et Burgoyne, et dans lequel il vous marque que M. Lee, dans une lettre confidentielle qu'on ne produit pas, assure *sur son honneur* que les Américains ont la sûreté d'être secourus par la France et par l'Espagne.

Le Roi a approuvé, Monsieur, la réponse franche et positive que vous avez faite à ce ministre anglais, mais Sa Majesté pense que vous devez en rester

<sup>1</sup> La pièce est jointe au rapport du comte de Guines en date du 8 septembre (Voir l'annexe III, n° 1).



la et ne donner rien de plus par écrit. Il est assez sensible que le lord Rochford par son ballet n'a voulu que vous extorquer quelque déclaration dont il puisse se parer au Parlement et peut-être aussi se servir en Amérique pour décourager les Américains, en leur faisant connaître qu'ils n'ont aucune espèce d'assistance à attendre de la part des deux Couronnes. Le Roi, comme j'ai eu l'honneur de vous le marquer par une précédente lettre, ne veut ni augmenter les embarras du Gouvernement britannique ni encourager la résistance des Américains, mais il ne lui convient pas aussi de servir de moyen à la fléchir.

A Versailles le 18 7<sup>me</sup> 1775.

Angleterre, t. 511 n° 160

C'était déjà un autre langage que celui tenu jusqu'alors au représentant du roi à Londres. Mais après l'envoi de Bonvouloir il n'y avait plus à cacher à ce représentant qu'on désirait un peu la « recherche » des Américains et qu'on n'était point en disposition d'aider l'Angleterre à les soumettre. M. de Vergennes ressentait encore la blessure un mois après. Il mande à l'ambassadeur le 15 octobre :

La prétendue assertion du général Lee est une de ces absurdités qui ne peuvent exciter que du mépris. Si les ministres anglois ne trouvent pas dans la conduite franche et cordiale du Roi toute la sûreté qu'ils peuvent désirer, et un préservatif contre les alarmes qu'on peut se faire à leur donner, il faudra renoncer à vouloir les guerir de leurs terreurs paniques, il n'est pas possible de faire plus que nous avons fait depuis le commencement des troubles de l'Amérique pour les convaincre de la pureté et du desintéressement de nos vues.

A Fontainebleau le 15 8<sup>bre</sup> 1775.

Angleterre, t. 512, n° 27

Les révélations du général américain étaient supposées. Lord Rochford avait voulu sans doute essayer de l'effet que produirait l'apprehension sur l'esprit du comte de Guines, pour voir celui qui en résulterait sur le gouvernement de Versailles. Le comte, huit jours après, accuse de ces imputations sans fondement la légèreté du ministre

- 1775 anglais, ne s'apercevant pas que celui-ci s'était joué de la sienne. L'ambassadeur était du reste en chemin de donner d'autres preuves de la facilité que l'on trouvait à le surprendre, du défaut de sagacité qui lui était naturel ou de la complaisance qu'il mettait à se laisser abuser par ses relations de salons. L'obligation allait s'imposer, dès lors, de le remplacer par quelqu'un qui fût tout au moins plus retenu et aussi plus libre.

Voir l'annexe II du présent chapitre n° 2

## ANNEXES DU CHAPITRE V

### MISSION DE BONVOULOIR

#### I. GUINÉE AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 1<sup>er</sup> juillet 1775

Je sais de très bonne part qu'un homme qui connoit bien la situation des esprits a assuré Milord Dartmouth 1<sup>o</sup> que l'armée entière du roi d'Angleterre n'opéreront pas grand chose sur les Américains 2<sup>o</sup> que, quelque changement qui arrivât dans le Ministère Milord Chatham lui-même personne en un mot ne pourroit les ramener à la dépendance dont ils ont secoué le joug. Je n'en veillerai pas moins, Monsieur avec le plus grand soin sur toutes les révolutions qui pourroient amener un changement de Ministère. Je ne crois point et croirai difficilement que le roi d'Angleterre ait fait, ni même fasse des instances à Milord Chatham. Il faudroit que les choses fussent bien désespérées pour que ce Prince en vint à de telles extrémités. À la vérité elles le paroissent quant à l'Amérique; mais je ne crois pas que Sa Majesté Britannique et son Ministère en soient encore persuadés. Cependant je sondai Milord North à ce sujet mercredi dernier. Il me dit que les premières nouvelles seroient mauvaises, qu'il falloit s'y attendre, que cela dureroit encore quelque temps mais qu'ensuite elles deviendroient bonnes. Son ton me paroit plus décidé sur la première partie de la période que sur la seconde, je n'ai jamais vu un homme aussi embarrassé. Milord Suffolk n'avoit pas l'air plus assuré avant-hier. Il m'a avoué que Triconderago étoit rempli de munitions, que les rebelles s'en étoient emparés, qu'ils avoient surpris le fort, et n'y avoient éprouvé aucune résistance. Il est convenu qu'il seroit fort extraordinaire que de simples paysans sans chefs se conduisussent politiquement et militairement avec autant de fermeté et a ajouté que c'étoit ainsi cepen-

que le Conseil les avoit envisagés et les envisageoit encore. Vous juges bien, Monsieur, que dans ces différentes conversations je ne perds pas une occasion de dire combien nous désirerions que le Ministère fût dégagé de ces entraves, et de bien persuader la sincérité des vœux que nous formons pour son maintien et sa tranquillité. Je crois que Milord North aura bien de la peine à se soutenir. S'il y a encore un échec en Amérique il aura à combattre jusqu'au Conseil entier du roi d'Angleterre. L'opposition ne met seulement pas en question sa chute, et je crois que les Bedford ne sont pas éloignés de s'en flatter. J'ai trouvé un des principaux membres de cette opposition devenu bien discret et bien mesuré : c'est Milord Shelborne. Il étoit en usage de me dire avec infiniment de liberté sa façon de penser sur les affaires, sur les Ministres, sur Sa Majesté Britannique elle-même. Je ne l'avois pas revu depuis mon retour, quoique nous nous fussions cherchés réciproquement. Il a arrêté avant hier mon carrosse et a causé avec moi une demi-heure à ma portière. J'ai voulu lui parler des affaires du temps et de sa gaieté que j'avois toujours vu augmenter à proportion de ce qu'elles alloient mal. Il m'a répondu qu'il n'en parloit plus qu'au Parlement et a fait quelques plaisanteries. Mais je ne l'ai jamais pu entendre sur ce point. C'est un changement extraordinaire. Si celui-là arrive, ce ne sera jamais que par le crédit d'un autre, car le roi d'Angleterre l'a spécialement en aversion, et il n'est porté par aucun parti, pas même par le sien.

*Angleterre, l. 5. l. 1<sup>re</sup> 4*

## 2. GUINES AT COMTE DE VERGENNA.

*A Londres le 28 juillet 1775*

Dans ces circonstances mettant tous mes soins sur la seule chose qui puisse dépendre de moi, c'est-à-dire sur les moyens d'être instruit de tout ce qui peut intéresser ces gens-ci, le hasard vient de m'en fournir un que je crois bon à employer. M<sup>r</sup> de Bonvouloir, gentilhomme français cousin germain de M. le marquis de Lambert, qui a un frère capitaine dans le régiment du Commissaire général et un autre dans Lyonnais, étoit volontaire dans le régiment du Cap, une maladie l'a obligé de quitter St Domingue pour changer d'air, il a été dans toutes les Colonies anglaises, il en arrive, on lui a offert de prendre parti dans l'armée des Rebelles, il s'y est formé des intelligences ainsi qu'à Boston, Newyork, Philadelphie, la Providence et Rhode Island, il m'a rendu de fort bons comptes de tout ce qu'il a vu, et ne demande pas mieux que d'y retourner, il paroit avoir beaucoup de sèle. Un accident qui l'a rendu fort contrefait, l'a empêché jusqu'ici de se placer, il ira partout où on voudra l'envoyer. Je me charge. Monsieur si cela convient au Roi, de faire avec M. de Bon-

voudrait les arrangements les plus certains pour empêcher que sa mission ne puisse dans aucun cas en compromettre un autre que lui-même, c'est ce dont je suis d'abord convenu avec lui, et quelque difficile qu'il soit de trouver des vaisseaux qui partent pour les côtes d'Angleterre ou de France, cela ne sera cependant pas impossible, d'après les détails qu'il m'a faits de la situation des choses. Il faudrait seulement trois points qu'il ne demande pas, mais que je demande comme lui étant nécessaires. Un brevet de Lieutenant daté du mois de septembre dernier, à la suite de l'Infanterie, qui puisse le mettre à même d'entrer avec avantage dans l'armée des Rebelles s'il juge que cela soit nécessaire à ses vues ou du moins lui donner quelque considération parmi eux, je le demande antichat, parce qu'il leur a dit qu'il étoit officier. 2° Deux cents louis par an au moyen desquels il se chargera de tous ses voyages et de tous les frais indispensables à cette correspondance, ce qui sera d'autant moins cher que cela nous épargnera peut-être les cinq cents guinées du correspondant du bureau des Colons, pour lequel j'ai demandé l'agrément du Roi, il faudra que celui-ci remplisse bien sa mission si je le garde plus de trois mois dans le cas où M. de Bonvouloir, qui en remplira à peu près l'objet, seroit employé. 3° Une lettre que je ne lui remettrai pas, mais que je lui montrerai et par laquelle vous me ferez l'honneur de me mander que le Roi lui ait fait gré de son zèle et reconnu ses services, ils sont d'autant plus méritoires, Monsieur, qu'en condamnant à être fusillé sans autre forme de procès, dans le camp des Rebelles, tout homme seulement soupçonné d'infidélité, deux officiers supérieurs l'ont été dans les premiers jours du mois dernier, M. de Bonvouloir étant à l'exécution.

J'attends avec impatience les ordres dont vous voudrez bien m'honorer à ce égard, la saison exige de se déterminer promptement afin de trouver un vaisseau pour l'Amérique, si le Roi approuve ce que je propose il seroit nécessaire que vous voulussiez bien m'envoyer le brevet en réponse.

### 3. LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE DE GUINES.

A Versailles le 7 août 1775

J'ai mis sous les yeux du Roi Monsieur la proposition que vous faites de faire retourner en Amérique M. de Bonvouloir dont vous paraissez priser les connaissances et les lumières qu'il a acquises dans ce pays-là. Je ne doute pas que vous ne vous soyez bien assuré qu'il est effectivement ce qu'il se dit car je dois vous prévenir qu'il n'existe au bureau de la Marine aucun renseignement qui justifie que ce Français ait été attaché dans aucune qualité au Régiment du Cap. Toutefois, Sa Majesté a bien voulu agréer que M. de Sartines lui expédiât sur votre demande, un

brevet de Lieutenant à la suite de ce Régiment vous le trouverez ci-joint. Quant au traitement annuel de deux cents louis que vous proposez le Roi veut bien l'autoriser, et vous vous en prévaldrez sur moi dans vos états de frais extraordinaires des quartiers, mais, le Roi en vous allouant cette somme, n'entend pas que vous supprimiez celle que vous avez proposée pour vous procurer des intelligences dans le bureau des plantations. S'il est intéressant d'être instruit de ce qui se passe dans l'Amérique septentrionale, il ne l'est pas moins de s'être des ordres qu'on peut y envoyer et même dans les autres Colonies, cette connaissance ne pourra que repandre un grand jour sur l'existence du projet que vous soupconnez. Le Roi approuve fort la résolution où vous êtes d'expédier M. de Bonvouloir avec assez de précaution pour que, dans aucun cas, sa mission ne puisse nous compromettre. Je crois qu'on peut lui laisser la liberté de prendre service parmi les rebelles si son goût s'y porte, c'est un officier de fortune dont les démarches personnelles ne peuvent jamais tirer à conséquence. Ce qui demande une attention particulière est la manière d'amurer votre correspondance en sorte qu'elle ne puisse être interceptée. Vous voudrez bien réduire ses instructions, qui ne devront être que verbales, à deux objets qui me semblent les plus essentiels l'un, de vous rendre un compte fidèle des événements et de la disposition la plus générale des esprits l'autre de rassurer les Américains contre la frayeur qu'on cherchera sans doute à leur donner de nous. Le Canada est le point jaloux pour eux, il faut leur faire entendre que nous n'y songeons point du tout, et que loin de leur envier la liberté et l'indépendance qu'ils travaillent à assurer, nous admirons, au contraire, la grandeur et la noblesse de leurs efforts, et que, sans intérêt pour leur nuire, nous verrons avec plaisir que des circonstances heureuses les missent en liberté de fréquenter nos ports, les facilités qu'ils y trouveroient pour leur commerce leur prouveroient bientôt toute l'estime que nous avons pour eux. Le Roi compte sur votre vigilance et sur votre exactitude à l'en informer promptement. Monsieur, de tout ce que vous jugerez intéressant. Nous sommes bien persuadés, Monsieur, que vous ne renverriez pas à l'époque de votre expédition hebdomadaire des notions qu'il seroit instant de nous faire parvenir.

#### 5. LE COMTE DE VERCEVRES AU COMTE DE GUINES.

A Versa. les 10 et 7 août 1755

Monsieur,

J'ai rendu compte au Roi Monsieur, des offres de zèle et de bonne volonté que le s<sup>r</sup> de Bonvouloir, se disant attaché à son Régimen du Cap vous a faites. Sa Ma-

De la main de Vercevres

jesté vous autorise à l'assurer qu'elle lui en sait gré et qu'elle reconnaîtra convenablement dans l'occasion les services qu'il se montre disposé à lui rendre.

J'ai l'honneur d'être avec un très-sincère et fidèle attachement Monsieur

# 5 GUINÉE AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 16 août 1774.

M. de Bonvouloir, Monsieur, est pénétré de reconnaissance de ce que le Roi veut bien faire pour lui : il promet d'exécuter la mission, un an suffira pour voir s'il tiendra parole, et s'il ne la tient pas ce sera deux cents louis de hasardés : car pour le brevet je lui ai déclaré que l'intention de Sa Majesté étoit qu'il ne rejoignît son Régiment ni ne se fit recevoir que sur un ordre exprès de sa part, ainsi ce brevet devient nul si l'objet auquel il le doit n'est pas rempli. Il m'a donné de nouveau sa parole qu'il étoit volontaire sans appointement dans le Régiment du Cap. En effet il m'a produit une lettre de M<sup>r</sup> de Vailière par laquelle cet officier général lui promet un congé : il n'en aurait pas eu besoin, s'il n'avait été attaché à quelque corps. A l' surplus, j'ai constaté le fait vis-à-vis M<sup>r</sup> son frère qui est lieutenant au Régiment du Maine formé des deux derniers bataillons du Régiment de Lions et maintenant à Calais. Il est venu le voir ici et il m'a mis dans le cas de prendre de la confiance dans M<sup>r</sup> de Bonvouloir par le secret dont celui-ci est capable. En effet ce frère qui l'aime tendrement est venu me trouver pour me marquer son inquiétude par le silence qu'il garde vis-à-vis de lui relativement à quelque projet dont sûrement il lui faisoit mystère puisqu'il ne vouloit pas retourner en France. Ainsi voilà déjà une qualité essentielle pour la besogne dont il va être chargé. Cet officier du Régiment du Maine me paroît très-franc et très-loyal. Il m'a dit les défauts de son frère comme les honnes qualités. Il n'y a pas de reproches à lui faire que d'avoir mangé une partie de ce qu'il avoit, mais ce n'est que dans cette classe d'hommes que l'on peut trouver ceux qui cherchent les aventures. Je me conformerai exactement, Monsieur à tout ce que vous me prescrirez au sujet de cette circonstance, il faut que j'écrive au père de M<sup>r</sup> de Bonvouloir que je me charge de son fils sans lui dire pourquoi : je dois attendre sa réponse, ainsi je ne prévois pas que cet arrangement puisse être consommé avant quinze jours. J'aurai l'honneur à cette époque de vous en faire passer tous les détails.

## C. QUITTANCE DE BONVOULOIR

J'ai reçu de Son Excellence, Monseigneur le Comte de Guines les deux cents guinées qu'il étoit chargé de me remettre  
 A Londres le huit septembre 1775

ALHARD BONVOULOIR

## 7. LE COMTE DE VERGENNES À GUINÉS.

A Versailles le 18 7<sup>bre</sup> 1775

Rien de plus sage que la leçon que vous avez faite à M<sup>r</sup> de Bonvouloir, c'est à lui de veiller si bien sur lui-même sur ses propos et sur ses démarches qu'il ne lui mes arrive pas il ne doit s'attendre à aucune protection de notre part s'il venoit à s'attirer l'animadversion du Gouvernement anglais. Comment est-il possible, Monsieur que dans ces moments de crise un étranger ait la facilité de s'embarquer pour Philadelphie?

## 8. LE COMTE DE VERGENNES A GUINÉS

A Fontainebleau le 15 5<sup>bre</sup> 775

Je comprends Monsieur qu'il n'a pas dû être facile d'embarquer M<sup>r</sup> de Bonvouloir pour l'Amérique, enfin le voilà en chemin et grâce aux précautions que vous avez prises il n'y a pas sujet de craindre que son voyage puisse jamais vous compromettre. Les lettres qu'il vous écrira devant être adressées à Anvers ne pourriez vous pas donner ordre qu'elles vous fussent envoyées à Calais d'où elles vous parviendroient avec toute sûreté par vos courriers?

Angleterre 1512, n<sup>o</sup> 27

## 9. GUINÉS AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 30 octobre 1775

Les lettres de M. de Bonvouloir adressées à Anvers le sont sous une double enveloppe à un correspondant de Calais qui les remettra au mien et ne les enverra point à Anvers, tandis qu'à la poste de Londres lorsque quelques-unes de ses lettres confiées à des vaisseaux anglois viendront par cette voye, on ne verra qu'un correspondant de Calais chargé de faire passer des lettres à des négociants d'Anvers



lettres qui ne contiendront que des détails relatifs à une branche de commerce à établir entre des particuliers de cette ville et l'Amérique : ce qui permet et même rend nécessaire toute exposition de faits et toutes réflexions relatives.

## II

## LE MÉMOIRE DE BEAUMARCHAIS.

A MONSIEUR LE COMTE DE VERGENNES.

Paris ce vendredi 22 7<sup>bre</sup> 1775.

Quand le zèle est indiscret, il doit être réprimé. Lorsqu'il est agréable, il faut l'encourager : mais toute la sagacité du monde ne pourroit pas faire deviner à celui à qui on ne répond rien la conduite qu'il doit tenir. Je fis, hier, parvenir au Roi par M<sup>r</sup> de Sartines un petit travail qui n'est qu'un résumé de la longue conférence que vous m'aviez accordée la veille. C'est l'état actuel des hommes et des choses en Angleterre. Il est terminé par l'offre que je vous avais faite de baillonner pour le temps nécessaire à nos apprêts de guerre tout ce qui, par ses cris ou son silence, peut en hâter ou retarder le moment.

Il a dû être question de tout cela hier au Conseil, et ce matin vous ne me faites rien dire. Les choses les plus mortelles aux affaires sont l'incertitude et la perte de temps.

Dois-je attendre ici votre réponse, ou faut-il que je parte sans en avoir aucune ? Ai-je bien ou mal fait d'entraîner les esprits dont les dispositions nous deviennent si importantes ? Laisserai-je, à l'avenir, avorter les confidences, et repousserai-je au lieu de les accueillir des ouvertures qui doivent influer sur la révolution actuelle ? Enfin suis-je un agent utile à mon pays ou seulement un voyageur sourd et muet ?

Je ne demande point de nouvel ouvrage, j'en ai de trop sérieux à terminer en France pour mes affaires personnelles : mais, j'aurais cru manquer au Roi, à vous au devoir d'un bon Français, si j'avais laissé ignorer le bien que je puis faire, ou le mal que je puis empêcher. J'attendrai votre réponse à cette lettre pour partir. Si vous ne m'en faites point sur les affaires, je regarderai mon voyage comme blanc et nul, et, sans regretter mes peines, je retourne à l'instant, je termine en quatre jours

ce qui me reste à faire sur d'Eon et je reviens, sans avoir revu personne, à Londres. Ils seront tous bien étonnés, mais un autre fera mieux s'il peut, je le souhaite de tout mon cœur.

Je suis avec le plus profond respect, Monsieur le Comte, de Votre Excellence le très-humble et très-obéissant serviteur

BEAUMARCHAIS.

Angleterre, le 511<sup>o</sup> 1775

### III

#### CORRESPONDANCE DU GÉNÉRAL LEE.

##### 1. GUINES AU COMTE DE VERGENNES.

Londres le 8<sup>bre</sup> 1775.

Il parait deux lettres, l'une de M. le général Burgoyne de l'armée royale et l'autre du général Lee, de l'armée américaine, ils ont été fort liés jadis et s'invitent réciproquement à changer d'opinion et de parti. Ces deux lettres ne sont pas encore publiques. Mylord Rochford, qui les a lues, y a vu que M. le général Lee engage sa parole d'honneur que les Américains ont la certitude d'être soutenus par la France et par l'Espagne. Ce Ministre m'en a parlé cependant sur le ton le plus amical et le plus convenable. Je lui ai répété tout ce qui est contenu dans votre avant-dernière dépêche et je crois l'avoir aussi bien persuadé de la fausseté de cette assertion.

##### 2. GUINES AU COMTE DE VERGENNES.

Londres le 29 septembre 1775.

Je suis très-flatté, Monsieur, que le Roi ait bien voulu approuver ma réponse au billet du Lord Rochford.

Ce Ministre m'en a encore reparlé depuis, non pour insister sur une réponse précise de ma Cour, mais pour me persuader que M. Lee avait donné sa parole d'honneur du fait qu'il avait avancé à M<sup>r</sup> le général Burgoyne. Je me suis contenté de lui répondre que j'en étais fâché pour l'honneur de M<sup>r</sup> Lee. Au reste je regarde cette démarque de Mylord Rochford moins comme un piège qu'il auroit voulu nous

tendre pour s'en servir vis-à-vis des Américains, que comme une suite de légèretés auxquelles ce ministre est quelquefois sujet. Il avoit commencé par me dire que M<sup>r</sup> Lee s'exprimoit ainsi dans sa lettre à M<sup>r</sup> Burgoyne qu'il m'enverroit. Cette phrase ne se trouvant pas dans la lettre il a bien fallu faire une histoire pour justifier une demi-heure de discussion sérieuse qui se trouvoit ne porter sur rien

## IV

## LETTRE DU MARQUIS DE GRIMALDI AU COMTE DE VERGENNES

A St Id<sup>e</sup> le 15 sept<sup>bre</sup> 1775

Monsieur

Les deux lettres dont V. E. m'a honoré en date des 7 et 20 sont embrassent deux objets importants avec la même franchise et vérité dont vous usez avec nous que nous estimons infiniment et à laquelle nous sommes très reconnoissant j'exposerai à V. E. nos mesures nos démarches et ce que le Roi pense . De notre part voici ce qui a été résolu, la place de Puerto Rico, qu'on a extrêmement fortifié, quoique déjà en état de défense, exigeoit encore 3 années de travail pour perfectionner ses ouvrages, le Roi a ordonné qu'on double les ouvriers, et l'argent nécessaire pour finir le tout en 18 mois sous prétexte de relever la garnison on y envoie un Reg<sup>t</sup> de 2 Bat<sup>s</sup> de renfort

La Havane a tous ses ouvrages achevé il y a 2 Reg<sup>t</sup>s d'infanterie et un de dragons, outre une milice bien disciplinée, malgré cela sous le même prétexte de relever un de ces deux Reg<sup>t</sup>s on y en enverra un de renfort

Au Mexique on ne croit pas devoir envoyer pour le présent des troupes, le besoin n'en est pas urgent, et les égards que V. E. conseille, pour ne pas donner trop d'ombrages aux Anglois par des préparatifs trop marqués nous font suspendre le renfort d'hommes pour cette partie là on complètera tout ce qui regarde munitions armes et artillerie soit au Mexique comme à Cartagene et à Caraque qui forment les 5 postes importants que nous pensons pouvoir défendre et surtout les 4 puisque Caraque n'est pas si essencielles.

\* 21

Nous avons 10 vais' de ligne , 4 fregates et 9 clubs armés en Europe, nous comptons d'autres petits bâtimens tout cela restera dans le même état.

Il est très juste de se concerter pour tomber sur tous les batimens anglais, à la première hostilité que nous venons de leur part, et que cela soit exécuté rigoureusement et promptement de la part de nos deux nations.

Quant à l'autre objet des Portugais et de Buenos aires V. E. aura été instruite que l'affaire a changé de face le démarche qu'ils ont faite avec nous quand nous nous y attendions le moins pourroit prouver, ou que la situation des Anglais leurs a fait changer de projet ou que réellement ils n'ont jamais eu schu d'exécuter une guerre ouverte dans nos Pais la mais bien de se tenir en force, pour imposer petit à petit comme ils ont toujours fait dans l'étendu immense des limites des deux Couronnes; on pourroit aussi soupçonner qu'on en vouloit nous endormir moyennant cette ouverture amicale pour nous détourner de quelque forte résolution que pourroit nous conseiller nos armemens qui se trouve tout prêt et à leurs portes,

Mal tout cela doit être mis au clair bientôt par les explications ultérieures, que nous attendons de Portugal, l'amb' de cette Couronne qui est un bon homme et rien de plus, vient de me dire qu'on lui mandoit que bien tot on lui depeschoit un courrier, et que le délai provenoit de l'état de la santé du Roi très fidèle, cela posé nous ne croyons pas devoir dans le moment envoyer des troupes à Buenos aires soit parce que notre gouverneur a mandé que pour les postes importants et pour la défense il se croyoit en sûreté comme parceque si outre les deux Reg<sup>s</sup> qui partent pour les Isles on en embarquait d'autres pour la rivière de la Plata, nous tomberions dans l'inconvénient que V. E. a été d'avis qu'on devoit éviter, c'est à dire de fournir au parti anglais qui opase pour la guerre contre nous un prétexte pour la faire décider.

Les raisons que V. E. a cherché à découvrir dans la conduite de M. du Pombal vis à vis de l'Espagne seroient à la vérité bien extraordinaires, et difficiles à mesurer. Le bruit du ce projet d'exclure du Trône le Prince du Brésil, pour y placer son Fils mineur, nous parvint par le C<sup>te</sup> de Clermont à son passage par ici. Nous n'en avons pas découvert d'autres traces, et quoique nous supposons le M<sup>re</sup> Portugais capable d'entreprendre les choses plus extraordinaires et plus absurdes je doute qu'il ait le courage de se déterminer à une aversion dans l'ordre de succession établi, qui l'exposeroit à une révolution dans son propre Pais.

Je rends à V<sup>re</sup> Ex<sup>te</sup> un million de grâce pour le présent qu'elle a bien voulu me faire de la médaille du sacre du nouveau Roy, je l'apprécie d'autant plus que je compte que ce jeune Prince va être le restaurateur de sa monarchie, ce sont les vœux unanimes que je fais pour le bien de la France et de l'Espagne et pour que V. E. soit

persuade d'un parfait attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être Monsieur  
De Votre Excellence Le très humble et très obéissant serviteur

DE GRIMALDI.

Je suis charmé que V. E. soit content de notre Amb<sup>e</sup> on ne lui cache rien des affaires et peut en raisonner avec V. E.

# V

## LE MARQUIS DE GRIMALDI ET LE MARQUIS DOSSIA

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES SUR LE MINISTÈRE D'ESPAGNE

Fin de 1774 ou commencement de 1775.

Je n'ai point vu la correspondance ordinaire avec la Cour de Madrid. Je ne connais que celle qui a rapport à la délimitation des deux Navarres, dont Monseigneur a daigné me charger. J'ignore par conséquent si dans les autres affaires que nous avons à traiter avec elle depuis quelques années, nous avons à nous louer de quelque bonne volonté sincère de sa part, de sa bonne loi, de son inclination à nous faire justice, à établir, à resserrer les liens d'amitié qui devraient unir les deux nations, comme ils unissent véritablement les deux souverains. Monseigneur peut seul en juger.

Mais dans la discussion sur les limites de la Navarre dans tous les Mémoires que l'Espagne y a produits, dans toutes les lettres de M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi, il règne un ton de prépotance et de dénégation de toute justice, dont on peut être étonné, et qui semble mériter attention de la part du ministère du Roy.

Ces dispositions de M. de Grimaldi ont plusieurs causes, Elles ne peuvent échapper aux lumières supérieures de Monseigneur. J'ose en retracer ici quelques unes et le supplier de daigner les lire avec l'indulgence que j'espère toujours de ses bontés, et de la pureté de mon zèle ardent pour la gloire de son Ministère.

Le Roi d'Espagne a l'âme vraiment grande, noble et juste. Il paraît attaché au Roi par tous les sentiments les plus tendres et par des dispositions favorables envers les Français. Mais chacun sait que en général les Espagnols ne nous aiment point.

que leur ancienne antipathie, leur ancienne aversion pour nous ne sont pas éteintes. Qu'ils affectent souvent une indifférence aussi malhonnête que déplacée pour notre alliance. Que plus nous témoignons faire cas de la leur, plus ils se persuadent qu'ils peuvent au moins nous la faire acheter par les sacrifices de nos droits les plus incontestables.

M. de Grimaldi est étranger en Espagne. Les Espagnols naturellement fiers et présomptueux, n'aiment point les Étrangers pour les gouverner. M. de Grimaldi n'échapa qu'avec beaucoup de peines et de souplesses à la révolution que l'émancipation de Madrid occasionna dans le Ministère du Roi d'Espagne. Il n'a dès lors rien voulu pour plaire aux Espagnols, et persuade qu'un Chapeau de Cardinal lui donnerait plus de confiance et de considération dans un pays où les gens d'église et les moines ont tant d'influence, il étoit résolu il y a cinq ou six ans à en solliciter un. Mais il ne parut pas qu'il ait fait aucun progrès dans la confiance de la Nation. Il ne soutint au faveur auprès du Roi son Maître, que par les égards et les déférences les plus marquées pour tous ceux qui approchent Sa Majesté Cath<sup>o</sup>, pour les moindres employés subalternes, et surtout pour les autres Ministres ses collègues, tous Espagnols toujours prêts à le desservir, et à interpréter au plus mal ce qu'il pourrait proposer ou faire même de plus juste sans eux.

Ainsi quand on pourrait supposer que M. de Grimaldi eût quelque affection pour la France, il se garderait bien de la laisser voir à Madrid, autrement que par quelques expressions toujours vaines et sans effet.

De là viennent la plus part des difficultés que nous éprouvons dans nos affaires avec l'Espagne, beaucoup plus difficiles depuis le Pacte de famille, et malgré les bonnes intentions des deux monarques, qu'elles ne le furent auparavant dans des circonstances même moins favorables. Nous voyons en effet que notre Commerce l'objet le plus intéressant de nos liaisons avec l'Espagne, quoiqu'assez considérable encore et très avantageux, diminue de jour en jour. Que nous n'y sommes pas comme nous devrions l'être pour les propres convenances de l'Espagne, et comme nous l'avons été autrefois, la Nation la plus favorisée. Et que les Anglois ses ennemis et les nôtres y sont en beaucoup de choses, mieux traités, et moins chéris que nous.

Mais ces causes du peu de prospérité de nos affaires en Espagne ne sont pas les seules.

M. le M<sup>e</sup> d'Osma réside depuis plus de six ans sans interruption, et sans être revenu en France, auprès du Roi d'Espagne. Ce prince s'accoutume facilement à ceux qui l'entourent. Il a avec raison bonne opinion de la droiture de M. d'Osma, Il le traite bien personnellement, et il se l'est encore attaché par ses bienfaits.

Une si longue habitude a rendu M. d'Ossun plus Espagnol que Français, Il regarde la protection particulière du roi d'Espagne comme l'appui le plus sûr pour conserver son Ambassade, et cela lui a effectivement servi plus d'une fois à prévenir son rappel. En conséquence il ne s'occupe essentiellement comme M. de Grimaldi, qu'à plaire aux Espagnols . . . Cette manière de négocier purement passive est fort commode pour M. d'Ossun mais elle a bien des inconvénients. Les Espagnols ne doutent pas qu'ils n'aient constamment raison avec nous lorsque l'Ambassadeur du Roi ne leur dit jamais qu'ils aient tort. Ils négocient avec hauteur. Ils exigent tout de leur allié et ne pensent pas lui rien devoir. Les affaires traitées de leur languissent nécessairement, on nen termine aucunes et l'humeur s'y glisse parce qu'on ne s'entend pas.

Il serait difficile de citer effectivement aucune affaire de quelque importance qui ait été finie depuis nombre d'années à la satisfaction des deux Cours.

« Ne croyez pas cependant ai-je oui-dire à la cour de Madrid, qu'il n'y ait beaucoup d'Espagnols éclairés et bien intentionnés qui déplorent de voir si peu d'union entre les deux Cours, Qui sont convaincus que cette union est encore plus nécessaire à l'Espagne qu'à la France, Qui desirent de la cimenter par l'amitié par la confiance, par les convenances reciproques, Qui sentent enfin que l'intérêt des deux Nations n'est point différent de celui des deux Souverains.

« Un Ministère, entièrement composé d'Espagnols affectionnés à la France serait plus propre qu'un Étranger à effacer peu à peu les préventions nationales, à éclairer les Espagnols, à répandre parmi eux la persuasion et les germes des sentimens qui peuvent les rapprocher des Français, et faire des deux Peuples une seule nation comme le desirent les deux Monarques.

« Il conviendrait donc que la France cherchât plus qu'elle ne fait, à connaître les Espagnols qui lui sont affectionnés, Qu'elle les distinguât qu'elle favorisât leur avancement dans les emplois en Espagne. M. le marquis d'Ossun n'a pas à beaucoup près l'activité, le courage et le goût d'entreprendre une besogne qui exigerait une suite de soins une fermeté, une popularité, une manière d'être dont son âge et son caractère s'éloignent de plus en plus.

« Louis XIV ne négligea point cette pratique du temps de Philippe V et la France en recueillit d'heureux fruits pour son Commerce. »

*Espagne 1574 n° 14*

## CHAPITRE VI.

### L'AMBASSADEUR DU ROI À LONDRES.

Un liti qu'auraient pu avoir les défauts de notre ambassadeur à Londres dans les rapports respectifs de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre. — Sa mobilité d'impressions, sa faiblesse caractéristique de la correspondance du ministre avec lui. — Les Cassons et leurs partisans sont déclarés « rebelles » : effet que cette détermination produit à Versailles. — Hypothèse d'une négociation entre l'Angleterre et la Russie pour charger celle-ci de soumettre l'Amérique : examen et réfutation qu'en fait M. de Vergennes : variations de lui, de Guines. — L'Espagne cherche notre médiation entre elle et le Portugal, bien pris à cet effet par M. de Grimaldi. — M. de Vergennes désire associer l'Angleterre à cette médiation : stérilité des négociations qui s'en suivent. — Idée conçue par M. de Guines d'une alliance avec l'Angleterre : attitude que cette idée lui inspire : comment elle sert à l'abuser. — Réponses que M. de Vergennes fait successivement à l'ambassadeur, plaintes de l'Espagne. — Surveillance étroite à laquelle nous soumet le ministère anglais : lord Stormont de retour en France. — Audience du cet ambassadeur à Fontainebleau : son entretien avec MM. de Vergennes et de Mairapap. — Changements dans le cabinet de Londres, lord Weymouth. — Méthode différente de M. de Grimaldi et de M. de Vergennes à l'égard de l'Angleterre. — Intérêt attaché par celui-ci à ne pas détourner les Anglais d'user leurs forces. — Langage qui, veut faire entendre à Londres : objections que l'ambassadeur y oppose. — Comment celui-ci s'y prend et vanité qu'il en tire. — Evénements présages par l'état des choses à la fin de l'année 1773.

173 Le cabinet de Versailles essayait de faire durer les embarras de l'Angleterre et de les accroître, celui de Madrid n'en était encore qu'à vouloir sauvegarder éventuellement ses possessions contre elle. En cela l'un et l'autre étaient dans leur rôle, le premier n'ayant presque plus rien à défendre et une situation à relâcher, tandis que la vaste étendue de ses territoires rendait le second vulnérable et le retenait d'être ambitieux. Cette différence de situation en amenait une corrélatrice dans les rapports des gouvernements. A Londres, on se méfiait de nous et on nous le faisait sentir, on nous parlait comme à une puissance désuète de son rang, avec la pensée de nous dé-



goûter de le reprendre. Avec Madrid, au contraire, on s'appliquait à ne pas laisser percer d'intentions mauvaises, mais à les avoir sous les dehors d'une considération sincère. Le cabinet de Charles III pouvait ainsi communiquer avec celui du roi George comme s'il régnait entre eux une estime égale; il n'était permis au nôtre que de composer son langage et de chercher à découvrir ce qu'il devait craindre ou ce qu'il aurait raison de tenter 1775.

Les défauts mêmes de notre ambassadeur l'auraient rendu utile à l'un comme à l'autre de ces deux buts, si ces défauts n'avaient donné aux Anglais beaucoup de prise sur lui. S'inquiétant peu de se contredire parce qu'il n'était guère propre à bien juger, il se serait aisément prêté aux changements d'aspect des choses, changements qui devaient être fréquents et qu'il ne fallait pas moins prendre toujours au sérieux. Ne pensant qu'à se repandre, il aurait beaucoup entendu et sa prolixité eût tout rapporté. Sa correspondance reflète son esprit, elle dit le contraire d'un jour à l'autre avec une sorte d'inconscience. A peine avait-il lu les observations du ministre sur la pensée des Anglais, de résoudre la question de l'Amérique en déclarant la guerre aux deux Couronnes, qu'il abandonnait ses impressions premières. Lui-même, à son dire, sur « cette ouverture extraordinaire », avait représenté tout de suite à lord Rochford dans quelle position défavorable par rapport à celle d'autrefois se trouverait l'Angleterre pour faire aujourd'hui une pareille guerre. Avec sa fatuité habituelle et comme s'il n'en avait jamais jugé autrement, il écrivait le 18 août,

Au surplus, Monsieur, l'idée de faire la guerre à la France ou à l'Espagne ne fermente pas encore dans les têtes qui pourroient la déterminer, et je suis même convaincu que nous avons trois moyens suffisants pour rendre ce projet-là fort peu redoutable :

1° Unité constante de plans et de vues avec l'Espagne

2° L'attention la plus sérieuse et la plus suivie portée sur notre marine, sur nos Colonies, et spécialement sur les îles de France et de Bourbon,

775 parce que les ressources des Anglais périssant dans les Indes occidentales, les Indes orientales doivent devenir leur premier objet, puisqu'elles sont leur dernier moyen.

3<sup>e</sup> Que la nation Anglaise soit bien persuadée que l'Espagne ni la France ne veulent point entreprendre contre elle, mais en même temps sont bien préparées à n'en rien souffrir. Il me semble que voilà les grands ressorts qui en imposeront toujours dans ce pays-ci à quelque ministère que ce puisse être; et comme cette politique me paroît être celle du conseil du Roi, j'ai l'honneur de vous assurer, Monsieur, que je suis fort tranquille sur tout ce que ces gens-ci pourront imaginer pour se tirer d'affaire.

Cette tranquillité ne m'empêchera cependant pas de les veiller de fort près. Toutes les facilités, à cet égard, me sont prodiguées, et ce seroit ma faute si tout ce qui sera pénétrable n'étoit pas pénétré. Je n'avois pas attendu Monsieur, l'ordre que vous me donnez pour offrir à M<sup>r</sup> le Prince de Masseran de faire usage de mon courrier, ce qu'il avoit accepté. J'ai cependant lu à cet ambassadeur l'article de votre dépêche n<sup>o</sup> 147 qui le concerne, il y a été extrêmement sensible et a été pénétré de la confiance particulière dont le Roi l'honore.

Il en a toujours existé entre nous une très-intime, que ces nouvelles instructions ne feront que cimenter encore davantage.

*Angleterre, t. 511, n<sup>o</sup> 93.*

Il en est de même après son alerte au sujet des lettres du général Lee; le lendemain (le 20 octobre) il écrit qu'il n'en reste rien; et au contraire, il lui semble quelques jours après, le 1<sup>er</sup> septembre, que l'on est bien mieux accueilli maintenant; il s'étonne même avec naïveté de ce meilleur traitement :

Il n'est plus question, Monsieur, des assertions du général Lee. La confiance du roi d'Angleterre et de son ministère dans les vues droites et pacifiques du Roi est entière. Hier encore Milord Rochford ne cessoit de le repéter à M<sup>r</sup> le Prince de Masseran. Ils auroient tant à craindre s'il en étoit autrement, qu'il n'est pas surprenant que quelquefois la moindre chose ne leur cause les plus vives inquiétudes.

*Ibid., t. 512, n<sup>o</sup> 38.*

Nous ne savons, M. le Prince de Masseran et moi, à quoi attribuer un 1775  
changement en bien qui s'est manifesté à notre égard de la part des Ministres  
anglais sur les objets qui sont en discussion entre nos Cours respectives et  
celle d'Angleterre.

Angleterre 1811, 1<sup>re</sup> 118

Le cabinet britannique, lui, mettait toute la suite compatible avec les choses en soi dans la conduite d'une affaire qu'il avait si imprudemment engagée. Il avait aussi mal jugé la portée des faits que le bien fondé ou les chances de son entreprise, l'insuffisance des moyens de répression, à plus forte raison de résistance, avait favorisé l'essor du soulèvement. Mais revenu à une vue plus exacte de la situation, et faisant habilement face au Parlement, surveillant les deux Couronnes ses rivales et retardant leur entente, rassemblant pendant ce temps ses forces et en préparant de nouvelles, déclarant la « rébellion » et menaçant ainsi l'opposition intérieure qui ne se rallierait pas à la défense, il groupait peu à peu tous les partis de l'Angleterre et toute la nation pour un effort vigoureux. Parlant à nombre de gens, le comte de Guines était persuadé de beaucoup savoir, il écrivait sur tout cela et en raisonnait sans voir ni les ruses ni les pièges, les dépêches du ministre discutaient ses lres et les ramenaient à ce qui était probable ou aux conséquences naturelles. M. de Vergennes, qui ne l'avait pas choisi, mais subi, faisait ses dépêches pour l'ambassade, en vue des affaires; quand c'était un peu pour l'ambassadeur, il les écrivait en vue d'occuper le tapis ou en raisonnant par ironie, comme on le fait avec les esprits sur lesquels on sait ne point exercer d'empire. Il n'aurait pas mieux demandé que de voir M. de Guines absent ce nouveau. Au milieu d'août, Tort releva appel contre celui-ci, lequel fit connaître que ce retour de procédure allait demander sa présence à Paris. Le ministre s'empressa de l'aviser que le roi lui permettait de s'y rendre « chaque fois qu'il le jugerait nécessaire », lui dit de « regarder sa lettre comme un congé dont l'usage était remis à sa discrétion, de prévenir seulement assez tôt pour que l'on pût pourvoir à faire

1775 gérer les affaires<sup>1</sup>. Mais l'ambassadeur avait des motifs pour ne point laisser entrer dans son cabinet. Il pressentait sans doute aussi le retour de Garnier. Par le courrier suivant il se hâta de répondre qu'il ne se servirait du congé qu'au dernier moment et qu'alors M. Frontier, à qui le prince Masserano voudrait bien prêter ses lumières, le suppléerait très suffisamment<sup>2</sup>.

Du reste, M. de Vergennes n'était pas le seul à sentir que l'attache d'un représentant sujet à de tels démêlés judiciaires était lourde. Ces démêlés avaient donné assez de peine la première fois<sup>3</sup>, on voulait s'en affranchir celle-ci. La lettre du ministre, qui est de sa main, portait à la fin que le roi avait décidé de ne s'intéresser en rien au débat<sup>4</sup>. A la vérité ce n'était pas là de quoi intimider M. de Guines. Avec une humilité qui était presque de l'insolence, il répondit que si « l'intention du roi était autre, il prendrait la liberté de faire à S. M. les plus fortes représentations et que, plein de soumission, il ne pouvait ni ne devait rien attendre que de son Parlement ». On n'avait guère de prise sur un ambassadeur si peu conscient de ses obligations morales et si soutenu; on le laissait donc agir. Il n'avait aucune instruction formelle sinon d'affirmer sans cesse les droites intentions du roi ou son desir très réel de la paix, et d'affirmer positivement la sincérité de ces intentions, en échange du même traitement de la part de la Grande-Bretagne.

Le comte de Vergennes à Guines, 25 août 1775.

<sup>1</sup> Guines au comte de Vergennes (1.<sup>re</sup> septembre 1775).

<sup>2</sup> M. de Guines avait demandé à publier diverses dépêches du duc d'Anguillon. Celui-ci, bien que dans la retraite, objecta naturellement tout ce qui devait être dit au nom des convenances politiques et de l'intérêt de l'Etat, ce qui lui-même avait dû lui écrire ou du moins revoir de sa main les lettres justifiant ce qu'il avait permis. Voir notamment les pièces 23

et 24 du tome 508 de l'Angleterre et la note de Vergennes n° 75.

<sup>3</sup> « J. me reste à vous ajouter M. le Comte » écrivant le ministre, que le Roi s'est expliqué « dans son conseil que son intention précise est » qu'aucun de ses ministres ne se mêle de « quelque manière que ce puisse être de l'affaire » que vu « avec contre le s<sup>r</sup> Tort. Elle est entre » les mains du Parlement, lui sera tout en « connaître et prononcer. » *Angleterre*, t. 511 n° 111. Mais M. de Guines ne s'inquiétait pas de chercher un avertissement dans ce langage.

Jusqu'à la déclaration de « rébellion », M. de Vergennes avait eu la 1775  
pensée qu'une conciliation s'opérerait inévitablement et à date assez  
prochaine, entre les Colonies et leur métropole. Son esprit n'admettait  
pas que celle-ci ne saisisse point ce moyen. Au moment où cette déclara-  
tion avait lieu, il le regardait comme presque unique et le redoutait  
pour nous; peu après, il mandait encore au comte de Guines suc-  
cessivement :

Je n'ai que des remerciements à vous faire, M. des nouvelles que vous nous  
avez communiquées, les détails en sont intéressants, et les réflexions dont vous  
les accompagnez font honneur à votre prévoyance et à votre sagesse. Je vous  
prie de continuer à nous faire part de tout ce que vous apprendrez de relatif  
aux affaires de l'Amérique. C'est le point vers lequel se porte aujourd'hui toute  
l'attention. Cependant quoique tout semble se disposer dans cette partie à une  
guerre opiniâtre, je ne serais pas surpris que de part et d'autre on ne cher-  
chât et on ne trouvât des moyens de s'accommoder. C'est une triste extrémité  
pour une nation de n'envisager, même dans les succès et dans les avantages  
les plus brillants, que sa propre destruction, et c'est nécessairement le résultat  
de toute guerre civile.

*Angleterre, v. 511, n° 64*

Le Conseil du roi d'Angleterre peut vouloir faire de l'Amérique septen-  
trionale un désert, mais toute sa puissance y échouera. Si jamais les troupes  
anglaises quittent les bords de la mer, on pourra bien leur en fermer le  
retour, et je vous avoue, Monsieur, que je regarde comme une vaine jactance  
plutôt que comme une menace sérieuse ce que vous entendez dire à cet  
égard, même par les personnes admises dans le sanctuaire des Conseils. Ce  
prétendu dessein semble même contredit, je ne dirai pas par la longueur  
actuelle des opérations en Amérique que l'éloignement n'auroit pas permis  
d'animer depuis l'affaire du 17 juin, mais par l'inaction à laquelle on semble  
se vouer pour le reste de cette campagne. Nous voyons par ce que vous nous  
marquez, Monsieur, qu'il est arrêté d'y faire passer pour l'année prochaine  
des renforts puissants, d'augmenter non-seulement le nombre des régiments,  
mais encore celui des compagnies et leur force. Tout cela seroit admirable si  
les Américains ne devoient pas profiter eux-mêmes de ce temps de répit pour

se renforcer, pour se discipliner et pour mieux combiner leurs mesures. Si on voulait les écraser, il ne faudroit pas leur laisser le temps de s'y recon-  
naître, les presser sans relâche, des attaques redoublées qui les auroient étonnés  
auroient pu les décourager. Le Gouvernement hésite. Il ne désespère peut-  
être pas encore de sortir d'embarras par la négociation, la Virginie a fait une  
ouverture, lorsqu'elle a dit : ou un subside avec le commerce libre à l'instar  
de l'Ecosse, ou le commerce sur l'ancien pied sans subside. Si cette alterna-  
tive est dans le vœu du Congrès général, la dernière branche peut faire une  
issue sortable. Je ne me livre facilement à mes pensées, Monsieur, qu'autant  
que vous voulez bien les rectifier si je me trompe. Je ne demande qu'à être  
éclairé, et je vous prie de vous expliquer avec moi avec autant de franchise  
que je le fais avec vous. Nous servons un maître commun : notre travail ne  
doit avoir qu'un même but.

A Versailles le 26 août 1777

Angleterre t. 511 n. 97

Quelque opinion que j'aie de la richesse et des ressources de l'Angleterre  
je ne puis pas me l'exagérer au point de la croire en état de subjuguier l'Ame-  
rique par la force, et j'avoue, Monsieur, que j'ai peine à partager l'idée où  
vous êtes que le Ministère anglais, se montrant contre son usage plus so-  
gneux de sa dignité que de son intérêt, s'obstine à rejeter toute proposition  
de la part d'un Congrès qu'il regarde avec raison comme illégal, mais qui  
n'en est pas moins le représentant de douze Colonies unies pour résister aux  
entreprises et au despotisme de la métropole. Si vous croyez Monsieur que  
la proposition contenue dans l'apostille ajoutée à ma dépêche n° 148 et que  
j'ai répétée dans ma dernière, satisferoit pleinement les Ministres anglais,  
vous avez dû remarquer qu'elle se trouve assez clairement énoncée dans  
l'adresse au peuple Anglais dont M<sup>r</sup> Penn doit avoir été porteur. On n'y  
demande que la révocation des actes postérieurs à l'année 1763.

A Versailles le 27 août 1775

Ibid. n° 110

Mais quand les Colonies et leurs partisans furent réprouvés comme  
« rebelles », ces points de vue se trouverent renversés. M. de Guines  
envoya le 25 août le texte de la proclamation royale. Elle fermait

ainsi toute issue à la conciliation, il l'estimait malheureuse à cause de cela. En fait, pourtant, cette déclaration (on peut la lire aux annexes de ce chapitre) allait donner le ressort à l'opinion anglaise. Seulement, on en jugeait d'autre manière, et M. de Guines était dans le ton en disant :

Vous verrez, Monsieur, par la proclamation ci-jointe publiée aujourd'hui par l'ordre du Roi, qu'ainsi que j'ai toujours eu l'honneur de vous le mander, on se ferme ici, avec plus de soin, chaque jour, toutes les portes d'un accommodement ou d'une conciliation quelconque. Voilà les Américains proclamés rebelles, et par conséquent l'impossibilité dûment et légalement établie de recevoir de la part du Congrès aucune espèce de propositions. Ainsi, le Ministère, d'une part, ne se ménage plus de ressources que dans le démembrement de quelques provinces qui, lassées de la guerre, se désisteroient de l'association générale et viendroient à l'obéissance, et, de l'autre, les Colonies sont plus que jamais déterminées à ne faire qu'un seul et même corps, et y regardent leur sûreté et leur liberté d'autant plus intéressées que le Gouvernement annonce plus de propension à les désunir. La Georgie, qui seule avoit conservé quelque indecision, a entièrement adhéré aux résolutions du Congrès. Vous remarquerez, Monsieur, dans cette même proclamation que l'avis de Milord Rochford a prévalu dans le Conseil. Ce Ministre me l'a confié, et j'ai eu l'honneur de vous en rendre compte dans ma dépêche n° 283. Les membres de l'opposition en correspondance avec les Américains feront bien de se tenir sur la réserve. Il est évident que la proclamation les a personnellement pour objet. On peut imaginer quelle aigreur ceci va produire entre les deux partis. Voilà le roi d'Angleterre obligé aux moyens les plus extrêmes. Ce prince obstiné comme Charles I<sup>er</sup>, et dans le fait peut-être aussi faible que lui, rend tous les jours plus difficile et plus dangereuse la tâche qu'il a entreprise.

A Londres le 25 août 1774.

*Angleterre, 1774 n° 107*

Chercher à prévoir si le succès ou l'échec suivrait la détermination du gouvernement de George III de poursuivre la soumission absolue des *insurgents*, et quelles conséquences l'une ou l'autre issue aurait

775 pour nos intérêts, cela seul importait dorénavant au ministère de Louis XVI. L'hypothèse du succès ne s'offre guère à sa pensée. Il entrevoit beaucoup d'obstacles : les débouchés fermés devant la production anglaise et, dès lors, la pénurie financière; les moyens militaires de la Grande Bretagne, qui sont au-dessous de l'entreprise; l'état des partis, qui rend probable une révolution violente, laquelle changera le pouvoir de mains et énervera la répression. Cette prévision d'un bouleversement politique en Angleterre était alors générale. C'est pourquoi l'on répond à l'ambassadeur, dans les données ou lui-même a écrit :

La proclamation que le Ministère anglais vient de rendre, moins peut-être contre les Américains que contre les chefs de l'opposition, change absolument l'ordre de nos combinaisons et détruit sans réplique toutes les spéculations de conciliation dont on nourrissoit encore l'espoir. Il est sensible que le Gouvernement Britannique ne veut devoir qu'à la force la soumission des Colonies et comme il n'a pas trop de toutes celles de son empire, il est probable que si les Ministres anglois ont été jusqu'ici pacifiques par inclination et par choix, ils doivent maintenant l'être par nécessité. La proclamation qu'ils viennent de publier leur retranche toute possibilité de revenir sur leurs pas. Il faut ou que l'Amérique succombe, ou que les Ministres succombent eux-mêmes. Je ne sais si le Lord Rockford a bien pesé les conséquences de cette alternative lorsqu'il se glorifie d'avoir donné le conseil sanguinaire, au terme où l'on porte les choses, il est bien à craindre que nous ne voyons des échafauds dressés en Angleterre, et si ce sont les Ministres qui doivent y être immolés, quel sera le sort du roi d'Angleterre et de sa Maison? Sa position demanderait un grand caractère, et ce que vous nous en dites, Monsieur, ne le fait pas présumer. On ne peut plus douter, d'après ce qui se passe, que ce ne soit, comme vous le dites, un parti pris à force de dévastations de rendre l'Amérique de cinquante ans, si on ne peut la réduire.

Une conséquence certaine, toutefois, aux yeux de M. de Vergennes, c'est que les forces de l'Angleterre sont désormais contenues par les Colonies, que son inimitié ou son ambition n'auront pas la carrière



libre. Notre conduite, pense-t-il, peut être réglée sur ce principe et l'union avec l'Espagne lui donne d'autant plus d'espérance. On poursuivra donc les mesures déjà ordonnées pour la défense de nos possessions, on continuera à s'entourer de prudence. Le ministre ajoutait

Laissons les Anglais s'exagérer la perte que les Espagnols peuvent avoir faite devant Alger, cela ne change point l'état de cette puissance, et je me flatte que la bonne conduite des deux Cours rétablira bientôt le sentiment de considération que le Pacte de famille doit naturellement faire naître. Au reste nous sommes bien éloignés de nous en dégouter, jamais l'intimité entre les deux Couronnes ne fut plus confidentielle qu'elle l'est dans ce moment.

A Versailles le 3<sup>e</sup> 7<sup>bre</sup> 1775

Angleterre, 1<sup>er</sup> 511 n° 114

Du reste, il avait dit à ce propos, par avance, le 20 août :

Vous sentons parfaitement, Monsieur, toute la délicatesse que nous sommes dans le cas de prendre pour la sûreté de nos possessions d'outremer sans offenser les Anglais, et nous espérons les combiner de manière que les têtes les plus exaltées de cette nation ne verront dans nos précautions que l'effet d'une sage prévoyance qui s'occupe de pourvoir à la sûreté de ses possessions sans vouloir troubler celles des autres; nous ne mettrons dans nos mesures aucun appareil propre à armer, à moins que celles des Anglais ne nous obligent à donner plus d'étendue aux nôtres. Vous serez informé dans le temps, Monsieur, de ce qui se fera de ce côté-ci, et vous serez autorisé à en parler amicalement, jusqu'à ce qu'il n'est pas question de l'envoi d'aucune escadre, et c'est le seul objet qui pourroit causer une jalousie fondée à l'Angleterre.

Mais c'est dans la correspondance avec notre ambassadeur en Espagne qu'il faut chercher le fond de la pensée des ministres de Versailles. Même avant la déclaration de « rébellion », ils montraient à Ossun le cabinet de Londres comme obligé de soumettre les Colonies coûte que coûte, s'applaudissaient de voir l'Angleterre user ainsi ses moyens, ne redoutaient rien autant qu'une guerre en Europe qui l'en détournerait trop tôt. A la date des dernières dépêches, ils trouvaient

775 essentiel de tout faire pour éviter cette guerre, mais, au cas contraire, ils trouvaient essentiel de la mener avec vigueur. Ils regardaient comme indispensable, en attendant, d'avoir le l'autre côté de l'Atlantique des troupes et des vaisseaux qu'on aurait lieu d'utiliser peut-être contre les Anglais plus tard, et ils faisaient pousser le gouvernement de Madrid à envoyer des forces dans ses possessions d'Amérique. Ossun venait d'écrire.

Le M<sup>re</sup> de Grimaldi en causant avec moi sur cet objet, m'a dit que le moyen qu'il regarderait comme le plus sûr pour en imposer aux Portugais seroit de les attaquer en Europe. Je lui ai répondu que cela pouvoit être, mais qu'il en résulteroit une guerre et qu'il falloit l'éviter. Il en est convenu avec moi.

*Angleterre*, t. 576 n° 165

M. de Vergennes avait répliqué le 15 août

Les Portugais ont fait passer de trop grandes forces en Amérique pour voir les y laisser oisives et il y a bien de l'apparence que les 1<sup>res</sup> nouvelles qui viendront de cette partie si on ne les a déjà à Madrid annonceront que les hostilités ont commencé sur le Rio Grande. Un moyen d'en imposer aux Portugais pourroit être comme vous a dit M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi de les attaquer en Europe, mais la guerre qui en résulteroit ne seroit pas le seul inconvénient, un qui à mon sens ne seroit pas moins grave seroit de fournir aux ministres anglais un prétexte pour faire une conciliation quelconque avec leurs Colonies. Dans l'état présent des choses, ne tant divers par rien, il est difficile qu'ils se départent sans exposer la considération de la Couronne et leur sûreté personnelle de soumettre les Colonies à la législation de la métropole, et c'est un avantage réel pour les deux Couronnes qu'ils usent leurs forces contre eux mêmes.

*Espagne*, t. 577 n° 32

Un rapport du comte de Guines, du 15 septembre, vint fournir au ministre un texte aussi important que nouveau d'éventualités à entrevoir et à étudier. L'Angleterre s'était occupée de chercher des troupes mercenaires chez les princes d'Allemagne. On ne l'ignorait

point à Versailles et l'on n'en marquant nul ombrage, obligé de trouver  
juste qu'elle rétablît sa puissance à Boston. Mais à ce moment M. de  
Masserani fut avisé d'une alliance que le cabinet de Londres passait  
pour négocier avec l'impératrice Catherine, et dont un chiffre notable  
de forces de mer et de terre, chargées de soumettre les Colonies,  
serait le premier gage. L'ambassadeur espagnol tenait la source de  
ses informations pour tellement sûre qu'il les communiqua au comte  
d'Aranda et à Guines. Celui-ci, qui transmettait avec un égal empres-  
sement tous les commérages du monde politique de Londres, leur  
trouvant à tous du poids ou n'essayant pas de les peser, avait déjà,  
sur un indice insignifiant, parlé d'un rapprochement des cours de  
Londres et de Berlin, même du projet qu'aurait l'Angleterre de barrer  
le port de Rochefort pour empêcher la rentrée de nos navires et de  
nos matelots occupés à la pêche ou au commerce. Son imagination  
liait les moindres indices et en étayait chaque invention nouvelle;  
il trouva un objet précieux de correspondance dans cette affaire de  
la Russie et il édifia sur ses données, comme sur une trouvaille, un  
plan naissant de politique de la part de l'Angleterre, plan arrêté  
même déjà peut-être, en vue d'une guerre contre les deux Couronnes,  
indépendamment du but plus immédiat d'en finir avec l'Amérique.  
Une des premières occasions fut ainsi fournie à M. de Vergennes de  
parler des autres puissances de l'Europe avec les deux représentants  
du roi, l'occasion surtout d'envisager en particulier la situation de la  
Russie, de rechercher quelle conduite cette puissance pouvait être  
amenée à tenir si des complications surgissaient. Il avait répondu à  
Guines tout de suite, et les raisons qu'il développait, le soin qu'il  
prenait de lui mettre les choses sous les yeux ou de le détourner des  
lueurs fausses effaçaient toutes les apparences de fondement que  
l'affaire en soi avait pu sembler présenter.

J'ai reçu, Monsieur, la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire  
le 15 de ce mois.

1773 Il y a des choses qui, quoi que dénuées de toute vraisemblance, peuvent cependant être vraies. C'est sous ce point de vue, Monsieur, que le Conseil du Roi a envisagé l'avis qui vous a été communiqué par M. le P<sup>re</sup> de Masseran, et que vous nous avez transmis, d'une négociation entamée entre l'Angleterre et la Russie pour assurer la soumission des Américains rebelles par le ministère des forces terrestres et maritimes de cette puissance. Il ne faut pas moins que le crédit que M. le P<sup>re</sup> de Masseran paroit donner à la source où il a puisé cet avis pour nous empêcher de le rejeter comme tout-à-fait improbable. En effet si on le considère soit relativement aux intérêts de l'Angleterre et du Ministère lui-même, soit relativement à ceux de la Russie, les degrés de crédulité n'augmentent pas. Je distingue la possibilité d'une alliance (c'est sur quoi je m'expliquerai plus bas) et l'objet que vous nous présentez comme devant en faire la base. Quelque portée que soit le Gouvernement anglais à faire illusion, quelque disposée que soit sa nation à la recevoir et à se livrer à l'enthousiasme, nous ne pouvons pas regarder comme moyen propre à opérer ces deux effets le Pacte dont vous soupçonnez la confection prochaine. On pense, on réfléchit et on combine en Angleterre, la lumière s'y communique par tant de canaux qu'il faut à la fin qu'elle éclaire l'universalité, et comment y surcroîtrait-on le danger sensible et palpable d'introduire dans le sein de ses Colonies rebelles une force majeure étrangère de terre et de mer qu'on ne rappellerait peut-être pas aussi facilement qu'on l'y aurait introduite? Je conçois, Monsieur, que cet aspect d'une force étrangère en imposant prodigieusement dans le principe aux insurgens et pourrait les intimider, mais croiriez-vous que la nation anglaise vit tranquillement sa propre marine dans un état d'inaction et ses trezors employés à mettre en activité une marine étrangère objet de la plus grande jalousie pour tout Anglois sans distinction d'am. ou d'ennemi. L'auteur du projet aura-t-il calculé ce qu'il faut de bâtimens et par conséquent de matelots pour le transport d'un corps de 20,000 hommes, et où les trouver en Russie?

Nous ne nous éloignerions pas de croire que si l'impératrice de Russie étoit disposée à vendre un corps de six ou huit mille hommes aux Anglois, ceux-ci s'en chargeroient volontiers pourvu qu'ils fussent entièrement à leurs ordres. Mais vous sentez, Monsieur, combien cela repugneroit à la dignité de cette Princesse. On peut la supposer romanesque mais on ne peut aussi lui

refuser de l'élevation et des vûes, comment donc imaginer qu'elle consenti-  
 roit à se dégarner d'une partie de ses forces de terre et de toute sa marine  
 nautaire pour la vaine gloire de soumettre à leur souverain légitime des  
 peuples éloignés, tandis qu'elle n'est peut-être pas fort assurée de la tranqui-  
 lité des siens et que ses intérêts contraintraient semblent lui rendre nécessaire,  
 non-seulement la conservation de toutes ses forces, mais peut-être leur aug-  
 mentation. On sait que Catherine II voit avec ressentiment les progrès de la  
 Maison d'Autriche; elle n'a pas moins de défiance de ceux du roi de Prusse,  
 quoiqu'elle semble le cajoler davantage, peut-être conserve-t-elle encore des  
 inquiétudes et des projets sur la Suède, elle regrette l'influence qui lui a  
 échappé en Pologne, elle travaille, quoique par des moyens lents et sourds à  
 le regagner, et c'est dans cette situation avec tant d'objets, si faits pour élever  
 et pour occuper son âme, qu'elle irait transporter ses troupes dans un autre  
 hémisphère, sans autre objet de compensation de l'espoir très-incertain de  
 nous ravir par la suite ou à l'Espagne des possessions où nous aurions tout le  
 temps de nous mettre en mesure de la bien recevoir. La Russie est sans diffi-  
 culté un vaste et un immense pays, mais il ne faut pas croire qu'il est peuplé  
 en raison de son étendue, ce n'est pas, à beaucoup près, la manufacture du  
 genre humain, il n'y a pas de superflu dans le genre. On n'ignore pas avec  
 quelle difficulté ses armées se sont recrutées pendant la guerre de l'unique et  
 l'espèce de recrues qu'on a dû prendre. L'apais des sommes que l'Angleterre  
 pourrait offrir à moins de les supposer au delà de toute proportion ne pourrait  
 pas faire une tentation, elles n'enrichiraient pas la Russie, puisqu'elles de-  
 vraient se dépenser hors de son Empire. Si vous joignez à ces considérations,  
 Monsieur, les mesures déjà connues de l'Angleterre pour avoir les Hano-  
 veriens à sa flotte, la négociation qu'on prétend entamée pour prendre un  
 corps d'armée d'Hessien, vous conviendrez que la négociation avec la Russie  
 doit avoir un autre objet, à moins de supposer que le projet de l'Angleterre  
 c'est de verser l'Europe en Amérique.

J'aurais bien quelques observations à vous faire relativement au nouveau  
 débouché que vous donnez au commerce de l'Angleterre. Son commerce avec  
 la Russie, qui est très-ancien, subsistait bien longtemps avant les troubles des  
 Colonies. Mais, depuis plusieurs années il diminue en proportion de l'accrois-  
 sement de l'industrie Russe. Tous les draps communs et grossiers, que jadis

1773 on tiroit d'Angleterre, se fabriquent maintenant dans le pays, bien d'autres genres s'y travaillent, et il ne faut pas croire parceque le débouché de l'Amérique manquera aux Anglois que la Russie leur fera le sacrifice de l'industrie qu'elle a naturalisée dans son Empire, d'ailleurs, c'est une vérité de fait que le commerce qui donne une grande activité à la marine marchande d'Angleterre n'est point un bénéfice pour la nation, et que la balance est décidément à l'avantage de la Russie.

Vous aurez vu, Monsieur, par ma précédente dépêche que nous soupçonnons un commencement de négociation entre l'Angleterre et la Russie, je vous ai fait part des notions que nous avions à cet égard pour diriger vos spéculations et vos recherches. M. Durand rapporta les démarches du Ministre Anglois aux affaires de Danubie. Cet objet, quoique très-important pour le commerce de cette nation ne nous a pas paru cependant être le seul qui dût occuper les sens de M. de Gunninge, d'autant que ses offices à cet égard, devant porter en que que manière l'impression de griefs et de reproches contre les vexations du roi de Prusse se concilieraient mal avec la bonne intelligence que vous juges rétablie entre les cours de Londres et de Berlin. Obligés, comme nous le sommes, d'assigner un motif plus politique à la connexité que l'Angleterre semble vouloir établir avec la Russie, je ne vois que deux hypothèses qui aient des nuances de probabilité. La 1<sup>re</sup> seroit que le Ministère Britannique, ou n'osant pas se reposer sur nos assurances navales et pacifiques, ou déterminé à la guerre contre les deux Couronnes, et craignant que dans l'un et dans l'autre cas notre ambition ou notre ressentiment ne nous porte à entreprendre contre l'électorat d'Hanover, chercheroit à s'assurer à tout événement d'un allié puissant qui s'engageroit à la défense et à la garantie de cette principauté. Cette garantie, même si elle étoit générale, pourroit porter indirectement quasi qu'avec plus de ménagement contre le roi de Prusse dont les intentions ne doivent pas être moins suspectes que les nôtres à Sa Majesté Britannique et dont les entreprises seroient infiniment plus redoutables. Dans cette supposition nous n'avions à regretter que l'acquisition que l'Angleterre feroit d'un allié véritablement intercommodaire nous n'avions rien à craindre de cette coalition.

La seconde hypothèse seroit que les Anglois qui ont toujours eu l'habileté d'impliquer l'Europe dans leurs embarras et de la faire servir au succès de

leurs vûes, regardant comme un moyen de se prémunir contre nous et de nous fermer toute voie de nous mêler dans leurs affaires de l'Amérique, une guerre générale en Europe. Ils connoissent l'indisposition, je pourrais dire la haine qui germe dans le cœur de la Couronne contre la Maison d'Autriche, guidés par le roi de Prusse, dont la cupidité n'est pas encore assouvie, ils peuvent croire qu'en allumant la guerre contre celle-là, l'obligation où nous serions de lui prêter des secours, suivant l'Alliance, nous mettroit dans l'impossibilité de porter nos vûes ailleurs. J'avoue, Monsieur, que cet expédient me paroitroit aussi mal combiné qu'il seroit dangereux, car les Anglois eux-mêmes, chargés de la défense d'Hanovre et de couvrir le roi de Prusse en Westphalie devroient employer une nombreuse armée dans cette partie dont la défense achèveroit bientôt de les épuiser. Cette considération me paroit d'un assez grand poids pour me faire préférer la 1<sup>re</sup> hypothèse comme plus simple, moins dispendieuse et mieux calculée sur la situation et les besoins du roi d'Angleterre.

Je me plais, Monsieur, à vous communiquer toutes mes idées parce que ce n'est qu'en nous combinant mutuellement que nous pouvons approcher de la vérité, s'il n'y a pas moyen d'y attendre. Je ne rejette pas vos conjectures parce que vous les établissez sans doute sur la connaissance que vous avez des personnes en place, il faut avouer qu'elles sont bien disparates, si le projet dont vous présumez l'existence a quelque fondement. Mais, depuis quelques temps, nous voyons tant de démarches ineptes, absurdes et contradictoires de la part du gouvernement Anglois, qu'on peut croire tout possible de la part de têtes aussi singulièrement organisées, ce sont des gens qui se noient et qui s'accrochent aux plus foibles roseaux. Les inductions que vous tirez, Monsieur, de plusieurs petits faits particuliers, des recherches des Ministres Anglois par rapport à nos affaires contentieuses et des facilités qu'ils vous y ont fait entrevoir inopinément ainsi qu'à M. le F<sup>rs</sup> de Mameran, de leur embarras vis-à-vis de vous dans les derniers temps, du billet affectueux ou affecté du Lord Suffolk, enfin des témoignages étouffés de bienveillance que Ld. NM. Britannique vous donnent, les inductions, dis-je, portant sur des indices trop équivoques pour en faire l'appuy d'un jugement solide.

Ce qu'il importe, est que vous ne négligiez aucun moyen de chercher à pénétrer un secret aussi important, les liaisons personnelles que vous avez

175 dans l'un et dans l'autre parti doivent vous faciliter cette tâche, car si la négociation avec la Russie a été l'objet du conseil extraordinaire assemblé le 31 août, il est bien difficile qu'un secret confié à un aussi grand nombre de personnes le demeure longtemps. D'ailleurs, l'accès que vous vous êtes ouvert dans un certain département, doit vous conduire à des découvertes heureuses; si il est question d'un embarquement de troupes aussi considérable que celui dont vous avez l'avis, les mesures doivent être préparées et prises de loin si l'on ne veut pas manquer l'exécution.

Devant ce que M. le comte d'Aranda m'a fait l'honneur de me dire, Monsieur le P<sup>e</sup> de Masseran désirerait que les deux Cours se concertassent pour demander à Londres ou à Moscou des explications sur l'objet de la négociation soupçonnée. Ce parti ne me semblerait ni décent ni utile : en supposant cet objet plus réel que nous n'avons encore lieu de le croire, très-certainement ni l'une ni l'autre de ces Cours ne nous donneroit pas des éclaircissements qu'elles voudroient nous dérober, et, qu'aurois-je à dire si on nous répondoit que la Russie veut bien donner un secours utile à son ami et allié, et qu'aucune puissance n'est fondée à prendre ombrage d'une chose qui ne la regarde et ne la menace pas? Ce seroit donc faire gratuitement une démarche foible, les explications ne sont bonnes à demander que lorsqu'on est en mesure et en résolution de se porter aux partis les plus vigoureux. Les circonstances n'exigent pas encore cette détermination de la part des 2 Couronnes, ce qu'il y a de mieux à faire de votre part et de celle de M. le prince de Masseran, est d'observer attentivement les démarches du Ministère Anglois, de le perdre de vue le moins que vous le pourrez et sans articuler expressément l'objet de vos recherches, de le tourner dans tant de sens qu'à la fin il lui échappe quelque chose de ce qu'il vous importe de pénétrer. Si l'idée que nous avons du Lord Rochford est exacte, il ne doit pas être difficile de le faire parler plus qu'il n'en a le dessein. Quant à nous, vous jugez bien, Monsieur, que nous ne nous relâcherons pas des mesures de sagesse et de prudence que le Roi a déterminées avant même cette apparence de complication, sauf à les augmenter par la suite lorsque la nécessité de la sanction du Parlement forcera la révélation des secrets qu'on cherche à dérober. Nous sommes persuadés que S. M. Catholique ne pensera pas et n'agira pas différemment de nous.



Ce sera une connoissance intéressante que celle du projet qu'on peut avoir en Angleterre pour intercepter nos matelots et détruire la meilleure partie de notre flotte sans que nous puissions nous en douter et être à tems de nous y opposer. Le Roi s'en remet à votre zèle pour suivre et effectuer une découverte aussi importante.

A Versailles le 25 7<sup>bre</sup> 1773

Angleterre, 5 1<sup>er</sup> 1773

On ne rejette jamais rien tout à fait, en pareille matière, les pistes vaines font parfois découvrir d'autres pistes profitables. C'est pourquoi, M. de Vergennes n'indiquait pas à Guines de s'arrêter. Notre ambassadeur pouvait au contraire se croire autorisé à poursuivre. Le ministre avait même envoyé à Ossun le lendemain, une copie de la dépêche qu'on vient de lire, afin de marcher d'accord avec M. de Grimaldi sur cette question, dont le gouvernement de Madrid était saisi comme lui :

Je ne doute pas M. que M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ne vous ait fait part d'un avis qu'il doit avoir reçu de M. le P<sup>re</sup> de Masseran et que celui-ci nous a fait communiquer par M. de Guines, on suppose une négociation établie entre la Russie et l'Ang<sup>le</sup> pour faire passer en Amérique une flotte russe de 20<sup>000</sup> hommes de cette nation. Si jamais avis dut paraître improbable, c'est assurément celui-là, vous verrez M. ce que nous en pensons dans l'extrait ci-joint de ma dépêche à M. le C<sup>te</sup> de Guines que je vous prie de communiquer à M. de Grimaldi.

Quoique tout milite pour rendre très apocryphe une pareille vûe, je ne néglige aucun des moyens qui sont en mon pouvoir pour m'assurer de ce qu'en est-il arrive quelquefois que ce qui est le moins vraisemblable est vrai.

A Versailles le 26 7<sup>bre</sup> 1773

Espagne, 1 577, n<sup>o</sup> 163

Ossun répond le 9 octobre, en transmettant l'appréciation justement flatteuse suggérée au Roi Catholique par les vœux du ministre français :

M. le marquis de Grimaldi, Monsieur, s'avait fait part de l'avis qu'il avait

1773 reçu d'une prétendue négociation établie entre la Russie et l'Angleterre pour faire passer en Amérique une flotte Russe et vingt mille hommes de cette nation, le Ministre espagnol avoit pensé comme vous, Monsieur, que si jamais avis devoit paroître unprobable c'étoit celui-là; cependant il le regardoit digne de la plus grande attention. Je lui ai communiqué sans aucun délai la lettre que vous avez écrite sur cet objet à M. le comte de Gumes, et l'ai mise sous les yeux de Sa Majesté Catholique, et ce Monarque m'a fait l'honneur de me dire qu'il ne pouvoit qu'applaudir entièrement aux réflexions, aux combinaisons et aux instructions que contenoit cette lettre, qu'il n'étoit pas possible de mieux approfondir et discuter la matière que vous l'avez fait, et Sa Majesté Catholique s'est expliquée à cette occasion dans les termes les plus avantageux, les plus flatteurs sur votre compte, et sur la solidité et la sagacité avec lesquelles on discutait et l'on approfondissoit les affaires dans le Conseil du Roi.

Au reste, Monsieur, on pense ici comme à Versailles, que le prétendu traité avec la Russie ne pouvant avoir son effet sans la sanction du Parlement de la Grande Bretagne, l'exécution en seroit nécessairement renvoyée au printemps prochain, et que les deux Couronnes auroient du tems devant elles pour prendre avec sagesse et sans rien mettre au hazard, toutes les mesures qu'une aussi étrange combinaison pourroit exiger.

À l'Escurial le 9 8<sup>me</sup> 1775

*Espagne, t. 578, n. 14*

M. de Gumes avoit sans doute fait après coup ces réflexions très justes. Il n'avoit pas encore lu les observations du ministre qu'il n'étoit déjà plus sous l'impression du moment précédent. Il recrit tout de suite avec singulièrement moins d'affirmation : il n'a jamais dit qu'il y eût rien de fait, mais qu'il étoit question de quelque chose; on ne lui en parle pas, c'est la preuve que cela existe, aussi a-t-il hasardé des probabilités, même de fautes, plutôt que d'en supprimer une seule; ses conjectures pourront être fausses, quoiqu'il ne le croie pas, en tout cas le principe est vrai, la Russie et l'Angleterre se rapprochent. Raisonant sur ce que celle-ci aura besoin de forces considérables pour soumettre l'Amérique, il se demande où

elle en trouverait autant qu'en Russie<sup>1</sup>? M. de Vergennes avait tout intérêt à s'éclairer sur les éventualités que l'attitude ultérieure des états de l'Europe pouvait faire naître, il ne lui déplut donc pas d'examiner encore. Il précisa de nouveaux doutes dans un pli confidentiel. Mais l'ambassadeur trouvant dans ce pli des mots encourageants, reprend la voie avec entrain. La difficulté qu'il éprouve à tirer un seul mot des ministres anglais augmente, il semble, son empressement, que la réflexion ne guide point. La question ne tarde pas à s'évanouir sans qu'il ait cherché à reconnaître si elle avait réellement existé. Ce ne fut pas, toutefois, sans que lord Rochford eût découvert qu'il avait là un sûr moyen de l'abuser, de sorte que le ministre anglais, en ayant l'air de lui livrer un secret, l'avait amené à ses vues sur une autre affaire plus réelle<sup>2</sup>.

Cette autre affaire était celle des différends du Portugal avec l'Espagne, et celle-là était positive, pendant il devenait fort important pour les deux Couronnes de ne pas laisser subsister l'élément de diversion créé par M. de Pombal dans l'Amérique méridionale, tout exprès, paraissait-il, pour aider l'Angleterre. Le roi d'Espagne, ménager de ses finances et de ses forces, ne se sentait pas sans regrets, après son échec d'Alger, conduit à une expédition nouvelle. Il aurait été bien aise d'une médiation si elle avait pu lui profiter. M. de Grimaldi avait donc imaginé de faire proposer cette médiation par la France, en disant que la dignité de l'Espagne vis-à-vis d'un adversaire qui était l'agresseur lui était la liberté de la demander elle-même. Avec une bonne foi contestable et qui fut bientôt très contestée, mais dont l'intention était au fond louable, il avait pris une conversation

<sup>1</sup> Rapport du 29 septembre.

<sup>2</sup> Dépêches de M. de Vergennes des 1<sup>er</sup> et 24 octobre, 4 et 12 novembre. 3 décembre 1775. Rapports de Grimes des 6 et 13 octobre 1775. M. de Vergennes entretenait encore l'Espagne de cette question des Russes, accessoirement à celle du Portugal. Les 16 octobre,

17 et 21 novembre, mais comme d'une affaire qui perd son importance. Le 3 décembre il en écrit à Grimes comme d'une affaire tout à fait finie. — Voir l'annexe I du présent chapitre, où sont transcrites les dépêches principales qui concernent cette affaire, presque toutes négatives.

175. du ministre de Portugal à Madrid comme des ouvertures de paix, avant eu l'adhésion du roi pour solliciter la cour de France de se porter arbitre amiable, et le 7 août il avait écrit à cet effet au comte d'Aranda, en joignant à son pli un exposé d'ailleurs exact du litige et de ses phases depuis deux années. C'était pour lui le moyen de bien mettre M. de Vergennes au fait.

M. de Vergennes aura, plus tard, l'occasion de caractériser les allures du marquis de Grimaldi par ce mot : « une certaine touche italienne » ; cette « touche » était ici sensible. M. de Grimaldi essayait de passer la parole à la France, à la fois pour faire une démarche que la fierté castillane n'aurait pas pardonnée au premier ministre et pour qu'elle réclamât comme d'elle-même au Portugal tout ce que les prétentions espagnoles pouvaient comporter. Mais il s'agissait d'un service, il n'y avait pas là de quoi faire reculer le ministre de Louis XVI, qui devait trouver du prix à le rendre quoiqu'il ne crût guère aux dispositions pacifiques de Lisbonne. Il jugeait effectivement dès l'origine la conduite du Portugal comme « insulieuse », calculée pour gagner du temps. M. de Pombal, disait-il, « avait proposé l'année d'avant une médiation en voyant l'Espagne prête afin de profiter du délai pour s'approprier mieux de son côté ; s'il la proposait de nouveau, c'est qu'il ne trouvait pas l'Angleterre à même de lui prêter l'appui sur lequel il comptait, et qu'il cherchait des délais qui donnassent le temps d'être sûr de son secours ». Tout en élevant ces réticences, M. de Vergennes n'acceptait pas moins la mission. Il faisait seulement remarquer que la cour de Lisbonne demanderait l'intervention de celle de

*Espagne*, t. 577, n° 175. M. de Vergennes avait trouvé tout de suite le même que M. de Grimaldi interprétait avec trop de complaisance sa conversation avec le représentant de Lisbonne. « Ce que ce prince vous a confié des ouvertures que l'ambassadeur de Portugal a faites à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ne semble pas aussi formel », écrit-il le 5 septembre à

« Oser que ce que vous nous en a marqué, M. par votre lettre du 14 août et ne peut pas caractériser encore une disposition certaine de la cour de Lisbonne à soumettre à une discussion amicale les différends qui se sont élevés dans l'Amérique méridionale ». En Portugal et à Londres on fut de cet avis. Voir l'annexe II du présent chapitre n° 1.

Londres et il voulait être autorisé à interroger celle-ci. Il y trouvait, 11.5  
au point de vue politique, beaucoup d'avantages. Il écrivait à cet égard  
à Madrid :

Nous ne presunons pas M. dans les termes d'une amitié assez passive ou nous vivons avec la cour de Lisbonne que nos offices y soient d'un grand poids et nous attirent des ouvertures de confiance suffisantes pour faire succéder une négociation amicale aux allarmes de guerre dont on parait menacé, cette considération fait desirer au Roi d'avoir les mains libres pour essayer d'associer l'Angl<sup>e</sup> aux démarches qu'il fera à Lisbonne pour prévenir une rupture. Si le ministère anglais n'est pas porté de lui-même à la guerre s'il n'a pas le projet de la faire aux deux Couronnes rien ne doit moins lui convenir que de laisser envenimer une querelle qui en l'entraînant hors de son système pacifique lui ferait perdre de vue la soumission de ses colonies ou au moins partageroit notablement les efforts qu'il parait vouloir consacrer à cet objet et des lors les rendroit impuissans, dans le cas contraire l'indifférence qu'il montrera pour arrêter l'incendie dans sa naissance, la faiblesse de ses offres l'ambiguïté de son langage et de sa conduite tout nous éclairera sur le fond de ses dispositions et par conséquent sur les partis à prendre pour notre sûreté commune. En tout état de cause c'est en Amérique qu'est le foyer du mal c'est là où il est instant de porter les plus prompts secours. C'est une vérité incontestable qu'il est plus difficile et qu'il faut bien plus de moyens pour rétablir que pour conserver.

À Versailles le 21 août 1775

*Espagne, v. 52, p. 53 ms.*

A quoi Ossun put répondre quinze jours après, pour le cas où le Portugal et l'Espagne ne traiteraient pas bientôt d'eux-mêmes, et à Madrid on avait un peu l'illusion de croire qu'ils pouvaient traiter :

Le roi d'Espagne, Monsieur, et M. le marquis de Grimaldi m'ont aussi témoigné qu'ils regarderoient comme utile et convenable, qu'en même temps que Sa Majesté emploieroit ses bons offices auprès du roi de Portugal, elle engageât l'Angleterre à se joindre à elle pour disposer la cour de Lisbonne à

1775 réduire aux termes d'une négociation amiable les prétentions qu'elle a semblé vouloir faire valoir par la force des armes

A St Edouard le 16 septembre 1775

*Espagne, t. 577 n° 147*

Si M. de Pomhal n'eût presque aussitôt décliné l'intervention de la France, le comte de Guines se serait ainsi trouvé chargé d'essayer d'accorder l'Espagne et le Portugal de concert avec le cabinet britannique. On espéra néanmoins agir sur le gouvernement de Lisbonne par l'intermédiaire de celui de Londres et notre ambassadeur eut la mission, plus que complexe en soi et de grave conséquence pour nos liens avec l'Espagne ainsi que pour les événements à venir, de se livrer aux négociations nécessaires. Les pourparlers commencèrent en octobre seulement. A la date du 20, l'ambassadeur rend compte des premiers, lord Rochford l'en avait entrevenu la veille<sup>1</sup>. Jamais échappatoires, jamais incidents ne furent, à un plus haut degré qu'on ne le vit dans cette occasion, cherchés pour être stériles, de la part des deux cabinets de Londres et de Lisbonne. Il se produisit en outre ce fait, assez rare, que le principal mandataire sacrifia ses mandants; l'ambassadeur français, malgré ses instructions, délaissa l'intérêt de l'Espagne et la politique française pour suivre ses vues à lui. On disputa deux mois et non sans aigreur, sur la question de savoir qui était l'agresseur, qui avait lieu de se plaindre et de réclamer, qui, du Portugal ou de l'Espagne, avait d'abord parlé de paix et quel sens attacher à ce qui s'était dit? En décembre, on en était encore à équivoquer sur ces préliminaires, le fond demeurait non abordé. A Londres, en effet, pas plus qu'à Lisbonne, on ne voulait aborder ce fond. Le cabinet anglais ne recevait les demandes ou les arguments qu'en vue de les faire mieux refuser ou esquiver par M. de Pomhal. Le peu de consistance de l'ambassadeur rendait assez facile de le détourner pour que la terminaison ne fût guère prochaine ou favorable, et M. de

*Angleterre, t. 512 n° 146*

Guinées avait été jeté tout de suite dans des voies opposées à celles de sa cour 1775.

Nous parlons ici de cet écart parce qu'il a occupé dans les faits ultérieurs une certaine place. Avec sa prétention de n'avoir besoin de personne que de M. de Saudray, ainsi qu'il l'avait dit à propos de Garnier, l'ambassadeur se trouvait la proie des liaisons et de l'impétuosité de son auxiliaire, de même qu'il l'avait été des manœuvres de Tort quand celui-ci l'était. Il se plaignait à Versailles de ce que ses chiffres étaient connus du cabinet de Londres<sup>1</sup>, sans regarder si l'on n'introduisait pas chez lui les yeux chargés de les lire, il s'éprenait de vues politiques particulières sans qu'il lui vint à l'esprit d'en chercher l'origine du côté où l'on avait intérêt à les lui suggérer. Au moment où Versailles et Madrid échangeaient le plus de preuves d'empressement et de gratitude, le 24 octobre il insérait dans un rapport sur les affaires courantes l'avis qu'un mémoire, dont on l'entretenait depuis un temps comme étant l'œuvre du sous-secrétaire d'État anglais aux colonies, M. Pownall, venait de lui être remis pour démontrer, par des considérations dont il résumait la suite, l'intérêt qu'avait la France à s'allier à l'Angleterre en vue de soumettre l'Amérique, et celui que l'Espagne aurait, de son côté, à suivre en cela notre exemple ou notre impulsion<sup>2</sup>. La singularité qu'avait cette ouverture ne surprit peut-être guère M. de Vergennes, édifié sur son représentant, il ne crut pourtant pas utile de la lui signaler autrement que par une réponse dont l'ironie pourrait lui donner à penser. Il écrivit aussitôt à l'ambassadeur :

J'aurais bien désiré M. que vous eussiez pu nous envoyer une copie de ce mémoire qui vous a été communiqué pour démontrer la convenance respective pour la France comme pour l'Angleterre de faire servir nos forces à

M. de Vergennes lui répond à cet égard le 26 novembre : « Ce n'est pas d'aujourd'hui que je suis en défiance sur les chiffres, et vous ne m'étonnez point du tout en me

« marquant que tout ce qui a pu être écrit de « nous » part sous « votre » voile est connu en Angleterre ».

<sup>2</sup> Voir l'annexe III du présent chapitre.

1770 faire rentrer les Colonies de l'Amérique dans l'obéissance de Sa Majesté britannique. Nous ne pouvons disconvenir, à l'inspection de l'extrait que vous nous en avez donné, que l'auteur a parfaitement bien prouvé que l'Angleterre n'aurait rien de mieux à faire, mais nous ne voyons pas aussi clairement la réciprocité d'avantages que nous pourrions y trouver, et je n'inviterai pas l'auteur à en établir la démonstration, nous sommes gens trop bornés pour saisir des idées aussi métaphysiques. Si on vouloit vous en entretenir plus sérieusement qu'on ne l'a fait encore, tachez M. de detourner toute proposition que nous nous verrions à regret dans le cas de rejeter, nous plaignons sincèrement les Ministres Anglois des embarras où ils se trouvent, nous faisons des vœux pour qu'ils en sortent heureusement, nous éviterons soigneusement d'augmenter leurs sujets d'inquiétude, c'est tout ce que nous pouvons faire, et je ne crains pas de le dire, ce que nous voudrions faire de plus viroit plus à la sûreté des Ministres Anglois qu'il ne leur serviroit, un secours de troupes françaises destinées à soumettre l'Amérique soulèveroit les esprits par ce qu'on ne manqueroit pas de conclurre de cette connexité si peu naturelle entre les deux Cours qu'il y a un plan de fait pour empiéter sur les libertés de l'ancienne Angleterre.

A Fontainebleau le 30 8<sup>bre</sup> 1770

Angleterre 152 n° 60

Mais cette idée d'union de l'Angleterre et de la France s'était tout à fait emparée du comte de Guines. Il n'avait sans doute jamais admis qu'on pût se brouiller sérieusement avec une nation où il se trouvait si bien, et probablement il se laissait aller avec complaisance à entrevoir, comme la source d'une magnifique fortune personnelle, la perspective de faire sortir des négociations pécuniantes les deux nations réconciliées, arbitres suprêmes, dominant les autres puissances. Un peu déconcerté par l'accueil de Versailles, il essaya de peser sur l'opinion qu'on y avait conçue, d'indiquer que l'alliance esquissée donnerait le moyen de s'affranchir aussitôt de l'humiliation d'un commissaire anglais à Dunkerque<sup>1</sup>. Mais à l'heure où ce nouvel aperçu arriva,

<sup>1</sup> Rapport du 14 novembre voir l'appendice II du présent chapitre n° 2 et 3



M. de Vergennes était plus complètement informé; il jugea à propos de faire deviner entre les lignes à M. de Guines qu'on le tenait en Angleterre, pour l'auteur même du mémoire en question, et bientôt il lui démontra son incroyable inconsistance en lui faisant voir qu'il avait été la duperie de quelqu'un pour le compte du *Foreign-office*. Tout cela vint se dénouer peu après devant le roi<sup>1</sup>. La question de la Russie arriva soudain, et l'ambassadeur devint si clairement au ministère anglais qu'il voulait en découvrir quelque chose, que, comme cette question n'avait pas de suite, si jamais elle avait dû en recevoir une, celui-ci put le payer d'apparentes confidences qui l'amèneront à être de son avis avec effusion et à abandonner le client qu'il devait défendre.

Dès le premier jour M. de Vergennes avait tracé la marche propre à rendre une composition possible en faveur de l'Espagne: c'était de porter l'Angleterre à parler au Portugal sans le flatter, et à l'arrêter pour ne pas se voir entraînée à le soutenir dans une guerre:

Si l'on veut de bonne foi la paix M. ce qui est, j'en suis sûr, le vœu du Roi Catholique, et que l'on soit respectivement raisonnable, il y aura bien du malheur si l'on ne parvient pas à une composition équitable, mais nous n'y atteindrons pas si les Ministres Anglois, agissant sans prévoyance et sans système, ont en vue de servir leurs intérêts en flattant les petites passions des Portugais. Il faut qu'ils leur parlent ferme, et qu'ils leur fassent sentir qu'ils ne veulent pas être entraînés hors de la ligne de leurs intérêts essentiels, et je ne suppose pas qu'ils en aient un plus principal dans le moment que de prévenir la guerre.

A Fontainebleau le 28 8<sup>bre</sup> 1763.

Angleterre, 1512 n° 56

Au même moment, au contraire, M. de Guines avait passé au point de vue anglais. C'est l'Espagne qui avait les torts, suivant lui, c'est à elle qu'il fallait parler ferme, à ses yeux M. de Grimaldi était « inexact dans ses instructions et ses exposés et voulait tirer parti des embarras

<sup>1</sup> Cf. l'annexe du chapitre VIII n° 3 relatif au rappel de M. de Guines.

- 1.5 de l'Angleterre pour se mettre à son aise vis-à-vis du Portugal<sup>1</sup>; à soutenir des prétentions où la sincérité manquait ainsi, l'ambassadeur perdrait tout ce que la sienne lui donnait d'action sur les ministres de Londres. En preuve de la réalité de son empire, il racontait que lord Rochford venait de lui dévoiler confidentiellement le secret de l'affaire de Russie, laquelle avait pour ainsi dire à peine existé. L'ambassadeur consentait cependant à reconnaître que sur un point il s'était trompé, mais sans s'apercevoir qu'il venait d'ôter à cette affaire tout fondement sérieux.

La première chose dans le cas présent pour déterminer les bons offices de cette Cour et les employer avec succès est de lui inspirer une entière confiance. Elle m'en a toujours témoigné, parce que je ne l'ai jamais trompée. Quelques exemples comme celui-ci pourroient me faire perdre l'avantage de la persuader, qui peut être d'une grande conséquence dans des crises telles que celles qui se préparent. J'ai éprouvé ce matin, Monsieur, un des effets utiles de cette confiance. Mylord Rochford m'a avoué tout ce qui s'est passé relativement à la Russie, mais m'en a recommandé le secret. Il est vrai que l'impératrice de Russie a fait au roi d'Angleterre les offres les plus fortes de lui fournir dans cette circonstance tous les secours qui pourroient lui être nécessaires contre les Américains. Mylord Rochford a déclaré à S. M. Britannique qu'il ne fallloit faire aucun fond sur ces promesses. Mylord Suffolk a été d'un avis différent et a continué cette négociation qui, intéressant une puissance du Nord, se trouve dans son département. Ce Ministre la suit secrètement et Mylord Rochford, qui a été contre, n'est plus instruit de ce qui se passe. Il pense que quand même la Russie seroit de bonne foi, le roi de Prusse y mettroit obstacle par ses conseils, par ses entreprises, parce qu'il deteste et ridiculise plus que jamais le roi d'Angleterre et tout son Ministère, et qu'il s'intéresse particulièrement à l'indépendance de l'Amérique. Mylord Rochford m'a laissé aussi entrevoir que Mylord Suffolk est en pourparlers pour avoir les troupes de Hesse et de Brunswick.

<sup>1</sup> Rapport du 3 novembre. *Espagne* t. 512 n° 82.

Voilà enfin, Monsieur, les dispositions des puissances du Nord bien à découvert. Je m'étois d'abord trompé à l'égard du roi de Prusse, mais j'espère que le Roi voudra bien me passer cette erreur qui, du moins, n'a pas été de longue durée.

À Londres le 3 novembre 1771.

*Angleterre, t. 512 n° 82*

La plus minutieuse discussion des faits, la mieux appuyée de preuves, que lui portèrent les dépêches de M. de Vergennes<sup>1</sup>, fut impuissante à faire rentrer le comte de Guines dans la ligne qu'il aurait dû suivre de lui-même. Il ne voyait que les avances dont il se croyait l'objet à la cour de Londres, etait mù par elles et poursuivait son idée de l'alliance avec l'Angleterre<sup>2</sup>. Il écrivait le 14 novembre

Eloigner l'Angleterre de la Russie comme nous l'éloignons du Portugal, seconder ses vues et la mettre à même de seconder les nôtres, faire cause commune avec elle enfin pour le maintien de la paix, me paroît devoir être notre règle de conduite. Elle remplit également nos intérêts respectifs. La marche en est facile et le succès certain.

*Ibid., t. 513 n° 6*

Revenant occasionnellement sur les vues du prétendu mémoire Pownall, M. de Vergennes lui mandait encore, le 10 décembre, que « nous n'avions rien de mieux à faire relativement à l'idée d'une

Voir l'annexe I de ce chapitre.

<sup>1</sup> La correspondance de l'ambassadeur est un modèle de versatilité. Le 20 octobre, lord Rochford lui expliquait l'affaire du Portugal et de l'Espagne à l'inverse de l'exposé de M. de Grimaldi. L'ambassadeur aussitôt voyait comme lord Rochford. La dépêche de M. de Vergennes du 28 l'avait ramené, mais bientôt M. de Pombel répond par un *Precis* des choses, avec la même promptitude. M. de Guines adopte ce *Precis* d'un bout à l'autre. Raisonne de nouveau par le ministre, il reconnaît que le *Precis* ne tient pas debout. Après cela... Il ne sait visi-

blement plus à qui entendre et, impropre à rechercher si le cabinet de Londres n'est pas le complice, voire l'artisan des dénégations ou des faux-fuyants de M. de Pombel, s'il ne s'en cache pas derrière les semblants de désapprobation que les ministres anglais manifestent, il se complait dans sa trouvaille de l'union avec l'Angleterre par-dessus la tête du roi d'Espagne et du gouvernement de Lisbonne.

Voir les rapports du comte de Guines, des 3 et 11, 24 novembre, 15 et 22 décembre 1775. *Angleterre, t. 512 n° 80 et 513 n° 6-62* etc.

\* 13

APPENDICE I. — DE 17

- 1773 coalition entre nous, l'Espagne et l'Angleterre pour la sûreté de nos possessions respectives en Amérique, sinon d'attendre que cette vue, si tant était qu'elle existât, eût pris assez de consistance dans l'esprit des ministres anglais pour que la proposition nous en vint de leur part. Jusque-là il serait assez inutile de discuter les avantages que nous pourrions nous en promettre »

Malgré cela, l'ambassadeur conduisait les pourparlers à cette conclusion, que l'Angleterre se ferait obéir du Portugal ou l'abandonnerait et qu'il fallait agir de même avec l'Espagne à Versailles. Il ne cachait pas à Londres qu'il tenait ce langage et il avait la légèreté ou la suffisance de le dire au prince de Masserano. Après avoir redressé son agent avec la patience que commandaient les patronages par lesquels il était couvert, autant que le peu d'influence exercée sur lui par l'esprit politique, M. de Vergennes, lorsque M. de Guines dessina nettement l'idée de traiter ainsi l'Espagne en inférieure à qui nous imposerions notre sentiment sous peine de nous avoir pour adversaires, autrement dit, l'idée de perdre en l'humiliant notre allié essentiel, M. de Vergennes, disons-nous, eut encore assez de calme pour se borner à une leçon indirecte. « En attendant », répondit-il,

En attendant que nous puissions savoir avec précision le parti auquel le Roi Catholique se fixera en conséquence de la déclaration du Portugal, vous n'avez rien de mieux à faire M. que de continuer à entretenir les Ministres Britanniques dans la disposition où ils vous ont paru être de faire servir toute l'influence qu'ils peuvent avoir à Lisbonne à porter les esprits à la conciliation. Nous agissons dans le même esprit à Madrid et avec toute l'énergie dont nous sommes capables; nous ne nous dissimulons pas les difficultés en quelque sorte insurmontables qui naissent du fond de l'affaire et le peu de moyens pour rapprocher les parties aussi éloignées qu'elles le sont l'une de l'autre sur la question le droit. Aussi le Roi attend de votre sagesse M. que dans les discussions qui pourront se produire par la suite vous voudrez bien ne nous

<sup>1</sup> Angleterre, t. 5.3, n° 47

pas engagé à répondre de l'Espagne; nous ne négligeons et nous ne négligerons dans aucun cas de faire à Sa Majesté Catholique les usinations et même les représentations que nous croions analogues à son intérêt particulier et à sa convenance générale, mais nous ne pouvons pas nous flatter quelles seront toujours victorieuses, ce Prince a une volonté propre et ce seroit trop présumer de notre influence de supposer que nous pouvons le plier au gré de nos vûes. Rien ne seroit même plus dangereux que d'en vouloir établir l'opinion, ce seroit peut être le moyen de nous compromettre en Espagne et en Angleterre. Nous ne pouvons que louer votre prévoyance M. dans les conférences que vous avez eues avec les Ministres Anglois de chercher à les amener à ne se mesler de la guerre si elle devenoit inévitable entre l'Espagne et le Portugal mais nous ne sommes pas surpris qu'ils n'aient pas répondu au gré de vos vœux, nous sommes même persuadés, quand leur façon de penser auroit été conforme à la votre ils ne se seroient pas expliqués si fièrement qu'ils l'ont fait à moins de vouloir livrer non pas M. de Pomhal mais le Portugal à la merci de l'Espagne, intérêt trop prétentieux qu'aucun Ministre ne pourroit abandonner sans s'exposer à être déclaré l'ennemi de sa nation

A Versailles le 31 <sup>bre</sup> 1773

*Espagne, t. 5.3 n° 20*

Ces allusions et la froideur du langage auraient averti quelqu'un de moins avantageux que M. de Guines. Mais celui-ci consent tout au plus à se tenir pendant un temps sur la réserve. Il ne cesse pas de trouver que l'obstacle est dans l'Espagne et dans les dispositions de Sa Majesté Catholique; il reprendra sa campagne si les circonstances le demandent; il répond le 12 janvier 1776 :

Je sens, Monsieur, combien il est dangereux de s'avancer jusqu'à répondre de l'Espagne dans les circonstances présentes; mais il l'est également de laisser les Ministres Anglois dans l'incertitude sur les dispositions de Sa Majesté Catholique que l'on soupçonne de vouloir profiter des circonstances pour faire de meilleures affaires avec le Portugal. Pour amener les Ministres au ton qu'ils ont pris vis-à-vis de cette dernière puissance, il a fallu leur parler net sur le compte de l'Espagne. Ce que vous me faites l'honneur, cependant, de me

1773. prescrire à cet égard est de toute sagesse, et je m'en écarterai le moins qu'il me sera possible, surtout lorsque je ne verrai dans le Ministère aucune méfiance qui puisse ralentir les bons offices desquels seuls la durée du moins de la négociation, si ce n'est son succès, peut dépendre

*Angleterre, t. 514 n° 16*

Le prince de Masserano, toutefois, s'était ému de l'abandon dont son souverain avait été ainsi la victime. Le gouvernement de Madrid n'en fut pas impressionné moins vivement lorsqu'il en fut instruit, et le comte d'Aranda porta bientôt à Versailles les plaintes de sa cour. Transcrites en langage officiel, les paroles du comte de Guines avaient une apparence de mesure. Le plus récent des rapports dans lesquels il avait formulé sa manière de voir la présentait ainsi :

J'ai eu, Monsieur, dans cette conduite deux objets essentiels :

1° Celui de tâcher d'amener l'Angleterre à ne pas se mêler de la guerre de Portugal, si elle est inévitable, et à abandonner M<sup>r</sup> de Pombal et ses projets à la merci du roi d'Espagne

2° De nous mettre à l'abri de nous trouver engagés dans une guerre qui nous serait absolument étrangère, et dans laquelle Sa Majesté Catholique n'a à réclamer le secours du Roi son Cousin que dans le cas où elle aurait l'Angleterre à combattre

À Londres le 22 décembre 1775.

*Ibid. t. 513 n° 92*

Mais en paroles l'ambassadeur voulait beaucoup moins sa pensée. Le comte d'Aranda produisit à Versailles une lettre de M. de Masserano rapportant ces expressions, plus explicites, que « si l'Angleterre ne prenait pas parti pour le Portugal, la France n'assisterait point l'Espagne ». On juge au reste du peu de sérieux du représentant de la France en le voyant dire, dans ce même rapport du 22 décembre, à propos de l'espèce d'ultimatum par lui formulé à lord Suffolk, qu'en pressant celui-ci de déclarer ce que ferait l'Angleterre il n'a pas obtenu d'autre réponse, sinon que « l'on n'avait point agité cette

question et que sûrement elle serait difficile. La vérité était qu'à aucun moment on n'avait encouragé l'ambassadeur comme il le laissait croire. La plainte du roi d'Espagne fit déborder la coupe de ses inconséquences et de ses fautes; ce ne fut pas moins une véritable affaire de gouvernement, qui faillit avoir des conséquences graves. Nous allons y revenir; auparavant nous avons à rapporter ce qui s'était passé entre les cabinets de Versailles et de Londres au sujet des événements des Colonies, pendant que ces faits se déroulaient. (1773)

Sous l'apparence de relations parfaites et malgré les protestations de sincérité des deux parts, le ministère anglais exerçait une surveillance étroite sur la France, sur ses moindres mesures militaires ou maritimes, sur les opérations de ses négociants et de ses armateurs, demandant sans cesse des explications, exigeant qu'il fût ouvertement interdit de rien fournir à l'Amérique. Presque toute l'année il n'avait eu qu'un chargé d'affaires à son ambassade de Versailles, ce M. de Saint-Paul que M. de Vergennes avait assez vivement fait reprendre, même cet intermédiaire usant d'un ton impérieux sous les formes diplomatiques et laissant sentir la menace. Au mois d'octobre, lord Stormont revint d'Angleterre. Son peu de sympathie pour nous, ses aptitudes policières, les relations que lui avait créées à Versailles son séjour déjà ancien, l'y rappelaient maintenant que les choses tendaient à devenir aiguës. Avec lui, cette attitude de défiance ne pouvait que s'accroître un peu plus. Il eut à Fontainebleau son audience de retour. Avant il vit M. de Vergennes, après il alla chez M. de Maurepas. Il avait beaucoup cherché à pénétrer le premier, il essaya d'agir sur le second. Ses questions portèrent par-dessus tout sur les secours que son gouvernement craignait de voir donner aux Colonies par la France ou qu'elle laisserait partir de ses ports. Mais si c'était là une préoccupation vive, à la cour de Londres, c'était aussi celle de Versailles et les ministres mirent leurs soins à ne pas se livrer. M. de Vergennes répondit par les assurances d'usage, les assaisonnant d'une

façon d'indifférence parfois un peu moqueuse et qui sous-entendait le plus possible ou s'échappait par des considérations vagues sur les conséquences qu'aurait la victoire des Colonies, sur la dangereuse puissance que celles-ci prendraient au détriment de tout le monde, en Amérique et même en Europe, si elles venaient à former une nation. M. de Maurepas ne fut pas plus explicite. Il donna seulement à sa réserve une grande apparence d'abandon, avec les semblants d'un homme d'État que les réflexions ou l'âge ont guéri des entreprises et que ses idées propres disposent mal pour les révoltes. Lord Stormont ne fut sans doute point convaincu; somme toute, cependant, ces entretiens de rentrée le satisfirent. Il en rendit compte à lord Rochford dans le rapport que voici, faisant concevoir de notre conduite une opinion presque favorable.

Fonds. Rochford 31 octobre 1775.

Mylord,

Ma première conversation avec M. de Vergennes a été longue et assez amicale. Après les premiers compléments, M. de Vergennes me dit : « Vous nous trouvez, Mylord, exactement dans les mêmes sentiments où vous nous avez laissés, désirant vivre avec vous en harmonie parfaite, et loin de penser à rien faire qui puisse augmenter l'embarras de votre position maintenant critique. » Je répondis que nous nous reposons entièrement sur les assurances répétées que les Français nous avaient données de leur amitié, à laquelle, de notre côté, nous répondrions toujours parfaitement, et que j'étais autorisé à le déclarer au nom du Roi dans l'audience que j'avais l'ordre de solliciter à cet effet. J'ajoutai qu'après tout ce que l'on avait dit sur ce sujet, et d'après la justice que nous rendions à la sincérité du ministère actuel et à sa manière franche de traiter, nous ne pouvions qu'être persuadés que jamais il ne voudrait donner aux rebelles américains aucune sorte d'appui, de secours ou d'assistance. « Mais, le priez d'observer, il est très possible que des tentatives de ce genre soient faites en France, et qu'elles échappent à la vigilance du gouvernement si nous avions lieu de soupçonner quelque chose de cette nature, nous vous le communiquerions, afin que vous pussiez prendre les mesures convenables pour prévenir des actes contraires à ces



« sentiments amicaux, à ces intentions loyales que vous nous avez souvent exprimées, et sur lesquels nous aimons à nous reposer ».

775

M. de Vergennes me répondit qu'aucun pouvoir sur la terre n'avait jamais réussi à prévenir entièrement le commerce illégitime que la perspective d'un gain considérable engage les spéculateurs à entreprendre, à tout hasard. Il cita ensuite ce dire célèbre de l'armateur hollandais qui déclarait que si un commerce profitable pouvait se faire avec l'enfer, il n'hésiterait pas à y brûler ses voiles en y risquant ses vaisseaux. « Mais, continuait-il, nous ferons certainement ce qui est en notre puissance. On vous a dit que le gouvernement de Saint-Domingue a fait tenir des munitions aux insurgés, nous nous sommes, par une enquête, assurés que cette allegation n'est nullement fondée. Nous avons reconnu par un autre examen que, bien loin que le gouverneur fut en mesure de fournir à autrui de munitions de guerre, il n'en avait pas une provision suffisante pour lui-même. On suppléera sans doute à ce manque, mais, de nouveau, je vous assure qu'aucune munition, aucun autre genre d'armement ne seront envoyés dans l'Amérique du Nord soit par le gouverneur de Saint-Domingue, soit par un autre gouverneur, soit par aucune personne sous notre contrôle, nous sommes résolus, au sérieux et de bonne foi, à empêcher tout ce qui pourrait se faire à votre détriment dans la mesure où il est possible à un gouvernement quelconque de faire ainsi. Je le remercie en peu de mots pour ces promesses, ensuite, et de lui-même, il entra dans la généralité du sujet et s'y étendit beaucoup. Il commença par me dire : « Loin de vouloir augmenter vos embarras, nous les voyons avec quelque peine. Ce furent ses propres expressions. Et, après une pause, il ajouta : « Ce qui vous arrive en Amérique n'est de la connoissance de personne. Je répondis que j'étais sûr que les conséquences d'un tel fait n'échapperaient pas à un homme ayant tant que lui de réflexion et de pénétration, et qui savait aussi bien diriger ses vues. Il répondit à cela qu'il osait affirmer qu'en effet ces conséquences ne lui échapperaient point. « Dans le fait, ajouta-t-il, elles sont très évidentes, aussi évidentes que celles que, pour vous, a eues la cession entière du Canada. J'étais à Constantinople quand fut faite la dernière paix. Quand j'ai connu les conditions, je dis à plusieurs de mes amis que j'étais persuadé que l'Angleterre ne serait pas longtemps sans avoir des raisons pour se repentir

1773. « d'avoir été la seule barrière qui pût contenir ses colonies dans l'obéissance  
 « Ma prédiction n'a été que trop bien vérifiée. Maintenant, je vois également  
 « les suites qu'aurait nécessairement l'indépendance du nord de l'Amérique,  
 « si vos colonies emportaient ce point auquel, aujourd'hui, elles tendent trop  
 « visiblement. Dans ce cas, elles s'occuperont immédiatement à se former  
 « une grande marine, et comme elles possèdent tous les avantages imaginables  
 « pour construire des vaisseaux, il ne se passera pas beaucoup de temps  
 « avant qu'elles aient des flottes capables de se mesurer avec toutes celles  
 « de l'Europe, quand même toutes les puissances s'uniraient contre elles. Avec  
 « cette supériorité et tous les avantages de leur situation, elles pourraient,  
 « quand elles le voudraient, s'emparer de vos Antilles et des nôtres. Je suis  
 « persuadé que même elles ne voudraient pas s'en tenir à cela, mais que,  
 « dans la suite des temps, elles s'avanceraient sur le continent méridional  
 « de l'Amérique, et en subjugueraient les habitants ou les emmèneraient chez  
 « elles, en sorte que, finalement, elles ne laisseraient pas une lieue de cet  
 « hémisphère dans la possession d'une puissance quelconque de l'Europe.  
 « Sans doute, toutes ces conséquences ne se produiraient pas immédiatement.  
 « Ni vous ni moi ne vivrions assez pour les voir accomplies; mais, pour être  
 « éloignées, elles ne seraient pas moins certaines. Une politique étroite et à  
 « vues courtes pourrait, sans doute, se réjouir des embarras d'un rival sans  
 « regarder au delà de l'heure présente, mais celui qui regarde en avant et qui  
 « pèse les conséquences doit considérer ce qui maintenant vous arrive en  
 « Amérique comme un mal général, dont toutes les nations qui ont des éta-  
 « blissements en Amérique peuvent avoir leur part, c'est, je vous assure, sous  
 « ce point de vue que j'ai toujours envisagé la question. »

Tout ceci, Mylord, m'a été dit par M. de Vergennes spontanément et de  
 lui-même, avec l'air et les manières d'un homme qui exprime son opinion  
 véritable. Vous croirez aisément que je lui ai témoigné ma grande satisfac-  
 tion des sentiments dans lesquels je le trouvais, que j'ai approuvé tout son  
 raisonnement, et cela d'autant meilleure grâce qu'il envisage la question sous  
 le point de vue dont j'ai toujours été frappé. Je suis convaincu autant qu'il  
 est possible de l'être que non-seulement notre propre destinée, mais encore  
 en grande partie la destinée générale de l'Europe, sont engagées dans la  
 fatale guerre que nous supportons, en sorte que la France et tous les autres

peuples qui ont des possessions en Amérique doivent souhaiter notre réussite, soit qu'ils le disent sincèrement, soit qu'ils pensent autrement, sur ce point, je ne prétends pas décider. 1775

Après mon audience, j'ai fait une visite à M. de Maurepas; je lui ai dit que le langage dont le Roi son maître avait fait usage envers moi ne peut qu'être fort agréable à ma Cour. Il me répondit qu'il avait déjà vu M. de Vergennes et qu'il était informé de tout ce qui s'était passé à mon audience. Il ajouta : « Je suis bien aise que le Roi vous ait parlé comme je suis qu'il pense. Soyez sûr, Mylord, que nous ne sommes pas gens qui cherchent à abuser des circonstances et à pêcher dans l'eau trouble. Notre desir et notre intention sont de vivre avec vous en paix et en amitié, de maintenir la tranquillité générale et d'arranger les affaires de votre propre intérieur de la meilleure manière que nous pourrions. » Je répondis que j'étais persuadé que tel était le plan réel du ministère actuel, et que de toutes manières ce plan est digne de sa sagesse. Alors je lui répétai une partie de ce que j'avais dit à M. de Vergennes, ajoutant que nous nous reposons entièrement sur les assurances à nous données que jamais le Gouvernement de la France ne fournirait aux rebelles de l'Amérique des munitions de guerre ni des secours d'aucune sorte. M. de Maurepas répliqua : « Soyez assuré que nous ne donnons et ne donnerons jamais directement ou indirectement, aucune assistance de cette sorte. On vous a dit que le gouverneur de Saint-Domingue avait envoyé de la poudre aux insurgés, mais l'enquête la plus stricte nous a démontré que cette accusation n'a pas le moindre fondement. » Ensuite le Ministre s'étendit un peu sur le caractère général de notre nation observant qu'elle est énergiquement du parti de l'administration : « C'est, dit-il, un point de vue essentiel dans des complications pareilles à celle qui existe », et (je crois avec toute raison) il attribua cette disposition générale au fait que les Américains ont maintenant fait voir clairement qu'ils tendent à une indépendance absolue. « Les opinions, dit M. de Maurepas, peuvent être partagées sur telle et telle mesure particulière, par exemple sur la question s'il était juste ou injuste d'essayer de taxer les Américains. Mais actuellement qu'ils ont fait voir qu'ils vont à l'indépendance absolue, votre nation sent bien que cette indépendance ne saurait lui convenir. »

Sur ce point de vue au moins, je suis persuadé, Mylord, que M. de Maurepas

1774. et M. de Vergennes voient tous deux la question sous son véritable aspect et qu'ils croient positivement que les Américains veulent être indépendants et se rendront tels s'ils en ont le pouvoir. M. de Maurepas me traite toujours comme une ancienne connaissance et il m'a parlé avec une grande apparence de franchise et de cordialité.

STORMONT

Dépêches empruntées à l'appendice de l'*Histoire des États-Unis* de M. Bancroft et traduite par M. de Circourt (*Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique*, t. II, p. 1).

Le retour de cet ambassadeur était le préliminaire de déterminations que le roi d'Angleterre allait prendre en vue de l'ouverture du Parlement. George III voulait envoyer devant cette assemblée, où l'opposition avait l'ardeur et le talent à la fois, des ministres plus décidés ou plus prompts que lord Rochford. Son obstination avait besoin de plus vigoureux auxiliaires et de politiques plus aptes à provoquer le sentiment national et à y répondre. Quelques jours après l'audience de Fontainebleau, lord Rochford abandonnait le *Foreign office* à lord Weymouth, Anglais fougueux, fermé à toutes considérations contraires à l'ambition de son pays. En annonçant à Versailles la nouvelle de ces changements, le 10 novembre, le comte de Guines en tira un mauvais horoscope. M. de Vergennes, qui lui répondit le 19, ne le contredit qu'en ce sens que l'Angleterre a trop à faire avec l'Amérique pour rien entreprendre ailleurs. Il prescrivit de nouveau la retenue et la vigilance, mais l'ambassadeur n'aura pas à tenir une autre conduite qu'auparavant :

Dans la position critique où l'Angleterre se trouve vis-à-vis de l'Amérique, il est difficile qu'il y ait un Ministre assez peu sensé pour vouloir ajouter aux embarras intérieurs une guerre étrangère. Dans l'état présent des choses elle augmenterait bien plus la tendance des Américains à une entière indépendance qu'à un rapprochement envers la mère patrie. Quelques puissent être les

Voir l'annexe IV du présent chapitre n° 1.

conséquences plus ou moins prochaines du changement qui vient d'arriver dans le Ministère Britannique, elles n'en apportent aucun dans la façon de penser du Roi, elle vous est connue, Monsieur, et Sa Majesté attend de votre sagesse qu'en vous conformant à l'esprit des instructions qu'elle vous a fait passer par mon canal, vous mettiez dans l'usage que vous en ferez toutes les modifications que la différence des personnes peut exiger. Nous sentons que n'ayant pas avec le Lord Weymouth les mêmes liaisons d'amitié et de confiance qui subsistent entre vous et le Lord Rochford, vous devez bien plus vous attacher à reconnaître sa façon de penser qu'à lui imposer la votre

A Versailles le 19 9<sup>bre</sup> 1775

Angleterre 1 512 n° 143

Lord Stormont, toutefois, désabusait lui-même le ministre. Il tenait le gouvernement français sous l'aiguillon d'une surveillance sans repos. Il ne laissait guère passer de jour sans signaler des navires américains prêts à emporter de nos ports du matériel de guerre, sans dénoncer des traites de fournitures passées avec des négociants, sans demander des ordres contraires qu'il fallait dire avoir expédiés. Les sentiments qu'il avait contre nous lui donnaient, il semble, l'intuition du travail caché qui se faisait aux Affaires étrangères. Les tentatives de médiation, en effet, ne détournaient pas M. de Vergennes de la politique qu'il avait tracée. Son insistance auprès de l'Espagne amenait celle-ci à renforcer ses garnisons d'Amérique et à reconnaître les dangers qui pouvaient y surgir. L'Angleterre paraissait devoir se trouver bientôt avec 40.000 hommes aux Colonies; M. de Grimaldi, écrit Ossun, « était persuadé que cette grande supériorité de moyens risquait de déterminer cette puissance à quelque entreprise considérable contre les colonies françaises et espagnoles, contre les premières d'abord », si bien que le ministre de Charles III gourmandait la France de s'endormir dans les précautions à prendre. On s'était fait un système, à Madrid, de répondre par des doutes sur nos forces à chaque incitation qui venait de Versailles; en

Rapport d'Ossun du 13 novembre 1775. *Espagne* 1 578 n° 73.

1775 réalité on voulait exciter par la notre amour-propre et ne pas se voir exposé à supporter seul, de l'autre côté de l'Atlantique, un choc de la Grande-Bretagne. M. de Vergennes tenait ce choc pour éloigné, il suivait « de très près », mandait-il à l'ambassadeur à propos de l'avènement de lord Weymouth, ce qui se passait en Angleterre, il lisait « avec soin et attention » les débats du Parlement et n'y avait pas, jusque-là, « trouvé un mot indiquant qu'il y eût encore un esprit assez fanatique pour croire et pour énoncer que la guerre contre la France et l'Espagne serait le seul remède aux maux qui travaillent la Grande-Bretagne ». C'est pourquoi il croyait faire assez pour le moment. Au contraire de la méthode préconisée à Madrid, il voulait préparer d'avance solidement la résistance, trouvant que c'était le moyen d'assurer l'action future; il subordonnait tout à cette règle, qu'il s'était assignée; il tenait à ne pas se dépenser en détail. Il répond à Ossun

Nous avons respectivement un même intérêt de vigilance, celui de ne pas prendre légèrement des précautions dispendieuses qui donneraient l'alarme et celui de n'être pas surpris par des mesures aussi peu naturelles que celles que les Anglois donnent lieu de soupçonner.

Si nous montrons de la réserve pour anticiper des précautions qui ne seroient pas évidemment nécessaires, ce n'est ni par épargne quoique celle-ci soit recommandable ni par timidité. Mais si les Anglois ont la sottise de détruire leurs forces par leurs propres forces, de puiser leurs finances et de se gâter dans la guerre civile pourquoi les en détournons-nous? Voions les tranquillement se consumer et aussi longtemps que la situation des affaires peut le permettre. Si nous n'acquiesçons pas par là une plus grande masse de forces intrinsèques notre puissance relative ne peut qu'y gagner.

A Fontainebleau le 21 9<sup>bre</sup> 1775

*Espagne, t. 578 n° 90*

En attendant, le secrétaire d'État voulait parler à Londres comme on le fait quand on est prêt à se mettre debout. Il trouvait qu'on avait assez

*Espagne, t. 578 n° 80*

montré la crainte de déplaire et croyait bon, maintenant, de se re-  
visager au ministère britannique l'éventualité des flottes de l'Espagne  
et de la France mises en mouvement pour nous garder ensemble d'une  
nouvelle guerre que celui-ci faisait redouter. Déjà il en avait donné  
le mandat à M. de Guines, au sujet des conventions prétendues avec  
l'impératrice de Russie. Il avait écrit le 11 novembre à celui-ci.

Les choses considérées sous ce point de vue on peut prévoir, non sans  
regret et sans peine, que quelque décidées que soient les intentions du  
Ministère Anglois pour le maintien de la paix générale, les mesures compli-  
quées dans lesquelles il semble se précipiter sont très-propres à l'altérer et  
à la troubler. C'est une réflexion que vous pouvez faire au Lord Rochford,  
mais ce doit être de vous-même sans qu'elle paraisse vous avoir été inspirée.  
La confiance qu'il vous témoigne vous en donne le droit et vous en fournira  
l'occasion.

Vous pouvez lui faire remarquer, Monsieur, que aussi longtemps que l'An-  
gleterre a fait par elle-même les efforts qu'elle a jugé nécessaires pour ramener  
ses Colonies à la soumission, la France et l'Espagne ont regardé cette que-  
relle comme purement domestique et étrangère à l'intérêt de la sûreté de  
leurs possessions Américaines. Elles ont vu sans inquiétude l'Angleterre aug-  
menter journellement ses forces de terre et de mer dans cette partie; con-  
tantes de veiller à la sûreté intérieure de leurs établissements dans le nouveau  
monde, elles ne se sont occupées de ce qui se passoit à côté d'elles que pour  
empêcher leurs sujets d'y prendre part et leurs colons de suivre un aussi  
pernicieux exemple. Peut-être resteroient-elles encore dans la même observa-  
tion passive si l'Angleterre ne croiant pas ses forces suffisantes pour étouffer  
la révolte des Américains joignoit quelques troupes mercenaires allemandes,  
celles-ci ne recevant d'ordres que de l'Angleterre et sans autre intérêt que  
de gagner leur paye ne presenteroient aucun sujet de craindre qu'elles for-  
cassent la main à la puissance qui les soudoieroit et lui fissent faire ce qu'elle  
ne croit pas devoir entreprendre. La position n'est plus la même par rapport  
à la Russie. c'est une puissance armée sur la mer comme sur la terre, qui  
peut avoir des intérêts à part de ceux qui la soudoieroit et qui auroit la  
volonté et les moyens de les faire valoir. L'Angleterre dira qu'elle est assurée

177. qu'elle n'en a point, qu'elle n'a d'autre vûe que d'assister son allié, que de l'aider à faire rentrer ses sujets rebelles dans le devoir. Où en est la sûreté ou est le garant qu'on la fera retourner dans ses glaces aussi facilement qu'elle es aura quittées? Comment se persuader d'ailleurs qu'une aussi grande puissance déterminée par le inéprisable appas d'un subside et sans autre intérêt souscrit à l'humiliation et à faire un trafic honteux de la vie de ses sujets poussée à cela par le sentiment romantique de secourir une puissance pour laquelle elle ne témoigne, il y a peu de nous, que de l'indifférence. Ce n'est pas à l'opinion que toute la conduite de Catherine est à dû faire prendre de son caractère et de ses principes, elle a trop affiché son amour pour la gloire pour la juger capable de rien qui pourrait l'avilir; si elle consent à faire passer des troupes et des vaisseaux en Amérique, c'est qu'elle a des vues en Amérique, il sera possible que le Ministère Anglois n'en soit ni le confident ni le complice. Ce ne sera pas sans doute aux dépens de son allié que la Russie voudra former des établissemens dans cette partie du monde, ce sera donc contre les possessions de la France ou de l'Espagne qu'elle tournera ses regards; voilà ce qu'on ne peut empêcher de prévoir et à quoi il sera instant d'obvier et à quoi, suivant les apparences, les deux puissances ne manqueront pas en prenant toutes les mesures qui peuvent mettre leurs établissemens à l'abri de l'invasion. Vous sentez, Monsieur, l'effet qui résulteront nécessairement d'une escadre combinée que la France et l'Espagne tiendraient à l'entrée du Golphe du Mexique pour veiller à la sûreté de leurs possessions pendant que les Anglois et les Russes seroient en force sur les cotes de l'Amérique Septentrionale. La nécessité de s'observer, de pénétrer les desseins respectifs pourroit les rapprocher et donner lieu à des rencontres qui seroient bientôt un engagement plus sérieux. Si je prévois les hasards, c'est que ne croyant pas à la fatalité, je désire pouvoir les prévenir. Les Anglois y ont autant d'intérêt que nous, et ce ne sera pas une office désagréable que vous leurs ferez lorsque vous leurs exposerez les inconvéniens qui peuvent naître des mesures forcées qu'ils semblent préparer. Nous désirons la paix, elle leur est nécessaire; ils doivent donc vous savoir gré de les éclairer sur ce qui pourroit la troubler. Mais je vous le répète, Monsieur, les réflexions ne feront un effet salutaire qu'autant qu'elles vous paroîtront propres et qu'elles seront amenées naturellement par la conversation



Nous nous en rapportons à votre sagesse, le Roi connoit votre zèle et Sa Majesté qui vous rend toute la justice qui vous est dûe, est bien persuadée que vous ne négligerez rien pour faire réussir les vûes qu'elle vous confie

A Versailles le 11 9<sup>bre</sup> 1775.

*Angleterre.* 512 n° 103

Le comte de Guines était alors en plein mirage de l'alliance imaginée avec l'Angleterre. Faire des représentations, quand il voyait déjà les deux puissances dicter la loi grâce à leur accord, quand il s'agissait de « seconder les vûes de celle-ci, comme il disait, pour la mettre à même de seconder les nôtres », cela troubla toutes ses données. Il trouva dangereuse cette manière de « degoûter l'Angleterre » de la Russie et assura que le prince de Masserano pensait de même. « Avec lord Rochford elle aurait eu moins d'inconvénients, écrivait-il, mais avec les lords Weymouth et Suffolk, si portés à la méfiance. L'Espagne leur apparaîtrait tout de suite armée contre l'Angleterre et la frayeur d'être prévenus les déterminerait à prévenir. » Après ces objections, toutefois, l'ambassadeur avait vu l'occasion de se parer de son habileté et des « amis » qu'il comptait dans le pays. Au risque de dévoiler un peu plus combien la question des Russes avait de prix à ses yeux et pouvait servir des lors à l'abuser, il avait porté les observations de la France non aux deux ministres, mais à lord Mansfield, en lui faisant valoir la prudence qu'il montrait de s'adresser à lui de préférence à eux. Évidemment, il était bien aise de se couvrir de la grande situation de lord Mansfield; et comme il tenait à transmettre à Versailles les éloges qu'il se croyait dus pour sa manœuvre, il plaçait dans la bouche de celui-ci cette appréciation de la politique de 1755, « qu'il ne faudrait qu'une ouverture de sa part, mal entendue et mal saisie, pour produire les mêmes effets qu'à cette date; qu'il lui avait souvent dit que le ministère fit alors la guerre sans la vouloir, sans le pouvoir, mais seulement parce qu'il crut que la France étant déterminée à la faire à l'Angleterre, comme la cour de Vienne à celle

177 de Berlin, il fallait la prévenir et s'assurer par là, dès le principe, des succès propres à échauffer les têtes<sup>1</sup>. Cette sorte de menace rétrospective ne pouvait qu'affermir M. de Vergennes dans ses sentiments. Avec sa mobilité d'impressions, l'ambassadeur avait déplacé le terrain de la question russe, il ne voyait plus dans les armements de Catherine II que des préparatifs contre la Suède. Le ministre lui répond d'autant plus volontiers dans le même sens que cela avait été aussi dans ses hypothèses<sup>2</sup>; mais il ne lui permet pas de dire qu'on ne devait point tenir à l'Angleterre un langage faisant pressentir des résolutions défensives. Il savait trop bien le peu de profit que l'on pouvait attendre des ménagements avec cette puissance; il l'avait marqué ouvertement quelques jours plus tôt<sup>3</sup>; il veut donc lui faire sentir la résistance et il mande de nouveau au comte de Guines :

Ce que vous avés à faire pour le présent M. est de continuer à entretenir le Ministère Anglois dans la disposition qu'il vous a témoignée pour contribuer autant qu'il peut dépendre de lui à faciliter la conciliation des différens qui se sont élevés entre ces deux puissances voisines; nous ne négligerons rien de notre part pour engager l'Espagne à apporter de son côté toutes les facilités qui seront compatibles avec sa dignité et son intérêt. Il est sans inconvénient que vous vous adressiez au Lord Mansfield plutôt qu'aux Lord Suffolk et Weymouth pour faire l'insinuation dont je vous avais tracé la marche dans ma dépêche du 11 du mois dernier; nous connaissons l'influence du 1<sup>er</sup>, ses intentions droites et honnêtes et nous sommes convaincu qu'il ne fera jamais qu'un bon usage de ce que vous lui confierés. . . . , mais, permettez moi de vous observer M. que j'ai peine à concevoir ce qui a pu vous faire regarder comme un objet d'efroi l'insinuation que le Roi

Rapport du 26 novembre 1775. Annexe I, n° 7, du présent chapitre. La vanité de M. de Vergennes s'y étale d'une manière toute particulière. Il semble qu'il parle à un subordonné dont il recuevrer la démarche inconsiderée et à qui il apprendrait à le féliciter d'un service qu'il viendrait de rendre.

<sup>1</sup> Voir l'annexe I, n° 8, du présent chapitre.

<sup>2</sup> Il servait dans une dépêche du 26 novembre entre autres : « Nous ne devons pas nous dissimuler M. quelques motifs nos ménagements pour les Anglois que nous ne devons nous attendre à aucuns réciprocités de leur part. »

m'avait ordonné de vous recommander, ce n'est pas vouloir inspirer de la crainte que d'avertir la puissance dont on a intérêt à veiller les démarches que celle qu'elle se propose de faire peut être susceptible d'inconvénient, c'est plutôt faire un office d'amitié. Nous serons toujours honnêtes avec les Anglois, mais nous ne voulons pas être foibles, et quelque desiant et ombrageux que puisse être le caractère des Ministres Anglois, le Roi aimera toujours mieux les avertir que de les surprendre. N'en déplaise au Lord Mansfield, il n'y a aucun rapport entre l'office dont vous êtes chargé et les mesures qui amenèrent la guerre de 1755. Elle étoit bien résolue de la part des Anglois et les 1<sup>ères</sup> hostilités par terre et par mer avoient déjà éclaté, lorsqu'ils amusoient encore notre ambassadeur à Londres par les assurances les plus pacifiques.

A Versailles le 3<sup>ème</sup> 1775

Angleterre t 513 n° 34

Le ministre pouvoit livrer ainsi à l'indiscrétion de son ambassadeur les dispositions du gouvernement du roi, quelque propres qu'elles fussent à l'étonner en cessant d'être passives. Pour si redoutable qu'on la tint, la perspective d'un conflit avoit été si souvent envisagée déjà qu'elle devenoit familière. Tandis que les équivoques du Portugal et de l'Angleterre paraissaient occuper tous les moments de la France et de l'Espagne, les deux gouvernements n'avaient cessé d'échanger des vues sur leur défense commune; parfois leurs prévisions étoient allées presque jusqu'à préparer l'action commune. M. de Vergennes avoit demandé au dehors ou fait composer par son cabinet des mémoires qui missent en lumière l'intérêt de la France à saisir l'occasion que les circonstances semblaient lui offrir<sup>1</sup>. L'année 1775 finissoit dans des conditions qui présageaient des événements d'une sérieuse importance.

Il y a notamment un mémoire de M. Malouet, commissaire général de la marine, un en anglais et un du chef de bureau Gérard.

Voir aux Affaires étrangères *Etats-Unis*, Mémoires et Documents de 1765 à 1778  
t 11 pièces 3 5 et 6

## ANNEXES DU CHAPITRE VI.

### I

#### ALLIANCE SUPPOSÉE DE L'ANGLETERRE AVEC LA RUSSIE.

1. GUNES AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 29. 7<sup>bre</sup> 1770

Monsieur

Vous avez ainsi que j'avois l'honneur de vous le mander, Monsieur l'avantage de voir l'ensemble de la politique de l'Europe que nous ne pouvons calculer que dans un seul de ses points il vous sert à démontrer de la manière la plus précise l'absurdité d'un plan d'alliance entre la Russie et l'Angleterre. Mais comme vous ajoutez fort justement, le Ministère Anglois se noie et s'accroche où il peut. C'est sous ce point de vue que nous envisageons ce qui l'intéresse et c'est ce qui, plus que la raison peut-être, déterminera ses démarches. La conduite de Mylord Suffolk a été hier à mon égard que l'avait été celle de Mylord Rochford je dis hier. M<sup>r</sup> de Masseran, retenu par la goutte, n'a pu aller chez lui, j'ai suivi mon même plan cela d'une chose dont les papiers et tout le monde parle. Mylord Suffolk a baissé les yeux et a répondu que les papiers ne disoient pas toujours la vérité puis, un silence de cinq ou six minutes que j'étois bien déterminé à ne pas rompre qu'il a interrompu en me parlant de Dantzick et du Roi de Prusse mais nullement de la Russie ni des motifs du séjour prolongé de M<sup>r</sup> Ganing à Petersbourg. Cette marche est-elle bien naturelle? Laisseriez-vous croire, Monsieur à Mylord Stormont une alliance nouvelle à laquelle la France ne songeroit pas, et dans les circonstances présentes mettriez-vous, par cette conduite, cet ambassadeur dans le cas de faire naître des doutes dans l'esprit de sa Cour?

Je n'ai jamais articulé qu'il y eût rien de fait, mais seulement qu'il étoit question de quelque chose que l'on avoit incertains dissimuler et, j'ai cru qu'il étoit

essentiel de mettre le Roi à même d'éclaircir par ses Ministres dans les cours intéressées un fait sur lequel il m'a paru important d'avoir les yeux ouverts. J'ai hasardé des probabilités, j'ai mieux aimé en exposer de futiles que d'en supprimer une seule, parce que mon devoir est de vous fournir les matériaux d'après lesquels vous établissez votre opinion. L'événement prouvera peut-être que mes conjectures étoient fausses, mais je vous avoue que je ne le crois pas.

Je n'ajoute pas foi, cependant, aux 20 000 Russes, ni à l'envoi de tous les vaisseaux et matelots nécessaires pour les transporter en Amérique, ni à toutes les absurdités d'un pareil projet pris à la lettre, mais j'en crois le principe, c'est-à-dire que la Russie et l'Angleterre ne sont plus éloignées aussi que je les ai vues il y a deux ans, qu'elles se rapprochent et qu'il est question que cette première puissance vienne tirer le Ministère Anglois de la crise où il se trouve.

Permettez-moi, Monsieur, de rétablir dans le nombre de mes probabilités celle du débouché que la Russie produit au commerce de l'Angleterre. Je sais parfaitement que ce commerce est très-ancien, mais bien loin de diminuer, il est depuis un an considérablement augmenté. Il faut le croire ou n'ajouter aucune foi à l'opinion entière de ce pays-ci. Je ne crois pas que le débouché de l'Amérique manquant aux Anglois, celui de la Russie puisse y suppléer, mais je pense que l'effet précaire et momentané, que l'accroissement du commerce avec cette puissance produit dans toutes les têtes, suffit pour faire regarder une alliance avec cette même puissance comme avantageuse et pour disposer les esprits en faveur du Ministère qui l'aux formée de manière à lui donner avec profusion les secours dont il a besoin pour le soutien de la guerre d'Amérique.

D'ailleurs pour soutenir cette guerre de terre, il faut des hommes, il en faut de quarante à cinquante mille. Mylord Barington, secrétaire d'État de la guerre, me le disait encore hier. Où les Ministres Anglois les prendront-ils? Je sais à rien pas douter qu'il a été présenté très-récemment au gouvernement un plan pour armer contre les Rebelles, que ce plan fort discuté au Conseil y a des partisans, en effet il est rédigé par quelqu'un qui connaît l'Amérique, et qui la voit bien. Vous allez, Monsieur, être à même d'en juger.

Il observe que trois armées sont indispensables en Amérique, l'une à York, l'autre à Boston, la troisième en Canada. L'armée des Rebelles, obligée par cette disposition à se diviser, rendra possible le moyen de pénétrer dans le pays et de lui couper ses communications avec une partie de ses Colonies. Les trois armées de 12 ou 15 000 hommes chacune, concertant leurs opérations contre une armée de paysans absolument étrangère aux manœuvres de guerre, secondées d'ailleurs par les incursions du général Johnson et de ses sauvages et par différentes descentes

faites à propos par les soldats de Marine destinés à la garde de la flotte, étonneraient les Américains de manière à les ramener dans une campagne à l'empire du paix et d'obéissance. Ce plan est d'autant mieux vu, que les succès font indispensable la campagne prochaine au soutien du Ministère, qu'il n'est nul autre moyen pour en espérer d'aussi prompts et d'aussi sûrs, et que douze ou quinze mille hommes sur un seul point, soit à York, soit à Boston, en trouveront toujours vis-à-vis de quarante ou cinquante mille qui les empêcheront de déboucher, de pénétrer dans l'intérieur du pays et d'y déterminer en faveur du Ministère les partisans sur lesquels ils conservent encore quelques espérances. D'un autre côté les Canadiens ne se décideront jamais à marcher à reprendre *Ticonderago*, et à former des diversions sur les derrières de l'armée des Rebelles, que lorsqu'ils se verront soutenus par un nombre de troupes proportionné à ce que la besogne exige, et, pour tout cela la Grande-Bretagne ne peut disposer que de quinze ou de dix-huit mille hommes. C'est avec de tels moyens que le Ministère serait aussi tranquille qu'il parait l'être, s'il ne comptait sur d'autres secours; il faudroit, à ce qu'il me semble, qu'il eût perdu l'esprit.

Je suis que son plan est de donner le choix au Parlement ou d'abandonner l'Amérique à elle-même, et de ce moment elle est perdue pour l'Angleterre, ou de la soumettre par la force. Si c'est à ce parti que l'on s'arrête, il faut que l'on fournisse les moyens; mais le moyen indispensable d'envoyer quarante mille hommes au moins en Amérique n'existe point en Angleterre.

Le moment du Parlement qui approche, va, Monsieur éclaircir cette obscurité que la conduite inexplicable des Ministres Anglois rend aujourd'hui si difficile à pénétrer. Ils paraissent assurés que les premiers moments de cette séance seront orageux, mais ils comptent sur la nation et sur les dispositions où elle paraît être de soutenir, par les mesures les plus vives, la guerre contre les Américains.

Le plan dont j'ai eu l'honneur de vous parler, quant à détruire la meilleure partie de notre flotte, ne regarde que Rochefort. On croit que rien ne serait plus aisé que de fermer dans une nuit l'entrée de la Charente, en y faisant couler bas cinq ou six carcasses de gros vaisseaux chargés de pierres. On assure qu'un ou deux ouvrages sur la rôte ne pourraient empêcher cette opération que l'on regarde comme propre à enfermer, au moment d'une guerre, tous les vaisseaux que nous pourrions avoir dans cette partie. La découverte de ce projet n'est pas aussi importante qu'on me l'avait annoncé; mais il m'a paru cependant qu'elle pouvoit mériter quelque attention.

Angleterre, le 512, n° 12

## 2. LE COMTE DE VERMOREL À GUIDES

A Versailles le 1<sup>er</sup> 8<sup>me</sup> 1773

J'étois bien convaincu que vous ne perdriez pas de vue un objet aussi essentiel que celui de cette armée Russe, qu'il peut être question de transporter dans l'Amérique septentrionale. Il n'est pas possible de s'y prendre plus adroitement que vous l'avez fait, Monsieur, mais que M. le prince de Monaco, pour amener le Ministre Anglois à expliquer d'une manière à ne pas laisser subsister le soupçon, s'il n'y avoit quelque fondement à l'avis qui vous a été donné, et je vous avoue que malgré la foule d'improbabilités qui semblent militer contre l'idée d'un transport aussi difficile, je trouve l'induction que vous tirez du silence du lord Rochford avec vous sur tout ce qui avoit rapport à la Russie et la réponse entortillée qu'il a faite à l'ambassadeur d'Espagne sur le même objet très-plausible et très-raisonnable. Cependant les lettres de Moscou ne nous préparent encore à rien de semblable, et je ne puis m'empêcher d'observer que, si c'est du fond du Nord que l'Angleterre veut évoquer les défenseurs qui lui conserveront ses Colonies du Continent de l'Amérique, il est des mesures préliminaires dont on sembleroit déjà devoir s'occuper. Vous savez, Monsieur, que l'hiver commence de bonne heure et finit tard dans les régions boréales, que pendant toute cette saison facée des ports est interdit par les glaces, que la marine marchande Russe ne peut fournir les bâtimens qui seroient nécessaires pour le transport d'un corps de troupes de quelques mille hommes, et que si on attend la printemps pour aménager le nombre de bâtimens qu'il faudroit pour transporter 20.000 Russes, ce convoi pourroit bien n'aborder en Amérique qu'après la saison des opérations. Il est de fait, Monsieur, mais que le Lord Rochford vous l'a avoué, que les Russes, qui étoient accourus à la défense de l'Angleterre lors de l'invasion du prince Charles Édouard, ne purent obtenir de cartel de la part des rebelles, et la crainte qu'on ne leur fasse le même traitement en Amérique peut bien l'emporter dans l'esprit du Landgrave sur l'appas des subsides, quoiqu'il en soit très-friand. Un propos que ce Prince a tenu à notre Ministre doit me faire croire qu'il n'est pas effectivement tenté d'envoyer ses troupes si loin, la régence d'Hanover peut avoir la même répugnance et avec beaucoup de raison car les troupes Allemandes pourroient trouver dans l'Amérique septentrionale des motifs abondans pour s'y fixer, une partie de ce pays est peuplée de leurs compatriotes, la liberté et l'aisance dont ils y jouissent, mises en parallèle avec la serv

tude et la misère qui les attendroient dans leur patrie, pourroient les engager à en changer et mettre du côté des Américains les forces qu'on auroit compté leur opposer. Si les princes Allemands refusent des troupes à l'Angleterre, si le Royaume ne peut pas envoyer au-delà de 15 000 hommes en Amérique, il doit paraître moins improbable que le ministère Britannique s'occupe sérieusement de se procurer un corps auxiliaire de Russes, mais, l'Empératrice, mais avoir à commander les mêmes conventions que je viens de remarquer pour les princes Allemands, sera-t-elle insensible au cri de sa dignité qui ne peut lui permettre de sacrifier le sang de ses sujets et de se priver d'une partie de ses forces dans un temps où la totalité seroit très-nécessaire à sa sûreté intérieure et extérieure? Je ne répéterai pas ici ce que j'ai vu l'honneur de vous marquer, Monsieur dans ma précédente dépêche, nous en sommes de part et d'autre aux conjectures et nous devons attendre du bénéfice du temps la lumière qui nous manque. Il ne nous revient encore rien d'aucune part qui contribue à éclairer notre jugement, ce qui paroit constant, d'après toutes vos notions et celles qui nous sont revenues d'ailleurs, est qu'il y a une négociation, si non liée du moins que l'Angleterre cherche à entretenir avec la Russie, et comme l'intérêt le plus instant de la première est de pourvoir à la sûreté de ses Colonies du continent, il est probable qu'elle ne recherche aujourd'hui la Russie, après l'avoir négligée si longtemps que pour en obtenir les moyens qui lui manquent pour réduire les mêmes Colonies à la soumission, mais l'intérêt de la Russie pouvant n'être pas le même à cet égard que celui de l'Angleterre, il peut paroître douteux si l'événement justifiera les prévisions et les soins du Ministère Britannique. C'est sur quoi nous ne pourrions acquiescer quelque certitude que lorsque le besoin de la sanction Parlementaire forcera ce même Ministère à sortir de la correspondance dans laquelle il s'enveloppe. Quoi que j'aie mis Monsieur le Marquis de Juigné sur la voie de pénétrer ce mystère, ce ne sera que dans la fin de 9<sup>m</sup> que je pourrai avoir réponse de lui à cet égard. Heureusement qu'il n'y a pas periculum in mora, si la Russie fournit un corps de troupes pour l'Amérique, celui-ci ne pouvant être embarqué avant la fin de May, nous aurons du temps devant nous pour concerter et pour prendre les mesures de prévoyance qu'une circonstance aussi extraordinaire ne peut manquer d'exiger. Je ne dois pas vous laisser ignorer, Monsieur, que le Roi a vu avec satisfaction l'attention vigilante avec laquelle vous surveillez cet objet principal. Sa Majesté rend trop de justice à votre zèle pour penser qu'il soit nécessaire de vous recommander de ne le pas perdre de vue, mais comme en matière de combinaison tout sert à l'ensemble des idées, je vous aurais obligation de tâcher de bien mettre au clair la véritable position de l'Angleterre avec le roi de Prusse. Les apparences de réconciliation que vous avez observées se sont-elles soutenues? En suppo-



sant l'intelligence rétablie, je ne serois pas surpris que l'idée de transporter en Amérique un corps de troupes Russes n'émanât du Cabinet de Potsdam.

Angleterre L. 512 n° 3

### 3. LETRES AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 6 Octobre 1797

Monsieur,

Tout est dans le même état que lorsque j'ai eu l'honneur de vous écrire ma dernière dépêche. Chaque jour confirme seulement de plus en plus la réalité de mes soupçons sur quelque négociation importante entre cette Cour et celle de Pétersbourg. Tous les Ministres du Conseil que nous avons rencontrés, M<sup>r</sup> le Prince de Masséna et moi, et à qui nous en avons parlé, ont observé le même silence et la même conduite que les deux Secrétaires d'État du Département des Affaires étrangères. On a l'air de ne pas vouloir nous dire ce que l'on pense et de nous ôter cependant les moyens de nous plaindre que l'on ait cherché à nous tromper.

Comme je finissois cette dépêche je reçois, Monsieur celle n° 155 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1<sup>er</sup> de ce mois, et qui n'a pu me parvenir lue comme de coutume. Le temps étant trop mauvais pour que la maille pût passer par mes courriers, pour plus d'exactitude ont ordre de passer toujours avec elle, et la règle est quelle doit partir quand un bâtiment quelconque se mettra à la mer. Vous voyez, Monsieur, que le Service du Roi sur cette partie est bien assuré.

Étois bien persuadé, Monsieur, que la conduite des Ministres Anglois ne vous permettroit pas de douter qu'elle cache quelque chose d'essentiel. Certainement rien n'est plus évident que les réflexions que vous faites sur les difficultés d'embarquer un corps de troupes Russes d'assez bonne heure pour qu'il puisse l'été prochain secourir en Amérique les projets des Ministres Anglois. Mais cette combinaison n'est paroi qu'un des résultats du fait principal. L'Angleterre et la Russie qui étoient fort éloignées se rapprochent-elles ou ne se rapprochent-elles pas? Voilà, à ce qu'il me semble, ce qu'il est important de pénétrer par les suites qu'une telle alliance dans le Nord peut entraîner. C'est à vous, Monsieur le Comte, à juger de ce fait d'après les notions que vous donnez sans doute les Ministres du Roi dans les autres Cours. Je vous en donne les mêmes, il n'y en eût jamais de plus marquées. Les Ministres Anglois, à moins de dire leur secret, ne sauroient dans aucune circonstance me l'apprendre d'une façon plus claire. Si j'étois à votre place je ne le croirois pas, mais si vous êtes à la même vous jugerez que si la chose n'est pas faite, il en est du moins sérieusement question ou bien que la conduite de ces gens-

est inexplicable. Je suis très-flatté de l'approbation que vous voulez bien donner aux moeurs que j'ai pris de les pénétrer, ils sont simples et directs, je crois qu'il n'y en a pas de meilleurs pour rendre toutes les finesses inutiles.

M. le comte Orlov est ici depuis quelques jours. Il n'a point encore paru à la Cour, et au lieu de cela a été à Newmarket. La reine d'Angleterre m'a beaucoup parlé de ses intrigues et de ses diamans avec la liberté dont elle me donne souvent des témoignages. Mais tout ce que fera M. Orlov et ce que l'on dira de lui me paroît ne pouvoir prêter à aucune conjecture. Un sous-secrétaire d'État a dit hier de confiance à quelqu'un, à propos des bruits publics : « Ces Russes sont si soupçonneux » et si défiants qu'il est presque impossible de les rassurer assez pour conclure « quelque chose avec eux. »

M. Pownall, sous-secrétaire d'État des Colonies a dit hier à la même personne à propos de ce qui s'est passé en Amérique : « Que font à l'affaire présente deux ou trois cents hommes de moins ? »

Ce discours semble supposer une action. Si elle a lieu, elle n'est sûrement pas à l'avantage de la Cour à en juger par le silence des Ministres. Je crois être certain par la même voie que Mylord Harcourt a mandé d'Irlande dans ses dernières dépêches, qui ne répondoit pas de la majorité sur les affaires d'Amérique dans la prochaine séance. J'ai prévenu, Monsieur, ce que vous me prescrivez relativement à la véritable position de l'Angleterre avec le roi de Prusse. Je vous avoue par ma dernière dépêche que je crois m'être trompé, et que j'ai pris pour retour d'affection de la part de LL. MM. Britanniques ce qui n'étoit que crainte. L'ingénuité avec laquelle Mylord Suffolk m'a avoué que le roi de Prusse faisoit, des représentations de l'Angleterre le cas que je lui en ai vu faire, lorsque j'avois l'honneur d'être envoyé près de sa personne me persuade que cette Puissance n'a aucun lieu de compter sur ce Prince. Elle n'a donc aucun allié. Je n'en connois à la Russie que le Danemarck. Mécontente de la cour de Berlin et de celle de Vienne, recherchée par celle de Londres, c'est ce qui peut-être fonde les espérances que l'on a de la captiver . . .

*Angleterre* t 512 n° 18

#### À LE COMTE DE VERGENNES A GUINES.

A Fontainebleau le 22 8<sup>bre</sup> 1755

Je réponds M. à la lettre n° 297 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois.

Ce n'est, je pense, qu'en Angleterre seulement que des Ministres, chargés des

affaires étrangères, passent froidement trois ou quatre semaines à leur campagne, heureusement que nous n'avons rien pour le moment qui puisse nous rendre fort sensible l'interruption des conférences ministérielles.

Il doit paraître étonnant M. que les Ministres Anglois, si souvent déçus dans leurs espérances sur la tournure plus favorable que pourront prendre leurs affaires de l'Amérique, en revenant cependant à calculer sur des futurs contingens qui ne semblent pas plus solides que les 1<sup>res</sup> hypothèses qui les ont égarés. Il peut très-bien être que la plus part des provinces de l'Amérique septentrionale soient la tentule comme l'inconvénient de la guerre et que les gens qui ne sont point aveuglés par le fanatisme en desirant sincèrement la fin, n'ont cette disposition au la supposent plus avancée qu'on ne peut encore la juger n'opérera une saison véritablement militaire qu'autant que la supériorité de l'armée royale soit assez importante pour que les bien intentionnés aient élevé la voix et puissent se faire entendre. Le gouvernement Anglois pourra se flatter de se procurer cette supériorité et la Russie se prête à lui donner des troupes qu'il pourra transporter dans cet hémisphère. Rien ne vous éblouit jusqu'ici M. sur cet étrange marché, aucune notion du Nord et de tout autre part ne vient encore à l'appuy de l'avis que vous nous avez transmis. Mais le silence presque universel ne doit pas pour cela alourdir nos efforts respectifs pour essayer de découvrir la marche et d'approfondir le progrès de cette idée qu'il y a un principe de négociation entre l'Angleterre et la Russie, c'est un point qui nous ne pouvons révoquer en doute, mais quel en est l'objet, c'est là où nos combinaisons s'arrêtent. Il y a environ dix ans que la Russie désert une alliance défensive avec l'Angleterre. Celle-ci la haïssait pendant assez longtemps et contente d'avoir conclu le traité de commerce qui flétrit son ambition, elle déclara l'alliance et même avec assez peu de ménagements pour détacher la Russie. Les circonstances ont changé depuis, l'Angleterre se voit isolée, et les garanties qui ne lui semblaient alors qu'onéreuses peuvent aujourd'hui lui paraître nécessaires. Je n'ai entièrement de votre avis M. que si dans l'état présent des choses le Ministère Anglois résout à conclure un traité d'alliance avec la Russie il acquerra une force intérieure et une considération extérieure que tout Gouvernement doit être jaloux d'obtenir, mais si un corps de troupes Russes disponibles à son gré n'en est pas la suite, si la garantie se bornant aux attaques extérieures ne stipule rien contre les soulèvements intérieurs, je ne vois pas, je vous l'avoue M. comment ce traité pourrait répandre la terreur en Amérique, j'ajouterais volontiers encore si je pouvais me livrer à plus de discussion que mes occupations urgentes ne me le permettent, comment il invitait le Ministère Anglois à être moins pacifique qu'il ne l'a été jusqu'ici.

Si vous avez suivi M. les changemens successifs qui sont survenus en Europe, vous aurez sûrement remarqué que les révolutions de la Pologne ont prodigieusement changé la situation de la Russie relativement à son occident. L'aliénation qu'elle a faite d'une part du Holstein Ducal, et la barrière qu'elle a souffert que le roi de Prusse élevât contre elle pour l'emplacement des acquisitions qu'elle a souffert qu'il fit en Pologne, ne lui permettront plus de s'immiscer dans les affaires de l'Allemagne qu'avec l'attache de ce Prince. Quant à l'emploi de sa marine, les gens du métier vous diront qu'il n'en est pas de plus pitoyable et de moins susceptible d'être améliorée.

*Angleterre, t. 512 n° 4.*

### 5. LE COMTE DE VERGENNES À GUINÉE.

*À l'Assemblée le 4 9<sup>bre</sup> 1775*

La Harangue du roi d'Angleterre à son Parlement est conçue avec une noblesse et une dignité qui ne pourraient manquer de faire sur les esprits l'impression la plus forte et la plus avantageuse. Ce Prince a bien de s'applaudir du succès de sa persuasion, puisque déjà les deux chambres lui ont donné par une majorité très-considérable les assurances de ne le laisser manquer d'aucuns des secours nécessaires pour faire rentrer les Américains dans le devoir de la fidélité et de la soumission. À partir de là M. on peut regarder la continuation de la guerre comme décidée, car il y a peu d'apparence que l'envoi des commissaires que Sa Majesté Britannique a annoncé pour recevoir à responsabilité les Colonies et même les individus qui voudront se reconcilier, opère par lui-même un changement dans les dispositions qui ont paru jusqu'ici prédominantes. Il faudra vraisemblablement des moyens plus effectifs pour faire naître le repentir. Il paroît que la cour de Londres les trouvera dans les assurances amicales qu'elle a reçues de secours étrangers, c'est ainsi du moins que Georges 3 s'en explique dans son discours. Le Pittonisme doit céder devant une assurance Royale : mais, s'il faut 70 mille hommes, comme le Lord North l'a annoncé dans les débats de la Chambre Basse, pour réduire les Américains, je ne vois pas trop où on les prendra. Vous pensez M. que l'Angleterre peut à peine fournir 30 mille hommes, il paroît, suivant les nouvelles que vous nous avez communiquées en dernier lieu qu'elle n'a plus de fond à faire sur les 12 mille Canadiens qu'elle se proposoit de lever : ce sera donc de la Russie qu'elle devra tirer un supplément de 40 mille hommes. Mais à dans la dernière guerre qu'elle vient de terminer, cette puissance n'a jamais pu porter à ce nombre l'armée qui agissoit contre les Turcs : comment supposer qu'elle pourra faire pour l'Angleterre ce qu'elle

na pas été en état de faire pour elle-même. Si nous admettons que les deux Cours se sont arrangées, le tableau de la dépense n'effrayera-t-il pas même ceux qui sont les plus dévoués aux volontés du Ministère? Il est une considération M. qui pour être particulière à la Russie, peut cependant donner lieu de douter qu'elle puisse être déterminée si facilement à prêter ses troupes aux Anglois. Les hommes dans ce pays là j'entends ces hommes dont on fait des soldats, sont une propriété réelle, les revenus des terres ne se calculent pas par le nombre des arpens, mais par celui des têtes : l'espèce a été considérablement diminuée par la peste de Moscou et par les levées de recrues que 19 ans de guerre presque non interrompue ont exigées. Les Seigneurs ont pris patience tant qu'il s'agissait du soutien de l'intérêt de l'État bien ou mal entendu, mais verront-ils avec le même sang froid leurs cerfs décernés pour une entreprise aussi étrangère à la sécurité et au bien être de la Russie, et par conséquent aussi romanesque que de prendre sur elle d'apaiser les troubles intérieurs de l'Amérique. Si nous n'écoutons que la voix de la raison, nous nous fixerions à l'opinion que cette assurance d'assistance étrangère n'a de réel que l'envie de présenter à l'Amérique et à ceux qui la protègent en Europe un épouvantail allarmant, mais je reviens à ce que je crois avoir eu l'honneur de vous dire dans d'autres lettres, il est des choses qui, quoiqu'in vraisemblables, peuvent cependant être vraies et dont la crédibilité ne peut être amenée que par l'événement. Nous pouvons l'attendre avec d'autant plus de tranquillité que ce n'est pas ici une décoration de théâtre qui se place ou se déplace au bruit d'un coup de sifflet, le temps que demandera l'exécution nous donnera celui d'effectuer les mesures que la circonstance bien avérée exigera et qui ne seroit pas sans inconvénient de prévenir. Nous embarrasserions étrangement le Ministère Britannique si, partant de l'éclat qu'il fait avec plus d'ostentation que de prudence de cette prétendue assistance étrangère, nous nous disposions, nous et l'Espagne, à envoyer des forces correspondantes pour veiller à la sûreté de nos domaines d'Amérique, nous hâterions sa chute ce n'est pas ce que nous voulons nous saurons attendre, mais s'il n'est pas plus circonspect dans ses mesures, nous ne négligerons pas celles sur lesquelles seules nous pouvons établir notre tranquillité et notre sûreté.

*Angleterre, 1 512, n° 86*

## 6. LE COMTE DE VERGENNES À GUINES

*À Versailles le 11 8<sup>me</sup> 1775*

La confiance que le Lord Rochford vous a faite sur l'état de leur négociation avec la Russie est très intéressante si elle est sincère, on devroit en inférer que le

Conseil Britannique n'attache pas la plus grande valeur aux offres de secours que peuvent lui avoir été faites par cette puissance, et que le Lord Suffolk est le seul qui s'en soit fait un objet d'occupation ou d'amusement. Son influence n'étant pas prépondérante au fait de négociation en regard au peu d'habileté et d'expérience qu'il en a, nous pourrions en conclure qu'on ne laisse anéantir celle-ci que comme un épouvantail présenté dans le lointain aux Américains afin de donner plus de relief à la commission qu'il paraît décidé qu'on doit faire passer dans cet hémisphère pour tenter de repêcher les peuples révoltés à la nomination sur leur mère patrie. Cependant M. suivant nos derniers avis de Moscou, les conférences entre M. de Gunning et les Ministres Russes étoient très-fréquentes depuis l'arrivée de deux courtiers Anglois, le Ministre du Prusse étant-il intervenu à quelques-unes de ces conférences, ce qui semble indiquer, ou que son Maître n'est pas sans espoir qu'on vous le fait entendre aux vœux de l'Angleterre ou que la négociation ne se borne pas à prendre à la suite de la Grande-Bretagne quelques troupes Russes pour les transporter en Amérique, et qu'il s'agit vraisemblablement d'une alliance entre les trois puissances. Je vous propose mes conjectures comme probables et malheureusement comme certaines. D'autres avis de Petersbourg annoncent qu'il y est venu ordre à l'Amirauté d'armer tout ce qui est possible de l'être, et qu'elle a promis d'avoir avant la fin de la saison 10 vaisseaux de ligne en état et 80 galères; déjà 14 de celles-ci ont été envoyés de Cronstadt à Revel, un pareil nombre, dit-on, ne doit pas tarder à lui y suivre. A quoi bon des galères s'il n'est pas question d'une invasion soudaine contre le Suède, ce qui ne semble pas être à présumer n'y eût pas été cette Couronne et la Russie l'ombre d'un grief, l'apparence même d'une plainte. Quelques confiances que les Russes aient dans eux-mêmes nous ne devons pas les croire assez téméraires pour hasarder leurs galères qui sont si frêles et petites sur le vaste Océan, elles seroient bien de la peine à faire canal dans la Baltique, et très certainement les Anglois ne seroient pas assez dupes pour consentir à payer cherement un secours qu'on vendrait leurs transports sur des batimens dont il y a à parier que les deux tiers périront avant d'être rendus à leur destination. Peut-être est-il un point intermédiaire comme le Holstein ou le Bas-Elbe où les troupes Russes devront être entreposées en attendant la saison convenable pour leur transport en Amérique, c'est ce qui ne peut tarder à être déclaré, nous touchons à la saison des glaces, rien dès lors ne peut sortir des ports du Russie. Quelque déplaisance que puisse être pour nous la liaison qui semble se former entre l'Angleterre et la Russie et à laquelle il y a lieu de croire que le roi de Prusse pourra participer nous n'avons pas de moyens pour la contrarier, l'Angleterre va droit à son intérêt, C'est entre 2<sup>e</sup> plus romanesque que politique peut être décidée par la célérité et l'éclat

d'une expédition éloignée et peut-être aussi par ses préventions personnelles contre nous. Le roi de Prusse, qui ne compte plus sur sa docilité et sur sa complaisance autant qu'il le fit par le passé, n'est pas fâché peut-être de lui voir éloigner des forces qu'il craindrait qu'on pourrait être employées à le gêner et à le circonscrire. Si pour cela il doit prendre des engagements, il les prendra, parce qu'il ne les tiendra qu'autant que sa convenance l'y invitera.

*Angleterre* t. 512, n. 102.

7. M. DE SUINES AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 21 novembre 1763.

Monsieur

Depuis la dernière dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 17 de ce mois, j'ai reçu celle que vous m'avez adressée le 22 par mon courrier, qui n'est arrivée ici que samedi après un passage très dangereux. Le Roi est sûrement instruit des désastres qui sont arrivés sur la côte de Calais. Presque tous ont porté sur des vaisseaux anglais. On ne se souvient point d'une année qui en ait produit autant de malheurs de ce genre. Il y en a eu d'affreux, surtout à la côte de Terre-Neuve. Les bureaux d'assurances font nombre de trois cents vaisseaux naufragés dans cette partie, et qui pour la plupart ont péri avec leurs équipages.

Je n'ai jamais eu le moindre doute, Monsieur le Comte, sur la droiture qui avoit dirigé vos vues et les instructions que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer relativement à l'affaire de Portugal. Nous travaillons vous et moi pour le même objet, pour celui de la gloire et de l'avantage des intérêts du Roi. Assurement nous en avons un très direct à ne pas nous induire en erreur. J'ai regardé celle qui présente la négociation qui m'étoit présentée comme commise uniquement par la cour d'Espagne et je me flatte que cela ne peut s'entendre autrement. Au surplus, cette erreur devient absolument indifférente, si le Portugal, qui a renoué la négociation, la continue comme nous avons lieu de l'espérer. Mylord Suffolk avec qui j'ai été hier en conférence, est absolument dans les mêmes dispositions qu'annonçoit le Lord Rochford et qui ont été entièrement adoptées par le Lord Weymouth, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander par ma dernière dépêche. Ce Ministre m'a dit en propres termes que le roi d'Angleterre et son Ministre, d'après la franchise avec laquelle je m'étois conduit dans cette circonstance, n'avoient pas perdu un instant à faire les démarches les plus sérieuses vis-à-vis du Portugal, et que en pareil cas je trouverois toujours le Conseil de sa Majesté Britannique entièrement disposé à se concerter avec moi sur les moyens qui pourroient affermir la bonne intelligence

entre les deux Cours. Dans cet état des choses je crois pouvoir répondre au Roi que l'affaire du Portugal n'en occasionnera pas de dangereuses, et que même elle se terminera à la satisfaction de la Cour de Madrid, si cette Cour ne demande rien que de juste et de fondé sur les traités, si elle n'abuse pas de la situation présente de ce pays-ci pour devenir plus exigeante vis-à-vis du Portugal, si enfin le roi d'Espagne montre à l'appui de cette conduite des moyens prêts qui persuadent bien à l'Angleterre que c'est à notre seule influence que l'on doit le délai des démarches qui pourraient le jeter dans les plus grands embarras, et dont elle s'empressera d'autant plus à détruire pour jamais le principe. Dès le premier moment où j'ai eu l'honneur de vous faire part, Monseigneur, de mes soupçons sur les projets ambitieux de la Russie voilés par le prétexte de secourir les Anglais en Amérique, j'en ai dans ce plan extraordinairement des desseins sur nos Colonies et ma dépêche n° 192 s'accorde parfaitement sur ce point avec celle à laquelle j'ai l'honneur de répondre aujourd'hui. Mais le moyen d'insinuation à employer vis-à-vis du Ministère Anglais pour prévenir de tels desseins, et dégoûter l'Angleterre de la Russie, m'a paru extrêmement dangereux, et M. le Prince de Massera a qui j'ai communiqué mes réflexions a été du même avis.

Vous proposez à la vérité, Monseigneur, ce moyen vis-à-vis du Lord Rochford, il présente moins d'inconvénients, quoique sa légèreté en ait quelquefois d'autres réels qu'aurait pu en produire des vues moins droites que les bonnes. Mais vis-à-vis deux Ministres aussi portés à la méfiance que le sont les Lords Weymouth et Suffolk il faut bien se garder d'inspirer la moindre crainte. L'ombre d'un mécontentement sur leur nouvelle alliance leur ferait voir tout en noir. L'Espagne armée telle qu'elle l'est encore, n'aurait à leurs yeux de projets réels que contre l'Angleterre. Le frayeur d'être prévenus les déterminerait à prévenir. Il ne faut jamais oublier que c'est ainsi qu'a commencé la guerre dernière. Le Roi a bien voulu soumettre à mes faibles lumières la conduite de cette mission délicate. Je la regardais donc comme impossible, et cependant je la voyais nécessaire, lorsque j'ai imaginé de m'adresser au Lord Mansfield. Je l'ai aimé sans peine à me parler avec la confiance ordinaire de la situation actuelle des affaires, et lui rendant confiance pour confiance, je lui ai témoigné toutes mes inquiétudes dans le même sens présentement et dans la même forme que vous m'avez prescrit de le faire.

J'y ai ajouté seulement que la matière étoit d'autant plus délicate qu'il étoit dangereux de la traiter vis-à-vis les Ministres dont lui, Mylord Mansfield, connoissoit le caractère, qu'ils prendraient pour résolution formée par ma Cour ce qui dans le fond n'étoit que l'effet de mon aide et de mes prérogatives, et qu'une confiance entière et réciproque entre les deux Cours étoit le seul moyen d'empêcher de part et



d'autre des mesures ultérieures dangereuses pour le maintien de la paix, j'avais jugé plus prudent et plus sûr d'exposer mes sentiments et mes vues à quelqu'un qui était plus que personne à même de les connaître et de leur rendre justice, et à porter d'en faire un bon usage.

Mylord Mansfield a été fort flatté de cette ouverture. Il a d'autant plus loué ma discrétion vis-à-vis le Ministère, qu'il a jugé comme moi qu'il ne faudroit, dans les circonstances présentes, qu'une mention de ma part mal entendue et mal saisie pour produire les mêmes événements de 1755 et 1756. Il m'a rappelé à cette occasion ce qu'il m'a dit souvent que le Ministère fit alors la guerre sans la vouloir sans le pouvoir, mais seulement parce qu'il crut que la France étant déterminée à la faire à l'Angleterre comme la cour de Vienne à celle de Berlin, il fallott la prévenir, et s'assurer par là dès la principe des succès propres à échauffer les têtes et à procurer les moyens de la faire avec avantage. Mylord Mansfield est convaincu que des flottes Russes dans les mers d'Amérique pourroient raisonnablement donner quelque ombrage aux cours de Vienne et de Madrid. Il a ajouté qu'en l'ayant senti, et que même on avoit déterminé qu'il ne viendrait des Russes en Amérique que sur des vaisseaux Anglois. Ce fait énoncé il positivement m'a paru avoir des rapports frappants avec l'emploi que vous avez jugé vous-même, Monsieur, que pourroit faire le Russie des galères qu'elle prépare et dont la destination seroit peut-être de transporter à un point intermédiaire les secours qu'elle fourniroit à l'Angleterre. J'ai donc cru nécessaire de devenir plus pressant, parce qu'il n'y avoit aucun inconvénient de ma part à l'être vis-à-vis du Lord Mansfield. Je lui ai fortement représenté les dangers de mettre l'impératrice de Russie, dont il connoît et craint le caractère, à portée d'exiger un jour de l'Angleterre des complaisances qui seroient sûrement pour objet le désir de se venger de nous et de la guerre qu'elle veut d'essuyer, désir parfaitement connu dans ce pays-ci, qu'étant, des Russes sur des vaisseaux Anglois ou Russes étoient parfaitement la même chose pour exciter notre juste défiance et nous engager à des précautions, à des démarches dont il voyoit comme moi les dangers.

Mylord Mansfield m'a paru fort ébranlé de la vivacité et de la franchise avec laquelle je lui ai exposé comme de moi tout ce que vous m'avez transmis vous-même. Il m'a demandé si des Hessois, des Brunswickois ne nous combattoient avec ombrage. Je lui ai répondu de nos sentimens et de notre neutralité parfaite (car pour faire plus d'effet j'ai été jusque là dans toute circonstance, excepté dans celle que je venois de lui exposer, des inconvénients de laquelle je ne pouvois lui répondre. Mylord Mansfield m'a dit : « Eh bien, je vous réponds qu'il n'y aura pas un Russe en Amérique. » Ce sont ses propres paroles.

D'après cet entretien, Monsieur et la connaissance que j'ai des sentimens et du pouvoir du Lord Mansfield, je crois que je puis encore répondre au Roi de cet objet et du succès du plan que Sa Majesté m'a tracé, auquel je n'ai pris sur moi que de changer quelques choses dans la forme.

Mylord Suffolk, qui m'a avisé que tous les Ministres jaloux du Lord Mansfield, m'a dit hier qu'il croyoit sans fondement quelques bruits que l'on répandait à l'impression que feroient aux cours de Versailles et de Madrid les forces que l'Angleterre enverroient en Amérique. Je ne lui ai pas dit un mot des Russes, mais j'ai répété deux fois que nos Cours, persuadées des bonnes intentions de celle-ci, venrroient sans ambage toutes les troupes Anglaises, et même quelques troupes suédoises de l'Allemagne, telles que les Hessens et les Brunswickois employées à soumettre le continent de l'Amérique. J'ai par là confirmé ce qu'aura dit Mylord Mansfield. Ainsi le Ministère est éclairé comme le Roi a désiré qu'il le fût, et il l'est de manière à ce que, sans aucun inconvénient, il n'en puisse résulter que des avantages. Celui d'avoir des amis dans ce pays-ci m'en donne de bien réels dans des circonstances aussi épineuses. Mylord Suffolk m'ayant parlé hier confidentiellement de l'état d'armement où est l'Espagne, je lui ai parlé de même à cette occasion de celui de la Russie. Il ne le croyoit pas aussi considérable en galères et autres bâtimens du même genre, et il juge qu'il ne peut avoir d'objet réel que la Suède. Mylord Mansfield m'a paru avoir les mêmes inquiétudes, d'après le nombre de 80 galères qu'il ignoreit également. Quant au motif, on n'en conçoit point, si ce n'est le mécontentement que l'Impératrice Catharine manifesta de la mauvaise réception que l'on a faite à Stockholm à celui qu'elle y a envoyé pour répondre au message du roi de Suède à Moscou, lorsque ce Prince ne jugea pas à propos d'y aller lors de son voyage en Finlande. Certainement ce n'est pas là une raison, mais on peut en, on n'a besoin que d'un prétexte; on n'en a pas même besoin.

J'ignore, Monsieur jusqu'à quel point sont nos engagements actuels vis-à-vis de la Suède, mais comme Mylord Suffolk a été jusqu'à me dire : « Mais comment pourrions-nous faire pour prévenir les dangers qui pourroient résulter d'une telle entreprise? », j'ai cru devoir rappeler à ce ministre ce qui s'étoit passé en 1772 dont vous trouverez le détail dans mes dépêches n<sup>os</sup> 107 et 108 des 6 et 30 novembre de cette même année. Vous y verrez, Monsieur, que je déterminai le Ministère Anglois à se conduire alors à l'égard de la Russie sur le même plan qu'aujourd'hui à l'égard du Portugal, et qu'il déclara en conséquence à la cour de Pétersbourg qu'il ne favoriseroit en rien ses entreprises contre la Suède. J'ai assuré au Lord Suffolk que l'affaire de Portugal et celle de Russie pouvoient avoir les mêmes conséquences, et qu'elles exigeoient les mêmes précautions. Le Ministre, sans rien

articuler de positif à l'égard de la Russie, m'a répété que dans tous les cas nous trouverions ici une réciprocité de confiance et de désir de s'entendre pour prévenir toute rupture. Ce sentiment est si raisonnable de la part de ce Ministère qu'on ne peut se refuser à y croire, mais les irrésolutions, les méfiances déplacées, les fausses démarches qu'elles produisent sont souvent plus à craindre, et surtout de la part de ce gouvernement-ci, que des vues fermes et décidées, mais que la raison dirige en même temps qu'elle donne le moyen aux spéculateurs intéressés d'en prévoir et d'en calculer les effets. Mylord Suffolk paroît persuadé de la faveur de M<sup>r</sup> Orlov. Il l'est également de l'intelligence du Roi de Prusse avec la Russie. J'ai été à même hier de faire parler la reine d'Angleterre sur ce Prince, et je lui ai retrouvé la même haine que je lui avais connue pour lui. Elle s'est même exprimée avec peu de mesure à son égard. Ainsi en rapprochant toutes les circonstances, je dois croire qu'on compte ici aussi peu sur le roi de Prusse qu'on y a toujours peu compté, et que même l'on n'y sait pas tout ce qui se passe dans les cabinets de Berlin et de Petersbourg. En effet, Monsieur ne jugeriez-vous pas que la Russie, voulant attaquer la Suède a fait des offres de secours à l'Angleterre pour se ménager plus sûrement contre nous l'alliance de cette puissance, masquer ses armements contre la Suède par le prétexte de celui pour l'Amérique, et allumer une guerre générale dans laquelle, se vengeant à la fois de la Suède et de nous, nos Colonies deviendroient son indemnité naturelle? Je vous soumetts, comme de raison, cette idée que semble concilier tous les faits qui sont à notre connoissance. Elle me paroît d'ailleurs s'accorder avec vos propres idées, et cet exposé a pu être jugé par la Russie très-praticable, si le roi de Prusse de bonne foi ou de mauvaise foi le favorise.

Dans de telles conjectures, éloigner l'Angleterre de la Russie, comme nous l'éloignons du Portugal, seconder ses vues et la mettre à même de seconder les nôtres faire cause commune avec elle enfin pour le maintien de la paix, me paroît devoir être notre règle de conduite. Elle remplit également nos intérêts respectifs. La marche en est facile et le succès certain.

*Angleterre, l. 513 n° 6*

## 8 LE COMTE DE VERGENNES À OLIVES

*A Versailles le 3 x<sup>bre</sup> 1755.*

Le propos que le Lord Suffolk vous a tenu depuis prouve que Mylord Mansfield n'a pas réservé pour lui seul la prévoyance dont vous l'avez entretenu dans le cas où il seroit question de transporter des troupes Russes en Amérique. Le Ministère Anglois est très en état de nous rassurer à cet égard, tout annonce que

cette négociation qui d'abord avoit paru prendre la plus grande consistance est bien près d'être abandonnée si elle ne l'est déjà entièrement. Il paroit qu'on a fait faire des réflexions à l'impératrice de Russie qui ont refroidi l'enthousiasme qu'elle avoit montré pour cette entreprise. C'est en que portent les avis directs de Moscou, d'autres indirects mais qui peuvent paroître plus certains, assurent que la dernière réponse donnée à M<sup>r</sup> Gunning a été entièrement déclinatoire. Rien ne confirme mieux la valeur de ces derniers avis que l'assurance que vous a donnée le Lord Mansfield qu'il ne passeroit pas un Russe en Amérique. Les choses dans cet état, il seroit désormais inutile de s'arrêter aux sentes que cette négociation pouvoit faire envisager. . . . Les nouvelles que nous recevons de Russie ne nous éclairent pas encore suffisamment ni sur le nombre des armemens de mer qui ont été ordonnés ni sur l'objet réel qu'ils peuvent avoir. On a parlé de 80 galères. Cette force ne peut regarder que la Suède, surtout s'il n'est plus question d'envoyer des troupes Russes au Sund pour y être à la disposition de l'Angleterre. Dans cet état d'incertitude et d'obscurité, il est bien difficile de se former un plan pour conjurer un orage qu'on ne peut pas même dire qui grande dans l'éloignement. Cependant nous voyons avec plaisir que le Ministère Anglois en est occupé et qu'il ne se refusera pas à coopérer aux moyens de prévenir l'incendie qui pourroit s'allumer dans cette partie. Ce que nous pourrions désirer dans le moment de sa prévoyance seroit qu'il recommandât à son Ministre à Moscou de veiller aux vûes que cette Cour peut avoir contre la Suède et qui l'autorisent à il voit quelque tendance à la guerre contre cette puissance à faire les offices les plus pressans pour la détourner. Les mesures de l'Angleterre avec la Russie n'étant que défensives, elle seroit très en droit de lui déclarer que non seulement elle n'auroit aucun fond à faire sur son assistance si elle étoit l'agresseur mais qu'elle ne s'opposeroit même pas à ce que les allies de la Suède lui portassent les secours qui lui seroient assurés par les traités, ce moyen est sans contredit le seul qui pourroit se proposer à cette puissance et prévenir un engagement général mais il est si tranchant qu'il peut paroître douteux, si le Ministère Anglois voudroit l'adopter. Nous n'offrons pas de joindre nos services à ceux qu'il pourroit faire à Moscou, dans les termes où nous sommes avec cette Cour, nous ne devons pas nous flatter qu'ils y fassent accueil, d'ailleurs, allies de la Suède, nos représentations si elles n'étoient pas suspectes sembleroient du moins dictées par notre intérêt particulier. Nous sommes toujours M. 118 à 119 de la Suède au même état où nous étions à la fin de 1772, par conséquent tenus à lui donner des secours si elle venoit à être attaquée. Nous nous refusons encore à ses instances pour nous expliquer sur la nature de ceux que nous pourrions lui administrer si elle se trouve dans le cas de les réclamer parce que nous ne voulons pas donner au roi de Suède des motifs pour

se montrer vis-à-vis de l'impératrice de Russie plus fier qu'il ne convient à la position de ses affaires et à la tranquillité générale. Il serait bien étrange et bien malheureux qu'un aussi misérable incident, que les plaintes à plusieurs égards exagérées que M. de Schuvalow a faites du peu d'accueil qu'il a reçu à Stockholm, devint la source d'une guerre, je ne connois nul autre grief à la Russie contre la Suède si ce n'est peut-être le ressentiment intérieur que Catherine conserve de la manière courageuse dont Gustave III a secoué les chaînes qu'Elle avait prétendu lui donner.

Vous serez exactement instruit M. de tout ce que nous apprendrons de ce côté là, et je vous prie de vouloir bien m'instruire avec la même exactitude de tout ce que vous pourrés découvrir. Si la négociation entre la Russie et l'Angleterre est tombée comme tous nos avis le font présumer, il n'y a plus lieu à chercher la solution des questions que vous me faites M. Il en résultera seulement un enthousiasme passager, ayant donné lieu à l'offre faite aux Anglois, sans qu'on doive en inférer de la part de la Russie une arrière vue de s'assurer de leur assistance soit pour des conquêtes en Amérique, soit pour la soutenir dans la guerre qu'elle pourroit entreprendre contre la Suède.

La conséquence la plus immédiate à nous que nous puissions tirer de tout cela est qu'il existe dans les principes et dans les sentimens de Catherine 2<sup>e</sup> une disposition en faveur des Anglois qui croquera encore long tems le désir que nous pourrions avoir de nous rapprocher de cette puissance avec laquelle des intérêts réciproques auroient dû établir plus de liaisons qu'il n'en existe entre les deux Etats.

Il paroît assez constant, ainsi que le Lord Suffolck vous l'a dit M. que le roi de Prusse a repris tous ses droits sur Catherine 2<sup>e</sup> et que la confiance est pour le présent bien rétablie entre ces Princes.

#### 9. LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN.

A Versailles le 17 Mars 1780.

Les avis d'Ang<sup>re</sup> continuent à parler de la négociation qu'on suppose entamée entre les cours de Londres et de Moscou pour porter en Amérique un corps de 10<sup>000</sup> Russes mais rien d'ailleurs ne nous éclaire sur le degré de crédit qu'ils peuvent mériter. La chose peut être vraie mais elle ne sera pas pour cela moins invraisemblable. Je crois bien que les Anglois dans le besoin où ils sont de troupes aux Indes pour soumettre leurs sujets rebelles en prendront par tout où ils pourront en avoir mais il n'est pas aussi aisé de concevoir ce qui pourroit engager la

Russie a leurs en fournir. L'aspe de quelques subades ne semble pas devoir être un motif de séduction pour une grande puissance.

Espagne, t. 578, n° 12

#### O. LE COMTE DE VERGENNES A OSALM.

A Versailles le 21 mai<sup>1775</sup>

Nous ne pouvons pas mettre en doute M. qu'il n'y ait une négociation très active entre l'Ang<sup>re</sup> et la Cour de Moscou mais nous ne pouvons pas encore en savoir certainement l'objet. Quelques mouvemens qu'on pretend avoir été ordonnés dans les ports de Russie pour des armemens et des constructions sembleroient leclaircir, mais d'une autre part le langage amphibologique des Ministres Anglois dans les débats parlementaires fait renaitre l'incertitude. Nous ne negligeons rien pour faire sortir la lumiere des tenebres, Sans doute l'Esp<sup>agne</sup> y porte de son côté la même attention

#### I. LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN

A Versailles le 17 9<sup>bre</sup> 1775.

.....  
maintenir la paix et retablir la bonne intelligence entre deux puissances qui ne pourroient en venir aux prises sans allumer un incendie general. C'est à peu près dans ce sens que j'ai instruit M. le C<sup>te</sup> de Guines par mon expedition des 11 et 12 de ce mois. J'ai l'honneur de vous envoyer M. la copie afin que vous communiqués confidentiellement à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ce que vous estimerez qui pourra l'interessier. Je serai fort aise de savoir sa façon de penser sur les insinuations que j'ai chargé M. de Guines de faire au Lord Rochford touchant la negociation qui paroît très certainement entamée entre les cours de Londres et de Moscou et qui auroit pour objet le transport d'un corps de troupes Russes dans l'Amérique septentrionale. Je crois qu'on pense en Espagne ce<sup>qu'</sup> nous pensons ici qu'il sera bien difficile que nous ne prenions respectivement les plus fortes précautions si nous devons voir flotter le pavillon et les etendards russes dans ces mers et dans ces contrées éloignées. Quoique les insinuations que j'ai recommandées à M. le C<sup>te</sup> de Guines soient très solides au fond je les aurois vraisemblablement rendues moins pressantes si j'avois pu prévoir que le Lord Rochford étoit prêt d'abdiquer le Ministère. Nous ne pouvions pas douter de ses intentions véritablement pacifiques et son caractère n'étoit pas inaccessible à la crainte. M<sup>de</sup> Weymouth qui le remplace ne s'est pas

annonce dans son premier Ministère ni aussi pacifique ni aussi crantif, il ne tint pas à lui que l'affaire des isles malouines ne degenerat dans une guerre. Son sentiment ne prevalant pas dans le Conseil il prit le parti de resigner. Nous ignorons s'il est devenu plus conciliant mais quelque violens que puissent être ses principes il faudra bien qu'ils cedent dans ce moment et à la necessité des circonstances.

*Espagne, 1778 n° 80.*

## II

### LA MÉDIATION AVEC L'ANGLETERRE.

#### 1. LE MARQUIS DE GRIMALDI AU COMTE D'ABANDA

*A S<sup>e</sup> Edefiance le 7 Aoust 1775.*

Dans ma lettre de ce jour je fais part avec détail à V. E. de la conduite et des procedés des Portugais sur le Rio Grande de San Pedro, et de notre situation respectivement à eux.

Vous n'ignorez pas combien le Roi aime la paix, mais Sa Majesté prevoit qu'elle se trouve fort exposée à être alterée entre l'Esp<sup>e</sup> et le Portugal, et pour eviter l'extrémité d'une rupture, Sa M<sup>te</sup> se seroit deja déterminée à s'expliquer avec la cour de Lisbonne si elle ne comprenoit pas la difficulté d'amener le Ministère Portugais à repondre cathégoriquement et positivement ou qu'il pourroit repondre en termes si offensants, que l'honneur de S. M. pourroit en être compromis, ce qui l'obligeroit à en tirer une juste satisfaction.

Un terme moyen pourroit être que le Roi très chrétien fit cette demarche vis à vis du roi de Portugal en lui exposant qu'il est informé des usurpations et des insultes que les sujets Portugais commettent contre les sujets et les possessions des Espagnols sur le Rio Grande de San Pedro et les parages voisins. Qu'il a connoissance de la moderation avec laquelle le Roi Catholique se comporte par amour pour la paix, mais que le Roi très chrétien prevoit que les Espagnols ne pourront à la fin se dispenser d'agir contre les Portugais pour se venger des injures qu'ils éprouvent, s'ils ne font pas cesser leurs vexations et s'ils ne font retirer les nombreuses troupes portugaises qu'ils ont rassemblées sur le Rio Grande de San Pedro.

en procédant, dès à présent à la restitution du Poste de la rive du Nord de la même rivière occupée en pleine paix par les Portugais et que S. M. T. fidèle a offert de restituer, en assurant que les choses seroient remises dans l'état où elles étoient avant l'attaque de ce poste, que dans ces circonstances, le Roi T. C. desirant que la bonne harmonie entre l'Espagne et le Portugal ne soit pas troublée il avoit résolu, à l'instigation de S. M.<sup>te</sup> Cath.<sup>le</sup>, pour le bien réciproque des deux parties pour la tranquillité commune à la quelle il s'intéresse si directement et plus particulièrement par la nécessité dans la quelle il se verroit de donner des secours à son parent et allié le Roi Catholique de passer secrètement et confidentiellement ses bons offices auprès du Roi très fidèle pour qu'il voulut bien donner ses ordres afin d'éviter de son côté toute hostilité, faisant rentrer les troupes qu'il a rassemblées, et qu'on examine l'objet en contestation en établissant une négociation pour faire cesser amicalement ces disputes.

Le Roi pense que cet expédient est le seul qu'on puisse prendre sans compromettre son nom et son caractère, et il donne à V. E. autorité et faculté pour après avoir informé le comte de Vergennes du contenu de ma première lettre, elle puisse si elle le trouve convenable lui proposer cette idée le chargeant d'en rendre compte au Roi Son Maître de la part du Roi son oncle, afin que si ce Prince l'approuve il veuille bien donner à Sa M.<sup>te</sup> cette nouvelle preuve d'amitié en disposant les choses pour procéder à établir cette espèce de médiation dans la forme qui lui paraîtra la plus favorable.

*Espagne le 5 Mars 1773. Traduction.*

## 2. LE COMTE DE VERGENNES AU ROI

A V.<sup>lle</sup> le 5 Mars 1773

J'ai reçu M. les deux lettres sans n<sup>o</sup> que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 du mois dernier.

Le Roi est sensiblement touché d'un vif intérêt que le Roi son oncle vous a tenu à prendre au heureux événement de la naissance de Mgr le duc d'Angoulême et Sa M.<sup>te</sup> vous charge M. de marquer toute sa reconnaissance à Sa M.<sup>te</sup> C.<sup>te</sup>.

Le que ce prince vous a confié des ouvertures que l'ambassadeur de Portugal a faites à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ne semble pas aussi formel que ce que vous nous aviez marqué M. par votre lettre du 4 août et ne peut pas caractériser encore une disposition certaine de la part de la cour de Lisbonne à soumettre à une discussion amicale les différends qui se sont élevés dans l'Amérique méridionale. En effet en combinant le langage actuel du Portugal et sa conduite insidieuse depuis un an on



ne peut pas empêcher de craindre qu'il ne soit bien plus occupé de gagner du temps que de terminer radicalement les objets en contestation. C'est si je ne me trompe la même marche qu'on avoit tenue l'année dernière. M. de Pombal dont les mesures étoient encore imparfaites, voit l'Esp<sup>e</sup> en situation de reprendre ses attentifs propos d'une négociation et ramené par la facilité avec laquelle l'Esp<sup>e</sup> y donna les mains il abandonna bientôt sa proposition pour se occuper qu'à se mettre en mesure de soutenir ses usurpations dans l'Amérique méridionale. Son but peut être encore le même et si desvout les hostilités des commandans portugais sur le Rio Grande de S<sup>t</sup> Pedro est peut être moins parue qu'il les condamnait que parce qu'il ne voit pas l'Ang<sup>e</sup> en situation de lui donner l'appui sur lequel il est probable qu'il avoit compté. M. de Pombal a le commandement trop ferme pour qu'on puisse imaginer que les officiers portugais aient rien entrepris sans ordre.

C'est à l'Espagne à considérer si elle veut se prêter aux lenteurs artificieuses du ministère Portugais qui peut très bien avoir d'autres vûes en proposant une négociation que de se ménager le moyen d'attendre du bénéfice du temps des conjonctures plus favorables à ses dessein. Ce ne sera pas sans beaucoup de peine certainement qu'il renoncera à ses projets d'usurpation et à toutes qu'il en promet.

Le Roi C<sup>te</sup> ne veut pas par un sentiment de justice être le 1<sup>er</sup> à continuer la guerre sa dignité ne lui permet pas aussi de paroître solliciter le progrès de la négociation, il ne peut cependant courir à son intérêt de rester dans l'incertitude sur ce que voulant ou ne voulant pas les Portugais. Dans cet état l'intervention d'un tiers arbitraire peut paroître assez nécessaire, sans intérêt absolument direct n'ayant point de délicatesse à accomplir il se charge de toutes les avances et sauve aux parties intéressées la répugnance de les faire, il écarter tout ce qui peut paroître mal sonnant et doublement, enfin et ce qui est d'un plus grand intérêt il est plus à portée de voir le fond des dispositions et de juger de leur sincérité. Je conçois M. que si le Roi C<sup>te</sup> témoignoit douter l'intervention de la France, le Portugal demanderait celle de l'Ang<sup>e</sup>. Mais je vous avoue que loin du voir de l'inconvénient à ce que cette puissance partageât nos soins pour prévenir toute sentence de guerre entre ces deux Couronnes je m'en promettrai plus tôt de l'avantage pour amener le Portugal à la raison. Depuis la démarche que le ministère anglois vient de faire de rendre une proclamation qui déclare les Américains sans foi ni loi et rebelles il est évident qu'il a renoncé à toute vue de conciliation avec cette partie de son Empire et que rest par la force qu'il veut la réduire. L'entreprise est vaste et ne demande pas moins que toutes les forces B<sup>re</sup>, encore pourrout elles y être insuffisantes. Il résulte de là qu'il ne peut vouloir la guerre, si ne la veut pas il doit la craindre il a donc un intérêt pp<sup>ri</sup> à ne pas permettre que le Portugal s'y embarque et veuille y entrer. Appartir

de cette hypothèse il suffira de lui tenir un langage aussi ferme que quitable pour faire prendre un autre cours à la partialité qu'il a manifestée jusqu'ici pour le Portugal. L'Ang<sup>e</sup> n'a considéré jusqu'à présent la question qui s'est élevée entre l'Esp<sup>e</sup> et le Portugal que selon la lettre fort vague du traité de 1763, on la lui ferait envisager dans les rapports quelle a avec la résiliation du traité de 1750, le nouvel ordre de combinaison en changeant la nature de son jugement donnera plus de chaleur à ses officiers pour rétablir le calme entre les deux puissances.

Nos intérêts n'étant qu'un avec ceux de l'Espagne il en doit être de même de nos pensées les plus intimes, c'est à vous M. à en faire usage que vous croirez convenable nous nous en rapportons avec confiance à votre sagesse, vous connaissez les dispositions de la Cour où vous êtes et vous êtes plus apte que nous à juger de celles du Portugal. Les instructions que l'ambassadeur de cette nation attend par le retour de son courrier éclaireront sur les intentions de S. M. T. F.

J'ai l'honneur d'être etc

Espagne, 1577 n<sup>o</sup> 100

### III

#### LE MÉMOIRE SECRÉT EN FAVEUR DE L'ALLIANCE ANGLAISE.

A M. DE GUINES AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 24 8<sup>bre</sup> 1755

Monsieur

Je ne vous ai point instruit, Monsieur, d'une chose assez extraordinaire qui m'avait été annoncée il y a environ quinze jours, elle vient enfin d'éclorre et c'est ce que j'attendois pour vous la communiquer. Un espion qui me sert depuis quelque temps, et qui ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le mander, l'est aussi du Gouvernement, du moins je le soupçonne m'a donné avis d'un projet de M. Pownall sous-secrétaire d'État du bureau des Colonies et par conséquent de Mylord Dartmouth chef de ce Département, de s'adresser à la France pour obtenir d'elle des troupes contre les Américains. Je n'ai pu le croire jusqu'à ce que j'aie vu le mémoire rédigé, à cet effet par le même homme qui est pensionné du Gouvernement qu'on en a chargé et qui me l'a remis hier au soir avec liberté, si je le jugeois à propos, de le faire passer à M. Pownall, afin que je ne pusse pas douter de leur intelligence

Par la manière dont ce mémoire est fait et d'après les détails qui accompagnent cette circonstance, je ne puis douter que l'intention n'ait été que je le visse et qu'il devint, à mon égard, une espèce d'insinuation, il est fait avec beaucoup d'adresse et même de moyens de conviction.

L'auteur après avoir prouvé que le commerce de l'Angleterre avec l'Amérique serait détruit sans espoir le jour même où la guerre cesserait sans que l'Amérique eût reconnu la prépondérance du Parlement d'Angleterre, entre dans les détails des moyens nécessaires pour la soumettre et des obstacles qui empêchent que ce pays-ci ne puisse sans secours étrangers suffire à ses moyens, surtout à ceux d'une armée aussi considérable que les circonstances l'exigent.

Il combat ensuite d'une manière triomphante le système qui a fait imaginer de compter sur la Russie ou de prendre des troupes allemandes à la solde de l'Angleterre. Il ajoute aux raisons qui doivent empêcher les souverains du Nord de les donner, et l'Angleterre de se flatter que des secours aussi éloignés puissent secourir ses vœux, celle que ces troupes ne sont nullement propres à la guerre d'Amérique qui vu le local et l'espèce des combattants plus chasseurs que militaires, exige moins des troupes disciplinées et propres à la guerre de campagne, que des troupes propres à la guerre de poste. Il expose à ce sujet, l'avantage des troupes Françaises pour ce genre de combats, il n'oublie pas la confiance qu'elles inspireroient aux Canadiens et aux Sauvages dont les sentimens pour la France sont toujours les mêmes et il tire grand parti de la connaissance parfaite qu'un long séjour en Canada lui a donné de la disposition des esprits.

Il cite l'alliance de l'Angleterre avec la France dans ce même siècle et la ressource dont elle a été à la Maison de Brunswick.

Il expose les qualités éminentes d'honnêteté, de droiture, d'amour du bien par lesquelles le Roi s'est déjà fait connaître, il s'étend sur la bonte des choix que Sa Majesté a faits pour composer son Ministère, et en infère la confiance que l'Angleterre pourroit prendre dans de tels engagements : enfin il établit, sans beaucoup de peine, que l'Angleterre ne sauroit mieux faire.

Il passe ensuite à plus d'affle, c'est-à-dire aux motifs qui auroient la France pour se porter à cette alliance. D'abord il les fonde sur la nécessité dont nous est le maintien de la paix, sur la possibilité que les embarras actuels de cette Administration aient par rapport à l'affaire présente que vis-à-vis une nouvelle administration qui veutoit la supplanter ne la forcent à prendre des mesures propres à la troubler, au lieu que l'Angleterre jointe une fois aux puissances amies de la France, si ne voit plus dans l'avenir de guerres à redouter pour elles la balance étant trop forte en leur faveur, pour que même toute l'Europe unie pût se flatter de l'emporter.

Il regarde, d'ailleurs, la France et l'Espagne aussi intéressées que l'Angleterre à empêcher que l'exemple de l'indépendance ne gagne en Amérique et ne s'y affermissee dans la partie qui par sa position est plus propre qu'aucune à donner la loi.

Il juge enfin que l'Espagne ayant le même intérêt que la France dans cette circonstance et par rapport au maintien de la paix et relativement à sa puissance en Amérique le Pacte de Famille, au lieu d'être un obstacle ne peut être qu'un lien de plus à cette confédération.

Je n'ajouterai, Monsieur, aucune réflexion à cet exposé, je n'ai ni rejeté ni accueilli cette ouverture qui sûrement en est une. J'ai affecté seulement de ne pas croire possible que l'Angleterre pensât à l'exécution d'un tel plan. Alors on m'a fait offre que M<sup>r</sup> Pownall en conférait avec un de mes secrétaires. J'ai du tems pour la réponse, je verrai venir et n'entamerai ni ne romprai une négociation aussi importante.

*Angleterre, 312 n° 43*

## 2. GUINÉE AU COMTE DE VERGENNES

*A Londres le 29<sup>me</sup> 1763*

Je n'ai pas eu l'honneur, Monsieur, de vous envoyer le mémoire dont j'ai exposé le précis dans ma dépêche n° 300, parce qu'il auroit fallu trop de tems pour le copier. Il étoit très long et assez diffus. L'extrait que je vous en ai adressé en renferme toutes les principales idées. Au surplus Monsieur j'ai eu l'honneur de vous en instruire parce qu'il est de mon devoir de ne vous rien laisser ignorer, vous ne verrez, je crois rien dans ma dépêche qui vienne à l'appui de cette idée. Je me suis borne à vous la rendre telle qu'elle m'avoit été présentée, mais j'avoue que j'y ai vu ce que l'auteur ne dit pas, et ce qui m'a frappé, l'occasion la plus favorable d'effacer pour jamais la tache la plus honteuse, la plus noire pour une puissance telle que la nôtre, et que tout sujet du Roi devoit désirer de son sang, s'il étoit nécessaire. D'ailleurs enfin et ce commissaire anglais avec qui le Roi lui-même et son Conseil ont à compter sans cesse. Mais ma conduite n'en a pas moins été celle que vous me tracez, et j'ai poussé même le scrupule jusqu'à ne pas voir la personne en question que je ne pus douter d'après plusieurs faits particuliers, avoir été chargée de cette insinuation.

*Ibid., n° 107*

## 3. CÉNES AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 1.<sup>er</sup> Décembre 1775

Le soupçon que vous avez, Monsieur que la personne qui m'a remis le mémoire en question pourrait bien en être elle-même l'auteur, est d'autant mieux fondé, qu'il s'accorde avec ce que j'ai eu l'honneur de vous mander par ma dépêche n° 300, « que cette même personne étoit convenue d'avoir rédigé cet ouvrage, dont la première idée, à la vérité, étoit venue de M. Pownall. » Au surplus, je n'ai ni approuvé ni désapprouvé puisque je ne connois pas même de vue celui qui me l'a remis. Si quelque Ministre du roi d'Angleterre m'en avoit parlé, je me serois expliqué à cet égard dans le sens que vous m'avez prescrit, mais comme je n'ai même donné lieu à aucune insinuation, si ce m'en a point été faite. Cela n'empêche pas cependant que je persiste toujours dans la même opinion que si les embarras du Ministère à l'égard de l'Amérique s'accroissent encore il n'aura jamais existé, ni n'existera de circonstance aussi favorable pour nous relever des stipulations relatives à Dunkerque, si le Roi s'en fait une affaire principale. A la vérité, cette négociation n'est pas d'un genre facile, d'ailleurs le moment n'en est pas encore venu, mais si les choses en étoient au point de la mettre d'un côté de la balance, et de l'autre l'indépendance de l'Amérique, je serois bien éloigné de désespérer qu'on pût l'entreprendre avec succès. Le projet et même l'espoir d'une concertation avec les Américains forment plus que jamais la base du plan de Mylord North. Je sais même que ce Ministre y compte au point de regretter les dépenses dans lesquelles les préparatifs pour la guerre l'entraînent. Il résulte de tout cela que j'entrevois pour l'année prochaine le même plan de campagne qui a été suivi cette année, à la réserve qu'on annoncera de grands moyens, des mesures menaçantes dont les Américains seront d'autant moins la dupe que leurs sans de l'opposition ne manqueraient pas de leur mander de n'en rien croire. Malgré cela, on se flâte qu'ils iront en foule à la rencontre des Commissaires. Pour moi j'avoue que je n'en crois rien. Quand l'Amérique s'est révoltée, elle s'est attendue sans doute à des efforts de la part de l'Angleterre, et au bout de deux ans de succès, elle seroit intriguée par des succès impuissants. Il est difficile d'adopter de pareilles idées.

Vous pouvez juger par là, Monsieur, quelle sera la position du Ministère Anglois et du roi d'Angleterre lui-même si, à la fin de 1776 il se trouve que la guerre et les moyens de la faire, présentés en 1775 à la Nation et votés comme indispensables, n'aient été suivis que d'effets illusores, et n'aient abouti qu'à une négociation

32

qui, si elle échoue, ne sera qu'une démarche honteuse de plus. La division de l'opposition cessera peut-être alors réunie, elle aura des moyens formidables. Aujourd'hui ses membres s'entendent moins que jamais entre eux. Mylord Cambden s'est détaché de Mylord Shelburne pour se livrer tout entier au duc de Grafton, c'est ce qui a déterminé le 1<sup>er</sup> à changer de parti du moins il en est toujours question. On prétend qu'on le fera vice-roi d'Irlande. Ces changements n'éclateront que vers le moment de la rentrée. Présentement, il ne reste plus que des affaires courantes à traiter qui occuperont uniquement le Parlement jusqu'au moment de la séparation dont le jour n'est pas encore fixé.

Le Bill d'indemnité pour les Ministres qui ont conseillé au Roi de faire venir des troupes étrangères a été rejeté hier tout d'une voix par la Chambre des Pairs. Il en résulte que le Parlement reconnaît que S. M. B. en a le droit, ce qui attaque les idées reçues généralement dans ce pays-ci et qui tenoient essentiellement à des points importants de la Constitution.

J'ai eu hier une conférence assez longue avec le Lord Weymouth. Je dois à ce Ministre la justice de dire qu'il est impossible de manifester des vues et des intentions plus droites et plus sûres pour le maintien de la paix.

Angleterre, t. 513, n<sup>o</sup> 19

#### IV

#### RETRAITE DE LORD ROCHFORD      LORD WEYMOUTH

1    GUINÉE AU COMTE DE VERGENNES

À Londres le 10 novembre 1775.

Monsieur,

Le roi d'Angleterre a envoyé chercher hier M. le duc de Grafton et lui a demandé les sceaux; mais malheureusement, Monsieur, ce changement n'est pas le seul qui s'annonce dans ce Ministère, il paroît certain que Mylord Rochford quitte et qu'il est remplacé par Mylord Weymouth. C'est le choix le plus dangereux que l'on put faire dans les circonstances présentes. J'ai connu Mylord Weymouth dans l'affaire de Falkland il est méfiant, irrésolu, honteux n'a aucune connoissance des intérêts des cours étrangères et prétend toujours qu'ils soient subordonnés à ceux

de la seine. S'il n'avoit pas résigné sa place à cette époque, la guerre étoit certaine. La querelle de l'Espagne et du Portugal entre ses mains deviendra bien dangereuse, et vous verrez, Monsieur, que nous saurons rarement sur quoi compter. Le parti que prendra le roi d'Espagne sera moins indifférent que jamais. il est d'une extrême conséquence qu'il n'y ait point d'affaire entamée, car j'ai l'honneur de vous assurer que Mylord Weymouth la laissera embarquer de manière que personne ne pourra l'arranger à l'amiable. . . . . Au moment où je termine cette dépêche, Monsieur, j'apprends la confirmation de tout ce qui m'est revenu des changements de ce Ministère. On ne sait point encore ce que Sa Majesté Britannique a fait pour Mylord Rochford, ainsi je vous supplie de ne rendre compte qu'au Roi de la lettre de ce Ministre. Sa pension de retraite sera de trois mille livres sterling.

Il n'est que trop vrai que c'est le Lord Weymouth qui le remplace. Tout le monde dit aujourd'hui que c'est le premier homme de l'Angleterre. s'il en est ainsi il n'est que plus à craindre pour nous, car il falloit qu'il fût de bien mauvaise foi dans l'affaire de Falkland. Ce qu'il y a de pis c'est qu'il est fort dérangé et qu'il a besoin de la guerre pour rendre sa place meilleure. Il y a tout à craindre d'un pareil choix. Mylord George Germaine se raccommode aussi, comme de raison, avec l'opinion publique. On parle moins de sa honte à Minden que d'un combat à coup de pistolets qu'il fut obligé d'essuyer il y a deux ans, de la part du général Johnson qui, dans la Chambre, l'avoit traité comme le dernier des hommes. Comme tous deux ne s'en portant que mieux, qu'il n'y a eu même personne de blessé et qu'ils sont encore en présence dans la Chambre, il faut espérer que leurs débats seront curieux.

*Angleterre* L. 512, n° 95.

## 2. LINES AL COMTE DE VERGENNES.

*London* le 3 8<sup>bre</sup> 1775

Monsieur,

J'ai reçu la lettre particulière dont vous m'avez honoré le 6 de ce mois. Vous ne me devez, M. le Comte, aucun remerciement de l'intérêt très-naturel que je prendrai toujours au succès de votre Ministère, auquel je m'estimerai toujours très-heureux de contribuer. Je regarde la commission dont je suis honoré et le moment actuel comme très-propres à l'intéresser puisque la guerre dans l'état politique de l'Europe, ne peut guères nous venir que par l'Angleterre, et j'avoue que l'ambition et l'humeur de l'impératrice Catherine jointes aux résolutions dont on passe-cy dans de telles circonstances est susceptible me semble en alliage fort propre à vouloir oublier la tranquillité qui me paroît être dans notre plan et dans nos besoins. Au

surplus, je suis d'accord avec vous sur le fait principal quant aux avantages prompts que l'Angleterre en pourra tirer c'est ce que les événements nous apprendront plus que les conjectures, vous le savez mieux que personne, combien les idées que l'on avoit données de la Russie se sont trouvées illusoires, et qu'on ne la soupçonnoit ni capable de concevoir de si grands projets, ni susceptible des moyens de les exécuter

*Angleterre* 1 512 n° 24

### 3. LE COMTE DE VERGENNES A GUINES

A Versailles le 19 9<sup>bre</sup> 1775

Monsieur

La retraite inattendue du Lord Rochford est un événement auquel nous sommes d'autant plus sensibles que nous connoissons sa façon de penser, et que nous pouvons prendre confiance dans ses dispositions pour entretenir l'harmonie et la bonne intelligence entre nos Cours respectives. Il paroît, Monsieur, que ce n'est pas l'augure que vous formés de son successeur en effet la conduite du Lord Weymouth dans l'affaire des isles Falkland ne doit pas recommander ses intentions pacifiques on ne peut pas oublier qu'il ne tint pas à lui qu'elle dégénéra dans une guerre ouverte, et que ce fut parce que son avis ne prévalut pas qu'il abdiqua le Ministère. Au reste, quelques soient ses principes et ses vues politiques, il est à presumer Monsieur que les circonstances actuelles suspendront du moins, si elles n'abolissent pas son ardeur guerrière contre la France et l'Espagne

*Ibid* n° 23.

## V

### PROCLAMATION DU ROI POUR SUPPRIMER LA REBELLION ET SÉDITION

[Donnée à St James le 23 Aout 1775]

Nombre de nos sujets dans différentes parties de nos Colonies et Plantations en Amérique, égarés par des hommes dangereux et mal-intentionnés et oubliant la fidélité qu'ils doivent au pouvoir qui les a protégés et soutenus, après avoir par différents actes de désordre trouble la paix publique, empêché le commerce légitime et opprimé nos fidèles sujets qui le faisoient, s'étant enfin portés à une rébellion



ouverte et déclarée en se formant en troupes d'une manière hostile pour s'opposer à l'exécution de la loi et en préparant, ordonnant et faisant traîtreusement la guerre contre nous et d'autant qu'il y a lieu de croire que cette rébellion a été fort excitée et encouragée par la correspondance les conseils et les secours trahîtres de diverses personnes scélérates et désespérées de ce Royaume afin donc qu'aucun de nos sujets ne puisse négliger ou violer son devoir par ignorance, ou par doute de la protection que la loi donnera à leur loyauté et à leur zèle nous avons jugé à propos de et avec l'avis de notre Conseil privé rendre cette proclamation royale, déclarant par icelle que non seulement tous nos officiers civils et militaires sont obligés à employer tous leurs efforts pour supprimer cette rébellion et amener les traîtres à la justice, mais encore que tous nos sujets de ce Royaume et des domaines qui en dépendent sont astreints par la loi à donner aide et assistance pour supprimer cette rébellion, et pour découvrir et faire connoître toutes conspirations et entreprises traîtresses, formées contre nous notre Couronne, et notre dignité et en conséquence Ordonnons et commandons expressément à tous nos officiers, tant civils que militaires, et à tous nos autres sujets obéissans et fideles de faire tous leurs efforts pour arrêter et supprimer cette rébellion, et pour découvrir et faire connoître toutes les trahisons et conspirations traîtresses qu'ils auront se former contre nous, notre Couronne et notre dignité, et qu'à cet effet ils aient à transmettre à l'un de nos principaux Secrétaires d'État ou autre officier à qui il appartiendra, bonnes et complètes informations de toutes personnes qui seront trouvées entretenir correspondance avec, ou aider ou soutenir en aucune manière quelconque, ceux qui sont actuellement en armes et en rébellion ouverte contre notre Gouvernement dans aucune de nos Colonies et Plantations de l'Amérique Septentrionale, afin de livrer au chatiment qu'ils méritent les auteurs, complices et fauteurs de ces traîtres desseins.

*Edict-Laws, 11, p. 3*

## CHAPITRE VII.

### LE PROGRAMME DE VERSAILLES

Comment le duc de Choiseul avait rompu avec les traditions de la politique commerciale au sujet des Colonies, et avec le sentiment national au sujet du Canada. — Sous doute auxquels il suffisait de répondre en se proposant de soutenir les Américains, affluence des avis qui le conseillaient. — M. de Vergennes fut redigé des *Réflexions* sur la situation des Colonies et sur la conduite à suivre. — d'où provenait le commencement d'entente avec elles résulte par le document, négociations de Beaumarchais à Londres, pourquoi elles donnaient confiance. — Hélas! on du roi. — M. de Vergennes oblige à la réserve nouveaux efforts qui sont tentés. — Beaumarchais décide le monarque. — L'artisan du mensonge ayant en vue alliance avec l'Angleterre est reconnu pour un espion du cabinet de Londres. — ménagements forcés de M. de Vergennes pour le comte de Guines. — notamment à la fin. — le ministre écrit pourtant au roi à son sujet. — Pléniers de l'Espagne contre l'ambassadeur. — elles sont portées au conseil, rappel ministériel de M. de Guines. — Carnier est désigné comme chargé d'affaires. — Précautions de M. de Vergennes au sujet de ce changement; il se sert de la légèreté de l'ambassadeur pour faire connaître à Londres les préoccupations des deux Couronnes, prix que l'on trouvait la satisfaction de ce dernier.

71. L'intérêt qu'avait la France à surveiller les dissensions de l'Angleterre, afin d'en tirer profit le jour opportun, ne faisait guère doute à Versailles. On y tenait pour probable que ces dissensions auraient les conséquences les plus défavorables à la puissance britannique. Les uns, toutefois, se sentaient refroidis par l'incertitude de ce qui se passait aux Colonies, par l'ignorance où l'on était de l'étendue et de la solidité que le sentiment public y avait; d'autres se sentaient gênés par une question de principes. L'incertitude, évidemment, était de nature à cesser au premier moment. Mais la victoire des *insurgents* amènerait d'elle-même des changements considérables dans la politique commerciale. Quand le duc de Choiseul avait essayé de pousser les colonies anglaises à l'indépendance, il avait rompu avec toutes les traditions. La mère patrie s'était jusqu'alors réservée le commerce exclusif

des possessions d'outre-mer, l'usage ancien de toutes les nations faisait de cette pratique une doctrine. Or un des moyens d'être aidée que la nation nouvelle rechercherait le plus serait de voir ouvrir à ses produits l'accès des colonies de la France et de l'Espagne, l'échange libre entre elles, et l'on irait ainsi à l'encontre de toutes les notions reçues. Mais, à cet égard, le duc partageait peu les manières de voir communes. On lui attribuait des écrits dans lesquels de toutes différentes étaient exposées. Les Américains, d'ailleurs, auraient offert, dans leur commerce particulier à l'exclusion de l'Angleterre, un gage de grand poids.

M. de Choiseul avait eu à braver aussi un préjugé bien sensible, le préjugé du sentiment national, en abandonnant tout espoir de revenir dans le Canada, fécondé par plusieurs générations de Français. Notre expulsion de ce pays était surtout l'œuvre des colonies britanniques; concourir à ériger celles-ci en nation impliquait de notre part un renoncement formel. Il y avait là tout un autre ordre d'obstacles. Néanmoins, la pensée d'abaisser la Grande-Bretagne et de nous relever de nos défaites opposait le sentiment national à lui-même. Le duc avait mandé un jour tout simplement au chargé d'affaires à Londres : « Il faut convenir que les idées sur l'Amérique, soit militaires, soit politiques, sont infiniment changées depuis trente ans », et il ne s'était pas cru obligé à des démonstrations plus amples.

Le chemin se trouvait ainsi relativement aplani devant M. de Vergennes, bien qu'il y eût encore plus d'un esprit disposé à regarder comme un abandon des intérêts français la pensée d'encourager l'Amérique. On apercevait plus généralement le lien existant entre la restauration de la puissance française et l'insurrection américaine. En reprenant les plans du duc de Choiseul, les ministres de Louis XVI n'étaient guère tenus qu'à se demander si les Colonies proclameraient vraiment leur indépendance, si une fois proclamée elles feraient

Depeche à Durand, chargé d'affaires à Londres, du 15 septembre 1766.

2.

\* 3.

MINISTRE DES AFFAIRES

1775 pour la défendre un effort durable et s'il fallait attendre de les voir à l'œuvre ou bien agir pour elles ou avec elles avant d'être édifié. Là seulement étaient les sources d'objections. Aussi le secrétaire d'État des affaires étrangères, dans les derniers jours de l'année 1775, employa-il son cabinet à fixer les idées à ce sujet. Les avis avaient surgi de tous côtés. Ils indiquaient à l'envi que le rétablissement de la puissance française s'opérerait de soi si l'on soutenait les Colonies<sup>1</sup>. Dans une lettre écrite de la Martinique au ministre, et qui relatait le premier combat des Américains contre les troupes britanniques, un officier<sup>2</sup> envisageait cette résistance comme « une affaire devant servir » un jour d'époque remarquable dans les fastes du monde<sup>3</sup>; à son avis, « le succès quel qu'il fût ne pouvait manquer d'influer sur toutes les nations commerçantes de l'un et de l'autre continent »; c'était l'appréciation de tous ceux qui se donnaient le mandat d'informer ainsi le secrétaire d'État des affaires étrangères comme de ceux qu'il consultait, et lui-même en était tout à fait pénétré. Pour résumer les données du problème et les préciser, il fit rédiger une suite de notes qu'inspiraient ces manières de voir. Ces notes portent pour tout intitulé un terme dont il aimait à se servir, celui de *Reflexions*; lors du classement dans les registres des Affaires étrangères, on a ajouté avec raison à l'intitulé primitif ce complément explicatif : *sur la situation actuelle des colonies anglaises, et sur la conduite qu'il convient à la France de tenir à leur égard*.

Ces *Reflexions*, en effet, formulent le problème tel que les circonstances le posaient au point de vue particulier de la France. Il s'en faut que le ministre y oublie l'Espagne, mais il envisage surtout notre intérêt. Notes écrites sans doute pour rester secrètes, connues de M. de Maurepas et du roi seulement; on peut les condenser en

Un manuscrit entre autres d'un M. de Maignettes, comte de Vergennes, et qui, véritablement, était fort au courant de la situation de l'Amérique a peut-être exercé une cer-

taine influence sur l'esprit du ministre. *États-Unis*, t. I, n° 22.

<sup>2</sup> C'était un M. Desrivières, letice du 20 mars 1775, *Angleterre*, t. 510, n° 52.

ces quelques mots : le parti des Américains est définitivement pris, et ils y persisteront; mais si on ne les appuie point on doit s'attendre à les voir succomber, car l'Angleterre est obligée d'empêcher leur victoire coûte que coûte; l'inimitié invétérée de cette puissance nous imposant le devoir de ne perdre aucune occasion de l'affaiblir, nous ne pouvons que gagner à saisir l'occasion qui s'offre; il faut donc favoriser l'indépendance des colonies insurgentes. Les *Réflexions* présentent ainsi qu'il suit les données générales de ce problème.

## REFLEXIONS.

La querelle qui subsiste actuellement entre l'Angleterre et ses colonies est un de ces événements majeurs qui méritent l'attention de toutes les puissances par l'influence qu'elle peut avoir sur l'existence politique de la Grande-Bretagne. La France surtout et l'Espagne ont un intérêt immédiat à en suivre la marche et les progrès et en préjuger les effets.

On a lieu de croire que le but des Colonies n'est plus le simple redressement de leurs griefs, mais qu'elles ont pris la résolution de secouer le joug de leur mère-patrie. L'Angleterre leur impute ouvertement ce projet, et les efforts qu'elle fait pour le renverser prouvent jusqu'à quel point elle sent et craint les effets qui résulteraient de son exécution.

Si les Colonies sont abandonnées à elles-mêmes, il est probable que la Grande-Bretagne parviendra à les vaincre et à les subjuguier; et dans ce cas elle sera la maîtresse de leur prescrire telle loi qu'elle jugera à propos. Il résultera à la vérité, de cette soumission forcée, que la cour de Londres sera obligée de faire des dépenses extraordinaires et toujours subsistantes pour contenir et conserver ses colonies qui auront une tendance perpétuelle et insurmontable vers l'indépendance; mais, d'un autre côté, elle conservera au moins les bénéfices mercantiles que son commerce d'Amérique lui a procurés jusqu'à présent et elle soutiendra par conséquent ses manufactures et sa marine. Elle empêchera surtout les Colonies de mettre, si elles étaient indépendantes, un poids considérable dans la balance en faveur de quelque autre puissance. Ainsi, l'on peut dire que, de quelque manière que la Grande-Bretagne maintiendra sa suprématie en Amérique, il en résultera toujours pour elle des

1775 avantages considérables, tandis qu'en la perdant elle en souffrirait un préjudice inappréciable, ainsi qu'on l'établira incessamment.

Cette double vérité semble indiquer naturellement le parti qu'il convient à la France de prendre dans la querelle actuellement subsistante entre l'Angleterre et ses colonies.

L'Angleterre est l'ennemi naturel de la France et elle est un ennemi avide, ambitieux, injuste et de mauvaise foi : l'objet invariable et cher de sa politique est, sinon la destruction de la France, du moins son abaissement, son humiliation et sa ruine. C'est là depuis longtemps la motif véritable des guerres qu'elle nous a suscitées, cette raison d'État l'emporte toujours sur toute autre considération, et lorsqu'elle parle tous les moyens sont justes, légitimes et même nécessaires, pourvu qu'ils soient efficaces. Ces dispositions, jointes au soin que la France doit prendre de sa propre conservation, l'autorisent et même l'invitent à saisir toutes les occasions possibles pour affaiblir les forces et la puissance de l'Angleterre, tandis que de l'autre la politique lui en fait un devoir. En partant de cette double vérité, il ne s'agit que d'examiner si l'état et les dispositions actuelles des Colonies sont de nature à nous conduire à ce but : elles sont en guerre ouverte avec leur métropole, leur projet est de secouer le joug de leur domination; elles nous sollicitent de leur prêter secours et assistance.

En nous rendant aux vœux des Colonies, et en supposant efficace l'assistance que nous leur accorderions, il paraît devoir en résulter les avantages suivants : 1<sup>o</sup> La puissance de l'Angleterre diminuera et la nôtre haussera d'autant, 2<sup>o</sup> son commerce éprouvera une perte irréparable, tandis que le nôtre prendra de l'accroissement, 3<sup>o</sup> il est très probable que par la suite des événements nous pourrions recouvrer une partie des possessions que les Anglais nous ont enlevées en Amérique, comme la pêche de terre, celle du golfe Saint-Laurent, l'île Royale, etc. On ne parle pas du Canada.

Ceci d'abord établi, il n'agissait de résoudre les objections. Celles qui avaient en ce moment le plus de poids se tiraient des craintes à concevoir pour le reste des colonies françaises en Amérique et pour les colonies espagnoles, si un État nouveau, constitué à la place des colonies anglaises, venait à être animé de l'esprit de conquête. Les

*Reflexions* tiennent ce danger pour plus que lointain et, s'il interessait l'Espagne, pour insignifiant à l'endroit de la France : 1775

Mais, dira-t-on, l'indépendance des colonies anglaises préparera une révolution dans le Nouveau-Monde; elles seront à peine tranquilles et assurées de leur liberté, qu'elles seront saisies de l'esprit de conquête, d'où pourra résulter l'envahissement de nos colonies et des riches possessions de l'Espagne dans l'Amérique méridionale.

Mais deux considérations semblent pouvoir rassurer ceux qui ont de pareilles craintes. 1<sup>re</sup> La guerre que les Colonies soutiennent actuellement les fatiguera et les épuisera trop pour qu'elles puissent songer de sitôt à prendre les armes pour attaquer leurs voisins; 2<sup>re</sup> il y a tout lieu de croire que si les Colonies remplissent leur but, elles donneront à leur nouveau Gouvernement la forme républicaine; or, il est généralement reçu, d'après l'expérience, que les républiques ont rarement l'esprit de conquête, et celles qui doivent se former en Amérique l'auront d'autant moins (on suppose que chaque province formera une république séparée, et que toutes ensemble n'auront entre elles qu'une confédération politique), qu'elles connaissent les douceurs et les avantages du commerce et qu'elles ont besoin d'industrie, et par conséquent de la paix pour se procurer les commodités de la vie et même quantité de choses de première nécessité. On peut donc dire que la crainte de voir tôt ou tard les Américains faire des invasions chez leurs voisins n'a aucun fondement même apparent, et qu'elle ne saurait aucunement être prise en considération. En supposant même que les Colonies empièteront sur les possessions espagnoles, il n'est rien que moins démontré que cette révolution serait préjudiciable à la France : je fais abstraction des obligations renfermées dans le Pacte de famille.

Au sentiment du rédacteur des *Reflexions*, ses vues étaient justifiées par les considérations qui précèdent. Comment les réaliser? c'est ce dont il s'occupait ensuite, en examinant successivement trois points qui, pour lui, comprenaient tout :

En admettant l'intérêt, que la France a de favoriser l'indépendance des colonies anglaises, il s'agit d'examiner 1<sup>re</sup> quel genre d'assistance elle pourra

- leur donner; 2° à quelle époque cette assistance pourra avoir lieu, 3° quels effets elle entraînera après soi.

## PREMIER POINT

L'Angleterre a soudoyé 17,000 hommes en Allemagne, elle y a joint 20 et quelques mille de troupes natives; ainsi elle aura en Amérique une armée de moins de 40,000 hommes. Les Colonies, de leur côté, ont actuellement sur pied 50,000 hommes de troupes régulières, bien vêtues, bien armées, bien disciplinées, bien commandées. Elles ont presque autant de volontaires qui ne reçoivent pas de solde, et qui ne demandent qu'à combattre; elles auront en mer, au printemps prochain, au delà de 30 vaisseaux de 40 jusqu'à 12 canons; enfin elles ont un traité de neutralité, et en cas de besoin, d'alliance avec cinq nations sauvages qui detestent les Anglais. Mais elles manquent 1° de provisions de guerre; 2° d'argent comptant; 3° d'une bonne marine. Ainsi pour assister efficacement les Américains, il serait nécessaire de pourvoir à ces trois objets dans le cas où l'on admettrait leur demande à cet égard.

Ils enverraient dans nos ports leurs bâtimens chargés de denrées, et prendraient en échange des armes et des munitions, en payant la mieux-value de ces articles, non en argent comptant, mais en denrées à avoir soit à Saint Domingue, soit dans quelque un de nos ports en Europe. Ce commerce d'échange pourrait se faire sans que le Gouvernement y parût; il suffirait d'un négociant intelligent, fidèle et discret dans chacun des ports où les bâtimens américains viendraient aborder. Ce négociant traiterait directement avec les capitaines de ces bâtimens, et ils masqueraient les envois pour éviter les reproches de la cour de Londres. Le sort de ces envois nous intéresserait d'autant moins qu'ils seraient faits aux risques, périls et fortune des Américains.

Quant à la demande d'argent, elle présente du premier coup d'œil d assez grandes difficultés, cependant il paraît impossible de la rejeter tout à fait, il ne s'agit que de la modifier et de la restreindre. Voici les réflexions que cet objet présente. Les Colonies ont établi du papier pour leurs besoins intérieurs, ce papier circule avec facilité, et semble devoir se soutenir; ainsi ce n'est pas pour l'intérieur de leurs provinces que les Américains auraient besoin d'espèces sonnantes. Ils ne sont dans le cas d'en employer que pour leurs



opérations au-dehors c'est-à-dire pour la solde de leurs achats. On pourrait 1775  
ce semble, diminuer leurs dépenses à cet égard en leur fournissant, autant qu'on le pourrait, les objets qu'ils sont dans le cas de se procurer de chez l'étranger, et en recevant en échange des denrées, sauf à leur donner en espèces la somme qu'il leur serait, outre cela, nécessaire pour soutenir leurs affaires en bon état.

L'article de la marine ne sera pas aussi facile à remplir que les deux précédens. On ne pourrait tenir des vaisseaux en mer sans se déclarer ouvertement en faveur des Colonies, et par conséquent sans s'attirer la guerre avec la Grande-Bretagne, et, en leur fournissant sous main, la cour de Londres en l'apprenant nous accuserait à juste titre d'être les auteurs clandestins de la rébellion de ses colonies. La conséquence qui résulte de ces observations est que la première démarche ne pourrait avoir lieu qu'à l'époque ou les circonstances exigeraient que nous fissions la guerre aux Anglais, et que la seconde offre de grands inconvénients si l'on veut la dérober à la cour de Londres. Mais il y aurait un moyen d'y suppléer : ce serait de faire passer à Saint-Domingue, ou dans tel autre point dont on conviendrait, des bâtimens marchands propres pour la guerre, les Américains iraient les chercher à leurs risques et ils passeraient un contrat simulé avec le capitaine français. De cette manière les *insurgens* pourraient augmenter leur marine avec notre secours, sans que nous y paraissions en la moindre chose.

#### DEUXIÈME POINT

*Époque à laquelle la France devrait assister ouvertement les Colonies*

Suivant nos relations les *insurgens* sont dans ce moment-ci en état de résister aux forces que l'Angleterre fait passer en Amérique, ils ont des armes et des munitions, ainsi on n'aurait, quant à présent, rien à leur fournir. Mais il est à craindre qu'ils ne voient bientôt l'épuisement de leurs moyens, ainsi que la difficulté de les réparer, et que cette crainte n'affaiblisse leur courage et ne les porte à abandonner la partie, en offrant de se soumettre avant qu'ils y soient forcés par leur impuissance. Il est donc essentiel que la France dirige dès à présent ses soins vers ce point de vue, elle doit alimenter le courage et la persévérance des *insurgens* en les flattant de l'espoir d'une assistance efficace lorsque les circonstances le permettront. Elle leur ferait entendre que

l'époque de cette assistance dépend de leur succès et elle leur donnera surtout lieu de croire que ce pourra être fixée, au plus tard, à la fin de la campagne prochaine. De cette manière la France ne se compromettrait ni vis-à-vis des *insurgents*, ni vis-à-vis de la cour de Londres, et elle se mettrait en mesure de frapper des coups décisifs lorsque les choses lui paraîtront suffisamment préparées pour cet effet.

Le point particulièrement délicat était le suivant : il fallait indiquer d'avance le moment critique, le moment de la guerre. Ne serait-ce pas une perspective qui ferait reculer ? Mais le ministre était bien fixé (car si un secrétaire écrit, c'est en réalité M. de Vergennes qui parle). Aux appréhensions possibles, les *Réflexions* répondent par la pensée virile que même l'attitude passive ne nous sauverait pas, que, d'une manière ou de l'autre, cette guerre viendrait, qu'il n'y avait dès lors qu'à s'apprêter à la soutenir, et qu'il convenait de tout prévoir pour la soutenir d'une manière heureuse.

#### TROISIÈME POINT

*Quels effets notre assistance entraînera-t-elle après soi ?*

En partant du principe que nous devons favoriser l'indépendance des Colonies, il s'ensuit nécessairement que nous devons les assister dès que nous croirons pouvoir le faire avec succès ; or, c'est un point précis qu'il s'agira de remarquer et de saisir. Pour avoir une donnée à cet égard, il conviendra d'attendre l'effet que produiront les efforts que la cour de Londres se propose de faire au printemps prochain. ses préparatifs sont immenses et ils épuisent, ou peu s'en faut, les ressources de la Grande-Bretagne. Si la cour. n'a pas dès son début des succès qui pronostiquent la soumission ou la destruction des Colonies, il faudra en conclure que la Grande-Bretagne n'a pas de moyens suffisants pour remplir cette tâche, et alors la France risquera-t-elle d'autant moins d'entrer en cause, c'est-à-dire de faire la guerre, que les forces seules des Américains auront suffi pour arrêter leurs armées, et qu'en les augmentant elle doit assurer l'effet de leur triomphe.

Mais mettons de côté ce plan offensif, et supposons que la France reste

absolument tranquille, c'est-à-dire que non seulement elle n'assistera pas ouvertement les Colonies, mais qu'elle ne leur donnera pas même le moindre secours secret, cette conduite nous garantira-t-elle de la guerre? Les affaires d'Amérique présentent deux hypothèses : selon la première, l'Angleterre triomphera des Américains et les soumettra; selon la seconde, cette puissance sera repoussée par eux et obligée de souscrire à leur indépendance. Dans l'un comme dans l'autre cas, il est possible que la cour de Londres croie devoir attaquer nos colonies; dans le premier pour se venger des secours qu'elle supposera que nous avons donnés aux Colonies (car elle fera cette supposition si son intérêt et ses vœux l'exigent, quelque passive qu'aura été notre conduite), et dans le second pour s'indemniser à nos dépens, ou aux dépens de l'Espagne, des frais immenses qu'elle aura faits pour tirer raison de ses colonies. Cette expedition paraîtra facile aux Anglais et elle le sera en effet, vu les forces tant de terre que de mer qu'ils vont avoir en Amérique, d'ailleurs, elle paraîtra nécessaire aux ministres britanniques, soit pour établir leur réputation et leur gloire, soit pour atténuer les reproches que la nation ne manquera pas de leur faire au cas de non-réussite, et peut-être même pour sauver leur tête de l'échafaud.

Ainsi, sous quelque point de vue qu'on envisage l'issue des différends de l'Amérique, et quelle que soit notre conduite dans cette conjoncture, elle ne saurait nous garantir la durée de la paix; nous ne pouvons donc pas prendre sa conservation pour base de notre politique, et dès que la nature même des choses, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, semble devoir nous conduire à la guerre, la prudence veut que nous préparions d'avance les moyens de la faire avec succès et avec avantage : on ose penser que les plus essent. els de ces moyens seraient de s'assurer des Colonies et de faire en cas de besoin cause commune avec elles.

*États-Unis. Mémoires et Documents de 1765 à 1778, t. 1, p. 4*

Cette pièce était à vrai dire un programme. Elle résumait la politique suivie, en fait, depuis une année sans avoir été prévue ou arrêtée au préalable. Le ministre était désormais fixé à ce programme, et il

M. de Witt a publié ce document dans l'appendice à *Jefferson*

1.

\* 34

1778, t. 1, p. 107

172. devait l'être avec le conseiller véritable du roi, le chef du cabinet. Le cours des choses, on le verra, n'y changera presque rien. Évidemment, le cabinet de Versailles savait déjà à quoi s'en tenir sur la situation des Américains, il avait donc avec leurs agents des relations que ne laissent paraître ni les dépêches aux ambassadeurs ni les rapports de ces derniers. Indépendamment de beaucoup d'avis qu'on peut lire encore, venus spontanément ou qu'il provoquait, indépendamment de beaucoup d'autres qui n'ont pas laissé de traces, le gouvernement de Louis XVI devait, en effet, au mouvement que se donnait Beaumarchais à Londres des indications circonstanciées et des échanges d'idées qui avaient avancé les choses. Beaumarchais avait commencé, avec les fournisseurs que les colonies anglaises s'étaient assurés dans les ports anglais ou dans les nôtres, des affaires qu'il aspirait à agrandir. On ne saurait disconvenir non plus qu'il n'était pas le Français le moins impatient de voir relever son pays. Tout à fait en dehors de M. de Guines, sans s'occuper même autrement de celui-ci que pour constater son insuffisance et le tort qu'elle nous causait, il avait, depuis trois mois, activement employé sa pénétration et son entregent à jeter des amorces, à préparer des combinaisons, à arranger des plans. Ne se rebutant de rien dans ses démonstrations, dans son insistance à les fournir, dans sa soudaineté et son adresse à les répéter, inspirant confiance par le sens politique qu'il y faisait voir et par le patriotisme agissant qu'on y sentait, il avait singulièrement fortifié chez M. de Vergennes et M. de Maurepas les appréciations qu'ils avaient conçues et les espérances qu'ils s'étaient faites. L'opposition d'une partie du peuple anglais à la politique de son gouvernement était si ardente, que les esprits sages eux-mêmes pouvaient se croire fondés à conspuer le soulèvement des Colonies comme l'avant-coureur fatal de l'affaiblissement de la Grande-Bretagne, fondés à penser qu'il suffirait à la France de faciliter et de soutenir leur révolte pour reprendre sans beaucoup de peine son rang et ses possessions perdues, que le patriotisme lui commandait cette conduite et qu'y manquer

serait une faute devant l'histoire, parce que le moment passé ne se retrouverait plus. En entretenant le roi de leurs informations secrètes, les ministres avaient des efforts à faire pour l'amener à partager leurs impressions; d'autres qu'eux, sans doute, parlaient au monarque et ils s'employaient à mettre obstacle à ces impressions. Deux mois après son départ pour Londres, à la fin de novembre, Beaumarchais s'en est revenu à Paris, démontrant qu'il était urgent d'agir et s'efforçant de le persuader à Versailles; mais on se heurtait à l'indécision de Louis XVI. L'infatigable agent adresse à M. de Vergennes ce billet non signé, qui rend cela sensible :

Versailles samedi 24 9<sup>bre</sup> 1793

Monsieur le Comte

Au lieu d'attendre la réponse du Roi, qui doit porter une résolution arrêtée, approuveriez-vous de lui écrire de nouveau que je suis ici, que vous m'avez vu, tremblant qu'en une affaire aussi facile que nécessaire, et peut être la plus importante que le Roi puisse avoir jamais à décider, Sa Majesté ne choisisse la négative ?

Que, quelques soient ses motifs, je la supplie en grâce de ne prendre aucun parti, sans m'avoir avant entendu plaider un quart d'heure, et lui démontrer respectueusement la nécessité d'entreprendre, la facilité de faire, la sécurité de réussir et la récolte immense de gloire et de repos que doit donner à son règne la plus chétive semence avancée aussi à propos.

Puisse l'ange gardien de cet État tourner favorablement le cœur du Roi, et nous donner un succès aussi desirable.

En cas d'un ordre de vous, je suis à l'hôtel de Joiny, Rue des Recollets.

Angleterre L. 513, n° 3.

Bientôt il y a plus que de l'indécision. Les intrigues de cour se sont jetées en travers des négociations de M. de Vergennes; elles en font redouter le danger; le ministre est visiblement en butte à des

1778. attaques sérieuses. Beaumarchais est tenu éloigné par suite; il voit tout compromis; il prend occasion du jour du nouvel an pour revenir à l'assaut et tâcher d'obtenir une détermination décisive. Il écrit au ministre

Paris le 1.<sup>er</sup> janvier 1778

Monsieur le Comte,

Il est impossible d'être aussi touché de vos bontés sans l'être beaucoup des apparences de votre refroidissement. Je me suis bien examiné, je sens que je ne le mérite point. Eh, comment pourriez vous savoir que j'ai poussé mon zèle trop loin, si vous n'entrez pas d'avance avec moi dans le détail de tout ce que j'ai fait et du faire? A mon âge, substituer de l'ardeur à la prévoyante activité, seroit la plus grande faute en politique.

Quand vous m'aurez plus employé, Monsieur le Comte, vous vous convaincrez que la première chose à faire pour se tranquiliser sur mes opérations est toujours de m'interroger sur les faits et leurs motifs. Le grand usage des hommes et l'habitude du malheur m'ont donné cette prudence inquiète qui fait penser à tout et diriger les choses suivant le caractère timide ou courageux de ceux pour qui je les fais. Mais ce même usage des hommes m'a appris aussi que le seul crime des honnêtes gens est la prévention dont les esprits les plus éclairés ne se garantissent pas toujours. Dans le pays où vous vivez on n'oublie rien pour en créer sans cesse de nouvelles contre les gens qui se rendent utiles. N'oubliez donc pas, Monsieur le Comte, que le vent qui semble m'éloigner du tourbillon des noirceurs vous y enveloppe de plus en plus et qu'en ce pays d'intrigues un bon serviteur un peu éclairé vaut mieux à conserver que vingt amis de la Cour à ménager.

Notre grande affaire s'égare un peu pendant que nous bataillons sur les accessoires, je vous assure qu'on profite autant qu'on peut de notre indolence pour entaier le principe, les ennemis de l'administration et ceux de l'Etat font des efforts égaux pour étendre dans nos amis l'espoir de l'utilité qu'ils attendent de nous. Je le vois avec douleur, et dans peu de semaines il ne sera plus temps de vouloir y remédier.

Pensez y, Monsieur le Comte; j'irai demain au soir prévenir M<sup>r</sup> de M..., et si sur les huit heures votre porte ne m'est pas fermée, j'irai vous remettre l'état des fonds employés et les reliquats de l'affaire d'Eon.

Le renouvellement de l'année n'ajoute rien à mes sentimens respectueux, ils sont inviolables comme ma reconnaissance. 1776

DE BEAUMARCHAIS.

*Angleterre, le 514, n° 1*

A force d'être ingénieuse dans sa ténacité et dans sa verve indiscrete, l'insistance de Beaumarchais eut cette fois raison; les résistances cédèrent. Le détail exact fait ici défaut; Beaumarchais n'a rien divulgué de ses relations avec les ministres, et l'exposé dans lequel il donna les indications déterminantes manque<sup>1</sup>. On voit toutefois que cet exposé fut écrit, que M. de Vergennes l'envoya au roi le 22 janvier, quoiqu'il contint des commérages (Beaumarchais s'y laissait aller souvent, non peut-être sans calcul), et la lettre par laquelle M. de Vergennes la fit tenir à Louis XVI indique assez que le roi était près de consentir :

Sire,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté une expédition du s<sup>r</sup> de Beaumarchais, sans en rien excepter, même ce qu'il n'a compté dire qu'à moi seul. Si je m'étois cru permis d'en retrancher quelque chose, ce sont les personnalités. Il s'agit de faits que je ne suis pas à portée de vérifier, et dont la preuve serait vraisemblablement très difficile à établir. Ce qui me paraît le plus important est le tableau de l'état actuel des affaires et des conséquences qui peuvent en résulter. L'Angleterre est sur la pente du désespoir. Je crois facilement comme l'insinue le s<sup>r</sup> de Beaumarchais que la révolution du ministère peut n'être pas éloignée, il n'a peut être pour le soutenir encore quelque temps contre l'orage, ou pour échaper au danger qui menace les têtes des individus que des partis désespérés. Cette prévoyance semble devoir exiger toute celle de Votre Majesté. Mais il est peut être plus aisé d'imaginer ce qu'il y aurait à faire que d'indiquer les moyens de le mettre en exécution.

Comme ce ne sera que d'après les ordres de Votre Majesté que je pourrai répondre au s<sup>r</sup> de Beaumarchais, je la supplie très humblement de vouloir bien m'ordonner le moment où je pourrai aller les recevoir. J'aurai d'ailleurs à

<sup>1</sup> La pièce n'existe ni aux Affaires étrangères ni aux Archives nationales.

1776 Mettre sous ses yeux les comptes de l'administration du service pecuniaire de ses affaires étrangères

Je suis avec le plus profond respect,

Sire

De Votre Majesté

Le plus humble, le plus obéissant et le plus fidèle serviteur et sujet.

DE VERGENNES.

A Versailles le 22 janvier 1776

*Archives nationales — voir supra, année 1776 n° 1*

Les résolutions que l'on espérait ne tardèrent plus. C'est à ce moment que la revelation de l'ambassadeur d'Espagne, au sujet de l'attitude du comte de Guines à Londres, avait été portée devant le roi. Cette circonstance ne laissa pas que de tout faciliter, car on mit à la place de ce représentant embarrassant un agent avec lequel les inconsequences n'étaient plus à craindre. S'il eût été plus maître de sa volonté, le roi n'aurait pas autant attendu pour retirer ses pouvoirs au comte de Guines. La plainte du gouvernement de Madrid fit déborder une coupe qui était pleine depuis longtemps. Lorsqu'en novembre l'ambassadeur insistait avec aplomb sur la portée du prétendu mémoire pour l'union de la France avec l'Angleterre par-dessus la tête de l'Espagne, ce factum, par lui donné comme l'œuvre du sous-secrétaire d'Etat Pownall, circulait déjà chez les ministres anglais, colporté par quelqu'un se disant autorisé de M. de Guines, et ce quelqu'un n'était autre qu'un espion à la solde du cabinet de Londres comme à celle de l'ambassade, un certain Roubaud, ancien jésuite français. S'étant brouillé avec M. de Saudrai, dont il s'était servi pour ourdir son intrigue, Roubaud n'avait pas tardé à en répandre le secret partout. Lord Rochford, qui allait dans le Midi après sa sortie du *Foreign office*, avait passé par Paris et mis au courant M. de Vergennes, presque renseigné alors, d'ailleurs, par ses correspondances spéciales et par les lettres interceptées. Le roi savait tout. Mais les amis de M. de Guines étaient



ceux de la reine; le ministre s'était vu contraint de s'en tenir à ce tour ironique pour répondre à l'ambassadeur : « Permettez-moi de vous demander si vous êtes bien sûr que celui qui vous a communiqué le projet n'en est pas lui-même l'auteur et n'aurait pas cherché à s'autoriser d'une apparence d'approbation de votre part pour recommander son idée ailleurs<sup>1</sup>, » à quoi M. de Guines, avec inconscience ou avec l'audace qu'il puisait en ses appuis, n'avait pas hésité à répondre aussitôt, dans un billet privé : « Je crois m'apercevoir par plusieurs de vos dépêches que quelqu'un prend soin de vous informer de ce qui se passe ici et de vous faire remarquer ce qu'il croit omission de ma part<sup>2</sup>. » Le ministre explique catégoriquement ces détails en les remettant sous les yeux du monarque, quelques mois plus tard, mais sans dissimuler, cette fois, le peu de considération qu'il fallait accorder au comte.

Sire

J'ai l'honneur de joindre ici la lettre historique et le mémoire du s<sup>r</sup> Rouhaud que Votre Majesté m'a ordonné de lui envoyer. J'en remets les copies comme plus faciles à lire, mais elles sont faites avec exactitude.

Il paraît par l'annonce du mémoire, que c'est le 4 novembre seulement qu'il a été communiqué au ministère anglais. Cependant dès le 24 octobre, M. le comte de Guines en avait rendu compte à Votre Majesté. Les lettres, qui sont sous vos yeux, Sire, rendent témoignage du jugement qu'il portoit, soit de la source dont il croioit le projet émané, soit sur l'accueil qu'il estimoit qu'il pouvoit mériter. La réponse que Votre Majesté m'ordonna de faire ne cadrant pas avec la façon de voir de votre ambassadeur, c'est alors que celui-ci dans sa réplique du 4 novembre, chercha à nous faire entrevoir des avantages bien propres à séduire des cœurs français. Votre Majesté ne trouva pas la perspective assez solide pour changer d'opinion. J'en prévins M. de Guines, et je ne lui dis malai pas, quoiqu'avec bien du ménagement, qu'on paroît-  
soit lui donner en Angleterre le mérite de l'invention du projet, et je lui insinuai qu'il devoit être en garde contre l'homme dont il se servoit, qui étoit

<sup>1</sup> Voir l'annexe III du chapitre précédent.

<sup>2</sup> Lettre du 8 décembre.

1776 l'espion du gouvernement anglois. C'est à cette époque seulement que j'appris que Roubaud étoit ce dangereux intermédiaire, et qu'il se donnoit aux ministres anglois comme autorisé par votre ambassadeur. C'est au lord Rochford que j'ai dû cette découverte. Je ne pouvais pas le croire. V. M. se rappellera, qu'en lui en rendant compte je n'établis que des moyens d'incrédulité. Il seroit à désirer que M. de Guines, répondant à mon insinuation, ne se fût pas contenté de prouver qu'il n'ignoroit pas que son intermédiaire étoit un double espion, mais qu'il ait encore établi d'une manière solide, qu'il étoit dans l'impuissance d'abuser de son nom. Tout ce que ce même Roubaud cherche aujourd'hui à mettre à sa charge seroit sans probabilité et sans valeur. Je ne prétens pas, Sire, inférer de là que l'imputation doit être regardée comme prouvée, mais vraie ou fausse, M. de Guines est réellement à plaindre, et sa destinée e porte à être sans cesse le jouet et la dupe de gens de l'acabit de Roubaud.

Arch. nat., K. 164. n° 3, n° 11 des lettres sans date.  
Minute de M. de Vergennes.

Louis XVI étoit un esprit honnête et il avoit particulièrement le désir de le montrer. En toute rencontre il attachait beaucoup de prix à ses intentions de droiture. Il y tenoit plus encore, à coup sûr, à l'égard de son oncle. Quand il seroit instruit de l'attitude du comte de Guines au sujet de l'Espagne, il se sentirait intimement blessé. Il n'est pas impossible que des ministres qui s'étaient assigné la difficile mission de relever la monarchie et la France tandis qu'un représentant du roi, dont il pouvoit être parlé au monarque dans les termes qu'on vient de lire, continuait à résider auprès du premier gouvernement de l'Europe, aient, à la fin, compté sur cette ressource. M. de Vergennes, en conseil, donna connaissance de la lettre du prince de Masserano. Cela suffit pour déterminer Louis XVI. Il prononça sans débat, immédiatement, le rappel de l'ambassadeur. Les lettres en furent envoyées à celui-ci le jour même, 26 janvier, écrites de la main

Cette lettre, à laquelle M. de Vergennes a négligé de mettre la date, est du mois de juin sans doute. Elle dut précéder de peu de temps

le billet du roi du 13 juillet, reproduit à la fin du chapitre suivant et par lequel l'ambassadeur définitivement le ministre.

de M. de Vergennes, en des termes faits pour mettre à couvert à la fois l'amour-propre de l'ambassadeur et la considération du Gouvernement : « Sa Majesté avait désiré, en continuant à M. de Guines ses fonctions, consacrer la justification résultant pour lui de la décision judiciaire rendue en sa faveur; ce résultat étant acquis, elle trouvait utile de faire finir son mandat. » Mais ces lettres ne pouvaient laisser d'équivoque à ce dernier, car elles lui annonçaient son remplacement par Garnier à titre de chargé d'affaires, en attendant que le titulaire allât prendre son poste :

À la suite du jugement favorable, M. que vous avez eu tenu au Châtelet le Roi a cru devoir au complément de votre justification de vous continuer encore pour quelque temps dans les fonctions de son Ambassadeur en Angleterre. L'opinion de Sa Majesté à votre égard étant suffisamment constatée, elle croit devoir mettre un terme à votre mission. Le Roi m'ordonne de vous en prévenir et de vous envoyer en conséquence les lettres de rappel qui vous sont nécessaires pour prendre vos audiences de congé. Sa Majesté compte que vous les différerez le moins qu'il vous sera possible, et elle vous recommande de profiter de cette occasion pour renouveler à Leurs Majestés Britanniques les assurances de sa parfaite amitié et de son désir constant de maintenir l'heureuse intelligence qui subsiste entre leurs États respectifs.

Le Roi a décidé que le *si* Garnier seroit chargé de ses affaires en attendant que l'Ambassadeur qui devra vous remplacer soit en état de partir pour se rendre à sa destination; il ne tardera pas à se mettre en route pour se rendre auprès de vous et recevoir de vos mains les papiers qui pourroient servir à son instruction. Le Roi vous saura gré, Monsieur, de lui faire connoître les différens canaux dont vous disposez pour être instruit de ce qui se passe de plus intéressant. Je serois très-flatté, M. si vous me jugiez propre à contribuer au succès des objets de satisfaction auxquels vous pouvez aspirer, vous me trouveriez toujours très-empressé à vous rendre service en tout ce qui pourra dépendre de moi.

À Versailles le 26 janvier 1766.

Angleterre t. 5.4 n° 7.

Le ministre ne s'étant pas borné à renvoyer ainsi tout de suite à

1776 Londres celui qu'il avait souhaité n'en pas voir revenir. Il était trop probable que les influences dont disposait M. de Guines chercheraient à maintenir l'ambassadeur sur l'eau en retardant l'ouverture de sa succession politique. L'héritier en devait être immédiatement désigné pour que le résultat acquis fût solide. M. de Vergennes demanda donc au roi de remplacer le comte immédiatement, se gardant d'ailleurs de ne pas réserver ouvertement le choix au monarque. M. de Maurepas empêcherait ce choix de s'égarer. Beaumarchais avait souvent abordé ce sujet et il allait expliquer, dans un mémoire que M. de Maurepas lui-même remettrait à Louis XVI, que la présence d'un ambassadeur à Londres appelait celle d'un ambassadeur d'Angleterre à Versailles, que cet ambassadeur était lord Stormont, c'est-à-dire quelqu'un à qui ses relations à la cour menageaient, pour découvrir nos desseins et y faire obstacle, des moyens dont ne disposerait jamais un simple chargé d'affaires; que nous devions donc viser à faire partir l'ambassadeur anglais en n'ayant en Angleterre qu'un représentant secondaire. Le 31 janvier, M. de Vergennes écrivit au roi :

Je suis informé Sire, que les adhérens de M. le C. de Guines se donnent du mouvement pour obtenir de V. M. qu'elle ne lui nomme pas un successeur avant son retour : ils se flattent s'il a le temps d'arriver et de produire ce qu'ils appellent sa justification qu'il réussira à se faire conserver.

Sans passion contre M. de Guines que je n'ai point sollicité V. M. à révoquer, je n'ai Sire dans tout ceci aucun autre intérêt que celui de votre service avec bien de la bonne volonté peut être, M. le C. de Guines a prouvé que sa vocation n'est pas pour être ambassadeur. Son retour, que je regarde comme désormais impossible, serait sujet à de trop grands inconvénients; mais si V. M. veut s'épargner des sollicitations qui pourraient lui être importantes et écarter de sa cour des intrigues toujours dangereuses, surtout lorsqu'elles peuvent compromettre le service public, je le supplie très humblement de considérer s'il ne serait pas à propos, pour obvier à tout qu'elle voudût bien nommer dès à présent l'ambassadeur qu'elle se propose d'envoyer à Londres. Je ne lui permettrai pas Sire, de lui en désigner aucun. V. M. connaît mieux

que moi, ceux qui peuvent être proposés à cette place, d'ailleurs M. le C<sup>te</sup> de Maurepas qui a une longue habitude de ce pays-là est bien plus en état que je ne le suis de lui faire connaître la valeur intrinsèque des sujets qui peuvent concourir à cette ambassade. Je demande très humblement pardon à V. M. de cette instance, mais un devoir impérieux me prescrit de lui rendre compte de tout ce qui peut intéresser son service.

*Archives nationales des supras. Copie*

Le marquis de Noailles fut dès ce moment désigné, mais pour n'entrer effectivement en fonctions que six mois plus tard. Garnier aurait ainsi tout le temps de remettre sur pied les affaires. Le pl. ministériel qui annonçait au comte son rappel était accompagné d'une lettre personnelle de M. de Vergennes qui engageait tout d'abord M. de Guines à cesser ses entretiens avec le ministère anglais au sujet du Portugal et de l'Espagne. On avait obtenu de mettre directement en rapport, à Madrid même, les cabinets de Lisbonne et du Pardo c'était un motif naturel d'attendre. Toutefois il semblait opportun de ne plus laisser ignorer aux Anglais que la présence de troupes nombreuses à leur solde et de fortes escadres de l'autre côté de l'Atlantique préoccupant des puissances sur les possessions desquelles, pour s'assurer une revanche, ils trouveraient peut-être expédient de les jeter. Le ministre avait jugé bon, paraît-il, d'employer à cela la légèreté de l'ambassadeur rappelle, pendant le temps qu'il devait passer encore en Angleterre. Il lui mandait en effet comme une information toute privée :

Dans les termes où en sont les Cours d'Espagne et de Portugal, il y a lieu d'espérer, M. le Comte, que la négociation qu'elles vont entamer quoique fort lente, n'amènera pas d'incidents propres à allarmer la tranquillité générale. Il y a bientôt trois siècles qu'elles sont en contestation sur leurs limites de l'Amérique, sans que les étincelles qui se sont quelquefois échappées de ce foyer aient produit un embrasement. Aussi ce théâtre occupe bien moins ma prévoyance dans ce moment que l'Amérique Septentrionale. Je ne vois pas sans inquiétude la masse énorme de forces que l'Angleterre porte dans cette partie et les

776. conséquences qui pourroient résulter si le succès ne répondant pas aux espérances, le Ministère se voyoit entre la hache et le désespoir. Il est vraisemblable que ne voulant pas tendre le col à l'une, il se rendroit plus accessible aux conseils que l'autre pourroit lui inspirer, et ceux-là ne seroient probablement pas à notre avantage. Vous serez bientôt ici, M. le Comte, et je me félicite de pouvoir profiter des réflexions que vos observations vous auront mis à portée de faire.

A Versailles le 26 janvier 1776

*Angleterre, t. 6:4 n° 73'*

A quoi M. de Guines, restant jusqu'à la fin semblable à lui-même et se croyant très essentiel, répond, comme s'il avait toujours pensé ainsi :

Monsieur,

J'ai reçu la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier par le S<sup>r</sup> Lépine courrier du cabinet.

Je ne vois pas en effet, Monsieur le Comte, que les différens entre l'Espagne et le Portugal doivent causer de grandes inquiétudes, l'Amérique Septentrionale en présente à la vente de plus allarmantes, et qui peut être, comme vous le remarquez très justement, pourroient se devenir plus encore pour la France que pour l'Angleterre elle-même. C'est toujours ce que j'ai crant. Je serai à vos ordres, Monsieur le Comte, au moment de mon retour et toutes les fois que vous jugerez que mes réflexions sur les observations que j'ai été à portée de faire pourront être de quelque utilité au service du Roi.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement,

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

LE COMTE DE GUINES.

A Londres le 2 février 1776.

*Ibid. t. 6:4*

M. de Vergennes avait envoyé à Guines sa propre minute, c'est la copie de sa lettre qui se trouve aux Affaires étrangères. copie d'une écriture, à très peu près, semblable à celle du roi mais plus grosse nous croyons que

c'est celle de son fils d'après l'indication qu'on se verra ultérieurement donner au roi sur sa manière d'assurer le secret de ses lettres quand leur nature l'exigeait. Beaucoup d'autres pièces sont de cette même main

Pour suivre à Londres la politique des *Réflexions*, il fallait un représentant déjà familier avec les affaires des deux pays, qui parlât peu, qui sût à la fois agir et être conduit, laisser, sans en prendre ombrage, des tiers s'employer en dehors de lui, et, cependant, inspirer beaucoup de considération personnelle. Garnier était essentiellement ce représentant-là. On ne l'eût pas mieux formé expressément pour la situation délicate où il allait se trouver. Il était porteur d'une lettre d'introduction commune à lord Weymouth et au duc de Suffolk. Son passe, d'ailleurs, garantissait que sa personne ne pouvait déplaire. Quant aux motifs que sa nomination cachait, ils déplairaient certainement. Le jour même où elle fut signée, M. de Vergennes l'annonça verbalement à lord Stormont; l'impression du représentant de l'Angleterre dénota que la présence de M. de Guines avait réellement du prix à la cour de Londres. « L'ambassadeur anglais m'a paru un peu étonné de cette résolution, mande le ministre au roi<sup>1</sup>, je crois que sa cour regrettera M. le comte de Guines, elle doit craindre un ambassadeur qui observera avec plus de réflexion. » Le choix était donc parfait. Il eut le résultat prévu. Le 29 mars, le cabinet anglais

1776.

<sup>1</sup> Garnier avait été huit ans à l'ambassade. C'était un des ces auxiliaires précieux, modestes et modestes autant qu'utiles, qui restent dans les positions secondaires malgré une supériorité réelle et sans lesquels d'autres, qui jouissent des situations élevées ne pourraient s'y maintenir. Il s'est trouvé beaucoup de ces auxiliaires-là auprès des ambassadeurs et des ministres des affaires étrangères. Garnier écrivait à M. de Vergennes en recevant l'autorisation de revenir momentanément en France. « 3 juin 1775. « Je ne puis, Monseigneur, vous rendre aucun de grâce du congé que vous venez obtenir du Roi pour me permettre d'aller vaquer à mes affaires en France après huit années courues d'un travail assidu à Londres. Je le reçois comme une faveur particulière puisqu'elle me offre la première occasion d'être avec vous

« ma cour. La satisfaction que vous daigniez en même temps me témoigner de la part du Roi sur ma conduite pendant tout le temps que j'ai eu l'honneur d'être chargé de ses affaires à la Cour de Londres, excite toute ma sensibilité et je vous supplie Monseigneur, de mettre aux pieds de Sa Majesté l'hommage de ma respectueuse reconnaissance. » *Angleterre* 1. 510 n° 1. Aux annexes du présent chapitre se trouvent ses lettres d'introduction et la lettre de congé de lord Stormont.

<sup>2</sup> C'est en tête de la lettre tout à l'heure citée du 31 janvier. « Sire, J'ai informé le lord Stormont du rappel de M. le C<sup>te</sup> de Guines et je lui ai renvoyé toutes les assurances d'amitié que V. M. a condescendues dans la lettre qu'elle a écrite au roi d'Angleterre à cette occasion. L'ambassadeur anglais m'a paru

- 1776 mettait lord Stormont en congé et renvoyait à Paris le chargé d'affaires Saint-Paul. Garmer arriva à Londres le 16 février, le comte de Guines en revint dix jours après. Il s'était à peine soumis aux désirs du ministre et, on le verra ultérieurement, il avait cherché, dans ses procédés avec son successeur intérimaire, une petite vengeance du dépit qu'il éprouva.



## ANNEXES DU CHAPITRE VII.

### RAPPEL DU COMTE DE GUINES

---

#### 1. LE C<sup>te</sup> DE VERGENNES A L<sup>ds</sup> E<sup>ts</sup> M. WEYMOUTH ET LE COMTE DE SUFFOLK

A Versailles le 10 fév. 1766

M.

M. le Comte de Guines ayant rempli le terme de son Ambassade, et ayant en conséquence reçu ses lettres de rappel le Roi ne tardera pas à lui désigner un successeur, mais en attendant et pour ne pas interrompre la correspondance qui subsiste entre les deux Cours, Sa Majesté a jugé à propos de confier le soin de ses affaires au s<sup>r</sup> Garnier qui a déjà rempli ces mêmes fonctions à son entier contentement et à ceux du Ministère Britannique. Je prie Votre Excellence d'ajouter foi et créance à tout ce qu'il lui dira de notre part, surtout lorsqu'il lui renouvellera l'assurance des dispositions constantes et sincères où est le Roi mon maître de maintenir et de perpétuer l'union et l'heureuse harmonie qui règne entre les deux nations, ainsi que de mon désir personnel d'y contribuer en tout ce qui pourra dépendre de mon Ministère. Je vous prie également, Monsieur, d'accorder au s<sup>r</sup> Garnier vos bontés et votre confiance. Je suis persuadé d'avance, qu'il fera tous ses efforts pour les mériter.

Angleterre, le 5.1 n<sup>o</sup> 120. Minute de Gérard.

#### 2. LE C<sup>te</sup> DE VERGENNES AU C<sup>te</sup> DE GUINES.

A Versailles le 10 février 1766

J'ai eu l'honneur, M. le Comte, de vous prévenir de la destination de M. Garnier à partir pour s'y rendre, je lui recommande de ne faire aucune démarche que de votre aveu et par votre direction. Le Roi compte que vous voudrés bien le présenter à la Cour et l'accréditer auprès du Ministère Britannique. Je lui ai remis à cet effet une lettre pour le Lord Weymouth et une autre pour le Lord Suffolk.

Je vous prie, M. le Comte, de vouloir bien instruire M. Garnier de l'état dans lequel vous laisserés les affaires du Roi et de lui faire remettre tous les papiers de l'ambassade.

Je ne vous envoie point, ainsi que vous le souhaitez, le courrier que vous m'avez dépêché le 1.<sup>er</sup> de ce mois mais comme je crois nécessaire de conserver les expéditions hebdomadaires sur le pied où vous les avez établies, je vous serai obligé, M. le Comte, de vouloir bien donner à M. Garnier pour les continuer toutes les facilités qu'il vous demandera et qui ne gêneront point vos arrangements.

J'ai l'honneur d'être avec un très-parfait attachement, Monsieur, etc.

*Angleterre, l' 514 n. 19. (Mante de Vergennes)*

### 3. LE ROI GEORGE A LOUIS XV.

Monsieur mon frere,

Le Vicomte de Stormont mon Ambassadeur auprès de vous, ayant obtenu ma permission de se rendre en Angleterre pour y vaquer à ses affaires particulières, et comme elles pourront exiger quelques voyages dans ce Pais-ci pendant le cours de sa mission je n'ai pas différé à faire choix au Sr St Paul, mon secrétaire d'Ambassade à votre Cour, pour être mon Ministre plenipotentiaire auprès de vous, pendant les absences de mon Ambassadeur, pour qu'il n'y ait nulle interruption dans le soin de cultiver les liaisons d'union et d'harmonie qui subsistent heureusement entre nous, l'expérience que j'ai de ses Talens, de sa Droiture et de son Zele pour mon service ne me permet point de douter qu'il ne fasse tous ses efforts pour concilier votre bienveillance. Je vous prie d'ajouter foi à tout ce qu'il aura l'honneur de vous représenter en mon nom, et surtout lorsqu'il vous assurera des sentimens de la véritable amitié avec lesquels je suis constamment,

Monsieur mon Frere,

voire bon frere

GEORGE

A St James le 29.<sup>re</sup> Mars 1776

*Ibid.*, t. 515, n. 2

## CHAPITRE VIII.

### CONSIDÉRATIONS SUR LA CONDUITE A SUIVRE

Opportunité pour les deux cabinets de délibérer néanmoins sur les projets préparés secrètement jusqu'ici. On reçoit le rapport de l'émassadeur envoyé à Philadelphie. — Le Comte de Serres *pondère* secrets du Congrès relations de Bonvouloir avec lui et concours qu'il avait fait entrevoir l'insurgent Stas Deane est délégué en France. — Les secrétaires d'État et les « comités » ou conseils de cabinet. M. de Vergennes demande au roi un conseil pour la question de l'Annexion, son rapport à cet effet, *Considérations* qui l'accompagnent ministres désignés pour donner leur avis. — Comparaison des *Considérations* avec les *Réflexions* précédemment produites résumé du document nouveau dissimulation qu'il conseille éventuellement qu'il engage à braver incertitude inspiration qui l'anime. — La pièce est envoyée aux ministres avis écrit qui leur est demandé. Brève réponse du comte de Saint-Germain ministre de la guerre. — La réponse de Turgot contrôleur général effet défavorable qu'elle devait produire sa théorie des colonies son tableau des finances et des forces de la France singularité de ses conseils politiques. Autre réponse qui est faite à qui elle peut être attribuée, caractère résolu qui la distingue. — Dispositions plus prononcées qui s'affirment dans le cabinet influence que les liens formés avec l'Espagne avaient exercés pour les produire et qu'ils allaient marquer encore.

Puisqu'on voulait s'approcher des Américains et leur assurer le concours des deux Couronnes, l'heure était venue de porter dans le sein du cabinet les projets restés, jusqu'à ce moment, à peu près entre le monarque et ses deux conseillers. Il fallait, en effet, à propos des mesures jugées nécessaires, parler au gouvernement de Madrid au nom du gouvernement du roi et non plus dans l'intimité. Au moment où il rentrait à Paris, le 27 février, M. de Guines avait fait parvenir au ministre un rapport qu'il avait enfin reçu de Bonvouloir. Ce document était singulièrement propre à hâter les résolutions. Il confirmait toutes les données sur lesquelles on s'était jusqu'alors hypothétiquement fondé. Bonvouloir devait adresser ses lettres au consul en charge à Calais ou à un lieutenant de maire de cette ville, qui les remettrait à un tiers chargé de les acheminer vers l'ambassade par

1776

1775

l'entremise d'une maison de commerce hollandaise<sup>1</sup>. Ce détour les retardait forcément. L'émissaire était arrivé en décembre, après cent jours d'une traversée dangereuse, et son rapport, quoique expédié peu après, n'était parvenu à M. de Guines que le 26 février. Les détails n'en étaient plus nouveaux lorsqu'on put le lire, mais le résultat qu'il annonçait avait encore tout son prix.

Bonvouloir s'était trouvé très vite en pied, comme il l'avait promis, auprès des politiques des Colonies. Les Colonies, apprenant-il, avaient pensé à se réclamer de la France et de l'Espagne, dès les premières heures, de la France surtout. Le congrès de Philadelphie ayant délégué à une commission de cinq membres, dont Franklin était le premier, le soin des rapports avec l'étranger, le Français avait été abouché presque aussitôt avec cette commission, qui s'appelait le *Comité de correspondance secrète*, et il s'était trouvé à même de savoir « ce qui s'y passait de plus caché »<sup>2</sup>. On était allé tout de suite, avec lui, aux questions essentielles : Si la France voudrait aider les Colonies? Quel prix elle mettrait à son assistance? S'il était opportun de lui envoyer

Il avait été indiqué par M. de Guines que ces lettres portaient la signature d'une compagnie commerciale d'Anvers et qu'elles traitaient exclusivement d'affaires de commerce, les choses secrètes seraient écrites avec du lait. Cette écriture, dans l'ambassadeur dans le *memorandum* des affaires qu'il rend à son supérieur, on a aperçu que chauffée avec une pelle rouge. — Ce *memorandum*, qui porte la date du 25 février Angleterre, t. 5 à n° 145 donne les détails que voici : Le Comité de Guines a été autorisé à faire partir pour l'Amérique M. le Chevalier de Bonvouloir à qui la Cour donne deux cents guinées d'appointement. Cet officier a reçu au mois de septembre dernier une somme d'argent sur laquelle il n'a point encore donné de ses nouvelles. Le Comité de Guines est venu avec lui qu'il adresserait ses lettres à

M. Guilbert consul en charge, ou à M. Martin Frument lieutenant de Maire à Colas, qui les remettrait à M. Grandin chargé de les faire parvenir à l'Ambassadeur du Roi. L'impossibilité de confier des chiffres à M. de Bonvouloir qui pouvait être failli, et d'ailleurs dont les lettres chiffrées ne parviendraient jamais par des vaisseaux Anglais, a déterminé à convenir que les lettres sous les enveloppes ci-dessus, seraient adressées à une Compagnie d'Anvers, qu'eux traiteraient d'objets de commerce et que les choses secrètes seraient écrites avec du lait. Cette écriture ne s'aperçoit que chauffée avec une pelle rouge.

Ses intermédiaires à cet effet ont été un autre Français, établi déjà à Philadelphie et habituellement de la ville. C'est le 29 novembre 1775 que le congrès avait formé en comité l'*association of secret correspondance*.

un plénipotentiaire? Bonvouloir avait répondu en avertissant qu'il ne parlait que d'après ses impressions propres, « comme particulier » 1776 « bienveillant » et sans rien garantir, mais en se offrant pas moins pour intermédiaire. Aussi l'avait-on consulté « en toute confiance ». On en était venu à coucher les demandes sur le papier, comme dans la diplomatie véritable. Les réponses de l'émissaire n'avaient, à vrai dire, engagé personne; toutefois, elles auraient difficilement encouragé davantage. « Je ne leur ai rien dit, écrivait-il avec raison, qui pût leur faire croire à une correspondance de ma part avec aucun ministre, mais j'ai de fortes preuves qu'ils s'imaginent que je ne suis point venu directement d'Anvers, dans l'hiver, sans des motifs très forts. » En effet, Bonvouloir avait dû porter ses interlocuteurs à faire les suppositions les plus conformes à ce qu'ils désiraient, en leur présentant les choses de la manière suivante :

Je ne leur ai fait aucune offre, absolument aucune, leur promettant *seulement* de leur rendre tous les services qui *dépendraient de moi sans me compromettre*, et sans me rendre *garant des événements en aucune façon*, et le tout par le moyen de mes connaissances et sans leur faire aucune confidence. Ils m'ont demandé si la France les aiderait et à quel prix. Je leur ai répondu que je croyais que la France leur *veulait du bien*; si elle les aiderait : que cela *pourrait bien être*, sur quel pied, que je n'en savais rien, mais que si cela arrivait, ce serait toujours à des conditions justes et équitables; que, du reste, *s'ils le jugeaient à propos*, ils fissent leurs propositions, que j'avais de bonnes connaissances, que je me chargerais de *présenter leurs demandes sans rien plus*. Ils m'ont demandé si je croyais qu'il fût prudent à eux d'envoyer un député plénipotentiaire en France. Je leur ai dit que je m'imaginais que cela serait précipité, même hasardeux; que tout se savait de Londres en France et de France à Londres, et que le pas serait glissant à la barbe des Anglais; que s'ils me chargeaient de quelque chose, *peut-être* aurais-je des réponses qui pourraient décider de la conduite qu'il faudrait leur, que, du reste, je ne les conseillais en aucune espèce de façon, que j'étais un particulier, voyageur curieux, mais que je serais charmé si, par le moyen de mes connaissances, je pouvais leur rendre quelques services, que je ne les exposerais pas, ni moi,

1776. ni personne, que des affaires de cette conséquence étaient trop délicates pour y être étourdi, surtout n'ayant aucun droit, ni aucun pouvoir; que je n'étais garant que d'une chose, c'était de ne pas trahir leur confiance

La *Comité de correspondance secrète* avait de pleins pouvoirs. La sanction du congrès ne lui était pas nécessaire. Aussi Bonvouloir précisait-il aussitôt ses questions. Il agit également comme si lui-même était revêtu d'autorité. Il faisait connaître ainsi qu'il suit, les demandes qu'on lui avait remises et la réponse qu'elles lui avaient suggérée :

Voici le billet que je viens de vous annoncer dont je garde l'original en anglais, écrit de la main de ces messieurs :

« M. de B. est prie de la part de Messieurs du Conseil privé de considérer  
« et répondre aux propositions suivantes. Le tout sans tirer à conséquence et  
« comme de particulier à particulier.

« Savoir

« 1<sup>o</sup> Peut-il nous informer des dispositions de la cour de France à l'égard  
« des colonies du nord de l'Amérique, si elles sont favorables, et de quelle  
« manière on peut avoir une authentique assurance?

« 2<sup>o</sup> Pouvons-nous avoir en France deux habiles ingénieurs sûrs et bien  
« recommandés, et quelle démarche devons-nous faire pour les obtenir?

« 3<sup>o</sup> Pouvons-nous avoir directement en France des armes et autres provi-  
« sions de guerre, en échange des productions du pays, et nous accordera-t-on  
« une libre entrée et sortie dans les ports français?

« M. de B. peut être assuré que, si par le moyen de ses soins nous pou-  
« vons être écoutés favorablement, nous aurons en lui toute la confiance que  
« l'on puisse donner à un homme de distinction, dont la bienveillance pour  
« nous n'a pas encore reçu une marque sûre de notre reconnaissance. »

Voici ma réponse: si cela réussit, ils ont dit à quelqu'un (de qui je sais tout ce qui se passe) qu'ils me regarderaient comme un de leurs membres et ne feraient rien sans mon conseil. Ils me regardent comme leur libérateur.

*Réponse de M. de B. au billet de Messieurs du Conseil privé.*

« Je répondrai, Messieurs, à ce que vous me faites l'honneur de me deman-  
« der le plus positivement possible, et vous instruirai selon que peut être

« instruit lui-même un homme particulier qui n'a point de part aux affaires du  
 « ministère, mais je vous répondrai suivant mes conjectures, la voix publique  
 « et quelques avis de mes connaissances ,

« 1<sup>o</sup> Vous demandez quelle est l'intention de la France à l'égard des colonies  
 « du nord de l'Amérique. Je ne crois pas trop avancer en vous disant qu'elle  
 « vous veut du bien, et qu'elle n'a point eu, je crois, d'autres sentimens pour  
 « vous que de la bienveillance. Du reste, pour s'assurer authentiquement des  
 « volentes de quelqu'un, il faut s'y adresser directement. Le pas est scabreux  
 « et demande bien des ménagemens, je ne vous donne d'avis ni pour ni contre  
 « Je ne le prendrai pas sur moi. L'affaire est trop délicate

« 2<sup>o</sup> La France est bien en état de vous fournir deux bons ingénieurs,  
 « même plus. La seule démarche, c'est de les demander. Je l'ai fait pour vous,  
 « Messieurs, sans me rendre garant de la réussite, quoique je l'espère, ayant  
 « de bons correspondants.

« 3<sup>o</sup> Si vous pouvez vous procurer des armes et autres munitions directe-  
 « ment en France, en échange de vos denrées? Comme ceci est affaire de  
 « marchand à marchand, je ne vois pas de grands inconvéniens de la part de  
 « la France. Je vous adresserai même à d'assez bons correspondants, sans me  
 « rendre responsable de rien. Vous pouvez l'entreprendre à vos risques et périls  
 « car peut-être l'Angleterre ne vous laissera pas tranquilles et vous ne devez  
 « pas espérer d'être défendus. Du reste, je ne vous conseille pas d'envoyer  
 « tout au même port. Cela pourrait faire du bruit. J'ignore si l'on vous don-  
 « nera une libre entrée et sortie dans les ports français. Ce serait se déclarer  
 « ouvertement pour vous, et la guerre pourrait s'ensuivre. Peut-être formera-  
 « t-on les yeux, c'est là ce qu'il vous faut. J'ai l'honneur de vous répéter,  
 « Messieurs, que je ne réponds de rien. Je sais bien peu de chose, j'ai de  
 « bonnes connaissances, c'est tout. Si je suis assez heureux pour réussir, j'  
 « serai trop payé de l'honneur de votre confiance et le plaisir de vous servir  
 « Je suis votre, etc. »

On n'aurait pas mieux fait entrevoir, en vertu d'un mandat avoué,  
 que le *Comité de correspondance secrète* trouverait moins que de l'in-  
 différence à Versailles s'il voulait y envoyer quelqu'un. Bonvouloir  
 avait parfaitement lu entre les lignes de ses instructions, ou bien elles

1776 avaient été plus explicites que la correspondance échangée à leur sujet ne le laissait supposer. Aurait-il permis à ce point d'espérer le concours, s'il n'eût pas eu quelque assurance qu'à Versailles on souhaitait de le prêter? Les Américains en jugèrent ainsi et pensèrent peut-être qu'on les attendait, car ils cherchèrent sans tarder un délégué sûr. Tandis qu'on lisait à Versailles le paquet de Bonvouloir, le 3 mars 1776, le comité donnait à un *insurgent* du Connecticut, Silas Deane, des instructions de départ; peu de temps après, celui-ci faisait voile pour le continent. Mais une semaine même avant cette date, le gouvernement du roi ne comptait plus, pour ainsi dire, recevoir aucun renseignement de son émissaire. Il en était réduit aux informations du gouvernement anglais. On savait par elles que les agents de la Grande-Bretagne s'efforçaient d'écartier de l'esprit des Américains toute espérance de se voir appuyer par nous, ce qui ne rendait pas leurs résolutions faciles. Le 8 mars, Garnier écrivait de Londres

Je crois en tout que les Américains ne seront ni découragés, ni subjugués, malgré le soin qu'a pris le Ministère de les frapper de terreur sur nos prétendues intentions hostiles contre eux, idée dont il est à ma connoissance que sont atteints quelques membres du Congrès. Peut-être M<sup>r</sup> de Bonvouloir dont nous sommes encore à recevoir les premières nouvelles, nous éclaircira-t-il cela quelque jour

Angleterre, 515 n<sup>o</sup> 14

M. de Vergennes, en faisant répondre par Gérard, huit jours après, rend assez sensible le prix qu'avaient eu ces nouvelles :

Les détails que vous m'avez, Monsieur, sur l'état et sur les dispositions des colonies sont très intéressants et ils correspondent assez bien avec les notions qui nous sont venues par d'autres voies. Il est assez naturel de supposer que le Ministère cherchera à donner aux Américains de fausses idées sur nos dispositions à leur égard, mais ils doivent s'apercevoir aisément que

<sup>1</sup> On trouvera à l'annexe du présent chapitre toute la partie du rapport de Bonvouloir qui n'est pas reproduite ici.



ce n'est qu'un leurre employé uniquement pour les intimider en leur ôtant tout espoir d'assistance étrangère, mais, M. de Bonvouloir arrivé sur les lieux à la fin de décembre n'aura pas tardé à les ramener au véritable état des choses, et à les prémunir pour l'avenir contre les fausses insinuations de leurs ennemis.

A Versailles le 17 mars 1776.

Angleterre, t. 515, n° 29.

Les ministres, les « secrétaires d'État », comme ils s'appelaient alors proprement, maîtres chacun des affaires courantes de son ressort, préparaient et traitaient séparément avec le roi celles mêmes qui regardaient la politique générale. Si la nature de ces dernières exigeait ou le concert ou un examen commun, le secrétaire intéressé demandait au monarque un « comité », auquel on appelait ceux de ses collègues que la question pouvait toucher ou que leur situation commandait de convoquer. Les données du problème que les colonies anglaises posaient à la politique étant maintenant arrêtées entre le roi et ses conseillers intimes, il importait que les principaux collègues de ceux-ci en entendissent l'exposé, réfléchissent aux éventualités, aux conséquences qui pouvaient se produire, aux moyens qu'il convenait de prendre. C'est ce que M. de Vergennes expliqua au monarque dans le rapport suivant, dont la date nous manque, mais que la pièce qui l'accompagne et les faits fixent à la première semaine de mars.

Sire,

La crise des affaires de l'Amérique septentrionale pouvant s'étendre sur la France et l'Espagne comme V. M. l'a si supérieurement observé, la prévoyance la plus éclairée doit se trouver embarrassée à déterminer ce qu'il y auroit de plus avantageux à faire pour les intérêts des deux puissances dans une conjoncture aussi épineuse. Cependant comme il est indispensable de prendre une résolution quelqueconque j'ai rassemblé les considérations les plus importantes qui m'ont paru devoir servir de base à une délibération. J'ai l'honneur de les transmettre à V. M. je la prie d'en prendre la lecture, et si elle les juge dignes de quelque attention je la supplie de permettre que j'en remette des copies à ceux de ses ministres qu'Elle trouvera bon d'appeler à la discussion.

176. d'une aussi grande question, je les inviterai à vouloir bien fournir chacun le plus tôt possible un avis par écrit. Cette réunion de sentiments et de lumières est peut-être le moyen le plus effectif de faire éclore une lumière salutaire.

Le ministre ne désignait pas les secrétaires d'État à interroger, sauf un seul, qu'il tenait peut-être à faire valoir parce qu'il était nouveau dans le cabinet, ou de l'avis duquel il pensait avoir besoin : il s'agit du comte de Saint-Germain, secrétaire d'État de la guerre. Le dernier paragraphe du rapport disait à son sujet :

Si V. M. daigne agréer la proposition que j'ai l'honneur de lui faire, je la supplera encore très humblement de permettre que le C<sup>e</sup> de St Germain soit un des ministres consultés, les grandes affaires qu'il a vues et maniées dans le cours de sa vie; l'esprit de réflexion et d'expédient dont il est doué ne peuvent manquer de rendre son avis très intéressant.

*Archives nationales - abrégé.*

Autant les aspirations du sentiment national et même un peu la passion que ce sentiment engendre, étaient visibles dans les *Réflexions*, autant les *Considérations* s'inspiraient des circonstances générales et des ménagements qu'imposait le désir de rendre possible l'accord avec l'Espagne. Le ministre parlait de ce principe que soit l'assujettissement soit l'indépendance des Colonies menaçait également la France et l'Espagne, parce que l'une ou l'autre issue les exposait pareillement toutes les deux à voir l'Angleterre leur faire la guerre. Toutes les deux ayant une égale préférence pour la tranquillité et la paix, il leur importait au même degré d'échapper, en se concertant, au danger suspendu sur elles, ou de l'affronter ensemble de la manière la moins dommageable. En vue de l'un comme de l'autre but deux voies s'offraient à elles : celle de l'action décidée, vigoureuse, et le ministre en traçait fortement les lignes; celle de l'action prudente, contenue, qui tient surtout compte des craintes et se préoccupe des précautions : il mettait celle-ci soigneusement en relief. En définitive, il

conseillait une prévoyance circonspecte et à la fois active, non avec l'illusion d'échapper par là aux soupçons de l'Angleterre, même d'empêcher qu'elle nous attaquât si elle en avait besoin et que l'Europe s'y opposerait, mais dans la pensée de gagner peut-être une année encore, pendant laquelle on pourrait soutenir le courage des Américains en abusant le cabinet de Londres sur les intentions communes. La Grande-Bretagne se trouverait alors affaiblie par les efforts qu'on l'aurait obligée à faire, et l'on se serait mis en situation de soutenir la guerre, dont toutes les hypothèses présentaient l'événement comme prochain.

## CONSIDÉRATIONS

La position de l'Angleterre vis-à-vis de ses colonies de l'Amérique septentrionale et les suites possibles et probables de l'issue quelconque de cette querelle méritent sans doute, à toutes sortes de titres, l'attention la plus sérieuse de la part de la France et de l'Espagne.

Les calculs politiques qu'on peut former sur cette grande crise sont en effet tels qu'il est peut-être problématique si elles doivent désirer l'assujettissement ou l'indépendance des colonies anglaises, et qu'elles se trouvent menacées dans l'une ou dans l'autre hypothèse de dangers qu'il n'est peut-être pas dans l'ordre de la prévoyance humaine de prévenir ni de détourner.

On ne se livrera point à la discussion qu'exigerait le développement de ces réflexions; on se bornera à les rendre sensibles, en observant que si l'on peut d'un côté regarder la continuation de la guerre civile comme infiniment avantageuse aux deux couronnes, puisqu'elle épuiserait les vainqueurs et les vaincus, on peut craindre d'un autre côté : 1° que le ministère anglais sentant l'insuffisance de ses moyens ne donne les mains à une conciliation, 2° que le roi d'Angleterre en conquérant l'Amérique anglaise ne s'en fasse un usurpement

Lors du classement de cette pièce aux Affaires étrangères, l'archiviste a ajouté ces au-dessous de l'initiale : *Sur l'affaire des colonies anglaises de l'Amérique*. La pièce est une expédition. La manuscrit manque. On croirait même ne pas posséder le texte des *Considérations*.

À l'époque où les archives des Affaires étrangères n'étaient pas ouvertes au public, Henri Martin assurait qu'il n'eût rien pu. Depuis M. de Witt en a publié dans l'appendice de *Jefferson*. Nous ne transcrivons pas moins ce texte : il est un document essentiel.

1740 pour subjuguier également l'Angleterre européenne; 3<sup>e</sup> que le ministère anglais, battu sur le continent de l'Amérique, ne cherche un dédommagement aux dépens de la France et de l'Espagne, ce qui effacerait à la fois sa honte et lui donnerait un moyen de conciliation avec les insurgés, auxquels il offrirait le commerce et l'approvisionnement des îles, 4<sup>e</sup> que les colonies devenues indépendantes, et ne conservant aucun lien avec l'Angleterre, ne deviennent conquérantes par nécessité, et que, surchargées de denrées, elles n'en cherchent un débouché forcé dans les îles à sucre et dans l'Amérique espagnole, ce qui détruirait les liens qui attachent nos colonies à leur métropole.

Ces différentes suppositions peuvent presque également conduire à une guerre plus ou moins éloignée avec la France et avec l'Espagne. La première, parce que avec les forces que la cour de Londres a préparées, elle peut être tentée de les employer à la conquête trop facile que les Indes occidentales lui offrent. La deuxième, parce que l'asservissement de la métropole ne pourrait s'opérer qu'en flattant la haine et la jalousie nationale par une guerre dont la durée la formerait au joug, et dont les succès l'assureraient; la troisième, enfin, par le désespoir et par la nécessité de sauver les têtes du ministère et peut-être la personne même du roi de la rage du peuple anglais, en lui procurant une conquête aussi utile que brillante qui sauverait la honte d'un accommodement plâtré par l'indignité de la défaite ou le gage de la réconciliation.

Tel est en effet l'état des colonies des deux nations qu'à l'exception de la Havane, peut-être aucune n'est en état de résister à la moindre partie des forces que l'Angleterre envoie en Amérique, et la possibilité physique de la conquête ne paraît que trop évidente.

Quant à la probabilité morale d'un envahissement que rien ne provoquerait et qui serait contraire à la politique et aux traités, ce serait s'abuser étrangement que de croire les Anglais susceptibles d'être retenus par de pareils motifs, la reconnaissance ou un juste retour de procédés n'aurait pas plus de pouvoir sur eux que les lois sacrées de la morale. Ils ne semblent applaudir à la nôtre qu'avec une sorte de dérision. L'expérience n'a que trop prouvé qu'ils trouvent juste et honorable tout ce qu'ils regardent comme avantageux à leur nation et destructif pour ses rivaux. On connaît les maximes de la plupart de

leurs hommes d'État qui ne calculent pas le mal actuel que la France leur fait, mais celui qu'elle pourra leur faire un jour. Ils sentent que si l'Angleterre s'épuise par la guerre actuelle, et que la France et l'Espagne prennent les mesures que leur puissance et leur sagesse leur prescrivent, ils se trouveront au sortir du combat hors d'état de lutter contre ces deux puissances. Déjà cette réflexion a été faite, déjà le parti de l'opposition a paru se réunir dans ces maximes générales à celui du ministère actuel, déjà on a lieu de craindre que celle-ci sentant sa faiblesse ne saisisse le seul moyen de se tirer du labyrinthe où elle s'est engagée, en cedant les rênes à l'opposition, et les lords Chatham, Shelburne, Weymouth, Sandwich et Richmond espèrent également de maintenir leur popularité et de dominer en s'accommodant avec l'Amérique, et en employant la masse énorme de forces marines en activité pour rectifier les conditions du dernier traité de paix contre lequel ils n'ont cessé de s'élever avec acharnement. Les Anglais de tous les partis paraissent unanimement persuadés qu'une guerre populaire contre la France ou l'avantissement du Mexique terminerait, ou du moins assoupirait leurs discussions domestiques et étoufferait leur dette nationale.

Au milieu de tant d'écueils, l'amour de préférence que le roi de France et le roi d'Espagne ont pour la continuation de la tranquillité semble prescrire la marche la plus incertaine. Si les dispositions de ces deux princes étaient guerrières, s'ils étaient disposés à se livrer à l'impulsion de leurs intérêts et peut-être de la justice de leur cause qui est celle de l'humanité si souvent offensée par l'Angleterre, si leurs moyens militaires et pécuniaires étaient au point de développement et d'énergie convenable, et proportionnés à leur puissance effective, il faudrait sans doute leur dire que la Providence a marqué ce moment pour l'humiliation de l'Angleterre, qu'elle l'a frappée de l'aveuglement qui est le précurseur le plus certain de la destruction, et qu'il est temps de venger sur cette nation les menaces qu'elle a faites depuis le commencement du siècle à ceux qui ont eu le malheur d'être ses voisins et ses rivaux, il faudrait alors ne négliger aucun des moyens possibles pour reculer la campagne prochaine aussi vive qu'il se pourrait et pour procurer des avantages aux Américains. Le degré d'acharnement et d'épuisement des deux partis qui en résulterait déterminerait alors l'instant de frapper des coups décisifs qui feraient rentrer l'Angleterre dans l'ordre des puissances secondaires, lui raviraient

1776. l'empire qu'elle prétend étirer dans les quatre parties du monde avec autant d'orgueil que d'injustice, et délivrerait l'univers d'un tyran avide qui veut à la fois englober tout le pouvoir et toutes les richesses.

Mais ce n'est pas là le point de vue où les deux monarches veulent se placer, et leur rôle paraît, dans la conjoncture actuelle, devoir se borner à une prévoyance circonspecte mais active.

Si cette maxime est adoptée, il restera à déterminer quelle est la conduite la plus convenable pour remplir ce but.

On doit, ce semble, avant de prononcer, établir quelques résultats de l'exposé succinct qui vient d'être fait : 1° on doit éviter de se compromettre et ne point provoquer les maux qu'on veut prévenir. 2° Il ne faut pas se flatter néanmoins que l'inaction la plus absolue et la plus rigoureuse nous garantisse de tout soupçon. Nous savons que notre conduite actuelle n'en est pas exempte. Les Anglais, habitués à se conduire par l'impulsion de leur intérêt et à juger des autres par eux-mêmes, croiront toujours que nous ne laissons pas échapper une si belle occasion de leur nuire, quand même ils ne le croiraient pas, ils le feindraient s'ils avaient besoin de nous attaquer, et l'Europe serait persuadée de la vérité de leur imputation malgré nos dénégations. 3° La continuation de la guerre, au moins pendant un an, paraît désirable pour les deux Couronnes, soit parce qu'il faut que les forces qui vont passer en Amérique trouvent de l'emploi contre les Colonies, soit parce que le ministère changerait nécessairement, si l'accommodement devait se faire actuellement, soit parce que l'armée anglaise, affaiblie par ses victoires ou par ses défaites sera hors d'état de faire une entreprise vigoureuse, soit enfin parce qu'une année de guerre pour des mesures de vigueur et de prévoyance peut à beaucoup d'égards changer la face des affaires. 4° Le moyen le plus assuré de remplir ce but serait, d'un côté, d'entretenir le ministère anglais dans la persuasion que les intentions de la France et de l'Espagne sont pacifiques, afin qu'il ne craigne pas de s'embarquer dans les opérations d'une campagne vive et dispendieuse, tandis que, de l'autre côté, on soutiendrait le courage des Américains par quelques faveurs secrètes et par des espérances vagues qui préviendraient les démarches qu'on cherche à les induire de faire pour un accommodement, et qui contribueraient à faire éclore les idées d'indépendance qui ne germent encore que sourdement parmi eux. Les maux que les Anglais leur feront

éprouver aggraveront les esprits; on s'acharnera davantage à la guerre, et dans le cas où la métropole serait victorieuse, elle aurait pendant longtemps besoin de toutes ses forces pour dompter l'esprit d'indépendance des Américains, et elle n'oserait s'exposer aux efforts combinés avec un ennemi étranger qu'ils feraient pour recouvrer leur liberté.

Si toutes ces considérations étaient jugées aussi vraies et aussi solides qu'elles sont probables, les inductions naturelles sembleraient être

1° Qu'on devrait continuer à entretenir avec dextérité la sécurité du ministère anglais sur les intentions de la France et de l'Espagne,

2° Qu'il conviendrait de donner aux insurgés des secours secrets en munitions et en argent, et l'incertitude présumée justifierait ce petit sacrifice, et nulle raison de dignité ni d'équité ne s'y opposerait;

3° Qu'il ne serait pas de la dignité du roi ni de son intérêt de pactiser avec les insurgés. Quelques réflexions prises dans une foule d'autres semblent le démontrer. Ce pacte, en effet, ne vaudrait qu'autant qu'ils se rendraient indépendants et qu'ils ne trouveraient pas leur intérêt à le rompre, que le régime ne changerait pas dans une administration mobile, et qui sera nécessairement orageuse, enfin que l'acte de navigation ne devint pas la base de la réunion de la métropole et des Colonies. Un arrangement semblable ne peut être solidement fondé que sur l'intérêt respectif, et il semble qu'il ne serait temps d'examiner cette question que lorsque la liberté de l'Amérique anglaise aurait pris consistance positive,

4° Que si la France et l'Espagne donnent des secours, elles ne doivent en chercher le prix que dans le but politique momentané qu'elles se proposent, sauf à se déterminer dans la suite d'après les événements et selon les conjonctures;

5° Peut-être faudrait-il considérer, en bonne politique, qu'une apathie trop marquée dans la crise actuelle sera interprétée comme l'effet de la crainte, et de cet amour immodéré de la paix qui, depuis peu d'années, a produit tant de maux et d'injustices, et que l'Angleterre, jugeant que la nullité de nos moyens et la pusillanimité qu'elle nous supposera lui seront garants l'un de l'autre, ne devenue plus exigeante encore qu'elle ne l'est déjà, et qu'elle n'ose tout, soit directement et à face découverte, soit par l'insolence et l'injustice de ses visites et de ses croisières, et par des insultes de détail qu'elle

1776 ne vaudra ni ne pourra reparer et que nous ne pourrions ni ne voudrions devoir. Les Anglais ne respectent que ceux qui peuvent se faire craindre;

6<sup>e</sup> Le résultat que l'ensemble et l'enchaînement des faits et des réflexions semble présenter avec le plus d'évidence c'est la nécessité de se mettre dans une position qui puisse ou contenir les Anglais, ou rendre leurs attaques incertaines, ou assurer les moyens de les punir. Des moyens de prévoyance sagement combinés, qui élèveraient les forces effectives et actives des deux monarchies au niveau de leur puissance réelle, seraient dans tous les temps utiles et convenables, mais dans un moment où la chose publique périclité en tant de manières, cette prévoyante activité devient peut-être indispensable. Elle semble offrir le seul moyen qui puisse à la fois prévenir efficacement les maux possibles et reparer ceux qu'on n'aura pu prévenir; d'autant que de toutes les conjectures vraisemblables que la circonstance peut autoriser, la moins apparente est celle que la paix puisse être conservée, quelle que soit l'issue de la guerre actuelle entre l'Angleterre et ses colonies.

Tels sont les principaux points de vue dont ce problème si important à paraître susceptible et qu'on s'est simplement proposé d'indiquer à la sagesse et à la pénétration du Roi et de son conseil.

*Etats-Unis, Mémoires et Documents de 1765 à 1778, n° 81*

Les *Considérations* ramenaient donc à la mesure des esprits modérés et à la proportion dans laquelle on pouvait avoir le concours de l'Espagne, en un mot, aux conditions de l'heure présente, la politique que le ministre avait tracée dans les *Reflexions*. Rien n'y dépasse les accords qui résultaient sans conteste de la correspondance avec Madrid. Les nécessités de l'heure suivante, toutefois, y étaient moins que cachées. Les hypothèses graves ne s'y laissent pas uniquement pressentir, elles s'y dévoilent. Ce n'est pas le seul présage de la guerre qui en ressort avec évidence, mais le danger qu'il y aurait à paraître redouter ce présage, à rechercher trop la paix et l'effacement. Ce programme de conduite fait plus que montrer l'imminence d'une attaque

L'expédition de cette pièce au carton B, 164 n° 3 des Archives nationales n° 6 des pièces sans date, c'est probablement celle qui aura été remise au roi.



soudaine; il vise à rendre manifeste qu'il serait puéril de croire en 1776  
détourner l'Angleterre en s'appliquant à ne la point provoquer, et  
que les deux Couronnes ont le devoir de s'en préserver en frappant  
celles-ci les premières si l'occasion en est donnée. On sent sous les  
lignes le rayonnement de la pensée, émise par hypothèse, que la  
Providence a marqué l'heure actuelle pour l'humiliation de « l'ennem.  
naturel » de la France et qu'il est temps, en le rejetant parmi les  
puissances secondaires, de venger sur lui les procédés dont il a  
accablé ses voisins ou ses rivaux.

L'histoire doit constater qu'aucune de ces perspectives ne retint  
le roi Louis XVI. Il détermina à quels ministres le mémoire serait  
adressé et M. de Vergennes écrivit immédiatement à ceux-ci la lettre  
d'envoi suivante. La minute, de sa main, porte au haut de la marge  
les noms des destinataires. Les expéditions en furent faites aussitôt par  
la plume habituellement employée à ses communications intimes :

2 mars 1776

AU COMTE DE MAUREPAS  
AU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL  
A M. DE BARTINES  
AU COMTE DE S'GERMAIN

J'ai l'honneur de vous envoyer, M., un mémoire  
de considérations relatives à l'intérêt que la France  
et l'Espagne peuvent avoir aux circonstances qui  
agitent les Colonies anglaises dans l'Amérique sep-  
tentrionale et aux suites qu'elles peuvent avoir. Le  
Roi, qui m'a ordonné de vous communiquer cet  
écrit, desire que vous lui en donniez le plus tôt  
possible votre avis, par écrit. Vous sentirez, M., l'im-  
portance de la célérité comme celle du secret. Je ne  
doit pas omettre de vous dire que l'Espagne qui  
n'est pas sans inquiétude sur ce qui se passe en  
Amérique attend la résolution de Sa Majesté. J'ai  
l'honneur d'être avec un très parfait attachement  
M. V

Vous transcrivons ici la lettre d'envoi adressée à Turgot. Elle se trouve dans la *Correspon-*  
*dance d'Angleterre* à la date du 12 mars 1776.

1776

Quand il adressait ce pli à ceux de ses collègues admis à y répondre, M. de Vergennes connaissait certainement les objections qui attendaient ses idées et l'opinion qui serait dominante. Ses combinaisons se prêtaient avec élasticité à l'hypothèse d'une parfaite prudence comme aux mesures d'énergie ou d'audace : on s'y rallierait inévitablement. Le plan que le cabinet suivrait se trouverait être, en définitive, celui qu'il avait proposé. C'est à quoi, en effet, les avis aboutirent. Le comte de Saint-Germain donna son opinion tout de suite, le 15 mars. Il débutait par cette devise : *Si vis pacem para bellum*. « Éviter la guerre avec grand soin, mais ne pas mériter le mépris de l'Europe en s'engourdissant; prévoir que, pour réparer leurs pertes, les Anglais peuvent se jeter sur les colonies françaises, mettre dès lors celles-ci en sûreté sans perdre un moment; afin d'écarter encore plus les dangers, aider sous main, sans se compromettre, les *usargents* américains, et, comme l'Angleterre aura des forces prépondérantes en Amérique, lui donner, de concert avec l'Espagne, quelque ombrage pour son continent en Europe, » voilà à quoi concluait le secrétaire d'État de la guerre, dans une note fort brève, echo assez sensible des conversations de M. de Vergennes<sup>1</sup>.

Le contrôleur général, lui, prit près d'un mois pour répondre. Il répondit le 6 avril, en secrétaire d'État des finances inquiet de son budget et doublé d'un philosophe politique pour qui les préoccupations du moment comptaient peu, si ses réformes n'en étaient pas l'objet et les vues d'économie sociale l'idée mère. Il « hasardait ses réflexions, disait-il, en les subordonnant aux lumières de M. le comte de Vergennes<sup>2</sup>, » et ces réflexions n'allaient qu'à détourner de suivre

À la suite de la réponse de cette lettre :  
« J'ai l'honneur Monsieur de vous envoyer »  
« mémoire que vous m'avez demandé. J'aimo- »  
« irais en dire sur le militaire que sur la poli- »  
« tique sur laquelle je ne puis que léguer. Enfin »  
« cela me fournit l'occasion de vous remercier »

« de vos assurances de mon inviolable attachement »  
« avec lequel j'ai l'honneur d'être Monsieur »  
« votre très-humble et très-obéissant serviteur »  
« SAINT-GERMAIN. » *Angleterre*, t. 515 n° 24.

<sup>1</sup> Turgot avait donné pour titre à sa réponse *Mémoire sur la manière dont la France*

les plans esquissés par le ministre, ou à ne les laisser suivre que de très loin. La dépense en serait à ses yeux trop grande et « rendrait impossibles, pour bien longtemps et peut-être pour toujours, des changements nécessaires à la prospérité de l'État et au soulagement des peuples ». C'était presque un livre, toute une théorie du régime colonial, suivant laquelle il n'y aurait eu qu'à attendre des faits l'inévitable résultat que l'on recherchait. Turgot disait tout cela avec une prétention à professer, sinon à donner des leçons, qui ne devait point rendre son avis agréable, et avec une croyance à sa propre supériorité, même dans les plus petits détails de la politique, trop insuffisamment compensée par l'exactitude ou l'à-propos pour qu'elle s'imposât. Des colonies exclusivement rivées à la métropole, il ne pouvait plus y en avoir; sages et heureuses seraient les nations qui y renonceraient pour en faire des provinces alliées, non plus sujettes: l'Espagne devait s'attendre à se voir abandonner par les siennes, il fallait la préparer à la révolution du commerce que causerait le régime nouveau, et il importait peu de s'inquiéter si les Anglais se jetteraient sur les nôtres, puisque l'on n'aurait plus d'intérêt à en posséder du tout; que nous faisait, des lors, que l'Angleterre soumit ou non ses colonies insurgentes? soumises, elles l'occuperaient assez par leur désir de devenir libres, pour que nous n'ayons plus à la craindre; affranchies, tout le système commercial se trouverait changé, et l'Angleterre n'aurait plus d'autre intérêt que celui de s'assurer les bénéfices du système nouveau par des efforts qui ne comporteraient pas la guerre. » C'est à propos de ce que disait le « mémoire de considérations » pour détourner les deux Couronnes d'attaquer l'Angleterre, que le contrôleur général appuyait sur l'état misérable de nos finances, dont la réforme était seule capable de l'emouvoir. Il

et l'Espagne devraient envisager les maux de la querelle entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Ce Mémoire a été imprimé souvent. Il se trouve

notamment dans l'édition des œuvres de Turgot publiée par la maison Goulloum et C<sup>ie</sup> t. II p. 55, 585

1776. dressait là un épouvantail qu'il fallut beaucoup de patience, après, pour faire regarder de sang-froid

Le roi connaît la situation de ses finances. Il sait que, malgré les économies et les améliorations déjà faites depuis le commencement de son règne, il y a entre la recette et la dépense une différence de 20 millions, dont la dépense excède. À la vérité, dans la dépense sont compris les remboursements engagés, mais auxquels le roi ne peut manquer sans altérer la foi publique et le crédit. Il n'y a que trois moyens de remplir ce déficit : une augmentation d'impôts, une banqueroute plus ou moins forte, plus ou moins déguisée, et une économie considérable, soit dans les dépenses, soit dans les frais de perception.

La bonté du roi, sa justice, le soin de sa gloire, lui ont fait, dès le premier moment, rejeter le moyen de la banqueroute en tout temps, et celui d'une augmentation d'impôt pendant la paix. La voie de l'économie est possible, il ne faut pour cela qu'une volonté ferme. La première économie doit être celle des dépenses, parce qu'elle seule peut fonder la confiance du public, et parce que la confiance du public est nécessaire pour trouver à gagner dans la partie des finances, en remboursant des engagements trop onéreux, ce qui ne se peut faire qu'en empruntant à des deniers plus avantageux.

En même temps que le roi a trouvé ses finances obérées et en désordre, il a trouvé son militaire et sa marine dans un état de faiblesse qu'on aurait eu peine à imaginer. Pour les rétablir et rendre à la France le degré de force et de considération qu'elle doit avoir, il faut que le roi dépense lorsque l'état de ses finances lui prescrit d'épargner.

Notre état néanmoins n'est pas tellement désespéré, que, s'il fallait absolument soutenir une guerre, on ne trouvât des ressources, si c'était avec une probabilité de succès décidée, qui pussent en abrégier la durée. Mais au moins faut-il avouer qu'on doit l'éviter comme le plus grand des malheurs, puisqu'elle rendrait impossible pour bien longtemps, et peut-être pour toujours, une réforme absolument nécessaire à la prospérité de l'État et au soulagement des peuples. En faisant un usage prématuré de nos forces, nous risquons d'éterniser notre faiblesse.

Une troisième raison doit deceler contre le projet d'attaquer l'Angleterre,

c'est la très grande probabilité que cette attaque deviendrait le signal de la réconciliation entre la métropole et les Colonies, et précipiterait le danger que nous voulons éviter 1776

Turgot voyait, en effet, dans une réconciliation soudaine, des motifs réels de craindre. Cette éventualité lui paraissait commander des précautions, mais des précautions uniquement et les plus restreintes, rien qui pût être onéreux. Il cédait visiblement à contre-cœur à la justesse des préoccupations exposées par son collègue et s'efforçait d'y opposer des obstacles. « On avait déjà, l'an dernier, renforcé nos îles, le faire de nouveau, cette année-ci, serait insuffisant et presque ruineux comme l'état d'hostilité lui-même; on porterait d'ailleurs l'Angleterre à envoyer des forces de plus, qui en exigeraient davantage de notre part, et l'on donnerait peut-être à l'Espagne l'occasion de nous engager dans la guerre inconsidérément, pour la satisfaction de ses ambitions ou de ses rancunes. Observer attentivement partout, nous mettre sans éclat en mesure d'armer une escadre à Brest, une à Toulon quand ce sera nécessaire, que l'Espagne en forme une au Ferrol; ne les armer effectivement l'une et l'autre qu'en cas de besoin positif, sans les faire sortir; si la guerre devient inévitable, tout disposer pour une expédition en Angleterre; cette nation se verra obligée par là de faire rentrer ses forces et nous en enverrons alors nous-mêmes soit aux Antilles, soit aux Indes; ces précautions-là entraîneront encore de considérables dépenses, il faut donc ne rien précipiter et attendre d'avoir la certitude que véritablement l'Angleterre songe à nous attaquer, moyennant cela, d'ailleurs, et à la condition de ne pas sortir de la neutralité, de ne rien faire directement, que l'on procure aux colons les moyens de se fournir, par la voie du commerce, des munitions et même de l'argent dont ils ont besoin. Tout cela était certainement d'un moraliste, mais pas assez d'un politique. On n'eût été prêt à rien, en situation de rien utiliser, et l'on eût pu se voir subitement pris sans défense. Beaumarchais, peu après, ne

1770 constatait pas sans fondement « l'éloignement où se tenait le contrôleur général de ce qui n'est pas l'intérieur du royaume »<sup>1</sup>.

M. de Sartines voulait ce que voulait M. de Vergennes ; ce n'est pas de lui que les objections seraient venues. D'autre part, le conseil n'eût probablement pas été interrogé si l'opposition de M. de Maurepas avait dû s'y produire. On ne peut attribuer qu'à l'un ou à l'autre de ces deux ministres, une autre réponse, condensée, très précise, que son intitulé indique, il semble, comme le résumé même de ce que l'on déciderait de faire : *Réflexions sur la nécessité de secourir les Américains et de se préparer à la guerre avec l'Angleterre*<sup>2</sup>. On ne mettrait peut-être pas à tort cette réponse au compte du chef du cabinet, tant les considérations essentielles s'y trouvent toutes exactement relevées et pesées avec compétence :

On ne peut qu'avouer la vérité du tableau qu'on a fait de notre situation actuelle vis à vis de l'Angleterre. il y a longtemps qu'elle a attiré l'attention du Conseil du Roy, et qu'on y a fait les réflexions contenues dans le mémoire sur le quel Sa Majesté ordonne de donner un avis. On ne répètera donc point ce qui est dans ce mémoire dont on sent la vérité et la justesse dans toute son étendue, on passe directement à la conclusion et l'on pense qu'en effet il faut,

1° Commencer par entretenir la sécurité du Ministère Anglois.

2° Qu'il n'y a point d'inconvenient et qu'il est même nécessaire de secourir indirectement les insurgens par des secours de munitions ou d'argent; mais sans faire avec eux aucune convention jusqu'à ce que leur indépendance soit établie et notoire. Il faut même que ces secours soient toujours voilés et cachés et ne paroissent venir que par le commerce de façon que nous puissions toujours les nier.

3° Qu'il est tems de sortir de l'apathie où nous paroissions être, mais d'en sortir avec precaution et prudence. Il est donc à propos de commencer par

Dans une de ses lettres à M. de Vergennes  
mai 1776 :

<sup>1</sup> Un classement erroné a fait donner à cette

pièce, aux Affaires étrangères, la date de janvier 1777. Le premier paragraphe indique suffisamment sa date véritable.

laisser partir les troupes et les vaisseaux que les Anglois destinent contre leurs Colonies de façon à laisser engager la campagne, et de lâcher d'être instruit de tous les événemens afin de pouvoir se conduire en conséquence. .776

4° Que d'ici là, la Marine doit aprovisionner ses arsenaux de tout ce qui pourra être nécessaire pour armer l'année prochaine le plus fortement qu'il sera possible.

5° Qu'on se prépare dès cette année cy à envoyer dans les Colonies vers le mois de septembre une escadre qui puisse en imposer aux Anglois ou du moins leur rendre difficiles les entreprises qu'ils pourroient former sur la Martinique ou St Domingue et qui ne pourroient avoir lieu qu'avec des troupes déjà fatiguées et des vaisseaux depuis longtems à la mer.

6° Enfin suivant les circonstances qui existeront alors on pourroit dans le cours de l'hiver se disposer à leur porter dans l'Inde un coup qui seroit bien dangereux pour eux, en aidant les puissances du pays qui ne portent leur joug qu'avec impatience.

Tels sont les projets qu'on peut former dès à present en évitant de se compromettre mais on ne peut se dissimuler qu'il n'y aura jamais un tems plus favorable pour reduire la puissance de l'Angleterre que celui où encore chargée des dettes de la précédente guerre, elle est obligée d'en contracter de nouvelles et tres considerables pour celle qu'elle fait à ses Colonies et où privée de leur commerce, la chute de son crédit et de ses fonds publics, paroît inévitable.

On doit aussi considerer que dans la situation actuelle de l'Europe on n'a pas lieu de craindre que les Anglois usent de la ressource qui leur a toujours si bien réussi de nous susciter une guerre de terre; notre alliance avec la Cour de Vienne ne nous permet pas de la soupçonner, elle nous garantit aussi du Roy de Prusse, la seule diversion qu'elle pourroit nous causer, ce seroit donc une guerre de la Russie à la Suède que nous pourrions secourir avec quelqu'argent et qui dans l'état où elle est pourroit resister long-tems surtout la santé du Roy de Prusse donnant lieu de croire qu'il ne pourroit pas s'en mesler.

Toutes ces considerations reunies pourroient donc porter à conclure même à l'offensive, comme le seul moyen de rétablir notre marine d'une part et de l'autre d'affoiblir celle de l'Angleterre, et comme le seul moyen d'assurer pour

176 long-tems la paix du Continent qui n'a jamais été troublée que par leurs intrigues ou leur argent, et qui le sera encore moins par le pied respectable sur lequel seront les troupes du Roy, d'après les arrangemens projetés.

Mais ce projet et même celui des simples précautions doivent être subordonnés à l'état des finances et les fonds qu'on peut destiner à la marine seront considérables quand on ne s'en tiendrait qu'aux simples précautions et doivent être assurés pour plusieurs années puisque quand on ne s'en tiendrait qu'à la simple défensive, il y a toute apparence que cette défensive attirera la guerre.

*États-Unis, t. 2 n° 14. (Copie)*

La complète adhésion au programme que les *Considérations* avaient tracé, la même animation contre la puissance anglaise qui inspirait le ministre, indiquent dans cette réponse une main qui sait ce que l'on fera, plutôt que celle de quelqu'un dont on a demandé l'avis. Le compte qui y est tenu des autres pays de l'Europe, l'exacte appréciation du rôle à attendre de nos alliances, l'indication surtout que si les Colonies établissent positivement leur indépendance on pourra se concerter avec elles, donnent à cette supposition des présomptions de plus. On voit qu'à tout prendre le programme proposé allait à tout le monde. Ne dût-il se réaliser que dans sa portée restreinte, il révélait, de la part du cabinet, des dispositions bien moins timides que ne l'aurait fait supposer l'apparence. Les sentiments et les vues avaient donc singulièrement progressé. C'est aux liens formés avec l'Espagne, que ce résultat était dû. Ces liens allaient se serrer plus étroitement encore.



## ANNEXE DU CHAPITRE VIII.

### RAPPORT DE BONVOULOIR AU COMTE DE GLINES.

Philadelphie le 18 décembre 1775

J'ai trouvé, comme je m'y étais attendu, ce pays-ci dans une agitation inconcevable. Les confédérés font des préparatifs immenses pour le printemps prochain et malgré la rigueur de la saison, ils continuent la campagne. Ils ont assiéé Montréal qui a capitulé et sont actuellement sous Québec, qui, je pense, en sera bientôt autant. Ils se sont emparés de quelques vaisseaux de Roy chargés de provisions de guerre et de bouche. Ils sont parfaitement retranchés sous Boston, ils se font même une petite marine ils ont une ardeur et une bonne volonté incroyables. Il est vrai qu'ils sont conduits par de bonnes têtes. Trois choses importantes leur manquent une bonne marine, des provisions et de l'argent, ils en sont convenus avec moi. Je vais vous rendre compte mot pour mot de trois conversations particulières que j'ai eues avec M. Franklin et trois autres bonnes têtes qui composent le conseil privé. Je suis entré comme *particulier* dans leur intimité par le canal d'un honnête Français, duquel je suis sûr, et qui a acquiescé une bonne part dans la confiance des députés. Ce français se nomme Daymon. Je vous le recommande. Il est bibliothécaire de la ville. Tout ce que vous me ferez passer parviendra à mon adresse, et mes paquets seront marqués A. B. et ils me seront rendus.

Je ne leur ai fait aucune offre . . . . . \* Ils ne sont que cinq dans le Conseil privé, dont je vous dirai les noms à la fin de ma lettre tout ce qu'ils font est bien fait et à force sans la sanction du congrès qui est très nombreux, et où il s'est glissé des faux frères. Ils en ont découvert un ces jours qui a évité sa peine par la fuite. J'ai souvent avec eux des entrevues comme particulier. Chacun se rend dans l'obscurité par des routes différentes dans un lieu marqué. Ils m'ont donné leur confiance, après avoir dit que je ne *promettais*, n'*offrais* et ne *répondais* de rien, et les avoir avertis plusieurs fois que j'agissais comme *particulier* *bénévole*.

Voici le résultat de nos entrevues, dont eux-mêmes m'ont engagé de faire part

\* La partie de cette pièce représentée par des points a été transcrite plus haut p. 161

À mes connaissances, de même que de toutes celles que nous aurons dans la suite et de l'état même de leurs affaires, sans me demander à qui, ni comment, ni où je m'informerai, me regardant comme homme privé et dans lequel ils ont de la confiance.

Leurs affaires sont en bon état, et je suis sûr, ayant des émissaires en plus d'un endroit et qui m'instruiront sans peine. Ils espèrent ouvrir la campagne avec succès; et je viens de savoir dans l'instant que les sauvages de cinq nations ont envoyé leurs chefs à l'assemblée générale, pour les amener qu'ils veulent être neutres, mais que si pourtant le cas l'exigeait, ils prendraient les armes pour les Américains, ils sont puissants à craindre, et on ne les a gagnés qu'à force de présents. Lord Dunmore, commandant à la Virginie étant parvenu à se faire un parti assez considérable, il avait publié une proclamation qui rendait les esclaves libres, il s'était déjà emparé de Norfolk et s'y était fortifié. Les Virginiens, aidés de quelques compagnies des milices de la Caroline, l'ont battu à trois fois différentes, ont repris Norfolk, ruiné les fortifications et obligé Dunmore à se retirer à bord des vaisseaux du Roi, à dix ou douze milles de la ville, où ils vont aller l'attaquer si les glaces le permettent.

Les royalistes ont pris le chemin de New-York pour le bloquer. Le général Lee s'y rend actuellement avec cinq mille hommes.

Ils sont persuadés qu'ils ne peuvent se soutenir sans une nation qui les protège par mer, que deux seules puissances sont en état de les secourir, la France et l'Espagne, mais qu'ils peuvent faire la différence de l'une à l'autre. Je leur ai fait sentir adroitement la supériorité en tout genre que le Roi, mon maître, a sur l'Espagne, et ils en sont convaincus, ils sont même, je pense, résolus, peut-être même depuis longtemps, de réclamer Sa Majesté, mais j'entrevois qu'ils veulent attendre que la campagne soit ouverte, parce que, dans ce pays, beaucoup de gens tiennent encore au Roi, qui ne leur a pas fait encore assez de mal. Ils verront peut-être avec inquiétude une nation étrangère se mêler de leurs affaires. Ils veulent gagner les esprits et leur faire sentir le besoin qu'ils ont d'être aidés, en cela, je pense qu'ils sont prudents. Ils s'attendent d'avoir leurs villages détruits et leurs maisons brûlées, ce qui achèvera de leur faire abhorrer les Iroquois. Ils ont envoyé, sans mon conseil un brigantin à Nantes nommé *John ou le Saint-Jean*, capitaine Charles Forest, adressé à M. Jean-Daniel Schwenghauser. Ce vaisseau portera ma lettre. J'embrasse moi-même un homme dont je suis sûr, sans cela je me servais d'une autre voie pour vous écrire, mais il est important qu'aucun mot ne vous échappe. Voici les demandes qu'ils me prient de présenter pour eux. Le bâtiment est chargé de farine et autres productions du pays, qu'ils ont envie d'échanger contre d'autres effets

d'une autre nature, comme le cargaison d'importation excédera peut-être celle d'exportation, ils disent qu'on remplace le chargement, qu'on leur permette d'en faire passer l'excédant à Saint-Domingue, aux lieux et personnes qu'on leur indiquera, et qu'on en receive le paiement en denrées du pays n'ayant pas de numéraire. S'il y avait moyen de leur faire passer la même espèce de marchandises en différents endroits de Saint-Domingue, mes correspondants y iraient chercher à leurs périls et risques, ils voudraient deux hommes capables de conduire des fortifications. S'il en vient du moment les chercher au Cap-Français, qui est la plus sûre route pour les faire parvenir ici, parce que si par malheur ils étaient pris ils ne risqueraient rien, les habitants de ces brûtantes contrées venant souvent ici pour réparer leur santé. Voici pour le présent leurs demandes, se chargeant des frus, et ils m'ont pris de les faire savoir à mes connaissances. Je leur offrirais bien mes petits talents pour le génie mais je ne peux être sédentaire étant obligé de courir tous les jours.

Vous recevrez le plus souvent possible de mes nouvelles et je vous manderai à la lettre tout ce qui se passera. Ils sont eux-mêmes si persuadés de la bonté de la France pour eux qu'ils m'ont prié, si j'avais quelques bonnes connaissances, de leur faire part de ce qui les regardait, ce que je leur ai promis sans rien de plus.

Si vous le jugez à propos, faites expédier bientôt notre navire. Le temps presse. Mon envoyé a ordre en cas de poursuite en allant ou revenant, de jeter les papiers à la mer. Vous pouvez en toute sûreté me faire réponse par lui à l'adresse marquée dans le courant de ma lettre. Je vous prie, pour moi, de faire écrire à M. Buffon, négociant au Havre pour réclamer deux mailles qui ont dû être envoyées à son adresse, elles sont précieuses pour moi, car ce pays-ci est cher. Je suis obligé de faire de la dépense secrète, et je n'épargne l'argent que pour moi. Si vous les pouvez recouvrer, faîtes-les je vous prie, cheminer pour Nantes à l'adresse de M. Tannier, négociant à Nantes et mon correspondant, qui les chargera à bord. Si elles ne sont pas au Havre faites écrire au chevalier de B pour en faire promptement la recherche. Je vous dirai que M. Daymon vient de recevoir une lettre de M. Pic Deperé, dont j'ai eu l'honneur de vous parler en Europe, datée du fort Dauphin, qui lui annonce quatre cargaisons de marchandises. J'ai l'honneur de vous répéter que je n'ai rien avancé, ni ne me suis ni du garant de rien, absolument rien, on a mis en moi beaucoup de confiance, et je pénètre tout ce qu'il y a de plus secret. On ne m'a même pas demandé à qui ni où je m'adresserais en aucune façon.

Tout le monde ici est soldat. Les troupes sont bien vêtues, bien payées et bien commandées. Ils ont environ cinquante mille hommes soudoyés et un nombre plus considérable de volontaires qui ne veulent point de paye. Juger comme des gens de cette troupe se battraient. Faites-moi réponse le plus tôt possible pour expédier le

hâtivement et sèches qu'il rapporte mes lettres. Je suis sûr de celui qui porte mes lettres, sans cela, je ne vous écrirais pas si ouvertement. Vous pouvez m'écrire un toute assurance par lui. Il est sur le navire comme passager. J'ai pensé moi-même aider vous informer de tout, mais je n'ai pas osé. Faites-moi réponse à tous les articles de ma lettre et une instruction pour me conduire, car les affaires sont si détournées qu'avec toute la bonne volonté possible, je n'y marchais qu'en trébuchant, quoique je suis obligé d'avancer parce que le temps presse. Je ne leur ai rien dit qui pût leur faire croire que j'ai des correspondances avec le ministre, et j'agis comme particulier, mais je crois, et j'en ai de fortes preuves, qu'ils s'imaginent que je me suis point venu directement d'Amers dans l'inter sans de fortes raisons. Ils m'en ont que plus de confiance en moi et me marquent des égards on ne peut plus flatteurs. Je vas vous faire part d'un petit billet que le conseil privé m'a envoyé ce matin par Daymans, homme sûr et qui m'est singulièrement utile. J'y ai fait la réponse que vous verrez, après leur avoir dit que rien se passait comme de particulier à particulier, et avoir reçu les plus fortes assurances qu'ils ne le faisaient que pour me communiquer leurs doutes et me prier de les décider le plus que le peut faire un homme qui ne se mêle ni ne connaît les affaires d'État.

Je me suis tout en qui se passe de plus secret et leurs délibérations me sont communiquées et, en les flattant et leur lâchant un peu la main, j'en ferai ce que je voudrai. Ils m'ont tous dit qu'ils combattaient pour être libres et qu'ils le seraient à quelque prix que ce fût qu'ils étaient liés par serment et qu'ils se feraient tuer plutôt que de céder, qu'ils avaient bien qu'aux seuls ne pouvaient se soutenir par eux et qu'il n'y avait que la France en état de protéger leur commerce, sans lequel leur pays ne serait point florissant, qu'ils ignoraient et, en cas que cela en vint aux propositions, la France se contenterait d'avoir chez eux pendant un temps limité un commerce exclusif pour l'indemniser des frais que lui occasionnerait leur cause qu'ils ne pourraient pas payer d'une neutralité, même d'un peu de secours en cas de guerre entre les deux nations et d'un attachement inviolable, choses auxquelles ils ne manqueraient jamais.

J'ai répondu que cela ne me regardait point qu'ils étaient prudents et sages qu'ils discutoient leurs intérêts, mais que quand on demande on ne fait pas toujours la loi. Ils sont plus puissants que l'on se pense cela passe même l'imagination et vous en seriez surpris. Rien ne les épouvante, réglez-vous là-dessus. Le bruit court qu'il est arrivé au camp deux officiers français chargés de faire des propositions. On me demande ce que j'en croyais. J'ai répondu que je n'en avais rien, que cela me paraissait étrange, que la France était bien puissante, et que tout d'offrir elle n'accordait même pas toujours ce qu'on lui demandait.

Vous saurez tout ce qui se passera et n'aurez point de faux avis de ma part. Combinez vos volontés sur mes lettres, je vous répète que mon homme est sûr. Il est comme passager sur le bâtiment. Je n'ai fait aucune indiscretion, et tout est couvert du voile du secret le plus impénétrable.

Personne n'entrera jamais aussi avant que moi dans leur confiance et ne les tourmentera comme moi. Je vous ferai part de toutes leurs délibérations que je sais toutes, mais actuellement on n'agit que les moyens de se procurer des munitions.

J'ai été longtemps sans vous écrire. Ce n'est pas ma faute. J'ai eu un passage affreux. J'ai été cent jours en mer. J'ai pensé périr vingt fois. J'ai été réduit par jour à deux biscuits, mais mangés des vers, un peu de bœuf salé et de l'eau infecte en petite quantité et rien de plus, et faisant plus de quarante tonnes d'eau par vingt-quatre heures. Prenez garde aux endroits soulignés de ma lettre.

Si en cas que le bâtiment revienne chargé, vous me rendrez un grand service de faire ordonner, si cela se peut sans danger, que l'on marquât dix ou douze balles de marchandises des lettres A. B. Cela me ferait grand bien et ne coûterait guère. Je suis obligé de faire de la dépense et je n'épargne l'argent que pour moi. Je vous écrirai souvent par Saint-Domingue où j'ai un homme sûr et mon intime ami. Je fais de mon mieux, et je serais bien malheureux si je ne vous satisfaisais pas. Vous connaissez mon attachement pour vous et vous ne doutez pas que je sois toute ma vie

Votre humble et respectueux serviteur

P. S. Je viens d'apprendre que les royalistes peu à peu évacuent Boston où ils n'ont plus de vivres que pour un mois, et n'en peuvent recevoir. Tout est intercepté et les habitants de même que les troupes sont réduits à la plus affreuse extrémité. Si vous pouviez me faire le plaisir de m'envoyer un étui de mathématiques avec un traité des fortifications et de l'attaque et la défense des places de M. de Vauban, cela va me devenir nécessaire et on ne peut rien trouver ici. Je travaille jour et nuit, trop heureux si je réussis. Je commence à parler joliment anglais.

Voici le billet que je viens de vous annoncer

Je viens de savoir dans le moment qu'ils ont pris deux vaisseaux de transport richement chargés, mais aussi ont-ils perdu un de leurs corsaires. Ils auront au mois d'avril plus de trente navires armés depuis quarante canons jusqu'à douze. Ils ont quitté le pavillon anglais et ils ont pris pour armes un serpent à sonnettes, et qui en a treize, de même qu'un bras armé aussi de treize flèches pour représenter les treize

\* La partie de cette page représentée par des points a été transcrite plus haut p. 268

provinces unies du continent. Les royalistes ont envoyé les prisonniers américains à Londres. Le général Washington, qui avait envoyé un trompette les redemander ayant reçu une réponse fort dure, a fait publier que s'il arrivait mal à ses gens prisonniers, il userait de représailles sur près de trois mille qu'il avait et presque tous officiers, et on est convenu ce que je viens d'apprendre, que si cela arrivait, on ne ferait aucun mal aux prisonniers anglais, mais qu'on ne garderait plus aucune mesure et dans l'instant on réclamerait l'assistance étrangère. Vous saurez plus tôt que moi ce qui sera arrivé à ces malheureux. Faites-le moi savoir, cela aura un bon effet. On va faire le siège de Boston. Vous recevrez deux lettres de moi, mais assez indifférentes par deux bâtimens qui vont en France sans mon avis. Ils m'ont dit qu'ils me regardaient comme un homme venu pour les seconder et les aider, mais que aussi, si je pouvais leur rendre quelque service, je connaîtrais à quels hommes j'avais affaire, et combien ils seraient reconnaissans, et qu'ils me regarderaient comme un de leurs membres. Je sais tout cela par un bon émissaire et duquel je ne peux me passer. On m'a demandé aujourd'hui si j'avais quelques connaissances à Miquelon. J'ai dit que non. Ils auraient grande envie qu'on y fit passer quelques provisions parce qu'ils auraient beaucoup de facilité pour les y aller chercher.

Voici le nom des sauvages qui ont envoyé leurs chefs à l'assemblée, et formé alliance avec les Américains, savoir

Les Tuscarons, les Onondagas, les Senekas, les Mohawks les Cayugas

Voici les noms du Conseil privé, qui décide de tout sans la participation du reste du Congrès, savoir

MM Franklin, Harrison, Johnson, Dickinson, Jay

En pliant ma lettre le papier s'est rompu au peu. Ainsi que cela ne vous inquiète pas. Je suis sûr de mon homme. Il est arrivé hier ici deux Français menant un grand train qui ont dit-on apporté bonne provision de poudre. Je ne vous écrirai pas par les deux vaisseaux qui vont en Europe et dont je vous parlais. J'ai cru cela inutile, n'ayant rien à vous mander de plus.

Adresse du brigantin le *Saint-Jean* capitaine Charles Forest à l'adresse de M Jean Daniel Schweighauser

Il en partira encore un autre pour le même port, sous douze jours et je vous écrirai par lui. Si cela réussit tout ira comme on voudra.

## CHAPITRE IX.

### LES DISPOSITIONS DE L'ESPAGNE ET SES VISÉES

Amour sincère de Charles III pour la paix. — Pourquoi l'Espagne était plus portée aux petites entreprises qu'aux grandes. — Humeur ombrageuse de son gouvernement. — Attachement probable de Louis XVI pour l'union avec son oncle, facilité de M. de Vergennes à son faire une loi. — Sentiments de M. de Grimaldi à l'égard du ministre français, Charles III est transporté par la correspondance de ce dernier. — Propension de l'Espagne à conquérir le Portugal, craintes de M. de Grimaldi d'en laisser perdre l'occasion. — Le ministère espagnol avoue cette ambition, il propose de faire effectuer la conquête par les forces des deux pays et de laisser la France s'indemniser au Brésil. — Réponse du cabinet de Louis XVI principes qu'il assigne à la politique commune et conduite présente qu'il lui trace. — Etat d'affaiblissement où le dernier règne avait laissé la France, morale du gouvernement du roi. — Soins de M. de Vergennes pour relever l'Espagne et ne point détourner la Grande-Bretagne de se paralyser elle-même par la guerre contre ses colonies.

L'ambition n'animait pas Charles III : il aimait la paix. Il disait un jour à notre ambassadeur, à propos des Portugais : « Je ne veux rien du leur, je veux ce qui m'appartient. Je n'offense et n'attaque personne, mais lorsque l'on me cherche on me trouve ; » c'était un langage sincère. Mais l'Espagne n'avait plus de bonheur en Europe ; elle avait cessé de se sentir forte, cessé aussi de l'être, et ses grandes possessions d'outre-mer ne l'en consolaient pas. Des avantages politiques l'auraient beaucoup flattée. Le roi et ses ministres ne les dédaignaient point pour elle ; seulement, ils ne voulaient point les acheter, encore moins les acheter cher, en sorte qu'ils avaient plus de propension aux petites choses qu'aux grandes, aux « mouches incommodes », comme M. de Vergennes appelait le Maroc et Alger, qu'à ce monstre de l'Angleterre qu'il voulait qu'on muselât<sup>1</sup> et contre lequel il excitait à se

<sup>1</sup> Dépêche à Omsen du 18 juillet. M. de Vergennes y revient plus d'une fois dans sa correspondance. Il le répète dans une lettre au ministre, du 18 novembre. — La répugnance de l'Espagne à se renforcer à Buenos Ayres et l'affectation de M. de Grimaldi à en créer une

1776. préparer Le gouvernement britannique connaissait bien ce secret de la politique espagnole; il était attentif à susciter à celle-ci des affaires sans portée. Chez les Barbaresques, aux Philippines, sur les Rio Grande ou Forte, partout où s'en présentait l'occurrence, il aidait les adversaires de l'Espagne, tandis qu'à Madrid il faisait exercer sur la cour, que l'amour-propre et l'impuissance rendaient facile à émouvoir, une influence contre laquelle le roi et son premier ministre avaient de la peine à défendre une politique un peu relevée ou qui eût au moins l'apparence de l'être. Il résultait de là des dispositions ombrageuses et une situation compliquée sur laquelle M. de Vergennes dut porter une attention continuelle, et qu'il eut à prendre en mains comme une dépendance étroite de la nôtre.

Il est probable que Louis XVI tenait personnellement beaucoup à l'union avec son oncle. S'engageant tout jeune, après des années d'attitude effacée de la part de la France, dans une politique où des circonstances fort sérieuses pouvaient survenir, il devait trouver trop de prix à se sentir appuyé sur l'expérience et l'amitié du roi d'Espagne, pour que ses conseillers pensassent à rien combiner et à rien entreprendre en dehors ou à l'encontre du Pacte de famille. Le secrétaire d'État des affaires étrangères n'aurait pas eu pour doctrine politique l'esprit et les stipulations de cet acte que, forcément, il lui eût fallu se rendre favorable le gouvernement de Charles III. Les procédés et les efforts ne coûtaient point, d'ailleurs, à M. de Vergennes, convaincu comme il l'était. Il tenait trop à occuper les deux pays de la même pensée, à les rendre bien présents l'un à l'autre. Il avait fait reprendre aux ambassadeurs, dans cette vue, l'habitude, donnée par Choiseul et abandonnée sous le dur d'Aiguillon, d'envoyer périodiquement un bulletin des événements ou des nouvelles, destiné à la

« grief contre nous au sujet d'Alger une fois  
« craindre qu'il ne soit encore question de re-  
« prendre cette expédition. Je vous prie d'y  
« veiller et si il y a moyen, de la détourner. Ce

« seroit une de grâti de en ne et sans utilité des  
« moines et ses forces. Alger est tout au plus une  
« mouche siccocomodo, l'Ang<sup>l</sup> est le monstre  
« qu'il faut museler » (Espagne, t. 578 n° 12.



*Gazette de France*<sup>1</sup>. Ses procédés étaient sensibles au monarque droit et judicieux du Pardo<sup>2</sup>, et ses efforts, qui flattaient M. de Grimaldi, auraient inspiré à ce dernier une réciprocité complète s'il se fût senti libre; mais la situation du premier ministre à l'égard du prince des Asturies l'obligeait à la réserve et grossissait dans son esprit les nuages dus à de mauvais propos qui partaient sans cesse de Londres. En outre, il ne pouvait guère s'abuser sur l'état d'affaiblissement où se trouvaient les ressorts de la monarchie. Beaucoup de ses démarches manquaient de justesse par la préoccupation de cacher une infériorité qui contrastait trop avec la grandeur d'autrefois; l'insuccès s'ensuivait

1778

<sup>1</sup> « Monsieur, écrit Ouman au ministre dans un rapport du 31 juillet 1775. J'ai reçu la réponse dont vous m'avez honorée le 17 de ce mois au sujet d'un article inséré dans la *Gazette de France* n° 49 du 10 juin dernier et réinséré dans celle n° 51 du 16 du même. J'ai communiqué votre lettre à M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi et il en a été satisfait. Vous avez daigné Monsieur, une préface à cette occasion de l'insertion et de vous adresser tous les quinze jours ou même plus souvent, du Bulletin périodique des événements et des nouvelles de ce pays que j'estime avoir dû être insérées dans la *Gazette de France*, cet objet faisant le matière d'un article des instructions communes à tous les Ambassadeurs et Ministres du roi dans les cours étrangères. Enfin vous avez eu la bonté de m'envoyer une copie de cet article par lequel. Je vous prie, Monsieur, les mesures convenables pour être en état de m'y conformer exactement à l'avenir. Mais je crois pouvoir vous informer que les instructions communes à tous les Ministres du Roi dans les Cours Étrangères, que vous m'indiqués ne m'ont jamais été communiquées, excepté néanmoins par rapport aux nouvelles à insérer dans la *Gazette de France* que M. le duc de Praslin, lorsqu'il fut fait mi-

nistre des affaires étrangères me chargea de recueillir et de lui envoyer et dans la suite M. le duc d'Albuquerque se borna à m'adresser de lui adresser toutes les nouvelles la *Gazette de Madrid*. — 4 3<sup>e</sup> Lucifone 31 juillet 1775. » *Repayne*, t. 578, n° 179. ) L'authenticité de la Gazette sur les affaires extérieures, à partir de cette date, est ainsi attestée à l'histoire.

<sup>2</sup> C'est le jugement que les Espagnols d'aujourd'hui portent sur Charles III et que les documents autorisent à porter. La dévotion aveugle de ce prince l'a peut-être empêché d'être au roi brillant, mais c'est à tort que parfois on parle de lui avec dédain. A son apogée, au faîte de la lueur de Géochon ministre dans différentes cours et qui réonda deux ans à mille d'Espagne a écrit : « Je ne lui ai jamais rien vu dire qui fût suspect, mais vous ne lui ai-je jamais entendu proférer un propos d'ignorance ou qui fût mal raisonné ou déplacé. Il quinquarant avec discernement parlait à chacun selon son âge son pays ou son état et s'abstenait de tous les lieux-communs qui sont les objets ordinaires de la conversation des princes. » Quand on a lu les dépêches d'Ouman, de Grimaldi et de Floridablanca, dans lesquelles Charles III est souvent en scène on trouve cette appréciation bien juste.

1776 et lui inspirait des défiances. Il récriminait alors, parfois avec une animation factice, et son estime pour son collègue semblait altérée<sup>1</sup>. M. de Vergennes, lui, ne se lassait point. Un désir constant de substituer la France à l'Angleterre dans les avantages commerciaux et dans l'influence morale que celle-ci s'était assurée de l'autre côté des Pyrénées, lui faisait multiplier les prévenances. Il croyait agir en cela « comme un vrai serviteur du roi son maître et des deux Couronnes », et il ne le cachait pas<sup>2</sup>. A la date où l'Espagne fit demander la médiation de la France pour ses contestations avec Lisbonne, il avait réussi dans toute la mesure souhaitable; après, ce fut mieux encore. Les témoignages lui en sont souvent transmis; dans les rapports du marquis d'Ossun, c'est une sorte de redite. En certaines occasions, Charles III les manifestait avec éclat. Ce monarque avait été transporté, notamment, par la solidité des vues du ministre de Louis XVI, au sujet de la Russie. Il signala comme un modèle à

<sup>1</sup> M. de Vergennes répond souvent aux insinuations qui provenaient de cette insincère trahison : qu'on exhortât afin de refroidir l'Espagne à notre égard. — Voir l'annexe I du présent chapitre.

<sup>2</sup> « C'est comme un vrai et fidèle serviteur du Roi mon maître et des deux Couronnes » écrit-il à Ossun le 13 novembre 1775. *Espagne*, t. I, 378 n° 112 — qu'on faisait revenir à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi par le canal de M. le C<sup>te</sup> de Magallon tous les sentiments personnels dont je suis pénétré pour lui, j'ai été devuë tout ouvrier franchement au lieu de penser sur l'intérêt réciproque des deux cours, détacher bien de petites discussions qui est impossible que ne se soient pas entre les sujets respectifs. Je suis convaincu que M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ne pense pas différemment à cet égard, mais les bonnes intentions ne prévalent pas toujours et la plus souvent il doit céder aux préventions nationales qui ne nous le dissimulent

pas, ne nous sont pas favorables. Quoique les anciens traités nous donnent des privilèges et des avantages particuliers et que le pacte de famille semble nous assembler et nous faire partager les droits des Espagnols, nous ne nous plaignons pas cependant des préférences que le Roi C<sup>te</sup> donne à ses sujets, mais nous ne pouvons voir qu'avec douleur que les tribunaux d'Esp<sup>g</sup> semblent prendre à tâche d'étouffer notre commerce sans réfléchir que ce qu'ils nous ont tourné au profit des Anglois. Rien assurément n'est moins politique que d'affaiblir son arm et fortifier son ennemi. — M. de Vergennes ne se contentait pas d'écrire souvent à M. de Grimaldi personnellement sur les affaires, il lui envoyait des intermédiaires chargés d'établir entre eux un degré de confiance plus grand. M. de Magallon fut un de ceux-là. Nous reproduisons à l'annexe II du présent chapitre la lettre de M. de Magallon dont il s'agit ici.

l'héritier présomptif la dépêche à Guines du 11 novembre <sup>1</sup>, et offrit , 770.  
incontinent d'entrer en armemens pour résister à l'intervention de  
Catherine Ossun mandait avec empressement ce détail significatif.

Le ministère d'Espagne, Monsieur, s'occupe comme vous à découvrir l'objet certain de la négociation qui se suit entre l'Angleterre et la cour de Moscou, et l'on a ici les mêmes doutes et les mêmes principes qu'à Versailles sur ce traité et sur les conséquences qu'il pourroit avoir.

Les réflexions, Monsieur, que vous avez communiquées à cette occasion à M. le comte de Guines par votre lettre du 11 novembre dernier, les instructions que vous lui avez données sur la façon dont il devoit s'expliquer vis à vis du ministère anglais ont été mises, comme je vous l'ai annoncé précédemment, sous les yeux de Sa Majesté Catholique. Elle m'a fait l'honneur de me dire, qu'elle avoit admiré la justesse de vos combinaisons, votre prévoyance, votre prudence, en un mot, qu'on ne pouvoit pas mieux voir, mieux penser, ni mieux s'exprimer. Ce monarque a ajouté qu'il avoit exhorté M<sup>r</sup> le prince des Asturies, dont le caractère est encore un peu trop ardent, à considérer comment les grandes affaires politiques devoient être conduites et menées, en l'assurant que votre dépêche à M. le comte de Guines étoit un excellent modèle. M. le marquis de Grimaldi m'en a parlé avec la plus grande approbation. Au reste l'on pense ici comme en France, qu'il ne convient pas de prendre légèrement des précautions dispendieuses, qui donneroient l'alarme, mais qu'il ne faut pas aussi se laisser surprendre par les mesures extraordinaires qu'annonce le ministère britannique.

M. le marquis de Grimaldi, Monsieur, a dû en conséquence charger M. le comte d'Aranda de conférer avec vous, 1.<sup>o</sup> sur l'armement maritime que la France sera réellement en état de faire dans l'instant où les circonstances l'exigeront. 2.<sup>o</sup> sur la quantité de vaisseaux qu'il conviendra qu'elle arme. 3.<sup>o</sup> sur le port de l'Amérique où l'escadre combinée des deux Couronnes devra se réunir et se fixer. 4.<sup>o</sup> sur les forces de terre que la France fera passer dans ses colonies des Isles du Vent. M. le comte d'Aranda a ordre de s'expliquer positivement avec vous sur les mêmes articles, par rapport à ce qui concerne l'Espagne.

<sup>1</sup> Voir supra ch. vi p. 205.

- 176 Sa Majesté Catholique, Monsieur, m'a fait l'honneur de me dire que cette explication positive, sincère et respective, lui parût essentielle, afin que l'on ne comptât pas de part et d'autre sur des moyens qui ne pourraient pas se réaliser dans le moment où il conviendrait d'exécuter.

À Madrid le 4<sup>ème</sup> 1775.

*Espagne*, 578, n° 3

Une seule entreprise, cette conquête du Portugal à laquelle ils pensaient d'ancienne date, pouvait passionner les Espagnols. Le roi et Grimaldi en avaient envisagé l'idée dès le début des agressions en Amérique. Le premier ne le disait pas, mais le second, à l'occasion, le faisant volontiers pressentir<sup>1</sup>. Non que ni l'un ni l'autre y tint, peut-être, personnellement. Le roi aurait même eu des scrupules, tout en cédant à la satisfaction de flatter son peuple. La nation, toutefois, avait envie de cette entreprise. Le premier ministre croyait qu'il se la verrait soudain imposer et tremblait de laisser perdre la moindre des chances qui eût pu la rendre favorable. On s'explique d'office par un autre mobile la politique qu'il fit suivre, pendant toute une année, en face des entreprises du Portugal, c'est-à-dire jusqu'au moment où il fut impossible d'éviter la guerre à Buenos-Ayres. Avant qu'il eût imaginé la médiation et lorsqu'il était encore en stériles conférences avec le représentant de M. de Pombal, la France s'était ingérée à lui persuader de se montrer en force de l'autre côté de l'Atlantique et d'obliger par là le Portugal à réfléchir, au lieu de faire supposer que l'Espagne comptait sur la diplomatie faute de pouvoir compter sur ses armes. On sentait, à Versailles, la politique commune intéressée dans les résolutions de Madrid. Les conseillers de Louis XVI comprenaient l'utilité pour les deux Couronnes d'avoir, à tout événement, du monde près des côtes d'Amérique. M. de Vergennes avait donc porté la question en conseil. Le 20 août, il mettait

<sup>1</sup> Quand le Portugal se faisait encore que menacer l'Espagne sur le Rio Grande, M. de Grimaldi disait déjà à Ossun que « le moment le

plus sûr pour en imposer à cette nation serait de l'attaquer en Europe. » Ossun à Vergennes, 17 juin et 772.

Ossun à même de dire au nom du roi, avec tout le poids nécessaire, 1776. que ces envois de forces intimideraient le Portugal et l'amèneraient à traiter ou bien qu'ils feraient connaître tout de suite jusqu'où irait l'appui que M. de Pombal attendait de l'Angleterre et que c'était là un avantage à s'assurer. M. de Grimaldi écarta toujours ce conseil sous des motifs apparents, au fond parce qu'il pensait à l'éventualité de jeter sur Lisbonne les forces qu'on lui demandait d'expédier aux Rios de la Plata. Il feignait de croire qu'on redoutait à Versailles l'idée même d'une guerre quelconque et il supposait écarter toute réplique en disant que la dignité de l'Espagne ne lui permettrait pas de faire les frais d'une démonstration pareille sans lui donner immédiatement son effet, en sorte que l'on irait au-devant de ce que l'on voulait éviter<sup>1</sup>.

Mais le ministère du Pardo ne put pas retenir longtemps l'expression de ses visées. Ce fut le premier résultat de l'empressement de Louis XVI à prendre les intérêts de l'Espagne. Les conseillers de Charles III s'enhardirent jusqu'à avouer leurs desseins. M. de Pombal laissait, depuis trois mois, sans réponse, les ouvertures de négociations et ils en étaient outrés. « Il est honteux pour une monarchie aussi respectable que celle d'Espagne, écrivait M. de Grimaldi à Aranda, de souffrir de pareils dédains et insultes de la part du ministre portugais. » Le moment parut donc opportun pour faire connaître à Versailles les plans d'action que ces « dédains » inspièrent. Ces plans avaient clairement pour objet la conquête de Lisbonne sous les détours qui la dissimulaient. Une dépêche du 18 octobre 1775 au comte d'Aranda, chargé d'en donner copie, était venue exposer ces visées

« Le Ministre m'a dit avec un peu d'humour, écrit Ossun le 23 novembre : on veut que nous envoyons des troupes et des vaisseaux à Buenos Aires, mais si nous le faisons, on sera pour y commencer immédiatement la guerre : car il ne conviendrait pas à la dignité

de l'Espagne d'y faire passer des forces considérables pour ne pas les faire agir. Tel est mon avis : et je le donnerai par écrit pour me décharger, s'il ne prévaut pas. » Nous reproduisons à l'annexe II de ce chapitre la partie principale de la dépêche du 20 août

1776 Elle marquait bien l'esprit de retenue que l'Espagne se proposait d'apporter dans l'exécution pratique du Pacte de famille M de Vergennes, qui la reçut de l'ambassadeur, dans un pli du 27 octobre, en fit la traduction suivante, en tête de laquelle on fit, de sa main : *Traduction de la lettre de M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi à M le comte d'Aranda. — Du 18 octobre 1775*

## M

Je vous ai informé fort en détail par ma lettre du 14 août de cette année que l'amb<sup>r</sup> de Portugal nous avoit passé un office de l'ordre exprès de sa Cour pour nous proposer de traiter amicalement les affaires de Rio Grande, et de depecher immédiatement des ordres aux Commandans et Gouverneurs respectifs dans ces parages pour éviter tout acte d'hostilité entre les troupes et les sujets des deux Souverains. Je vous ai fait part également de la réponse que S. M<sup>e</sup> me chargeoit de faire à cette déclaration qui se conformoit de tous points avec les desirs de la Cour de Lisbonne malgré l'irrégularité de sa conduite depuis tant d'années et de ses usurpations dans les susdits terrains. Enfin je dis à V. E. que cette démarche inattendue nous obligeoit à suspendre celle que la Cour de France se proposoit de faire par le canal de ses amb<sup>s</sup> auprès des Cours de Londres et de Lisbonne, afin de nous assurer des véritables intentions de cette dernière.

J'ai répondu par les courriers subséquents à différentes de vos lettres par lesquelles vous nous rendiez compte de vos conférences avec le Ministre d'Etat sur ce nouvel incident et vous nous indiqués les mesures que l'on pensoit en France que l'Esp<sup>e</sup>, devoit prendre envoyant tout aussitôt des troupes et des vaisseaux à Buenos-ayres tant pour donner plus de poids à la négociation qui devoit s'entamer, que pour garantir les possessions Espagnoles de toute insulte.

Mais j'ai toujours répété à V. E. que nous attendons de jour à autre de nouvelles explications de l'Amb<sup>r</sup> de Portugal, selon les instructions qui lui seroient envoyées de Lisbonne, et que ce ne seroit qu'ensuite que le Roi prendroit le parti qu'il jugeroit le plus convenable à sa gloire.

Observant qu'il s'est écoulé bien des jours et même des semaines sans que nous ayons reçu de telles explications ce qui decele notoirement la mauva se

foi dont le M<sup>re</sup> de Pombal a fait preuve depuis tant d'années dans cette même affaire, et comparant ce silence affecté avec les longues et fréquentes conférences que l'on a secrètement à Lisbonne avec le Ministre d'Angleterre et à Londres avec celui de Portugal, le Roi a voulu que je parlasse à l'amb<sup>re</sup> Portugais pour lui déclarer qu'il s'étonnait que la réponse de sa Cour tardât si longtemps, laquelle devant se réduire à dire par écrit ce qu'il avait proposé de bouche, ne demandait pas tant de tems pour se décider. Que cette lenteur ne pouvant être considérée que comme un artifice, Sa M<sup>te</sup> se verroit par conséquent obligée à prendre ses mesures. C'est aussi que je me suis expliqué, et l'Ambr<sup>re</sup> depecha un second courrier à sa Cour qui partit de St Bdephonse le 18 ou le 19 du mois passé, sans qu'il ait reçu jusqu'à présent aucune information sur le sujet que le même marquis de Pombal a proposé, tandis que si l'on cherchait de bonne foi, il suffiroit d'autoriser en deux mots l'ambassadeur de donner par écrit ce qu'il avait déclaré verbalement.

Ces faits récents mettent l'affaire principale dans un point de vue d'autant plus désagréable, qu'abstraction faite de ce qui a rapport au règlement des limites des possessions respectives en Amérique, quoiqu'il soit cependant l'objet de la dispute, il est honteux pour une Monarchie aussi respectable que celle d'Esp<sup>ne</sup>, de souffrir de pareils dedains et insultes de la part du Ministre Portugais, ajoutons que notre tolérance, notre honne foi et notre inaction ne peuvent qu'encourager le Portugal dans la poursuite de ses projets ambitieux et téméraires.

V. E. étant informée de ce qui a précédé, je dois encore lui rappeler combien d'avance et de réflexions cette Cour et celle où vous résidez se sont communiquées sur l'état politique de l'Europe dans les circonstances présentes sur la situation critique de l'Ang<sup>le</sup>, relativement à ses Colonies, sur les vues qu'on découvre dans le Conseil Brit<sup>annique</sup>, et sur la sûreté morale qu'il pense à nous faire la guerre aussitôt qu'il sera débarrassé des présents troubles pour se refaire des pertes et des dépenses qu'ils lui occasionnent et enfin sur les dispositions que les deux Monarques doivent prendre tant en Europe que dans tous les pays de leur domination ainsi qu'on le voit plus en détail dans notre correspond<sup>ance</sup> de ces derniers mois.

Ces principes établis, et s'agissant de ce qu'il conviendrait de faire aujourd'hui, je vous dirai avant tout que nous nous sommes assemblés plusieurs fois par

ordre du Roi, tous les secrétaires d'État, pour conférer sur la matière, et de plus nous avons donné séparément et par écrit nos avis qui ont été mis sous les yeux du Roi, afin que S. M. bien informée de l'idée d'un chacun, se détermine au parti qu'Elle jugera devoir adopter; mais S. M. ne voulant se fixer à aucun sans s'être concertée avec le Roi son neveu, je vais vous exposer ici substantiellement tout ce qui a été dit sur cette affaire, et les expédients qui ont été proposés.

Nous établissons en premier lieu que la France et l'Esp<sup>g</sup>, desirant sincèrement l'établissement de la paix, ce qu'elles ont justifié par une conduite soutenue, évitant les motifs les plus éloignés et les prétextes qui pourroient la troubler; Si l'Ang<sup>re</sup> et le Portugal procedoient avec autant de bonne foi que nous nous aurions peu à faire dans ce moment-ci.

Mais la Cour de Lisbonne envoyant d'une part des forces formidables au Bresil, y envahissant le territoire de notre frontière, menaçant les autres possessions Espagnoles, et accumulant toutes sortes de fraudes et d'artifices dans sa manière de négocier nous prouve non seulement ses intentions peu amicales mais même que depuis longtems elle a formé des desseins contre cette Monarchie dans l'attente du moment propre à les exécuter.

L'Ang<sup>re</sup>, d'une autre part n'est pas moins de mauvaise de toute la conduite du Portugal, n'étant pas douteux qu'elle la connoît, qu'elle l'encourage et qu'elle la soutient, car si elle desiroit sincèrement la paix, elle feroit servir sa grande influence sur le Ministre Portugais à empêcher des actes aussi marqués d'hostilité.

De tout cela à ne considérer que les procédés des Portugais et les déclarations que le Ministère Anglois nous a faites de tems en tems sur l'obligation indispensable ou il étoit de soutenir son allié si nous l'attaquions, quoique d'autrefois M<sup>onsieur</sup> Rockford se soit expliqué que ce ne seroit que dans le cas où l'Esp<sup>g</sup>, attaqueroit le Portugal en Europe, que l'Ang<sup>re</sup> se verroit obligée de le secourir, il résulte que la Cour de Londres a aussi un plan formé contre nous, et qu'elle n'attend uniquement que le jour heureux où elle pourra le mettre à exécution.

Ce qui confirme cette idée ce sont toutes les mesures et les dispositions que nous voyons prendre à l'Ang<sup>re</sup>, et les nouvelles particulières que nous recevons de ce Royaume, car quelque soin qu'elle prenne de nous le



l'assouvir, ces traites pour l'admission de troupes et d'escadres étrangères ne peuvent avoir aucune connexité avec ses Colonies. De plus Milord Rochford en est venu au point de déclarer qu'il avait été question dans le Conseil de S. M. Brit<sup>e</sup>, de nous déclarer la guerre dans la vue d'assoupir la rébellion des Américains.

De tous ces faits naissent différents doutes et ce sont ceux là que le Roi desire consulter avec le Roi son neveu.

Premièrement ne sommes nous pas fondés à craindre bientôt une guerre, c'est à dire aussitôt que la Cour de Londres aura réussi à apaiser les troubles de ses Colonies.

Secondo, avec des craintes si bien fondées devons-nous rester sur la défensive et attendre qu'il plaise à nos ennemis de nous attaquer. Or pour la sûreté de nos possessions ou pour l'honneur même de nos Souverains ne devons nous pas les gagner de vitesse et profiter de la circonstance où leurs forces sont divisées. Il faut considérer à cet effet qu'il n'y a pas de doute que les Portugais sont les premiers agresseurs tant par leur manière frauduleuse de négocier que par les hostilités effectives qu'ils ont commises.

Quant à l'adoption du parti de la défensive, il a été jugé inutile d'envoyer un corps considérable de troupes à Buenos Ayres. La dépense en seroit immense, la navigation seroit bien longue et bien pénible pour un convoi de cette nature, de sorte que pour contenir seulement les Portugais et les empêcher de donner plus d'étendue à leurs usurpations dans cette partie, il nous faudroit faire la même dépense que pour une conquête formelle, et nous de garnir de 8 ou 10 mille hommes de bonnes troupes qui nous feroient faute dans d'autres postes importants.

En supposant même que le Portugal agit de mauvaise foi, et qu'il a dessein d'attaquer nos possessions en Amérique, il est constant qu'à l'heure même où nous ferions sortir une expédition de nos ports pour Buenos Ayres, si l'Esp<sup>e</sup> concertée avec l'Ang<sup>e</sup>, n'étoit pas conservée, la Cour de Lisbonne viendrait à nous avec des propositions concertées, et nous ne pourrions retirer aucun fruit de l'augmentation de notre dépense parceque nos forces ne pourroient commettre d'hostilités dans ces parages.

Avec bien plus d'effet, et presque sans dépense, on peut parvenir à contenir et même à intimider les Portugais en approchant quelques régimens

1775. de la frontière et en commissionnant différents vaisseaux ou frégates qui auroient ordre d'entrer dans le Tage, sous prétexte d'y faire de l'eau et d'y prendre des vivres. Cette précaution feroit connoître au Portugal que nous sommes toujours à tems de les attaquer en Europe, ou de faire passer en Amérique, autant qu'il nous conviendrait, des forces de terre et de mer.

On dira peut être que cette disposition nécessitera l'Ang<sup>l</sup> à envoyer une escadre dans nos mers et à commencer un moment plus tôt les hostilités; mais indépendamment que dans ce moment-ci son pays est dégarni et qu'Elle n'a pas d'escadres de réserve, on doit considérer qu'elle tiendrait encore la même conduite si elle nous voyoit faire une expédition en Amérique. A tout événement nous en tirerons meilleur parti aujourd'hui que si nous attendions le moment où nos ennemis bien préparés nous attaqueroient sans motif et sans cause, ainsi qu'on l'a déjà supposé.

Sur la seconde supposition que la guerre est inévitable, et qu'il conviendrait de prévenir nos ennemis en nous prévalant de la conduite maladroite et hostile que tient la Cour de Portugal, les avis des Ministres du Roi ont varié sur les projets auxquels on doit s'attacher. Les uns opinent qu'on prépare au plutôt des troupes et des vaisseaux en nombre suffisant et qu'on les envoie s'emparer de l'île St<sup>e</sup> Catherine et des autres établissements des Portugais au Rio Janeiro en prévenant en attendant le Gouverneur de Buenos Ayres de se tenir en mesure de faire une diversion qui puisse distraire l'attention et les forces des Portugais. Cette entreprise pourra rencontrer des difficultés dans son exécution tant parcequ'elle pourroit demander plus de forces que l'Espagne n'est en état d'en appliquer, sans manquer à d'autres objets essentiels, comme aussi parceque les troupes ayant nécessairement besoin de repos après une aussi longue navigation, si elles alloient le prendre dans leur propre pays, cela donneroit du tems aux ennemis pour se préparer à une résistance plus vigoureuse. D'ailleurs l'Espagne n'a déjà que trop de possessions en Amérique et sa vûe principale doit être de défendre et de conserver celles qu'Elle y a sans s'affoiblir par de nouvelles acquisitions.

Ces réflexions ont donné naissance à un autre projet, ce seroit que l'Espagne renforcée de 20 ou de 30 mille François entreprit sérieusement la conquête du Portugal, et pour compenser les dépenses et les risques auxquels la France s'exposeroit elle fit la conquête du Brésil et s'assurât en Amérique un

établissement solide et très avantageux, l'Espagne y contribuerait de son côté par une diversion faite à propos à Buenos Ayres. 1776

On voit de grands avantages que la Nation françoise en retirerait puisqu'à l'aide de son industrie, et de sa grande population, elle formerait là en très peu d'années une Colonie très nombreuse. Cela ne prejudicierait en rien aux intérêts de la Monarchie Espagnole, moyennant les arrangements qu'on ferait d'un commun accord.

Au moyen de ces deux conquêtes la puissance et l'orgueil des Anglois seroit abattue pour toujours, on éviteroit à l'avenir bien des guerres que cette puissance ambitieuse allume par pure mauvaise volonté et par caprice, et on jouirait en Europe, avec plus de sûreté cependant qu'en Amérique d'une tranquillité inconnue jusqu'à présent.

Quoique le Roi reconnoisse que la conduite de la Cour de Portugal est déjà intolérable et que Sa M<sup>te</sup> doit regarder ce que sa gloire exige d'Elle, cependant Elle n'a pas voulu dans une affaire de cette gravité se fixer à aucun des partis avant d'entendre l'avis du Roi très chrétien et de son prudent Ministère, non seulement parce qu'il convient de procéder et d'agir d'un commun accord, mais aussi parce que Sa M<sup>te</sup>, suit en cela les mouvemens de son cœur et se donne la satisfaction de marquer de plus en plus son entière confiance au Roi son neveu.

L'ordre du Roi est donc que vous communiquiez toutes ces vues et ces idées au Comte de Vergennes que vous conférerez et traites sur chacune d'elles pour savoir la manière de penser du Roi très chrétien et sa dernière résolution, persuadé que quelque parti que prennent ces deux Cours il doit s'effectuer avec la plus grande diligence, parce que de là dépendra le succès de tout le projet puisque le moindre retard détruirait le plan le mieux conçu.

*Espagne 15/8 n. 51*

Autrement dit, puisque l'on avoit la certitude morale de se voir attaquer, puisqu'il étoit onéreux sans utilité, dangereux peut-être de se tenir uniquement sur la défensive et qu'on ne pouvoit douter que les Portugais ne fussent les agresseurs, il falloit les gagner de vitesse avant que leurs forces fussent groupées, que la France vint donc faire pour l'Espagne la conquête du Portugal et qu'elle s'indemnîsât par

776. celle du Brésil. Le cabinet de Charles III trouvait ainsi tout naturel que nous eussions désormais sur les bras, à sa place, l'obligation de nous défendre, dans ce pays dont nous n'avions jamais montré la moindre envie, tandis que la monarchie espagnole posséderait, sans qu'il lui en eût beaucoup coûté, la proie glorieuse qu'elle convoitait. On pouvait prendre le temps de donner réponse à des ouvertures aussi imprévues. Produites pour la première fois et si nettement, c'est en conseil qu'elles devaient être pesées. M. de Vergennes les porta à la connaissance de ses collègues. Ce fut pour lui une occasion de plus de donner, sur les événements et sur leur cours probable, une de ces appréciations dont la justesse ramenait naturellement à l'adoption d'une conduite sensée. La réponse faite à l'ambassadeur d'Espagne fut un exposé doctrinal de la politique que le gouvernement du roi concevait pour les deux Couronnes et de la manière d'agir que les faits lui semblaient commander.

A Versailles le 25 9<sup>bre</sup> 1763.

M. J'ai mis dans le tems sous les yeux du Roi et de son Conseil la lettre de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi du 18 8<sup>bre</sup> dernier que V. Ex<sup>te</sup> a été chargée de me communiquer. Sa M<sup>te</sup> y a remarqué avec la plus véritable sensibilité la confiance que le Roi son oncle veut bien mettre dans la sincérité de ses sentimens et dans la coopération pour rendre toujours plus intime et plus inviolable l'heureuse alliance qui unit leurs intérêts et leurs monarchies aussi étroitement que leurs Cours.

Le Roi toujours empressé de complaire au Roi son oncle n'auroit pas différé à s'expliquer confidentiellement sur les différens points de vue que S. M. C<sup>te</sup> a fait déférer à sa consultation, si considérant que le Prince qui desire par-dessus tout la paix, insistoit principalement pour qu'on fit de notre part les offices convenus auprès des cours de Londres et de Lisbonne, S. M. n'avoit cru devoir préliminairement s'occuper de ce soin si digne des sentimens d'humanité et de bienfaisance des deux monarchies.

Il paroît par le rapport de M. le C<sup>te</sup> de Guines dont Votre Ex<sup>te</sup> a connaissance et dont copie a été envoyée à M. le M<sup>re</sup> d'Ossun que cette démarche n'a pas été sans effet à Londres. Nous ne pouvons pas encore savoir celui

quelle aura produit à Lisbonne, mais l'office de M. de Souza à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi du 24 8<sup>bre</sup> dernier annonçant l'envoy prochain des pouvoirs et instructions nécessaires pour négocier nous pouvons presumer que notre office servira au moins de véhicule à hâter la lenteur portugaise.

Quoique nous ne puissions pas M. prononcer affirmativement sur le fond des intentions des cours de Londres et de Lisbonne nous avons peine à croire quelles rejettent les voies conciliatoires. Il suffit en effet de considérer la situation présente des choses pour se convaincre que l'une et l'autre ont un intérêt principal à ne pas provoquer la guerre. L'Ang<sup>re</sup> occupée à reculer ses Colonies de l'Amérique septentrionale ne se verrait pas volontiers détournée de ce soin pour une querelle dont le fond est bien peu important pour elle, quelque valeur que le Portugal puisse y attacher, et quelque opinion qu'on veuille se former du caractère audacieux le M. de Pombal, il n'est pas à supposer qu'il ne pouvant être assuré d'une assistance bien effective de la part de l'Ang<sup>re</sup> il pense à soumettre cette discussion au sort des armes. Les Portugais quoique vains et presomptueux ne se font pas illusion sur la disproportion de leur puissance avec celle de l'Espagne.

Quoique ce que je viens d'avoir l'honneur d'observer à V. Ex<sup>te</sup> semble répondre en partie aux deux questions énoncées dans la lettre de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi cependant pour satisfaire à la recherche de V. Ex<sup>te</sup> je vais les traiter avec plus de détail.

1<sup>re</sup> QUESTION.

*Ve sommes nous pas fondés à craindre bientôt une guerre, c'est à dire aussitôt que la cour de Londres aura réussi à apaiser les troubles de ses Colonies*

## RÉP.

Il n'est pas possible d'avoir plus que les sûretés morales de ce qu'une puissance pense à faire lorsqu'elles projets ne sont pas mis au grand jour, mais les mêmes sûretés acquièrent de la consistance et de la force lorsqu'elles sont appuyées par la connaissance des intérêts et des convenances de la puissance dont on veut pénétrer les intentions. Tout ce qui se passe se réunit pour nous convaincre que l'Ang<sup>re</sup> ne peut ni ne doit vouloir dans ce moment-ci faire la guerre aux deux Couronnes, et quelle doit plus tôt craindre que l'envie ne leurs vienne de la lui faire à

1778 elle même. Reste donc à examiner si cette volonté ne viendra pas à la cour de Londres lorsqu'elle aura réussi à apaiser les troubles de ses Colonies. On peut observer à ce sujet que si par un retour inopiné les Colonies ne viennent pas se précipiter aux pieds de leur ancien maître, et se soumettre volontairement au joug qu'elles rejettent et qu'elles font profession de détester, leur réduction sera probablement une affaire de longue haleine qui entraînera l'Ang<sup>re</sup> dans de grandes dépenses. Est-il croyable que cette puissance fatiguée de la guerre civile, excédée des dépenses qu'elle lui aura occasionnées et chargée de nouvelles dettes ira s'engager brusquement dans une guerre contre deux puissances qui auront su allier vis à vis d'elle le système des ménagemens de justice avec celui d'une prudence sage et éclairée pour se tenir prêtes à tout événement? Ajoutons que les Colonies soumises par la force ou par la nécessité n'auront plus ni le même zèle ni la même ardeur pour des maîtres qu'elles détestent, et que l'Ang<sup>re</sup> loin de trouver en elles les ressources abondantes qui ont opéré pour la plus grande part ses succès dans les dernières guerres, devra plus tost multiplier ses précautions de défiance pour les maintenir dans la soumission à laquelle elle les aura ramenées. Il sera plus aisé à l'Ang<sup>re</sup> de subjuguier les Américains que de regagner leur affection et leur confiance. De ces considérations il semble naturel de conclure que les Anglois ne peuvent et ne doivent pas penser pour le présent ni dans un avenir même bien prochain à faire la guerre à la France et à l'Espagne si celles-ci ne se dissimulant pas qu'elles ne peuvent avoir de sûreté plus réelle que le bon état de leurs forces ne se relâchent pas des mesures qu'elles ont commencé à prendre pour se mettre sur un bon pied. Les Anglois ne seront tentés d'attaquer les deux Couronnes que lorsqu'ils les regarderont comme une proie facile.

2<sup>e</sup> QUESTION.

*Avec des craintes si bien fondées devons nous rester sur la défensive et attendre qu'il plaise à nos ennemis de nous attaquer? ou pour la sûreté de nos possessions*

## RÉP.

Ces craintes ne pouvant exister que dans l'éloignement elles ne peuvent offrir un motif ni même un prétexte actuel de rupture contre l'Ang<sup>re</sup> ou pourroit à la vérité se prévaloir de l'exemple qu'elle a donné en 1755 pour lui rendre surprise pour surprise, mais le grief a été étéint par le traité de paix, le réveiller se seroit se souiller d'une injustice notoire.

*et p<sup>r</sup> l'honneur même de nos Souverains ne devons nous pas les gagner de vitesse et profiter de la circonstance où leurs forces sont divisées ? Il faut considérer que les Portugais sont les premiers agresseurs tant par leur manière frauduleuse de négocier que par les hostilités effrénées qu'ils ont commises*

qui repugneroit invinciblement aux sentimens et aux principes des deux Monarques. Ceux du Ro C<sup>te</sup> sont connus : l'Europe y applaudit, elle s'attend à en trouver de pareils dans le Roi, mais rien jusqu'à présent ne l'a mis dans le cas de développer toute la magnanimité de son ame. Si sa première démarche portoit une empreinte d'inquiétude ou d'injustice il en résulteroit un préjugé fâcheux que le cours d'un long règne ne fâçeroit peut être pas. Nous ne devons pas nous dissimuler M<sup>te</sup> que les pp<sup>tes</sup> puissances de l'Europe sont bien plus disposées à craindre et à rivaliser la prospérité de la maison de France que celle de l'Ang<sup>te</sup> toute redoutable quelle soit par les abus énormes quelle se permet. Nous voyons journellement la partialité de la Hollande pour celle-ci, V<sup>Ex<sup>te</sup></sup> est instruite de la négociation entamée entre l'Ang<sup>te</sup> et la Russie il ne s'agit pas effectivement du transport d'un corps de troupes russes en Amérique c'est ce qu'on le suppose, il est du moins question du renouvellement de l'alliance de 1756 avortée dans sa naissance. L'Ang<sup>te</sup> attaquée auroit donc les forces maritimes de la Russie à sa disposition, celle-ci n'auroit qu'à le vouloir pour entraîner le Dannemarck que nous resterait il contre cette ligue maritime ? la Suède, mais celle-ci bridée par ses voisins seroit plus à charge qu'utile.

J'esquisse ce tableau afin que les deux Couronnes dirigeant leurs délibérations sur la situation probable de l'Europe puissent prendre avec connoissance de cause des résolutions conformes à leur dignité et à leur sûreté. Mais quand cette prévoyance ne militeroit pas pour nous détourner de prévenir les Anglois, il est d'autres considérations qui semblent nous le déconseiller.

1. Que pouvons nous désirer de mieux M. que de voir l'Ang<sup>e</sup> faire pour nous ce que nous voudrions faire contre elle. Notre objet seroit d'affaiblir sa puissance, de diminuer ses moyens ou ses ressources elle y travaille elle même, elle s'est engagée inconsidérément dans une guerre avec ses Colonies dont l'issue et le terme ne sont pas faciles à prévoir, elle s'y obstine : la rupture est faite, laissons la s'engouffrer dans les horreurs de la guerre civile, gardons nous de l'armer, rassurons la plutôt en évitant de lui donner des inquietudes qui pourroient la tirer de son erreur. Tout est ici bas relatif et quoique nous ne gagnerons pas en forces intrinsèques ce que l'Ang<sup>e</sup> pourra perdre des siennes, l'idée des nôtres seroitra cependant en raison de la diminution des siennes, et c'est dans ce sens qu'une force duplément acquise dans le balance une force de réalité.

Nous sommes bien éloignés M. de vouloir excuser et justifier la conduite du Portugal, mais après le desaveu qu'il s'est pressé de faire des hostilités commises sur le Rio Grande il est difficile de le regarder dans un état formel de régression vis à vis de l'Espagne et celle ci peut d'autant moins se faire un grief de la lenteur qu'il apporte à presser l'activité de la négociation qu'il a paru rechercher, que quand même il ne chercheroit pas à l'excuser ce seroit plus tôt un manque de procédé qu'une injure. Ces deux chefs réunis ne peuvent donc encore légitimer un motif de guerre, et si existoit tout ce qui a été allégué ci dessus sur la convenance de ne point détourner les Anglois des mesures dans lesquelles ils s'engagent, sembleroit une raison de plus pour disposer le Roi votre Maître à ne pas précipiter ses résolutions contre le Portugal. Ce prince sera toujours à temps de prendre celles que lui suggéreront sa dignité et sa gloire. Si le Portugal abusant de sa modération et de sa facilité se permettoit de nouveaux envahissemens en Amérique ou affectoit des difficultés insurmontables pour rendre la négociation illusoire et tramer l'aff<sup>aire</sup> en longueur.

On auroit vraisemblablement obvié à ces inconvéniens si avoit été possible. M. que votre cour eût envoyé des renforts suffisans à Buenos ayres, les Portugais déçus de la confiance que peut leur inspirer la supériorité de leurs forces dans cette partie, et ne sentant plus que le peu d'une démonstration devenue onéreuse et inutile, auroient bientôt compris la nécessité de revenir aux voies de justice et de renoncer aux brillans avantages que leur imagination exaltée a pu leur promettre. Au pis aller ils avoient eu la temerité, ce qui



est gueres probable) de défer les armes espagnoles, il y a bien de l'apparence qu'ils n'auraient pas trouvé dans les Anglois une assistance bien effective. Si dans quelques occasions le ministère Br<sup>te</sup> s'est expliqué qu'il ne pourrait se dispenser de secourir le Portugal si l'étoit attaqué, il n'a pas caché dans d'autres que pourvu que la querelle se conforma en Amérique et que l'Espr<sup>t</sup> n'entreprit pas la conquête du Brésil il seroit fort indifférent à ce qui pourroit se passer. Cette façon de penser qu'il n'aurait vraisemblablement pas laissé ignorer à Lisbonne n'aurait pas peu contribué à rendre M. de Pombal plus souple et plus conciliant.

Il me reste maintenant à vous informer M. de la façon de penser du Roi sur les différens projets soit de démonstration, soit d'expédition dans le cas où la guerre deviendrait inévitable que M. le M<sup>re</sup> de Gramald<sup>i</sup> propose.

V<sup>re</sup> Ex<sup>te</sup> ne s'attend pas sans doute après tout ce qui a été dit dans le cours de cette lettre que nous passions recommander des démonstrations actuelles contre le Portugal par terre et par mer rien ne démontre pour le présent la nécessité; la saison n'y est pas favorable, et ce seroit donner prématurément leveil à l'Ang<sup>le</sup> lorsqu'il semble plus convenable de lui laisser combiner et effectuer paisiblement et dans la sécurité ses mesures contre ses colonies. Ses forces une fois distribuées le Roi C<sup>te</sup> sera à tems de prendre ses mesures qu'il estimera les plus propres soit pour en imposer au Portugal et l'aug<sup>er</sup> donner soit pour lui faire éprouver tout son ressentiment si avoit le fol orgueil de le provoquer. Ce ne seroit pas ni à l'île de S<sup>te</sup> Catherine ni au Rio de Janeiro qu'il devroit s'apesautir; si vous n'avez pu vous renforcer à Buenos Ayres sans vous priver de troupes qui doivent vous être plus importantes ailleurs, vous pourriez encore moins en envoyer un nombre suffisant pour tenter une conquête de cette importance quand bien même tous les obstacles qu'il sont si judicieusement remarqués dans la lettre de M. le M<sup>re</sup> de Gramald<sup>i</sup> ne clauderaient pas d'une aussi vaste et trepr<sup>se</sup>. Quoique ledit soit assésant et qu'il seroit difficile de se proposer une plus belle et une plus riche acquisition, elle ne tente point du tout le Roi, mon oncle, Sa Maj<sup>te</sup> contente de son domaine veut le conserver et ne pense point à l'étendre. Mais si elle ne croit pas devoir profiter de la bonne volonté du Roi son oncle, elle n'y est pas pour cela moins sensible et elle vous sera obligée M. de vouloir bien le témoigner à Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup>.

### 3.2 LES DISPOSITIONS DE L'ESPAGNE ET SES VISEES.

Si la mauvaise conduite du Portugal et des hostilités répétées de sa part rendent la guerre nécessaire et inévitable l'attaque de ses domaines en Europe est de tous les projets que les deux Couronnes peuvent concevoir celui qui semble réunir le plus de facilités pour l'exécution et présenter le plus d'avantages. Si étoit possible qu'il put être conçu et exécuté avec assez de célérité pour que la conquête prévint les secours du dehors, dans ce cas le Portugal seroit un dépôt entre les mains des deux Couronnes bien propre à compenser les pertes qu'elles pourroient faire ailleurs ou qui serviroit d'équivalent pour obtenir d'autres avantages. Si au contraire l'Ang<sup>me</sup> étoit à temps de faire passer des renforts assez puissans pour disputer le terrain, les troupes qu'elle y destineroit lui manqueroient pour des entreprises plus éloignées, obligée de veiller à la défense du Tage et à la sûreté du retour des flottes du Brésil, en même temps qu'elle ne pourroit se dispenser déclarer en force les armemens qui se feroient à Brest, au Ferrol et à Cadix, tous les différens points de diversion occuperoient assez ses forces maritimes pour les rendre insuffisantes à former de grandes entreprises dans l'Amérique.

Le Roi, fidèle à ses engagements et desirant donner au Roi son oncle les preuves les plus convaincantes de sa parfaite amitié sera toujours prêt de se concerter avec lui sur la quantité et sur l'emploi des forces qui pourroient lui être nécessaires, mais nous espérons M. que les choses nen viendront pas là, et nous pensons que pour prévenir une extrémité qui repugne également à la bonté du cœur de deux monarques qui mettent leur gloire dans le bonheur universel, ce que les deux puissances ont de mieux à faire est qu'évitant également de donner ou de montrer de l'inquiétude elles s'affermissent dans le plan de mesures qu'elles se sont recommandé respectivement qu'elles ne négligent rien pour être prêtes à tout événement et pour ne devoir qu'à elles mêmes et à la bonne position de leurs affaires leur tranquillité et la sûreté de leurs possessions. Quelques confians qu'aient été les Anglois quelque habitude qu'ils aient pu être jusqu'à tout user, ils y penseront plus d'une fois avant de venir à une rupture avec la France et avec l'Esp<sup>ne</sup> lorsqu'ils les verront sur leur garde et dans l'état de force et de vigilance qui convient à des puissances aussi respectables.

J'ai l'h<sup>r</sup> de re avec un très parfait attachement M. de V. E.

*España, 1 578 n° 104*

A la date de cette réponse, la cour d'Espagne était encore plus en émoi que trente jours auparavant. L'affectation de M. de Pombal à se jouer d'elle l'avait tout à fait aigrie. Ossun le mandait avec un peu d'inquiétude : « le prince des Asturies, écrivait-il, se contient difficilement, opine toujours pour les partis vigoureux et si son avis avait prévalu on se trouverait déjà en guerre<sup>1</sup>. » C'était donc l'occasion précise, pour le cabinet de Versailles, de dire à quelles conditions, suivant lui, les intérêts que chacun des deux Couronnes avait à sauvegarder ou à poursuivre pouvaient être servis utilement par la révolte de l'Amérique; c'était aussi l'occasion de poser les bases communes M. de Vergennes avait fait les deux choses sans dire, contre les ambitions espagnoles, rien dont l'amour-propre de la nation et la susceptibilité légitime de son souverain pussent être blessés. Il rejetait simplement ces ambitions dans la vague des contingents futurs. Elles n'étaient cependant pas à perdre de vue et il y reviendra soigneusement. En envoyant le 28 novembre à Ossun une copie de sa lettre, il l'accompagne de ce commentaire, qui confirme cette lettre et y ajoute des considérations de plus :

Je joins ici M. la copie d'une lettre que j'ai écrite avant hier à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda en réponse à la communication qu'il m'avait faite d'une dépêche de M. le M<sup>re</sup> de Grimalkin du 18 octobre dernier. Si nous y exposons que nous ne jugeons pas que l'Ang<sup>re</sup> puisse raisonnablement ni pour le présent ni dans un avenir bien prochain vouloir s'engager dans une guerre offensive contre les deux Couronnes c'est que nous raisonnons d'après sa position et ses circonstances connues, mais nous ne nous en faisons pas un argument pour nous relâcher de la vigilance dont tout nous fait une nécessité, et des mesures de prévoyance qu'il est fâcheux qu'elles aient été négligées sous la précédente administration. Si notre voix paroit toujours pencher vers la paix il est certainement moins leffet du besoin de notre situation qu'elle ne soit pas encore telle quelle le sera dans l'espace de quelques années, que celui

<sup>1</sup> Rapport du 23 novembre. *Espagne*, t. 578, p. 38.

- 177 de la réflexion et du sentiment. Les deux puissances n'ayant pas l'ambition des conquêtes et ne voulant que conserver ce qu'elles possèdent la guerre quand bien même elle ne seroit pas un crime lorsqu'elle n'est pas nécessaire, seroit au moins inutile tant qu'elles ne seront pas attaquées dans leurs domaines ou offensées dans leur honneur, la paix doit donc être un parti de choix pour les deux Couronnes qui ne pensant point à acquérir feroient en pure perte les frais d'une guerre dont la plus heureuse nen est pas pour cela moins ruineuse. D'après cet aperçu nous ferons tout ce qui sera possible pour la prévenir ou pour la détourner, mais si le malheur la rendoit inévitable nous la ferons avec autant de persévérance et de courage que nous mettons de soin à l'éviter.

A Versailles le 28 9<sup>me</sup> 1755

*Espagne t. 578 n° 2*

Mais l'exacte interprétation de son pl. au comte d'Aranda n'étoit pas la seule chose que se proposât le ministre, quand il s'expliquait ainsi avec son ambassadeur. Il est visible qu'il tenait à le fixer sur deux points également importants pour les pourparlers futurs : la situation difficile dans laquelle le dernier règne avait laissé la France et l'idée morale qui inspirait le cabinet. Ce qu'il a écrit comme par occasion dans cette dépêche du 28 novembre, il le répète, en effet, peu après, dans une autre, cette fois au nom du Gouvernement, dans un langage qui coulant de sa plume sans ratures et que la droiture de la pensée rend éloquent à elle seule.

M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi vous ayant dit d'un ton d'honneur et de reproche que nous ne voulons pas la guerre parceque nous ne sommes pas en état de la faire, nous devons par une suite de cette prévention être très réservés à donner des conseils et à insister sur un parti plutôt que sur l'autre. Nous ne rougissons pas d'avouer que regardant la guerre comme un très grand mal nous éviterons autant que nous n'y serons pas forcés pour le devoir de nos engagements ou par la mauvaise volonté de nos rivaux et nous rendons à S. M.<sup>te</sup> C<sup>te</sup> la justice de croire quelle ne pense pas différemment son humanité en fait foi. Quant à notre impuissance M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi pourroit se rappeler qu'il n'y a pas bien longtemps que je me suis avverti à lui sur notre situation.

l'intervalle qui s'est écoulé depuis ne peut pas y avoir opéré un grand changement, nous si nous supposé si mal croirait il qu'une guerre générale serait un remède à nos maux, elle sera cependant nécessairement si l'Espagne au lieu de se borner à recouvrer et à conserver ce que le Portugal peut lui détenir injustement dans le vaste continent de l'Amérique méridionale veut l'attaquer dans ses domaines d'Europe. Ne nous le dissimulons pas M. du moment où l'Ang<sup>e</sup> verra les deux Couronnes prendre des mesures pour envahir le Portugal quelqu'engagé quelle soit dans sa querelle avec ses colonies, elle s'en tirera pour voler au secours d'un allié dont la conservation ne lui est pas moins intéressante que celle de l'Amérique septentrionale. Elle ne pargnera pas ses efforts pour attirer d'autres puissances dans ses mesures et vraisemblablement pour assister une autre guerre sur le continent où nous devrions nécessairement jouer un rôle principal. N'oublions pas M. que c'est le ressort principal qui ne lui a souvent que trop bien réussi. Considérons encore que placés comme nous le sommes au centre de l'Europe nous ne pouvons pas nous isoler comme l'Esp<sup>e</sup> et nous réduire à un point unique, peut être aussi serait il à propos de réfléchir mûrement sur les liaisons qui ont été prêtes à se former entre l'Ang<sup>e</sup> et la Russie et qui devoient mettre à la disposition de la 1<sup>re</sup> les forces de terre et de mer de l'autre, elles ont manqué, l'objet en était trop disparate, mais un objet plus raisonnable pourrait les renouer et il semble d'un intérêt commun pour l'Espagne et pour la France de leur fournir ni le motif ni le prétexte. Enfin ne perdons pas de vue que des l'année dernière les Ministres anglais s'expliquaient que pourvu que l'Espagne n'attaquât point le Portugal en Europe et ne voulût point faire la conquête du Brésil, ils seroient assez indifférens à ce qui pourroit survenir, aujourd'hui ils jurent l'opinion ou ils paroissent croire que le Portugal se prêterait à un accommodement raisonnable, sur le fondement qu'il n'a rien ou peu à attendre de l'Ang<sup>e</sup> aussi embarrassée qu'elle l'est avec ses Colonies. Tout cela si je ne me trompe, indique à l'Esp<sup>e</sup> la voie la plus sûre quelle doit tenir. Elle ne veut ni que se faire rendre ou se faire à elle même justice des usurpations des Portugais, elle ne prétend que la restitution de ce qui lui appartient légalement, c'est en Amérique qu'on le lui ravit c'est donc là qu'il faut le repéter et le reprendre. il est indispensable d'en venir à cette extrémité. Après cela si l'Ang<sup>e</sup> malgré tous les motifs qui doivent la dissuader d'entrer dans une

171 être peut être dans le cas d'en regretter la dispersion au moment où l'emploi le plus nécessaire en deviendrait indispensable.

\* \* \* \* \*

Toute négociation entre l'Ang<sup>re</sup> et la Russie pour le transport d'un corps de troupes de cette dernière en Amérique a cessé, mais la première y supplée par des troupes allemandes quelle prend à sa solde. 2<sup>e</sup> hessois, 5 mille Brunsvikois et 2. ou 3. B<sup>mes</sup> de quelques autres petits princes, voilà ce dont nous avons connoissance et qui doit être embarqué avant le printemps. Cette masse est considérable et si l'on joint à cela les forces qu'on tirera de l'Ang<sup>re</sup> même et qui ne seront pas probablement en moindre nombre, cela formera une armée d'environ 40<sup>000</sup> hommes destinée à opérer en Amérique. Je ne puis disconvenir avec vous M. qu'une force aussi énorme pour ces parages ne doive exciter toute l'attention et la vigilance des deux Couronnes, mais peut être serait il prémature de penser dès à présent à prendre des mesures pour s'en garantir, ce serait donner l'alarme à l'Ang<sup>re</sup> lui faire supposer des vûes que nous n'avons pas et peut être la détourner de celles dont il nous est intéressant quelle ne se relâche pas. Elle est trop engagée à ne pas avoir le dementi de ses entreprises sur les Colonies pour supposer à ses efforts d'autre objet que celui quelle annonce; si les deux Couronnes ont quelque chose à en appréhender ce ne sera que dans le cas où toutes ses mesures venant à échouer le Ministère se voyant perdu n'aurait d'autre ressource pour échapper à la vindicte publique qu'un coup de désespoir. Ce moment ne peut être prochain, toute notre prévoyance doit donc se concentrer pour le présent à le surveiller; tenons nous prêts à agir lorsqu'il en sera tems, mais nagissons pas avant le tems, ne laissons pas même transpirer de inquiétude tel est le système que le Conseil du Roi paroît avoir adopté, si les circonstances exigent que nous y fassions des modifications ou des changemens je serai exact à vous en prévenir.

À Versailles le 26 janvier 1776

*Espagne* 579 n. 30

La dernière partie de la dépêche était peut-être, dans la pensée de M. de Vergennes, la partie principale. Réserver les forces des deux Couronnes pour des opérations efficaces, les former solidement

d'ici là, les compléter, laisser sonner l'heure de les mettre en jeu et bien voir qu'elle n'était pas encore venue, telle était la politique qu'il voulait faire suivre. L'ambassadeur comprend qu'il y a là des instructions positives. Il y fait écho, dès qu'il les a lues, avec cette netteté parfaite :

Il n'y a rien de plus sage et de mieux vu, Monsieur, que le parti adopté par Sa Majesté et par son Conseil de ne pas prendre prématurément des mesures de précaution capables d'alarmer l'Angleterre et de lui faire supposer des vues qui n'existent pas de la part de la France et de l'Espagne. Il convient infiniment aux deux Couronnes de ne pas détourner le Ministère Anglois dans ses projets doublement destructifs et ruineux pour sa patrie. Il suffit, comme vous le pensés, d'être fort attentif aux événements et de se tenir prêt à agir lorsqu'il sera nécessaire.

A Madrid le 8 février 1776

*Espagne : 1776 n° 4*

C'était, au demeurant, de la circonspection active. On se trouvait déjà loin de la situation de l'année précédente. Dans les premiers mois de 1775, le comte d'Aranda, invité par sa cour à démontrer à la cour de France la nécessité « d'établir par des faits une opinion avantageuse des forces respectives et d'augmenter notre marine », avait un jour abordé Louis XVI, sur ce sujet, avec un feu dont le jeune monarque s'était trouvé si frappé qu'il demanda aussitôt à M. de Vergennes un thème de réponse. Rien, alors, n'aurait pu mieux seconder les vues du secrétaire d'État que de se voir interroger ainsi. Cela conduisant naturellement à poser dans les conseils du roi cette question de l'Amérique, objet de craintes, grosse de dépenses qu'il y avait nécessité d'affronter, mais dont l'état du Trésor faisait un problème. M. de Vergennes avait alors répondu au roi, par écrit, que « l'ambassadeur leur avait bien des fois représenté, à M. le comte de Maurepas et à lui, ce qu'il avait eu l'honneur de dire à S. M. ; que, d'après une lettre privée de M. de Grimaldi, il paraissait avoir parlé en suite d'instructions; qu'il fallait donc donner satisfaction au désir exprimé par

2. a. l'Espagne; que c'était très embarrassant et cependant indispensable, que lui ne pouvait parler que sur les indications du ministre de la marine et du contrôleur général dont les raisons ne lui semblaient pas solides; mais que puisqu'il s'agissait de quelque chose de si grave à la fois et de si intéressant par ses suites, à savoir de « conserver » l'alliance de l'Espagne ou de l'égarer », il suppliait le roi d'ordonner que l'affaire fût rapportée et discutée dans son conseil d'État. » Depuis lors le but n'avait pas été perdu de vue et l'on avait fait beaucoup de chemin des deux côtés des Pyrénées. On était à l'unisson pour se préparer aux événements, on pourrait presque dire pour les aider à naître.





espions, d'avoir averti les Algériens de tout ce qui se passoit, par différens bâtimens qu'un commissaire de la marine de Marseille avoit expédiés, enfin de n'avoir rien négligé pour que les Algériens se missent dans un si bon état de défense, que l'entreprise de l'Espagne dût nécessairement échouer.

M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi ne m'a pas dit que cette conduite eut été dictée par notre ministère mais il m'a donné lieu de presumer qu'il le soupçonnoit. Il a ajouté comme une preuve de ses bonnes intentions, qu'il avoit engagé le Roy Catholique à cacher ces détails surtout à cause de l'impression nuisible qu'ils feroient sur la nation Espagnole qui se montrait extrêmement sensible au mauvais succès de cette entreprise, mais qu'il voyoit avec peine que la chose commençoit à se bruiser. Ce Ministre a encore observé qu'il étoit naturel que la France vit avec peine la destruction d'Alger, à cause du commerce des grains qu'elle fait avec cette Régence, mais que chacun avoit ses raisons d'intérêt personnel, que l'Espagne avoit celui d'abattre un ennemi qui lui causoit un dommage continuél par ses pirateries, que ces considérations avoient engagé l'Espagne à cacher principalement à la France ses projets contre Alger. J'ay répondu :<sup>m</sup> que notre Ministère avoit ignoré jusqu'au moment de l'exécution, que les préparatifs que faisoit l'Espagne, fussent destinés contre Alger, que quoiqu'il fut possible que les Marseillois le soupçonnant, eussent donné des avis aux Algériens, j'oserois répondre sur ma tête qu'ils ne l'ont pas fait par des ordres supérieurs. Qu'au surplus je ne balancerois pas à vous informer de ce qu'il venoit de me dire à ce sujet.

Espagne 578. n<sup>o</sup> 72

## 2. LE COMTE DE VERGENNES À OSSIN.

À Versailles le 28 9<sup>bre</sup> 17 55

Je ne reviens pas M. de l'imputation qu'on nous a fait en Espagne et à laquelle M. de Grimaldi ne vous a pas paru inaccessible d'avoir donné aux Algériens l'avis que l'armement de l'Espagne les menacoit, et d'avoir contribué par là à la résistance qu'ils ont faite. Ce qu'il y a de curieux à cet égard, est que le Dey d'Alger se plaint de son côté du silence que nous avons gardé avec lui sur l'orage qui le menacoit. Au vrai ce n'est qu'à la dernière extrémité que nous avons pu nous persuader que les vus de l'Espagne étoient contre Alger et lorsque nous n'avons pu en douter M. le C<sup>te</sup> d'Aranda peut nous rendre la justice que nous n'avons eu d'inquiétude que pour l'Esp<sup>e</sup> parceque nous avons prévu quel en seroit le venement. J'en appelle à cet ambassadeur et à tout ce que je lui ai dit. C'est alors seulement que nous avons fait partir deux tartanes pour Alger, leurs instructions étoient ouvertes et elles avoient

ordre de les communiquer aux Commandants Espagnols si elles les rencontrent. Elles sont arrivées à Alger lorsque la flotte étoit déjà en présence, elles n'y ont donc pas donné avis de la venue des Espagnols. L'une a été arrêtée, l'autre a passé. L'une et l'autre avoient en mission d'être aux ordres du Consul, de le recevoir et les autres Français s'ils étoient dans le cas de craindre l'effervescence d'un peuple toujours prêt à se porter aux plus grandes extrémités et à se venger sur les chrétiens indistinctement des accidens qui leurs arrivent. Heureusement que l'humanité et la fermeté du Dey ont rendu notre prévoyance inutile, il n'est pas jusqu'aux moines Espagnols qui desservent le baign qui n'aient à se louer du soin qu'il a pris de leur sûreté. On se plaint de nous en Espagne, je voudrais que M. de Grimaldi fut exactement instruit des mauvais traitemens qu'on essayé nos patrons et équipages employés dans cette expédition, il nous saurait gré de notre sience.

*Espagne 1 578 n° 112*

### 3. LE COMTE DE VERMÉNEN A OSSUN

*A Versailles le 8 3<sup>me</sup> 75*

Je vous avec un sensible déplaisir M<sup>r</sup> par ce que vous me faites l'honneur de me mander, et par ce que j'ai recueilli dans les différentes depeches que M. le comte d'Aranda m'a communiquées, que M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi est vivement affecté que nous ayons balancé entre la confiance que sa sincérité et sa franchise méritent à tous égards et les fausses assertions du Ministère Portugais en Angleterre. Vous avez dû remarquer dans ma correspondance que ce qui nous est revenu de Londres à ce sujet n'a excité que de l'indignation de notre part. En effet je n'hésitai pas aussitôt à les démentir et l'usage que je fis de votre lettre du 26 octobre dont j'envoyai incontinent l'extrait à M. le C<sup>r</sup> de Guines en fait foi. Je ne désavouerai pas M<sup>r</sup> que l'office de M. de Souza du 24 du même mois, dirigé à M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi lui-même, dans lequel il lui rappelle la prétendue ouverture faite le 17 juillet, mais que ce Ministre Espagnol relève même cette assertion, je ne désavouerai, dis-je, pas que cette circonstance ne m'ait fait balancer, sans pour cela m'induire à former un jugement désavantageux au caractère de M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi. J'ai pensé qu'il étoit possible que ce Ministre causant familièrement avec l'amb<sup>r</sup> de Portugal, lui auroit tenu quelques propos auxquels l'autre auroit donné trop de valeur, et dont il auroit voulu se faire fête auprès de sa cour.

Mais très certainement il ne m'a pas passé une idée par la tête, et il ne m'est pas échappé un seul mot qui puissent et doivent altérer la délicatesse du Ministre Espagnol. Je vois dans une de ses lettres à M. le comte d'Aranda que celui-ci a cru

voir de la dissimulation dans mon silence. Je ne puis répondre des jugemens de personne, seulement de mes intentions. La question paroissoit en elle même si indifferente que je croyois beaucoup plus convenable de la laisser tomber que de vouloir l'approfondir. J'y ai réussi à Londres, et tres certainement M. de Pomhal n'a pas lieu de se feliciter du succès des artifices qu'il y avoit employés.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien communiquer cet article à M. le marquis de Grimaldi en l'assurant qu'il n'a rien à desirer de l'estime que j'ai de son honnêteté et de sa vertu et de la consideration que je porte à ses talens et à ses bonnes intentions.

*Espagne le 578 n° 144*

#### 4. LE MARQUIS D'OSSUN AU COMTE DE VERGENNES.

*A Aranjuez le 15 3<sup>bre</sup> 1770.*

M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a assuré en toute confiance, que personne ne desiroit plus sincerement que lui le maintien de la paix generale, par inclination et à cause de la situation delicate ou il se trouvoit vis à vis d'une nation qui ne peut pas souffrir les étrangers, mais que cette dernière circonstance le rendroit fort circonspect à donner un avis décisif.

*Ibid. n° 153*

#### 5. M. DE MAGALLON AU COMTE DE VERGENNES

*A Madrid le 30 Nov<sup>r</sup> 1770*

Vous avez eu toujours, Monsieur le Comte tant de bonté et d'amitié pour moi que je manquerois à la reconnaissance que je vous dois si je ne saisisois pas l'occasion de me rappeler à votre souvenir en vous mandant mon arrivée ici, elle a été en très bonne santé, et j'ai eu lieu d'être satisfait du bon accueil que j'ai éprouvé de toute sorte de personnes. Je me suis acquité envers M. le marquis de Grimaldi de la commission dont vous avez voulu bien me charger pour lui. ce Ministre a été fort sensible à tout ce que je lui ai dit de votre part, la franchise et l'ouverture que vous desirez dans toutes les affaires qui pourront intéresser les deux Monarchies est aussi ce qu'il desire et ce que vous trouverez en lui certainement, vous savez, Monsieur le Comte la part essentielle qu'il eut au système d'union intime qui regne aujourd'hui entre nos deux Cours, ainsi cette franchise et cette sincérité, sans lesquelles le système deviendrait pour ainsi dire inutile est une suite nécessaire de ses principes, il en connoit la solidité et la sagesse des vôtres, et il est bien persuadé que

dans toutes les occasions qui pourront se présenter il y aura un parfait accord entre les deux Ministères et cette uniformité de vues et des maximes qui convient si essentiellement pour leur avantage et pour leur gloire.

M. de Grimaldi a été fort aise de savoir l'application particulière avec laquelle M. de Sartine travaille au retablissement de la Marine et les soins avec lesquels vous y contribuez vous même, quoique ce département ne vous regarde pas directement M. de Grimaldi se trouve précisément dans le même cas et comme il doit en qualité de Ministre des Affaires Etrangères régler le langage qu'il faut tenir dans les occasions vis à vis des Puissances étrangères, et surtout de l'Angleterre, il est indispensable non seulement qu'il soit bien instruit de l'état de la Marine mais qu'il soit autorisé à conférer avec le Ministre de ce département sur les moyens de la mettre et de l'entretenir sur un pied respectable

*Espagne* 578 f° 125

## II

### SUR L'ENVOI DE FORCES ESPAGNOLES EN AMÉRIQUE

#### LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN

A Versailles le 20 Août 1763

La dépêche du ministre était accompagnée d'une lettre privée pour Ossun et d'une autre pour le marquis de Grimaldi. M. de Vergennes mandait à l'ambassadeur « J'espère Monsieur le Marquis, avoir bien saisi dans l'expédition que je vous adresse l'esprit des intentions et les intérêts du ministère d'Espagne, si cependant j'ai manqué à quelque chose ou si je me suis fourvoyé vous avez toute puissance pour me rectifier ou me suppléer. Peut être trouvera-t-on que nous parlons trop doucement aux Portugais. Plus de vigueur et de sécheresse nous rendroit suspects et ferait rejeter nos bons offices, il s'agit de concilier et de mettre en voie de négociation, nous ne pouvons rien dire sur le fond de l'affaire que nous ne connaissons pas suffisamment » *Espagne*, t. 577, n° 69 bis

J'ai reçu M. la lettre n° 39 que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 7 de ce mois et M. le C<sup>te</sup> d'Aranda m'a communiqué les avis que M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi lui a transmis soit par rapport aux forces considérables que les Portugais rassemblent de

cote de Buenos Ayres est par rapport aux mesures à prendre pour occuper si est possible le feu prêt à éclater, j'ai mis le tout sous les yeux du Roi et Sa M<sup>te</sup> sensible à la confiance que le Roi son oncle lui témoigne seest ne pouvoir y correspondre d'une manière qui lui soit plus agréable qu'en lui expliquant sans détour sa véritable façon de penser.

Le Roi pense absolument comme la couronné des ministres d'Espagne à l'avis duquel. Il paroît que le Roi C<sup>te</sup> s'est rangé que ce seroit se ruiner en détail d'envoyer de petits renforts de troupes dans la partie de l'Amérique qui est menacée mais Sa Maj<sup>te</sup> est en même tems d'opinion que ce seroit beaucoup risquer de faire dépendre les mesures ultérieures de défense à prendre des événements qui pourroient survenir dans l'Etat de forces où les Portugais se trouvent à Rio de Janeiro, sur le Rio grande de S<sup>t</sup> Pedro et sur le fleuve de la Plata. Ce qui semble le plus instant pour l'Espagne est d'y porter sans perte de tems un corps de troupes avec nombreux et une escadre suffisante pour y rétablir au moins l'égalité. La continuation de la guerre contre Maroc donne la facilité de couvrir cette expédition du voile du mystère et la flotte qui revient d'Alger mesure les moyens de la faire avec célérité. On pourroit sous prétexte de quelque tentative contre les côtes de Maroc faire sortir de Cadix deux vaisseaux de ligne avec un pareil nombre de frégates, autant de Ferrol. Chacune de ces petites escadres auroit à son bord et sous son convoi deux à trois mille hommes de débarquement, et pour mieux cacher le but de l'armement on pourroit leur joindre des galiotes à bombes et d'autres petits bâtimens connus plus propres à servir la terre. Le rendez vous commun seroit aux Canaries d'où les forces destinées pour l'Amérique méridionale prendroient leur point de partance. Quant aux bâtimens légers ils auroient ordre de ne quitter les Canaries pour revenir en Esp<sup>ne</sup> que trois semaines après le départ de l'escadre. De cette manière le secours de l'Esp<sup>ne</sup> parviendrait les renforts que le Portugal pourroit penser à envoyer. Au reste il n'y a pas lieu de supposer que parceque l'Espagne se dégarure d'un corps de six mille hommes la Cour de Lisbonne osera concevoir le projet de l'attaquer en Europe elle n'est pas en état de le tenter avec ses seules forces et l'Ang<sup>le</sup> sur laquelle elle peut compter est pour le moment dans l'impuissance d'y suppléer.

La question semble se réduire à ce que dans ou les Portugais sont réellement dans le dessein de faire la guerre à l'Esp<sup>ne</sup> en Amérique, ou bien suscités par leur propre inquiétude et par leurs remords, ou même par les Anglois qui craignent peut être quelque entreprise de sa part, ils ne veulent que la tenir en échec et attirer sa pp<sup>te</sup> attention dans cette partie.

Dans le premier cas si la guerre est commencée l'arrivée soudaine d'un secours

un considérable doit en changer la face et mettre tout l'avantage du côté des Espagnols. Au contraire si les Portugais n'ont point encore fait d'hostilités formelles, ils hantent ou surdient ils ne veulent que donner de l'inquiétude, la bonne posture ou ils verront l'Espagne leurs en impose et au lieu de songer à allumer ils ne trouveront heureux si l'Espagne ne leurs ravi pas la tranquillité qu'ils semblent lui servir. Une considération qui semble de quelque poids est que si les Portugais sont effectivement réunis à la guerre, ils doivent avoir la sûreté d'être soutenus par l'Ang<sup>e</sup> il est donc de la plus grande importance de faire passer incessamment sur le théâtre des hostilités des renforts suffisants avant que les Anglois puissent se mettre en mesure de les intercepter.

Si on propose d'envoyer dans la rivière de la Plata quatre v<sup>e</sup> de ligne et autant de frégates pour assurer le transport des troupes, tant qu'on en envoie que le sont les Portugais dans cette partie envoyer de moindres forces ce seroit les exposer vraisemblablement à insulte et peut être aux plus fâcheux événements.

Loin que les envoy puissent faire un préjugé contre les dispositions pacifiques de S. M<sup>e</sup> C<sup>te</sup>, il ne pourroit que faire honneur à sa prévoyance et donner plus de force aux officiers qui est question de faire pour empêcher que le feu qui allume en Amérique nait de plus grandes suites et embrase l'Europe il n'est pas de moyen plus certain pour assurer la paix que de se montrer en situation de ne pas craindre la guerre, le Portugal ne peut être la présomption et hardiesse aussi loin qu'il le fait que parcequ'il est trop persuadé que l'Esp<sup>e</sup> ne le considère pas assez pour prendre contre lui toutes les précautions que la circonstance semble exiger. L'idée ou est le ministère d'Esp<sup>e</sup> de conserver armé pendant le reste de l'année tout ce qui a servi devant Alger est bonne mais elle ne remplit pas la vûe la plus intéressante qui doit être d'empêcher les Portugais de faire de certains progrès dans la province de Buenos ayres et dans le cas où ils y auroient pris quelques avantages de ne leur pas donner le temps de se les affermir.

Nous avons trop de preuves M. des sentimens d'humanité de S. M<sup>e</sup> C<sup>te</sup> et de ses dispositions pacifiques pour douter un seul instant que tout avec le plus véritable regret quelle se verrait forcée par la témérité des Portugais à entrer dans une guerre quelle devra éviter autant que sa dignité et sa gloire en seront point blessées. Nous concevons également que les premières démarches ne doivent point partir de S. M<sup>e</sup> C<sup>te</sup> et le Roi n'a aucune difficulté à s'en charger soit à Lisbonne soit partout ailleurs où il sera convenable d'en faire. Il paraît suivant ce que vous m'avez fait l'honneur de me marquer que le vœu de M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi seroit que nous engagions l'Ang<sup>e</sup> à se joindre à nous pour disposer la Cour de Lisbonne à réduire aux termes d'une discussion amiable les prétentions quelle semble vouloir

faire valoir par la force des armes, ce parti nous paraîtrait le plus convenable à tous égards. mais la dépêche adressée à M. le comte d'Aranda ne faisant mention que de simples offices à faire auprès du Roi très fidèle, Sa Majesté ne croit pas devoir prendre sur elle d'y faire intervenir l'Ang<sup>e</sup> sans être bien assurée que ce concours ne pourra pas être désagréable à Sa M<sup>te</sup> C<sup>te</sup>. C'est un délai mais qui ne tire à aucune conséquence.

En attendant que la Cour de Madrid fasse connaître ses intentions à cet égard je joins l'Instruction que j'adresse de l'ordre du Roi à M. d'Hinnisdal vous voudrez bien la communiquer à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi, si le ministre en approuve le contenu vous l'enverrez par un courrier au chargé des affaires du Roi, mais dans le cas où le ministère espagnol y désirerait quelques changements Sa M<sup>te</sup> vous autorise à les faire, et vous verrez M. par ma lettre particulière à M. d'Hinnisdal que le Roi lui ordonne de se conformer exactement à tout ce qui lui viendra de votre part

*Espagne, t. 579 n° 49.*

### 3 LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN

*A Versailles le 18 g<sup>bre</sup> 1775.*

Nous voyons avec plaisir M. que le Roi d'Espagne pense à renforcer les garnisons de ses possessions les plus exposées dans l'Amérique, c'est une précaution que nous avons déjà prise et à laquelle on donnera plus d'étendue si les circonstances l'exigent, nous ne pouvons mieux nous rassurer contre les Anglois et en imposer à leur audace qu'en nous mettant respectivement en mesure de leur rendre très difficile les conquêtes qu'ils seroient disposés à tenter. Je ne puis savoir au juste le nombre de troupes qu'ils se proposent d'employer à la réduction de leurs colonies. Suivant l'état de leur armée arrêté en parlement en supposant quelle soit portée au complet, ils ne peuvent avoir en Amérique que 16<sup>000</sup> ho<sup>m</sup> de troupes nationales, ils font quelques levées en Allemagne, mais on ne les estime pas au delà de 4<sup>000</sup> ho<sup>m</sup>, reste à former l'excédant de troupes étrangères s'ils veulent avoir 40<sup>000</sup> ho<sup>m</sup>. Serait ce la Russie qui le fournirait? c'est ce que nous ne savons pas. cette négociation semble devenir plus problématique et nous ne voyons pas quel y en ait d'autres entrainées en Allemagne pour avoir des troupes mercenaires, mais s'il est aisé aux Anglois de se procurer et de transporter en Amérique un grand nombre de troupes, il ne le sera pas également de les y entretenir, il faut des vivres et ils reviendront chers si faut les tirer de l'Ang<sup>e</sup> même. Cet embarras qui pourra retarder la réduction de l'Amérique septentrionale si on s'obstine à l'effectuer par la force des armes pourroit bien



sopposer aux vues ultérieures que l'Ang<sup>e</sup> pourrait avoir sur nos possessions respectives. Cependant il est très à propos d'y donner de part et d'autre l'attention la plus suivie car nous ne pouvons savoir par où cette puissance commencerait si elle se déterminait à la guerre. Il est possible qu'elle en veuille à nos îles mais il ne le serait pas moins qu'elle crût plus intéressant de tomber sur l'Espagne. Les reconnoissances qu'elle n'a cessé de faire depuis la dernière paix dans la mer du Sud, les liaisons qu'elle travaille à y établir pour s'y procurer des lieux de rafraichissement, l'établissement qu'elle va former chez les Mosquitos dont le directeur est déjà en mer, tout cela annonce qu'elle a un point de vue qui ne peut être autre que de souvrir l'Amérique opulente par le centre et de dominer sur les deux mers qui la baignent.

*Espagne, t. 578 n° 1. 2*

## CHAPITRE X.

### EFFET PRODUIT À MADRID PAR LES AGISSEMENTS DU PORTUGAL.

Nouvelles agressions du Portugal à Buenos-Ayres. — Manœuvres de M. de Pombal, qui sollicite la médiation de Vermillon et de l'Angleterre. — Le comte de Madrid est convaincu de la complexité du cabinet de Londres : elle charge son ambassadeur d'informer Versailes des dispositions qu'elle a prises des mesures qu'elle propose : et de demander que l'un concerte un projet d'action. — Activité du comte d'Aranda pour exciter la France contre l'Angleterre, ses relations, ses vues, son idée de faire soulever l'Irlande et de la rendre indépendante : l'ambassadeur lui est donné d'en proposer le projet et de faire examiner l'immence de la guerre. Louis XVI permet des conférences avec l'ambassadeur : réunion du 26 février chez le comte de Maurepas. M. de Vergennes y fait exposer cette politique en exposant celle des *Conservateurs*, dépêche conforme écrite à Ossun. — La Louisa indiquée par M. de Vergennes comme l'entrepôt où les Américains vendraient chercher du matériel de guerre, divergence à cet égard avec M. de Grimaldi : tendance de ce ministre à laisser à la France les opérations délicates. Nouvelle conférence chez M. de Maurepas, Aranda y appuie par une note les propositions de son gouvernement, le roi décide d'armer à Brest et de lui les *Acsonaux*. Résolution écrite en conseil dans ce sens : l'envoi en est fait officiellement au ministre de la marine et à Ossun. L'intérêt est éprouvé par les deux cours : prochaine intimité que une satisfaction préparée avec les colonies insurgentes.

1776. Tandis que les deux Couronnes semblaient reconnaître que l'expectative serait pour longtemps nécessaire, les procédés de M. de Pombal vinrent subitement les faire changer d'avis. On apprit qu'au mois de novembre, où le ministre de Sa Majesté Très Fidèle avait feint de consentir à régler à Madrid, directement avec l'Espagne, leurs limites respectives en Amérique, les commandants portugais avaient enlevé un poste espagnol et pillé des villages sur la frontière du Paraguay, qu'à l'entrée de la rivière de la Plata deux vaisseaux marchands, saisis par un navire de guerre, s'étaient vu retenir trois mois prisonniers et que leurs équipages avaient subi les plus mauvais traitements. Dans son accusé de réception du 8 février, dont nous citons tout à l'heure le préambule, Ossun donnait à son gouvernement le premier

avis de ces faits, dont M. de Grimaldi venait de lui parler; le 15, il en rendait compte, ajoutant non sans raison que le cabinet de Madrid était obligé de voir des intentions décidément hostiles dans des actes pareils, survenus après que l'ordre avait été reçu de suspendre toute action de part et d'autre<sup>1</sup>. Il était chargé de dire que tous pourparlers seraient rompus entre les deux cours jusqu'à ce que le cabinet de Lisbonne eût donné les satisfactions que ses agissements rendaient légitime d'exiger. Dès le 12, au reste, M. de Grimaldi avait écrit à ses ambassadeurs de prévenir de cette résolution le cabinet de Versailles et celui de Londres<sup>2</sup>.

La conduite du Portugal dépassait les limites de l'équivoque. Il fallait avoir un grand désir de retenir les préoccupations politiques en Amérique pour ne pas laisser l'Espagne libre d'agir contre lui. De la part de M. de Pombal, le rejet de la médiation de la France, dans l'été de 1775, n'avait été qu'un moyen employé pour écarter de ses projets tout obstacle, et les négociations suivies avec Madrid une manœuvre pour faire croire à des dispositions meilleures de sa part, pendant qu'il préparait des agressions nouvelles. Très positivement, cette fois, il venait de faire demander l'intervention amiable de la France et de l'Angleterre<sup>3</sup>; ce n'était que pour mieux cacher qu'il machinait une attaque plus sérieuse. Le cabinet de Louis XVI n'était nullement dupe de ces procédés. A contre-cœur, mais avec une

<sup>1</sup> *Espagne*, t. 579 n° 57. « M. de Grimaldi m'a dit que la lecture de cette relation lui avait fait bouillir le sang, » écrit l'ambassadeur dans un autre rapport.

<sup>2</sup> M. de Vergennes fait remercier le roi de cette communication le 27 février. *Espagne*, t. 579 n° 77.

<sup>3</sup> A cet égard, il ne pouvait pas y avoir de doute. Une dépêche de M. de Vergennes à Omsas du 16 février 1776, l'informe de la démarche de M. de Pombal auprès de l'ambassadeur du roi à Lisbonne, le marquis de

Rincoset, une dépêche du 23 confirme la première par l'annonce que l'Angleterre a prescrit à lord Stormont de s'en expliquer à Versailles et d'obtenir les trois offices du roi pour l'acceptation de l'Espagne des dépêches des 24 février 24 et 30 mars, au chargé d'affaires à Londres, conformément celle dernière. Dans son rapport du 29, le marquis d'Omsas transmet à Versailles les remerciements de Charles III pour les bons offices de la France. *Espagne*, t. 579 n° 58 et 66, *Angleterre*, t. 512 n° 153 et t. 515 n° 46 et 61.

1776 complaisance que ne laisseront ni la fréquente évidence du peu de loyauté du Portugal ni la connivence que paraissait y prêter l'Angleterre, il recommence à Londres, à Madrid, à Lisbonne, une année durant, des échanges de vues et d'entretiens dans le désir d'accorder les prétentions rivales. Négociations de patience, sans cesse déçues, les prétentions sont d'autant plus changeantes ou moins sincères de la part de M. de Pombal que celles du gouvernement de Charles III sont droites et sont justifiées. Nous devons en retrancher ici les détails, ce sujet n'ayant qu'accessoirement rapport à celui qui nous occupe; bornons-nous à dire qu'à l'heure où le ministre de Lisbonne recourait à ce nouveau stratagème, le 19 février, les petites garnisons et les équipages maritimes de l'Espagne, à Buenos-Ayres, étaient obligés de livrer une bataille véritable; un régiment espagnol avait trois hommes tués et trois blessés; un vaisseau perdait son commandant, un autre son lieutenant avec huit matelots tués et vingt et un blessés. A la première alerte, déjà, les intentions du Portugal étaient apparues sous le plus inquiétant aspect à la cour de Madrid; maintenant on n'y doute plus qu'elles ne fussent appuyées par le gouvernement britannique et l'on ne pensa qu'à se concerter avec la France pour une action commune. Ossun, en transmettant à M. de Vergennes, le 29 février, l'expression de la gratitude et les désirs du marquis de Grimaldi au sujet de la nouvelle médiation, ajoute ceci :

Ce Ministre m'a parlé des ordres qu'il a adressés par le dernier courrier à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda pour que cet ambassadeur conférât avec Vous sur les précautions à prendre pour être informé le plus exactement qu'il sera possible de tout ce qui se passera sur mer et sur terre de la part des Anglois et de leurs Colonies rebelles, afin que la France et l'Espagne puissent en conséquence des avis qu'elles recevront prendre des mesures promptes et efficaces pour la défense et la conservation de leurs possessions en Amérique. M. de Grimaldi a voulu me mettre au fait des démarches de prévoyance de l'Espagne à cet égard et en ce que Sa M<sup>te</sup> Catholique desiroit que la France pût exécuter de son côté. Il seroit superflu, Monsieur, que je le répète ici.

puisque M. le C<sup>te</sup> d'Aranda a été chargé de vous le communiquer dans le plus grand détail. 1774

*Espagne t. 579, n. 77*

Or, le premier ministre d'Espagne ne s'était pas borné à écrire au comte d'Aranda pour l'informer seulement de la manière dont il pensait que les deux Couronnes devaient se faire renseigner et se tenir en garde, mais en vue d'étudier sans retard ensemble un projet d'action contre l'Angleterre. Deux dépêches du même jour avaient porté les instructions nécessaires à l'ambassadeur; lorsqu'il en entretint M. de Vergennes, Aranda lui laissa une copie de l'une et de l'autre. La première, datée d'Aranjuez, commençait ainsi :

L'Angleterre augmente chaque jour ses armemens dans le dessein vrai ou faux de soumettre ses colonies et quoiqu'on ne doive pas croire d'abord que ses forces de terre et de mer soient dirigées vers un autre but, il y a des motifs de reste pour croire que l'expédition contre les Colonies une fois faite et le projet de les réduire réussi ou manqué, le Cabinet Britannique dont l'ambition est bien connue ne se contentera pas de faire rentrer dans ses ports les vaisseaux et les troupes mais qu'il cherchera à se servir de cet armement par voie de revanche en se jettant sur quelque-une des possessions espagnoles ou françaises dans ces parages.

Cela paroit repugner au premier coup d'œil parceque les deux puissances d'Espagne et de France n'ayant pas donné à l'Angleterre le moindre motif de plainte ou de chagrin et toutes les deux au contraire ayant témoigné en tout temps la plus grande modération toute visite nouvelle et imprevue de la part des Anglois seroit le comble de l'iniquité et de la mauvaise foi. Mais comme d'un autre côté, il y a des preuves répétées du contraire et que d'ailleurs la prudence ordonne de prendre à tout événement les précautions convenables je dois informer V. R. au moyen des copies cy jointes, des mesures que le Roi a songé à prendre en établissant entre ses vaisseaux de guerre de certaines croisières qui servent à veiller sans qu'il y paroisse ses mouvemens des Escadres Angloises.

*Ibid. n. 78*

Voir annexe I du présent chapitre

771 M. de Grimaldi expliquait, après cela, que l'Espagne ne pouvait étendre les croisières jusqu'à la Manche sans risquer de donner occasion à des conflits avec les vaisseaux de l'Angleterre, et sans que celle-ci en prit texte pour élever des plaintes dont elle ferait servir le bruit à ses vues cachées; mais il prescrivait à son représentant de démontrer « l'importance » (le mot était souligné) qu'il y aurait, pour le bien des deux nations, à prendre cette précaution. « L'intérêt des deux cours est le même, écrivait-il, et le roi pensait que le ministère de France pourrait de son côté décider des mesures qui correspondissent avec les siennes; dans une nation aussi active et aussi entreprenante que la France, on ne devait pas manquer d'expédients pour envoyer des corsaires qui, soit par mer, soit par terre, communiqueraient avec les colons et vérifieraient tout ce qui aurait lieu de ce côté ». À son pli étaient jointes deux pièces : l'une précisait la direction et la composition des croisières espagnoles projetées, l'autre les instructions données aux commandants et aux gouverneurs des principales colonies pour remplir leur mission, pour s'informer les uns les autres et informer à propos leur gouvernement. Il n'eût guère été plus explicite pour un commencement d'action.

La seconde dépêche avait une portée bien autre. On peut penser que de toutes les personnes qui travaillaient à engager le cabinet de Versailles contre l'Angleterre, en la voyant si mal préparée pour le gros incident qu'elle avait fait naître, le comte d'Aranda n'était pas celle qui s'agitait le moins. Il outrepassait beaucoup en cela son rôle d'ambassadeur; il avait des relations ou des correspondances avec tous ceux qui, en France ou à Londres, mettaient la main à des menées. Il en entretenait souvent M. de Vergennes et M. de Maurepas, leur apportait les plans que son imagination formait ou que l'on présentait à son esprit. Il avait conçu l'idée d'une entreprise des deux gouverne-

La pièce analysée ici paraît être une copie. Elle est écrite rapidement, avec des abréviations que nous avons remplies et porte

sur beaucoup *Lettre de M<sup>e</sup> de Gr. à M. d'Ar. et au-dessous D'Arg<sup>e</sup> - 26 février 1776 pour Aranger*

ments pour soulever l'Irlande, s'était efforcé d'y amener ces ministres et hasarde bientôt à la proposer à M. de Grimaldi. Or le conseiller du roi ne faisait pas difficulté, à cette heure, d'autoriser l'ambassadeur à remettre au gouvernement de Versailles un exposé écrit de ce projet, tant la surexcitation était vive à sa cour. Il le chargeait en outre d'examiner avec ce gouvernement si, décidément, les deux pays n'avaient pas à entrevoir la guerre à courte échéance et à s'y préparer. Il le faisait dans les termes qui suivent, confirmant ce que nous venons d'expliquer.

Au Pardo le 26 février 1796

Dans sa lettre n° 638 de l'expédition du 10 de ce mois V. E. rapporte, que dans une nouvelle conversation avec M<sup>r</sup> de Vergennes et de M<sup>r</sup> de Repas l'avait été question de divers points relatifs à ces mesures, que dans le cas d'une guerre inévitable avec l'Angleterre nos deux ministères pourroient ou devraient prendre pour rendre inutiles les projets de cette nation ambitieuse, et pour châtier son orgueil.

Entre autres choses particulières on parla de quelque entreprise sur l'Irlande dans l'idée que ce coup seroit le plus sensible à l'Angleterre, parceque dans la réalité on diminueroit notablement sa puissance, si on parvenoit à separer de sa domination cette île importante, et descendant à faire plusieurs réflexions sur le moyen le plus propre pour engager les Irlandois eux-mêmes dans l'exécution de ce projet, en leur promettant une separation et une indépendance subsistantes, sur des secours et secours que nos cours devroient donner à ces habitans, et sur d'autres précautions qui devroient précéder, V. E. s'étendit à rapporter tout ce qu'Elle avoit médité à ce sujet et ces ministres le prièrent en conséquence de rassembler dans un mémoire toutes ses réflexions, et de les leur lire V. E. le fit effectivement et eût paru à très bien à ces Messieurs, mais V. E. ne voulut point leur laisser le mémoire, par la juste réflexion que c'étoit un ouvrage purement volontaire et de sa propre idée sans ordre ni notion de sa cour. En conséquence V. E. n'en a envoyé copie afin que je lui manifeste les intentions du Roy.

J'ay informé de tout S. M. avec la ponctualité qu'exige une affaire de cette importance, et le zèle que V. E. témoigne pour tout ce qui peut intéresser le

179. bien de cette Monarchie lui a été très agréable. Elle trouve très justes et très sages les réflexions contenues dans ce mémoire, et ne voit point d'inconvénient que V. E. en remette une simple copie sans signature, qui pourrait lui donner apparence d'un office ministériel, mais en reconnaissant que de tous les projets relatifs à l'Irlande celui cy serait le plus faisable, parcequ'il serait une très grande amorce pour les naturels du Pays, et qu'il n'exigerait pas que les Puissances d'Espagne et de France hasardent des corps considérables de leurs propres troupes dans ces mers, qui seroient naturellement couvertes d'Escadres anglaises.

S. M. comprend qu'avant toutes choses il faut convenir sur la maxime si nous devons nous préparer ou non pour la Guerre, si nous avons un juste motif pour la craindre dans le moment où l'Angleterre se débarrassera d'une manière ou d'autre de ses affaires avec ses Colonies. Si nous devons dès à présent prendre certaines mesures lentes et cachées pour ce cas là; ou si satisfaits et tranquilles sur notre bonne foy et nos droites intentions nous devons attendre que l'Angleterre elle même dans l'instant qui lui sera plus favorable frappe un coup sur nos possessions ou sur celles de la France d'une manière qu'ensuite il nous soit presque impossible de les recouvrer.

V. E. sçait que je lui ai écrit antérieurement sur ces mêmes inquiétudes, entrant également dans différentes idées ou projets pour prévenir de semblables dommages; mais elle sçait aussi que la réponse de la Cour de France a fait voir qu'elle ne croit pas les risques si prochains, ni que nous soyons encore dans le cas de nous fixer à des projets d'hostilités positives, mais qu'il suffira de nous maintenir sur le pied de faire les préparatifs réguliers et de garnir nos principaux ports respectifs pour le cas où les armées anglaises viendroient les attaquer.

Les lettres de V. E. du 27 9<sup>bre</sup> et 11 12<sup>bre</sup> de l'année dernière dans lesquelles elle répond sur nos projets contre l'Angleterre et le Portugal, dirigés à prévenir toute insulte de la part de ces Puissances, donnent assez de lumière touchant l'idée qu'on s'est formée en France de l'actuelle situation politique de l'Europe, et de l'objet particulier dont je parle. Ainsi comme il y a des projets qui par leur grandeur et leur importance doivent être approuvés d'avance, et qu'on doit préparer lentement les moyens pour les mettre en exécution, je repète à V. E. qu'avant tout il faut convenir si nous nous trou-



vous dans le point de fixer ceux qu'on doit suivre et de commencer les dispositions ayant toujours devant les yeux que ces dispositions ne préjudiciaient pas, et ensuite elles n'ont pas lieu. 176

La paix dans un Royaume est le plus grand de tous les biens, et le Roy desire sa conservation comme sans doute le Roy T. C. la desire, mais comme on ne peut nier que bien souvent ces desirs mutuels ne suffisent pas, et que de l'autre côté tout Souverain est dans l'obligation de conserver les Etats que la Providence lui a confiés, il reste à présent que la grande pénétration des deux Monarques et leur prudence connue reglent ce qui convient de faire aujourd'hui pour éviter de voir tomber sur nous à l'improviste toutes les forces unies de terre et de mer que l'Angleterre va envoyer à l'Amérique, et qui d'un moment à l'autre peuvent ne plus avoir l'objet qu'elles ont actuellement

D'un autre côté nous continuons avec beaucoup de chaleur nos préparatifs, et le Roy sera prêt à tout ce que voudra proposer la Cour de France comme convenable à la gloire et aux avantages des deux Royaumes.

*Espagne, t. 379 n° 73. (Traduction.)*

L'Espagne, à cette heure, portait donc elle-même les préoccupations fort au delà du point où l'on s'était tenu jusqu'à présent. L'exposé du comte d'Aranda concernant l'Irlande établissait doctrinalement que les deux maisons de Bourbon avaient ensemble, dans l'Angleterre, un ennemi dont tout leur commandant de travailler sans relâche à affaiblir la puissance afin de le maîtriser; il expliquait que ce pays tirant plus du quart de ses forces de la possession de l'Irlande, ce serait lui porter un coup plus préjudiciable que ne le ferait la guerre la plus heureuse, de réaliser l'idée déjà ancienne de séparer de lui cette île; qu'il importait par suite de fomenter chez les Irlandais le désir de l'indépendance, de l'exciter par l'assurance de l'appui de l'Espagne et de la France ainsi que par la perspective d'une existence commerciale considérable non sous les colonnes américaines affranchies; que trente vaisseaux et un nombre proportionné de frégates tenus à Brest et au Ferrol, des troupes de débarquement massées sur les côtes de France

1776. et menaçant l'Angleterre, de grands dépôts d'armes et de munitions prêts à être fournis aux Irlandais, les officiers de ce pays et nombre de sergents ou de soldats qui servaient en Espagne et en France poussés à aller se mettre à la tête de leurs compatriotes, ne laisseraient pas douter l'île des intentions des deux cours; qu'ainsi toutes les raisons de politique et d'intérêt se réunissaient pour appeler un examen réfléchi des combinaisons qu'il proposait<sup>1</sup>.

Lorsque l'ambassadeur remit les deux documents, M. de Vergennes présentait au roi les *Considérations* et le « comité » allait être consulté sur elles. Mais, pour parler aux deux ministres des questions dont il allait s'agir, le représentant de l'Espagne n'avait pas attendu d'être autorisé par sa cour, et Louis XVI avait permis d'ouvrir des conférences sur ces projets près d'être posés ouvertement. Ces conférences se tenaient chez M. de Maurepas. On s'y était réuni, notamment, juste à l'heure où M. de Grimaldi datait sa dépêche, le 16 février, avec les secrétaires d'État de la guerre et de la marine. M. de Vergennes n'eut garde de laisser compliquer par la politique de l'ambassadeur celle autrement solide dont il venait de tracer les données. Il exposa immédiatement celle-ci et le problème se trouva déplacé. On ne voit pas, en effet, que le comte d'Aranda, même, ait insisté sur les idées qu'il était venu défendre. C'est le 12 mars que le ministre adressa à ses collègues le « mémoire de considérations »; le 15, sans attendre leurs réponses, écrivant au marquis d'Ossun au sujet du Portugal, il acheva sa dépêche en résumant les vues du « mémoire », et, pour que notre représentant à Madrid fût bien à même de préparer le Pardo à la communication qui lui en serait faite, il indiquait comme il suit l'application immédiate que pouvaient recevoir ses vues :

M. d'Aranda m'a communiqué les ordres qu'il a reçus de sa Cour pour nous

<sup>1</sup> Espagne, t. 5/9 n° 81. Cet exposé se porte au intitulé et signature. La plume de Vergennes a écrit en tête : *M. le C<sup>te</sup> d'Aranda ambassadeur d'Espagne* 1776 février.

Nous reproduisons en annexe au présent chapitre ce mémoire dans lequel l'ancien premier ministre d'Espagne avait donné carrière à son imagination politique.

inviter à partager sa prévoyance sur les suites possibles que peuvent avoir les démêlés de l'Amérique septentrionale. Nous y avons les yeux très ouverts et nous ne nous endormons pas à la vue des armemens formidables que l'Ang<sup>l</sup> fait dans cette partie. Nous sentons la nécessité des précautions; mais la difficulté est de fixer le terme juste entre le trop et le trop peu. Nous en étions très sérieusement occupés lors que M. le C<sup>te</sup> d'Aranda nous a provoqués, nous y travaillons encore et dès que nous aurons formé une idée commune nous ne manquerons pas de vous en faire part pour que vous en délibériez avec M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi. L'Esp<sup>g</sup> semble se reposer sur nous du soin de veiller à ce qui se passe dans le continent de l'Amérique, nous ne manquons pas de gens hardis, avides de fortune et prêts à tout oser pour avancer, mais nous n'avons pas de facilités pour les faire arriver. Les aventures sont si bien gardées qu'il sera désormais très difficile de pénétrer par mer dans ce continent, la route de la Louisiane est presque la seule quoique bien plus longue, mais nous n'en avons plus la possession et vous connaissez la répugnance des Espagnols pour donner accès aux Etrangers.

Je ne puis me dispenser M. de vous faire ici quelques considérations dont je renais à votre prudence de faire l'usage que vous estimerez convenable. 1<sup>re</sup> on ne peut disconvenir qu'il ne soit du plus grand intérêt pour les deux Couronnes de prolonger les troubles de l'Amérique puis que leur durée affaiblira également les vainqueurs et les vaincus. 2<sup>de</sup> il est probable que si les insurgens sont absolument abandonnés à eux mêmes sans aucun espoir d'une assistance même indirecte, le défaut de moyens et le découragement les feront succomber et se soumettre au joug qu'ils auront tenté vainement de secouer. 3<sup>e</sup> il ne peut convenir à la dignité des deux Puissances de se déclarer ouvertement et de faire cause commune avec une nation qui n'est encore que dans un état de révolte relativement à son Souverain, mais si l'on repugne à la gloire des deux monarques d'entrer en traité avec les insurgens et de les confirmer dans leur révolte en se déclarant pour eux, repugneroit il à leurs vrais intérêts de les y maintenir en leurs procurant indirectement tout ce qui peut leur manquer pour continuer la guerre. Les Anglois devant à la face de l'Europe qu'ils manquent de vêtements, d'armes et de munitions de guerre, c'est indiquer ce qui seroit expédient de leur fournir et on pourroit en mieux leur faire trouver leurs besoins qu'à la Louisiane. L'Esp<sup>g</sup> a de grands motifs

1776. pour fortifier et pour approvisionner cette colonie, c'est lavant mur du nouveau Mexique; que de choses sous ce prétexte ne pourrait on pas y porter, dont a titre de commerce les insurgens pourroient traiter. Ce seroit leur affaire ensuite de les faire arriver au lieu de la consommation. Les denrées sont libres. 4<sup>e</sup> les insurgens étant sans numéraire et leurs denrées n'étant pas propres a ce commerce il faudroit leur livrer a credit les effets qu'on leur fourroit, sauf a les payer ensuite par l'envoy de leurs denrées dans les ports d'Espagne, d'ailleurs quelques milliers de barrils de poudre ne sont pas un objet ruineux pour une aussi grande puissance que l'Esp<sup>e</sup>.

Telles sont Monsieur quelques des considerations que l'heureux emplacement de la Louisiane me donne lieu de faire, quelque parti qu'on soit disposé de prendre a Madrid je crois qu'on fera bien de veiller sur cette colonie qui est un passage commode pour s'approcher du centre des richesses ou les Anglois pourroient bien être tentés un jour d'aller chercher la compensation de leurs colonies septentrionales si elles leurs échappent.

Je suis bien persuadé M. que vous ne négliges aucun des objets que nous vous confions et nous sentons que vous devez vous régler sur l'allure Espagnole qui n'est jamais bien vive. Nous attendrons pour nous expliquer que M. de Galves nous ait communiqué ses idées d'une manière précise sur la proposition d'un commerce respectif quoique très limité entre quelques-unes de nos possessions en Amérique. Ce dont je vous prie de l'assurer est que le commerce de contrebande n'entre point dans nos vûes, nous ne désirons qu'un commerce de convenance mutuelle et qui conserve entre nous les richesses que nous devons prodiguer a nos ennemis.

J'ai l'h<sup>r</sup> d'être avec un très parfait attachement, M

A Versailles le 15 mars 1776

*Espagne t. 579 n° 116*

C'était un fait nouveau, pour la cour d'Espagne, que la proposition du ministre de Versailles d'utiliser la Louisiane au profit des colonies insurgées. Ossun eut l'occasion d'en dire un mot au roi et à M. de Grimaldi presque en recevant le pli. Le jour même, terminant sa correspondance, il put informer M. de Vergennes de la première impression. Sa Majesté Catholique avait paru ne pas improuver l'idée,

à la condition d'agir de manière à pouvoir tout désavouer. Le ministre, 1776.  
lui, avait cherché des objections et demandé à réfléchir :

Ce Ministre est convenu qu'il seroit désormais très difficile de percer par mer dans le continent anglois de l'Amérique septentrionale, et que la route de la Louisiane, quoique bien plus longue, étoit presque la seule par laquelle on pût être informé de ce qui se passeroit dans le continent anglois, il a ajouté que le Roy d'Espagne accorderoit sans difficulté la permission de se rendre à la Louisiane aux sujets que la France jugeroit à propos d'y envoyer pour remplir l'objet désiré. Il a observé que les Espagnols ne valoient rien pour de pareilles commissions et que lorsque la Cour de Madrid en avoit donné de semblables, elle s'étoit toujours servie de Français ou d'Irlandois.

Pour ce qui est, Monsieur, des réflexions judicieuses que vous avez daigné me communiquer, sur la convenance dont il seroit que l'Espagne procurât par la Louisiane à titre de commerce et sans se compromettre des secours d'armes et de munitions de guerre aux Colonies angloises, M. de Grimaldi s'est borné à me dire que la chose méritoit une mûre réflexion; mais Sa Majesté Catholique a paru ne pas l'improver, néanmoins sous la condition que la chose s'exécutoit de manière à pouvoir être désavouée. Je n'ay qu'ébauché la matière, et l'on ne peut rien conclure sur l'impression que mes premières énonciations ont paru faire; je les continueray avec prudence, et je vous informeray du succès que les auront.

A Madrid le 28 mars 1776.

*Espagne, t. 579 n° 45*

Mais le monarque et son conseiller en confèrent sans retard, et ce dernier aussitôt après avec l'ambassadeur français. Ossun est à même de compléter ses indications dès le 1<sup>er</sup> avril :

J'ai communiqué, M. confidentiellement à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi les observations et les considérations contenues dans la partie chiffrée de votre dépêche du 15 Mars dernier n° 11. Ce Ministre après en avoir conféré avec le Roi son Maître, m'a chargé de vous mander que ce Monarque pensoit comme vous sur la difficulté de percer par mer dans le Continent anglois de l'Amérique septentrionale pour avoir des nouvelles de ce qui s'y passera la campagne

prochaine, qu'il regardoit la route de la Louisiane, quoiqu'un bien plus longue, comme presque la seule par laquelle on pût se procurer des avis certains, que ce Monarque permettroit et faciliteroit le passage à la Louisiane des explorateurs que la France voudroit y envoyer pour remplir la commission délicate dont il s'agit; qu'elle pourroit les envoyer sans éclat à la Corogne d'où l'Espagne se chargeroit de les faire conduire à la Nouvelle Orléans.

M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a dit aussi que Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>le</sup> pensoit comme vous, M., 1<sup>o</sup> qu'il étoit du plus grand intérêt pour les deux Couronnes de prolonger les troubles de l'Amérique, 2<sup>o</sup> qu'il est probable que si les insurgens sont absolument abandonnés à leurs propres forces, sans aucun espoir d'une assistance même indirecte, le défaut de moyens et le découragement les feront succomber et se soumettre au joug qu'on voudra leur imposer; 3<sup>o</sup> qu'il ne convient pas à la dignité des deux Puissances de se déclarer ouvertement, ni de faire cause commune avec une Nation qui est dans un état de révolte relativement à son Souverain, mais que si cela répugne à la gloire des deux Monarques d'entrer en traité avec les insurgens et de les confirmer dans leur révolte, en se déclarant pour eux, il ne répugneroit pas à leurs véritables intérêts de les y maintenir, en leur procurant indirectement tout ce qui peut leur manquer pour continuer la guerre particulièrement des vêtements, des armes et des munitions de guerre, 4<sup>o</sup> qu'on pourroit leur faciliter ces secours par la Louisiane à titre de commerce, bien entendu que ce seroit leur affaire de venir chercher leurs besoins dans cette Colonie et de les conduire au lieu de la consommation. M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a dit que le Roi son Maître n'y trouvoit d'autre difficulté que dans les moyens de l'exécuter de manière à pouvoir le démentir, et avec le plus grand secret possible, que l'Esp<sup>ne</sup> n'étoit pas dans l'usage d'envoyer souvent des bâtimens à la Louisiane, que cette Colonie n'étant pas susceptible d'être fortifiée ni d'être regardée comme un poste intéressant la conservation du Mexique ne seroit pas un prétexte plausible, que toutes les armes qui se font en Espagne portent la marque des fabriques Royales, qu'il faudroit donc que les effets dont il s'agit passassent partir de France destinés en apparence pour une de nos Colonies, mais réellement pour la Louisiane; qu'ils fussent consacrés à des négocians de cette Colonie qui en feroient le commerce avec les insurgens néanmoins par commission et pour le compte du Gouvernement, que Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>le</sup> payeroit la

moitié de tous les frais de ces expéditions, qu'il faudroit aussi fixer les lieux de la Louisiane les plus propres à déposer ces effets relativement à la possibilité et à la facilité de leur introduction dans les pays révoltés. Enfin que si la France vouloit former un projet d'après ces idées l'Espagne y concourroit volontiers.

A Madrid le 1<sup>er</sup> avril 1776

*Espagne*, t. 580, p. 2

On voit que le premier ministre de Charles III ne perdait pas l'occasion de rejeter sur la France les opérations délicates. C'était déjà, de sa part, un procédé habituel que de ménager à toute proposition des échappatoires, de se réserver les moyens de tenir l'Espagne à distance, sous l'apparence d'un entier consentement. On n'en fera que plus tard la remarque, à Versailles, quand cette affaire deviendra familière au successeur du marquis lui-même. Si on la découvrait maintenant, on évitait de s'y arrêter. M. de Vergennes avise simplement à ne pas laisser grossir l'objection. Dans une longue dépêche du 12 avril, à propos de la médiation et des prétentions du Portugal, de son attitude étrange (sujets continuels alors de la correspondance avec Ossun), il répondait déjà à ce dernier que la France ne pouvait pas se servir de la voie de la Louisiane, que des permissions particulières accordées à certains armateurs trahiraient les envois et feraient détourner les bâtiments par les Anglais; que les Espagnols avaient, au contraire, dans la crainte de la révolte qui s'approchait de leurs frontières, un motif apparent pour porter en abondance dans cette contrée tous les moyens de s'y faire respecter<sup>1</sup>. Lorsque les développements de l'ambassadeur

Dépêche du 12 avril (*Espagne*, t. 580 p. 29. — Le ministre écrit à ce sujet « J'ai lu la conversation que M. le M<sup>e</sup> de Grand, vous avait promise sur lequel on pourroit faire de la Louisiane pour y faire trouver aux Américains les munitions dont ils manquent. Nous ne pouvons pas nous servir de cette voie, des permissions particulières accordées à quelques uns de nos armateurs

« déclarent le but de ces envois et soumettent nos bâtiments à être détournés de leur route par les Anglais. Les Espagnols ont au contraire un motif apparent pour couvrir les envois qui pourroit se faire dans cette part ». « Le feu de la révolte qui s'approche de cette frontière est une raison légitime pour y porter avec abondance tous les moyens qui peuvent la faire respecter ».

1776. furent arrivés, le secrétaire d'État des affaires étrangères ne les examina plus seulement avec le roi et M. de Maurepas, il les porta devant le même « comité » qui avait été réuni précédemment chez le premier ministre. Le comte d'Aranda y soutint les propositions de son gouvernement. Il les précéda dans une note où il était dit que l'Espagne attendrait la résolution de la France pour régler sa conduite. Cela signifiait que l'Espagne tenait à une solution, et ce ne fut pas sans résultat. Personne ne contesta plus la nécessité de répondre aux avances de la cour de Madrid par des mesures militaires et maritimes. On arrêta des résolutions à cet effet. M. de Vergennes les rédigea séance tenante et le monarque apposa son « approuvé » au pied du dernier mot; c'était la première victoire effective remportée sur les objections dont Turgot avait donné les éléments. Le lendemain, une expédition des mesures décidées fut adressée officiellement au secrétaire d'État de la marine; celui-ci en accusait officiellement aussitôt réception deux jours après au cabinet des Affaires étrangères<sup>1</sup>, l'exécution eut aussitôt son cours. Les résolutions, de la main du ministre, étaient libellées ainsi :

*Espagne, t. 579 n° 74. Cette note n'a que d'autre intérêt que sa répétition sur le titre par M. de Vergennes. Note remise par M. l'ambassadeur d'Espagne dans la conférence tenue chez M. le C<sup>te</sup> de Maurepas le vendredi 26 avril 1776. M<sup>rs</sup> de Sartine, de S<sup>t</sup> Germain et de Vergennes y ont assisté. — L'ambassadeur s'est tenu à conseiller dans cette pièce que, pour amener les conseils du roi Louis XVI à préparer la guerre contre l'Angleterre, il n'épargnait ni ses paroles ni sa plume. Sa note commence comme il suit : « Quelque uns de vos Excellences peuvent penser que pendant leur Ministère l'ambassadeur d'Espagne qui a l'honneur d'assister à la présente conférence, a eu assez soin de leur exposer en différentes fois les talons de l'Europe tant en général par rapport aux accidents qui peuvent survenir qu'en particulier ayant en vue les intérêts de l'auguste*

*« famille du Bourbon. » — Ces mêmes discours ont été plus ou moins répétés suivant que l'Ambassadeur a plus ou moins fréquenté « son Exc<sup>te</sup> » et qu'il a conçu être nécessaire de les leur rappeler suivant l'uniformité, ou les différences sur leur façon de penser. L'ambassadeur croit que dans toutes les occasions qu'il « en a parlé rien de ce qui pouvait arriver n'est omis car rien n'a pu échapper aux profondes « connaissances des dignes Ministres de Sa Majesté très chrétienne. » — Il n'a pas le moindre scrupule de ce côté là. » Nous donnons la suite à l'annexe 1 n° 2.*

<sup>1</sup> « 27 avril 1776. J'ai reçu, Monsieur le copie de l'arrêté du comité tenu chez le Roi, les intentions de S. M. en ce qui me concerne seront exactement suivies. Les instructions que Je donnerai aux commissaires des frégates qui croiseront en Amérique seront con-



1776

Du 22 avril 1776

Le Roi ordonne qu'il sera répondu à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda que Sa M<sup>te</sup> ayant pris en considération les sages réflexions du Roi son oncle la situation actuelle des affaires entre l'Ang<sup>re</sup> et l'Amérique, et les conséquences qui peuvent en résulter au préjudice des intérêts de la France et de l'Espagne Sa M<sup>te</sup> le Roi a décidé.

1<sup>o</sup> Que le Ministère de la Marine continuera à entretenir quatre frégates et trois corvettes bien armées dans les parages de l'Amérique avec des instructions analogues à celles qui ont été communiquées par l'Espagne.

2<sup>de</sup> qu'il sera donné ordre à Brest d'y tenir 12 v<sup>es</sup> de ligne et le nombre correspondant de frégates prêts et en état d'être armés au 1<sup>er</sup> ordre et en très peu de tems.

3<sup>o</sup> Co<sup>me</sup> il est à presumer que les Anglois dans le cas où ils auroient des projets hostiles commenceront par bloquer le port de Brest Sa M<sup>te</sup> a prescrit qu'il soit donné ordre à Toulon d'y tenir 8 v<sup>es</sup> et des frégates en état d'être mis immédiatement en armement pour servir à porter des secours ou il sera jugé nécessaire.

4<sup>o</sup> Enfin que M. de Sartine continuera les radoubs déjà commencés et tous ceux qui seront nécessaires et de faire garnir les magasins et arsenaux de tout ce qui y manque ou qui doit servir à construire équiper et armer

*Approuvé*

Espagne, n. 580 n<sup>o</sup> 48

On envoya au comte d'Aranda une copie de cette pièce<sup>1</sup> En même temps, le ministre chargeait le marquis d'Ossun d'informer la cour de Madrid de ce qui y était prescrit. C'était dans une dépêche de sa

« formes à celles dont vous avez la bonté de  
« m'envoyer copie et qui ont été données par la  
« Cour d'Espagne, avant de les expédier j'aurai  
« l'honneur de vous les communiquer j'ai celui  
« de vous renouveler les assurances du fidèle et  
« sincère attachement avec lequel je suis Mon-  
« sieur votre très humble et très obéissant ser-

« viteur DE SARTINE. » Angleterre t. 515  
n<sup>o</sup> 08.

Une autre copie, prise sur celle qui est certifiée « conforme à l'original », de la main de M. de Vergennes se trouve dans le registre des Affaires étrangères relatif à l'Angleterre t. 515 n<sup>o</sup> 92

main, dont le commencement avait trait aux procédés de M. de Pomhal. Le ministre ne comprenait pas la conduite de celui-ci. Rien de plus « maladroit » à son avis, « quoi de simple, disait-il, comme de dé-avouer ce qu'il n'avait dû ni autoriser ni ordonner; est-ce pour ne point atteindre la considération des gardes-côtes portugaises? Que l'Espagne ne précipite pas ses résolutions; elle rendrait le mal irréparable. Au contraire il se réparera naturellement sous la pression de l'Angleterre et de la France. » M. de Vergennes, on le voit, n'était pas encore désillusionné sur la médiation. Venant, après cela, aux raisons par lesquelles le cabinet de Versailles s'était décidé, il les expliquait comme il suit :

J'ai rendu compte aujourd'hui au Roi dans un comité de celui que vous avez rendu, du 1<sup>er</sup> de ce mois, de la façon de penser de la cour ou vous étiez sur la nécessité d'avoir des emissaires dans l'Amérique anglaise qui nous instrussent exactement de tout ce qui peut s'y passer et qui veillent sur les mouvements des Anglois sur la convenance dont il seroit de fournir aux Américains de manière cependant à ne pas se compromettre les secours en poudres et autres munitions qui peuvent leurs être nécessaires pour se soutenir dans le parti de résistance qui s'est adopté.

Nous ne pensons pas différemment de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi sur la commodité dont peut être la Louisiane pour y établir un entrepôt où les insurgens trouveroient à s'approvisionner des genres qui peuvent leurs manquer, mais si l'Espagne qui possède ce pays manque de motifs pour y envoyer l'aillement de ce commerce, quel prétexte pourrions nous employer pour couvrir l'envoy que nous pourrions y faire de nos bâtimens, prévenir qu'ils ne fussent suspects visites et arrêtés? Cela demande d'autant plus de réflexion que nous sommes parfaitement d'accord qu'il ne seroit ni de la dignité ni de la justice des deux Couronnes de se déclarer ouvertement pour un peuple qui n'a d'autre Etat pour le présent que celui d'une rébellion manifeste, et qu'il ne seroit gueres possible que nous engageassions nos commercans à faire des tentatives par la Louisiane sans leurs assurer une protection au moins tacite qui nous exposerait à l'alternative ou de les indemniser ou de les venger des

perles qu'ils pourroient essayer. Nous sommes d'autant moins pressés de nous résoudre à cet égard que nous sommes informés que les Américains trouvent à se pourvoir par la voie du commerce des choses les plus essentielles qui leur manquent, ce ne sont pas les Français et les Hollandais seulement qui s'empressent de les leur fournir, les Anglois eux mêmes ne leur sont pas d'un moindre secours. 1776.

Pour ce qui est de l'envoy de messagers j'avoue qu'il est peu de nations qui fournissent plus de gens que la nôtre tournés à ce genre de vocation, mais l'embarras est d'en trouver de sages et d'adroits qui sachant ne pas excéder les bornes de l'observation. On aura sûrement entendu parler en Espagne de deux Français qu'on dit avoir été présentés au Congrès de Philadelphie comme des agens, ils ne le sont pas, ils n'ont aucune mission de notre part et je parierois que ce sont ou des aventuriers ou des hommes de marchands qui auroient été envoyés pour faire offre de services mercantiles. Toutefois cet éclat vraiment reprochable ne laisse pas de nous embarrasser non pas pour des avouer et même pour punir si le cas y échecoit ces êtres inconnus et sans mission, mais pour être plus réservés dans des envois qui quoiqu'indifférens dans leur objet dévoileroient cependant s'ils étoient découverts une partialité dont l'Ang<sup>e</sup> seroit fondée à se plaindre. Si étoit question de former une liaison sérieuse avec les Colonies nous avons plus d'une voie ouverte en Europe, mais c'est ce dont il ne peut et ne doit pas être question, ce qui est indispensable est de veiller avec la plus grande suite sur ce que l'Ang<sup>e</sup> peut méditer au préjudice de la France et de l'Esp<sup>e</sup>. Les préparatifs qui pourroient être ordonnés en Europe nous avertiroient des dangers qui pourroient nous menacer en Amérique. C'est pour se mettre en mesure d'y olivier que le Roi a décidé dans le Conseil de ce matin : 1<sup>o</sup> qu'on entretiendrait en Amérique un nombre égal de fregates à celui que l'Esp<sup>e</sup> y a destiné et 3 corvettes avec des instructions exactement analogues aux siennes.

2<sup>o</sup> Qu'indépendamment de la petite escadre dévouée actuellement à la nier et de nos croisières établies dans la Méditerranée, on mettra en état à Brest et on tiendra prêts à être mis immédiatement en armement 12 v<sup>o</sup> de ligne et un nombre competent de fregates.

3<sup>o</sup> Comme il y a lieu de juger que si les Anglois forment quelque projet contre nous ou contre l'Esp<sup>e</sup> leur première opération sera de porter le plus

1776. de forces qu'ils pourront à la hauteur de Brest p<sup>r</sup> disputer la sortie de notre escadre il a été résolu d'en préparer une autre de 8 v<sup>s</sup> avec ses frégates à Toulon laquelle comme plus libre dans ses mouvemens sera destinée à porter du secours ou il sera nécessaire. La même considération est applicable à l'Espagne, elle doit s'attendre à voir son port du Ferrol bloqué par une flotte anglaise du moment où la guerre sera résolue.

4<sup>e</sup> Enfin le Roi a ordonné à son ministre de la marine et à celui de ses finances de s'entendre pour faire arriver dans ses ports et dans ses arsenaux tout ce qui peut être nécessaire au rétablissement de sa marine, à la construction à l'équipement et à l'armement complet de chacun de ses vaisseaux. Ceci comme vous pouvez juger M. ne saurait être l'affaire d'un jour ni même de plusieurs mois, mais en s'occupant avec suite de cet objet nous parviendrons enfin à recréer notre marine qui avoit été négligée dans les dernières années du feu Roi à un point incroyable.

J'ai communiqué sommairement à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda que je n'ai vu qu'en passant, le résultat de notre comité, je compte m'en entretenir plus en détail avec cet ambassadeur dans le courant de cette semaine.

A Versailles le 22 avril 1776.

*Espagne*, t. 580, n<sup>o</sup> 46

Bien que les manières de voir espagnoles, au sujet de la Louisiane et des émissaires à envoyer dans les colonies restassent écartées, les conférences des 26 février et 22 avril avaient satisfait les deux cours. Ossun, mandant à son gouvernement l'approbation de celui de Madrid, dans un rapport du 6 mai, n'a besoin que de ce peu de mots pour le renseigner à cet égard.

M. de Grimaldi, Monsieur, a trouvé fort justes les considérations qui empêchent la France d'envoyer à la Louisiane des émissaires pour éclairer ce qui se passe dans les Colonies Britanniques et d'engager des négocians et des navigateurs français à former à la Louisiane un dépôt de munitions de guerre pour fournir aux besoins des Provinces Angloises révoltées. Ce Ministre a senti que les mêmes motifs qui suspendoient la prévoyance du Gouvernement Espagnol, devoient l'interdire au Ministère Français, ainsi c'est une idée dont il ne sera plus question.

Le Roi Cath<sup>e</sup> a pris avec une satisfaction infinie que S. M. avait ordonné qu'on préparât dans les ports de Brest et de Toulon tout ce qui seroit nécessaire pour pouvoir armer immédiatement le nombre de vaisseaux et de frégates annoncé dans votre lettre et pour que Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la Marine et des Finances prissent de concert des mesures efficaces et suivies afin de pourvoir les arsenaux de tout ce qui est nécessaire pour le rétablissement et l'augmentation de la marine française. 1776.

*Espagne* 1 580 1776

Des deux parts, on se louait donc de se voir amené à des préparatifs par une égale défiance de l'Angleterre. Le même sentiment allait mettre les deux gouvernements en intimité avec les Colonies insurgentes, et ce ne serait plus dans l'unique pensée de se défendre contre l'éventualité d'une agression soudaine de la part de la Grande-Bretagne.

## ANNEXES DU CHAPITRE X

### I

#### PROPOSITIONS DE L'ESPAGNE POUR PROTÉGER LES DEUX COURONNES.

*Lettre de m. de Cr. à m. D'ar*  
D'Argès. 16 Fév. 1776

##### I. SECONDE PIÈCE JOINTE.

Les seules instructions que le ministère puisse donner aux Com<sup>tes</sup> des Freg et autres bâti destinés à croiser dans les parages convenus au Conseil pour veiller sur la conduite et les mouvemens des escadres anglaises se réduisent aux points suivans

1<sup>o</sup> qu'ils cachent autant qu'il sera possible même à leurs équipages l'objet de leur croisière.

2<sup>o</sup> qu'ils agissent d'accord les uns avec les autres en se communiquant mutuellement les avis qui pourront leur servir de guide bien entendu autant que le permettront les distances et les autres accidens de la mer sans qu'aucun s'écarte de l'objet primitif de sa commission.

3<sup>o</sup> que quant à la detention et à la visite des bâtimens anglois, ils ne s'écarteront point de l'usage gen<sup>l</sup> et qui a été observé jusqu'ici, c'est à dire de paroître vouloir empêcher la contrebande sur les cotes des Etats du Roi, mais que toutes les fois qu'ils pourront les retenir pour ce juste motif, ils tachent d'acquiescer adroitement des notions sur la destination, les inconveniens et l'occupation des bâtimens de la flotte angloise.

4<sup>o</sup> que quelque chose important qu'ils découvrent ils la communiquent aux chefs ou gouverneurs Esp<sup>s</sup> mais particulièrement à celui que cela intéressera plus que les autres pour sa propre sûreté.

5<sup>o</sup> qu'on donne les mêmes avis aux G<sup>ns</sup> des pp<sup>tes</sup> Col<sup>tes</sup> fr pour la partie qui pourra leur convenir, parcequ'indépendamment de ce que l'intérêt des deux Nations est le

même les sujets de S. M. T. Ch. tâcheront de se procurer de leur côté d'autres éclaircissemens, et auront soin d'en informer nos G<sup>rs</sup>.

6<sup>e</sup> que s'ils rencontrent des V<sup>rs</sup> de G<sup>rs</sup> fran. qui pourroient avoir la même destin<sup>e</sup> dans ces mers, ils se comportent vis à vis des Com<sup>rs</sup> avec la politesse et la confiance convenables en se communiquant mutuellement les lumieres qu'ils auroient et qui seroient utiles au service des deux Monarques.

7<sup>e</sup> enfin qu'ils s'approchent dans toutes les occasions qui se presenteront des V<sup>rs</sup> qui reviendront en Esp<sup>e</sup> ou qui en seront partis pour que qu'un des p<sup>rs</sup>aux ports de l'Amer pour informer par leur moyen les G<sup>rs</sup> Esp<sup>e</sup> et le ministre de toutes les notions qu'ils auront acquises successivement.

Au Pardo. 26 fev. 1776

*Espagne, 1 573 v. 2*

3 NOTE REMISE PAR M. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE DANS LA CONFERENCE TENUE CHEZ M. LE C<sup>te</sup> DE MALREPAS LE VENDREDI 26 AVRIL 1776. M<sup>rs</sup> DE SARTINE, DE S<sup>t</sup> GERMAIN ET DE VERGENNES Y ONT ASSISTÉ.

... Il n'a pas le moindre scrupule de ce côté là mais il s'en doute sur l'indécision dont les suites seroient préjudiciables au Roy Catholique, par ce que ses vues, et les mesures à prendre doivent se regler d'après la conduite de la France, l'Espagne n'attendant qu'à en avoir connoissance pour s'arranger en consequence sur tous les differents points qu'elle vise et qu'elle prévoit être possibles.

Le Roy Catholique n'a pas jusqu'à present proposé aucun engagement volontaire, car son intention n'est pas de compromettre le Roy tres Chretien par des ruptures effectives, ni premeditées de longue main. Mais ne suffisant pas de vouloir les écarter, quand plusieurs autres decideront les faire naître, et alors point d'autre ressource que de s'opposer tout au mieux par la force, il conçoit selon sa façon de penser qu'il faut s'en précautionner et se préparer à tout événement. Les ordres qu'en consequence S. M. C. a donné à son Ambassadeur en France sont pressants, ils ont pour but d'obtenir de la Cour de Versailles une explication claire et positive de ses idées sur tout ce qu'elles peuvent avoir du rapport avec les alliances, les liaisons du sang, et les interets reciproques, qui unissent les deux couronnes, pour faire prematurement les preparatifs convenables, et qu'il ne seroit gueres possible de faire ensuite faute de tems. On conoit trop que celui là une fois perdu, les avantages qu'on pourroit s'en promettre d'une disposition sage et consommée seroient tout à fait renversés.

En consequence l'Ambassadeur d'Espagne a l'honneur de solliciter par un ordre

precis du Roy son Maître que le Ministère de S. M. T. C. discute pour la plus heureuse réussite les points suivants.

« Si l'on doit convenir avant toute chose dans la maxime de s'il faut nous préparer ou non pour la guerre.

« Si nous avons de justes considérations pour la craindre, au moment que l'Angleterre sera débarrassée bien, ou mal de son engagement avec les colonies américaines.

« Si nous devons dès à présent prendre des certaines dispositions lentes et réservées en supposant cela, ou si tranquilles et satisfaits de la bonne foi, et de la droiture de nos intentions, nous devons attendre que l'Angleterre elle-même dans l'incertant qui lui soit le plus favorable, tombe tout à coup sur les possessions Espagnoles ou Françaises d'une manière qu'il nous soit ensuite presque impossible de les sauver, et même inopinément sur notre commerce, par quelque querelle étudiée pour donner à la rupture un prétexte sous le masque duquel comme avant courreur puisse après exécuter les desseins dont elle avoit conçu des espérances pour réparer ses propres pertes avant de rendre inutiles les restes de ses forces maritimes et terrestres sur tout s'apercevant du moment favorable qui lui présenteroit l'assolussement ou le peu de consistance de celles de l'auguste maison de Bourbon.

Puisque le Ministère de S. M. T. C. a bien voulu se prêter à la complaisance de s'assembler pour examiner formellement la juste demande de l'Espagne; l'Ambassadeur attaché par principes, et par raison à l'intérêt commun des deux Monarchies, au quel visent les intentions de son Maître, et les siennes, à l'honneur de se présenter plein de confiance pour conférer avec des Ministres d'un mérite aussi éclairé et qu'il croit d'ailleurs également animés pour la gloire, et les avantages des deux Couronnes.

*Espagne, le 1791 74*

## II

### PROJET DE SOULEVER L'IRLANDE CONTRE L'ANGLETERRE

*M. le C<sup>e</sup> d'Aranda, ambassadeur d'Esp<sup>e</sup> — 1776. Février\**

Les grandes puissances doivent envisager deux sortes d'ennemis contre lesquels elles doivent être perpétuellement en garde. Les uns sont des ennemis constants et

\* Cette mention est de la main de M. de Vergennes.



perpétuels ennemis toujours par la rivalité des intérêts par la position des États respectifs, par la nature et par le caractère des habitants. Les autres sont des ennemis accidentels et momentanés que l'occasion rend tels par un motif extraordinaire ou par rapport aux alliances qu'ils ont avec d'autres puissances, qui en cas de rupture entraînent les obligent de prendre part à la querelle, et qu'il faut combattre par une suite des mêmes circonstances.

L'un et l'autre de ces ennemis exigent des spéculations différentes et des précautions analogues à leur nature. Le premier état qui prend sa source dans les possessions et dans les intérêts respectifs demande un système réfléchi et constamment fondé sur l'examen de toutes les parties qui le composent et de tous les moyens que l'on doit saisir, lors qu'ils se présenteront d'affaiblir son ennemi naturel soit en lui faisant une guerre ouverte, soit en tenant directement ou indirectement de ceux qui peuvent tendre à l'aveugler.

Quant à la seconde espèce on sent que la bonne politique consiste, à se tenir toujours en mesure et en force pour pouvoir les employer utilement, lorsque l'occasion oblige de prendre part à la querelle ou de porter du secours à ses alliés.

On ne peut disconvenir, que la maison de Bourbon régnante en Espagne et en France ne se trouve vis-à-vis de l'Angleterre dans le premier des deux cas que l'on vient d'exposer, elle ne peut la regarder dans tout sens que comme son ennemi naturel la position et les intérêts sont les mêmes pour l'Espagne et pour la France, par conséquent donc la nécessité de prendre les mêmes précautions, d'user des mêmes moyens, et de tous ceux qui sont possibles contre un ennemi commun serait l'objet intéressant des deux nations.

En considérant la position de l'Angleterre, la constitution de son gouvernement, le caractère de cette nation si différent des deux autres, la forme toujours changeante de son Ministère la décision des affaires dépendante d'une multitude d'opinions, mais pouvoir compter sur aucune stabilité malgré les traités les plus solennels, puis qu'elle se croit en droit de les rompre quand il lui convient, sous le seul prétexte d'une clameur unanime de tout le corps, et de la multitude nationale. Comment serait-il possible de se reposer sur les dehors apparents d'une puissante puissance et d'oublier que l'Espagne et la France peuvent se heurter fort souvent avec leur ennemi naturel? Il en résulte donc, que les deux couronnes doivent se concerter sans cesse et prendre les mesures les plus efficaces, pour diminuer les forces, et affaiblir cette prépondérance que l'Angleterre affecte, en la privant des moyens dont elle abuse, et qui lui ont servi si utilement pour la soutenir.

Pour parvenir à un but si essentiel aux deux nations, et dont l'auguste maison de Bourbon sent toute la nécessité, on ne s'arrêtera pas sur la manière de la ré-

la guerre en général, et de l'examiner au moment que les circonstances l'auront préparé, parce que pour ce cas là il semble que les deux Cours de Madrid et Paris s'accordent assez sur les règles et les moyens pour y réussir. Mais comme il y a des idées particulières à ajouter aux règles générales et il ne seroit pas prudent d'attendre les derniers moments pour précipiter la résolution, le bon sens politique exige qu'on suscite et qu'on achète les objets préalablement pour en rendre plus assuré le succès. On se bornera donc à rappeler une idée, qui n'est pas tout-à-fait nouvelle, mais qui tournée différemment elle peut promettre des suites plus certaines, qu'elle en produisit dans les occasions où elle fut aussi envisagée. Comme elle attaque au cœur la puissance d'Angleterre, et porterait le coup jusques dans ses foyers, en la réduisant bientôt à recevoir elle-même cette loi, qu'elle prétend imposer par tout, on ne peut disconvenir, que l'état actuel où elle se trouve, n'offre le moment le plus favorable pour en discuter les moyens et pour en préparer la réussite.

La force radicale de la couronne d'Angleterre consiste dans l'union des trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, et d'Irlande, les deux premiers se trouvent unis dans un même continent, mais le troisième comme détaché forme une île séparée.

La population de ces trois Royaumes, leur circonstance d'insulaire, les grands établissements de manufactures que l'Angleterre y a formés, leurs pêches abondantes font la base de l'étendue de son commerce et de sa supériorité sur les mers on ne doit donc pas s'étonner, si jusqu'à présent elle n'a rien négligé pour soutenir ses avantages en y appliquant le produit de toutes ses richesses, et les forces qu'elle s'en est procurées.

Il n'est pas douteux, qu'une bonne partie de cette puissance dépende de l'Irlande, non seulement par le grand nombre de ses habitants, par leur industrie mais encore par les productions de son sol, et que relativement à ses forces de terre on peut l'évaluer au moins à la quatrième partie si elle n'en fait pas la troisième. Si on pouvoit donc en faire de cette île un Etat séparé et indépendant l'Angleterre éprouveroit au même instant une diminution considérable dans sa puissance, ce coup mortel lui porterait plus de préjudice qu'aucune autre guerre, quelque avantageuse qu'elle peut être à ses ennemis.

Le dévouement qui subsiste naturellement entre les Anglois et les Irlandois, est un fait notoire, sans que l'oppression avec laquelle ils gouvernent ces derniers en n'ignore pas non plus toutes les ressources, que les premiers en tirent pour se soutenir en temps de guerre. On a vu les cours de Madrid et de Paris dans les différentes guerres, qu'elles ont eu avec l'Angleterre, s'occuper de lui donner des embarras chez elle en menaçant ses côtes et aussi particulièrement des craintes sur l'Irlande, regardant ce Royaume comme propre à y rencontrer des dispositions plus favo-

rabies à leurs vûes. Il ne subsiste plus à la vérité d'apparence à pouvoir se servir du rétablissement de la maison de Stuart sur le trône dont elle a été dépossédée et quand même les circonstances permettraient encore de faire revivre cet ancien projet, ce rétablissement si il pouvait avoir lieu n'opérerait d'autre effet, que d'être utile et agréable au Prince qu'on aurait réintégré sur le trône et à ses créatures, mais il ne serait pas moins vrai, que ses successeurs par la constitution Britannique deviendroient également ennemis des deux couronnes, puis que l'intérêt des États ne reconnoît aucun lien d'amitié, de reconnaissance, ni de traité toutes les fois qu'il s'agit de soutenir ses avantages de maintenir leur puissance et leurs prétentions.

Il s'agit donc de chercher un moyen, qui puisse être aussi avantageux aux Irlandois en même temps, que remplir l'objet de l'auguste maison de Bourbon. Il est certain qu'en réunissant les intérêts communs des parties agissantes, l'entreprise se fait avec un désir un concert et une égalité des forces, et bonne disposition de tous côtés, la bonne foi y règne et le succès doit la couronner.

On pourroit se flatter qu'une idée bien frappée dans les sentiments des Irlandois de pouvoir se constituer en État libre et indépendant de l'Angleterre seroit reçue avec plaisir par eux, en leur faisant envisager l'arabâissement du joug, sous lequel ils gémissent, et dont ils seroient délivrés en s'élevant en République, ou créant un gouvernement mixte, semi-monarchique électif, héréditaire ou tel autre en fin qu'ils voudroient le désirer.

Les avantages que l'Irlande en retireroit, sont trop palpables pour douter, qu'elle s'y refuse. En effet en devenant un État libre et l'auteur de ses loix, l'Irlande auroit la disposition de toutes les productions de son sol, et de son industrie, elle en feroit un commerce direct avec les puissances les plus riches de l'Europe, qui la favoriseroient tant pour les importations que pour les exportations. Libre enfin de se voir entourée par la rupture de l'Angleterre avec les autres puissances, et affranchie de toutes contributions, l'Irlande ne sauroit trop apprécier l'infinité des circonstances d'une aussi grande valeur pour elle.

Tels sont les motifs qu'il conviendrait de faire insinuer aux Irlandois, que l'on croiroit bien intentionnés et susceptibles de les apprécier, en leur faisant concevoir tout l'appui, sur lequel ils pourroient compter, s'ils vouloient entrer dans cette entreprise, et pour cet effet il faudroit plutôt que plus tard, faire choix d'ambassadeurs habiles fideles et capables de leur persuader le bien qu'il doit nécessairement leur en résulter, et la confiance qu'ils pourroient se promettre des puissants secours, qu'ils seroient fournis.

L'occasion actuelle de l'éloignement ou de la séparation des colonies américaines et les preuves relatives que la nation Angloise donne de la dureté de son caractère

à leur égard font le sujet des discours de toutes les nations et plus particulièrement de celles soumises à la couronne Britannique, il ne sera donc pas difficile aux amis-mes de s'en servir utilement pour faire valoir aux Irlandais de quelle importance il seroit pour eux de saisir cette occasion pour se séparer d'une domination, qui dans toutes les circonstances se sert des productions et des forces de l'Irlande pour asservir ses projets et ses chimères, et qui en temps de paix la traite en esclave.

Ce grand événement doit être répandu et préparé par des personnes choisies dans le pays même, soit parmi la haute noblesse soit parmi les négocians, les ecclésiastiques, et d'autres qui auroient du crédit dans les villes, et dans les campagnes. Elles devraient s'occuper à répandre dans les sociétés et dans les conversations familières le grand avantage qui résulteroit à leur Patrie de l'établissement de l'indépendance. Elles pourroient non seulement pénétrer les esprits des sujets, qui paroitroient portés à la nouveauté, mais rendre un compte fidèle de l'acceptation du plan ou des oppositions qui peuvent s'y rencontrer, pour régler la conduite, qu'on devroit tenir sur la vigueur ou la modération à employer pour fomentier ou suspendre le projet, qu'il conviendra préalablement bien digérer, et former, de façon qu'il puisse convaincre tous les intérêts des avantages, qui leur en résulteroient en leur faisant envisager qu'ils trouveroient dans l'Espagne et dans la France deux alliés permanents et disposés à soutenir de leurs forces leur indépendance : que tant qu'elle dureroit, les Irlandais seroient reçus dans les deux Royaumes non seulement comme les propres nationaux pour y trafiquer, et commercer, mais que les individus y seroient admis pour le service des armées, et tout autre dans les deux États comme les sujets naturels, qu'ils seroient traités également pour la possession des biens fonds qu'ils pourroient acquérir, et pour leur libre disposition tant en immeubles, qu'en meubles, qu'ils y jouiroient au fin comme y étant adoptés et naturalisés, au moyen de quoi ces Insulaires seroient regardés comme frères parmi les sujets des deux couronnes.

Il ne seroit pas moins essentiel de leur faire comprendre que les colonies américaines une fois séparées de la métropole, et l'Irlande se trouvant dans le même État il en résulteroit par une combinaison heureuse de circonstances, qu'elles se seroient unies mutuellement sans s'en douter, ce qui établirent une correspondance ouverte entre elles d'une utilité réciproque. Ces avantages ne sont pas imaginaires ils peuvent être représentés comme de la plus grande certitude, fondés sur la position de l'Irlande et sur le génie de ses habitants, qui doit les porter nécessairement à faire usage des circonstances de leurs ressources, de leur position, et de l'abondance de leurs productions.

Il seroit inutile de faire valoir des anciennes querelles et de parler d'aucune pro-

sermes de Religion, on doit laisser à chacun le libre exercice de celle, qui est plus conforme à ses sentimens, et le laisser agir comme il lui conviendra mieux. La Religion n'aient rien à faire pour le gouvernement politique ni intérieur d'un Etat. Il ne s'agit que de mettre en avant l'esprit patriotique, qui peut être égal dans toutes les Religions.

Que seroit l'Angleterre, si après avoir perdu ses colonies elle perdoit encore l'Irlande? Il est évident qu'elle ne pourroit jamais se relever de ce double coup, elle seroit désormais dans l'impossibilité de se montrer en aucun temps avec l'Espagne et la France, non seulement unies, mais avec aucune des deux séparément.

Quel avantage pour les deux couronnes d'avoir pu réduire pour toujours l'Angleterre dans l'impossibilité de leur nuire, cette puissance qui leur dispute sans cesse le commerce, la souveraineté et la liberté des mers, leurs possessions dans les Indes orientales et occidentales? La perte dont elle est menacée de ses colonies ne l'affaiblirait pas assez, pour ne pas craindre qu'en cas de rupture avec d'autres ennemis elle ne peut encore employer les mêmes ressources dont elle a usé jusqu'à présent; mais si on démembreroit de la domination qui lui reste une portion aussi essentielle que l'Irlande, on pourroit dire inégalement que l'Angleterre ne seroit plus une puissance à craindre, plus d'opposition de sa part pour nous secourir de nos pêches, de nos colonies au delà des mers, ni pour appuyer la rivalité du commerce, quel eussent à force de ses armemens aussi nombreux.

Si les Irlandais connaissent bien tous les avantages de leur position, ils conviendront qu'elle est la plus heureuse, pour porter leur commerce dans toutes les parties du monde. Ils peuvent s'étendre en Espagne, en France, avec les puissances du Nord, et dans la Méditerranée, la mer leur est ouverte de toutes parts, que peut désirer de plus un état indépendant, qui ne donneroit de la jalousie à personne, et qui pourroit ne s'occuper que de son intérêt particulier à l'abri de la liberté? lors que les autres nations auroient interrompu tout commerce entre elles, l'Irlande pourroit le continuer avec toutes à l'abri de sa neutralité.

En faisant entendre et goûter aux Irlandais la fortune constante qu'on leur présente, il est de toute nécessité de se mettre en état de soutenir la séparation au moment qu'elle éclateroit, afin qu'ils pussent avoir la confiance d'être soutenus avec une égale promptitude, et que l'Angleterre ne pût pas leur opposer des forces supérieures.

Il faudroit donc avoir à Brest et au Ferrol, trente vaisseaux de ligne avec un nombre de Frégates proportionné; les côtes de France devroient être garnies des troupes avec l'apparence d'un débarquement en Angleterre, on mettroit par à la Grande-Bretagne dans l'impossibilité d'écarter ou de ramener l'Irlande.

Il sera également pourvu à un grand amas de fusils, de canons de campagne, et des munitions de guerre pour les faire passer immédiatement en Irlande, a fin d'en armer tous les habitants. Ten. d'officiers Irlandais gens d'esprit et de merite qui se trouvent actuellement au service de la maison de Bourbon, pourroient animés de la gloire de rendre la liberté à leur Patrie, comme du desir de bien obeir aux ordres des Princes qu'ils servent, se mettre à la tête de leurs compatriotes, quantité de sergents, de caporaux et de soldats qui servent dans les corps Irlandais, peuvent être également envoyés, ce sont des moyens qui contribueroient le plus au succès d'une opération aussi importante, qui puisse jamais se presenter à l'Espagne et à la France.

De la position de l'Irlande comme un état independant et allié des couronnes de Bourbon, il en resulteroit une bride aux puissances maritimes du Nord par l'usage que des Escadres et des armateurs Espagnols et François pourroient en faire en cas de besoin Il y a un si grand nombre de raisons politiques et d'utilité pour envisager cette idée comme de la plus grande importance que si d'abord l'impossibilité absolue ne detourne pas de l'adopter, elle merite au moins un examen le mieux réfléchi et des dispositions le mieux combinées pour bazarder l'entreprise.

A Paris — fevrier 1776

*Espagne, t. 579, n° 8.*

## CHAPITRE XI.

### LA PAIX OU LA GUERRE.

Les adversaires du cabinet. — Mouvement que se donnent les amis du comte de Gennevilliers, celui-ci prétend à expliquer avec le ministre devant le roi. — Lettres de M. de Vergennes à Louis XVI le ministre offre sa démission, bruits de son remplacement. — faiblesse que montre le roi tout en considérant le ministre. — Ce que Beaumarchais avait fait à Londres, Arthur Lee, le méconnait *La Paix ou la Guerre*; le roi ordonne les Américains. — M. de Gennevilliers questionné sur des secours secrets à donner aux insurgés, sa réponse. — premier million demandé à Louis XVI la capsule intime de M. de Vergennes. — Moyens organisés par Franklin avant son départ d'Europe pour procurer du matériel de guerre aux Colonies, les frères Montaudouin. — Leroy de Chassigny, Berthou Dubourg, usage que fait M. de Vergennes de ses amis. — Nouvelle lettre à Gennevilliers en vue d'espérer sur une plus grande échelle, Beaumarchais de nouveau à Londres prétend qu'il trouve pour s'y faire tolérer, il est mis à la question par lord Rochford. — Les opérations des Montaudouins sont évanouies, opportunité qu'il y a d'écarter les plans de comte de Lauraguais et Beaumarchais leur assistance auprès du ministre. — Avis du l'attaché de Londres qui nous en informe avec l'Angleterre. — La question de Terre-Neuve on décide de n'en plus parler. — Pourquoi M. de Vergennes retardait le moment d'agir; explication qu'il en donne à Beaumarchais; celui-ci est traité comme un chargé d'affaires.

Ce n'était pas tout de combiner et de mettre à point la politique commune aux deux Couronnes, avec la sagacité et la chaleur communicative qui distinguent le « mémoire de considérations ». Des adversaires déjà nombreux s'attaquaient au cabinet; il fallait en avoir raison ou subir dorénavant leur puissance. Le grand grief de n'être plus au gouvernement associant ensemble, contre les conseillers du roi, les influences de cour écartées à son avènement, les amis du duc de Choiseul et Choiseul lui-même qui s'attendaient à revenir avec le nouveau règne et ne s'étaient pas vu appeler les hauts intéressés que menaçaient les projets de Turgot pour les finances et ceux de Saint-Germain pour l'armée. Ces adversaires disparates arrivaient à la reine en se groupant derrière ceux qui l'approchaient. Les relations peu

1710

178 réfléchies vers lesquelles elle s'était laissé attirer et dont elle ne pouvait plus se défendre facilitant les intrigues, on troublait par elle l'esprit du roi. Quand les vues qui inspiraient les *Considérations* ne seraient plus secrètes, l'opposition se fortifierait des craintes, des pronostics, de la jalousie politique qui ne pouvaient manquer d'en surgir.

Les amis de M. de Guines, qui étaient parmi les intimes, avaient été jetés dans une vive alarme par le rappel de l'ambassadeur. Celui-ci les avait mis tout de suite en mouvement, tandis qu'il paraissait se soumettre avec une correction exemplaire<sup>1</sup>. Cet éloignement des hautes fonctions d'un de leurs derniers représentants fut à leurs yeux une suprême atteinte. Le soir même la reine était intervenue auprès du roi, et cette disgrâce trop motivée devenant le levier par lequel on espérait renverser ou subordonner l'influence de M. de Vergennes, déjà très visible. Le ministre se rendit compte tout de suite du peu de fermeté que le roi apporterait dans la partie qu'on voulait jouer et du danger qui en pouvait naître. La présence de M. de Guines lui parut

L'ambassadeur s'étant empressé, en effet, de se donner toutes les apparences favorables. Il avait écrit de Londres au ministre : « Monsieur, j'ai reçu les ordres du Roi que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 26 du mois dernier par le S<sup>r</sup> Lépine courrier du Cabinet. J'ai prévenu sur le champ le Lord Weymouth des intentions de Sa Majesté et de la demande que je ferais de prendre mes audiences de congé et de remettre mes lettres de créance lorsque le S<sup>r</sup> Garnier serait arrivé. J'obéisrai à cet égard au Roi le plutôt qu'il me sera possible quelques jours cependant me seront indispensables pour arranger mes affaires, disposer mon départ, et régler la réforme de mon maison et la suite de mes affaires. »

« Le sieur Garnier éprouvera de ma part, Monsieur, tous les procédés que le bien du service du Roi exige, je vous prie de sup-

pléer Sa Majesté de me rendre la justice d'en être persuadé. »

« Je suis très sensible que je dois l'être. Monsieur, aux offres obligées dont vous voulez bien m'honorer. La satisfaction que le Roi daignera avoir de mon zèle sera de tous les objets auxquels je puis aspirer celui qui me flatte toujours davantage. »

« J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur Le comte de Guines. » *Anglais*, t. 514 n° 37. En fait, le comte fut tout le contraire, et, secondé par la découverte que le cabinet de Londres éprouvait de son remplacement, il aurait placé Garnier dans la situation la plus fâcheuse si celui-ci n'avait eu, personnellement, toute l'avance possible dans l'estime du corps diplomatique et à tout prendre dans celui du cabinet anglais.



devoir augmenter ce danger. Voulant prévenir le monarque des dangers où l'on lâchait de le pousser, il lui avait écrit le 23 février. 1776

Sire

M. le Comte de Guines ne devant pas tarder à arriver, je supplie V. M. de me prescrire le langage qu'il lui plaira que je lui tienne. J'espère qu'elle voudra que je reste avec lui dans le silence sur les motifs qui ont déterminé son rappel. V. M. a seule le droit de s'ouvrir sur ce qui se passe dans son conseil, mais peut-être ne seroit-il pas sans inconvénient qu'elle le fît dans l'occasion présente. Plusieurs des titres qui déposent contre M. de Guines consistent dans des pièces interceptées. Si V. M. permet qu'il en soit fait mention en sera apprendre à la France, et vraisemblablement à l'Europe entière, qu'il existe une interception. Si V. M. n'avoit pas par elle-même la conviction de la justice des motifs qui l'ont décidée à ordonner la révocation de M. le comte de Guines, je ne prendrais pas la peine de lui faire cette très humble représentation, on pourroit croire que le ministre cherche à se cacher derrière son maître. Mais V. M. sait la part que je puis avoir eue à sa résolution et si j'ai fabriqué la lettre de M. le prince de Masseran, dont j'ai dû par le devoir de ma charge, rendre compte à V. M. dans son conseil, puisqu'elle m'avait été commandée par M. le Comte d'Aranda, et qu'elle intéressoit le maintien du système d'union des deux couronnes. Cette lettre, Sire, par laquelle M. le prince de Masseran rend compte à sa cour de la confiance que M. le comte de Guines lui a faite de l'étrange tournure qu'il a donnée à sa négociation, cette lettre, dis-je, Sire, a passé sous les yeux de V. M. par la voie du cabinet secret, elle doit même être encore dans ses mains, puisqu'elle ne m'a pas fait la grâce de me la renvoyer. Ce n'est donc point par une intrigue ministériale, comme on le suppose gratuitement, ni par une surprise faite à votre religion que V. M<sup>te</sup> s'est déterminée à révoquer son ambassadeur.

V. M. ayant la sûreté qu'elle n'a formé sa résolution que conformément à sa justice, et avec la plus entière connoissance de cause, oseroit-on lui contester l'usage du privilège accordé à chaque particulier de donner et de retirer sa confiance à volonté. Une ambassade, Sire, n'est point une propriété, c'est un dépôt de confiance que le souverain reprend toute fois qu'il cesse d'avoir confiance dans celui qu'il en avait chargé. J'ai eu, Sire, le malheur d'être

1776 rapellé moi-même, et très brusquement, des succès marqués à différentes époques faisoient l'apologie la plus complette de toute ma conduite. Cependant je n'ai pas eu la témérité de demander compte des motifs de mon rappel. Se conduire différemment, c'est établir en principes et en fait, que V. M. ne peut révoquer un ambassadeur, ni déplacer aucun de ses ministres, sans rendre raison de ses motifs, et par conséquent sans les soumettre au jugement de l'opinion publique. Cette législation nouvelle si attentatoire à l'autorité suprême, pourroit devenir bien pernicieuse dans un tems, où les têtes ne sont malheureusement que trop portées à se exalter, et où la chaleur des esprits semble acquérir chaque jour plus d'activité et de force.

Je suis

A Versailles, le 23 février 1776

Arch. nat., K 164 ar. sec 1776, n° 5. Lapon

Ainsi, la personnalité si secondaire du comte de Guines menaçait de changer le cours des choses, en donnant jour à placer les Affaires étrangères dans d'autres mains que celles qui les avaient déjà notablement relevées. L'ancien ambassadeur n'avait sûrement jamais douté que l'on se servirait de la faiblesse du monarque pour ramener les anciennes influences. Rentré d'Angleterre, il était immédiatement venu demander les motifs de son rappel, en se fondant avec aplomb sur des paroles encourageantes que les dépêches du ministre lui avaient quelquefois portées<sup>1</sup>. Comme quelqu'un qui ne voyait guère autre chose que des considérations de personnes et de situation dans les affaires de gouvernement, il se posait en victime du duc d'Ar-

<sup>1</sup> M. de Vergennes, en effet, ne les lui avait pas ménagées. L'ambassadeur pouvait citer des paroles comme celles-ci : par exemple, dans une dépêche du 29 juillet 1775, où il lui demandait de surveiller les armements dans les ports anglais et lui fournissant les moyens de le faire en mettant à sa disposition des gages mensuels pour l'un des commis de la marine : « Je ne suis nullement inquiet que vous n'y apportiez toute l'attention et toute l'assiduité nécessaires. »

« autres. Attrez-vous à ce soin avec la confiance que les événements ne vous seront pas impuissés, et bien est venu et j'ai fait mon long temps le métier d'ambassadeur pour savoir combien il y a de difficulté à pénétrer les secrets qu'on a le plus grand intérêt à nous dérober. Vous ne serez je l'espère jamais dans le cas d'avoir besoin d'apologiser à cet égard et je le supplante par plus d'un motif, mais si l'occasion s'en présente, vous pourrez compter sur moi. »

guillon, dénonçait en MM. de Maurepas et de Vergennes les artisans de l'animosité de l'ancien ministre et prétendait amener ces derniers devant le roi et la reine comme devant un tribunal où il discuterait sa conduite, la leur conséquemment. M. de Vergennes est obligé de faire de sérieux efforts pour empêcher le roi de céder à ce mépris de tous les principes. Il lui faut représenter combien les soins de la dignité de la couronne, ceux de ses plus sensibles intérêts, seront jugés futiles par les amis de l'ambassadeur et comme ils seront livrés par eux inconsciemment aux railleries de l'Europe. Le courant créé fut bientôt tel que la mesure des sacrifices sembla comble au ministre et qu'il dut les arrêter au prix de sa retraite volontaire. Avec une légitime tristesse, il mit le roi en demeure de choisir entre sa démission et le retour à des errements faits pour interdire toute visée suivie, autant que pour porter atteinte à l'autorité souveraine. La copie de ses lettres est heureusement restée pour conserver à l'histoire les traces de ces tiraillements, qui marquent la séparation entre deux époques. Dès que M. de Guines paraît, M. de Vergennes le fait savoir au monarque dans les termes qui suivent, dont certains sont soulignés :

Sire

M. Le Comte de Guines est venu me trouver hier après le Conseil. Après avoir m.a.t.t. dit, obéir avec la plus entière soumission aux ordres de V. M. il ne se croit pas blamable, si déferant à la juste sensibilité que lui cause la perte de la confiance de V. M. il demandait ce qui a pu la lui attirer. Je n'ai pas cédé, Sire, à ses premières demandes, mais pressé par ses instances, je ne lui ai pas tu ce que Votre M<sup>té</sup> m'avait prescrit de lui répondre, quelle n'avait pas eu lieu d'être contente de sa conduite ministérielle.

M. de Guines ne pouvant pas tirer de moi d'autres explications, il m'a remis la lettre ci jointe, dont il m'a fait lecture, et qu'il m'a requis de donner à V. M. Cet ambassadeur demande à se justifier et il demande que M. le Comte de Maurepas et moi y soions présents. C'est dire qu'il nous regarde comme ses parties sans doute, qu'il veut hier son rapel à ses anciennes querelles avec M. le duc d'Anguillon.

176.

La confrontation ne m'épouvante pas, Sire. M. le Comte de Guines n'argumente contre moi que des témoignages d'honnêteté et de satisfaction que je lui ai donnés dans le cours de notre correspondance. Ils ne prouvent que l'envie que j'ai eue de gagner sa confiance pour l'empêcher de s'égarer, *mais mes démonstrations de bonne volonté pour lui ne l'autorisoient pas à s'expliquer comme il l'a fait avec le ministère britannique et ensuite avec M. le prince de Masseran, que si l'Angleterre ne prenait pas parti pour le Portugal la France n'assistait point l'Espagne*

Quoique une déclaration aussi inconsidérée justifie complètement le parti que V. M. a pris de rappeler son ambassadeur, elle jugera dans sa haute sagesse s'il seroit sans inconvénient de dévoiler un motif, qui, quoique légitime paroitra frivole aux amis de M. de Guines, et qui, devenant bientôt le sujet des conversations de Paris, sera incessamment celui de toute l'Europe.

Je dois encore avoir l'honneur d'observer à V. M. que ce n'est pas pour mieux asseoir sa justification que M. de Guines demande l'intervention de deux de vos ministres, c'est pour les prendre à partie, les présenter au public comme ses persécuteurs.

Je supplie V. M. de vouloir bien me faire passer ses ordres pour M. le Comte de Guines.

Je suis, etc.

Versailles, le 4 mars 1776.

Arch. nat. K 164 n. 3, ms. n. 1776 n. 8. Copie.

Mais, aussi mon à se décider contre ses ministres qu'à rejeter nettement des instances dont la reine se faisait l'interprète avec la ténacité des passions de cour féminines, le roi encourageait ces instances en ne les repoussant pas<sup>1</sup>. M. de Guines, après son rappel, n'avait eu que

L'influence de la reine sur son époux commençait alors à être très visible. Le ministre de Frédéric II à Versailles M. de Goitz particulièrement chargé de surveiller l'action que la fille de Marie-Thérèse pourrait exercer sur la politique de la France, en avait avisé son souverain qui lui répond le 25 avril à propos d'un entre-tien dans lequel ce représentant avait

su flatter à point M. de Maurepas. « Mais je me étonne que les ministres ne fassent pas  
« comprendre au roi toute l'incongruité des  
« prétentions de la jeune reine de s'immiscer  
« dans les affaires du gouvernement et je crains  
« que leur silence à cet égard n'inspire encore  
« plus de hardiesse à cette princesse de pousser  
« sa puissance encore plus loin et qu'à la fin le

des procédés regrettables. Dans les présentations officielles de l'intérimaire qui lui succédait, et quand il avait remis le service à ce dernier, il l'avait traité comme le moindre des commis d'ambassade. Afin de l'embarrasser ou pour cacher des traces, il avait emporté toutes les minutes des affaires<sup>1</sup>; le cabinet du ministre était contraint de reconstituer pour Garnier l'historique des négociations depuis que celui-ci avait quitté Londres. Le roi savait très bien tout cela et ne restait pas moins indécis. Il laissait son ministère suivre ces affaires sans être sûr du lendemain, tandis que l'auteur de cette situation énervante s'en jouait à Paris et à Versailles. A un moment, il parut à M. de Vergennes que le monarque allait prendre le parti dont il tâchait de l'éloigner; il lui écrivit alors cette lettre de retraite :

Sire,

J'apprens, et je ne puis guères douter de la certitude de l'avis, que le projet de M. le Comte de Guines et de ses amis est d'obtenir de V. M. par l'entremise de la reine, que je suis appelé en confrontation avec lui, en présence de Vos Majestés.

Si V. M. daigne se rappeler que c'est par son commandement exprès que j'ai annoncé à M. le Comte de Guines son rappel, elle sentira que la seule explication que je puisse avoir avec lui est de lui dire très ingenuement qu'il a été rappelé par ce que V. M. m'a ordonné de le rappeler. V. M. a pu vouloir sans

<sup>1</sup> Le gouvernement de France ne l'aime au moins dans ce sens en quenouille. Voir de Circourt, *Histoire de l'action commune*, etc. t. III, p. 64.

<sup>2</sup> Il ne put rendre ces minutes que plusieurs mois après et en deux fois. Il avait rédigé dans l'intervalle un exposé fort développé des affaires par les traités, cela lui servit de consolation. Ces minutes n'étaient pas de sa main; il alléguait qu'il les faisait recopier à sa suite; sa plume était cependant fort nette et très apte à les écrire.

Les circonstances de la remise au service de M. de Guines sont caractéristiques des personnes et du temps. Nous reproduisons à l'an-

texte I du présent chapitre les pièces qui en relatent les principaux détails. Elles font apprécier le caractère de Garnier, celui de son prédécesseur et montrent la différence de l'espion apporté dans les affaires politiques par les hommes formés à l'école de la fin du règne de Louis XV d'avec le sérieux qu'y firent voir ceux que Louis XVI, à son avènement, avait appelés autour de lui. Nous ajoutons à ces pièces la correspondance à laquelle le don va lieu après le départ de M. de Guines. Le mémoire de l'espion Roubaud sur l'alliance de la France avec l'Angleterre et sur ce personnage lui-même.

176. inconvénient que la Reine fut informée des motifs de sa détermination, mais les soumettre à la discussion de M. de Guines ne serait pas compromettre le caractère de votre ministre : ce serait attenter à votre autorité suprême.

Il s'agit, ici, Sire, bien moins de la justification de M. le Comte de Guines que de jeter une confusion dans votre ministère dont on espère profiter. Je n'ai jamais fait de démarches pour y arriver, j'en aurais été indigne, si j'avais eu la présomption d'y aspirer. V. M. m'y a appelé, j'ai obéi à sa voix parce que le devoir me le prescrivait. Arrivé à ce poste si pénible et si envié, je n'ai rien négligé pour répondre à sa confiance. J'en appelle à V. M. elle-même, si j'ai fait des efforts pour acquérir du crédit et du pouvoir. La prospérité seule de vos affaires m'a occupé, je m'y suis livré entièrement : je me suis même refusé les délassements les plus permis. En me conduisant d'après des motifs aussi honnêtes et aussi désintéressés, je devois espérer, Sire, de pouvoir exister à l'abri de l'intrigue et de ses orages. Ma prévoyance a été illusoire, je n'entens rien aux tracasseries; je ne sais ni les faire, ni les soutenir : je n'ai que le courage des affaires.

Insuffisant pour ce genre de combat, qui m'est nouveau, je supplie V. M. de me permettre de le refuser, et d'offrir le sacrifice de la place dont elle m'a honoré au respect dû à son autorité et à mon attachement inviolable pour sa gloire. La retraite ne me ferait, Sire, qu'autant que j'aurais mérité de perdre l'estime de V. M. et que je me serois rendu indigne de ses bontés et de sa protection. Sa justice et ma conscience ne me font pas appréhender un malheur aussi cruel.

4 vol. man., A 154 n° 3. Lettres sans date, n° 1. (Maison de Vergennes.)

Louis XVI avait demandé à avoir sous les yeux la correspondance du ministre avec l'ambassadeur et les pièces qui s'y rapportaient<sup>1</sup>. Il mit fin le 13 juillet seulement à un état de choses qui lui était sans doute non moins pénible qu'à son gouvernement. Le bruit du départ de M. de Vergennes avait pris beaucoup de consistance. Le nom de Choiseul et malheureusement sa personne, que son exil et son éloigne-

<sup>1</sup> Au chapitre VII, supra p. 255 on a vu la lettre de M. de Vergennes envoyant au roi le mémoire de Roubaud sur le projet d'alliance avec l'Angleterre.

ment des affaires avaient beaucoup affaïssée, servaient de nœud à ces intrigues qui diminuent d'une manière regrettable l'éclat politique dont il avait joui. On donnait le duc pour le chef d'un ministère nouveau dans lequel M. de Breteuil venait, de Vienne, remplacer M. de Vergennes en laissant cette grande ambassade au comte de Guines réhabilité; d'autres renvoyaient ce dernier en Angleterre, où il était le favori d'une sorte de parti de femmes du monde désolées de ne plus le voir, de politiques galants et de gens intéressés à son retour. Cela ne se disait pas à Versailles et à Paris seulement, mais dans le monde de Londres. A la fin, le roi se décida à affermir son ministre. Il le fit d'un mot cordial, tout simple, parlant aussitôt d'autre chose comme s'il n'avait pas existé dans son esprit la moindre interruption de sa confiance, et qui paraissait supérieur si, au fond, ce n'eût été le fait d'un souverain qui par faiblesse répugnait à prendre un parti contre quelqu'un d'aussi soutenu que M. de Guines :

Versailles, le 13 juillet 1771.

Je vous envoie, Monsieur, les interceptions et l'ordinaire. Je ne pense pas que vous ayez esté inquiet de la réponse que vous m'avez envoyée hier, malgré tous les sots propos qu'on a débités dans Paris, et vous pouvez être sûr que jamais il ne m'a passé pareille idée par la teste, et vos dépêches que j'ai vues à l'occasion de M. de Guines m'ont fait le plus grand plaisir à lire comme je vous l'ai dit dans le temps. Il n'y a plus d'apparence que l'Impératrice vienne, le voyage de Goritz qui estoit plus court ayant manqué, mais en revanche nous aurons l'empereur le printemps prochain, qui sûrement nous arrivera et nous traitera bien. Il sera dans le plus grand incognito et ne mangera que chez son ambassadeur, il ira faire tour dans les provinces méridionales. Je crois que ce voyage donnera une furieuse jalousie au Roy de Prusse.

LOUIS.

*A l'original, R. 154 n° 3 sous le 17, 6 n° Orig. n° 1*

<sup>1</sup> M. de Lauraguis et Beaumont d'Alençon l'écrivirent longuement à M. de Vergennes le premier dans une lettre spéciale du 27 mars 1771.

Angleterre, t. 515 n° 38 le second le 17 mai particulièrement.

<sup>2</sup> Louis XVI avait peut-être prévu ce ga-

1776 L'effet n'eût pas été plus considérable si la fermeté avait présidé à cet acte autant qu'elle y faisait défaut. Pour des années à dater de ce moment, les adversaires de M. de Vergennes furent sans prise contre lui. La même absence de vigueur avait du reste permis de satisfaire les amis de l'ancien ambassadeur. Celui-ci eut l'entrée à la cour et le titre de duc, accompagnés d'une lettre personnelle du roi qu'auraient tout au plus justifiée une carrière distinguée ou des services véritables. Les actes et l'impression qu'ils produisent sont en rapport avec l'esprit du chaque temps, cela vient à la décharge de Louis XVI.

Ces incidents de cour et cet étrange conflit n'avaient d'ailleurs pas fait changer de conduite. On s'était engagé davantage avec l'Amérique, on n'attendait que de s'engager plus encore. Tandis que l'on recevait à Versailles le rapport de Bonvouloir, Beaumarchais revenait à Paris, ayant très activement fait usage à Londres des autorisations du roi. De concert avec l'agent interlope que Franklin avait établi à sa place dans cette capitale, il avait préparé une participation active du gouvernement du roi à la résistance des usargents. Cet agent, un Virginien du nom d'Arthur Lee, étudiant le barreau en Angleterre quand le célèbre Américain en était parti. Il s'était un peu imposé à lui par le zèle remuant qu'il faisait voir, mais ne méritait guère la grande confiance que lui avaient accordée l'intermédiaire de Versailles et d'autres partisans de l'Amérique. Les espions du *foreign office* avaient pied chez

me reconnaissant M. de Vergennes. C'est à quoi semble-t-il, on rapporte le fragment de la suite de lettre de celui-ci portant le n° 3 des lettres sans date dans le recueil *Correspondance de Vergennes* aux Archives nationales.

« Sire, j'ai reçu avec la lettre dont u a plu à V. M. de m'honorer hier, celle qui y étoit jointe pour M. le duc de Beaufort. Je ne la lui enverrai que par un courrier.

« La confiance que V. M. daigne me faire de l'objet de sa lettre à son ambassadeur à Vienne me pénètre de la reconnaissance la plus sou-

veraine et la plus respectueuse. Je n'en abuse pas, Sire, et ce ne sera point par moi que parcourra le secret que V. M. veut bien me révéler. Assuré qu'elle daigne agréer avec bonté l'agence mes efforts pour la servir et pour lui plaire. Je ne puis être alarmé des bruits qu'on s'est amusé à répandre. Je n'ai pu en être affecté qu'en raison du préjugé qu'ils pourroient faire à votre service. S'il est simple que V. M. change un moment lorsqu'elle croit n'avoir pas lieu d'en être satisfait, il ne l'est pas de même. »



lui et il les fera arriver jusque chez M. de Vergennes. Mais le Comité de correspondance secrète de Philadelphie s'était empressé d'entrer en rapport avec lui<sup>1</sup>, en sorte que Wilkes, l'opposition parlementaire, tous ceux que l'idée de soutenir les Colonies occupait ou animait, recherchaient ses renseignements, lui donnaient les leurs, le tenaient pour le représentant vraiment autorisé des Colonies soulevées. Beaumarchais était donc rentré très pressé d'exécuter ce qu'on lui avait permis de mettre en œuvre. Un troisième mémoire de lui, sous le titre : *La Paix ou la Guerre*, résumant dans la forme convaincante dont il possédait le secret les raisonnements sur lesquels on fondait, depuis un an, les supputations et les projets, avait été remis au roi par M. de Maurepas<sup>2</sup>. Par ce mémoire le monarque s'était trouvé persuadé avec ses conseillers que la crise définitive approchait, que le maintien de la paix, la conservation de nos îles étaient au prix des secours que nous donnerions aux Américains. Beaumarchais montrait, en effet, ceux-ci las de ne pas recevoir l'assistance promise, n'ayant bientôt plus d'autre alternative sinon de compromettre ouvertement la France envers la Grande-Bretagne pour l'obliger à agir, ou d'accepter les conditions de celle-ci et de tomber avec elle sur nos possessions, en sorte que la guerre nous serait certainement faite si les Colonies ne pouvaient résister, et que quelques millions qu'on leur donnerait aujourd'hui pour occuper l'Angleterre en économiseraient trois cents que coûterait seulement une première campagne<sup>3</sup>.

Les conférences avec le comte d'Aranda venant d'établir entre Madrid et Versailles des liens qui semblaient définitifs, il importait d'engager l'Espagne dans nos menées secrètes. Sans cela, notre appui

<sup>1</sup> Jared Sparks, dans la préface de la *Diplomatie correspondance*, dit que ce fut un des premiers actes du Comité (p. VIII).

<sup>2</sup> C'est M. de Vergennes qui l'avait reçu à portée en suite, de la main de l'auteur. *Œuvres* de M. le C<sup>te</sup> de Vergennes, cachet volant, le 29 janvier 1776.

<sup>3</sup> C'est à cela que se rapporte ce troisième mémoire de Beaumarchais. Nous le reproduisons bien qu'il soit aujourd'hui très connu, on le trouvera à l'annexe II du présent chapitre car il constitue une des pièces essentielles de l'histoire des liaisons de la France avec les colonies anglaises.

1770. aura t tout simplement favorisé ses calculs propres. M. de Vergennes rédigea t en ce moment les *Considérations* il trouva bon de sonder M. de Grimaldi tout de suite sur la part que Charles III voudrait prendre aux secours offerts aux Colonies. Lee, imaginant tout ce qu'il croyait pouvoir le servir avait dit à Beaumarchais que deux émissaires de son pays avaient obtenu sur ce chapitre, à Madrid, des réponses très satisfaisantes. Le ministre prit ce prétexte pour questionner son collègue d'Espagne<sup>1</sup>. C'était au commencement de mars, alors que la plus violente irritation animait la cour de Madrid contre celle de Lisbonne. On n'y connaissait pas de résolution trop vive. Le 14, M. de Grimaldi, de sa main et, pour plus de sûreté, dans un pli qu'emporta la poste banale, répondit par la lettre suivante, qui explique pourquoi il prenait ces précautions et comment, déjà, il avait fait partir d'autres lettres de la même manière.

Monsieur

J'ay mis sous les yeux du roy la lettre dont V<sup>re</sup> ex<sup>te</sup> m'a honore en date du p. de ce mois et je vais répondre à la question, et lui exposer les réflexions qu'elle a produit.

Personne ne nous a requis de fournir des secours aux colonies révoltées, par conséquent il n'existe pas que nous en ayons donné, mais il n'y a pas même eu lieu de mettre en délibération ce qu'on devoit faire.

Il est sur qu'il nous convient que la révolte de ces peuples se soutienne, et nous devons desirer que les Anglois, et eux, s'épuisent réciproquement; ces preuves rentière de la politique anglaise dont, malheureusement, en ont senti les effets les deux couronnes nous autonsant, par un juste retour à former ses souhaits, l'Espagne plus particulièrement essaye toujours des procédés pareils de la nation anglaise, lorsque nous sommes en guerre avec Maroc, elle ne cesse de leur fournir des armes de toute espece, la même chose aux Algériens, jusque dans les Indes orientales les Anglois arment les Maures pour courir sur nos gens des Philippines; le droit et l'intérêt doivent donc nous persuader à secourir les colonies angloises; voilà la maxime

<sup>1</sup> Sa lettre manque aux archives des Affaires étrangères et aux Archives nationales.

Reste à examiner le moyen de l'exécuter de façon qu'on ne puisse pas nous l'imputer, que ce fait ne donne prise aux Anglois de nous chercher querelle, et nous engager dans une guerre si elle leurs souriait et de manière qu'on puisse désavouer la démarche. Ces moyens sont plus aises à obtenir en France par le caractère de la Nation, par la méthode de son commerce, que en Espagne, mais le Roy est prêt et s'offre à concourir comme de raison à tous les frais. 1776

V<sup>re</sup> ex<sup>te</sup> voit la façon de penser du Roy, mais S. M<sup>te</sup> m'a expressément ordonné de vous dire qu'elle la soumet entièrement au jugement du Roy son neveu, et à celui de son ministère soit pour la décision de l'affaire, comme pour la manière de l'exécuter, si on s'y détermine.

Je renvoie cette lettre par l'ordinaire, sans passer par la main d'aucun des deux Amb<sup>tes</sup> afin de garder mieux le secret, et de ne pas leurs fournir des occasions de tirer des conséquences, j'espère que Votre excellence en aura reçu tout que je lui écris il y a quelques semaines observant la même méthode.

J'ay l'honneur d'être avec un très parfait attachement

Monsieur

de votre Excellence

le très humble et très obéissant serviteur

*De Grimaldi*

Au Pardo ce 14 mars 1776.

*Espagne t. 579 n. 114*

Les efforts poursuivis par M. de Vergennes dans le sein du cabinet étaient maintenant à leur point critique. Les objections fondées sur l'état des finances, davantage encore que le plus ou moins de divergences avec la cour d'Espagne, leur opposaient une barrière. Les vingt millions de livres de déficit dans les recettes signalés par Turgot avaient un poids considérable. Lorsqu'on reçut l'assurance du concours de Charles III on se trouvait vraiment à l'étape difficile. Les choses d'un peu de portée ont toujours, à leur commencement,



« Le sieur Montaudoin », il s'agit là d'armateurs de Nantes avec qui Franklin, deux ans auparavant, avait traité ou fait traiter en vue de transporter en Amérique du matériel de guerre qu'il comptait procurer à ses concitoyens, soit à l'insu du gouvernement, soit avec sa tolérance. L'un des Montaudoin (car ils étaient plusieurs) appartenait comme correspondant à l'Académie royale des sciences, ce qui avait peut-être amené tout naturellement les rapports. Franklin avait des relations à Paris avec l'intendant Leroy de Chaumont, que ses fonctions mettaient à même d'aider utilement aux fournitures et aussi d'assurer un peu la tolérance nécessaire pour les couvrir. L'intermédiaire effectif était un autre de ses intimes, un médecin ou physicien, le docteur Dubourg, Barben Dubourg, qu'il appellera son « cher bon ami » en lui annonçant son arrivée en France<sup>1</sup> et que ses inclinations personnelles ou plus de goût aux affaires qu'à la pratique avaient rendu partisan décidé du soulèvement des Colonies. Dubourg cherchait les fournisseurs, entrait dans leurs opérations, la maison Montaudoin, elle, conduisait aux destinations convenues les cargaisons qui lui étaient amenées. Depuis la fin de 1775, ces opérations avaient pris tout l'essor que pouvait leur imprimer l'appui dissimulé et indirect du ministre. En attendant d'avoir le « négociant fidèle et discret » dont les *Reflexions* avaient parlé au roi, qui serait chargé de traiter personnellement avec les Américains et qui masquerait les envois aux regards des Anglois<sup>2</sup>, M. de Vergennes, pour augmenter les moyens de résistance des Colonies, se servait des combinaisons préparées par Franklin. Les Montaudoin n'ignoraient sans doute pas ce patronage. Ils mettaient aux embarquements une activité qui jetait le chargé d'affaires anglais en des plaintes incessantes et plaçait le ministre dans la continuelle obligation d'y répondre par

<sup>1</sup> C'est une des premières personnes à qui il écrivit d'Amur en Bretagne le 4 décembre 1776. (*Œuvres complètes*, t. I, n° 87.)

<sup>2</sup> Les *Reflexions*, on le vu, disaient : « Il fallait d'un négociant intelligent, fidèle et

« discret dans chacun des ports où les bâtiments américains viendraient aborder... il « traiterait directement avec les capitaines et il « masquerait les envois pour éviter les reproches « de la cour de Londres. »

176 des dénégations évasives. Il déployait du reste à cela des ressources d'esprit inépuisables<sup>1</sup>, tout en ne cessant de fournir à ces plaintes des motifs nouveaux.

Toutefois, il s'agissait d'opérer maintenant sur l'échelle plus grande que les *Reflexions* avaient tracée. L'entremise des amis de Franklin n'allait plus suffire et la participation de l'Espagne devenait nécessaire. Il ne fallait pas mettre uniquement de moitié dans nos actes la cour de Madrid, comme elle assurait l'être dans nos plans, mais avoir son concours financier. Le lendemain du jour où il avait adressé au roi le billet précédent, M. de Vergennes écrivit à M. de Grimaldi dans ce but. La supercherie d'Arthur Lee, qui avait été la cause de sa première lettre, étant d'abord expliquée<sup>2</sup>, M. de Vergennes faisait connaître au ministre du roi d'Espagne, avec une déférence et un abandon propres à le flatter, les moyens préparés afin de donner aux Colonies l'assistance nécessaire pour prolonger leur lutte. Il parlait de cela comme d'une chose sur laquelle ils auraient été tacitement d'accord ou se seraient compris à demi-mot et, discrètement, lui insinuait l'obligation pour l'Espagne de s'y associer dorénavant. Il avait d'ailleurs assez appris que l'on aimait savoir, à Madrid, le cabinet de Versailles occupé de mesures positives; aussi terminait-il en annonçant qu'une croisière venait d'être prescrite dans la Manche. Naturellement, il n'avait pas laissé à un autre le soin d'écrire sa minute :

M

Versailles le 3 May 1776

J'ai reçu la lettre dont V. Ex<sup>te</sup> m'a honoré le 4 mars dernier en réponse aux éclaircissements que j'avais eu ordre de lui demander sur les intentions du Roi son maître par rapport aux secours clandestins que sollicitaient les Américains. Ce que V. Ex<sup>te</sup> a bien voulu me marquer nous fait connoître que

<sup>1</sup> La correspondance d'Angleterre des années d'avril et mai 1776 contient à cet égard nombre de lettres. M. Bancroft a très bien résumé dans quelques pages de son tome X les habiletés de M. de Vergennes à se défendre

contre les soupçons de lord Stormont (chap. XVI).

<sup>2</sup> Beaumarchais convient de ce subterfuge, dans une lettre du 26 avril tout en excusant Lee au qu'il croyait alors complètement. (Voir l'annexe II du présent chapitre n° 4)

leurs agens ont cherché à nous abuser ils n'étoient pas eux mêmes abusés lorsqu'ils nous ont fait avouer que leurs demandes avoient été accordées en Espagne et qu'ils avoient lieu de se promettre toute assistance indirecte qui seroit compatible avec les circonstances. Quoique nous ne nous soyons prêtés jusqu'à aucune sorte de liaisons même indirectes avec les Américains nous les avons laissé jouir de toutes les facilités qu'ils ont pu se procurer par le royaume du commerce dans nos ports et nous avons fermé les yeux sur les genres d'exportations qu'ils se sont pu faire. C'en étoit assez alors, mais la crise devenant plus instante il sembloit M. qu'il conviendrait de faire quelques choses de plus que de leur accorder une simple tolérance. Nos deux augustes maîtres ne voulant pas heurter de front le Roi d'Angl. avec lequel ils desiroient de maintenir la paix et l'espect d'intelligence quel est possible de conserver avec une nation pour qui rien n'est sacré que son intérêt momentanément ce seroit nous éloigner de ce but et nous montrer trop à découvert de fournir de nos magasins aux insurgens des armes, du le poudre et d'autres munitions de guerre; comme le commerce ne les laissera pas manquer de ces articles s'ils sont en état de les payer, le Roi préfère de leurs en fournir les moiens plus tôt que de rien donner en nature. En conséquence Sa M<sup>te</sup> s'est déterminée à leur faire avancer à titre de prêt un million de nos livres. Le gouvernement n'y paroitra en rien, tout se fera sous le nom d'une société de commerce dirigée par un negociant d'une de nos villes maritimes qui se fera donner des arrêtés à la vérité peu obligatoires mais colorera son zèle du motif assez specieux de la part d'un marchand du desir d'attirer à lui la plus grande partie des communications de l'Amérique lors que le commerce des Colonies sera rendu libre par la déclaration de leur indépendance. Nous espérons M. que ce secours imprévu arrivant dans un moment où peut être les plus intrepides seront ébranlés par l'arrivée des forces énormes que l'Angl. envoie contre eux, pourra les raffermir et les rendre plus tenaces dans la résolution qu'ils sembloient avoir formée de ne pas subir le joug. Ces gens là sont assez pénétrés pour sentir que secours de cette espèce ne peut pas partir d'une main ordinaire. Cette dépense seroit assurément bien utilement employée si les Américains concevant l'espoir que nous ne devons jamais leur donner d'un secours plus effectif mettoient par leur obstination les Anglois dans le cas ou de renoncer à leur entreprise ou de faire les frais d'une seconde campagne. Nous

1776. ne devons pas perdre de vue M. qui pourra arriver cette circonstance ou il nous serait important de trouver des pierres d'attente posées pour pouvoir prendre des liaisons couvertes avec ce peuple; notre paix avec l'Angleterre n'est que précaire, c'est un feu cache sous une cendre trompeuse dont l'explosion peut se faire au moment même que les deux parties y penseront le moins. Sa sûreté repose sur la conduite plus ou moins imprudente des marins anglais; que ne doit on pas craindre de leur avidité et de leur audace encouragées par un chef du caractère du lord Howe, ou sait qu'il avoit déclaré qu'il ne se chargerait plus d'aucun commandement que dans le cas de la plus grande activité, il se charge dans ce moment-ci de celui de la flotte, la guerre d'Amérique n'est pas dans ses principes, il s'est refusé à recevoir un adjoint pour traiter la paix, il a rejeté les restrictions qu'il a cru apercevoir dans ses instructions, il parait que l'ancien ministre a dû prier et que cet amiral n'est dans une étroite intelligence qu'avec le lord Germaine dont les principes ne doivent peut être pas être moins suspects. Tout cela nous semble demander une sérieuse attention, et c'est de l'ordre du Roi et dans le secret de notre intimité que j'ai l'honneur de vous l'exposer.

V. Ex<sup>te</sup> nous a marqué que le Roi Cécile entrerait volontiers dans tous les frais qu'il serait question de faire pour procurer quelque secours aux Américains. Le Roi ne consentirait pas que le Roi son oncle voulut contribuer au million qui destine à cet objet, mais si Sa M<sup>te</sup> Cécile étoit elle même dans la disposition de leurs faire une libéralité et quelle eût nos moyens de la faire parvenir plus à l'abri du soupçon que ceux qu'elle pourrait se procurer dans ses Etats, Votre Ex<sup>te</sup> me trouvera à ses ordres pour tout ce qui plaira au Roi son maître de décider.

M. le M<sup>re</sup> d'Osman informera V. Ex<sup>te</sup> de l'ordre que le Roi fait donner à son escadre de vouloir détacher sa croisière à hauteur de nos côtes pour empêcher les Anglois d'en approcher. Il paraitroit essentiel d'user en Espagne de la même prévoyance, ce sera secourir les Américains de cartier les dangers qui pourroient les assaillir à l'entrée et à la sortie de nos ports respectifs.

J'ai reçu dans son temps la lettre dont V. Ex<sup>te</sup> fait mention dans la mienne du 14 mars. C'étoit une réponse qui neigeoit pas de replique de ma part.

J'ai l'honneur d'être avec très parfait att. M.

*Espagne, le 580. n° 76.*



Quand Louis XVI avait paru décidé, Beaumarchais était retourné à Londres. Déjà très soupçonné par la police du *Foreign office* de s'employer à ce qui l'occupait en réalité, il avait été muni d'une lettre de M. de Sartines lui donnant mission au nom du roi, d'acheter d'anciennes piastres portugaises pour le service des îles<sup>1</sup>. Tout en s'arrangeant afin de tirer de cet expédient un élément de plus d'opérations personnelles, il était comme un second chargé d'affaires à qui auraient particulièrement ressorti les menées avec l'Amérique. Il prêtait ses courriers à l'ambassade<sup>2</sup> et n'aurait pas entretenu ou occasionné, s'il eût eu ouvertement un titre, une correspondance plus suivie avec le ministre. Les menées commençaient maintenant à s'éventer. Celles du port de Nantes en particulier étaient découvertes. Barbeu Dubourg avait porté les opérations concertées avec Franklin à des négociants, les Pharne, faisant le commerce d'Amérique. Ceux-ci s'étaient associé un Alsacien du nom de Penet<sup>3</sup>, et ce dernier, accompagné d'un des Pharne, était allé à la fin de 1775 à Philadelphie où, menant ensemble grand train et se mettant d'autant plus en vue, ils s'autorisaient bruyamment, pour leurs offres de services, de l'appui du ministère français, recevaient de Franklin et de ses amis des commandes, faisaient des traités que le congrès sanctionnait. Ce sont eux dont le rapport de Bonvouloir constatait la présence et que M. de Vergennes signalait à Ossun comme la cause d'embarras inutiles dans sa dépêche du 22 avril<sup>4</sup>. De Londres, en effet, on suivait leurs démarches et le cabinet anglais était amené par suite à ne pas douter de l'hostilité

<sup>1</sup> Le 12 avril Beaumarchais écrit à M. de Vergennes : « J'écris vendredi à M. de Sartines en le remerciant, ainsi que le Roi de ce qu'ils m'ont fourni le moyen de partir tranquillement à Londres. Certain que vous lui communiquerez ma grande dépêche je pose la plume car il y a 8 heures que j'écris et me copie, je n'en puis plus. »

« Daignés vous souvenir quelquefois, Monsieur le Comte, d'un homme qui vous respecte

« et qui est même dans son cœur y ajouter un sentiment plus tendre. — BEAUMARCHAIS. » *Angleterre*, t. 515 n° 75.

<sup>2</sup> « Je prête à M. Garnier mon courrier » dit-il dans la même lettre du 12 avril, pour « un paquet, à charge de revanche. »

<sup>3</sup> Voir une lettre de Barbeu Dubourg à M. de Vergennes du 31 mai 1776 (*États-Unis*, t. I n° 29).

<sup>4</sup> Voir supra, p. 346.

1776. de celui de Versailles. En avril, un petit navire américain, qui venait échanger à Nantes sa cargaison contre des approvisionnements de guerre, fut conduit à Bristol par son équipage, et son capitaine trouvé porteur pour la maison Montaudouin de correspondances significatives<sup>1</sup>. Le ministère britannique craignait bien alors de pousser trop vivement les questions, n'étant pas prêt à affronter tout de suite les conséquences d'une rupture; mais son ambassade ne fit pas moins aussitôt entendre de nouvelles plaintes et lord Rochford, à Londres, se chargea de soumettre Beaumarchais à un interrogatoire des plus serres.

On touchait ainsi au moment où les plans étant dévoilés il faut passer à l'exécution sous peine de les voir se dissoudre. Arthur Lee

Le navire se nomme le *Débaron*, donne lieu à un échange suivi de dépêches. [*Angleterre*, 515, Le ramasse écrit même de sa main : MM de Montaudouin pour avoir leur témoignage, une lettre qui conduit la réponse transparente. « A Versailles le 22 avril 1776. A M<sup>r</sup> Montaudouin frères et Comp<sup>e</sup> à Nantes. » Vous avez sans doute connaissance M<sup>r</sup> de l'aventure arrivée au navire *Le Débaron* parti de Philadelphie pour Nantes et conduit à Bristol par son propre équipage. Il parait par ses papiers trouvés à bord que ce navire vous était adressé, que vous étiez prêts de faciliter la vente de la cargaison, et de procurer le retour en différents effets parmi lesquels une petite quantité de munitions de guerre et de l'argent.

« La réputation dont jouit votre maison fait la sûreté que vous êtes incapables M<sup>r</sup> de vous engager dans des correspondances et dans des pratiques qui pourraient être suspectes et contraires au service du Roi et à la bonne intelligence qui règne entre Sa M<sup>té</sup> et la Couronne de la Grande Bretagne. Mais c<sup>est</sup> on voit par les papiers publics que deux Français ont passé dans l'Amérique Anglaise qu'ils y ont été annoncés ou qu'ils y sont annoncés

« aux mêmes au Congrès de Philadelphie comme des agents et qui sont devant revenir en France et qu'il avait même dû s'embarquer sur le navire *Le Débaron*, cette mission qui nous est absolument inconnue paraissant bien singulière je vous prie M<sup>r</sup> de me dire si vous avez connaissance de ces deux Français des motifs qui ont déterminé leur voyage et enfin de m'envoyer le plus tôt possible tous les renseignements que vous pourrez avoir sur leur compte. Je ne crois pas nécessaire de vous recommander de garder le secret de cette lettre. Je suis etc. » [*Angleterre*, t. 515, n<sup>o</sup> 91. La réponse est exactement ce que le ministre lui voulait (voir infra, au livre I, II on exprime aussitôt sa gratitude. « 17<sup>me</sup> le 1<sup>er</sup> mai 1776. M<sup>r</sup> Montaudouin frères à Nantes. J'ai reçu M<sup>r</sup> la lettre que vous avez fait la peine de m'écrire le 27 du mois d' ». Je ne puis que donner des éloges à votre façon honnête de penser et de vous remercier. Votre réputation m'est tout connue et tout ce que vous me mandez justifie parfaitement l'opinion qu'en j'avais donnée de vous. » *Ibid.* t. 516.) — M de Vergennes parle aussi du *Débaron* à Beaumarchais dans une lettre du 2 mai, transcrite plus loin.

fournissait, par Wilkes, à tous les partisans de l'Amérique, les nouvelles plus ou moins fondées propres à faire considérer les Colonies comme victorieuses ou assurées de l'être, et Beaumarchais y trouvait d'autant plus de raisons d'insister pour que l'on agît. Interprétant les faits, commentant avec sa verve ingénieuse les débats du Parlement ou les incidents quotidiens, sa comparaison même chez lord Rochford, il multipliait les raisonnements et les instances. M. de Vergennes utilisait les séjours que faisait de l'autre côté du détroit un jeune gentilhomme français, le comte de Lauraguais, fort animé contre l'Angleterre, comme ils l'étaient presque tous, et très lié avec lord Shelburne et les Whigs. Le comte qui, dans la pensée du ministre, peut-être, devait servir à surveiller et contrôler Beaumarchais, s'était, au contraire, étroitement lié avec celui-ci, et l'n'était pas moins subjugué que lui par les assurances que l'on concevait, dans le cercle où Lee répandait ses nouvelles, ni moins séduit par l'Américain lui-même, près duquel ils se suppléaient réciproquement. Comme Beaumarchais, il s'évertuait

12-4

Dans une lettre du 26 avril 1781 l'annonce II n° 4. Beaumarchais indique que lorsqu'il était revenu à Londres M. de Lauraguais lui avait rapporté toutes ses conversations avec Lee et que c'est Arthur Lee il avait fait connaître tout ce que Beaumarchais rapportait de Versailles.

Le comte de Lauraguais paraît avoir donné beaucoup d'ouvrage à M. de Guines qui le fit vivement attaquer par un *Telex* dans des *hôtels* et par des propos. L'ambassadeur éprouva de plus une grande indignation contre un certain baron de Linsing, qui prenait fait et cause ardemment pour M. de Lauraguais. Nombre de lettres de M. de Guines au baron de Linsing pour objet, Beaumarchais entretenant avec M. de Vergennes de son diable qui occupait le monde politique. Le 19 avril Beaumarchais écrivit : « Les papiers publics vont approuver par ce courrier la nouvelle scène publique arrivée entre à » après entre le Ro-

« son de Linsing et le *Telex*. Cette histoire  
« *Telex* est un tissu d'extravagances d'un bout  
« à l'autre. Cependant ce *Telex* est encore un  
« parvenue de la France qu'un grand parti de  
« sermes de qualité s'honore aussi de protéger  
« publiquement. M. de Lauraguais, arrivé en  
« milieu de la campagne et plus que compréhensif  
« dans le dernier paragraphe du *Telex*, dont  
« élève et ferme ce comarce imprimant par un  
« précis court et net de tout ce qui est arrivé  
« servait d'adieu de Médée à son brave adver-  
« saire. Ce qu'il y a de plus curieux au milieu  
« de tout cela, est le bruit répandu par *Telex*  
« et de toutes les partisans et amis du son  
« ambassadeur, qu'il est certain que ce docteur  
« va revenir et que c'est ce qui a empêché qu'on  
« ne mandât à son ambassade. Pour corriger  
« ce bruit, l'ambassadeur qui avait annoncé la  
« suite de ses efforts et provisions, a envoyé un  
« contre-ordre à ses gens d'effrayer de sorte  
« que grâce à l'indulgence qu'il a reçue du Ro-

1776. à entraîner le ministre, à lui montrer quelle occasion il laissait perdre, quelle faible idée l'on prenait de nous. Garnier aussi, du reste, avait plusieurs fois mandé qu'il importerait de satisfaire l'impatience des Américains. Cherchant à connaître la situation de l'Amérique, il avait naturellement trouvé les mêmes données qui défrayaient ces autres correspondants du ministre et il écrivait le 11 mars :

L'Amérique, réunie comme elle l'est par une volonté générale et une haine qui sera bientôt indestructible, dirigée par une assemblée d'hommes dont l'énergie et les talents paraissent calculés pour cette conjoncture, a plus de bras qu'il n'en faut pour résister à toutes les forces que l'Angleterre rassemble contre elle; cependant, quelques-uns de ses partisans craignent que les insurgens ne manquent de mortiers, de bombes, de bonnes platines de fusils, de soufre et surtout de vêtements et de couvertures de laine. Pour se procurer ces articles, il faut de l'argent, et il n'abonde pas chez eux. Ils s'en passent pour la circulation intérieure au moyen de papier frappé par le Congrès. Mais cette monnaie ne prendra pas faveur auprès des Hollandais, Danois, etc. qui pourroient les fournir de ce dont ils ont besoin. Il seroit cependant singulier que, si cette grande révolution ne tient qu'à des secours modiques qui ne pourroient compromettre personne, et sur lesquels la Puissance intéressée devroit fermer les yeux, le succès manquât faute de ce secours. Il ne m'appartient pas, Monseigneur, de voir toute la portée d'un tel événement. Il me semble seulement que le moment est décisif, et que le ressentiment de l'Amérique, qui a appris à connaître ses forces, peut être aussi redoutable que sa reconnaissance doit par la suite devenir précieuse, non que la Hollande et le Portugal nous aient appris à compter sur ce motif isolé comme sur une base de liaison solide et durable. Mais encore vaut-il mieux, même

« du France et dont on dit merveille en l'ori-  
 « ne désespère point de le voir arriver bientôt,  
 « le levrier en laisse et l'embassade en poche. »  
 « Dieu sauve j'ai suant du x<sup>e</sup> il dit encore. » A  
 « propos de M. de Lauriguis, tout ce qui lui  
 « arrive » est réellement qu'un chat aux jambes  
 « Et parce qu'il est intimement lié avec lord  
 « Shelburne et autres membres de l'opposi-

« tion, le lord Mansfield et le ministre font  
 « soutien par les femmes son lâche adversaire  
 « le Texier, afin que les truans et les dignités le  
 « fassent retourner au France, car les gens cy  
 « ne peuvent souffrir auprès d'eux tous ceux  
 « qui ont la vue nette, moins encore ceux qui  
 « ont le télescope aux yeux sur leurs actions les  
 « plus cachées. »

aujourd'hui, que ces états soient indépendants que d'appartenir à la puissance de qui nous avons contribué à les détacher 1776.

*Angleterre* t. 5. 5. p. 7

Deux mois plus tard, encore, un peu abusé par ce que l'on répandait à Londres des intentions de l'Espagne à l'égard du Portugal, et déjà supposant cette puissance près d'allumer une guerre générale en se jetant sur Lisbonne, le chargé d'affaires pressant M. de Vergennes d'entrer secrètement en pourparlers avec les Américains et d'assurer leur indépendance pour empêcher l'Angleterre de faire à tout prix la paix avec eux :

Les partisans de cette indépendance, disait-il, commencent à se plaindre amèrement de ce qu'ils appellent notre apathie dans ce moment-ci. La manière dont les Américains considèrent nos intérêts leur avait fait regarder nos secours secrets ou publics comme infaillibles. Le ressentiment de notre indifférence joints aux inconvénients cruels auxquels ces Peuples doivent se soumettre dans une guerre corps à corps avec l'Angleterre et toute sa marine sans en avoir encore aucune à opposer, peut les faire accéder à une paix avec la métropole d'autant plus aisément qu'il faut s'attendre qu'en pareille circonstance, ils en dicteraient eux-mêmes les termes. L'Amérique réunie à l'Angleterre pour se venger de notre inaction totale lorsqu'elle avait besoin de nous, offre un nouveau spectacle à l'Europe, celui d'une Nation puissante qui connaît ses forces et qui les a toutes en activité sous la protection et la conduite du pavillon Anglais.

Je serais bien porté à croire, Monseigneur, que tous les frais que nous ferons pour prévenir cette réunion seront de l'argent bien employé

A Londres le 15 mai 1776

*Ibid.*, t. 5. 6. p. 37

L'heure pouvait paraître opportune pour braver le mécontentement de la Grande-Bretagne. Depuis l'entrée de lord Weymouth dans le cabinet, celle-ci n'avait pas à notre égard des procédés aimables. Les questions concernant Dunkerque s'étaient bien adoucies, mais grâce à nous; sur celles de Terre-Neuve ce ministre s'était refusé presque

17 avec réticence à toutes les interprétations favorables que M. de Vergennes poursuivait. Le comte de Guines avait eu la présomption de se croire assez écouté pour obtenir du *Foreign office* la reconnaissance des droits que nous revendiquions en vertu du traité d'Utrecht, à savoir la liberté de la pêche assurée sur une certaine étendue des côtes, en échange de la part du domaine de l'île que la France possédait autrefois. L'ambassadeur avait donc abordé très ouvertement ce sujet, mais un refus on pourrait dire emporté de lord Weymouth, à peine tempéré le lendemain par des paroles dilatoires de lord Suffolk et que lord Mansfield ne s'était point prêt à rendre moins pénible pour l'amour-propre de notre représentant, fut l'unique résultat de sa tentative. Le ministre avait dû prescrire de n'en plus ouvrir la bouche. C'est devant le roi, en conseil, que cette décision avait été prise, le mois suivant, il était encore enjoint à Garnier de s'y tenir<sup>1</sup>. Mais on

<sup>1</sup> Aujourd'hui encore l'historique de la question de Terre-Neuve n'a pas perdu son intérêt. Cet historique se trouve à peu près tout entier dans les dépêches échangées en 1776 entre le ministre et l'ambassadeur, notamment dans les deux plus près de Guines à Vergennes du 1<sup>er</sup> février accompagnant son rapport du 31 janvier, lequel est un mémoire complet sur les documents de l'affaire (*Angleterre*, t. 514, n<sup>o</sup> 83 et 92), dans la lettre pressée de Vergennes à Guines du 7 février accompagnant sa dépêche officielle du même jour, et dans celle du 24 mars à Garnier (*ibid.*, n<sup>o</sup> 107-109, et t. 515 n<sup>o</sup> 45). Guines est saupiteux de son échec : « Vous verrez dans les dépêches ci-jointes, écrit-il, des choses bien entendues. » Le lord Weymouth nous en fera connaître beaucoup du même genre. Il faut s'y préparer. Vous comprendrez aisément ce que j'ai dû souffrir dans les deux conférences dont j'ai l'honneur de vous adresser le détail. Je doute que la politique en fournisse beaucoup de semblables. » (*Ibid.* n<sup>o</sup> 89). M. de Vergennes

moins étonné, se rend parfaitement compte des motifs. Il avait écrit à l'ambassadeur le 1<sup>er</sup> février : « est-à-dire à l'honneur même du cabinet rédigeant ses rapports. » C'est là une de ces « matières que tout ministre anglais répugne à « traiter » (*ibid.*, t. 514, n<sup>o</sup> 90). Il répond à l'espoir de Guines : « Je suis plus mortifié que surpris M. de la tournure brusque et peu civile qu'a pris notre négociation sur Terre-Neuve. Je connaissez assez la délicatesse de la matière pour m'attendre à des dédains et des mépris, mais je n'étais pas préparé à la réplique touchante que le lord Weymouth vous a faite. »

<sup>2</sup> Dépêche à Guines du 3 février 1776 : « J'ai mis toutes ces expéditions sous les yeux du roi et de son conseil, nous ne pouvons pas nous attendre à leur voir déclarer le vote qui pourrait nous diriger leur mauvais vouloir d'une manière aussi désobligeante que cela fut le lord Weymouth. » d'ailleurs, « après un laps de plus de 60 ans il s'élève une difficulté sur l'interprétation du traité, la ma-

entendant rester sur l'expectative envers ce cabinet nouveau. On le regardait comme disparate, mal uni, uniquement formé pour être à la discrétion du roi. Le ministre, ce même jour, donnait à Garnier des instructions générales qui ne comportaient pas d'autre mission que celle d'observer :

Ce qu'il importe principalement au Service du Roi dans ce moment présent est que vous vous attachiez, Monsieur, à démontrer avec certitude le progrès que

« nous la plus vive d'en découvrir la cause est  
« d'examiner ce qui a été pratiqué dans les pro-  
« mières tentatives qui ont suivi la conclusion de  
« l'armistice. Monsieur, étendez beaucoup plus  
« ces réflexions ainsi que celles qui nous  
« sont des conséquences absurdes qu'on veut  
« tirer des mécomptes dus à nos pe-  
« cheurs sans considérer la différence des temps  
« et des positions, mais tout cela serait inutile  
« le Roi ne jugeant pas pour le moment devoir  
« donner plus de suite à la négociation que vous  
« avez été chargé d'entretenir. Si quelque chose  
« doit paraître étrange c'est de voir le Lord Wey-  
« mouth qui a traité cette même affaire avec  
« M. le Comte du Châtelot se demander la cause  
« de tout ce qui a été dit et fait dans ce  
« sens là, au lieu de ne pas être surpris après cela  
« qu'il se produise encoirément sur ce qui des  
« trois Ministres ont pu penser à cet égard »  
Anglais, t. 514, n° 10.

Dépêche à Guizot du 8 mars. « J'ai mis sous  
« les yeux du Roi et de son Conseil le compte  
« que vous nous rendez de votre première con-  
« versation avec le Lord Suffolk et, en la m-  
« nifestation de vous annoncer qu'il a eu l'oppor-  
« tunité la plus entière. Il n'est pas possible en  
« effet, Monsieur, de s'empêcher avec plus de  
« franchise, de dignité et même de fermeté que  
« vous l'avez fait avec le Ministre Anglais au  
« sujet de Terre-Neuve. C'est remettre notre re-  
« connaissance au point où elle était avant la tour-  
« née fâcheuse que le Lord Weymouth lui a

« fait prendre : ainsi comme il est probable que  
« tout ce que vous pourriez lui dire maintenant  
« ne lui servirait pas de source de surprises et  
« de contradiction dans lequel il n'est pas cer-  
« tain en traitant cette affaire avec M. le C<sup>te</sup> de  
« Guizot le Roi ne pense pas que vous deviez  
« donner plus de suite à vos premières impres-  
« sions à moins que les Ministres Britanniques  
« sentant que la franchise et l'honnêteté de nos  
« procédés exigeaient un tout autre retour que  
« celui dont ils nous ont payé dans cette occa-  
« sion, ne se portent à vous faire des avan-  
« ces plus conformes à la circonstance et aux  
« regards que se doivent des nations qui veulent  
« vivre entre elles en paix et en bonne intelli-  
« gence. Nous avons fait preuve de la sincérité  
« de nos dispositions en proposant le seul expé-  
« dient qui pourrait prévenir les querelles et  
« les haines auxquelles la concurrence ne peut  
« manquer de donner fréquemment lieu entre  
« deux peuples émus et rivaux. On oppose à  
« notre bonne volonté l'intelligence non pas  
« précise mais arbitraire du traité dont le sens  
« ne peut paraître équivoque aux yeux qui ont  
« suivi la lecture. C'est nous rendre la marche  
« que nous devons continuer avec et on ne  
« doit pas être surpris si au lieu de nous prêter  
« comme nous l'avons fait jusqu'à présent à des  
« explications dont un abus nous nous le  
« nous à remplir soigneusement les obligations  
« strictes des traités et rien par là. » Angle-  
« terre t. 515, n° 13.

1776 chacun de ceux qui composent aujourd'hui le gouvernement pourra faire dans la faveur et la confiance du Roi son maître, l'ascendant qu'il pourra acquérir sur ses confrères le plus ou le moins de probabilité que le Ministère actuel, tel qu'il est constitué, puisse se soutenir en tout ou en partie, qui vous prévoie en cas d'événement qui pourroit le remplacer, enfin un aperçu des dispositions des différents partis relativement au système politique. Tout cela ne peut pas être l'ouvrage d'un moment, aussi je ne vous demande pas une réponse immédiate, mais, comme il n'est pas hors de possibilité, quoiqu'il soit peut-être contre toute vraisemblance, que l'orage qui gronde actuellement sur l'Amérique Septentrionale pourroit fondre ailleurs et frapper les régions qui peuvent s'y juger le moins exposées, il est bien important, Monsieur, d'y veiller d'aussi près pour n'être pas surpris par des événements dont le coup pourroit devenir irréparable.

Je connais votre prudence, votre zèle, et votre active intelligence, et je suis bien convaincu que vous ne vous laisserez pas imposer par des dehors trompeurs, vous connaissez la morale Anglaise et jusqu'à quel point il est permis d'y prendre confiance.

Aussi M. de Vergennes différerait-il le moment d'agir d'une manière positive. Malgré les instances du comte de Lauraguais, renouvelées verbalement par Beaumarchais, il n'avait pas voulu laisser venir Arthur Lee à Paris et il ne trouvait pas bon de donner suite encore aux projets préparés. Il puisait sans doute dans notre situation propre des motifs de procéder ainsi, mais l'Espagne lui en donnait de non moins importants. Nous n'étions point assez avancés avec elle puissance et les manœuvres du Portugal ne laissaient pas compter suffisamment, pour elle, sur la liberté d'action que l'on jugeait nécessaire. Le ministre, toutefois, se garde de laisser mal interpréter la retenue du gouvernement du roi par ceux qui servaient la France à Londres. On a une idée du cas qu'il faisait de leurs avis, comme de la consi-

M. de Lauraguais lui avait demandé la permission de l'amener (1<sup>er</sup> mars), il le disait autorisé par le congrès de Philadelphie à faire

des offres et à traiter. Beaumarchais reproche presque ce refus à M. de Vergennes dans une lettre du 26 avril (infra annexe II, n° 4).



dération dans laquelle il tenait alors Beaumarchais, quand on le voit écrire à ce dernier la lettre suivante, pour répondre à ses incitations impatentes, à celles parfois chimériques de M. de Lauragais ou aux appréciations dont nous étions l'objet à la tribune du parlement britannique :

A Versailles le 1 Mai 1776

J'ai reçu le 1<sup>er</sup> de ce mois, M<sup>r</sup>, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier. Il est aussi aisé de bien dire que difficile de bien faire, c'est un axiôme que tous les gens d'administration, sans en excepter les Ministres Britanniques, vous certifieront. Ceux dont la rôle est de rassembler, envisageant un objet sous un point de vue isolé, déduisent superficiellement les avantages à en recueillir, mais s'ils pouvoient embrasser l'ensemble ils reconnoitroient bien vite que ces prétendus avantages, si exaltés dans la spéculation ne seroient, dans la pratique, qu'une source d'inconvéniens plus funestes les uns que les autres. J'ai été longtems dans le portier avant d'arriver sur la scène, j'y ai vu des gens de toutes les classes et de toutes les trempes d'esprit. Tous, en général, frondoient, blâmoient, ou ne faisoient jamais bien selon eux; quelques uns de juges qu'ils se constituoient se sont exposés à être jugés. Je les ai presque tous vus prendre les arrêts qu'ils avoient si sévèrement condamnés tant il est vrai qu'il est une force d'impulsion ou d'inertie, comme il vous plura de la qualifier, qui ramène toujours les hommes vers un centre commun. Cette préface n'est point destinée à réfuter votre prévoyance, que je loue, au contraire, et que j'approuve. Mais ne croyés pas, parce qu'on ne la suit point avec rapidité qu'on la rejette. Il est des gradations qu'il est de la prudence de suivre et non déplaçables à vos bouillans qualificateurs, tout admeil n'est point létargique. Quoique la voye dont je me sers soit sûre, je n'y ai pas cependant assez de confiance pour ne pas mettre un frein au desir que j'aurois de vous dire toutes mes pensées, mais je me repose sur votre sagacité pour les deviner. Pensés y bien, et vous me trouverez plus près de vous que vous ne l'imaginés.

Lançons la cette métaphisique occupons nous d'objets plus reels. En est il un plus sonde et plus brillant que la peinture que le Lord North a faite de l'Etat florissant de l'Angleterre? S'il a été aussi vrai à cet égard que lorsqu'il a démenti le bruit de ces 14 mille François transportés par les airs en

776 Amérique, nous devons envier aux Anglois le bonheur inconcevable de trouver  
 « prospérité dans ce qui fait communément la ruine des autres nations.  
 J'avais grande opinion des ressources du pays où vous êtes; mais elle n'alloit  
 pas jusqu'à regarder une levée de 16 millions sterling comme un effort ordi-  
 naire. Je conçois qu'on peut beaucoup faire avec le papier, par ce qu'il est  
 facile d'en faire beaucoup. Cela va bien tant qu'il est censé valoir ce qu'il re-  
 présente, il centuple même sa valeur par une circulation active et aisée; mais  
 si un événement quelconque altère la confiance, s'il se fait engorgement et  
 stagnation, je demande à M. le Comte de Lauraguais ce que devient l'édifice,  
 et si ce n'est pas un château de carte que le vent enlève et dissipe dans les  
 airs. Cela n'est pas arrivé, dira-t-on, j'en conviens, mais en sait-il que cela ne  
 peut pas arriver? On veut le prouver par la grandeur de 50 à 80 et depuis  
 à 140; mais si cette progression n'a jamais de bornes, on trouvera une caution  
 solvable? Qu'on dise tout ce qu'on voudra de la richesse de l'Angleterre, je  
 la compare à une bouffissure, j'aime mieux l'embonpoint de la France malgré  
 son peu de régime. Tout y est réel, terres fertiles, denrées précieuses, argent  
 abondant; le crédit peut manquer sans que rien de tout cela souffre.

Est-il encore question de ce Senault le *Dickenson*?

Mille grâces, Monsieur, des nouvelles dont vous m'avez fait part. Elles ont  
 été vues et goûtées, je compte que bientôt on en recevra de très intéressantes,  
 et qu'enfin on sera éclairé sur le sort de Québec.

J'ai fait passer la lettre que vous m'avez recommandée; s'il vient une  
 réponse je vous l'enverrai.

Vous connaissez, je me flatte, Monsieur, mon amitié et mon attachement  
 pour vous.

*Angleterre 1756 n° 2. Mante retranscrit par Vergennes (1).*

« Elles ont été vues et goûtées, » le roi, en effet, lisait cette correspon-  
 dance. Le ministre la mettait sous ses yeux, il le dit à Beaumarchais,  
 en lui répondant sur l'interrogatoire subi par lui chez lord Rochford.  
 A peu près comme s'il parlait à un ambassadeur, qui plus est, il se  
 donne « la satisfaction » d'annoncer à cet agent, qu'appelaient assez  
 couramment : *Le barbier de Séville* ou *Figaro* ceux qui voulaient le

décrier, que « S. M<sup>te</sup> a fort approuvé la manière noble et franche » 1774.  
 dont il a repoussé l'attaque de ce lord « Vous n'avez rien dit, ajoute-il,  
 « que S. M<sup>te</sup> ne vous eût prescrit de dire si elle avait pu prévoir que  
 « vous seriez dans le cas de vous expliquer sur un objet aussi étranger  
 « aux soins dont vous êtes chargé . » Beaumarchais ne pouvait plus  
 avoir de doute sur les intentions du gouvernement ou du ministre;  
 il répond aussitôt, en soulignant les mots : « *Vous étiez certainement*  
 « *près de moi, comme vous dites, quand je vous en croyais bien loin* et  
 « vous avez mis ma sagacité fort à l'aise par le ton dont vous m'avez  
 « donné à deviner ce que vous disiez fort clairement<sup>2</sup> »

Lettre du 26 avril. — <sup>2</sup> Lettre du 11 mai.

## ANNEXES DU CHAPITRE XI

—c—

### I

#### GARNIER ET LE COMTE DE GUINES. AFFAIRE ROUBAUD

—

##### 1. GARNIER AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 20 Février 1776

Monseigneur

Quelques accidens de voyage, m'ayant retardé dans ma route, je n'ai pu arriver ici que le 16 de ce mois à onze heures du soir. J'ai lu à l'instant même, chez M. le Comte de Guines que j'attends jusqu'à minuit. Dès qu'il fut renré, je me rendis à son appartement, où il ordonna qu'on nous laissât seuls. Je lui dis que je me présentais peut-être à une heure incommode mais que j'avois cru devoir venir le saluer à l'instant de mon arrivée, ne voulant voir personne avant lui. Il me demanda si j'avois des lettres pour lui, sur quoi j'eus, Monseigneur, l'honneur de lui remettre la vôtre. Après en avoir pris lecture il me dit que tout ce qu'il seroit exécuté, et qu'il me remettrait, la veille ou le jour de son départ, les papiers qui pourroient servir à mon instruction, ainsi que vous le lui mandiez avec une note de l'état des affaires à Londres. Il ajouta qu'il avoit déjà annoncé ma mission aux Ministres Anglois qu'ainsi c'étoit une affaire faite. Quant aux courriers, M. le Comte de Guines me déclara qu'il ne pouvoit me donner aucune facilité sur cet objet, attendu que ce sont ses gens qui lui servent de courriers et qu'il les emmène avec lui.

Vint ensuite l'affaire de ma présentation, qui n'est autre chose que ma réinstallation à la Cour, forme nécessaire et cérémonie d'usage, lorsqu'on a pris congé de LL. MM, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire à mon départ de Londres. Comme M. le Comte de Guines balançoit avec quelque embarras entre le 19 et le 21, jour auquel il se propose d'avoir son audience de S. M. Britannique, je le priai de vouloir bien se mettre parfaitement à son aise à cet égard, l'assurant que, quant à moi, je n'aurois d'autre empressement que celui de me conformer à ses arrangemens et

de profiter du terras qu'il prendroit pour pourvoir à ceux que j'ai à faire de mon côté. M. le Comte de Guines marqua encore quelques incertitude sur le jour de ma présentation et me demanda où j'a logerais. Je lui dis mes adresses en ajoutant que je la lui laisserois à son Suivre et que j'attendrois ses ordres qu'il m'a promis de m'envoyer. Je prévins M<sup>r</sup> l'Ambassadeur que je comptais aller voir le lendemain M<sup>r</sup> le Prince de Masseran, mais ne rendre visite à aucune personne en place avant d'avoir été présenté. Il me répéta plusieurs fois que M<sup>r</sup> le Prince de Masseran étoit fort mal, et en effet le santé de cet ambassadeur est dans l'état le plus inquiétant. Il ne sort pas de son lit, sa poitrine est dangereusement attaquée, et il est menacé de tomber dans l'éthysie. Il m'a paru fort sensible à tout ce que je lui ai dit d'honnête de votre part, et m'a parlé de nos intérêts communs avec le même zèle que j'ai toujours connu à ce digne serviteur de Sa Majesté Catholique. Avant de quitter M<sup>r</sup> le Comte de Guines, je le priai de me dire s'il avoit quelque chose à me prescrire, et comme je venois d'apprendre qu'il dépêchoit cette nuit même son intendant à Paris je le priai Monseigneur de vouloir bien vous instruire de mon arrivée, ce que j'ai promis de faire. L'heure de la poste étant passée, je pris la liberté de lui demander s'il comptoit envoyer un courrier. Il répondit qu'il ne savoit pas ce qu'il feroit à cet égard sur quoi je pris congé de lui.

Voilà, Monseigneur avec la plus grande exactitude ce qui s'est passé dans mon entrevue avec M<sup>r</sup> le Comte de Guines. C'a été de ma part un ton de politesse froide mêlée d'un embarras qui n'étoit que trop réel. Le mien a été simple, modeste, respectueux tel, je crois, qu'il convenoit à quelqu'un qui ne fait qu'exécuter les ordres du Roi avec toute l'honnêteté et la déférence que vous m'avez prescrit d'y mettre Monseigneur, et dont je suis incapable de m'écarter.

Il résulte de ce court entretien, 1<sup>o</sup> que M<sup>r</sup> le Comte de Guines prendra congé demain 31, après quoi il est à présumer qu'il ne tardera pas à partir, 2<sup>o</sup> qu'avant son départ il me remettra ceux des papiers qu'il jugera devoir servir à mon instruction car voilà la version à laquelle il s'attache de préférence, à celle qui annonce, en général, les papiers de l'Ambassade, ce qui inclureroit la totalité de la correspondance. 3<sup>o</sup>, qu'il ne me laisse point de courriers, ce à quoi il n'y a pas grand mal pour une raison dont j'aurois l'honneur de vous rendre compte dans un autre moment. Je serai en état d'y suppléer par d'autres courriers après le départ de M<sup>r</sup> le Comte de Guines. Ce ne sera qu'à cette époque que je me permettrai, Monseigneur, de vous entretenir de la situation des choses. Jusqu'à là, je crois ne pouvoir mieux faire que de chercher à m'en instruire. Je ne délivrerai non plus les lettres dont vous m'avez honoré auprès des Ministres Anglois qu'après ma réinstallation à la Cour qui aura apparemment lieu demain.

M<sup>r</sup> de Saudray ven bien dire ici que j'ai mis le plus grand éclat dans mon départ de Paris, que j'y avois étalé sur mes cartes de visite pour prendre congé le titre de *Chargé des affaires du Roi en Angleterre*. J'ignore ce qu'il auroit fait à ma place. Pour moi qui ai plus que de l'indifférence pour toute espèce d'éclat, je suis parti bien paisiblement de Paris où je n'ai jamais pris le titre de *Chargé des affaires du Roi* ni même jamais laissé aucune carte de visite. Celles même dont j'ai toujours fait usage ici ne contiennent que mon nom purcement et simplement. Peut-être prendra-t-on également soin à Paris de conter de semblables fadaïses sur ma conduite à Londres. Je suis du moins bien sûr qu'elles ne s'accréditeront pas auprès de ceux dont j'ai l'honneur d'être connu.

On débite aussi à Londres que M<sup>r</sup> de Guines est bien à plaindre, qu'il est totalement ruiné, qu'il trouvera à son arrivée en France une lettre de cachet pour le conduire à la Bastille, et beaucoup d'autres propos tendans à présenter une victime, et qui ne méritent pas Monseigneur, de vous être rapportés. Il faut espérer que toutes ces intrigues cesseront enfin pour faire place au service du Roi qui exige toute notre attention, car, il seroit bien tems, permettez-moi de vous le dire Monseigneur bien à souhaiter que le personnage disparût à jamais d'une mission où nous avons des intérêts essentiels pour les sacrifier à qui que ce soit.

Je suis avec respect

Monseigneur, etc

Angleterre, l 514 n° 136

## 2. GUINES AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 23 Février 1776

Monsieur

J'ai pris avant hier mes audiences de congé du Roi et hier de la Reine. J'ai eu l'honneur de remettre dans ces audiences mes lettres de rappel à Leurs Majestés Britanniques qui m'ont chargé d'assurer le Roi de la sincérité et de la dureté des sentimens dont elles sont pénétrées pour Sa Majesté. J'ai présenté, avant-hier, avant mon audience de congé, le s<sup>r</sup> Garnier au Roi d'Angleterre à son lever, et ne pouvant plus reparoitre hier au Cercle qui a été tenu, après mon audience de congé chez la Reine, M<sup>r</sup> le Général Fitz Roy, Chambellan de Sa Majesté Britannique a bien voulu lui présenter ce *Chargé d'Affaires*. Je l'avois présenté en cette qualité, le matin, au Lord Weymouth près de qui vous m'avez ordonné de l'accréditer. La Maladie du Lord Suffolk, qui est attaqué d'un violent accès de goutte m'a empêché de m'acquitter du même devoir auprès de ce Ministre. Il me reste maintenant,

Monsieur, quelques devoirs particuliers à remplir et quelques affaires personnelles à terminer.

J'espère être libre de partir demain dimanche au soir ou lundi matin, mais je ne me flatte pas d'être rendu à Versailles avant le samedi deux de Mars vu le mauvais état où l'on mesure que sont les chemins de la Picardie et le temps affreux qui fait et qui ne me promet pas un passage facile.

Je remettrai au moment de mon départ au Sr Garnier les papiers de l'Ambassade en suivant la forme usitée par les Ambassadeurs qui m'ont précédés, j'y joindrai une note sur les affaires courantes qui restent à terminer et dont j'aurai l'honneur de vous remettre la copie à mon arrivée.

*Angleterre, le 11, n. 3*

### 3. GARNIER AU COMTE DE VERGENNES

*A Londres le 13 Février 1766.*

Monseigneur

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en prévenir, M<sup>r</sup> le Comte de Guines a pris le 21 et le 22 de ce mois ses audiences de congé de Leurs Majestés Britanniques. Cet Ambassadeur s'étoit déterminé à me présenter en qualité de Chargé des Affaires de France au Roi d'Angleterre, et le lendemain le Général Fitzroy, chambelan de la Reine m'a fait l'honneur de me présenter à cette Princesse. Le même jour M<sup>r</sup> le Comte de Guines, ayant fini sa conférence avec le Lord Weymouth, me fit appeler pour m'introduire chés ce Ministre, à qui je remis la lettre par laquelle vous avés bien voulu m'accréditer.

Tout ceci, Monseigneur, s'est passé sans que M<sup>r</sup> l'Ambassadeur m'en ait dit une parole ni ait daigné jeter les yeux sur moi, mais comme ni mon honneur, ni mon bonheur ne dépendent des discours ou des regards de M<sup>r</sup> de Guines, je ne m'en trouve pas personnellement affecté. Je lui dois même la justice de dire que sa malveillance ne m'a fait aucun tort dans ce pays-ci où tout le monde veut bien me témoigner, en sa présence, beaucoup de plaisir à me voir. Comme je sais qu'il vous fait aujourd'hui, Monseigneur, sa dernière exécution, je n'aurai l'honneur de vous adresser ma première que vendredi prochain, époque à laquelle j'espère avoir reçu de M<sup>r</sup> l'Ambassadeur les papiers qu'il me destine. Je joins seulement ici un bulletin.

Milord Suffolk est encore trop incommodé d'une attaque de goutte pour pouvoir donner audience. J'attendrai son premier jour de conférence qui doit avoir lieu jeudi prochain pour lui remettre la lettre dont vous m'avez honoré auprès de lui.

Quelques-uns des gens de M<sup>r</sup> le Comte de Guines sont venus m'offrir leurs services, d'autres ont cherché à me faire entrer en fonction dès le premier moment de mon arrivée. J'ai répondu aux uns de continuer à bien servir leur maître, aux autres que tant que M<sup>r</sup> l'Ambassadeur serait ici, je n'avais aucune fonction publique à remplir.

Angleterre : 512 n° 139.

#### 4. GARNIER AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 27 Février 1776.

Monseigneur

M<sup>r</sup> le Comte de Guines, étant parti hier matin sera vraisemblablement rendu auprès de vous avant que ma lettre vous parvienne. Un accident, survenu à sa voiture à quelques milles d'ici, l'a obligé de coucher à moitié chemin de Dover. La veille de son départ il me manda chez lui, sur les six heures du soir, pour me remettre les papiers qu'il avoit jugé à propos de laisser avec une note dont j'aurai l'honneur de vous rendre compte. Ces papiers ne me seront pas d'une grande utilité, puisqu'ils ne renferment ni votre correspondance, ni la mienne, dont je n'ai pas un seul numéro, non plus que les pièces jointes aux dites dépêches. Il a également emporté l'extrait des dépêches ou des mémoires de M<sup>r</sup> le Comte du Châtalet et la correspondance, tant de sa part que de la mienne, depuis le commencement de l'Ambassade jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1773, époque à laquelle j'ai correspondu avec la Cour jusqu'au 8 juin 1775. Cette dernière partie, que j'avois remise à M<sup>r</sup> l'Ambassadeur, lors de mon départ de Londres, avec les papiers de l'Ambassade, est la seule qui reste entre mes mains. M<sup>r</sup> le Comte de Guines, dans le peu de moments que j'ai eu l'honneur de passer avec lui, n'a suppléé par aucune instruction verbale aux documents ou informations qui me manquent sur tous les objets. Les questions que j'ai tenté de lui faire paraissent l'importuner, je m'en suis abstenu et me suis contenté de signer un inventaire de vieux papiers qui, par le titre qu'ils portent, semblent indiquer des ressources dans tous les genres, tandis que ce qu'ils renferment est de la plus médiocre valeur pour la curiosité, sans nul usage pour les affaires actuelles. Dans ces circonstances, j'espère Monseigneur que vous daignerez venir à mon secours le peu de papiers que j'ai apportés avec moi n'étant relatifs qu'à une affaire qui n'est plus. Je ne puis me fier au souvenir qui me reste par une lecture rapide, et à l'exception d'une lettre ou deux je n'ai aucune connaissance de la correspondance de l'année où nous sommes.

Je puis du reste, Monseigneur vous assurer avec la plus exacte vérité que je ne



pas, par aucun endroit que le rappel de M<sup>r</sup> le Comte de Guines fasse la moindre sensation, si ce n'est dans le cercle de quelques Dames qui s'étoient associées pour laisser à la porte de cet Ambassadeur des billets pour en prendre congé.

Je crois Monseigneur vous devoir cet éclaircissement pour obvier autant qu'il est en moi, à l'effet des faux exposés que quelques personnes ont affecté de répandre sur cette affaire.

*Angleterre, 15.4 n° 5*

2. NOTE DES AFFAIRES QUE LE COMTE DE GUINES LAISSE À TERMINER  
AU S<sup>r</sup> GARNIER

Le Comte de Guines ne parlera point des différentes négociations dont il a été chargé relativement au Portugal, à la Russie et à la Suède. Elles sont toutes terminées comme la Cour le desirait. Si les circonstances obligent de les reprendre de nouvelles instructions relatives à ces mêmes circonstances sont indispensables. Le Comte de Guines se bornera donc à énumérer ici les objets suivans :

1<sup>o</sup> M<sup>r</sup> le Comte de Vergennes lui a adressé le 20 janvier un mémoire sur les vexations que les Anglois font éprouver à notre commerce dans l'Inde, et lui recommandoit, avant d'entamer une négociation formelle et ministérielle sur ce point d'en entretenir confidentiellement le Ministère Anglois et de chercher à pénétrer ses sentimens. Le Lord Weymouth avoit demandé au Comte de Guines de lui donner préalablement une note qui put le mettre au fait de l'affaire. Mais le Comte de Guines prévoyant ne pouvoir la terminer avant son départ, a jugé qu'il étoit du bien du service du Roi de laisser le S<sup>r</sup> Garnier le maître de l'entamer de la manière qu'il jugeront la plus convenable.

Suivent divers détails, entre autres l'explication, reproduite déjà, relative à l'envoi de Bonvouloir en Amérique.]

2. Le Roi a tant ordonné au Comte de Guines de faire connoître au S<sup>r</sup> Garnier les différens canaux dont il disposoit pour être instruit de ce qui se passoit de plus intéressant, le Comte de Guines n'a à ajouter aux moyens connus par le S<sup>r</sup> Garnier que le S<sup>r</sup> Roubaud, homme d'esprit dangereux, intrigant vraisemblablement espion du Gouvernement mais qui a donné de très-bonnes nouvelles. C'est lui d'ailleurs qui a rédigé les débats de la Chambre des Pairs dont le Roi a lu souvent avec plaisir les détails. Quand cet homme n'auroit d'autre mérite que d'empêcher le Ministère de soupçonner que l'Ambassadeur du Roi qui l'emploie n'a pas les autres moyens d'être instruit qui est si important de cacher, ce seroit un grand avantage.

50

1789-1800

Le Comte de Guines lui avoit donné le plan d'un grand travail sur l'état de l'armée, de la flotte, des finances, en un mot sur tous les objets les plus intéressans et sur les variations qui y résulteraient des circonstances présentes. Ce travail bien exécuté doit être récompensé par une gratification proportionnée ou si on ne le juge pas nécessaire, arrêté avec une moindre récompense.

Le S<sup>r</sup> Roubaud n'est payé qu'à raison de trois guinées par semaine pour l'ordonnance, mais quelquefois jusqu'à six quand il y a des débats très-intéressans dans la Chambre des Pairs.

Il est encore d'autres canaux bien plus certains et qui ne coûtent rien au Roi. Le Comte de Guines s'en est toujours servi avec succès. C'est la confiance, l'estime, et l'amitié dont les différens états, les différens partis sont si publiquement honorés. Il ne peut qu'indiquer ces moyens au S<sup>r</sup> Garnier, et l'exhorter pour le bien du Service de Sa Majesté à en faire beaucoup d'usage.

LE COMTE DE GUINES.

Londres le 25 février 1776.

#### 6. LE C<sup>te</sup> DE VERGENNES À GARNIER.

à Versailles le 8 mars 1776.

J'ai reçu, Monsieur, les trois lettres sans n<sup>o</sup> que vous avez pris la peine de m'écrire en date des 20, 23 et 27 du mois dernier. M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de Guines est arrivé ici le 2 de ce mois, et a remis le lendemain dimanche ses lettres de recommandation à Sa Majesté.

J'avois lieu de croire que cet Ambassadeur vous laisseroit tous les papiers de l'Ambassade, mais comme il a jugé à propos de ne vous en donner que des pièces détachées, je verrai à y suppléer lorsque les circonstances me paroîtront l'exiger.

Angleterre, n<sup>o</sup> 515, n<sup>o</sup> 13.

#### 7. GARNIER AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 20 mars 1776.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous envoyer une lettre que le S<sup>r</sup> Roubaud m'a remise pour vous. Le mémoire qui y est joint et qui traite d'une alliance entre la France et l'Angleterre pour aider cette dernière puissance à subjuguier ses colonies de l'Amérique a valsé de porte en porte chez tous les Ministres Anglais. C'est la production du déshonneur par l'intrigue. Comment se fait-il qu'une si belle mission puisse être avilie au point qu'il s'en falloit souvent à l'examen de manœuvres aussi répugnantes

il n'y aurait pas un honnête homme qui oût s'y voir? Vous verrez, Monseigneur, le rapport que ce mémoire avec ses circonstances peut avoir aux dépêches de M<sup>r</sup> le Comte de Guines. Quant à moi je ne les ai pas pu voir en juge, je n'ai que trop hâte d'être persuadé que le Ministère Britannique est réellement imbu de l'idée que nous avons prétendu lui faire des offres pour nous joindre à lui dans son projet d'exterminer les Américains, ou de les ramener sous le joug de la Métropole. Pour compléter la considération et la reconnaissance qui devraient être pour nous le fruit de cette démarche tant en Amérique qu'en Europe les Ministres Anglais n'auront pas manqué de s'en vanter auprès de quelques membres pris dans de l'Opposition. Sans m'arrêter à cet égard à ce qu'en dit le mémoire, cette idée est trop conforme à l'intérêt des Ministres et trop analogue à un billet du Lord Rochford que vous avez, Monseigneur, et que je me rappelle d'avoir vu, pour n'y pas trouver beaucoup de vraisemblance. J'aurais plutôt que je ne chercherais à faire cette découverte, mais si c'est vers à ma connaissance, je suivrai une méthode qui est de ne vous rien cacher de tout ce qui peut concerner le service du Roi. Un Commissaire de la Douane, ami du Lord North et de Milord Robinson secrétaire de la Trésorerie, m'a parlé de nos offres et de leur refus comme d'une chose qu'il savait très-bien. Il m'a en même temps parlé avec des expressions flatteuses à voir ce Ministre me parler avec moi, me donnant à entendre que ce lui serait chose agréable. Ouverture que j'ai cru devoir accueillir avec reconnaissance et dont je tâcherai de faire usage pour des objets plus convenables au service du Roi.

Je serais bien trompé, si le discours qu'avait tenu M<sup>r</sup> de Suffolk dans notre conversation d'hier n'avait pas pour objet de nous faire des remerciemens de ces prétendues offres de secours ou de me mettre sur la voie de les confirmer. Vous verrez, Monseigneur, dans ma dépêche de ce jour comment j'ai cru devoir arrêter là dessus ce Ministre pour éviter de nous compromettre une seconde fois.

J'ai dit, du reste, au S<sup>r</sup> Roubaud que je ne pourrais prendre aucun engagement avec lui, ni lui faire aucune promesse sans autorisation de la Cour dont j'ignorais les intentions mais que jusqu'à là les arrangements qu'il avait faits avec M<sup>r</sup> le Comte de Guines tendraient. Je suis bien qu'il faudra se débarrasser petit à petit de cet être incommode qui va malheureusement me tomber sur les bras.

J'ai l'honneur de vous expédier aujourd'hui mon premier courrier qui ira certainement jusqu'à Calais ainsi que tous ceux que j'expédierai chaque semaine ce à quoi le courrier de M. le C<sup>h</sup> de Guines manquant souvent, car, Milord Miron me dit en dernier lieu à mon passage que très-souvent les courriers de cet Ambassadeur lui confiaient leurs paquets à Douvres pour les remettre aux capitaines des paquebots de la poste et qu'ils attendaient dans cette dernière ville qu'il leur ramît les

paquets qu'il recevait de Gabus pour eux. L'intention de Milord Minen était apparemment de m'engager à donner aux miens la même liberté, mais je ne pense pas que cela m'arrive.

Je suis avec respect, Monseigneur, votre très-humble et très-obéissant serviteur

Angleterre, t. 515 n° 1.

## 8 LE COMTE DE VERGENNES À CARNIER

À Versailles le 8 mars 1776.

J'ai reçu Monsieur, avec votre lettre particulière du 1<sup>er</sup> de ce mois celle que le S<sup>r</sup> Roubaud vous a prêtée de me faire passer et le mémoire qui y étoit joint. J'avois eu précédemment des notions de cette intrigue dont on donnoit le mérite de l'invention à M. le C<sup>te</sup> de G. — mais je n'avois pu me persuader qu'il pût méconnoître son devoir au point de se porter à une légèreté aussi coupable et si facile pour compromettre avec son caractère représentatif la puissance qui lui avoit revêtu, j'ai même encore de la peine à adopter cette croyance malgré la sorte d'évidence qui résulte du témoignage de l'agent qui doit y avoir employé. Si c'est de cela que le Lord Sultolek a entendu parler lorsqu'il s'est expliqué avec vous, Monsieur, qu'en fait ce bon procédé nous ne nous en étions pas tenus aux simples professions, nous n'avons aucun droit à sa reconnaissance. Vous avez vu dans ma correspondance ministérielle le peu d'accueil que nous avons fait à l'ouverture de cette liaison lors que nous devions à croire une emanation du pays que vous habitez. La découverte de sa véritable origine ne lui donne pas plus de mérite à nos yeux. Aussi rien n'est plus sage que le parti que vous prenez de laisser tomber une idée aussi vague quelle est mal conçue, si arrivoit qu'on vous en parla vous en prétendrez la plus entière cause d'ignorance, et vous pourriez dire qu'ayant eu en communication toute la correspondance Ministérielle vous n'y avez rien vu qui eût trait à une pareille coalition, il seroit même à propos que vous tinsiez ce langage au S<sup>r</sup> Roubaud par forme d'insinuation pour le dépanser et lui faire perdre la trace qui, toute inconvenable et impraticable quelle me paroit, a cependant quelques partisans dans le conseil du Roi de la Grande Bretagne. L'Espagne n'est pas au reste plus disposée que nous à entendre à une transaction qui nous seroit sans nous procurer la plus légère sûreté. Vous avez très bien fait, Monsieur, de ne pas vous presser de prendre des engagements avec

Le mémoire dont parle Carnier au commencement de cette lettre est celui que Vergennes avait envoyé au roi précédemment et dont il est question au chapitre vii, p. 125.

S<sup>r</sup> Roubaud et vous ferez très prudemment, je pense, de l'éliminer le plus doucement et le plus honnêtement qu'il vous sera possible. C'est au moins un espion double dont il peut être très dangereux de vous laisser approcher. Je crois bien que vous le tiendrez dans un assez grand éloignement pour qu'il ne puisse abuser, mais de pareils êtres sont toujours incommodes et embarrassants. Il sera bon, cependant, de lui continuer pendant le reste de la session le salaire que M<sup>r</sup> le C<sup>r</sup> de Gaines lui avait fixé pour lui procurer les débats de la Chambre des Lords.

Il est bon que vous ayez su du S<sup>r</sup> Minen, expéditionnaire à Douvres l'abus que se permettoient les courriers de l'Ambassadeur, pour prévenir que les vôtres ne se rendent pas coupables d'une négligence aussi criminelle. Il sera bon de les assujettir à vous rapporter une attestation du S<sup>r</sup> Caffieri ou de tel autre correspondant auquel vous adresserez vos expéditions à Calais, qui justifieront qu'ils se sont présentés à lui et lui ont remis eux-mêmes leurs dépêches.

Ne doutez pas, Monsieur, de toute l'estime avec laquelle je vous suis bien parfaitement dévoué.

Angleterre, 5 Mars 1776. M<sup>me</sup> de M<sup>me</sup> de Vergennes.

#### 1) L'AMBIER AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 3 Mars 1776.

Monseigneur,

Sur ce que M. le Comte de Lauragais m'assure que M<sup>r</sup> de Beaumarchais sera de retour ici après-demain, je garde la lettre que vous m'avez adressée pour ce dernier. Mais s'il n'arrivait pas d'ici à la prochaine expédition, j'aurai l'honneur de vous la renvoyer par le courrier. Je vous prie, Monseigneur, de me rendre la justice d'être persuadé que l'un d'être capable de prendre le moindre ombrage de quiconque pourrait être ici en quelque relation avec vous, je me ferai toujours un plaisir ainsi qu'un devoir de les servir en tout ce qui pourra dépendre de moi. Je joins ici l'histoire de M<sup>r</sup> Roubaud qui m'a bien l'air de sa condamnation. Ses nouvelles n'ont pas le sens commun, et si je ne savais pas d'ailleurs qu'il est espion du Gouvernement la manière libre dont il vient ou envoie chez moi 2 ou 3 fois par jour m'en convaincrat de reste. Il en résulte pour moi que c'est un homme incommode et dangereux. Mais il faut convenir que cet homme a une mémoire prodigieuse pour retenir les débats du Parlement. Vous en jugerez, Monseigneur, à vos momens de loisir par le volume que je joins à ma dépêche de ce jour. Il l'avait adressé tout simplement au Roi. J'ai cru devoir supprimer cette prétention, ainsi que rectifier les erreurs et rimer les passages où, à ma connaissance, son imagination avait suppléé à sa

rémoire attendu que je ne suis pas ici pour vous envoyer des romans. Il ne dirait au surplus, que c'est tout uniment le Lord Dartmouth qui le fait entrer à la Chambre Haute sans autre motif que celui, qu'il énonce très-clairement à ce Ministre et à tous les autres d'être payé pour nous donner l'extrait des débats de la Chambre. Le travail qui m'a tenu et dont j'ai bien retranché un quart est si prodigieux qu'il a été obligé d'y passer plusieurs nuits. Je compte, en conséquence, pour cette semaine suivre les arremens de M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de Guines en lui donnant 6 louis au lieu de trois, et j'attendrai vos ordres pour la suite.

Angleterre 15 5 1790.

○ LE COMTE DE VERGENNES A GARNIER.

A Versailles le 23 mars 1796

Je n'ai pas répondu M<sup>r</sup> par la dernière expédition à la lettre que vous m'avez écrite le 8. de ce mois par ce que la vie de l'ex-jésuite Roubaud demandait bien plus de tems pour la lire que je n'étois en état de lui en donner, j'ai enfin achevé cette pénible et ennuyeuse lecture, la vie d'un grand homme aurait pu se resserrer dans un volume bien moindre. Mais il lui falloit des tournures et des phrases pour arriver à son but. Peut-être se flatte-t-il de l'avoir atteint, tout le jugement que j'en puis porter est que *justificatio non petita fit accusatio*. Après cela vous pensez bien M<sup>r</sup> que je n'ai pas envie de former des liaisons de confiance avec cet honnête religieux, peut-être seroit-il prématuré de s'en débarrasser. Ses liaisons avec Saurin peuvent lui avoir procuré des occasions d'abus qu'il faut éviter. Vous pouvez donc vous en servir pour avoir les débats de la chambre haute, quoiqu'à dire vrai ses récits sentent plus l'historien que le journaliste exact. Tous ses discours semblent de la même touche et qui voide le caractère et l'esprit des personnages qu'on désireroit connaître. Si vous pensez M<sup>r</sup> en tirer quelque chose de mieux, à la bonne heure mais servez vous en comme d'un cheval de poste qu'on paye et qu'on abandonne à course finie.

Vous avez très bien fait, M<sup>r</sup> de vous établir dans une maison dont la porte est à vous. On ne peut prendre trop de précaution dans le pays où vous êtes pour la sûreté des papiers. Ce n'est pas que notre correspondance puisse jamais être suspecte, mais au moins faut-il avoir l'air du secret quand même on n'en a pas la manière. Comptez M<sup>r</sup> sur la parfaite estime avec laquelle je vous suis bien parfaitement acquis.

*Ibid* n<sup>o</sup> 41 Minute de Vergennes.

## 11. L'ARMÉE ET LE COMTE DE VERGENNES

À Londres le 12 AVRIL 1796

Monseigneur

M<sup>r</sup> Roubaud a provoqué lui-même par la lettre ci-jointe la décision que je devais lui donner. Écarter ses craintes pour le moment, seût été y substituer des espérances qu'il aurait poussées plus loin qu'il n'était convenable de le faire. J'ai donc profité de l'occasion qu'il m'offrait pour lui annoncer que nous ne faisons pas grand cas, dans le moment présent, des nouvelles de détail que, vû les termes d'exécution de nos sommes avec le Ministère Britannique, ne peuvent tout au plus amener que notre curiosité sans servir chés nous d'autre intérêt, que s'il était question d'armemens considérables, je devais presumer que les Ministres m'en feraient part, étant alors disposés à m'entretenir de ce qui les concerne, qu'alors j'étais obligé de le remercier des peines qu'il voulait bien prendre à cet égard, et me contenter de profiter de ce qu'il lui serait tombé de nous communiquer par la suite, des nouvelles les plus intéressantes du Parlement. Je lui ai payé sa 6<sup>me</sup> annuité à commencer du 16 février jusqu'au 8 avril inclusivement dont une double, ce qui fait en tout 21 guinées que j'ai portées sur la dépense secrète du dernier quartier. Ainsi a fin l'histoire politique du pere Roubaud quant à son traitement fixe et aux nouvelles qui en étaient le prix.

J'ai l'honneur, Monseigneur, de vous en envoyer la dernière échantillon. Vous y verrez avec quelle facilité il construit d'un moment à l'autre quatre mille chaloupes de nouvelle fabrique portant chacune 25 ou 30 hommes d'équipage c'est à dire cent ou cent vingt mille matelots. C'est avec la même célérité qu'il m'avait armé précédemment 60 vaisseaux de ligne, indépendamment des forces actuellement en activité. Ce serait un trésor que le pere Roubaud pour un premier Commissaire de l'Armée, et si le Lord Sandwich avait tout ce qu'il veut le moins qu'il pût faire serait de doubler sa pension.

Quant au travail que lui avait commandé M<sup>r</sup> de Grines, je l'estime fort heureux d'en être débarrassé, car il n'est pas en état d'en faire la première syllabe. De tout ce qu'il dit avoir appris, il ne m'a remis qu'un état de la Dette nationale que je lui ai fait voir être copie de mot à mot de celui qui est à la fin de la brochure du M<sup>r</sup> Price. Pour l'armée je lui ai fait une simple question sur le nombre d'hommes par bataillon. Il n'a pas hésité à le porter à 650, c'est à dire à plus d'un tiers du nombre fixé. En vérité, Monseigneur, c'est un état une récréation journalière que de me peiner du pere Roubaud. Vous verrez cependant par sa lettre du 6 qu'il n'a pas

dit son dernier mot. Par zèle il veut entrer en correspondance avec vous et quoique j'aie tâché de l'en décourager je crains bien que vous n'ayés à essuyer quelques nouvelles productions de sa stérile fécondité. Après cela il ne lui restera plus qu'à écrire directement aux têtes Couronnées, et c'est ce dont il est très capable. Comme nous avons peu de soupçonner par une analogie de nouvelles fausses qu'il est l'auteur d'une lettre anonyme renvoyée ici de la Cour de Madrid j'ai donné à M<sup>r</sup> le p<sup>r</sup> de Masseran un échantillon de son écriture pour qu'on sache à quoi s'en tenir sur ce qui pourra émaner de sa plume.

Angleterre, le 515 n° 83

## 12 LE COMTE DE VERGENNES A GARNIER.

A Versailles, le 20 avril 1776

J'ai reçu M. la lettre particulière que vous m'avez écrite le 12 de ce mois et les pièces qui y étoient jointes. Vous verrez par la lettre volumineuse que le S<sup>r</sup> Roubaud m'a adressée par le poste qu'il n'a pas voulu vous laisser l'avantage de m'informer le premier du parti que vous avez pris et je pense très sagement de le conduire. L'aveu qu'il n'y fait qu'il a femme et enfans est peu propre à m'intéresser en sa faveur. Un homme qui fait céder sa religion à ses passions ou plus tost à sa dépravation ne peut inspirer que de la défiance. Il m'annonce qu'il veut m'envoyer directement les débats de la Chambre des Pairs engagés le à son dispenser, je ne suis point du tout en goût d'avoir correspondance avec lui. S'il veut continuer ce travail jusqu'à la fin de la session du parlement comme vous le lui avez proposé ce travail doit passer par vos mains puis que c'est par vos mains qu'il passe le salaire qui doit lui en revenir. Pour ce qui est des nouvelles qui paroît avoir la demangeaison de donner il nous croiroit par trop crédules si nous supposoit disposés à adopter aussi légèrement qu'il le débite la construction de 4 mille chaloupes leur armement à 30 hommes et celui de 60 vaisseaux de ligne.

J'ignore quel travail M. le C<sup>te</sup> de Guines peut lui avoir recommandé mais si il avoit des répétitions à lui faire à cet égard il devoit les lui présenter avant son départ dans le cas où cet Ambassadeur les auroit admises il vous en auroit prevenû sans doute pour que vous y eussiez égard. M. de Guines ne jamais fait mention du S<sup>r</sup> Roubaud qui ne nommoit pas que comme dun correspondant mercenaire à la semaine.

Ibid n° 88.



## 13 GARNIER AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 3 May 1776.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre particulière dont vous m'avez honoré en date du 20. du mois dernier. Le petit roman du père Roubaud m'a divertie, même la plainte qu'il fait de n'avoir reçu aucun salaire pour le tems qu'il a travaillé pour moi. Je n'en ai tiré d'autre vengeance que de le faire venir pour me donner le reçu ci-joint où il a encore eu l'adresse de glisser le trois au lieu du 6 Avril. Je ne lui ai point dit Monseigneur, que vous m'eussiez renvoyé sa lettre. Mais du moment qu'il m'a vu informée qu'il vous avait écrit, il s'est récrié qu'il ne savait point ce qu'il vous avait mandé car il était si troublé en vous écrivant. Et puis une fausse pleurésie qu'il dit avoir eue depuis cette époque était bien faite pour exciter la compassion. Je ne sais jusqu'à quel point sa pleurésie est fautive mais je serai toujours porté à croire qu'il y a quelque chose de faux dans sa maladie. Enfin il m'a signifié que s'il ne devait être employé que pendant la session du Parlement il aimait mieux ne l'être pas du tout, qu'on lui avait fait perdre la rétribution de 3. guinees par semaine que lui donnait un imprimeur de papiers publics pour lui fournir les débats du Parlement pendant le cours de la session et cette rétribution lui était payée toute l'année. « Mais,

M<sup>r</sup> Roubaud, il est bien étonnant que vous qui ne pouvez ni écrire, ni parler l'Anglais puissiez travailler pour les imprimeurs de papiers publics. » Vous croiriez peut être, Monseigneur, que cette petite objection l'embarrasse, point du tout, c'est que l'imprimeur qui de son côté ne sait pas un mot de Français vous traduit dans l'instant les harangues du père Roubaud et les imprime de même. Comme il a entrepris de me couler un mensonge d'une autre espèce, savoir que les procédés de la Cour de France à son égard étaient très-malhonnetes, j'ai cru devoir réprimer cette incartade, et il s'est retiré peu content de moi qui ne peux cesser d'admirer comment un pareil homme a pu s'impatroniser dans la Secrétairerie d'un Ambassadeur.

Angleterre, n. 518 n. 3.

## 14 LE COMTE DE VERGENNES À GARNIER.

A Versailles le 10 May 1776

J'apprends avec satisfaction, M<sup>r</sup>, par la lettre particulière que vous avez pris la peine de m'écrire le 3 de ce mois, que vous avez avancé le dénouement du

roman de ce très vénérable Roubaud. J'y prends d'autant plus de part que je n'aime pas plus que vous les êtres de cette espèce. Je ne trouve point mauvais, au reste, qu'on traite d'ingratitude nos procédés à son égard. Doit-il attendre plus d'affection de sa Patrie qu'il ne lui en a marqué? Je sens tout comme vous l'inconvénient de laisser un pareil homme s'impatroniser dans une Secrétairerie. Ne revenons pas sur le passé, corrigeons doucement et sans éclat, les abus qui peuvent s'être glissés, c'est tout ce que la fidélité et l'honnêteté exigent de nous. Tout ce qu'on ferait au de là semblerait marqué au coin de la passion.

Angleterre t. 5. 6. n° 25

## II

### BEAUMARCHAIS.

#### I. LA PAIX OU LA GUERRE.

*Au Roi seul*

Sire,

La fameuse querelle entre l'Amérique et l'Angleterre, qui va bientôt diviser le monde et changer le système de l'Europe, impose à chaque puissance la nécessité de bien examiner par où l'événement de cette séparation peut influer sur elle et la servir ou lui nuire.

Mais la plus intéressée de toutes est certainement la France, dont les îles à sucre sont, depuis la dernière paix, l'objet constant des regrets et de l'espoir des Anglais. Désirs et regrets qui doivent infailliblement nous donner la guerre, à moins que par une faiblesse impossible à supposer, nous ne consentions à sacrifier nos riches possessions du golfe à la chimère d'une paix honteuse et plus destructive que cette guerre que nous redoutons.

Dans un premier mémoire remis il y a trois mois à Votre Majesté par M. de Vergennes, j'ai tâché d'établir solidement que la justice de Votre Majesté ne pouvait être blessée de prendre de sages précautions contre des ennemis qui ne sont jamais délicats sur celles qu'ils prennent contre nous.

Aujourd'hui que l'instinct d'une crise violente avance à grands pas, je suis obligé de prévenir Votre Majesté que la conservation de nos possessions d'Amérique et la

paix qu'elle paraît tant désirer dépendent uniquement de cette seule proposition  
*il faut secourir les Américains.* C'est ce que je vais démontrer.

Le roi d'Angleterre, les ministres, le parlement, l'opposition, la nation, le peuple anglais, les partis enfin qui déchirent cet État, conviennent qu'on ne doit plus se flatter de ramener les Américains, ni même que les grands efforts qu'on fait aujourd'hui pour les soumettre aient le succès de les réduire. De là, Sire, ces débats violents entre le ministère et l'opposition, ce flux et reflux d'opinions admises ou rejetées qui, n'avançant pas les affaires, ne servent qu'à mettre la question dans un plus grand jour.

Le lord North, effrayé de piloter seul au fort d'un tel orage, veut se profiter de l'ambition de lord Germain pour verser tout le poids des affaires sur sa tête ambitieuse.

Le lord Germain, étourdi des cris et frappé des arguments terribles de l'opposition, dit aujourd'hui aux lords Shelburne et Rockingham, chefs de parti : « Dans l'état où sont les choses, Messieurs, osez-vous répondre à la nation que les Américains se soumettront à l'acte de navigation et rentreront sous le joug, à la seule condition, renfermée dans le plan de lord Shelburne, d'être remis en l'état où ils étaient avant les troubles de 1763 ? Si vous l'osez, Messieurs, investissez-vous du ministère et chargez-vous du salut de l'État à vos risques, périls et fortunes. »

L'opposition, disposée à prendre le ministre au mot et toute prête à dire oui n'est arrêtée que par l'inquiétude que les Américains, encouragés par leurs succès et peut-être enhardis par quelques traités secrets avec l'Espagne et la France, ne refusent aujourd'hui ces mêmes conditions de paix qu'ils demandaient à quinze jours il y a deux ans.

D'autre part le sieur L. M. de Vergennes dira son nom à Votre Majesté, député secret des colonies à Londres, absolument découragé par l'inutilité des efforts qu'il a tentés par moi auprès du ministère de France pour en obtenir des secours de poudre et de munitions de guerre, me dit aujourd'hui : « Une dernière fois, la France est-elle absolument décidée à nous refuser tout secours et à devenir la victime de l'Angleterre et la honte de l'Europe par cet incroyable engourdissement ? Obligez-moi même de répondre positivement, j'attends votre dernière réponse pour donner la réponse. Nous offrons à la France pour prix de ses secours secrets, un traité secret de commerce qui lui fera passer, pendant un certain nombre d'années après la paix, tout le bénéfice dont nous avons depuis un siècle enrichi l'Angleterre, plus une garantie de ses possessions selon nos forces. Ne le voulez-vous pas ? Je ne demande à lord Shelburne que le temps de l'aller et du retour d'un vaisseau qui instruira le congrès des propositions de l'Angleterre, et je puis vous dire dès à présent quelles résolutions

• prendra le congrès à cet égard. Ils feront sur-le-champ une proclamation publique  
 • par laquelle ils offriront à toutes les nations du monde, pour en obtenir des secours,  
 • les conditions que je vous offre en secret aujourd'hui. Et pour se venger de la  
 • France et la forcer publiquement à faire une déclaration à leur égard qui la com-  
 • mette à l'excès ils enverront dans vos ports les premières prises qu'ils feront sur les  
 • Anglais alors, de quelque côté que vous vous tourniez, cette guerre que vous fuyez  
 • et redoutez tant, devient inévitable pour vous, car ou vous recevrez nos prises dans  
 • vos ports ou vous les rejeterez, si vous les recevez, la rupture est certaine avec  
 • l'Angleterre, si vous les rejetez, à l'instant le congrès accepte la paix aux conditions  
 • proposées par la métropole, les Américains outrés joignent toutes leurs forces  
 • à celles de l'Angleterre pour tomber sur vos îles et vous prouver que les belles  
 • précautions mêmes que vous aviez prises pour garder vos possessions étaient  
 • justement celles qui devaient vous en priver à jamais.

• Allez, Monsieur, allez en France, exposez-y ce tableau des affaires, je vous m'en-  
 • fermer à la campagne jusqu'à votre retour pour n'être pas forcé de donner une  
 • réponse avant d'avoir reçu la vôtre. Dites à vos ministres que je suis prêt à vous y  
 • suivre, s'il le faut, pour y confirmer ces déclarations, dites-leur que j'apprends que le  
 • congrès a envoyé deux députés à la cour de Madrid pour le même objet, et je pars pour  
 • ajouter à cela qu'ils ont reçu une réponse très satisfaisante. Le conseil de France  
 • aurait-il aujourd'hui la glorieuse prérogative d'être seul aveuglé sur la gloire du roi  
 • et les intérêts de son royaume ?

Voilà, Sire, le tableau terrible et frappant de notre position. Votre Majesté veut sincèrement la paix ! Le moyen de vous la conserver, Sire, va faire le résumé de ce mémoire.

Admettons toutes les hypothèses possibles et raisonnons.

Ce qui suit est bien important

Où l'Angleterre aura dans cette campagne le succès le plus complet en Amérique,

Où les Américains repousseront les Anglais avec perte,

Où l'Angleterre prendra le parti, déjà adopté par le roi, d'abandonner ses Colonies à elles-mêmes et de s'en séparer à l'amiable,

Où l'opposition, en s'emparant du ministère répondra de la soumission des Colonies à la condition d'être remises en leur état de 1763

Voilà tous les possibles rassemblés y en a-t-il un seul qui ne vous donne à l'instant la guerre que vous voulez éviter ? Sire, au nom de Dieu, daignez l'examiner avec moi

1° Si l'Angleterre triomphe de l'Amérique, ce ne peut être qu'avec une dépense

énormes d'hommes et d'argent, or le seul dédommagement que les Anglais se proposent de tant de pertes en. d'enlever à leur retour les îles françaises, de se rendre par là les marchands exclusifs de la précieuse denrée du sucre qui peut seule réparer tous les dommages de leur commerce, et cette prise les rend à jamais possesseurs attachés du bénéfice de l'interlope que le continent fait avec ces mêmes îles.

Alors, Sire, si vous refusez uniquement le choc de commencer trop tard une guerre infructueuse, ou de sacrifier à la plus honteuse des paix inactives toutes vos colonies d'Amérique, et de perdre 280 millions de capitaux et plus de 30 millions de revenus.

2° Si les Américains sont vainqueurs, à l'instant ils sont libres et les Anglais, au désespoir de voir leur existence diminuée des trois quarts, n'en seront que plus empressés à chercher un dédommagement devenu indispensable dans la prise finale de nos possessions d'Amérique, et l'on peut être certain qu'ils n'y manqueront pas.

3° Si les Anglais se croient forcés d'abandonner sans coup férir les Colonies à elles-mêmes, comme c'est le vœu secret du roi, la perte étant la même pour leur existence et leur commerce étant également ruiné, le résultat pour nous est semblable au précédent, excepté que les Anglais, moins éternés par cet abandon à l'infini que par une campagne sanglante et ruineuse, n'en auront que plus de moyens et de facilités de s'emparer de nos îles dont alors ils ne pourront plus se passer, s'ils veulent conserver les leurs et garder un pied de terre en Amérique.

4° Si l'opposition se met en possession du ministère et conclut le traité de réunion avec les Colonies les Américains, outrés contre la France, dont les refus les auront seuls forcés à se soumettre à la métropole, nous menacent dès aujourd'hui de joindre toutes leurs forces à celles de l'Angleterre pour enlever nos îles. Ils ne se retourneront même à la mère patrie qu'à cette condition et Dieu sait alors avec quelle joie le ministère composé des lords Chatham, Shelburne et Rockingham, dont les dispositions pour nous sont publiques, adoptera le remaniement des Américains et vous fera sans relâche la guerre la plus opiniâtre et la plus cruelle.

Que faire donc en cette extrémité pour avoir la paix et conserver nos îles?

Vous ne conserverez la paix que vous desirez, Sire, qu'en empêchant à tout prix qu'elle ne se fasse entre l'Angleterre et l'Amérique: et qu'en empêchant que l'une triomphe complètement de l'autre; et le seul moyen d'y parvenir est de donner des secours aux Américains, qui mettront leurs forces en équilibre avec celles de l'Angleterre, sans rien au delà. Et croyez, Sire, que l'épargne aujourd'hui de quelques millions peut coûter avant peu bien du sang et de l'argent à la France.

Croyez surtout, Sire, que les seuls apprêts forcés de la première campagne vous coûteront plus que tous les secours qu'on vous demande aujourd'hui, et que la triste

reconnait de 2 ou 3 millions vous en ferez perdre à coup sûr avant deux ans plus de 300.

Si l'on répond que nous ne pouvons secourir les Américains sans blesser l'Angleterre et sans attirer sur nous l'orage que je veux conjurer au loin, je réponds à mon tour qu'on ne court point de danger, si l'on suit le plan que j'ai tant de fois proposé, de secourir secrètement les Américains sans se compromettre, en leur imposant pour première condition qu'ils n'envoient jamais aucuns prises dans nos ports, et ne feroient aucun acte tendant à divulguer des secours que la première indiscretion du congrès lui ferait perdre à l'instant. Et si votre Majesté n'a pas sous la main un plus habile homme à y employer, je me charge et réponds du traité, sans que personne soit compromis, persuadé que mon zèle suppléera même à mon défaut d'habileté que l'habileté d'un autre ne pourroit remplacer mon zèle.

Votre Majesté voit sans peine que tout le succès dépend ici du secret et de la célérité, mais une chose infiniment importante à l'un et à l'autre serait de renvoyer, s'il étoit possible, à Londres lord Stormont qui par la facilité de ses liaisons en France est à portée d'instruire et instruit journellement l'Angleterre de tout ce qui se dit et s'agit au conseil de Votre Majesté.

Cela est bien extraordinaire, mais cela est, l'occasion du rappel de M. de Guines est ou ne peut pas plus favorable.

L'Angleterre veut absolument un ambassadeur, si Votre Majesté ne se pressait pas de nommer un successeur à M. de Guines et qu'elle envoyât en Angleterre un chargé d'affaires ou ministre d'une capacité reconnue, à l'instant on rappellerait lord Stormont, et quelque ministre qu'ils nommèrent en place de cet ambassadeur, il se passerait bien du temps avant qu'il fût en état par ses liaisons de nous faire autant de mal que nous en recevons de lord Stormont. Et la crise une fois passée, le plus futile ou le plus fastueux de nos seigneurs pourroit être envoyé sans risques en ambassade à Londres, la besogne étant faite ou manquée, tout le reste alors seroit sans importance.

Votre Majesté peut juger par ces travaux si mon zèle est autant déclaré qu'il est ardent et pur.

Mais à mon auguste maître, oubliant tous les dangers qu'un mot échappé de sa bouche peut faire courir à un bon serviteur qui ne connaît et ne sert que lui, laissent pénétrer que c'est par nous qu'il reçoit ces instructions secrètes, alors toute autorité même auroit peine à me garantir de ma perte, tant la cabale et l'intrigue ont de pouvoir, Sire, au milieu de votre cour, pour nuire et renverser les plus importantes entreprises. Votre Majesté sait mieux que personne que le secret est l'âme des affaires et qu'en politique un projet avorté n'est qu'un projet manqué.

Depuis que je vous sers, Sir, je ne vous ai rien demandé et ne vous demanderai jamais rien. Faites seulement, ô mon maître, qu'on ne puisse m'empêcher de travailler pour votre service et toute mon existence vous est consacrée.

CARON DE BEAUMARCHAIS

3. BEAUMARCHAIS AU C<sup>te</sup> DE VERGENNES

London le Mardi 12 Avril 1775

Monsieur le Comte

Pendant que l'Angleterre est assemblée à Westminster-Hall, pour voir juger la vieille aduleuse et bagane Duchesse de Kingston, je vais vous rendre compte d'une conversation assez sérieuse entre le Lord Rochfort et moi. Dimanche en m'envoyant des billets pour Westminster-Hall, il me fit prier de me rendre chez lui. Après les compliments la conversation s'animent par degrés il me dit : « Monsieur, ayant une preuve de confiance et d'amour à vous donner, je vais d'abord vous en donner une particulière en vous montrant quelque chose que je n'ai fait voir à personne. »

Ce quelque chose, Monsieur le Comte, était une lettre du Roi d'Angleterre écrite à lui, mais pleine de bonté, de familiarité, et remplie du plus tendre attachement par laquelle ce Prince le prie d'accepter la Vice-Royauté d'Irlande dont il a dit-il, chargé Lord North de lui faire l'offre de sa part. Le Roi ajoute : « J'ai besoin dans cette île d'un homme très-sûr, dans l'état où sont les choses il est à craindre que l'Irlande ne suive les traces de l'Amérique. La seule grâce que je vous demande est de ne point y mener pour votre secrétaire cet infâme faquin de Blaker, qui a été en France avec le Duc d'Harcourt et y a conservé des liaisons dangereuses. Il a fait détester le Duc d'Harcourt en Irlande etc. etc. etc. »

Voilà me dit le Lord Rochfort ce que le Roi m'a écrit hier. Je suis fâché de sa prévention contre Blaker qui j'aime, mais tout ce qui tient à la France inquiète en ce moment. (D'où je conclus, M. le Comte, qu'on s'occupe beaucoup de nous en Angleterre.) Si l'on adopte ajoute le Lord la seule condition que j'y mets de n'y passer que 6 mois par an c'est une affaire faite. J'attends là-dessus Lord North. Mais, je ne dois pas omettre de vous lire la dernière phrase de la lettre du Roi. M<sup>de</sup> B..., parce qu'elle vous regarde uniquement. « n'oubliez pas Mylord tout ce que je vous ai recommandé, vous n'en rendrez compte qu'à moi. »

« C'est au sujet, M<sup>de</sup> B..., des nouvelles reçues de Bristol. Un va sans charge

[Beaumarchais a par inadvertance écrit du 12 au lieu du 16 il l'expaque dans sa lettre suivante du 19.]

par le Congrès de lettres et de marchandises pour un négociant de Nantes, nommé Montredon, avec ordre d'y échanger ses marchandises contre des munitions de guerre de toute espèce, a été conduit droit à Bristol par un capitaine fidèle à son Roi. L'ouverture de ces lettres a prouvé que cette correspondance est entamée depuis longtemps, et les termes en font soupçonner qu'elle pourrait bien être protégée par votre gouvernement. Cette circonstance jointe à celle de deux gentilhommes français qui ont été traités secrètement avec le Congrès de la part de vos Ministres (on nous fait à Londres, M. le Comte, plus d'honneur que nous n'en méritons) lesquels gentilhommes ont, dit-on, des liaisons étroites avec des personnes à Londres, a singulièrement alarmé notre Conseil.

« Quelques gens mal instruits ont même cherché à faire tomber sur vous le soupçon de cette connivence mais le Roi en est si peu frappé, que c'est de son aveu que j'en raisonne avec vous. Que pensez-vous de tout cela? Je suis bien que vous êtes ici pour finir avec ce Dens, et là-dessus, je n'en veux croire que vous, dont j'ai déjà répondu au Roi comme vous savez. »

« Avant de vous répondre, Mylord, ai-je dit, sur ce qui me regarde, permettez-moi de commencer par le vaisseau d'Amérique, non d'après aucun ordre reçu de votre Ministère, mais suivant mes humeurs naturelles.

« Je savais déjà, Mylord, par où-dire l'arrivée du navire Américain à Bristol et je n'ai pas été plus étonné qu'il eût été chargé pour un négociant de Nantes que pour un d'Amsterdam, de Cadix ou d' Hambourg.

« Les Anglais ont besoin de munitions et n'ont point d'argent pour en faire acheter en Europe, il faut donc qu'ils haïssent d'y envoyer des marchandises de leur cru, pour les y échanger et tous les ports où l'on peut trouver des munitions leur doivent être absolument égaux. « Mais Monsieur, la France n'a-t-elle pas donné des ordres dans ses Ports à cet égard? et n'avons-nous pas droit d'espérer que les négociants de Nantes seront passés; ce que nous comptons bien demander à vos Ministres? » Mylord, vous m'avez permis de vous parler avec franchise, je le fais d'autant plus librement que n'étant ici chargé de rien, mes phrases ne commettent personne. « Eh pourquoi voudriez-vous, Mylord, que notre administration eût contre les Nantes? Souhaiter-nous en guerre avec quelqu'un? et dans l'état de paix d'après lequel j'argumente, nos ports ne sont-ils pas ouverts à tous les négocians du monde? Avant que de demander à la France Mylord, raisons des négocians de Nantes, il faudrait commencer par poser une question préliminaire assez étrange et la voici.

« Pour une querelle particulière aux Anglais, et dans laquelle nous n'entrons ni ne voulons entrer, l'Angleterre a-t-elle le droit de restreindre notre commerce? Et



quelques traités nous obligent-ils d'ouvrir ou de fermer nos ports aux vaisseaux marchands, selon le désir de la nation Britannique?

— Certes Mylord, j'ai peine à croire qu'on soit à l'ever une question aussi incroyable et dont la solution pourrait avoir des suites qu'il est du grand intérêt de l'Angleterre de ne pas provoquer! surtout lorsque les nobles principes du Roi de France sont si solidement prouvés par la neutralité dans laquelle il se conforme, quoique tout semble inviter la France à profiter de vos troubles intestins pour reprendre aux Anglais tout ce dont ils nous ont dépouillés dans la dernière guerre. — Mais, Monsieur les Américains sont des rebelles et nos ennemis déclarés. — Mylord, ils ne sont pas les nôtres. Et quand nous sommes en paix avec la France, doit-elle les favoriser? — Les favoriser! pardieu, Mylord, c'est tout ce que vous pourriez dire si nous vous empêchions de courir sur tous les vaisseaux des immigrants en pleine mer, parce qu'ils seraient chargés de marchandises pour nos ports ou venant de nos ports. Que vous empêche de vous pourvoir contre eux? Crains de tous côtés, assiégés les partout hors sous le canon de nos forts pourtant, nous n'avons rien à y voir. Mais, sager que nous allons inquiéter nos négocians parce qu'ils ont des relations de commerce avec des gens avec qui nous sommes en paix, soit que nous les regardions comme vos sujets ou comme un peuple devenu libre avec des gens contre qui vous vous battez, mais auxquels vous n'osez pas vous Ministère, même faire le procès devant votre propre nation, en vérité cela est un peu fort. Je ne suis pas ce qui penserait notre administration d'une telle demande, mais je suis bien sûr, moi, je la trouverais beaucoup plus que déplacée. Je le vois bien, Monsieur, car vous en êtes rouge de colère. (En effet M. le Comte, le feu ministre monté au rang et si vous demprouvés que j'aye montre tant de chaleur, en vous demandant excuse, je vous répondrai qu'il s'agit de moi non de votre opinion mais de la mienne. Mylord, si-je repris avec douceur et modestie vous qui êtes Anglais et patriote, vous ne devriez pas trouver mauvais qu'un bon Français ait de la fierté pour son pays.

— Aussi ne m'en offensa-je point Monsieur, mais au moins vous conviendrez que votre Ministère ne peut s'empêcher de seoir contre des Français qui vont traiter au nom de votre Gouvernement avec le Congrès. Je ne crois rien à cette nouvelle. Mylord, quelque Français peut-être y a traité de son chef pour des secours particuliers tels que des négocians peuvent en fournir par la voie du commerce. Et c'est de là mon doute, qu'est parti le vaisseau de Bristol pour correspondre avec la maison Montaudou de Nantes. Mais si vous pouvez mevoir le nom de ces prétendus agents et acquérir la moindre preuve qu'ils se sont dits agents du Gouvernement, je crois être si sûr des principes de notre Ministère à cet égard et même de ceux du Roi que je ne m'avance pas trop en vous assurant qu'ils seront dévoués et même punis, si l'on

peut les arrêter. Vous voyez, M<sup>r</sup> le Comte, que j'y vas, comme on dit, bon jeu, bon argent, garre pour ceux qui y auront pris à Londres ou ailleurs.) Cette déclaration nous a tout-à-fait accommodés, le Lord et moi. — Maintenant, lui ai-je dit Mylord, je vas vous rendre compte de mon arrivée ici. L'affaire d'Eon ne m'occupe plus, et soit qu'il revienne en France ou non, il n'y a personne chez nous qui s'y intéresse. Sa résolution à cet égard est son affaire et plus du tout la mienne. Vous allez me demander ce qui m'intéresse ici? — Non, Monsieur, car je sais d'avance ce que vous me répondrez. — L'entons, Mylord, on a ouvert mes lettres. — Mon ami, nous sommes trop vétérans en politique, vous et moi, pour ignorer qu'un secret ce qu'on veut. — D'accord, Mylord, mais si l'on écrit ce qu'on veut, il n'en va pas ainsi de ce qu'on fait, et ce n'est pas un vain badinage, que le Roi de France et ses Ministres chargent quelqu'un de fournitures nécessaires au service. — Êtes-vous réellement chargé de quelque chose? — Je n'ai rien de caché pour vous, Mylord, venez ce que le Roi vient de me accorder. Alors je lui ai montré la lettre Ministérielle que M<sup>r</sup> de Sartines m'a écrite au sujet de la fourniture des pièces de Portugal pour nos Colonies d'Amérique. Il l'a lue plusieurs fois avec beaucoup d'attention, et, cela lui paraissant assez sans vraisemblance, il m'a dit. — C'était une très bonne affaire quand ces pièces avaient cours en Angleterre, mais depuis deux ans qu'elles n'y servent plus de monnoye, pourquoi venez-vous m'en dire? — C'est qu'il m'est plus commode, Mylord, de traiter à Londres où je connais tout le monde, qu'à Lisbonne où je ne connais personne, et que je regarde beaucoup moins au profit qu'on pouvait faire sur ces pièces, qu'à l'avantage de répondre honorablement à cette confiance. Alors M. le Comte, bien m'en a pris, d'avoir insisté sur ma précaution avec M. de Sartines, avant de partir, et bien m'en a pris encore d'avoir vu à cet égard en arrivant plusieurs banquiers de Londres. Je sus hier au soir, qu'on s'était secrètement informé à la bourse des gens avec qui j'avais établi des relations réelles sur cet objet de commerce. Reprenons ma conversation. Maintenant, Mylord, si je ajoute, je vous dois un sincère compliment sur l'objet de la lettre du Roi qui vous est personnel, et si vous acceptez la Vice-Royauté, j'espère que vous vous rappellerez votre ancienne amitié pour M<sup>r</sup> Duflos que je vous recommande de nouveau. J'espère que vous le chargerez en Irlande des détails de toute votre maison, comme vous l'avez fait en France. — Il me l'a promis. Ce Duflos, M. le Comte, est un Français que j'avais jadis donné au Lord Rochfort, lequel Français m'est absolument dévoué et par lequel vous aurez toujours des nouvelles certaines du plus intime intérieur de la vice-royauté. Je suis un peu connu *Figaro*, M. le Comte, et je ne perds pas la tête pour un peu de bruit.)

Nous devons nous revoir le Lord et moi lorsqu'il aura rendu compte au Roi de

notre conversation. Tout ce que je sais c'est que demain il y aura sérieusement conseil à St James au sujet du navire arrivé à Bristol. Mais voilà le Roi d'Angleterre bien prévenu. J'espère en avoir assez dit pour que vous ne receviez point de proposition malhonnête de cette part.

Je ne dois pas oublier de vous mander que les négocians Hollandais ont menacé d'attaquer le Ministère devant les grands jurés de la nation Anglaise sur les trois vaisseaux Hollandais destinés pour l'Amérique pris et conduits à Deal et à Douvres. Je sais en outre que le Ministère craignant que sur pareille question les grands jurés ne jugassent contre lui en faveur des Hollandais, et que cela n'amènât une plus grande question (car vous entendez bien que ce détour jésuitique est de l'ami Wilkes, le ministère dis-je, est convenu secrètement de payer secrètement toute la cargaison de munitions que ces vaisseaux portaient en Amérique et convenu que si l'on en prenait d'autres, on garderait les munitions en Angleterre mais que le prix en serait fidèlement payé aux négocians hollandais, car, en fait de procès, on ne veut point se brouiller avec l'ami Wilkes (avis au lecteur M. le Comte), je tiens cela de la meilleure part, quoique ce ne soit pas de celle de mon Lord comme vous le pensez bien.

Autre avis au lecteur. Une des ruses que les Capitaines Hollandais emploient, est de se faire donner 2 commissions, l'une ostensible et l'autre secrète. Ils font usage de l'une et de l'autre selon le besoin.

Au reste les troupes de Hesse sont parties on les attend. Elles ont prêté serment de fidélité à l'Angleterre le 22 Mars.

O' le bon billet qu'a la Châtre dirait ici. Nonon l'Enclos.

On compte actuellement aux Américains 12 vaisseaux depuis 22 jusqu'à 44 canons, 12 à 15 de 20 pièces et plus de 30 de 12 pièces, ce qui leur constitue une marine agissante presque aussi respectable que celle des Anglais. Aussi depuis 2 mois 1/2 ces derniers n'ont ils pris aux Insurgens que le seul vaisseau qui s'est rendu à Bristol ce qui est fort à remarquer.

Les gardes du Roi qui par un contr'ordre secret différaient depuis un mois leur embarquement, sur de nouvelles dépêches secrètes apportées par un vaisseau qui se tient caché dans un port d'Irlande ont reçu ordre de s'embarquer promptement, cet embarquement commencé hier, finit demain. Et pour aujourd'hui, M. le Comte, voilà mon sac vidé.

Je compte assez sur vos bontés pour espérer que ma recommandation pour Atz n'est pas oubliée. Il n'est pas juste qu'on me juge du Sud pendant que je suis à 300 lieues au Nord. Il ne faut pour l'empêcher qu'un mot de Miroménil. Cette nouvelle me tranquillisera beaucoup.

Recevez mes respects mon hommage et l'assurance du plus parfait dévouement. J'attends de vos nouvelles' de vos nouvelles' Monsieur le Comte. M. de Lauragais est encore à la campagne.

DE BEAUMARCHAIS.

Angleterre, t. 515 n° 76

### 3. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Londres ce 10 Avril 76.

Monsieur le Comte.

Je vous dois l'excuse de la stupide distraction avec laquelle je me suis obstiné, mardi 16, à dater toutes mes lettres de mardi 12. Cela n'est important à corriger que sur ma grande lettre, parce que cette date du 12, contredit plusieurs faits postérieurs qui y sont annoncés. . . . .

. . . . . Je m'aperçois que je n'ai point encore assez fait pour ma sûreté en montrant au Lord R. . . ma pièce de crédit sur les piastres pour nos îles et qu'il faut donner à cet emploi de mon tems en Angleterre un plus grand degré d'autenticité. M. de Lauragais mesme prétend que cela ne me suffira pas, mais jusqu'à ce que je voye une nécessité plus absolue que ses craintes, de renforcer mes états, je m'en tiens à ce que j'ai répandu dans le commerce, et aux relations que je continue à me faire à cet égard. Je ne doute pas plus que le Comte que mes démarches ne soient rigoureusement éprouvées mais pourvu que M. de Sartines entre parfaitement dans mes vues je crois n'avoir rien de personnel à redouter.

De vos nouvelles, Monsieur le Comte vos ordres et la continuation de vos bontés.

*Nouvelles par le dernier vaisseau.*

La Caroline méridionale, qui jusqu'ici n'avoit fait que balbutier, parle enfin aussi clairement que les autres colonies. Elle a sa petite flotte de 3 vaisseaux toute équipée. Six mille hommes de troupes en bon ordre et au-delà de 200 pièces de canon formant des batteries tout au tour de la ville de Charles-Town qu'on n'a pas envie de laisser bruler comme sa sœur de Massachusset. Un certain M. Du Menil de S. Pierre normand de naissance bon gentilhomme de son métier et mauvais vigneron par goût a la tête d'une petite colonie qu'il a appelée la Nouvelle Bordeaux ou il fait pousser des raisins qui ne mûrissent pas et des mûriers que le froid fait mourir a levé un régiment de réfugiés Français Danois Allemands qu'il a offert au corps municipal de cette Charlestown existante dont il est voisin. On l'a refusé comme tenant

ses concessions du gouvernement Anglais, et comme ayant déjà fait abjuration de sa 1<sup>re</sup> patrie la France. Je vais parier que ce sont les offres de ce normand, peut être réitérées au Congrès, qui ont fait tenir tous les propos sur ces Français prétendus envoyés par notre gouvernement. Si je puis m'en éclairer, j'en tirerai bon parti auprès du Lord que j'endoctrine. En attendant je dirai toujours ce que j'en pense.

*Angleterre, t. 5 5 n° 84.*

#### 4. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES.

Londres le 26 avril 1776.

Monsieur le Comte

Je profite d'une occasion fidèle pour vous entretenir avec liberté sur la seule affaire vraiment importante aujourd'hui

L'Amérique et tout ce qui y tient.

J'ai longtems raisonné, avant hier au soir, avec l'homme que vous avez cru devoir empêcher de venir en France.

En m'abouchant avec lui, M<sup>r</sup> de Laur m'a fidèlement rendu tout ce qu'ils s'étaient dit en mon absence, et lui a de même appris tout ce qui s'étoit passé entre nous deux avant de m'y conduire.

Cet homme m'a paru plutôt stupéfait qu'étonné du démenti absolu que votre long courrier vous a rapporté du Sud, à ses nouvelles. Il n'imagine point d'où l'erreur peut venir. Mais on a tant d'intérêt à ne pas le tromper qu'il se croit bien informé. Peut être aussi le Congrès a-t-il envoyé ces deux députés aux gouverneurs des possessions Espagnoles en Amérique, ou bien aux commandans de leurs Escadres, sans les avoir fait aller jusqu'à Madrid.

Au reste, il attend incessamment des nouvelles très certaines de tous ces faits et de leurs suites. Il a l'avis quelles sont arrivées en Hollande, d'où l'on doit les lui faire passer par la voie la plus sûre. Et dans 12 jours je saurai bien que vous en dire. En attendant, il ne cesse de demander si nous ne voulons absolument rien faire pour eux? Et sans s'amuser à me répéter combien leurs succès importent à la France parce qu'il nous fait l'honneur de nous croire d'accord avec lui sur ce point, il me dit tout uniment il nous faut des armes de la poudre, mais surtout il nous faut des ingénieurs. Il ny a que vous qui puissiez nous secourir, et qui ayez un grand intérêt à le faire. Et ce qui nous fait le plus de besoin est quelques ingénieurs. Je lui réponds que ce dernier article est d'une excessive difficulté parce qu'on ne peut envoyer des hommes, sans leur donner une commission que ces

hommes parlent et que c'est cela qui compromet. Au lieu que les secours muets sont muets. Eh! mais, donnez nous donc de l'argent, me répond-il, nous tirerons des ingénieurs d'Allemagne, de Suède, d'Italie etc. Et vous ne serez pas compromis. Voilà Monsieur le Comte où nous en sommes. Que voulez vous que je réponde?

Depuis l'arrivée à Bristol du vaisseau destiné pour la maison *Montaudou* de Nantes, sur lequel on m'a tant fait de raisonnemens, que vous avez, notre homme m'a pris de faire parvenir secrètement, à cette maison, la lettre cy jointe. J'ai l'honneur de vous l'adresser, vous pouvez la faire mettre à la poste sans y ajouter un seul mot, en la faisant seulement recommander sous main\*.

Les Américains sont d'ailleurs aussi bien qu'il se puisse. Armés de terre, flotte, vivres, courage, tout est excellent. Mais, sans poudre et sans ingénieurs, comment vaincre ou même se défendre?

Voulez-vous donc les laisser périr plutôt que de leur prêter un ou deux millions? avons nous peur que cet argent ne nous rentre point de façon ou d'autre, après la guerre finie?

Voyez, Monsieur le comte, la frayeur que cause à l'Angleterre la plus absurde nouvelle qui semble venir de France, et jugez par là du véritable état de leurs affaires.

Le Colonel St Pot apporte à Londres une nouvelle fausse et ridicule, d'un prétendu nouveau traité entre la France et l'Espagne, à l'instant tous les papiers baissent de prix.

On répand au sottement et sourdement que les Français ont pris la Jamaïque et malgré que tout le monde se dise que cela est impossible, et qu'on en rie du mieux qu'on peut, cela n'empêche pas qu'à l'instant les papiers ne perdent sur la place.

La moindre terreur panique, à notre égard, a cet effet certain sur tous les fonds publics.

Aussu quand Lord North a dit hier, dans la chambre basse, que l'intelligence entre la France et l'Angleterre était d'autant plus parfaite *que cette intelligence était bien plus nécessaire aux Français qu'aux Anglois*, tout le Parlement a-t-il eu le sens commun de lui rire au nez.

Et quand il a ajouté que malgré les réveries du docteur *Price*, la nation n'avait jamais été si florissante, tout le Parlement a encore eu le bonheur de lui rire au nez.

Mais on a cessé de rire, lorsque ce mouvement passager a fait place à l'indigna-

\* M. de Vergennes envoie cette lettre à Montaudou le 1<sup>er</sup> mai. Minute de lui. *Angleterre*, 516, n° 1.) Montaudou en remercia le

ministre le 7 *ibid.*, n° 13 en signant Montaudou, correspondant de l'Académie royale des sciences.

lion des orateurs de l'opposition. Et sans entrer dans tout ce qui s'est dit hier à cette assemblée des communes, parce qu'on vous l'a sans doute envoyé, je ne puis m'empêcher d'étendre mon argument à tous les débats qui y sont épuisés.

Faiblesse et frayeur, voilà tout ce qu'on y voit. Et toujours le ministre posé sur les intentions et les démarches de la France, sans qu'on obtienne un seul mot de réponse de lui.

Il est clair, Monsieur le Comte, que celui qui ne répond rien ici, se tait parce qu'il n'a rien à répondre. Frayeur et colère d'un côté, faiblesse, embarras de l'autre, voilà le vrai tableau. Et vous serez encore plus convaincu de cette vérité, si vous vous rappelez la nature de tous leurs traités avec les Allemands, et surtout si vous examinez la nature et le taux du nouvel emprunt.

Pour chaque cent Livres sterling qu'on prêterait au gouvernement, il donnerait une reconnaissance de 78 L. sterl. et 3 billets de loterie, valant 10 L. sterl. chacun, et ensemble 30 L. sterl. ce qui fait en commençant 8 L. sterl. de bénéfice pour les prêteurs, et par les gains de l'agiotage ils sont déjà montés, quoique non déduits à 11 L. sterl. Joignez y 3 pour cent d'intérêt, que le gouvernement paiera pour les 78 Livres sterl. Il se trouve qu'il a emprunté à près de 14 pour cent.

Ces preuves de leurs embarras me paraissent sans réplique mais lors qu'il est bien prouvé qu'ils ne peuvent tenir plus d'une seule campagne à cet horrible prix, est il donc bien vrai Monsieur le Comte, que vous ne ferez rien pour les Américains, qui les mettra au pair de leurs ennemis?

N'auriez-vous pas la vertu de montrer encore une fois au Roi combien il peut gagner, sans coup férir, en cette seule campagne? Et n'essayeriez vous pas de convaincre sa Majesté que ce misérable secours qu'ils demandent, et sur lequel nous débattons depuis un an, doit nous faire reconnaître tous les fruits d'une grande victoire, sans avoir essuyé les dangers d'un combat? que ce secours peut nous rendre, en dormant, tout ce que la paix honteuse de 1763 nous a fait perdre, et que le succès des Américains, réduisant nos rivaux à n'être plus qu'une puissance du second ordre, nous replace au premier rang, et nous donne pour longtemps la prépondérance sur l'Europe entière?

Quelle plus grande vue peut occuper le conseil du Roi? Et qu'elle force n'aura pas votre plaidoyer, si vous y faites entrer le tableau contraire de tout ce que peut nous coûter la défaite des Américains! 300 millions, nos hommes, nos vaisseaux, nos flots, etc. Car enfin, leurs forces une fois réunies contre nous, leurs troupes en haleine, et leur ardeur augmentée par un si grand succès, il est trop certain qu'ils forceront à soutenir une guerre funeste ces innombrables français qui pouvaient, avec deux millions, les plonger pour jamais dans une paix sans honteuse que rancune.

Malgré le danger que je cours en vous écrivant, de Londres des choses aussi hardies, je me sens une fois plus français ici qu'à Paris. Le Patriotisme de ces gens cy ranime le mien. Il semble même que l'état précaire et dangereux où je me vois par les soupçons et l'inquisition sévère qui se fait sur tout ce que j'entreprends, rende mon zèle plus ardent.

Cependant, ne négligés pas Monsieur Le comte, de pousser M<sup>r</sup> de Sartines sur l'objet de ma sûreté. C'est la moindre chose qui me soit due. Le Roi et lui ont eu la bonté d'y pourvoir, mais les mêmes negocians, banquiers, courtiers marchands d'or etc., lesquels interrogés sourdement par le ministère, ont rendu le témoignage que j'étais en traité avec eux pour des échanges de monnaie, ne manqueront pas de répondre bientôt que ceci n'est qu'un leurre, un mirage à pilouettes, s'ils ne me voyent pas unir l'effet au projet et passer de la commande à l'achat. On a fait arrêter ici deux Irlandais soupçonnés. J'ai désiré pouvoir être en état de me défendre seul et sans commettre le Roi, ny vous, en cas que la même chose arrivât, jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté de m'avouer, ou que cela devienne absolument indispensable. Jusque là je suis marchand de Piastres ou *moyadores*.

... Les papiers publics vous ont sans doute appris, que le Lord North a porté le bordereau des dépenses de l'an passé au Parlement, montant à 9,097,000 L. sterlings, et comme pour faire face aux besoins actuels il avait en main dit il, 9,118,444 L. sterl. En comptant, par anticipation, les trois objets, des Bils de l'Echiquier, de créations de fonds perdus et de l'emprunt à 3 p. cent, dont je vous ai parlé plus haut, qui font ensemble un objet 6,300,000 L. sterl. De sorte que, par la balance il se trouve en cause pour subjuguier l'Amérique 21,444 L. sterl. le reste ira comme les evenemens le permettront.

... Telle est, au moment où je vous écris, Monsieur le Comte, telle est l'Angleterre, l'Amérique, le Parlement, les fonds publics et l'état du plus dévoué de tous vos serviteurs qui est moi.

J'ai omis de vous dire que l'on a beaucoup insisté au Parlement sur ce qu'était devenue une frégate d'observation envoyée devant Brest pour suivre la flotte qui en sortira. Et que, sur cet objet comme sur les autres Lord North est resté en silence.

Conférez en je vous prie avec M<sup>r</sup> de Sartines.

Angleterre 515, n° 36

[C'est à cette lettre que répond celle du ministre du 2 mai transcrite dans le premier volume.]



## 5. LE COMTE DE VERGÈNNE À BEAUMARCHAIS

À Vergennes le 21 Août 1776

J'ai mis sous les yeux du Roi M. la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le mardi 15 et non le 12 de ce mois. J'ai la satisfaction de vous annoncer que S. M<sup>te</sup> a fort approuvé la manière noble et franche dont vous avez repoussé l'attaque que le Lord Rochford vous a faite à l'occasion du ce bâtiment Américain destiné d'abord pour Nantes et conduit à Bristol. Vous n'avez rien dit que S. M<sup>te</sup> ne vous ait prescrit de dire si elle avoit pu prévoir que vous seriez dans le cas de vous expliquer sur un objet aussi étranger aux soins dont vous êtes chargé. Si on n'a pas à Londres d'autres preuves de conviction que celles qui ont été rendues publiques dans les papiers Anglois et qui en ont été remises par M. du St Paul, il faut reconnaître qu'on y est prévenu dans ses jugemens. Loin d'y trouver la preuve d'aucune connivance de la part du correspondant Montaudou l'expéditeur croit pouvoir compter si peu sur cette ressource que dans ses instructions à son capitaine il lui recommande d'échapper sa cargaison contre une certaine quantité d'armes et de poudre, ou s'il ne pourroit se procurer cette dernière d'y substituer du salpêtre, et à défaut de tout cela de rapporter la valeur en argent.

Au ton du Lord Rochford il sembleroit argumenter d'un pacte qui nous assujettiroit à faire de l'intérêt de l'Ang<sup>le</sup> le notre propre. Je ne connais pas ce pacte, et il n'existe pas dans les exemples que l'Ang<sup>le</sup> nous a donné lors quelle a été pour nous maîtresse. Qu'on se rappelle seulement la conduite qu'on a tenue à notre égard pendant les troubles de Corse, les secours de toute espèce qu'on y a versés sans aucune sorte de ménagement. Je ne cite pas cet exemple pour nous autoiriser à la suite. Le Roi, fidèle à ses principes de justice ne cherche point à abuser de la situation des Anglois pour augmenter leurs embarras mais il ne peut aussi refuser à ses sujets la protection quel doit à leur commerce. C'est par abusé pour le Roi de la G<sup>de</sup> Bretagne et nullement pour une opinion résistante d'aucun engagement que le Roi s'est porté à défendre dans ses ports l'embarquement des munitions de guerre pour l'Amérique septentrionale mais cette défense ne peut pas être rendue plus générale, si ces effets sont contrebande par rapport aux Anglois qui ont le malheur d'être engagés dans une guerre contre leurs Colonies, ils sont objets de commerce pour nous qui n'y participons pas et rien ne s'oppose que les Anglois ne les traitent pour leur compte et craignent que les Américains ne trouvent les moyens de se les procurer mais il seroit contre toute raison et bienséance de prétendre que nous ne devons vendre aucun de ces articles à qui que ce soit parce qu'il seroit possible qu'ils fussent de

secondé main en Amérique. Au reste, les Anglois ont assez de forces en mer pour intercepter les bâtimens qui pourrout tenter d'introduire dans cette région des marchandises dites contrebande. Ils n'ont pas à se plaindre que nous gêmons et embarrassons leurs croisières, ils peuvent même être assurés que nous ne revendiquerons aucun des bâtimens Américains qu'ils pourrout saisir pourvu qu'ils ne se permettent pas de les arrêter à la vue de nos forteresses et sous notre canon.

M. de S<sup>t</sup> Paul m'a parlé du Senaut, *le Dickenson*, mais avec bien moins de chaleur que le Lord Rochford à vous. Il s'est bien garde de supposer que le negociant Montaudou doit être puni, toute sa force a porté sur ce noble Ambassadeur qui s'est présenté de notre part au Congrès. Si nous étions d'humeur à vouloir entrer en correspondance avec les insurgens nous n'aurions pas besoin d'envoyer pour cet effet personne en Amérique, et si nous y envoyons quelqu'un nous le choisissons assez bien pour qu'il prêtât moins à l'observation. Ignorez ce que c'est que ce prétendu Gentilhomme François dont on nous annonce le retour, ne seroit il pas quelque marchand qui voyant une occasion de gagner de l'argent aura été offrir ses services au Congrès pour établir une correspondance mercantile? Le Ministère Anglois étant bien mieux instruit que nous de ce qui se passe dans nos ports je lui serai obligé de nous faire connaître ce pellerin. Je serois fort aise d'avoir une conversation avec lui, et si c'est prouvée qu'il s'est présenté au Congrès comme emissaire de France, il sera certainement châtié. Le Roi n'est point disposé à permettre un abus aussi criminel et toutes les fois M. que vous entendrez des plaintes fondées vous ne vous compromettrez point en assurant qu'il en sera fait bonne justice.

Recevez tous mes complimens M. après vous avoir assuré de l'approbation du Roi. Sa majesté ne doit pas vous paraître fort intéressante, cependant je ne puis me refuser la satisfaction d'applaudir à la sagesse et à la fermeté de votre conduite et de vous renouveler toute mon estime. Je n'ai point négligé votre commission pour Aix. M. le Garde des Sceaux m'a assuré que tout demeureroit en suspens jusqu'à votre retour.

Avez vous point de nouvelles de votre Amazone? Il seroit surprenant que ce vassal seut en Ang<sup>re</sup> et quelle ne vous fit rien dire.

Je suis très parfaitement M. V.

Angleterre 515 r. 18

#### 10. LE COMTE DE VERGENNES A BEAUMARCHAIS

A Versailles le 2 Avril 1766

J'ai reçu Monsieur le 24 et 23 vos lettres particulieres des 6 et 9 de ce mois.

Mon dernier courrier ayant été expédié le 20, je n'ai point eu d'occasions assez sûres pour vous écrire, et je ne crois pas que le poste en fût une. Ce n'est pas cependant que nos lettres ne pussent y être lues. Il ne s'agit pas de conjuration entre nous, mais je commence à croire que les gouvernemens si vantés pour la liberté sont bien plus ombrageux que les nôtres. Je ne puis m'empêcher de rire à part moi de l'éclat qu'on fait de l'aventure de *Dukenson*. Je n'y vois rien de plus intéressant que le bénéfice qui en reviendra à l'équipage capteur, si ce n'est peut-être que le Lord Rochford, votre ami, qui se voit à regret éloigné des affaires, s'empare des petites et constances et leur donne une haute importance pour se créer un Ministère secret. Le Roi approuve, M<sup>r</sup> que vous ne vous refusiez pas aux ouvertures que cet ex-Ministre pourra vous faire. Vous êtes prudent et avisé, je serois sans inquiétude quand bien même vous auriez une commission plus importante que celle que M<sup>r</sup> de Sartine vous a donnée. Bien vous en a pris cependant, de l'avoir, puisqu'elle a servi à écarter les ombrages qu'on étoit disposé à prendre de vos fréquens voyages à Londres. Il faut avouer que ces Anglois que nous croyons des hommes sont fort au dessous des femmes, s'ils prennent la peur à si bon marché.

J'ai remis votre lettre à M. de Sartine, il l'a lue devant moi, et il m'a promis que mon courrier vous porterait sa réponse. J'espère qu'il ne se refusera à rien de ce que vous demandez, mais quand il ne suffiroit pas de renforcer vos états pour guérir les défiances du Lord Rochford, que pourroit-il vous faire? Vous n'êtes point en liaison avec des gens proscrits, et d'ailleurs, vous n'avez aucune pratique qui puisse vous compromettre. Peu m'importe que le B<sup>r</sup> de Lansing et le S<sup>r</sup> Texier se fassent la guerre dans les papiers publics, mais je désirerois fort que M<sup>r</sup> le Comte de Lauraguais n'entrât pour rien dans ce genre d'escrima, le dernier surtout n'est pas un atout digne de lui.

Je ne vous dirai pas M<sup>r</sup> si M. de G. désire et espère de retourner en Angleterre. Mais je lui rends trop de justice pour penser qu'il voudût se servir du canal du S<sup>r</sup> Texier pour en répandre le bruit. J'ignore au reste où il en est. Je n'ai pas changé de façon de penser depuis votre départ, et vous savez que n'ayant point eu de part au rapel, je n'en veux point prendre à ses suites.

Rien n'égale le sincère attachement avec lequel j'ay l'h<sup>r</sup> d'être M. Votre très humble, etc.

Angleterre le 5 5 1797

## CHAPITRE XII.

### OSCILLATIONS ET CALCULS DE LA COUR DE MADRID

Motifs que l'animation de la cour de Madrid contre le Portugal donnait de ne pas aller trop vite avec l'Amérique, craintes que l'on a dû voir cette cour porter son action militaire dans les mers d'Europe et du côté de Lisbonne ses propensions belliqueuses, elle fait demander à la France 12,000 hommes pour garder Saint-Domingue. Importance croissante attachée par le cabinet de Louis XVI à écarter la guerre du continent et à avoir des forces espagnoles de l'autre côté de l'Atlantique. M. de Vergennes renouvelle à ce sujet ses premiers conseils : ils sont accueillis par le cabinet de Charles III. M. de Gerbaldi et M. de Gabès. Précautions prises en même temps à Versailles contre l'Angleterre; pourquoi l'on ne voulait que se prémunir comme opposées par le ministre à la coopération que demandait l'Espagne, ses efforts pour ramener Madrid à rechercher la conciliation avec Lisbonne. On agit même sur les déurs de Charles III et engage à ne pas refuser d'envoyer quelques forces à Saint-Domingue; mais que cette question se tienne. Propos évanoués nés de ces divergences et répandus par les auteurs de la politique anglaise, idée que l'on se fait à Londres des dispositions de l'Espagne, M. de Vergennes refuse. Garner à cet égard et défend le gouvernement de Madrid comme s'il se fût agi du sien propre. — Sentiments défavorables pour la France inspirés à ce gouvernement malveillances de l'administration espagnole. *Affaire du navire le Septimont* dépêche dignement adressée de M. de Vergennes, les exigences des alliés. — Les nouvelles et la politique opposées de Frédéric II sur la France à ce moment : à quoi ne visait pas le ministre, et vertu d'État qu'il recherchait.

1776 Les agissements du Portugal étaient, pour Charles III et son gouvernement, la source de préoccupations et de suggestions bien propres à retenir le cabinet de Versailles de s'avancer tout de suite avec l'Amérique. Si désireux fût-il de voir arriver le délégué du congrès et de conférer avec lui, il n'y eut pas mis beaucoup de hâte avant de se sentir plus certain des véritables intentions de son allié. Les procédés diplomatiques de M. de Pombal ulcéraient tout autant l'Espagne que les insultes faites à son pavillon, le prince de Masserano lui-même le laissait voir; ils le mettaient à ce point hors de toute mesure qu'on

évitait de le mêler au cours de la médiation<sup>1</sup>. Le 15 avril déjà, le marquis d'Ossun avait mandé à M. de Vergennes qu'à défaut d'une satisfaction dans les trois semaines suivantes, le roi d'Espagne se la procurerait par les armes, qu'actuellement le ministère examinait s'il la prendrait dans les mers d'Europe ou dans celles d'Amérique et M. de Grimaldi, visant malgré tout Lisbonne sous le prétexte de « se mettre à l'abri des Portugais », inclinait encore sensiblement pour que l'action sérieuse ne se passât pas à si grande distance<sup>2</sup>. Le 25, l'ambassadeur faisait savoir, par deux rapports écrits coup sur coup, que décidément l'Espagne en était aux résolutions belliqueuses et qu'elle concevait ces résolutions d'une manière à laquelle on n'avait pas eu de raisons de s'attendre : le comte d'Aranda était chargé de demander à Versailles un corps de troupes important pour garder Saint-Domingue contre une attaque des Anglais. M. de Grimaldi avait pris l'initiative de la communication dans un entretien avec Ossun, celui-ci en rendait compte ainsi tout d'abord :

M. Le M<sup>re</sup> de Grimaldi, Monsieur, a commencé par me réitérer l'assurance

M. de Vergennes écrit à Carnier à ce sujet le 25 mai. « Il paraît, M., que le P<sup>re</sup> de Monsieur se vult avec peine hors d'activité par rapport aux affaires du Portugal : mais je vous avoue que nous n'en sommes pas fâchés, la révérence avec laquelle cet Ambassadeur se présente tant avec les Ministres Anglois qu'avec M. Pinto, loin d'être conforme à l'esprit de paix et de conciliation qui nous anime : n'est propre qu'à augmenter la fermentation et l'agitation : à reculer plutôt qu'à accélérer l'accordant vers lequel tendent tous nos vœux et toutes nos démarches. » *Anglais* t. 516 n. 63.)

<sup>1</sup> Ossun dit : « Sa seule réponse, Monsieur ne vient pas d'ici à trois semaines et qu'elle ne soit pas telle que Sa Majesté Catholique se croit en droit de la prétendre. » M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a assuré que ce

Monarque étoit décidé à se le procurer par la force, qu'il ne s'agissoit plus que d'examiner et de déterminer les moyens qu'on y employeroit, que c'étoit ce qui occupoit actuellement le Ministère : enfin que chaque Ministre devoit donner incessamment son avis par écrit sur cet objet. M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi m'a fait entendre que l'Espagne se bernoit à des représailles égales, dans la vue d'éloigner avant qu'il seroit possible les motifs d'une rupture ouverte avec le Portugal, et le Ministre a ajouté qu'il étoit question de bien penser si ce seroit dans les mers d'Europe ou dans celles de l'Amérique qu'on arretoit des Indes du Portugal : mais que dans l'un et l'autre cas l'Espagne prendroit en même temps de justes mesures pour se mettre à l'abri du ressentiment des Portugais. » *Espagne* t. 580, p. 34.)

- 1776 de l'éloignement que Sa Majesté Catholique avoit pour la guerre, et du desir sincère qu'à ce Monarque que les différends qui existent entre l'Espagne et le Portugal puissent se concilier promptement et amiablement; mais il a observé que la conduite de M. de Pombal n'annonçoit pas des vûes pacifiques de la part de ce ministre, et sembloit indiquer que les Anglois pouvoient bien être secrètement d'accord avec lui, M. le Marquis de Grimaldi a prétendu que le silence absolu que M. de Pombal gardoit sur l'objet de la satisfaction, quoique l'Espagne eut répondu depuis trente deux jours au mémoire justificatif de la Cour de Lisbonne, que ce silence, dis-je étoit en quelque manière plus offensant pour Sa Majesté Catholique que l'insulte faite à son pavillon, qu'en outre M. de Pombal travailloit à des préparatifs de guerre très considérables et de toute espèce avec la plus grande activité, et que selon les dernières nouvelles venues de Portugal son activité redoubloit chaque jour à cet égard, qu'on savoit qu'il avoit expédié depuis peu un aviso au Brésil et fait partir en diligence deux vaisseaux de la Compagnie de Fernambuc chargés de munitions de guerre, que cependant Sa Majesté Catholique attendroit encore un tems raisonnable l'effet des démarches de la France auprès des Cours de Londres et de Lisbonne pour procurer à l'Espagne la satisfaction préalable et convenable qu'elle demande, mais qu'à la fin le Roi son maître prendroit des mesures pour la prendre par la force qu'il communiquerait ses vûes à ce sujet au Roi son neveu, et qu'il attendroit son approbation pour agir.

À Aranjuez le 25 avril . 776

*Espagne t. 580 n° 56*

Dans le second pli de l'ambassadeur étaient les développements qui suivent :

M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi Monsieur, m'a lu hier une dépêche de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda et la réponse qu'il fait à cet ambassadeur. La première contient des réflexions sur l'état actuel des choses en Amérique, M. d'Aranda est alarmé des forces immenses de terre que les Anglois y font passer, considère qu'il est à craindre, quelque soit l'événement de la guerre des Colonies, que les Anglois ne s'emparent de quelques possessions considérables, espagnoles ou françoises sans ont du dessus, pour se dédomager de leurs pertes, s'ils sont vainqueurs par l'ivresse du succès et pour s'indemniser des dépenses immenses qu'ils

auront faites, enfin pour profiter, à coup sur, des grands moyens qu'ils auront sur les lieux. M. le C<sup>te</sup> d'Aranda examine ensuite quelle seroit la conquête la plus aisée et la plus facile que les Anglois pourroient entreprendre; il se fixe à la Louisiane et à l'isle de St Domingue, la première comme les mettant à portée de s'emparer dans la suite du Mexique, la seconde comme pouvant leur procurer de grandes richesses et augmenter considérablement l'étendue de leur commerce. Cet ambassadeur regarde cette conquête comme infai liblé, si les Anglois l'entreprennent, il suppose que l'Espagne a suffisamment pourvu à la conservation de la Havane, de Portorico et de ses autres Colonies de conséquence et il conseille très fort de pourvoir, sans délai, à la défense de la Louisiane et de St Domingue. La réponse de M. de Grimaldi approuve et loue en général les réflexions et la prévoyance de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda; elle expose les fortes raisons qui ne permettent pas de soupçonner les Anglois de vouloir s'emparer de la Louisiane, elle réduit leurs vûes d'agrandissement naturelles et vraisemblables à la conquête de l'isle de St Domingue, mais comme l'Espagne n'a pas une armée assez considérable pour fournir à tout, qu'elle a à Porto-rico quatre bataillons de troupes régulières européennes, à la Havane six et un régiment de dragons, d'autres corps à la Veracruz à Cartagène des Indes, à Buenos aires, etc., etc. M. de Grimaldi a chargé, par ordre du Roi Son Maître, M. d'Aranda de ne rien omettre pour engager la France à faire passer sans délai à St Domingue un corps de dix à douze mille hommes de troupes régulières et à se charger de la défense de cette isle. Vous jugerez aisément, Monsieur, que j'ai écouté la lecture de ces deux lettres sans entrer dans aucune discussion ni explication sur ce qu'elles contiennent.

A Aranjuez le 25 avril 1776.

*Espagne, t. 580. p. 17*

Bien loin de changer d'avis cependant, le gouvernement de Versailles trouvait plus important tous les jours d'écartier l'action de l'Espagne du continent pour la fixer en Amérique, et plus important de savoir de l'autre côté de l'Atlantique des troupes pouvant opposer une sérieuse résistance à une agression anglaise, car le chiffre des forces expédiées ou préparées à Londres paraissait rendre chaque jour cette agression plus à craindre. Ce gouvernement n'avait pas assez

1178. de forces lui-même pour que son intérêt ne fût pas de faire surtout servir à ce dessein celles de l'Espagne. Lorsque M. de Grimaldi, donna connaissance à Ossun des préoccupations du comte d'Aranda, celui-ci en avait déjà entretenu M. de Maurepas et M. de Vergennes. Mais les deux ministres étaient habitués aux imaginations de l'ambassadeur, ils ne s'étaient point inquiétés des dix ou douze mille hommes de Saint-Domingue. L'obligation où l'Espagne leur paraissait être de chercher prochainement une satisfaction par les armes attirait plus leur attention. Le 30 avril, n'ayant pas encore reçu le pli de son représentant à Madrid, M. de Vergennes lui adressait une dépêche dans laquelle il répétait, avec toute l'autorité que le cours des choses leur donnait à cette heure, les considérations par lui antérieurement émises dans cet ordre d'idées, et il insistait de nouveau sur des mesures que le gouvernement du roi trouvait être les seules compatibles avec le résultat souhaité des deux parts.

Mais dans le cas où, contre notre attente, le Portugal persisterait dans son premier refus, nous sentons que le Roi d'Espagne n'aurait plus d'autre voie à suivre que celle de se procurer par lui-même la juste satisfaction qu'on lui demande et il paraît, M. qu'on s'occupe déjà de cet objet dans le Conseil de Madrid, et que même on n'y délibère plus que sur la question de savoir si c'est en Europe ou en Amérique qu'il sera le plus à propos d'exercer les représailles projetées. Je n'entrerai pas dans la discussion de cette alternative, le Ministère d'Espagne est trop prudent et trop éclairé pour ne pas choisir celle qui peut convenir le mieux à la dignité comme aux intérêts de S. M. C<sup>te</sup>. Je me bornerai à observer, que, de quelque côté que l'Espagne agisse le Portugal sera autorisé à considérer les voyes de fait qu'il éprouvera de sa part comme une déclaration de guerre, et que par conséquent il se croira autorisé à agir de son côté hostilement de la manière dont il le jugera à propos. Il est naturel de prévoir que ce ne sera pas en Europe que M. le M<sup>re</sup> de Pombal cherchera à prendre sa revanche, mais qu'il tournera ses vûes du côté de l'Amérique, les attaques que le Portugal pourra former dans cette partie, lui présentent des succès d'autant plus certains qu'il y a une supériorité considérable que l'Espagne n'y est pas en mesure de lui contester. Il semblerait



résulter de là, M. que dès l'instant que cette dernière puissance aura pris déci- 1770  
dément la résolution de faire courir aux aux Portugais elle doit se mettre en  
même temps dans un état de défense dans ses possessions d'Amérique.

Cette vérité est sentie à Madrid puisqu'on se propose d'envoyer dans la  
Plata une escadre de 9. vaisseaux. Mais ce moyen suffira-t'il pour en imposer  
aux Portugais et pour les contenir? Une escadre pourra protéger Buenos-aires  
Monte video, et peut être le fort San Pedro, mais elle ne pourra pas empê-  
cher les Portugais de faire sur terre, telles incursions, telles conquêtes qu'ils  
jugeront à propos, et de mettre par conséquent l'Espagne dans le cas de faire  
les plus grands efforts pour les expulser. Vous jugerez par là, M. que nous ne  
sommes pas aussi persuadés qu'on paroit l'être à Madrid que la Cour de Las-  
bonas ne fera que des progrès momentanés du côté de Rio Grande et dans  
d'autres points, mais en admettant même cette supposition, il sera toujours  
vrai de dire que l'Espagne ne fera cesser ces progrès, et qu'elle ne les rendra  
ultimes qu'en opposant force contre force, et en partant de cette vérité il  
nous semble qu'il seroit infiniment plus avantageux de les prévenir que d'être  
obligé de les détruire. Dans tous les cas le premier point est moins dispen-  
dieux et plus certain que le second. Toutes ces considérations nous persuadent,  
M. que la Cour de Madrid ne doit pas se borner à envoyer une escadre sur  
dans les mers d'Amérique, mais qu'il est aussi de son intérêt le plus instant  
d'y faire passer des troupes de terre en nombre suffisant, non pour avoir la  
supériorité sur les Portugais, du moins pour leur en imposer et pour la tenir  
dans l'inaction. Tel est, M. dès à présent l'opinion du Roi sur cet objet. Je  
vous en fais part afin que vous puissiez provisoirement la communiquer à  
M. le M<sup>re</sup> du Grinnaki et comme l'effet de vos propres réflexions.

Vous sentirez aisément, M. que cette communication doit être faite avec  
autant de circonspection que de ménagement, afin que ce Ministre ne vous  
suspçonne pas d'avoir l'intention de fronder son sentiment, qui est contraire  
à l'envoi de troupes en Amérique. Les réflexions que je vous transmets ne  
peuvent avoir qu'un seul et unique but, c'est de faire connoître à l'Espagne le  
point de vue sous lequel ses intérêts se présentent, et de remettre à sa con-  
sideration les moyens qui semblent les plus propres à les soutenir. C'est au  
ministère espagnol à les peser et à en décider.

J'ajouterai encore ici, M. que si la Cour de Madrid se déterminoit à envoyer

- 176 des troupes au Paraguay il seroit nécessaire de les faire partir, avant qu'elle fit aucune démarche hostile contre le Portugal, parce qu'autrement cette puissance, sur le premier acte de l'Espagne, feroit partir un aviso pour le Brésil, et prescrirait à ses commandants d'agir de leur côté, et rendroit par là les préparatifs des espagnols infructueux, cette reflexion me paroît d'autant plus digne de l'attention de M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi que le Portugal se tient depuis longtemps en mesure, et qu'il est prêt de faire, quand il le voudra, des tentatives vigoureuses contre les possessions espagnoles.

A Versailles le 30 avril 1776

Espagne 580 n° 64

Momentanément ces raisons eurent leur effet. Succès de plus pour la sagacité politique de M. de Vergennes et qui causa, peut-être, une petite blessure à l'amour-propre du conseiller de Charles III. Le 13 mai Ossun informait le ministre que M. de Grimaldi s'était rendu aux considérations de la dépêche française, déterminé par M. de Galves, son collègue de la marine, en qui cette politique judicieuse trouvait presque toujours un partisan. De son côté le gouvernement de Versailles prenait, à l'égard de l'Angleterre, les mesures de sûreté parallèles aux mesures de suspicion dont celle-ci s'entourait. Elle venait de mettre des croisières dans la Manche et sur l'Océan contre les bâtimens américains se dirigeant vers nos ports ou vers ceux de l'Espagne : ordre avait été donné par suite à notre escadre d'évolution de se tenir entre les caps la Hogue et Finistère, au lieu d'aller faire ses manœuvres au sud de nos côtes, comme elle le devait. En lui annonçant ces dispositions, M. de Vergennes mandait à Ossun que « comme les Anglais ne pouvaient vouloir se compromettre ils se tiendraient plus au large qu'ils ne le feraient vraisemblablement sans cette précaution » Il le chargeait d'en informer M. le marquis de Grimaldi pour que le Roi son maître concourût au même but et fût établi une croisière de correspondance entre son escadre du Ferrol et celle

Espagne 580 n° 62

de Cadix<sup>1</sup>. Aux yeux du ministre, c'étaient là des actes de pure vigilance, ne compromettant point les besoins du ars et ne pouvant donner lieu d'incriminer les intentions. C'étaient des précautions de plus, uniquement. Les conseillers de Louis XVI n'admettaient en ce moment que cela et voilà pourquoi ils ne trouvaient pas nécessaire que, pour châtier les agressions ou les mépris du Portugal, l'Espagne éclatât hors de propos sur le continent, à plus forte raison qu'elle fût éclater la France avec elle par une coopération qui amoindrirait nos moyens et serait intempestivement coûteuse. Aussi, dès que M. de Vergennes est en possession du rapport d'Ossun du 25 avril, il profite de sa plus prochaine dépêche pour dire à l'ambassadeur, à la suite de diverses considérations sur les prétentions du gouvernement de Lisbonne.

M. le C<sup>te</sup> d'Aranda m'a communiqué la dépêche de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi dont vous faites mention M. dans votre lettre n<sup>o</sup> 31. Il m'avait confié précédemment celle qui y avait donné lieu. Je ne puis personnellement que donner des éloges à la prévoyance de cet ambassadeur et à la manière dont il a envisagé les différents résultats qui peuvent naître des démêlés présents de l'Ang<sup>le</sup> avec ses Colonies d'Amérique, je ne suis pas d'ailleurs en état de répondre ministériellement aux manutions qu'il a été chargé de nous faire touchant les précautions à prendre pour la sûreté de nos îles d'Amérique. C'est un article qui ne peut se régler sans le concours du Contrôleur général, nous n'en avons point pour le moment, mais celui qui remplace M. Turgot ayant été longtemps intendant à St Domingue il connoitra mieux les besoins de sa défense et sera naturellement plus porté à se prêter aux moyens de l'assurer. Je ne vous dissimulerai pas cependant mais pour vous seul qu'un transport de 12<sup>00</sup> hommes dans une contrée aussi dévorante et que nous regardons comme un cinquième île paroit une mesure de prévoyance qui ne doit pas se prendre légèrement, d'autant qu'un transport de cette conséquence et si propre à donner les plus

<sup>1</sup> La dépêche mentionnant aussi la mesure prise par le gouvernement du roi : « Sur l'avis que nous avons eu M. que l'Ang<sup>le</sup> va mettre en croisière dans par deux vaisseaux de guerre dans la Manche et de quatre deux autres vais-

seaux et par un nombre de frégates à l'ouest de ses îles pour veiller sur les bâtimens de l'Amérique qui pourroient se présenter pour venir dans nos ports et dans ceux d'Espagne. » *Espagne*, t. 580 n<sup>o</sup> 71.)

1776

justes allarmes aux Anglois devroient necessairement être accompagnées d'une force navale imposante, ce seroit se mettre dans l'état de guerre et dans la supposition que cela ne la rendroit pas inevitable peut être politiquement parlant y auroit il moins de desavantage à la faire qu'à rester dans une inaction aussi oppressive; mais ce n'est pas sur des convenances purement politiques que Les Augustes Souverains de la France et de l'Esp<sup>e</sup> forment leurs résolutions, des principes plus vertueux en font la base. Rien dans ce moment ci ne pourroit legitimer la guerre que les deux puissances pourroient faire à l'Ang<sup>e</sup> nous n'avons ni motif, ni pretexte j'ajouterai même ni intérêt réel à la lui déclarer. Que pouvons nous en effet desirer de mieux que ce quelle fait contre elle même, elle a la generosité de nous épargner même la peine et la dépense de sa destruction. Le Roi a fort approuvé M. que vous ayez évité de discuter avec M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi l'idée de transporter un corps de troupes à S<sup>t</sup> Domingue, vous voudrez bien vous renfermer dans la même réserve, ou si vous ne pouvez vous dispenser de vous en expliquer, peser sur la difficulté par les motifs que je vous ai deduits.

Je vous ai informé dernièrement M. des precautions que le Roi a ordonnées pour se trouver dans un état de resistance convenable au presunt fantaisie du Ministère Anglois de changer de système. Cette prevoyance a transpiré dans la public et y a été bien tôt travestie dans des projets offensifs qui ont attiré l'attention generale. Le ministre d'Ang<sup>e</sup> comme le plus intéressé est venu m'en parler avec assez de discretion cependant pour ne me pas faire presumer qu'il se croiroit en droit de m'interroger. Ma réponse a été franche et honnête; je lui rassuré sur le fait des armemens; je lui ai renouvelé la déclaration des intentions du Roi qui desire sincerement de maintenir la paix et l'intelligence qui subsistent entre les deux Couronnes. Mais je lui ajouté que quoi que nous eussions toute confiance dans les assurances de reciprocité de S. M. Br<sup>e</sup> cependant comme nous ignorons pas qu'il peut être entraîné contre sa volonté et que des subalternes au moment qu'on s'y attendra le moins peuvent former des engagements qu'il ne sera pas dans son pouvoir de reprendre, le souvenir de ce qui est arrivé dans d'autres temps nous rend plus vigilans à nous tenir en état de n'être plus pris au depourvu, que c'est là le motif du travail qu'on pourra remarquer dans nos ports, mais qu'il est au pouvoir de l'Ang<sup>e</sup> de le rendre inutile puis que sa conduite reglera la notre. Cette explication

quoique très bonnête ne plaira pas sans doute à la Cour de Londres qui aimeroit mieux sans doute que nous nous en rapportassions entièrement à sa bonne foi, mais ce seroit par trop demander de la nôtre.

Les dernières nouvelles de Londres annoncent l'évacuation de Boston et la retraite du G<sup>l</sup> Howe à Halifax, on paille du mieux qu'on peut les événements mais quoi qu'on dise c'est un contre temps dont le moindre effet sera d'aporter du changement dans le plan de la guerre et du retard dans son exécution.

A Versailles le 14 may 1776.

*Espagne*, t. 590 n° 45

Le ministre, du reste, continuait sa dépêche en s'efforçant de retourner le cabinet de Madrid. Cédant à l'occasion d'exprimer de nouveau le sentiment si opposé à la guerre qu'il avait formulé dès l'année précédente, il écrivait, avec une philosophie politique dont, malheureusement, le monde civilisé ne pratique pas encore les préceptes :

Nous ne sommes pas surpris M. qu'on s'impatiente à Madrid du silence de M. le M<sup>re</sup> de Pomhal touchant la satisfaction demandée, mais sans vouloir excuser ce qui peut avoir irrégulièrement nous ne le regardons pas ici comme un symptôme de mauvaise volonté de sa part. Ainsi prévenu que latout le minist<sup>re</sup> Portugais que si les griefs n'étoient pas en équilibre la balance penchoit évidemment en faveur du Portugal, ce n'est pas avoir perdu tout à fait le temps que de l'avoir réduit à haïster, et il sera bien difficile que pressé par les représentations de la France et de l'Ang<sup>le</sup> dont la façon de penser est uniforme, il ne franchisse enfin le pas pour lequel il n'avoit encore osé entrevoir que de la répugnance. D'ailleurs après s'être expliqué comme il la fait avec M. le M<sup>re</sup> de Blosset qui alloit s'occuper à satisfaire l'Esp<sup>le</sup> nous devons nous attendre à apprendre d'un ordinaire à l'autre que D<sup>re</sup> Innocenzio de Souza aura eu ordre de donner la déclaration expresse. Celle-ci faite il est à désirer M. que S. M. C<sup>te</sup> écoutant plus sa magnanimité que son ressentiment n'exige pas des conditions trop rigoureuses qui feroient infailliblement la matière d'une nouvelle négociation incidente et une perte de temps considérable. Si l'intérêt du Portugal est de prévenir que la contestation présente ne puisse devenir le sujet d'une guerre dans un moment où il ne peut pas espérer une grande assistance de la part de son allié, celui de l'Esp<sup>le</sup> invite à profiter de la même

176. circonstance pour trancher radicalement la difficulté par une composition amiable. Indépendamment que l'humanité sollicite de préférer cette voye, l'expérience dépose que la guerre ne fut presque jamais un moyen efficace pour terminer pérennitoirement les querelles de cette espèce. Les dépenses immenses quelle occasionne même lorsqu'elle se fait le plus heureusement, amènent bien tost la lassitude et l'épuisement. On finit parce qu'on ne peut plus continuer les mêmes efforts; et le plus souvent le nœud de la difficulté n'est pas même effleuré; c'est presque toujours à recommencer. Il n'est pas possible que cette considération présentée à propos ne fit l'impression la plus victorieuse sur le Roi C<sup>q</sup>ue et son ministère dont les principes honnêtes et vertueux doivent les porter à envisager la guerre même la plus juste comme la plus grande des calamités. Nous nous en rapportons bien à vous M. sur le tems et la manière de le faire sentir lorsque vous le jugerez nécessaire.

Si l'Espagne étoit dans l'obligation de faire passer une escadre à Buenos aires il seroit sans doute indispensable quelle y joignit un corps considérable de troupes pour avoir du moins égalité si non la supériorité des forces de terre dans le Continent; peut être seroit il à désirer que cette précaution eut été prise l'année dernière, elle eut fait un grand véhicule pour l'avancement de la négociation du fond principal. M. de Pomhal auroit plus franchement qu'il ne le fait et se montreroit plus coulant si voyoit l'Esp<sup>e</sup> en mesure de se faire prompte et brève justice. Si les précautions précipitées qu'il cumule en Europe indiquent qu'il craint d'y être attaqué c'est un leurre pour attirer l'attention publique et peut être pour détourner l'Espagne du seul effort qui sembleroit devoir occuper sa prévoyance.

*Espagne, 1 580, 1<sup>re</sup> 95*

Toutefois, le marquis d'Ossun tenant la cour d'Espagne pour butée au désir d'avoir cette petite armée française à Saint Domingue. Il répond qu'en temps opportun il fera usage des réflexions de M. de Vergeannes, mais que le ministère regarde ce concours comme indispensable, que Charles III voudrait voir dans file au moins 8,000 Français pour résister à une agression subite de l'Angleterre jusqu'à ce que l'on puisse y faire passer les secours nécessaires; il conseille d'y envoyer quatre ou cinq bataillons, afin de montrer notre sincère

ntention de participer à la défense des possessions espagnoles si les Anglais les attaquaient, « objet, disait-il, sur lequel le ministère de Madrid se permettait quelquefois d'avoir des doutes et de les communiquer au Roi Catholique ». Ce ministère avait ses raisons pour se faire ainsi défendre par la France et n'employer que très peu ses propres forces. M. de Grimaldi ne méconnaissait sûrement pas le désarroi où elles étaient. Peut-être faut-il chercher là en partie le secret de son insistance. Ossun, revenant à la charge auprès du roi pour le décider à se bien armer à Buenos-Ayres, s'entend répondre par le monarque que, « tout bien considéré il n'enverrait ni troupes ni vaisseaux qu'au cas qu'il se verrait obligé de prendre par la force la satisfaction qui lui était due; qu'il ne voulait pas dépenser par pure précaution deux ou trois millions de piastres, perdre des hommes et diminuer le volume de ses forces maritimes en Europe, mais que s'il était forcé de le faire par la conduite des Portugais, ce serait tout de bon et qu'alors il y dépenserait non seulement trois millions de

Ossun claudit textuellement : « Vos observations, Monsieur sur l'envoi d'un corps de 2 à 3 mille hommes à S. Domingue proposé par la Cour de Madrid, sont d'une justice et d'une évidence évidentes, j'entends d'entrer en aucune discussion à ce sujet, et si l'on me le permet je ferai usage des réflexions que vous avez eu la bonté de me suggérer. Je ne dois pas cependant vous laisser ignorer que le ministère Espagnol regarde comme une chose importante et d'une prévoyance indispensable que la France ait à S. Domingue des forces suffisantes pour opposer aux Anglais, s'ils entreprennent la conquête une résistance qui donnerait le temps aux deux Couronnes d'y faire passer des secours. Le Roi d'Espagne en son particulier s'occupe de la défense éventuelle de cette île et de la responsabilité qui il était d'y pourvoir sans les honneurs de ne dire qu'il faudrait au moins que la France y

« ait un corps de huit mille hommes. Je lui répondis que je croyais qu'Elle y en avait déjà un de trois ou quatre mille ans. Monsieur je présume que si le Roi jugeoit à propos d'y faire passer en détail 4 ou 5 bataillons cela tranquilliserait le ministère de Madrid, et l'affermirait dans l'idée que la France veut sincèrement concourir à la défense des Indes Espagnoles si les Anglais les attaquent. objet, sur lequel ce ministère se permet quelque fois d'avoir des doutes et même de les communiquer au Roi Catholique. enfin je pense que si le Roi en prenant le parti que j'indique témoignait à l'Espagne qu'il convient qu'Elle fût passer à tout événement quelques mille hommes de renfort à Buenos ayres S. M. Cath. n'y déterminerait malgré la contrainte d'avis qu'il peut encore y avoir à cet égard entre ses ministres. » 27 mars. *Exposé* (500 n° 28)

... 70 piastres, mais jusques à sa chemise ». Afin de fixer exactement sa cour sur le parti pris de celle d'Espagne, l'ambassadeur ajoutait :

Telle a été l'expression de ce Prince, auprès de qui l'avis de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi a sans doute prévalu sur celui d'un autre de ses Ministres a qui j'ai répété ce que le Roi son maître m'avait dit, il m'a répondu qu'il ne le savoit que trop et qu'il tremblait que les Portugais profitant de leur grande supériorité du côté de Buenos aires, ne portassent enfin un coup considérable qu'il seroit ensuite bien difficile de réparer, de manière qu'il desireroit presque que la Cour de Lisbonne refusât de donner une satisfaction convenable parce qu'alors il faudroit nécessairement que l'Espagne envoyât la-bas des forces de terre et de mer considérables. Ainsi, M<sup>r</sup>, il n'y a plus lieu d'espérer qu'elle en expédie de médiocres par précaution.

A Aranjuez le 3 juin 1776.

*Espagne* t. 580 n<sup>o</sup> 169.

Cette question de Saint Domingue va tenir beaucoup de place dans les relations des deux pays. Elle n'était peut-être, d'abord, qu'une manière de rétorquer au cabinet français ses conseils réitérés d'envoyer des troupes et des vaisseaux en Amérique; M. de Grimaldi aurait alors suggéré au comte d'Aranda d'en mettre en avant l'idée comme venant de lui, afin de se trouver à l'aise devant les objections qui y seraient faites. Mais si l'ambassadeur eut vraiment cette idée lui-même, c'est qu'il se trouvait dans le programme des *Aragonais* de tirer ce gage de la France. Toujours est-il que la demande de Madrid va devenir une pierre d'achoppement. M. de Grimaldi, son successeur, le roi sous leur inspiration, y puiseront avec persistance des motifs de récriminer ou de bouder, finalement de reculer les échéances. On n'était qu'au début de ces divergences et il en naissait déjà des propos que les serviteurs de la politique anglaise envenimaient à Londres et au Pardo.

A Londres, le bruit que l'Espagne allait envahir le Portugal passait pour fonde dans les sphères politiques. On disait qu'elle dirigeait des régiments sur sa frontière; qu'une guerre européenne allait en surgir; que l'Angleterre, dès lors, avait plutôt lieu de ne pas calmer.



la cour de Lisbonne et d'utiliser son hostilité que de chercher à l'amoindrir. Le prince de Masserano lui-même donnait des raisons de croire à ces dires. Il contenait si peu son sentiment national, blessé par la déloyauté diplomatique de M. de Pombal, qu'il avait amené un jour lord Suffolk à lui répondre que « le Portugal savait qu'à lors il ne serait pas abandonné de l'Angleterre<sup>1</sup> ». Notre chargé d'affaires devenait hésitant, par suite, dans la médiation qu'il avait à suivre et il transmettait à Versailles des avis s'inspirant plus que de raison de ces rumeurs dissolvantes. Mais la pensée, à tout prendre, de faire servir un jour prochain l'accord commun au relèvement de la France animait trop les conseillers de Louis XVI pour qu'ils laissassent ainsi troubler leurs plans. Ils affirmaient fermement à Garner « les véritables dispositions du Roi Catholique et de ses Ministres », ce prince, lui écrivait-on le 25 mai en réponse à un rapport du 15, tout inspiré des suppositions faites pour affaiblir l'union des deux Couronnes,

Ce Prince, en autres termes qu'il veut soutenir les droits et la dignité de sa

<sup>1</sup> Rapport de Garner, du 15 mai. Le chargé d'affaires avait notamment fait connaître le 3 la conversation suivante de l'ambassadeur avec lord Weymouth. « M. l'Ambassadeur d'Espagne a fatigué du silence du Ministre Anglo sur cette affaire avant le même jour essayé de rompre la glace avec le Lord Weymouth en marquant à ce Ministre que comme il ne lui disait rien des affaires du Portugal, il ne lui en parlait pas non plus. Le Lord Weymouth répondit qu'il n'avait rien à lui dire là dessus, à quoi, l'Ambassadeur repliqua dans les mêmes termes. Néanmoins la conversation s'engagea et M. le Prince de Masserano ne négligea rien pour faire sentir au Ministre Anglo que M. de Pombal trompe la Cour de Londres ainsi que celle de Madrid qu'il ne cherche par ses offres de médiation et d'arbitrage qu'à jeter du la poudre aux yeux, sans autre intention que de gagner du temps, et que le seul moyen qu'ait l'Angleterre de le déter-

miner à faire la satisfaction convenable est de lui signifier qu'elle l'abandonnera s'il a l'impudence de y refuser plus longtemps. L'Ambassadeur attribua la modération du Roi aux craintes en pareilles circonstances à la crainte de troubler le repos de l'Europe ajoutant que si Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>le</sup> survenait le secours de ses sujets elle donnerait le Portugal. » *Angleterre* t. 5, 6 n° 7. Dans son rapport du 15 juin il disait encore : « Cet Ambassadeur m'a plus d'une fois répété la même discours. Il m'a dit de plus que l'Espagne avait quelquefois fait la guerre avec elle qu'elle étoit aussi trop de politesse et qu'il trouvoit de la bassesse à souffrir les outrages d'une petite Puissance comme celle du Portugal et étoit d'autant plus porté à croire que ses sentiments ne lui étoient pas particuliers que je n'ai jamais entendu un Espagnol parler sans éloges de M. de Pombal et des Portugais. » *Ibid.*, n° 90.

- (1770. Couronne, desirant autant que nous le maintien de la paix; il ne cesse de nous en donner les assurances les plus positives, et nous devons les croire d'autant plus sincères que sans doute il ne presume pas devoir nous entraîner dans une guerre à notre insu, ou qu'il ne se propose pas d'en supporter seul le fardeau et les dangers. Telle est, M., la façon de penser du Roi et de son Conseil sur les vues et sur la politique de la Cour de Madrid; si vous avez des indices qui doivent affaiblir notre sécurité à cet égard, votre exactitude et votre zèle vous porteront sans doute à nous les communiquer, je vous invite en particulier à me transmettre les notions sur lesquelles vous fondez les intentions secrètes que vous supposez à S. M. C. par rapport au Portugal, cette connaissance devant nous éclairer sur la marche qu'il nous conviendra de tenir à l'égard de ces deux Puissances. J'ajouterai, M., que malgré la supériorité incontestable des forces de l'Esp<sup>e</sup> sur celles du Portugal, je ne les crois pas disposées de manière à ce que le Roi C<sup>te</sup> put vouloir tenter seul avec succès l'invasion et la conquête du Royaume de Portugal

*Angleterre, 15 6 n° 63. Maute de Gerard*

Cela était dit à Garmer pour sa gouverne personnelle, « pour lui seul », écrivait-on : « vous n'avez absolument aucun usage à en faire vis-à-vis de qui que ce soit. » Mais le 15 juin, le ministre, de sa main, reprend le thème officiellement. Relevant avec le chargé d'affaires les griefs qu'on a leguait contre l'Espagne, il approvisionne ce dernier de raisons pour défendre le gouvernement de Madrid comme s'il se fût agi de celui du roi lui-même.

C'est une idée assez généralement reçue en Ang<sup>re</sup> et dans plusieurs autres Cours que le Roi C<sup>te</sup> et son Ministère inclinent plus à la guerre qu'à la paix; l'entreprise sur les isles Falkland avait donné lieu à cette prévention qui s'est soutenue sans qu'on voye trop sur quel motif car on ne peut pas prendre pour un germe d'inquiétude dangereuse pour l'Europe la tentative que l'Esp<sup>e</sup> fit l'année dernière contre Alger. Il est sensible que si elle avait eu des vues cachées contre toute autre puissance elle n'aurait pas été usée aussi inutilement que le le fit ses forces dans cette contrée sauvage.

L'inertie du règne de Ferdinand VI avait fait considérer l'Espagne comme

incapable d'aucun effort, Charles III son successeur voulant changer cette opé- 1776.  
ration a senti que ce n'étoit que sur la mer qu'il pouvoit rencontrer ses vrais  
ennemis. Bien pénétré de cette vérité il a porté toute son attention a se mon-  
trer sur cet élément dans un état de force et de puissance. Les progrès qu'il  
y a faits et ceux dont il continue a s'occuper ne pouvoient pas plaire aux  
Anglois qui se sont attachés à faire envisager à la partie de l'Europe la plus  
disposée à accueillir leurs préjugés, la sage prévoyance du Roi. C'est comme  
l'effet d'une inquiétude alarmante pour ses voisins et pour toutes les puissances  
intéressées au maintien de la tranquillité générale.

C'est moins dans les raisonnemens que dans les faits qu'on doit chercher les  
principes qui animent les conseils des grands princes. Si on examine impar-  
tialement toute la conduite du Roi C'est qu'on n'y découvrira rien dont on doive  
inferer que la guerre flatte de préférence son inclination. Pouvoit il voir tran-  
quillement et avec indifférence les Anglois former leurs établissemens de Falk-  
land dou ils se seroient rendus aussi incommodes en paix par la contrebande  
qu'ils auroient versée dans la mer du Sud, que nuisibles en guerre par les  
entrepôts qu'ils y auroient pu établir pour leurs escadres? Qu'a fait depuis ce  
Prince qui ait pu causer de l'outrage? Si l'on plaie à la Cour de Lisbonne de  
regarder comme une déclaration de guerre les manifestes que les officiers  
espagnols ont publiés dans l'Amérique Méridionale pour réclamer des terrains  
au moins litigieux? S'ils ont fait avancer quelques forces dans cette partie pour  
s'opposer aux incursions et aux devastations des Portugais? le Roi d'Esp<sup>a</sup> a usé  
en cela du droit qui compete à chaque souverain de prévenir l'usurpation de  
ses domaines et de protéger ses sujets contre l'oppression étrangère. Il suffit  
d'aillieurs de lire les memes manifestes pour se convaincre qu'ils ne disent pas  
à beaucoup près ce que le Portugal veut leurs faire dire, ajoutons que si le  
Roi d'Espagne avoit le dessein d'expulser de vive force les Portugais des ter-  
rains qu'ils lui detiennent, il auroit soutenu sa resolution par les mesures les  
plus effectives. Cependant il est notoire qu'il n'a point encore augmenté son  
état militaire dans la partie de Buenos aires, quoi qu'il ignore pas lui même  
et qu'il soit à la connoissance de toute l'Europe que depuis deux ans le Portugal  
n'a cessé de s'y renforcer, et qu'il y est maintenant dans un état de supério-  
rité à inquiéter l'Espagne si elle ne trouvoit dans sa puissance la sûreté que  
son voisin n'aura pas la tentation de l'insulter.

76. On objectera peut être M. que l'Espagne a pour le présent de grandes forces maritimes en activité. La conclusion la plus naturelle est que voyant un violent incendie allumé dans son voisinage, et la mer couverte de nombreux armemens qui sous prétexte d'y porter secours pourroient bien avoir une autre destination, elle croit de sa sagesse de faire voir qu'on ne tenteroit pas impunément de la surprendre. D'ailleurs les Anglois n'ont ils pas établi même pendant la paix une escadre d'observation sous le nom de vaisseaux de garde ? Si l'imitation de ce qu'ils pratiquent les inquiète, qu'ils se reprochent donc d'avoir donné un exemple qu'ils devoient s'attendre qu'il seroit suivi.

Il retraçait après cela l'attitude de l'Espagne depuis le début de la querelle, il la montrait prête, d'elle-même, aux moindres indications d'arrangement qu'on avait fait entrevoir, se contenant devant les faux-fuyants du Portugal quoique son impatience eût été excusable. Il ajoutait :

Je n'aurois pu m'épargner tout ce détail, M., mais je l'ai crû nécessaire à votre instruction. Vous avez sous les yeux la suite et le enchainement des faits, je ne suis pas embarrassé que vous ne n'en fassiez usage dans l'occasion pour rabattre les préventions qu'on se plaît à nourrir contre le génie belliqueux du Roi d'Esp<sup>e</sup>. Il sera bon que vous mettiez les Ministres B<sup>q</sup>ues en garde contre les suppositions hasardées des Portugais. Ceux-ci qui n'ont d'existence politique que dans leur union avec l'Ang<sup>e</sup> cherchent par tous les moyens possible à révéler son intérêt et à exciter ses inquiétudes. Ce ne peut être que dans cette vue qu'on a répandu que l'Esp<sup>e</sup> faisoit marcher 28 ou 29 régimens vers la frontière du Portugal. Je ne sais pas ce qui arrivera par la suite mais jusqu'à présent le Roi C<sup>q</sup>ue n'a fait aucune démonstration menaçante contre son voisin, et si il avoit eu le projet de l'attaquer, çauroit été moins en Europe que sur le vrai théâtre de la querelle.

A Versailles le 15 juin 1776

Angleterre, L. 5 6 n<sup>o</sup>. 18

A Madrid, c'était la défiance et les sentimens défavorables que l'on s'efforçoit d'inspirer contre nous. La pensée que l'état de nos forces et de nos finances ne nous permettait pas d'appuyer l'Espagne, que

nous la retenons pour cela, en était l'expression la moins désavantageuse, et M. de Grimaldi la répandait ouvertement. Il en résultait parfois une amertume qui aurait plus que refroidi les deux cours si M. de Vergennes, tout en ne dissimulant pas à l'ambassadeur le froissement qu'il en ressentait, eût autrement répondu aux malveillances qu'en montrant combien les adversaires en profiteraient. Aucune occasion ne lui échappait de rappeler le ministère espagnol au sang-froid à l'égard de Lisbonne et à la préoccupation des événements dans lesquels les deux Couronnes pourraient se voir un jour intéressées. Il écrit à Ossun le 14 juin :

Le Roi a donné trop de preuves de sa fidélité à remplir ses engagements et de son amour pour le Ro. C'est pour qu'on puisse jeter le moindre doute sur son exactitude à cet égard lorsque l'occasion le requerra. Il ne m'est pas nouveau cependant que le Ministère Espagnol en laisse percer toutes les fois que ne nous l'ayant pas à son impétuosité nous ne cumulons pas des mesures qui étant prises sans nécessité peuvent avoir le double inconvénient d'attirer l'orage qu'on veut éviter et d'intercepter les efforts postérieurs qu'on pourroit se trouver dans la nécessité de faire. Nous avons pourvu l'année dernière à mettre nos vais dans un état quelconque de défense en y faisant passer un renfort de six bataillons lesquels joints aux troupes coloniales forment un total de plus de huit mille hommes. Si la sûreté des établissemens espagnols ou des nôtres exigeoit une plus grande force il seroit indispensable de la faire soutenir par une escadre. Vous sentez M. que dans le moment où nous serions partir celle-ci les Anglois en enverroient une autre à sa suite au moins de force égale, et que le résultat le moins désavantageux seroit que cette apparence de diversion les porteroit à brusquer un accommodement avec leurs Colonies sauf à se dédomager du mauvais marche qu'ils feroient aux dépens de qui ils pourroient. Peut être le ministère Anglois nous sauroit-il gre de lui fournir le prétexte pour se tirer du fâcheux engagement dans lequel il se trouve embarqué.

Si on peut prendre confiance dans les nouvelles que nous recevons de Londres le siège de Quebec est levé et les Américains ont été mis en déroute dans la Canada. Les Anglois acquièrent par ce succès un peu de terre dont ils

- .776. pourront suivre les opérations de la guerre. Ce n'est pas un inconvenient pour nous. Ce que j'aprehendois principalement étoit que naissant aucun endroit où s'établir le desespoir et la honte ne les jettassent sur nos possessions ou sur celles d'Esp<sup>e</sup> ne les troublons point dans leur acharnement p<sup>r</sup> combattre leurs concitoyens. Laissons les sepuiser dans cette guerre civile et reservons nos efforts pour ne les employer qu'à propos et utilement, peut être dans ce moment l'Espagne a telle des moens plus abondans que nous pour l'autoriser à sacrifier à des demonstrations extérieures, mais la guerre qui resserrerait necessairement ses moens elargiroit les notres. Cela peut paroître paradoxal, rien n'est plus vrai cependant. la guerre autorise chez nous des crûes d'impositions qu'on ne pourroit établir en tems de paix sans trop faire murmurer. Au reste les travaux que je vous ai annoncé qui avoient été ordonnés dans nos chantiers se suivent avec succès, ils ne se borneront pas à l'objet indiqué.

A Versailles le 14 juin 1776

Espagne 580 n°

Et cependant on avoit à Versailles de légitimes causes d'impressions fâcheuses, à l'égard du cabinet de Madrid. Un incident, qui s'étoit produit de la part de la marine espagnole, sur la côte barbaresque, en fit déborder le trop-plein. Le navire français le *Septimane*, ramenant de Constantinople à Alger, où il étoit allé le prendre un peu avant, un ambassadeur du Dey, s'étoit vu visiter par deux frégates de guerre espagnoles et amener à Carthagène. Il étoit retenu prisonnier sous le prétexte que des fers, des toiles, des objets de mâture, que l'ambassadeur disoit être des présents, constituaient une contrebande de guerre destinée aux Algériens. Un échange animé de réclamations, de notes, de réfutations avoit eu lieu par suite et l'Espagne y avoit apporté le désir de ne pas avoir tort jusqu'aux limites extrêmes de la bonne foi. Notre situation chez les Barbaresques exigeoit que nous fissions respecter leurs droits. Le consul français à Alger présentant l'affaire ainsi avec insistance et ainsi l'avaient traitée les deux départemens des Affaires étrangères et de la Marine. Le cabinet

Espagne 1 580 n° 89 à 96

crut reconnaître là des difficultés calculées. M. de Vergennes eut à rétablir, dans une dernière et minutieuse réplique, le sens exact des faits et celui des traités. Il dut préciser ensuite au marquis d'Ossun l'appréciation que portait le gouvernement sur cette manière d'être d'un allié à qui notre intérêt constant aurait dû en dicter une tout autre. Sa dépêche laisse mesurer tout ce que le gouvernement du roi sacrifiait déjà de froissements intimes à l'utilité de l'alliance; elle était le second de trois plis que le ministre faisait partir le même jour et qu'il avait minutés de sa main en les numérotant en tête. Il convient de la reproduire ici. La fierté digne qui anima la politique de M. de Vergennes avec l'Espagne, la sincérité et l'émotion de ses sentimens dans l'œuvre du relèvement de la couronne de France se sont rarement mieux révélées.

A Versailles le 29 juin 1766.

J'ai l'honneur de vous envoyer M. une lettre du 17 juin que M. de Sartine m'a écrite et les copies de deux lettres du Conseil du Roi à Alger. Celles-ci vous instruiront de notre position dans ce pais-là et des dangers qui l'accompagnent. Ces pièces sont pour votre instruction particulière et ne doivent point être communiquées, cependant dans le nombre des faits et des réflexions qu'elles contiennent vous en trouverez que vous jugerez propres à faire une impression salutaire, rien ne doit empêcher que vous ne fassiez usage soit dans vos conversations soit dans les offices que vous pourrez être dans le cas de passer par écrit.

Je ne puis trop vous recommander M. de prendre la lettre de M. de Sartine dans la plus sérieuse considération, elle présente une vue admirable et d'une saine politique. Elle est infiniment mieux détaillée que lorsque je vous chargeai il y a déjà plusieurs mois de la présenter.

Si le ministère d'Esp<sup>e</sup> vouloir bien calculer ses vrais intérêts et si, sans faire celer son ressentiment jusqu'à imposer contre Alger une convention aussi supérieure que celle d'exclure les Anglois de la Méditerranée, il n'hésiteroit pas d'adopter l'idée qu'on lui propose et nous pourrions espérer d'atteindre bientôt au but qui occupe la prévoyance et les soins du Conseil du Roi. Mais les préjugés paroissent avoir plus d'influence dans celui d'Esp<sup>e</sup> que

1776 Les intérêts qui méritent le plus d'être sentis et profondément réfléchis. Cette nation trop enflée de son antique grandeur et de l'assurance de ses forces qui se voit que ses représentatives se croit dans la possession de donner des lois à l'univers. Parents amis comme rivaux, tout selon elle doit respecter ses caprices. Nous en faisons M une triste expérience. Le Roi la sent vivement, et la dissimule ce n'est que parce qu'il est bien convaincu que le Roi Cqûs est plus tort entrainé par précipitation à l'injustice dont nous nous plaignons que déterminé par son propre sentiment à la commettre et à la soutenir. D'ailleurs le voix du sang qui se fait entendre au fond du cœur de Sa M<sup>te</sup>, y fait taire le cri de sa gloire outragée et de ses intérêts essentiels blessés. Cepend<sup>t</sup> les biens du sang que nous avons formés à si grand prix et auxquels nous faisons fidèlement honneur sont sans correspondance; car enfin il est notoire que notre condition en Esp<sup>e</sup> est fort au dessous de ce qu'elle étoit du tems de la dynastie autrichienne et fort inégale à celle des Anglois. Ces biens du sang ne seront donc bientôt plus M que des mots vuides de sens si l'on croit que d'une part l'on peut tout se permettre et que de l'autre on doit tout souffrir. Nous aurons jamais l'injustice de former une pareille prétention mais nous ne pourrions aussi jamais y succomber.

Le Roi fidèle à ses principes de justice et de magnanimité remplira fidèlement M toutes les obligations des traités et tous les engagements de son amitié envers la maison d'Esp<sup>e</sup> qui est un vaneau de la sienne; il ira même au delà lorsqu'il s'agira de lui donner des preuves de sa tendre affection. Mais si des sentimens si propres à exciter l'émulation de les imiter ne sont payés d'aucun retour, si des décisions arbitraires, si des actes de prépotence sont le prix et le salaire de nos complaisances et de notre attention vigilante pour tous les intérêts d'un allié cher; je ne dirai pas comment soutenir une intimité qui à Dieu ne plaise qui cesse d'être inséparable, mais comment en maintenir l'apparence et la représentation, ce sont elles cependant qui constituent la force habituelle d'une union qui ne peut se montrer toujours armée. Vous êtes trop éclairé M pour ne pas sentir quelles peuvent et doivent être les conséquences d'un refroidissement entre parents qui cessent d'avoir les mêmes intérêts.

Nous ignorons pas M que les sentimens qui sont gravés dans le cœur du Roi notre maître le sont également dans celui du Roi Cqûs, mais qu'importe si des surprises en détournent l'effet et portent sur nous d'une manière par



116  
trop humiliante. Il est un premier devoir des Rois, celui dont ils sont comptables, la justice. Ils la doivent à leurs égaux qui peuvent se la faire rendre et à leurs sujets qui ne peuvent que l'implorer, c'est la base essentielle de toutes les vertus Royales, sans elle il n'est plus de véritable grandeur plus de lien social. Le Roi qui établit la gloire de son règne sur sa justice doit support et protection à ses sujets lorsqu'ils la leur demandent. Il lui seroit sensible de devoir plus insister en Espr<sup>t</sup> pour l'obtenir qu'auprès de toute autre nation dont il lui seroit libre de se faire raison. On nous juge bien à Madrid si l'on se persuade que nous ne voulons pas en venir à cette extrémité, mais en rendant justice à nos intentions peut être se méprend on sur leurs motifs. On y presume peut être trop et de la prospérité apparente dont on y paroit joindre et de l'épuisement dans lequel on nous suppose et qu'on se plaît à exagérer. Qu'on ne se trompe pas, la France quoi que chargée d'une dette considérable est encore en état de la re front à toute puissance qui oseroit la braver, si le Roi chérit la modération, si la prend pour base de sa conduite et de ses conseils, c'est qu'il la croit préférable à une jactance qui ne lui et ne sera jamais bonne à rien, c'est qu'il pense que le sang et les trésors de ses peuples ne doivent pas être sacrifiés inutilement à des démonstrations et à des guerres sans intérêt et sans objet, à Sa M<sup>te</sup> m'aime quelques fois et recommande sa façon de penser à l'Espr<sup>t</sup> c'est par ce quelle la croit analogue à ses vrais intérêts. Au reste nous n'ayons les ressources de personne, les nôtres sont en nous mêmes, et le Roi trouvera toujours dans la bourse et dans le cœur de ses sujets toutes celles qui lui seront nécessaires pour venger l'honneur de sa Couronne offensée, pour soutenir une guerre juste et pour remplir avec fidélité tous ses engagements.

Vous sentirez M. que cette instruction n'est pas faite pour être livrée au ministère Espagnol, c'est ce qui me fait prendre le parti de vous l'adresser par un courrier, en vous faisant connoître les vrais sentiments du Roi, je vous indique le ton que vous devez désormais prendre. Nous avons eu trop longtemps celui de supplanter et l'Espr<sup>t</sup> celui de la domination, il est fâcheux qu'on ait permis cette différence, il est temps de revenir à la légalité. Vous connaissez le cœur du Roi Léopold, les mouvements dont il est susceptible et les ressorts qui le déterminent. C'est à vous à les mettre en œuvre et à le prémunir contre les surprises dans lesquelles on pourroit l'entraîner. Il n'est pas facile de se persuader que l'insouciance seule a présidé à la rédaction de la lettre à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda

1776

que M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi vous a remise, vous connoissez la jalouse de l'Ang<sup>e</sup> contre le pacte de famille, l'objet unique de son inquiétude, le desir quelle a de le rompre, les efforts quelle y fait constamment, et ce qui est plus fâcheux encore l'influence quelle a parmi les ambassadeurs en Esp<sup>e</sup> et peut être l'appui quelle y trouve pour toutes ses vues. Tout cela vaut bien la peine que nous nous en occupions sérieusement. Mais ce pacte aussi cher au Roi qu'il est intéressant pour la sûreté et pour la prospérité des deux monarchies ne se soutiendra qu'imparfaitement et manquera son effet si l'Esp<sup>e</sup> ne se peinant pas à redresser la balance, se croit et veut paraître l'arbitre souverain et prépotent de l'union.

Vous m'avez fait dire M. par M. le B<sup>e</sup> de Grandpré que si l'on vous laisse plus de liberté pour reprendre le ton convenable trop longtems négligé vous sauriez en imposer par le Roi Cq<sup>ue</sup> lui même à l'arbitraire de ses ministres. Je vous sera la hâte que vous avez désiré de jouer, et je ne suis point inquiet que vous ne la jouiez avec autant de prudence que de dextérité. L'intention du Roi n'est point que vous employiez ni le ton de reproche ni celui de la menace mais que profitant des accès faciles que vous avez auprès de S. M. Cq<sup>ue</sup>, du goût quelle a pour s'entretenir d'affaires et du desir quelle a qu'on croie que rien ne se fait que par elle vous la prépariez par vos réflexions à former elle-même la conséquence qui doit dériver de l'injustice de la saisie et de la confiscation des effets sequestrés à bord du navire français le Septimane. L'entreprise est faite à la face de l'Europe et de l'Afrique, la violation des traités est aussi publique que manifeste, elle ne peut échapper à quiconque veut bien prendre la peine de lire, le refus persévérant de la main levée mettroit donc le dernier recours à la violence. Le Roi Cq<sup>ue</sup> dont l'ame est sensible, noble et juste démontrera bientôt à l'aide de ses propres sentimens et du fil dirigéant que vous lui tendrez le point extrême ou de pareilles entreprises trop souvent répétées et jamais réparées aboutiraient que des entraves les traités et celui qui a constitué des droits au trône d'Espagne à la maison qui y règne peut être sans force et sans vigueur.

Ces considérations ont paru d'une si grande force au Roi que Sa M<sup>e</sup> pense que Sa M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi obstine à se refuser au redressement que nous réclamons, vous ne devez pas hésiter à demander une audience particulière au Roi Cq<sup>ue</sup>. Après lui avoir communiqué un extrait succinct et bien fait

de ma lettre citée 1<sup>re</sup> et avoir employé toutes les raisons victorieuses que fournit le traité des Pyrénées pour pulvériser les subtilités et les sophismes qu'on nous oppose, vous vous attacherez à enrouvoir son avis par toutes les considérations de dignité, de justice et delevation que nous vous suggérons. Peignes lui notre union reputée si intime ébranlée dans l'opinion publique et des lors dénuée de cette force imposante qui seule l'aurait fait respecter indépendamment de tous autres moyens. Rendes lui sensible le tableau comparatif de notre situation dans son Royaume et de celle des Anglois, ceux ci facilités avantagés en tout, prévenus même sur tout, tandis que la vexation, l'oppression, l'injustice souvent même le mépris le plus insultant sont le partage que les sujets du Roi éprouvent dans les tribunaux, les douânes et dans tous les endroits qui sont hors de la vue de S. M<sup>te</sup> C<sup>te</sup>. Qui mieux que vous M<sup>te</sup> pourroit représenter avec énergie cette différence vous en avés tous les jours lembarras et le degout. Ce n'est pas ainsi que les Espagnols sont accueillis et traités en France, ou l'on a pour eux les plus grands égards et on les traite avec les menagemens convenables entre de vrais amis.

Si tout cela ne fait pas sensation, il faudra sabandonner au cours des evenemens et nous replier sur le temoignage que nous nous devons à nous même que nous n'aurons rien negligé pour detourner les sinistres augures qui peuvent menacer l'union des deux Couronnes.

Voilà M<sup>te</sup> une ample matiere pour l'exercice de votre zele de votre prudence et de votre dextérité. Nous pourrions etre inquiets de l'issue d'une commission aussi delicate si elle etoit remise à un ambassadeur moins sage moins habile et moins rompu aux grandes affaires. Vous n'avez rien à desirer M<sup>te</sup> de la confiance du Roi et de la justice qui vous rend Sa M<sup>te</sup> à vu et aprouve ce que je vous écris.

Vous voudres bien M<sup>te</sup> regarder la lettre de M<sup>te</sup> de Sartine comme une addition d'instruction, c'est ce qui me dispense de vous recommander l'ouverture pour la paix entre l'Esp<sup>e</sup> et Alger dont la convenance ne devroit pas echapper à la premiere. Il sera bon cependant d'attendre que l'idée soit goutee et adoptée avant de rien innover touchant les donatives que M<sup>te</sup> de Sartine propose.

Après ce qui a été remarqué de l'influence des subalternes à la Cour où vous etes, nous avons peut être à nous reprocher de l'avoir negligée. Comme ce n'est pas par des raisonnemens qu'on les gagne et que nous ne voulons rien.

1770 onent. pour raffermir si est possible le système abrégé de l'union, marqués nous ceux que vous croiriez intéressans à acquiescer et quels seraient les moyens que vous estimés qu'on pourroit y employer.

J'ai l'h<sup>r</sup> d'être, etc.

*Espagne, t. 380 n° 197*

Trois mois auparavant, dans un grand débat à la chambre des lords sur les conventions passées par les ministres anglais avec la Hesse pour la location de ses troupes, milord Sandwich, rappelant qu'il avait signé beaucoup de traités au nom de son souverain, avait dit qu'il « s'était  
« plus d'une fois aperçu que les puissances auxiliaires n'abusent que  
« trop des circonstances favorables à leurs intérêts et que les besoins  
« indispensables d'un allié forment pour elles une raison de vendre  
« cherement à celui-ci les services et les secours qu'elles lui prêtent »  
Le souvenir de ces paroles vint peut-être à l'esprit de M. de Vergennes, déjà aux prises avec l'égoïsme de l'Espagne. Il devait bientôt avoir de plus regrettables occasions de se les rappeler. Sa dépêche semblait reconnaître que, de l'avis du cabinet, plus de soins et d'autorité chez l'ambassadeur éviteraient au roi de trouver à la cour de Madrid l'hésitation qu'elle mettait à être un allié sincère. M. de Vergennes jugea pourtant qu'il fallait encore voiler ce sentiment à Osun; il enveloppa tout ce courrier du 29 juin dans un pli privé où il ne cherchait qu'à obtenir de l'ambassadeur, en le réconfortant, l'effort qui aurait été nécessaire :

Quoiqu'après trois dépêches aussi volumineuses M<sup>r</sup>, que celles que j'ai eu l'honneur de vous adresser je ne croie pas avoir rien à y ajouter, je ne veux pas cependant laisser partir ce courrier sans qu'il vous porte un témoignage de tout l'intérêt que je prends à la triste besogne dont vous êtes chargé. J'en sens toute l'importance et combien elle doit vous paraître dégoûtante, mais ce qui doit vous raffermir est la confiance que le Roi a dans vos lumières et la justice qu'il rend à votre zèle. J'espère n'avoir rien ouï dans mes différentes dépêches de ce qui pourroit vous assurer la victoire si vous n'aviez à combattre que la raison. Je ne crois pas me faire illusion en jugeant le Traité des

Pyrennées décisif en notre faveur. Comme aux grands maux il faut de grands remèdes et que l'événement de ceci décidera de l'opinion de notre union et fera connoître à l'univers si elle est exemte de nuages, c'est le cas M. de deployer toute l'énergie d'un aussi bon et fidele Serviteur du Roi que vous l'êtes.

Je me flatte que les considérations renfermées dans ma depeche citée 2<sup>de</sup>, présentées avec le ton de verité et de persuasion qui est le propre de la verité feront impression sur le coeur vertueux du Roi Cath<sup>l</sup>, et le disposeront à rétablir cette balance de procedes qui est dans l'ordre de la nature et des convenances. Que ce Prince juge des sentimens du Roi pour lui par la franchise de toute sa conduite, et la sureté de tous ses conseils. Qu'avons nous osés de proposer à S. M. Cath<sup>l</sup>, qui fut dans l'ordre de ses interets, et que lui avons nous proposé qui y fut contraire? Si notre vigilance s'étend à tout ce qui l'intéresse pourroit il croire que le vil appât d'un trêve d'un batiment françois ou quelque complaisance déplacée pour Alger determineront nos réclamations. Nous les faisons parceque nous les croions fondées en justice, et que c'est une baze dont nous ne nous écarterons jamais pour quelque considération que ce puisse être.

Je ne puis vous exprimer M<sup>r</sup> toutes les angoisses de mon ame; elle seroit bien soulagée si je ne devois consacrer tout ceci que comme une tracasserie mais j'y vois plus, et sans apercevoir la main qui agit, je distingue aisement le motif qui la dirige. Comptés que l'affoiblissement du Pacte de famille est plus intéressant pour les Anglois que la soumission de l'Amérique, et quand sa destruction leur coûteroit autant que la presente campagne de l'Amérique ils ne croiroient pas l'acheter trop cher.

A Versailles le 29 juin 1776

*Espagne, t. 580 n° 200*

Tandis que le ministre prenait la peine que l'on vient de voir, les nouvellistes l'accusaient de décourager l'Espagne au point de faire soulever par cette puissance le retour du duc de Choiseul aux affaires.

*Mémoires secrets de la République des Lettres.* — Ce sont ces bruits que reproduisaient la correspondance de Beaumarchais et celle du

comte de Lauraguais. Ils venaient en partie du comte d'Aranda à qui son ardeur faisait colporter ces propos chez Metra et ailleurs.

- 176 À toute époque, les contemporains qui se donnent pour être pres des sources se satisfont de renseignements pareils sur le fond de la politique. Frédéric II, ayant à Versailles et à Londres des représentants avisés, jugeait mieux ce qui se faisait et répondait à l'un d'eux par un petit sarcasme qui est l'opposé de ces propos : « La France me paraît « ressembler beaucoup à un malade qui sort d'une griève maladie et « qui veut cependant faire le vigoureux; mais le vrai est que, vu son « état de faiblesse, elle n'impose à personne par ses airs de vigueur et « de forces' » C'était un sentiment trop bien connu de M. de Vergennes. « La foible opinion dont la France jouissait au dehors », comme il l'écrira plus tard à Louis XVI<sup>2</sup> lui pesait plus qu'à tout autre. Mais il ne lui importait guère de s'employer à faire changer cette opinion pour l'avantage actuel de sa réputation; il ne pensait qu'au résultat final, et le moment présent érigeait en première vertu d'État, à ses yeux, la patience.

<sup>1</sup> A. M. Sandox Reçu à Paris le 14. Het 1776. A. de Circourt. *Histoire de l'encaissement* etc. 1777. <sup>2</sup> Dans son mémoire déjà cité de 1782.

## CHAPITRE XIII.

### LA FRANCE ET L'ANGLETERRE EN ARRÊT L'UNE SUR L'AUTRE

L'incertitude instable de nos rapports avec l'Angleterre. — Garnier était celle-ci désireuse de la paix par-dessus tout, afin de terminer ses affaires d'Amérique avant que nous passions nous en mêler. — Les accents à redouter, instructions et propositions de la marine anglaise; le peu de dispositions de la nôtre à démentir les affirmations. — Ferno résolvant le cabinet de Londres de soumettre les Colonies par la force, peu de fonds qu'il faisait sur notre amitié, débats des chambres des lords et des communes. — Hostilité portée non de la France et de l'Espagne, prouvée par les orateurs, réponses rassurantes des ministres qui n'y croient pas et n'y font pas erreur. — Erreur ou retardement de traiter les affaires de l'Amérique aux rivalités des partis ou des personnes. — Opinion de M. de Vergennes : il voit à de sérieux dangers de l'Angleterre et se laisse d'autant moins intimider. — Utilité d'avoir des raisons de se plaindre et des arguments à opposer. — Le ministre rappelle nos anciens griefs de Terre-Neuve et des Indes. — L'avis, et les motifs de la contrebande de guerre, langage rude en suite à Garnier. — Lord Salisbury ne répond pas nous fermement. — M. de Vergennes fait annoncer à Londres le nom du successeur de M. de Guines pour inspirer confiance et rélève avec ardeur les prétentions de l'Angleterre. — Les ports de l'Amérique fermés aux navires anglais et la course déclarée contre eux par le congrès de Philadelphie, importance qu'en reçoit la police maritime, départ du ministre sur ces preuves que les nations amèneront. — Efforts continués pendant ce temps pour convaincre le Portugal et satisfaire l'Espagne, maintien un peu systématique de ces deux nations positivement ou celle voulut, paix que mettaient le ministre et ses collègues à l'exécution à la retarder d'entrer en guerre. — Ce que pensait M. de Vergennes des guerres que leur cause ne justifiait pas, doute qu'il avait maintenant de pouvoir contre l'Espagne.

Nos rapports avec la cour de Londres étaient dans une sorte d'équilibre instable, au moment où notre ancien agent, Garnier, rentra à l'ambassade. On venait de s'arrêter sur un froissement au sujet de Terre-Neuve, on avait donc lieu de ne pas entamer d'autre affaire; on s'appêtait, cependant, à fournir beaucoup d'occasions d'en soulever. Tant que les circonstances n'amenaient pas entre les deux cours des rapports différents, la conduite d'expectative et d'observation tracée au successeur de M. de Guines avait toute raison d'être. Le premier

170 mois du retour de Garnier se passa dans ces conditions. Sa correspondance d'alors fait d'autant mieux connaître l'idée qu'à l'ambassade et à Versailles on se formait de la situation de l'Angleterre, le terrain sur lequel on voulait maintenant se placer à l'égard de ce pays et la position qu'il prenait, lui, par rapport au nôtre.

Garnier se réservait autant que son prédécesseur s'était répandu. Le comte de Lauraguais en tire cette conséquence que M. de Guines « lui a fait fermer toutes les portes et qu'il vit dans un désert<sup>1</sup> ». La vérité est, simplement, qu'il avait pris une manière d'être conforme à son rôle et qu'on ne le voyait pas autant que ce prédécesseur dans les salons de Londres ou chez les personnages de l'opposition parlementaire. Il était revenu à Londres avec les impressions des Affaires étrangères. L'Angleterre lui paraissait impuissante à soutenir une autre guerre simultanément avec celle qu'elle avait engagée contre ses Colonies, il la croyait même assez inquiète de voir surgir cette autre guerre-la pour n'être pas attentive à en dissiper les menaces. Il le mande presque en arrivant, le 8 mars : « Le ministère n'est point en situation de faire la guerre; elle serait l'époque de sa chute comme de celle de son pays, en sorte qu'il désire la paix par-dessus toute chose. » Il n'aperçoit pas d'autre intention sinon d'obtenir quelque avantage éclatant et de traiter après avec honneur; on a la pensée que nous interviendrons dans la querelle un jour ou l'autre et l'on se presse de profiter de nos dispositions actuelles afin de consommer une entreprise qui, sans cela, serait insoutenable :

On rassemble, on multiplie, on épuise toutes les forces de l'état, écrit Garnier en conséquence, on en achète d'étrangères à tout prix; on prodigue l'argent et le crédit. C'est le plan d'une campagne qu'on ne veut pas répéter et non celui d'une guerre systématique calculée sur les moyens, les intérêts et les rapports des deux pays.

*Angleterre* t. 515 n° 4

<sup>1</sup> Le 17 et le 22 mars à M. de Vergennes (*Angleterre*, t. 515 n° 38).



Un mois après, le chargé d'affaires tient encore le même langage, en rapportant un propos de lord North sur la nécessité ou serait le cabinet « de donner carte blanche aux Américains si la France levait le doigt ». A son idée, ce pays « n'a pas l'intention, à moins d'y être contraint, de s'exposer à l'usage que les Américains feraient de cette carte blanche, mais il n'est pas à Londres un homme sensé, y compris lord Germaine, qui ne songe en tremblant à l'idée d'une guerre étrangère<sup>1</sup> ». La médiation venait alors d'ouvrir aux deux gouvernements un champ de rencontre permettant mieux à notre agent de juger d'après les entretiens<sup>2</sup>. Ces entretiens deviennent fréquents, car nous étions le seul intermédiaire de l'Espagne, son ambassadeur devant rester écarté; et les fluctuations, les détours ou les embûches de M. de Pomhal, plus ou moins seconde par le *Foreign office*, en multiplient les occasions.

Le cabinet de Louis XVI ne se sentait pas plus pressé que celui du roi George de voir naître cette guerre « étrangère » dont parlait Garnier. Il ne voulait pas, surtout, qu'elle surgît d'accidents, étant sur le point de donner aux accidents beaucoup de carrière. Aussi les cas fortuits le préoccupaient-ils. Mais c'était pour des raisons qu'il n'avait pas confiées à son représentant. Être empêché le moins possible de suivre la conduite qu'il s'était tracée, et prémuni le mieux possible contre les hasards qu'elle présenterait l'intéressait avant tout. La première entrevue de Garnier avec lord North avait roulé justement sur ce sujet des hasards à craindre; il en rendait compte dans ce rapport du 8 mars et disait du cabinet britannique :

Ainsi oisieux dans ses desirs qu'imprudent dans ses démarches, nous ne pouvons faire aucun fond sur sa prévoyance, nous ne devons mettre nulle confiance dans sa conduite. Il emploiera des amiraux, des généraux dont le caractère, les dispositions, les intérêts se trouvent en contradiction avec son

<sup>1</sup> 13 avril (Angleterre, t. 515, n° 7).

<sup>2</sup> C'est le 30 mars que M. de Vergennes de vint à Garnier toute latitude d'entrer en pour-

parlers. Angleterre, t. 515, n° 6; il lui avait minutieusement fait l'exposé du siège et de ses phases dans une dépêche précédente.

76. système pacifique. Il n'aura ni le crédit de leur en imposer, ni la faculté de les punir. Ces officiers pousseront peut-être la témérité jusqu'à provoquer par des insultes les puissances qu'ils devroient le plus respecter, et nous serons déjà en pleine guerre que les ministres se consumeront encore avec autant d'inutilité que de sincérité en assurances de leurs intentions pacifiques.

C'est ce que je n'ai pas dissimulé au Lord North dans un entretien assez long que j'ai eu l'honneur d'avoir chez ce ministre. Il est impossible le faire plus d'accueil qu'il n'en a fait à mes observations. Il m'a dit qu'il regardoit tout ce que je lui disois à cet égard comme un office d'amitié, et qu'il avoit si bien senti la solidité des représentations que je fus chargé de faire des origines des hostilités, qu'il vouloit bien me confier qu'elles l'avoient déterminé dès lors à refuser les lettres de marque que sollicitoient vivement les armateurs anglois, naturellement un peu flibustiers (c'est le terme dont il se sert) qu'ils avoient évité par là que la sûreté des pavillons étrangers fût exposée à l'avidité ingouvernable des corsaires particuliers. Il m'assura que leurs officiers de marine avoient des instructions si précises qu'il étoit parfaitement tranquille à cet égard et que, si contre toute apparence il survenoit matière à grief, on en aurait bientôt justice.

Mylord North m'a paru en ne peut plus satisfait lui-même de la vérité de tout ce que j'ai pris la liberté de lui dire.

Il m'a promis qu'il ne parloit pas un officier qui ne reçût les ordres que nous pouvions desirer et m'a beaucoup invité à venir le voir à la ville et à la campagne.

*Angleterre* - 515 - c. 15

Les ordres dont les officiers à la mer pouvaient être munis donnaient lieu d'inquiéter, en effet, en présence des précautions rigoureuses de l'Angleterre pour intercepter tout commerce de l'Amérique avec le reste du monde. Des navires anglais ayant arrêté deux vaisseaux danois sur un simple soupçon, lord Suffolk avait répondu à la cour de Danemark « que l'on n'avoit agi que par son ordre ». Suivant M. de Guines, qui informoit de ce fait M. de Vergennes au commencement de janvier, il falloit « se flatter que peut-être on ferait un

Rapport - 515 - c. 16 - *Angleterre* - 515 - c. 26

peu plus d'attention aux vaisseaux français et espagnols », mais M. de Guines avait plus raison d'ajouter que « le danger d'une rupture éclatante était toujours subordonné au premier capitaine anglais qui pourrait trouver jour à favoriser sa cupidité à l'abri de ses instructions ». Un autre motif de craindre, c'était que si la marine anglaise avait le caractère avoué à Carnier par le chef du cabinet de George III, il serait malaisé d'obtenir de la nôtre de se contenir devant les provocations de sa rivale. Toute une génération de marins, élevée depuis les réformes apportées dans la construction, l'avancement, les écoles, par M. de Maurepas lors de son premier ministère, se sentait impatiente de venger son aînée et d'abaisser la haute et supérieure qui avait valu aux flottes de l'Angleterre la destruction des nôtres. On avait eu déjà des indices de ces dispositions mal endurantes. A Saint-Pierre-Martinique, l'année précédente, la population avait poursuivi les matelots d'un navire anglais qui venait de visiter des vaisseaux français dans la rade même, et l'officier général qui commandait dans ces parages, écrivant à l'amiral britannique de désavouer de telles prétentions de la part de sa marine, ne lui dissimulait pas qu'une nouvelle tentative le « mettrait dans le cas de fermer les ports aux bâtiments de guerre anglais et de repousser par la force ceux qui feraient quelque entreprise contraire aux droits et à l'honneur de la nation ». A la fin de mars, une autre preuve pareille fut donnée dans le même lieu. Le comte d'Argout, alors gouverneur, écrivait au ministre de la marine :

J'ai l'honneur de vous prévenir qu'il y a continuellement des frégates anglaises à croiser sur nos côtes et qu'il en vient même mouiller très-souvent dans la rade de St Pierre, sous prétexte d'avoir besoin de rafraîchissements, ou de remplir quelque mission auprès du Gouvernement. Cependant il est certain que les croisières fréquentes de ces frégates n'ont pour objet que de nous intercepter les bateaux de la nouvelle Angleterre, qui nous apportent les denrées substantielles, et ce qui s'est passé avant mon installation le prouve évidemment. On m'apprit, à mon arrivée ici, que le capitaine Keeler, commandant la frégate anglaise le Lynx, mouillée à la tête de la rade de St Pierre, s'étoit

1776. permiss d'y prendre deux bateaux de sa nation qui étoient à l'ancre, et qu'il avoit fait enlever par son canot, le mercredi 13 de ce mois à 4 heures du matin un brigantin venant de la Caroline, chargé de ris et de mill au moment où il alloit mouiller . . J'ai pris les plus grandes précautions pour empêcher de semblables insultes à l'avenir. J'ay donné ordre, à cet effet, d'armer les batteries de l'intérieur et de l'extérieur de la rade, afin de protéger les bateaux qui se trouveront à portée du feu de notre canon. J'ay recommandé en même temps de faire mouiller tous les bâtimens du Roy Anglois qui viendroient dorenavant à St Pierre, auprès du commandant de la rade pour être à portée de veiller à tous leurs mouvemens. J'ay annoncé également la ferme résolution où j'étois de faire respecter le pavillon du Roy, mon Maître, et de me venger contre tout ce qui y seroit contraire.

De la Martinique, 26 mars 1776

*Angleterre, t. 515 n° 43.*

Le gouvernement anglais, lui, s'étoit très ouvertement engagé, par le discours du roi au début de la session du Parlement, dans la résolution de soumettre de force les Colonies avant d'écouter aucun accommodement avec elles<sup>1</sup>. La harangue royale avoit été à cet égard aussi nette qu'elle étoit dure pour les fauteurs et les soutiens du mouvement. Ayant acheté des princes d'Allemagne des troupes pour se former une armée en Amérique, ayant obtenu que les deux Howe, presque ses adversaires politiques, dirigeraient avec pleins pouvoirs, l'un comme généralissime, l'autre comme amiral, cette expédition qu'il pensait rendre décisive, le cabinet de Londres tenait notre hostilité pour à peu près inévitable à court délai. Les ministres donnaient bien publiquement les assurances contraires que comportait l'état de paix actuel des deux pays, mais on peut douter qu'ils y crussent. L'ambassade leur tenait un langage trop conditionnel pour les persuader beaucoup. « Toutes les fois que l'on me parle de cet objet, écrivait Garnier

<sup>1</sup> 26 octobre 1775. Cette harangue avoit appelé « un acte de sagesse et par ses effets un acte de fermeté » le parti qui avoit été pris de

mettre promptement fin au désordre par les efforts les plus décisifs. La traduction se trouve *États-Unis* t. I p° 20.

le 11 mars, je réponds que les Américains n'ont ni bien ni mal à attendre de nous, que la politique du Roi est fondée sur la justice, qu'il examinera moins la situation de ses voisins que leurs procédés; ils auront lieu de se louer de sa modération tant que Sa Majesté aura lieu de son côté de ne pas se plaindre de leur conduite<sup>1</sup>. C'était là des énigmes et les hommes politiques du Parlement ne se cachaient point pour exprimer ce qu'ils y découvraient. A la chambre des lords, dans le débat solennel dont les traités avec les princes allemands avaient été l'objet, ils avaient catégoriquement indiqué que les Colonies trouveraient de leur côté, contre l'Angleterre, la France et l'Espagne appuyées par la Prusse<sup>2</sup>. L'amitié « naturelle » de la France et de l'Espagne, leur intention positive de profiter des circonstances pour faire la guerre à l'Angleterre, des tableaux inquiétants de l'état militaire et naval ainsi que de l'activité déployée par le gouvernement dans les deux pays, avaient défrayé les orateurs<sup>3</sup>. Les ministres avaient bien

<sup>1</sup> Angleterre, t. 515, n° 18.

<sup>2</sup> *Sinners* du 5 et du 14 mars dont l'univers fait l'analyse dans ses rapports du 11 et du 15 et dont le second, en outre, le compte rendu développé. *Ibid.*, n° 18, 21, 22.

<sup>3</sup> Orateurs de l'opposition là est venu lord Shelburne lord Grenville et d'autres mais des hommes qui avaient été aux affaires aspiraient à y revenir et y reviennent ou y avaient leurs amis leurs paroles portaient. Un discours du lord Temple appuyait le gouvernement fut significatif. M. de Vergennes val, avec raison, dans l'intervention de ce dernier l'indice du sentiment anti-français de Chatham il se fait dire à Cornhill par Gérard dans sa dépêche du 17 mars *ibid.* n° 24 il prouve sans doute ce jour-là que l'Angleterre à un moment, pourrait devenir ennemie pour la guerre.

La tribune anglaise est beaucoup d'accord dans les débats de 1775 et de 1776 sur l'Amérique. Ils sont à recommander aux esprits curieux d'étudier le tempérament propre à la

politique parlementaire. Ils en donnent un remarquable exemple dans le pays même : elle est née. On voit l'éclat de l'aristocratie européenne mettre beaucoup de talent au service de mesquines passions elle prodigue les accusations atroces l'usage des faits non vérifiés et l'indiscrétion la même patriotisme à un degré qui n'a pas été dépassé depuis. Les ministres lord Suffolk lord Carmarthen lord Sandwich, répondent à leurs adversaires avec non moins de supériorité oratoire que ceux-ci. On en mentionne et avec un remarquable esprit de gouvernement met dans ses discours du mois de mars 1776 un mois après quand le débat s'engage sur l'évacuation de Boston *ibid.*, t. 516 n° 21 et 26 débat qui ressemble bien à d'autres plus modernes sur la continuation des dépêches au Parlement. Lord Mansfield parle à la fin de la première discussion et en dégage la neutralité ne montrant le sort qu'elle faisait à l'Angleterre, son intimité avec le royaume donnait un poids particulier à son langage. La

repondu que les intentions pacifiques des deux cours de France et d'Espagne ne faisaient pas doute pour le roi et que l'on ne découvrirait chez ces puissances aucune apparence contraire; mais les impressions étaient restées. Garnier écrit le 15 mars

« Le Duc de Grafton lit hier à la Chambre Haute la note au dont j'ai eu l'honneur de vous prévenir par mon expédition du 13 de ce mois. Elle tendoit à présenter conjointement avec la Chambre Basse une adresse au Roi pour supplier Sa Majesté d'arrêter les hostilités, de montrer par une proclamation publique des dispositions à se brasser les griefs, ainsi qu'à conserver les droits de ses sujets. Elle avoit en même temps pour but d'autoriser Sa Majesté à assurer les Américains que leurs pétitions seroient examinées, et qu'on feroit droit à leurs plaintes, dans le cas où ils les présenteroient au commandant en chef, ou au commissaire nommé à cet effet, quelque temps avant ou après l'arrivée des troupes. Vous croirez aisément, Monseigneur qu'une démarche par laquelle le Roi d'Angleterre demanderoit la paix à ses sujets n'étoit pas faite pour être adoptée à la Chambre des Pairs. Elle y a été rejetée par une majorité de 71 voix contre 28. Je compte vous envoyer sous peu de jours le détail de ce qui s'est passé dans cette séance. Je me contenterai de vous en rapporter aujourd'hui quelques traits que je tiens par la voie la plus sûre.

Le Duc de Grafton et le Lord Camden ont assuré tous deux être bien informés qu'au dernier lieu deux Français, présentes et admis chez le Général Washington, s'étoient rendus ensuite à l'Assemblée du Congrès avec recommandations de ce même général, qu'il étoit plus facile de deviner que de savoir le motif qui les avoit portés en Amérique, et que si le ministère

dernier de Lord Weymouth, en sujet de prétendus revêts français au congrès de Philadelphie, reproduit presque textuellement les explications de M. de Vergennes, le ministère ne trouvant qu'avantage à marquer ainsi toute confiance dans les explications du cabinet de Versailles.

Il n'est pas sans intérêt de lire ce que di-

saient ces parlementaires anglais se réunissant entre eux. Lord Shelburne, notamment, a suroit pu mieux remplir la mission de confirmer les appréciations de l'état de l'Europe sur lesquelles les ministres de Louis XV avoient réglé leurs vœux. Nous transcrivons à l'occasion l du présent chapitre les parties nous concernant de ces discours passionnés, tels que les donne le compte rendu envoyé à Versailles.

voulait faire part des informations qu'il a de nos desseins, on verroit que le projet de la France et de l'Espagne étoit de profiter des circonstances pour faire la guerre à l'Angleterre tandis qu'ils concluoient avec les membres de la minorité à la nécessité de se reconcilier avec les Américains; les Lords Mansfield et Sandwich ont argué de ces mêmes circonstances pour prouver combien il est instant de réduire et de soumettre les Colonies, attendu que si il survenoit quelque orage, ce qui étoit assez probable dans le cours des choses, l'Angleterre auroit besoin de toutes ses forces combinées avec celles des Colonies pour y résister. Vous jugerez, Monseigneur, lequel des deux partis a le mieux raisonné, mais vous pouvez compter sur l'exactitude de ces paroles des Lords Mansfield et Sandwich comme si vous les aviez entendues. Elles montrent, du moins, que le ministère est bien déterminé à conclure de tout ce qu'on peut lui objecter, qu'il faut subjuguier l'Amérique. Comme il a été question aussi de nos armemens et de notre prétendu envoi de troupes à l'île de France, le Lord Weymouth a répondu que, quelque fut la puissance de la France et de l'Espagne, Sa Majesté Britannique avoit reçu les plus fortes assurances des intentions pacifiques de ces deux Cours, et qu'il croyoit parce qu'elles étoient confirmées par des faits, attendu qu'il n'y avoit chez elles nulle apparence d'intentions hostiles, et qu'il n'en avoit aucune espèce d'informations.

Le Duc de Manchester et le Lord Sandwich ont différé diamétralement sur l'état actuel de la marine anglaise, ou plutôt sur la facilité ou la difficulté des armemens en raison du nombre de matelots. Il est du moins échappé de cette discussion, sur laquelle je crois superflu de m'étendre jusqu'à ce que je sois parvenu au vrai, que si le vaisseau le *Romney* destiné pour Terre Neuve n'a pas encore son équipage, c'est que ne devant partir que dans quelques mois, il seroit fort inutile de le compléter dès à présent. Le Lord Shelburne a fortement recommandé de prendre en considération la défense de l'Irlande et de meilleurs moyens d'équiper la flotte. Il a rappelé, pour faire sentir la nécessité de veiller à cet article, que lors de l'armement pour l'affaire de Falkland, la France s'étoit trouvée plutôt prête que l'Angleterre.

*Angleterre. 1516 à 23.*

Garnier, néanmoins, ne mettoit pas d'hésitation à dire encore, un

17/4 mois plus tard, que tout Anglais sensé envisageait une guerre étrangère en tremblant, qu'il n'y avait donc de conflit à craindre que du fait des accidents, des « mille accidents inséparables d'une aussi » grande agitation, de l'imconduite du ministère et surtout de celle des « officiers de marine ». Attribuer aux rivalités des partis à l'intérieur soit les mesures prises à l'égard de l'Amérique, soit les critiques dont elles étaient l'objet, restait sa manière de voir. On ne se doutait encore, à l'ambassade, ni de la volonté suivie qui présidait à ces mesures, ni des sentiments dont elles imprégneraient bientôt toute la nation anglaise. On n'y était guère attentif qu'à la lutte des personnes. Avant tout on cherchait l'intérêt ministériel dans les actes du cabinet. L'année d'après, seulement, Garnier dut trouver étranges ses appréciations de ce moment-là, quoiqu'il eût son excuse dans les discussions du Parlement, car aux Communes comme à la chambre haute on accusait les ministres avec la même acrimonie, et Fox n'y fut ni moins véhément ni moins injuste que ne l'avaient été lord Shelburne ou lord Campden, ni moins affirmatif quant aux forces de la France et de l'Espagne ou à l'appui que les deux cours prêteraient aux Américains.

« En général écrit Garnier le 18 mars les » membres de la majorité exposent avec ostent » de force que de vérité le danger de la situa- » tion où va se trouver l'Angleterre en faussant » du principe l'insouciance des moyens, et » l'imprudence de l'objet qui dirige toutes les » mesures du Gouvernement. Le Ministère, » décidé à marcher avec furor le parti qu'il a » embrassé avec témérité, ne veut entendre à » rien qui l'interrompe dans sa marche. Il brève » toutes les difficultés de l'entreprise sans » s'arrêter aux conséquences quelque graves » qu'elles puissent être, et l'impulsion qui le » mène est si violente si déterminée qu'on ne » peut s'empêcher d'y reconnaître l'empresse » d'une volonté impérieuse à laquelle on fait » obéir à tout prix. Il rend cependant justice » à la modération de notre conduite, et parait

« fonder l'espoir de son salut sur la certitude » de son vain. Mais quand il poursuit différen- » ment, je sens qu'il dissimulerait ses craintes » plutôt que de lâcher prise contre les Colonies. » Si il peut parvenir par des victoires à une paix » glorieuse il se soumettra en place et si le » mauvais succès de la campagne détermine sa » chute, il aura dû mourir par sa persévérance » dans les mesures qu'on lui fait suivre pro- » longé son existence d'une année. Les affaires » de la nation seront à la vérité en mauvais » posture mais il en résultera cet avantage pour » les Ministres actuels que la situation de leurs » successeurs sera d'autant plus déplorable. » *Angleterre*, t. 515 n° 31.

Bonaparte dans sa lettre du 26 avril » résume succinctement du vœu des Communes » « Pourquoi les Français dit l'un, ont-ils



M. de Vergennes avait l ces idées au même degré que son auxiliaire ? C'est peu probable ; mais il faut dire qu'elles étaient partagées bien ailleurs qu'à notre ambassade de Londres ou à Versailles. Le roi de Prusse, plein de rancune à la vérité pour l'abandon de ses intérêts par l'Angleterre à la fin de la guerre de Sept ans, jugeait à peu près de même. Dès le commencement de 1776, sa correspondance avec son ministre à Londres témoigne qu'il regardait le gouvernement de George III comme fourvoyé dans des embarras faits pour se compliquer, durer et le rendre incapable de se mêler d'autre chose<sup>1</sup>. Il était bon, du reste, que le ministre ne montrât pas qu'il pensait autrement, il aurait, sans cela, laissé reprendre empire autour du roi à la politique d'attente dont Turgot n'avait donné que trop de raisons. Il se plaisait donc à dire dans sa correspondance que, financièrement et militairement, la Grande-Bretagne assumait des charges excessives et que le parti de l'opposition traçait fort justement un

1776.

7 500 hommes à l'île de Bourbon ? À cela, pas un mot.

« Pourquoi, dit l'autre, les Espagnols ont-ils à Hispaniola 9 vaisseaux de guerre, avec lesquels ils protègent sa route le commerce du continent ? Rien.

Le gouverneur Jonelson se leva. Pourquoi les Espagnols, indépendamment de la flotte d'Amérique, ont-ils à Carthagène et à Cadix deux flottes prêtes à mettre à la voile ? Et comment ne réponds-tous rien, quand je suis certain moi de la guerre prochaine entre la France et l'Angleterre ? Un silence muet.

« Charles Fox appuya en disant : quelles forces entières vous donc employer contre une flotte de 45 corsaires américains, pour lesquels seuls 20 vaisseaux protégés par 20 rades et dix ports protégés par 20 vaisseaux de guerre étrangers, toujours prêts à les aider de munitions protégés par deux mille is puissantes bientôt prêts à les se-

courir ouvertement et à les reconnaître pour allies ? Rien, constamment rien.

« Pourquoi, dit M<sup>r</sup> Barre, le Lord Howe qui devrait commander la flotte, ne la commande-t-il point ? Rien.

« L'orateur des communes voyant le ministre sans réponse, se répliqua nous ne répondons à la question de M<sup>r</sup> Barre que celle-ci et la renouvelée avec chaleur.

« Alors Charles Fox d'un ton d'inspire, interrompue, interroge l'honneur des ministres, se répondant à lui-même depuis longtemps, « l'honneur des ministres est-il en danger, il est nul et n'est plus pour rien dans les malheureuses affaires publiques de l'Angleterre ».

On voit très bien cela en parcourant avec attention les extraits qui sont dans cette correspondance M. Bancroft dans son appendice et que M. de Carcourt a reproduits ou traduits dans le troisième volume de l'*Histoire de l'union commune*, etc. p. 186 à 205.

1. 20. nombre tableau de la situation dans laquelle s'engageait le gouvernement<sup>1</sup>, il lui était d'autant plus facile, ensuite, de ne pas croire aux démonstrations que des rumeurs prêtaient à ce gouvernement, par exemple à l'envoi d'une flotte anglaise dans les mers des Indes sur le bruit de quelques renforts par nous expédiés à Bourbon<sup>2</sup>, ou à une nouvelle demande de troupes que le cabinet de Londres aurait faite à l'impératrice de Russie<sup>3</sup>, et il devait paraître naturel à l'ambassade qu'il ne s'ensût pas des récriminations contre l'assistance prêtée à l'Amérique. Le 20 avril il répond au chargé d'affaires sur cette prétendue expédition d'une flotte aux Indes et sur l'affaire du *Dinkson*

Le ministère anglais doit être trop avisé pour se laisser sur des bruits controuvés à l'envoi d'une escadre dans les Indes Orientales, il n'est pas dans le cas de multiplier sans nécessité ses dépenses. Cependant il sera bon d'y

Dépêche du 17 mars. *Angleterre* n° 2  
— Minute de Gérard

Le 10 mai 1855. Garnier lui écrivait :  
« Vous avez appris par ma dépêche du 8 dont  
« M<sup>r</sup> de Polignac a bien voulu se charger que  
« le Gouvernement n'a pas éprouvé beaucoup  
« de difficultés à obtenir le million de crédits  
« qu'il avait demandé. Dans le train duquel  
« où il est, il en trouvera encore moins à le  
« dépenser car vous pouvez compter. Monseigneur, que les frais de cette campagne avec  
« devant de plusieurs millions les sommes déjà  
« votées. Ainsi le Lord North est bien loin de  
« trouver dans le tableau de ses dépenses de quoi  
« fournir à une guerre étrangère. Si nous n'a-  
« vons pas plus à redouter les coalitions que les  
« projets du Ministère Britannique je pense  
« que nous aurons bien d'être bien tranquilles  
« car ce n'est pas une guerre de talent qui nous  
« menace, du moins de la part de l'Angleterre  
« Je ne saurais même me persuader qu'on puisse  
« l'imprudence jusqu'à entreprendre une tra-  
« versée campagne n'importe et comme il

« n'y a pas grand-chose à attendre de celle-ci  
« soit par la voie de négociation, puisqu'il lui  
« droit pour prouver peu que les Ministres ac-  
« tuels annulassent tout ce qu'ils ont fait soit  
« par celle des armes où le délé des opérations  
« militaires et le défaut de tous points d'appui  
« pour les commencer, la chute du Ministère  
« parait l'issue la plus favorable qu'on puisse  
« envisager pour Sa Majesté Britannique. Mais  
« comme vous l'observez, Monseigneur le pro-  
« venance humaine ne saurait calculer jusqu'où  
« soient les effets d'une réaction aussi compli-  
« quée dans un pays aussi fertile en révolutions. »  
*Ibid.*, t. 316, n° 29.

<sup>1</sup> Dépêche du 20 avril. *Ibid.*, n° 89. Ce  
bruit avait beaucoup couru à la chambre des  
lords on avait donné le fait comme certain.  
Garnier dit dans son rapport du 15 mars 1855  
*Angleterre*, t. 315 n° 23) « On répand depuis  
quelques jours que nous faisons passer des  
forces aux Indes de France et de Bourbon. Ce  
bruit a même fait tomber les fonds des Indes  
de 5 p. 100. »

<sup>2</sup> De la 1<sup>re</sup> du 5 juin. *Ibid.*, n° 118.

veiller, car le parti le plus raisonnable n'est pas toujours celui qu'on a adopté ou vous êtes. Je vais avoir plaisir M. que l'ascendant du Lord Germaine sur le Roi d'Ang<sup>re</sup> n'est pas aussi décidé qu'on nous l'avoit supposé. Nous ne pourrions pas prendre dans son caractère et dans ses sentimens la même confiance que nous avons dans les principes du Lord North qui connoît trop bien l'état intérieur de sa nation pour regarder une guerre étrangère comme un remède aux maux qui la travaillent. Il n'est aucun Anglois sensé qui ne doive plus tôt tenir la providence que dans un moment où il seroit si facile de porter un coup mortel à sa puissance, la France et l'Espagne soient gouvernées par des princes qui prennent pour base de toute leur conduite la justice la plus exacte et la plus scrupuleuse. Mais quoi que toute leur tendance soit pour assurer la durée de la paix je vous avoue que je ne suis pas tout à fait tranquille quand je considère la suite des accidens indépendans des volontés des souverains qui peuvent confondre leur prévoyance et rendre nul les leurs bonnes intentions.

M. de St Paul m'a parlé dans la conférence du 6 de l'avanture de ce navire Américain destiné pour Nantes et conduit à Bristol, je ne vois rien dans les détails que vous nous avez envoyés et dans ceux des gazettes qui nous compromette ni même le négociant François auquel cette expédition étoit adressée. Il paroît d'autant plus que c'étoit une tentative de commerce qu'il est recommandé au Cap<sup>te</sup> de rapporter en argent la valeur de sa cargaison s'il ne peut obtenir des armes et de la poudre. Sans doute on n'imagine pas en Ang<sup>re</sup> de pouvoir exiger de nous de fermer nos ports aux Américains et de nous priver de celui de leurs denrées qui peuvent nous convenir. Le Roi a ordonné dans tous les ports qu'on ne leur fournit point de munitions de guerre c'est tout ce que son amitié pour le roi de la G<sup>de</sup> Bretagne pouvoit faire, car si les armes et la poudre font un objet de contrebande relativement à la position des Anglois avec l'Amérique elles sont pour nous un objet de commerce. Quelques points si que soient les ordres du Roi à cet égard je ne repousserai pas plus cependant qu'il ne soit pas de munitions de guerre que les Ministres Bègues pourroient affirmer qu'il n'en passe point d'Ang<sup>re</sup> dans les Colonies. L'esprit des commerçans est le même par tout, déterminés par l'avidité du gain les lois ne leurs en imposent pas, ils sont ingénieux à trouver les moyens de les éluder. Il est très possible aussi qu'on le dit qu'il François de la Martinique sont

arrivé à Philadelphie chargé de contrebande, c'est un risque qu'il a bien voulu courir et dont assurément nous ne aurions pas redimé s'il étoit tombé dans les mains des gardes côtes Anglais.

M. de St Paul prétend que les deux François qui se sont fait produire au Congrès comme des espèces de députés de notre part ont été en chemin pour revenir. Ignore ce qui peut être, vraisemblablement ou quelque commis de marchand qui aura été mandier les commissions du Congrès ou quel qu'aventurier. C'est une graine dont nous ne manquons pas, et que nous verrions sans regret habiter tout autre pays que la France. Je suis curieux de découvrir celui dont on nous annonce le retour et de savoir quel a pu être l'objet de son voyage. Vous pensez bien que si s'est donné à Philadelphie pour un homme autorisé, il n'aura pas à se féliciter de cette supercherie.

A Versailles le 20 avril 1776

*Angleterre*, t. 5.6, n° 83.

C'étoit le moment de faire revivre les griefs que nous avions contre le cabinet de Londres. M. de Vergennes les avait repris peu à peu. En face des prétentions ou de la brutalité possible des croisières anglaises et des dispositions de la marine britannique en général, il fallait se ménager des sujets de plaintes, d'arguments, de répliques. Depuis janvier, l'ambassade étoit munie d'un mémoire sur les vexations que notre commerce éprouvait de la part de la compagnie des Indes. M. de Guines avait différé d'en parler, étant si mal parti sur Terre-Neuve<sup>1</sup>; mais on venait d'engager Garnier à ramener tout au moins en conversation les deux affaires, et celui-ci avait aussitôt sondé le terrain. Dans cette même dépêche du 11 mai citée tout à l'heure, en approuvant au nom du roi la manière dont notre représentant s'y étoit pris, le ministre posait des jalons pour les interpellations et

Il expliquait dans son rapport du 15 janvier, *Angleterre* t. 5.14, n° 72, où il en eut sa réception au ministre. « Je n'ai pas encore eu le temps de le lire avec attention, et je n'ai pu en parler aujourd'hui au Lord Weymouth pour ne pas l'occuper

de deux choses à la fois qui lui donneront le prétexte de ne m'en faire aucune. Il est possible que par cette même raison je ne lui en parle pas encore (mais ce sera la tournure que je prendrai l'affaire de Terre-Neuve qui me déterminera. »

les débats que susciterait bientôt la participation des ports et des navires français à la contrebande de guerre. Il avait été vu à ce sujet par le chargé d'affaires anglais à Versailles, il en informait Garnier ainsi qu'il suit :

Le Roi a fort approuvé la tournure que vous avez prise pour rappeler au Lord Weymouth les plaintes que nous soumettons dans le cas de former des procédés violens et même outrageans de quelques-uns de leurs employés dans les Indes orientales, nous ne pouvons qu'applaudir à la sagesse et à l'honnêteté que vous avez mises dans la manière dont vous vous êtes expliqué à ce sujet; vous serez obligé d'y revenir plus d'une fois, la justice est toujours lente dans le pays que vous habitez; vous voudrez bien ne pas perdre de vue cette affaire non plus que le redressement des torts dont quelques sujets du Roi ont à se plaindre à Terre-Neuve. Il faut que l'oreille des ministres anglais s'ouvre à nos plaintes. Je prévois que nous serons dans le cas de former de fréquentes par rapport à la conduite peu mesurée de leurs croiseurs, Dieu fasse que nous ne soyons pas dans le cas de faire plus, mais on sent certainement à Lon-  
dres que des inadvertances et des mesures trop répétées sembleraient acquiescer le caractère d'insultes. Nous ne violenterons jamais le sens pour nous faire des prétextes de ressentiment, les intentions du Roi pour le maintien de la paix et de la bonne intelligence avec l'Angleterre sont telles que vous avez eu ordre de les déclarer et que je lui répète en tant d'occasions. Je les ai confirmées encore en dernier lieu à M. de St Pol. Il s'est répandu ici un bruit que nous allions armer une nombreuse escadre. Ce ministre ayant jugé devoir m'en parler sans cependant avoir lui-même été interrogé, je lui ai dit très franchement qu'il n'était pas question pour le présent de cet armement, et que s'il en était effectivement question je le lui dirais avec la même franchise parce que nous ne nous dissimulons pas qu'il allaînerait à juste titre la cour de Londres et qu'il n'est pas dans les principes et dans les vues du Roi de lui donner de l'inquiétude. Je lui ai renouvelé à cette occasion les assurances données en tant d'autres occasions et je lui assure que nous ne manquons pas aussi de confiance dans celles qui nous viennent de la part du Roi de la Grande-Bretagne et je lui ai ajouté que comme nous ignorons pas que le Ministère Anglois n'est pas le maître de la nation et même de la conduite des particuliers et qui

1774 peut arriver au moment qu'on s'y attendra le moins, contre le vœu et la volonté expresse des deux Cours qu'il se formera un engagement qui ne sera pas au pouvoir du Ministère Bg<sup>ue</sup> d'arrêter et de reprimer convenablement, le souvenir de ce qui s'est passé dans des tems antérieurs est un avis pour se précautionner à l'avenir, et qu'on ne doit pas donner un motif plus étendu au travail qu'on peut remarquer dans nos ports, il n'en a point d'autre en effet et c'est ainsi que vous vous en expuquerez, M., si les ministres vous mettent à portée de le faire. Vous pouvez même les assurer que la conservation de la paix quant à nous est dans leurs mains, et que leur conduite réglera la notre. Nous sommes justes et honnêtes, mais nous exigeons qu'on le soit avec nous.

*Angleterre, t. 516, n° 30 bis.*

M. de Vergennes, au reste, ne voulait pas être réduit à se défendre, il tenait à se plaindre, à provoquer les explications. Il se fait adresser par M. de Sartines les rapports de la marine sur les procédés des Anglais à la mer et il les envoie à Garnier avec invitation d'en saisir le cabinet. Il s'agissait des vaisseaux en station près de nos colonies. Ils gênaient le commerce déguise auquel celles-ci nous servaient déjà et que nous nous apprêtions à augmenter encore. « Vous verrez, écrit-on le 1<sup>er</sup> juin au chargé d'affaires, qu'ils ne se bornent pas à croiser en pleine mer, mais qu'ils s'approchent des côtes ou des ports et interceptent le commerce de nos propres bâtimens. »

Nous ne prétendons pas soustraire nos navigateurs à l'obligation de se rendre à l'appel des vaisseaux de guerre lorsqu'ils sont en pleine mer, mais nous pensons que les Anglois pêchent contre toutes les règles, et blessent la souveraineté du Roi, en s'approchant de nos côtes comme ils font, et en croisant jusques sous le canon de nos forts. L'intention du Roi est que vous fassiez confidentiellement à ce sujet des représentations au Ministère Bg<sup>ue</sup> et que vous l'invitiez à prescrire plus de ménagements, d'égards et de circonspection aux commandants anglais. Vous lui déferez particulièrement le cap Keeler dont la conduite est rapportée par M. le C<sup>te</sup> d'Argout, vous lui ferez

*M. de Germain. L'envoi de Sartines est du 2 mai. Angleterre, t. 516, n° 64.*

sentir les inconvénients majeurs qui peuvent en résulter si elle étoit répétée et vous laisserez à sa discrétion de punir cet officier pour un fait qui ne seroit tolérable qu'en tems de guerre. Vous voudrez bien me renvoyer tous les papiers relatifs à cet objet, après que vous en aurez fait l'usage que je vous indique

Angleterre 1. 516 1845

Langage à coup sûr très nettement ferme; mais les ministres anglais allaient désormais répondre de même. Le 6, Garnier aborde lord Suffolk et celui-ci l'oblige tout de suite à passer de la plainte à la défensive. Le chargé d'affaires en rend compte ainsi le lendemain :

« Je sais, M<sup>r</sup>, reprit à l'instant ce ministre, qu'il sort une grande quantité de poudre de vos îles pour l'Amérique, que les vaisseaux américains la transportent sous pavillon français; je le sais positivement et a n'en pouvoir douter. » Le Lord Suffolk, quoique les yeux baissés, mit dans ce propos un ton remarquable de dignité.

Je répondis qu'il pouvoit très-bien se faire que les Américains tirassent de la poudre de nos îles ainsi que des autres, et que j'étois également persuadé que l'Angleterre n'étoit pas plus stérile pour eux à cet égard que tout autre pays où il se trouve des gens intéressés à faire cette contrebande, que quant au pavillon, les frégates anglaises font usage du nôtre aussi bien que les vaisseaux Américains, d'où je conclus que c'étoit apparemment une ruse de guerre employée par les deux partis, qu'au surplus la conduite du Roi envers Sa Maj<sup>te</sup> Britannique étoit assez amicale et marquée par des complaisances d'un assez grand prix pour extorquer toute la reconnaissance du roi d'Angleterre et de son administration; que c'étoient là les sentimens qu'il m'avoit témoignés plus d'une fois lui-même. J'ajoutai que je ne supposais pas qu'il eût l'intention de nous faire un reproche, mais je lui demandai clairement si il me tenoit ce propos comme un motif qui pût servir d'excuse à la conduite dont vous aviez à nous plaider.

Plus diplomate parce qu'il étoit le chef du cabinet, lord North, à qui le chargé d'affaires en touche ensuite un mot, assure que « des ordres avaient été donnés de nouveau, mais que la distance apportait

.776 des délais à leur exécution ». Ce n'était certainement pas qu'il pensât différemment de son collègue. Si d'ailleurs M. de Vergennes avait pu méconnaître tant soit peu ce qu'on devait appréhender de l'esprit de la marine britannique, Garnier le lui rappelait dans ce même rapport :

Nous ne pouvons, Monseigneur, voir sans de justes alarmes les actes de témérité dont les officiers de marine angloise sont capables. Ils deviendront plus dangereux à mesure que la guerre s'échauffera, et avec elle l'ardeur du batail, enfin à mesure qu'ils se familiariseront avec les coups de canon.

Si les Anglois sont généralement fiers et avides d'argent on peut dire que chez eux l'orgueil maritime est encore de plusieurs degrés au dessus de la fierté nationale, et que la classe des marins est aussi la plus avancée et en même temps la plus prodigue de toutes celles qui composent le peuple anglois. Le nom du Lord Howe commandant les forces navales sur une aussi grande étendue de côtes est plus propre à exalter qu'à tempérer cet orgueil.

*Angleterre* t. 516. n° 92

Mais le ministre était bien fixé; avant de commencer sérieusement l'intervention indirecte, il préparait ses thèmes. Il avait autorisé Garnier à donner à la cour de Londres le nom du successeur de M. de Guines, sachant qu'il serait bien venu, et, de soi, éloignerait un peu les soupçons<sup>1</sup>. A la décision de sa correspondance on sent la force qu'il tirait du concert établi avec le roi d'Espagne et des difficultés qui lui semblaient amoncelées dans la politique anglaise. Il est de

<sup>1</sup> C'est à la fin de la dépêche tout à l'heure citée du 11 mai, qu'il se décide à donner ce nom au charge d'affaires. Il lui écrit à ce sujet : « Le Lord Weymouth vous aura demandé par forme de conversation s'il y avait un Ambassadeur de nommé pour l'Ang<sup>e</sup> vous lui annoncerez que le Roi a déclaré M. le M<sup>e</sup> de Noailles pour en remplir les fonctions. Nous ne doutons pas que le choix ne soit très

agréable à S. M. B<sup>te</sup>. M. le M<sup>e</sup> de Noailles réunir toutes les qualités du cœur et de l'esprit qui concilient l'estime et l'amitié. » — M. de Vergennes annonce au marquis de Noailles le nom choisi le 21 mai. L'ambassadeur envoie ce rapport à lord North par une lettre personnelle le 13 juillet. Il n'alla définitivement à son poste que trois mois après. Voir *Angleterre*, t. 520.



plus en plus persuadé que la Grande Bretagne s'est créé en Amérique des obstacles destinés à peser lourdement sur elle et qu'il ne faut pas les diminuer nous-mêmes. A propos du Portugal, il écrit la-dessus à Garnier, le 14 mai :

N'en déplaise à M<sup>r</sup> le P<sup>r</sup> de Masseran (et ceci doit être pour vous seul M<sup>r</sup>), j'aurois fort qu'il fût moins avide d'entrer en matière avec les ministres d'Ang<sup>re</sup> sur tout ce qui a trait à l'affaire pendante entre sa Cour et celle de Lisbonne. Il a un ton de roideur qui est peu propre à la conciliation et qui pourroit très bien altérer la confiance dans laquelle il convient d'entretenir l'Ang<sup>re</sup> que ce ne seroit que ma gré nous et l'Esp<sup>e</sup> que la querelle de l'Amérique Meridionale pourroit prendre une tournure plus sérieuse et aboutir à la guerre. Ne détournons pas les Anglois de l'attention qu'ils portent à leurs affaires de l'Amérique septentrionale, c'est le moins que nous leur devons en reconnaissance du soin généreux qu'ils prennent de se faire à eux-mêmes tout le mal que nous pourrions être dans le cas de leurs désirer.

*Anglete re 1 516 n° 3u bis*

Il venait d'être entretenu par M<sup>r</sup> de Saint-Paul sur nos armemens, dont on faisait tant d'état dans les débats du Parlement. Il avait répondu en des termes qui accusent le parti bien pris de ne pas être intimidé. Le 14, il en écrit comme il suit à Ossun, afin que cela soit connu à Madrid :

Je vous ai informé dernièrement M<sup>r</sup> des précautions que le Roi a ordonnées pour se trouver dans un état de résistance convenable s'il prenoit fantaisie au ministère anglais de changer de système. Cette prévoyance a transpiré dans le public et y a été bientôt travestie dans des projets offensifs qui ont attiré l'attention générale. Le ministre d'Ang<sup>re</sup> comme le plus intéressé est venu me parler avec assez de discrétion cependant pour ne me pas faire presumer qu'il se croiroit en droit de m'interroger. Ma réponse a été franche et honnête; je l'ai rassuré sur le fait des armemens, je lui ai renouvelé la déclaration des intentions du Roi qui desire sincèrement de maintenir la paix et l'intelligence qui subsistent entre les deux Couronnes, mais je lui ajoute que quoi que nous

276. eussions toute confiance dans les assurances de reciprocalité de S. M. B<sup>te</sup> cependant comme nous n'ignorons pas qu'il peut être entraîné contre sa volonté et que des subalternes au moment qu'on s'y attendra le moins peuvent former des engagements qu'il ne sera pas dans son pouvoir de réprimer, le souvenir de ce qui est arrivé dans d'autres tems nous rend plus vigilans à nous tenir en état de n'être plus pris au dépourvu, que c'est là le motif du travail qu'on pourra remarquer dans nos ports, mais qu'il est au pouvoir de l'Ang<sup>re</sup> de le rendre inutile puisque sa conduite règlera la notre. Cette explication, quoique très honnête ne plaira pas sans doute à la cour de Londres qui aimera mieux sans doute que nous nous en rapportions entièrement à sa bonne foi, mais ce seroit par trop demander de la notre.

*Ermynex* t. 580, n° 95.

Il se donne la satisfaction, qui plus est, de raisonner avec une certaine ironie sur les prétentions du gouvernement britannique. On l'a vu notamment dans sa dépêche du 15 juin, à propos de la surprise qu'on éprouvait à Londres de ce que l'Espagne sorait du sommeil politique. Il répondait dans ce même document à un autre rapport de Garmier, et ce n'est pas sans se plaisir à tirer argument des anciens procédés de la Grande-Bretagne envers la France qu'il s'efforce d'établir le droit pour nous, non seulement d'échapper aux visites, mais d'abriter dans nos ports les navires de commerce de l'Amérique :

Vous ne pouvez mieux marquer au roi d'Ang<sup>re</sup> le desir de perpétuer la bonne intelligence qui existe qu'en lui déferant comme nous le faisons les entreprises des subalternes qui peuvent la troubler. Les croiseurs anglais se donnent des licences bien propres à former des engagements contre le vœu et la volonté des deux Cours. Je crois bien que ce n'est pas sur un ton de reproche que le Lord Suffolck vous a parlé de quelques munitions de guerre que les Américains peuvent avoir tiré de nos sles et qu'il ne veut pas s'en faire un argument pour justifier les imprudences de ceux de leurs marins qui ont voulu se permettre des visites dans nos rades et sous notre canon. Les Anglois ont encouragé les commerces prohibés tant que cela leurs a convenu, ils voudroient bien les restreindre maintenant qu'ils tournent à leur désavantage.

mais la cupidité sera toujours plus forte que toutes les précautions et les lois humaines. N'en avons nous pas eu l'exemple pendant les troubles de la Corse ? Avec quelle publicité les marchands anglois n'y portoient ils pas armes, munitions de guerre etc., nous avons toujours bien compris que c'étoient des entreprises particulières indépendantes repugnantes même au Gouvernement. Le Roi verroit avec déplaisir que ses sujets se permissent de porter aux Américains aucun genre de secours offensif, et s'ils étoient surpris par des armateurs Anglois dans un commerce prohibé ils n'auroient aucun support et appui à se promettre de notre part. Mais je ne puis m'empêcher d'observer M. que le Lord Suffolk en vous parlant de leurs nombreuses croisières s'est expliqué de manière à faire entendre qu'elles veillent également sur ceux de nos vaisseaux qui vont dans nos îles ou qui en reviennent et qui pourroient avoir à bord des armes et d'autres munitions de guerre. Il y a cependant une différence bien essentielle à faire et qu'il sera bon que vous fassiez remarquer. Je conçois que des bâtimens sortans du canal de Bahama sous prétexte de revenir en Europe avec une assez grande quantité de contre bande pour faire supposer un commerce prohibé peuvent paroître assez suspects pour être arrêtés et soumis à la perte de leurs effets, mais je ne comprends pas sur quel fondement on pourroit se permettre de s'immiscer notre commerce direct avec nos îles n'importe de quel genre soient les cargaisons. Ce qui peut être contrebande dans la circonstance présente relativement à l'Ang<sup>re</sup> est très lointain d'un domaine de France à un autre domaine de France, et je suis persuadé que si cette question étoit portée à quelque tribunal que ce soit d'Ang<sup>re</sup>, la décision seroit favorable, mais nous comptons trop sur la sagesse du Gouvernement B<sup>ritannique</sup> pour croire qu'il veuille élever une question aussi délicate. Auroste la mer est libre, nous ne nous opposons point à ce que les Anglois y saisissent les Américains même ceux qui arboreroient notre pavillon : qu'ils les empêchent d'arriver dans nos ports ou de retourner dans les leurs, mais notre territoire doit leur procurer un asile inviolable.

*Angleterre, L. 516 - 1<sup>re</sup> - 8*

A cette date du 15 juin, justement, le projet dont Beaumarchais devait être la cheville ouvrière s'exécutait, cela motivait de soi les raisonnemens auxquels s'étant livré le ministre. Il les reprend le 21. Un

1770

fait nouveau s'était produit alors et pouvait les rendre plus nécessaires. On venait d'apprendre que le congrès de Philadelphie avait ouvert les ports des Colonies à tous les vaisseaux du monde, les avait fermés à ceux de l'Angleterre et que, bien plus, le Congrès avait décrété la course sur ces derniers. La police maritime devenait donc un intérêt imminent. Dans quelles conditions naviguerions-nous désormais et quelle conduite devions-nous suivre au sujet des prises qui seraient amenées par les corsaires américains? Une dépêche du 21 juin eut principalement en vue ces deux points importants. Elle était écrite de Marly, où la cour se trouvait. Elle disait à Garner :

Il y a déjà du temps, M., que je vous ai mandé que les ministres anglois jugeant de ce que nous faisons par ce qu'ils feroient s'ils étoient à notre place, se persuadent que toutes les espèces de secours que reçoivent les Américains partent de France. Je ne disconviendrai qu'il ne puisse en sortir de chez nous. Nos negocians aiment autant à gagner de l'argent que ceux des autres nations et je suis persuadé que les negocians anglois eux même ne s'en font pas faute malgré les prohibitions bien plus strictes aux quelles ils doivent être assujets. D'ailleurs il n'y a point de contrebande à terre, tout y est marchandise, ce n'est qu'à la mer et suivant le lieu de la destination que telle sorte de marchandise peut être qualifiée contrebande. Nous ne protégeons point ceux qui en portent, nous ne nous opposons point à ce que les Anglois les saisissent nous ne réclamerons pas des François qui seroient surpris dans le commerce deffendu, bien entendu que ce ne seroit pas dans leur traversée de France à nos îles et vers aucun port de la domination du Roi. Je me suis suffisamment expliqué avec vous à ce sujet, M., par ma dernière dépêche. Au reste si les Anglois craignent que les Américains ne trouvent chez nous des secours par la voie du commerce nos marchés sont ouverts à eux la même aux autres, celui qui paiera le mieux peut être assure de la preference.

J'ai vu la resolution du Congrès du 6 avril dernier pour ouvrir les ports des treize Colonies unies aux vaisseaux et aux marchandises de toutes les nations les Anglois et le thé exceptés. Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de curieux de tenter cette aventure, les risques à courir ne seroient pas compensés par les avantages qu'on pourroit s'en promettre, étant très vraisemblable

que les Anglois qui n'ont pas encore reconnu l'indépendance de l'Amérique 177  
arrêteroient indistinctement tous les vaisseaux entrans ou sortans de ses ports comme surpris dans un commerce illicite. Ce qui paroît exiger plus d'attention est l'ordre que le Congrès vient de donner à ses armateurs de courir sus à tous les bâtimens anglois indistinctement et dans toutes les parties du monde. Lenvie de faire des prises plus facilement pouvant attirer des corsaires dans les mers d'Europe où les Anglois sont moins sous leurs gardes il sera asses embarrassant de savoir quel parti prendre s'ils veulent les déposer dans nos ports. Les Américains ne sont encore relativement à toutes les nations civilisées que dans un état de révolte ouverte vis-à-vis de leur maître légitime. Cela nepeut pas qu'ils ne puissent trouver dans nos ports asile pour eux, leurs navires et leurs effets, nous continuons à les considérer comme des sujets Anglois et nous les laissons jouir de tous les droits attachés à cette qualité, mais les prises qu'ils feront si elles sont réclamées (et elles le seront certainement), sous quel point de vue les envisagerons nous? Comme il n'est gueres possible que ce futur contingent si probable n'ait pas déjà fait le sujet des raisonnemens des Anglois vous obligerez M. de me marquer ce que vous aures entendu de plus sensé et de plus raisonnable sur ce sujet.

A Marly le 21 juin 1776.

*Angleterre. 1776. n. 35*

En attendant, le ministre tâchait de rendre efficace la médiation du roi. Il s'efforçait d'amener le Portugal aux satisfactions que l'Espagne étoit en droit d'obtenir. Malgré une insistance répétée, il n'avoit pu voir encore le gouvernement de Charles III formuler nettement celles qu'il se croyait dues. Dans ces négociations où il avoit tout pour lui, ce gouvernement apportoit une hésitation à parler dont plus d'une autre fois il donnera la preuve. M. de Vergennes faisait vainement dire «qu'il falloit une base certaine, qu'il étoit nécessaire de connaître le but auquel Sa Majesté Catholique desiroit que l'on conduisît l'Angleterre et la cour de Lisbonne», qu'un M. de Pombal pouvoit être soupçonné de chercher à gagner du temps et qu'il étoit de l'intérêt

Rapport d'Orsini du 13 mai

176. de l'Espagne de terminer pendant que les Anglais se trouvaient hors d'état de secourir utilement leur allié<sup>1</sup>; vainement il pressait son ambassadeur d'agir sur M. de Galves, dont ces vues avaient l'assentiment<sup>2</sup>. A la fin du juin, encore, on se trouvait dans le vague comme au début. « Les choses, écrit-il à Ossun ce jour-là, seraient peut-être plus avancées si l'Espagne avait bien voulu nous faire connaître ce qu'elle desirait; elle préfère d'être devinée, cela n'est, je vous assure, ni commode ni aisé », et c'est avec de véritables instances qu'il demande à son subordonné de s'efforcer d'aboutir<sup>3</sup>. Le roi et M. de Grimaldi eludaient ou donnaient des prétextes. La pensée qu'ils seraient plus heureux avec les propres forces de l'Espagne que par ses médiateurs, la crainte de ne pas demander autant que l'on pourrait obtenir pour elle les tenaient à la fois tentés et indécis. Tempérament politique affaibli, dont la France ne devait pas tarder à faire l'épreuve à son détriment. Mais, aux yeux de M. de Vergennes et de ses collègues, il

Rapport d'Ossun du 27 mai.

<sup>1</sup> Dépêche du 31 mai.

« Vous sommes bien persuadés M. de Vergennes que vous y ferez de votre mieux et que vous vous y conduirez avec votre prudence ordinaire. Vous connaissez nos liaisons avec l'Espagne et notre intérêt inséparable de tout ce qui la regarde; vous connaissez aussi le desir que le Roi aurait de voir la paix, l'amitié et la concorde rétablies entre les deux puissances voisines et amies. C'est sur ces deux points de vue que vous devez régler vos démarches, votre langage et toute votre conduite. » *Extrait de la lettre du Roi au Ministre de l'Espagne, 1580 n° 199.* Le ministre avait écrit à l'ambassadeur le 10 avril 1763. « Si l'intérêt de l'Angleterre comme celui du Portugal sont de prévenir les suites de cette contestation, l'Espagne en a elle-même un très principal de profiter de la seule occasion qui se présentera pour tirer d'elle le cours de plusieurs siècles ou de commencer à compter sur l'impartialité de l'Angleterre ».

« Celle-ci est en effet dans de tels embarras relativement à l'Espagne que pouvant avoir des démarches avec ses Colonies que si l'on ne peut pas un temps précieux et qu'elle nait pas cela de sa situation par des événements plus favorables qu'elle n'est peut-être sa les promettre. Il faudra bien quelle fasse cesser sa partialité pour les prétentions exagérées de son allié à la justice de la cause et des moyens de l'Espagne. C'est dans cette voie que rien ne peut être plus sage et plus sûr et combattre que la demander qui a été faite d'un tonne peremptoire pour l'exercice de la médiation et c'est aussi en attendant toute l'utilité de cette condition que je vous ai prié M. de Vergennes de M. le Marquis de Grimaldi si ne jugeront pas à propos au moment de confier l'intermédiaire dont le Roi son maître voudrait bien se contenter afin que bien instruits du point extrême où la France trouverait bon de arrêter nous pourrions régler nos démarches préparatoires et finales selon les vues de Sa M<sup>te</sup> Catholique ».

y avait surtout du prix à retarder l'explosion de la guerre, si l'on ne pouvait l'éviter. C'est pourquoi ils avaient souhaité de voir l'Espagne assez forte, au Brésil, pour empêcher M. de Pombal d'y prendre des avantages que l'on ne pourrait plus lui enlever que par les armes. L'histoire reprocherait injustement au ministre des Affaires étrangères de Louis XVI de n'avoir pas eu, pour la guerre, l'éloignement d'un politique avare des ressources de son pays et du sang de ses soldats; il était imbu au contraire de la morale politique qui s'inspire de ce sentiment là. Écrivant à Ossun le 14 mai sur cet interminable sujet des manœuvres portugaises, il n'était préoccupé que de faire représenter au roi Charles combien les chances de la guerre méritaient peu d'être courues, quand elle n'avait pas pour cause des intérêts supérieurs.

Si l'intérêt du Portugal est de prévenir que la contestation présente ne puisse devenir le sujet d'une guerre dans un moment où il ne peut pas espérer une grande assistance de la part de son allié, celui de l'Esp.<sup>e</sup> l'invite à profiter de la même circonstance pour trancher radicalement la difficulté par une composition amiable. Indépendamment que l'humanité sollicite de préférer cette voye, l'expérience dépose que la guerre ne fut presque jamais un moyen efficace pour terminer péremptoirement les querelles de cette espèce. Les dépenses immenses qu'elle occasionne même lorsqu'elle se fait le plus heureusement amènent bientôt la lassitude et l'épuisement. On finit parce qu'on ne peut plus continuer les mêmes efforts, et le plus souvent le nœud de la difficulté n'est pas même effleuré. C'est presque toujours à recommencer. Il n'est pas possible que cette considération présentée à propos ne fit l'impression la plus victorieuse sur le Roi C<sup>te</sup> et son ministère dont les principes honnêtes et vertueux doivent les porter à envisager la guerre même la plus juste comme la plus grande des calamités.

*Espagne t. 580 n° 95.*

Le cabinet de Versailles continuait donc avec patience sa négociation stérile, s'évertuant par Ossun à retenir le ministère de Madrid qui était prompt à tirer argument de tout, et, par Garnier, pressant celui de Londres de peser sur M. de Pombal. C'est pour préciser une

1770 fois de plus à l'ambassadeur le point où il paraîtrait naturel que le roi d'Espagne obéît à ses ressentiments, qu'il écrivait cette dépêche du 29 juin rapportée plus haut. Il avait alors à peu près perdu confiance dans le résultat. Huit jours auparavant, la cour de Portugal ayant remis un projet de déclaration pour satisfaire celle de Madrid, il disait déjà à Garnier, à ce sujet, qu'en Angleterre on n'en devait pas en être à s'apercevoir que M. de Pombal se jouait et de l'Espagne et des médiateurs, « la patience échappera au Roi Catholique, ajoutait-il, et il en arrivera ce qu'il pourra »<sup>1</sup>. Il entrevoyait déjà le prochain changement de la scène et, renouvelant les conseils par lui inutilement donnés, il exprimait le regret que l'Espagne eût différé de les suivre.

21 juin. « Je ne me chargera, surment pas M., continuait-il de communiquer en Espagne cet amphigouri qui ne pourroit qu'aigrir les esprits qui ne le sont déjà que trop. Je souhaite que M. de Pombal ne soit pas assez mal conseillé pour faire présenter à Madrid ce nouveau projet d'une satisfaction vraiment illusoire ou s'il a cette imprudence de s'y attacher comme un dernier effort de sa condescendance. Je crains fort que les M.<sup>rs</sup> s-

tres Anglois n'agissent trop mollement sur au lallie qui peut très aisément sacrifier l'intérêt le plus grand comme le plus précieux à sa morgue et à sa ridicule vanité. Il semble que M. de Pombal prenne à tâche de mettre en évidence que la saisie des navires marchands Espagnols a été faite de son ordre. Sa reticence à articuler le fait et sa répugnance à le dé-avouer semblent autoriser cette deduction. »  
*Angleterre*, t. 516 n° 134



## ANNEXES DU CHAPITRE XIII

### DÉBATS DU PARLEMENT ANGLAIS

EXTRAITS EMPRUNTÉS A CEUX JOINTS PAR GARNIER A SES RAPPORTS  
DU 11 ET DU 15 MARS\*

Angleterre 1815 n° 4 et 5

SEANCE DU 5 MARS.

M<sup>LE</sup> LORD SHELBOURNE J'insiste, Milords, sur la restauration de nos forces militaires parce que le tableau militaire de l'Europe qui s'offre dans ce moment à mon esprit fait naître mes terreurs et mes alarmes. En France un jeune Roi introduit dans son état une réforme générale et un ministre grand homme de guerre lui prépare des soldats dignes de leur souverain. L'Espagne n'est occupée que de mouvemens guerriers. Une partie considérable de ses citoyens commence à lui former une puissance militaire si respectable qu'il faut remonter jusqu'à Charles quint, pour qu'il s'en offre un exemple. Elle a été battue devant Alger<sup>1</sup> erreur. Ses troupes se sont aguerries, elle a triomphé, du moins s'est elle préparée à vaincre. fruit suffisant de ses militaires essais. L'Autriche voit sur son trône un jeune prince guerrier, ambitieux, puissant, tout occupé à former des troupes, à les encourager par ses exemples et par

\* Ces extraits ont visiblement été composés en anglais et traduits pour être envoyés à Versailles. Roubaud sans doute les fournit car Garnier l'employait encore à cette date. Les parties reproduites ici le sont telles que la minute les présente. — Roubaud était, paraît-il l'auteur ou l'un des auteurs d'un pamphlet intitulé *Lettres de Monsieur de Moncalm*. Lord Shelburne maltraita tellement ce pamphlet qu'en entendant parler l'orateur Roubaud se trouva fort troublé, se sentant désigné peut-être Garnier probablement pour arrêter M. de Vergennes sur le personnage termine sa dépêche

« lui racontant cet incident. » L. lord Shelburne » a parlé avec beaucoup de violence contre « un ouvrage publié en dernier lieu sous le titre « de lettres de M<sup>r</sup> de Moncalm affirmant qu'il « étoit faux, ignorant et méprisable. Je suppose « que son auteur ne me rendra pas bien exactement cette sortie. Je suppose même qu'elle lui « a fait un mauvais effet car en s'excusant de « ne pouvoir m'envoyer les débats pour aujourd'hui, il m'a écrit qu'il avoit été malade toute « la nuit. J'aurai l'honneur à la première occasion de vous parler plus amplement sur ce « sujet »]

ses bienfaits. Le héros qui régna en Prusse a le premier donné en Europe l'exemple de former dans le grand et le solide le militaire d'un état. Le modèle a été copié, égalé peut être, mais jamais surpassé. Un nouveau royaume en Suède, ses heureux commencemens semblent annoncer qu'il sera revivre bientôt les royaumes des Gustaves et des Charles douze. La Russie a marché sur les plans que son premier fondateur le czar Pierre lui avait tracés par ses exemples et ses dernières volontés. Ses derniers succès annoncent tout ce qu'elle est. Le Danemark se relève de sa foiblesse. Voilà l'Europe. Est-il rien de plus capable de donner à penser à des conducteurs de l'état? Qu'est l'Angleterre vis-à-vis de ce tableau? Je me tais. Ma vanité est trop mortifiée du personnage qu'elle y joue. Mais au milieu de cet appareil militaire que l'Europe étale de toutes parts, du moins, pouvons nous compter sur des alliances capables de suppléer à notre foiblesse, et de nous relever de notre impuissance. La France est notre ennemi naturelle. L'Espagne connaît nos sentimens, elle ne voit que trop ce qu'on lui prépare. Puisse-t-elle dans un moment malheureux ne pas prévenir nos desseins par notre ruine. Je suis trop ami de ma patrie pour m'expliquer davantage, et je parle devant des senteurs trop éclairés pour ne pas me comprendre à demi mot. L'Autriche autrefois si amie de l'Angleterre ne nous voit plus qu'avec des yeux indifférens. La France par des alliances de sang, peut être de politique n'a que trop se consacrer à nos intérêts. La Prusse nous prépare quelques vengeances d'autant plus dangereuses que les celtes s'annoncent par des coups. Elle n'a pas oublié notre ingratitude lors de la conclusion de la dernière paix elle repète du nom des hommes que nous ne sommes que trop hors d'état de débourser. C'en est trop pour un monarque du caractère de celui qui y règne, pour ne pas nous attendre un jour à ses représentations. La Suède est dévouée à nos ennemis, qui ont su l'art de la gagner et de la servir, des malheurs domestiques nous ont ravi l'auteur du Danemark, enfin nous avons dégouté la Russie, et je ne balancerais pas à prononcer que dans le choix c'est du côté de la France qu'elle se tourneront de préférence à nous. Que reste-t-il donc à la Grande Bretagne? Le Hesse dont nous avons acheté l'alliance plus cher, j'ose le dire que nous aurait cru l'alliance d'une des premières puissances de l'Europe. Au moins puis-je assurer que 17,000 soldats anglais épargneraient à la nation, sur les calculs les plus justes, 350,000 livres sterling par an. Quelles puissantes raisons de nous en tenir à nos propres citoyens pour en composer nos soldats, que la patrie devrait encourager par une augmentation de paye, par des récompenses accordées aux vétérans, par une limitation de leurs services à l'union de la France en un mot par quelques autres bienfaits que la prudence peut modérer. Rendez le soldat riche, heureux, vous n'en manquerez nulle part, et moins en Angleterre qu'ailleurs. Vos manufactures et les diverses occupations de l'état n'en souffriront

pas. C'est par une méthode si sage que l'administration pourrait former un corps de militaires, adaptés aux besoins publics. Qu'on n'hésite donc pas de suspendre la marche de ces Allemands, quand même il faudroit inscrire les avances déjà faites. Dans les grands dangers, dans les circonstances de grande crise, ce n'est pas à l'économie qu'il faut s'arrêter, c'est alors le moment de la générosité, en s'élevant au dessus de la dépense. Mais se condamner à cette dépense pour en acheter une source de malheurs, c'en est trop.

Milords, pardonnez la longueur de mon discours, un homme pénétré des malheurs et des dangers de l'état ne s'imaginoit jamais en avoir assez dit pour les prévenir, ou les guerir. Au moins est-ce le cœur, un cœur conduit par l'amour de sa patrie, qui vient de s'exprimer. Daignez pardonner les erreurs de l'esprit en faveur des sentimens du premier. Voilà, Milords, la prière après laquelle je suis vos décisions recueilliront tout.

SEANCE DU 14 MARS 1776.

LE BUC DE GRAYTON. — Milords, l'administration a tellement varié jusqu'ici dans ses vœux, qu'elle nous a énoncés tantôt pour une conciliation avec les Américains, tantôt pour une soumission générale et sans aucune condition, que ses conséquences n'annoncent que trop son peu de sagesse en manifestant l'instabilité et l'incertitude des principes, sur lesquels elle guide sa marche. Plût au ciel au moins que dans ce cercle versatile de variations, elle se fût attaché au parti le plus humain et le plus utile. Mais non, l'esprit de vertige, qui l'entraîne et l'aveugle, l'a livrée aujourd'hui aux dernières extrémités, ressources toujours les plus condamnables et les plus mauvaises, parce qu'elles sont celles du désespoir.

Quelle politique de risquer ici sans nécessité toute la fortune de l'état. Car il n'est question ici du rien moins que de savoir s'il existera à l'avenir une Angleterre, ou si elle ne cessera pas d'être. Quel garant certain avons nous de réussir à finir la conquête de l'Amérique. Si elle est une fois détachée de notre empire, quelle figure jouera dans l'Europe parmi les grandes puissances l'Angleterre isolée et confinée dans son île? Mais non, la victoire nous a couronnés, voilà l'Amérique à genoux qui nous demande des fers. Mais que sera notre Amérique? cette contrée aujourd'hui si peuplée si riche en véritables richesses, si distinguée par les qualités commerciales et militaires de ses habitans? Non, elle ne renfermera alors qu'une poignée de malheureux échappés au massacre général, et enragés au fond de leurs cœurs contre cette marâtre de patrie qui le fer à la main aura fait couler le sang de leurs frères et de leurs amis. Quels services pourra-t-on se promettre de ces hommes ruinés et dépouillés de tout, et d'ailleurs si envenimés contre nous? Sera ce alors la

pour de les avoir vaincus? et nous rendront-ils la centième partie, de ce que nous aurons coûté leur réduction?

Je tourne à présent mes regards tout à fait vers l'Angleterre. Les médiateurs pourrout-ils nous assigner au juste la durée des expéditions qu'ils imitent? Nous connaissons les dépenses énormes, qu'elles nous coûtent aujourd'hui, nous en sommes aux expéditions pour trouver les fonds. Ou les trouverons nous pour une, deux, ou trois campagnes qu'après tout la consommation de cette grande affaire pourroit requérir? Que deviendra on attendant l'Irlande, qui ne fleurirait que par son commerce avec l'Amérique? Que deviendra t-elle surtout si l'Amérique vient à nous échapper? Une depuis longtemps d'intérêt et d'affection avec les colonies ne chercheroit-elle pas à se procurer la même sorte d'indépendance et de souveraineté personnelle? Et les puissances voisines, nos rivales naturelles si jalouses de notre grandeur actuelle, de l'immensité de nos richesses, et de la supériorité de nos forces, ne payeraient elles pas de leurs efforts les émissaires que feroit l'Irlande pour secouer le joug? Milords, j'avoue que l'aspect, sous lequel la France a été aujourd'hui, mérite nos plus sérieuses considérations. C'est un jeune monarque, qui y règne, juste appliqué, laborieux, jaloux de la prospérité de son empire. Le ministère choisi du le main du Monarque, ne pense que d'après le maître, et n'agit que sous sa direction. Les ressources de la France sont connues. Si l'Angleterre n'a pas à trembler comme en effet elle n'est pas dans le cas encore elle a du moins de grandes raisons de réfléchir et de se précautionner.

Mais les ministres se rassurent sur l'assurance des dispositions pacifiques de la France. Est il de la sagesse de faire trop de fond sur la parole d'un ennemi et d'un ennemi qui a peut être plus d'un titre pour justifier un manque d'une rigide probité? Ce qui me feroit pencher pour la négative, c'est l'insolence, qui m'est parvenue. Deux Français de considération ont abordé secrètement sur le continent de l'Amérique. Ils y ont été accueillis avec distinction. Conduits à Philadelphie, ils ont été admis à des conférences secrètes avec le Congrès. Quel a été le résultat de cette ambassade secrète? est il bien difficile de le deviner? Le ministère s'endort pourtant sous nos yeux vaillant, et la vigilance de ceux-ci jointe à notre assoupissement, et à la léthargie profonde, dans laquelle nous sommes enseveli, pourroit bien être les présages de notre ruine. Quel différent aspect n'offrent pas une réconciliation honorablement ménagée? L'Amérique se peupleroit, s'enrichiroit. L'Irlande accroîtroit son commerce, ses manufactures, que l'on pourroit favoriser par de sages réglemens. Mais non le ministère veut tout abattre, tout casser, tout anéantir.

Le Duc DE MANTONTEAU. . . Dans cet état de notre foiblesse, sur quel pied se tiendront nos relations intérieures? La marine de France offre sous un aspect très

respectable. L'Espagne, depuis Charles quint et Philippe second, n'a pas vu ses ports regorger ainsi de marins et de vaisseaux. Aucune de ces deux Puissances ne laisse dans l'inaction ses ressources maritimes. On arme à force en France, on en fait de même en Espagne. Le rendez vous de ces deux flottes réunies est assigné à Carthagène. Est-on à la conquête d'Alger, qu'elles sont destinées? Les ministres peuvent le croire sans j'aurai de grandes raisons de les premier désignées pour une invasion contre le Portugal. Si mes informations sont vraies, nous voilà engagés dans deux guerres à la fois. Comment nous en tirer avec honneur? Mais mes informations s'étendent plus loin. Dans les deux Indes ces deux Puissances comptent des armemens considérables, qui doivent presque nous faire trembler. Dans le cas d'une double guerre comment en fournir les frais? Le parlement a déjà voté 5 millions sterling, 4 millions et au delà sont encore demandés en supplément. Il est évident que nous ne saurions supporter la guerre en Amérique l'espace seulement de deux ans. Que serait-ce, si une double guerre venait à nous tomber sur les bras? La banqueroute de la nation n'en serait-elle pas la conséquence infaillible? C'est cependant à cette double guerre, c'est à dire à notre ruine que nos ministres nous exposent aujourd'hui par leur opiniâtreté à se roidir aux voies de force et de violence contre l'Amérique. Cette guerre intestine nous dépoillera pour la défense du royaume de la plus grande partie de nos forces sans compter les ressources commerciales et pecuniaires qu'elle étouffe au dedans. Milords, se montrer dans un état de faiblesse n'est inviter nos ennemis à mettre en usage des moyens si heureux et si favorables à leur ambition pour nous écraser - réflexion qui devrait occuper les ministres. Hélas! il sera peut être un jour trop tard d'y venir, lorsque les calamités fondant à grands flots sur nos têtes ne nous donneront plus le loisir de les prévenir. Milords, voilà ce qui me rend chères les mesures douces proposées par le Noble Duc, le premier auteur de la question. Elles tendent à rapprocher les Américains de nous, en nous rapprochant d'eux c'est à dire qu'elles visent à amener une réconciliation plus avantageuse plus honorable, plus souhaitable, que les succès les plus multiples et les triomphes les plus brillans. Elles préviennent l'effusion du sang, la dissipation de nos finances - la suspension de notre commerce, la ruine éventuelle au moins de la nation.

MILORD SANDWICH. Je ne dis rien des dépenses de la présente guerre, qu'on exagère, et de l'état pythialle de nos finances, qui s'en rabaisse sans fondement. Dix millions s'en sont rien pour une puissance telle que la notre. Une guerre avec la France et l'Espagne coûterait cinq et six fois au delà, et nous serions en état de supporter ces charges, sans en être écrasés. On affecte de méconnaître les ressources, et l'affluence de la nation. Mais cette ignorance prétendue n'attaque en rien notre

florissante situation. Elle ne préjudicie qu'à l'honneur de ceux, qui s'en parent pour intimider les simples et les sots. Mais voici, Milords, une réflexion qui m'a toujours frappé toutes les fois qu'elle s'est présentée à mon esprit. Nous manquons de vaisseaux, de matelots, d'argent, en un mot de tout, si ce dementement étoit effectif, ne seroit-il pas d'un fidèle patriotisme de le dérober à la consommation publique, afin de prévenir l'abus qu'en pourroient faire des ennemis et des rivaux ? Mais pourvu que l'on porte quelque attention aux manœuvres, on s'embarrasse peu que la contre-éponge en rejaillisse sur l'Etat. Patriotisme de nouvelle fabrique, qui ne sera jamais marqué dans la liste des vertus des véritables citoyens. On s'écrit hardiment que nous sommes hors d'état de supporter deux ans les dépenses de notre guerre en Amérique. Quelle idée, après une si capitale déclaration, la France et l'Espagne peuvent-elles concevoir de notre grandeur, ou plutôt de notre faiblesse ? Heureux l'Angleterre que cette imputation, comme toutes les autres, n'est fondée ni en justice ni en réalité ! Je ne souhaite pas que nos ennemis en ayent de s'en convaincre par l'expérience. Avec d'embarras nous oppressent, sans en souhaiter de nouveaux. Mais si les malheurs des temps venoient jamais à enfanter cette addition de charges et de travaux, heureux encore une fois l'Angleterre. Milords d'être en passe de faire face à tout et de s'en tirer avec honneur.

MILORD GAMER . . . Cette politique doit avoir lieu surtout, quand pour agrandir nos souverains, on met en balance et on compromise toute la fortune de l'Etat. Le détail de tout ce, qui peut lui en coûter a été fidèlement exposé. Milords un point sur lequel j'insiste de nouveau, ce sont nos risques du côté de nos voisins. Ils ont rassemblé des forces considérables à St Domingue, l'île Maurice y rasche de puissans renforts. Il est certain que deux Français ont abordé à Rhodes island, d'où ils ont été conduits à Philadelphie et admis avec distinction à des sûres conférences avec le Congrès. Tant de mystères, tant d'honneurs accordés à deux étrangers, connus pour gens de marque et de considération, n'annoncent que trop quelque complot, quelque confédération secrète, quelque manœuvrerie sourde, qui pourroit bien éclater tout à coup, et nous ébranler. Mais du côté de cette rivale éternelle de l'Angleterre un plus frappant objet recueille excite mes alarmes. Un jeune Roi, se refusant à la licence des passions pour être tout à fait à la réforme de son royaume, un monarque que la main de la brigade n'a plus placé, que le choix du mérite seul a formé, tout occupé à seconder les vues d'un tel maître. Milords, avec un épouvantail si formidable pour l'avenir, la bonne politique dicteroit de penser à renforcer l'Angleterre, au lieu de l'asservir et de l'épuiser par une guerre, qui ne présage que des déastres. Victorieux ou vaincus, l'Angleterre aura dissipé ses trésors, sacrifié ses plus belles troupes, ruiné ou perdu une des plus belles portions de son empire.

Voilà, Milords, le fondement, sur lequel j'opine au faveur des mesures conciliatrices, que le Noble Duc soumet aujourd'hui à nos délibérations. C'est le dernier effort du patriotisme, pour arrêter la patrie qu'on précipite à sa ruine.

MILORD MAXWELL. Milord, j'avois pris la résolution de me condamner pour jamais au silence dans la discussion des affaires d'Amérique. Une réflexion remarquable d'un Noble Lord, le Lord Temple dans le dernier débat m'avoit convaincu de la sagesse de cet unique parti à embrasser. Nous en sommes venus dans les affaires Américaines à un tel période, qu'il reste très peu à dire, et beaucoup à faire. Le temps de raisonner, de calculer est passé, c'est aujourd'hui le moment marqué pour agir. Pourquoi donc perdre ici le temps à revenir sur ses pas, à agiter des questions mille fois rebattues et déjà décidées.

Dans tous nos débats politiques on ne cesse de se rabattre sur des objets étrangers, et on perd de vue la question principale, qu'il s'agit de la sagesse d'approfondir. On a sucré son éloquence, tantôt sur l'acte du timbre, tantôt sur celui du thé l'un sur nos vaisseaux, l'autre sur la qualité ou le nombre de nos matelots. Mais Milords dans la question proposée il ne s'agit ni de timbre, ni de thé, ni de matelots ni de vaisseaux. On a parcouru une partie de l'Europe, la France, l'Espagne, l'Allemagne on s'est rabattu sur l'Irlande, mais la question proposée n'est liée ni de près ni de loin à ces différens royaumes. Le marquis de Montcalm, la compagnie des Indes la situation de nos manufactures, de notre commerce de notre milice ont passé successivement sur la scène mais surtout ce n'est pas la question principale qui y a appelé tant de sujets à disparaître. Ces écarts ces digressions mal amenées ne donnent pas un grand air de dignité à nos assemblées, elles ne font pas beaucoup d'honneur à la justesse de nos réflexions, mais le plus grand malheur, c'est qu'elles n'avancent pas le succès de la cause de l'état.

Il est de notoriété publique que le résultat de nos délibérations vole sur les ailes des vents jusques en Amérique. Des canaux fideles, non pas à la patrie, lui transmettent parfaitement la plus légère réflexion, qui nous échappe et c'est cette intelligence, contre laquelle nous devrions nous munir des armes de la précaution, parce qu'elle ruine totalement le succès de nos efforts. Le parti allégué la faiblesse du royaume son impuissance à fournir longtemps aux dépenses de la guerre, l'injustice de cette guerre, l'usurpation du parlement en s'arrogeant le droit de taxation la répugnance des citoyens à tirer l'épée contre des frères, et mille autres suppositions favorables à l'Amérique la conséquence que doivent naturellement entraîner toutes ces allégations et ces représentations, c'est de doubler la résistance des Américains, de les inviter à armer de courage et de patience dans l'espérance pressager du succès. D'un autre côté on a fait tonner bien haut la résistance de l'Amérique, son

indépendance sa tyrannie sa cruauté, ses divisions intestines, et tant d'autres appellations diffamantes. A quoi doit aboutir tout cet étalage pompeux de crimes et d'imputations capitales? A aigrir les esprits des colons, à empoisonner leurs sentimens par un surcroît de haine et d'horreur, dont le levain ne fermente déjà que trop dans leurs cœurs. Je m'arrête, Milords, et je finis. Les mesures, qu'on nous propose aujourd'hui ne sont ni sérieuses, ni bien concertées, ni ajustées au besoin de l'état. L'épée est trempée, il faut frapper. Gémissons de la nécessité mais ne faisons pas à notre gloire et à celle de l'état le deshonneur de reculer et de trembler puisque nous sommes en état de faire trembler les autres.

MILORD WEYMOUTH. Je ne dirai que deux mots sur un point capital laissé jusqu'ici sans réponse. Que prétendent les deux Nobles Lords par leur déclaration de ces deux François admis avec tant de distinction pour conférer avec le Congrès. Veulent-ils nous les représenter comme des émissaires de la cour de France, et nous armer de soupçons contre une puissance respectable, qui jusqu'ici ne nous a donné que des preuves authentiques de sa droiture, de sa justice et de sa générosité? Les chefs de l'Opposition viseroient-ils à nous susciter de nouvelles affaires, comme si nos faibles mains n'en étoient pas assez surchargées? Ces deux François ne peuvent être que quelques contrebandiers, qui se sont glissés furtivement en Amérique pour le lucre et les profits de leur commerce subreptice peut être quelques mécontents de la cour qui vont sous les auspices du Congrès imprimer quelque livre et declamer sans risque contre le gouvernement de leur patrie. Enfin ce pourroit bien être quelques fugitifs, échappés aux loix de leur pays, et qui vont réclamer une assemblée auprès de rebelles comme eux. Si les deux Lords sont munis de quelque information plus particulière sur la commission de ces deux François ils en doivent la communication à l'état et ils ne sauroient la lui dénier sans trahison et sans crime. S'ils n'ont là dessus aucune plus ample information à nous fournir, c'est une imprudence en eux, pour ne rien dire de plus, de jeter des soupçons sur la justice d'un gouvernement étranger par la démarche furtive de deux étrangers inconnus, sans mission publique sans caractères, et dont la cour à qui ils appartiennent ignore les actions et les vues.



## CHAPITRE XIV.

### LEVOIÉ DU CONGRÈS À PARIS

Le chargé d'affaires anglais et le ministre qui le croyait voir dans nos ports, mouls que M. de Vergennes en donne réalité qu'avait ce mouvement. — Emploi de Barbeu Dubourg par le ministre, officiers et intermédiaires que ce docteur procure. — Le négociant finable et discret chargé de dissimuler la participation du Gouvernement à l'armement des Croisilles vues par Beaumarchais pour ce rôle, la maison Roderique Hortales et C<sup>e</sup> comburant sur laquelle elle est fondée. — M. de Grimaldi envoie le million promis par le roi d'Espagne, utilité de la coopération ensemble Beaumarchais et Barbeu Dubourg, résistance de ce dernier à cette opinion qui avait de son importance. — Silas Deane en Espagne et en France, ses instructions, mission qu'il avait de voir M. de Vergennes, langage qu'il devait lui tenir. — Dubourg se consacre comme l'agent en pied des Colonies, les efforts d'acquiescer Deane sa lettre à M. de Vergennes pour écarter Beaumarchais sa découverte. — Pourquoi l'envoyé de Plutocliphus n'est très attendu l'espion Edmond Bancroft. — Entretien de M. de Vergennes avec Silas Deane, exultante attitude de celui-ci, l'entretien est agréable au ministre. — Facilité accordée aux Américains dans les ports, la Marine et le Contrôle général. — M. de Vergennes adresse Beaumarchais à Deane, protestation de Dubourg, nouvelle déception de celui-ci. — Intérêt que présentent en leur temps ces détails, aujourd'hui minimes pour l'histoire. — Efforts de Dubourg pour rester au bien, il promène partout Silas Deane, tout ce qu'ils avaient commencé ensemble est repris par l'Américain avec Beaumarchais, traité définitif de Silas Deane avec Hortales et C<sup>e</sup>, Dubourg se fait la re une petite part. — Ce qu'on pensait en Angleterre.

Ce n'était pas quand les conjonctures semblaient si près de se compliquer que M. de Vergennes aurait retardé les projets concertés au profit de l'Amérique. Comme en *post scriptum* à sa dépêche de Marty, il écrivait que « l'inquiétude avait repris M. de Saint Paul, que celui-ci voyait dans nos ports des armements de flottes et tout ce que la vivacité de son imagination naturellement exaltée lui pouvait suggérer ». Il ajoutait bien qu'il n'y avait rien là de fondé; mais il laissait deviner la vérité par les raisons qu'il donnait, disant que « nous voulions être prêts à tout événement, et que notre prévoyance n'avait pas d'autre but sinon notre sûreté dans tous les cas possibles ».

Les faits, effectivement, justifiaient les renseignements du chargé

776. d'affaires d'Angleterre. Un mouvement que l'on n'aurait pas aperçu auparavant était sensible. Nous avons indiqué que les moyens organisés par Franklin pour tirer de France du matériel de guerre trouvaient, chez M. de Vergennes, l'appui propre à les rendre efficaces. Dès le mois de mai 1776, le ministre est en rapport direct avec Barbeu Dubourg. Celui-ci l'a mis au courant des opérations commencées, du bénéfice personnel qu'il y trouve, du traité passé avec le *Comité de correspondance secrète* par ce Penet que les orateurs de la chambre des lords transformaient en un envoyé de la France. Dubourg a même trouvé assez d'accueil aux Affaires étrangères pour ne pas craindre de demander, en vue de sauvegarder ses intérêts, que le Gouvernement prenne des informations sur l'honorabilité de Penet, et M. de Vergennes n'a pas jugé hors de propos de lui répondre par des conseils. Il l'utilise d'ailleurs tout de suite. Il s'agissait de faire sortir des arsenaux des armes dont on ne se servait plus, de les expédier en Amérique et de recruter des officiers disponibles, artilleurs ou ingénieurs surtout. Après lui avoir écrit : « On peut dissimuler certaines choses, » mais on ne veut pas les autoriser, » le ministre s'efforce de diriger ce « docteur » de manière à ne rien laisser découvrir. Celui-ci est adressé au chef du matériel de la Guerre, M. de Gribeauval, que M. de Saint-Germain a prévenu, il concerte tout avec lui, il a bientôt découvert et présente les officiers que l'on demande; il désigne déjà notamment, pour directeur général de l'artillerie et du génie américains M. Tronson du Coudray, que l'on verra bientôt partir et qui court, en attendant, les arsenaux pour y faire le triage du vieil armement et le diriger sur les ports. On avait besoin de quelqu'un se chargeant d'emballer, de conduire à Nantes, de livrer contre le prix convenu ce matériel de guerre, c'est Dubourg encore qui le procure.

Voir à l'annexe I du présent chapitre la lettre de Dubourg du 31 mai à laquelle M. de Vergennes répond de sa main le 1<sup>er</sup> juin. — Une lettre acceptée de Penet du 20 août

*Etat-Una*, n° 48, et une autre sans signature du 27, relèquent aussi l'association de Dubourg aux bénéfices des fournitures qui seraient faites aux Américains.

Cependant M. de Vergennes ne se servait que provisoirement du « cher bon ami » de Franklin. Il comptait sur quelqu'un de plus avisé et de plus remuant pour les opérations importantes, c'est-à-dire quand il en serait à instituer le « négociant fidèle et discret » chargé de dissimuler, sous les dehors d'une entreprise privée, la participation effective du Gouvernement à l'armement des Colonies. Dans les données auxquelles on s'était arrêté, ce négociant devait être une maison de commerce en relation avec les ports de France, de Hollande, d'Angleterre même. On laissera assez vite ce cadre s'élargir lorsque le crédit des États-Unis sera établi; mais à cette heure on le trouvait suffisant. Quoique Beaumarchais, dans ses séjours de l'autre côté de la Manche, eût préparé le terrain sur d'autres vues, ce qu'il avait fait pouvait servir. En tout cas, on tenait à le voir devenir ce négociant prétendu. Lors de son retour de Londres, à la fin de mai, il parut opportun de commencer<sup>1</sup>; on le mit en mouvement et peu après il avait établi la maison Roderique Hortales et C<sup>ie</sup>, autrement propre que celle des Plarne et Penet à couvrir de l'apparence d'un grand commerce intéressé, les envois des deux Couronnes. La maison devait remplacer les armes déclassées qu'on lui fournirait par des armes neuves ou les solder pour leur valeur arbitrée, les Américains donneraient comme argent les denrées ou les marchandises qu'ils apporteraient et, suivant les exigences du moment, c'est-à-dire selon que l'Angleterre serait abusée ou menaçante, que la situation ou l'intérêt commanderait une attitude ou l'autre, le Gouvernement

<sup>1</sup> Il eut lieu à Paris le 24. Il annonce le jour où mon retour à M. de Vergennes. « Paris ce vendredi, 24 mai 1776 — Monsieur le Comte j'arrive bien las, bien harassé. Mon premier soin est de vous demander vos ordres et l'heure à laquelle vous voudrez bien me donner audience. Il est trois heures du matin. Mon nègre sera à Versailles à votre lever. Il sera de retour pour le soir et j'espère qu'il

« rapportera la nouvelle que j'attens avec le plus d'impatience » est la permission de vous aller assurer du très respectueux témoignage avec lequel je suis Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur  
« Beaumarchais. »

« Je signe car je suis si las que vous ne reconnaîtrez peut-être pas mon écriture. » *Angleterre*, t. 5, li. 2<sup>e</sup> 57

1776 faciliterait ou contrarierait la sortie des ports, le chargement des navires, les livraisons à effectuer, sauf à compter à la fin avec le « négociant fidèle », à l'indemniser des pertes ou à le tenir quitte des sommes dues<sup>1</sup>.

Entre Beaumarchais et Arthur Lee, il ne s'était agi que de secours d'argent à faire parvenir, dès lors d'intermédiaires qui s'en chargeraient, et Lee aurait gardé, aux yeux du comité de Philadelphie, tout le mérite de cette assistance financière qui semblait devoir être gratuite. L'agent du gouvernement français dut se dégager, par suite, envers l'Américain. C'est ce qu'il fait le 12 juin, dans un billet attribuant à des ordres qui n'admettaient pas de résistance la rupture de leurs conventions. Il entreprend ensuite secrètement une tournée dans les ports<sup>2</sup>; les derniers jours du mois il est à Bordeaux, notant, de cet important côté de l'Océan, les fils de l'affaire. Il avait reçu alors le million accordé par Louis XVI, et M. de Vergennes ayant rappelé à Madrid les engagements qu'on y avait pris, le million ajouté par Charles III lui fut bientôt compté<sup>3</sup>. Plus libre, en effet, et son souverain aussi, dans cette politique secrète que dans celle qui se traduisait en délibérations de cabinet et en dépêches officielles, M. de Grimaldi envoyait le 27 juin au comte d'Aranda la lettre de crédit nécessaire; il le faisait en ces termes, qui non seulement attestent

L'auteur de *Beaumarchais et son temps* a expliqué avec nous tout cela.

<sup>1</sup> « Avec secretisme pour qu'il fût en cache-cache même à M. de Launay, dont l'ardeur ennemie faisait craindre les indiscretions. Le 16 juin, sur le point de commencer son voyage, l'écrivait au ministre : « M. de Launay, avant de partir pour la Normandie pour n'y en aller à Versailles et me même à Marly, m'a écrit à M. de Murepau et a vu toute son influence sur votre sanction. Je me suis tenu avec lui sur la négative de toute espèce d'action en faveur des Américains tant par les principes du Roi que par le danger que

« les étrangers ne se vantaient de nos secours et n'engageaient une querelle générale. Je pars dans deux heures pour revenir vous offrir de nouveaux mes respects dans quinze jours si mes affaires arrêtent. » *Anglaiserie*, t. 5, 6 n° 11.

Retour à Paris le 3 juillet au matin il prévient aussitôt M. de Vergennes de son retour. *Ibid.*, t. 5, 17 n° 1.

<sup>2</sup> La lettre à Arthur Lee et les deux qui suivent la première du 10 juin, la seconde du 10 août 1776 se trouvent aux Affaires étrangères. Elles ne sont pas reproduites en M. de Lomenie les ayant données dans *Beaumarchais et son temps*.

l'entente dans les agissements, mais expriment une confiance en M. de Vergennes dont il faudrait douter encore, à cette date, si l'on n'avait que la correspondance diplomatique pour en juger.

Madrid le 27 juin 1776

J'ai rendu compte au Roi de la dépêche réservée de V. E. du 7 juin, dans laquelle elle me fait part de ce que M. de Vergennes lui a confié sous le plus grand secret, comme cela étoit nécessaire, relativement aux secours que la cour de France se propose de fournir aux Insurgens des Colonies anglaises, et à ceux qu'elle leur procure en cachette par différens moyens. Ce sage ministre attend par là au but politique de contribuer à affaiblir réciproquement les Anglois pour les détruire, et les Colons pour les mettre à la raison dès le principe de leur indépendance.

Sa M<sup>te</sup> a applaudi à ces mesures de la cour de France et les trouve très convenables aux vues que doivent toujours avoir l'Espagne et la France, et comme cet intérêt est commun aux deux Monarchies le Roi sent qu'il est juste que la démarche que l'on fait pour maintenir les Insurgens dans leur état de résistance, soit commune aussi. En conséquence le Roi m'ordonne de vous envoyer la lettre de crédit ci-jointe d'un million de livres tournois pour être employées au même objet. Vous n'avez pas vous autres les moyens de l'exécuter directement et avec le secret nécessaire mais V. E. se concertera avec M. le C<sup>te</sup> de Vergennes sur le genre de secours auquel il conviendra d'employer cette somme, et sur les moyens de la faire parvenir à sa destination, soit en suivant la même route déjà ouverte par la France, soit en en prenant une plus courte suivant ce que M. de Vergennes et V. E. croiront le plus convenable.

Pour ne donner lieu à aucun discours ni à aucun soupçon j'ai supposé au Ministre des finances que cette somme est destinée à un achat dont V. E. est chargée par ordre du Roi, et j'écris cette dépêche toute entière de ma main, pour que ce secret ne soit communiqué à personne.

*Espagne, 1776 à 1778. Traduction.*

Afin de donner tout son effet à ce mécanisme m.-partie politique

177. et mi-partie de trafic<sup>1</sup>, il restait à faire opérer ensemble Barbeau Dubourg et Beaumarchais. Au commencement de juillet, celui-ci fut donc adressé à l'autre pour combiner leurs moyens. Mais cela pouvait d'autant moins s'effectuer sans résistance qu'à l'heure même l'arrivée à Paris de l'envoyé de Philadelphie venait donner à Dubourg une très haute idée de son personnage. Parti en mars, l'Américain Silas Deane était arrivé en France à la fin de juin. Il avait passé par les Bermudes et l'Espagne. C'était la route la plus sûre, car les croisières anglaises ne pouvaient pas encore le lui point ressembler, et c'était la plus avantageuse qu'il pût prendre, les petits ports espagnols paraissant très propices à un commerce de guerre qu'il avait mission d'organiser. Parvenu de ce côté-ci des Pyrénées, Deane avait employé une semaine en pourparlers avec des armateurs à Bordeaux, une autre à visiter la fonderie d'Angoulême et les grandes villes se trouvant sur sa route, il était à Paris le 5 juillet. Franklin avait rédigé les instructions de l'envoyé. Ses antécédents le désignaient naturellement pour cela à ses collègues du « Comité de correspondance secrète ». Franklin était convaincu d'avoir laissé son lit fait, en quittant l'Europe, de telle sorte que rien ne l'aurait déformé depuis, et il avait trouvé utile d'y coucher tout simplement l'émissaire. Celui-ci avait une lettre de l'ancien agent des Colonies pour M. Leroy de Chaumont, au Louvre, une pour le docteur Barbeau Dubourg, ses instructions lui prescrivaient expressément de regarder ce dernier comme le meilleur guide à rechercher et à suivre.

Les instructions du comité conduisaient littéralement Deane par la main<sup>2</sup>. Ses démarches et ses paroles lui étaient indiquées comme au mandataire le plus novice et le moins avisé : « Il s'occuperait osten-

<sup>1</sup> Cette affaire politico-commerciale », dit Beaumarchais. Lettre à M. de Vergennes, 16 août.

<sup>2</sup> Le gouvernement des États-Unis a publié ces instructions, avec beaucoup d'autres pièces, en commençant de son histoire. (Jardel

Sparks. *Diplomatic correspondence of the american revolution*, Boston 1849. Les lettres sont données à Silas Deane sont signées par tout le comité, mais M. G. Bancroft fait positivement connaître qu'elles étaient de Franklin, ce qui tout rendait d'ailleurs probable.

siblement du commerce des Indes; la cour de France n'aimerait pas à laisser savoir au public qu'il y avait un représentant des Colonies à Paris, il devait donc se donner toutes les apparences d'un négociant véritable. Il se tiendrait d'ailleurs en rapports fréquents avec les deux destinataires de ses lettres, afin d'apprendre à devenir un français de Paris'. » On redoutait pour lui l'attrait de cette grande ville et l'on s'était empressé de l'en mettre en garde : « Il ne s'agira pas de satisfaire la curiosité qui amène tant de monde à visiter cette cité renommée, mais d'entretenir le plus tôt possible M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères. Le docteur Dubourg le mettra à même d'être reçu, à défaut, il demandera une audience en expliquant que, sous les dehors d'un négociant, il est en France pour le compte du congrès américain et qu'il a à faire des communications de nature à être utiles à la France et aux Colonies à la fois. » Le langage à tenir dans la première audience, dans une seconde, dans d'autres si elles avaient lieu, est tracé ensuite à l'émissaire. « Sa commission une fois exhibée et reconnue, il devait exposer que le Congrès, ne pouvant pas trouver les moyens de fournir son pays d'assez d'armes et de munitions pour sa défense, par le fait des obstacles qu'y apporte le ministère anglais, l'a envoyé pour demander à cet égard le concours d'une puissance européenne. Le Congrès a pensé à la France la première; l'amitié de la France est, en effet, celle qui lui sera le plus utile si la séparation définitive d'avec la Grande-Bretagne arrive; mais c'est la France aussi qui est appelée à profiter le plus du commerce des Colonies, auquel l'Angleterre a dû non seulement une partie de sa richesse, mais beaucoup de ses moyens dans les dernières guerres. L'Amérique a besoin d'équipements et de matériel de guerre pour 25,000 hommes d'une centaine de pièces de canon, les traites qu'elle fera pour les payer seront très sûres si son commerce peut être protégé par elle-même ou par ses alliés, elle achètera aussi des toiles, des lainages »

• *Neveu et Parisot, France, « Diplomatic correspondence »* t. I, p. 7.

177.) et d'autres articles pour lesquels le crédit ne lui est pas nécessaire, mais le tout formerait une cargaison méritant d'être accompagnée par deux ou trois navires de guerre<sup>1</sup> ».

Évidemment Bonvouloir n'avait pas parlé à des oreilles sourdes<sup>2</sup>. C'était le premier pas des Américains dans les relations politiques avec le continent : on voit qu'ils tenaient déjà le langage d'une nation véritable, et d'une nation bien anglaise, regardant son intérêt comme le prédominant que personne ne pouvait être supposé ne pas l'avoir pour principal. Il était prescrit à l'envoyé de « ne se point rebuter de la froideur possible ou de la réserve du ministre; le cas arrivant, il se retirerait en priant M. de Vergennes de réfléchir, lui dirait qu'il restait encore à Paris un peu de temps et s'y tiendrait à ses ordres, les dispositions devenant plus coulantes dans une audience nouvelle, il tâcherait de savoir si, le jour où les Colonies se constitueraient en Etat indépendant, la France les reconnaîtrait, recevrait leurs ambassadeurs, ferait avec elles un traité de commerce, voire une alliance, et quelles conditions à peu près elle y mettrait; il insinuerait alors que, bien que pas encore prêt à retourner en Amérique pour porter des réponses d'un si délicat caractère, il lui était aise de transmettre en attendant, d'une manière secrète et très sûre, des avis au Congrès ». Si minutieusement que l'on eût ainsi tracé à l'envoyé ses faits et gestes, il fallait bien supposer quelque imprévu et penser qu'il ne

<sup>1</sup> Voir une note du 22 août de la main de Gerard sur le contenu du mémoire fourni par M. Daine. (*Etats-Unis*, t. I, n° 50.)

<sup>2</sup> Disons ici que l'on n'eut plus de nouvelles de Bonvouloir jusqu'au mois de juin 1776. Il avait mal continué sa mission si bien commencée. Mal pour lui seulement car il n'avait rien compromis de ce qu'il lui avait été confié. Il a été vu maltraité par les Anglais, il avait été jeté dans le Canada à leur suite, il y avait souffert du besoin. Au mois de juin le duc de Guines demanda qu'on le tirât de peine. M. de

Vergennes l'est d'abord assez dur pour lui, puis s'adoucit peu après. Nous reproduisons à l'annexe II du présent chapitre la correspondance qui s'échangea à ce sujet. Au mois de septembre un jeune officier français, le d. de Saint-Aulaire, fut prisonnier par les Anglais dans le Canada. Il fut ramené à Londres et remit à l'ambassade un mémoire que Bonvouloir envoyait sur ce pays. Ce mémoire fut le sujet d'un rapport de Gerard du 17 septembre et d'une réponse de M. de Vergennes du 5 octobre. (*Angleterre*, t. 518, n° 60 et 76.)



serait pas incapable d'y faire face; les instructions se terminaient donc par ceci, que « tout cela serait à développer dans les entretiens «subsequents, suivant l'occurrence et selon que le lui suggérerait «son patriotisme et son zèle»<sup>1</sup>.

Une partie de « tout cela » conservait à peine de l'à-propos à la date où Franklin l'écrivait, à plus forte raison n'en avait plus quand Silas Deane eut à s'en servir. Barbeu Dubourg voyant M. de Vergennes ou lui écrivant librement, traitant avec les hauts employés de la Guerre, correspondant à Londres avec Arthur Lee et les agents dont celui-ci faisait ses intermédiaires, non inconnu, très probablement, du comte d'Aranda, se regardait déjà comme l'agent en chef des Colonies; il en fut tout à fait persuadé quand il eut reçu Silas Deane. La mission de Franklin lui valait un brevet. L'envoyé lui parut un auxiliaire qui lui était adressé pour assurer d'abord ses affaires (car l'Américain explique longuement au comité, dès son premier rapport, que le « docteur » était encore fort perplexe par le fait des opérations de Penet<sup>2</sup> et aussi pour les agrandir. Afin de mieux assigner ce rôle à Silas Deane, il essaya de lui persuader tout de suite que les ministres ne le recevraient point, dans la crainte qu'on ne le sût et que lord Stormont n'en fit un grief auquel ils seraient embarrassés de répondre. Il le tenait comme au secret pour mieux rester chargé de tout Beaumarchais venant soudain prendre à Dubourg ses opérations de la part de M. de Vergennes, faisait donc tomber ce « docteur » de bien haut. Il se débattit, naturellement, et, pensant ramener le secrétaire d'Etat des affaires étrangères, il lui adressa le soir même la lettre suivante, dans laquelle il disait de son compétiteur imprévu, au sujet duquel les mauvais propos abondaient, le mal que l'on en pouvait dire, espérant

<sup>1</sup> *Diplomatie correspondance*, t. I, p. 8.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 10 et 11. — Penet, un négociant peut-être un peu aventurier, était empressé de se couvrir du nom de Franklin auprès de Barbeu Dubourg sans s'être sérieusement autorisé et avait profité de la crédulité du doc-

teur pour associer à de considérables achats de munitions de guerre et de vivres dont le remboursement n'était rien moins qu'assuré. Silas Deane eut à s'engager sur cette affaire dès le lendemain de son arrivée, non sans en redouter assez la responsabilité future.

- 1.72. ainsi le faire écarter. C'est un document à citer, parmi les pièces auxquelles ont donné occasion ces efforts interlopes du gouvernement du roi en faveur de l'Amérique.

A Paris le 13<sup>e</sup> juillet 1776

Monseigneur,

J'ai vu ce matin M. de Beaumarchais, et m'y voyant expressément autorisé par vous, j'ai conféré volontiers avec lui sans réserve. Tout le monde connaît son esprit, ses talens, et personne ne rend plus de justice que moi à son honnêteté, sa discrétion, son zèle pour tout ce qui est grand et bon, je le crois un des hommes du monde les plus propres aux négociations politiques, nian peut être en même tems un des moins propres au négoce mercantile. Il aime le faste, on assure qu'il entretient des demoiselles, il passe enfin pour un bourgeois d'argent, et il n'y a en France ni marchand, ni fabricant qui n'ait cette idée, et qui n'hésitât beaucoup à faire la moindre affaire de commerce avec lui. Aussi m'étonnait-il bien lorsqu'il m'apprit que vous l'aviez chargé non seulement de vous occuper de ses lumières, mais de concentrer en lui seul l'ensemble et les détails de toutes les opérations de commerce, tant en envois qu'en retours, soit des munitions de guerre, soit des marchandises ordinaires, de la France aux Colonies unies, et des Colonies en France, la direction de toutes les affaires, le règlement des prix, la conclusion des marchés, les engagements à prendre, les recouvrements à faire, les dettes à acquitter etc. Je convins avec lui qu'il pourroit en résulter l'avantage de faire toutes ces opérations un peu plus secrètement, mais je lui représentai qu'en s'emparant de tout cet immense trafic, et en excluant absolument des gens qui avoient fait tant de frais, essuyé tant de fatigues et couru tant de dangers depuis un an pour le service et par ordre du Congrès, ce seroit leur donner lieu de crier au monopole et leur faire un tort réel, lorsqu'ils ont mérité un sort tout différent, il me dit que cela ne leur porteroit aucun préjudice et déploya son éloquence pour me le prouver tellement qu'effectivement. J'avoue que ces motifs particuliers ne suffiroient pas pour balancer celui du secret nécessaire dans une conjoncture aussi critique, mais qu'il me soit permis de douter s'il n'y a pas d'autres moyens, s'il n'y en auroit pas même de meilleurs pour assurer ce si important secret, parce que assurément M. de Beaumarchais, avec toutes les ressources de son génie, ne pourroit se dispenser d'employer tout

à la fois beaucoup d'agens subalternes, toujours moins discrets que des marchands dont l'objet capital est le bien cacher leurs spéculations et d'être continuellement en dedans de tout le monde. Mais je reviens à ma première et principale réflexion, et vous supplie, Monseigneur, de la bien peser. Peut-être est-il cent peut-être mille personnes en France qui avec des talens fort inférieurs à ceux de M. de Beaumarchais, pourroient mieux remplir vos vœux en inspirant plus de confiance à tous ceux avec qui ils auroient à traiter d'affaire de commerce, soit François, soit Américains, dans les villes, dans les ports, dans les manufactures.

Angleterre, 15 7, n° 16.

À Paris depuis une semaine sans pouvoir approcher de Versailles où il avait mission formelle de parler, Silas Deane comprit que Dubourg serait peut-être une gêne au lieu de l'homme essentiel que Franklin avait depict. Rehsant ses instructions, il lui déclara qu'il allait demander une audience. Dubourg se decida alors à s'annoncer avec lui chez le ministre, convaincu de démontrer par là à l'Américain qu'il ne pourrait rien faire sans lui. C'était le 15 juillet. Le surlendemain, 17, il conduisit l'envoyé à Versailles. Mais M. de Vergennes lui donna le démenti cruel de faire voir combien il attendait celui-ci; il n'avait pas encore vu la lettre de Dubourg et ne les reçut pas moins sur l'heure<sup>1</sup>. Le ministre, en effet, n'ignorait pas la présence de Silas Deane à Paris. Dubourg la lui avait aussitôt apprise, car, à la fin de la lettre tout à l'heure reproduite, il indiquait la précaution qu'il prenait de le tenir claquemuré, lui et un autre personnage, un certain Édouard Bancroft, dont il aurait bien fait, on le verra, de se garder et de garder l'émissaire davantage<sup>2</sup>. Au moment où la « recherche » des Colonies, suivant l'expression de M. de Vergennes,

Tout cela est raconté fort en détail par Deane dans son premier rapport au comité de Paris de plus. *Diplomatic corresp.*, p. 102.

<sup>1</sup> Sa lettre, en effet se terminant par ceci : « J'ai conseillé à M<sup>r</sup> Deane et Bancroft de se

« communiquer peu, et même de changer de  
« nom, et je dirai à tout le monde et même  
« à M. de Lauraguais et Le Roy que je ne les  
« ai pas revus » et qu'on les a apparemment fait  
« repartir subitement et à petit bruit ».

1778 se réalisait ainsi, il devait peser au ministre d'en être réduit encore, à leur sujet, à de pures intrigues. Il venait justement de se laisser aborder par ce Bancroft, une épave des anciens agissements de Franklin, qui exploitait l'inconsistance d'Arthur Lee. C'était encore un docteur, un physicien ou naturaliste en tout cas. Franklin s'en était servi pour composer des brochures en faveur des Colonies, pour écrire des articles dans les feuilles anglaises<sup>1</sup>, et il croyait si bien l'avoir à sa dévotion qu'il avait mis expressément dans les instructions de Deane de l'appeler auprès de lui pour profiter de ce qu'il savait, user de ce qu'il pouvait faire et non seulement de l'attirer à Paris, mais de l'emmener ailleurs s'il y allait. Or, la grande confiance que l'agent des Colonies à Londres montrait à Bancroft avait valu à celui-ci de passer aux gages du *Foreign office*. On le dirigea sur Paris pour s'y trouver le même jour que l'Américain<sup>2</sup>, lequel était suivi, d'ailleurs, depuis l'Espagne, par des compatriotes de même emploi qui vinrent frapper à sa porte aussitôt son retour de Versailles<sup>3</sup>. Voilà comment Bancroft avait vu le comte de Vergennes avant que l'envoyé du Congrès fût encore annoncé. En donnant des indications qui lui était facile de préparer pour qu'elles fussent bien reçues, il s'était assuré le moyen de se tenir informé et de mettre exactement le cabinet de Londres au courant, comme il le fit en effet.

Le ministre présentait assurément des pièges pareils et se savait

Dans la *Mandibé Review* en particulier.

<sup>1</sup> Deane fait connaître, en effet, qu'ils étaient arrivés le même jour. — À l'égard de ses rapports avec ce personnage, ses instructions étaient si formelles que l'idée de ne pas les suivre n'eût pu venir à lui, que ce soit : « Vous vous efforcerez de vous procurer une entrevue avec M. Bancroft, ou au défaut sous le couvert de M. Griffiths à Turbham Green » vers Londres, et lui exprimant le desir qu'il « vienne avec vous en France ou en Hollande à cause de ses anciennes relations ».

L'historien G. Bancroft a raconté ce pay-

age du rapport de l'envoyé lorsque représentant notre loi des imputations très ministérielles, dont Lee s'est fait plus tard l'auteur avec toute l'ironie de son caractère personnel, il reproche à Silas Deane de s'être trop fidèlement servi du mercenaire de Franklin. Deane a été défendu depuis dans un livre : *Silas Deane in France*. — M. G. Bancroft parle comme s'il avait vu les rapports de son homonyme au *Foreign office* dans les documents du gouvernement anglais.

<sup>2</sup> Deane lui-même, il avait d'ailleurs connu leur présence à Bordeaux pendant qu'il y travaillait.

exposé à y tomber tant qu'il ne serait pas en face d'un émissaire sérieux, il devait donc trouver qu'il était temps d'y échapper, et attacher d'autant plus de prix à recevoir Silas Deane. Il ne savait pas l'anglais. Son intermédiaire avec l'envoyé de Philadelphie fut Gérard, à qui cette langue était familière. L'entretien dura deux heures. « Beaucoup d'interrogations furent faites, manda Deane à Philadelphie, beaucoup d'explications données. Questions et réponses, toutefois, sortirent aussitôt de l'ordre qu'avait indiqué Franklin. Les avantages commerciaux que la France enlèverait à l'Angleterre en aidant les Colonies à l'emporter sur leur métropole étaient chose rebattue pour les interlocuteurs de Silas Deane; ils l'arrêterent tout de suite en l'assurant « que l'on appréciait bien l'importance de ce commerce, l'intérêt qu'y trouveraient ensemble la France et l'Amérique, que le Gouvernement lui ouvrait déjà librement les ports au même titre qu'au commerce de l'Angleterre, qu'en raison des bonnes relations existant avec la cour de Londres, on ne devait pas attendre de lui d'enconrager ouvertement l'embarquement d'approvisionnements de guerre (*the shipping of warlike stores*), qu'aucun obstacle n'y serait mis, toutefois, et que s'il s'en présentait le ministre les lèverait dès qu'on lui en porterait l'avis ». Il n'y avait dès lors pas lieu d'attendre une nouvelle audience pour pousser plus avant; l'éventualité de la déclaration d'indépendance fut immédiatement abordée. Le ministre lui-même amena la conversation sur ce sujet. Il le fit incidemment, se donnant garde de paraître y attacher de l'importance. Comme par occasion, il dit que c'était « un événement encore dans les secrets du temps, qu'il ne se sentait pas capable d'en parler tant qu'il ne se serait pas produit », puis il rompit aussitôt, prévenant Deane que « l'ambassade anglaise était avisée de sa présence, observait ses démarches et qu'il eût à rester très prudent dans ses relations avec des Anglais », ouvrant même, afin de s'écarter davantage, une longue parenthèse sur les dispositions et les intérêts des Bermudes, où l'envoyé avait touché; sur quoi il posa soudain cette question : « Si les Colonies déclarent

1770 « leur indépendance, ne se diviseront-elles pas après ? (*Would not differ among themselves?*) »

Sur ce point, d'où dépendait en partie le succès de sa mission, Silas Deane, il faut lui le dire pour l'Amérique, qui ne l'a guère payé de reconnaissance, remplit les intentions de ses mandants non avec l'intelligence seulement qu'ils avaient sans doute pensé trouver en lui, mais avec la fécondité d'arguments et de raisons qui ne se tire que d'un patriotisme vigilant. Toute l'impression qu'il devait souhaiter de produire et que l'on espérait de sa mission découla de ses réponses. Le ministre dit à Gérard « de prendre note du logement de l'envoyé et à celui-ci qu'il serait enchanté de le voir souvent si, pour de telles affaires, le cabinet d'un ministre n'était pas un lieu trop public, mais qu'il voulût bien en entretenir le premier commis, collaborateur absolument sûr à qui il pouvait se fier comme au ministre lui-même; que si d'ailleurs un fait important survenait, il le ferait appeler des qu'il serait prévenu<sup>1</sup> », et l'entretien prit fin. L'Américain tourna quelques mots bien trouvés pour excuser ses manières, « mal conformes peut-être aux usages des cours, mais que M. de Vergennes pardonnerait à l'envoyé d'un peuple encore récent ». Il avait su, on le voit, devenir « un Français de Paris ». Il eut cette réponse de M. de Vergennes, que « le peuple et sa cause étaient très respectables aux yeux de toute personne sans passion, et que l'entrevue avait été très agréable<sup>2</sup> ». Deane était déjà formé aux procédés de la diplomatie comme à l'urbanité française, car plus apte à se conduire que la puerilité de ses instructions ne le ferait croire, il pensa qu'il était bon

« though he should be glad to see me often, yet as matters were circumstanced his house was too public a place but that I might put the same confidence in his secretary as himself to whom I might apply for advice and direction but that whenever any thing of importance occurred, I need upon him and he would see me by an common occa-

sions I must address the secretary, which would be every way more convenient as he understood the English language well, and was a person in whom the greatest confidence could be placed. »

« That the people and their cause was very respectable in the eyes of all disinterested persons and the interview had been agreeable »

de laisser trace de ce qu'il avait dit; il en remit quelques jours après à Gérard les résumés par écrit<sup>1</sup>. 1775

Les Colonies demandaient donc ouvertement l'appui de la France. Elles le demandaient avant d'en rechercher aucun autre. Elles proclameraient leur indépendance, elles la soutiendraient ensemble, elles voulaient résolument la faire triompher : c'étaient bien les assurances qu'il fallait entendre exprimer par un Américain ayant mandat de les fournir. On peut supposer que, par là surtout, l'entretien fut « agréable ». Le ministre avait d'autant plus lieu de promettre les faveurs de la Marine et des Douanes qu'il les avait déjà prescrites. C'était un des facteurs de l'entreprise Hortales. On faisait émaner ces faveurs à la fois du ministre de la marine et du contrôleur général si bien que Beaumarchais écrivait le 13 juillet de se borner au premier pour ne pas mettre tant de monde dans la confidence<sup>2</sup>. Mais M. de Vergennes n'entendait pas laisser ses prescriptions lettre morte. Quelques jours auparavant, à propos de navires arrivés de Boston, les fermiers généraux, qui trouvaient ces tolérances contraires à leurs intérêts, avaient transmis au contrôleur général un mémoire exposant que les Anglais y verraient peut-être de sérieux sujets de plaintes. Le successeur de Turgot était M. de Clugny. Nouveau dans la politique du ministère, il avait été embarrassé de répondre. Il venait, le 8 juillet, de consulter le secrétaire d'Etat des affaires étrangères avant de prendre les ordres du roi<sup>3</sup>, et Gérard, immédiatement chargé de lui

<sup>1</sup> *Etat-Ges.* t. 1, n° 1, 47-56.

<sup>2</sup> *Angleterre*, t. 515, n° 118. Il s'agit à cet égard de M. de Vergennes.

<sup>3</sup> « J'ai oublié, avant d'arriver au soir, en quittant M. le Comte de Maurepas à 9 heures et demie, d'aller vous prier de sa part d'écrire au contrôleur G<sup>e</sup>, que si son ordre secret n'était pas parti pour les ports, il le retient. Puisque M. de Sartines y envoie un ordre exprès, .. est inutile de multiplier les confidences. Je vous

rends grâce de ce que je ne vais pas faire » cette course fatigante. Au même M<sup>r</sup> de Maurepas me dit que cela venait d'être arrangé entre vous. J'ai des affaires si pressantes à Paris, et elles vont tellement à rebrousse-poil des que je les quitte, que je ne puis que vous remercier du fond du cœur de n'avoir écrit le désagrément de les abandonner à « fort de la crue ».

*Ibid.* t. 5, 7, n° 33.

écrite de manière à augmenter, loin de les affaiblir, les facilités par lesquelles on voulait attirer les Américains, l'avait fait comme il suit :

Il me semble, M., que notre intérêt politique comme notre intérêt mercantile demande que nous traitions favorablement les Américains qui fréquentent nos ports, en effet s'ils réussissent à établir la liberté de leur commerce ils auront d'avance contracté l'habitude de traiter avec nos négociants, et s'ils succombent, nous aurons entretenu avec eux, au moins momentanément, un commerce d'échange dont l'avantage est évidemment de notre côté. Je pense donc, M., que nous sommes dans le cas de faire éprouver la plus grande faveur aux bâtimens Américains, et que les circonstances où ils se trouvent doivent les exempter de la rigueur de l'arrêt de 1701 et de la décision du Conseil de 1742. Ce dernier point offre d'autant moins d'inconvénients que les Colons Anglais ne peuvent importer chez nous que des denrées de leur cru, et qu'ils n'ont à peu près aucune marchandise, aucun objet d'industrie à nous fournir, mais quelles que puissent être leurs importations dans ce genre, j'opine que non seulement il ne faut pas les leur interdire mais qu'il convient au contraire de lâcher la main par rapport aux droits qu'on se trouvera dans ce cas d'exiger d'eux. Je suis également d'opinion, M., qu'il serait à propos de permettre aux Américains d'exporter par d'autres bâtimens étrangers les objets qui ne pourroient être admis chez nous : c'est là la méthode qu'on suit en Angleterre ; outre la faveur qu'elle présente aux Américains, elle pourra contribuer à l'établissement d'un entrepot entre les Colonies Anglaises et les nations Européennes qui ont besoin de leurs productions. Tel est, M., mon sentiment sur les différents objets sur lesquels vous avez bien voulu me consulter ; et je desire beaucoup qu'il soit conforme au vôtre, si vous le trouvez fondé, et s'il influe sur les ordres que vous vous proposez de demander à S. M., je pense qu'il seroit nécessaire de prendre toutes les précautions que la prudence pourra suggérer pour que nos motifs et nos vœux et même s'il est possible nos procédés demeurent cachés aux Anglais. Je ne puis à cet égard que me rapporter entièrement aux ordres que vous jugerez à propos de donner.

Angleterre, le 517 x. 18

Les ordres ne manquèrent pas. Le contrôleur général à qui il en a été donné, annonce

aux petits ports, leur exécution. Je reçois dans l'instant Monsieur la lettre que vous m'avez



M. de Vergennes ne s'était guère inquiété des soupçons de Barben Dubourg, au sujet du rôle donné maintenant à Beaumarchais. Il envoya celui-ci chez Deane le lendemain même de l'audience, pour offrir à l'Américain les services d'Hortales et C<sup>ie</sup>. Deane raconte qu'il supputait avec quelque perplexité dans son esprit la manière la plus efficace de mettre à profit les bonnes dispositions témoignées à son pays<sup>1</sup>, quand Beaumarchais lui proposa par lettre de suffire à tout ce qu'il cherchait (*whatever should be wanted*)<sup>2</sup>. Ils se virent le 19, le jour suivant ils auraient été d'accord, si Dubourg n'eût regardé comme étant à lui l'envoyé de Franklin et toutes les affaires que cet envoyé pouvait nouer. Il n'était pas encore sans inquiétude, d'ailleurs, pour celles qu'avait engagées Penet, il s'agissait de les faire prendre toutes par Deane au compte des Colonies<sup>3</sup>. De là une compétition des plus vives. Sans voir qu'à l'usage sa correspondance et lui avaient perdu leur poids, Dubourg en écrivit au ministre, obligé ainsi de trancher le débat. Gérard les amena de nouveau, par suite, à M. de Vergennes, qu'ils entendirent expliquer avec qui les franchises nécessaires au commerce américain étaient assurées et avec qui aléatoires<sup>4</sup>. Un mot de Gérard fixa d'ailleurs Silas Deane. Comme ce dernier était au courant de l'existence, dans les arsenaux, de l'ancien matériel dont M. de Saint-Germain les débarrassait au profit des associés

1776

« fait l'honneur de m'écrire hier et je donne sur  
« le champ les ordres nécessaires pour qu'il ne  
« soit apporté aucun obstacle de la part du direct-  
« leur des fermes à l'armement que vous faites  
« faire à Nantes pour l'Amérique, en recom-  
« mandant de garder le secret. Je fais l'honneur  
« d'être avec le plus assidûment attachement  
« Monsieur, votre très humble et très obéissant  
« serviteur — CLOUTIER — A Paris le 24 août 1776. »  
*Etats-Unis*, t. 1, n° 43.

<sup>1</sup> On lit dans sa dépêche à ce sujet : « We de-  
« clare making in my mind, how best to im-  
« prove the present favorable crisis for sup-  
« plying the colonies. »

<sup>2</sup> Cette lettre est reproduite dans *Beaumarchais et son temps*.

<sup>3</sup> Deane explique au com. 16 qu'il se décide à ce parti. *Diplomatic correspondence*, p. 10 et 11.

<sup>4</sup> « We . . . had a conference with his excel-  
« lency from whom I had fresh assurances of  
« the utmost freedom and protection in their  
« ports and on their coasts, that in one word  
« I might rely on whatever Mons. Beaumarchais  
« should engage in the commercial way of sup-  
« plies, which, indeed, was all I wished for, as  
« I was on the safe side of the question, viz. on  
« the receiving part. »

1776 de Dubourg, il ne laissa pas finir cette seconde audience sans parler des armes qu'il avait mission d'acheter, sans produire ses instructions mêmes à cet égard, sans exposer qu'il était urgent de faire aussitôt des expéditions de cette nature en vue de la campagne d'hiver. Ayant reçu sur tout cela la plus satisfaisante réponse, il s'entendit sans retard avec Hortales. Ce fut réglé le 15; deux lettres écrites à Beaumarchais avaient fixé leurs accords<sup>1</sup>. Deane réclama cependant des précautions, à cause de l'ambassade anglaise dont il redoutait la surveillance et à cause de Barben Dubourg. Beaumarchais manda immédiatement à M. de Vergennes que Deane l'a prié « de ne pas dire à Dubourg qu'ils se fussent vus, parce que celui-ci voulait lui donner des fournisseurs de ses amis<sup>2</sup> ». Mais, des ce jour, ils n'opèrent plus qu'ensemble. Deane, préoccupé sans doute d'abandonner l'ami du docteur Franklin, explique au comité de Philadelphie, dans sa première lettre, comment il a dû « décourager ses amis en voyant où était la confiance de M. de Vergennes, à moins de manquer à l'accueil cordial qui lui avait été fait<sup>3</sup> ».

Ce sont là des détails minimes pour l'histoire; mais ils importaient, à leur date, par l'intérêt politique qui s'agitait au fond. Les pièces en sont restées comme celles des faits essentiels. Silas Deane ne put reconnaître que le « docteur » Dubourg comprenait au mieux que le ministre les affaires de son pays, « qu'avec les meilleures intentions du monde il risquait de les contrarier, de n'être pas en état d'aider, de causer peut-être de l'embarras », aussi prit-il conseil, désormais, du cabinet de M. de Vergennes, où l'on mettait les millions à son service, et de plus en plus rarement du correspondant de Franklin. Dubourg tâche de rester en tiers. Il est le 2 août chez Gérard, à qui il propose

Les 27 et 24 juillet

Avec la gaieté dont il annonçait ses affaires et qu'il met particulièrement dans celle-là, il ajoute « de tout mon cœur lui ai-je dit »

L'auteur de *Beaumarchais et son temps* a retravaillé par le menu tous ces incidents et repro-

duit presque toutes les pièces. Il n'y a pas à refaire le récit très attrayant qu'il en a donné; nous ne transcrivons guère ici que les documents qu'il n'a pas rapportés.

<sup>1</sup> *Diplomatie correspondance*, p. 28 (lettre du 15 août).

un partage entre Beaumarchais et lui. Pour se donner l'air d'être le vrai gardien des projets à suivre, il écrit le 3 au ministre sous le prétexte de lui rafraîchir à mémoire des commissions que Penet avait rapportées de Philadelphie. Beaumarchais ne pouvait pas s'arranger de cette ingérence et il la croyait très indiscrete. Il s'en plaint aussi ô!, non sans en prendre occasion d'exercer sur le docteur la causticité de sa plume.

Je ne puis m'empêcher de vous dire que pendant que nous étions ensemble ce matin, le Docteur Du Bourg, ce cruel bavard, était chez M<sup>r</sup> Gerard avec M<sup>r</sup> Deane qu'il traîne partout. Il a été faire, dit-il, une séparation de ses droits et des miens en proposant à M<sup>r</sup> Gerard de m'attribuer toute la partie politique de l'affaire des Américains et toutes les fournitures de munitions prohibées se réservant à lui et sa Compagnie toute la correspondance pour les affaires de Commerce etc. Vous juges quel bon effet tout ce radotage, et mon nom et la politique et les Américains ont fait sur M<sup>r</sup> Gerard qui surement ne savait pas un mot de tout cela. J'ai manqué de battre ce docteur quand il me l'a rendu, mais je me suis reprimé et lui ai tourné le dos sans réponse. C'est à vous, Monsieur le Comte à nous délivrer de ce funeste et brouillon agent. Pour moi, je renoncerais à tout si il fallait tous les jours essayer de telles contradictions. Remédies comme vous pourrez à son indiscretion auprès de M<sup>r</sup> Gerard, et pour le radoteur medecin je vous le recommande et pour mon compte et pour le votre.

Je suis avec le plus profond respect, Monsieur le Comte votre tres humble et tres dévoué serviteur.

Angleterre 51<sup>re</sup> n<sup>o</sup> 89

L'indiscretion, celle-ci du moins n'importait guere; mais le

Votre lettre. A Paris ce 3 août 1776  
 « Monseigneur, je pense qu'il est de mon  
 « devoir de vous rappeler aujourd'hui un article  
 « des plus importants de la commission donnée  
 « par le Congrès à M. Penet qui s'en étoit de  
 « charge sur moi. Il s'agissoit de procurer à nos  
 « bons amis

« Two engineers well recommended

« Two founders of cannon iron and brass  
 « Six gun lock makers  
 « Je vous supplie instamment de donner vos  
 « ordres pour qu'on ne neglige pas cet objet  
 « J'ai l'honneur d'être avec le plus profond  
 « respect monseigneur, votre tres humble et  
 « tres obeissant serviteur — DUBOURG. » Etats-  
 Unis t. 1 n<sup>o</sup> 92

1.70 ministre évitait assez soigneusement, on le voit, d'en laisser commettre aucune pour que Beaumarchais ne sût encore rien de la participation de Gérard. Toujours est-il que Dubourg s'efforçait de se servir de Silas Deane. Au commencement, il avait essayé de lui faire cacher son logement et changer son nom, pour le soustraire, disait-il, aux espions ou aux amis de trop de zèle<sup>1</sup>, en réalité pour le river à lui plus sûrement et lui faire endosser ses affaires. L'Américain ne trouvait pas digne de sa mission ni de l'estime que lui avait montrée M. de Vergennes de se rapetisser ainsi; mais Dubourg avait fait intervenir encore le ministre et, une fois de plus, il avait perdu sa peine<sup>2</sup>. S'y prenant maintenant d'autre manière, il promenait l'Américain pour se donner du crédit. Son compétiteur, lui, faisant plus de besogne, il écrivait peu après au ministre : « Avec du secret, du courage et de la célérité, il n'y a rien dont on ne vienne à bout en politique<sup>3</sup>, » et il en donnait vivement la preuve. D'abord on ne tarde pas à intercepter la correspondance de Penet et des autres intermédiaires de Dubourg<sup>4</sup>, dont M. de Vergennes a pris évidemment au sérieux l'impetueuse démarche. En même temps, et malgré l'étroite surveillance dont l'ambassade anglaise l'entoure, l'Américain se rencontre assidûment avec Hortales et C<sup>te</sup>. Edouard Bancroft ayant rempli son rôle, l'ambassade et le *Foreign office* étaient au fait de tous les agissements,

il y en avait naturellement et en particulier le comte de Launguesle. Il fut l'un des premiers qui arriva chez Silas Deane. Cela lui valut de voir les rapports du comte avec Lee. M. de Vergennes mit tout de suite Silas Deane en garde contre l'esprit ardent et malin comme il disait du comte. *Dipl. corr.* p. 16 et 19.

<sup>2</sup> M. de Vergennes fit répondre qu'une telle précaution était sans nécessité, et à la fin en même temps qu'elle fortifierait les soupçons. *Ibid.* p. 17, à quoi Dubourg rétorque à se faire le mérite de se rendre, car il adressa au ministre ce billet sans date ni signature : « M. Deane a pensé que son changement de

nom ferait plus de sensation parmi ceux qui pourroient le voir. Ainsi il n'en prendra point, » autre sous l'un d'eux d'ailleurs toute la surveillance possible sur lui-même et sur tous ses mouvements.

<sup>3</sup> Si Monseigneur jugerait nécessaire, je jure demain matin à Versailles, je serai toujours à ses ordres. 4 août 1776. 316 (152.)

<sup>4</sup> Le 13 août.

Une lettre de Penet de Nantes du 10 août est la première provenant de cette source parmi celles qui se trouvent aux *Archives étrangères*.

les papiers publics de Londres divulguaient comme venant de Deane lui-même ses relations avec le gouvernement de Versailles. Deane n'avait parlé de ses démarches qu'à Bancroft. A la vérité, il lui avait tout dit ou laissé tout écouter, il l'avait même rendu porteur d'une lettre pour Garnier, avec qui ses instructions lui commandaient d'entrer en rapports directs<sup>1</sup>; mais il se croyait bien assuré du secret et il chargeait Beaumarchais d'expliquer à M. de Vergennes que rien ne venait de lui<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, Hortales et Silas Deane avaient recommencé ensemble tout ce qui s'était entrepris avec Dubourg. Beaumarchais voit les bureaux de la Guerre, le ministre lui-même pour les mêmes objets; il montre à Deane la lettre du 10 juillet au contrôleur général<sup>3</sup>. Un accord à soumettre à la sanction du Congrès est promptement concerté, Beaumarchais en instruit le 16 M. de Vergennes; il l'informe même qu'ils sont convenus du traitement « d'un officier général d'artillerie et génie », qui est du Coudray, « et de tous les lieutenants ou gens destinés à ce service », à sa table, le

1776

« You will endeavour to obtain acquaintance with M. Garnier if now in France or if returned to England, a correspondence with him » etc. (*Diplomatic correspondence* t. I p. 9.)

<sup>1</sup> Beaumarchais écrit le 13 août à ce sujet. « Monsieur le comte, M<sup>r</sup> Deane m'a prevenu, hier au soir, que son correspondant de Londres lui mande que le ministère anglais s'est fort bien qu'il est à Paris et qu'il est parti des vœux exprimés à Mylord Stormont de vous faire de vives représentations à son égard. Son correspondant l'avertit que les papiers publics de Londres le font parler sur Deane sur ses prétendues relations avec le ministère français, etc. »

« M<sup>r</sup> Deane ajoute qu'il a un espion à ses trousses qui ne le quitte pas ici, mais il vous supplie si quelque chose de ces papiers anglais vous revenait, de ne pas croire qu'il ait

« jamais donné lieu à ces propos par la moindre légèreté. Il m'assure qu'il n'ouvre jamais sa bouche devant les Anglais qu'il rencontre il en fait conclure qu'il est l'homme de France le plus silencieux, car je le défie de dire six mots au suite devant les Français. On lui mande aussi que Milord Rochfort est parti pour Paris il le croit même arrivé d'hier ou d'avant hier. Je vais faire chercher son adresse. » « fut pressé que je suis de savoir quelle est la commission dont il est probablement chargé. » « Attendez vous donc, Monsieur le Comte aux remontrances du très ancien Milord Stormont je ne suis nullement inquiet de la réponse. » *Angleterre*, t. 517 n<sup>o</sup>, 18.

Il lui dit au ministre en *post scriptum* à sa lettre du 13 « Je reçois à l'instant la lettre pour M. de Clugny et celle dont vous m'honorez. J'envoie chez M. Deane je l'aurai dans une heure chez moi. »

lendemain, les derniers pourparlers auront lieu<sup>1</sup>. Le 18, en effet, le contrat avec les Colonies, pour l'organisation de leur commerce de guerre, est remis à Siras Deane sous la forme d'une lettre de Rodérique Hortales et C<sup>re</sup> au comté de Philadelphie et envoyé par un sloop américain qui se tenait à Bordeaux.

Les issues étant ainsi murées devant lui, Barbeu Dubourg se décida à lâcher prise moyennant une apparente satisfaction. « Ce docteur veut en être à quelque prix que ce soit, » écrit Beaumarchais à M. de Vergennes le 21 septembre, et effectivement il le laissa « en être », malgré le peu de prudence de ses démarches et malgré ses mauvais propos sur « les demoiselles qu'il entretenait », propos dont le ministre n'avait pas fait mystère et que Beaumarchais releva très plaisamment, du reste, dans une lettre dont l'ami de Franklin ne dut pas se vanter auprès de beaucoup de monde<sup>2</sup>. On lui fit une petite part<sup>3</sup>. Il put

« ... au contrôleur général, les ser-  
vices généraux, M<sup>r</sup> Deane, écrit Beaumar-  
chais, tout est arrangé. M. Deane est persuadé  
« de la nécessité en question et arrive, que  
pour lui remettre des fonds pour la vente de  
« leurs salaisons. Un nouveau député du Mar-  
chand et son ami, vient d'arriver de Hollande  
« Il me l'a bien vite annoncé. Ces M<sup>rs</sup> font  
partir de Paris un courrier par Bordeaux  
pour le Congrès, dans une C<sup>te</sup> unique exécutante  
« volière. Nous sommes d'accord sur le traite-  
ment d'un officier général d'artillerie et génie  
« et de tous les besoins des gens destinés et  
« nécessaires à ce service. C'est le fruit de plu-  
sieurs conférences chez moi entre eux et M<sup>r</sup> du  
« C<sup>te</sup>. Pour résultat, les deux députés l'acti-  
vité et le courrier, durent demain chez moi.  
« Cincin y apportera le travail qu'il a fait pour  
le Congrès les uns leurs dépêches, l'autre  
l'assurance de son départ avec les officiers  
« qui m'ont écrit moi la lettre confirmant tout  
le plan du commerce actif réciproque et par  
« pétition de la maison Hortales avec le Congrès

« d'une octure qui n'est pas la usure. Enfin  
« le courrier se mettra bien dans la tête l'es-  
« prit de tout ce qu'il emporte afin qu'en cas  
« de nécessité on tout jeter à la mer sans la ter-  
« rière. Il publie au mo no remplir « effectivement  
sa commission à son arrivée. » Le reste de la  
lettre est reproduit à l'annexe III du général  
chapitre avec une seconde du 29 attendant  
encore les relations de Beaumarchais avec le  
rouleau du Saint-Germain.

<sup>1</sup> M. de Lamoignon a publié cette lettre elle  
est fort connue depuis.

<sup>2</sup> Beaumarchais écrit au que Dubourg se  
rendrait plus tôt car après leur première en-  
trevue le 18 juillet, il envoyait à M. de Ver-  
gennes sa lettre sur les « demoiselles » en lu  
« écrivant. » Je compte vous instruire d'un  
« motif des détails de ces conférences avec le  
« docteur. Il a commencé avec moi par des ac-  
« tualités sans il finit par des confidences et  
« comme je me faisais un jeu de marcher toujours  
« sans vous voir je vous envoie pour en voir  
« un moment la copie de ce que j'ai répondu

continuer ses affaires d'Amérique comme une sorte de courtier d'Hortales et C<sup>e</sup>, ou bien d'une manière directe s'il y trouvait plus d'avantage, et Silas Deane suivre les siennes activement avec le *Barbier de Seville*. Dubourg ne menait cependant pas ses opérations sans inconvénients pour le secret dont elles avaient besoin. Le désir d'en trouver le portait à en parler à tout le monde. Nombre de coureurs d'aventures ou de courtage affluaient autour de lui et rendaient publics les projets qu'il aurait fallu cacher, surtout la participation qu'y prenait le ministère. La lettre de Beaumarchais du 21 septembre avait particulièrement pour objet de signaler à M. de Vergennes ces écarts du « docteur » pour qu'il les arrêtât : « Si pendant que nous fermons la « porte d'un côté, disait-il, on ouvre la fenestre de l'autre, il est bien « impossible que le secret ne perçe pas ».

Dans le fait, le détail de ces menées était connu presque jour par jour de l'ambassade anglaise. Elle s'en plaignait sans cesse, mettant singulièrement à l'épreuve la facilité que le ministre avait de donner le change par des faux-fuyants, des ambiguïtés, ou de se tirer momentanément d'embarras au moyen de railleries, quelquefois de raideurs. Aussi l'Angleterre ne pouvait-elle plus s'abuser beaucoup sur les dispositions de la France. Ses politiques les pressentaient très clairement. Il circulait en ce moment à Londres une déclaration que lord Chatham aurait remise à son médecin, pour témoigner de ce qu'il pensait sur l'affaire d'Amérique, si la mort le surprenait avant qu'il eût pu le dire. Cet écrit, plus ou moins apocryphe et de polemique, mettait dans la bouche de Pitt que la politique de la France était probablement d'attendre quelque temps, avant de déclarer ouvertement la guerre, « pour voir l'Angleterre s'engager plus avant dans la guerre ruineuse qu'elle faisait contre elle-même en Amérique et jusqu'où

776.

à son intention de dîner lorsqu'il vous a écrit que j'entretenais des filles. Le bon docteur voyant qu'il n'avait pu me sécher a pris le parti de se confier à moi. C'est ainsi que les

« femmes turques ne pouvant manipuler leurs « maris, s'amusent à danser faute de mieux ».  
 \* Voir l'annexe LI n° 12, du présent chapitre.

1775 les Américains, soutenus indirectement, pouvaient porter la résistance<sup>1</sup> ». L'auteur n'aurait pas autrement parlé si les délibérations des « comités » de Versailles et les correspondances du ministre avaient été dans ses mains

Garnier envoie comme il suit l'analyse de ce qu'il écrit avec son rapport du 6 décembre 1776  
*Angleterre*, t. 517 n° 85 « *Déclaration faite*  
*par ordre de milord Clutham au docteur Ading-*  
*ton en mois de juillet 1776* — Il dit qu'il com-  
 servait au sujet de l'Amérique les mêmes sen-  
 timens qu'il avait toujours été et dont faisait  
 son l'acte prévisionnel qu'il avait présenté à la  
 Chambre des Pairs. Se reposant sur l'amitié  
 du docteur Adington il le prie de conserver  
 cet écrit en mémoire de ce qu'il avance afin

« que dans le cas où il succomberait à la longue  
 maladie dont il était tourmenté le docteur lui  
 rendit la justice de témoigner qu'il avait per-  
 sévéré invariablement dans la même opinion.  
 Il ajoutait à cela qu'à moins qu'on ne prit  
 promptement des mesures efficaces de recon-  
 ciliation avec les Colonies, il est pleinement  
 convaincu que dans peu d'années la France  
 aurait un pied en Angleterre. Que dans le mo-  
 ment présent la politique de la France était  
 probablement d'attendre pour voir » etc



## ANNEXES DU CHAPITRE XIV

### I

#### CORRESPONDANCE DE BARBEU DUBOURG.

DUBOURG AU COMTE DE VERGÈNNES.

À Paris, le 10<sup>e</sup> mai 1796.

Monseigneur,

Permettez-moi de vous communiquer mes inquiétudes par rapport à notre grande affaire, et surtout à l'homme qui en est chargé. Vous avez vu le contrat passé entre le comité secret des Colonies et ratifié par le Congrès général d'une part et les *S<sup>rs</sup> Pierre et Le...* de l'autre, ainsi nous ne saurions douter des intentions du Congrès, mais il paroit assez vraisemblable que connoissant très nouvellement et très peu ces deux hommes qui se sont offerts à eux dans une occasion où ils n'étoient pas à même de choisir, ils ont accepté leurs propositions de bon cœur, sans pourtant y avoir une pleine confiance, et qu'ils ont avisé comme ils ont pu aux moyens de tenir en haleine celui qu'ils faisoient passer en France chargé de leurs commissions. Quoique ces idées me fussent venues d'abord et les étoient trop vagues pour vous en étourdir les 1<sup>res</sup> fois que j'ai eu l'honneur de vous voir, et même hier ce n'a été qu'à mon retour de Versailles qu'elles ont pris assez de consistance pour me faire croire que je ne dois pas tarder davantage à vous les communiquer. La circonstance seroit trop embarrassante pour moi si je n'étois pas dirigé par vos lumières supérieures.

Dubourg explique après cela que Penet, qui avait pris en partant 600 fusils à crédit, a été très long à les payer, qu'il dit avoir, dans des ballots dirigés sur Anvers, des lettres de Franklin et de Rush (Rush avait été agent des Colonies en France lorsque Franklin était à Londres), qu'il a du crédit chez le banquier hantais Swenghausen, Dubourg demande par suite de faire prendre des renseignements en Alsace sur la personne de Penet, à Nantes sur le crédit qu'il possède, et qu'on tâche de faire venir les ballots de Hollande, tout cela

très amalgamé avec la préoccupation de porter secours à l'Amérique, mais visiblement avec celle de son intérêt propre.]

En attendant cet homme cy me marque le plus grand desir de se lier avec moi par un traité de société pour partager ensemble à compte et demi tous les bénéfices du commerce immense dont la plus heureuse perspective paroît offrir à cet effet, d'où il me semble pouvoir conclure qu'il se sent besoin d'être un peu plus étayé.

Et dans la supposition qu'on ne put s'en rapporter qu'avec beaucoup de réserve et de circonspection au Sr Pennet, comment pourroit on y suppléer, pour ne pas laisser les Colonies dénuées des ressources les plus nécessaires à leur défense à laquelle la France a un si grand intérêt. Je suis très dévoué, regardant presque ce nouveau Etat comme ma seconde patrie. Je me flatte qu'ils m'honorent d'une singulière confiance et aimerois mieux mourir que d'en abuser en aucune façon mais les bras trop courts pour embrasser l'objet de cette conséquence. J'implore votre bienveillance pour eux, votre protection pour moi.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DUBOURG.

Éclaircissements, t. I, n° 29.

#### 2. LE COMTE DE VERGENNES A DUBOURG.

A Versailles le 1<sup>er</sup> juin 1776.

*M. Barben Dubourg docteur en médecine rue Copeau à Paris*

Je reçois M<sup>re</sup> la lettre d'hier que vous avez bien voulu m'écrire pour m'informer de vos inquiétudes au sujet de la personne qui s'est présentée à vous comme recommandée par vos amis, et qui ne peut pas aujourd'hui vous produire son titre justificatif. Le jugement le plus favorable qu'on puisse porter sur l'homme en question, est qu'il est un de ces chercheurs de fortune qui veulent s'enrichir à tout prix, que dans cette vue il aura été offrir ses services ou vous savyés qu'ils ont été agréés, et qu'en comptant trouver ici des gens également audacieux et entreprenans il se sera peut être engagé à fournir dans des régions éloignées ce qu'il cherche à se procurer ici pour n'en recevoir le prix qu'après la délivrance. Un parti aussi hasardeux n'étant pas fait pour trouver des associés, je crois que vous ferez très bien Monsieur d'envoyer sur ces faciliés que vous paraissez disposer à procurer à cet homme, et surtout de ne

pas répondre pour quoi que ce soit. Une recommandation que je ne puis encore me dispenser de vous faire, est d'inspirer la plus forte circonspection à cet homme et à ses adhérens dans la manière de traiter ou d'expédier. Vous sentez que si l'objet de son commerce acquiert assez de publicité pour qu'il nous revint des plaintes directes et bien articulées nous ne pourrions nous dispenser d'y porter remède et de tout arrêter. Rappelez-vous je vous prie ce que je vous ai dit qu'on peut dissimuler certaines choses, mais qu'on ne veut pas les autoriser. Les enquêtes ou questions que vous proposez M<sup>r</sup> seroient au moins inutiles. C'est le titre constitutif dont vous devez exiger la production. A défaut, refusez-vous à tout ce qui pourroit vous engager et par conséquent vous compromettre.

Je suis etc

*Etats-Unis* 1<sup>er</sup> Juin M. le Comte de Vergennes.

### 3. DUBOURG AU COMTE DE VERGENNES.

A Paris et le 19 Juin 1776

Monseigneur

J'ai vu ce matin M. de Gribauval qui, s'inquiétant beaucoup au sort de nos alliés d'Amérique, aux secrets desquels il a été initié par M. le comte de St Germain, est fort inquiet pour eux à raison de la marche des Anglois sur le Canada. Il craint qu'ils ne soient obligés de fléchir sous le joug de la Métropole, s'ils ne sont promptement et efficacement assistés. En conséquence ayant spéculé sur cela, il pense qu'il seroit très possible de leur faire passer ce dont ils ont le besoin le plus urgent pour faire face à leurs ennemis, et il est persuadé que je n'y trouverois point ou peu de difficulté de la part du ministre de la Guerre pour peu que je trouvasse des ressources d'ailleurs pour subvenir aux frais de transport. Il y a dans les arsenaux du Roi en canons du calibre de 4, qui sont les plus nécessaires dans leur position plus de 3 à 400 pièces de nul usage actuel pour le service de l'Etat, que l'on pourroit vendre à l'Espagne pour faire passer à la Havane et que quelques négocians rachèteroient à la Havane pour le continent voisin, il ne seroit ques non que de lier les fleurs de lys ou les coquilles L. On les remplacerait bientôt par de nouvelles fontes et les négocians feroient venir pour s'acquitter le plus tôt possible une quantité suffisante, ou surabondante de denrées du cru du nouveau continent, par exemple pour 4 ou 5 millions de tabac dont le débit est assuré d'avance par mes arrangements avec la ferme générale. Il vouloit donc que j'en fisse la demande immédiatement à M. le comte de St Germain, ne pouvant quant à lui se charger que de la bien appuyer. N'ayant point l'honneur d'être connu de ce Seigneur je n'ai d'espoir qu'en vos bontés Monseigneur, si vous daigniez l'en prévenir pour que je fusse admis à lui présenter

mon humble supplique à ce sujet on pourrait trouver moyen d'applanir toutes les difficultés, nous ne manquons point d'officiers pour le service de cette artillerie. M<sup>r</sup> de Gribanval, déjà autorisé à leur donner des congés ad hoc, en ferait lui-même le choix et je ne crois pas M. Penet assez dénué de moyens pour ne pas pourvoir aisément à tous les faux frais. Je lui en écrirai des demain.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur

BARBEU DUBOURG.

*États-Unis, t. 1, n° 32*

#### 5. DUBOURG AU COMTE DE VERGENNES

1796. Sans date de mois.

Monseigneur,

L'impossibilité absolue de se procurer par toute autre voie de bonnes armes pour la défense de nos armées m'oblige d'implorer votre puissante protection. Je vous supplie instamment d'intercéder en leur faveur auprès de M<sup>gr</sup> le comte de St Germain afin d'obtenir la grâce que demande le S<sup>r</sup> de la Tuillerie pour venir à leur secours dans une occasion aussi décisive et aussi urgente. J'ai l'honneur de vous envoyer son mémoire cy joint. Si je ne craignois d'abuser de vos bontés je vous supplerois encore de demander au même ministre un congé pour voyager pendant 3 ou 4 ans au S<sup>r</sup> de Boishervant d., que son courage et son zèle ne conduiront constamment que dans les voyes de l'honneur.

Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur

BARBEU DUBOURG.

Ces quinze mille fusils seront tirés des magasins de Lion, ou autres aussi éloignées de la mer, et descendront la Loire bien encaissés. Ils seront déposés à Nantes dans des magasins hors de la ville et embarqués enfin sans faire la moindre sensation extraordinaire.

*Ibid.*, n° 109.

Les fusils en question devaient être tirés du « magasin du roi » et remis par la Tuillerie à Pharne et Penet qui les lui payaient. Il en avait été fourni 15,000 à la fin de juillet. Dans une lettre du 4 août à M. de Vergennes,

Probablement de la fin de juillet c'est-à-dire postérieure de peu au commencement des relations de Dubourg avec M<sup>re</sup> de Gribanval et avec le ministre de la guerre.

Saint-Germain justifie La Taillerie, que l'on accusait de faire par fusil un Lencif excessif. Celui-ci devait remplacer les fusils sortis par des armes neuves. *Etats-Unis*, t. I, n° 43. Le 8 août, le contrôleur général Chagny fait savoir à M. de Vergennes qu'en vertu de la lettre de celui-ci, de la veille, il vient de donner ordre « qu'aucun obstacle ne soit apporté de la part du directeur des fermes à l'armement que l'on fait faire à Nantes pour l'Amérique, en recommandant de garder le secret. » *Etats-Unis*, t. I, n° 45.

## J. DU BOISGAY À COMTE DE VERGENNES

A Paris le 6<sup>e</sup> juin 1778

Mon sieur le Comte

J'ai depuis quelques jours un pressentiment dont je ne puis me défendre, que malgré le besoin que nous avons de la paix il ne vous sera pas possible de la maintenir encore longtemps. Il ne m'appartient pas de pénétrer les secrets de l'Etat, mais si mon pressentiment ne vous sembleroit pas tout à fait vain, il est un point que je vous supplie de prendre spécialement en considération. Ce de quoi mes bons amis ont le plus urgent besoin, plus même que d'armes, d'armuriers et de fondeurs, c'est d'un bon directeur général d'artillerie et de guerre, tel que seroit surtout M. Tronson du Coudray sur qui M. de Gribauval a jeté les yeux, et de qui M. le comte de St Germain ne pense pas moins avantageusement. J'ai écrit en Amérique à son sujet, et je ne puis résister au désir de décider en attendant la réponse, et quand arrivera-t-elle? De l'instant donc que vous pourriez prévoir une rupture avec l'Angleterre, je pense qu'il seroit important de subvenir à mon incapacité à cet égard, et pour cela, il ne s'agiroit que de faire donner à ce M. du Coudray pour le déterminer à partir immédiatement un grade convenable et la croix de St Louis en partant, avec une modique somme pour ses frais de déplacement, suppose que je n'ay pas encore reçu de nouvelles pour y fournir. Il emmèneroit avec lui quelques subalternes s'il le pouvoit sans que ce retardât d'un jour son départ. Si non, on les feroit suivre par les premières occasions.

J'ai cru devoir vous proposer ces idées en fait. Je ne demande point à savoir si vous les aurez jugées dignes de quelque ou de nulle attention.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur.

BAUBE DU BOISGAY

Angleterre le 5<sup>e</sup> Juin 1778

## II

## BONVOULOIR

## I. LE COMTE DE VERGENNES AU DUC DE GUINÉE.

À Versailles le 13 juin 1766

J'ai reçu M. le D. la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11 de ce mois. Vous vous rappelez certainement que ce n'est pas nous qui avons sollicité M. de Bonvouloir de se rendre en Amérique, qu'au contraire cet officier s'est présenté à vous de son propre mouvement, que c'est vous qui avez fait l'offre de ses services et que le Roi n'a agréé sa correspondance avec vous qu'en lui faisant déclarer très expressément qu'il ne devoit s'attendre à aucune protection de sa part s'il venoit à s'attirer l'animadversion du Gouvernement Anglois. Nous n'avons jamais traité ni directement ni indirectement cet objet avec la famille de M. de Bonvouloir, elle ne nous a ni remis ni confié cet officier, et loin que nous ayons pris le moindre engagement avec elle nous étions au contraire persuadé qu'elle ignoroit le voyage et les vues de M. de Bonvouloir. Dans ces circonstances vous sentirez de vous-même, M. le D. que je ne puis entrer avec elle dans aucun éclaircissement sur tout ce qui a rapport à cet officier ni la tranquilliser sur son sort et encore moins me rendre garant M. de Bonvouloir s'est rendu volontairement chez les Insurgents, il y a été abandonné à sa propre conduite il en a été prevenu avant de s'embarquer il a bien voulu en courir la chance, ainsi personne ne peut ni ne doit répondre de lui que lui-même.

*Je souhaiterois fort qu'il fût assez avisé pour prendre le parti de revenir. Jusqu'ici il a bien imparfaitement rempli l'objet de curiosité qui avoit fait consentir à son voyage. La lettre que vous m'avez remise à votre retour d'Ang<sup>e</sup> est la seule que nous ayons reçue de sa part. Si vous avez quel que voye Monsieur le Duc, pour lui faire insinuer de revenir, vous lui rendrez service. Je ne puis absolument pas à m'hazarder à lui écrire.*

Je crois devoir vous renvoyer la lettre de M<sup>r</sup> son frère que vous avez bien voulu me communiquer.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement Monsieur le Duc etc

DE VERGENNES.

Le nom véritable étoit Achard de Bonvouloir.

## 2. LE DUC DE CHINÉ AU COMTE DE VERGENNE.

A Paris le 18 Juin 1756

Si j'avais été instruit plutôt de la disposition ou vous pourriez être à son égard, je la lui aurois apprise par le retour du vaisseau que les Américains avoient expédié à Nantes et par lequel M. de Bonvouloir m'avoit écrit, ou bien par la voie de M. de Lotbinière qui maintenant doit être embarqué. Aujourd'hui je n'ai plus de moyens que par l'Angleterre, cela est difficile mais nullement impossible et je ne demande pas mieux que de m'en charger. Mais je pense, Monsieur le Comte, que vous voudrez juste d'envoyer à M. de Bonvouloir le paiement de la seconde année de ses appointemens de deux cent louis qui doit lui être payés d'avance le premier de septembre, sur laquelle il compte ne lui en faire que pour son retour qui trouvera beaucoup de peine à effectuer d'un moment à l'autre, dont il sera peut être obligé d'attendre un an la possibilité et pour lequel il est sûrement sans ressources. Vous jugerez, Monsieur le Comte, qu'on ne pourroit lui refuser ces deux cent louis sans manquer vis-à-vis de lui aux engagements que j'ai été autorisé à prendre, et dont je me suis rendu en conséquence personnellement garant et responsable.

J'ai l'honneur de vous demander 1° cet article, 2° de me renvoyer les dernières lettres que je vous ai remises et qui m'indiquent la voie par laquelle je pourrais lui adresser les ordres du Roi à Philadelphie. 3° de me faire autoriser par M. le C. de St Germain à envoyer sur le champ en Angleterre M. le Chr. de Bonvouloir lieutenant dans le régiment composé du détachement de Lyonnais qui est à Arras, et du département de la Division qui m'est confiée. 4° que la dépense du voyage de cet officier lui soit remboursée.

Je le chargerai d'écrire à son frère par la voie de Québec je lui en indiquerai les moyens certains par des négocians anglais qui ont des correspondances en Canada, lesquelles depuis la dernière affaire de Québec et l'arrivée des renforts qui doivent y être rendus sont assurées. Ces négocians même ignoreront ce dont il sera question et écriront que c'est d'un négociant d'Arras dont il s'agit dénomination dont je suis convenu avec M. de Bonvouloir. M. son frère sera d'ailleurs reponant du secret vis-à-vis du Roi, et de sa conduite vis-à-vis de lui-même puisque lui et M. son frère sont toujours dans le cas d'être desavoués s'il résultoit quelque inconvénient de leurs démarches.

Le détail des mesures que je compte prendre, Monsieur, seroit trop long à vous exposer, mais j'ose vous répondre de leur succès si vous acquiescés à mes demandes. J'ai seulement l'honneur de vous faire observer que le temps presse, et qu'il faudroit

que j'eusse avant mon départ fixé à la fin de la semaine ou nous entrons les ordres du Roi tant sur les objets que je propose qu'à l'égard du remboursement dont il sera nécessaire que je me pourvoie sur M. d'Harvelay.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement, Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur

LE DUC DE GUINES

Angleterre, le 516 p. 120

### 3. LE DUC DE GUINES AU COMTE DE VERGENNES.

La famille de M. de Bonvouloir ignore, Monsieur le Comte, la vraie destination de cet officier, M. son frère officier au R<sup>g</sup> de Lyonnais étoit à Londres au moment où j'eus l'honneur de vous proposer ses services et où ils furent acceptés, il a pu concevoir quelques soupçons sur les projets de M. de Bonvouloir, mais il n'en a eu aucune certitude ainsi l'objet du secret a été rempli autant qu'il pouvoit l'être. J'espère que celui de la mission le seroit également, et j'avois d'autant plus lieu de le croire que vous m'avez paru Monsieur le Comte, très content du début. Il est vraisemblable que M. de Bonvouloir aura continué d'après les mêmes principes, mais que les vaisseaux chargés de ses paquets auroient été interceptés, ce dont on ne peut lui faire un crime. (16 juin.)

L'ancien ambassadeur insistait dans cette seconde lettre pour que le ministre tirât Bonvouloir de peine en lui faisant payer une deuxième année de ses appointements à Philadelphie, où il étoit dans le besoin. M. de Vergennes y consentit. Gerard fut chargé d'en informer le duc le 19 comme il suit.

### 4. LE COMTE DE VERGENNES AU DUC DE GUINES.

À Versailles le 19 juin 1776

J'ai reçu M. le Duc la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 16 de ce mois. Je ne fais aucune difficulté de vous remettre les 200 louis que vous demandez pour M. de Bonvouloir, et il dépend de vous ou de les faire toucher chez M. d'Harveley ou de les recevoir chez vous contre votre quittance. Quant à la voie par laquelle il conviendra de faire passer cette somme à sa destination elle dépend entièrement de vous, et je ne puis que m'en rapporter à ce que votre prudence vous suggérera à cet égard. Mais je crois devoir vous prévenir que si vous vous déterminez à envoyer pour cet objet le frère de M. de Bonvouloir en Angleterre le Roi ne juge



pas devoir se charger des frais de son voyage. Je pense au surplus M<sup>re</sup> D<sup>e</sup> que a personne qui fera toucher les 200 lous à M. de Bonvouloir lui fera passer en même tems vos instructions sur son retour en France

DE VERGENNES

Angleterre 15 6 12 126 Minute de Gerard.

### III

#### BEAUMARCHAIS ET SILAS DEANE

##### 1. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Vendredi 8 aoust 1776.

Monsieur le Comte

Vous pouvez être surpris de n'avoir point de mes nouvelles, depuis les deux dernières lettres dont vous m'avez honoré. La seule raison de mon retard est de n'avoir pu trouver une heure pour remplir ce devoir. Les travaux de la ville et du cabinet se sont succédés avec tant de rapidité, qu'ils m'en font perdre haleine. Voilà vos lettres et copies relatives à l'ambassadeur d'Espagne que je vous envoie affaire finie. Plus la lettre et la note de M<sup>re</sup> le C<sup>te</sup> de St Germain.

Arrête que tous les vaisseaux venant d'Amerique dans nos ports seront adressés à la maison Hortaléz, et que les cargaisons demandées par cette maison seront préférées à tout autre.

Je vous porterai la copie de ma lettre au Congrès. Une chose assez étonnante est que ni M<sup>re</sup> Deane, ni moi, n'avons reçu aucune nouvelle directe de ces 5 vaisseaux. Quoique jaye une lettre du 10 aoust de Bordeaux qui m'annonce que trois vaisseaux américains sont au port, que deux arment en guerre et que le 3<sup>e</sup> est indécis comment il chargera. Ils attendent, dit on, des vaisseaux partis après eux. La n<sup>le</sup> Londres dont on n'a encore nulle nouvelle.

Par quelle voye donc M<sup>re</sup> le C<sup>te</sup> de Maurepas a-t-il reçu la sienne?

J'aurai l'honneur de vous envoyer au plutôt mes lettres de demande pour l'artillerie, adressées à M<sup>re</sup> le C<sup>te</sup> de St Germain. Il sera nécessaire que je confère avec ce ministre pour les détails et surtout pour une demande de fusils de Charleville à charge de remplacement, que j'ai à lui faire. Mes lettres de demande d'artillerie ne partent que quand j'aurai bien assis ce que je desire et les lieux où je veux les

prendre, Strasbourg et Metz sont si loin qu'il n'y a que la Hollande qui puisse les recevoir, et le Rhin les porter. Du reste je m'entendrai avec le fournisseur général des voitures et convois d'artillerie pour l'extraction. J'ai rendez-vous ce matin avec M<sup>r</sup> de la Porte pour les saures. Mais tant de choses qui doivent marcher ensemble, sans compter les manufactures de draps et de toiles me forcent à prendre de nouveaux travailleurs. Cette affaire politico-commerciale va devenir immense, et je me noierais dans les détails, moi et le peu de commis que j'ai employés jusqu'à présent si je ne prenais promptement des aides. Les uns voyageront, les autres résideront aux ports aux manufactures etc. J'ai prouvé du tabac à la ferme générale et j'en demande aux Américains. Leurs chanvres me seront d'un assez bon débit. Enfin je commence à voir clair en mes affaires.

La seule où je ne voye goutte est celle de ces fatales lettres patentes, dont je n'ai vu ni nouvelle, quoique juges, avocats, amis, parents, gazetiers même, se pressent à venir me demander si tout cela n'est encore qu'un faux bruit. En trois jours ils m'ont bâillé le procès qui me tient au Conseil et depuis six semaines je ne puis parvenir à avoir la première pièce nécessaire au procès de ma résurrection.

M<sup>r</sup> de Maurepas me dit toutes les fois qu'il me voit *cela est fait tout est fin*. Dimanche, ces lettres, disait-on, étaient chez M<sup>r</sup> Amelet à l'expédition, je devais les avoir mardi. Voilà vendredi arrivé, mais les lettres ne le sont pas. À la fin du Parlement ce retard de trois jours me fait perdre 3 mois, à cause des vacances.

Je n'ai point d'humeur, mais beaucoup de chagrin, de voir toujours mon état équivoque et son retour incertain.

Angleterre le 5 7, n<sup>o</sup> 128.

#### 3. MAUREPAS À M<sup>r</sup> LE COMTE DE VERGENNES.

Paris 29 août 1771.

Monsieur le Comte,

J'ai eu l'honneur de voir hier M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de St Germain. L'erreur est venue beaucoup moins de lui que de M<sup>r</sup> Du Condrat qui a la bonté lui d'en convenir lui-même. Je me suis assez expliqué pour que cela n'arrive plus désormais. Vous ne m'êtes pas Monsieur le Comte plus de grâce et de bienveillance avec moi dans vos procédés que je n'en ai reçu de M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de St Germain. C'est assez vous dire que j'en ai été très bien reçu, et lorsqu'il a su par moi que j'étais ce même infortuné courageux, dont il a lu, dit-il, ses défenses avec tant de plaisir, il est entré dans les états les plus flatteurs. Il a retrouvé en moi l'ami de son ancien ami M<sup>r</sup> Duverney, et après une conversation de deux heures a voulu me retenir à dîner. Mais est-ce que les malheureux qui courent après la solution de leurs procès ont le temps de dîner?

Je l'ai quitte mais j'ai pu esperer que j'avais acquis un protecteur de plus. Si tout n'est pas bien, tout n'est donc pas mal. J'ai mis une lettre propre à reparer la faute commise sur l'artillerie; je la lui ai montrée, il a jugé qu'elle était nécessaire. C'est votre reponse à sa lettre. Pardon Monsieur le Comte, si j'ai pris la liberté de vous servir de secretaire en cette occasion. Il y a longtems que je vous suis attaché à tous les titres possibles. Si vous approuves la lettre il n'y a qu'une signature et une enveloppe à y ajouter.

*Angleterre, le 17 n° 148.*

3. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES.

*Londres ce mercredi 8 mai 1761.*

Monsieur le Comte

Je dis donc que le tonis approche, ou les Americains seront maitres chez eux et il approche d'autant plus que le general Lée apres avoir laissé 7000 hommes dans New York fortifiée est parti avec les 15 mille hommes qui lui restent, pour se rendre droit à Quebec. Si les Americains ont le dessus comme tout invite à le croire, n'aurons nous pas infiniment à regretter, Monsieur le Comte, de n'avoir pas cede à leurs instances? Alors loin d'avoir acquis, comme nous le pouvions, à peu de frais et sans risques des droits sur la reconnaissance de ces voisins de nos îles, nous les aurons alienés pour jamais. Comme ils auront vaincu sans nous, ils feront une bonne paix, mais contre nous. Ils se vangeront, de notre dureté, sur nous. Eh qu'est-ce que deux ou trois millions avancés sans se compromettre? Car je puis vous engager ma foi sacrée de leur faire parvenir, de la seconde main, mesme par la Hollande, tous les secours que vous voudrés sans risques et sans autre autorisation, que ce qui existe entre nous.

Lair d'un effort mesme suffit peut etre, car je sais que les Virginiens ont maintenant une manufacture de salpêtre abondante, et que le Congrès depuis la reunion de la Caroline Meridionale a décidé que la poudre qui se faisait seulement à Philadelphie se fabriquerait sur tous les lieux mesmes. Au reste les Virginiens ont 7000 hommes de troupes réglées et 70 mille soldats de milice du fer en abondance et font presque autant d'armes que toute l'Amérique ensemble. Mais, des ingénieurs, des ingénieurs et de la poudre ou de l'argent pour en avoir, voilà le résultat de toutes mes conférences. J'attens donc de vos nouvelles, de celles de M. de Sartines. Je vous prie, et lui aussi, de sentir que la Banque de Londres faisant seule le commerce d'or, soit à livres, sols et deniers, quelle concurrence j'établis sur ces matières. La publicité mesme de son mécontentement à cet égard est ce qui doit fonder ma sûreté. Si vous me tendes bien vous concevrés pourquoi il m'est si

important d'être reconnu ici pour un véritable marchand d'or. Et voilà ce que j'ai mandé à M. de Sartines.

DE BEAUMARCHAIS.

J'ai fait porter cette lettre à Calas par un homme sûr, à moi

*Angleterre.* 516, n° 18

#### 4. LE COMTE DE VERGENNES A BEAUMARCHAIS

À Versailles le 10 mai 1776

J'ai reçu Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 3, et ce moi. Vous êtes difficile, si vous ne regardez pas comme une nouvelle importante celle de l'évacuation de Boston, quoique j'ignore encore pourquoi et comment elle s'est faite. Je ne puis croire que c'est par plaisir et sans nécessité que le général Howe a abandonné cette place d'armes. Je ne vous demande pas ce qu'en pensent et en disent les Ministres. Très certainement ils tâcheront de faire bonne mine à mauvais jeu, c'est leur rôle vis-à-vis le public. Mais je ne me persuaderai pas pour cela qu'ils en soient intérieurement plus contents. C'étoit à Boston que devoit se porter la plus grande partie de leurs forces, c'étoit de là que devoient partir les plus grands coups. Sans doute que les Insurgens ne seront pas assez généreux pour leurs en laisser les portes ouvertes. Voilà donc un nouveau plan de campagne à faire dans le tems précisément où les opérations doivent s'entamer. Le résultat de cet événement que vous regardez avec tant d'indifférence pourra bien être, que si la campagne n'est pas absolument manquée, elle ne se fera du moins que bien mollement et l'on croira avoir beaucoup fait si l'on parvient à s'assurer de quelques points pour tomber avec plus de succès une autre année sur les Insurgens. Je ne sais pas si ceux-ci manquent de quelque chose pour leur défense, mais j'ai connaissance qu'ils ont eu l'art de tirer d'un pays voisin de celui-ci une immense quantité de munitions de toute espèce et quelques précautions que l'on prenne de partout pour leur intercepter les secours ils n'en manqueront pas tant qu'ils pourront les payer aussi bien qu'il me revient qu'ils l'ont fait jusqu'à présent. Si vous me demandés où sont leurs mines je vous répondrai très-ingénuement, M<sup>r</sup>, que je n'en sais rien, mais il faut qu'ils ne manquent pas de ressources puisque le commerce est si ardent à les servir.

DE VERGENNES.

*Ibid.* n° 20

## 5. REALMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Londres ce 17 mai 1776.

Monsieur le Comte

J'ai reçu, hier au soir, la lettre dont vous m'avez honoré, en date du 9 de ce mois, ainsi que celle de M<sup>r</sup> Hugals, quelle renferment. Je n'avois besoin d'aucune nouvelle recommandation pour mettre une grande prudence et pousser la prévoyance aussi loin que mes lumières le permettent dans les choses que vous me raisiez sincèrement désirer. Je vois, aux termes de la lettre d'Hugals, que mon projet ne lui est pas même tombé dans l'idée. Je n'en serai glorieux que lorsque deux personnes l'auront bien approuvé, le Roi et vous.

Depuis votre lettre du 9, vous en avez reçu de moi qui vous prouvent du reste que je n'attache pas moins d'importance que vous à l'évacuation de Boston. Elle est telle, que j'ai regretté d'avoir dit dans une maison, lorsqu'on en donna la nouvelle, une mauvaise plaisanterie qu'on a trop retenue, la voici, « Les Anglais avient le mal de Boston. Les Américains leur ont procuré une évacuation, qui, loin d'être salutaire, n'est qu'un flux de sang mortel. » Le lendemain, cette pensée fut traduite ainsi dans les papiers. *The case of Boston is not venacious, but a bloody flux*. Heureusement on ne m'a pas cité. Cela m'apprendra néanmoins à tourner ma langue sept fois, puis qu'on regarde d'aussi près à ce qui m'échappe.

Les nouvelles de France du 12, sont l'objet de l'attention générale, mais la sensation qu'elles excitent dans le haut public est triste et même funeste. Ils disent publiquement que M<sup>r</sup> de Choiseul va rentrer en place, et par conséquent la guerre est prête à se faire. Je ne sais pourquoi ils ne peuvent détacher l'idée de guerre du nom de Choiseul. Je parierais que les fonds publics en baisseront demain. Ce qui donne aux Anglais une appréhension aussi vive de M<sup>r</sup> de Choiseul est l'illustration de M<sup>r</sup> de Guines, et le choix de M. de Clavi qu'on sait être deux créatures de M<sup>r</sup> de Choiseul. Ils envoient déjà M<sup>r</sup> de Guines à Vienne et en ramènent M<sup>r</sup> de Breteuil savoir à votre bureau. C'est, disent-ils, un arrangeant parfait, et qu'on leur a mandé des longtems.

Que le Diable emporte les pronostics. J'en crois pas un mot, et ne vous en parlerais pas, si je ne savais bien que livré tout entier au travail que vous remplissez si bien, vous ne voyez dans votre place que le bonheur d'être utile à un bon Maître sans vous soucier des intrigues, vraies ou fausses, qui placent ou déplacent tout le monde autour de vous.

Encore un coup j'en crois pas un mot. Mais j'en suis affligé que ces gens-cy se

donnent le ton de savoir d'avance tous les secrets du cabinet de France. Cela donne l'air de commérage et de logerets à tout ce qui se fait chez nous. Au moins, Monsieur le Comte, est-ce à vous seul que je confie ce raïotage, qui pourtant fait un grand effet ici, par la persuasion où est le Ministère que M<sup>r</sup> de Choiseul a toujours fait ou voulu la guerre pour se maintenir en place. Il y a huit jours qu'un paquebot de Virginie envoyé par le Lord Dunmore a apporté des nouvelles au Gouvernement. Mais on les a trouvées si mauvaises qu'on a pris le parti de dire que la malle était tombée dans la mer par un gros temps. Ruse admirable, effort de génie supérieur. Hier un autre vaisseau est arrivé du Canada. Il avait ordre de tirer un coup de canon sans entrer dans le port. Une barque en est sortie, s'est approchée du vaisseau. Un homme a sauté dans la barque, et le navire a posé au large. Cet homme est accouru à Londres sans s'arrêter. Mais l'on ne peut pénétrer l'objet de sa dépeche. De là le refrain usité, *Les nouvelles sont donc bien funestes, puis qu'on y met tant de mystère* !

Je compte partir mardi matin, et vous renouveler avant samedi, Monsieur le Comte, les assurances de mon très respectueux dévouement

DE BEAUMARCHAIS.

Angleterre, l 516 n° 43

6. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Paris ce mercredi 5 juin 1776

Monsieur le Comte

J'ai l'honneur de vous prévenir que j'aurai celui de vous voir aujourd'hui dans l'après-midi, pour terminer, avant mon départ, l'affaire de mes fonds ou plutôt des vôtres. Je n'avais pas encore fini l'arrangement de mes piastres avec M<sup>r</sup> de Bartines et ce retard me eut donné un concurrent dans mes achats à Londres, ce qui eut excité un surhaussement de prix fort à mon désavantage, je le lui ai fait sentir et tout s'est accommodé.

Je désirerais que vous voulussiez bien m'obtenir une courte audience de M<sup>r</sup> de Maupeou. Je vous dirai tout bas quel en est l'objet et vous serez le maître de l'ignorer ou de le savoir, à votre choix.

Ma reconnaissance égale mon très respectueux attachement

*Ibid.*, n° 89

## J. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES.

Versailles ce jeudi 13 juin à 8 heures du soir

Monsieur le Comte,

L'objet du petit voyage que je fais à Versailles, était de vous prier de m'obtenir de M<sup>r</sup> le comte de Maurepas une audience particulière avant mon départ, que je fixe pour dernier terme à dimanche, si toutes fois j'ai obtenu de M<sup>r</sup> de Maurepas l'audience, dont je vous prie de me faire parvenir le jour et l'heure car le jeu me semble être constamment Marly. Il s'agit de l'objet secret sur lequel je l'ai entretenu l'autre fois si long tems. Mais, comme c'est objet est au secret, mesme pour vous qui avés consenti de l'ignorer je vous supplie donc de vouloir bien solliciter pour moi cette audience que je dis être importante, et sans en spécifier l'objet. En me faisant passer ses ordres, je vous serai obligé de me renvoyer mon petit essai sur les Rois de France, et ma lettre d'Angleterre, à la quelle je ne puis répondre faute de l'avoir. J'ai le livre traduit de l'Anglais sur l'histoire de Charles 1<sup>er</sup>. J'aurai l'honneur de vous le remettre en revenant à Marly. Mon projet étant de repasser par Versailles, et de vous y rendre compte de tout, comme nous en sommes convenus. Je ne vous ai pas envoyé ma lettre en chiffres, parce qu'elle ne doit partir que demain par votre courrier de Londres et maintenant que je suis à Versailles, je m'aperçois que j'ai fait l'inertie d'oublier de la prendre dans mon portefeuille secret. Je m'en penis en me privant du plaisir de vous faire ma cour ce soir. Vous la recevrez demain avec sa traduction française par votre courrier du matin. Comme je crois votre communication avec M<sup>r</sup> de Maurepas de plusieurs couriers par jour, j'espère recevoir ses ordres et les vôtres samedi matin, et vous en faire mes remerciemens samedi au soir en sortant de le voir. Vous connaissez mon très respectueux attachement il durera autant que mon âme sera susceptible du doux sentiment de la reconnaissance.

## B. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES.

Paris ce 21 j<sup>u</sup>in 1756.

Monsieur le Comte,

Je viens d'adresser le S<sup>r</sup> Sauton à M<sup>r</sup> D'Ogny avec une lettre que M<sup>r</sup> D'Ogny vous communiquera probablement demain matin et relative à l'arrangement de ses frais de poste de ses paquets Anglais. Quant à la lecture qui servira de censure à chaque courrier, avés vous décidé quelque chose? où voulez vous que le paquet arrive et que je vous en rende compte à mesure? Cet homme parait le désirer. Je ne le veux ni ne le refuse, votre ordre seul décidera cet objet. Autre plus important

Nous cherchons bien loin qui fait écarter l'affaire des munitions et j'apprens dans l'instant que le docteur fait sans cesse des travaux publics sur cet objet. Le baron de Rullecourt qui sort de chez moi, et qui, par parenthèse, voudrait mener aux insurgens un corps bien discipliné de 600 hommes qu'il tient sous sa main, a été envoyé ou à M<sup>r</sup> Le Rat de Chaumont ou à Dubourg, à son choix, il a été chez le 1<sup>er</sup> et y a trouvé le second. Ils lui ont assuré que non seulement le ministère de France trouverait excellent qu'il passât à ce service, mais qu'on lui donnerait par écrit dans sa poche l'assurance de cette adhésion. Si pendant que nous fermons la porte d'un côté on ouvre la fenêtre de l'autre, il est bien impossible que le secret ne perce pas. Ce sont ces bavards là qui, semblable au chien de Lafontaine, ne loupent pas et nuisent à qui veut faire à qui il faut imposer silence. Qu'ils se mettent en avant s'ils veulent, mais qu'ils n'y mettent point le ministère. Au reste, Monsieur le Comte, c'est à vous que je demande ce que c'est que le baron de Rullecourt, et si je puis tout discrètement l'aboucher avec Deane. Je ne lui ai rien dit. Promesse seulement de le voir mardi matin. Ce docteur veut en être, à quelque prix que ce soit et son agent est ce *Pénét* dont vous devés arrêter les envois proscrits pour faire un exemple. Il n'y aurait pas grand mal que vous lui imposassiez de nouveau la loi du repos, car il me paraît que les *bat croissant*, les *Planta* etc. etc., à qui ma porte est fermée se retournent tous de ce côté là. Je me hâte de vous faire part de ma découverte en me recommandant toujours à votre précieuse bienveillance. Je vais passer chez M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de St Germain lui dire que rien n'est changé sur les déplacements des ardenaux de terre dans les magasins des ports et qu'il veuille bien ne rien changer lui-même sur les ordres donnés à cet égard. Si je ne le trouve pas à Paris je laisserai à son Suisse à l'arcenal. Communiqués. Je vous prie la circonstance de l'un ou de Dubourg et de Le Rat de Chaumont à M<sup>r</sup> de Maurepas et la nécessité de leur imposer silence.

Angletorre, t 518 n° 50.

#### IV

#### MM. MONTAUDOIN.

MONTAUDOIN FRÈRES AU COMTE DE VERGENNES

Monseigneur

La dépêche dont vous nous avez honoré le 22 nous est parvenue par l'ordinaire d'aujourd'hui. Nous apprîmes même l'aventure du *Dikenson* par un bulletin de nou-



velles de Londres qu'un de nos amis nous envoie de Paris. Le lendemain nous recevons de Bristol la copie de la lettre que le capitaine avait pour nous, et la gazette de Bristol qui est copiée successivement par toutes les autres gazettes. Nous jugeons que c'est le capitaine qui nous a envoyé le tout. Nous n'avions eus aucun avis de cette expédition. Nous avons eus Monseigneur il y a 3 ou 4 ans des relations avec ces negocians de Philadelphie et avec d'autres de ce p<sup>as</sup> à dans le tems que la disette donnoit des inquietudes en France, et nous en avons reçus de la farine, et du riz qui ont etes d'un grand secours contre la disette. Nous n'avons, Monseigneur aucune connoissance des deux François qu'on dit avoir passé dans l'Amerique angloise. S'il vient dans nos ports que que habitem de ce p<sup>as</sup> là, nous mettrons tout en œuvre avec la circonspection convenable pour savoir le detail de cette histoire ou de ce roman, et nous aurons l'honneur de vous le communiquer. Si le fait est réel nous pensons que ces voyageurs pourroient être venus de S<sup>t</sup> Domingue, parce qu'il y a des relations fréquentes entre ces deux p<sup>as</sup> au grand préjudice du commerce de France. Ces voyageurs auroient cherchés à se donner de l'importance, ou peut être le Congrès continental aura crû convenable à ses intérêts de les annoncer si ce peut pour exciter de plus en plus le peuple à persister dans le plan qui a été adopté.

Nous sommes aussi reconnoissans Monseigneur, qu'on a été de la justice que vous daignes nous rendre. Nous ne nous permettons jamais aucune operation qui put n'être pas analogue aux vues bienfaisantes du Gouvernement pastoral et pastoral sous lequel nous avons le bonheur de vivre, et dans les cas qui pourroient paroître susceptibles de différentes interpretations, nous ne manquons pas pour les résoudre de nous adresser aux sages depositaires de l'autorité de notre divin Monarque.

Permettez nous Monseigneur de profiter de cette occasion pour rendre à vos lumieres et à vos vertus l'hommage qui leur est dû et que notre cœur vous rend depuis long tems.

Nous sommes avec le plus profond respect, Monseigneur, vos tres humbles tres obeissans serviteurs.

Nantes 27 avril 1766

MONTAUDOIN F. J. B. R. S.

Angleterre le 5 Mars 1766

## CHAPITRE XV.

### COMPLETE INTIMITÉ DES DEUX COURS.

Prétendue opposition du comte de Maurepas aux efforts de M. de Vergennes. — Ce qui pouvait résulter le premier ministre ou la bien disposer, il fut connu par le comte d'Aranda les informations de Silas Deane et les apports de la France. — L'Espagne surprise au Brésil par la Portugal. conseil de cabinet à Marly: M. de Vergennes y exposa que la guerre est probable et indiqua les moyens de l'affronter. — Approbation des vues du ministre, dépêche qui les fait connaître à Osson. — La cour de Madrid est convaincue de la complicité des Anglais, nouvelle instance de M. de Grimaldi pour que la France augmente sa marine et défende Saint-Domingue. — Sous que prend M. de Vergennes à Londres, pour justifier les mesures du gouvernement espagnol, à Madrid pour refuser et résister le conseil, avec lord Stormont, pour que l'Angleterre désapprouve le Portugal. Résolutions définitives de Charles III le comte d'Aranda les mita à M. de Vergennes, garanties que les mesures adéquates pouvaient offrir satisfaction qu'elle procureront gratitude qu'on en espérer. Impression ressentie de la mauvaise volonté des administrations espagnoles à notre égard, affaire du *Septennat*, projets politiques qu'elle dérange, la question de la paix avec Alger. Fastidieuse reconnaissance du marquis d'Osson et fautes qu'on lui reproche. moment il défend ses notes, il répond au sujet du *Septennat* et supplie résister pour la paix avec Alger. — Avantages fondés par M. de Vergennes sur ce la paix conclut qu'il voyait à la proposer obstacles qu'elle rencontrait instructions qu'il adresse. Gratitude du roi envers son oncle et du Gouvernement pour le cabinet de Madrid. — Rumeurs venues d'Amérique à-propos qu'elle donnent à l'intimité des deux cours.

.776

Le chef du cabinet de Versailles ne passait pas pour regarder d'un œil bien epris l'active assistance dont le secrétaire d'État des affaires étrangères s'efforçait de doter les Colonies. On lui prêtait même des idées assez contraires et la pensée que ces Colonies n'avaient pas besoin d'être aidées, qu'elles étaient plus fortes que l'Angleterre. L'envoyé du Congrès, d'après les conversations qu'il avait ou qu'il lui arrivait d'entendre, mandait cela au *Comité de correspondance secrète* le 15 août<sup>1</sup>. Il ajoutait que tous les regards se tournaient vers M. de Choiseul et qu'il attendait beaucoup de ce dernier. L'opinion générale était déjà très ardemment portée à la guerre contre l'Angleterre et les adver-

<sup>1</sup> *Diplomatic correspondence* t. 1 p. 28

saïres du cabinet, depuis leur insuccès dans l'affaire de Guines, avaient pris contre lui le thème qu'il avait peur de cette guerre, tandis que le duc l'engagerait.

Ce qui semble certain c'est que M. de Maurepas montrait plus de retenue, parfois, que ne l'aurait souhaité M. de Vergennes ou qu'on ne le désirait autour de lui. Dans la lettre du 13 août, que nous citons tout à l'heure, Beaumarchais écrit à ce dernier en parlant du premier ministre qu'il vient de voir : « Il me paraît absolument dans les dispositions où vous l'avez tant désiré. Allons donc ! Si tout n'est pas bien, tout n'est pas mal non plus, et c'est la devise que j'ai envie d'adopter désormais. » Le chef du cabinet, qui s'en servait souvent, avait donc été dans des idées différentes. On le regardait en effet comme désireux surtout de la paix. Le corps diplomatique lui prêtait ces propensions. Il existe assez d'indices qu'il en avait d'autre nature pour dire que ce jugement était inexact. M. de Maurepas réglait sur les circonstances ses dispositions, inspirées par un grand desir de faire remonter la France à son rang, voilà la vérité. Les circonstances venaient de paraître favorables, c'est pourquoi il avait pu, dans un entretien privé surtout, reprendre le courant avec entrain. Le concert avec l'Espagne, dans ces premiers jours d'août, avait la même allure tournure ; c'est sans doute ce qui donnait lieu à Beaumarchais d'ajouter : « Jamais je n'ai vu M. le comte de Maurepas aussi gai qu'il l'était en sortant du conseil. Que Dieu vous conserve, lui dis-je, ce vert courage, Monsieur le Comte, et hâtez ce ser-à pendant qu'il étincelle. C'est là ce qu'on appelle de bonne besogne. »

Beaumarchais venait alors à M. de Vergennes avec le message de liberté. Remontez à la fin du 13 juillet 1776 : « Monsieur le Comte, je vous supplie de vouloir bien remettre vous-même, à la 1<sup>re</sup> vue, ce projet de lettres à M. le comte de Maurepas. Comme je suis devenu un marchand de temps, et que cette manœuvre est précieuse, j'en perds le mot, à que je puis. Et comme votre négociation m'est

« toujours si importante, je la fais passer par moi-même à l'insu de vous, pour d'arrêter son retour à M. de M. »  
« L'effet de ses honneurs et des vôtres »  
« M. de S. Germain, à voir »  
« L'artillerie à décider »  
« L'ambassadeur d'Espagne à soutenir »  
« Et votre serviteur à constamment protéger »  
*Angleterre, 517 n° 18*

L. 10 Les ministres de Louis XVI, effectivement, « battaient le fer » tandis que les propos contraires circulaient. M. de Maurepas avait reçu le comte d'Aranda, un de ceux qui propageaient ces propos. Il lui avait fait connaître, pour en informer Madrid, les indications apportées par Silas Deane sur les forces des Colonies, sur les espérances qu'elles concevaient de leur volonté de se défendre, sur les moyens qu'elles voulaient prendre, et il l'avait assuré que le gouvernement du roi s'occupait de mesures vigoureuses pour répondre à l'appel qui, peut-être, allait survenir. Une dépêche de M. de Grimaldi, en suite de la communication que le comte d'Aranda lui avait faite de cette audience, sur laquelle nous reviendrons plus loin, précise ces dispositions du cabinet de Versailles et de son chef.

V. E. rapporte dans sa lettre n° 806, la conversation qu'Elle avait eu avec M. le comte de Maurepas sur la situation actuelle de l'Angleterre engagée avec ses colonies, et sur les suites graves qu'on doit craindre, soit qu'elle parvienne à les soumettre, soit qu'elles parviennent à secouer le joug, car dans l'un et l'autre cas l'Angleterre vaudra entreprendre une guerre contre la maison de Bourbon pour se dédommager des pertes ou des dépenses qu'elle aura faites.

Par les discours de ce ministre V. E. comprit, que le cabinet de S. M. T. C. pensait sérieusement à ces suites, et s'occupait de mesures vigoureuses comme l'unique expédient aujourd'hui pour contenir les Anglois dans leurs projets ambitieux. Ainsi il parait qu'il travaille au rétablissement de la marine et à faire d'autres dispositions dans différentes branches.

En continuant la conversation le même ministre instruit V. E. de l'état des forces, dans lequel se trouvaient les colons américains, suivant ses dernières nouvelles, et des grandes espérances qu'ils ont de résister à la puissance britannique, que cependant ils sollicitaient pour qu'on tachât d'occuper l'Angleterre d'un autre côté, afin de l'obliger à diviser ses forces.

*España*, t. 58 n° 106

Mais est-il besoin de rappeler combien le gouvernement de Madrid

Voy. *infra* chapitre x, p. 570

s'était montré décourageant jusqu'alors. La veille encore, la manière dont il comprenait sa situation en face du Portugal donnait des sujets de préoccupations faits pour inspirer de nouveau la réserve au mentor très réservé du roi, bien que ces préoccupations ne parvinssent pas à rebuter M. de Vergennes. Quand celui-ci exprimait au marquis d'Ossun la crainte que les manœuvres de M. de Pombal ne donnassent cours au ressentiment du roi d'Espagne juste au moment où les Portugais auraient sur lui l'avantage des forces au Brésil, M. de Maurepas, lui, devait naturellement s'inquiéter; ou bien il ne pouvait laisser voir que de la froideur pour des liaisons qui nous exposeraient beaucoup trop tôt. A la fin de la dépêche du 29 juin, M. de Vergennes « déplorait » que l'Espagne se fût refusée aux mesures « propres à en imposer au Portugal en lui faisant perdre l'idée de la supériorité de ses forces en Amérique »; il manifestait l'appréhension qu'une guerre « opiniâtre » ne résultât de ce « manque de prévoyance ». Les navires qui faisaient voile en ce moment même vers le continent apportaient la confirmation en partie de cet horoscope. M. de Pombal avait « dénaturé l'état des choses », pour emprunter l'expression dont le ministre se servira<sup>1</sup>. Le 23 juin, le gouvernement espagnol apprenait par ses lettres de Buenos-Ayres que les Portugais, le 1<sup>er</sup> avril, avaient attaqué en nombre et gravement défait ses garnisons et ses navires sur le Rio Grande. Avant que M. de Galvès entretînt le roi de ces informations, M. de Grimaldi les révélait en gros à Ossun et lui disait « qu'il voyait avec peine qu'on ne pouvait pas se dispenser « de s'égorger », Ossun s'était hâté d'en aviser M. de Vergennes dans un pli privé, par le courrier ordinaire, et d'envoyer quelques jours après un rapport officiel détaillé<sup>2</sup>.

Les Portugais, en effet, avaient fait capotuler un fort et enlevé tous les postes avancés; à l'embouchure du fleuve une bataille navale favorable à leurs vaisseaux avait eu lieu; on pensait que Montévidéo,

<sup>1</sup> Dépêche à Garnerie du 20 juillet, reproduite à l'annexe I du présent tome. — *Espagne*, t. 546, n° 13.

1770 Buenos-Ayres et toute la province étaient menacés; dès le mois de mars le Paraguay avait été envahi. Avec raison, l'ambassadeur écrivait que M. de Pomhal « avait endormi et trompé l'Espagne et ses négociateurs ». Une irritation très vive régnait à la cour de Madrid, une partie des ministres était vraiment en effervescence; les autres se contentaient, le roi surtout, mais celui-ci se disait très résolu à reprendre « son bien ». Il évitait de se plaindre de la France, de rejeter tout haut sur les ménagements dont elle avait entouré les négociations le dommage qu'il éprouvait, mais M. de Grimaldi donnait des sentiments ou des paroles du monarque ce commentaire, emprunté à des impressions précédentes dont il aurait dû ne plus rester de traces, que « le Roi Catholique, quoique intimement persuadé de la bonne volonté de la France et de la fidélité de Sa Majesté à remplir ses engagements, sentait néanmoins que nous n'étions pas en état d'entrer en guerre<sup>1</sup> ». On allait préparer un corps assez considérable et une escadre pour Buenos-Ayres, appeler des recrues; on remplacerait les vaisseaux de cette escadre lors de son départ par l'armement d'un nombre de bâtiments égal, on ferait marcher des régiments « jusqu'aux portes des frontières du Portugal pour être en état d'y rassembler promptement 20,000 hommes et, à la fois, pour empêcher ce pays d'envoyer de nouveaux renforts<sup>2</sup> ».

La lettre personnelle de l'ambassadeur était arrivée la première. Bien que « confuse » dans ses informations (l'expression est de lui), elle avait suffi pour « changer le tableau du blanc au noir<sup>3</sup> », écrit M. de Vergennes, et appeler immédiatement les délibérations du gouvernement du roi. Un conseil s'était tenu sur l'heure à Marly, le 7 juillet. Dans une note de sa main, le secrétaire d'État des affaires étrangères avait exposé la situation nouvelle et tracé la conduite qu'elle paraissait prescrire. Cette situation était tout simplement que la France se verrait imposer la guerre avec l'Angleterre par celle de l'Espagne.

Le 25 juin *Espagne* t. 580 n° 235 et le 17 juillet *Ibid.* t. 581 n° 25. — <sup>1</sup> Du 17 janvier *Ibid.* — <sup>2</sup> C'est l'expression du nombre.

contre le Portugal, et qu'il fallait aviser à soutenir avantageusement cette guerre :

*Lu au Conseil à Paris  
le 7 juillet 1776.*

Si la guerre entre l'Espagne et le Portugal devient indispensable, ce que la situation présente des affaires entre les deux puissances ne donne que trop sujet d'apprehender, il est inevitable que la guerre avec l'Angleterre en sera la suite et que la France ne pourra pas se dispenser d'y prendre la part la plus directe.

Il seroit inutile de rechercher ce qui peut déterminer le Portugal à une conduite aussi insensée que celle qu'on lui voit tenir, si il y est excité par le ministère anglais qui se prépare ce moyen afin de se tirer avec moins d'humiliation pour sa nation et moins de dangers pour un-mème des embarras de l'Amérique, ou, si au contraire, il y est encouragé comme on en a eu de forts soupçons, par le parti de l'opposition qui joint, au dessein de faire abandonner la guerre d'Amérique contre laquelle il n'a cessé de déclamer, celui de supplanter le ministère, que ce soit l'une ou l'autre de ces suppositions, si la guerre en est le résultat commun, c'est à la soutenir sans desavantage s'il est possible, et à la concentrer sur la mer que doit se tourner la prévoyance de la maison de Bourbon. Il seroit prématuré de former un plan de campagne qui doit être nécessairement soumis aux circonstances du moment. C'est de mesures préliminaires et provisoires qu'il convient de s'occuper.

Une guerre de terre ne pouvant que nous faire perdre de vue l'objet principal de notre intérêt qui

*Cette mention en marge est écrite comme la note elle-même de la main du ministre*

1776. doit être d'affaiblir le seul ennemi que la France puisse et doit redouter, mais on ne doit donc se concentrer à l'éloigner. C'est le fruit que nous recueillerons de notre alliance avec Vienne si elle veut en remplir fidèlement l'esprit et la lettre : nous n'avons d'autre secours à lui demander que celui de son influence, c'est en Russie qu'elle doit la faire servir, soit pour détourner cette cour de profiter de la circonstance pour tomber sur la Suède, soit pour l'empêcher d'entendre aux offres que les Anglais pourront lui faire pour l'entraîner dans leurs mesures. Il conviendra également de travailler en Hollande pour ranimer les cendres du parti républicain que l'on a trop négligé, et pour profiter de la soif des richesses dont les individus de cette république sont dévorés pour leur faire chérir une neutralité qui deviendra pour eux une source de richesses, elle pourra leur paraître d'autant plus attrayante, qu'armée à la faveur des querelles avec Maroc, la Hollande se trouve plus en état de faire considérer et respecter sa neutralité qu'elle ne l'étoit dans la précédente guerre. Une 3<sup>e</sup> mesure politique qui me paroît bien essentielle est de faire prévenir les Américains de l'état présent des choses et des suites qu'il présume, et sans s'engager avec eux, leur faire envisager tout l'avantage qu'ils pourront trouver dans les nouvelles circonstances s'ils ont la fermeté et la patience d'en attendre le développement.

Voilà ce que la politique semble conseiller pour le moment et qu'on ne doit mettre en œuvre qu'en raison de la nécessité déterminée par les événements. Il est d'autres mesures qui tiennent à l'administration intérieure dont on ne peut se permettre que d'en esquisser quelques-unes : armés comme les Anglais le sont dans l'Amérique septentrionale nous ne pouvons plus laisser nos colonies dépourvues, car elles le sont de tous moyens de résistance. L'Espagne, obligée à porter de grandes forces au sud de cette région, exigera infailliblement que nous la couvrions au Nord. Il sera difficile de le lui refuser, il faudra donc faire passer une escadre et des troupes dans l'Amérique. Les îles de France et de Bourbon demandent la même prévoyance. Les Anglais relevent cet automne leur escadre de l'Inde, c'est un moyen de la doubler\*. On connoit l'état de leurs forces dans la péninsule et avec quelle facilité ils nous classer-

\* Ils n'y ont présentement qu'un vaisseau de 50 canons et 2 ou 3 frégates. Ils y envoient deux vaisseaux de ligne : 2 autres sont annoncés pour renforcer l'escadre de la Jamaïque, ils peuvent faire une autre route.



roien. de Pondichery et de nos îles : nous ne nous mettons pas en état de résistance. 1778

Le temps est précieux, chaque instant mérite désormais d'être compte et mis à profit si l'on ne veut être surpris et écrasé dans le débat. Il faut redoubler d'activité et de vigueur pour garnir nos ports de matières premières propres à la construction et à l'armement. Nous pouvons avoir encore six ou huit mois de repit, ne les perdons pas. Les deux points ci-dessus indiqués mis en sûreté, ce qu'il y aura à faire de plus consistera plus dans des armements de ports et des démonstrations pour diviser les forces des ennemis que dans l'action de nos propres forces. Je pense que nous trouverons mieux notre compte à vouloir laisser les Anglais qu'à vouloir les battre.

Il est fâcheux de devoir présenter un tableau effrayant de dépenses lorsque tout démontre la difficulté des moyens, mais la prévoyance du Roi n'a rien négligé pour prévenir le mal qui menace : il ne faut pas encore désespérer de le conjurer, mais s'il arrive, il serait trop pusillanime de se laisser abattre, les conséquences n'en seraient que plus fatales. En même temps qu'on s'occupe des moyens de faire tête à l'orage qui s'approche en grondant, il ne faut pas renoncer à en détourner l'explosion : si la chose est possible, on a en rendre les effets moins nuisibles. Ils se feraient au plus haut degré si l'Espagne se livrant à toute la vivacité de son ressentiment ne laissait plus d'espoir de détourner la guerre. Le titre et de sa défense reconnue indispensable, celui de la sûreté de ses établissements sur la rivière de La Plata sont des motifs naturels et plausibles des envois de troupes et des vaisseaux qu'elle va sans doute faire à Buenos-Ayres. La modération, si cette puissance veut bien s'en montrer susceptible, donnera le temps d'envisager à la sûreté des îles et du continent de l'Amérique Occidentale, et gagnera celui de faire rentrer nos pêcheurs de Terre-Neuve. Jusque-là il serait bien dangereux de faire envisager à l'Angleterre la guerre comme certaine. Ces considérations paraissent d'un assez grand poids pour devoir faire impression sur le Roi Catholique, et il n'y a pas un moment à perdre pour se disposer à ne rien précipiter.

*Espagne, t. 382 n. 8*

Se préparer sans délai, envisager nos alliances et tirer le parti que chacune offrait, ouvrir avec les Américains des relations qui nous les attachassent, se garder de se laisser abattre, sans renoncer, cependant,

1.

1776 à détourner l'explosion ou à la rendre moins nuisible tout en voyant bien la nécessité pour le roi d'Espagne de pourvoir à la défense de ses domaines, voilà donc ce que proposait le ministre; ce serait nous donner le temps d'aviser à la sûreté de nos îles de l'Amérique occidentale et ne pas laisser venir à l'Angleterre la dangereuse pensée que la guerre était certaine. Fallait-il de nouveau appuyer, autant que cette note le ferait croire, sur les considérations qu'elle reproduisait? Ce n'est guère probable. L'induction à en tirer, plutôt, c'est que des dépenses d'armement étaient nécessaires, que là résidait la difficulté et que, pour obtenir ces armements, M. de Vergennes revenait une fois de plus sur des raisons politiques qui semblaient pourtant, à cette heure, bien définitivement communes à tout le cabinet. Cette note, toutefois, rend bien visible qu'avant d'être assez en mesure nous avions encore beaucoup à faire. Les avis de M. de Vergennes avaient acquis un empire souverain et il ne paraît pas s'être élevé d'opinion contraire à la sienne. La sagesse en était trop sensible, le sentiment patriotique trop évident. Le roi ordonna de suivre le plan du ministre. Le lendemain, celui-ci écrivit à Oasun pour lui communiquer ce plan, sa lettre, personnelle comme celle à laquelle elle répondait<sup>1</sup>, mais faite pour être montrée au premier ministre d'Espagne, tâchait d'arrêter les effets du ressentiment de Charles III. Elle le reconnaissait légitime, mais elle montrait l'avantage qu'il y aurait à ce que le monarque nous donnât le temps de l'aider, qu'en attendant il se mît sur un grand pied militaire en Amérique et qu'il avisât les Colonies de l'appui préparé pour elles par les deux Couronnes.

A Versailles le 8 juillet 1776.

Je me surs avec confiance, Monsieur le Marquis, à l'espoir que votre dépêche n° 53 permettoit de concevoir que l'affaire de la satisfaction exigée par l'Espagne alloit prendre une fin prompte et heureuse. En effet la difficulté qui

<sup>1</sup> Sur papier à lettre carré du temps, le marquis d'Oasun en avait fait une copie. Elle vient quelques folios après l'original n° 98 du 16 le registre des Affaires étrangères.

restait à résoudre etoit si peu considerable quil y avoit lieu de se flatter quelle seroit aplanie, dans une p<sup>re</sup> conference. Mais la lettre particuliere dont vous m'avez honore Monsieur le 24 du mois dernier change le tableau du blanc au noir. Nous ne pouvons pas apceter le grief dont l'Espagne est dans le cas de se plaindre et de se ressentir, vous n'avez vous meme aucun detail qui vous eclaire et ceux qui nous sont venus de la cote de Galice sur les rapports des gens du paquet bot expedie de Buenos Aires sont trop confus et incoherents pour fixer notre jugement, mais l'incertitude avec laquelle M. le M<sup>re</sup> de Grimalkin se explique avec vous doit nous faire presumer que ne s'agit plus d'une suite de querelle de frontiere mais d'un fait tres grave et d'une violence manifeste.

Dans l'obscurite ou nous sommes, si nous ne devons pas chercher a saisir le resentiment du Roi Cq<sup>ue</sup> nous n'avons rien a dire aussi pour l'apaiser, mais je pense quil vous sera agreable de savoir ce que nous avons reflechi hier dans le Conseil et que le ministre d'Esp<sup>agne</sup> nous saura gré de lui communiquer avec confiance toutes nos pensees.

Plus son resentiment est juste et plus il importe den mesurer les effets. Si l'Esp<sup>agne</sup> se decouvre trop tost sur ses projets de vengeance, elle avertira son ennemi que son salut consiste a la gagner de vitesse. Un aviso portugais arrivera plus tost au Bresil que ne flotte espagnole dans la Plata. Nous pourrions donc Monsieur, quelque parti que le Roi Cq<sup>ue</sup> veuille prendre quil seroit convenable de ne pas fermer toutes les voies a la negociation et de ne pas retrancher toute esperance de pardon, mais comme apres ce qui doit etre arrive il n'est plus possible de prendre confiance dans la parole perilleuse d'un voisin qui paroit ne tenir pas grand compte lui meme, Sa M<sup>te</sup> Cq<sup>ue</sup> ne pouvant plus devoir qu'a elle meme la surete de ses etablissements et de ses frontieres autoriseroit de ces motifs pour colorer l'envoi des forces de toute espee qu'il est instant de la re passer a Buenos Aires. En suivant cette marche l'Espagne assurerait ses precautions et l'exercice de sa vengeance. Les Anglois qui crainent voir prosperer leurs affaires dans l'Amerique septentrionale ne s'agiteront pas la proximity d'une guerre generale se hateront peut etre moins de frapper les coups redoutables quilz ne sont que trop en position de porter. Je ne sais pas ce que l'Esp<sup>agne</sup> peut avoir dehors de batiments et de matelots. Nous avons actuellement sur le banc de Terre Neuve et dans ces parages plus de 200 matelots occupez a la peche. Il n'est pas possible dispersez ces la son

1774. de les rassembler d'un coup de sifflet et d'assurer leur retour. Mais si la chose étoit possible ou si elle ne l'est pas il y auroit peut-être raison d'hésiter, ce seroit donner prématurément leveil. Nous aurons d'ailleurs quelques mesures politiques à prendre pour empêcher que le feu qui pourra s'allumer sur la mer se rende sur le continent, mais nous ne pourrions nous en occuper que lors que l'Esp<sup>e</sup> nous aura confié le parti quelle veut prendre. Il en est une Monsieur, dont elle pourroit s'occuper elle-même, ce seroit de faire connaître aux Colonies anglaises l'état présent des affaires, les suites probables qu'elles présentent, et sans former aucun engagement leurs faire envisager l'avantage qu'elles en recueilleront si elles ont la patience d'en attendre le développement. Nous y coopérerons dans le tems, mais nous ne ferons rien jusqu'à ce qu'on nous en donne le signal de Madrid.

Angleterre : 581 n° 13.

Dans l'intervalle, les conversations de M. de Grimaldi avoient mis Ossun à même de mander les mesures que prenoit le gouvernement de Charles III. L'ambassadeur écrivait le 1.<sup>er</sup> juillet que le 3 août des troupes suffisantes partiroient pour chasser les Portugais de Buenos-Ayres; une escadre supérieure en nombre à leurs forces maritimes en Amérique porterait ces troupes; en même temps, sans éclat, sans précipitation, les provinces d'Espagne limitrophes du Portugal seroient garnies de régiments pour former, au premier besoin, le noyau d'une armée respectable; le roi d'Espagne voulait d'ailleurs éviter, autant que possible, de provoquer une guerre générale dans le continent; il communiquerait toutes ses résolutions et n'attaquerait qu'avec l'approbation et le concert de la France. Mais le premier ministre trouvant là l'occasion de revenir sur la nécessité de défendre Saint-Domingue, sur l'opportunité d'y voir pour cela des forces françaises sérieuses, l'avait saisi tout de suite. La complicité de l'Angleterre ne lui sembloit plus douteuse, disait l'ambassadeur, quoiqu'il se fût jusqu'ici refusé à y croire et même l'eût niée contre M. de Galves, dans les conseils du roi, toutes les probabilités étoient à ses yeux, maintenant, pour une attaque des Anglais contre les possessions des deux Cou-

ronnes; ils avaient bien un pressant intérêt à éviter une guerre mais un grand avantage aussi à faire occuper assez l'Espagne par le Portugal tandis qu'ils tomberaient avec succès, à l'improviste, sur les possessions des deux Couronnes, soit que l'Angleterre réussît contre ses Colonies, soit qu'elle s'accommodât avec elles, soit qu'elle en fût repoussée. M. de Grimaldi avait donc ravivé dans l'esprit du monarque l'idée d'obtenir de la France, comme un gage, la protection de cette île, dont il redoutait la perte. 1776

Ce ministre, écrivant le marquis d'Ossun à ce sujet, a considéré que la conquête la plus aisée à faire quoiqu'en même temps d'un avantage immense pour les Anglois et d'un dommage infini pour la France seroit celle de l'île de St Domingue. Il a insisté de nouveau avec force sur l'importance dont il étoit que la France y fit passer un renfort de troupes suffisant pour en assurer la conservation. J'ai fait alors usage M. des réflexions contenues dans la dépêche dont vous m'avez honoré le 14 du mois d'août n° 29. Mais M. de Grimaldi a prétendu entre autres choses qu'il n'étoit pas nécessaire que la France fit passer une escadre en Amérique pour favoriser l'envoy de ses troupes ou pour les soutenir là bas. Il a observé que l'Esp<sup>e</sup> en envoyoit souvent sur de simples batimens de transport, et sans escorte, il m'a dit à cette occasion que S. M. Cath<sup>e</sup> alloit envoyer nécessairement six bataillons de plus pour renforcer les garnisons de Porto-Rico de la Havanne et de la Vera Cruz, que si les choses se pacifioient ils serviroient à relever une partie des troupes qui y sont, que dans le cas contraire ils en augmenteroient le nombre. Enfin après une longue conférence M. de Grimaldi m'a pressé de vous communiquer ses idées et ses doutes en m'assurant que le Roi son Maître pensoit de même et que ce Monarque croyoit ne pouvoir pas donner un conseil plus salutaire et plus prudent à Sa Majesté que celui qu'elle fit travailler avec chaleur et sans perte de tems au retablissement et à l'augmentation de sa marine, quelle prit des mesures suffisantes pour la conservation de l'île de St Domingue dont la perte seroit d'une conséquence infinie pour l'Esp<sup>e</sup>.

*Espagne* t. 581 n° 1.

Il étoit urgent de prévenir l'effet que produiraient sur le ministère anglais des résolutions qui, de la part de l'Espagne, semblaient

1776 visiblement prochaines M. de Vergennes, malade en ce moment à ne pas tenir la plume, avait fait envoyer sur l'heure à Garnier un extrait du rapport d'Ossun du 27 juin et prescrire au chargé d'affaires d'expliquer que, de bonne foi comme il l'avait été, Charles III ne saurait mettre d'arrière-pensée aux précautions qu'il allait prendre. Garnier devait montrer « toute l'atrocité et toute l'indignité de la conduite du Portugal », et l'on était « persuadé d'avance que l'Angleterre, qui ne devait rien désirer comme le maintien de la paix dans toutes les parties du globe, emploierait ses efforts à raccommoder encore les choses si cela était possible ». Pour bien marquer l'intérêt de la situation, le ministre avait fait ajouter ce *post-scriptum* :

P. S. Je suis bien impatient, M., de savoir si le Portugal voudra excuser ce qui est arrivé au Sud du Brésil, et comment on le prendra à Londres. Le ministère anglais a été de bonne foi, comme je n'en doute pas, dans tout ce qui s'est passé entre nous pour concilier les parties, il ne peut pas se dissimuler que son allié s'est rendu coupable envers lui, comme envers l'Espagne de la plus noire perfidie. C'est trahir l'intérêt de l'Angleterre que d'allumer une guerre étrangère dans un moment où une guerre intérieure l'occupe tout entière. Je crois voir dans ce qui vient d'arriver la main de l'opposition, et soupçon ne doit pas être nouveau au M<sup>re</sup> Britannique, il y a longtemps que nous l'en avons prévenu.

A Versailles le 13 juillet 1776

Angleterre, t. 517 n° 19.

Mais les circonstances pouvaient se compliquer rapidement. C'est pourquoi le ministre récrit lui-même à Ossun le 19 et fait écrire de nouveau à Garnier le 20<sup>e</sup>. Avec le premier, il prend acte des sentiments de modération du gouvernement du roi d'Espagne en présence de causes d'irritation si légitimes; il l'informe que lord Stormont a paru les apprendre de sa bouche avec une satisfaction vive, et il ne saurait supposer la complicité des Anglais dans les procédés du Portugal.

20 juillet, minute de Gerard. Voir l'annexe 1 du présent chapitre n° 2. — Les télégraphes sont reproduites à l'annexe I du présent chapitre n° 1 et 2.

sur Saint-Domingue, il a soin de ne pas décourager M. de Grimaldi; de dire simplement que « c'est matière à délibération, que l'on ne formera pas de résolutions avant de voir plus certainement la tournure que les conjonctures pourront prendre », quant à l'accroissement de notre marine, il écrit : « Nous ne nous relâchons ici sur rien, nous travaillons sans ostentation dans nos arsenaux mais avec beaucoup d'activité et de suite ». La dépêche à Garmer porte principalement sur l'opinion qu'en Angleterre on pourrait se faire des événements, sur les dispositions qui en seraient sûrement la suite, sur la nécessité qu'il y a, des lors, de « nous mettre en état de prendre avec connaissance de cause les précautions et les mesures nécessaires, soit pour prévenir la guerre, soit pour la faire avec succès ». Gérard avait fondu dans cette dépêche les deux qu'il venait d'adresser à Ossun; le ministre, en la revoyant, fait appuyer sur le *post-scriptum* de celle du 13 et, de sa main, en modifie ou en complète ainsi la minute.

J'ai cru devoir, M., entrer dans tous ces détails, afin de vous mettre en état de répondre aux ministres anglais dans le cas où ils jugeront devoir vous entretenir sur l'objet dont il est question. Il est probable qu'ils chercheront à connaître à cet égard notre façon de penser ainsi que celle du Roi C<sup>m</sup>; vous vous expliquerez à l'égard de ce P<sup>m</sup> dans le sens que je l'ai fait vis-à-vis de M<sup>d</sup> Stormont. Pour ce qui nous regarde vous il va avec franchise que quelque répugnance que nous puissions avoir à porter un jugement rigoureux nous ne pouvons nous empêcher de voir dans le procédé du Portugal un manque de foi caractérisé que rien ne peut justifier, cependant quelque juste que puisse être le ressentiment du roi d'Espagne nous sommes bien éloignés de vouloir attiser le feu, et que nous employerons volontiers nos bons offices pour calmer le ressentiment de ce Prince dans la supposition où nous sommes que l'Angleterre de son côté s'emploiera de bonne foi et fera usage de toute l'influence qu'elle a à Lisbonne pour obliger cette fois à donner à S. M. C. une satisfaction prompte et proportionnée à l'injure qu'elle vient d'éprouver. Il est une pierre de touche à laquelle on reconnoît le véritable état des intentions du Portugal, c'est si ses commandans au Brezil lorsqu'ils devront avouer avoir reçu

1770 les ordres qui avoient été annoncés, offriront ainsi que M. de Pombal l'avoit fait déclarer de faire remettre toutes choses au même état où elles étoient le 17 juillet de l'année dernière.

Il est donc sensible qu'à Versailles on souhaitait avec impatience de voir les forces de l'Espagne se mettre en mouvement. On craignait les hésitations et les retours, le double jeu de l'Angleterre, les efforts qu'elle faisoit déjà poindre pour faire reconnaître inutiles les préparatifs de Madrid. Le Portugal, en effet, s'étoit hâté de rétablir favorablement son terrain dans l'esprit de son allié; il feignait l'étonnement, il alléguait des malentendus que répareraient des ordres arrivés postérieurement. Aussi cet allié, après avoir eu sur la conduite de M. de Pombal le même sentiment que la France<sup>1</sup>, semblait l'excuser de nouveau. Lord Stormont, ramené en France par ces événements, étoit venu soutenir chez le ministre les raisonnements de son collègue portugais pour justifier la cour de Lisbonne. M. de Vergennes ne s'étoit pas contenté de rétablir avec lui la vérité des faits, la légitimité des desseins de l'Espagne, l'intérêt qu'avait l'Angleterre à les appuyer, d'autant plus inquiet des lenteurs, il avait informé aussitôt Ossun de son entretien avec l'ambassadeur pour qu'il en redit les termes à Madrid ou afin qu'il sût s'en servir, et il reprenait avec lui, comme s'il la voyait en danger d'être écartée, la thèse de l'envoi de forces en Amérique, de la nécessité pour l'Espagne d'y maîtriser promptement son ennemi par la supériorité des moyens. Sa dépêche étoit une instruction étendue, motivée sur « les réflexions du conseil »; Ossun devoit y trouver les arguments définitifs<sup>2</sup>.

Dépêche de Versailles à Ossun du 26 juillet. On y lit : « Je vous envoie un extrait du compte que le Sr Cornier a rendu de son voyage, en qu'il a eu sur cet objet avec M<sup>r</sup> Weymouth; vous y verrez que ce ministre pense absolument comme nous sur la conduite incommode de M. le M<sup>r</sup> de Pombal ainsi que sur la nécessité où est le Portugal de donner au

vers l'Espagne une collection aussi prompte qu'il se pourra. »

<sup>1</sup> à voir. Voir l'annexe II du présent chapitre. <sup>2</sup> Une dépêche suivante du 9, dont la minute est de Gerard, réduit ces assurances à ceci que, selon M. de Pombal, « l'Espagne devoit se mettre au Bureau des affaires en égalité de forces » avec le Por-



Pendant ce temps, le ministère d'Espagne arrêtait à Saint-Ildefonso ses résolutions définitives. Ossun n'avait guère reçu que le 18 juillet la lettre de M. de Vergennes du 8; il en avait remis aussitôt un extrait à M. de Grimaldi<sup>1</sup>. Le 22 celui-ci expédiait au comte d'Aranda le pli suivant pour en donner connaissance à Versailles; il résumait les points essentiels touchés par le ministre français et y répondait catégoriquement<sup>2</sup>.

A St-Ildefonso le 22 juillet 1776.

Monsieur

L'ambassadeur de France en cette cour a reçu dernièrement une lettre particulière de M. le C<sup>te</sup> de Vergennes dont je remets copie à V. Ex<sup>te</sup>. On y voit la grande sensation qu'avoir fait sur le ministère de Versailles l'avis confus que le M<sup>re</sup> d'Ossun venoit de lui donner des nouvelles insultes commises par les armées portugaises dans l'Amérique Méridionale, malgré les protestations officielles et reiterées au moyen desquelles la cour de Lisbonne a abusé si longtems de la tolérance du Roi, et par cette première impression nous pouvons juger de l'étonnement où aura été la Cour de France en apprenant les circonstances des notes hostiles.

M. le C<sup>te</sup> de Vergennes sent toute l'iniquité d'un tel procédé et la justice du ressentiment qu'il doit nécessairement avoir excité dans l'ame de Sa M<sup>te</sup>, pu qu'il s'agit à présent de l'honneur et de la gloire de la Monarchie, objet bien plus grave et plus essentiel que l'est une dispute de limites; et ce ministre desirant nous donner un nouveau temoignage du vif interet que le cabinet de Versailles prend à nos affaires, fait part au M<sup>re</sup> d'Ossun des reflexions qui ont été faites dans le conseil sur l'état actuel des choses.

M. le C<sup>te</sup> de Vergennes dit, entre autres observations, que quelque parti

tage. « C'est là, M<sup>re</sup>, porte cette dépêche le résultat des reflexions que se sont en son conseil ont faites sur cette matière importante. — A Versailles le 9 août 1776. » *Espagne* 1581 n<sup>o</sup> 74.

« J'en ai tiré, écrit-il le 22, un extrait convenable que j'ai communiqué à M. de Grimaldi afin qu'il le mit sous les yeux de sa Majesté Catholique. » *Ibid.* n<sup>o</sup> 42.

<sup>1</sup> La copie de cette dépêche qui se trouve aux Affaires étrangères porte l'indication *Traduction d'une lettre de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda*, elle fut transmise par Ossun le 29 juillet. Par un motif quelconque M. de Grimaldi avait retardé jusque là d'en donner le texte à l'ambassadeur français. A cette date à peu près elle était remise à Versailles par le comte d'Aranda.

- « 6 que le Roi veuille prendre, l'exécution exige la plus grande célérité qui seule peut en assurer le succès, étant bien plus aise au Portugal d'envoyer un armement à ses commandans du Brésil, pour qu'ils se tiennent sur leurs gardes, qu'à nous d'expédier de nos ports un convoi suffisant pour chasser d'aussi graves attentats. Ce ministre ajoute que pour ne pas trop affarmer la cour de Lisbonne et son allié, il conviendra de ne pas fermer toutes les voies à la négociation et de ne pas retrancher toute espérance de pardon, surtout les entreprises des Portugais autorisant l'envie d'un renfort considérable de troupes. M. le C<sup>te</sup> de Vergennes regarde aussi comme indispensable que nous informions sa cour des mesures que nous prendrons dans cette occasion, afin qu'elle puisse y conformer ses démarches politiques, dans la vue d'éviter que la guerre ne s'étende jusqu'au continent de l'Europe. Il observe que, quand même il serait possible de rassembler d'un coup de filet le grand nombre de matelots français qui se trouvent dispersés dans les mers, il serait à propos de s'en abstenir, pour ne point donner prématurément l'éveil à l'Angleterre. Enfin ce ministre nous exhorte à faire connoître aux Colonies anglaises l'état présent des affaires et le grand avantage qu'elles pourroient retirer de ne point précipiter l'arrangement de leurs différens avec la Métropole.

Je lu au Roi la dite lettre confidentielle de ce ministre et Sa M<sup>te</sup>, qui l'a entendu avec complaisance a senti tout le prix de la cordialité et de l'intérêt que cette cour a manifesté dans les circonstances actuelles. Le Roi a aussi approuvé en tout la substance des réflexions de M. le C<sup>te</sup> de Vergennes.

La saison n'est pas propre à faire sortir un convoi de nos ports, et nous ne saurions en préparer un suffisant en peu de jours; mais nous prenons les mesures les plus efficaces pour embarquer un corps d'environ 8. mille hommes avec les forces de mer et les autres secours nécessaires pour nous procurer en Amérique une supériorité décidée sur les Portugais et les chasser d'un seul coup de leur arrogance inconsidérée. De plus nous faisons marcher quelques régimens vers la frontière de Portugal, non dans la vue de l'attaquer à présent dans cette partie, mais pour y attirer ses troupes et empêcher qu'il ne puisse envoyer de nouveaux renforts au Brésil.

Quant à la convenance de laisser subsister l'espérance d'une négociation, il est difficile que, dans la situation présente des choses, l'Espagne puisse, sans compromettre sa dignité, entrer dans aucun pourparler, mais, comme d'un autre

côte, nous n'avons pas déclaré ministériellement le nouveau ressentiment que nous ont cause les dernières hostilités commises sur le Rio Grande de S<sup>a</sup> Pedro. Il semble que ce qui conviendrait le mieux serait de laisser les choses dans le silence où elles se trouvent aujourd'hui, et que les cours médiatrices ne nous pressassent pas de rompre.

Il serait sans doute à propos de faire aux Colonies anglaises les instructions indiquées par M. le C<sup>te</sup> de Vergennes, mais je crois qu'il est plus aisé aux Français qu'aux Espagnols de remplir cet objet qui d'ailleurs exige les plus grandes précautions.

L'Angleterre se trouvant trop occupée de ses propres affaires, il ne parait point à craindre que, par le seul fait de la juste satisfaction que l'Espagne prendra en Amérique pour l'honneur de sa Couronne, la guerre soit très près de s'allumer en Europe, et par conséquent la cour de France aura le temps de disposer les mesures politiques dont parle M. de Vergennes.

*Espagne* 581. n° 40

Tous les ministres espagnols avaient participé à ces résolutions, donne individuellement et par écrit leur avis : elles étaient donc décidément acquises. Ossun mande que « le roi s'est rendu au conseil de ne point fermer les voies à la négociation » comme dès le début, il avait consenti à « ne pas relever sa parole par rapport à la médiation de la France et de l'Angleterre et à en faire instruire milord Grantham »<sup>1</sup>. Un autre point encore est définitivement emporté : la guerre sera évitée sur le continent, concentrée dans l'Amérique méridionale. M. de Grimaldi en a donné l'assurance à notre ambassadeur, qui la transmet le 25<sup>2</sup>. L'amiral Cevallos commandera l'expédition, ce ne seront plus les renforts qui devaient partir le 3 août, mais 10,000 ou 12,000 hommes, une escadre; en septembre ou octobre seulement ils pourront prendre la mer. On est rassuré dès lors à Versailles et l'on s'empresse de faire connaître à l'ambassadeur la satisfaction qu'on en éprouve; elle est assez vive pour faire dire que

17 août *Espagne* 581. n° 41 *Inde* n° 44

68

- 178 si les Portugais avaient progressé, depuis le 1<sup>er</sup> avril, de telle manière que l'arrivée des secours fût tardive ou insuffisante, le Roi Catholique courrait peut-être devoir les punir en Europe de leurs perfidies dans le Nouveau Monde, mais que, quoi qu'il arrivât, Sa Majesté trouverait l'assistance de la France<sup>1</sup>

Des préoccupations qui rapprochaient ainsi les intérêts faisaient sentir encore plus qu'auparavant le prix d'une union vraiment effective entre les deux pays. On ne pouvait qu'éprouver des impressions pénibles à avoir des indices du contraire. La lenteur de toutes les affaires avec l'Espagne, la rudesse de son ambassadeur lorsqu'il semblait y avoir une concession à nous faire, le peu de résultats qui paraissait obtenir le marquis d'Ossun, faisaient encore regarder par les conseillers de Louis XVI le commerce français et les intérêts français comme sacrifiés de parti pris au profit des Anglais à Madrid. La prise du *Septiman*, arrivée lorsqu'on semblait agir en tout de concert, s'en présentait comme une preuve patente. A un moment où il s'agissait de s'engager ensemble, elle ne permettait pas seulement de supposer des dispositions défavorables, elle portait le trouble dans

<sup>1</sup> La dépêche porte : « pourvu que les Portugais n'aient pas, depuis l'époque du 1<sup>er</sup> avril, fait des progrès si considérables que les secours que la cour de Madrid se propose d'envoyer au Portugal ne soient ou soient insuffisants dans l'un comme dans l'autre cas il sera à craindre que le Roi C<sup>at</sup> ne croie devoir punir les Portugais en Europe des perfidies qu'ils ont commises dans le nouveau monde. Mais quel que soit le parti auquel les circonstances favoriseront S. M. C<sup>at</sup> le Prince peut être assuré qu'il recevra de la part de Son Excellence qu'il doit attendre d'un bon parent et d'un allié fidèle. La seule crainte M. que S. M<sup>e</sup> desire, c'est que le Roi C<sup>at</sup> ne prenne aucune détermination avant de la lui avoir communiquée et de l'avoir

concertée avec Elle. » *Espagne*, 1581 n° 74.  
- A quoi Ossun répond le 22 août : « J'ai eu l'honneur, Monsieur, de répéter à S. M. C. conformément à ce que vous avez daigné me mander, que quel que soit le parti que les circonstances la feroient de prendre elle pourroit être assurée qu'elle recevra de la part du Roi l'assistance qu'Elle doit attendre d'un bon parent et d'un allié fidèle et que Sa M<sup>e</sup> desireroit seulement que le Roi son oncle ne prit aucune détermination avant de la lui avoir communiquée et de l'avoir concertée avec Elle. Le Roi Catholique, Monsieur, s'est montré extrêmement sensible à cette assurance et m'a dit qu'il se conformeroit très exactement à ce que desiroit Sa Majesté. » *Ibid* n° 102.

un travail politique caressé de loin par M. de Vergennes pour amener les Algériens à faire la paix avec Madrid, grâce aux bons offices de la France, et, suivant les plans du duc de Choiseul, frapper ainsi d'un coup sensible le commerce de l'Angleterre dans la Méditerranée, en même temps en écarter les Russes prêts à y introduire leurs vaisseaux. Cette violence contre l'envoyé du dey montant un navire français, donnait au ministre une amertume qui ouvrait le champ, dans son esprit, à des suppositions excessives. Il ne peut s'empêcher d'y revenir dans sa dépêche du 8 juillet. Après avoir fait garantir si complètement à l'Espagne l'appui éventuel du cabinet au Brésil, il lui en coûte d'envisager une perspective contraire :

Il serait bien dur, écrit-il, qu'à la veille de nous trouver engagés dans la guerre pour le compte de l'Esp<sup>e</sup> nous eussions à en soutenir une contre Alger pour le fait de la Sept<sup>e</sup> marine. Nous ne expliquerons pas nos traités, nous les exécuterons lorsqu'il sera question de faire honneur à nos engagements avec le Roi Cath<sup>ol</sup>, il est bien étonnant que le même esprit de justice n'ait pas le conseil d'Esp<sup>e</sup> et qu'il se permette de déclarer le traité des Pyrénées la base cependant des droits de la maison régnante.

E. c'est à « la justice et à l'amitié » de Charles III envers le roi, autant qu'aux « représentations » dont sa dépêche du 29 juin avait muni l'ambassadeur, qu'il en appelle pour obtenir en cela satisfaction du gouvernement espagnol. Chacune de ses dépêches ramène Ossun à cette affaire irritante<sup>1</sup>. Or, si il est vrai que le gouvernement de

<sup>1</sup> Il écrit encore le 29 dans une dépêche sur le Portugal : « Je n'ai rien à ajouter M. à ce que renferme mon expédition du 29 juin dernier au sujet du ravalement de Septimane. Les Algériens ont de l'honneur ils hésitent d'une manière qui pourra avoir des suites. Nous sommes même avertis dans le cas de prendre des précautions voire obligations que nous aurons à l'Espagne. Serait-il possible que ce ravalement français eût été signalé car le seul que les espagnols devaient guetter,

non nous le reproche hautement à Alger ou à l'Espagne » Cartagen la conduite des commandants des frégates ne le dément pas plus que celle de cette capture ils sont bien vus » rentrés avec le ravalement, les Algériens ajoutent « que l'Esp<sup>e</sup> se gardera bien d'arrêter » Anvers le mouvement semble indiquée les Français portant des toiles de bois et du chanvre ou du lin et on ne voit point sur les Anglais qui étoient chargés de contrebande » Espagne, t. 58, n° 31.

... Madrid avait l'apparence des torts, dont se plaignait le cabinet de Versailles, il n'en avait pas à vrai dire l'intention. Il n'était point vigoureux, voilà tout, et l'impulsion qu'il donnait se perdait en chemin. D'autre part, les aptitudes diplomatiques dont nous aurions eu besoin à la cour de Charles III manquaient peut être, maintenant, au marquis d'Oasun. Un peu diminuée par l'âge, depuis trop longtemps habituée aux personnes pour ne pas subir l'influence de leurs idées et de leurs points de vue, habituée aussi au relâchement des ressorts dans ce pays, l'ambassadeur était bien pour quelque chose dans la mollesse des dispositions qu'on nous montrait. La contrariété que l'on en ressentait, toutefois, portant jusqu'à lui reprocher de ne point savoir acheter à la cour et dans les administrations publiques les services qui nous auraient été efficaces, de supporter de M. de Grimaldi des écarts de paroles qui seraient allés jusqu'à attrindre M. de Vergennes lui-même. On lui avait écrit au sujet de ces griefs contre le cabinet espagnol et contre lui; il y répond le 2 août dans une lettre personnelle à M. de Vergennes, et cette fois victorieusement. De fait, il avait justement mis beaucoup de diligence et de soins à obtenir, dans l'affaire du *Septimane*, la solution demandée. Dès le 25 il avait pu écrire qu'après une attente de trois semaines, il espérait une parole favorable à cet égard, bien plus, une sur la paix avec Alger, et que l'on se faisait à la cour de France des opinions non justifiées de l'état et des sentiments de l'Espagne, qu'il avait bien entendu des paroles vives de M. de Grimaldi, mais non sous le règne présent, sous le présent ministère ni au sujet du secrétaire d'État, pour lequel, au contraire, M. de Grimaldi « témoignait à toute occasion son admiration et sa grande estime »; les commerçants anglais, expliquait-il, n'étaient pas plus protégés, mais plus actifs et plus ingénieux que les Français; plus attentifs à satisfaire les goûts des Espagnols ou leurs besoins, ils faisaient rechercher davantage leurs marchandises et s'ils se plaignaient moins des tribunaux de justice, c'est qu'ils n'étaient pas nombreux comme les Français, qu'ils travaillaient en gros et de

loin; d'autre part, il n'y avait pas de subalternes qu'il fût intéressant d'acheter : dans le bureau pontique, aucun de corruptible; dans les juntes du commerce ou des finances, de l'ignorance, des dispositions contraires à la France, des lenteurs interminables, mais non des personnes vénales. Si opportun qu'eût pu être le rajeunissement de notre ambassade de Madrid, le marquis d'Ossun parlait de ses services avec quelque droit, et des dispositions véritables de la cour d'Espagne non sans beaucoup de vérité, en disant

Il y a près de 17 ans, Monsieur, que je travaille ici avec toute l'application, le zèle et le désir de bien servir le Roi et la France qu'il soit possible d'avoir. Si j'ai mal vu ou si je vous mal ne l'attribués pas au défaut de bonne volonté. Si les affaires contentieuses traient, ne croyez pas que ce soit par négligence ou mollesse de ma part, et je vous assure que quelq. d'honorable que soit la place que j'occupe, et quoique je jouisse un d'une considération flattante, ma patience y est souvent exercée, la vie que je mène, pénible, et mes satisfactions mêlées d'amertume, mais je ne manque encore ni de sante ni de zèle.

Ne croyez pas, Monsieur, que l'Angleterre ait ou puisse acquérir une influence qui ébranle le système établi par le Pacte de famille. Le Roi Catholique et son min. stère regardant les Anglois comme les ennemis naturels de l'Espagne ils connoissent leurs vues dangereuses sur les Indes, leur peu de sincérité, leur cupidité insatiable. Les Anglois sont craints par l'Espagne et rien de plus. Voilà le vrai

*Espagne, t. 380 n° 61.*

Du reste, le marquis touchait au but; le rapport officiel qui suivait sa lettre justifiait, au moins pour cette fois, le maintien de la confiance du roi. Il annonçait et le succès de l'affaire du *Septimane* et la presque certitude de réussir dans les négociations pour Alger; ces négociations rencontraient des oppositions religieuses et politiques; M. de Grimaldi s'efforçait déjà d'en triompher et le Roi

Nous reproduisons le surplus de cet extract à l'annexe II du présent chapitre n° 1. L'ordre rom du 17 août avait prescrit la renou-

tion de la cargaison du *Septimane*. *Espagne* t. 380 n° 50. A la vérité l'ordre ne fut pas exécuté, mais l'exécution bien rapide.

Catholique accepterait probablement les bons offices de la France pour conclure la paix dans la Méditerranée<sup>1</sup>. Les deux cours n'avaient donc plus qu'à se féliciter. C'est probablement dans un de ces jours de satisfaction que Beaumarchais avait trouvé à M. de Maurepas l'entrain de si bon augure dont il faisait part le 13 août à M. de Vergennes. Le 16, ce dernier adresse à Ossun, dans un pli privé qui lui marquant la gratitude la moins équivoque<sup>2</sup>, une lettre du roi remerciant le roi son oncle<sup>3</sup>, et il envoie à l'ambassadeur l'expression officielle de la satisfaction du cabinet en tête d'une longue dépêche sur cette question spéciale de la paix algérienne.

L'idée de négocier en vue de rendre l'Espagne libre du côté des Barbaresques par des traités de paix, n'avait guère été jusqu-là qu'indiquée par M. de Vergennes. Savoir cette puissance assez forte en face de M. de Pomбал pour empêcher que celui-ci ne créât une diversion sérieuse au Brésil lorsqu'il faudrait engager les deux Cou-

<sup>1</sup> M. de Vergennes écrivait : « A Versailles le 16 août 1776. J'ai reçu Monsieur la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 de ce mois. J'en joins ici une du Roi pour le Roi son oncle. Elle confirme l'assurance de la parfaite sensibilité qu'a eue Sa Majesté la dernière intervention dans l'affaire du capitaine Seren. Vous voudrez bien remettre cette lettre à Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>le</sup> en lui renouvelant les assurances les plus positives de l'amitié du Roi et du plus tendre intérêt qu'il ne cessera dans le sein même du trône de vous tenir au cœur. Les expressions ne vous manqueront pas pour rendre ces sentiments démonstratifs. Vous devez être aussi content Monsieur du succès de votre homologe que nous le sommes ici de la sagesse avec laquelle vous l'avez conduite. C'est avec bien du plaisir que je vous en fais mon compliment, et que je vous assure de toute la satisfaction du Roi. Vous ne vous doutiez pas je me flatte du véritable intérêt que je prends à tout ce

qui vous regarde. » *Espagne*, t. 581 n° 88.

<sup>2</sup> Voici cette lettre : « 15 août 1776. — Monsieur mon frère et oncle j'ai reçu avec le plus grand plaisir la nouvelle que le marquis d'Ossun m'a ministre de la Justice que V. M. a rendue au capitaine Seren. Je ne saurais douter que cette affaire ne parait extrêmement par les nouveaux propos que ne manquent pas de répandre nos ennemis dans un moment surtout où il faut que l'esprit de fermeté en inspire à leur mauvais chemin. J'ai plein de confiance dans l'équité connue de V. M. j'attends avec tranquillité l'effet de sa justice. Je n'ai point été trompé dans mon attente et je lui va être d'autant plus de plaisir que cette justice rendue aux vœux de l'Europe ne peut qu'influer avantageusement sur nos affaires communes. V. M. me remerci que je prends à tout ce qui la regarde et la vive amitié avec laquelle je suis etc. » [Archives nationales, K 163, n° 3, année 1776 n° 15. Copie.]



rounes contre l'Angleterre, et vouloir l'assurer sur la Méditerranée contre des hostilités qui détourneraient ses flottes des Antilles où elles pouvaient se trouver nécessaires, étaient deux buts corrélatifs. S'emparant donc aussitôt du résultat obtenu, il proposait ouvertement d'entreprendre ces arrangements pacifiques. Il envisageait comme un grand avantage moral pour la France, dans ses rapports avec les États barbaresques, d'en être l'auteur. Sa dépêche le montre un peu préoccupé de voir arriver cela par d'autres. Il entrevoyait d'ailleurs certains résultats à une telle entremise amiable, si elle avait une issue heureuse. Il pensait « multiplier ainsi les moyens de diminuer la présence du pavillon de l'Angleterre dans la Méditerranée » (il disait même « de l'exclure »); il croyait empêcher cette nation de continuer à se servir, comme elle le faisait trop, des pavillons barbaresques, à se donner par suite une influence prépondérante, à se former en même temps une pépinière de matelots dévotés, en sorte, disait-il, « que si sa marine était réduite à ne faire emploi que des matelots de sa nation elle ne serait pas au point où elle se montrait ». Le 2 août, Ossun, rendant compte de ses pourparlers à ce sujet, avait fait connaître que le marquis de Grimaldi « ne se sentait pas en état de donner une réponse avant que chacun de ses collègues eût remis son avis par écrit; qu'il regardait personnellement cette paix comme utile, mais qu'elle irritait infiniment tout le clergé séculier et régulier d'Espagne et même la nation en général; que Sa Majesté Catholique y résistait encore par ces considérations; qu'au reste il savait que le dey d'Alger y était incliné, l'ambassadeur embarqué sur *le Septiman* ayant fait quelques ouvertures à ce sujet aux religieux espagnols qui résident à Alger ». Ainsi, ajoutait-il, « soit que le roi d'Espagne ne soit pas encore décidé, soit que ses ministres se flattent qu'ils sont à portée de traiter cette affaire directement, il n'est pas question quant à présent de l'acceptation ou du refus des offres que j'ai faites à cet égard. Je ne perdrai pas la chose de vue ». Presque aussitôt ce rapport reçu, le 16 août, le ministre, après avoir exprimé avec une vive effusion

les sentiments du roi pour le roi son oncle et ceux du Gouvernement pour le cabinet de Madrid, revenant ainsi qu'il suit à cette affaire :

L'Espagne n'ayant encore répondu que d'une manière dilatoire aux réquisitions que vous lui avez faites touchant la convenance d'un traité de paix avec Alger nous voudrions en inférer M. qu'avant de profiter des bons offices que le Roi est très disposé à lui rendre, elle veut attendre l'issue de quelques ouvertures qui peuvent lui avoir été faites ailleurs. De quelque manière et par quelque canal que la chose se fasse elle nous sera très agréable, parceque nos devoirs nous ont pour objet que l'utilité de l'Espagne. Ce n'est pas que nous ne voyions plus de suite pour la paix quelle pourrait être disposée à conclure avec cette régence, si elle se faisoit sous le sceau de la médiation de la France. Ces Barbaresques nous regardant alors comme intéressés à soutenir un ouvrage à la confection duquel nous aurions eu part seroient nous même plus réservés à se permettre les infractions dont la situation des côtes d'Espagne peut leurs donner de fréquentes tentations. Je ne suivrai pas plus loin cette idée parce qu'on pourroit la rapporter à d'autres intentions que celles que nous avons affectivement. Les nôtres sont développées dans les instructions que je vous ai adressées avec mon expédition du 29 juin dernier. Notre objet n'est d'une part que la tranquillité des sujets de l'Espr qui malgré les précautions prises pour les dérober à l'esclavage des Algériens ne sont que trop souvent exposés au malheur de se pouvoir lever, et de l'autre de multiplier les moyens de détruire et même d'exclure le pavillon anglais de la Méditerranée. Les Algériens en paix avec l'Espr ils seroient plus susceptibles d'être éclairés sur les abus que les Anglois font de leur pavillon que le gouverneur de Mahon donne à tous ceux qui veulent bien le lui payer. Cette branche de navigation interceptée, ce qui resteroit d'Anglois dans la Méditerranée seroit bien peu de chose. Peut être n'apporte-t-on pas assez à Madrid l'avantage qu'ils retirent de la facilité avec laquelle ils communiquent leur pavillon, elle leur donne une même prépondérance chez les nations auxquelles ils se rendent utiles par ce moyen en même temps quelle leur forme une pépinière de matelots dévoués dont ils se servent dans le besoin. La marine de l'Ang<sup>e</sup> ne seroit pas au point où nous la voyons si elle étoit réduite à ne faire emploi que des matelots de sa nation.

Je ne suis pas surpris M. que le clergé et le peuple espagnols se montrent

opposés à la paix avec Alger, et presque tout le monde est peuple. Les peuples en general tiennent bien plus à des préjugés qu'à des vérités senties, mais ce ne sont point des préventions qui décident les Gouvernemens, d'ailleurs si le chargé repugne tant aux mesures de paix qu'on pourroit prendre pour préserver leurs frères et leurs oncles de la captivité, il devroit par ce sentiment de la part de son Etat se charger de briser les fers de tous les Espagnols qui gémissent dans l'esclavage ou qui pourroient y tomber, je crois, si on lui faisoit cette proposition qu'il conviendrait bien vite que la paix même avec les infidèles est selon les vœux de l'Evangile. La cour de Rome ne se montreroit sûrement pas plus difficile pour la continuation des Bulles sacratives qui sont parties des royaumes du Roi Catholique. Leur institution si je ne me trompe pas pour objet la conservation et l'entretien des presidios d'Afrique. Ce dont il ne peut être question de se dessaisir, quand bien même l'Afrique se soumettroit aux loix du Christianisme, la politique de l'Espagne est au moins autant intéressée que sa religion à ne jamais se dessaisir de Ceuta, et les papes seront toujours très flattés que les Rois Catholiques croient avoir besoin de leur influence pour continuer la levée d'une imposition dont on a fait dans des temps moins éclairés que celui-ci un acte de religion. La seule objection qui me semble de quelque poids est la répugnance du Roi Catholique pour faire une paix avec Alger dans laquelle le roi de Naples ne seroit pas compris. Mais si les Algériens sont disposés à traiter avec l'Espagne il ne sera peut être pas impossible de les amener à comprendre dans le traité le royaume des Deux Siciles, c'est ce dont on pourroit s'assurer ad y avoit lieu à une négociation, et nous continuons à penser que le moment peut être favorable pour en occuper. Alger n'est pas encore revenu de la terreur que lui a causée l'attaque de l'année dernière, et quoiqu'il ait échappé au danger il craint qu'il se renouvelle. Les forces de l'Espagne doivent faire cette impression, Alger sera sa conquête lorsqu'elle le voudra déterminément. Mais si elle considère les trésors immenses et les flots de sang quelle devra y sacrifier, elle sentira que l'objet ne mérite pas ce sacrifice. Car enfin Alger rasé et détruit jusqu'aux fondemens restera de ses cendres et se relevera si ce n'est dans le même emplacement peut être dans un autre mieux choisi et par conséquent plus favorable à son institution, et ce sera toujours à recommencer dans un climat dévorant.

Vous ferez M l'usage que vous trouverez convenable de ces considérations

776 que je ne vous expose que pour ne vous laisser rien à désirer du concours que vous avez droit d'attendre de ma part.

J'ai l'h<sup>r</sup> d'être avec un sincère et fidèle a. d. M

A Versailles le 16 août 1776

*Espagne, t. 58), n° 89*

Tout cela, du reste, est précédé des démonstrations les plus propres à établir l'intimité des sentiments. « La confiance que l'on avait dans l'équité de S. M. Catholique et de son conseil n'a jamais permis de douter qu'ils ne reconnussent la solidité et la justice des titres sur lesquels nous fondions nos représentations, mais le roi n'en est pas moins sensible au procédé du roi son oncle qu'il regarde comme une nouvelle preuve de la tendre amitié qui ne peut être trop inviolable entre leurs augustes personnes, et trop manifeste aux yeux de l'univers. Sa Majesté recommande bien expressément à l'ambassadeur de profiter de la première occasion qu'il aura pour en faire tous ses remerciements à Sa Majesté Catholique, et pour lui renouveler toutes les assurances, qu'il a été si souvent autorisé à lui donner, que le roi, ne séparant point les intérêts de sa Couronne de ceux de l'Espagne, ne variera jamais dans la disposition où il est de remplir envers le roi son oncle tous les devoirs d'un bon parent, d'un allié fidèle et de l'ami le plus zélé. » De la part du premier ministre et de ses collègues, c'est la montre d'une entente précieuse des intérêts des deux cours; l'ambassadeur témoignera de même à ces conseillers du roi la reconnaissance de la France :

Vous voudrez bien aussi M. témoigner à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi et à tous ceux de M<sup>re</sup> les Ministres d'Espagne qui ont concouru à la résolution qui excite notre reconnaissance, combien nous sommes flattés de les voir aussi pénétrés que nous le sommes de la nécessité d'écarter jusqu'à l'ombre des nuages qui pourroient faire supposer que l'union et la parfaite intelligence des deux Couronnes peuvent en être susceptibles d'altération. Il suffira M. que vous exprimiez véritablement nos principes nos dispositions et nos sentimens, nous

nous flattons qu'ils sont connus à Madrid et nous ne vous désavouons pas lorsqu'il sera question de les justifier par les effets.

*Espagne* t. 581 n. 84.

Les deux cours étaient donc arrivées à l'union qui résulte de la même conception politique et du concert dans les moyens, à l'union, pour autrement dire, qui peut avoir des conséquences effectives. L'Angleterre, elle, engageait vigoureusement sa campagne. Le cabinet de George III pressait les armements dans tous ses ports. Il faisait soutenir son jeu par le Portugal, qui interdisait toute entrée aux Américains dans les siens<sup>2</sup>; il n'allait pas craindre de demander la même mesure à l'Espagne<sup>3</sup> et d'essayer de l'imposer à la France. L'intimité de l'Espagne et de la France se produisait ainsi à l'heure opportune. Des nouvelles des Colonies, encore vagues mais bien ressemblantes à celles que l'on souhaitait, donnaient à cette union tout son prix. L'annonce d'événements qui créeraient des obligations souveraines transpirait d'Amérique. On connaissait bien alors, à Versailles, la tentative faite dans le Congrès, au mois de mai, de déclarer la séparation formelle d'avec la métropole et d'établir une confédération. On avait vu là un premier pas, mais non encore l'acte qui était de nature à mettre debout les deux cours. Silas Deane le faisait savoir à Philadelphie en ce moment même, assurant qu'il ne pourrait guère aller plus loin si l'indépendance ne s'affirmait pas bientôt absolument. Mais le bruit se répandait déjà que la dernière borne était franchie. Le lendemain même du jour où M. de Vergennes expédiait à Ossun son courrier sur Alger et les Barbaresques, il apprenait par un rapport de Garner, du 13, que, d'après les dépêches du général Howe, le Congrès avait proclamé l'indépendance et déclaré la guerre à l'Angleterre.

Nous reproduisons ci-dessous les deux principaux chapitres comme pièces essentielles à l'histoire des rapports des deux cours avant leur union définitive, non seulement cette dépêche dans sa partie vraie mais aussi celles qui s'y

relatent et qui ne l'ont complétement recouvert.

<sup>2</sup> Rapport de Garner du 14 juillet. *Angleterre*, t. 5, 7 n° 68.

<sup>3</sup> Dépêche de Grimaldi à Madrid du 11 août. *Espagne* t. 581 n° 95.

## ANNEXES DU CHAPITRE XV.



### I

#### L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL.

##### LE COMTE DE VERGENNES À OSSUN

A Versailles le 19 juillet 1766

Nous ne pouvons qu'applaudir à ce que vous continuez à nous mander des dispositions du Roi C<sup>te</sup> pour évier à ce qui vient de se passer de la part du Portugal. Après un manque de foi aussi caractérisé il est naturel et personne ne peut en être surpris que ce prince ne veuille s'en rapporter qu'à la force de ses propres mesures pour la défense et la sûreté de ses établissemens dans l'Amérique meridionale. Mais cette prévoyance pourroit être fautive si l'Espagne ne prenoit pas en même tems des précautions assez marquées en Europe pour imposer à son voisin et empêcher de faire de nouveaux envois de troupes au Brésil. Le grand point M. est qu'il ne puisse abriter la supériorité qu'il est parvenu à se donner. Nous avons toujours pensé et nous pensons encore que le moyen d'amener le Portugal à traiter de bonne foi est de lui faire perdre l'espoir que la supériorité de sa position en Amérique a pu lui inspirer.

Nous sommes impatiens et curieux de savoir ce que M. de Pombal pourra alléguer pour justifier la scène atroce qui s'est passée sur le Rio grande le 1<sup>er</sup> août. Peut-être supposera-t-il que ses ordres du mois de decembre de l'année dernière n'étoient pas encore arrivés, cette excuse peut être plus vraie que vraisemblable; d'ailleurs ce seroit une négligence bien coupable de n'envoyer de pareils ordres que par une seule main : c'est le cas de multiplier les expéditions. Je naime pas M. à précipiter mes jugemens encore moins à affirmer le mal mais mon indulgence n'imagine rien à la décharge de M. de Pombal en relisant tout ce qui s'est passé depuis deux ans, maintenant quelcun par les faits on est plus en état d'apprécier la valeur des assurances, il est difficile je l'avoue de prendre une opinion favorable de la sincérité

et de la franchise du ministre portugais. On voit de sa part une attention étudiée à éluder de se pliquer sur la proposition de la suspension des hostilités. Ce n'est qu'à la fin et pressé par les menaces de l'Esp<sup>e</sup> qu'il l'articule, mais il ne l'a fait sans doute ou que conditionnellement ou dans la supposition que ses dispositions pour rentrer en possession de tout le terrain contesté auroient déjà eu leur effet. M. de Pombal ne s'est pas persuadé que les affaires des Anglois en Amérique prendroient la tournure qu'elles y ont prise, et ce n'est probablement que lors qu'il a été bien convaincu qu'il n'avoit plus à attendre que cette puissance épousa sa querelle qu'étonné peut être de son audace, il a cru rectifier sa témérité en requérant notre médiation et celle de l'Ang<sup>e</sup> et même en offrant de nous déférer l'arbitrage de toutes les contestations. Le Lord Stormond auquel je n'ai pas dissimulé ma façon de penser ne fait aucun effort pour la combattre, il ne condamne pas absolument M. de Pombal, mais il est bien éloigné de vouloir le justifier. Ce qui m'a paru le plus l'occuper est la crainte que le Roi L<sup>e</sup> ne précipite son ressentiment, et ne lui donne trop d'étendue. Je n'ai voulu ni le rassurer entièrement ni le désespérer. Je ne lui ai pas dit aussi que S. M. C. sentoit vivement une injure aussi grave, mais que je voyois que son ressentiment étoit tempéré par la modération et par la sagesse, et que je n'étois pas sans espérance qu'en même temps que ce prince ne négligeoit aucune des précautions qui peuvent faire la sûreté de ses possessions, il ne feroit pas tout accès à la conciliation. Ce peu de mots a paru calmer cet ambassadeur. Si je juge de la façon de penser de sa cour par l'embarras extrême où je l'ai vu je ne dois pas la supposer la complice du Portugal. Je suis bien éloigné d'être le champion de la bonne foi des Anglois, vous savez ce que j'en pense. M. Je vous en ai dit plus d'une fois mon opinion, mais une trahison ne se fait pas sans un grand intérêt, et je nen vois pas même un médiocre qui ait pu porter l'Ang<sup>e</sup> à vouloir partager les locheux de la perfidie dont le Portugal vient de se servir. Si la guerre qu'elle peut entraîner étoit un moyen de calmer les troubles de l'Amérique Septentrionale nul doute que le ministère D<sup>ni</sup> ne l'embrassât avec ardeur, mais cette diversion seroit tout à l'avantage des Amérindiens elle leur donneroit des protecteurs qu'ils n'ont pas.

Je ne vous dis rien M. sur le nouvel envoi de troupes à S<sup>t</sup> Domingue dont M. le M<sup>re</sup> de Grenatili vous a fait instance, c'est matière à délibération et l'on ne pourra former de résolutions à ce sujet que lors qu'on verra plus certainement la tournure que les conjonctures pourront prendre. Nous ne nous relâchons ni sur rien nous travaillons sans ostentation dans nos arsenaux mais avec beaucoup d'activité et de suite.

*Espagne, l. 38. n<sup>o</sup> 16*

## 2. LE COMTE DE VERDELVÈS A GARNIER.

A Versailles le 20 juillet 1776

A Monsieur Garnier

Vous avez vu par ma dernière dépêche M. qu'il n'est plus question de négocier sur la satisfaction que le Portugal doit à l'Espagne, que la perfidie de M. le M<sup>e</sup> de Pombal a dénaturé totalement l'état des choses, et que nous nous trouvons maintenant dans une position dont il est impossible de prévoir encore l'issue. Plus nous réfléchissons sur la conduite du ministre portugais, plus elle nous parait incompréhensible. En effet, si ne tombe pas sous les sens qu'il ait été assez aveugle pour croire le roi de Portugal en mesure, avec ses propres forces, de lutter avec avantage contre l'Espagne, il devoit donc avoir quelques raisons secrètes pour hasarder la levée de bouclier qu'il a osé se permettre. Je n'en entrevois que deux, j'ai touché la première dans le post scriptum de ma 1<sup>re</sup> dépêche, la seconde est le résultat de l'opinion que M. de Pombal pouvoit avoir de la situation des affaires dans l'Amérique septentrionale, ce ministre se flattoit sans doute que la cour de Londres termineroit facilement sa querelle avec ses Colonies, et que libre de ce côté-là elle pourroit donner à son allié l'assistance la plus facile et la plus efficace. Il y a beaucoup d'apparence que c'est en considérant les choses sous ce point de vue que M. de Pombal a éludé avec une attention étudiée, toute explication sur la proposition de la suspension des hostilités, et que s'il a enfin articulé cette suspension, en commençant du moins de 1<sup>re</sup> il n'y a été déterminé que par les menaces de l'Espagne et par l'espérance secrète qu'il avoit sans doute que ses dispositions pour recouvrer tout le terrain contesté lui auroient déjà produit leur effet. Mais l'aspect défavorable qu'on présente depuis les affaires de l'Amérique en faisant connoître au ministre portugais l'erreur de ses calculs lui aura decouvert l'abîme où il alloit se précipiter, et il est probable que c'est par la frayeur que lui aura causée son audace, qu'il s'est hâté de recourir à notre médiation et à celle de la Grande Bretagne.

Telle est, M., l'opinion que nous avons de la politique et de la marche de M. le M<sup>e</sup> de Pombal. Je ne l'ai pas dissimulé à M<sup>r</sup> Stormont, et cet ambassadeur qui qu'il ne put l'adopter ouvertement, n'a fait aucun effort pour la combattre, et encore moins pour justifier le ministre portugais. Le seul sentiment qui m'a paru l'affecter c'est la crainte que le Roi C<sup>te</sup> ne précipite son ressentiment, et qu'il ne lui donne trop d'étendue, je n'ai voulu ni rassurer entièrement M. de Stormont ni, cependant le désespérer, j'ai lui ai avoué que S. M. C. sembloit vivement l'insulte qu'elle venoit d'éprouver mais que je voyois que son ressentiment étoit tempéré par la modération



et par la sagesse, et que je n'étois pas sans espérance qu'en même temps que ce P<sup>r</sup> ne négligerait aucune des précautions que peut exiger la sûreté de ses possessions il ne fermerait pas tout accès à la conciliation. Je juge par le même que ces assurances ont donné à l'ambassadeur d'Ang<sup>e</sup> que sa cour n'est nullement la complice de celle de Lisbonne, et je le juge ainsi, non pas que je fasse un grand fond sur la bonne foi des Anglais, mais parce qu'en politique une trahison ne se fait pas sans un grand intérêt, et que je n'en vois pas même un médiocre qui ait pu porter l'Ang<sup>e</sup> à vouloir partager l'odieux de la perfide insigne dont le Portugal vient de se souiller. Mais cette manière d'envisager les choses ne doit pas nous empêcher d'avoir l'œil le plus attentif sur la conduite et sur les vues de la cour de Londres, les ministres anglais, mais que l'expérience la prouve journellement ne prennent pas toujours les règles de la prudence et d'une saine politique pour base de leur conduite, et il est possible qu'ils envisagent sous un autre point de vue que nous la démarche de M. de Pombal ainsi que leur position actuelle en Amérique, et qu'égayés par des espérances trompeuses ils soient moins portés que leur intérêt ne parait l'exiger, à prévenir les progrès de l'incendie que le Portugal vient d'allumer dans le Paraguay. Cette considération, M., a frappé la prévoyance du Roi et lui a fait sentir la nécessité de connaître à fond la façon de penser du roi d'Ang<sup>e</sup> et celle de ses Ministres sur l'incident qui fait la matière de cette dépêche. C'est donc à acquérir cette connaissance importante que vous devez employer tout votre zèle et toute votre sagacité, en fixant nos idées à cet égard, vous nous mettrez en état de prendre avec connaissance de cause les précautions et les mesures nécessaires, soit pour prévenir la guerre, soit pour la faire avec succès.

M. le M<sup>r</sup> de Pombal a si peu de moyens pour colorer les hostilités qui viennent d'être commises sur le Rio Grande, qu'il se rabattra vraisemblablement à dire que ses ordres du mois de 1<sup>er</sup> d<sup>e</sup> n'étoient pas encore arrivés au Brésil à l'époque du 1<sup>er</sup> avril. Cette excuse peut être plus vraie qu'elle n'est vraisemblable, en effet il faudrait des accidens particuliers pour que 4 mois de navigation ne fussent pas suffisants pour arriver dans cette partie de l'Amérique. Ce serait d'ailleurs une négligence bien affectée et bien coupable que de n'envoyer de pareils ordres que par une seule voye d'étoit certainement le cas de multiplier les expéditions. Mais en admettant même cette excuse, comment M. de Pombal se disculpera-t-il des conséquences qui résultent de l'assurance qu'il a donnée dès le mois d'août de l'année d<sup>e</sup> que les secours envoyés au Brésil étoient de pure défense, et qu'il n'étoit aucunement question de les employer offensivement.

J'ai cru devoir, M., entrer dans tous ces détails. Tel est, M. le langage que le Roi vous autorise de tenir dans le cas où les ministres anglais vous

provoquent. S. M<sup>e</sup> s'en rapporte à votre prudence sur le moment où il sera utile d'en faire usage ainsi que, sur la tournure qu'il conviendra de lui donner.

*Angleterre t. 5. 7, n° 58*

### 3 LE COMTE DE VERGENNES A OSSUN

*V<sup>re</sup> le 2 août 1766*

#### VI

J'ai reçu les trois dépêches n° 62 à 64 que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer les 5 et 18 du mois d<sup>r</sup> et la copie de l'expédition de M. le M<sup>r</sup> de Pombal à son ambassadeur à Madrid les 8 et 8 du même mois. Son frère qui reside ici m'a communiqué les dépêches de sa cour du 6 vendues par l'Ang<sup>l</sup>. C'est la répétition de partie de ce que vous nous avez envoyé. On n'avoit encore à Lisbonne d'autres nouvelles que celles arrivées en Esp<sup>e</sup>. On y étoit consterné de l'événement, enfin on se flattoit que la plus prompte restitution qui doit suivre l'arrivée des ordres envoyés respectivement dissiperait les nuages que le contre-temps si fâcheux pouvoit élever sur la bonne foi du Portugal. L'ambassadeur a retourné cette preuve dans tous les sens pour la rendre péremptoire, je n'avois rien à lui contester, je me suis contenté de lui faire observer que suivant la lettre même de M. de Pombal, les ordres qu'il avoit fait déclarer avoir été expédiés au commencement du décembre, ne l'ont été réellement que dans le mois de janvier, et que c'est à ce retard si peu naturel qu'on ne peut se dispenser d'attribuer tout ce qui s'est passé au sud du Brésil.

J'ai vu ensuite l'ambassadeur d'Ang<sup>l</sup> arme des mêmes argumens que celui du Portugal et cherchant à leurs donner la plus grande valeur. Il avoit deux objets, lui de justifier son allié du reproche de mauvaise foi et de perfidie, et l'autre bien plus intéressant pour sa cour, de me faire entendre par forme d'insinuation que la restitution ne paroissant pas équivoque les préparatifs de l'Esp<sup>e</sup> pouvoient paroître superflus peut être comptoit il aussi seclairer par mon moyen sur ce que le Roi C<sup>q</sup>ue peut se proposer effectivement contre le Portugal. Il y auroit peut être autant d'inconvénient M. à calmer que à graver les inquiétudes que peut avoir l'Ang<sup>l</sup>, si elle étoit parfaitement rassurée sur les intentions et les vues du Roi C<sup>q</sup>ue elle se montreroit moins zélée et plus froide pour porter son allié aux satisfactions que l'Esp<sup>e</sup> peut prétendre. J'ai pris une route inutile et sans m'expliquer sur ce que le Roi C<sup>q</sup>ue peut avoir dessein de faire je me suis attaché à démontrer à cet ambassadeur que si tantôt de sa cour se rencontrait avec celui de l'Esp<sup>e</sup> dans les mesures que celle-ci prend pour

\* M. de Gérard

ne devoir qu'à elle même la sûreté de ses possessions dans l'Amérique méridionale. En effet si l'Ang<sup>e</sup> veut de bonne foi couper le nœud d'un différend qui doit lui être très important puisqu'il peut la détruire d'un moment à l'autre de ses intérêts les plus essentiels, il faut commencer par retrancher à M. de Pombal les arguments faibles qui peut fonder sur sa supériorité qui sont procurés dans cette région pour le rendre plus flexible et plus conciliant dans la négociation qui doit opérer la conciliation.

Je vous rends sommairement M. une considération que j'ai exposée avec plus de détail, elle a paru faire quelque impression sur le Lord Stornson. Si ne l'a pas adopté entièrement il n'a rien trouvé de solide à y objecter.

A envisager la conduite de M. de Pombal dans la sens le plus favorable, en supposant même la restitution déjà effectuée, nous continuons à penser M. que le Roi C<sup>te</sup> ne peut mettre trop de diligence à lever des forces qu'il destine soit pour la conservation de sa province du Buenos Ayres soit pour le recouvrement de ce qui vient de lui être enlevé si la restitution n'avait pas eu lieu. Nous ne voyons pas sans quelqu'inquiétude que le Roi C<sup>te</sup> veut attendre de nouveaux avis de l'Amérique pour régler ses envois sur les besoins des circonstances. Nous y reconnaissons les vues d'une saine économie et toute la modération qui est dans le caractère de S. M. C<sup>te</sup>, mais quand nous réfléchissons que celui de M. de Pombal ne peut être maîtrisé que par la crainte, que si on lui laisse la perspective d'un danger plus éloigné, son audace ranimera et avec elle tous les artifices d'une politique tortueuse, sur que l'Esp<sup>e</sup> ne vaudra pas lutter parce qu'elle n'aura pas des forces suffisantes pour le faire, il embarrasera la négociation par toute sorte de difficultés, genre dans lequel il excelle, tandis qu'il prendra sous main et à la faveur de ses dénégations habituelles toutes les mesures convenables pour maintenir et fortifier sa supériorité en sorte qu'il restera le maître de la paix et de la guerre, ainsi le parage que l'Esp<sup>e</sup> aura compté faire deviendra une occasion de dépenses énormes, car une guerre pour peu qu'elle soit prolongée lui coûtera infiniment plus que les démonstrations qui parait nécessaire de faire et sans le moindre délai, toutes dispendieuses qu'elles puissent être. Après cela si le Roi C<sup>te</sup> définit aux sentimens pacifiques dont il est si sincèrement animé veut mettre les plus grandes formes de la modération de son côté, nous n'empêcher M. que ce prince ne puisse faire connaître amicalement et confidentiellement aux puissances médiatrices qu'en même temps qu'il ne néglige aucune des mesures convenables pour se faire raison et justice de Portugal si ce la lui fait peu promptement et entièrement, son intention n'est pas si la restitution a eu lieu dans une manière convenable de décider par le p<sup>re</sup> ce qu'il avait consenti de soumettre à une négociation amiable. Que ses intentions sont toujours les mêmes qu'il les a fait connaître lors de l'ouverture de la médiation, c'est que ses troupes resteront sur

la plus exacte défensive aussi longtemps qu'il n'y aura pas lieu à de nouvelles provocations. Vous ferez de ces réflexions M l'usage que vous trouverez convenable.

Espagne, + 581 n° 63.

## II

### LES SENTIMENTS DE L'ESPAGNE, LA PAIX AVEC ALGER

1 OSSUN AU COMTE DE VERGENNES LETTRE PRIVÉE.

A S<sup>t</sup> Idelfonso le 2 août 1776

Monsieur,

Au reste, Monsieur, soyez persuadé que je n'ai jamais employé vis-à-vis du Ministère espagnol que le ton d'égalité dont l'ambassadeur du Roi ne doit jamais se départir, pour quelque motif que ce soit et dans quelque cour qu'il réside. Il est vra que M le M<sup>te</sup> de Grimaldi qui est extrêmement vif, s'est quelquefois emporté jusqu'à proférer des paroles peu décentes, mais qui ne m'étoient pas adressées. J'avoue que je n'ai pas cru devoir imiter, et que je me suis borné à le ramener par des raisons saines. Cela n'est pas arrivé sous le règne présent et sous votre ministère. Je puis même vous assurer que ce ministre m'a témoigné dans toutes les occasions de l'admiration pour l'étendue et la sagesse de vos vûes, et l'estime la plus distinguée pour vos qualités personnelles.

Je ne suis pas dans le cas, Monsieur, de rendre sensible à Sa M<sup>te</sup> Catholique le tableau comparatif de notre situation dans son Royaume avec celle des Anglois, au moins sous le point de vue que vous paraissez l'envisager. On ne peut pas dire que les Anglois soient facilités, avantagés en tout, prévenus même sur tout en Espagne. Ce n'est le système ni du Roi Catholique ni de son ministère. Il est certain que quelques marchandises anglaises dont l'évaluation n'a pas été fixée par les anciens tarifs, payent de moindres droits proportion gardée, que d'autres de France qui sont dans le même cas parce que, selon l'usage établi dans ce Royaume les étoffes de nouvelle invention et dénomination sont taxées par des officiers établis dans chaque douane d'entrée qu'on nomme *laxar* et que ceux-ci gagnent par des présents ou peut être plus inclinés pour les Anglois que pour les François, favorisent les produits et chargent les derniers dans leurs estimations. Mais l'industrie française

multiplier les étoffes nouvelles pour la qualité et pour le goût, tandis que les Anglois se bornent pour ainsi dire, à introduire en Espagne des draps et différentes étoffes de laine qui comparées avec celles dont les droits sont fixés par les anciens tarifs, n'offrent pas, quoique de nouvelle invention, des différences aussi sensibles que nos marchandises en soie en dentelle ou de mode. Les Anglois récoltent aussi presque tous les vins qu'on recueille à Xeres et à Malaga et les fruits qui croissent en abondance dans le royaume de Valence et ailleurs, comme ramiers secs, prunes sèches, arandes, oranges, citrons, etc. etc., et, par une suite naturelle, ils sont moins vus dans ces provinces que les François. Le corps des marchands de Madrid, autrement dit *Los Germanos*, qui est très puissant, tire d'Angleterre presque tous les tanagers venant de l'étranger, et conséquemment ce corps est plus incliné pour les Anglois que pour les François. Toutes ces choses sont inévitables.

Pour ce qui est, Monsieur des tribunaux des justices inférieures, des juges subalternes ils ne menagent pas plus les Anglois que les François et ils sont également redoutables à leurs nationaux, c'est de l'argent qu'ils veulent, et sur ce point ils ne craignent ni arm ni canon. De là naissent les lenteurs dans les procédures les procès ajournés et les décisions arbitraires. Les François en souffrent plus que les Anglois, parce qu'il ne semble point être pas dans toute l'Espagne cent négocians anglois et qu'il y en a des milliers de François mais compter un nombre infini d'ouvriers, d'artisans de domestiques et d'aventuriers. Il est aussi à remarquer que ce petit nombre de commerçans anglois négocie en gros et avec des fonds considérables, que lorsqu'ils font la contrebande, ce qui arrive souvent, ce n'est pas pour des objets médiocres, que le grand profit qu'ils en retirent leur offre le moyen de corrompre les gardes nos fortes maisons de commerce en usent de même et il n'y a que les petits fraudeurs qui soient découverts et poursuivis or la nation française en souffrirait une infinité de cette espèce.

Je ne connais, Monsieur, personne dans les subalternes qui se soit intentionnellement d'acquiescer. Si l'on agit du système politique de l'Espagne, le Bureau d'état n'y influe pas, les sujets qui le composent sont honnêtes et certainement incorruptibles. Si l'on est question du Commerce et des Domaines, c'est le Conseil des finances, la Junta suprême du commerce et les directeurs généraux des Rentes qui sont consultés. Il est certain que ces tribunaux, par ignorance ou par préjugé semblent n'être occupés que de la destruction du commerce étranger et point être plus particulièrement de celui de la France. Mais les magistrats qui le composent ne sont pas susceptibles d'être gagnés. Il n'y a que le fiscal de la Junta du commerce qui a la réputation de prendre de l'argent. Les directeurs généraux des Rentes qui dirigent les Domaines ne sont que deux, ils ont des appointemens considérables ; les lacs de les croire mal intentionnés

pour la France, mais je suis moralement sûr qu'ils ne sont pas capables de recevoir de l'argent. Le Bureau des finances est assez mal composé, il n'y a pas un sujet qui puisse influer sur les résolutions du ministre. On dit que ces Messieurs vendent les emplois et sont intéressés dans les entreprises des fournitures pour le Roi, enfin que leurs places sont fort lucratives, cela peut être, mais je ne crois pas qu'ils se laissent corrompre par une Puissance étrangère, d'ailleurs ils ne seraient pas à même de rendre des services bien importants. Il n'y auroit donc que les officiers des Finances d'entrée qu'on pourroit chercher à acquérir particulièrement ceux qu'on nomme *Vistas*. Mais qui chargerait-on de ces négociations secrètes et locales? Ce seroit risquer de dépenser de l'argent en pure perte. Le ministre des finances, Monsieur, est timide et d'une lenteur insupportable, il ne veut rien décider sans consulter ou la Junte du commerce ou le Conseil des finances, ou les Directeurs généraux. Je le soupçonne aussi d'être imbu du préjugé que de la diminution du commerce étranger dépend la prospérité des manufactures espagnoles. J'ai eu plus d'une fois des discussions vives avec lui et je l'ai pris par la douceur. J'ai remarqué que cette dernière méthode étoit la plus utile à suivre, soit vis-à-vis de ce ministre, soit en général avec les Espagnols.

Espagne. — 580 n° 61

2. CESSON AU COMTE DE VERGENNES.

A S<sup>t</sup> Idelfonse 2 août 1756

Monsieur,

Je passai ensuite au second motif, celui d'exciter les Anglois du commerce du Levant et de la Barbarie. J'exposai la situation heureuse et brillante où se trouvoient les choses lorsque l'arrêtement du capitaine Seren étoit venu tout déranger, et mettre les Anglois dans le cas d'acquiescer un crédit dominant au Levant et chez les Barbaresques, d'y anéantir le commerce et l'influence de la France. J'observai qu'il étoit bien douloureux qu'un coup aussi sensible et aussi fatal fut porté à la France par son meilleur et plus fidèle allié. Je fis considérer à M. le marquis de Grimaldi que l'amitié des Algériens étoit nécessaire et décisive pour la prospérité du commerce dans le Levant et avec l'Afrique. Je conduisis ce ministre au point de devoir conclure que tout seroit raccommodé si l'Espagne nous restituoit les effets du chargement de la Septimane. Alors je lui fis envisager que pour mettre la dernière main à l'exécution du projet qu'avoit la France de porter les derniers coups au commerce anglois dans la Méditerranée, il seroit essentiel que l'Espagne fut en paix avec la régence d'Alger. Je lui dis que si cette idée étoit goûtée par Sa Majesté Catho-

lique, M. de Sartine, sans néanmoins l'assurer, ne désespéreroit pas de pouvoir engager le dey d'Alger à demander la médiation de la France pour parvenir à un traité de paix avec l'Espagne, j'ajoutai que j'étois autorisé à faire sur cette ouverture un essai. Je finis par informer M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi de ce que j'avois eu l'honneur de dire la veille à Sa Majesté Catholique et de ce qu'elle m'avoit répondu, il me témoigna que le roi d'Espagne se lui en étoit communiqué en présence de M. le prince des Asturies. Ce ministre qui m'avoit écouté avec beaucoup d'attention commença par me parler des grands ménagemens auxquels il étoit obligé par l'opinion qu'avoit la nation espagnole qu'il étoit trop attaché à la France que cette même nation étoit imbûe que les Français avoient donné les avis les plus salutaires aux Algériens lorsque l'Espagne préparoit une expédition contre cette régence, qu'on venoit d'apprendre dernièrement, et que la nouvelle étoit publique, que deux navires français et un anglais étoient entrés à Alger chargés de poudre de canons et de boulets qu'on savoit que le Dey avoit fait venir de France un maître fondeur pour fonder de l'artillerie que les Espagnols étoient singulièrement animés contre Alger et persuadés que la France protégeoit cette Régence, qu'il ne lui cacheroit pas que le Roi Catholique avoit adopté et fait adopter pour maxime invariable à M<sup>re</sup> le prince des Asturies de ne jamais perdre de vue la destruction ou d'Alger et que plus tôt ou plus tard, l'Espagne porteroit certainement quelque coup fatal à cette ville. Je refutai convenablement Monsieur les imputations faites contre la France et je dis que pour ce qui concernoit les bâtimens français qui portoisent aux Algériens des munitions de guerre prohibées par les traités il faudroit que ceux qui donnoient des avis à ce sujet au ministère espagnol l'informassent en même temps des noms des bâtimens et des capitaines, qu'alors leur conduite étant absolument contraire aux réglemens et aux ordonnances de notre marine, aux intentions et aux ordres de Sa Majesté, elle feroit punir les contrevenans et que quelques exemples arrêtés en eussent de pareils abus. Le ministre espagnol eut rien à répliquer, et il me dit qu'il rendroit compte à Sa Majesté Catholique du contenu de mon office et de tout ce que je lui avois communiqué verbalement entre autres sur la paix avec Alger il ajouta en souriant que ce seroit un bon moyen d'arranger l'affaire de la Septimanie, je lui répondis qu'elle devoit précéder et que l'une ne devoit pas être liée avec l'autre. Enfin je l'assurai en le quittant que j'attendois de son équité, de sa droiture et de ses bonnes intentions, le succès de ma demande et que je lui disois avec d'autant plus d'ardeur, que je voyois ma cause très affectée de cet objet, que je craignois de plus qu'un refus de la part de Sa Majesté Catholique ne fit naître une espèce de doute sur la sincérité des dispositions de l'Espagne à l'égard de la France ce qui ne pourroit jamais avoir que des conséquences désastreuses. Deux jours après je

demandai à M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi où en étoit cette affaire il me dit que Sa Majesté Catholique avoit ordonné qu'elle fut examinée par ses ministres et que chacun donnât séparément son avis par écrit, et il m'avoûa qu'il n'avoit pas voulu se charger de l'influer sur la détermination du Roi son maître. Je ne négligeai pas d'entretenir chaque ministre en particulier et de lui exposer avec précision et force les raisons de droit et de convenance qui établissoient la justice des réclamations de la France, j'eus lieu d'être satisfait de la façon de penser de la plus part de ces Messieurs, principalement de celle de M. de Galvés, mais accablés d'affaires et d'importunités à la veille de quitter la capitale pour passer à St Idelfonse, aucun d'eux ne put rédiger son avis à Madrid, ils ne s'en sont occupés qu'ici; et comme mes offices à ce sujet ont passé successivement de l'un à l'autre la marche a été fort lente sans qu'il m'ait été possible de la faire accélérer, M. de Castejon, entre autres, a différé dix jours de répondre et ce n'est que sur les vives instances que je lui en fis avant hier qu'il y a satisfait. M. le marquis de Grimaldi rendit compte hier au soir de cette affaire à Sa Majesté Catholique. Elle a bien voulu décider que tous les effets saisis sur la Septimane seroient restitués sans exception quelconque au capitaine Seren, les ordres conséquens partent aujourd'hui pour Cartagene, M. le marquis de Grimaldi m'en a remis ce matin une copie dont je vous envoie la traduction.

*Espagne, t. 581, r 60*



## CHAPITRE XVI.

### LE COMTE DE VERGENNES PROPOSE LA GUERRE

Peu d'effet produit à Londres par la déclaration d'indépendance des États-Unis. — Réflexions qu'elle inspire bientôt à Garnier et pronostics qu'il en tire. — Réponse de M. de Vergennes. Le ministre avait déjà pris le parti de proposer la guerre. — « Comité » du 31 août, le dogmatisme de M. de Vergennes. Point de départ de son exposé. Les avantages de la guerre démontrés par lui supérieurs à ses inconvénients. — Vue probable des autres puissances. Idée de faire commencer la guerre par l'Espagne, urgence de se décider, abstention et ses suites. — L'exposé est communiqué au comte d'Aranda qui l'expédie à Madrid. — Dispositions de la cour d'Espagne. M. de Grimaldi et son ambassadeur. — Réponse adressée à ce dernier au sujet de l'entretien de M. de Maurepas sur les renseignements de Silas Deane, médiocres prétextes qu'elle devait laisser concevoir au cabinet. — Les vœux de l'Espagne, son refus d'expulser les navires américains. — Sa volonté d'armer à proportion des armements de l'Angleterre. — Hésitation et défiance à la fois de M. de Vergennes au sujet de cette dernière puissance. — Comment l'exprimant néanmoins à ce Garnier sur la présence d'un délégué américain en France.

L'acte qui proclamait devant le monde civilisé l'institution de la ré- 1776.  
publique américaine et qui était destiné à ouvrir une autre phase de la civilisation, ne fut pas annoncé autrement en Europe que comme un accident secondaire de la résistance des « rebelles ». Le gouvernement anglais n'avait pas même voulu y regarder et cet acte solennel ne produisait à Londres aucune émotion visible. Au premier abord, Garnier n'en est pas impressionné davantage. Il en donne la nouvelle, dans son rapport du 13 août, de cette manière sommaire

Le général Howe mande que le Congrès a déclaré l'indépendance des Colonies unies. On sait aussi que le Congrès a déclaré formellement la guerre à la Grande Bretagne, et que cette déclaration est motivée dans vingt trois articles où il déduit les raisons qui l'ont déterminé à prendre ce parti. Mais le Gouvernement n'a pas cru devoir en prendre connaissance, et en effet je ne vois pas que cette levée de bouchier fasse ici aucune nouvelle à sensation.

*Angleterre*, t. 517, n° 116.

71

BRILLIANT, NO 101 LE

Le cabinet du roi George armait des vaisseaux avec fièvre, la ses-  
annoncer des *acts* prochains pour la presse des matelots, était dans  
la persuasion que l'on allait rapidement voir paraître un autre ta-  
bleau. Aussi les conséquences lointaines de l'appel que faisait le con-  
grès des Colonies au sentiment des peuples ne l'occupaient aucun-  
ment. Bien mieux, il narguait les espérances fondées sur ce manifeste  
sonore. Lord Germaine avait tout de suite dit au prince de Masserano  
que « maintenant les autres puissances pouvaient faire des traités  
d'alliance et de commerce avec les États-Unis, mais qu'il attendait  
incessamment des nouvelles qui leur feraient changer de ton ». Les  
mesures du gouvernement anglais, effectivement, paraissaient des-  
sées. Lorsque Garnier a pris le temps de réfléchir, les conséquences  
très différentes qui, pour la France et d'autres pays, pouvaient résulter  
de la résolution des Colonies n'échappent pas à son esprit. Il vient  
de voir lord Suffolk au sujet des agissements de M. de Pombal, il  
rapproche le résultat de ses entretiens des considérations que la situa-  
tion lui suggère, il envoie la traduction du document américain,  
en tire des pronostics et des raisonnements qui seront à coup sûr à  
l'unisson de ceux du ministre; cependant il commence par écrire

Quand je quitte ce ministre, j'ai toujours lieu de penser que l'Angleterre ne  
desire rien tant que le maintien de la paix, et ce vœu me parait si essentielle-  
ment lié avec sa situation que je suis bien tenté d'y ajouter foi. Lorsque je  
sors au contraire de chez le Lord Weymouth, j'ai des nuages, des soupçons,  
et en les combinant avec les préparatifs maritimes de l'Angleterre, j'éprouve  
des mouvemens d'inquiétude que je suis cependant plus porté à rejeter sur  
les mauvaises intentions particulières du Lord Weymouth et du Lord Sandwich  
que sur aucun plan combiné par le ministère en général. Dans cette perplexité  
je pense, Monseigneur, ainsi que vous, que nous ne saurions ni eux faire que  
de n'en croire qu'aux faits, sans nous arrêter plus que de raison à leurs dis-  
cours. Je porte toute l'attention dont je suis capable à ce qui se passe, et j'attends

Lettre de Garnier à M. de Vergennes, du 16 août. — nous la transcrivons à l'annexe I ou pro-  
chain, e inpute

quelques tems que je reçoive des informations qui me paroissent de quelque conséquence, vous pouvez compter, Monseigneur, que je ne perdrai pas un instant pour vous les transmettre. Il est assez naturel, comme vous l'observez, Monseigneur, que les travaux qu'on fait dans nos ports aient déterminé la cour de Londres à augmenter le nombre de ses vaisseaux de garde. Mais il ne le sera pas qu'on ait recouru à la presse, et si cette mesure avoit lieu, ce ne seroit plus, à mon avis, le tems de négocier, il n'y auroit plus qu'à agir.

Angleterre t. 515 n° 22

Il faut dire que le chargé d'affaires parle ainsi dans un pli qui est personnel à M. de Vergennes, mais il n'est pas autrement frappé que le cabinet de Londres par la page de philosophie politique mise en exergue à la déclaration du Congrès, qui retentira profondément dans le pays de Voltaire et de l'*Encyclopédie*. Quand il aborde la résolution de cette assemblée, les perspectives immédiates attirent seules son attention, et le fait en soi lui suffit pour les envisager toutes. Il est impressionné du peu de crainte que le déploiement des forces envoyées contre elles a inspiré aux Colonies, du fond qu'il y a dès lors à faire sur l'espérance qu'elles ont de résister et de réussir : « C'est entre deux armées et devant une flotte formidable qu'elles ont pris leur résolution; ou est cette soumission immédiate que le gouvernement regardait comme l'effet inévitable de ses menaces? Si l'Amérique est victorieuse, l'époque est à jamais mémorable, la considération de la France en Europe remplace celle de l'Angleterre; si elle est soumise, au contraire, la sûreté des possessions du roi se trouvera dans un danger continu. Si l'acte que je mets sous vos yeux peut se réaliser ce sera l'événement le plus désirable pour nous, une fois consommé, le roi deviendrait pour longtemps l'arbitre de la durée de la paix<sup>1</sup>. »

Garnier soumettait « très humblement ces idées aux lumières du ministre ». Elles ne pouvaient que plaire. Celui-ci s'empresse d'autant plus de répondre que le chargé d'affaires l'avait avisé ces ouvertures

Rapport du 16 août. (Voir à l'annexe I du présent chapitre.

1776

dont Bancroft venait de l'entretenir de la part de Silas Deane; il importait de le prévenir contre cette ingérence au moins intempestive si déjà le danger n'en était pas connu. La réponse non plus n'est pas officielle; elle contient même, à la fin, un détail tout à fait privé. Le ministre laisse apercevoir, comme son subordonné, l'exposé doctrinal du congrès de Philadelphie. Les suites de l'événement, la conduite qu'il doit inspirer l'occupent uniquement et l'on sent qu'elles l'occupaient ailleurs. Cette réponse, en effet, indique qu'il faut se tenir plus encore que jamais en défiance contre l'Angleterre, qu'on est impatient de savoir l'Espagne sur pied, que l'on veut couvrir la contrebande de guerre de l'égide du droit des gens, que l'on souhaite vivement de voir les Colonies s'affranchir et que la prudence dans les rapports, le soin dans les informations en prennent, maintenant, une importance particulière. Mais il n'y avait là rien de bien nouveau pour Garnier et c'est sous les lignes qu'il dut chercher le sens ou deviner l'esprit qui les avait dictées.

A Versa, les 16 août 1776

J'ai reçu Monsieur votre lettre particulière du 16 de ce mois et la copie de celle qu'un américain qui se dit chargé à Paris d'affaires importantes pour son Pays vous a écrite, vous demandant une correspondance particulière. Vous avez fait très prudemment M<sup>r</sup> de vous y refuser, votre mission en Angleterre n'ayant d'autre objet que de travailler à maintenir la bonne intelligence qui subsiste entre les deux nations, ce ne seroit pas tendre à ce but d'entrer dans des pratiques qui y seroient diamétralement contraires. Je pense bien que les Anglois seroient moins délicats si l'occasion se presentoit aussi belle à eux, mais il faut être honnête pour soi même indépendamment de toute réciprocité. Cependant comme il ne faut pas être dupe, il sera bon d'avoir les yeux constamment ouverts sur tout ce qui peut se passer autour de vous. Vous êtes la sentinelle sous la vigilance de laquelle nous nous reposons avec d'autant plus de confiance, que nous avons la sûreté que vous ne dormez pas. Les ministres anglois doivent voir avec un sentiment plus fort que celui de la colère le peu de progrès de tous leurs efforts menaçans, et le peu de compte que les insurgens en tiennent. La déclaration de leur indépendance à la vue du Lord Howe

n'annonce pas que la terreur soit prête à s'emparer de leur âme. On prétend 1776 que le ministère anglais honteux de sa méprise, se flatte de pouvoir la réparer par une conciliation dont les Américains seroient les Dictateurs. Si ceux c n'y faisoient pas prononcer la reconnaissance de leur indépendance la plus absolue, tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent seroit en pure perte. C'est le point de la difficulté qui se résoudra très difficilement. Mais s'il devoit se résoudre à la satisfaction des Américains ce seroit le cas d'aviser et très promptement à notre sûreté. Les Anglois voudroient sans doute la compensation de leurs pertes, et ce n'est qu'à nos dépens ou à ceux d'Espagne qu'ils pourroient en trouver.

Vous ne serez pas méfiant M<sup>r</sup> des justifications de M. de Pombal; elles me seroient plus offensantes que le fait même du Rio Grande, l'exaltent verment ce faïtas, et vous ne saisissez pas encore les contradictions sans nombre dont il fourmille, d'ailleurs le ton me paroit peu propre à adoucir le Roy Catholique. On continue à préparer dans les ports d'Espagne l'armement destiné pour la Flota, il me tarde de le savoir à sa destination, persuadé que c'est le seul moyen de rendre le ministre portugais flexible et honnête. Je ne cherche pas à approfondir jusqu'où les ministres britanniques sont d'intelligence avec lui, mais ils sont bien sçus pour faire valoir ses raisons toutes pitoyables qu'elles sont. J'ai eu une longue bordée à essayer de la part du Lord Stormont dans la dernière conférence, j'aurois pu le battre en ruine, mais je ne voulois pas paroître instruit. Je me suis contenté à la fin de lui répondre que je serois moins blessé d'une offense que d'une mauvaise raison, parce que l'une laisse au contraire la liberté de se ressentir, tandis que l'autre n'annonce que du mépris. J'avoue que si j'étois ministre d'Espagne, je serois extrêmement piqué du verbiage de M. de Pombal.

Il est possible M<sup>r</sup> qu'il parte de chez nous de la contrebande pour les Colonies, mais c'est de la marchandise sur notre terrain. En mer, et pourvu que ce ne soit pas sous notre pavillon avec une destination pour nos possessions, nous ne nous en meslons pas. Je crois cependant que les Hollandois profitent mieux que nous de l'occasion, ils sont plus adroits que nos négocians.

J'apprends que le Lord Shelburne est à Paris où il ne s'arrêtera probablement que peu. Je ne le crois pas plus content qu'un autre de la résolution des Américains. Que devient la grande influence qu'il croioit avoir sur eux?

La lettre que vous m'avez adressée M<sup>r</sup>, a été remise à sa destination. F. voici deux que je vous recommande, plus une troisième pour M. de Lauraguais que vous voudrez bien ne lui remettre qu'à son retour d'York. Si il vous communique toutes ses idées, elles doivent vous paraître bien vives et bien ardentes.

Je suis etc.

P. S. Voudrez vous bien M<sup>r</sup> faire payer les deux livres de the que je vous ai prié par le dernier courrier de faire passer à mon adresse, je serai exact à vous rembourser.

*Angleterre 1. 5. 7 n° 14*

À la date du 24 août, cependant, le parti de M. de Vergennes était tout à fait arrêté. À ses yeux le moment était venu d'appeler les gouvernements de Versailles et de Madrid à se prononcer enfin sur les résolutions qu'ils avaient à prendre. Seulement, il ne voulait point que cela pût se savoir à Londres, s'y supposer même. Il avait fait fixer un « comité » au 31 août, et ce jour-là il mit formellement en demeure son souverain et celui d'Espagne de dire s'ils entendaient ou non porter à l'Angleterre le coup que les circonstances semblaient commander de frapper.

Les mêmes conseillers du roi qui avaient déjà délibéré la politique des deux Couronnes au sujet de l'Amérique formèrent le comité : le comte de Maurepas, les secrétaires d'Etat de la marine et de la guerre, le contrôleur général. Dans un rapport très étendu, destiné à être envoyé en Espagne si l'examen ne lui était pas contraire, M. de Vergennes exposa les considérations de nature à éclairer toutes les faces de la grave interrogation à laquelle on se trouvait amené à cette heure par les événements. La minute de ce rapport est tout entière de la main du ministre, texte, ratures, surcharges, une main plus ferme et plus nette peut-être que dans d'autres pièces, semblant attester la parfaite possession de ce sujet émouvant et le prix qu'il attachait à le faire regarder comme il l'envisageait lui-même. Cette minute présente en plus d'un endroit la répétition de documents précédents,

il ne faut pas moins la reproduire dans son entier. Elle est le point de départ de la politique d'action des deux cours, comme les *Réflexions* de 1775 et les *Considérations* avaient été celui de l'entente qui venait de conduire à la commune assistance financière de l'Amérique et aux pourparlers avec son représentant.

M. de Vergennes a le dogmatisme de son temps. Il considère les faits du haut des principes, sous le prisme des idées morales. Avant de conclure à agir, il établit la raison philosophique de l'action. Un court préambule sur le but des Etats, qui est d'être rendus prospères, sur les obligations que ce but impose, sur les maux qui leur viennent de la guerre sert d'introduction à son mémoire. Le voici tel qu'il l'avait écrit. D'abord l'entrée en matière :

*Lu au Roy dans le Comité  
tenu le 31 août  
1776*

*M. le C<sup>te</sup> de Maurepas  
M. de Sartine  
M. de S. Germain  
M. de Glugny  
M. le C<sup>te</sup> de Vergennes  
faisant rapport*

3 août 1776

*Considérations sur le  
parti qu'il convient à la  
France de prendre vis-à-vis  
de l'Ang<sup>e</sup> dans la circon-  
stance actuelle*

Le but de toute institution sociale est son utilité et sa conservation, c'est sur cette base que les sociétés ont été établies, et ce n'est qu'en agissant dans cette vue qu'elles se maintiennent et qu'elles prospèrent.

Le devoir de toute administration est donc de veiller attentivement à procurer les avantages de la société qui lui est confiée et à détourner le mal qui peut la menacer.

De tous les maux qui peuvent affliger la Société la guerre en est un des plus graves, mais elle en est un destructeur lorsqu'elle surprend un Etat qui se reposant trop sur sa bonne foi et sur celle de ses voisins, a négligé les précautions dont dépendait sa sûreté et a dédaigné les occasions de mettre son ennemi habituel dans l'impuissance de lui nuire.

Il en existe une copie au net qui semble être de la main du fils de Vergennes. *Etats-Unis. Mémoires et Documents* t. I n° 10 elle

porte à la marge : *Lu au Roy dans le Comité tenu en sa présence le, etc.* au lieu de : *Lu au Roy dans le Comité tenu le, etc.*

1776 Cela dit, le ministre partait de l'animosité native de la Grande-Bretagne, si souvent montrée par lui comme suspendue sur la France. Il en détaillait les preuves, en rappelait le continuel danger, en montrant la menace toujours latente sous les specieux dehors d'amitié imposés à l'Angleterre par son impuissance actuelle. Il concluait en disant que notre paix avec elle n'était qu'une trêve sans durée et que si l'effort auquel l'obligeaient les Colonies demeurerait infructueux, elle se jetterait sur nos îles et sur celles de l'Espagne :

L'Ang<sup>re</sup> est incontestablement et héréditairement l'ennemie de la France jalouse de sa grandeur, des avantages naturels de son sol et de sa situation, tous ses efforts et toutes les ressources de sa puissance ont constamment été employés à attaquer celle de la France, à lui susciter des ennemis et à soulever l'Europe contre elle. De là les guerres longues et sanglantes dont nous ressentons encore les tristes effets.

Si la politique de l'Ang<sup>re</sup> se montre aujourd'hui moins malveillante, si elle voile son ancienne jalousie des dehors specieux de l'amitié, ce n'est pas quelle ait changé de volonté et de principes, mais pressée par ses malheureuses circonstances dont elle ne prévoit pas encore la dénouement, elle redoute que la France ne profite d'une occasion véritablement unique pour se venger des injustices, des outrages et des perfidies quelle n'a que trop souvent éprouvés et pour la mettre hors d'état d'en commettre de long temps.

On pourroit se flatter si on se flattoit que l'Ang<sup>re</sup> sensible à la modération bien faisante du Roi, se montrera disposée dans des tems plus calmes à y conformer sa conduite. Mais on en est la sûreté ? Ce ne peut être dans le caractère national pour qui le plus léger nuage de prospérité de la France est un grief insupportable. Si l'Ang<sup>re</sup> se tait à la vue des mesures quelle nous voit prendre pour rétablir notre marine et pour remonter notre considération maritime, elle ne regarde pas moins cette précaution si naturelle comme une atteinte portée à l'empire exclusif quelle s'arroge sur les mers, et son ressentiment n'est contenu que par le danger ou l'impuissance de lui donner une libre carrière.

Sa maxime constante est de nous faire la guerre dès quelle nous voit vouloir nous mettre en mesure sur mer et l'on peut hardiment prédire que rendus



à elle même l'Ang<sup>re</sup> se jettera sur notre marine en prenant les mêmes avantages qu'en 1755. . . 70

Que doit on attendre d'une nation qui dans ses plus pressans besoins et à la veille d'une crise peut être fatale, dédaigne de répondre aux plaintes et de faire justice à un voisin quelle a le plus grand intérêt dans ce moment et à ménager. Quelle réparation avons nous obtenu jusqu'à ce moment des affronts qu'on nous fait essuyer avec affectation dans l'Inde, et de la lésion habituelle de nos droits à Terre Neuve? C'est au tribunal d'une société de marchands juge et partie qu'on renvoie les plaintes du Grand Roi. Voilà comment on nous satisfait pour l'Inde. Quant à Terre Neuve on cumule les contradictions les équivoques et dans le besoin les désaveux pour éluder l'exécution d'un traité solennel dont la stipulation est claire et précise. Ne peut on pas aussi regarder comme un grief les croisières que les Anglois ont établie avec affectation à l'embouchure de nos ports dans l'Amérique et les violences qu'ils y sont permises au mépris du respect dû à la souveraineté et au pavillon du Roi?

L'Ang<sup>re</sup> ménage telle d'avantage l'Esp<sup>agne</sup> que la France? Elle vient d'avoir une preuve que les Anglois dans le sein de la paix travaillent à se former des établissements et à soulever contre elle les nations sauvages au centre de ses possessions. Une querelle s'élève dans le midi de l'Amérique, le Portugal couvrant sa perfidie des dehors de l'amitié et du désir de conciliation, attaque ouvertement l'Esp<sup>agne</sup> et envahit ses domaines et son justice d'une manière aussi insolente qu'insultieuse. Dans l'état de crise où se trouve l'Ang<sup>re</sup> cette guerre étrangère prête à s'allumer devrait inflammer et toute son activité se concentrer à la détourner. Elle ne peut abandonner un allié plus intéressant à conserver qu'une riche province, si elle veut la soutenir il faudra partager ses efforts et elle pourra se trouver faible par tout, cependant on ne voit qu'ambiguïté dans sa conduite comme dans son langage. D'une part elle augmente le nombre de ses vaisseaux de garde. C'est un épouvantail imposant quelle croit présenter : de l'autre si elle n'ose pas avouer la conduite de son allié elle la justifie et l'excuse par tant de mauvaises raisons qu'on peut mettre raisonnablement en doute si elle veut sérieusement pacifier cette querelle, ou plus tost en nourrir le germe pour en diriger dans la suite des temps le développement et la croissance au gré de son ambition et de sa convenance.

Une considération qui a déjà été exposée dans d'autres occasions, et qui

1770 est indispensable de rappeler ici. L'Ang<sup>re</sup> est puissamment armée en Amérique par terre et par mer, elle y'a une armée et une flotte nombreuses munies de tout le nécessaire pour agir rapidement. Malgré cela si elle ne maîtrise pas les événemens si la bonne contenance, si la résolution et le courage des Américains rendent ses tentatives et ses efforts inutiles, ne doit on pas craindre que forcée à renoncer à soumettre l'Amérique les chefs de l'administration ne croient compenser cette perte ou en adoucir le sentiment en prenant un dédomagement ailleurs; ce n'est qu'aux dépens de la France ou de l'Esp<sup>gne</sup> qu'ils peuvent le trouver, et il ne seroit pas difficile d'établir d'une manière solide que la conquête de nos îles en seroit un très réel.

La guerre paraissant ainsi imminente, fallait-il la préférer tout de suite à la paix? C'est ce que l'exposé examinait maintenant. Il comparait un à un les avantages et les inconvéniens de la guerre. Le parallèle étoit à peine nécessaire, aux yeux du ministre, tant les avantages l'emportaient, tant il étoit évident qu'il n'y aurait pas de moment plus beau « pour effacer, disoit-il, la honte de la surprise odieuse de 1775 », et de tous les désastres qui en étoient devenus la suite, tant il y avoit d'utilité, d'ailleurs, à voir une union commerciale se former avec l'Amérique :

« Si différens traits de la conduite de l'Ang<sup>re</sup> rendent sensibles jusqu'à l'extrême le peu de fond que l'on peut faire sur la sincérité de ses dispositions et sur la droiture de ses intentions, on ne se permettra pas pour cela de conclure qu'avec une puissance d'une foi aussi douteuse la guerre est préférable à une paix précaire et qui ne peut être comparée qu'à une trêve de la durée la plus incertaine. Le but de ces réflexions n'est point d'anticiper sur une résolution qui ne peut émaner que de la haute sagesse de l'autorité suprême; mais seulement de présenter les motifs qui peuvent éclairer.

« Si étoit question de balancer les avantages et les inconvéniens d'une guerre entreprise dans les conjonctures présentes contre l'Ang<sup>re</sup> il seroit facile de démontrer que les premiers l'emportent si énormément sur les autres qu'il n'y a pas lieu à la comparaison. En effet quel plus beau moment la France pourroit elle choisir pour effacer la honte de la surprise odieuse qui lui fut faite

en 1755 et de tous les desastres qui en furent la suite que celui où l'Ang<sup>re</sup> 1776.  
engagée dans une guerre civile à mille lieues de sa métropole, a éparpillé les  
forces qui seroient nécessaires à sa défense intérieure. On peut objecter que sa  
grande marine militaire est en réserve en Europe, rien de plus vrai, mais les  
matelots qui devoient la faire mouvoir sont en Amérique. Le calcul seroit  
imparfait si on s'établissoit seulement sur 70. armemens de guerre de diffé-  
rentes grandeurs quelle emploie dans cette partie, il faut mettre encore en  
compte plus de 400. bâtimens de transport qu'elle ne pourroit rappeler et  
démourer sans exposer son armée de débarquement à manquer de retraite  
et d'azile dans les revers et bientôt de subsistance. Supleera telle à la disette  
de matelots par la presse, le commerce devra s'arrêter. C'est peut être de tous  
les hazards que l'Ang<sup>re</sup> ait à redouter le plus funeste à sa tranquillité et à sa  
sûreté intérieures.

Après la démarche que les Colonies unies viennent de faire de déclarer leur  
indépendance, il y'a peu d'apparence à la conciliation à moins que des évé-  
nemens en quelque sorte surnaturels ne changent la disposition des choses et  
des esprits et ne réduisent les Américains à plier sous le joug où les Anglois à  
reconnoître cette indépendance contre laquelle ils sont armés. La guerre con-  
tinuant entre les insurgens et les Anglois, tous les moyens qui ont concouru  
à éminement dans la dernière guerre à la rapidité des conquêtes de ceux ci  
tournent contre eux et agissent quoiqu'indirectement pour la France. Ce ne  
sont pas les forces des Anglois ce sont celles des Américains leurs matelots  
leurs soldats qui ont fait ces conquêtes énormes dont la France a ressenti si  
vivement l'humiliation dans le tems et dont elle éprouve encore en partie la  
privation.

La connexité que la guerre formeroit entre la France et l'Amérique septen-  
trionale ne seroit pas une de ces liaisons passagères que le besoin du moment  
fait naître et évanouir. Nul intérêt ne pouvant diviser deux peuples qui se  
communiquent entre eux qu'à travers de vastes espaces de mer, les rapports  
nécessaires de commerce qui s'établissent entre eux formeront une chaîne  
si non éternelle du moins d'une très longue durée, laquelle animant et vivifi-  
ant l'industrie française appelleront dans ses ports ces denrées plus nécessaires  
que précieuses que l'Amérique produit, qu'elle versoit auparavant dans ceux  
d'Ang<sup>re</sup> et qui en alimentant l'industrie de cette nation ont tant contribué à

1776 relever à ce degré étonnant de richesses ou nous la voyons arriver. C'est faire un double bénéfice lorsque l'augmentation du travail national tient à la diminution de celui de la puissance rivale.

Les dispositions des autres puissances étaient beaucoup à considérer, le ministre en faisait un sommaire rapide. À l'égard de la conduite probable de l'Europe, à l'égard des alliances ou des concertos que nous aurions à mettre en jeu, il posait des jalons qu'il deviendrait curieux, plus tard, de le voir relever. La France, l'Espagne et l'Angleterre, pensait-il, pouvaient seules en Europe alimenter de longues guerres, les armes tombaient bientôt des mains des autres nations par épuisement. Si le roi saisisait une circonstance que jamais plus, peut-être, les siècles ne ramèneront, il porterait à l'Angleterre un coup qui abattrait son orgueil et réduirait cette puissance aux justes bornes; il deviendrait l'arbitre de la paix et le bienfaiteur de toutes les nations en même temps que celui de son peuple :

Un inconvénient capable de contrebalancer tous les avantages que l'on pourrait se promettre dans les circonstances présentes de la guerre contre l'Ang<sup>re</sup> seroit quelle put se communiquer au continent. Cette considération est d'un assez grand poids pour mériter d'être discutée.

Les seules puissances qui pourroient rendre ce bon office à l'Ang<sup>re</sup> dans la supposition qu'elle seroit en pouvoir comme en volonté de les soudoyer, sont la maison d'Autriche le roi de Prusse et la Russie. Celle-ci ne viendra pas attaquer la France ni l'Espagne avec ses nombreuses armées de terre, peut-être fera-t-elle la vaine parade d'envoyer quelques vaisseaux, mais constitués comme ils le sont ils feroient plus de bruit dans les gazettes que d'effet contre les ennemis de l'Ang<sup>re</sup>. La diversion la plus incommode et la plus nuisible que cette puissance pourroit tenter seroit de faire la guerre à la Suède. Mais à quelque époque qu'elle se déterminât il faudroit nous résoudre nous même à avoir la guerre avec l'Ang<sup>re</sup>. Si nous voulons porter du secours à notre ancien allié. Jamais l'Ang<sup>re</sup> tant qu'il lui restera quelque existence ne permettra qu'une flotte francoise aille pruserre des loix dans la Bailliage.

L'alliance toujours subsistante entre la France et l'Autriche sans que rien en ait préparé jusqu'ici l'interruption, semble nous répondre si non de la coopération de notre allié du moins de sa neutralité.

L'essor illimité de l'impératrice reine pour la paix fortifie cette induction. Ce sentiment qui l'a rendue complice de l'injustice des envahissemens faits sur les Polonois et sur les Turcs contredira l'aveu malheureux du kempereur tant qu'elle vivra.

Un plus sûr garant peut être que la maison d'Autriche ne violera pas la neutralité est l'état d'observation où elle est vis-à-vis du roi de Prusse. La défiance respective qui se est ramuée entre les cours de Vienne et de Berlin semble devoir les contenir l'une par l'autre et les empêcher de s'immiscer dans la guerre qui pourrait se lever entre la maison de Bourbon et l'Ang<sup>le</sup>. Cette position semble amener une réflexion aussi décisive que séduisante. La France, l'Espagne et l'Ang<sup>le</sup> sont les seules puissances de l'Europe qui par leurs richesses peuvent amouter les autres et alimenter de longues guerres. Les autres puissances peuvent se battre entre elles, mais bientôt l'épuisement des moyens si elles ne sont soudorées les oblige à ralentir leurs efforts et leurs fait tomber les armes des mains. Dans les principes où est le Roi, son objet le plus cher étant d'asseoir la gloire de son règne sur la justice et sur la paix, il est certain que si sa maj<sup>esté</sup> saisissant une circonstance unique que les siècles ne reproduiront peut être jamais, réussissoit à porter à l'Ang<sup>le</sup> un coup assez sensible pour abattre son orgueil et pour faire rentrer sa puissance dans de justes bornes, elle maîtriseroit pendant bien des années la paix et ne déployant plus sa puissance que pour faire régner par tout l'ordre et la justice, elle auroit la gloire si précieuse à son cœur de n'être pas seulement le bienfaiteur de son peuple mais celui de toutes les nations.

On ne compte pas la Hollande dans le nombre des puissances qui pourroient appeler le feu de la guerre sur le continent. Cette Repub<sup>lique</sup> bien déchue de la considération quelle setoit acquise dans les dernières guerres de Louis 14<sup>e</sup> paroit n'être plus occupée que d'intérêts mercantiles ayant plus qu'aucune autre à se plaindre de la tyrannie des Anglois dans toutes les parties du globe, on ne doit pas présumer quelle voit avec inquiétude ou avec crainte leur humiliation. Elle apercevroit bientôt que cette guerre seroit plus tost une guerre de conservation et de raison de la part de la France qu'une guerre d'ambition et

1776 de conquêtes. D'ailleurs les bénéfices qu'elle se promettroit de cette guerre la rendroient vraisemblablement peu susceptible des vûes politiques que l'Ang<sup>re</sup> pourroit chercher à lui inspirer.

On ne fait mention ni des casuautés qui peuvent arriver en Europe, telles que la mort de l'impératrice Reine, celle de l'Electeur Palatin ou de l'Electeur de Bavière quoi qu'on ne se dissimule pas qu'elles pourroient opérer de notables changemens dans le système continental. Quant au 1<sup>er</sup> de ces evenemens ce qu'a été dit ci dessus de la défiance respective des cours de Vienne et de Berlin y répond. Quant aux deux autres, ils ne tiennent à la France que par des rapports politiques qu'il est dans son choix de rapprocher plus ou moins selon sa convenance. Mais dans la supposition que ses intérêts souffriroient à cette occasion quelque lésion pour vû qu'on parvienne à affaiblir la puissance de l'Ang<sup>re</sup> et à lui arracher la dictature qu'elle a ravie, ce préjudice seroit facile à réparer.

Ici M. de Vergennes ouvrait une perspective qu'il n'avait encore jamais indiquée : c'étoit de mettre en avant l'Espagne, de faire engager la guerre par elle, de n'y paraître qu'à titre de son allié, si l'on craignoit que la France ne réveillât les jalousies de l'Europe et n'allumât une guerre générale. L'Espagne n'avait ni moins de motifs ni moins d'intérêt que nous; à son égard le continent seroit sans défiance. Aperçu passager, toutefois; le ministre ne développait pas cette idée davantage. Peut-être ne vouloit il que l'émettre, la jeter dans les esprits, savoir ce qu'elle dirait à la cour de Madrid et peser ensuite les objections ou les conditions que cette cour viendrait à faire :

On peut encore craindre que la jalousie dont la France a toujours été l'objet venant à se réveiller, elle n'allume une guerre générale. Mais si la guerre est jugée convenable et nécessaire, pourquoi ne la feroit on pas venir par l'Esp<sup>gne</sup> Elle n'a ni moins d'intérêt, ni moins de motifs ni moins de raisons que la France pour la faire. Sa querelle avec le Portugal, ses griefs pour la contrebande et pour les empiétements progressifs des Anglois au nord et au sud de la ligne reçoivent ils plus de justice à Londres que nos plaintes.

Depuis longtems le roi d'Esp<sup>e</sup> paroît convaincu que la guerre qu'il feroit à l'Ang<sup>e</sup> seroit avouée par la raison et justifiée par le droit des gens. D'ailleurs l'attaque du Portugal peut devenir indispensable, et dès lors il est indubitable que l'Ang<sup>e</sup> se déclarera. 1776.

L'Espagne moins en vûe que nous de l'Europe aiant moins d'intérêt avec les puissances du continent doit exciter moins de jalousie et d'inquietude et par conséquent moins d'ardeur pour limiter ses progrès. La France ne se montrant alors qu'à titre d'auxiliaire joué en multipliant ses efforts le rôle d'une puissance fidèle et exacte à remplir ses engagements. Ceux qui l'unissent à l'Espagne demandent dans leur progression le jeu et l'emploi de tous ses moyens. Nous aurons d'autant moins à regretter de les rendre sensibles au Portugal comme à l'Ang<sup>e</sup> que nous n'avons pas moins à nous plaindre de la cour de Lisbonne que de celle de Londres quoique nous ayons bien moins à en craindre.

Dans tous les cas, le ministre demandait que l'on se résolût sans retard. Les délais pouvaient produire des dangers, jeter dans des erreurs irréparables. La conduite pour la guerre ou pour la paix ne saurait être la même; il fallait une base fixe, une direction certaine. Quoiqu'il eût assez pris soin de dire qu'il ne faisait qu'exposer des raisons et éclairer l'examen, il s'étoit visiblement efforcé d'amener le gouvernement du roi à un parti préconçu. Les arguments transparents étoient d'abord venus sous sa plume, puis les motifs formels; en terminant, il écrivait presque des conclusions positives. L'abstention et ses effets ont des conséquences non moins graves, pour le sort des nations, que l'action et ses suites. Regardant donc aux suites possibles de l'abstention, il en tirait des raisons d'agir autrement fortes que celles de préférer la paix. Avec un patriotisme éloquent, avec la fierté du rôle d'homme public et de la responsabilité qui s'y attache, il disait que, les efforts fussent ils inutiles, on devrait peut être au roi, au pays, à l'honneur, de les faire quand même sous peine de « s'afficher aux yeux de l'univers pour trahir l'intérêt national », et il appela le secrétaire d'Etat de la marine à compléter, par les détails

particuliers à sa charge, le tableau des moyens qu'il conviendrait de mettre en jeu :

La fidélité d'un ministre zélé, son serment même l'obligent d'exposer amplement et sans détour les avantages et les inconvéniens des différens partis que les circonstances peuvent inviter à prendre. Tel est l'objet du présent mémoire. Ce devoir rempli il ne reste plus qu'à attendre dans un respectueux silence ce quel plaisir à la haute sagesse du Roi de prononcer. Cependant si pouvoit jamais être permis d'insister sur une prompté résolution c'est dans les cas où les délais peuvent être très dangereux et donner lieu à des erreurs qui quoi qu'involontaires pourroient être irrémediables.

La conduite pour la guerre ou pour la paix ne peut être la même, il faut une base et une règle de direction invariable. La guerre exige des combinaisons et des préparatifs qui ne peuvent être l'affaire de peu de momens. D'abord un concert et des plans formés avec l'Espagne, et successivement des modifications ou des changemens dans les instructions des ministres du Roi dans les principales cours. On ne parle pas ici de l'asservissement des différens peuples qui doivent contribuer au succès des mesures qui s'agiroit d'effectuer, quoiqu'ils ne soient pas étrangers à la politique puis que dans tous les tems ils en sont le principal ressort, ils le sont cependant à son ministère.

Si au contraire Sa Majté préfère la paix quoique douteuse et mal assurée à une guerre que la nécessité et la raison peuvent justifier, il reste à examiner ce qu'il y a à faire pour maintenir cette paix sans compromettre sa dignité, la gloire du Roi et la sûreté de ses possessions d'outremer. Il n'est personne je pense qui veuille avancer qu'il faut nous abandonner nuement au cours des événemens, et faire reposer une des branches essentielles de la fortune de cet Etat sur des poutres pour être laissées nous nos ailes du vent et dessous le vent à la merci et à la discrétion des Anglois, maîtres de son empire quand le desespoir les forcera à abandonner le continent de l'Amérique. Quand il seroit démontré aussi clair que le jour que leur défense et leur conservation sont impossibles, si nous ne prenons pas le parti de les abandonner volontairement nous devons à notre fidélité au Roi, à notre rôle pour notre nation à notre honneur même de faire des efforts quoi qu'avec la certitude de leur inutilité pour les soutenir. En agir autrement ce seroit mériter aux yeux de sa nation



et de l'univers entier pour trahir l'intérêt national. Une administration ne peut être responsable des événements, mais elle est comptable de sa prévoyance, et elle n'est pas pardonnaïble si elle n'a pas prévu ce qu'elle pouvait et ce qu'elle devoit prévoir. Si nous nous bornons à nous garder dans nos possessions, leur conservation exigera des envois de vaisseaux et de troupes et cet état de défense exigera presque autant de dépenses que l'état de guerre sans nous procurer aucune des aisances et des ressources qu'elle autorise. Spectateurs passifs de la révolution qui s'achève dans l'Amérique septentrionale pouvons nous demeurer impassibles à la vue de celle qui se prépare dans l'Indostan et qui seroit aussi fatale pour nous que celle de l'Amérique semble devoir l'être à l'Angleterre. Cede la une fois consommée elle se consoleroit de ses pertes en décuplant ses moyens et ses richesses. Nous pouvons encore la prévenir, les Indiens ne connoissent encore les Anglois que par la tyrannie de la compagnie et par les oppressions de ses agens. Mais le terme approche où ces mêmes Indiens pourront sentir la différence qu'il y'a d'être abandonné à l'avidité d'une société de marchands ou régi par un gouvernement d'ordre et modéré. 1780 est l'époque de l'expiration de la charte de la compagnie angloise. Le gouvernement a déjà fait connoître l'intention où il est de recueillir et de s'approprier toutes ses acquisitions. Il seroit bien desirable d'intercepter l'effet de ce projet. M. de Sartine exposera à V. Majesté l'état des choses au vrai et les mesures qu'il semble exiger.

*Faits-Ins. + 1 n° 157*

L'enchaînement des raisons et l'accent, l'accent du politique à qui les choses, patiemment et passionnément surveillées, ont donné le désir de réaliser ce qu'il sait être nécessaire, d'aient assez le parti où tendait le secrétaire d'État des affaires étrangères. C'était la préparation de la guerre dans un délai prochain que les événements détermineraient. Le roi ni aucun des collègues de M. de Vergennes ne lirent aux éventualités que laissait pressentir ce mémoire aucune objection dont il soit resté trace. Il n'y avait qu'à fixer rapidement la conduite des deux cours. On pouvoit, dès lors, s'occuper de soumettre au roi d'Espagne le mémoire qui résuinoit ce parti. Le comte d'Aranda n'entendit la communication chez le ministre même et il reçut de

6. lui des détails complémentaires; le 7 septembre, il expédiait le tout au marquis de Grimaldi.

Le gouvernement de Madrid aurait-il souhaité autant de promptitude? Les documents n'en laissent pas juger d'une manière exacte. Les deux ministres échangèrent des lettres privées qui nous manquent. La correspondance officielle permettrait de penser que l'événement trouvait la cour d'Espagne, ainsi qu'on l'avait bien prévu à Versailles, trop occupée de ses dispositions tardives contre le Portugal. Il faut dire que des préventions très défavorables au comte d'Aranda étaient progressivement entrées dans l'esprit de M. de Grimaldi et que, par le désir de faire échec aux avis de l'ambassadeur, les dépêches pouvaient être écrites avec une froideur qui se modifiait dans la correspondance personnelle. Le comte d'Aranda n'avait jamais accepté la suprématie de son successeur. Il trouvait sa politique contraire en tout aux intérêts de l'Espagne. L'échec de l'expédition contre Alger lui en avait fourni de nouvelles raisons, le peu d'écho que ses propositions bellicieuses contre le Portugal et l'Angleterre rencontraient à Madrid en ajoutant de plus vives et les rapports s'en ressentaient. C'était devenu assez sensible pour qu'Ossun, le 1<sup>er</sup> août, crût opportun de le faire savoir à M. de Vergennes, ce ministre en était maintenant à une entente complète avec Aranda et devait d'autant moins s'expliquer le peu de poids que le gouvernement de Charles III accordait à ce représentant. En tout cas, le courrier de Madrid qui

« Je ne doute pas, Monsieur, écrit l'ambassadeur, que vous n'ayez été à portée de conclure que M. de M<sup>re</sup> de Grimaldi et M. le C<sup>te</sup> d'Aranda ne sont pas liés par les sentiments d'une estime et d'une amitié réciproques, j'ai craint qu'ils ne se menagent pas trop dans leurs correspondances. La malheureuse exécution d'Alger et la négligence d'envoyer à temps des renforts à Buenos Ayres ont joué assez bien jeu à M. le comte d'Alajuz et à son pas ménage son vicaire

« qui est obligé de lire ses dépêches au Roi « Cath<sup>le</sup> en présence de M. le prince des Asturies. » Il faut espérer que les affaires des deux « cours ne souffriront point de leurs traverses « personnelles. » *Épique* t. 580 n° 13. À quoi, M. de Vergennes, revenu de ses anciennes impressions, répond le 16 août *ibid.* n° 9. « Il est possible M. que M. de M<sup>re</sup> Grimaldi et M. le C<sup>te</sup> d'Aranda ne soient pas intimement dans la meilleure intelligence. Mais je dois à celui-ci la justice qu'il

était en route pendant qu'au « comité » du 31 août on écoutait M. de Vergennes, apportait à Aranda la réponse de son supérieur sur les confidences de M. de Maurepas après les informations de Silas Deane, et si les ministres de Louis XVI n'avaient pas d'autres indices quand l'ambassadeur donna connaissance de cette réponse à Versailles, ils durent augurer assez mal de l'effet que la communication du mémoire leur permettait d'attendre. Le pli de M. de Grimaldi était du 26; Aranda l'apporta sans doute à l'audience du 7 septembre. La première chose qui s'y voyait, nous l'avons dit plus haut, c'est que M. de Maurepas avait parlé du cabinet français comme très décidé. Mais une seconde chose, la principale maintenant, était aussi évidente. L'ambassadeur s'était senti contraint de ne signaler à sa cour la vive satisfaction éveillée en lui par cette circonstance qu'à titre d'opinion personnelle, nullement au nom du roi. M. de Grimaldi, en approuvant particulièrement cette réserve de son subordonné, lui donnait une importance qui ne laissait pas présager des dispositions aussi nettes que celles de la cour de France. Nous avons transcrit déjà une partie de cette dépêche<sup>1</sup>, elle continuait ainsi :

« E. répondit à ces raisonnemens dans les termes qui lui parurent les plus convenables, et en protestant qu'E. ne parloit pas comme ambassadeur, mais comme particulier. Elle ajouta plusieurs reflexions pour persuader à M. le comte de Maurepas combien il seroit avantageux à nos communs intérêts de profiter des « présent de l'occasion du grand embarras dans lequel la nation britannique se trouve, sans attendre que débarassée dans quelques mois elle fasse agir tout à coup ses forces de mer et de terre contre ces possessions de l'Amérique espagnole, ne devant pas douter, qu'alors elle fera fort peu de

« ne s'explique jamais sur le compte de l'autre  
« qu'avec beaucoup de ménagement et de regards.  
« Naturellement «if et ardent il a paru «ve-  
« me à piqué des evenemens du Rio Grande  
« peut être sen sera tu expliquer trop fortement  
« à sa cour. Et aura t'il appuyé sur ce qu'on  
« avoit negligé lavis qu'il avoit proposé l'année

« comment de faire passer des renforts dans  
« cette partie. sil en a parlé avec nous ça été  
« bien modérément, et dès le premier jour nous  
« avons été parfaitement d'accord qu'il importoit  
« moins de rapeller ce qu'on auroit du faire que  
« de penser à ce qu'il y avoit à faire. »

Voir *supra*, chap. xv, p. 524.

1776. cas de l'excessive condescendance avec laquelle l'Espagne et la France la traitent, pourqu'elle s'occupe uniquement de l'objet de soumettre ses Colonies.

Le Roy a lu cette lettre et il est très aise, de ce que la cour de France pense et agit avec vigueur dans la persuasion que les craintes d'une guerre prochaine sont très fondées malgré nos desirs et nos efforts pour l'éviter. En effet le moment est critique, et nous sommes à la voile de voir la décision favorable, ou contraire, des affaires pendantes entre l'Angleterre et ses Colonies, car suivant toutes les apparences dans la présente campagne on doit découvrir jusqu'à quel point on peut compter sur la résistance des Américains, en cas que la guerre ne finisse pas.

Les réflexions de V. E. étoient d'assez grand poids, mais dans une matière de cette importance Elle fit très bien de les produire comme des raisonnemens d'un simple particulier.

Le parti sur est, qu'en Espagne et en France on agisse dans les préparatifs et les dispositions avec autant d'activité que si nous étions assurés d'une prochaine rupture, et qu'on veille extraordinairement sur toutes les démarches de la cour de Londres, afin que les deux Monarques prennent leur dernière résolution dans le moment qui conviendra le mieux.

A St Idelfonse le 26 août 1776

*Espagne L. 581 n° 109. Trai. union*

On le voit, le cabinet espagnol retenait tout au moins son opinion. Ses actes, cependant, restaient encore conformes à la politique commune. C'était peu de jours auparavant que l'ambassadeur d'Angleterre avait essayé d'obtenir de M. de Grimaldi l'expulsion des navires américains de tous les ports d'Espagne. Ce ministre transmettait au comte d'Aranda sa réponse à cet égard le 19 août, pour qu'il la fit connaître à M. de Vergennes; il avait opposé un refus très formel sous des raisons évasives, en attendant d'arriver, disant il, à une « négative absolue ». À cet égard il ne variera point. Un mois plus tard, le 19 septembre, il en reparle dans le même esprit à son ambassadeur, sur l'avis qu'a donné celui-ci de diverses conversations de M. de Vergennes, il charge en outre Aranda et il met en même temps Ossun en situation de prévenir ce ministre « qu'indépendamment de vingt vaisseaux de ligne

déjà armés dans ses ports, l'Angleterre venait d'en mettre en armement six autres et de faire partir une frégate pour Terre-Neuve, que ces mesures laissaient beaucoup de place aux suppositions, qu'avec la politique anglaise, toujours dirigée par son intérêt sans s'arrêter aux considérations et qui savait commencer une guerre sans aucune déclaration, il n'y avait point de crainte qui ne fût fondée. « L'étrange parût-elle, qu'il souhaitait, dès lors, de savoir la façon de penser du cabinet français pour combiner à tout événement avec lui les mesures et les démarches ». Ossun, qui écrit de son côté, ajoute que Charles III lui-même lui a annoncé « des ordres pour faire armer quelques vaisseaux de plus en raison de ces six de l'Angleterre, lui a dit qu'il avait en outre un navire de cent dix canons et cinq de quatre-vingts pouvant être prêts en trois semaines, qu'à cet égard il avait l'intention de suivre les Anglais, qu'il n'avait donné et ne donnerait aucun sujet de rupture, mais que si l'Angleterre, sous prétexte de secourir et de protéger le Portugal, lui manquait, il voudrait être en état de se défendre ».

Huit jours après, encore, l'ambassadeur rend compte de la manière la plus favorable des sentimens du roi et de son gouvernement en recevant les témoignages de gratitude qu'il était chargé de leur transmettre<sup>2</sup>. Les avis qu'il donne ensuite successivement confirment d'ailleurs l'activité des armemens maritimes ou militaires. M. de Cevallos partira avec une flotte et un corps de troupes respectables; il restera encore quatorze vaisseaux de ligne armés dans le port de Cadix; d'autres le seront après; tout est en mouvement pour compléter l'armée de terre sur le pied de guerre<sup>3</sup>. On devait donc croire le gouvernement espagnol bien réellement engagé et M. de Vergennes pouvait

Traduction des dépêches à Aranda des 14 août et 19 septembre 1776. *Espagne* t. 581 n° 95-96-108. Dépêche d'Ossun au comte de Vergennes, en date du même jour. *Ibid.*, n° 97. Nous reproduisons à l'annexe II du

présent chapitre les deux premiers de ces documents.

<sup>2</sup> Rapport du 21 août. *Ibid.* n° 123.

<sup>3</sup> Rapport du 16 septembre notamment. *Ibid.* n° 133.

1773 s'applaudir de son ouvrage. Il répond à tout cela que « nous n'avons aucun avis d'Angleterre nous éclairant sur l'objet des armemens extraordinaires préparés dans ses ports, ni sur l'expédition d'une corvette à Terre-Neuve, mais que nos yeux étaient bien ouverts sur tous les mouvements de cette nation et qu'on continuait à travailler avec activité pour nous trouver prêts à tout événement ».

C'est le 7 septembre que M. de Vergennes écrivait cela. Il venait de donner au comte d'Aranda la lecture et les commentaires de la délibération du 31 août. Avec Garnier, toutefois, il continuait simplement à se montrer incertain du côté des Anglais et à tenir celui-ci en grande défiance à leur égard. Le 31 août même il lui avait fait écrire dans ce sens par son cabinet. « Pouvons-nous nous reposer sur les dispositions pacifiques que nous marque sans cesse le ministère britannique ? mandait-on au chargé d'affaires. En examinant sans prévention la situation de l'Angleterre, nous sentons toute la nécessité où elle est d'éviter une rupture entre l'Espagne et le Portugal, mais l'intérêt le plus certain n'est pas toujours le mieux senti. Les ministres anglais nous autorisent à leur appliquer cette vérité par la fluctuation qui paraît régner dans leurs démarches et dans leur langage, et surtout par la résolution d'équiper douze vaisseaux de ligne dans un moment où la guerre civile épuise leurs ressources. Cette circonstance doit nous donner quelque soupçon sur la droiture des intentions de la cour de Londres, nous mettre en garde contre ses assertions ; elle doit principalement réveiller toute notre attention sur ses démarches et sur la nature de ses préparatifs secrets ; » et l'on exhortait Garnier à ne pas cesser de mettre à cette attention tous ses soins et toute sa dextérité. « Il serait surtout d'une utilité majeure pour le service du roi, ajoutait-on, que vous pussiez d'avance avoir connaissance des ordres donnés pour la presse, dans le cas où la cour de Londres aurait recours à cet expédient, cette connaissance nous servirait de

boussole pour la direction de notre propre conduite; au lieu qu'en n'apprenant les ordres dont il s'agit qu'au moment de leur exécution, ils pourraient avoir produit leur effet avant que nous nous fussions mis en état d'y opposer des moyens de défense. La cour de Londres ne ménageait pas les représentations sur les entretiens avec les Affaires étrangères prêtés à Silas Deane par les gazettes anglaises. Le ministre n'avait d'ailleurs aucune propension à s'en troubler. Dans le même pli, il répondait sur ce point à Garnier, qui l'avait informé de paroles un peu menaçantes du ministère de George III, dont se faisait porteur un M. Hartley, une connaissance de Franklin, se disant un Anglais très attaché à la France et qui, prendra d'autres fois, voire avec ce dernier, le rôle de donneur de conseils. La réponse était de nature à ne pas laisser poser ouvertement la question sans une rupture positive entre les deux pays.

Les propos que vous a tenus M. Hartley, ne méritent en aucune manière d'être relevés et nous sommes très persuadés que jamais le ministère anglais ne les avouera, encore moins croira-t-il devoir nous les répéter. Il est certainement que le Roy est le maître chez lui, qu'il n'a de compte à rendre à quiconque ce soit des étrangers qu'il juge à propos d'admettre dans ses États, et que S. M. fait tout ce que la Grande-Bretagne pourroit demander à titre de grâce, en ne recevant pas placemment un représentant de la part des Colonies anglaises.

Du reste, lord Weymouth se faisait aimable. Le Gouvernement tout entier était à la campagne, y restait avec persistance<sup>2</sup>. Sous ce to-

<sup>1</sup> *Angleterre*, t. V, p. 111.

Garnier, qui déjà avant ce 2 nous avait écrit par courrier le 28 août, parce que le ministre était parti pour la campagne et que « cette espèce de événement » le troublait, le prince de Masserano et lui, manda le 7 septembre : « Il n'y eut point de conférence hier chez le lord Weymouth, qui n'a paru qu'un jour ou deux, après quoi il est parti pour ses terres ».

« Nous faisons comprendre M. l'ambassadeur à l'Espagne et moi qu'il y aura probablement des affaires que nous n'avons eues les unes avec les autres. Quoi qu'il soit assez ordinaire aux ministres d'ignorer de penser la plus grande partie de l'été à leurs campagnes, on ne sauroit en faire de remarquer un cont nu de leur absence dans des circonstances aussi éprouvées que celles où nous nous trouvons. Excusez pure-

1776 apparence d'affabilité et d'oubli de tout souci ne cachait-il pas des échecs, et les échecs ne seraient-ils pas le signal d'agir? Les conseillers de Louis XVI se posaient ces questions avec une certaine inquiétude et M. de Vergennes ne la dissimulait pas à Garnier, en attendant de savoir l'accueil qui serait fait par la cour d'Espagne aux propositions du 31 août.

« ingénieux ». Or, ne sait comment s'accoutumer à cette idée en affaires d'État quelque frappe, que soient les exemples qu'ils en ont eues dans plus d'une occasion importante. Auront-ils un pressentiment de quelque engagement prochain dans l'Administration?

« Ou au seroient pas plutôt que de sachant ni que dire ni que faire. Ils attendent des événements décisifs pour prendre un parti et tenir un langage qui y soit analogue? C'est ce que le temps nous apprendra. » *Angleterre*, 5<sup>e</sup> p. 68.



## ANNEXES DU CHAPITRE XVI.

### I

#### LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS

GARNIER AU COMTE DE VERGENNES.

à Londres le 6 août 1776.

J'ai l'honneur de vous envoyer, Monseigneur, la traduction de l'acte du 4 juillet par lequel les Colonies se sont déclarées indépendantes sous le titre d'États Unis de l'Amérique. D'autres apprécieront mieux que moi la valeur des motifs sur lesquels cette déclaration est fondée. Le fait est, ce qui me paraît nous intéresser davantage. C'est entre deux armées et à la vue d'une flotte formidable que les Colonies ont unanimement déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, car c'est ici l'acte dont on vouloit parler par la déclaration de guerre. Il faut convenir, Monseigneur, que ceci est bien différent de cette soumission immédiate dont s'est toujours bercé le Gouvernement et qu'il regardoit comme l'effet inmanquable de l'étalement de ses forces. Nous avons vu successivement tous les étages de cette chimère. Cette erreur n'a fait que changer de gradation jusqu'à ce qu'enfin on ait pris le parti d'envoyer toutes les forces qu'il a été possible de rassembler, en abandonnant ce pays-ci à la bonne foi des puissances voisines. Aujourd'hui le fourreau est brisé de part et d'autre et l'affaire est autant engagé qu'elle puisse l'être. Si la résistance des Américains est victorieuse, cette époque à jamais mémorable réduit l'Angleterre au point de n'en plus faire un sujet d'inquiétude pour la France dont la considération sur le continent de l'Europe doit augmenter en proportion de l'affaiblissement de l'Empire Britannique. On pourroit démontrer que c'est par les secours que l'Angleterre a tirés de l'Amérique, dans la dernière guerre, qu'elle est parvenue à s'emparer du Canada, de l'Île Royale de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Havane. Les îles seront toujours dans la situation la plus précaire, tant que les forces du continent de l'Amérique seront aux ordres de la Grande-Bretagne, et si cette puissance venoit à soumettre les Américains par la force, l'armée qu'elle y entreprendroit sous prétexte de les tenir en respect mettroit nos propres Colonies dans un danger continu. Je puis

me tromper, mais sous quelque face que je considère la sûreté des possessions du Roi dans cette partie du monde, je crois qu'elle dépend essentiellement de l'alliance ou de la neutralité du continent qui les avoisine et de tout ce qu'un avenir incertain peut faire redouter de l'Amérique indépendante, je ne vois rien qui n'appuie encore avec plus de force dans la supposition de l'Amérique soumise à l'Angleterre et dirigée par elle. Je penserais donc, Monseigneur, en soumettant très-humblement mes idées à vos lumières que, si l'acte que je mets sous vos yeux peut se réaliser, ce serait l'événement le plus désirable pour nous, et qu'une fois consommé, le Roi deviendrait pour longtemps le maître et l'arbitre de la durée de la paix.

Je ne vois cependant pas vous dissimuler que, si nous en croions le langage des ministres anglois, ils conservent la même confiance que ci-devant dans le succès de leurs opérations. Ils attendent d'heureuses nouvelles et ils se flattent qu'elles seront décisives. Le Lord Germain disait hier tranquillement à l'ambassadeur d'Espagne en parlant de l'acte d'indépendance des États d'Amérique que maintenant les autres puissances pouvoient faire des traités de commerce et d'alliance avec eux, mais qu'il attendoit incessamment des nouvelles qui leur feroient changer de ton. En attendant il ferait, ce me semble très bien lui-même d'en prendre un différent, car si nous venions à effectuer cet innocent badinage il me semble que l'Angleterre n'y trouveroit pas le mot pour rire. Les ministres jouent le rôle qui leur convient en affectant de la sécurité, mais ce qui me paraît inconcevable c'est l'apathie dans laquelle est tombée la Nation elle-même. Elle se déchire, elle s'épuise avec autant d'indifférence que si elle n'avait mis en jeu que des Allemands contre des Suisses, et elle lit peut être l'arrêt de sa destruction comme un article ordinaire de gazette.

GARNIER.

Angleterre, 517 n° 22

## II

## ADMISSION DES VAISSEaux AMÉRICAINS DANS LES PORTS D'ESPAGNE.

A GARNIER AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 26 juillet 1776

Vous savez sans doute, Monseigneur, le décret publié en Portugal pour fermer aux Américains tout commerce avec le Portugal. Il est à présumer que

s'il avoit des îles considérables à occuper dans le voisinage de leur continent, il ne se seroit pas déterminé à une pareille démarche qui va lui procurer un ennemi dangereux, sans augmenter le nombre de ses amis. En rapprochant la date de ce fameux décret de celle de la réception des nouvelles de Buenos-Ayres arrivées à Madrid le 23 du mois dernier, on peut facilement deviner le motif qui a décidé M. de Pombal à cet acte de complaisance dont le Portugal pourra se repentir. La politique de M. de Pombal est de tout sacrifier à l'intérêt du moment. Il a senti qu'il alloit avoir un besoin extrême de l'Angleterre. Il n'a pas hésité à se porter à tout ce qui pourroit la contenter. Pourvu qu'on lui fasse conquérir le Paragana, .. fera d'ailleurs tout ce qu'on voudra. Peut-être aussi s'est-il flatté que cet exemple encourageroit l'Angleterre à requérir de notre part une conduite semblable et que notre refus amèneroit quelque brouillerie.

J'ai peine à croire que le Ministère Britannique pousse la confiance au point de faire chez nous une semblable ouverture. Si le Roi se gouvernoit par l'exemple et qu'on pût decemment, surtout en pareille circonstance, imiter celui du Portugal, l'Angleterre voudrait-elle que nous la prissions en tout pour modèle? Ce seroit assurément pour elle le plus périlleux que nous puissions suivre. Si M<sup>r</sup> D<sup>r</sup> a pu faire cette demande à un allié de qui elle est en droit d'attendre des concessions en proportion de l'aide dont elle lui est elle-même. Chez nous ce n'est pas la même chose. Nous ne requérons rien de l'Angleterre que justice sur la mauvaise conduite de ses sujets aux Indes et à Terra Neuve. Voilà ce qu'il faut vider avant de demander des faveurs que d'ailleurs nous ne pouvons pas accorder, le commerce des Américains étant si nécessaire à nos îles que, non de le défendre, peut-être serons-nous à la fin obligés de le protéger, et c'est ce que je me flatte que les ministres anglais devant se dire à eux-mêmes, s'ils veulent prendre la peine d'y réfléchir. Mais comme vous le dites si bien, Monseigneur et comme le disoit le maréchal de Bassompierre en 1626 lorsqu'il étoit ambassadeur ici, « vous n'avez point » à faire à des Espagnols considérés et prudents, mais à de fiers et téméraires qui » agissent plutôt par orgueil que par saine délibération. » Toute leur conduite le prouve assez, et je n'ai doute pas que leurs espérances sur l'issue de l'affaire d'Amérique naissent au delà de toute expression. Quoi qu'il en soit je reviens à mon objet. De deux choses l'une, ou les Américains sont encore Anglais, ou ils ne le sont plus. Dans la première supposition ce n'est pas à nous à faire de distinction entre eux, ni à l'Angleterre à nous prescrire qui nous devons admettre et qui nous devons exclure. Dans la seconde, les Américains sont nation ennemie de l'Angleterre, et nous nation neutre dans la guerre actuelle. Dira-t-on que ce sont des parties? Ils l'exercent à notre préjudice contre nous, et c'est à nous à juger comment nous

devons les traiter. Voilà, Monseigneur, ce qui, sauf erreur, me paroît se fîr en matière de droit. Si de là nous passons à notre intérêt politique nous trouverons sans doute qu'il nous importe essentiellement d'affaiblir une puissance qui prétend dominer dans trois parties du monde, et qui, après s'être arrogé l'empire de la mer, exerce tyranniquement celui du commerce \*. Il ne s'agit pas moins aujourd'hui que de rompre en deux la puissance britannique. M<sup>r</sup> de Montesquieu n'avoit vu d'autre moyen de l'opérer que de rendre l'Irlande indépendante. Il n'avoit pu prévoir ce qui se prépare. Jamais peut-être un plus grand événement ne s'est présenté aux spéculations de la France. Le point est surtout de ne pas le manquer et de l'exécuter s'il est possible, sans troubler le repos des autres Etats. Le ministère qui pourra remplir ce double objet aura la satisfaction d'avoir bien mérité de son pays, et recevra l'honneur de la postérité.

Un des partisans des Américains m'adressa il y a quelques jours, la question sur laquelle vous m'avez, Monseigneur, demandé des éclaircissements. Il prétend que les Américains qui préparent beaucoup de vaisseaux à mettre en mer pendant l'hiver prochain, désireroient savoir s'ils peuvent déposer en sûreté dans nos ports les prises qu'ils pourroient faire. J'ai répondu que c'étoit une question nouvelle dont je ne pouvois prévoir la solution.

GARNIER.

\* Nota. Pour vous donner, Monseigneur, une idée de la manière dont ces gens se pensent et s'expriment, il n'est peut-être pas inutile de vous en rapporter un trait fort récent. Le Lord North parloit l'autre jour devant moi des Hollandais, et tournoit leurs prétentions en ridicule lorsqu'ils se mettent sur les rangs avec l'Angleterre et qu'ils disent, nous autres puissances maritimes. C'est ajouta le Lord North comme le cordonnier qui logeoit à côté du Lord Maire et qui disoit *mon vaux et moi*. Le Lord Barrington m'a dit souvent que nous ne pouvions pas être une puissance maritime et que plus nous dépenserions d'argent pour y parvenir, plus il en seroit sur bien assuré que c'étoit autant d'argent perdu. Je lui ai demandé quelquefois sur quoi il fondeoit une opinion aussi étrange en parlant d'une puissance qui a un grand commerce, une grande population, et dont les côtes s'étendent sur les deux mers de Dunkerque à Antibes. Il a toujours persisté dans son opinion sans vouloir me dire son secret.

Angleterre. 1755. 1. 118.

#### 4. LE MARQUIS DE GRIMALDI AU COMTE D'ARANDA.

Traduit de l'Espagnol.

A S. Sébastien le 19 Mars 1776.

L'ambassadeur d'Angleterre m'a parlé, en me prevenant qu'il le faisoit de son propre mouvement, et sans ordre de sa cour, de la fréquentation dans nos ports

des vaisseaux de leurs colonies, ou s'il les admettoit au commerce, comme on l'a vu toujours pratiqué, indiquant combien il serait convenable d'expédier des ordres pour qu'ils ne trouvassent pas cet azile, de la même façon que le ministère portugais l'avoit fait relativement à ce royaume. Je lui répondis en disant, que je croyois qu'il en venoit fort peu, qu'on les regardoit tous icy comme sujets de la Grande-Bretagne, n'étant pas possible de distinguer ceux d'un parti et ceux de l'autre, qu'ils venoient continuer un commerce libre établi depuis longtems et qu'il ne paroissoit pas raisonnable de leur empêcher, surtout lors qu'ils ne portoient et n'exigeoient point en échange de marchandises offensives à l'Angleterre, que le cabinet britannique lui-même s'opposoit à la proposition que M. le prince de Masseran lui fit l'année précédente, que quelques uns de nos vaisseaux allassent chasser de nouveau du Port Egmont certains Américains qu'on prétendoit y avoir passé à l'insçu du Souverain, et qu'il se fondaient sur ce que ce seroit insulter le pavillon anglais, ce que la nation trouveroit très mauvais, et enfin, que ne pouvant me persuader qu'ils se présentassent avec un pavillon inconnu, et n'en ayant aucune notion, je prendrais sur cela les informations convenables.

Je communiquai à V. E. ce résumé de ma conversation, afin qu'elle en fît rapport à M. le comte de Vergennes, et qu'Elle entendît les réflexions de ce ministre sur ce fait, qui aura peut-être eu lieu également en France, et j'ajouterai seulement que ma réponse au Lord Grantham a tendu à gagner du tems, et à ne pas me compromettre quant à présent sans la nécessité de donner une négative absolue.

*Espagne, le 58 - 1795*

### 3. LE MARQUIS DE CHIMALDI AU COMTE D'ARANDA.

Traduit de l'espagnol.

*S. M. de l'Espagne le 19 Mars 1795*

V. E. dans sa lettre du 7 de ce mois agite la question de recevoir ou non dans nos ports, les bâtimens des Colonies anglaises. Elle m'en parle relativement à la réponse que j'avois faite à M. lord Grantham, lorsqu'il me demandoit la comme de son propre mouvement et sans ordre, que nos ports fussent fermés à ces bâtimens.

V. E. M. le C<sup>te</sup> de Vergennes et moi nous nous sommes rencontrés parfaitement sur cet objet et comme c'est aussi ce que pense et désire le Roy nous sommes assurés du succès.

S. M. approuve entièrement que V. E. ait traité de cette affaire avec le ministre de France pour que nos résolutions et nos motifs soient uniformes. Celui de dire qu'il n'est ni juste ni prudent de se mettre dans le cas que les colonies troublient la

tranquillité et la sûreté de notre navigation est d'un si grand poids qu'il ne peut manquer de satisfaire les Anglois eux mêmes, puisque ce ne seroit point encore une compensation des prejudices que nous souffririons s'ils nous offroient de nous indemniser des prises que feroient les corsaires americains, offre que d'ailleurs ils ne feront pas.

Nous avons déjà rassemblé les réponses des commandants des ports du Royaume aux ordres qui leur avoient été donnés pour connoître la navigation et le trafic que les Americains Anglois font avec l'Espagne, et je les montrerai à l'ambassadeur d'Angleterre pour qu'il se convainque par lui même de leur peu d'étendue, mais en même tems je lui dirai que nous ne pouvons nous empêcher de continuer à admettre le commerce de provisions qui est celui qu'ils font principalement, et qui est de convenance reciproque.

Le Roy a ordonné en même tems d'expédier des ordres secrets aux gouverneurs pour qu'ils admettent sans difficulté, tout vaisseau des Colonies angloises qui entrera dans les ports, soit avec pavillon americain, soit avec pavillon anglois, comme aussi tout corsaire des Colonies qui amenera des prises angloises pourvu que les prises portent le même pavillon que celui qui les amenera, comme c'est l'usage et nous recevrons de même tous les Anglois qui ameneront des prises americaines.

Les mêmes ordres ont été expédiés aux ports de l'Amérique parce que par le même établissement général ils soient fermés à tout pavillon étranger il faut dans les cas indispensables de relâches forcés traiter les colons anglois, comme toutes les nations avec lesquelles nous sommes en paix.

Je fais part de tout ceci à votre Excellence pour qu'elle en informe M. le C<sup>te</sup> de Vergennes.

*Espagne* 1 58. n<sup>o</sup> 58.

## CHAPITRE XVII.

### LES CONDITIONS DE L'ESPAGNE ET LA DÉFAITE DE LONG-ISLAND

Question de la paix de l'Espagne avec Alger, Charles III accepte les bons offices de la France.

Succès de la politique de Versailles : avances que Frédéric II fait faire au cabinet mobile qui amène ce succès. — Concours spontané, offert par l'Autriche pour porter le ministre de Londres à peser sur le Portugal, dépêche de M. de Vergennes à l'ambassadeur à Vienne. — Inquiétude croissante de l'Espagne au sujet des armements de l'Angleterre, comment Garner signale ces armements : préoccupations qu'ils doivent causer et raisons qu'ils donnent à Versailles d'attendre impatiemment la réponse de Madrid à l'exposé du 31 août. — Pourquoi cette réponse tardait, entraînement des Espagnols pour la conquête du Portugal. — M. de Grimaldi fait connaître à Aranda l'opinion du Pardo, lettre privée à M. de Vergennes, l'Espagne veut garder ce qu'elle prendra : résumé de son programme. — Changements survenus pendant que l'Espagne délibérait, fond qu'avait fait M. de Vergennes sur les bruits de victoire des États-Unis, la défaite de Long-Island, rapport de Garner qui l'annonçait. — Idées que l'on devait concevoir de cet événement : comment il ramenait en arrière l'incertitude de l'histoire sur le retour qui va se produire. — Lettre de M. de Vergennes au roi lui communiquant la réponse de Madrid : peu de place qu'il donne aux faits de l'Amérique, « rien ne presse plus » : urgence de discuter avec l'Espagne : avis et instructions du monarque. — Autre lettre envoyant au roi le projet de dépêche du cabinet de Versailles : sentiment auquel obéissait ce cabinet en renonçant aux résolutions de guerre. — Données nouvelles du problème posé par les colonies anglaises : il passe dans le domaine des impressions publiques.

Du moment où, sans aucun voile, le cabinet de Versailles mettait sur le tapis à Madrid la proposition d'attaquer la Grande-Bretagne, une autre question prenait beaucoup d'importance, la question de la paix de l'Espagne avec Alger. M. de Vergennes trouvait aussi urgent de pousser à fond les projets indiqués par lui à cet égard, qu'essentiel de surveiller de près, en ce moment, les mesures de l'Angleterre. Sur ce point-là il faisait particulièrement éveiller de nouveau la surveillance du chargé d'affaires<sup>1</sup>. C'était, à ses yeux,

<sup>1</sup> Gérard écrit à Garner le 14 septembre, en réponse aux remarques de celui-ci sur l'absence des ministres : « Les ministres anglais

« prolongent leur absence sans doute parce qu'ils  
« sont incertains sur le langage qu'ils doivent  
« tenir soit sur les affaires du Brésil, soit sur

un complément nécessaire, capital, de l'intimité des deux cours, qui classeoir leur sécurité et leur empire dans la Méditerranée avant de s'engager sur l'Océan. D'après ce que mandait Ossun le 29 août, M. de Grimaldi n'avait pas reparlé de l'affaire; l'ambassadeur se contentait de dire « qu'il ne différerait point de mettre sans affectation ce ministre à portée d'y revenir et n'omettrait pas, pour peu que celui-ci y donnât lieu, de placer sous ses yeux les considérations dont il était muni ». Il paraissait ainsi croire qu'il ne fallait pas se presser. L'ambassadeur ayant appuyé sur les objections dans deux rapports postérieurs, le ministre se sentit obligé d'y répondre abondamment. Sa dépêche ne rend pas seulement visible l'utilité de résultats immédiats, elle en indique de plus lointains qui ne sont pas sans intéresser l'histoire.

À Versailles le 20 <sup>juin</sup> 1776

J'ai reçu M. les deux lettres n° 80 et 81 que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer les 2 et 3 de ce mois.

Je conçois que la position de M. le M<sup>r</sup> de Grimaldi exige de grands ménagements de sa part. En but à l'animadversion d'une nation qui le jalouse et semble vouloir se rendre responsable de toutes les résolutions du cabinet, je sens qu'il ne peut être trop circonspect à faire prévaloir son avis quelque convaincu qu'il soit de sa supériorité : aussi ne sommes nous pas surpris M. que quoique pénétré de la convenance de la paix avec Alger, il hésite à se déclarer le patron, et sa circonspection nous parait d'autant plus louable que suivant ce que vous nous marqués il ne pas seulement à lutter contre l'opposition mal raisonnée de la nation espagnole contre toute liaison avec les Barbaresques.

« Les Colonies, les premières sont suspendues en attendant des nouvelles de Buenos-Ayres et les secondes ont un trop mauvais aspect pour être un objet d'entretien. Il est possible aussi que le ministère actuel critique quelque révolution avant la rentrée du Parlement, et qu'il juge de sa prudence de ne pas être la témoin. Enfin M. il est très-crovable ainsi qu'il vous se pressumer que la cour de Londres ait des vues secrètes dont il est essen-

« qu'elle sous dérobe la communication. Ces deux dernières conjectures méritent l'attention la plus sérieuse de votre part et doivent être l'objet principal de votre zèle et de votre activité. Les armemens qu'on fait successivement croissent le ministère très suspect et s'il est changé nous devons naturellement nous attendre au développement d'un nouveau système de la part de ceux qui le remplaceront. »  
*Signé* M. le 31<sup>er</sup> n° 81.



mais encore contre les vues de son maître qui paroît n'avoir pas renoncé à une nouvelle entreprise sur Alger lorsque les circonstances le permettraient. 1776. Puisse-t-elles ne se présenter jamais car je les regarderois comme une des époques les plus funestes pour l'Esp<sup>e</sup>. Ce n'est pas que je regarde la conquête d'Alger comme absolument impossible, mais sans connoître le plan de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda, je ne crains pas d'avancer que cette conquête à moins de hasards extraordinaires ne sera jamais le prix que d'une guerre lente et par conséquent ruineuse en hommes et en argent. Ce ne seroit probablement pas dans une première campagne qu'elle s'opéreroit. Il en faudroit au moins une seconde, et l'on ne peut pas se dissimuler en Esp<sup>e</sup> la cruelle influence de ce climat devant. L'objet du Roi C<sup>te</sup> dans la destruction d'Alger ne pouvant être que d'affranchir ses sujets de la piraterie de cette regence pourquo ne pas succéder de la limiter par des moyens plus doux et peut être plus effectifs qu'une guerre qui en la supposant heureuse ne rempliroit peut être qu'imparfaitement et p<sup>r</sup> peu de tems la vue qu'on se propose. Le Roi C<sup>te</sup> peut prendre et détruire Alger, mais s'il ne peut subjuguér et conserver le pays ce sera toujours à recommencer.

J'ai traité avec tant de détail M<sup>l</sup> dans quelques de mes précédentes dépêches les motifs qui doivent engager ce prince à conclurre la paix avec cette regence que je ne pourrois que vous répéter ce que je vous ai déjà mandé. J'ai insisté principalement sur l'intérêt que les deux Couronnes ont à resserrer l'influence des Anglois dans la Méditerranée. Un objet de prévoyance non moins pressant pour nous est dobviér à celle que les Russes paroissent vouloir s'y procurer. On ignore pas sans doute à Madrid qu'ils viennent d'introduire cinq frégates dans la Méditerranée dont trois chargées en marchandises sont destinées pour l'Italie et le Levant. Cette escadre doit être renforcée de deux autres frégates qui étoient restées depuis la paix à Livourne. C'est sans doute à la faveur de cet appareil imposant qu'on se flatte de donner du mouvement à la négociation que cette puissance cherche à lier avec les regences sous la médiation de l'Ang<sup>e</sup>. Déjà elle a fait des tentatives à Tunis qui ne s'expliquent que lorsqu'Alger aura donné l'exemple.

L'Esp<sup>e</sup> connoit trop bien ses vrais intérêts pour que nous aions besoin de leclaire sur l'introduction de ce commerce des Russes qui menacent la Méditerranée de munitions de guerre et navales.

- 1 5 Si la regence d'Alger comme il est revenu par le canal des religieux espagnols ne vouloit traiter de la paix avec l'Esp<sup>e</sup> quant que celle ci seroit elle meme en paix avec la Porte je ne vois pas ce qui pourroit empêcher la cour de Madrid de chercher à former cette liaison avec les Turcs. Le Roi seroit très disposé à l'y servir mais en même tems que Sa M<sup>te</sup> vous autorise M<sup>le</sup> à vous en expliquer avec M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi, elle ne pense pas qu'il fut sans inconvenient de prendre pour base de la negociation les vues dont on seroit occupé sur la fin du manuscrit de M. le duc de Choiseul. J'ai vécu trop long-tems avec les Turcs pour ne pas connoître le fort et le foible de leur politique. Cette nation concentrée en elle même et dont les vues ne dépassent jamais les limites de ses frontieres n'a pas la moindre idée d'interests relatifs. Vouloir former avec elle une alliance défensive ce seroit contracter un engagement inégal et même illusoire puis qu'on ne pourroit compter dans aucun cas sur la reciprocalité de sa part. Le sans tout l'interest dont il est pour nos deux Couronnes que l'Empire ottoman en Europe ne devienne pas la proie de l'une des deux impératrices, cest un objet qu'il convient de ne pas perdre de vue mais cette prévoyance toute intéressante qu'elle est affecte bien moins les Turcs quelle ne sembleroit devoir les affecter. Livrés à une incertitude qui tient à leur caractère la vue de l'avenir n'est pas capable de les en avoir et de les disposer à un système de précaution et de vigilance. Ce sera aux deux puissances lorsqu'elles en sentiront menacées à prendre les mesures que leur sagesse leur inspirera et que les circonstances autoriseront. Si le roi d'Espagne vouloit former des alliances avec la Turquie je pense qu'il ne devroit pas leurs donner plus d'étendue que ceux qu'il avoit formés lorsqu'il étoit sur le throne des Deux Siècles. Un traité de paix d'amitié et de commerce est tout ce qu'il y a de mieux à faire avec une nation qui ne sachant pas seider elle même pourroit encore moins aider les autres. Si cette idee peut agréer à M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi et qu'il souvante de la voir mieux digérée, j'attens notre ambassadeur à Const<sup>le</sup> dans le courant du mois prochain et nous pourrons former un plan qu'on defera à ce ministre.

*Espagne 1781 n 101*

Poutefois, l'affaire étoit déjà gagnée lorsque M. de Vergennes écrivit, le marquis d'Ossun allant le faire savoir. Elle étoit même gagnée

autant que l'avait dernièrement annoncé l'ambassadeur, plus complètement dès lors que le ministre ne l'espérait. Ossun manda, le 23, que « Sa Majesté Catholique était déterminée à accepter les bons offices de la France pour conclure la paix avec les Algériens, et que M. de Grimaldi devait adresser bientôt au comte d'Aranda des instructions en vue de s'expliquer et de se mettre d'accord d'une façon positive d'après les idées et les desirs du roi d'Espagne sur ce sujet ». Selon ce qui avait été dit à notre représentant, Sa Majesté Catholique entendait, « 1<sup>o</sup> que le dey d'Alger rechercherait la médiation de la France pour engager l'Espagne à traiter de la paix, 2<sup>o</sup> que le royaume des Deux-Siciles y serait compris. Ce monarque était disposé aussi à faire, conjointement avec la France, un traité de paix et d'alliance défensive avec la Porte ottomane, traité d'après lequel les deux Couronnes s'engageraient à tenir prêts un certain nombre de vaisseaux pour la défense des possessions turques dans l'archipel et celle de la ville de Constantinople, au moyen d'un subside annuel et proportionnel que le Grand Seigneur leur payerait. » C'était, en réalité, la reprise de la négociation entamée entre la France et la Porte vers la fin du ministère de Choiseul et dans laquelle l'Espagne devait entrer comme partie contractante. « Le Roi Catholique souhaite encore, ajoutait Ossun, que sa paix avec Alger puisse le conduire à la faire avec Tunis et Tripoli, et il la fera aussi avec le roi de Maroc, qui paraît toujours la désirer. Enfin comme il sera nécessaire que la France dépense quelque argent pour amener le succès de ses démarches conciliatrices à Alger, M. le marquis de Grimaldi m'a fait entendre que l'Espagne rembourserait les avances que la France ferait à cette occasion. »

Tout souriait d'ailleurs à Versailles, en ce moment. Marie-Thérèse allait au-devant de la politique du cabinet, et le représentant du roi de Prusse avait des prévenances que l'on pouvait prendre pour des offres de concours. Les États-Unis d'aujourd'hui, que l'immigration

allemande et germanisée, croient à une action considérable de l'Allemagne protestante et de Frédéric II dans l'établissement de la République américaine. A cette opinion, inconnue des générations précédentes, l'historien Bancroft a pensé donner la sanction de preuves positives. La vérité est uniquement que Frédéric poussait jusqu'à l'extrême, à l'égard de l'Angleterre, la rancune de s'être vu abandonner par cette puissance à la fin de la guerre de Sept ans et de n'avoir pu, conséquemment, tirer de son alliance tout le profit qu'il en espérait. A cause de cela il épiait depuis 1774 la conduite des deux Couronnes en face de la Grande-Bretagne embarrassée, pour trouver jour à les appuyer contre elle. M. de Vergennes, au sujet de nos rapports avec l'Autriche, écrivait prochainement à Louis XVI. « Le roi de Prusse, considéré par rapport à la morale, peut ne pas paroître fort intéressant à ménager; mais vu dans l'ordre politique, il importe à la France, peut-être plus qu'à une autre puissance, de le conserver tel qu'il est. » Le ministre sut, en effet « conserver » Frédéric II et l'utiliser; voilà pourquoi ce prince ne fut pas sans prendre une certaine part à l'établissement des Etats-Unis de l'Amérique. Pour le moment, il commençait à recommander à ses représentants à Versailles de faire des invites à notre adresse, dans la pensée de nous détacher de l'Autriche en vue de ses ambitions personnelles. Déjà le 1<sup>er</sup> juillet il avait marqué à son chargé d'affaires le désir d'entrer en rapports intimes. « L'occasion ne s'était pas encore montrée de s'avancer » disait-il, et il se demandait avec un peu d'anxiété « si la cour voudrait la lui fournir ». Il écrit plus explicitement, le 25 août, à M. de Goltz, son ministre, que « cette cour servirait peut-être elle-même à ache-

4 M. Sandoz Rollet. — « Pendant le 1<sup>er</sup> juillet 1776 la cour m'a vu. « être je suis à ne pouvoir pas douter qu'il « existe des tracasseries et des chicaneries entre « elle et l'Autriche » et que l'une et l'autre au- « prétent des vues et des desseins que je n'a- « point. Elles vont même si loin que se posant

« la France » en explication avec nous, je pourrai « lui en confier des secrets bien plus im- « portants qu'elle ne saurait ni en apprendre « Jusques où l'occasion ne s'est point présentée « encore de se avancer jusqu'à ce point. Et il « reste à savoir si elle me la fournira dans la « suite. »

miner des ouvertures de sa part que sa défiance actuelle ne lui permettait pas de faire ». Dans un pli du 3 octobre et dans un autre du 17, il devenait plus pressant; impatient, même du résultat, il malmenait avec la mauvaise humeur la plus vive M. de Goltz de n'avoir pas encore abouti. Peu après, le 17 janvier, il était plus communicatif encore; plus desireux d'arriver, il s'offrait ouvertement; il fera tout au monde (c'est lui qui souligne) dans l'intérêt qui n'est pas celui de l'Angleterre; il veut que son ministre « profite de toutes les occasions et ajoute toutes les insinuations pour faire voir à l'œil que la France ne le trouvera pas sur son chemin, qu'elle n'aura jamais aucun sujet de se plaindre de sa façon d'agir ».

M. de Vergennes n'envisageait assurément pas sans plaisir que les représentants du roi de Prusse lui tendissent ainsi la main. Ce devait être encore un sentiment fort intime chez lui et tenu secret, mais il se trouvait à coup sûr encouragé par la perspective séduisante de liens ultérieurs à former dans l'Europe continentale. En attendant, il avait de l'Autriche un témoignage présent. Il venait de recevoir un rapport de notre ambassadeur à Vienne, qui, de lui-même, avait entretenu M. de Kaunitz des craintes causées pour la paix générale par la conduite ambiguë de l'Angleterre dans les affaires du Portugal. Le baron de Breteuil avait parlé sans l'intention de rien demander, mais M. de Kaunitz était allé au-devant de ses desirs, disant que « l'impératrice n'avait besoin ni de permission ni de prières quand il s'agissait de faire connaître son amitié particulière pour nous, et

« L'usage dire ajoutait-il, que mon unique but, en tout ceci est de voir plus clair dans ses sentiments et dispositions et surtout de juger sur la réputation de ses ministres, s'il n'y a pas moyen de entretenir dans nos idées partiellement au sujet de la cour de Vienne et de ses vues d'ambition et d'agrandissement »  
Vienne 22 août 1776

« A M. de Goltz — Potsdam 7 janvier  
— Il est facile avec les fragments de la

correspondance de Frédéric II empruntés par M. Bancroft aux archives de Berlin, de ramener à la mesure réelle la participation du roi de Prusse à l'établissement des États-Unis. Nous analysons à l'annexe I ci-présent chaque partie de cette correspondance qui va jusqu'au moment dont il est ici question. Nous en prenons le texte dans l'ouvrage de M. de Circourt, *Actes communs de la France et de l'Amérique*, etc. t. III.

1776

- qu'elle ferait tenir à Londres un langage conforme au vœu de son gouvernement pour le repos de l'Europe ». Cette assurance spontanée du concours de l'Autriche pouvait gêner un peu par l'interprétation qu'on y donnerait; le ministre s'empresse d'en amoindrir la portée avec Garnier, prévoyant que l'ambassadeur d'Espagne s'en inquiètera<sup>2</sup>. Elle n'avait pas moins son prix au moment où étaient délibérées des résolutions si sérieuses, la réponse de M. de Vergennes laisse voir qu'il était loin de la dédaigner. Tout en ayant l'air de souhaiter que le représentant de Marie-Thérèse sache ne pas paraître avoir été mis en mouvement par nous, il n'a garde de rejeter la démarche. Elle lui fournit en effet l'occasion de bien expliquer, d'abord, l'attitude du Gouvernement dans cette question du Portugal, ensuite de manifester avec force l'intimité des deux Couronnes. Il y trouve aussi celle d'encourager encore Madrid. Il fait aussitôt connaître au gouvernement de Charles III l'offre d'appui de l'Autriche et il écrit au baron de Breteuil, le 28 :

La conduite des Portugais dans l'Amérique Méridionale justifie l'opinion que nous avons prise de la valeur des assurances de M. le M<sup>re</sup> de Pombal et que je vous ai communiquées dans le temps.

<sup>1</sup> Rapport de M. de Breteuil du 24 septembre 1776, *Espagne*, t. 581 n° 154.

C'est en effet ce qui a lieu tout de suite. M. de Vergennes mande à Garnier le 9 octobre : Je vous ai déjà vous informé, M. mais pour votre seule instruction, que le P<sup>re</sup> de Kaunitz doit avoir chargé le C<sup>te</sup> de Belgioysse d'informer l'Ang<sup>le</sup> à porter le Portugal aux réparations qui doit à l'Espagne. Cette démarche est gentille de la part de la cour de Vienne : nous ne l'avons ni provoquée ni acceptée. Nous n'avons besoin d'aucune entremise étrangère pour donner à la valeur aux décrets que nous faisons nous mêmes pour le maintien de la paix et la tranquillité générale. *Angleterre*, t. 518 n° 93. — A la même date la princesse de Masserano écrit à

Madrid : « Il m'est revenu que la cour de Vienne est chargée son ministre son de dire à ceux de S. M. B. qu'elle serait fâchée que la guerre éclatât entre l'Espagne et le Portugal. Je ne sais si le C<sup>te</sup> de Belgioysse l'a fait ni ce qu'on peut lui avoir répondu, parceque ces Messieurs ne nous en ont pas dit le mot. Cette démarche de la cour de Vienne est bien étrange : je n'en conçois pas le motif, à moins que ce ne soit un nouveau stratagème du M<sup>re</sup> de Pombal pour retarder notre expédition, ou pour embrouiller davantage les affaires. Si cette nouvelle est vraie, l'E. le saura déjà : mais je crois devoir lui rendre compte de tout ce qui vient à ma connoissance et que je crois pouvoir intéresser le service du Roi. » *Ibid.* n° 92.

Suivant les nouvelles de Buenos Aires du 14 juin d<sup>r</sup> non seulement il n'étoit pas question de restitution, mais les commandants portugais ne répondaient pas même aux offres que le gouverneur espagnol leur avoit passées pour presser la suspension des hostilités convenue en Europe. Ce qui nous revient de Lisbonne et de Londres ne laisse presque plus d'espérance que le ministère portugais veuille condescendre aux justes satisfactions que l'Espagne est en droit d'exiger. Il croit avoir des avantages dont il ne veut pas se dessaisir, et qu'il se flatte peut être de pouvoir étendre. Dans cet état de choses, il est plus qu'apparent que les bons offices que M. le P<sup>e</sup> de Kaunitz vous a témoigné vouloir passer à Londres, ne produiroient pas l'effet qu'il peut en attendre. Quoique le langage parfois amphibologique du ministère anglais ait pu faire suspecter ses intentions, son intérêt cependant nous a rassurés, et nous ne doutons pas qu'il n'ait fait et qu'il ne fasse encore de bonne foi ce qui est dans son pouvoir, pour conjurer une guerre qui ne peut lui convenir. Comme le Roi ne s'intéresse pas moins, qu'on peut le faire à Vienne au maintien de la tranquillité générale, S. M. a fait de son côté ce qui dépendoit d'Elle, soit pour disposer le Roi son oncle à des partis de moderation, et à cet égard Elle ne peut trop applaudir à la façon de penser de S. M. C. soit aussi pour amener le Portugal à mettre plus de franchise et de bonne foi qu'il n'en a mis jusqu'à présent dans la négociation. Toute espérance semblant perdue à cet égard, c'est à l'Angleterre à voir s'il lui convient de se devouer pour le sort d'un allié qui provoque évidemment à la guerre. Pour ce qui est de nous les engagements du Roi avec l'Esp<sup>e</sup> sont connus, S. M. les regarde comme sacrés et lorsqu'elle en sera requise, elle les remplira avec la même fidélité que le feu Roi son Grand Père a rempli ceux qui nous lient avec la Maison d'Autriche.

Nous ne pouvons manquer d'applaudir au zèle de M. le P<sup>e</sup> de Kaunitz pour porter les Anglois à ne rien négliger pour prévenir l'incendie prêt à s'allumer; mais nous avons lieu d'espérer qu'il dirigera les insinuations qu'il jugera à propos de faire, de manière à ne pas donner lieu au plus léger soupçon que nous les aurions recherchées ni concertées. Ce ministre connaît la nature de nos engagements avec l'Espagne la jalousie que les Anglois ont de l'union des deux Couronnes et le desir qu'ils ont de la troubler. Je m'attends qu'il cherchera à abuser de la démarche que M. le prince de Kaunitz se propose, c'est

1776. pour y obvier que je vais faire passer à Madrid l'extrait de votre lettre et celui de ma réponse.

*Espagne*, t. 581 n° 154

A ces dates, l'escadre espagnole embarquait ses troupes. Elle pourrait bientôt sortir de Cadix. Mais Charles III et M. de Grimaldi causaient encore moins qu'auparavant à notre ambassadeur l'inquiétude que leur causait la vigueur apportée par l'Angleterre à ses armements. Les rapports du prince de Masserano à ce sujet avaient tout lieu de fixer l'attention. L'Angleterre mettait en armement dix vaisseaux de ligne. C'était une marine qui ne pouvait pas servir aux Colonies, le gouvernement du Pardo s'en préoccupait donc vivement. Le roi et son premier ministre étaient amenés d'autant plus à regarder du côté du Portugal. Ils inclinaient à penser que, tout en désapprouvant la conduite de M. de Pombal, le ministère britannique était bien aise d'y trouver « un prétexte pour le jour où une issue malheureuse de sa guerre contre les Colonies le déterminerait au parti violent de tenter en Amérique quelques conquêtes considérables en faisant passer promptement des forces supérieures et décisives dans ce pays ». Quelques semaines plus tard, entretenant l'ambassadeur de France à ce sujet, le roi considérait la conduite de l'Angleterre comme indiquant assez à la France et à l'Espagne « la nécessité de mettre leur marine dans le meilleur état possible et même d'armer des vaisseaux pour tout ce qui pouvait arriver ».

Ce langage trouvait assurément de l'écho à Versailles car, dans quelques courriers déjà, Garnier avait appelé l'attention sur ces armements des Anglais. Il disait bien qu'ils ne visaient qu'à « essayer de « faire peur », mais il ajoutait : « si la cour de Londres n'a pas des vues « secrètes » ». C'était en dire assez et ces « vues secrètes » occupaient de plus en plus. D'autre part, les corsaires américains commençaient

Rapport d'Usan du 26 septembre [*Espagne*, t. 581 n° 172]      \* Rapport du 10 septembre, notamment *Angleterre*, t. 518 n° 21



à alarmer le commerce anglais et les îles anglaises qui vivaient de ses importations ; le gouvernement de George III ne publiait aucune nouvelle d'Amérique, ce qui donnait créance à un mauvais état de ses affaires devant New-York, où ses troupes se trouvaient, enfin, il arrivait par Nantes des bruits de victoires des Américains sur l'armée du général Howe<sup>1</sup>. La même incertitude persistant d'ailleurs dans l'attitude du cabinet de Londres au sujet du Portugal, il n'était pas excessif d'en intimer « que l'entreprise du roi Très Fidèle ne déplaisait pas à ce cabinet autant qu'il le donnait à entendre », et M. de Vergennes exprimait non sans raison cette opinion à Garner. En outre, les réclamations ou les plaintes de diverse nature portées à Londres par le chargé d'affaires, les plaintes contre la compagnie des Indes notamment, n'amenaient que des réponses dilatoires ; le ministre disait qu'il fallait « bien de la patience pour se faire à une pareille allure », et ce n'était pas se montrer exigeant. Dans cette situation, on devait attendre avec impatience, à Versailles, les résolutions du gouvernement espagnol sur l'exposé du 31 août.

L'exposé avait produit beaucoup d'effet au sein du cabinet de Sa Majesté Catholique. Devant des ouvertures si catégoriques, ce cabinet avait décidé de déterminer nettement les intérêts de l'Espagne et de faire ses conditions. C'est pourquoi, sa délibération tarda à Le 8 octobre seulement, le marquis de Grimaldi manda au comte d'Aranda « l'opinion du roi et de son conseil » pour en informer les ministres de Louis XVI. Il avait joint à sa dépêche une lettre pour M. de Vergennes. Cette lettre n'a point été conservée, mais le sens en est fixé par le destinataire lui-même. Aussitôt nanti des documents, en effet, M. de Vergennes les traduisit de sa main et les adressa au roi. Il les lui transmit avec un billet dont on lira tout à l'heure les termes et ces termes donneraient à penser que le vrai mot du gouvernement de

<sup>1</sup> Rapport de Garner du 24 septembre. *Angleterre* t. 518 n° 56. — <sup>2</sup> Dépêches de Garner des 24 septembre et 5 octobre. *Ibid.* n° 60 et 61.

1794. Charles III était dans le pli particulier du premier ministre, non dans la dépêche dont Aranda laissa copie.

Cette dépêche ouvrait sans hésiter la discussion sur les aspirations de l'Espagne. En étaient-elles le but principal? Le désir d'échapper plausiblement aux engagements pris ou de les éloigner ne l'avait-il pas plutôt dictée? On peut hésiter à répondre. Du moins le pli montrait-il visiblement que désormais l'Espagne mettrait à son concours un prix déterminé d'avance. Il introduit d'une manière formelle cet élément dans les rapports diplomatiques ultérieurs des deux pays. Les documents espagnols, si jamais on les publie, feront sans doute reconnaître que les esprits s'étaient montés beaucoup, à la cour de Madrid, par le fait des préparatifs militaires et maritimes de Cevallos, qu'en voyant la cour de France si décidée, l'idée de conquérir le Portugal s'était ranimée et que l'empoiement politique du prince des Asturies dominant, dans le sein du conseil, les intentions sages de Charles III et du premier ministre. L'art déployé par celui-ci en répondant au cabinet de Versailles le révélerait à lui seul. On sent dans sa dépêche et la difficulté qu'il y avait, pour le conseiller du roi, à faire si nettement ces aveux d'ambition au moment où il s'agissait d'agir, et l'obligation où il était, cependant, de les déclarer pour obéir à une opinion supérieure.

Au premier abord, le Pardo ne semble pas avoir eu d'autre but que celui d'exprimer en principe les conditions de l'Espagne. Ce pli n'élève d'objection contre aucun des motifs de faire la guerre exposés par le ministre de Versailles; il trouve même que l'on gagnerait à « anticiper » cette guerre. Seulement, il y met ouvertement la réserve que les entreprises de l'Espagne sur le Portugal seront ratifiées. Mais la seconde interprétation a aussi du fondement. Charles III, à cette heure, ne pouvait plus refuser son concours. Trouver que l'heure de le donner n'était pas venue restait un moyen à sa portée; toutefois ne lui était-il permis de dire cela que sous des voiles, et n'était-ce pas là le voile dont il voulait couvrir sa pensée? Assez de fois M. de Grimaldi et le

roi avaient exprimé qu'ils croyaient impossible à la France de faire en ce moment la guerre, en proposant « d'anticiper » cette guerre ils n'ignoraient pas, à coup sûr, qu'ils refroidiraient le gouvernement de Versailles. Ils n'ignoraient pas davantage l'effet que ferait sur ce gouvernement la perspective des conquêtes de l'Espagne du côté de Lisbonne. Une autre chose à remarquer, c'est l'attention avec laquelle ils constataient que la pensée de faire la guerre restait le terrain commun aux deux Couronnes déduisaient les motifs qu'elles en avaient et prenaient acte de la parité des manières de voir à cet égard, mais, en même temps, avaient la précaution de faire observer qu'il s'agissait d'un plan de M. de Vergennes, somme toute, que ce plan avait bien été soumis au cabinet de Versailles, que néanmoins on n'avait pas fait connaître le jugement porté par le conseil. N'était-ce pas pour infirmer l'autorité du plan lui-même et se donner plus de liberté dans la réponse ?

Il faut transcrire ici cette réponse. Les points de vue en sont élevés comme l'étaient ceux du ministre français et elle a un grand cachet dans la forme. Elle résume d'abord les raisonnements de l'exposé du 31 août, et, dans ce résumé, elle indique clairement que si M. de Vergennes n'avait pas ménagé au comte d'Aranda les compléments explicatifs, après cette date, l'ambassadeur s'était peu retenu de les transmettre. Elle condense avec une rare justesse, effectivement, les motifs donnés par le ministre de Louis XVI; ils acquièrent, il semble, une force de plus. La traduction est tout entière de la main du secrétaire d'Etat de Versailles, et il y a été marqué d'un trait divers passages que, sans doute, il voulait signaler.

TRADUCTION DE LA LETTRE DE M. LE M<sup>re</sup> DE GRIMALD, A M. LE COMTE D'ARANDA

(S'adresse le 8 8<sup>me</sup> 1796)

Le principal et même l'unique objet de l'expédition esp.<sup>e</sup> que vous m'avez faite le 7 septembre est exprimé dans votre lettre n<sup>o</sup> 826, il est un des plus graves qui puissent se présenter; aucun ne pouvant intéresser autant l'humanité que la paix ou la guerre

177

V. E. rapporte en substance les conférences qu'elle a eues avec le C<sup>r</sup> de Vergennes sur le contenu de différentes de mes dépêches qui avoient rapport à l'état présent des puissances de l'Europe, et vous me rendes c<sup>t</sup> en conséquence de la dernière dans laquelle ce ministre vous avoit donné communication du mémoire qu'il avoit porté au conseil de S. M. T. C. tendant à démontrer non seulement le grand avantage qu'il y auroit pour la France et pour l'Espagne d'entreprendre dès à présent une guerre contre l'Ang<sup>e</sup>, mais encore la nécessité absolue et l'obligation indispensable pour LL. MM. T. C. et C<sup>q</sup>ue de prendre ce parti avant que la nation B<sup>q</sup>ue ne le prenne elle même et nous cause de tels dommages que la réparation en seroit impossible.

V. E. s'étend en discours et en réflexions sur tous les points essentiels que le ministre touche avec tant de justesse et de clarté dans cet écrit et elle ajoute qu'il lui en avoit remis une copie pour me la faire passer ce qui en effet a eu lieu.

On a réellement déduit dans cet écrit avec la plus grande force les circonstances critiques où se trouve actuellement l'Europe, la perspective que présentent les événements, les maux que l'on doit en appréhender et les remèdes que pourroient y opposer les souverains amis de la maison de Bourbon pour vous faire connoître que le Roi et les ministres ont pesé avec beaucoup de réflexion et de maturité tous les objets importants que cet écrit traite, je les résumerai en peu de mots et je vous expliquerai ensuite le jugement que S. M<sup>e</sup> en a porté.

Le C<sup>r</sup> de Vergennes ne dissimule pas que la guerre est le plus grand de tous les maux et que les souverains étant les pères de leurs peuples ils doivent éviter autant que leur honneur et la sûreté de ces mêmes peuples le permettent; mais il manifeste en même tems que quand le parti n'est plus une affaire de choix et que toutes les indices démontrent que le fleau qu'on desiroit éviter éclatera avant peu et causera les plus grands préjudices si on laisse à l'ennemi la liberté de commencer la guerre quand il lui conviendra, il est absolument indispensable de le gagner de la main; appliquant ensuite les maximes constantes et générales à l'état présent et à la situation politique où la France et l'Esp<sup>e</sup> se trouvent relativement à l'Ang<sup>e</sup> et au Portugal le d<sup>t</sup> ministre cherche à prouver qu'il ny a plus d'autre parti à prendre que celui de la guerre. Que l'Ang<sup>e</sup> soit l'ennemi naturel et constant de la maison de Bourbon, que l'am-

hition et la mauvaise foi du gouvernement Bègue sont sans bornes : que cette orgueilleuse nation dissimulant actuellement ses vîes fâchees soit determinee à nous faire la guerre au moment qui lui conviendra le mieux, que la moderation excessive avec laquelle nous nous sommes conduits jusqu'à present ne sera pas un exemple qui la contendra - et enfin que malgré toute sa dissimulation elle nous a donne et nous donne encore journellement de grands motifs de ressentiment, ce sont là autant de verités notoires dans l'idée du C<sup>te</sup> de Vergennes qui n'ont pas besoin de preuves, neanmoins le ministre rend sensibles chacune d'elles par les argumens et les reflexions les plus convaincans, et en deduit des consequences tres justes sur les dangers qui nous menacent. Il previent ensuite que la G<sup>te</sup> Bretagne a l'exemple de ce quelle pratica en 1755 commencera les hostilities par soulever indistinctement et sans aucun avis préalable des batimens françois et espagnols qui a raison de commerce ou de poche navigueront sous la foi de la paix encore substantielle et que ce coup sera donne si grande consequence qu'il influera tres certainement sur tous les evenemens ulterieurs de la guerre. Ce ministre établit encore que la même puissance profitant des forces considerables de terre et de mer quelle a en Amerique pourra se jeter sur quelque une des riches possessions de l'Espr<sup>te</sup> et il fait observer que deja le cabinet anglois travaille sur ce plan malgré les embarras que lui causent ses colonies, qu'il envoie des armes et qu'il travaille à soulever les esprits des Indiens nos fronsiers pour les disposer à prendre son parti dans l'occasion.

Le C<sup>te</sup> de Vergennes releve encore le manège artificieux de la cour de Londres dans sa negociation avec la France par rapport à la poche de Terre Neuve, tantôt tirant les faits les plus positifs, aléant d'autres fois les raisons et la justice qui militent pour les sujets françois, et refusant toujours l'accomplissement des traités, il rapporte en complement de preuves ce qui se passe de la part de l'Ang<sup>te</sup> par rapport aux Indes orientales ou s'agissant de quelques droits du Roi T. C. et de plaintes tres fondées qu'il fait, le ministère Bègue veut en renvoyer le jugement à une comp<sup>te</sup> de marchands qui rend par la juge et partie de ces differens.

Quant à ce qui concerne la querelle actuelle entre les cours de Madrid et de Lisbonne la conduite de l'Ang<sup>te</sup> est si caracterisee et si peu impartiale quelle donne des motifs plus que suffisans de croire quelle est pleinement

1776. d'accord avec le M<sup>r</sup> de Pomhal sur toutes les dispositions qu'il a faites et les artifices dont il s'est servi depuis plusieurs années jusqu'à ce que les choses soient arrivées à leur point de crise plus tôt qu'on ne s'y attendoit; et le C<sup>m</sup> de Vergennes remarqua avec beaucoup de prudence toute la malice que renferme l'art avec lequel les ministres anglois évitent de reconnaître la justice de l'Esp<sup>e</sup> et cherchant avec affectation à disculper la cour de Portugal au lieu de la contraindre à donner une juste satisfaction pour éviter un incendie général en Europe.

Les nouveaux armemens que la cour Bône fait dans ses ports indépendamment du grand nombre de bâtimens quelle a en mer suffiroient pour nous inquiéter si l'on suppose quelle a déjà un plan fait pour le moment où elle termineroit d'une manière ou d'autre ses disputes avec ses Colonies, mais le ministre ne met pas en doute que l'Ang<sup>e</sup> tentera de se remettre de ses pertes et de ses dépenses aux dépens de la France et de l'Esp<sup>e</sup> en commençant ses opérations au moment où elle le trouvera plus convenable à ses intérêts et à son agrandissement. Après avoir établi que la guerre est inévitable parce que l'Ang<sup>e</sup> est déterminée à la faire au moment quelle jugera le plus favorable et conséquemment, que suivant toutes les probabilités il n'est plus au choix des rois de France et d'Esp<sup>e</sup> de l'éviter, ce ministre passe à calculer les avantages que nous obtiendrions si nous prevenions et surprenons en certaine manière nos ennemis.

La G<sup>de</sup> Bretagne est dans son intérieur sans places fortifiées, elle a peu de troupes réglées pour se défendre; elle manque de matelots pour équiper les v<sup>s</sup> de guerre quelle doit tenir dans ses ports pour sa propre sûreté; il lui seroit donc presque impossible d'armer d'autres escadres pour nous attaquer sur d'autres mers, et celles quelle armeroit absorberoient les matelots employés au service de la navigation marchande ce qui seroit une perte très grave pour cette nation. Les forces considérables de terre et de mer quelle emploie en Amérique, souffrent et diminuent journellement par les accidens réguliers de la guerre active quelle soutient contre les colonies rebelles.

A la faveur de ces antécédens le C<sup>m</sup> de Vergennes conclut que l'Ang<sup>e</sup> ne peut de plusieurs mois rien entreprendre de conséquent contre les possessions françaises et espagnoles au lieu que ces deux puissances pourroient, si elles profitent de l'occasion, porter un coup mortel à sa marine, surtout lorsque

toutes les apparences sont que la guerre des Colonies doit durer, l'Ang<sup>e</sup> ne pouvant sans leur secours faire par elle seule aucune conquête 1716.

Ce ministre conçoit que la guerre dont il est question pourrait se tendre sur le continent d'Europe, et il entre dans différens détails et raisonnemens sur les mesures que la France devoit prendre. Je me dispenserai de les rapporter parcequ'ils n'ont pas une connexité avec la guerre de mer contre les Anglois dont je traite.

Ce ministre conclut enfin par recommander une prompte décision afin d'employer utilement le tems en préparatifs, en mesures combinées et en projets bien digérés afin que quand on arrivera au moment d'opérer on puisse le faire avec sûreté, avec célérité et avec une bonne direction.

C'est à cela que se réduit tout le travail par le ministre sage et zélé<sup>1</sup> et quoiqu'il paroisse qu'il se soumit au conseil de Sa M<sup>te</sup> T<sup>te</sup> C, et que cest de sa connoissance qu'il nous le communique, on ne nous indique point la détermination de ce même conseil ou le jugement qu'il en a porté, connoissance qui nous auroit été très intéressante pour éclairer celui de cette cour.

Malgré cela après vous avoir répété que le Roi et son ministère ont examiné soigneusement la matière, je vais vous instruire de ce qui en a résulté.

Les éloges, on le voit, ne faisaient pas défaut. Ils paraissent visiblement cherchés; c'était un moyen pour mieux aborder les points délicats. Le ministre espagnol reconnaissait d'abord la justesse des raisons données par son collègue de Versailles : M. de Vergennes a « rendu » « sensible par les arguments et les réflexions les plus convaincans » que l'Angleterre, malgré toute sa dissimulation, « a donné et donne » « journellement aux deux Couronnes de grands motifs de ressentiment », il a deduit « des conséquences très justes » au sujet des dangers qui les menacent toutes les deux; « on est parfaitement d'accord sur les principes : on doit faire la guerre pour éviter de se la voir faire, mais il convient de fixer d'avance le rôle et les intérêts de chacun. L'Espagne ne serait embarrassée ni de châtier seule le Portugal en Amérique ou sur le continent, ni de se battre contre l'Angleterre; il faut,

<sup>1</sup> Il y a ici une omission probablement celle des noms de S. M. T. C. ou de Versailles.

1776. toutefois, regarder quel avantage les deux Couronnes retireront de la guerre. Si l'on envisageait les risques, ceux de l'Espagne seraient au-dessus de la comparaison. D'autre part l'Espagne, en tout, est en situation d'agir; il faut que la France établisse si elle s'y trouve de même; de là dépendent les opérations à entreprendre. Avoir beaucoup de forces en Amérique, compléter son armée avec une activité incroyable, donner à sa marine le plus grand essor et pourvoir à toutes les précautions utiles, cela est à la portée de l'Espagne sans qu'elle augmente ses finances; il est nécessaire que la France donne de bonne foi les mêmes éclaircissements en ce qui la regarde : »

Que la guerre soit inévitable et que l'Ang<sup>re</sup> soit résolue à nous la faire un mois plus tôt ou plus tard, au moment quelle jugera favorable, ce sont deux points de la plus grande évidence et même avant d'avoir eu connaissance des armemens extraord<sup>inaires</sup> de cette puissance, et de la conduite fallacieuse quelle tient en approuvant secrètement les détours du M<sup>in</sup> de Pomhal, je vous la déjà insinué dans mes dépêches antérieures. Il est également démontré que les rois de France et d'Esp<sup>agne</sup> se trouvent dans la situation critique de devoir veiller à la sûreté de leurs sujets et à la conservation de leurs possessions respectives. Dou il suit qu'en conscience et en justice LL. MM. sont obligées d'employer tous les moyens les plus propres à éloigner de leurs Etats tous les dangers qui les menacent, et il n'y en a point d'autres que d'aller au devant de leurs ennemis.

La cour d'Esp<sup>agne</sup> est parfaitement d'accord sur les principes avec le ministère de S. M. T. C. mais la première difficulté qui se présente est de convenir de bonne foi si nous sommes les uns et les autres en état de faire la guerre de fixer avec précision le moment de la rupture, et de convenir distinctement de toutes les opérations que les deux puissances devront entreprendre.

Quant à ce qui touche à l'honneur de l'Esp<sup>agne</sup> pour les insidies que les Portugais lui ont faites dans ses possessions d'Amérique il sera suffisamment vengé lorsque l'expédition aux ordres de d<sup>e</sup> Pedro Cevallos arrivera à Buenos Aires ses troupes unies à celles qu'il y trouvera déjà rassemblées lui donneront une si grande supériorité qu'il pourra chasser sérieusement l'orgueilleux portugais. De cette manière si vous conviez de rester en paix en Europe, nous pourrions



nous borner à ce qui est déjà fait, au contraire si nous voulons commencer la guerre par l'invasion du royaume de Portugal, nous avons assez de motifs et de raisons dans les tromperies continuelles avec lesquelles la cour de Lisbonne nous s'amusés.

On peut dire à peu près la même chose pour l'Ang<sup>e</sup> par conséquent si la guerre nous est nécessaire, cette puissance nous a donné assez de fondemens pour la lui faire, mais si la conservation de la paix nous importe tout se réduit à d'arrêter encore quelque temps notre juste ressentiment.

Il résulte de ce qui vient d'être dit que les Rois T. C. et Cath<sup>o</sup> bien assurés qu'ils peuvent faire la guerre avec justice à leurs ennemis naturels, ils doivent porter toutes leurs réflexions à examiner si elle leur serait avantageuse ou non et en quels termes. Les choses réduites à ce point il faut observer que le but de toute guerre est de conserver son bien propre et de s'emparer de celui d'autrui, en sorte que les pertes qu'on peut souffrir soient inférieures aux avantages, autrement la guerre serait nuisable et devrait par conséquent se voir.

Il n'est pas douteux que si les Couronnes de France et d'Esp<sup>e</sup> commençoient les hostilités quelques mois avant que l'Ang<sup>e</sup> put exécuter ce qu'elle peut avoir projeté, et surtout pendant quelle emploie ses troupes, ses vaisseaux et ses capitaux contre ses colons de l'Amérique, cette seule anticipation nous serait très avantageuse quand bien même nous ne ferois d'autre opération que de nous emparer du grand nombre de leurs matelots distribués sur leurs bâtimens de commerce. Mais il paroît d'une autre part que nous ne sommes pas précisément dans le cas de former un jugement positif sur la fin que pourra avoir l'engagement de la G<sup>e</sup> Bretagne avec ses colons, et par malheur si dans le temps que nous commençons les hostilités, elle faisoit la paix en Amérique, elle porterait incontinent sur les possessions espagnoles toutes ses forces unies aux renforts qu'elle tireroit de ses vaisseaux nouvellement reconchés. Dans ce cas les risques de l'Esp<sup>e</sup> ne seroient pas comparables avec ceux de la France, dont les îles ne pouvant pas faire dans une proportion égale l'objet de la cupidité de l'Ang<sup>e</sup> et surtout si la tempête alloit fondre sur une partie ou sur l'autre des n<sup>rs</sup> possessions le coup seroit fatal et inévitable, et de ce moment la balance de la guerre qui nous présente maintenant une si belle perspective seroit entièrement contre nous.

Pour se décider à commencer les hostilités il faut établir deux suppositions,

1. La 1<sup>re</sup> que les places et les ports principaux des domaines des 2 souverains soient en bon état de défense. La 2<sup>e</sup> qu'on sera déjà convenu des opérations qu'on devra entreprendre ensemble ou séparément et que l'on a préparé tous les moyens pour soutenir avec vigueur les campagnes qu'il sera nécessaire de faire. Quant à ce qui regarde l'Amérique Espagnole je ne vous cache rien que depuis plusieurs années on y envoie toutes les espèces de renforts et de secours en g<sup>de</sup> quantité. Qu'il y a des places presque inexpugnables, malgré cela il ne serait pas étonnant dans une aussi g<sup>de</sup> étendue de terrain qu'il se trouve quelques postes incapables de résister aux efforts de l'Ang<sup>le</sup> si elle y emploie toutes les forces quelle a dans ces régions. Pour ce qui est des mesures militaires on y procède avec une activité incroyable, on complète l'armée, on donne le plus grand essor à la marine; et l'on prend toutes les autres précautions dont cette puissance est susceptible dans les circonstances actuelles, en sorte qu'au printemps prochain on aura prêt un corps d'armée raisonnable et toutes les places d'Europe, d'Afrique et d'Amérique seront bien pourvues. Pour ce qui est de l'argent on n'a pas eu besoin de mettre de nouvelles impositions, et le Roi se flatte qu'il ne serait pas dans la nécessité de le faire quand même il entrerait en guerre.

Il sera nécessaire d'avoir sur les objets dont je parle les mêmes éclaircissemens de la part de la France et nous ne mettons pas en doute que le ministre les donnera de bonne foi puisque c'est de là que dépend la sûreté des opérations qu'il s'agit de combiner.

Sur ces opérations à « combiner » la dépêche était brève, mais fort précise quant à la principale, c'est à-dire quant aux entreprises éventuelles en Portugal. Elle avait posé le point de départ : « On fait la guerre pour conserver ses possessions ou pour gagner celles des autres »; elle en tirait aussitôt cette deduction, sans autre développement : « Il n'y a pas d'opération plus convenable pour la monarchie que la conquête du royaume de Portugal; la nation et le roi regarderont comme « indécente » une guerre de pure diversion contre ce pays, « qui leur appartient par le droit du sang »; la navigation et le commerce français auraient eux-mêmes de l'avantage aux conquêtes

qu'y feroient les armes royales. Tout le reste, après cela, n'étant visiblement écrit qu'à titre secondaire : l'Espagne contribuera volontiers au soulèvement de l'Irlande, mais comme on desire détruire le commerce anglais dans la Méditerranée et que dans cette vue il faut prendre Minorque, la France seule peut le tenter, plus tard il faudra chasser les Anglais de la Jamaïque, rien pourtant ne presse à cet égard, de même au sujet de l'utilité à tirer des colons américains, le cas échéant.

Il n'est point d'opération plus convenable pour le bien de cette monarchie et pour la satisfaction générale de la nation que la conquête du royaume de Portugal ou de quelque une de ses provinces. Ce seroit une chose facile à démontrer que l'utilité qui résulteroit pour les intérêts de la maison de Bourbon de la dite conquête. Mais comme les bornes d'une lettre ne permettent pas d'approfondir une matière de cette étendue, j'indiquerai, en passant l'avantage que la navigation et le commerce des sujets françois en retireroient en se substituant à celui qu'y font actuellement les Anglois. Ainsi les deux cours devant convenir dans ce point essentiel et décider si une armée espagnole doit entrer en Portugal : bien entendu que le Roi et la nation regarderoient comme indecente une guerre purement de diversion contre un Royaume qui lui appartient par le droit du sang, et que Sa M<sup>te</sup> n'emploieroit ses troupes dans ce Royaume voisin qu'avec l'intention bien décidée d'y conserver les conquêtes qu'il y feroit.

Le démembrement du royaume d'Irlande pour le laisser au pouvoir de ses propres habitants seroit une des entreprises les plus intéressantes que les deux Couronnes pourroient faire, et le Roi mon maître contribueroit volontiers pour sa part à une action aussi glorieuse par tous les moyens qu'on jugeroit les plus convenables, d'autant plus que dans le nombre des précautions qu'elle a déterminées comme nécessaires pour tenir l'Ang<sup>te</sup> en respect, une est d'entretenir en Galice un corps de troupes avec un train d'artillerie correspondant et un autre respectivement à Cadix.

Comme les cabinets de Versailles et de Madrid desirent principalement de détruire le commerce anglais dans la Méditerranée, il est facile de comprendre combien la conquête de Minorque y contribueroit mais la France seule peut la tenter. Il est inutile d'en rapporter ici les différens motifs.

1. 6 Une fois que nous aurons l'égalité ou la supériorité sur mer que nous désirons gagner sur les Anglois, on pourroit penser à les chasser de la Jamaïque. Mais le projet ne presse pas, il dépendra principalement du succès de nos premières opérations et de l'état où nous verrons les colons américains, mais s'ils se maintiennent en forces et s'ils continuent la course sur les bâtimens de la G<sup>d</sup>e Bretagne ils nous donneront bien de la sance pour cette entreprise et pour d'autres.

Parvenu à ce point, M. de Grimaldi se résumait dans une suite de chefs distincts. Au dernier, M. de Vergennes arrêta sa traduction par des *et cœtera*, ne supprimant sans doute que des parties inutiles au fond même :

J'ai dit à V. Ex<sup>te</sup> combien le Roi et ses ministres ont réfléchi sur l'état actuel des affaires, combinant autant qu'il a été possible toutes les circonstances, afin que d'après leur aperçu cette cour sans doute celle de France manifeste sa dernière détermination et que nous puissions parvenir au plus tôt à un arrangement final pour ce qui concerne le moment de déclarer la guerre et les opérations dont chacune des deux puissances se chargera.

Pour plus de clarté je résumerai ici en peu de mots le jugement que S. M. et son ministère ont formé.

Qu'il est clair ce jour que la guerre serait juste soit contre les Anglois soit contre les Portugais.

Que nous devons la supposer inévitable au plus tard à l'époque de la réconciliation ou de la séparation totale des Colonies.

Que si nous l'anticipons de quelques mois en prevenant les Anglois engagés contre leurs colons rebelles nous devons nous promettre une grande supériorité.

Que l'Espagne adoptera le parti qui paroitra préférable à la France.

Que malgré la belle perspective qui se présente l'issue de l'affaire des Colonies est incertaine et par conséquent que le moment de nous déclarer doit l'être.

Que si l'Angleterre est maintenant faible, elle le sera d'avantage dans deux ou trois mois par les pertes que lui aura causé la guerre civile.

Que l'honneur de l'Espagne offensé par le Portugal sera suffisamment vengé par les seules opérations de l'Amérique. Ainsi rien ne presse à cet égard.

Que la guerre dans le moment étant un objet de choix et non d'une nécessité absolue, il convient d'examiner si nous sommes de toute part en bon état de défense afin qu'il ne nous en coûte pas quelque province d'Amérique.

Que l'invasion du Portugal jetteroit nos ennemis dans de grands embarras, mais qu'on ne pourroit l'entreprendre que dans la vue déterminée qui a déjà été exposée.

Enfin que dans cette guerre l'Espagne risque infiniment plus que la France en égard à ses vastes et riches possessions des Indes. En conséquence de quoi elle ne peut faire moins que d'exposer les susdites considérations afin que les deux souverains conviennent des mesures qui seront les plus analogues à la gloire des deux monarchies.

Le 1<sup>er</sup> et

*Espagne, 1<sup>er</sup> 582 n. 1*

Mais lorsqu'on lui à Versailles ces conditions et cette sorte de programme du gouvernement espagnol, les choses avaient changé de face. La pièce arrivait en même temps que les nouvelles annonçant la défaite de Washington à Long-Island. Dans les événements qui les tiennent le plus en suspens, les nations ont souvent cette déception que le bruit des victoires souhaitées se repand, tandis que la réalité est le contraire. Nous disions tout à l'heure qu'à la fin de septembre on apprenait par le port de Nantes que l'armée de Howe, dont on s'étonnait de ne rien savoir encore, avait essuyé dans cette île, le 11 ou le 13 août, de grandes pertes et s'était vue forcée de se rembarquer. Sans accorder une foi entière à ces rumeurs, M. de Vergennes n'était pas éloigné de faire un peu fond sur elles. Il en rapprochait l'attitude des ministres britanniques avec nous et elles ne lui paraissaient pas assez improbables pour qu'il ne le laissât point pressentir à Garnier, le 28, en tête d'une dépêche de Gérard qu'il complétait de sa plume.

\* Il est très naturel que les commandants anglais en Amérique n'expédient des vaisseaux de guerre en Europe que pour des objets ma-

jours. C'est M. de Vergennes le 28 septembre et comme il n'en arrive point, il est à penser qu'ils n'ont pas trouvé moyen de ven-

179. Le 5 octobre il lui en reparlait encore dans une autre, toute de sa main y trouvant sans doute des possibilités de plus<sup>1</sup>. Mais un rapport du chargé d'affaires, daté du 14, qui parvenait à Versailles cinq ou six jours après, c'est-à-dire à l'heure où le comte d'Aranda recevait le pli de M. de Grimaldi du 8, était venu faire évanouir l'illusion. Non seulement Howe avait enlevé Long-Island cinq jours après son arrivée, le 27 août, mais l'armée américaine était en fuite, New-York près d'être pris et la résistance des Américains désormais impossible aux vœux de la plupart des Anglais; les amis des insurgents ou les adversaires de la politique de George III à Londres se voyaient réduits à reporter dans le domaine des pronostics ou des conjectures les espérances qu'ils avaient conçues. Les conseillers de Louis XVI durent tomber de très haut en lisant le pli suivant du chargé d'affaires :

« entreprendre de combattre contre les in-  
 « menses ou que s'ils ont tenté quelques autres  
 « prise, le succès ne leur a pas été favorable.  
 « La question nous décline si l'on doit re-  
 « garder comme une simple nouvelle que l'on  
 « dit avoir été apportée à Nantes par un bâtiment  
 « parti de Nantuket le 26 août : elle porte que  
 « le 12 ou le 13 du même mois il y aurait eu  
 « une action très meurtrière, à Long-Island  
 « entre les Royalistes et les Insurgents, que le  
 « total des tués du parti et d'autre aurait été  
 « de 1 à 2000 hommes : et que les troupes de  
 « la Couronne auraient été forcées de se re-  
 « tirer. Cette nouvelle se combine avec  
 « avec l'avis arrivé à Londres des dispositions  
 « des commandants anglais pour attaquer à la  
 « même époque, et toutes les circonstances  
 « semblent se réunir pour la rendre croyable.  
 « Si nous étions disposés à y ajouter une foi en-  
 « tière nous aurions la clef du ton affectueux et  
 « empressé avec lequel M. Weymouth vous a  
 « parlé des affaires du Portugal et de nos griefs  
 « contre la compagnie des Indes. — Le mi-  
 « nistre avait reçu de sa main les neuf pre-  
 « mières lignes. C'était au avant nous semble

« être rendus trop affirmatives. La dépêche par-  
 « tant de ces données pour se borner de la porter  
 « que l'Angleterre ne pourrait plus résister et ne  
 « voudrait plus qu'une politique de paix qu'elle  
 « amènerait au moins le Portugal à cet égard l'Es-  
 « pagne si elle ne la fait pas répondre formelle-  
 « ment la compagnie des Indes à nos réclama-  
 « tions. *Angleterre*, t. 518 n° 66 ]

<sup>1</sup> Il peut être vrai que la cour de Londres  
 « soit en elle la est sans nouvelles de son armée  
 « devant New-York, mais la chose est peu vrai-  
 « semblable et l'on serait plus tout tenté de  
 « croire quelle en à moins quelques jours de na-  
 « ture à ne devoir être pas publiée. Je vous en  
 « ait part de celles qui se sont répandues sur  
 « sur la fin d'un patron américain que l'on ait  
 « vente de Nantuket. Je lui enis beaucoup  
 « mais j'y trouve plus de probabilité que dans  
 « une fiction prétendue de M<sup>r</sup> Howe. Suivant tout  
 « ce que vous nous annoncez M. et qui est con-  
 « firmé par les papiers publics il n'y a pas la plus  
 « légère apparence à une négociation : il ne reste  
 « donc que l'emploi des moyens de force pour  
 « ramener à la submission ce peuple rebelle de  
 « *Ibid.* n° 76

à Londres le 1<sup>er</sup> octobre 1776.

1776

Monseigneur

L'armée royale en Amérique est en possession de l'île-Longue. Les lettres ci-jointes du général Howe détaillent ses opérations depuis le 22 août, jour du débarquement de l'armée à l'île-Longue jusqu'au 30 du même mois que ce général a été en pleine possession de cette île.

Tous les militaires donnent les plus grands éloges aux dispositions qu'il a faites pour parvenir à son but et vous serez sans doute étonné, Monseigneur, qu'il l'ait rempli à si peu de frais, puisqu'il ne compte qu'environ 400 hommes tant tués que blessés, ou pris dans son armée, tandis qu'on évalue la perte des Américains à 3 300 hommes y compris mille prisonniers parmi lesquels trois de leurs généraux. Ils ont aussi perdu 32 pièces de canon.

Vous pensez bien qu'on parle avec le dernier mépris de la défense de ces derniers. On prétend que leurs retranchements étaient mal faits, et qu'ils ont laissé surprendre la redoute où ils auraient pu se défendre avec le plus d'avantage. Le Lord Amherst m'a dit qu'à l'approche de l'armée ils sont sortis en avant de leurs retranchemens pour défendre les hauteurs, où ils n'ont pas eu le tems de se fortifier. Que, quand chassés de ces hauteurs ils ont voulu gagner leurs lignes, ils avaient essuyé le feu de la redoute même qu'ils avaient laissée derrière eux et qu'ils avaient été attaqués avec tant d'énergie et de rapidité que leur retraite s'était faite avec beaucoup de confusion et de perte.

Cette affaire qui est la principale s'est passée le 27. Le reste du détachement américain posté à l'île-Longue se trouvant pressé de tous côtés par une armée de plus de 25 mille hommes n'a rien eu de mieux à faire que de passer le bras de mer qui sépare l'île de la ville de New York, ce qu'il a effectué dans la nuit du 29, heureux d'avoir pu conserver cette communication malgré la flotte.

Nous avons toujours cru que ce détachement ne consistait qu'en cinq mille hommes. Il avait été renforcé puisque le général Howe le porte à dix mille. Il parait aussi que cet officier attribue en partie le succès complet qu'il a eu au mouvement de la flotte vers la ville de New York.

..... A entendre les conséquences qu'en tirent les partisans du Gouvernement, il semble que tout soit fait et que l'Amérique entière fut

1776. renfermée dans l'île-Longue. Les Américains ne peuvent plus tenir nulle part, et il faut qu'ils se soumettent. L'imagination érige déjà des forteresses dans les diverses provinces, et on lève à leurs frais une armée pour contenir ces peuples rebelles. Le parti contraire ne voit dans ce 1<sup>er</sup> succès qu'un malheur de plus en ce qu'il soutiendra l'illusion de l'Angleterre, en encourageant la poursuite d'une guerre qui, selon eux, ne doit finir que par la séparation de l'Amérique et ne peut se prolonger que pour augmenter la détresse de ce pays-ci. Vous déterminerez mieux que moi, Monseigneur, la plus solide de ces deux opinions, dont j'avoue que la d<sup>re</sup> me paraît la plus probable. Il me revient même d'assez bon lieu que depuis la prise de l'île-Longue le général Sullivan, un des prisonniers, a été à la sollicitation des commissaires anglais, trouver le général Washington pour lui faire de nouvelles offres de paix, et que ce d<sup>r</sup> lui a dû de retourner où il était prisonnier et de dire aux commissaires qu'il fallait que l'épée décidât de cette grande querelle. Je serais d'autant plus porté à croire à cette nouvelle démarche de la part des commissaires que le sentiment meurt à l'Angleterre après une victoire. On sait généralement que la prise de New-York aura été le 1<sup>er</sup> fruit de celle-ci et des lettres du 9 de septembre, apportées par le bâtiment chargé de la relation ci-jointe, font mention des préparatifs pour l'attaquer.

L'artillerie était déjà disposée sur le rivage opposé à New-York dont il n'est éloigné que de trois quarts de mille. J'ai toujours ouï-dire que la rive de l'île-Longue opposée à New-York domine la ville de manière à en rendre la défense impossible. On craint seulement qu'elle ne soit brûlée par les Américains.

Angleterre + 5.8 m. 9

Le 18 septembre, M. de Goltz mandait de Versailles au roi de Prusse, qu'on y attendait avec la dernière impatience, comme d'ailleurs à Londres, la nouvelle de la manière dont l'amiral Howe aurait débüté à la Nouvelle-York<sup>1</sup> ; on était fixé maintenant. Le premier engagement des Etats-Unis contre l'armée anglaise était une deroute,

<sup>1</sup> Vo. de Circourt *ubi supra* t. II p. 6.



les combinaisons fondées sur leur résistance perdaient toute autorité. Eût-on su, même, ce que la ténacité et le sang-froid de Washington recelaient de force, on ne pouvait qu'être ramené fort en arrière. Les suppositions consolantes de Garnier, si M. de Vergennes les partagea, n'empêchaient point de se trouver revenu, en fait, au temps tout au moins où l'on raisonnait sur l'hypothèse de la déclaration d'indépendance. Le tempérament politique du cabinet aurait-il admis plus de hardiesse? Dans l'entourage du roi, combien ne durent pas trouver que ne point reculer davantage était déjà de la témérité? Au prix surtout où l'Espagne s'offrait, cette opinion-là ne pouvait que faire du chemin. Aussi les points de vue vont-ils paraître très modifiés. Le furent-ils réellement autant qu'ils le sembleront, ou du moins eut-on l'intention qu'ils le fussent? L'absence de témoignages de la part des acteurs ou des contemporains eux-mêmes ne permet de faire à cet égard que des suppositions. Les correspondances et les documents sont muets, il faudra en interpréter les termes. Cette remarque, dans la réponse de l'Espagne, « que M. de Vergennes avait bien soumis au conseil de S M T C les propositions du 31 août, mais qu'il n'indiquait pas l'opinion conçue par ce conseil, laquelle aurait été très intéressante pour éclairer le jugement de celui du Roi Catholique », n'est-elle pas un indice que ces propositions avaient plus d'un adversaire, qu'elles venaient plutôt du ministre personnellement que du Gouvernement à vrai dire et que ce fait n'était pas ignoré? D'après les dépêches de Frédéric II à ses représentants à Paris et à Londres, c'est le comte de Maurepas surtout qui redouta alors d'agir, et les écrivains du temps indiquent, en général, ce ministre comme personnifiant dans le Gouvernement les idées contraires à la guerre.

Toujours est-il qu'une solution de continuité s'opère à cette heure. La politique ne change pas, mais on modifie les instructions qui tracent la conduite. Le secrétaire d'État des affaires étrangères va parler maintenant de paix avec la même insistance qu'il avait mise à diriger le courant vers la guerre. Pour justifier cette attitude différente il

276 développera des raisons qui n'existaient pas moins auparavant, mais qu'il négligeait de voir ou qu'il se dissimulait à lui-même. Il se fondera sur des appréciations de l'état des finances ou des moyens qui n'auraient pas été moins à leur place alors et auxquelles il ne s'était pourtant point arrêté.

Ce qu'il est permis de penser, c'est que M. de Vergennes se rendit compte tout de suite des sentiments que l'événement de Long-Island ferait naître, des points de vue qui allaient en surgir et qu'afin de réduire à sa moindre portée l'effet qui devait se produire il s'empressa de prendre les devants sur des impressions inévitablement défavorables. Dès que le cachet des dépêches de Madrid fut rompu, il prévint le roi sans délai. On était à Fontainebleau, il lui envoie aussitôt ces dépêches dans un pli qui les commentait d'une façon sommaire. Toutefois, ce n'est point aux faits relatifs à l'Amérique qu'il donne le pas, c'est à la réponse du cabinet espagnol. Les événements d'Amérique lui servent uniquement à dire que « rien ne presse plus ». Il indique même que si New-York était perdu, l'échec de Long-Island serait une raison de nous rassurer; nous n'aurions plus à craindre une irruption de l'Angleterre et nous ne risquerions rien si elle avait encore des succès pareils, car ils étaient pour elle des pertes. A son avis, il convient essentiellement de continuer les précautions, mais il importe surtout de discuter avec l'Espagne et c'est à quoi il avise. Il écrit au monarque :

Fontainebleau, le 17<sup>me</sup> 1793

Sire

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté une lettre particulière que M. le marquis de Grimaldi m'a écrite et la traduction de sa dépêche à M. le comte d'Aranda, servant de réponse au mémoire que Votre Majesté m'avait ordonné de lui communiquer.

Le roi d'Espagne s'en rapporte à Votre Majesté de la résolution à former, mais il parait qu'une résolution dilatoire ne lui déplairait pas. Rien ne presse plus en effet, si je ne me fais pas illusion, l'événement qui vient de se passer

à Long Island, quand même il serait suivi de la prise de New York rend les 1-6  
circonstances moins allarmantes pour nous.

Les Anglois, avec un etablissement en Amerique pour leurs quartiers d'hiver, ne semblent moins à craindre qu'errans sur la mer et ne sachans où prendre un azile. On ne risque donc rien à les laisser s'engager toujours plus dans une guerre, où les avantages mêmes qu'ils celebrent sont des pertes reels. Si le parti semble preferable, quand bien meme la guerre devoit être inevitable, il est bien essentiel, Sire, de ne pas discontinuer les precautions de toute espece que Votre Majeste a ordonnees avec tant de prevoyance en sorte que se trouvant partout dans un etat respectable elle puisse prendre le role qui appartient à sa couronne, celui d'arbure de la paix et de la guerre.

Je supplie V. M. de me renvoyer les papiers que j'ai l'honneur de lui adresser. Je n'ai pas encore conféré sur leur contenu avec M. le comte d'Aranda, et j'ignore s'il a quelque chose de plus particulier à communiquer. Lorsque je me serai entretenu avec lui je supplierai Votre Majesté de vouloir bien nous accorder un comité pour discuter la réponse à faire à cet ambassadeur et à M. le marquis de Grimaldi.

Il est un article bien délicat, c'est la réserve que l'Espagne voudrait faire de ses conquêtes sur le Portugal, si elle l'attaquait, rien ne conviendrait moins aux intérêts de Votre Majesté pour l'objet en lui-même, et pour les suites qui en résulteraient.

Je l'honneur de joindre ici une lettre de l'enfant duc de Parme, il m'a fait l'honneur de m'écrire pour me témoigner la crainte qu'il a de perdre M<sup>re</sup> comte de Flaugny.

Je suis

Arch. hist. K. G. n. V. année 7-6 n° 16

Des le lendemain 18, une lettre du roi informa le ministre qu'il pensait comme lui et détermina les éléments de la réponse qu'il convenait de faire. M. de Vergennes reçut aussitôt le comte d'Aranda pour lui annoncer dans quel esprit cette réponse serait conçue. Huit jours après, s'étant bien entendu avec M. de Maurepas, il envoyait au souverain le projet de l'exposé qu'on chargerait l'ambassadeur de transmettre à sa cour. Le pli suivant accompagnait ce projet; il constate

où il permet de supposer les circonstances que nous indiquons ici. Il donne par suite à l'histoire un témoignage positif, bien que non absolument explicite, des sentiments dans lesquels furent Louis XV et ses conseillers quand la défaite de Long-Island écarta les résolutions de guerre immédiate qu'ils avaient examinées le 31 août. Ces sentiments ne sont pas tout à fait ceux qui leur ont été prêtés depuis.

Fontainebleau le 26 8<sup>bre</sup> 1776

Sire,

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de V. M. le travail que j'ai rédigé sur la dépêche de M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda. Les p<sup>res</sup> et les vues que V. M. a daigné me communiquer dans sa lettre du 18 de ce mois ont servi de base à mon raisonnement. Je desire, Sire, mettre conforme à ses intentions. Je ne propose rien d'actif et en cela je ne crois pas m'éloigner de celles de l'Espagne, qui ne me semblent pas aussi guerrières que son ambassadeur le suppose. Celui-ci voudrait une déclaration immédiate, elle est bien moins instante qu'elle ne pouvoit le paroître il y a deux mois, et tout ce que la circonstance semble exiger de la prévoyance de V. M. et de celle du Roi C<sup>te</sup> est de pourvoir à ce que les Américains ne succombent pas faute de moyens pour résister.

M. le C<sup>te</sup> de Maurepas, qui a eu mon travail entre les mains paroit penser uniformément, il est fâcheux, Sire, que son indisposition éloigne le comité que je dois avoir l'honneur de demander à V. M. pour arrêter définitivement la réponse à faire à l'Espagne.

Le 1<sup>er</sup> mai, K 164 n<sup>o</sup> 3 annex 176 n<sup>o</sup> 17

Nous retrouverons plus loin cette réponse à l'Espagne. On y verra comment M. de Vergennes, qui venait de faire presser si instamment

M. G. Bancroft notamment, les leur a reprochées. Le premier il a regardé aux documents de nos archives, mais à cet égard, il ne nous parait pas les avoir vus d'assez près. Ils ne justifient point le jugement qu'il porte sur les actes et sur les personnes dans la 3<sup>e</sup> chapitre de son 3<sup>e</sup> volume. La légèreté timorée *the cautious timidity* dont il gratifie M. de Maurepas, l'incertitude

vacillation *the dull reluctance* par laquelle il caractérise Louis XVI ne ressortent pas au degré qu'il lui semble des pièces que nous avons successivement analysées ou reproduites. Ces pièces ne présentent pas non plus M. de Vergennes comme vacillant sur ses collègues en ce qui concerne les résolutions à prendre sachant que l'auteur américain l'indique.

cette puissance, sut atermoyer avec elle. Auparavant, d'autres faits doivent prendre ici leur place. Dès que la résolution du Congrès s'était trouvée connue, le problème posé par les événements de l'Amérique avait passé du domaine de l'examen secret, du domaine du gouvernement dans celui des impressions publiques. Un élément nouveau venait dès lors compliquer ce problème. L'opinion y ajoutait pour ainsi dire des termes. D'autres mobiles que ceux de la politique réfléchie et calculée commençaient nécessairement à y exercer de l'empire, d'autres personnages que les ministres à y avoir leur rôle ou à en chercher un. Il faut regarder à ce changement produit dans les choses avant d'exposer la suite des négociations entre les deux pays.

## ANNEXES DU CHAPITRE XVII.

### I

#### FRÉDÉRIC II ET LES ÉTATS-UNIS

(La correspondance que M. G. Bancroft a reproduite à l'appendice de son *History of the United States*, met à nu les vices et les mobiles du roi de Prusse quant à l'intérêt porté par lui au soulèvement de l'Amérique. Elle les fait voir un peu différents de ce qu'ils ont apparu à cet historien, désireux d'établir pour l'Allemagne des droits à la reconnaissance de son pays.

Frédéric II a une profonde rancune de l'égoïsme de l'Angleterre. On ne le reprendra plus à se fier à elle. Des 1774 il écrit au comte de Maltzan, son ministre à Londres : « J'en ai fait malheureusement l'expérience et je vous proteste « qu'il me paraîtra plutôt possible qu'un bon chrétien se liât avec le diable que moi « avec l'Angleterre » (3 janvier 1774). La leçon est pour lui définitive et il devient la raison et le point de départ de ses sentiments et de ses actes. Il regarde d'abord avec une curiosité maligne les embarras que les colonies anglaises causent à la cour de Londres : « Je suis curieux de voir la fin de l'héroïsme bostonien et vous y « prêterai votre attention » (27 juin 1774). Même recommandation par le même motif, le 31 octobre. De plus en plus il s'y plaira, à mesure que les faits se développeront. Déçu quand leur cours se ralentit, il se console en raillant. À prétendre que s'il pouvait compter sur la cour de Londres il n'aurait pas une autre attitude, ne se verrait-on pas démenti par l'événement ? Mais actuellement le fruit est sans saveur et il s'en moque. « Oh ! l'heureuse nation et digne d'envie, écrit-il le 8 décembre, son administration actuelle est son expression parfaite : les principes des « Torys sont son unique guide dans les affaires, elle renferme tous ses soins dans « l'enceinte de son île et toute son ambition dans son alliance avec le Portugal » N'accepterait-il pas d'être le Portugal ? la question ne serait peut-être pas illusoire. En attendant il se berce de ce qu'il espère : les mesures de rigueur votées par le

Parlement augmentent les dispositions à la résistance, à ses yeux il sera « très difficile au Gouvernement de trouver une porte pour sortir du labyrinthe où il s'est engagé » 29 décembre. En janvier 1775 Maltzan écrit de Londres que les affaires empirent, il répond qu'elles lui deviennent « intérieurement ». Intérieurement par leur influence sur celles de l'Europe « plus elles occuperont et embarrasseront la cour britannique, dit-il, moins pourra-t-elle se mêler des affaires des autres puissances » et c'est toujours un grand point de gain. « A ce moment-là l'Autriche faisait, vers la Moldavie, des opérations militaires qui le tenaient singulièrement en éveil sur l'aide qu'on pourrait y donner de Londres, il voudrait savoir la nation anglaise assez mal disposée contre le ministère de lord Bute pour pendre au premier jour ce dessein, sur le premier avis qu'en transmettrait Maltzan, il serait prêt à lui offrir « la plus belle corde pour honorer son supplice ». Du reste, au point de vue, il juge que le gouvernement anglais s'engage fort maladroitement. Il s'en applaudit à chaque lettre. Il souhaite « qu'il y trouve de la besogne pour longtemps » et soit empêché de « s'engager dans les affaires des autres » (16 janvier 1775). Quant à lui « il ne se mêlera pas de la querelle, il veut qu'on le sache bien. Il n'éprouve aucune peine d'apprendre par les dépêches les progrès des brouilleries avec les Colonies. Bien au contraire, il en est bien aise par les motifs qu'il a déjà allégués ». Il recommande à Maltzan de lâcher quelques propos dans le public à cette fin. « Avant d'ailleurs le veut que l'Angleterre lui rende « un parfait réciproque et ne s'écarte point de lui » 6 février 1775).

Voyez comment Frédéric II se permet de porter appui au triomphe de la république américaine. Maltzan a la simplicité et la flatterie de lui dire que les Colonies, « et es l'emportent, seront comme jadis l'Angleterre, « choisiront une autre branche « de la famille pour leur souverain » et se donneront à lui 10 février. Il s'en fust que le roi voit de ces yeux-là. N'ayant ni troupes ni généraux, les Colonies à son idée, « n'ont pas loin, » elles ne sauraient guère se flatter de quelque succès et « ont « presumer que leurs différends se termineront à beaucoup de rumeurs et non « une révolution parfaite », dans tous les cas, il renonce d'avance à toutes les offres « J' « cède sans hésiter tous mes droits à l'Angleterre » écrit-il (21 février), se souciant beaucoup de voir celle-ci, pleine d'embarras et pas du tout de l'avantage des Colonies en lui-même. Maltzan que la pensée de se servir rend changeant, voudrait lui faire faire une avance au gouvernement de Londres, rien que dire une parole encourageante pour les mesures que celui-ci prend et caresser, par là, l'amour-propre de lord North. L'ambition que ce gouvernement y serait très sensible. Avec quel plaisir Frédéric s'y refuse. Il n'a qu'un souci, c'est que l'Angleterre ait assez d'affaires chez elle pour ne pas se mêler de celles des autres « plus leurs affaires s'embrouilleront

« et moi-même y aura-t-il à appréhender pour la tranquillité de l'Europe, l'issue de ces  
« hostilités lui est fort indifférente » (13 mars 1775).

À la fin de 1775, encore il en est à observer, simplement, et à soumettre oral-  
l'Angleterre. « La tournure que les affaires des Colonies prennent, écrit-il le 23 oc-  
« tobre me les rendent plus intéressantes que par le passé. Quoique dans le fond je  
« puisse toujours les regarder comme fort étrangères à mes propres intérêts, je suis  
« cependant bien aise qu'étant sur les lieux où se forment les différents plans qu'on  
« imagine pour les réduire à l'obéissance, vous me fassiez connaître vos idées sur  
« l'issue apparente de ces brouilleries. » Le 7 décembre il écrit de Potsdam à Manton  
au sujet du différend de l'Espagne avec le Portugal, « que la conduite du ministère  
britannique ne le surprend point qu'il ne serait nullement étonné de voir dans cette  
occasion l'Angleterre abandonner le Portugal à son sort. L'intérêt propre continue-  
« t-il, a été de tout temps le premier principe de la politique de cette cour. Elle ne  
« se ménage pas pour ses alliés que pour le temps qu'elle croit en avoir besoin et  
« besoin cessé, elle alors il ne lui coûte rien de les négliger et même de les abandonner  
« entièrement. L'Autriche l'a éprouvé dans la guerre de succession, et si vous lui en  
« donnez un exemple plus frappant et récent, souvenez-vous des procédés indignes qu'elle a tenu  
« vis à vis de moi dans la dernière guerre. » Un peu plus de prévoyance de la part de  
la Grande-Bretagne et l'on entrevoyait que Frédéric II n'aurait pas pu se servir la paille  
que de la cour de Versailles en faveur des États-Unis.

Les soins que prennent la France et l'Espagne de renforcer leurs armées et leurs  
flottes attirent son attention dès 1775. Il voit là se préparer d'une nouvelle guerre.  
« Le tour que prennent les affaires ne me permet plus de douter qu'à la fin la France  
« se commette avec l'Angleterre, et une année plus tôt ou plus tard la guerre entre  
« les deux puissances sera inévitable », écrit-il le 20 juin à M. de Colitz à Paris, et à  
l'avis de se tenir bien informé. « Je suis très impatient d'apprendre de quel côté on  
« envisagera en France les affaires d'Amérique et quel parti on pourra en  
« conséquence, y prendre conjointement avec l'Espagne. » Il considère que cette  
dernière puissance « à moins d'être stupide et de mal entendre ses intérêts devra  
« profiter de l'occasion pour remuer ». Il a écrit à son ministre, le 25 août, de voir s'il  
n'y a pas moyen d'enlever aux deux cour où il est des à ses idées particulièrement au  
sujet de la cour de Vienne et pour mieux disposer celle-ci il s'empresse de lui faire  
savoir que l'Angleterre a cédé le terrain pour obtenir de ses troupes mais que  
l'union de la Russie il a refusé tout de suite, 23 septembre. Le 28 il se permet de re-  
venir de montrer la crainte que « les sentiments du roi de France et de son mini-  
« stre », la « situation délabrée des finances » ne nous fassent pas suivre l'impulsion  
des gens qui pensent que ce serait le bon moment, pour nous, de prendre notre



revanche de l'Angleterre qu'un tel moment ne se retrouvera peut-être plus, et c'est peu après qu'il écrit à M. de Goltz de faire desirer avec adresse ses services. « Quant à votre conduite vis-à-vis du ministère de Versailles, vous faites très bien de ne pas faire trop l'impresarié, ni de le cajoler au point de lui faire accroire que j'avais besoin de sa cour ou que je cherchais à me bar avec elle. Il suffit et vous vous honorez soigneusement de vous concilier sa confiance par toutes sortes de politesses, sans toutefois faire de hautes flatteries, afin de le desabuser complètement du préjugé qu'on a tâché de lui insinuer de mes dispositions peu favorables et même mes mépris pour la France, et d'une certaine aigreur et animosité qui me restent contre elle, et qui faussent que je me plaise dans tout ce qui pourrait lui être contraire » Potsdam, 3 octobre 1776). Quinze jours après, il investit presque son ministre pour avoir encore si peu répondu. « Votre dépêche du 6 me est bien parvenue, mais elle appartient à la classe de celles qui ne méritent pas le port qu'on en fait. Elle ne contient que des répétitions et allégations ennuyantes et il ne m'importe point du tout d'apprendre ce que vous avez dessein de faire, mais bien au contraire ce que vous avez effectivement fait pour satisfaire à mes ordres. D'ailleurs vous y faites le vrai perroquet, en répétant tout ce que je vous ai appris par mes lettres précédentes, et je n'y ai absolument rien trouvé qui méritât mon attention, ou dont j'aie pu tirer quelque parti. En effet, il ne s'agit pas tant de savoir en détail ce que vous avez dit aux ministres, mais bien plutôt quelle impression vos insinuations ont faite sur leur esprit. C'est là l'essentiel; tout le reste n'est que vanage et votre dépêche susmentionnée excelle véritablement dans ce style diffus et vide de sens » (17 octobre 1776). Deux mois plus tard les succès de Howe lui font craindre de voir fuir l'occasion qui lui souriait. Il avait presque compté que l'Angleterre s'il lui était venu une fois hors d'état de se mêler désormais de ses affaires, mais ces succès lui font redouter le contraire, ils pourraient bien favoriser dans le cabinet de Versailles le système pacifique du comte de Maurepas, les cours de Bourbon paraissent avoir laissé échapper le moment favorable. (Berlin 31 décembre 1776). L'espoir lui revient cependant bientôt. Alors il écrit de nouveau à M. de Goltz pour que celui-ci avance ses affaires à Versailles. « D'ailleurs vous savez qu'il n'existe aucun engagement entre moi et l'Angleterre qui m'obligeât à m'intéresser en sa faveur, de sorte que, tout connu je suis persuadé que la France ne lèvera pas son bouclier sous des raisons bien urgées, et le peut être tout aussi assurée que je ferai tout un monde pour conserver la tranquillité. Vous ne manquerez pas de profiter des occasions qui se présenteront encore pour convaincre le ministère de Versailles du tout ce que dessus, et d'y ajouter même toutes les autres insinuations que vous jugerez propres pour lui faire voir à l'œil que la France ne me trouvera

« nulle part dans son chemin, et qu'ainsi elle n'aura jamais aucun sujet légitime de se plaindre de ma façon d'agir » (Potsdam, 7 janvier 1777).

Les efforts du roi pour nuire à l'Angleterre et être utile à lui-même vont continuer avec le cours des choses, mais il n'est aucunement question de sa part jusqu'ici, de porter un intérêt quelconque aux États-Unis. En trouverait-on un indice dans cette lettre du 9 décembre 1776 à M. de Goltz : « Vous ferez très-bien, selon votre dépeche du 28 novembre dernier, d'exécuter de la manière proposée les ordres que je vous ai donnés au sujet des insinuations à faire au ministère de Versailles. Leur succès ne m'est rien moins qu'indifférent quoiqu'il ne s'agisse pas d'une alliance, il est cependant bon d'être en bonne intelligence avec cette puissance. Quand on parvient à écarter toute aigreur des esprits, on éloigne en même temps toute animosité, et on se prépare la voie de se rapprocher plus facilement en cas de besoin. Dans les conjonctures actuelles, vous ne sauriez même me rendre un service plus important et plus agréable. » Frédéric II tient à se rapprocher de la France, c'est assez évident et les États-Unis pourront en être cause, mais ce n'est point le désir de faire quelque chose pour eux. On verra bientôt comment M. de Vergennes le fit servir à ses vues, et il ne sera pas difficile de constater que c'est grâce à cela seulement qu'il fut utile à l'Amérique.]

## II

### LES ARMEMENTS DE L'ANGLETERRE

GARNIER AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 2 août 1776.

« Vous savez, Monseigneur, que le Lord Weymouth ne m'a parlé qu'une fois et très-légerement de nos armemens. Plus il y a mis de légèreté apparente, plus j'ai conçu qu'il y mettoit d'importance réelle. Depuis ce moment il ne m'en a fait aucune mention. Les autres ministres ne m'en ont jamais parlé, et le silence en matière délicate est toujours suspect, ce qui fait que je redouble d'attention sur tous les mouvemens de la marine anglaise. J'ai eu l'honneur de vous donner avis précédemment de quatre vaisseaux de force nouvellement ordonnés pour servir de vaisseaux de garde, on vient d'en ordonner six autres pour le même objet, savoir le *Sandwich* de 90, le *St Albans* de 64 pour Portsmouth, le *Queen* de 90, et le *Bienfaisant* de 64, pour Plymouth, le *Prince George* de 90, et l'*Augusta* de 64 pour Chatham. On envoie une grande quantité de câble,

de mâts et d'agrs à Halifax. On a ordonné la construction de trois nouvelles frégates. Enfin, on nous mande de Plymouth que le *Belle-Isle* de 84 est destiné pour les Indes Orientales, que la Corvette le *Spy* qui avoit été amenée dans ce port par les navires appartenant aux yachts du Deptford, a formé son équipage de plusieurs détachemens de ceux à bord des vaisseaux de garde, qu'en y a joint 20 soldats de marine, et qu'elle a fait voile le 22 du mois dernier pour Terre-Neuve. Vous vous rappelez en outre, Monseigneur, l'information que j'ai eu l'honneur de vous transmettre de 50 bâtimens qu'on arme en guerre pour transporter des vivres en Amérique. Le Gouvernement a aussi acheté un gros vaisseau de la compagnie des Indes nommé l'*Union*. On lui a donné le nom d'*Edmond*, et on l'arme de 16 canons pour aller en Amérique.

Je ne vous puis qu'une manière d'expliquer toutes ces dispositions maritimes. C'est qu'on se prépare ici de longue main à un grand armement dans le cas où on le jugeroit nécessaire. Parmi les vaisseaux qu'on met en état, il y en a deux qui ayant besoin de réparations prendront nécessairement du temps. D'ailleurs il faut des hommes pour armer, et pour le présent ils sont en Amérique. Ainsi ce ne seroit guère que vers la fin de cette année que cette flotte seroit en état de mettre en mer, et ce ne sera jamais sans le secours de la presse, mais si une fois elle a lieu, quelque prétexte qu'on y puisse donner, le parti le plus soudain et le plus vigoureux, si vous me permettez, Monseigneur, d'en dire mon avis, sera de notre part le seul qui puisse pourvoir à notre sûreté.

Le *Belle-Isle* en armement pour les Indes en addition à la petite escadre dont nous avons déjà communiqué, mérite aussi quelque attention de notre part, d'autant plus que si l'on se détermine à renforcer l'escadre, il est assez vraisemblable qu'on n'en restera pas là. L'Angleterre sent combien il lui est important de défendre les possessions de l'Inde devenue sa plus grande ressource. Mais de toutes ces dispositions, j'avoue que la plus imperceptible est celle qui me frappe davantage. Je veux parler du la corvette le *Spy* pour Terre-Neuve. L'escadre qui croise dans ces mers étoit partie depuis longtemps, je ne puis concevoir l'objet de l'envoi de ce bâtiment dans ces mers-ci. Il peut être très-naturel mais l'état de faiblesse où nous sommes dans cette partie, l'importance dont il est pour l'Angleterre de s'emparer dans le début d'une guerre de nos meilleurs navires, la facilité de le faire, enfin la funeste expérience que nous en avons faite, me donneront toujours les plus vives inquiétudes. Il peut se faire aussi que notre correspondant de Plymouth ait mal informé, car le Bureau de la Marine ne l'avert désignée que pour l'Amérique. Je m'applique autant qu'il est en moi à constater le fait, c'est-à-dire la destination de cette corvette, et à découvrir l'objet de sa mission. Les frégates le *Porpoise* et le *Richmond* sont parties le 30 du mois dernier de Portsmouth avec 15 vaisseaux de transport chargés de recrues et de munitions de guerre et de bouche pour l'Amérique.

GARFIELD.

P. S. Selon les informations prises aujourd'hui même au Bureau de la Marine on n'y connoît d'autre vaisseau ordonné pour les Indes Orientales que le *Asapa* de 60 canons

et la corvette le *Cormoran*, qui ont tous deux complété leur armement. Vous les trouverez, Monseigneur, avec cette destination sur le tableau de la Marine. Je n'ai encore aucun éclaircissement sur la corvette le *Spy*.

Angleterre, 1 517 n° 90.

### 3. LE MARQUIS DE CRIMALDI AU COMTE D'ARANDA.

A E. Sélefnos le 19 août 1776.

Dans une de ses dernières lettres M. le prince de Masseran communique deux choses qui exigent la plus grande attention de votre part. L'une est, qu'entre 20 vaisseaux de ligne qui se trouvent armés et prêts dans les ports d'Angleterre, on vient de donner ordre d'en armer six autres, et parmi eux quelques uns de 90 canons. L'autre, que la frigate le *Spy* est partie pour Terre Neuve, sans qu'on ait pu découvrir les ordres qu'elle portait.

Il se présente plusieurs réflexions, et comme elles sont très naturelles, je ne m'arrête point à les exposer, bien persuadé que ce ministère aura eu les mêmes nouvelles, et leur aura donné tout le poids qui convient.

Il n'est pas facile de deviner la destination de ce nouvel armement, car il n'est pas propre pour être envoyé en Amérique et dans les ports de la Métropole on n'en avait pas besoin pour sa propre défense, y ayant déjà les 20 autres vaisseaux prêts. On ne peut pas non plus croire, qu'il soit dirigé contre les forces que nous préparons pour Buenos Ayres, car il s'arriverait pas à temps pour en empêcher le voyage, il ne suffirait pas pour y parvenir, il ne pourrait point l'entreprendre sans s'engager dans une guerre ouverte, et enfin il n'y aurait point de vûes de rames pour un pareil attentat.

Dans de semblables confusions, nous avons imaginé, que peut-être la Cour Britannique pensera à envoyer une escadre au Tage, soit pour contester réellement les mesures qu'elle juge que l'Espagne songe à prendre dans son ressentiment actuel, ou au moins pour remplir ses engagements à l'égard de son allié le Portugal, ne pouvant aujourd'hui aider avec de plus grandes forces.

Pour ce qui regarde le bâtiment envoyé à Terre Neuve, il n'est pas non plus facile d'en deviner l'objet, mais comme la politique anglaise a toujours suivi les règles de son intérêt sans s'arrêter aux considérations, et que l'expérience nous a montré, qu'elle peut commencer une guerre sans aucune déclaration, s'emparant inopinément des bâtimens français employés à la pêche, il n'y a point de crainte, quelque étrange qu'elle paraisse qui ne soit bien fondée et si le ministre anglais avait résolu de rompre avec la Maison de Bourbon, il commencerait probablement par là.

Je finis ces réflexions pour qu'elles servent de base à V. E. dans ses conversations avec ces ministres, et j'espère que V. E. me communiquera leur façon de penser sur chacun de ces objets pour que tout événement nos démarches et nos mesures soient combinées.

Espagne, 1 581 n° 96

## 3. GARNIER AL COMTE DE VINCENNES.

à Londres le 22 août 1776.

Monseigneur,

Il n'y eut point de conférence avec chez le Lord Weymouth qui n'est pas encore de retour de ses terres. Vous savez, Monseigneur, combien je me défie des intentions de ce ministre que je crois peu d'accord avec celles du ministère en général. C'est, si je ne me trompe, ce contraste des vues particulières des différents ministres qui occasionne la perpétuité où nous nous trouvons. En effet, si leur plan étoit fixe et qu'ils se portassent unanimement soit vers la paix, soit vers la guerre, il seroit impossible que nous ne vissions pas dans les faits, ainsi que dans les discours un enchaînement, un rapport essentiel par lequel tout s'expliqueroit, quelques peines qu'ils prennent pour couvrir le système qu'ils auroient adopté. Ce n'est pas là ce que nous éprouvons aujourd'hui. Non seulement les discours se contredisent, mais les faits mêmes se contredisent. Quand on voit les mêmes mesures que se prennent, on soupçonne que c'est pour un objet opposé, et la qualité des vaisseaux fait juger que c'est contre nous qu'ils sont dirigés. Mais lorsqu'on voit d'un autre côté que le Gouvernement continue à épuiser tous ses moyens contre les Américains, et qu'à peine a-t-on rassemblé cent hommes de recrues qu'on les fait partir sur le champ pour l'Amérique, il est bien difficile de penser qu'on ait aucun projet présent d'une guerre étrangère qui exigeroit la suppression subite et totale de la guerre civile.

Vous savez, Monseigneur, par ce qui se passe chez nous, si nos mesures sont de nature à ne faire regarder les armemens actuels de l'Angleterre, c'est-à-dire l'augmentation de ses vaisseaux de garde, que comme une précaution défensive. Je me très-pais à croire que c'est sur ce principe seulement qu'on a ordonné cet armement additionnel, et en rapprochant tous les objets de comparaison que je puis avoir pour former un jugement, je ne vous rien jusqu'ici que la presse des matelots, si elle arrive, qui puisse me faire changer d'opinion. Mais peu importe ma façon de penser. Ce surquoi, Monseigneur, vous pouvez faire fond, c'est sur toute la vigilance et tout le zèle dont je suis capable pour acquiescer et pour vous transmettre sans aucun délai toutes les informations qui pourront concerner le service du Roi, et spécialement tous les mouvemens qui se font dans les ports de la Grande Bretagne, ou il ne s'est rien passé de nouveau depuis ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire, sinon que le frigate le *Bechmaud* qui avoit fait voile pour l'Amérique a trouvé à Plymouth des ordres de revenir à Portsmouth où elle est rentrée le 14 de ce mois, sans que nous en sachions le motif.

GARNIER

Angleterre, l' 517 n° 176

## 4. GABRIEL AU COMTE DE VERGENNES

à Londres le 10 septembre 1776

Monseigneur,

Vous aurez remarqué depuis quelque temps que chaque courrier porte l'avis du progrès des préparatifs maritimes de l'Angleterre. Ma dernière dépêche vous a informé de trois vaisseaux de 74 dont l'armement avait nouvellement ordonné l'armement. Je dois par celle-ci vous instruire de trois autres qui viennent également d'être ordonnés, savoir le *Harford* de 70 canons, l'*Intrepid* et le *Trident* de 64 chacun. Tous ces vaisseaux sont désignés dans les ordres pour être de garde. Il y a néanmoins dans ces préparatifs une affectation digne de remarque en ce que plusieurs des vaisseaux désignés pour en servir ont besoin de réparations qui exigeront un ou huit mois de travail. Les trois d<sup>rs</sup> sont notamment dans ce cas-là. Il serait, ce me semble, assez utile et plus dans l'ordre de procéder à la réparation de ces vaisseaux avant d'en annoncer l'armement. Si tout cela est sérieux et que l'on ait des intentions hostiles, on doit chercher à les couvrir, et le meilleur moyen pour cela n'est pas d'étaler avant le temps une liste des vaisseaux dont l'armement ait que plusieurs ne pourront être armés que dans 6 ou 8 mois d'ici. Enfin il est d'une si grande imprudence d'exposer tout ce qu'on n'est pas absolument nécessaire à laisser pénétrer dans un plan de guerre, qu'on ne saurait en supposer les ministres capables, et tout ce qui est étalage ou affectation en fait de préparatifs militaires indique qu'on ne veut qu'émayer de faux peur. Daignés vous rappeler, Monseigneur, le propos que le Lord Sandwich avait, il y a quelques mois au commissaire de la marine de Portsmouth à qui il annonçait un armement pendant l'été pour faire voir aux puissances voisines que, malgré toutes les forces employées en Amérique, il restait encore à l'Angleterre de quoi se défendre elle-même.

Nous ne tarderons pas à savoir si tous ces vaisseaux doivent être employés adiutivement, ou si ce n'est seulement pour remplacer ceux qui sont de garde depuis quelque temps. Les 1<sup>ers</sup> dont on a ordonné l'armement devant bientôt être prêts, nous verrons si on démissionnera les anciens, à moins qu'il n'en présentera de nouveaux pour prendre leurs places. Si l'on en use ainsi pour les 1<sup>ers</sup>, ce procédé nous éclairera sur le but de leurs dispositions et nous aurons du moins la satisfaction de n'en avoir pas été la dupe. Si au contraire les vaisseaux nouvellement armés ne font que se placer à côté des anciens sans opérer aucun changement parmi ces d<sup>rs</sup>, il sera clair que l'intention des commandements est d'avoir une flotte sur le pied de guerre, soit pour attaquer soit seulement pour se défendre.

Je penche toujours pour le d<sup>er</sup> système. Mais l'alternative est trop délicate pour s'en rapporter à mon opinion. Je crois de mon devoir, Monseigneur, de vous l'établir et de vous la soumettre en soumettant mes observations à vos lumières. J'ajouterais que les Anglais les plus éclairés n'ont aucun soupçon que le ministère ait des vues hostiles contre

nous. Je n'en rencontre pas un qui ne rejette cette idée avec le plus grand dédain et qui ne la traite de ridicule et d'impossible. Tous croient, et ce me semble, avec grande raison, que les ministres doivent se trouver trop heureux que nous ne profitions pas des circonstances où se trouve l'Angleterre pour tomber sur elle, comme elle fondrait sur nous, si notre situation était aussi fâcheuse que la sienne. Mais j'ai vu depuis quelque temps tant de choses traitées d'absurdes et qui sont cependant arrivées que je me défie même de ce que je crois le plus, c'est-à-dire que, tandis que je suis autant persuadé qu'on puisse l'être que ce pays-ci veut aussi sincèrement la paix qu'il est démontré qu'il en a le plus grand besoin, je ne voudrais pas répondre que les ministres ne prêtent à cet égard l'inverse de tous les calculs. Pour me résumer sur cette recherche des vues du Gouvernement par la simple discussion des faits, vous voyez, Monseigneur, quelle nous offre deux moyens de les pénétrer. Le 1<sup>er</sup> qui n'est pas loin de nous consistera à vérifier si l'on désarmera les anciens vaisseaux de garde à proportion de l'armement des nouveaux, et cette vérification ne peut nous manquer. Elle sera prompte et sûre. Le second est la presse. C'est à mon gré le seul décisif, et celui qui en nous ôtant toute autre sûreté qui résulte de celle de l'emploi de nos propres forces, sera du moins pour nous le mot de l'énigme. Je mets en usage tous les moyens dont je puis m'aviser pour être en état de vous donner, Monseigneur, le plus prompt avis de cette détermination si elle a lieu. Je suis trop pénétré de son importance pour rien négliger à cet égard.

GARNIER.

*Angleterre, t. 516, n° 2.*

## CHAPITRE XVIII.

### LES ÉVÉNEMENTS DES ÉTATS-UNIS ET L'OPINION

Effet produit sur le sentiment public par la déclaration d'indépendance des colonies anglaises  
ignorance ou l'ouïe état de la politique du Gouvernement reproches d'inertie que l'on faisait  
au ministère et particulièrement à M. de Vergennes. — Est-ce ce ministre qui avait voulu im-  
poser ? Responsabilité qu'il en a prise devant l'histoire — raisons qui lui donnaient de rentrer dans  
l'espectacle. — Les jeunes gentilshommes d'alors leur détachement des choses existantes.  
leur participation morale à la révolution des Colonies en attendant une participation effective.

Le comte de Broglie ses motifs personnels de souhaiter que le ministère tentât de se  
prendre une rang en Europe quels indices on a de son association aux plans qui occupent le  
cabinet. — Ancien des liaisons des deux Broglie avec le Prussien baron de Kalb — directeur du  
comte en sa faveur — rôle qu'on semblait réserver à cet officier, motifs personnels auxquels  
le comte va lui faire ouvrir. — Le qui s'était passé au siège du duc de Gloucester à Metz.  
La Fayette est l'unique témoin qu'on ait l'histoire, motifs qui y a de croire son témoignage  
sincère. — Pourquoi ce jeune marquis se trouvait à Metz — intérêt que lui portait le comte de  
Broglie. — La conversation du duc de Gloucester : ses propos à Londres antérieurement ; effet  
que ses paroles devaient produire : elles n'entraînent pas seulement La Fayette mais le comte  
de Broglie lui-même — celui-ci conduisant Kalb chez Silas Deane. — Développement qu'avait  
pris les agissements de l'Américain avec l'appui des Affaires étrangères, influence des deux  
d'enthousiasme chez lui, qualité qu'il avait pour son rôle — tellement favorable que les intérêts  
de son pays trouvaient en France — armements dont on faisait charger ses navires. — Dans tous  
ceux le comte de Broglie présente Kalb à Silas Deane — comment celui-ci continue le straté-  
gème en amenant le feldmarshall, le marquis de la Fayette, le vicomte de Noailles ses beau-  
frères, et Ségur leur oncle pour être entendus. — Vérité probable du récit qu'a luait La Fayette  
en disant que passionné pour aller en Amérique il n'avait plus pensé qu'à y embraver ses  
armes.

1776 Lorsque la déclaration d'indépendance et d'union des colonies  
anglaises fut connue, elle produisit l'impression la plus vive qui pût  
naître, il y a un siècle, des moyens de publicité existants. A voir la  
puissance de la Grande-Bretagne menacée à ce point, dans un mo-  
ment où elle semblait inébranlable, les esprits étaient entrés en fièvre.  
Le penchant général pour les idées politiques rendait d'autant plus  
profond le retentissement de la répudiation de ce pays à la face du



monde, sous l'inspiration de la philosophie sociale, avec l'accent ému de citoyens résolus à combattre au prix de leurs biens et de leur vie pour se constituer sous un gouvernement librement formé par eux. La présence à Paris du délégué des *insurgents* imprimait à ces sentiments plus d'animation encore. On n'entendait parler que d'officiers enrôlés par lui, de navires frétés pour les conduire, d'approvisionnements de guerre qu'ils emportaient de l'autre côté de l'Atlantique. À l'envi on exprimait la pensée que c'était le moment de prendre une revanche signalée sur l'Angleterre, qu'une occasion pareille ne se retrouverait jamais plus. Les représentants des autres États à Versailles l'écrivaient à leur cour respective. C'est à porte close que se traitait alors la politique. Les Anglais seuls avaient des assemblées. Même à la cour, près des informations, à portée des confidences indiscretes, on ignorait les vues du gouvernement du roi, les négociations des Affaires étrangères, les projets qui se poursuivaient; l'histoire ne connaîtrait pas l'existence du travail que l'on vient de voir occuper si assidûment le cabinet de Louis XVI, si le temps ou toute autre cause en avait fait disparaître les documents écrits.

Tel fut le courant de l'opinion, que l'on reprochait ouvertement aux ministres l'inertie, l'oubli des intérêts de la Couronne. On imputait avec passion à M. de Vergennes de commettre ces fautes d'État. C'était à cette heure l'aliment de l'intrigue formée autour du duc de Choiseul. Le ministre rappellera plus tard au roi, en lui offrant de nouveau de sortir des affaires, « les clameurs indécentes qui l'attaquaient plus directement que tout autre »<sup>1</sup>. Si ce n'est pas lui qui avait trouvé bon d'enrayer, si le changement d'allure qui se produisit, pendant que le gouvernement de Charles III dressait sa réponse au mémoire du 31 août, lui fut imposé par un affaïssement des dispositions chez Louis XVI ou chez M. de Maurepas, il a sans hésiter

<sup>1</sup> *Mémoire au roi, de 20 mars 1782*  
*Mémoires et Documents*, t. 346, n° 32. À cette  
 dernière date il est vrai, on produisait le fait,

suffisant souvent on le voit que les mêmes  
 bouches accusaient le ministre d'avoir exposé  
 la Couronne à la guerre.

1776. couvert devant l'histoire la volonté supérieure à laquelle il aurait cédé. Dans le mémoire où on lit ce qui précède, il revendique pleinement la responsabilité du retour à la politique expectante, et l'on ne va pas tarder à le voir saisir, en écrivant aux ambassadeurs, les occasions d'en indiquer les motifs. Pour lui c'est un point de départ, l'obligation supérieure d'une politique raisonnée. Il ne jugeait pas que les Colonies fussent vaincues parce qu'elles avaient perdu une bataille, ne doutant point de les retrouver ultérieurement pour appoint contre l'Angleterre; c'est pourquoi il conseilla d'attendre que l'heure fût moins dangereuse. A ses yeux, c'est une des causes qui ont assuré le succès. « Les détracteurs du ministère », écrit-il dans ce document qui est de 1782,

Les détracteurs du ministère, ceux qui par passion, par intérêt ou par desoeuvrement se font une habitude de blâmer ou de décrier toutes les opérations du Gouvernement, quelques même de ceux qui censurent aujourd'hui le plus publiquement et le plus indiscrettement la guerre dans laquelle V. M. se trouve engagée avec l'Ang<sup>re</sup> ne parloient pas alors la mollesse et l'incertitude de votre ministère. Ils ne comprenoient pas Sire qu'il ne profita pas d'une occasion unique pour se venger d'une puissance qui n'avait perdu aucune occasion d'humilier la France et pour la resserrer dans de justes bornes. Leur zèle patriotique les emportoit jusqu'à rendre suspecte l'intégrité de vos ministres. Malgré leurs clameurs indecentes qui attaquoient plus directement qu'un autre, je vis l'honneur se représenter dans le sein à V. M. que je ne crains pas que le moment fut venu de prendre un parti tranchant, je fondois cette opinion sur ce que la situation des affaires dans l'Amérique septentrionale étoit assez balancée pour que d'une part la cour d'Ang<sup>re</sup> ne crût pas devoir céder à la prétention des Colonies pour leur indépendance, et de l'autre que celles-ci ne s'en relâchassent pas si elle les n'y étoient réduites par une suite de disgrâces plus pesantes que celles qu'elles avoient encore essuies. Je pouvois être dans l'erreur Sire, mais je ne regardois pas comme un mal réel pour la France la soumission de ces mêmes Colonies opérée par la force des armes anglaises, parce que, des quelle neust pas été volontaire le principe de liberté qui avoit déterminé la première révolution, continuant à germer, l'Ang<sup>re</sup> ne restoit

employer de si grands moyens pour contenir ces peuples quelle auroit subjugués, qu'ils l'auroient rendue incapable, au moins pendant un certain tems de toute autre entreprise, je ne craignois Sire qu'une reconquête que rien n'annonçoit alors pouvoir être prochaine et qui identifiant dans un même intérêt les nouveaux et les anciens Anglois, les auroit rendus redoutables à votre tranquillité et à la sûreté de nos possessions en Amérique. 1776.

Quoi qu'il en soit, l'opinion était telle que M. de Vergennes le constate, et elle regnait dans la jeune cour autant que dans le monde des esprits spéculatifs et dans celui des gazettes ou des affaires. A aucune date, peut-être, une génération des classes élevées n'atteignit sa majorité avec un fonds d'idées ou d'impressions plus opposé à celui de ses parents que les fils de la noblesse française lors des premiers temps de Louis XVI. Par tradition on tenait ces futurs acteurs de la politique éloignés du Gouvernement parce qu'ils étaient jeunes<sup>1</sup>, or ils n'étaient pas seulement impatients d'action, après quinze années d'une paix pleine de tristesse, ils avaient grandi pendant qu'on écoutait Voltaire et Diderot, quand Rousseau écrivait, quand on commentait Montesquieu et qu'on cherchait le juste, quand Raynal attachait tout le monde à ses tableaux passionnés, Beaumarchais à la hardiesse de ses critiques, les institutions dont ils devaient vivre, les choses qu'il leur eût été naturel de regarder comme liées à leur existence avaient perdu le prestige à leurs yeux. On a vu qu'au mois d'août 1775 le comte de Gloucester, passant en France, avait dîné à Metz chez le comte de Broglie commandant le département des évêchés et gouverneur intérimaire de Lorraine. Des faits dans lesquels cette jeune génération de la cour se complut à prendre un rôle, et dont il est admis que ce dîner avait été l'origine, allaient maintenant se produire et manifester la participation morale de la France à la révolution des Colonies, tandis que les politiques du Gouvernement cherchaient avec timidité

<sup>1</sup> Le comte de Segur, dans ses *Mémoires*, le constate à l'occasion de l'affaire américaine avec le vif regret que lui en inspirait l'expérience à l'époque où il écrivait.

1776 peut-être, avec circonspection tout au moins, l'heure de rendre cette participation effective.

Les faits dont il s'agit ont pu, en effet, prendre naissance dans cette soirée du quartier général de Metz. Parmi les serviteurs de la monarchie qu'animait le désir de la voir recouvrer en Europe le rang dont elle était déshabillée et saisir tous les moyens de le tenter, le comte de Broglie, Charles-François de Broglie, avait tous les titres à être un de ceux qui le souhaitaient le plus. Il en avait des motifs propres outre ceux que le sentiment national lui inspirait comme au grand nombre, et par leur opportunité les événements de l'Amérique devaient tenir ces motifs particulièrement en éveil chez lui. Frère du maréchal-duc à qui était confié le gouvernement de Lorraine, chef de la correspondance secrète de Louis XV, il avait dirigé jusqu'aux moindres détails d'exécution l'étude de cette invasion en Angleterre dont, malheureusement, il était en partie cause que le secret avait été confié au chevalier d'Eon, et celui-ci en faisant payer très cher les preuves restées dans ses mains, par l'inquiétude qu'il ne les livrât au roi George. Les haines de cour, nous l'avons dit, avaient abreuvé le comte de Broglie de disgrâces à cause de cette participation supérieure à la politique intime du feu roi Louis XVI lui-même ne le lui pardonnait pas. Les soins de M. de Vergennes, des enquêtes que ce ministre avait demandées tout de suite et dont, à la fin, il s'était désigné pour juge avec le comte du Muy, avaient fléchi le monarque jusqu'à lui faire rappeler le comte à l'activité, mais non à la faveur. Le commandement provisoire des Évêchés lui avait été conféré par suite, le 1<sup>er</sup> novembre 1774, en attendant que le marquis de Conflans, qu'il occupait, le quittât tout à fait, ce qui était arrivé au mois d'août suivant; depuis le 1<sup>er</sup> juin il en était le titulaire<sup>1</sup>. Cependant, à la fin de mai 1775 encore, les deux ministres chargés de prononcer sur sa conduite dans la *Correspondance secrète* insistaient vainement auprès

<sup>1</sup> Archives du Dépôt de la Guerre.

de Louis XVI pour avoir l'autorisation de lui donner décharge des imputations dont il était l'objet et pour que le roi ne lui refusât pas le témoignage, de sa main, d'avoir vraiment répondu aux intentions du feu roi dans cette mission politique<sup>1</sup>. 1776

Le comte, toutefois, se supposait plus rentré en grâce qu'il ne l'était. Quelqu'un de bien placé pour le connaître l'a dépeint comme un homme chez qui « l'habileté se trouvait associée à une ardeur irrésistible »<sup>2</sup>. Ses commandements dans la dernière guerre faisaient de lui un des généraux les mieux qualifiés. Ayant au gouvernement ses amis, il voulait rouvrir devant lui l'horizon auquel lui donnaient droit d'atteindre le rôle qu'il avait rempli et le rang conquis par sa famille. Les documents manquent pour indiquer exactement l'heure à laquelle le comte de Broglie avait envisagé les événements de l'Amérique comme l'occasion qui réparerait les mécomptes de sa destinée, ou bien celle où l'on lui en avait fait concevoir l'espérance. Avant l'automne de 1776, il ne paraît point prendre part aux préparations qui occupaient le cabinet. L'intérêt que lui portait M. de Vergennes permet de penser qu'il y entra de bonne heure, mais aucune correspondance du ministre ne le nomme. Un indice seulement se présente à la fin de 1775, quelque temps après la soirée que passa chez lui le frère du roi d'Angleterre.

D'ancienne date le comte et son frère avaient dans leur état-major un officier allemand, un Prussien, le baron de Kalb, que le duc de Choiseul, en 1769, avait envoyé étudier sur les lieux mêmes les

leur rapport à Louis XVI du 17 mai 1775 est dans la *Correspondance de Vergennes* aux Arch. des nationales (K 164 n° 3), avec d'autres lettres relatives à comment M. de Vergennes avait particulièrement à cœur cette réhabilitation. — 5) Il faut en croire le Journal de Métra. Le roi avait considéré la commodité des Trois-Frères comme un avantage assez grand pour se croire tout à fait quelle envers le comte et sans l'ait que celui-ci « devait

se contenter d'avoir les intérêts de son frère ». En effet le comte n'est malgré tout rien de plus que cela.

<sup>1</sup> C'est M. le duc de Broglie qui lui donne ces traits dans *La carrière d'Éon*, ex-captain du *Servant du roi*. — Il est regrettable de voir passé sous silence dans ces deux ouvrages tout ce qui tient à la participation du comte de Broglie aux affaires de l'Amérique en 1776 et 1777.

- 1776 dispositions des colonies anglaises à se déclarer indépendantes et à rechercher ou à accepter dans cette vue l'appui, l'assistance peut-être de la France. Le comte l'avait utilisé en Pologne. Kalb était placé à côté de lui à Rosbach et sous ses ordres à Bergen. Le duc et lui l'avaient fait aide-major général des logis (lieutenant-colonel<sup>1</sup>) en 1762. Le grade de brigadier, paraît-il, lui aurait été promis par Choiseul, donné plusieurs fois en perspective depuis, et il était de sa part l'objet d'une vive ambition que MM. de Broglie souhaitaient ouvertement de satisfaire. On jugeait le baron de Kalb aussi favorablement qu'on, on lui reconnaissait même les aptitudes politiques; mais aucun secrétaire d'État de la guerre ne consentait, à cause de sa qualité d'étranger, à le comprendre dans les cadres, surcharges déjà par le fait des influences de cour et que l'on pensait surtout à réduire. Malgré les démarches dont il devenait l'objet, il entraît en inactivité après chaque emploi que l'on faisait de lui. C'est ainsi que, distingué trois ans après son retour des colonies anglaises par le duc de la Vrillière, qui pensait le donner à la noblesse polonaise comme un général précieux dans sa lutte contre la Russie, il n'était pas moins resté aide-major général. À la date où le comte de Broglie fut appelé au commandement de Metz, un ordre obligea tous les officiers d'état-major à passer un temps dans les régiments; Kalb fut attaché à l'un des corps de ce commandement, et comme il voulait quitter le service français pour chercher dans un autre pays le complément de sa carrière, le comte insista de nouveau en vue de le faire pourvoir du grade d'aide. C'était au moment où le secrétariat de M. de Vergennes rédigeait les *Réflexions* sur la conduite que la France avait à suivre, celui où le ministre préparait le « mémoire de considérations » par lequel les points de vue politiques furent peu après fixés. Peut-être s'enquerrait-on déjà à qui donner un rôle de confiance dans l'assistance que l'on cherchait à porter aux « insurgents ». Le baron de Kalb paraît

<sup>1</sup> C'est sous ce dernier titre qu'une lettre du ministre de la guerre le désigne.

avoir été indiqué comme l'agent naturel de la mission nouvelle. Le comte de Saint-Germain fit répondre par son cabinet que le grade ne pouvait être attribué, mais de sa main il ajouta en *post-scriptum* : « Nous verrons, Monsieur le comte, à votre retour, de quelle manière nous pourrons employer Kalb<sup>1</sup> ».

C'est le biographe allemand de Kalb qui fait connaître ce détail, d'après les pièces authentiques. Il assure que, « par ces mots mystérieux, Saint-Germain faisait allusion à l'Amérique, et que, lorsque le comte de Broglie vint à Paris, il saisit avec empressement la proposition d'envoyer l'Allemand dans ce pays ». On aurait alors décidé celui-ci à rester au service de la France et à recevoir un congé de deux ans pour l'employer aux colonies anglaises, avec la promesse de toutes les récompenses ou distinctions justifiées par l'entreprise et du grade de brigadier à la première occasion<sup>2</sup>. Si des preuves n'appuient pas positivement tous ces détails, la suite les rend très probables. Lord Stormont, parfaitement servi par ses espions, écrit à Londres, les premiers jours de décembre 1776, que « Kalb a été mandé à Fontainebleau et y est resté plusieurs jours, qu'on lui offrait de le nommer brigadier s'il voulait aller à Saint-Domingue, de là dans l'Amérique du Nord, qu'il recevrait neuf à dix mille livres pour la durée de son service et qu'après quelques hésitations, il accepta ces offres »<sup>3</sup>. Quelques mois après, en mars 1777, une fort longue lettre du successeur de Saint-Germain, Saint-Priest, expliquera à quelqu'un qui ne peut guère être que le comte de Broglie, car il y est question de services paraissant rendus à la correspondance secrète, pourquoi

La lettre est du 10 décembre 1776.  
Aux archives du Dépôt de la Guerre on n'a pas de traces des manuscrits dont le comte de Saint-Germain fut avisé. M. de Sartines le chercha vainement, soit en 1776 au sujet du comte de Broglie et du Kalb soit en 1776 relativement aux opérations de Beaumarchais et de Silas Deane.

*Leben des Amerikanischen Generals Johann Kalb*, von Friedrich Kapp. Stuttgart, 1861.  
Vie du général américain J. Kalb, chap. 1. La lettre de congé se trouve à l'Appendice.  
L'ouvrage a été composé sur les pièces et notes remises à l'auteur par M<sup>me</sup> la vicomtesse d'Albano, petite-fille de Kalb.

<sup>1</sup> Kapp transcrit la dépêche de Lord Stormont.

1776 le roi, « en conseil », après une « mûre délibération » dans laquelle les titres ont été rappelés, a dû refuser encore d'admettre à l'activité de son grade de brigadier dans l'armée de France un étranger dont le nom est laissé en blanc jusqu'aux dernières lignes, où l'initiale en est écrite par inadvertance sans doute, le ministre le fait engager à « attendre le commencement d'une guerre quelconque qui faciliterait son admission simple et naturelle au service militaire du roi<sup>1</sup>. » Or il n'est question nulle part d'une autre personne que du baron de Kalb, placée dans la situation d'avoir eu la promesse ou même le titre de brigadier du roi et d'en réclamer les avantages<sup>2</sup>.

Que le comte de Brogue se rattachât ou non par le baron de Kalb aux menées cachées qui avaient leur centre au cabinet de M. de Vergennes, il en conduisait en tout cas de personnelles, dans les derniers mois de 1776. On n'est pas autorisé par des pièces formelles à les dire approuvées ou même connues du ministre, mais il n'y a point de raisons non plus pour les regarder comme ignorées par lui et moins encore désavouées. Il faut revenir ici au dîner du duc de Gloucester à Metz. Voici l'heure où ses conséquences prirent dans les faits la place que nous indiquions à sa date. Un seul témoin a parlé de ce qui s'y passa. Depuis, tout le monde, historiens, écrivains, biographes français ou autres, a reproduit son récit. Ce témoin unique est l'auteur même des conséquences dont il s'agit, le marquis de la Fayette<sup>3</sup>. Dans des fragments écrits vingt-cinq ans après, il a brie-

<sup>1</sup> Nous reproduisons en annexes cette lettre trop étendue pour être transcrite en note. Elle paraît être de la main même du ministre; en outre, une autre main peut en constater la provenance : a écrit : M. de Saint-Priest.

<sup>2</sup> Kalb d'après son biographie aurait reçu réellement ce titre pour l'année des Am. La confirmation du fait ne se trouve pas aux archives de la Marine. Kalb n'y a pas de dossier. Les archives de la police auraient peut-être permis d'avoir cette confirmation si les

registres du cabinet n'avaient pas été brûlés dans l'incendie de 1871. M. de Sartenes n'étant que secrétaire d'État provisoire à la Marine il restait en même temps chargé de son ancienne fonction. Il est probable qu'il gardait dans ses cartons de lieutenant de police ce qui était relatif à l'affaire d'Amérique, dont il a été avec M. de Saint-Germain la cheville ouvrière, un quelque sorte, pendant qu'elle restait encore secrète.

<sup>3</sup> Nous écrivons ainsi ce nom en deux mots.



viment noté les circonstances de cette soirée au quartier général de Metz et les impressions qu'il en ressentit. Vingt ans encore plus tard, en 1828, il en développa un peu plus le récit pour l'historiographe de la révolution américaine, Jared Sparks, venu lui en faire confirmer les détails comme des documents essentiels à la *Vie de Washington*<sup>1</sup>, personne alors, en Amérique, ne doutait que, dans la reconnaissance et la mémoire publiques, La Fayette ne dût être à côté du premier et grand président des États-Unis et nul ne s'était avisé que l'Allemagne ou le roi de Prusse y eussent sérieusement des titres. Ni une autre relation ni aucun écrivain n'a jusqu'à présent contredit La Fayette. On l'a critiqué ou blâmé, trouvé inconsistant, ambitieux de renommée, intempestif, on ne l'a pas redressé. Disons qu'à distance il a confondu les années dans ses deux récits, transporté en 1776 le passage du duc de Gloucester, très certainement arrivé en 1775; mais, sauf cette confusion, sauf aussi un peu de mise en scène, assez naturelle dans des souvenirs que colorait le prisme d'une popularité universelle, l'exactitude de ses notes est tout à fait probable. Bien peu des grands figurants de l'histoire, à toute époque, ont été aussi sincères que lui<sup>2</sup>.

conformément à son orthographe naturelle, La Fayette étant un nom de bon velin d'un petit bel à Amorgos. La marque et d'autres de sa famille avant lui avaient néanmoins pris l'habitude d'écrire et de signer « Lafayette ».

Cette note est insérée dans l'appendice de la *Vie de Washington*. V. probablement telle que le général La Fayette l'avait remise à Jared Sparks. Il en lui étant d'ailleurs resté aucune pièce se rapportant à son entreprise d'Amérique. Tous ses papiers personnels étaient à Chevaline, ils furent dispersés lors de la vente du mobilier de cette résidence par les autorités révolutionnaires du département de la Haute-Loire en 1792.

<sup>1</sup> La Fayette en déchant des lettres de lui qu'ont été publiées n'a d'ailleurs écrit que quelques moments fort brefs des contes.

ments de sa vie selon les *Mémoires écrits de sa main jusqu'en l'année 1789*, qui paraissent être de 1784 à 1789. la *Notice sur la vie américaine du général Lafayette*. les *Observations sur quelques points de l'histoire américaine*, données en extrait à la suite des *Mémoires*, au tête des correspondances tout cela très rapide, peu développé, destiné à sa famille ou à quelque ami plutôt qu'au public. Lors de l'inauguration de la statue du général au Fay, un atout très laborieux de cette ville M. Henry Monner, a publié dans le *Journal de la Haute-Loire* 1883 un fragment d'une autobiographie manuscrite que les éditeurs de ses *Mémoires et Correspondances* avant ou tard de ne pas comprendre dans leur ouvrage. Toutes ces relations sont postérieures aux événements écrits de sa main mais sans complaisance bien amiable.

A,

10-1010101010101010

Le marquis achevait ses dix huit ans dans l'été de 1775. Il faisait à Metz quelques mois de garnison au régiment de Noailles, sous les ordres de son cousin le prince de Poix, à peine plus âgé que lui. Le comte de Broglie avait été le camarade de son oncle, mort au siège de Milan, et avait commandé son père tué la veille de Rosbach. Lui, officier depuis un an, était le gendre de la maison de Noailles : le comte accueillait avec affection l'héritier d'un nom qu'il avait vu vaillamment porter, autant que le fils d'une maison placée aux premiers rangs de la cour. La Fayette se trouva donc à la table servie pour le duc de Gloucester. Aussi bien que son frère Cumberland, le duc était contraire à l'opinion de George III relativement à l'Amérique. Il s'éloignait pour un temps d'Angleterre par suite de cette dissidence. On ne parla que des *insurgents*, de l'état de leurs affaires, de la mauvaise politique qui avait causé leur soulèvement, de la gravité qu'elle lui donnerait en étant continuée. Avec les libéraux du Parlement, avec ses premiers orateurs et la moitié de son pays, le duc penchait vers les Américains : c'était assez pour monter un peu plus les têtes françaises. Le récit de La Fayette n'a là-dessus rien que de croyable, quand on lit dans la correspondance du comte de Guines les propos que le duc tenait à Londres. Une quinzaine de jours auparavant, l'ambassadeur écrivait au ministre :

Puisque j'en suis, Monsieur, aux aveux extraordinaires, je ne quitterai point ce chapitre sans vous instruire d'une confidence très-particulière que M<sup>r</sup> le duc de Gloucester fit il y a quelques jours à M<sup>r</sup> le comte de Pignatelli, ministre de Naples. Ce Prince le trouva à Vauxhall, et lui parlant de la flotte espagnole, il lui dit : « Nous espérons que M<sup>r</sup> O'Reilly la conduira dans sa patrie en Irlande. » M<sup>r</sup> de Pignatelli se répandit en protestations, en justification de la

L'incumbence à composer son personnage qu'est toujours l'événement de ceux qui se reconviennent à jouer qu'un bon petit rôle.

Lord Mahon dit : « des froissements de cœur » dans son *Histoire d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la paix de Vienne*, à

moins d'un mécontentement personnel touché sur des faits intimes, en elle, qu'il ne pouvait guère avouer, de son temps, qu'un frère du roi pensait, sur un grand intérêt politique comme le faisaient les hommes dominants du pays et non comme le roi pensait.

conduite amicale de la cour d'Espagne qui étoit bien éloignée de vouloir profiter des embarras où se trouvoit celle de Londres pour lui en susciter de plus fâcheux encore. Tant pis pour sa politique, reprit M. le duc de Gloucester, car je vous réponds que si l'Espagne se trouvoit dans la position où nous sommes, nous ne manquerions pas d'aller visiter Cuba ou quelque autre possession espagnole. »

A Londres le 14 juillet 1775

*Angleterre, t. 5, l. 2<sup>e</sup> 29*

Dans des dispositions pareilles, l'hôte du comte de Broglie ne pesait sans doute guère ses paroles. La note de Sparks a dû se tenir près de la vérité en disant que « le marquis écoutait avidement et interrogeait beaucoup, que chaque réponse provoquait de sa part des interrogations nouvelles, que l'enthousiasme ne se fit guère attendre et qu'avant la fin du repas, le jeune homme avait décidé en lui-même d'aller se battre pour les États-Unis ». A dix-neuf ans on court, sans regarder, on les impressions vous portent. Elles furent telles, ce jour-là, que non seulement un gentilhomme jeune, prompt comme La Fayette à montrer toute sa vie qu'il l'étoit, mais quelqu'un de rassé comme le comte de Broglie, devait se voir entraîné par elles. Si l'on n'a point de traces d'une part que ce dernier aurait prise aux menées politiques du cabine, on sait du moins qu'il alla deux fois chez Silas Deane, à Paris, le 5 novembre 1776, pour lui amener le baron de Kalb, porteur, depuis la veille, de son congé de deux ans du service de la France.

M. de Vergennes n'avait pas seulement exprimé au roi et fait passer à Madrid l'avis « d'empêcher les Colonies de succomber faute de moyens ou faute de se sentir soutenues », cet avis étoit mis activement en pratique. Des rapports presque quotidiens avec le secrétariat des Affaires étrangères imprimaient aux opérations de l'envoyé du Roi grès presque autant d'autorité qu'elles en auraient eu d'un appui véritable, de sorte qu'elles avaient pris toute l'animation possible. Le monde des traitants en quête d'affaires, celui des militaires ayant besoin d'emploi

»

1776. affluaient chez lui, même d'autres pays que la France, d'Allemagne notamment, de la Suisse, de la Prusse; c'est lui-même qui le fait connaître<sup>1</sup>. En octobre il avait été nécessaire qu'Arthur Lee lui envoyât de Londres un de ses secrétaires<sup>2</sup> pour suffire au travail. Une légation véritable n'eût pas eu plus de pied. Sins Deane avait à la fois le jugement et le zèle que demandait son rôle; il s'en servait au mieux. Très vite il s'était donné l'éducation diplomatique. Quand il se trouva à même, notamment, de porter la déclaration d'indépendance à la connaissance de Versailles, il prit sur lui de le faire dans les formes des pays d'Europe, contrairement à la manière fruste qui était encore celle de ses mandants, et l'on peut supposer que M. de Vergennes, particulièrement, y fut sensible, car la correspondance de ce ministre avec Garnier laisse voir qu'il s'étonnait du délai dont le Congrès usait pour faire remplir ce devoir à Versailles<sup>3</sup>. Deane, en rendant compte à Philadelphie de la notification qu'il avait faite<sup>4</sup>, écrivait qu'à moins

*Diplom. corr.* . . p. 71 et 72.

<sup>1</sup> Ce fut un Américain du Maryland, Carmichael, qui marqua à côté de lui des mérites très scrupuleux aux siens.

<sup>2</sup> Au milieu de septembre déjà, M. de Vergennes manifestait au chargé d'affaires la surprise que sa délégué lui causait. Celui-ci faisait tout savoir chez Arthur Lee en sorte que celui-ci avait par sa dernière note de son initiative propre. Deane s'en était peu après entretenu avec M. de Vergennes. En réalité, le Comité avait expédié le 8 juillet la déclaration d'indépendance, en prescrivant à Sins Deane d'en informer le gouvernement français et les autres gouvernements de l'Europe : *to make it known to the said the other powers of Europe*. Ce pli ne parvint jamais, et un mesaut, du 7 août qui contenait la copie du précédent, n'arriva que le 7 novembre. Attentivement préoccupé en toute occasion de ne pas laisser prendre même par le chargé d'affaires à Londres la possession de sa confiance, trop d'idées de

ses intentions, M. de Vergennes s'empressa de lui écrire le 5 octobre : « Quand je vous ai parlé M., de la surprise que me causait le peu d'attachement des Américains pour ne pas leur indépendance son cœur de l'Europe, ce motif joint avec le devoir de nous attirer une confiance de cette nature à laquelle nous sommes très embarrassés de répondre, nous ne pouvons rien contester aux Américains, mais nous ne devons aussi pas leur accorder que nous leur avons promis d'accorder que nous leur avons promis d'accorder et de bonne intelligence dans lesquels nous avons avec la G<sup>de</sup> Bretagne, l'Angleterre et l'Irlande. » Une fois en possession de la dépêche de Philadelphie, Sins Deane fit sa notification officielle dans des termes que nous avons trouvés un ambassadeur de croire *Voir États-Unis*, t. 1, n° 36.

<sup>3</sup> Il écrit le 28 novembre un digne l'analyse de son pli et en expliquant, au préalable que les États du continent sont habitués à des procédés dont les intérêts des États l'un se

de déclarer ouvertement la guerre à la Grande-Bretagne en faveur des États-Unis par la formelle reconnaissance de leur indépendance ceux-ci avaient en France tous les bénéfices de cette reconnaissance que les ports étaient librement ouverts à leur commerce, leurs navires protégés, nulle autre nation l'objet d'un traitement meilleur. C'était la vérité. On ne leur facilitait pas seulement tous les moyens de s'armer ou les armait activement soi-même. L'adjudant-général Tromson du Coudray, par mission positive, vidait de l'ancien armement de guerre les magasins de l'État à Metz, à Maubeuge, à Charleville, à Strasbourg, à Besançon, à Saint-Étienne, le dirigeant sur Dunkerque, sur le Havre, sur Nantes, sur Bordeaux, où se chargeaient les navires d'Hortalès et C<sup>ie</sup> ou ceux qu'avait frétés Silas Deane. Ce dernier était assailli (c'est son mot) par des militaires de tout rang cherchant des grades en Amérique. Dubourg d'un côté, Beaumarchais de l'autre ne cessaient de lui en recruter. « Aurais-je dix vaisseaux, écrivait-il le 3 décembre, je pourrais les remplir<sup>1</sup>. »

C'est dans ces circonstances que le comte de Broglie amena à l'Américain le baron de Kalb. Il le présenta comme un officier dont il pouvait répondre et qui voulait entrer au service des États-Unis. Silas Deane écrivit à Philadelphie le lendemain :

La rage, si je peux dire ainsi, pour entrer dans le service américain n'a

trouvait mal de ne pas suivre les exigences. « Vos ordres, disait-il, étaient d'informer cette cour comme d'une affaire ordinaire. À coup sûr, j'aimais la simplicité du langage comme des ministres, mais il m'est dû quelque chose à la gravité d'anciens et puissants États et puisque les États-Unis, par leur *Déclaration*, se placent parmi les États existants, ceux-ci attendent certainement qu'en le leur annonçant ils prennent plus de solennité et de consistance, une forme plus authentique que ne pourrait présenter deux ou trois lignes. Ne serait-il pas opportun même d'avoir un sceau ?

C'est un usage ancien dans toute affaire importante publique et même privée. » *Diplom. corr.* t. I, p. 68. Il exposait d'ailleurs au secrétaire d'État des affaires étrangères qu'ayant affirmé avec eux tout leur indépendance et résolu qu'ils étaient à la défendre et à la maintenir, ils avaient une mission importante, qu'ainsi les conditions attendues d'eux étaient remplies, qu'ils avaient droit des lors à l'appui de l'Europe, surtout à celui de la France. Le Congrès ajouta-t-il devant une alliance avec elle et avait déjà jeté les bases d'un traité.

<sup>1</sup> *Ibid.* p. 93.

770 *the american service*) s'accroît et la conséquence es. que je suis assailli par des offres et des propositions dont beaucoup émanent de personnes de premier rang et d'élevation dans l'armée de mer et de terre. Le comte de Broglio, comte *Broglio*, qui commandait l'armée française dans la dernière guerre, me fit l'honneur de sa visite deux fois hier avec un officier qui avait servi sous ses ordres comme quartier-maître général, et qui, actuellement, commande un régiment, mais un allemand\*, ayant voyagé il y a plusieurs années en Amérique et qui desiroit venement entrer au service des États-Unis de l'Amérique du Nord. Je ne pouvais, pour aucune raison (*by no means*), laisser échapper une occasion d'attacher (*of engaging*) une personne d'aussi grande expérience et qui est recommandée par tout le monde comme un des plus capables et des plus vaillants officiers du royaume, encore que je sois privé de vos instructions particulières pour les cas de cette nature.

\* Le baron de Kalb.

*Diplomatic correspondence*, t. I, p. 63.

Ce n'est pas pour lui-même que Kalb était conduit chez Deane par le commandant du département des Évêchés, ni en raison de son amour de la liberté civile et religieuse, comme l'envoyé de Philadelphie l'écrivait, sincèrement séduit<sup>1</sup>. Des projets lui étaient contés, ils devaient se bien trouver de cette apparence d'entraînement personnel. Tout avait été fait en vue de la lui donner. Dès le lendemain, 6 novembre<sup>2</sup>, il présenta, pour être engagés avec des grades importants, trois jeunes officiers dont le rang à la cour ne pouvait qu'imposer tout de suite à l'Américain et le convaincre qu'il avait bien affaire à quelqu'un cherchant, effectivement, à associer à son dévouement pour la cause des États-Unis ceux qui pouvaient y être utiles. Ces jeunes gen-

<sup>1</sup> M. de Kalb a une fortune indépendante et une perspective certaine d'avancement (« sans aucun obstacle de la liberté civile et religieuse... ») est vu par les principaux les plus distingués et les plus nobles en offrant ses services aux États-Unis d'Amérique.

<sup>2</sup> Une lettre de Silas Deane à M. de Vergennes, d'avril 1777, qui sera transcrite ulté-

rieurement, précise cette date du 6 novembre. C'est à tort que la biographie de Kalb a reporté au commencement de décembre cette présomption. Il n'a d'ailleurs pas vu que l'entrevue décisive de Kalb et de La Fayette, quelque datée du 7 décembre, eurent lieu en fait ainsi que nous expliquerons trois mois plus tard seulement.

ulshommes étaient le marquis de la Fayette, le vicomte de Noailles, son beau-frère, et le comte de Ségur, leur cousin, déjà près de devenir leur oncle. Les deux derniers comptaient très peu plus d'âge que les dix-neuf ans révolus de leur ami.

C'est la suite de la soirée de Metz, qui se déroulait là. A ce sujet encore il n'y a d'autre document que le récit donné par La Fayette dans ses courts *Mémoires* ou dans la note de Jared Sparks. Ségur en a corroboré les détails, complète quelques-uns; mais nul autre renseignement n'existe. A la condition de mettre entre le dîner du duc de Gloucester et les circonstances qu'a retracées le marquis l'intervalle d'une année et d'ajouter à ce qu'il raconte ce qu'il n'a pas su ou ce que les choses rendent probable, la substance de ce récit ne présente rien qui n'ait dû se passer réellement. Passionné par l'idée de partir pour l'Amérique, le marquis n'avait plus pensé qu'à y entraîner ses amis. Les jeunes gens de la cour cherchaient souvent, en temps de paix, à servir à l'étranger; il y aurait d'autant plus d'attrait à le faire cette fois qu'il s'agissait de servir contre l'Angleterre. Qui était cet enfant, si pressé de se montrer un homme? Que pouvait-on attendre de lui? Le rôle qu'il va jouer dans la participation de la France aux affaires américaines demande que nous le disions ici avec quelque développement. Nous avons cherché avec soin les documents qui étaient de nature à le faire exactement connaître.

## ANNEXE DU CHAPITRE XVIII.

### LETTRE SUPPOSÉE RELATIVE AU BARON DE KALB

M de Saint Priest

Versailles ce 12 mars 1757

Je reponds, Monsieur, à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le [ ] du mois dernier, portant demande d'une décision relativement à [ ] A la suite des différentes explications que vous m'avez donné de vive voix à son sujet, après avoir mis l'objet sous les yeux de Sa Majesté et à la suite d'une mûre délibération, je vais par son ordre reprendre avec vous différentes hipoteses que vous avez établi avec M. [ ] sur sa position à notre égard, vous verrez dans la discussion que j'en ferai, mes principes de conduite et ce sera à lui à les apprecier et à en tirer les conséquences qu'il croira en resulter. Le roy desire faire pour lui tout ce qui est praticable, il croit aussi lui devoir de s'expliquer avec franchise sur ce qui ne l'est pas.

La premiere donnée est qu'on admette [ ] immédiatement purement et simplement au service militaire du roy dans l'activité de son grade militaire de brigadier, avec la jouissance de ses appointemens et pensions, et à certitude que ce sera sans aucun verni defavorable.

La seconde, qu au cas que le roy desire quelque tems encore la continuation des services déjà rendus, cela ne fut pas prolongé plus loin que trois ans, tout au plus, pendant lesquels [ ], servirait le roy, comme ci devant bien entendu que S. M. donneroit sa parole royale de se charger de tout risque de deconverte quelconque, sans que cela soit obstacle à l'admission [ ] à son service dans les conditions ci dessus durant le dit terme de trois ans.

Les passages laissés en blanc dans cette reproduction se trouvent dans le manuscrit les soulignés également.



La troisième donnée enfin est, que si le roy n'admettait aucune des deux premières, le passé soit regardé comme non avenu *renus dans son état naturel* au service de ses maîtres, sans aucune correspondance ultérieure avec nous.

Avant de commencer cet examen, le roy me charge de vous assurer que dans les trois cas, les pensions et appointemens continueroient à être fidèlement payés, et j'ay ordre de prendre avec vous sur cela tous les arrangements que vous proposerez pour la sûreté et le secret de la chose, ainsi ce point doit être mis de côté. Je vous disois que l'admission au service militaire fut susceptible des mêmes facilités, vous connoissez trop bien le militaire français, pour ne pas juger ainsi que moi qu'un étranger admis à un grade supérieur sans aucun service de guerre connu, exciteroit d'abord une grande curiosité et ensuite des réclamations, des plaintes, et peut être enfin quelques scènes fâcheuses, d'ailleurs dans la supposition du préalable indispensable que *aurait quité de honne manière le service de ses maîtres* nous seroit-il possible de l'introduire immédiatement dans notre militaire, et de le commander sur la liste imprimée des brigadiers? Vous sentez que l'importance des secrets confiés à *ne permettroit pas à sa cour de s'occuper avec indifférence d'autres* dans un autre service, et quoiqu'elle fut sans motif positif de s'en plaindre, elle ne s'en plaindrait probablement pas moins, comme d'une renouveau et d'une seduction, ce qui pourroit amener sur la personne de *ce verra desagréable qu'à bon droit il veut éviter*.

Dans la seconde hypothèse les inconvéniens que je viens de développer, prennent une toute autre force au regard à la condition *sur qui non*, d'une espèce de commandement du roy, et d'une protection couverte pour tous les cas d'accidens et de découverte de secret. C'est, selon vous l'engagement qu'auroit pris le feu roy lorsque a *vous dire, je ne le trouve pas exprimé avec une preuve suffisante* peut être ce prince avoit il des raisons particulières que nous ignorons mais il est du fait que notre liaison avec *a requis des devoirs plus délicats, et que nous devons être bien plus circonspects en regards réciproques*. Je ne vous conduis pas au tableau fâcheux du scandale qui résulteroit de l'écrit supposé, vous le voyez d'un coup d'œil, mais ne vous semble-t-il pas, Monsieur, que nous nous arrêtons en vain à une supposition presque chimérique?

Le fait de cette correspondance n'a pas été pénétré jusqu'icy, malgré nombre d'accidens qui y ont introduit trop de confidens, ne peut-on regarder comme une certitude qu'il ne le sera pas désormais au moyen des moyens justes et précis que nous pouvons prendre à cet égard?

A présent, de l'engagement de ne plus admettre en aucun cas de nouveaux agens dans le secret, reçue en cas de mort ou de déplacement des dépositaires actuels,

W

et en n'exigeant rien que ce qu'il voudra nous dire et estimera ne pouvoir se compromettre chose que nous craindrions autant qu'il doit le craindre lui-même en continuant de servir le roy avec le zèle la fidélité et la supériorité de lumières qui éclatent en lui et dont nous avons si utilement profité pendant tant d'années. M. K. verra venir les événements, et tout au plus tard attendroit le commencement d'une guerre quelconque, qui faciliteroit son admission simple et naturelle au service militaire du roy, c'est à quoi S. M. s'engageroit en ce cas sans aucune difficulté. Soyez assure, M., quelle recherchera en tout tems avec le plus grand soin l'occasion d'acquiescer les promesses de son ayeul et les bons services qu'il a rendus avant et depuis son règne mais il faut y mettre des formes convenables elle nous autorise à les proposer indelument.

La troisième donnée de l'abandon que l'arrêt du service du roy affligeroit sensiblement S. M. Vous êtes plus que personne à même d'en juger relativement aux circonstances politiques actuelles et plus encore au déplaisir de perdre un si bon et si utile serviteur, mais elle m'ordonne de vous répéter encore que les grâces pécuniaires accordées ne lui seroient pas moins conservées.

Je sens Monsieur, que ce détail doit être mis sous les yeux de l'Empereur et que l'éloignement exige de lui envoyer un duplicata de cette dépêche pour que le simple duplicata reste entre mes mains. La voie de Monsieur le baron de Breteuil est également sûre et convenable pour cet envoi vous l'accompagnerez d'une lettre à avec prière de supprimer le tout immédiatement.

Je suis etc.

Arch. nat. K. 64 n° 3 ann. 777 - 2 M. 100



76 Motier était devant Saint-Jean d'Acre en 1250. Un de ses auteurs figure plus de deux siècles auparavant dans le *Cartulaire de Samrillanges*, comme donateur d'une dépendance de sa terre de La Fayette (ville *Fayn*) à cette abbaye sous l'abbé Odilon, aux environs de l'an 1000<sup>1</sup>.

Cette ancienne maison avait ses seigneuries du côté du Forez, près des sources de la rivière de Dore. Elle y habita jusqu'à la seconde moitié du x<sup>v</sup> siècle. A ce moment, la branche aînée fut attirée plus au midi, vers le Velay. Gilbert IV, qui avait épousé en 1473 Isabelle de Pohnac, vint habiter le château de Saint-Romain (ou Saignes-Saint-Romain), sur la lièvre montagneuse qui sépare cette enclave languedocienne et le petit district auvergnat connu sous le nom de *Chalergues* dans les dénominations du pays<sup>2</sup>. Il s'y fixa, ses descendants y restèrent et ceux-ci ne tardèrent pas à y faire venir leurs cousins. Jean Motier de Champetères, en effet, qui s'était marié d'abord avec Anne de Montmorin, puis en seconde alliance avec Jeanne de Polignac, baronne de Vissac, vit le père de ses fils, du même nom, épouser en 1632 Gabrielle de Murat, dame de Saint-Eble et de Fargettes. Celui-ci paraît avoir acheté de son frère la baronnie de Vissac; sa branche y succéda bientôt à la branche des Motier de la Fayette, qui s'éteignit dans une femme au commencement du x<sup>vii</sup> siècle<sup>3</sup>.

Les La Fayette ne quitterent plus ces parages, où se virent encore

<sup>1</sup> L'abbé Odilon fut prieur de 994 à 1049. C'est la charte 523 du *Cartulaire de Samrillanges* édition publiée par moi pour l'Académie de Clermont qui porte cette donation.

<sup>2</sup> Du nom d'un ancien pays carolingien *Pagus Cularensis* ou *Claironais* du *Cartulaire de Samrillanges*.

<sup>3</sup> Une partie de ces détails et de ceux qui suivent sur la famille et la postérité, certains de La Fayette a été lui-même à la fin de 1846 à l'Académie des sciences morales et politiques. Le sujet m'attristait déjà par l'intérêt qu'il avait pour ma province et par les souvenirs qu'il me rappelait. Les sentiments politiques rapproche-

rent irrésistiblement M. Georges La Fayette et mon père. La mémoire du général était pour nous et comme pour nombre d'hommes de sa génération, l'objet d'une vénération véritable. Il écrivit en 1833 quelques pages contre les jugements injustes portés alors par l'école républicaine sur les actes du grand Auvergnat qui a personnifié l'attachement à la liberté politique. J'ai été le condisciple d'Oscur et d'Edmond de La Fayette à Fontenay-aux-Roses de 1830 à 1834 (institution Mourin puis de Courmond), j'étais reçu dans leur maison. Je n'ai vu leur père. Leur père se plaisait à rappeler à ma mère, fille d'un de Murat, que ce nom était de sa famille.

les murs pittoresquement démantelés de Saint-Romain et la ruine informe de Vissac : celle-ci touchant presque la voie ferrée, sur une arête exposée à l'âpreté des vents maintenant que les bois au milieu desquels le château avait été bâti n'existent plus, et celle de Saint-Romain à quelque distance au sud, sur un escarpement volcanique mieux protégé. Cette maison avait pris grand soin de faire durer son nom<sup>1</sup>. Les frères germains, les collatéraux même furent attentivement appelés à la succession directe quand les fils manquèrent. C'est ainsi qu'en 1486 le fils du maréchal, n'ayant point d'héritiers, légua à l'un de ses frères germains son nom, ses armes et les terres sur lesquelles reposait ce nom, en lui substituant ses enfants mâles et les enfants mâles de son autre frère à défaut les uns des autres. Les dispositions maladroites portées dans cette vue par son testament donnèrent lieu à beaucoup de procédures et occupèrent longtemps les juridictions. Précautions non inutiles, au reste; plusieurs fois, avant le dernier siècle, on eut à invoquer les effets de la substitution de 1486, et il fallut en préparer de nouveaux en 1691. Les biens dont le nom dépendait et le nom avec eux auraient passé aux La Trémoille, très nouvellement alliés, si le fils cadet du célèbre auteur de *La Princesse de Clèves* et de *Zaïde*, René Armand, comte de la Fayette, n'y avait pas substitué son cousin, Charles Motier de Champetrières, baron de Vissac, et ses enfants mâles, à l'exclusion de Marie-Madeleine de la Fayette, duchesse de la Trémoille, sa fille, et de son frère à lui, l'abbé Louis de la Fayette. M<sup>me</sup> de la Trémoille, à son tour, légua en 1717 à son petit cousin, Jacques-Noël Motier, qui alla t avoir aux ans, le marquisat de la Fayette qu'elle avait hérité de son père; la mort de ce dernier le fit échoir au frère cadet, qui était le père du marquis<sup>2</sup>.

La Fayette a reproduit des souvenirs de famille incorrects en attribuant au maréchal de la Fayette la reconstruction du château de Saint-Romain. C'est Gihart (V et non G. lbert III) qui s'établit dans cette partie du Chalergue.

<sup>1</sup> Ces indications complètent celles qui sont

données dans une note des *Mémoires et Correspondance de La Fayette* p. 90 de l'édition de 1838, note qui a reproduite à peu près M<sup>me</sup> de Lasteyrie sa fille, dans une note sous de la *Voie de maître*. Mais ils rectifient cette dernière en un point. M<sup>me</sup> de Lasteyrie indique que

. 776

Le lustre s'était ajouté de bonne heure au rang que la maison occupait. Ils justifiaient ensemble la sollicitude avec laquelle on s'efforçait de ne pas la laisser effacer. En 1356, Jean Motier de la Fayette succombait à la bataille de Poitiers. Les grands services du maréchal auraient été difficilement dépassés, mais ses successeurs en avaient entretenu le souvenir, les uns dans de hautes charges, les autres morts bravement à l'ennemi. Son fils, Charles Motier, fait chevalier au siège de Rouen en 1449, et qui commande cinquante lances pendant les guerres d'Auvergne en 1466, est député aux États de Tours en 1468, Gilbert IV est écuyer de Louis XI, puis de Charles VIII; Antoine de la Fayette est grand maître de l'artillerie; Louis, gouverneur de Boulogne, commande sous Gravelle le siège de Therouane, Rent-Armand, capitaine au régiment du roi en 1659, colonel à celui de la Fare en 1680, est brigadier d'infanterie en 1693. Le jour où cette branche aînée fait défaut, celle des Champetieres apporte une sève nouvelle. Jean Motier de Champetieres est fait sénéchal d'Auvergne en 1604; ses deux petits-fils, Jean-Marie et Claude Motier, sont des militaires marquants : celui-ci, le « chevalier de Vissac », lieutenant-colonel en 1656 au royal d'infanterie, mort à Troyes en 1692 après 38 années de services, 65 sièges et plusieurs batailles; celui-là, le « baron de Vissac », brigadier des armées du roi, qui, dans l'expédition des Barbaresques, en 1664, sous M. de Beaufort, commande les dernières troupes embarquées après la défaite de Giger et, sans cesse aux camps, ensuite, de 1672 à 1692, finit lieutenant de roi à Strasbourg. Les La Fayette étaient réputés pour tomber tous sur les champs de bataille et de bonne heure. Sans remonter plus haut que l'ascendance presque immédiate du marquis, la belle carrière de son grand-

« auteur de *La Princesse de Clèves* avait lancé une  
 « idée qui aura 1 644 M<sup>ms</sup> de la Trémouille : celle  
 « est l'unique et la seule petite-fille. L'auteur de *La*  
*Princesse de Clèves* eut deux fils seulement »

« On » comptait » écrit très légèrement  
 « genre » en parlant de sa famille dans l'auto-

« biographie manuscrite dont nous avons parlé  
 « précédemment : on y comptait une si grande  
 « proportion de gens tués de père en fils, sur  
 « les champs de bataille que c'était devenu  
 « dans notre province une espèce de pro-  
 « verbe »

père, Edouard, blessé brillamment à Philipsbourg, à Mons, à Spire, était déjà un titre que beaucoup auraient envié. Son père et le frère aîné de son père venaient d'être tués à leur tour avec honneur, tout jeunes. Pour compléter ces chevrons de famille, deux femmes dont le souvenir restera y avaient ajouté le renom de la beauté et de l'esprit, presque aussi précieux en leur temps : la charmante Louise Motier de la Fayette, objet de l'amour de Louis XIII, et cette M<sup>me</sup> de la Fayette, Madeleine Pioche de la Vergue, dont il était parlé tout à l'heure, à qui ses romans font une place dans les lettres<sup>1</sup>.

Par les femmes, le marquis descendant, à date récente, de deux sources dont les érudits de sa province familiers avec l'histoire locale reconnaissent aisément les traces en lui : les Suat de Chavanac et les d'Aurelle. Edouard Motier avait épousé, en 1708, Marie-Catherine de Chavanac, unique enfant du dernier fils des Chavanac d'Auvergne et d'une d'Aurelle, d'Aurelle de la Freydhère. Les d'Aurelle, sous ce nom, sous celui de Saint-Hérent, sous celui de Montmorin, avaient fait preuve, dans des rôles marquants, d'une trempe solide que M<sup>me</sup> de Chavanac rappelait particulièrement<sup>2</sup>. Les Suat de Chavanac étaient d'ancienneté aussi, sur ces confins du Velay et du Gévaudan; plus d'un avait fait du bruit par son humeur batailleuse à l'époque des guerres de religion et depuis. Au mariage d'Edouard Motier, leur château devant la résidence des La Fayette. C'était un grand et lourd manoir fortifié du xiv<sup>e</sup> siècle, à peu de distance, vers la plaine, de

<sup>1</sup> Nous devons à l'amitié du premier le respect de la généalogie des La Fayette jusqu'à l'établissement des Motier de Champatières dans la baronnie de Vimeux, ainsi que la généalogie des Chavanac. Nous devons ces documents à l'obligeance de M. Paul La Blanche, de Elronde, érudit nous distingue qui a eu l'obligeance de mettre au service d'autrui ses recherches, ses connaissances de l'histoire locale et apportant des notes minutieuses à les rendre précises et exactes. Le noble généalogiste du Père Anselme a écrit

tant en 1711 ces renseignements sont littéralement sous nos

<sup>2</sup> Elle s'était mariée à douze ans. La Fayette a dit d'elle dans l'autobiographie déjà citée qu'elle était « du plus haut mérite, respectée dans toute la province » qu'on venait « la consulter de vingt lieues sur tout ce qui intéressait les familles », que « au bon sens, l'élevation de son âme et son existence dans le pays étaient fort remarquables ». Le souvenir public corrige bonifié encore ces jugements il y a quarante ans.

1776 ceux de Vissac et de Saint-Romain. Les couronnements en pigeon-  
nier de ses tours, qui avaient perdu leur caractère dans la refecton  
de la toiture à la suite d'un incendie, et la terrasse crénelée de son  
donjon le signalaient au regard. Avec le petit village bâti derrière ses  
murailles, sur un escarpement de vallon, il formait une paroisse de  
la collecte de Saint-Georges-d'Aurat, dans l'élection de Brioude, en la  
province et généralité d'Auvergne. De ses fenêtres, qui dominaient au  
loin, on voyait l'Allier vers Langeac, Paulhaguet du côté du nord, des  
hamaux et des châteaux voisins bâtis au pied de petits cônes volca-  
niques. Rehaussé par le vert des prairies, encadré par les profils étagés  
des chaînes de l'Auvergne et, de plus près, par d'assez hauts sommets  
que de grandes plaques de sapins ombragent çà et là avec ampleur,  
le paysage avait l'attrait particulier des aspects sévères quand ils sont  
relevés par la coloration des terrains et l'étendue des lignes.

C'est dans cette ancienne « maison forte », comme l'appellent plu-  
sieurs titres d'autrefois, que naquit le 6 septembre 1757, de race mi-  
litaire s'il en fut par son père et, par sa mère, de race très policée, le  
marquis de la Fayette. Il était le premier et le seul fruit d'une union  
datant de trois années seulement, mais dont la mort avait déjà brisé  
le lien. Le 22 mai 1754 son père avait épousé Marie-Louise-Julie de  
la Rivière qui n'était pas beaucoup plus riche en biens que lui, qui  
avait toutefois beaucoup d'entourage, fille du marquis de la Rivière  
et petite-fille du comte de la Rivière et de Plaruck, lieutenant-général,  
capitaine de la 2<sup>e</sup> compagnie des mousquetaires du roi<sup>1</sup>, mais dans  
la petite victoire sanglante de Hastenbeck, qui fut suivie de si près  
par nos défaites à Rosbach et à Minden, le 26 juillet de cette même  
année 1757 où le marquis était venu au monde, ce père avait péri co-  
lonel des grenadiers de France, ayant à peine vingt-cinq ans<sup>2</sup>. Son

<sup>1</sup> Mousquetaires noirs.

<sup>2</sup> La Fayette dans la même pièce mon-  
trée retracé avec la mort de son père, on se  
trompait toutefois sur le nom de la bataille.

« C'était, à ce qu'il paraît, un militaire des  
plus distingués et plein de bonté. Il fut tué  
à Minden colonel dans les grenadiers de  
France. Le corps couché de grenadiers



his entraîna donc orphelin dans la vie. Il était, de plus, le dernier héritier mâle de sa maison, le frère aîné de son père tué, nous l'avons dit, dans la guerre du Milanais<sup>1</sup>, n'était pas marié et les autres enfants étaient des filles. On baptisa à l'église de Chevannes sous les prénoms de Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert<sup>2</sup>, ce dernier représentant du glorieux maréchal de la guerre de Cent ans, Charles Motier de Champetieres, par qui la branche cadette prit la tête de la maison aux termes de la substitution de 1692, avait dû tenir à consacrer la confusion dans sa personne d'une hérédité soigneusement perpétuée, en introduisant parmi les prénoms de ses petits-enfants ceux de Gilbert et de Roch sous le patronage desquels elle semblait avoir grandi.

Rien n'a beaucoup changé dans ce berceau du marquis, depuis qu'il y prit naissance. Le village est le siège d'une commune dans le canton de Paulhaguet, au centre du département de la Haute-Loire et de l'arrondissement qui a pour chef-lieu cette ville de Brioude, autrefois celui de l'élection. Des chemins de fer passent auprès, les stations de Saint-Georges-d'Auzat, de Rougeac et de la Chanx, sur la ligne de Langeac au Puy et à Saint-Étienne, en sont voisines. Mais,

« chassé dans l'armée, fut exposé bêtement  
« par un lieutenant-général, M. de Saint-Pern  
« commandant général de cette troupe. On  
« l'eut pointé dans un ravin, et la pièce par  
« laquelle sur la croupe de ce ravin. Elle fut  
« abîmée sans aucun fruit par les batteries ennemi-  
« mes. Le prince de Chimay, ami intime de  
« mon père, fut tué à la tête du premier ba-  
« taillon. Mon père devait lui succéder. Il se  
« mit à sa place et fut emporté d'un coup de  
« canon tiré d'une batterie anglaise. »

<sup>1</sup> Cet oncle du marquis de La Fayette était mort plus malheureusement que son père, reconquis à la fin il avait été tué par derrière, à dix-huit ans de la main d'un commandant ennemi qu'il venait de faire prisonnier dans une charge et à qui il avait mis ses armes en la plongeant au derrière de lui.

<sup>2</sup> On pourra lire à l'annexe du présent chapitre la reproduction de l'acte baptismal de La Fayette, tel qu'il fut produit lors de la description du jeune marquis sur les registres du curé en 1773. D'après les registres de la paroisse de Chevannes. Ces registres n'ont pu être retrouvés. M. Augustin Chamaug, très fort au courant de tout ce qui concerne le département de la Haute-Loire, s'est mis pour moi qu'il ne restait ni à Saint-Georges-d'Auzat paroisse principale où cour de l'église de Saint-Roch de Chevannes aurait pu être apportés ni au greffe de Brioude. Ils ont sans doute été brûlés de la cour de Brioude archéologie non inventoriée ni, à vrai dire, classés. Les registres paroissiaux en effet étaient déposés aux greffes des sénéchaussées et la Haute-Loire dépendait de la sénéchaussée de Brioude.



Il y avait fort peu de biens. Terres maigres, climat froid, les seigneuries donnaient un mince revenu. Les charges de cour manquant, la maison vivait sur ce revenu minime, c'est-à-dire modestement, eu égard aux obligations de son rang; le marquis ne connut que des habitudes rustiques. Elles le firent robuste de bonne heure. Une grande ardeur native le portait à rechercher les exercices osés et il aimait à en imaginer d'audacieux<sup>1</sup>. M<sup>me</sup> de Chavaniac était devenue sa vraie grand-mère, l'âge ayant bientôt affaibli celle qui l'était effectivement. Sa tante se plut à entourer de ses soins ce fils unique du frère perdu sitôt de la même manière que l'aîné. Malgré les pressages pleins d'alarmes que le passé lui rappelait, elle le forma pour l'action, la maison ne pouvant revivre que par lui seul.

Les La Fayette avaient beaucoup d'alliances : les Polignac, les Bourbon-Busset, les Marillac et d'autres encore. Les grand-tantes paternelles du marquis, Magdeleine et Louise Motier de Champetier, étaient M<sup>me</sup> de Bouillé et M<sup>me</sup> de Monthoussier; M<sup>me</sup> de Lusignem-Lezay, une La Rivière, était celle de sa mère. Les La Trémoille portaient encore à son nom tout l'intérêt que lui avaient montré leur grand-mère. Le père du marquis avait reçu à vingt-deux ans le régiment des grenadiers de France et la croix de Saint-Louis pour épouser M<sup>me</sup> de la Rivière. Des faveurs pareilles pouvaient donc être espérées de nouveau. Afin d'en ménager les chances à son fils, M<sup>me</sup> de la Fayette avait rompu son veuvage; elle s'était fait présenter à la cour en 1762<sup>2</sup>; dès que l'enfant eut atteint onze ans, elle l'avait emmené à Paris et mis, sous la garde d'un abbé, son premier précepteur<sup>3</sup>, au collège du Plessis où l'on plaçait de préférence les écoliers de son rang. Elle était morte peu après, son beau-père de la Rivière avait succombé presque en même

<sup>1</sup> Il avait vu que huit ans quand son père foua effraya tellement le pays que la légende en est restée : la bête du Gévaudan ; a occupé d'elle toute la France. Il a écrit dans un de ses *Mémoires* que « l'empire de la crainte couvrait annuellement ses promesses ». Ce détail

peut ce qu'il était et l'on pourrait en augurer son caractère futur.

<sup>2</sup> Par sa tante M<sup>me</sup> de Lusignem-Lezay, le 28 février 1762.

<sup>3</sup> L'abbé Fayon dont les lettres de La Fayette citent le nom plusieurs fois.

1770 temps<sup>1</sup>; le marquis s'était trouvé, tout jeune, maître d'une grande fortune. Mais si l'enfant était ardent de nature, les choses sérieuses l'attiraient comme la dissipation en aurait attiré d'autres. M<sup>me</sup> de Chavaniac et l'abbé Fayon n'avaient pas eu de peine à le retenir au Plessis. Il recherchait les succès de classe, allait en vacances à Chavaniac une année sur deux. L'indépendance de son esprit avait tiré de ce qu'il apprenait un fonds au-dessus de son âge. Le comte de la Rivière l'avait tout de suite placé sur le chemin des grades. Incorporé aux mousquetaires, il sortait des bancs pour prendre part aux revues, et, comme les portes des salons ne lui étaient pas moins ouvertes, il eut précocement l'éducation aimable qui y brillait alors. De grande taille, la figure osseuse, il était décontenance et gauche quand il fallait paraître, c'est lui-même qui l'a dit; mais déjà il avait, dès que les rapports devenaient intimes, un ton gracieusement spirituel et aisé qu'il tenait de sa mère; il ne le perdit jamais.

Les yeux des familles de la cour s'étaient bientôt fixés sur cet héritier de grande maison. On mariait ces héritiers-là très jeunes, pour leur fortune ou leur situation, sauf à les envoyer, après, se former au régiment et donner prétexte aux grades qu'ils avaient déjà ou ne tarderaient pas à recevoir. Il ne comptait guère plus de seize ans et demi lorsqu'il épousa la seconde fille du duc d'Ayen, qui en avait quinze<sup>2</sup>. Le jour où, chez le comte de Broglie, la conversation du duc de Gloucester l'enflamma pour l'Amérique, il y avait donc quinze mois à peine qu'il avait enté le renom que sa maison possédait sur

<sup>1</sup> Contretemps à ce qu'on a indiqué La Fayette dans ses *Mémoires* et, d'après ses biographes, c'est bien le beau-père et non le père de M<sup>me</sup> de la Fayette qui enrichit le fils de celle-ci, en mariant après elle. Le marquis de la Rivière, son père, était déjà mort en 1762. La *Colonne de la noblesse*, de La Chenaye, est positif à cet égard. Il ne resta plus, après cette date, que le comte de la Rivière et de Plessis-Charles-Yvon-Thibault, capitaine des mous-

quetaires, qui est porté par La *Colonne* comme n'ayant plus d'enfants. La *Colonne* explique qu'une de ses filles, mariée au marquis de la Rivière, n'a laissé que M<sup>me</sup> de la Fayette. La mère de celle-ci avait donc épousé son oncle, de sorte qu'elle est pour beau-père son oncle. La Fayette, quand il a écrit sur sa famille, a dû confondre dans ses souvenirs d'enfance les grands-pères et les oncles.

<sup>2</sup> Le 12 avril 1774.

l'illustration et les alliances des Noailles. Le duc d'Ayen, à qui il ne restait que des filles, l'avait voulu pour un de ses gendres au point de rester visiblement en froid avec la duchesse, qui refusait de l'agréer. M<sup>me</sup> de Lainghem, sa tante, avait décidé le mariage et c'est à Chavagnac, dans ses vacances de 1771, presque le jour anniversaire de sa quatorzième année, qu'on le lui avait fait connaître<sup>1</sup>.

Nous indiquions plus haut avec quel détachement des anciennes choses la génération à laquelle appartenait Louis XVI entra dans la vie quand il devint roi. Il suffit de voir, pour s'en rendre compte, ce gentilhomme adolescent à l'hôtel de Noailles, avant et après le jour de son union pétréc. Il y avait été comme un enfant de plus dès le jour où le mariage se décida et c'est là que s'était achevée son éducation d'homme. Les classes finirent pour lui tout aussitôt; son apprentissage militaire commença à l'école noble qui s'appelait l'Académie de Versailles. En place de l'abbé Fayou, il eut un ancien officier pour lui répéter les cours avec quelques notions pratiques. Mais l'intérieur dans lequel il se trouva était autrement fait pour préparer une carrière

M<sup>me</sup> de la Fayette raconte en détail dans la *Ve* de sa mère, ou sont retracées avec l'émotion du son âme simple et tendre les joies de son enfance, comme les poignantes épreuves dont elle fut abreuvée. C'était vingt ans après elle racontait même qu'au premier moment s'attristait que son mari ignorât dès qu'on l'avait pu reconnaître. « Nous avions à peine douze ans », dit-elle, qu'on lui proposa (à sa mère M. de la Fayette pour l'une de nous lui-même) n'avait que quelques ans. Son existence peuplée d'émotion où il se trouvait aussi perdu tout ses parents proches et n'avait aucun guide qui pût avoir sa confiance une grande fortune, et toute acquise ce que ma mère regardait comme un danger de plus, toutes ces considérations la déterminèrent d'abord à le refuser malgré la bonne opinion que tout ce qu'elle en avait appris lui donnait de son

personnel. Elle persista plus d'un mois dans son refus. Mais mon père ne se découragea point et, lorsqu'on lui eut prouvé de diffuser le mariage encore de deux ans et près plusieurs précautions pour finir l'éducation de M. de la Fayette elle accepta celui qui depuis elle a toujours chéri comme le fils le plus tendrement aimé, celui dont elle a senti le prix dès le premier moment qu'elle donna. Son consentement la raccommoda avec mon père qui pendant quelque temps avait été cruellement brouillé avec elle. Notre mère à cette réconciliation ne peut être exprimée. Le souvenir de ce jour 21 septembre 1772 ne s'efface jamais de ma mémoire de mon cœur ».

<sup>1</sup> C'est lui qui a raconté cela dans la petite manuscrite manquée précédemment et dont M. Meunier a publié un fragment.

177 seconde. La duchesse d'Ayen était une mère d'élite, et le duc, après avoir acquis par ses services militaires l'intimité du roi, comme ses ancêtres celle des monarques précédents en participant à de grandes affaires continuait à remplir les obligations de sa naissance en grand seigneur de son époque par le goût qu'il montrait pour les sciences et pour la philosophie. Tout en secondant son mari dans la vie du monde ou dans les exigences de la cour, la duchesse prenait le temps de former ses cinq filles de manière à ce qu'elles apportassent bien à leurs époux tout le reflet de leur nom. Petite-fille de d'Aguesseau, lui ressemblant au moral, elle était de ces natures qui font aimer le devoir en animant la vie de sa lumière. Ses filles l'ont montrée à l'envi élevant ses enfants elle-même, achevant le soir, dans un entretien intime, l'enseignement que leur maîtresse avait donné le matin. Là, dans sa propre chambre à coucher, s'isolant avec elles, elle écoutait chacune, mesurait leur caractère, les redressait et les dirigeait doucement dans le sens qu'indiquaient leurs inclinations personnelles. Religieuse sans adolâtrie, elle pénétrait ce cher troupeau de la piété forte qui dérive de la raison et ne trouve qu'une aide de plus dans la culture de l'esprit. C'était l'éducation chrétienne en sa plus féconde conception, un souvenir de Port-Royal et des Arnaud trop vite effacé de nos éducations françaises sous les dévotions superstitieuses et les passions d'église, mais gravé si profondément chez la duchesse que M<sup>me</sup> de la Fayette, par qui elle a été si supérieurement dépeinte, lisant quelques pages de Pascal dans une des conjonctures poignantes dont sa vie a été semée, ferma le livre d'émotion croyant, dit-elle, « entendre parler sa mère ».

Après le mariage du dauphin, autour de la future reine, enjouée, charmante et, par les contrastes avec la vieille cour, plus pleine d'at-

« C'était une grande chambre de damas  
« cramoisi peinte d'or, avec un lit immense »  
dit la plus jeune fille, l'auteur du *Vu de*  
*M<sup>me</sup> de Mowat*. « La duchesse » couchait dans  
« une bergère près de la cheminée » avant sous

« la main sa tabatière » ses lorgnes » ses aiguilles »  
« ses cinq filles se groupaient autour d'elle » les  
« plus grandes sur des chaises, les plus petites »  
« sur des tabourets » disputant doucement » qui  
« servir le plus près de la bergère ».

trants encore, un cercle de jeunes gens s'était formé dans lequel se ren-  
contraient Monsieur et le comte d'Artois des premiers, le vicomte de  
Noailles dont la mère était dame d'honneur de la dauphine, les Segur,  
les deux Dillon, des dames de leur âge non moins attirées qu'eux par  
les bals et les divertissements<sup>1</sup>. On appelait ce cercle : « la société de la  
« cour ». La Fayette y fut dès son mariage. L'atmosphère intellectuelle  
du moment rendait infiniment sensibles à ces adolescents les tristes  
conséquences du règne près de finir. Il en résultait chez eux des  
allures très libres. Ils prenaient plaisir à les montrer par des railleries,  
même par de l'irrévérence envers les anciens de la cour en attendant  
d'être à même d'en donner d'autres preuves<sup>2</sup>. Attentive à faire aimer  
leur intérieur aux maris de ses filles, la duchesse d'Ayen ramenant  
cette jeunesse souper à l'hôtel de Noailles après les bals de la reine,  
ou bien les invitant à dîner. Ils se plaisaient chez elle et ils y accou-  
raient<sup>3</sup>. Les hommes, toutefois, suivaient les impressions du moment  
et, trop contrainsts dans le cercle de la reine, ils avaient pris réunion  
habituelle à Paris, dans un restaurant dont l'enseigne était *A l'Épée  
de bois*. Ils devinrent si osés dans ces rencontres qu'au moment où le  
rappel des parlements occupait tout le monde, ils faisaient la parodie  
de ces assemblées réunies, que les gens graves tenaient pour le  
don de joyeux avènement de Louis XVI. Le premier président fut un  
des princes, qui plus est, La Fayette un jour le procureur général,  
et il paraît que les mercuriales et les arrêts n'avaient rien d'ortho-  
doxe, car le secret ayant été mal gardé le scandale fut fort grand.

<sup>1</sup> Segur qui raconte cela dans ses *Mémoires*, ajoute MM. d'Havré, de Crov, de Paux, de Longny, de Guéméné, de Durlant. — I, p. 45 et suiv.

<sup>2</sup> Ils affichaient ces dispositions par des révolutions d'étiquette ou du costume composant des modes nouvelles et se concertant pour les imposer. Ils obligèrent un moment les grands personnages à ne venir aux fêtes de la reine que sous les habits du temps de Louis IV, et ce fut pour tous jeunes hommes et jeunes gens une joie véritable que de voir l'étrange apparence de quelques uns sous ces modes oubliées. Segur, *ibid.* *supra*.

<sup>3</sup> Les liens formés dans ce petit cercle devinrent pour le marquis un souvenir plein de prix : dans ses lettres écrites en mer ou d'Amérique à sa femme, en 1777, on le voit rappeler ces réunions comme à l'heure avant du tout ce qu'il se sentait être.

1776 Un signe du temps, c'est que le roi en fit beaucoup, déconcertant les plantes. La réserve qu'il fallut apporter après ce petit éclat fit éloigner les princes; mais les sentiments restèrent, enchantant ces jeunes têtes par l'idée de la liberté, de l'égalité même et leur faisant devancer les jours avec l'imagination de leur âge. La vie entière de presque tous s'est ressentie de ce premier feu; il n'a jamais cessé d'animer La Fayette<sup>1</sup>.

Si les événements de l'Amérique devaient retentir dans le cœur de gentilshommes français, c'était bien chez ces convives de l'*Épée de leur*. Avec le vicomte de Noailles et Ségur, La Fayette n'avait pas uniquement les goûts et les sentiments communs; ensemble ils recherchaient les mêmes actes. Qu'il ait voulu leur proposer de le suivre et qu'ils s'en soient rejouis, on peut en croire son dire. Mais des officiers de fortune pouvaient s'en aller d'eux-mêmes, il en était parti déjà des

Il était devenu, lui rebelle à la plupart des préjugés sociaux ou des influences sur lesquels vivait le monde où il place se trouvait unequale. Le duc d'Avon avait voulu lui proposer, dans la maison de Monsieur, une de ces attaches de haute dépendance ambitionnées par les familles de cour et non étrangères à la fortune des Noailles. Avec une respectueuse humeur, il évita de contrecarrer en refusant mais prit soin de déplaire au prince par un mot qui écartera le projet. Les situations de ce genre embellissent serviles aux intérêts des courtisans de M<sup>me</sup> du Barry, tant leurs idées ou leurs impressions différaient de celles de leurs pères, Ségur dit « un sergent brutal » d'une pucelle qu'il rejeta dans le même moment. C'est lui qui a le mieux connu le marquis à cette aurore de leur longue carrière. Il disait enchaînement de La Fayette de la « société de la cour » en disant que « cette « enveloppe si froide aux regards cachait l'esprit « le plus actif, le caractère le plus ferme et « l'âme la plus brillante. » *Mémoires*, t. I p. 61.)

Cette enveloppe, en effet, couvrait alors abondamment et se faisait, ager exantif ou sans passion aucune. Son beau-père son valet tout host que quelques vint foudre cette glace, y jeta le ferment Ségur p. 123. Sa jeune femme seule l'avait pénétré et lui vint tout de suite un amour que rien ne put éteindre. Entre autres détails qui donnaient créance à la nature qui en lui supposait on fut frappé par un fait arrivé lors de la mort de Louis XV. Le duc d'Avon ayant le commandement du château de Saint-Germain, était capitaine des chasses de la forêt, et un gendarme y exerçait souvent la cour. La Fayette au moment de son mariage amena à celle où le roi pris soulève du monde dont il mourut, eut le grand effort dont les historiens ont parlé et qui consterna l'entourage. Lui y resta si indifférent que, rentré à l'hôtel de Noailles, il n'en fit part qu'un an et quand, le soir des affaires apportèrent la nouvelle, on ne reconnut pas d'étonnement de ce qu'il avait pu s'en faire.



illes et même des ports de France<sup>1</sup>. Avec un nom de la cour et des alliances élevées c'était moins facile. Le départ, s'il n'avait lieu fort en secret, devenait un fait politique, le consentement positif était obligé; d'ailleurs, officiers et l'effectuant sans cela, c'était la desertion. Pour réaliser le dessein il fallait donc le confier à quelqu'un qui pût le servir. La Fayette explique qu'il le confia au comte de Broglie et qu'il n'aurait pas, sans son insistance, rendu celui-ci favorable à son projet. « Après de vains efforts pour m'arrêter, le cœur du comte me suivit avec une tendresse toute paternelle », lit-on dans ses *Mémoires*, et la note de Sparks fait voir le comte essayant de retenir le jeune officier. « Son âge, son mariage si récent qui le plaçait tout près du roi, étaient des empêchements sérieux; il restait seul de son nom, des hasards comme ceux qu'il voulait courir lui étaient interdits et le comte se refuserait à permettre que le dernier héritier de gentilshommes si précocement morts à la guerre s'y jetât de lui-même; « j'ai vu perir votre oncle dans la guerre d'Italie, j'étais présent à la mort de votre père, « je ne veux pas contribuer à la ruine de la seule branche de la famille qui survit. » Sparks ajoute que cette sollicitude demeura vaine, que la résolution du marquis ne put être ébranlée et que, changeant alors de dispositions, le comte de Broglie, en l'approuvant, lui expliqua qu'il ne pouvait l'aider personnellement, mais qu'il allait le mettre en relations avec le baron de Kalb, en quête, justement, d'une occasion pour passer en Amérique<sup>2</sup>.

Les efforts du comte de Broglie pour l'arrêter, dont parle La Fayette, n'ont rien que de probable. Outre les considérations très naturelles qu'il rapporte, le comte avait au moins besoin de trouver le marquis au-dessus de toutes les faiblesses, même des faiblesses

M. de Kermoran partit de France au mois d'avril 1776 pour servir au volontaire, M. de Bon-Bertrand, avec un grade au moins de juillet. Ce sont les premiers Français dont les Américains aient inscrit le nom sur la liste de leurs défenseurs. Ils furent faits prisonniers

maltraités par les Anglais et le Gouvernement lui ôta de refuser de les protéger.

« . . . and, as he could render him any service, he would introduce him to the baron de Kalb who he knew as seeking an opportunity to go to America. »

excusables comme celle de la durée de son nom, si chère à sa famille. Quant à lui avoir donné Kalb pour l'aboucher avec l'agent de l'Amérique de la manière la plus efficace, il y a plutôt lieu de dire qu'il le donna à Kalb, lui et ses deux amis, pour les comprendre dans la négociation dont celui-ci était chargé. Le poids de leur situation et de leur nom n'y pouvait avoir que beaucoup d'avantage. La Fayette, à son âge, n'a pas dû chercher à discerner le fond de l'apparence. Aussi est-ce l'affaire de ces enthousiastes de grande maison que le baron prussien traita d'abord avec Silas Deane. Revenant, ils prenaient place avec d'autres dans les combinaisons qu'on verra se dérouler, manquant, ils étaient venus à propos servir d'occasion à ces combinaisons et donner un moyen de les mettre en œuvre.

Les relations qu'eurent La Fayette et celle de Ségur ont été assez reproduites pour nous permettre ici d'être bref. Le visage d'enfants de ces recrues de cour n'empêcha point l'Américain de les accueillir comme s'ils étaient des hommes. Il ne consentit pas tout de suite, ne voulant rien cacher, il énuméra les difficultés de la lutte ouverte par les Colonies, la rude existence et les risques qui attendaient leurs défenseurs. Tout cela ne fit qu'accroître les desirs. Il promit alors des grades. On convint même d'aviser à rendre le départ commun à d'autres, après quoi il fut arrêté que l'on se tiendrait prêt pour le jour opportun : « Nous nous promettons tous les trois le secret, dit Ségur, afin de nous donner le temps de sceller les dispositions de notre cour et de rassembler les moyens nécessaires. » La Fayette était maître de sa fortune, très libre d'agir dès lors; c'était le contraire pour ses compagnons. Ils avaient à trouver l'argent pour leur entreprise. Noailles ne vit rien de mieux que de s'adresser au duc d'Ayen, même de faire demander par lui une commission d'officier pour l'Amérique. D'autres indiscrétions survinrent, à se chercher des camarades il ne pouvait que s'en produire. Alors les familles s'émurent, le Gouvernement fit de même; les trois gentilshommes, avec une vive réprimande, reçurent l'ordre formel d'abandonner leur chemin.

Rien, en ce moment, ne pouvait contrarier davantage M. de Vergennes que ce petit éclat. Il ne ménagea pas les remontrances. Inquiets de se voir aventurés à ce point, n'étant pas plus instruits que d'autres des démarches secrètes des conseillers du roi, les Noailles furent les plus empressés à réclamer des défenses<sup>1</sup>. Le ministre ne laissait point passer l'occasion de dire, d'écrire même à qui pouvait le répandre, qu'il n'encourageait ni n'autorisait personne à aller servir chez les *insurgents* et qu'il n'était pour rien dans ce qui s'ourdissait en leur faveur. La lettre d'un jeune officier, fondé, paraît-il, à se réclamer personnellement de la bienveillance du secrétaire d'État, et demandant à être compris parmi ceux qu'on désignait pour l'Amérique, se trouve dans les pièces de son secrétariat avec la réponse qu'il y a faite. On est au 20 décembre. Il s'agit d'un chevalier de Falquères, pleinement convaincu, ainsi que tout le monde, que M. de Vergennes a créé le courant de recrues militaires et d'embarquements dont le bruit remplit les lieux publics, et qu'il le conduit en réalité. Ce chevalier de Falquères écrit au ministre pour bénéficier du mouvement; il n'a besoin que d'un grade et « juste de quoi faire le voyage », protestant d'ailleurs de son silence sur une intervention qu'il comprend devoir être soigneusement cachée, mais dont il ne saurait faire doute. Son intention n'est pas, dit-il, « de chercher à surprendre ou à explorer le secret; mais il voit tant de choses qu'il y a de quoi l'autoriser à offrir ses services; son arrangement sera bientôt fait s'il vient de la part du ministre, même indirectement. Il supplie donc celui-ci « de le nommer à qui il appartient », de le faire appeler par celui-là et employer n'importe comment, « pourvu que ce soit pour le service

*Voir Segur ad. sup.* — Dans le flot de malveillance jeté sur ceux des membres de l'ancienne noblesse dont les propensions ou les sentimens, sans parler des actes, s'accorderaient si peu que ce fût, avec les idées de la Révolution française, les Noailles ne sont entendus accuser d'avoir poussé leurs gaudes en Amé-

rique pour recueillir les avantages du succès. Les avantages étaient bien trop douteux à cette date pour qu'ayant les plus hautes situations à la cour, ils recherchaient de tels amends. Plus ou moins fondé peut-être une fois la guerre décidément ouverte, le reproche ne saurait aucunement l'être en 1776.

1778. direct ou indirect de sa patrie<sup>1</sup>. Une réponse, dictée peut-être, du même jour et de la plume intime que nous avons déjà signalée, traitait avec une défaveur extrême le parti pris par « plusieurs particuliers de courir les aventures » en allant servir chez les insurgés, ce parti, dans les conjonctures présentes, paraissait être « une véritable équipée suscitée par le desespoir et par l'ennui de n'être rien »; il n'avait pas été possible d'en détourner les auteurs, n'ayant pas demandé de conseil et s'étant « en quelque manière évadés » sous des prétextes que l'on n'était guère à portée de vérifier; « mais puisque l'on s'adressait au ministre avec confiance, il ne croyait pas devoir dissimuler sa façon de penser ni le regret qu'il aurait de voir des gens de mérite se jeter dans un service qui ne paraît pas fait pour eux ». M. de Vergennes trouva sans doute ce premier jet trop fort et, du sa main, il écrivit en marge cette autre minute, probablement celle qui fut expédiée :

*États-Unis, 1. 1. n° 170. « Les insurgés, Monsieur le Comte m'offrent de beaux champs de bataille. Je meurs d'enue d'aller y faire mes premières armes, j'y fais l'essai de mes petites connaissances. Je puis peut-être me rendre utile à leur service, surtout pour la partie des avant-gardes, et des attaques dont j'ay fait un étude particulière. — Mon intention n'est pas Monsieur le Comte de chercher à surprendre ou à explorer votre secret. Je le respecte, et dans l'occasion je me tais, mais je vois tant de choses que je me tente de croire qu'il y a de q. soy m'autoriser à vous offrir mes services et à vous supplier de les faire employer ailleurs. — Je prie comment pourrè que ce soit pour le gloire et pour le service direct ou indirect de ma patrie si tout cecy convient à vos vœux. Monsieur le Comte mon sermentant sera bientôt fait pourrè qu'il venne de votre part même me remettre. Je sens à merveille que toutes ces choses ne vous permettent pas*

*« de vous montrer aveuglément, mais je me borne à vous supplier de me montrer à qui il appartient et de me faire appeler à lay. Je ne suis ny mercenaire ny avide d'argent, je n'ay pas de fortune, mais j'ai une volonté que par la bonne voye d'une l'occasion présente, je ne demande que tout juste de quoy à faire le voyage et à subsister dans le pays avant mon grade si j'y suis bien. — C'est à dire si les occasions secondent les petits projets que ma tête et mon cœur ont déjà conçus. Je seray payé comme je le desirè et de la monnaie dont mon cœur est avide, et à la fin de tout cela si les insurgés me jugent digne d'une autre récompense. Je seray à ma dévotion me permettra de la recevoir. — Adieu tout. Monsieur le Comte continuez tout cecy pourrè me mener à rendre dans la suite mes services plus utiles à ma patrie, on saura de quoy ils sont capables, et peut-être donneront ils de quoy mériter quelque confiance »*

Je désirerai toujours M. de contribuer au succès de vos vues, mais je ne puis en aucune manière coopérer à celle que vous me confiez. Si vous voulez mon avis, je pense qu'avec vos talens et les connoissances que vous avez l'Europe est le champ sur lequel vous devez vous fixer. L'Amérique peut tenter ceux qui doivent se servir de tous moyens pour arriver à une fortune quelconque. Le Gouvernement n'étant point dans l'intent on d'autoriser les officiers à passer chez les insurgens, je vous crois trop prudent M. pour risquer de vous compromettre en vous y rendant sans espoir d'être avoué.

Reconnus dans la franchise avec laquelle je m'explique la sincérité des sentimens que vous m'avez inspirés et avec lesquels j'ai l'h<sup>r</sup> d'être etc.

A Versailles le 20 décembre 1776

*Essai Phil.*, t. I. p. 131

Un mois plus tard encore, le 29 janvier 1777, le ministre rédigea la minute du pl<sup>h</sup> suivant à l'adresse de M. Lenoir, chargé du service du lieutenant de police :

Je reçois, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 28 de ce mois par laquelle vous me prevenez que M. de la Balme ci-devant sous aide major de la Gendarmerie vous a demandé un passeport pour se rendre à Philadelphie avec quatre officiers qui y conduiront. Le Gouvernement ne pouvant avouer ceux qui veulent aller tenter fortune dans cette partie de l'Amérique ne peut absolument donner un titre qui constateroit qu'il a connoissance de leurs projets, je ne puis que vous remercier, Monsieur, de vous être refusé à la demande de M. de la Balme, et je vous prie de vouloir bien persévérer dans votre refus pour toute autre demande de la même espèce.

J'ai l'honneur d'être avec un très sincère attachement M., etc.

*Essai-Unit.*, t. 2. n° 33

Précautions prises pour être montrées, simplement, et cacher le contraire. On multipliait les dénégations, les désaveux; c'était la nécessité présente, le ministre ne balançant pas d'y céder. On va même voir gêner un peu les moyens jusque-là offerts à l'Amérique de se fournir de matériel, la facilité de continuer ses enrôlemens; mais il s'en fallait que ces moyens fussent retirés et déjà l'on étudiait de

- 1776 plus près qu'auparavant les plans d'une action commune. Eût-il été permis de s'employer autrement à relever la Couronne? On doit émettre ce doute pour juger les hommes de ce temps. A pratiquer ces procédés peu chevaleresques, ils dépensèrent autant d'amour de leur pays qu'en des moments meilleurs d'autres purent en consacrer à de plus nobles.



RUINE DU CHATEAU DE MONTFORT





## ANNEXES DU CHAPITRE XIX.

### ACTE DE NAISSANCE ET GÉNÉALOGIES DE LA FAYETTE.

#### 1 ACTE DE NAISSANCE.

*Extrait, en date du 14 mai 1773, des registres des baptêmes de la paroisse de Chavanac  
évêché de S. Flou.*

L'an mil sept cents cinquante sept et le six septembre, est né très haut et très puissant seigneur Monseigneur Marie-Joseph Paul-Yves-Roch-Gilbert Domotier de Lafayette, fils légitime à très haut et très puissant seigneur Monseigneur Michel-Louis-Christophe-Roch-Gilbert Domotier, marquis de Lafayette baron de Vissac, seigneur de Saint-Roman et autres places et à très haute très puissante dame Madame Marie-Louise-Jube Delarivière et a été baptisé le sept du même mois. Son parrain a été très haut et très puissant seigneur Monseigneur Joseph-Yves-Thibaud Hiacinte Desarivière, seigneur de Kerauffrets et autres places et en son absence a été tenu sur les fonts baptismaux par messire Paul Demurat, grand vicaire de Sens, aumônier de Madame la Dauphine, abbé de Mauriac sa marraine a été très haute et très puissante dame Madame Marie-Catherine Dechavanac, dame dudit lieu, et de cette paroisse. En présence de M<sup>r</sup> Antoine Bonnefoy prêtre et curé de la paroisse de Vissac, et d'André Courtal, soussignés. Et sur le registre sont signés Demurat, Chavanac de Lafayette, Bonnefoy, curé de Vissac Courtal et le vicaire curé.

*Archives du ministère de la guerre*

#### 2 GÉNÉALOGIE DES MOTIER DE LA FAYETTE

Les seigneurs de Champetieres sont issus de Pons Motier mort avant 1307. Celui-ci était le 1<sup>er</sup> fils de Pons Motier, seigneur de la Fayette, trisaïeul de Gilbert de la Fayette le maréchal de la guerre de Cent ans.

Le descendant à 13<sup>em</sup> degré de Pons Motier, JEAN (MOTIER) DE CHAMPETIERES seigneur dudit lieu, de Boiss, de Paulin et de la Gantle chevalier des ordres du roi

L'original porta sans doute un<sup>em</sup> abréviation de messire qui a été traduite par Monseigneur. On l'a donc supprimé la preuve Courtal et Courmal.

gouverneur de la ville et château de Monistrol en Velay, se maria en 1578 avec Anne de Montmorin, après la mort de laquelle il prit en seconde alliance Jeanne de Polignac, baronne de Vissac, veuve de puissant seigneur Marc de Giorand, seigneur et baron dudit lieu, seigneur de Soubrey, de St-Vincens, de Montaugut. Le Baron dont il n'eut pas d'enfants, de son premier mariage il laissa entre autres enfants Charles, l'aîné, seigneur de Champetieres, et Jean, le puîné auteur des barons de Vissac qui, en vertu du testament de René-Armand Motier, comte de La Fayette, du 11 mai 1692, relevèrent le nom de La Fayette. Ils suivent :

XI Noble Charles [Motier] de Champetieres, seigneur dudit lieu, Le Bouis, de Paulin de Lagarde, fut institué héritier par le testament de son père en 1596 et épousa par contrat du 12 mai 1601, reçu Teusmer, notaire royal du nombre des reclus en la sénéchaussée du Velay damoiselle Anne de Giorand, fille de la seconde femme de son père. Le seigneur de Champetieres donna à son fils 100 ecus de revenu annuel à prendre sur les places et seigneuries de Champetieres et du Bouis, et le droit et faculté de prendre et de porter le nom et armes de la maison et seigneuries de Champetieres. Il laissa Jean-Gabriel qui suit

XI Puissant seigneur messire JEAN MOTIER DE CHAMPETIERES, chevalier, seigneur et baron de Vissac et autres places, capitaine au régiment de Chevreuse le 19 février 1617, il fit probablement, de son frère, l'acquisition de la terre baronne de Vissac, il en prit la qualité par son testament du 31 mars 1646, reçu Brangier, notaire royal à Lomagne paroisse de Saugues diocèse de St Flour, il donna tous ses meubles et toute sa vaisselle d'argent à sa femme, l'établit tutrice de ses enfants, et nomma pour son héritier Charles de Champetieres son fils aîné

Il avait épousé par contrat du 8 novembre 1632, reçu Gros, notaire royal à Langeac, noble damoiselle Gabrielle de Murat dame de St-Eble et de Fargettes, baptisée à St-Eble le 16 7<sup>me</sup> 1613, fille de feu noble Jean de Murat, seigneur de St-Eble et de Fargettes, et de noble Jeanne de Lastie sa tutrice

Gabrielle de Murat testa à Brioude le 24 août 1680 devant Grosmarie, notaire royal

De ce mariage sont provenus

1. CHARLES DE MOTIER qui suit,
2. JEAN MARIE MOTIER DE CHAMPETIERES, dit le baron de Vissac, brigadier des armées du roi et gouverneur de Landau où il mourut en 1693 à l'âge de 57 ans S. A. après avoir institué héritier de tous ses biens son frère Fulcran-Antoine par son testament du 6 février 1693

- 3 CLAUDE MOTIER DE CHAMPETIÈRES chevalier de Vissac, lieutenant-colonel du régiment royal infanterie, mort à Troyes le 24 février 1692 après 38 ans de service s'étant trouvé à 65 sièges et à 5 batailles rangées.
- 4 ELIZABETH ANTOINE MOTIER DE CHAMPETIÈRES prit d'abord le parti des armes, puis entra dans les ordres et mourut abbé prieur de Saint Martin d'Alpench en Rouergue. Par acte du 28 février 1701 il remit l'hérité de Jean-Marie à son neveu Édouard de Motier de la Fayette.
- 5 ANTOINETTE MOTIER DE CHAMPETIÈRES mariée par contrat du 28 7<sup>bre</sup> 1643, reçue B. Angier, notaire royal à Jacques de Boncompagni écuyer seigneur et baron de St-Privat, seigneur de Jassat et de Vergezac

XII. Messire Jean-Gabriel [Motier] de Champetieres baron de Giorand seigneur de Champetieres, qui épousa par contrat du 28 février 1639, reçu par Symphonien Michelet, notaire apostolique et royal de la ville d'Avignon, damoiselle Marie de Raymond de Modène fille de feu haut et puissant seigneur messire François de Raymond, seigneur dudit lieu de Modène, au comte de Venisse, conseiller du Roi en ses conseils d'état et privés, prévôt de Châteaufort

XII. Haut et puissant seigneur CHARLES DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES chevalier et baron de Vissac seigneur de Verdères Fargettes Jax, de Bouschet etc. fit substituer avec ses descendants mâles, au nom et aux biens de la maison Motier de la Fayette à Marie-Magdelaine Motier dame de la Fayette, duchesse de la Tremoille et à Louis Motier, aîné de la Fayette par testament du père de ce dernier René-Armand Motier, comte de la Fayette, du 1<sup>er</sup> mai 1692

Il épousa par contrat du 13 décembre 1665 Marie de Pons de Lagrange de Bar, fille de François de Pons, seigneur de Lagrange, de Bar, du Bouschet, et de Françoise de Dcalet de Marlat, dont il eut

1. ÉDOUARD DE MOTIER DE LA FAYETTE qui suit
2. JEAN-FRANÇOIS DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES

grand prévôt de France, et de puissante dame Catherine d'Aleman vivant ledit seigneur citoyen d'Avignon. Elle se remaria à Emmanuel, marquis d'Alegre et mourut en janvier 1688. De cette union étaient nés un fils, Annet mort S. A à Paris le 4 x<sup>bre</sup> 1661, et deux filles dont la plus jeune Gabrielle de Motier, dame de Champetieres, épousa le 10 novembre 1667 Melchior marquis de Vogué, comte de Montlor

dit l'abbé de Vissac, chanoine comte du chapitre de S-Julien de Brioude, abbé de S' Seyne en 1709, mort en octobre 1721.

3. HENRI JEAN-JOSEPH DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, chevalier de Malte.
4. JEAN-MARIE DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, chevalier de Malte, capitaine au régiment de Montboissier, tué en Allemagne en 1704 quelques mois avant la bataille d'Hochstedt.
5. MAGDEAINE DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, mariée par contrat du 23 février 1694 reçu Crosmarie, notaire royal à Brioude à messire Antoine de Bouillé, chevalier, seigneur de S-Geron, Alieret, etc., grand-père du lieutenant-général François-Claude Anjou marquis de Bouillé.
6. LOUISE DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, sœur jumelle de la précédente, mariée par contrat du 28 janvier 1690, reçu Richard, notaire royal à Lavaudieu à haut et puissant seigneur Ignace de Beaufort-Camillac chevalier, seigneur et comte de la Roche, baron de Lardeyrois, Cusse, seigneur de Chassagnès, S' Quentin. Elle fut la mère du lieutenant général Pierre-Charles de Beaufort-Camillac, de la Roche de Camillac, conseiller d'État, et grand'mère de Charles de Beaufort-Montboissier, marié le 29 avril 1789 à Elisabeth-Pauline de la Rivière, et de Louise Agnès Elisabeth de Beaufort-Montboissier, mariée à l'ambassadeur de Portugal M. de Souza.
- 7 et 8. MARIE ET GABRIELLE DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, religieuses aux Carmes.

9. CATHERINE DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, religieuse au couvent de la visitation de Brionne en 1688

10. MAGDELAIN DE MOTIER DE CHAMPETIÈRES, morte S. A.

**XIII.** Haut et puissant seigneur messire ÉDOUARD DE MOTIER DE LA FAYETTE, chevalier seigneur et marquis de Vissac, baron de St Romain de la Fayette, seigneur du Fargettes, Villeneuve, Chavanac et autres places, prit le nom de La Fayette en vertu de la substitution faite en faveur de son père par R. A. G<sup>r</sup> de la Fayette. En 1688, il assista au siège de Philipsbourg et trois ans après à celui de Mons où il fut blessé. Le 4 octobre 1693, il était à la bataille de Marsaille, puis en 1697, sous le duc de Vendôme, aux sièges de Gironde et de Barcelonne. En 1703, il se trouva au combat d'Eckeren en Flandres, et à la bataille de Spire où il reçut une grave blessure en combattant à la tête d'une compagnie de dragons du roi dont il était capitaine. Il épousa par contrat du 9 janvier 1708, Marie-Catherine de Chavanac, fille de Jacques-Roch de Chavanac, seigneur de Chavanac et de Marguerite d'Aurelle de la Freydière qui vécut assez pour être la marraine de son petit-fils.

Édouard de la Fayette mourut au château de Vissac le 9 janvier 1740 et fut enterré le 12 suivant au tombeau de ses ancêtres dans l'église paroissiale de Vissac. Ses enfants furent :

1. JACQUES-ROCH DE MOTIER DE LA FAYETTE, né le 11 août 1711. La duchesse de la Trémoille, par son testament du 3 juillet 1717 lui donna la terre et seigneurie de La Fayette située en Auvergne dans les paroisses de Fournols et d'Eschandoux. Les registres paroissiaux de Saint-Georges-d'Aurât nous apprennent qu'il fut tué à la guerre le 7 ou le 8 juillet 1734. Il n'avait pas été marié.
2. MARGUERITE-MAGDELAIN DE MOTIER DE LA FAYETTE morte S. A., à Chavanac, en 1763.
3. LOUISE-CHARLOTTE DE MOTIER DE LA FAYETTE, mariée le 8 février 1755 à Jacques de Guettn de Chavanac, baron de Montecoloux en Gévaudan, mort en mai en 1761. Louise-Charlotte mourut à Chavanac le 6 mai 1811, âgée d'environ 92 ans ayant perdu avant sa 20<sup>e</sup> année une fille unique Marie-Louise-Jeanne de Chavanac, mariée à N... marquis d'Ahos dont elle neut pas d'enfants. En mourant elle disposa de ses biens en faveur de sa mère.
4. MICHEL-LOUIS-CRISTOPHE-ROCH-GILBERT DE MOTIER DE LA FAYETTE qui suit

XIV Très haut et puissant seigneur messire **MICHEL-LOUIS-CHAVANIER-ROCH-GILBERT DE MOTIER DE LA FAYETTE**, seigneur et marquis de la Fayette, baron de Vissac seigneur de Saugues-S'-Romain, Etc. etc., colonel des grenadiers de France. L fut tué en 1757 à la bataille de Hastenbeck avant sa 25<sup>e</sup> année.

Il avait épousé le 22 mai 1734 Marie-Louise-Julie de la Rivière, fille de Joseph-Yves-Thibaud-Hyacinthe de la Rivière, marquis de la Rivière, seigneur de keraulet et de Julie-Louise-Catherine de la Rivière, sa cousine, d'une famille ancienne de Bretagne. Elle mourut au palais du Luxembourg le 3 avril 1776, âgée de près de 33 ans. De ce mariage vint

XV Très haut et très puissant seigneur messire **MARIE-JOSEPH-PAUL-YVES-ROCH-GILBERT DE MOTIER DE LA FAYETTE**, marquis de la Fayette, né à Chavanac le 6 septembre 1739<sup>1</sup>. Le lundi 11 avril 1774, il épousa, dans la chapelle de l'hôtel de Noailles, rue S'-Honoré, mademoiselle Marie-Adrienne-Françoise de Noailles fille mineure de monseigneur Jean-Paul-François de Noailles, duc d'Ayen, maréchal du camp et armées du Roi, et de madame Henriette-Anne-Louise d'Agnessau de Fresno. La bénédiction fut donnée par l'abbé Paul de Murat, cousin paternel du contractant, aumônier de madame.

Les La Fayette portaient de gueules, à la bande d'or, à la bordure de vair.

### 3 GÉNÉALOGIE DES CHAVANAC.

Les Chavanac. Saut de Chavanac seigneurs de Chavanac, les Terrisses et autres lieux, qui portaient d'argent à l'aigle éployée de sable, becquée et membrée de gueules, paraissent en 1339 en la personne de Antoine Radulphe Saut, qui

À quelle époque et par que les circonstances la seigneurie de La Fayette est-elle devenue un marquisat? On ne l'a pas découvert. Dans la généalogie donnée par le P. Anselme t. V p. 59 et su v. le premier des La Fayette à qui le titre de « Marquis » soit attribué est René-Armand, auteur de la substitution de 1692. On le qualifie d'abord au moins quelques lignes plus bas, comte de la Fayette. sa fille M<sup>lle</sup> de la Tremoille est aussi appelée marquise de la Fayette. Paulard-Mozer recense ensuite cette qualification comme si vivait sans doute à la date de l'ouvrage. ce titre n'est

pas donné à son premier fils Jacques-Roch Motier. Divers actes privés, toutefois, gratifient de ce titre son frère Michel-Louis Marie-Paul, on fut jamais désigné publiquement jusqu'aux décrets du 4 août. Dans un acte de 1736, le motaire qualifie même Édouard Motier de « marquis de Vissac » au lieu de « marquis de la Fayette ». L'incertitude ne s'est pas moins produite dans le monde de la cour car La Chenaye Desbois du 1<sup>er</sup> au *Calendrier de la noblesse* en 1762 et des années suivantes appelle M<sup>lle</sup> Julie de la Rivière tantôt comtesse tantôt marquise de la Fayette.

rend hommage pour une vigne à Pons de Langeac seigneur en partie de Langeac. En 1388 Pons Suat et sa femme Ysabelle reçoivent des lettres de noblesse. En 1430 Pons Suat, seigneur de Chavanac, fait une fondation en l'église de N. D. de Langeac, Armand Suat, prieur de la Bajasse en 1411, et Pierre Suat, prêtre chanoine de Langeac sont probablement ses frères, et tout porte à croire qu'il fut père de Mathieu Suat seigneur de Chavanac, Charraux, Poursanges, compris dans l'aveu et dénombrement des chatellenies de Langeac, d'Aubusson etc fait au roi le 26 juillet 1477, par le marquis de Camillac pour sa *maison forte de Chavaingnat*, relevant de la châtelaine d'Aubusson, père aussi de noble Jean Suat compris dans le même aveu pour un fief mépris avec Mathieu dans la seigneurie de Langeac.

Mais, lors des recherches de 1666, les Chavanac ne remontèrent leurs preuves qu'à Jean Suat de Chavanac seigneur dudit lieu, probablement le fils et le vassal des précédents. Il dut naître aux approches de 1500; il fut père des suivants

JEAN, qui suit,

- 1 GUILLAUME DE CHAVANAC, capitaine en 1567 dans le régiment de Beaufort Camillac,
- 3 CLAUDE DE CHAVANAC, chanoine-comte de Saint-Julien-de-Broude 1525-1572

JEAN DE CHAVANAC sg<sup>r</sup> dudit lieu de Charraux, des Terrisses, il testa le 7 novembre 1570. De Jeanne de Jozac, qu'il avait épousée par contrat du 11 7<sup>bre</sup> 1542 il laissa

CLAUDE, qui suit

- 1 LOUIS DE CHAVANAC, auteur des seigneurs de Meyronne
- 3 ANTOINE DE CHAVANAC sg<sup>r</sup> du Pin et du Charraux, en 1602 il vendit sa terre seigneurie de Charraux à Philibert d'Apcher. Par son testament il institua pour l'un de ses héritiers Antoine de Murat, écuyer, sieur de Cheyssac, ses biens furent partagés entre ses héritiers par acte du 6 mars 1641,
- 4 FRANÇOIS DE CHAVANAC
- 5 N... DE CHAVANAC, mariée à Victor Perrin bourgeois de Langeac

CLAUDE DE CHAVANAC, sg<sup>r</sup> dudit lieu et des Terrisses, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi en 1596 capitaine de 200 hommes à pied mestre de camp de quatre compagnies d'infanterie sous M<sup>r</sup> de Joyeuse. Jean-Louis de la Rochefoucauld sg<sup>r</sup> de Langeac, le nomma capitaine de cette ville en 1585. Il testa le 26 7<sup>bre</sup> 1586

Marie par contrat du 22 juin 1576 avec Policienne de Toulon remariée avec Charles d'Oradour n. laisse

BALTHAZAR DE CHAVANAC sg<sup>r</sup> dud. lieu et des Terrisses (l<sup>r</sup> et p<sup>r</sup> sg<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Baltazar de Chavaniac le Chasteau, baron des Terrisses, ) il épousa, par contrat du 7 janvier 1605, Françoise de la Rochefoucauld, fille de Charles de la Rochefoucauld, seigneur de Langeac et de Françoise de Langeac dont il eut

- 1 FRANÇOIS-ROCH, qui suit,
- 2 JACQUES-DÉBASTIEN DE CHAVANAC né le 20 janvier 1609
- 3 FRANÇOISE DE CHAVANAC,
- 4 LOUISE DE CHAVANAC

FRANÇOIS-ROCH DE CHAVANAC, seigneur dud. lieu et les Terrisses, fut maintenu en sa noblesse par jugement de M. de Fortia. Il mourut à Chavaniac le 8 7<sup>bre</sup> 1680. De Marie de Royraud il laissa :

JACQUES-ROCH DE CHAVANAC sg<sup>r</sup> dud. lieu qui le 6 octobre 1695 assista au contrat de mariage de Jean Antoine de la Rochefoucauld, M<sup>r</sup> de Langeac, et de Marie Thérèse de Guérin de Langeac. Il laissa de Marguerite d'Aurelle de la Freydière une fille qui suit

MARIE-CATHERINE DE CHAVANAC dame de Chavaniac des Terrisses. Elle épousa par contrat du 9 janvier 1708 l<sup>r</sup> et p<sup>r</sup> sg<sup>r</sup> messire Edouard de Motier de la Fayette chevalier, sg<sup>r</sup> marquis de Vissac, Viteneuve, Fix, Saint-Romain, le Bouschet, qui mourut au château de Vissac le 9 janvier 1740.

Étant veuve, le 7 avril 1762 elle acheta d'Yves-Marie Desmarets, c<sup>te</sup> de Maillebois m<sup>re</sup> d'Allegre sg<sup>r</sup> de Flageac, d'Aubusson, d'Aurouse, lieutenant general des armées du roi, l'extinction du fief de la terre de Chavaniac pour la partie de ladite terre qui relevait à titre de fief foi et hommage de la baronne d'Aubusson, et le droit de justice du lieu et paroisse d'Aurat et des villages de Soulages, d'Anglard et de Vernède ]



## CHAPITRE XX.

### LA RÉPONSE DU CABINET DE VERSAILLES

Retraite qu'avait à effectuer M. de Vergennes, double jeu, qu'il présentait. Comment il dirait le but commun, sa dépêche au comte d'Aranda. — Motifs donnés au changement d'attitude : insuffisance de nos armements, les armées de l'Angleterre en Europe, l'ambition purement morale de la France. — Prohibition que la cour d'Espagne ne s'attendait pas à autre chose. Transports causés à Londres par les victoires de Howe sur Washington, activité des préparatifs anglais, ce que le Gouvernement en pensait. Lettre particulière et dépêches officielles à Omsa lui expliquant il lui est un mot du roi et du conseil, mêmes radicales envoyées à l'ambassadeur à Londres. Dispositions dans lesquelles le marquis de Noailles était venu prendre son poste, peu d'encouragements à s'engager de manière de voir qu'il trouvait dans Garner et dans la prince de Masserano, impression que lui font lord Weymouth et lord Suffolk comment il rend compte de son débat. Le cabinet de Louis XVI effectuant il un retour ? Coup d'œil rétrospectif sur sa politique, affaire plus sûre qu'elle avait inspirée à la France, rôle supérieur du M. de Vergennes dans ce résultat, phase nouvelle ouverte à sa carrière de ministre.

C'était une retraite délicate qu'avait à effectuer le secrétaire d'État des affaires étrangères, en répondant aux vues dévoilées par le cabinet de Madrid à la suite des propositions du 31 août. Il ne fallait ni perdre les points acquis ni compromettre l'intimité des deux cours, et cependant ne point cacher que l'on écartait les vues de l'Espagne. Autrement dit, il s'agissait de ramener les projets communs aux points où ils pouvaient rester communs, et d'en reprendre la discussion après s'être évertué à démontrer, M. de Grimaldi le marquait justement à son ambassadeur, qu'en ouvrant la guerre contre l'Angleterre pendant qu'elle était engagée dans ses colonies rebelles les deux monarchies se donneraient une supériorité considérable.

La tâche demandait toute la souplesse d'esprit et de raisonnement du comte de Vergennes. Sa dépêche est très étendue. Elle suit un à un les chefs successivement visés par le cabinet de Madrid : avantages que l'on aurait trouvés à engager, juste en ce moment, la guerre

1776 contre l'Angleterre; idée de l'attaquer soudainement comme elle l'avait fait, elle, en 1755; opportunité de regarder et de montrer des deux parts si l'on était bien prêt à faire cette guerre; conquêtes que l'Espagne tenait à s'assurer; le plus ou le moins de risques à courir par l'une et l'autre des deux nations. En regard de chacun de ces chefs, le ministre oppose des réfutations qu'il appelle des « réflexions », simplement, mais ces « réflexions » ramènent les projets à la situation où l'on était avant l'arrivée de Sillas Deane, ce qui constituant déjà un grand recul. De plus, elles en délimitent nettement le but et ce n'est pas d'une manière qui puisse favoriser les espérances de l'Espagne. Il y avait là deux écueils également à craindre. Porter une atteinte, fût-elle minime, à la déférence du roi pour son oncle était le premier; l'autre, non moins dangereux, consistait à blesser l'amour-propre de l'Espagne, qui stipulait son gain si ouvertement en se posant comme bien plus menacée que la France par les conséquences possibles.

Le ministre n'a point d'hésitation. Il s'agit de la portée des actes, des suites de la politique, de l'avenir : il ne laisse pas de place à l'incertitude. Avant tout, il assigne à l'entreprise, pour rester commune, un but désintéressé, des satisfactions toutes morales, rejetant ainsi bien à l'arrière-plan les buts ou les ambitions avoués par le gouvernement de Madrid, et il est visible que M. de Vergennes n'avait jamais conçu ni un autre programme ni une autre conduite pour le gouvernement du roi. L'histoire dira qu'il a laissé l'exemple, s'étant posé ce but, de l'avoir fait atteindre sans le dépasser et sans en laisser dévier un moment. Voici, telle que sa minute la présente, la dépêche qu'il adressa à l'ambassadeur d'Espagne :

A Fontainebleau, le 5<sup>e</sup> novembre 1776.

M.

Je suis sous les yeux du Roi la dépêche de M. le V<sup>e</sup> de Grimaldi du 8 octobre que V. Ex<sup>te</sup> a été autorisée à nous communiquer et je lui ai rendu compte de ce qui s'est passé dans nos conférences. Sa Maj<sup>te</sup> sensible à la confiance du Roi, son oncle, croit ne pouvoir y répondre mieux qu'en faisant exposer avec

la même franchise les réflexions que lui ont fait naître les considérations si bien déduites dans la dépêche de votre cour. Je ne ferai point ici l'analyse de cette lettre : cet écrit est dans vos mains M. Je me contenterai de résumer le corollaire qui la termine et je vous tracerai dans le même ordre la manière dont le Roi envisage la situation présente des affaires générales, et les événements qui peuvent en être la suite.

CONSIDÉRATIONS  
DE LA COUR D'ESPAGNE

*Qu'il est clair comme le jour que la guerre serait juste soit contre l'Ang<sup>re</sup> soit contre le Portugal*

*Nous devons supposer la guerre inévitable au plus tard à l'époque de la réconciliation ou de la séparation totale des Colonies*

*Si nous anticipons de quelques mois en prévenant les Anglois engagés contre leurs Colonies rebelles nous devons nous promettre une grande supériorité.*

REFLEXIONS

Nous pensons uniformément que rien ne serait plus juste que cette guerre si nos maîtres écoutaient plus la voix rigoureuse de leur justice que celle de leur bienfaisance. Leurs griefs respectifs restés jusqu'ici sans redressement et sans réparation en font la preuve.

Sans vouloir nier cette supposition il est cependant bon d'observer pour peu que la réconciliation ou la séparation tarde à seffectuer qu'il pourra bien arriver que l'Ang<sup>re</sup> épuisée par les dépenses presque incroyables qu'elle fait et qu'elle devra continuer pour soutenir cette guerre se trouvera bien peu en état d'attaquer avec espoir de succès les deux Couronnes surtout si celles-ci ne se relâchant pas par des mesures de prévoyance dont elles s'occupent se munissent assez bien par tout pour qu'il ne puisse y avoir lieu à la surprise dans aucun point important.

Il est hors de doute que si par une attaque brusquée et imprévue les 2 Couronnes surprennent les Anglois de la même manière que ceux-ci surprirent la France en 1755, le nombre de prises de tout genre qu'elles pourroient faire porteroient un coup sensible à leur marine dont ils auroient bien de la peine à se relever, mais ne s'en suivroit d'autre

guerre entre les 3 puissances<sup>1</sup> et toutes celles qui jalourent la grandeur de la maison de Bourbon voyant l'Ang<sup>re</sup> prete a succomber ne s'empresseront elles pas de lui tendre une main secourable<sup>2</sup> le feu de lembralement gagnant le continent, la guerre sera t bientôt generale

## CONSIDÉRATIONS

## DE LA COUR D'ESPAGNE

*Malgre la belle perspective qui se presente l'issue de l'affaire des Colonies est incertaine et par consequent le moment de nous declarer doit l'etre. Si l'Ang<sup>re</sup> est maintenant faible, elle le sera davantage dans quelques mois par les pertes que lui aura cause la guerre civile*

## RÉFLEXIONS

Rien nest plus juste que cette reflexion et la consequence qu'on en tire. Quoi de plus incertain en effet que l'issue que pourront avoir les affaires de l'Amerique septentrionale et lepoque a laquelle elles finiront. Les avantages que les armes angloises viennent de remporter dans cette region quand meme ils seroient suivis de la perte de New York ne semblent pas assez decisifs pour operer une reconciliation dont la soumission seroit la base. Les esprits des Americains paroissent trop aigris pour croire qu'ils puissent etre si facilement apaisés, d'ailleurs l'interet des chefs qui ont scu les entrainer dans la revolte saura encore les soutenir dans l'entousiasme de la Liberte. D'un autre coté le ministere anglois qui trouve dans les succes du moment la surete et la stabilite qu'il a cherche a se procurer par cette guerre civile ne voudra surement pas les compromettre en changeant de systeme et de mesures; en reconnoissant l'indépendance des Colonies contre laquelle il a armé sa nation, or en leirs accordant une quasi independance ce qui reviendrait au meme dans le fait. Le point jaloux pour les Anglois est le monopole du commerce. croire qu'ils s'en departiront facilement et qu'ils estimeront que la substitution d'une alliance seroit equivalente aux avantages exclusifs auxquels ils renonceroient ce seroit mal connaitre le genie de la nation et

glose, sa manière de calculer est bien plus solide. Sans doute l'opposition déprimant toute autre mesure proposera cette substitution et l'embellira par des sophismes. Son rôle est de prendre le contre-pied du ministère auquel elle ne veut réellement que se substituer, mais après avoir atteint le but à prendre elle même les mesures les plus contradictoires au système que le sera précusé. C'est ainsi qu'on a vu le fameux Pitt introduire dans l'administration par les déclamations les plus véhémentes contre le système continental en être ensuite le plus zélé partisan et déclarer sur plain Parlement que cetoit en Allemagne qu'il falloit conquérir l'Amérique. De toutes les probabilités la continuation de la guerre paraissant la moins équivoque, il y a peut être bien moins d'inconvénient aujourd'hui pour les deux Couronnes qu'il n'y en avoit il y a quelques mois à laisser les Anglois s'acharner toujours plus à la destruction de leurs colonies d'Amérique. On a dû craindre lorsque les premiers étoient errans sur la mer sans aucun établissement solide, que le désespoir de trouver des quartiers d'hiver ne les porta à en procurer dans les possessions françoises ou espagnoles. Cette appréhension ne peut plus avoir lieu, car il ne peut tomber sans le sens de supposer que l'Ang<sup>e</sup> abandonnera le dessein de soumettre de gré ou de force ses Colonies lorsque les événemens actuellement à lui rirs pour tenter fortune contre la France ou l'Espagne, c'est à dire pour provoquer les deux puissances quelle a le plus grand intérêt actuel à rassurer et à ne pas irriter. Cela considéré bien qu'il y ait aucun inconvénient à différer de se décider pour la guerre on y entrevoit plus tout un avantage réel. L'Ang<sup>e</sup> rassurée contre la crainte d'être oubliée ne se livrera que plus confidément à poursuivre son entreprise, les dépenses énormes quelle exige la mineront toujours plus tandis que les deux couronnes restant en pause et ne se relâchant pas dans leur prévoyance se trouveront au moment où il leur conviendra en mesure de prendre le parti le plus expédient à leur intérêt et à leur gloire. Leur plus grand intérêt dans ce moment c'est, que doit principalement les occuper est d'empêcher si est possible que les Colonies ne succombent, et pour cet effet de leur donner sinon des secours ostensibles du moins des moyens de se les procurer ailleurs. Si pouvoit y avoir des scrupules à cet égard on ne pourroit mieux les d'espérer qu'en opposant aux Anglois les maximes que la reine Elisabeth dont la mémoire leurs est encore si chère, établissant à découvert pour autoriser à secourir les Pays Bas

1776. revotés contre Philippe 2<sup>e</sup> avec lequel elle vivoit cependant alors en paix et en amitié. Voilà ce qu'on estime que les deux Couronnes auroient de mieux à faire jusqu'à ce que de nouveaux faits donnent lieu à de nouveaux conseils. Si par la suite d'autres circonstances exigeoient un parti plus énergique elles le prendront d'autant plus sûrement qu'elles s'y préparent. Mais comme il est de la prudence d'obvier à ce que la guerre ne puisse devenir générale, inconvénient qui peserait presque uniquement sur la France qui a de vastes frontières à défendre on pourrait dans ce cas là, diriger l'administration des secours à accorder aux Colonies de manière à pousser les Anglois à devenir eux mêmes les agresseurs dans cette qualité ils perdroient leurs droits à l'intérêt que diverses puissances pourroient prendre à ce qu'ils ne fussent pas écrasés.

CONSIDÉRATIONS  
DE LA COUR D'ESPAGNE.

*L'honneur de l'Esp<sup>e</sup> offensé par le Portugal sera suffisamment vengé par les seules opérations de l'Amérique ainsi rien ne presse à cet égard.*

*La guerre dans le moment étant un objet de choix et non d'une nécessité absolue, il convient d'examiner si nous sommes de toute part en bon état de défense afin qu'il ne nous en coûte pas quelque province d'Amérique.*

RÉFLEXIONS.

Le Roi ne doute pas que les sages et vigoureuses mesures que le Roi son oncle a prises pour forcer le Portugal à rentrer dans les voies de la justice n'aient le succès le plus prompt et le plus décisif, et Sa M<sup>te</sup> pense co<sup>mme</sup> le Roi C<sup>atholique</sup> que son honneur sera pleinement vengé lorsque les Portugais auront restitué de gré ou de force ce qu'ils ont usurpé dans le Paragual, et auront fait les satisfactions de droit.

Ce qui a déjà été dit prouve qu'en co<sup>mme</sup> en Espagne nous envisageons dans ce moment la guerre plus tost co<sup>mme</sup> une affaire de choix que comme l'effet d'une nécessité bien urgente. Ainsi rien de plus sage que l'examen qu'on recommande. La France depuis près de deux ans est occupée du rétablissement de sa marine et de ses colonies. Les progrès quelle y a faits sont considérables, mais tout n'est pas fait. Si la guerre étoit résolue ou imminente il seroit indispensable d'augmenter le nombre des

troupes qui défendent nos îles. On ny pourroit pas pour le present parceque la disette qui se fait sentir a la suite d'une secheresse presque sans exemple est si excessive que maigre les afflois du commerce on ne peut les aprovisionner suffisamment, dou il resulte des maladies et une mortalité auxquelles il ne seroit pas prudent d'exposer sans une necessité urgente les troupes qu'on se proposeroit d'y faire passer. On pourra les suplcer par une escadre qui sera tout aussi essentielle a leur conservation et a leur sureté que des troupes. Pour ce qui est de la marine on a lieu de saplaudir des progres du travail de cette année, on le suit et on le suivra avec vageur. 40 vaisseaux seront en état a la fin de l'année, les radoules de l'hiver et du printemps en donneront encore dix. Il entre journellement dans les arsenaux des bois pour la construction et tout ce qui est necessaire pour l'equipement et l'armement de la flotte et l'on ne discontinuera pas que les magasins generaux et particuliers ne soient remplis.

776.

#### CONSIDÉRATIONS DE LA COUR D'ESPAGNE

*L'invasion du Portugal jetteroit nos ennemis dans de grands embarras mais on ne pourroit entreprendre que dans la vue déterminée qui a été exposée dans la lettre de M. le M<sup>e</sup> de Grimaldi savoir que la conquête du tout ou de la partie resteroit irrevocablement annexée à l'Espagne*

#### RÉPONSES

Il est sensible que rien n'embarasseroit plus l'Angleterre dans la crise présente que l'invasion du Portugal. Elle ne pourroit que très difficilement et avec les plus grands risques secourir un allié quelle ne seroit pas abandonner. Ses forces directes et celles quelle emprunte des princes mercenaires qui lui sont le plus dévoués, se trouvant occupées en Amérique, celles qui lui restent ne sont pas même suffisantes à sa sûreté intérieure. Comment hasarderoit elle à les transporter à Lisbonne sans s'exposer elle même à être envahie. Sa principale raison même son unique ressource seroit donc de tenter d'attirer la guerre sur le continent, et par cette diversion de diviser les efforts des deux Couronnes et par là de les rendre en quelque sorte mutiles l'une à l'autre. Rien sans doute ne la serviroit mieux dans le dessein de rendre l'embarasement general que l'intent on ou paroit l'Espagne de reunir le Portugal à ses provinces. Le Ro-

174. *verra toujours sans jalousie comme sans inquiétude l'agrandissement de la Monarchie espagnole, mais Sa M<sup>te</sup> ne peut dissimuler au Roi son anxiété que la conquête du Portugal serait très allarmante pour toutes les puissances qui s'intéressant au maintien de l'équilibre de la balance ne pourroient voir tranquillement la maison de Bourbon s'accroître par la réunion du reste de la péninsule, et le Roi peut encore moins se dissimuler à lui même que les mesures que cette affaire produiroit, porteroient directement sur la France. Ses Etats sont livrés à un tour qui couvre les frontières d'Esp<sup>e</sup> et si la guerre étoit malheureuse pour la France tandis que l'Esp<sup>e</sup> réussiroit à soumettre le Portugal la première auroit donc aucun objet de compensation pour racheter ses pertes et cependant elle auroit porté le poids de la guerre dans une proportion bien supérieure à l'Esp<sup>e</sup> la guerre contre le Portugal ne pouvant exiger des dépenses qui approcheroient de celles occasionnées par une guerre contre des puissances infiniment supérieures à celle là. Il ne faut pas perdre de vue cependant que le Pacte de famille porte sur une base de compensation. C'en seroit une bien faible pour la France que l'avantage quelle pourroit se promettre d'une plus forte participation au commerce du Portugal. Ce commerce mal de celui du Brésil et des autres possessions d'outre mer seroit bien peu de chose à moins qu'on ne suppose que Lisbonne à la faveur de son heureuse position attireroit une partie de celui des provinces d'Espagne, mais ce ne seroit qu'un déplacement. On ne peut pas plus présenter à titre de compensation la possibilité de la conquête très difficile et bien inutile pour la France de l'île de Minorque de même que celle de la Jamaïque. Si la France avoit la première ce seroit pour son arrangement avec l'Esp<sup>e</sup>. Quant à de nouvelles acquisitions en Amérique si le Roi en demandoit ce ne seroit qu'autant qu'elles procureroient plus de facilité et de succès à ses peches.*

*Si c'est une maxime générale, mais que l'observe M. le M<sup>re</sup> de Grimaldi qu'on ne fait la guerre que pour gagner, elle ne doit être adoptée dans l'hypothèse présente par les deux Couronnes que dans l'idée que ce seroit tout gagner d'abaisser et de miner la puissance de l'Ang<sup>le</sup>. Assurément si est possible la séparation de ses Colonies de l'Amérique septentrionale, son commerce retreci et diminué, ses finances plus chargées affoibliront d'autant sa puissance et la rendront moins inquiète et moins orgueilleuse. C'est alors que la France et l'Esp<sup>e</sup> pourroient se féliciter d'avoir acquis un avantage plus précieux que ne le seroit*



la conquête d'une riche province. L'Ang<sup>re</sup> hors d'état de souffler et d'alimenter le feu de la division et de la discorde entre les grands États de l'Europe les deux Monarques ne seront plus gênés dans l'exercice de leur bienfaisance qui n'aspire qu'à faire jouir leurs sujets respectifs et l'Europe entière des doux fruits d'une paix sûre et constante.

CONSIDÉRATIONS  
DE LA COUR D'ESPAGNE

*Enfin dans cette guerre, l'Espagne risque infiniment plus que la France eu égard à ses riches et vastes possessions des Indes. En conséquence de quoi elle ne peut faire moins que d'exposer les susdites considérations afin que les souverains convenant des mesures qui seront les plus analogues à la gloire des deux Monarchies*

RÉFLEXIONS.

On ne disconviendra pas que l'Esp<sup>gne</sup> dans une guerre bornée contre l'Ang<sup>re</sup> seule risquerait plus que la France, en raison du front immense qu'elle doit couvrir et protéger dans les deux Amériques. Cependant si l'on considère la position et le produit des établissemens de la France dans cette même région plus faciles encore à être envahis et emportés surtout si une guerre continentale faisait la distraction de ses plus grands efforts, on ne disconviendra pas aussi que les risques de la France sans présenter autant de surface que ceux de l'Esp<sup>gne</sup> sont très considérables. Mais c'est ce qu'il importe d'autant moins de discuter et de clarifier que le Roi, pénétré de la plus juste confiance dans l'expérience et les lumières du Roi son oncle, est bien éloigné de prononcer dans une question où S. M. C<sup>te</sup> pense que les plus grands risques et les principaux désavantages sont de son côté. Le Roi au contraire veut en rapporter à ce que le Roi son oncle décidera lui-même. C'est en qualité de son auxiliaire que le Roi offre de se montrer. Cependant si le Roi C<sup>te</sup> désire savoir l'opinion de Sa M<sup>te</sup> elle pense qu'il ne peut y avoir aucun inconvénient à voir venir les Anglois et à suspendre une résolution que l'on sera toujours à temps de prendre si les circonstances l'exigent, bien entendu qu'on ne se désistara de part ni d'autre des

mesures de prévoyance qui ont été si sagement combinées soit pour repousser une injuste attaque, soit pour la prévenir lorsqu'on ne pourra pas douter quelle se prépare. En attendant que ce sera faire assez de contribuer par tous les moyens indirects à alimenter la guerre allumée dans le Nord de l'Amérique en empêchant les Américains de succomber et d'être forcés à subir le joug. Cette guerre est une de ces circonstances heureuses que la justice n'aurait pas permis aux deux Monarques de provoquer mais que la politique ne peut pas leur conseiller de négliger.

Si l'on se détermine à faire quelque chose pour les insurgens la circonspection ne peut être trop soigneusement observée, mais comme il y a un mystère qui ne se dévoile à la longue, il faut qu'on ne puisse méconnaître que l'union intime des deux puissances anime et dirige les mesures secrètes et communes. Telles sont M<sup>rs</sup> les réflexions que Sa Majesté m'ordonne de communiquer à V. Exc<sup>te</sup> afin quelle veuille bien les transmettre à sa Cour. Sa M<sup>te</sup> recevra toujours avec un véritable intérêt celles que le Roi son oncle voudra bien lui faire confier par votre ministère.

J'ai l'h<sup>r</sup> d'être avec un très parfait att

*Espagne, 1 582 n° 98*

Attendre et ne se relâcher d'aucune mesure, se fortifier davantage, au contraire, afin de n'être surpris nulle part; empêcher seulement que « le foyer allumé en Amérique » ne s'éteigne, que les Colonies ne succombent; dans cette vue leur apprêter les moyens de se procurer des secours si on ne leur en envoyait pas d'ostensibles, voilà à quoi se résume le sentiment du cabinet de Versailles. Jusqu'à ce que de nouveaux faits donnent lieu à de nouveaux avis, ce cabinet ne voit rien de plus à faire; et comme il apaisait ses scrupules, s'il en avait au sujet de ces trames contre l'Angleterre en pleines relations d'amitié, par le souvenir de l'assistance qu'elle avait prêtée contre nous à la Corse

Le ms. n<sup>o</sup> 10000 avait fait une première minute qui se trouve dans le même volume des Aff. étrangères que celle-ci. Elle est classée sous le numéro 69 elle ne contient pas le préambule qui est en tête de la seconde. C'était probabie-

ment celle qui avait donnée à lire d'abord à M. de Maurepas et au roi; dans le reste les deux pièces sont semblables, si ce n'est que dans la pièce n° 69, les *signatures* s'appellent *éclairecissements*.

dans des conditions analogues, il engageait l'Espagne à agir de même en se rappelant les maximes avouées de la reine Elisabeth : dont la « mémoire, avait-il soin de dire, était si chère aux Anglais », pour soutenir les Pays-Bas contre Philippe II avec qui elle était cependant en rapports d'union et de paix. Le pli ne put être remis au comte d'Aranda que le 5 novembre, quoique celui-ci fût présent à la cour.

Indépendamment de l'intention, soigneusement déguisée d'écarter toute conquête en Portugal, plusieurs détails sont à remarquer dans les raisonnements de M. de Vergennes. D'abord, cette première explication de son changement d'attitude : « la France a déjà fait beaucoup, depuis deux ans, pour rétablir sa marine et ses colonies, elle n'a pas encore tout fait. C'est-à-dire que l'on n'était pas suffisamment prêt pour une entreprise telle que la guerre. On ne tardera pas à voir le ministre reproduire ce motif, assurément péremptoire, mais on pourrait s'étonner qu'il ne l'ait point aperçu plus tôt, si le fait des succès de Howe en Amérique n'était pas venu lui fournir un motif naturel d'y regarder de plus près. La guerre avait pour appui sur l'insurrection heureuse des Colonies, mais on ne voulait ou l'on ne pouvait point l'allonger cette insurrection étant défaite.

Les autres détails sont les raisons plus particulières découlant des considérations à envisager et de la conduite qui devait s'ensuivre. D'abord celle-ci : l'Angleterre possède en Europe des amitiés ou répond à des intérêts qui ne la laisseraient pas subir trop de pertes, à plus forte raison trop d'abaissement. Évidemment, après la déroute de l'armée du Congrès, le cabinet, pour oser s'engager contre la Grande-Bretagne, a d'autant plus besoin de connaître l'attitude éventuelle de l'Europe. Vient ensuite la raison vraiment dominante, celle que nous indiquons plus haut, celle qui caractérise la politique des conseillers du roi, lui donnera son cachet dans l'histoire et la différenciera de celle de l'Espagne : dans l'entreprise contre la Grande-Bretagne la France est désintéressée de tout accroissement de territoire et recherche uniquement des satisfactions d'ordre moral. A cet

—

---

1776 égard il n'y aura pas d'équivoque; le ministre veut être explicite le roi « serait heureux des acquisitions de son oncle » et M. de Grimaldi n'a pas tort de dire qu'on ne fait la guerre que pour gagner; mais ce serait tout gagner, « ce serait un avantage supérieur à la conquête » d'une riche province », que d'abaisser la puissance anglaise ou de la ruiner. Cela dit, il allait de soi que, désormais, on s'observerait plus étroitement encore qu'auparavant dans les démarches, qu'on y fit régner le secret et que, si elles venaient à être connues, les deux Couronnes apparussent bien à l'Angleterre solidement unies; le cabinet avait tout lieu de ne pas laisser clore sa dépêche sans que cela fut écrit une fois de plus.

La cour étant à Fontainebleau, le comte d'Aranda put accuser réception du document le lendemain 6 novembre<sup>1</sup> et, par son courrier le plus prochain, le transmettre à Madrid. Il ne paraît pas que Charles III et son premier ministre s'attendussent à une autre réponse que celle dont l'ambassadeur espagnol était nanti. On ne voit point qu'ils se soient étonnés de celle-là et moins encore trouvés déçus. Le courrier de l'ambassadeur emporta, dans le même pli, une dépêche pour Ossun accompagnée d'une lettre privée du ministre, sous la forme officielle M. de Vergennes répétant au représentant du roi les raisonnements tenus au cabinet de Madrid<sup>2</sup> et il les renforçait sous celle de l'intimité. A ce moment-là, les premiers rapports du marquis de Noailles, récemment installé à l'ambassade de Londres, arrivaient aux Affaires étrangères<sup>3</sup>. Ils annonçaient que les victoires de l'armée de Howe causaient des transports et que l'énergie avec laquelle le Gouvernement armait une nouvelle flotte ou hâtait la presse des matelots était extrême. Évidemment, il y avait nécessité d'instruire confidentiellement Ossun de ces faits et de lui marquer l'opinion qu'en concevaient le roi et son conseil. Ces dépêches paraissent exprimer exactement les impressions du Gouvernement. On sent dans sa pensée

*Espagne* : 582 n° 99. — <sup>1</sup> Lettre et dépêche des 7 et 8 novembre. *Ibid.* n° 100 et 101.  
 Le duc de Noailles avait pris le service des affaires de Courtes le 24 octobre.

des sujets de préoccupation, mais le ministre ne trouve pas moins lieu de s'autoriser à ne point s'alarmer encore. Son attention se porte beaucoup plus sur l'encouragement que doit tirer M. de Pombal des succès de l'Angleterre et des préparatifs qu'elle fait pour s'en procurer de nouveaux. Il n'est pas à croire, écrit-il, que les mesures auxquelles cette puissance commence à se livrer « caractérisent un dessein arrêté de faire la guerre, assez de motifs puisés dans les vues d'une sage prévoyance peuvent en justifier l'objet; mais des moyens défensifs pouvant être facilement dirigés à l'offensive, nous ne devons être trop soigneusement sur nos gardes pour éviter la surprise; autant il pourrait être dangereux de s'inquiéter prématurément, autant le serait-il de se reposer dans une trompeuse sécurité. » Aussi se préoccupait-on de l'état des forces et des moyens dans les deux pays : « Je sais qu'il n'y a point de recommandations à faire où vous êtes, d'ail à cet égard le secrétaire d'Etat; la marine y est *extérieurement* sur un très bon pied; nous ne sommes pas tout à fait aussi avancés et nous sommes moins aisés dans nos moyens de finances. » Toutefois, afin qu'Ossun fût bien à même de confirmer à Madrid les indications données au comte d'Aranda, le ministre appuyait sur les soins mis à nos armements : A la fin de l'année nous aurons quarante vaisseaux de ligne en état, dix de plus dans les six premiers mois de la prochaine; nous faisons entrer de toute part dans nos arsenaux des bois, des chanvres et tout ce qui était nécessaire; nous voulions avoir tous nos magasins bien fournis « car on n'est jamais plus sûr de la paix que lorsqu'on est en état de bien faire la guerre »; l'ambassadeur était autorisé à « assurer la cour d'Espagne que nous ne nous relâchions ni de nos précautions ni de notre vigilance et que nous serions exacts à l'informer de tout ce qui intéressait notre sûreté commune ».

Quant au Portugal, il restait bien, aux yeux du gouvernement du roi, une source d'inquiétudes, à cause des faits auxquels l'audacieuse habileté de M. de Pombal pouvait donner naissance, dans la situation où l'on se trouvait. L'Angleterre, marquant le ministre à

1776 Ossun, avait trop d'intérêt à ne laisser atteindre sérieusement ce pays ni en Europe ni au Brésil, pour qu'il ne crût pas entraîner d'autant mieux celle-ci qu'elle serait plus prête à la guerre. Cependant le cabinet anglais venait de desavouer à Londres devant notre ambassadeur, et devant celui de l'Espagne à Versailles par la bouche de lord Stormont, l'attitude de son allié, ses vues excessives, et M. de Vergennes inclinait à croire ces déclarations sincères; « tant que la guerre de l'Amérique septentrionale durerait, il se persuaderait difficilement que les Anglais fussent tentés de diverter leurs efforts au midi ». Il tenait dès lors comme vraisemblable que, si les premières opérations de M. de Cevallos étaient heureuses, ils s'en prévaudraient pour faire sentir au ministre portugais « la nécessité et la convenance d'un accommodement raisonnable ». Dans ces données, il n'y avait pas, suivant lui, à considérer comme des signes d'une attaque prochaine de la Grande-Bretagne ses préparatifs actuels.

Ce pli personnel à Ossun reflète, sans doute, les conditions qu'au fond on supposait être imposées désormais à la politique, par suite des impressions que les succès de Howe aux États-Unis avaient fait naître. En tout cas donne-t-il la mesure de ce qu'on voulait laisser connaître de ces impressions. Il en résulte, nous semble-t-il, que rester les yeux fixés sur le but, continuer à nous fortifier, ne pas nous montrer inquiets hors de propos des armements de l'Angleterre, paraissait la ligne à tenir, et que le cabinet ne trouvait pas qu'une autre attitude convint au moment présent. La dépêche officielle présentait comme il suit cette manière de comprendre la situation qui venait de se produire; elle informait l'ambassadeur que tel était le sentiment du roi et du conseil :

A Fontenay-lez-Compiègne le 8 g<sup>re</sup> 1776.

Je profite, M., d'un courrier de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda pour vous faire part de nos dernières nouvelles d'Ang<sup>re</sup>. Elle nous apprennent que la presse a été ordonnée le 28 du mois d' et qu'elle a été aussitôt exécutée avec la plus grande

rigueur. Cette démonstration semble devoir de prim abord induire des vûes charmantes pour la tranquillité de l'Europe. Mais au jugement de près nous ne pouvons pas encore la considérer comme une détermination ni même comme une tendance à la guerre contre nous et contre l'Espagne.

Deux motifs principaux peuvent avoir porté le Ministère B<sup>m</sup> à précipiter les mesures dont il s'agit. 1<sup>o</sup> La cour de Londres est instruite des travaux et des armemens qui se font dans nos ports et dans ceux d'Espagne. Il est à la vérité croyable que les ministres anglais en ont apprécié l'objet, c'est à dire qu'ils sont convaincus intérieurement que nous n'avons que des vûes de prévoyance, mais ils sont souvent obligés de sacrifier leur sentiment à l'opinion générale de la nation, et il est probable qu'elle voit dans nos précautions actuelles un dessein hostile et imminent. Mais cette manière de juger de nos opérations n'a pas encore attaché au peuple anglais le moindre indice qui vint la guerre avec nous. Quant aux ministres ils ont trop d'embaras pour la souhaiter ou, pour mieux dire, pour ne pas chercher à la prévenir, toute autre vue de leur part serait une véritable démence. Pour s'en convaincre il suffit de jeter les yeux sur l'Ang<sup>m</sup>; ce royaume est presque entièrement dégaré de troupes, tous ses armemens légers sont employés en Amérique, les 36 vaisseaux qu'il arme d'une manière qui pèse tout à la fois sur son commerce et sur ses fonds, sont nécessaires pour couvrir ses côtes, lesquelles, privées de cette protection, seraient ouvertes à l'invasion la plus subite et la plus facile. Cet état de choses, dont vous ferez aisément l'analyse, nous autorise à penser, que les démonstrations présentes de la Grande Bretagne manifestent plus de crainte que de mauvaises intentions.

Le 2<sup>e</sup> motif qui peut avoir influé sur la détermination du ministère B<sup>m</sup> est la persuasion ou il est sans doute que ses mesures contre l'Amérique sont insuffisantes, il aura reconnu le besoin indispensable d'un plus grand nombre de matelots, et il aura cru devoir mettre en avant un prétexte étranger et assez plausible pour obtenir, sans accuser son défaut de prévoyance, l'augmentation qui lui est nécessaire.

Tel est, M. le sentiment du Roi et de son Conseil sur la conduite et sur les dispositions actuelles de la cour de Londres.

S. M. n'y voit rien qui menace la tranquillité publique pour le moment présent, mais la sécurité que nous donne cette manière de juger les choses,

- 770 ne nous empêche pas de porter nos regards sur l'avenir, et n'opérera aucun ralentissement dans les mesures de prévoyance que nous prenons pour nous mettre en mesure pour tous les événements possibles.

*Espagne, t. 582 n° 101*

Dans une lettre du 14 novembre, mais en donnant un peu plus d'accent à la nécessité de ne point délaisser cette « prévoyance », le ministre revient de nouveau sur ce sujet avec Ousun<sup>1</sup>. « Je vous ai déjà mandé, lui écrit-il, que nous n'avons aucun motif pour partager la méfiance que la cour de Madrid continue d'avoir à l'égard des dispositions de la cour de Londres relativement aux affaires du Brésil, mais cette façon de penser ne nous empêche pas de suivre pied à pied les démarches du ministère anglais et de prendre des mesures contre les vues secrètes qu'il peut avoir le dessein de nous dérober; la vigilance est devenue d'autant plus nécessaire que la marine anglaise fait des mouvements dont on n'a pas encore pu pénétrer le véritable objet ». Il avait fait alors exprimer les mêmes idées de prudence avisée au marquis de Noailles, notre ambassadeur à Londres. Mais comme elles avaient la beaucoup plus d'importance, il venait de les lui développer de sa main, celui-ci étant porté à envisager beaucoup moins tranquillement les choses que ne les regardait le gouvernement du roi.

Arrivé à son poste le 23 octobre, l'ambassadeur avait vu aussitôt le prince de Masserano. Le lendemain il s'était fait recevoir par les lords Weymouth et Suffolk et avait eu le 25 son audience de Leurs Majestés Britanniques. Il se sentait aussi peu de propension pour l'Angleterre que M. de Guines avait été dominé par elle. Il était, sa correspondance le fera voir, de ceux qui espéraient le plus dans les événements de l'Amérique pour fournir à la France l'occasion d'une revanche des humiliations passées. Lord Weymouth lui avait paru « plus taciturne et plus renfermé en lui-même » qu'on ne le lui avait dépeint; il lui

*Espagne, t. 582 n° 116*



fut antipathique dès ce premier moment. Il avait trouvé lord Suffolk plus hant. L'ensemble de ses impressions, toutefois, le portait à une grande défiance. Il gardait d'ailleurs avec lui, comme premier secrétaire Garnier, trop habitué à avoir ce sentiment quant à la politique britannique, et, depuis quelques mois, trop engagé à y obéir par les instructions ou la correspondance de Versailles, pour ne pas le fortifier chez l'ambassadeur. Le prince de Masserano devenait naturellement un peu le guide de notre nouveau représentant; il lui donnait parfois de bonnes raisons de ne pas céder à ses impressions trop vite. Seulement, très imbu lui-même de défiance, en réalité, il ne réussissait guère à en détourner son collègue. En rendant compte de son début, le marquis de Noailles indiquant que l'occasion allait prochainement venir de « lui dicter le langage qu'il aurait à tenir au cas où le bruit de nos armements vrais ou faux s'accréditerait », il rapportait comme un indice des préoccupations régnantes que, parlant de son arrivée au ministre de Naples, lord Marchmont, pair d'Ecosse, avait demandé si l'ambassadeur « apportait la paix ou la guerre ». Sur quoi celui-ci ajoutait :

Si ce propos était d'un Roi il rappellerait la réponse que fit dans une circonstance semblable le maréchal de Bassompierre envoyé avec la qualité d'ambassadeur de France auprès du roi Charles I<sup>er</sup> : « Sire, dit le maréchal, je ne suis point un héraut pour vous déclarer la guerre, mais bien maréchal de France pour vous la faire, et j'ai pitié au Roi mon Maître de vous la déclarer. » Je ne pretens pas assurément me comparer au maréchal de Bassompierre, si ce n'est pour la fermeté de mon zèle, quels que soient les événements qui puissent survenir pendant le cours de ma mission.

*Angleterre. A. 518 n° 1 xi.*

Ces réflexions de M. de Noailles indiquaient beaucoup de tendance à rompre. Dans les idées où l'on était à Versailles il s'en fallait que le moment comportât de telles dispositions. M. de Vergennes va ramener à une fierté plus sage le successeur de M. de Guines. Avec lui, comme avec l'ambassadeur à Madrid, on le verra montrer des propensions

- 1776 qui peuvent ressembler à un retour; elles seront plus accusées, même. Cependant, n'est-ce pas trop de dire un retour; ne s'agissait-il pas uniquement d'un temps d'arrêt, du besoin de se reconnaître avant d'aller plus loin, de mieux se couvrir pour se reprendre après? A cet égard la suite fera la lumière. Mais si du point où nous sommes maintenant arrivés on jette un coup d'œil en arrière, on reconnaîtra que la politique du cabinet de Louis XVI, depuis son avènement, n'avait pas été stérile. Le ministre s'en rendait compte, le marquait parfois dans ses dépêches et ce n'était pas sans fondement. La France avait passé de l'attitude effacée et faible qui était la sienne l'année d'au paravant, à l'allure d'une nation qui ne s'intimide plus et se sent près de parler de nouveau comme si elle était forte. Dans cette restauration morale, le comte de Vergennes avait rempli le rôle supérieur, il n'est que juste de le dire. Le roi l'avait appelé, assurait-on, pour ne point remplacer dans sa charge Choiseul, dont l'esprit « hardi et audacieux » effrayait. Il y a plusieurs natures de hardiesse et le secrétaire d'état en avait fait voir une que l'on n'avait peut-être pas jugé devoir porter si loin. Il avait eu toute la hardiesse et toute l'audace que peuvent comporter ensemble le sens politique et l'esprit de mesure inspirés par un grand attachement pour son pays; il avait eu la hardiesse d'apporter de la suite dans les précautions et les soins, l'audace de pratiquer cette « dextérité » qu'il conseillait lors des *Considérations*. Cela avait suffi et il ne s'était trouvé dans les moyens de personne de proposer ou de laisser concevoir une conduite de plus d'éclat. Cependant, c'était la première phase seulement de la carrière ministérielle du comte de Vergennes. Une seconde phase s'ouvrait à cette heure. Il allait montrer dans celle-ci qu'en effet la France avait été rendue forte.

FIN DU TOME PREMIER

## TABLE DES CHAPITRES.

AVANT PROPOS

Pages

### CHAPITRE PREMIER.

#### LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LES COLONIES ANGLAISES

Impression produite en France par le soulèvement des colonies anglaises, sentiments qui la motivent — Efforts qu'avait faits le duc de Choiseul pour aider à ce soulèvement — Sa correspondance à cet effet — résultat qu'elle avait eu — État des choses à l'ouverture du nouveau règne. — Le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères — Le comte de Maurepas, les autres ministres du roi. — Caractère et qualités du comte de Vergennes, esprit d'État que le moment comportait.

### CHAPITRE II

#### LA SITUATION DE L'EUROPE ET LES ALLIANCES DE LA FRANCE.

Les affaires d'Amérique à l'arrivée de M. de Vergennes, peu de place qu'il leur accorde. — Il est fixé à la politique du Pacte de famille — Exposé au roi de la situation politique de la France et du parti à prendre, instructions remises à notre ambassadeur à Vienne — L'éventualité de la guerre

172

### CHAPITRE III.

#### L'UNION AVEC L'ESPAGNE

Similarités communes des cours de France et d'Espagne — pourquoi on les exprime plus chaleureusement à Versailles. — Agression des Portugais contre les possessions espagnoles d'Amérique. — M. de Vergennes et l'Angleterre. — Lord Stormont et lord Grantham représentants de l'Angleterre à Versailles et à Madrid — Les dispositions de l'Espagne et la guerre générale — M. de Vergennes s'explique sur le concours que la France peut prêter — Effets immédiats qu'il demandait à l'alliance — Idée des Anglais que le

85

UNIVERSITY OF CHICAGO

souvernement des Colonies est le fait de l'opposition parlementaire. — Vieux formes à Versailles pour le ministère britannique dans la même idée — perspective de la revivres de lord Chatham aux affaires. — M. de Vergennes fait agualer à Charles III. les fureurs que l'Angleterre entretient en Amérique. — Intérêt qu'en prennent les différends avec le Portugal — Le marquis d'Ossun, notre ambassadeur à Madrid, étalage des forces de l'Espagne.	Page.
Les deux pays sont d'accord pour se précautionner, l'Espagne nous invite à renforcer notre marine — M. de Grimaldi propose de faire expliquer l'Angleterre le comte d'Aranda, ambassadeur à Versailles. — Mémoire de M. de Vergennes en réponse, aussitôt remis qu'il rencontre à Madrid. — Opinion du ministre sur le système que la guerre contre les Colonies causera à l'Angleterre. — Comment celle-ci justifie les préoccupations des deux gouvernements, son exode du golfe de Biscaye. — Le prince de Masserano, ambassadeur de Charles III. à Londres, son retour à l'ambassade. — Reentrée du comte de Guines à l'ambassade de France.	31
ANXIÉTÉS. — I. Querelle entre le Portugal et l'Espagne. — II. Sur le ministère anglais lors Chatham et les événements de l'Amérique. — III. Le comte d'Aranda.	58

## CHAPITRE IV

## LE CABINET DE VERSAILLES VIS-À-VIS DE L'ANGLETERRE.

La rage rassurant qu'on faisait tenir à Londres par notre ambassade — Guisier, chargé d'affaires. — Souhaits pour le ministre contre l'opposition. — Craintes que l'on avait de voir revenir lord Chatham. — La réciprocité des procédés. — Indifférence apparente pour les affaires des Colonies. — La question du Portugal et de l'Espagne. — L'ambassadeur comte de Guines. — Semblants et craintes des ministres anglais, leur erreur au sujet de l'Amérique. — Nouvelles inquiétudes sur la rentrée de Chatham. — M. de Vergennes s'applique à rassurer l'Angleterre et à la fois à se garder. — Soins qu'il met à diriger le comte de Guines. — Comment il élève le ton à mesure que les affaires se compliquent. — Le Gouvernement sera amical et sincère si l'Angleterre l'est de son côté. — Concessions au sujet de Dunborg. — Nouvelles appréhensions d'une agression soudaine. — Passage du duc de Gloucester en France, son dîner à Metz chez le comte de Broglie, le jeune marquis de la Fayette.	67
ANXIÉTÉS. — I. Lord Mansfield. — II. Le comte de Guines et le Guisier. — III. Le duc de Devon. — IV. Passage du duc de Gloucester en France.	99

## CHAPITRE V

## PREMIERS PAS VERS L'AMÉRIQUE.

ce que M. de Vergennes des embarras de l'Angleterre. — Echec de l'Espagne à Alger comment le ministre en fait consoler Charles III. — Un propos de lord Rochford, rapport qu'en fait le comte de Guines et le prince de Masserano. — Comment l'attitude prise à Londres par le cabinet de Versailles domine le change sur nos dispositions à l'égard

tu s conformer encores par suite nouvelement. — Prévisions montrées à Charles II et coramda qu'en lui demande, première esquisse de la son avec l'Amérique. — M. de Guines propose à envoyer jusqu'en à Philadelphie, mission de Bonvouloir Bonmar chais. — Louis XVI interroge son oncle sur les dispositions de l'Espagne dans l'éventu- lité de la guerre. — Les relations et les informations de Bonmar chais à Londres en concerta son Mémor au roi. Louis XVI y fait donner suite. — Bonvouloir part pour l'Amérique. — Réponse de Charles III à son neveu à l'invité à refaire sa marine et al de celle de l'Espagne. — Vues du gouvernement de Madrid sur les mesures à prendre. M. de Grimaldi les exortme personnellement. Il détermine le terrain commun. Situation difficile qu'il avait. — A quoi le cabinet a igale borné alors ses projets, exortmns qui lui étaient données par notre ambassadeur. — Bule de lord Rochford sur des secrets secrets à Amériques sentiments que le cabinet de Versailles laisse voir à l'ambassade.	111
ANNEXES. I. Mission de Bonvouloir. — II. Le mémoire de Bonmar chais. — III. Corres pondance du général Lac. — IV. Lettre au marquis de Grimaldi au com e de Vergennes. — V. Le marquis de Grimaldi et le marquis d'Osma.	113

## CHAPITRE VI

## L'AMBASSADEUR DU ROI À LONDRES.

I. l'ite qu'on avait pu sentir les défauts de notre ambassadeur à Londres dans les rapports respectifs de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre. — Sa mobilité d'impression, la finité caractère de la correspondance du ministre avec lui. — Les Colonies et leurs partisans sont déclarés « rebelles » effet que cette détermination produit à Versailles. Hypothèse d'une négociation entre l'Angleterre et la Russie pour charger celle-ci de soumettre l'Amérique examen et réfutation qu'en fait M. de Vergennes, variations de M. de Guines. — L'Espagne demande notre médiation entre elle et le Portugal mais prie à cet effet par M. de Grimaldi. — M. de Vergennes désire assurer l'Angleterre à cette médiation réclame des négociations qui l'engagent. — Idée conçue par M. de Guines d'une alliance avec l'Angleterre, attitude que cette idée lui inspire comment elle agit à l'air. — Réponse que M. de Vergennes fait successivement à l'ambas- seur plénip de l'Espagne. — Surveillance étroite à laquelle nous soumet le ministre anglais, lors Stourmil au retour en France. — Arrivée de cet ambassadeur à Fontai nebleau son entretien avec MM. de Vergennes et le Maurepas. — Changements dans le cabinet de Londres lors Weymouth. — Méthode différente de M. de Grimaldi et de M. de Vergennes à l'égard de l'Angleterre. — Intérêt attaché par celui-ci à ne pas détourner les Anglais d'user leurs forces. — Langage qu'il veut faire entre voir à Londres et objections que l'ambassadeur y oppose. — Comment celui-ci se pousse et se retire en fin. — Événements pressagés par l'état des choses à la fin de l'année 1775.	166
ANNEXES. I. Alliance supposée de l'Angleterre avec la Russie. — II. La médiation avec l'Angleterre. — III. Le mémoire secret en faveur de l'alliance anglaise. — IV. Ré- cils de lord Rochford, Lord Weymouth. — V. Déclaration du roi pour supprimer la trans- lation et la rédition.	210

## CHAPITRE VII.

## LE PROGRAMME DE VERMILLES.

Comment le duc de Choiseul avait rompu avec les traditions de la politique commerciale au sujet des Colonies et avec le sentiment national au sujet du Canada. — Sous des noms auxquels il suffisait de répondre en se proposant de soutenir les Américains. — Affluence des avis qui le entouraient, M. de Vergennes fait rédiger des *Reflexions* sur la situation des Colonies et sur la conduite à suivre. — D'où provenait le commencement d'entente avec eux révéillé par ce document adressé de Bonumarchais à Londres, pourquoi ils donnaient confiance. — Hésitation du roi, M. de Vergennes obligé à la réserve : nouveaux efforts qui sont tentés. Bonumarchais débauche le monarque. L'artifice du ministère ayant en vue l'alliance avec l'Angleterre est reconnu pour un espion du cabinet de Londres : ménagements forcés de M. de Vergennes pour le comte de Guines, comment, à la fin, le ministre s'est posé au roi. Plaintes de l'Espagne contre l'ambassadeur elles sont portées au conseil : rappel immédiat de celui-ci. Garmar est désigné comme chargé d'affaires. — Précautions de M. de Vergennes au sujet de ce changement : il se sert de la signature de M. de Guines pour faire connaître à Londres les préoccupations des deux Couronnes près qu'on y trouvait au maintien du *seu des deux*

Page

240

ANALYSE. — Rappel du comte de Guines

243

## CHAPITRE VIII.

## CONSIDÉRATIONS SUR LA CONDUITE À SUIVRE.

Importance pour les deux cabinets de délibérer, d'arriver sur les projets préparés secrètement jusqu'ici. — On reçoit le rapport de l'ambassadeur envoyé à Philadelphie. — Le Comité de correspondance servait du Congrès, relations du Bonvouloir avec lui et conclusion qu'il avait lui adresser. Fumagout-Saint-Denis est délégué en France. — Les secrétaires d'Etat et les « conseils » ou conseils de cabinet. — M. de Vergennes demande au roi un comité pour la question de l'Amérique; son rapport à cet effet, *Considérations* qui l'accompagnent : ministres désignés pour donner leur avis. Comparaison des *Considérations* avec les *Reflexions* précédemment produites : résumé du sentiment nouveau : situation qu'il conseille, éventualités qu'il engage à trouver : secret impérieux qui l'inspire. La pièce est envoyée aux ministres, aux écrivains qui leur est demandée. — Brevet signifié au comte de Saint-Germain : non dire de la guerre. La réponse de Turgot, contrôleur général : effet défavorable qu'elle devait produire, sa théorie des colonies : son tableau des finances et des forces de la France : singularité de ses principes politiques. — Autre réponse qui est faite, à qui elle peut être attribuée : caractère résolu qui la distingue. Dispositions plus prononcées qui s'affirment dans le cabinet, influence que les liens formels avec l'Espagne avaient exercés pour les produire et qu'ils n'avaient encore

245

ANALYSE. — Rapport de Bonvouloir au comte de Guines

247

## CHAPITRE IX

## LES DISPOSITIONS DE L'ESPAGNE ET SES VUEES

Amour sincère de Charles III pour la paix. — Pourquoi l'Espagne était plus portée aux petites entreprises qu'aux grandes. — Humeur ombrageuse de son gouvernement.

Attachement probable de Louis XVI pour l'union avec son oncle. Faiblesse de M. de Vergennes à s'en faire une loi. — Sentiments de M. de Grimaldi à l'égard du roi et de son oncle. Charles III est transporté par la correspondance de ce dernier. Proposition de l'Espagne à conquérir le Portugal. Craintes de M. de Grimaldi d'en laisser perdre l'occasion. Le ministre espagnol avoue cette ambition, il propose de faire effectuer la conquête par les forces des deux pays et de laisser la France s'indemniser au Brésil.

— Réponse du cabinet de Louis XVI : principes qu'il assigne à la politique commune et conduite présente qu'il lui trace. — État d'affaiblissement où le dernier règne avait laissé la France : marasme du gouvernement du roi. — Soins de M. de Vergennes pour relever l'Espagne et ne point détacher la Grande-Bretagne de se garantir elle-même par la guerre contre ses colonies.

ANALYSE. — A. La. Jusqu'à Grimaldi et M. de Vergennes. — B. Sur l'envoi de forces espagnoles en Amérique.

## CHAPITRE X.

## EFFET PRODUIT A MADRID PAR LES AGRESSEMENTS DU PORTUGAL.

Nouvelles agressions du Portugal à Buenos-Ayres. — Manœuvres de M. de Pombal qui sollicita la médiation de Versailles et de l'Angleterre. — La cour de Madrid est convaincue de la complicité du cabinet de Londres : elle charge son ambassadeur d'informer Versailles des dispositions qu'elle a prises, des mesures qu'elle propose, et de demander que l'on concertât un projet d'action. — Activité du comte d'Aranda pour exciter la France contre l'Angleterre, ses relations, ses vues, son idée de faire moulever l'Espagne et de la rendre indépendante. L'ambassadeur lui en donna le moyen et se fit écouter avec l'importance de la guerre. — Louis XVI permit des conférences avec l'ambassadeur, réunies du 26 février chez le comte de Maurepas. M. de Vergennes y fit exposer cette politique en exposant celle des *Considérations* : dépêche confidentielle écrite à Osnabrück. — La Lamanche saisie par M. de Vergennes comme l'intercepteur ou les autres : sans succès ont cherché du ministère de guerre. L'organe a été réglé avec M. de Grimaldi. Tendance de ce ministre à laisser à la France les opérations militaires.

Nouvelle conférence chez M. de Maurepas. Aranda y appuie par une note les propositions de son gouvernement. Il ne désiste d'insister à Madrid et dans les négociations. Remission écrite en conséquence sans succès. L'envoi en est fait officiellement au ministre de la marine et à Osnabrück. — Contre-ordre émis par les deux rois : prudence. — La note y est leur satisfaction par paraître avec les colonies : négociations.

ANALYSE. — A. Préposés à l'Espagne pour protéger les deux Couronnes. — B. Projet de soulever l'Irlande contre l'Angleterre.

## CHAPITRE XI

## LA PAIX DE LA GUERRE

Les adversaires du cabinet. — Mouvement que se donnent les amis du comte de Galvez, ceux-ci poussés à expliquer avec le ministre devant le roi. — Lettres de M. de Vergennes à Louis XVI. le ministre offre au duc d'Anguilla le poste de son remplacement. faiblesse que montre le cabinet en consolidant le ministre. — Ce que Beaumarchais avait fait à Londres. Act ou Loi. le ministre *La Paix ou la Guerre*, le roi refuse les Américains. M. de Calanet questionné sur des notes secrets à donner aux Américains, sa réponse. premier million demandé à Louis XVI. le comte intime de M. de Vergennes. — Moyens organisés par Franklin, avant son départ d'Europe, pour procurer du matériel de guerre aux colonies les autres Montcaumon. Larois de Chateaufort, Barthelemy Dubouy. ungu qui fait M. de Vergennes de ses auxiliaires. Nouvelle lettre à Grimaldi en vue d'opérer une plus grande échelle. Beaumarchais de nouveau à Londres. présente qu'il trouve pour s'y faire tolérer. il est mis à la question par lord Rochford. Les opérations des Montcaumon, sont évitées. opportuniste qu'il y a d'opérer les plans le comte de Larois et Beaumarchais. leur ministère auprès du ministre. Avis du comte de Larois de Londres, où nous en étions avec l'Angleterre. La question de Terre-Neuve, au début de nos plus grands. Pourquoi M. de Vergennes retarde le moment d'acquiescement qu'il en donne à Beaumarchais. celui-ci est traité comme un chargé d'affaires.

ANALYSE. 1. Guerre et le comte de Galvez. 2. M. de Vergennes. 3. H. Beaumarchais.

## CHAPITRE XII

## OSCILLATIONS ET CALCULS DE LA COUR DE MADRID.

Motifs que l'existence de la cour de Madrid contre le Portugal donnait du au pas aller trop vite avec l'Amérique. comtes que l'on a du voir cette cour parer son action majeure dans les murs d'Europe et du côté de Lisbonne, son proposition belgique. elle fait demander à la France 1500 hommes pour garder Saint-Domingue. Importance venant attachée par le cabinet de Louis XVI à écouler la guerre du continent et à servir des forces espagnoles du côté de l'Atlantique. M. de Vergennes renouvelle à ce sujet ses premiers conseils. ils sont accueillis par le cabinet de Charles III. M. de Calanet et M. de Galvez. Précautions prises en même temps à Versailles contre l'Angleterre, pourquoi l'on ne voulait que se préoccuper romain appuyées par le ministre à la coopération que demandait l'Espagne, ses efforts pour mener Madrid à rechercher la conciliation avec Lisbonne. — Ombre mince sur les déurs de Charles III et espère à un pas refuse d'envoyer quelques troupes à Saint-Domingue, mais que cette cour ne va tenir. — Propos et paroles men de ses divergences et réprouvés par les sou- vers de la cour de Madrid. mais que l'on ne fait à Londres des dispositions de l'Es- pagne. M. de Vergennes redonne Garivar à cet égard et défend le gouvernement de Madrid comme il se fit ag. du sien propre. Sentiments déplorables pour la France ne peut à ce gouvernement. surveillance de l'administration espagnole. affaire du navire



## TABLE DES CHAPITRES.

le Septennat, dépêche dignement adressée de M. de Vergennes, les exigences des alliés	703
Les nouvelles et la politique; opinion de Frédéric II sur la France à ce moment	704
à quoi ne vient pas le ministre, et vertu d'État qui le recherche	710

## CHAPITRE XIII

### LA FRANCE ET L'ANGLETERRE EN ARRÊT L'UNE SUR L'AUTRE

Equilibre instable de nos rapports avec l'Angleterre. — Garnier veut même en désireux de la paix par-dessus tout, afin de tenir ses affaires d'Amérique avant que nos puissances nous en mêlent. — Les accidents à redouter, instructions et propensions de la marine anglaise. — Le peu de dispositions de la nôtre à dévorer les affronts. — Ferme résolution du cabinet de Londres de soumettre les Colonies par la force. — peu de fond qu'il faisait sur notre amitié, débats des chambres des lords et des communes. — Hostilité prochaine de la France et de l'Espagne provoquée par les corsaires, réponses rassurantes des ministres, qui n'y croient pas et n'y font pas croire. — Erreur où restait l'ambassade de méconnaître les affaires de l'Amérique aux yeux des partis ou des personnes. — Opinion de M. de Vergennes, il croit à de sérieux dangers de l'Angleterre et se laisse d'autant moins induire. — l'utilité d'avoir des raisons de se plaindre et des arguments à opposer. — le ministre rappelle nos anciens griefs de Terre-Neuve et des Indes. — Jalousie jetée au sujet de la contrebande de guerre. — langage rude indiqué à Garnier, lord Suffolk ne répond pas moins fermement. — M. de Vergennes fait annoncer à Londres le nom du successeur de M. de Guines pour inspirer confiance et réfute avec ardeur les pétitions de l'Angleterre. — Les ports de l'Amérique fermés aux navires anglais et la course déclarée contre eux par le congrès de Philadelphie. — importance qu'en reçoit la police maritime, dépêche du ministre sur les prises que les corsaires amèneront. — efforts continus pendant ce temps, pour convaincre le Portugal de satisfaire l'Espagne. — hésitation un peu systématique de celle-ci à dire positivement ce qu'elle voulait, prix qui entraînent le ministre et ses collègues à l'empêcher ou à la retarder d'entrer en guerre. — Ce que pensait M. de Vergennes des guerres que leur cause ne justifiait pas, dontes qu'il avait maintenant de pouvoir contenir l'Espagne.

ANNALES. — Débats du parlement anglais.

## CHAPITRE XIV

### L'ENVOI DU COMTE DE LAMOTTE A PARIS.

Le chargé d'affaires anglais et le mouvement qu'il croyait voir dans nos ports, motifs que M. de Vergennes en donne. — résultat qu'avait ce mouvement. — Rapprochement de Barbon Dubourg par le ministre, officiers et instructions que ce dernier procure. — Le « négociant fidèle » et discret chargé de dissimuler la participation du Gouvernement à l'armement des Colonies, vues sur Beaumarchais pour ce rôle; la maison Andrieux Hortaës et Co. — combinaison sur laquelle celle-ci est fondée. — M. de Grimaldi envoie le *mail* au premier par le roi d'Espagne. — utilité de faire opérer ensemble Beaumarchais et Barbon Dubourg.



## CHAPITRE XVI

## LE COMTE DE VERGÈNES PROPOSE LA GUERRE.

Pan d'effort produit à Londres par la déclaration d'indépendance des États-Unis. — Ré-  
 sultats qu'elle inspire bientôt à Garnier et promesses qu'il en tire. — Réponse du M. de  
 Vergennes, le ministre s'est déjà pris le parti de proposer la guerre. — « Comte » du  
 31 août le dogmatisme de M. de Vergennes point de départ de son exposé les avan-  
 tages de la guerre démontrés par les succès à ses mouvements, rôle probable des  
 autres puissances, idée de faire commencer la guerre par l'Espagne urgence de se  
 décider l'abstention et ses suites. — L'exposé est communiqué au comte d'Aranda qui  
 l'expédie à Madrid. — Disposition de la cour d'Espagne M. de Grimaldi et son ambas-  
 sadeur. — Réponse adressée à ce dernier au sujet de l'extradition de M. de Mourgues sur  
 les renseignements de S. M. Donné miliciens prêtres qu'elle devait lui être soumise  
 au cabinet. — Les actes de l'Espagne son refus d'expulser les navires américains sa  
 volonté d'armer à proportion des armements de l'Angleterre. — Hésitation et défiance à  
 la fois du M. de Vergennes au sujet de cette dernière puissance comment il s'imprime  
 néanmoins avec Garnier sur la présence d'un délégué américain en France . 56.

ARRIVÉE. — À la déclaration d'indépendance des États-Unis. — B. Admission des va-  
 seaux américains dans les ports d'Espagne. . 565

## CHAPITRE XVII

## LES CONDITIONS DE L'ESPAGNE ET LA DÉFAITE DE LONG-ISLAND

Question de la paix de l'Espagne avec Alger Charles III accepte les deux allures de la  
 France. Succès de la politique de Versailles avancés que Frédéric II fait faire au ca-  
 binet, mobile qui assaisonne ce prince. — Concours spontanément offert par l'Autriche  
 pour porter le ministère de Laubach à passer sur le Portugal dépêche de M. de Ver-  
 gennes à l'ambassadeur à Vienne. — Inquiétude croissante de l'Espagne au sujet des  
 armements de l'Angleterre, comment Garnier signale ces armements préoccupations  
 qu'ils devaient causer et mépris qu'ils donnaient à Versailles à l'égard de l'Espagne  
 réponse de Madrid à l'exposé du 31 août. — Pourquoi cette réponse tardait entrée des  
 Espagnols pour la conquête du Portugal. — M. de Grimaldi fait connaître à Aranda l'opini-  
 on du Pape lettre parvenue à M. de Vergennes, l'Espagne veut garder ce qu'elle possède  
 résumé de son programme. — Changements survenus pendant que l'Espagne délibérait,  
 final qu'avait fait M. de Vergennes sur les succès de victoire des États-Unis sa défaite de  
 Long Island rapport de Garnier qui l'annonçait. — Idée que l'on devait concevoir de  
 cet événement comment il ramenait en arrière, incertitude de l'histoire sur le retour qui  
 va se produire. — Lettre de M. de Vergennes au roi lui communiquant la réponse de Ma-  
 drid peu de place qu'il donne aux faits de l'Amérique « rien ne presse plus » urgence  
 de s'entendre avec l'Espagne avis et instructions du monarque. — Autre lettre envoyée au  
 roi le projet de dépêche du cabinet de Versailles, notamment au sujet obéissant au cabinet

on renouant aux résolutions de guerre. — Données nouvelles du problème posé par les colonies anglaises à Paris dans le domaine des emprunts publics.	591
ANNEXE. — 1. Frédéric II et les États-Unis. — 2. Les armements de l'Angleterre.	612

## CHAPITRE XVIII.

## LES ÉVÉNEMENTS DES ÉTATS-UNIS ET L'OPINION.

Effet produit sur le sentiment public par la déclaration d'indépendance des colonies anglaises. — Ignorance où l'on était de la politique du Gouvernement, reproches d'inertie que l'on faisait au ministère et particulièrement à M. de Vergennes. — Est-ce ce ministre qui avait voulu enoyer? Responsabilité qu'il en a prise devant l'histoire, qu'on ne peut lui donner de retirer dans l'expectative. — Les jeunes gentilshommes d'alors, leur détachement aux choses existantes, leur participation morale à la révolution des Colonies en attendant une participation effective. — Le comte de Broglie et ses motifs personnels de souhaiter que la monarchie tentât de reprendre son rang en Europe, quels indices on a de son association aux plans qui occupaient le cabinet. — Anciennes liaisons des deux Broglie avec le Prussien baron de Kalb, démarches du comte en sa faveur, rôle qu'un ambassadeur résumait à cet officier, données personnelles auxquelles le comte va le faire servir. — Ce qui s'était passé au dîner du duc de Gloucester à Metz. La Fayette est l'un des témoins qui en ont l'histoire, motifs qu'il y a de croire son témoignage sincère. — Pourquoi ce jeune marquis se trouvait à Metz. Intérêt que lui portait le comte de Broglie. — La conversation du duc de Gloucester, ses propos à Londres antérieurement, effet que ses paroles devaient produire, elles n'entraînent pas seulement La Fayette, mais le comte de Broglie lui-même, celui-ci conduit Kalb chez Salis Donau. — Développement qu'a eurent ses liaisons avec l'empereur, les plans des affaires étrangères, influence des demandes d'armement chez lui, questions qu'il avait pour son rôle, traitement favorable que les cabinets de son pays trouvaient en France, armements donnés, on faisait charger ses navires. — Dans tous lequel le comte de Broglie présente Kalb à Salis Donau, comment celui-ci contourne le stratagème en aimant le comte, le marquis de La Fayette, le vicomte de Noailles son beau-frère, et Ségur leur oncle, pour être en-rôle. — Vérité probable au récit qu'a donné La Fayette au duc qui, passionné pour aller en Amérique, il n'avait plus peur qu'il y entraîner ses amis.

ANNEXE. — Lettre supposée relatée au baron de Kalb.

## CHAPITRE XIX.

## LE MARQUIS DE LA FAYETTE.

Les ancêtres de La Fayette, leur ascendance, leurs deux branches, leur établissement aux châteaux de Saint-Barthélemy et de Vienne. — Substitutions testamentaires qui avaient fait leur nom, histoire qui lui était acquise. — Ascendance féminine du marquis de La Fayette, sa naissance au château de Camille, sa mère, et son dernier héritier mâle de sa famille. — Son enfance, sa grand-mère et ses tantes, sa première éducation.

## TABLE DES CHAPITRES

707  
Pages

Alliances de la maison, le marquis est amené au collège du Plessis, grande fortune qu'il recueille. — Son incorporation aux mousquetaires noirs, sa disgrâce physique et sa grâce d'esprit, les familles de la cour recherchent son alliance — son mariage dans la maison de Noailles. — Éducation d'homme de La Fayette — le duc d'Ayen — la duchesse — comment celle-ci élevait ses filles. — La « société de la cour » et le *Cabinet de l'Épée* de conspirations des jeunes gentils hommes. — Effet que les événements devaient produire sur ces adolescents, sentiments communs à La Fayette — au vicomte de Noailles et à Ségur — leur résolution d'aller en Amérique. — La Fayette confie ce projet au comte de Broglie — résistance puis consentement de ce dernier. — L'abouche le marquis avec le baron de Lamoignon, lui qu'il avait en vue. — Silas Deane et les trois autres grades promis — départ convenu — insinuations qui s'ensuivent — ordre d'abandonner le vaisseau. — Contrariété que les éclats de cette nature devaient faire éprouver à M. de Vergennes, — il sait toutes les occasions de déjouer ou de dévouer ceux qui veulent aller servir chez les *marigents* — lettres dans ce sens de son cabinet et de lui-même — lettre au lieutenant de police. — Ce que entraînent ces précautions, dévouant ou étouffant les uns et ne les employer — comme l'Amour de la France les inspire.

ANNEXES. — Acte de naissance et généalogie de La Fayette

63  
67

## CHAPITRE XX

### LA RÉPONSE DU CABINET DE VERSAILLES

Par suite qu'avait à effectuer M. de Vergennes, double conseil qu'elle présentait. — Comment il démitte — but commun — se dépece au comte d'Aranda. — Mot fa donné au changement d'attitude — l'insuffisance de ses armements — les amitiés de l'Angleterre en Europe — situation purement morale de la France. — Probabilité que la cour d'Espagne ne satisfaisait pas à autre chose. — Transports sautes à Londres par les victuaires de Howe sur Washington — activité des préparatifs anglais — ce que le Gouvernement en pensait. — Lettre particulière et dépêches officielles à Oms — lui expliquant le sentiment du roi et du conseil — mêmes indications envoyées à l'ambassadeur à Londres. — Dispositions dans lesquelles le marquis de Noailles se voit venir prendre son poste — peu d'encouragements à changer de manière de voir qu'il apportait dans Garnier et dans le prince de Masserano, impression que font sur Weymouth et lord Suffolk, comment il rend compte de son début. — Le cabinet de Louis XV. effectuant-il un retour? Coup d'œil retrospectif sur sa politique — à dire plus forte qu'elle avait inspirée à la France — rôle supérieur de M. de Vergennes dans ce statut — phase nouvelle ouverte à sa carrière de ministre.

679

### FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER

2-158

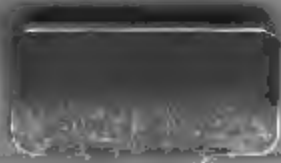












PENN STATE UNIVERSITY LIBRARY



A000032369654